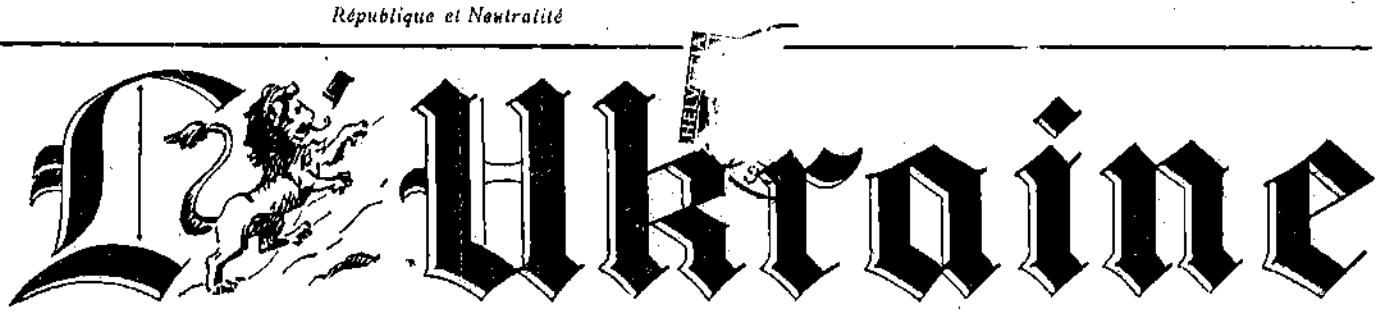
20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.



N° 83 Lausanne, 9 Janvier 1919 Vme Année.

SCHWEIZ. LANDESBIBLIOTHEK 1919 G. 4484 BERN

BULLETIN

Lausanne, le 6 janvier 1919.

L'effort de Wilson.

Il n'est pas douteux qu'à l'heure actuelle deux tendances assez distinctement marquées s'opposent l'une à l'autre dans les conversations diplomatiques poursuivies à Paris. D'une part le président Wilson et les Anglais, probablement aussi le gouvernement italien, soutiennent l'idée d'une Société générale des nations et de la reconnaissance immédiate de tous les nouveaux Etats détachés des grands empires du nord; d'autre part la diplomatie du Quai d'Orsay maintient sa fidélité aux vieux principes d'équilibre et d'alliance particulière entre les quatre puissances, au nombre desquelles on ne cesse de compter encore l'empire russe, qui n'existe plus depuis longtemps et qu'on veut restaurer à tout prix.

Nous espérons sincèrement que le président Wilson ne se laissera pas détourner de la voie qu'il s'est tracée. Comme il l'a dit lui-même l'autre jour à la Sorbonne, ce serait la plus grande défaite de tous les temps que la renonciation aux buts généraux pour lesquels les Etats-Unis sont entrés en guerre. Leur concours, auquel l'Entente doit sa victoire finale, n'avait pas pour but spécial de rendre à la France l'Alsace-Lorraine, par exemple, mais de réparer d'un seul coup toutes les injustices, y compris celle-là, en établissant un régime international tel que toutes les nations aient le droit de se gouverner elles-mêmes et de recourir à l'arbitrage pour régler les questions en litige entre elles. Le système des peuples « reconnus comme alliés » et des autres « pas reconnus du tout » est condamné sévèrement par le président comme absolument immoral.

Dire, comme un officier français vient de le faire à Léopol, que la Pologne existe aux yeux des Alliés, tandis que les Ukrainiens n'existent pas à leurs yeux, et se baser là-dessus pour attribuer la Galicie orientale aux Polonais, voilà qui est d'une immoralité parfaite et tombe sous la condamnation absolue du président Wilson et de tous ceux qui suivent sa politique parfaitement droite.

Nous sommes persuadés que le peuple français dans son immense majorité désire la victoire de Wilson sur les vieilles conceptions d'injustice et de favoritisme. Nous espérons que ses représentants à la Chambre des députés continueront à faire entendre d'énergiques protestations contre le sabotage organisé par certains hauts fonctionnaires pour entraver le succès de la conférence de la paix.

Le discours Pichon.

Les socialistes français ont interpelé le gouvernement sur sa politique étrangère et en particulier sur ses projets d'intervention en Russie. Il est fort regrettable que la réponse du ministre des Affaires étrangères, M. Pichon, n'ait pu donner satisfaction à personne, pas même à son chef, M. Clemenceau. Surmené sans doute et l'esprit occupé de toutes sortes d'autres questions, le ministre français des Affaires étrangères s'est vu reprocher violemment de n'avoir lu à la Chambre qu'une note préparée par M. Kamerer, chargé des problèmes russes au Quai d'Orsay.

Or il est de notoriété publique en France et à l'étranger que ce fonctionnaire est gravement compromis par ses attaches persistantes avec les monarchistes russes et en particulier avec M. Isvolsky. En 1916 déjà, M. Clemenceau, dans *L'homme libre*, et Gustave Hervé, dans la *Victoire*, ne lui avaient-ils pas fait honte d'envoyer les journalistes français à l'ambassade russe pour soumettre à la censure de M. Isvolsky leurs articles sur les revendications de la Pologne ?

On peut donc se méfier à juste titre des renseignements fournis au ministre par un fonctionnaire pareil. Les Polonais ont dû rire lorsqu'ils ont entendu M. Pichon faire l'éloge de l'impérialiste russophile Dmowski et condamner d'un seul mot le démocrate Joseph Pilsudski en jetant aux socialistes cette phrase désormais fameuse : « Vous oubliez, messieurs, que le géneral Pilsudski a combattu la Russie aux côtés de l'Allemagne ! » Il est vraiment dommage qu'il ne se soit trouvé personne au Palais Bourbon pour répondre en criant : « Et le général Haller ? »

En effet ce dernier, qui commande aujourd'hui l'armée polonaise de France, s'est distingué à la tête d'une brigade des légions polonaises qui combattirent la Russie en 1914 et 1915 et a fait son entrée solennelle à Varsovie à l'invitation du général allemand von Beseler le 1er décembre 1916. Nous publions plus loin une photographie de la revue de ses troupes qu'il passa avec l'Etat-Major allemand. L'accusation ainsi jetée contre le général Pilsudski est donc parfaitement ridicule, puisque le gouvernement français a pu engager à son service son collègue Haller en reconnaissant qu'un patriote polonais ne pouvait pas être blamé d'avoir combattu le tsarisme. Il semblerait que l'emprisonnement du général Pilsudski par les Allemands aurait dû lui mériter au moins l'estime de M. Pichon, surtout qu'il s'efforce aujourd'hui d'arrêter par tous les moyens possibles le bolchévisme qui envahit la Pologne.

L'attaque d'Odessa.

Si nous prenons volontiers ici la défense du général Pilsudski, démocrate sincère et loyal, bien que nous ne soyons pas entièrement d'accord avec lui sur la question de la Galicie orientale, c'est que nous estimons qu'il est en tous cas plus sympathique aux principes de justice et de droit défendus par les Alliés que son adversaire politique Dmowski et les bandes polonaises qui sont à son service.

Ce sont elles qui ont aidé le consul Hennot à compromettre le nom de la France en Ukraine. Alors que la première flotte alliée, composée surtout de vaisseaux anglais, avait été saluée par les acclamations enthousiastes de la population d'Odessa, l'attaque effectuée plus tard par des croiseurs français, chargés de troupes polonaises et nègres, a été immédiatement repoussée par l'armée ukrainienne du général Petliura et a rempli d'indignation le peuple de la ville et des campagnes.

Ce sont là des événements infiniment regrettables et qui ne doivent pas se renouveler. On comprend que le Directoire, qui dispose d'ailleurs aujourd'hui de plus de troupes qu'il n'en a jamais souhaité, ait déclaré vouloir se charger tout seul de maintenir l'ordre et de défendre les frontières contre le bolchévisme en refusant désormais toute intervention étrangère.

Le gouvernement ukrainien.

Le nouveau ministère installé à Kiew par le Directoire de l'Union nationale est composé surtout de social-démocrates et de socialistes modérés. Nous commentons plus loin dans deux articles sa composition et son attitude en face du bolchévisme. Le peuple chez nous veut l'ordre, mais il veut aussi que la révolution ait servi à quelque chose. Comme la propagande bolchéviste est extrêmement active à nos frontières et dans nos grandes villes remplies de réfugiés russes, il est parfaitement naturel que le Directoire veuille y répondre en faisant aux classes ouvrières les concessions nécessaires. Tous les pays du monde en arrivent là aujourd'hui s'ils veulent éviter la révolte.

D'autre part nous attirons l'attention du nouveau ministère, composé d'hommes calmes et raisonnables, sur la nécessité de ne pas exclure du gouvernement les grands industriels et la bourgeoisie commerçante et de limiter toujours les réformes agraires et sociales aux bornes des possibilités pratiques de réalisations immédiates et graduelles. C'est dans la voie de l'ordre et de la légalité que se trouve l'avenir des républiques démocratiques, surtout de celles qui ont des raisons d'être d'autant plus dégoûtées de l'anarchie qu'elles ont pu la contempler à leur porte. Nous faisons confiance au nouveau gouvernement pour s'inspirer de ces principes et pour convoquer le plus tôt possible une assemblée nationale constituante ukrainienne.

Réunion des deux Ukraines.

Tous les Ukrainiens d'Europe seront appelés à prendre part à ces élections générales. En effet, l'Etat de Halitch ou la « République d'Ukraine occidentale » vient de proclamer solennellement sa réunion à la grande république sœur. Nous commentons plus loin cet événement considérable. Les délégués ruthènes arrivent ces jours à Paris pour expliquer leur point de vue. Un immense enthousiasme national s'est emparé de tous nos compatriotes, des Carpathes au Don. Nous avons tous conscience de former une seule et même nation et plus rien ne pourra jamais nous séparer.

Les limites artificielles qu'avait dressées entre nous la politique rapace des grands empires sont abolies désormais pour toujours. Un avantage immédiat de cette mesure sera la discussion directe des frontières de la Galicie orientale entre les gouvernements de Kiev et de Varsovie, qui sont naturellement préparés à un meilleur esprit de conciliation que les politiciens de Cracovie ou de Léopol, naturellement exaspérés par un demi-siècle de frottements quotidiens. Nous souhaitons le rétablissement prompt d'une paix juste et durable avec la Pologne et c'est avec espoir et confiance que nous pouvons crier aujourd'hui : Vive la république d'Ukraine, indépendante et unifiée !

Les Ukrainiens de Hongrie.

La République hongroise vient d'accorder l'autonomie à nos compatriotes du versant méridional des Carpathes. Nous saluons avec plaisir cette victoire nationale, qui est un premier pas vers l'émancipation complète de nos frères et leur réunion à la grande République.

Il est certain que c'est là leur vœu naturel et légitime. S'il est vrai que M. Masaryk ait déclaré qu'ils voulaient faire partie de l'Etat tchéco-slovaque, nous lui donnons ici un démenti catégorique.

Editeur: W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

PAS DE BOLCHÉVISME

Nos ennemis monarchistes russes et leurs acolytes impérialistes polonais ne peuvent plus accuser l'Ukraine d'être germanophile puisque, au contraire, ce sont eux qui ont fait cause commune avec les troupes allemandes pour menacer notre indépendance et lutter contre l'Union Nationale. Il est aujourd'hui de notoriété publique qu'il y avait des détachements polonais à côté des contingents allemands qui soutenaient Skoropadski et les Russes contre Petliura.

Ne pouvant donc plus lancer aux autres une accusation qu'ils méritent eux-mêmes, nos ennemis ont trouvé autre chose. Les Ukrainiens sont accusés de bolchévisme. Les journaux français réactionnaires, qui sont sous l'influence iswolskienne, parlent de l'Union Nationale ukrainienne comme d'une entreprise bolchéviste alors qu'au contraire l'Union comprend tous les partis bourgeois ukrainiens aussi bien que des socialistes modérés, et que ses chefs, Petliura et Vinnitchenko, ont été condamnés à mort par contumace pour avoir organisé la résistance à l'invasion bolchéviste l'hiver dernier. Le consul Hennot et M. de Saint-Aulaire, compromis par leur louche alliance avec les Allemands, essaient de faire croire au Quai d'Orsay que notre mouvement national est bolchéviste. Enfin, la commission de liquidation polonaise établie à Cracovie, et qui devrait entre parenthèses s'occuper de ses propres affaires, télégraphie aux Alliés que « les bandes bolchévistes du général Petliura se livrent au pillage et à la dévastation en Ukraine. »

Rien n'est à la fois plus grotesque et plus calomnieux que des assertions pareilles. Chacun sait parfaitement bien que le général Petliura vient au contraire de rétablir l'ordre pour la seconde fois en Ukraine et que sa réputation militaire lui vient précisément de la façon magistrale avec laquelle il a su chasser les Bolchévistes du pays.

Dans la proclamation du Directoire, lancée de Bila Cerkwa, en décembre dernier, les monarchistes russes et les Bolchévistes sont proclamés ennemis de la patrie au même titre que les troupes allemandes qui soutiennent les uns ou les autres. D'autre part, le commissaire aux affaires étrangères du gouvernement des Soviets russes, Tchitchérine, vient de proclamer le gouvernement ukrainien de Vinnitchenko et de Petliura comme contre-révolutionnaire en engageant les Allemands à lutter contre lui.

(*Suite page 2*)

M. Paderewski, le grand pianiste, est appelé à jouer un grand rôle dans les destinées de la Pologne. *(Les journaux.)*

Il est donc absolument ridicule de parler d'une entente entre le Directoire ukrainien et le gouvernement des Soviets russes. Le seul accord qui pourrait être conclu entre les deux pourrait être une sorte d'armistice provisoire, les Ukrainiens renonçant à toute offensive contre la Russie, en échange d'une renonciation pareille du côté russe pour éviter les risques d'une nouvelle invasion bolchéviste, comme celle de l'hiver dernier.

Toutefois, il est bien certain que le Directoire ne démobilisera pas ses troupes nationales avant d'avoir assuré les frontières contre toute attaque possible et toute tentative d'empêcher les élections à l'assemblée constituante ukrainienne, qui doit se réunir dans quelques semaines. Ces troupes nationales, formées de volontaires, ont atteint de très gros effectifs et presque dépassé le demi-million. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un journaliste anglais les décrive comme équipés d'une manière assez sommaire et ressemblant extérieurement aux troupes bolchévistes tout en combattant contre elles. Rien n'est plus puéril que d'exploiter l'accoutrement modeste de nos soldats-paysans, d'ailleurs fort bien armés, pour leur attribuer des tendances qui sont à l'antipode de leurs idées. En effet, la plupart d'entre eux sont de petits propriétaires comme les montagnards de la Suisse, et considèrent le bolchévisme comme un danger d'anarchie aussi terrible que l'oppression tsariste.

Quant aux idées sociales-démocratiques et socialistes modérées des membres du nouveau gouvernement ukrainien, il serait parfaitement injuste de les assimiler au bolchévisme. En effet, l'échec lamentable des tentatives de restauration monarchiste à Kiev et à Ekaterinodar a bien montré que ce n'est pas la réaction qui peut sauver l'Europe et la Russie du péril bolchéviste, au contraire. L'Ukraine a choisi la bonne méthode, celle des réformes sociales légales, faites par la voie démocratique : le morcellement des terres impériales, le socialisme d'Etat modéré, des monopoles nécessaires et le contrôle légal de la grande industrie.

Toutes ces conquêtes de la révolution sont des garanties indispensables à l'ordre public. Celui-ci ne peut être établi qu'en donnant satisfaction aux légitimes revendications du peuple, au lieu de le pousser vers de nouvelles révoltes et de nouvelles représailles sanglantes. C'est par l'ordre, le travail et la légalité démocratique que des pays comme l'Ukraine peuvent établir autour de la Russie le « cordon sanitaire » dont on a tant parlé. C'est cette méthode-là que l'Union nationale a choisie et nous sommes certains que l'heure viendra où les Alliés l'en féliciteront et l'en remercieront.

EN SIBÉRIE

Le *Manchester Guardian* du 17 décembre écrit dans son éditorial :

« Les lecteurs se rappelleront qu'il y a quelque temps une relique de l'ancien régime en Russie, l'amiral Koltschak a eu l'amabilité d'arrêter le gouvernement antibolchéviste d'Omsk en Sibérie occidentale et de se proclamer dictateur, non seulement de la Sibérie, mais aussi de toutes les Russies encore inconquises. L'armée de Tchéco-Slovaques qui a mené la plus grande partie des combats dans cette contrée n'a pas été particulièrement satisfaite de cet acte ; mais l'amiral Koltschak a d'autres ennemis.

Le général Semenof qui, au début des affaires de Sibérie, avait l'habitude d'aller et venir du territoire chinois contre les Bolchéviks, est d'avis qu'il pourrait faire un tout aussi bon dictateur que n'importe quel amiral. Il a donc déclaré la guerre à l'amiral Koltschak et comme il se trouve entre Omsk et la base alliée de Vladivostok, la situation est embarrassante.

Jusqu'à présent, certains Alliés semblent avoir adopté le point de vue que peu leur importe quel Russe gouverne en Russie pourvu qu'il soit suffisamment réactionnaire et suffisamment véhément contre les Bolchéviks. Il semble qu'ils seront maintenant obligés de choisir entre deux hommes ayant une tout aussi mauvaise réputation. Maintenant qu'ils sont en train, ils pourraient étendre la sphère de leur choix. Ils doivent avoir appris que l'espèce de gens qu'ils nourrissent avec leur argent et soutiennent avec le sang anglais ne sont pas de l'étoffe dont on fait les vainqueurs des Bolchéviks.

Les Koltschak et les Semenoff ne combattent pas pour la Russie, encore moins pour les Alliés ; ils combattent dans leur propre intérêt et ils continueront à le faire tant qu'ils pourront recevoir de l'argent et du sang alliés pour les aider. Même aujourd'hui, des détachements de troupes anglaises, qui s'étaient engagés pour combattre les Allemands et défendre la liberté sont envoyés en Sibérie pour livrer bataille dans l'intérêt des Koltschak et des Semenoff. Si le gouvernement anglais ne met pas de lui-même un terme à cette honteuse aventure, il trouvera quelqu'un qui y mettra fin pour lui.

POLONAIS CLAIRVOYANTS

Les partis de gauche polonais commencent à reprocher à leurs adversaires politiques à Varsovie leur ignorance et leur mauvaise foi dans la question ukrainienne. Il était de fait que les impérialistes avaient complètement trompé l'opinion publique de leur pays en répandant sur l'Ukraine des conceptions et des renseignements complètement faux.

Même les émigrés polonais qui vivent en Suisse et en France et se nourrissent des journaux de Cracovie ou des communiqués de certaines agences polonaises, en arrivaient à s'imaginer sincèrement les choses les plus fantastiques et à ignorer complètement la vérité ethnographique et politique. Un Polonais n'écrivait-il pas l'autre jour au journal *La Suisse* que les Ruthènes voulaient « envahir la Galicie orientale pour empêcher la Pologne de se reconstituer », comme si les Ruthènes avaient vraiment besoin « d'envahir » un pays qu'ils habitent comme si ce n'étaient pas plutôt les Polonais qui tentent d'annexer de force à leur Etat un pays qui ne leur appartient pas et où leur minorité nationale est encore moins importante qu'en Lituanie.

La victoire de l'Union Nationale à Kiev a fait tomber les écailles des yeux de beaucoup de gens. On peut le constater par l'aveu qu'en fait le *Naprzod* du 18 décembre. Commentant les événements d'Ukraine, le grand journal polonais de gauche déclare que les « conséquences du dernier coup d'Etat accompli à Kiev sont énormes » :

Il atteint tout d'abord Skoropadsky et les courants russes qui le soutenaient. Le triomphe de la politique nationaliste ukrainienne sur les russophiles est absolument inattendu pour la société polonaise. L'opinion que les éléments russes en Ukraine étaient puissants et que le mouvement national ukrainien était faible se basait sur les informations inexactes données par les Polonais d'Ukraine, qui préféraient voir au pouvoir des Russes ou des russophiles comme défenseurs et partisans des grandes propriétés foncières et de la grande bourgeoisie.

La presse réactionnaire polonaise écrivait que le gouvernement Skoropadsky recevait l'appui de l'Entente, qui ne voulait pas entendre parler d'une Ukraine indépendante. L'attitude des Alliés pendant les derniers événements mérite une attention toute spéciale. La chute de Skoropadsky a placé Dénikine et tous les partisans de la Russie indivisible dans une position désespérée.

Pour la Pologne, au contraire, la tournure qu'ont prise les choses ne peut que lui être favorable, car, comme l'a fait remarquer déjà plusieurs fois le *Naprzod*, la restauration de la Russie serait fatale au libre développement et même à l'existence de la Pologne indépendante.

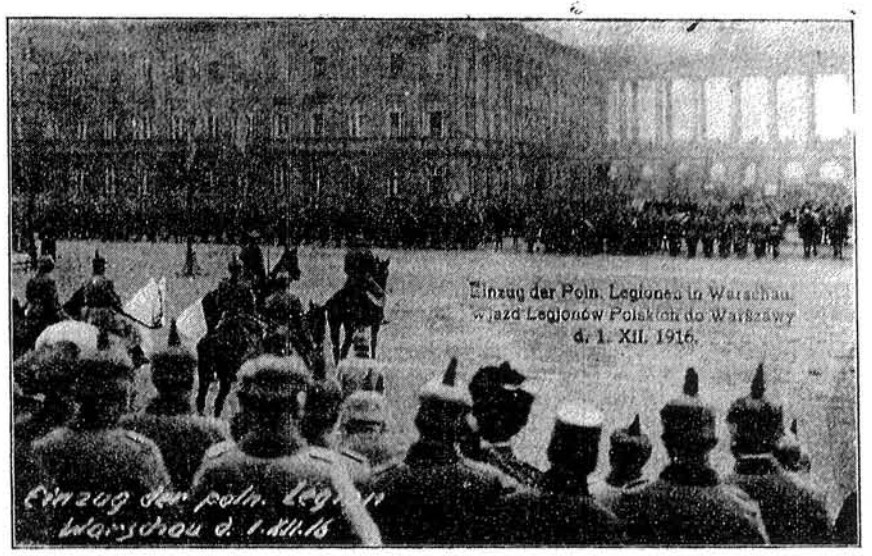
Malgré la guerre avec les Ukrainiens de Galicie orientale et bien que la population polonaise ait été mécontente des méthodes employées par les Ukrainiens, les Polonais ne doivent pas oublier que l'Ukraine indépendante répond aux intérêts les plus pressants de la Pologne. Un des premiers buts de la politique étrangère polonaise doit être de conclure un accord avec l'Ukraine indépendante, naturellement sous la garantie de justes droits pour les Polonais.

Nous sommes heureux d'entendre une voix aussi autorisée proclamer des vérités avec force et franchise. Il est grand temps que l'opinion publique polonaise revienne des préjugés dont une certaine presse n'a cessé de l'empoisonner. Personne mieux que les ennemis de la Pologne ne pourraient profiter des erreurs et des malentendus qui ont amené les relations entre l'Ukraine et la Pologne à être si tendues. Il est tout de même malheureux de constater qu'il a fallu la grande victoire ukrainienne pour ouvrir les yeux de nos voisins.

A l'heure où la cause de l'Ukraine semblait en grand danger par la faute de Skoropadsky et du consul français de Kiev, au moment où nous étions attaqués de tous côtés, il semblait que la presse polonaise fût tout entière occupée à parler des dépouilles de l'Ukraine et du profit que la Pologne en pourrait tirer.

Aujourd'hui que notre peuple, dans un magnifique élan d'énergie, a chassé tous les intriguants et rétabli l'indépendance intégrale de l'Ukraine, avec une puissante force armée de volontaires, nos voisins prennent un ton beaucoup plus conciliant et plus respectueux de nos droits. Sans nous attarder à des réflexions amères sur les motifs profonds de ce changement d'attitude, nous nous contenterons de constater avec plaisir que les Polonais clairvoyants semblent décidés à considérer les faits avec plus d'objectivité et à comprendre enfin la nécessité de traiter directement avec l'Ukraine au lieu de compter sur Paris ou sur Berlin pour nous dépouiller de nos territoires. Nous avons toujours souhaité un accord et nous ne saurions le désirer moins aujourd'hui qu'hier, mais il doit être bien entendu que les principes Wilson doivent servir de base intangible aux négociations.

UN DOCUMENT



Le général Haller, aujourd'hui chef de l'armée polonaise en France, passé en revue par le général von Beseler et l'Etat-Major allemand à Varsovie le 1er décembre 1916, à la tête de sa brigade des légions polonaises antirusses. *(Voir le Bulletin en 1re page, discours Pichon.)*

Chronique des événements

Le nouveau Cabinet.

Le Directoire ayant pris tout le pouvoir de Skoropadsky a ratifié la liste suivante du nouveau ministère. La présidence et le portefeuille des Affaires étrangères sont confiés à M. Tchekhowsky qui appartient à la fraction de la droite du parti social-démocrate. C'est un politicien d'une grande popularité. Ancien commissaire de la Rada centrale à Odessa, il fut élu par cette ville aux assemblées constituantes russes et ukrainiennes.

Le ministère des Affaires intérieures échoit à M. Mitsiuk appartenant à la droite du parti socialiste-révolutionnaire. C'est un publiciste bien connu qui a joué un rôle de tout premier ordre dans le développement et l'organisation des Zemstwos ukrainiens. C'est ainsi que ce ministre peut être regardé comme le représentant de ces derniers au Cabinet. A ce point de vue nous saluons le choix fait par le Directoire, car qui peut mieux savoir les questions de la vie intérieure du pays qu'un homme qui a consacré presque toute sa vie aux travaux dans les Zemstwos? Membre de la Rada centrale, il est bien connu aussi par les persécutions qu'il a souffertes de la part du gouvernement russe et qui lui ont valu un long et pénible exil en Sibérie.

Le ministère de la Guerre est dirigé par M. Grekow, ce qui concorde parfaitement, car depuis bien longtemps on parlait de lui dans les milieux politiques se rattachant à l'Union nationale comme du candidat le plus en vue à ce poste. Après Petlura, c'est un des hommes les plus populaires dans le pays. Au temps de Skoropadsky les politiciens de l'Union lui ont confié le poste d'attaché de la Mission ukrainienne à Sofia. Appartenant au parti radical il est ainsi un représentant des éléments nationaux modérés.

Le poste de ministre de Justice est confié à M. Slabtchenko appartenant au parti constitutionaliste-démocrate qui est un parti préféré de notre bourgeoisie.

L'Instruction publique sera dirigée par M. Ogienko, ancien professeur de l'Université de Kiev. Philologue savant, auteur de plusieurs ouvrages sur l'ethnographie ukrainienne, il est fondateur et le premier recteur de la nouvelle université de Kamenetz-Podolsk.

Comme ministre du Commerce, le Directoire a désigné M. Ostapenko, professeur et spécialiste éminent dans les questions financières. Il appartient au parti des socialistes-révolutionnaires.

Le ministre des Finances est M. Souproun, appartenant à la droite des socialistes démocrates. Membre de la Rada centrale il est connu pour ses travaux au ministère des Finances de la Rada. C'est grâce à lui qu'on a réussi de faire si vite la première émission des billets de banque ukrainiens. C'est lui qui a présenté le projet du billet de cent karbowanets avec des inscriptions en trois langues, en polonais, ukrainien et juif.

Le ministère de l'Agriculture est dirigé par M. Mykola Chapowal appartenant au centre des socialistes révolutionnaires. Il fut condamné à mort lors de la première révolution russe en 1905, et grâcié par l'ordre du Sénat russe. Journaliste et éditeur connu, membre éminent du parti il fut élu aux assemblées constituantes russes et ukrainiennes.

M. Antonowytch est le ministre des Beaux-Arts ; ancien ministre de la Rada centrale, il est connu parmi les Ukrainiens pour ses idées ententophiles, surtout italophiles qui lui ont valu beaucoup de persécutions de la part des Allemands. Il appartient au parti social-démocrate et fut membre de la Rada centrale et des assemblées constituantes.

Le portefeuille du ministère de la Santé publique a été confié à M. Matuchenko appartenant à la droite du parti social-démocrate.

Le ministère des Transports sera dirigé par M. Sydorenko ; social-démocrate, il jouit d'une immense autorité dans l'association professionnelle des cheminots ; il était attaché au même ministère auprès de la Rada centrale.

Enfin, le ministère de la Marine sera dirigé par M. Bilinsky et le ministère du Travail par M. Martynow.

En parcourant la composition de ce nouveau Ministère on peut dire qu'il est du genre Albert Thomas. Tous les ministères sont ce qu'on appelle des socialistes patriotes si l'on emploie la terminologie politique russe. Ils sont tous des nationalistes ukrainiens et ont lutté de toutes leurs forces contre les bolchéviks lors de la première invasion en Ukraine. Plusieurs d'entre eux, comme par exemple M. Schapoval et M. Sydorenko, furent condamnés à mort par le gouvernement des soviets.

L'Ukraine occidentale.

Le télégraphe nous a apporté une nouvelle dont les conséquences pour le développement futur du peuple ukrainien sont incalculables. Le 3 janvier, à 1 ½ h. de l'après-midi, le gouvernement de la République de Halitch, ayant donné sa démission en bloc, a proclamé solennellement la réunion de la République à l'Ukraine. La date du 3 janvier est désormais une date historique. Il y a quelques semaines quand sévissait encore dans toute l'Ukraine le régime russo-allemand de Skoropadsky, répondant aux questions qu'on nous posait de tous côtés nous écrivîmes qu'à notre avis le gouvernement de l'Etat de Halitch mène une politique parfaitement juste en conservant une attitude si réservée au sujet de la question de la réunion avec l'Ukraine orientale. Tout le monde commençait à se rendre compte que Skoropadsky préparait un coup d'Etat russe et il est si clair que les Galiciens n'avaient pas envie de lier leur sort avec le pays qu'on se préparait à jeter dans les bras de Moscovites. Cette politique ne pouvait en aucune manière s'appeler égoïste ; elle fut le résultat d'un accord commun de tous les Ukrainiens. Car si l'Ukraine de Kiev tombait de nouveau sous la domination moscovite, il nous resterait toujours une voix ukrainienne au monde, notre ancien Piémont, qui dirait la vérité sur la question ukrainienne au cours de la conférence de paix.

Mais les circonstances ont changé. Sitôt l'hetman chassé, la question de l'union fut posée de nouveau et l'attraction nationale de deux pays peuplés par le même peuple trancha la question. Au lieu d'attendre jusqu'à ce que le sort de l'Ukraine se définisse complètement au point de vue international, nos frères de Galicie ont préféré lier leurs destinées avec tout le peuple ukrainien. C'est une heure grave que traverse ce dernier sous une triple offensive de Polonais, des monarchistes russes et de bolcheviki. Et c'est une grave résolution du gouvernement de Galicie que celle de préférer dès maintenant à partager avec nous ces graves moments de notre vie nationale.

Pas d'intervention.

Suivant une dépêche, qui nous est parvenue il y a quelques jours le directoire a lancé par la T. S. F. une note à l'adresse de tous les gouvernements alliés dans laquelle il est dit que le nouveau gouvernement ukrainien dispose de forces suffisantes pour repousser les diverses invasions qui menacent l'Ukraine et prie les gouvernements de l'Entente de s'abstenir de toute intervention militaire sur le territoire de l'Ukraine. Quant à nous, notre commentaire ne peut être que le suivant : Si notre gouvernement dispose de forces suffisantes pour protéger les frontières, le principe de ne pas appeler à secours si l'on a ses propres moyens de se défendre est le seul juste... même si les puissances qui vous proposent cette aide sont les mieux disposées. D'ailleurs la politique maladroite de M. Hennot a gravement compromis la confiance des Ukrainiens en une intervention française.

Petites Nouvelles.

*** Le gouvernement hongrois promulgue une loi ayant pour but d'accorder l'autonomie à la population ukrainienne habitant les comitats de la Hongrie.

*** Le vapeur espagnol « Manuel Calvo » est parti de Barcelone pour Odessa avec un chargement de 1500 lits.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Neutralité

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

N° 84 Lausanne, 16 Janvier 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 14 janvier 1919.

La victoire de l'Union nationale.

La grande victoire de l'Union nationale en Ukraine a produit une impression considérable en Europe, et, bien que les monarchistes russes essaient de l'atténuer en lançant à la tête de nos patriotes l'accusation ridicule de bolchévistes, on peut dire qu'elle a eu un effet décisif sur la politique de l'Entente à l'égard de la Russie.

Même les délégués français en Galicie orientale ont commencé à changer de langage et à comprendre qu'il ne pouvait être question de « dicter » quoi que ce soit à un grand peuple de 35 millions d'âmes décidé à réaliser son indépendance et son unité à n'importe quel prix. 800 000 volontaires se sont enrôlés dans les rangs de l'armée nationale et tous nos voisins sont les premiers à sentir la force invincible du mouvement national et à transmettre leur impression aux puissances de l'Entente avec lesquelles ils sont en relations.

Les Tchèques, jusqu'ici assez réservés et peut-être un peu sceptiques à notre égard, ont compris la puissance énorme de l'Ukraine démocratique et, depuis la victoire de l'Union nationale, sont entrés en relations amicales avec le Directoire par l'intermédiaire de ses envoyés diplomatiques.

La note Pichon.

Une révélation de l'*Humanité* nous a fait connaître un document de première importance. Fidèle à sa tradition libérale et respectueux du droit des autres, le gouvernement britannique avait proposé aux Alliés d'adresser un message à tous les gouvernements constitués en Russie pour les inviter à mettre une trêve à leur rivalité durant la conférence de la paix et à envoyer chacun des représentants à cette conférence.

Au nom du gouvernement français, M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, a repoussé cette suggestion. Sa principale objection est basée sur la répugnance de son gouvernement à entrer en relations officielles avec le gouvernement des Soviets russes. M. Pichon refuse de reconnaître le pouvoir bolchéviste et de renoncer à la politique française qui consiste « à aider et à secourir par tous les moyens possibles les éléments sains et fidèles en Russie. »

Toutefois, en dehors des bolchévistes, la note Pichon déclare que « les Alliés peuvent admettre les différentes nationalités de Russie à présenter leurs revendications. »

Bien que la réponse française ne puisse pas satisfaire les peuples de Russie d'une manière aussi décisive que l'acceptation pure et simple de la proposition britannique, il faut se réjouir cependant du nouveau point de vue admis au Quai d'Orsay, qui semble en être arrivé à considérer le sort des peuples allogènes comme une question internationale au lieu d'en faire, comme jusqu'ici, une affaire intérieure russe. C'est là un grand pas en avant et nous savons gré au gouvernement français de l'avoir franchi. Maintenant que la révélation du journal socialiste a déchiré le voile, M. Pichon n'aura plus de raison de garder le silence par égard pour les monarchistes russes et il pourra proclamer officiellement devant le monde le nouveau point de vue de son gouvernement, qui fera beaucoup plus pour relever le prestige de la France en Orient que toutes les aventures et toutes les expéditions possibles.

Bolchévisme et monarchisme

On peut comprendre assez bien que le gouvernement français n'ait pas voulu entrer complètement dans les vues du gouvernement britannique en ce qui concerne le gouvernement bolchéviste russe. Il était difficile de s'attendre à ce que le Quai d'Orsay opère d'un seul coup un revirement aussi complet. M. Pichon n'a d'ailleurs pas tort quand il déclare que les légations bolchévistes russes qui viendraient s'établir en Europe occidentale serviraient avant tout de foyer de révolte et de propagande anarchique.

Mais là où est l'erreur, c'est de vouloir encore imposer à la Russie une réaction politique et sociale. Les éléments « sains et fidèles », dont parle M. Pichon, ne peuvent être trouvés parmi les anciens ambassadeurs du tsar à l'étranger. Ils sont pour le moins aussi disqualifiés que les Bolchévistes pour représenter leur pays au Congrès de la Paix. Quelle que légitime que puisse être notre crainte à l'égard de la propagande bolchéviste, il faut pourtant reconnaître que Lénine représente un beaucoup plus grand nombre de voix de citoyens russes que M. Isvolski ou le général Denikine. On peut se demander si la suggestion anglaise d'aller apprivoiser les Bolchévistes au lieu de les attaquer ne contenait pas certains éléments de vérité pratique. En tout cas, tout soutien donné à la réaction russe fera le jeu des révoltés et compromettra définitivement les décisions du Congrès de la Paix en Europe orientale.

Il nous semble, à l'heure actuelle, que la France aurait le plus grand intérêt à étudier de près les choses d'Ukraine pour voir comment on peut concilier des réformes sociales exigées par le peuple tout en établissant l'ordre et la régularité d'un gouvernement démocratique.

C'est peut-être en Ukraine que se trouvera la solution du grand problème, et nous serons les premiers à nous féliciter de pouvoir collaborer avec la France à la tâche de reconstruction mondiale. Les malentendus qui ont existé entre elle et nous, par la faute impardonnable de fonctionnaires malveillants et mal informés, vont être bientôt dissipés si le Quai d'Orsay entre résolument dans la voie indiquée brièvement par M. Pichon. Les hommes qui sont à la tête du Directoire, Vinnitchenko et Petliura, sont de fidèles amis de la France et les mieux placés pour s'entendre avec elle sur la base d'une amitié franche et loyale.

Editeur: W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

LA BASTILLE DE LA PAIX

Après la victoire des puissances démocratiques et la proclamation solennelle des principes de libre disposition des peuples on pouvait s'attendre à voir convoquer à Paris un véritable Congrès des Nations, répondant à l'idéal exprimé l'autre jour encore par le président Wilson dans son discours à Turin. On pouvait penser que l'heure du Congrès de Vienne était bien passée et que l'on ne verrait plus la diplomatie secrète et machiavélique tenir ses assises à la barbe des peuples et régler leur sort sans leur demander leur avis.

Tout le monde avait le droit d'espérer qu'on inviterait à Paris les délégations de toutes les assemblées nationales des Etats sans exception et qu'il n'y aurait pas de différence entre certaines nations dites « reconnues » et d'autres moins favorisées. On pouvait penser aussi que chacune des délégations jouirait d'une liberté complète de communications avec son pays. Tout le sang versé, les larmes répandues, l'espoir qui fit vibrer les cœurs pendant cinq années de souffrances, tout cela permettait de s'imaginer une rencontre unique et décisive dans l'histoire du monde pour régler une fois pour toutes les questions internationales avec l'assentiment de tous et en pleine connaissance de cause.

De cet idéal à la réalité il semble que la différence doive être singulièrement profonde. En effet, tous les communiqués se rapportant au Congrès de la Paix laissent prévoir que la conférence de Paris est envisagée à peu près sur l'ancien modèle de celle de Vienne, comme si un siècle d'expérience tragique n'avait pu rien apprendre à personne. En effet, quelques jours seulement nous séparent de son ouverture et la plus grande partie des nations du monde n'y sont pas invitées. Il s'agit d'une conférence des vainqueurs entre eux, mais à propos des autres. Des délégations de plusieurs peuples sont en chemin pour Paris, incertaines du rôle qui les y attend et de l'accueil qu'on leur réserve. Les frontières de la France restent hermétiquement fermées aux communications diplomatiques entre ces peuples et leurs représentants. Aucun livre, aucun télégramme, aucun document ne peut pénétrer dans cette Bastille de la Paix, où l'abondance et l'exactitude des informations devraient être le mot d'ordre au lieu que le silence et l'incompétence paraissent monter la garde autour des problèmes les plus importants.

Ces perspectives sont peu encourageantes. Il est difficile pour les peuples d'accorder leur confiance à un congrès organisé sur des bases pareilles. Ce serait commettre une grave erreur et se bercer d'illusions dangereuses que de supposer un seul instant qu'une paix durable puisse être établie sur cette base. Jamais les peuples n'accepteront des décisions prises de cette manière-là. Nous ne sommes plus à l'époque où un groupe de puissances peut prétendre « dicter » à tous les peuples du monde des conditions arbitraires. Un loup rôde autour de cette Bastille, c'est le bolchévisme. Dans la peur qu'ils ont de le voir siéger à leur table ou même jeter un coup d'œil sur leur assemblée, les diplomates de l'ancien régime s'enferment à huis clos et lui laissent le champ libre à l'extérieur pour dévaster leurs bergeries les unes après les autres.

Qu'on ne s'y trompe pas! Tandis qu'on discutera tranquillement des moyens d'arrêter le bolchévisme en Europe, celui-ci aura déjà profité du mécontentement général pour établir sa domination un peu partout et quand les bergers sortiront de leur bastille, ils risqueront fort d'être dévorés par leurs moutons transformés en loups.

Il y a un seul moyen de faire la justice, c'est avant tout d'être juste tout simplement. Il peut paraître étrange d'avoir à rappeler une vérité aussi simple. Elle est pourtant bien oubliée. Il faut bien qu'on sache que le Congrès de la paix ne sera qu'une faillite absolue s'il n'est pas largement ouvert et parfaitement conforme aux principes de droit dont on a tant parlé jusqu'ici et qu'il s'agit maintenant de mettre en pratique.

La victoire du général Petliura et de l'armée nationale ukrainienne ont bien montré comment la volonté d'un peuple peut balayer en un instant les châteaux de cartes établis par la diplomatie secrète.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Chronique économique et financière.

La région pétrolifère de l'Etat ukrainien à l'ouest.

Les sources de pétrole les plus nombreuses et les plus productives sont situées en Galicie orientale et s'étendent le long des Carpathes sur tout le parcours depuis le Sanok jusqu'à Nadworna et la Bohorodzany. Les géologues compétents prétendent que de nouvelles sources inépuisables se rencontreront successivement dans la direction de l'ouest.

Les réservoirs naturels les plus importants se trouvent actuellement dans les districts de Kolomea et de Petchenizyn (Pozenizyn et Hoboda rungusyka), à Borysław et Tustanowytchi (district de Drohobycz), à Bilkow (district de Bohorodjany et de Slotwina), à Majdan et localités environnantes, près de Lanzyn, dans le district de Nadworna. Dans le district de Sanok, on procède aux premiers travaux de forage. Le pétrole de ces mines contient de 5 à 20 % de benzine, de 38 à 45 % de carrosine, de 5 à 13 % de parafine, de 15 à 25 % d'huile lubréfiante et de 3 à 6 % d'asphalte. La production annuelle avant la guerre se montait à 1 200 000 tonnes, ce qui représente environ 4 % de la production mondiale.

Les 9/10 des capitaux engagés sont dans les mains de Belges, d'Anglais et de Français et 1/10 dans les mains des Allemands. Ce n'est qu'en 1918, à l'époque où les Allemands commencèrent à se retirer par suite de difficultés passagères, que les capitaux allemands ont commencé à jouer un certain rôle.

Les principales entreprises sont: la « Carpathia », la « Galicia », Fanto & Cie, la Société anonyme pour l'industrie du naphte.

Les producteurs ukrainiens ont leur propre association, « Pidojma », dont le siège social est à Tustnotwytchy-Drohobytch.

La situation à Léopol

Les journaux ukrainiens de Tarnopol, Kolomea et les renseignements privés de témoins oculaires venant de là-bas rapportent quelques détails assez intéressants sur la situation des nombreux Ukrainiens vivant à Léopol lors de l'invasion des Polonais. Le 1er novembre, vu l'ordre du jour annexioniste du général Roswadowski au nom du gouvernement polonais de Varsovie, la Rada nationale ukrainienne décida d'occuper la ville immédiatement ainsi que tous les territoires faisant incontestablement partie de la Galicie orientale.

Cette tâche a été confiée au régiment des anciens soldats de l'armée autrichienne mais de nationalité ukrainienne. En parfait ordre ils devaient occuper toutes les places et bâtiments gouvernementaux. Le vice-roi et les employés autrichiens furent internés. De nombreux officiers allemands au service de la Pologne historique ainsi que quelques légionnaires polonais le furent également.

Ces soldats ukrainiens étaient commandés par leurs officiers de la légion des volontaires (sitch). Les faits démentent absolument les fausses nouvelles des Polonais au sujet du concours d'officiers de nationalité allemande ou autrichienne qui prirent part aux batailles contre les Ukrainiens, car ce serait compromettre toute la guerre de délivrance du joug séculaire polonais. Les Austro-Allemands sont très impopulaires et même haïs parmi la population ukrainienne.

En recevant des renforts très considérables de Cracovie les Polonais reprirent notre forteresse sur le San et la capitale en mobilisant un grand nombre de colons polonais urbains et réussirent à chasser les Ukrainiens d'une partie de l'Etat de Halitch. Bientôt après commencèrent les représailles sur la population indigène ukrainienne et sur les Juifs. Les pogromes, arrestations en masse et fusillades sous différents prétextes eurent lieu partout dans la zone d'occupation. Plusieurs villages autour de Léopol, Peremysl, Javoriv, etc. furent complètement brûlés et les populations amenées dans les camps d'internement organisés en Silésie et à Vosovitza près Cracovie, organisés à la mode du célèbre Talerhof sous le régime des Habsbourg. En même temps, les plus éminents patriotes ukrainiens de la ville furent arrêtés et emmenés dans des conditions lamentables, dans des directions inconnues. Les persécutions opérées à Léopol et ailleurs eurent lieu le jour aussi bien que la nuit. Les produits alimentaires manquaient de plus en plus et ceux qui étaient envoyés de la Galicie occidentale étaient partagés entre les légionnaires et les familles d'origine polonaise. L'intervention du Métropolite Uniate Szeptycki pour l'approvisionnement de la population ukrainienne par des envois spéciaux de Galicie orientale fut rejetée par le commandement polonais général Roswadowski. Les institutions culturelles ukrainiennes furent saccagées, démolies ou fermées. L'imprimerie du *Dilo* et de l'*Oukrainski Slowo* fermées et les journaux supprimés. Seul l'organe ukrainien social-démocrate *Vpered* obligé de paraître en deux caractères à la fois, ukrainiens et polonais. Cela servira d'exemple pour les autorités ukrainiennes qui se serviront plus tard des mêmes procédés pour la presse polonaise ! La banque coopérative « Dniester » a été pillée pour plusieurs centaines de mille couronnes. Toutes les écoles ukrainiennes ont été fermées ainsi que le monastère des sœurs basiliennes. Les écriteaux et affiches en langue ukrainienne furent également détruits.

Les réquisitions atteignirent leur apogée. Les appartements privés des familles ukrainiennes furent pillés.

Tout le faubourg de Cracovie jusqu'à la rue Théodore furent dévastés et brûlés ainsi que les rues Kazimirska, Zolkiwska, Krakivska et tout le quartier près de la gare pendant les pogromes sur la pauvre population juive. Le bâtiment de la poste et de la Diète furent également détruits. Les magasins, surtout les bijouteries et les horlogeries furent pillés. Les Ukrainiens et les Juifs n'eurent pas le droit de sortir de la ville. Ils étaient menacés d'être arrêtés et immédiatement fusillés. La cherté de la vie est inouïe.

Dans la seconde moitié du mois de décembre une livre de pommes de terre coûtait 16 couronnes, 30 grammes de pain, 30, 35 et 50 couronnes, 1 litre de lait, si on peut en trouver 8 à 12 couronnes. Le sucre, la farine, le pétrole manquent totalement.

Dernièrement, la ville était constamment bombardée par l'artillerie lourde ukrainienne et les aéroplanes jetaient sans cesse des bombes. La population se garantit en plaçant des matelas contre les fenêtres ou en se réfugiant dans les caves. On manque complètement de combustible. Dans la ville, avec une gelée de 15°-20 C. il est impossible de replacer les vitres ou les portes et les habitants se trouvent dans des conditions incroyables. Il y a quelque temps, les troupes assiégeantes coupèrent les conduites d'eau et détruisirent les stations électriques; la population est alors obligée d'attendre depuis des heures à la file sous le vent ou la gelée pour tirer un ou deux litres d'eau dans des puits très insuffisants.

La première série des timbres postaux de la République ukrainienne.

Chronique des événements

3 janvier. — Le Conseil des ministres de la République hongroise a nommé le Dr Aureste Szabo ministre des affaires ruthènes dans le territoire ukrainien de la Hongrie.

*** Le remplaçant du secrétaire des affaires étrangères, Dr Lougin Cehelsky, est parti de Stanislaviv pour Kiev dans le but d'entreprendre des pourparlers avec le Directoire.

*** Les Ukrainiens ont recommencé à bombarder et à attaquer la ville de Léopol et l'entourant de tous les côtés par leurs troupes.

*** L'armée rouge aurait pris Homel en Ruthénie-Blanche.

*** L'armée ukrainienne poursuit les troupes allemandes en retraite et occupe le terrain au fur et à mesure que les troupes allemandes l'abandonnent.

*** Suivant les nouvelles répandues par les agences polonaises, les paysans révoltés massacreraient partout, en Ukraine, les propriétaires fonciers, leurs employés, les partisans de Skoropadsky et officiers russes de l'armée de volontaires.

5 janvier. — A Kiev, tous les journaux de langue russe, pour avoir pris parti pour les ennemis de la patrie, sont interdits à l'exception de *Poslednia Novosti*. Neuf quotidiens paraissent actuellement en langue ukrainienne.

*** Les troupes ukrainiennes marchent contre la Pologne en remplaçant les troupes ukrainiennes de Galicie qui sont envoyées à Kiev.

*** D'après les journaux américains, l'opinion publique aux Etats-Unis est contre toute intervention en Russie ou ailleurs.

*** Le commandant Pilsudski, lors de son séjour à Léopol, a déclaré qu'il n'y a aucun espoir pour la Pologne de tenir Léopol en son pouvoir.

*** Le Directoire a adressé une note à l'Entente déclarant qu'il est à même de maintenir l'ordre et la tranquillité en Ukraine. Il demande aussi que l'Entente n'intervienne pas en Ukraine. De plus, le Directoire prie les gouvernements de l'Entente de publier les raisons pour lesquelles leurs détachements ayant débarqué à Odessa ne sont pas encore retirés.

*** Le général Pavlenko, commandant suprême des troupes ukrainiennes en Galicie, prépare une expédition militaire pour occuper les territoires ukrainiens en Hongrie et en Bukovine.

6 janvier. — D'après les journaux suisses, l'action de l'Entente en Orient prendrait la forme d'une protection accordée à la Pologne, à l'Ukraine, à la Lithuanie et aux petits Etats baltiques.

*** Le Directoire ukrainien a mis Skoropadsky hors la loi et a confisqué tous ses biens et terres se trouvant en Ukraine.

*** Le nouveau gouvernement de Kiev procède méthodiquement à de nombreuses arrestations de tous les anciens ministres et des collaborateurs de l'hetman.

*** L'ancien commandant des troupes de l'Ukraine von Keller, et deux de ses adjudants ont été fusillés.

*** Un traité provisoire a été conclu entre le Directoire et le Conseil national de l'Ukraine occidentale concernant la réunion des deux Etats.

*** Un conseil des ouvriers et des paysans cherchant à entrer en contact avec une partie des troupes de Petlura se serait formé à Kiev.

Le Directoire s'opposerait énergiquement à ce courant.

Le Directoire a adressé une note à la Roumanie lui demandant d'expliquer la raison du séjour des troupes roumaines sur le territoire ukrainien.

*** Le Directoire a envoyé une note au gouvernement du Don protestant contre l'occupation du bassin du Donetz par les Cosaques du Don.

*** Le gouvernement de Kiev aurait exprimé le désir au gouvernement de Moscou de reprendre les négociations de paix.

*** Une nouvelle offensive ukrainienne vient de se déclancher au sud de Peremysl.

*** Le Comité sioniste de Tarnopol vient de proclamer la mobilisation de tous les Juifs de 18 à 23 ans pour la lutte contre les Polonais et pour la revanche de Léopol.

*** Les journaux ukrainiens donnent des détails sur la situation terrible des internés civils et militaires ukrainiens dans le camp de concentration de Vodovitza, près de Cracovie.

*** Le prof. Woldemar, président de la Tarybа lithuanienne, s'est adressé au gouvernement ukrainien le priant de venir en aide à la Lithuanie contre le bolchévisme.

*** M. Gerbel, président du Conseil des ministres sous Skoropadsky, aurait été arrêté par le Directoire.

7 janvier. — A Riasska Rousska, les Polonais ont enfermé des paysans ukrainiens dans leurs maisons et ont mis le feu à celles ci.

*** D'après un radio-télégramme de Kiev, les troupes allemandes doivent avoir définitivement évacué l'Ukraine d'ici au 25 janvier.

*** La population ukrainienne est indignée que le Conseil national de Vienne n'ait nullement réagi contre les appétits de Massaryk sur les Ukrainiens de Hongrie et le pays des Lemkis.

*** Dans les combats contre les Ukrainiens autour de Léopol, les Polonais emploient les balles dumdum. Ils fusillent les prisonniers ukrainiens.

*** La commission de la Croix-Rouge internationale est partie pour l'Ukraine, par chemin de fer jusqu'à Prague et de là en automobile. La commission dispose d'une somme de 50 millions de francs. Son but avoué est de porter secours aux prisonniers de guerre se trouvant en Autriche et en Allemagne, et qui désirent rentrer dans leur pays.

*** Une délégation de la République ukrainienne dirigée par MM. Svdorenko et E. Levitzky, avec son secrétaire Petrouchewitch, vient d'arriver à la frontière française après avoir passé par l'Italie. Elle se réunira à Paris avec le Dr Panchiko, secrétaire d'Etat, pour se rendre à Londres et à Washington.

8 janvier. — La commission américaine chargée de prendre part aux négociations de paix a envoyé une expédition en Autriche-Hongrie pour étudier la situation politique, sociale et économique de l'Autriche et des Etats environnants. Cette expédition est dirigée par le prof. A. L. Coolidge, de l'Université de Harward, et d'autres spécialistes dans les affaires de l'Est ; en tout 24 personnes.

9 janvier. — Suivant les télégrammes reçus de Kiev via Budapest par B. T. U., l'ordre règne presque partout en Ukraine. Les chemins de fer marchent régulièrement de même que les postes et télégraphes. L'armée nationale s'organise rapidement et dépasse 800 000 hommes.

*** Les troupes roumaines qui avaient occupé plusieurs localités en Podolie sont rejetées au delà du Dniester.

10 janvier. — L'ex-hetman Skoropadsky vient d'arriver à Berlin pour se rendre ensuite en Suisse.

CALOMNIES ET MENSONGES

Tous ceux qui lisent la presse polonaise, surtout depuis ces deux derniers mois, voient très bien la mauvaise volonté et la fausseté de ses informations au sujet de la lutte des Ukrainiens vers leur indépendance nationale.

Toutes sortes de calomnies et de mensonges sont en cours pour accuser d'injustice et de conduite barbare les Ukrainiens qui suivent seulement d'une manière fidèle le noble programme de Wilson.

La presse de Cracovie et de Varsovie, sans parler de celle de Léopol, essaient de présenter le mouvement ukrainien comme un mouvement entrepris par des brigands, des bolchévistes et des criminels. Dans la lutte au cours de laquelle tombent au champ d'honneur des milliers et des milliers de citoyens des deux côtés, cette presse attise constamment la haine et la terreur mutuelle. Les Polonais se rendent parfaitement compte que l'organisation et les capacités militaires et nationales des Ukrainiens mettront sûrement fin à leur domination. Ils emploient les calomnies et les provocations pour discréditer leurs adversaires. La presse polonaise démocratique publie les récits de « témoins oculaires » disant que les Ukrainiens pillent les banques, tuent à gauche et à droite tous les Polonais, femmes et enfants, même les prêtres catholiques ukrainiens, mettent le feu et défendent aux paysans de vendre leurs produits alimentaires, à moins que ceux-ci ne soient empoisonnés (Ill. Kuryer Codzienny du 12 décembre).

Voici un autre exemple reproduit dans toute la presse polonaise (voir Dziennik Poznanski du 4 janvier): On raconte sans preuve que les soldats de Petliura ont arrêté un administrateur des latifundia et l'ont enfermé dans une caisse pendant toute la nuit, sous 20° de gelée ; que les femmes ukrainiennes martyrisent, de la façon la plus incroyable, les hommes polonais, que les « bandes » ukrainiennes arrachent la peau de leurs ennemis prisonniers, etc. Les agences polonaises à l'étranger lancent ces calomnies dans la presse française, anglaise, ou suisse, sans critique, avec une satisfaction abominable.

Devant l'Europe, les Polonais se montrent comme des martyrs innocents, et les Ukrainiens comme des anarchistes, des Bolchévistes, des sans cœur ni pitié. La populace n'est bonne que comme fertilisatrice au profit des étrangers, mais incapable de diriger son propre Etat. Même à présent, maintenant que la Pologne est en plein bolchévisme d'une façon pire que ses voisins, une certaine presse polonaise ne s'inquiète pas de ses affaires mais discute par quels moyens les Polonais pourraient soumettre les Ukrainiens de Podlachie, de Galicie ou de Ruthénie-Blanche et de Lithuanie, de Bilostok ou de Wilna. Le poison de haine nationale cultivé par des publicistes du genre de Dmowski donne des résultats. Le peuple de travailleurs et de paysans est déjà trop empoisonné pour protester contre les rêves impérialistes ou les cris de vengeance contre les Juifs.

AU PRESIDENT WILSON

Monsieur,

Les Ukrainiens vivant en France accueillent avec la plus grande joie votre arrivée en Europe, car ils voient en elle la garantie du salut de leur peuple et de leur pays. Les Ukrainiens ont été le premier des peuples assujettis à mettre leur confiance en l'Amérique, la plus grande amie des peuples opprimés d'Europe.

En 1915, ils réclamèrent votre protection, vous qui êtes à la tête des Etats-Unis d'Amérique, non seulement pour l'Ukraine, mais encore pour la Pologne, la Bohême, la Serbie et d'autres peuples opprimés.

Votre pays étant une contrée antimonarchiste et possédant un esprit démocratique, il leur semble naturel de s'adresser à vous avec confiance. L'oppression de l'Ukraine a obligé beaucoup d'entre nous à s'expatrier et plusieurs ont trouvé une seconde patrie aux Etats-Unis.

Nos traditions et notre histoire ont fait de nous le peuple le plus démocratique de l'Europe orientale. Nous avons été les premiers Slaves qui se révoltèrent et aspirèrent à des institutions républicaines. Le vœu des Ukrainiens est de voir leur pays libre de tout pouvoir étranger.

Pour donner confiance aux paysans et organiser la région, il nous est absolument nécessaire d'avoir la collaboration des Alliés avec leurs représentants en Ukraine. Ils désirent l'occupation de leur pays par les troupes alliées (si possible par les Ukrainiens d'Amérique) afin de défendre le pays contre les Bolchévistes.

Mais, lorsque ces troupes arriveront à la frontière de l'Ukraine une proclamation devra être lancée dans laquelle il sera dit que les conquêtes sociales et démocratiques de la révolution en Russie méridionale seront respectées et que le gouvernement ukrainien aura le droit de résoudre la question agraire sur des principes démocratiques.

Les Ukrainiens demandent aux Alliés et aux Etats-Unis :

1. De protéger l'unité de l'Ukraine, c'est-à-dire de tout pays où la majorité ukrainienne est indiscutable.

2. De donner à l'Ukraine sa place légitime dans la future Ligue des Nations et au Congrès de la paix.

3. D'appliquer vos principes à la cause ukrainienne.

4. De donner pleine autorité à la Constituante ukrainienne (élue sur une base démocratique) pour résoudre d'une manière définitive toutes les questions relatives à l'avenir de l'Ukraine.

Avec de grandes espérances, nous nous adressons à vous, le noble représentant de la grande nation d'Amérique, qui lutte si glorieusement pour défendre l'Idéal de la justice et de l'humanité.

Votre voix puissante ne s'élèvera t-elle pas pour plaider la juste cause de notre peuple si opprimé ?

Au nom du Conseil national ukrainien en France :
Président: Savtchenko. *Secrétaire:* Jarmitchouk.
14 Décembre 1918. — 218, Boulevard Raspail, Paris.

Ordonnance du commandement suprême des troupes ukrainiennes de Galicie.

J'apprends que certains agitateurs obscurs répandent de faux bruits sur les buts du mouvement ukrainien qu'ils représentent comme un mouvement bolchéviste. Je déclare que l'objet de ce mouvement est la réunion du peuple ukrainien tout entier pour former une République populaire dans laquelle l'ordre et le droit occuperaient la première place.

Comme vieux soldat et commandant suprême des troupes ukrainiennes combattant en Galicie, je déclare que celui qui propagera des idées de bolchévisme ou essaiera de le provoquer ou même de répandre de faux bruits parmi la population, sera jugé comme traître à l'Etat avec toute la sévérité des lois militaires.

Signé : Général Pavlenko,
chef suprême de l'armée de la République populaire de l'Ukraine occidentale

Stanislaviv, le 26 décembre 1918.

Au Kouban.

Le général Petlura, commandant suprême des troupes ukrainiennes et membre du Directoire à Kiev, a envoyé un radio télégramme à Ekaterinodar, au président de la Rada ukrainienne au Kouban M. Rabovil ainsi qu'au colonel Filimonow, ataman des Cosaques du pays, pour les féliciter et leur envoyer leur promesse de bientôt former une République unie et démocratique.

« L'armée républicaine de l'Ukraine, après la victoire sur l'ennemi et la destruction du gouvernement monarchique de l'hetman, est entrée solennellement à Kiev, capitale de l'Ukraine. Maintenant cette armée envoie son salut fraternel aux Cosaques ukrainiens du Kouban, descendants des glorieux Zaperogues. Le peuple ukrainien formant une unité nationale espère que depuis la rivière San en Galicie jusqu'au Kouban dans le Caucase, il n'y aura qu'une seule Ukraine dont le peuple sera l'unique propriétaire !

» Au nom de l'armée de la république populaire ukrainienne, je vous salue, glorieux Cosaques ! »

Les Ukrainiens d'Amérique.

La grande assemblée des Ukrainiens à Philadelphie qui a eu lieu le 1er décembre 1918 au nombre de 5000 délégués, a adopté la résolution suivante concernant l'activité du Conseil national ukrainien, à Paris :

« Nous, les représentants de 15 000 Ukrainiens de Philadelphie, saluons le Conseil national ukrainien de Paris et le considérons comme le représentant de la démocratie ukrainienne devant le gouvernement français. Nous mettons notre entière confiance dans le Conseil national pour son travail en faveur de l'Ukraine galicienne. Nous demandons à celui-ci de représenter plus fortement encore l'indépendance de l'Etat de Halitch devant le gouvernement français jusqu'à ce que les délégués gouvernementaux du pays arrivent en France à titre de représentants légitimes du peuple ukrainien. »

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société des Nations

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 85 Lausanne, 23 Janvier 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 21 Janvier 1919.

Le congrès de Paris.

Le congrès de Paris s'est ouvert par un discours du président de la République française, M. Raymond Poincaré. Nous y notons plusieurs déclarations qui intéressent l'Ukraine indirectement et qui engagent le gouvernement français sur la voie indiquée par le président Wilson.

M. Poincaré a donné pour mot d'ordre au congrès « une justice qui n'ait point de favori ». Il a repoussé l'ancienne idée d'un congrès diplomatique où la carte des empires est remaniée sur un coin de table et a mis comme conditions aux décisions du congrès de travailler au nom des peuples et de traduire fidèlement leurs pensées, de respecter le droit des nations petites et grandes à disposer d'elles-mêmes, et de concilier ce droit avec le droit également sacré des minorités ethniques et religieuses. « A tous ces peuples qui se constituent en Etats, a-t-il dit, à tous ceux qui veulent s'unifier avec leurs voisins, à ceux qui se divisent en unités distinctes, à ceux qui se réorganisent suivant leurs traditions retrouvées, à tous ceux enfin dont vous avez consacré ou dont vous consacrerez bientôt la liberté, vous vous efforcerez naturellement d'assurer les moyens matériels et moraux d'existence. »

Voilà un excellent programme et fort bien exprimé. Il semble qu'après de pareilles déclarations, il soit impossible d'ignorer les droits de l'Ukraine, de l'Esthonie, de la Géorgie ou des autres Etats de l'ancienne Russie et de leur appliquer une autre justice qu'aux Tchèques ou aux Yougo-Slaves. Nous sommes heureux de penser qu'il y a un revirement au Quai d'Orsay dans le sens de l'équité envers tous. Toutefois, la première preuve tangible en serait l'invitation au Congrès de la paix de représentants de ces divers Etats pour siéger à côté des délégations polonaise, roumaine, serbe, etc. Il n'y a pas de justice possible sans donner l'occasion aux deux cloches de se faire entendre à propos de chaque problème de frontières. Comment discuter en toute compétence les frontières orientales de la Pologne et de la Roumanie en l'absence d'une délégation ukrainienne ?

Plusieurs des hommes d'Etat ukrainiens sont d'ailleurs en route pour Paris.

Les révélations Choulguine.

L'ex-ministre des Affaires étrangères de la République populaire d'Ukraine, M. Alexandre Choulguine, vient de publier une brochure fort intéressante qui paraît aujourd'hui à Berne et qui contient la correspondance échangée entre son gouvernement et les autorités françaises à la fin de l'année 1917. Ces documents éclairent d'un jour nouveau la politique trop hésitante des Alliés envers l'Ukraine et les fautes commises à ce moment-là des deux côtés. L'invasion bolchéviste et la paix forcée de Brest-Litowsk ont bien montré le tort irréparable causé par ces hésitations et par la politique des militaires trop mal renseignés sur les affaires de l'Ukraine.

Des fautes semblables et même pires étaient en train de se commettre en décembre dernier, c'est-à-dire une année plus tard, et auraient pu avoir des conséquences catastrophiques sans la victoire énergique du général Petliura, qui s'est montré le véritable sauveur de l'Ukraine et en même temps le meilleur défenseur des intérêts alliés dans la région de la mer Noire. Aujourd'hui comme hier, le bolchévisme est un danger menaçant et les Alliés auraient tout intérêt à soutenir activement la démocratie ukrainienne pour y faire face. Si on lui témoigne de l'hostilité, elle en sera réduite à pactiser avec le gouvernement des Soviets un jour ou l'autre, ne pouvant pas continuer une guerre éternelle sur toutes les frontières à la fois.

Le bolchévisme.

Il est très commode de discuter de loin du bolchévisme et d'accuser le Directoire ukrainien de lui faire trop de concessions quand on ne propose rien pour soutenir contre lui les mouvements nationaux et démocratiques légitimes. Il ne se passera pas bien longtemps avant que les Occidentaux les plus dédaigneux ne soient obligés de voir les choses d'un peu plus près et de laisser de côté leurs illusions dangereuses.

Si le monde a marché, — au moins espérons-le, — au point de vue diplomatique, il ne faut pas oublier non plus que le temps s'est écoulé avec la même rapidité au point de vue du courant social. Quand les grands propriétaires polonais du comité de Paris veulent faire croire au congrès de la paix que les Ukrainiens de Volhynie ou de Galicie orientale sont des Bolchévistes parce qu'ils réclament la terre qu'ils cultivent, ce sont là des arguments trop retardés.

Il n'est plus permis, à l'heure actuelle, de considérer comme normal un régime social où une même personne peut posséder des centaines de kilomètres carrés de terrain, avec des villages entiers et des populations de plusieurs milliers d'âmes.

Le principe des nationalités et le principe de la liberté sociale donnent aux Ukrainiens de la Galicie orientale et à ceux du pays de Cholm et de la Podlachie le droit, non seulement d'être entièrement réunis à leur patrie, mais encore de jouir du régime de la petite propriété foncière morcelée qui est prédominante dans la République d'Ukraine.

Il n'y a rien de bolchéviste à tout cela. C'est le régime suisse de l'ordre et de la régularité démocratique. Le danger n'est pas dans ces idées, qui sont parfaitement normales, il est dans une opposition aveugle à leur réalisation inévitable. Lever les bras au ciel, raconter des mensonges, répandre des calomnies, refuser de voir les faits et de se soumettre au droit actuel, voilà le meilleur moyen de provoquer l'excitation des classes paysannes et d'ajouter à leur enthousiasme national une ardeur de revendication sociale qui pourrait tourner à la violence.

Il appartient aux Alliés de faire comprendre aux Russes et aux Polonais la nécessité d'abandonner leurs prétentions injustes sur les terres ukrainiennes. Si les propriétaires reçoivent les indemnités justes, ils auraient le plus grand tort de soutenir une réaction qui échouera fatalement et qui annulera toutes leurs réclamations dans sa défaite.

La République d'Ukraine est un fait national et social. Il n'y a que deux politiques possibles à son égard aujourd'hui : ou bien la reconnaître et la consolider dans la voie régulière et démocratique, ou bien la pousser dans les bras du bolchévisme. Là encore, c'est toujours le même dilemme. Les Alliés ont tout avantage à prendre une décision rapide et claire dans le sens de l'ordre.

AUX ÉTATS-UNIS

I. Les Ukrainiens de Carnegie, Pa., réunis le 28 novembre en un grand meeting ukrainien, tenu dans le Hall de la Librairie Carnegie, ont déclaré leur loyauté envers le gouvernement américain et envers son drapeau.

II. Nous prions M. Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, de faire tous ses efforts au Congrès mondial de la Paix en Europe pour que ses quatorze points soient adoptés et spécialement appliqués à la nation ukrainienne, à l'ancienne Russie, à l'Autriche-Hongrie et à la Bessarabie.

III. Nous demandons la reconnaissance de la République ukrainienne dans ses limites ethnographiques.

IV. Nous protestons contre l'invasion polonaise dans le pays de Cholm, la Galicie orientale, et contre la prise par les légions polonaises de la capitale ukrainienne Léopol, et de notre ancienne capitale et forteresse Peremysl sur la rivière du San.

V. Nous protestons contre la déclaration faite par nos ennemis, les Polonais et les Moscovites, que la nation ukrainienne est germanophile.

VI. Nous refusons à être confondus avec les nations polonaise et moscovite.

Carnegie, Pa., 28 novembre 1918.
Signé : Rev. A. Prystay, président.
Joseph Yaletchko, secrétaire.

LA PART DE L'UKRAINE DANS LE BUDGET RUSSE

Le problème des études scientifiques sur le partage des revenus gouvernementaux suivant les régions géographiques dans les Etats allogènes comme dans l'ancienne Russie par exemple, n'est pas trop avancé en Europe. A part quelques publications parues en Autriche et en Russie, un ouvrage en français de M. Léonce de Lavergne et en russe du professeur Jasnopolsky, qui traite la question d'une façon très sérieuse, nous ne connaissons rien d'autre. Pour analyser le rôle de l'Ukraine dans le budget de toute la Russie avant la guerre, plusieurs de nos économistes écrivent des articles dans différentes revues, mais sans fouiller le problème assez profondément. En général ils traitent seulement certaines questions, soit les plus intéressantes.

Citons par exemple les articles de M. Sokolov, dans la *Messagère ukrainienne* (Petrograd, 1906, n° 2); de M. Porsch, actuellement ministre de la République ukrainienne, à Berlin, dans l'édition *La science, c'est la force* (Kiev, 1909); de M. Hordienko, dans la *Revue littéraire et scientifique* (Kiev, 1912, nos 7-9); de M. Stassuk, dans *les Mémoires de la Société scientifique ukrainienne*, à Kiev, vol. 8 et 9 et quelques autres. Dernièrement, M. Maltziv publie son étude concernant cette question (Loubny, 1917) qu'il a faite le 2 février, la même année, à la Société agronomique de Moscou.

Nous baserons nos articles sur ce travail court, mais très documenté. La question vaut cependant une réponse, surtout avant le Congrès de la paix lorsque le rôle financier des différents nouveaux Etats qui sont détachés de la Russie attirent l'attention des politiciens et des économistes des pays alliés défenseurs du droit et de la justice des petites nationalités opprimées.

Un des premiers obstacles à la reconnaissance des Etats indépendants de l'ancienne Russie et à une intervention dans ce pays, c'est la crainte économique.

Est-ce que la Russie réduite aux frontières ethnographiques de l'ancienne Moscovie, sera en mesure de se développer économiquement et de suivre la même politique envers ses anciens alliés ? Voilà ce que demandent les bourgeois français. Est-ce que les nouveaux Etats de l'Est, détachés de la Russie seront d'accord et leur sera-t-il possible de couvrir immédiatement leur part de la dette de l'empire russe ? Dans quelle mesure et dans quel délai ? Voilà les questions qui occuperont sûrement les membres de la conférence de la paix, en premier lieu dans les débats sur le sort de l'ancienne Russie.

Les délégués Ukrainiens, même s'ils ne sont pas admis à la conférence, prendront la parole quand même et les pays alliés devront, même s'ils ne le désirent pas, les entendre et considérer la situation existant *de facto* en Ukraine, organisée sur les principes démocratiques de Wilson en Etat souverain. L'Ukraine a déjà déclaré qu'elle paierait sa part de la dette russe à la condition d'être reconnue indépendante ; mais son gouvernement n'a pas encore prononcé la somme. C'est une question à discuter et la part financière prépondérante de l'Ukraine dans le budget de l'empire russe influera le pourcentage.

La République ukrainienne demande à la Russie moscovite les milliards extorqués à son peuple et tirés de ses richesses exploitées exclusivement au profit des étrangers. Le but de notre article est de démontrer l'importance de cette aide financière pour la Russie et la puissance de l'Ukraine tant au point de vue financier qu'au point de vue indépendant. Pour être riche, l'Ukraine doit rester souveraine et libre de toute fédération. Voilà la conclusion de tous nos économistes et politiciens, depuis les temps les plus reculés.

* * *

Les statistiques officielles sur la répartition des revenus d'après les provinces ne coïncident pas du tout avec la surface de territoire peuplé en majorité par les Ukrainiens. A part huit principales provinces (Charkow, Poltava, Tchernigov, Kiev, Volhynie, Podolie, Ekaterinoslav et Cherson) où la majorité de la population est absolue, il faut prendre en considération d'autres provinces où les Ukrainiens vivent en majorité relative ou en minorité importante surtout dans les districts limitrophes.

Naturellement, l'Ukraine occidentale, la Galicie avec la Bukovine et la Hongrie restent au delà de nos calculs. Pourtant il est intéressant de comparer les rôles réciproques de ces deux Ukraines : occidentale et orientale dans leurs rapports avec les budgets autrichien et russe. Pour le moment, nous laissons cette question de côté. Il faut constater que la statistique russe est bien insuffisante pour comparer le rôle de tous les territoires ethnographiquement ukrainiens avec le reste de la Russie et nous nous arrêtons, comme MM. Porsch et Maltziv, dans nos calculs avec huit provinces fondamentales où la population ukrainienne est en majorité absolue.

Il vaut mieux laisser la province de Tauride avec la Crimée de côté parce que la plupart des dépenses de cette province servent à la flotte de la mer Noire. Laissons aussi Cholm, le Kouban et le Caucase septentrional avec nos colonies en Turkestan et en Sibérie.

On ne peut étudier le rôle de l'Ukraine dans le budget de la Russie d'après les documents officiels que depuis 1868, c'est-à-dire depuis ces derniers cinquante ans, en se basant sur les travaux du professeur Jasnopolsky, qui ramassait minutieusement les statistiques officielles dans les archives pendant de longues années. Malheureusement, nous n'avons pas ces données et sommes obligés de limiter nos études, comme y ont été forcés d'autres économistes ukrainiens, dès la première révolution de 1905, vu les conditions policières du tsarisme, et de nous baser seulement sur la période de ces quinze dernières années, soit du commencement du vingtième siècle. Les chiffres officiels pour 1915, 1916 et 1917 ne sont pas encore publiés ; de ce fait il est donc impossible de savoir comment la guerre a modifié l'influence de l'Ukraine dans le budget de la Russie encore unie.

M. Maltziv donne au commencement de sa brochure un tableau chronologique du développement économique en Russie pendant cette période.

D'après lui :

Années 1898-1899. — Période du complet développement de l'industrie russe.

Année 1900. — Année tranquille. Limite de deux périodes économiques.

Années 1901-1903. — Période de crise économique mondiale.

Années 1904-1907. — Période orageuse : La guerre russo-japonaise et la première révolution russe.

Années 1908-1913. — Période de travail tranquille parlementaire.

Années 1914-1917. — La guerre mondiale.

Année 1918. — Commencement de la deuxième révolution russe et mondiale.

Cette dernière période n'est pas encore finie, mais le budget de l'Ukraine est déjà séparé du russe et la République ukrainienne continue son existence indépendante comme Etat de 40 millions d'habitants.

La situation de l'Ukraine en Russie, ainsi que celle des autres provinces allogènes avec des conditions économiques différentes du nord, ne dépend pas seulement de la situation naturelle et historique du pays, mais en grande partie de la politique financière de l'empire. Cette politique n'a jamais été normale, ni juste, ni

impartiale dans ses rapports avec les pays de la périphérie. Le gouvernement central russe a toujours employé la politique financière pour qu'une égalité entre les recettes et les dépenses n'existe pas dans les provinces ukrainiennes.

Il n'y a rien d'étonnant que l'Ukraine se soit développée économiquement d'une façon anormale, vu les conditions différentes entre elle et la Russie.

Le tableau N° 1 nous donne le budget de l'Ukraine pour ces quinze dernières années, dans ses dépenses et ses recettes ordinaires. Toutes les recettes extraordinaires n'entrent pas dans nos calculs, vu l'impossibilité de les recueillir. Ce tableau montre clairement que, *depuis 1900, l'Ukraine n'a jamais apporté de déficit au budget de l'Etat russe. Au contraire, an par an, les recettes prédominent sur les dépenses.* Pour cette période, la différence qui s'élevait à 3 410 781 000 karbovanetz, soit plus que les 45,5 % de tout le budget, n'a jamais été rendue à l'Ukraine.

Jusqu'au commencement de la guerre mondiale, la Volhynie seule a donné deux fois deux petits déficits : en 1909, 266 000 karb. et en 1913, 580 000 karb.

Les recettes de l'Etat ukrainien augmentent chaque année : en 1900 (minimum pour notre période) elles étaient de 347 420 000 karb., et en 1913 elles atteignaient presque 700 000 000 karb., maximum pour ces quinze ans.

Les dépenses d'Etat augmentent également pour l'Ukraine : en 1900, 196 490 000 karb. (minimum), et en 1913, 383 183 000 karb. (maximum).

La recrudescence constante des recettes sur les dépenses augmente toujours. En 1900 elle était égale à 150 930 000 karb.; en 1913 elle augmente et atteint la somme de 316 387 000 karb. Mais *pendant que les recettes augmentent de 102 %, les dépenses n'arrivent qu'au 95 % et la différence s'élève à 107 %.*

Ainsi nous voyons, dit M. Maltziv, que pendant 14 ans, de 1900 à 1913, la situation de l'Ukraine dans le budget de l'Etat russe, malgré toutes les « réformes », « affranchissements », « renouvellements » et autres promesses du gouvernement central russe, ne s'est pas améliorée, mais, au contraire, beaucoup aggravée.

Dans la dernière moitié de 1914, au commencement de la guerre, voilà déjà

TABLEAU N° 1

BUDGET DE L'UKRAINE

Les recettes et les dépenses d'Etat ordinaires avec la plus-value des recettes sur les dépenses dans les huit principales provinces ukrainiennes de Russie pour les années 1900 à 1914. Chiffres donnés en milliers karbovanetz. Le tableau est composé d'après les bilans de caisse officiels du Ministère des Finances.

Provinces	Années	Kiev	Charkow	Cherson	Katerinoslav	Podolie	Poltava	Tchernigov	Volhynie	Totaux
Recettes	1900	112 091	69 277	50 837	18 682	19 073	15 273	12 954	19 227	347 420
Dépenses		59 034	38 082	27 399	26 832	13 272	8 815	8 242	14 814	196 490
Différence		53 057	31 195	23 438	21 850	5 801	6 428	4 712	4 413	150 930
Recettes	1901	122 330	66 878	58 514	46 166	18 716	15 815	13 391	19 124	360 964
Dépenses		59 345	40 709	27 405	28 417	12 513	8 705	8 607	15 148	200 851
Différence		62 985	26 169	31 139	17 749	6 203	7 110	4 787	3 976	160 110
Recettes	1902	115 181	75 407	66 334	52 243	20 871	16 772	13 751	19 655	410 521
Dépenses		61 217	42 208	26 529	31 727	13 355	9 183	9 194	16 288	199 637
Différence		84 260	33 199	39 805	20 516	7 518	7 589	4 558	3 371	210 884
Recettes	1903	144 606	82 010	66 737	62 318	22 410	18 784	14 761	21 146	432 769
Dépenses		66 387	45 355	26 954	34 470	13 571	10 352	9 866	16 554	223 308
Différence		78 219	36 655	39 783	27 848	8 839	8 432	4 895	4 795	209 461
Recettes	1904	111 165	82 764	60 516	66 553	20 917	17 930	13 987	19 894	423 729
Dépenses		69 474	45 251	28 231	36 711	14 361	11 282	10 610	16 888	232 817
Différence		71 691	37 507	32 285	29 839	6 556	6 648	3 377	3 006	190 912
Recettes	1905	139 005	81 117	60 839	63 867	22 173	18 482	14 877	20 605	421 019
Dépenses		69 474	43 757	29 175	25 849	13 534	11 098	10 261	15 931	229 189
Différence		69 507	37 388	31 664	28 018	8 539	7 384	4 616	4 669	191 830
Recettes	1906	169 914	97 018	68 801	75 302	25 189	22 826	17 650	23 316	500 086
Dépenses		76 200	51 212	31 981	40 508	14 305	13 155	11 918	17 980	257 330
Différence		93 708	45 806	36 820	34 883	10 824	9 667	5 682	5 336	242 756
Recettes	1907	165 470	93 434	69 518	77 969	24 903	21 910	16 745	22 479	492 464
Dépenses		80 358	54 070	32 389	44 757	15 419	13 263	12 310	19 584	272 150
Différence		85 118	39 364	37 159	33 212	9 484	8 647	4 435	2 895	220 314
Recettes	1908	149 887	99 166	69 905	78 593	22 092	21 188	16 383	20 838	478 750
Dépenses		82 769	55 711	34 248	45 499	15 889	13 617	13 869	20 427	282 029
Différence		67 118	43 455	35 657	33 094	6 203	7 571	2 514	411	196 321
Recettes	1909	161 340	103 618	73 904	89 531	23 141	23 578	16 262	21 821	516 198
Dépenses		85 363	56 685	35 265	49 152	16 841	14 937	14 265	22 087	294 596
Différence		78 977	46 933	38 641	40 382	6 297	8 641	1 997	266	221 602
Recettes	1910	202 701	112 165	80 123	96 536	24 305	24 977	18 421	24 426	584 252
Dépenses		82 620	58 221	35 872	48 437	17 231	17 028	14 728	22 407	296 544
Différence		+ 120 081	+ 51 944	+ 44 251	+ 48 099	+ 7 074	+ 7 949	+ 3 693	+ 2 019	+ 287 708
Recettes	1911	211 414	125 481	84 726	108 441	26 781	27 917	19 079	27 157	631 026
Dépenses		89 105	58 211	45 005	50 937	18 945	16 779	15 892	23 835	308 769
Différence		+ 122 210	+ 67 276	+ 39 721	+ 57 504	+ 7 836	+ 11 138	+ 3 187	+ 3 322	+ 322 257
Recettes	1912	216 709	126 198	81 819	112 157	26 277	30 140	21 096	29 022	643 418
Dépenses		94 530	64 222	36 229	57 821	21 162	18 208	16 817	25 731	335 453
Différence		+ 122 179	+ 61 976	+ 45 591	+ 54 336	+ 5 115	+ 11 932	+ 4 279	+ 3 288	+ 307 965
Recettes	1913	239 114	134 501	88 061	124 608	28 973	31 306	22 939	30 068	699 570
Dépenses		105 161	73 532	44 890	66 628	21 178	20 831	20 012	30 648	383 183
Différence		+ 133 953	+ 60 969	+ 43 171	+ 57 980	+ 7 795	+ 10 475	+ 2 927	— 580	+ 316 387
Recettes	1914	190 592	120 498	69 122	102 206	20 061	24 988	17 565	20 537	565 564
Dépenses		110 192	75 023	39 887	67 905	22 287	21 328	18 984	28 715	384 320
Différence		+ 80 336	+ 45 476	+ 29 235	+ 34 301	— 2 226	+ 3 660	— 1 419	— 8 178	+ 181 244
Recettes	1900-1914	2 514 019	1 474 192	1 050 111	1 295 311	365 860	332 116	253 017	339 317	7 507 437
Dépenses		1 191 295	801 656	509 455	655 601	247 071	200 612	195 575	306 060	4 096 666
Différence		1 322 522	+ 672 536	+ 541 657	+ 639 707	+ 118 383	+ 131 504	+ 57 442	+ 33 257	+ 3 410 781

trois de ces provinces qui donnent des déficits : la Volhynie, 8 176 000 karb.; la Podolie, 2 226 000 karb., et les provinces d'Ekaterinoslav 1 419 000 karb. Toute l'Ukraine donne la prédominance des dépenses sur les recettes moins que les années précédentes, mais cependant une somme de 181 244 000 karbovanetz.

Si nous examinons ce tableau d'après les revenus des provinces, nous verrons que les provinces ukrainiennes qui sont les plus avantageuses pour l'Etat sont les plus ruinées pour leur propre budget. La province de Kiev est la plus avantageuse pour l'Etat (jusqu'à 134 millions de karb. d'excédent des recettes sur les dépenses), ensuite la province de Charkow (67 millions d'excédent), etc., jusqu'à la Volhynie, qui est la plus désavantageuse pour le centre bureaucratique de Pétersbourg. En réalité, la province de Kiev est dans la situation financière la plus difficile, parce qu'elle ne reçoit régulièrement chaque année des millions et millions de ces richesses versées dans la caisse de l'Etat qui sont perdues à jamais pour ce pays.

Pourtant, notre tableau ne donne pas les chiffres de revenus pour toute l'Ukraine ethnographique, seulement pour 8 principales provinces, comme nous avons dit plus haut. C'est pourquoi ces données ont seulement une valeur absolue. Nous essayerons de publier dans notre prochain numéro le pourcentage relatif de tous les territoires nationaux.

(*A suivre.*) E. B.

Les Ukrainiens d'Amérique.

A Philadelphie.

Nous, représentants de toutes les classes de la colonie ukrainienne à Philadelphie, réunis au nombre de 5000 dans la salle du Métropolitain, le 1er décembre, après avoir délibéré sur la position de notre pays natal, publions, par la présente, notre point de vue sur la situation actuelle en Ukraine, en adoptant à l'unanimité, au nom de 15 000 Ukrainiens de la ville, la résolution suivante :

Deux de nos voisins, la Moscovie et la Pologne, ont fait acte de violence sur la conscience du peuple ukrainien en dispersant par la force armée et les baïonnettes, les Constituantes ukrainiennes, a Kiev et à Léopol, et par ce fait privé la nation ukrainienne de ses représentants légitimes juste au moment où les délégués de tous les peuples libres se rassemblent pour la conférence de la paix, afin de discuter les sorts de ces pays.

Les conquérants russes et polonais ayant renversé les Constituantes de Kiev et de Galicie formaient leurs gouvernements qui étaient étrangers aux Ukrainiens et essayaient de parler au nom de la nation ukrainienne en déclarant qu'il n'existait pas du tout de peuple ukrainien, ni d'Ukraine indépendante, ni de proclamation de la République par le premier parlement national, soit la Rada centrale à Kiev en janvier 1918 et le Congrès de la Constituante à Léopol le 24 octobre 1918. Ces usurpateurs niaient alors la souveraineté du peuple ukrainien pour laquelle les travailleurs luttaient contre l'invasion bolchéviste, ou allemande, versaient leur sang, et maintenant encore combattent contre les légionnaires polonais en Galicie et contre l'offensive des monarchistes réactionnaires russes.

Devant le monde démocratique, nous protestons énergiquement contre l'invasion des troupes polonaises et russes sur notre territoire et jurons solennellement que nous ne reculerons devant rien pour défendre l'indépendance de l'Ukraine dans ses limites ethnographiques.

Nous déclarons que les gouvernements imposés en Ukraine, composés d'étrangers, ne représentent ni le peuple ukrainien, ni aucun des partis politiques nationaux et qu'ils n'ont pas le droit de représenter la démocratie ukrainienne au congrès de la paix.

Ces dirigeants, à Kiev et à Léopol, — avant leur prise par nos compatriotes, — représentaient seulement les éléments non ukrainiens réactionnaires qui par le pouvoir autocratique et les baïonnettes maintenaient l'Ukraine en servage sous le joug de la Pologne ou de la Russie.

Nous déclarons que le peuple ukrainien se dresse, tant par le corps que par l'âme, en faveur d'une Ukraine indépendante et réunie qui n'adoptera jamais aucune liaison ou fédération avec la Russie ou la Pologne. Ces Etats, déjà au cours des siècles, ont rompu tous les traités fédératifs avec l'Ukraine et violent maintenant la liberté de la nation ukrainienne sur ses territoires.

Nous déclarons que la souveraineté peut seule appartenir à une Constituante ukrainienne démocratique basée sur les droits de tous les peuples de décider librement de leur sort et sur les principes du président Wilson, nous prions celui-ci de prendre en considération et notre résolution de la transmettre à toutes les puissances de l'Entente. Une paix durable à l'est de l'Europe n'est possible qu'avec la garantie solide des droits souverains de la nation ukrainienne. Nous prions ces puissances d'intervenir en Ukraine de façon à donner au peuple ukrainien la possibilité d'exprimer librement sa volonté à la Constituante comme nation indépendante et souveraine.

Signé : THÉODORE GRITZEÏ, président.
P. SLOBODZIAN, secrétaire.

Bibliographie

Comte Michel Tyszkiewicz. — La littérature ukrainienne, Berne 1919. 157 pages avec de nombreuses illustrations.

Cette brochure a été publiée avec soin par la Mission ukrainienne à Berne et malgré son caractère académique peut être bien utile au public occidental. Les esquisses de M. le Comte Tyzkiewicz, notre ancien collaborateur, sont composées d'après les travaux d'écrivains ukrainiens tels que MM. Elfremow, Mme Efimenko, prof. Hrouschewski et Franko et ont été écrites pour notre journal et publiées en 1916 dans les numéros 12-30 avec les mêmes gravures, appartenant au Bureau Ukrainien. Nous reviendrons sur cette excellente publication.

Ukrainiens en Hollande.

Un de nos compatriotes nous écrit :

Rotterdam, 16, XII, 18.

Plusieurs milliers de réfugiés et de soldats évadés des camps d'Allemagne et appartenant à différentes nationalités de l'ancienne Russie, se trouvent actuellement en Hollande. Parmi eux se trouvent une dizaine d'Ukrainiens de Galicie. Le comité et la commission russes organisés par le consulat général de Russie avec le bienveillant concours des autorités hollandaises, s'occupent activement du sort de ces malheureux. Chaque individu passant la frontière reçoit des habits, 78 florins par mois pour la pension et 24 pour les dépenses particulières. Les soldats et les civils sont groupés séparément. Parmi ces derniers, les Polonais et les Juifs sont en majorité et comptent en tout 1130 hommes; les Ukrainiens sont au nombre de 60 seulement. Les soldats internés sont plus nombreux; on en compte près de 2000. Pour ceux-ci, le colonel Aué a fondé une école de quatre classes, suivie spécialement par des Ukrainiens. Quelques instituteurs ukrainiens demandent toujours des grammaires et livres scolaires pour enseigner à leurs compatriotes désirant apprendre à fond leur langue maternelle. Si vous le pouvez, envoyez-leur des publications ukrainiennes; il faut absolument les aider. Si votre Bureau ou votre Mission à Berne pouvait déléguer une personne de Suisse en Hollande pour organiser les citoyens ukrainiens et améliorer leur situation nationale devant les autorités hollandaises en démontrant qu'ils sont vraiment ressortissants de l'Ukraine indépendante, nous vous en serons très reconnaissants.

Rotterdam, 19, XII, 18.

Merci pour vos livres. Nos compatriotes les ont emportés chez eux et les lisent à haute voix à leurs camarades illettrés. Envoyez-nous encore des cartes de notre pays, c'est ce qui fait la meilleure propagande. Malheureusement, la plupart des Ukrainiens sont assez indifférents pour le travail national; l'oppression tsariste et l'école russificatrice ont empoisonné leurs âmes et amoindri leur intelligence.

Rotterdam, 24, XII, 18.

Je ne vous écris pas comme M. N. parce qu'un grand malheur inattendu vient de nous frapper. Figurez-vous que le 22 décembre nous avons reçu l'ordre de nous tenir prêts tous, sans exception, pour que, le 1er janvier, nous puissions quitter la Hollande en vue d'être rapatriés. Mais où? Pourquoi? On nous a déclaré que nous partirions par bateaux.

Nous avons peur de nous retrouver dans une captivité encore pire. Nous avons beaucoup souffert pendant la guerre et maintenant, à l'aurore de la liberté de notre chère Ukraine, on nous chasse comme des esclaves, peut-être très loin de notre pays. Nous voulons travailler pour le bien de notre peuple et étudier la science à l'université. Aidez-nous à passer en Suisse ou en France et faites surtout que le gouvernement hollandais ne nous expulse pas de son sol hospitalier.

Rotterdam, 5, I, 1919.

Ce que nous attendions est arrivé. Le 4 janvier, tous les soldats de l'ancienne Russie et tous les internés ont été livrés à la police maritime pour être embarqués sur trois bateaux à destination de Danzig. Ceci a été fait par le gouvernement hollandais sous la pression française.

Vous comprenez notre désolation et notre rage. Heureusement que la plupart de nous réussirent à s'enfuir avant cette date, n'importe où, en Belgique, en Suède, en Allemagne, etc. Seuls ceux qui n'avaient pas d'argent ont dû rester et ont été embarqués. Le nombre des soldats expulsés n'était que de 1000; tous les civils ont été internés. Dernièrement, j'ai appris que 3000 anciens soldats des autres camps d'internement viennent d'arriver au port. Quatre mille soldats, et parmi eux un certain nombre d'Ukrainiens, ont été expulsés pour être probablement enrôlés par les Polonais pour qu'ils combattent leurs frères de Galicie. Voilà la justice! Naturellement M. Peterson, consul russe, est bien content de voir qu'il réussit à envoyer tant de soldats à Danzig en faveur des Français qui poursuivent des plans russophiles avec le comité polonais de Paris.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES PÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Chronique des événements

*** *5 janvier :* Le métropolite des Uniates ukrainiens, le Comte André Szeptycky vient d'être arrêté et interné à Léopol par les Polonais.

*** *8 janvier :* L'armée ukrainienne est entrée dans les faubourgs de Léopol. De sanglants combats eurent lieu dans les rues.

*** *10 janvier :* Le général polonais Römer, à l'aide de renforts considérables, a réoccupé la ville de Léopol.

*** *11 janvier :* 400 officiers de l'armée hellénique ont demandé suivant le journal « Paris » à faire partie de l'expédition alliée en Ukraine.

*** Le Prof. Grabski, délégué du comité national polonais de Paris considère la politique de l'Amérique en vue du rétablissement de la Pologne dans les limites ethnographiques, comme doctrinaire.

*** Le cours des billets de banque russes imposé à Kiev a été aboli.

*** Les Polonais ont emmené de Léopol 4 000 Ukrainiens et Juifs comme otages et les ont répartis dans trois camps de concentration dans des conditions inhumaines.

*** La bataille aux environs de Léopol fait rage. La ville est près de capituler et l'armée polonaise se prépare à la retraite vers le San.

*** La presse commente vivement la note de M. Pichon du 5 décembre adressée au gouvernement de Londres et aux autres cabinets alliés concernant l'intervention en Russie.

La note se termine par l'affirmation que les Alliés peuvent parfaitement admettre les différentes nationalités russes à représenter leurs revendications.

*** Le comte Potocki, délégué du général Denikine vient d'arriver à Varsovie pour conclure avec Pilsudsky un accord militaire russo-polonais contre les Ukrainiens.

*** *12 janvier :* Les Cosaques du Kouban ont décidé de ne pas tolérer le bolchévisme sur leur territoire, mais de ne pas lutter contre les Soviets.

*** L'armée ukrainienne a battu les gardes rouges près de Charkow.

*** Une loi agraire provisoire abolit la grande propriété en Ukraine et monopolise les produits du pays.

*** *13 janvier :* Le gouvernement de Moscou a déclaré qu'il n'était pas en guerre avec l'Ukraine et que tous les pillages ne se sont pas effectués par les troupes bolchévistes, mais par des bandes de brigands qui seront punis conformément à la loi martiale. Tchitchérine a déclaré au Directoire à Kiev que le gouvernement russe n'attentera pas à l'indépendance de l'Ukraine.

*** *14 janvier :* Le conseil national ukrainien d'Amérique a prié le président Wilson d'admettre deux délégués parmi les Ukrainiens d'Amérique, à la conférence de la paix.

*** *15 janvier :* L'Angleterre aurait renoncé définitivement à une intervention militaire en Russie. Le gouvernement reste sympathique à l'Ukraine et serait éventuellement prêt à lui accorder une aide financière et fournir des armes et des munitions.

*** Cinq missions diplomatiques ukrainiennes sont parties de Kiev pour Washington, Londres, Prague, Berlin et Paris.

*** *16 janvier :* L'agence télégraphique polonaise répand de faux bruits sur les soi-disant pogromes juifs en Ukraine. Le Bureau de Presse Juif de Vienne met en garde le public à l'étranger contre cette politique mensongère. Les Polonais se sont bien rendu compte du tort que leur causait au dehors l'organisation de pogromes et cherchent maintenant de cette manière à nuire aux Ukrainiens dans les milieux politiques de l'Entente.

20 centimes.

ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

République et Société des Nations

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 86 Lausanne, 30 Janvier 1919 Vme Année.

Bibliothèque Nationale Suisse, BERNE

BULLETIN

Lausanne, le 27 janvier 1919.

L'Ile des Princes.

La conférence de Paris a fini par adopter la proposition du président Wilson relative aux affaires de Russie. En somme, c'est une reprise de la proposition anglaise que la France avait refusée il y a quelques semaines. Après avoir protesté énergiquement contre toute espèce de conversation avec le gouvernement des Soviets, M. Pichon a dû revenir sur sa décision et changer de point de vue devant l'insistance de ses alliés anglo-saxons.

L'Entente invite donc tous les gouvernements établis sur les anciens territoires de la Russie d'Europe (sauf la Pologne et la Finlande) à envoyer trois représentants chacun à l'Ile des Princes dans la mer de Marmara pour exposer leurs revendications devant les Alliés. Ce qui est certainement dû à l'influence personnelle du président Wilson et même à sa propre rédaction, c'est le texte de la note, où les Alliés s'engagent à ne soutenir aucune tentative de contre-révolution et à reconnaître la révolution russe sans réserves. « Il n'est ni dans leur désir, ni dans leur intention de favoriser ou d'assister les uns contre les autres les groupes organisés qui se disputent présentement la direction et la conduite de la Russie. »

Ce sont là des déclarations qui constituent un désaveu public et formel de la conduite scandaleuse des Hennot, Saint-Aulaire et autres fonctionnaires diplomatiques français qui se sont compromis en Ukraine en abusant du nom de l'Entente.

Ce qui est gênant pour nous dans la décision de la conférence, c'est de voir notre question nationale mêlée aux relations de l'Entente avec le bolchévisme. S'il ne s'était agi que des nationalités allogènes, les Alliés auraient pu convoquer tout le monde à Paris, mais la peur de la propagande bolchéviste et l'exemple de l'ambassade russe en Suisse, arrivant avec des millions en or, a évidemment engagé la France à mettre à son adhésion à la proposition Wilson la condition absolue que la conférence projetée aurait lieu aussi loin que possible et dans un endroit solitaire comme l'Ile des Princes.

Il sera bien difficile de discuter des questions de frontières entre l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, la Pologne et l'Ukraine lorsque les uns seront à Paris, les autres à Danzig et les troisièmes à l'Ile des Princes. Au point de vue pratique, il y a donc de sérieuses difficultés à prévoir, mais au point de vue du principe, il faut saluer la décision de Paris comme un premier pas vers la justice à l'égard des peuples de l'ancienne Russie, puisqu'on décide en tout cas de les entendre.

Wilson et les Allogènes.

Les allusions directes aux peuples allogènes ne sont d'ailleurs pas encore très claires dans la note des Alliés. Dans sa réponse au gouvernement britannique, M. Pichon avait au moins précisé que « les diverses nationalités de Russie pourraient être appelées à représenter leurs revendications ».

Il faut noter à ce propos que la note Pichon disait « représenter », tandis que la plupart des journaux ont imprimé tout simplement « présenter », ce qui n'est pas du tout la même chose, le premier texte indiquant l'envoi d'une représentation, le second pouvant laisser entendre qu'il s'agirait de simples mémoires.

Dans la note collective du 22 janvier, il faut souligner le passage où les Alliés demandent que soient retirées toutes les troupes « envoyées ou dirigées contre des peuples ou des territoires en dehors de la Russie d'Europe, telle qu'elle était avant la guerre, ou contre la Finlande ou contre des peuples ou des territoires dont l'autonomie est envisagée dans les quatorze articles sur lesquels sont basées les présentes négociations de paix ».

Les peuples ou les territoires visés par la troisième partie de la phrase, ne peuvent être évidemment que les nationalités allogènes et l'Ukraine en particulier. Si les Bolchévistes entendent aller à l'Ile des Princes, il faudra donc qu'ils commencent par renoncer à envahir l'Ukraine et l'Esthonie. Il faudra qu'ils évacuent la Lithuanie, où leur vague a complètement inondé la capitale et le pays tout entier, à tel point qu'il n'y a plus aucune espèce de communication possible par chemin de fer et que la population des villes y meurt de faim.

L'Ukraine occidentale.

Si la question de l'indépendance ukrainienne devra nécessairement se poser à l'Ile des Princes au cas où la conférence projetée aurait vraiment lieu et où notre gouvernement y enverrait des délégués, il ne s'ensuit pas qu'elle doive être éliminée des problèmes à discuter par le congrès de Paris. En effet, toute l'Ukraine n'est pas comprise dans les anciens territoires russes. Il y a 6 millions de nos compatriotes qui faisaient partie de l'empire austro-hongrois et la République occidentale d'Ukraine devrait avoir absolument les mêmes droits à être représentée à Paris que les Tchèques ou les Yougo Slaves.

Il y a là une question indiscutable de justice et d'équité. Tant qu'elle n'aura pas été réglée dans le sens de l'égalité des droits, les peuples ne pourront avoir pleine confiance dans les décisions du congrès, auquel M. Poincaré, dans son discours d'ouverture, avait donné pour mot d'ordre « une justice où il n'y ait pas de favoris ».

A l'heure qu'il est, il y a encore des favoris et nous ne cesserons de revendiquer énergiquement le droit pour tous les peuples de l'Autriche-Hongrie d'être également représentés.

L'appel à la trêve.

La conférence de Paris a pris une autre décision de grande importance. Elle a adressé un sévère avertissement aux nations de l'Europe orientale qui prolongent les hostilités pour tâcher de s'emparer de certains territoires par la force, et pour placer les Alliés devant des faits accomplis. La note déclare que les puissances de l'Entente ne tiendront absolument aucun compte de la situation militaire respective des nouveaux Etats et que la délimitation des frontières sera parfaitement indépendante de la ligne des fronts.

Un commentaire officieux télégraphié par Havas laisse entendre que cette remontrance est destinée avant tout à la Pologne, dont les puissances alliées blâment l'attitude belliqueuse à l'égard de ses voisins, et en particulier des Tchèques.

Il n'est naturellement pas question de l'Ukraine, et nous n'avons aucune raison de prendre l'avertissement pour nous tant que nous ne serons pas reconnus officiellement par la conférence. D'ailleurs les troupes ukrainiennes ne font que défendre notre territoire national contre les prétentions polonaises. Nous sommes immédiatement disposés à cesser toute résistance et à déposer les armes si les Alliés obtiennent que les Polonais évacuent nos territoires de Galicie orientale et qu'une enquête sérieuse soit faite par une commission mixte avec une délégation militaire alliée.

Jusqu'ici, les officiers français qui ont fait de la politique à Léopol ont observé une attitude absolument opposée à la tendance des dernières décisions du congrès de Paris et ont soutenu ouvertement l'action militaire des Polonais contre nous. L'éloignement de ces officiers et leur remplacement par des hommes impartiaux s'impose comme une condition *sine qua non* de la trêve en Galicie orientale.

Sydorenko chez M. Pichon.

M. Sydorenko, président de la délégation ukrainienne qui s'est rendue à Paris pour prendre contact avec les représentants des puissances alliées réunies en conférence, vient d'être reçu par M. Pichon au nom du gouvernement français. Les relations officielles sont renouées.

„ WILD EAST "

L'acceptation de la note Wilson par la conférence de Paris témoigne d'un sincère effort de s'occuper des questions d'Orient dans le sens de la justice et de l'impartialité, mais nous avons déjà montré dans notre bulletin politique toutes les lacunes profondes qui restent encore à combler. Il faut certainement savoir gré au président Wilson d'avoir insisté auprès de ses alliés pour qu'ils abandonnent enfin leurs chimériques illusions de pouvoir compter un jour sur la restauration d'une Russie réactionnaire.

La reconnaissance implicite de chacune des nationalités allogènes devra être le second pas nécessaire. Jusqu'ici, l'Europe occidentale est restée dans une ignorance extraordinaire des questions d'Orient. Les fautes commises à l'égard des peuples de l'Est ne se comptent plus dans les annales de cette guerre. Il a fallu plusieurs années pour intéresser le public occidental et ses diplomates aux nationalités d'Autriche-Hongrie. En 1915 encore, l'indépendance des Tchèques ou des Yougo-Slaves était considérée comme des utopies et celle de la Pologne comme une « manœuvre allemande » et un crime envers l'alliée russe.

Peu à peu la lumière s'est faite. Depuis l'année dernière, la cause yougo-slave, la cause tchèque et celle de la Pologne sont devenues populaires. Diplomates, hommes d'Etat, journalistes et lecteurs des quotidiens à grand tirage ont appris à suivre avec intérêt, sinon à toujours bien comprendre, les événements de ces trois pays. Espérons qu'il en sera bientôt de même des autres, plus à l'Est.

Il règne encore un grand nombre de préjugés pour le moins extraordinaires sur les différentes nationalités qui n'ont pas encore eu l'honneur d'être à l'ordre du jour officiel. Pour beaucoup de gens, Ukrainiens, Lettons, Esthoniens, Géorgiens sont encore des « Russes » de différentes espèces. Tout au plus admet-on qu'il faudra leur accorder quelque autonomie locale dans une sorte d'Etat fédératif. On trouve bon pour eux ce qu'on trouvait mauvais pour leurs frères d'Autriche-Hongrie. La grande presse, nourrie de ces préjugés, n'a pas encore appris à ses lecteurs qu'il y a autant de différence entre un Esthonien, un Ukrainien et un Russe qu'entre un Magyar, un Tchèque et un Polonais.

C'est pourquoi, si beaucoup de journaux blâment les Alliés d'inviter les Bolchévistes à une rencontre, ils trouvent parfaitement naturel que tous les autres peuples de l'ancienne Russie soient convés à se faire représenter à l'Ile des Princes comme délégués des différents groupes du « peuple russe ». On ne s'est pas encore habitué à remplacer cette expression désuète par « les peuples de Russie », qui conviendrait beaucoup mieux.

Considérés en bloc comme russes, ils sont nécessairement soupçonnés d'être atteints par contagion de la grippe bolchéviste, dont l'Europe a si peur. On les envoie dans une petite île, bien gardée par les dreadnoughts et les croiseurs, pour être sûr qu'ils ne pourront pas infecter l'Occident. On pense peut être qu'une seule et même formule va convenir pour toutes ces nations et qu'en réglant la question russe on réglera la leur du même coup.

Quelle erreur! Qu'on jette un peu les yeux sur la carte et qu'on mesure l'immensité de l'ancien territoire russe et la diversité des nations qui l'habitent. Chacune d'entre elles a droit à faire discuter et régler son sort de la manière qui lui convient et qui est conforme à ses traditions et à ses aspirations les plus légitimes. Chacune d'entre elles a droit à voir sa délégation invitée à Paris aussi bien qu'à l'Ile des Princes.

Le Congrès de la paix ne se terminera pas sans qu'il en soit ainsi. C'est notre conviction absolue.

L'UKRAINE ET LE BUDGET

II

Dans notre précédent chapitre nous avons établi que chaque année de ces derniers quinze ans le gouvernement centraliste russe a tiré, au profit du nord, en particulier pour la Moscovie, plus de 45.45 % du capital provenu des recettes d'Etat des huit principales provinces ukrainiennes.

Démontrons maintenant par un tableau, N° 2, le pourcentage de ces revenus classés par régions naturelles de la République ukrainienne. La rivière Dnieper partage d'abord tout le territoire en deux parties: celle de gauche, composée des provinces de Charkow, Poltava, Tchernigov et les parties limitrophes des provinces mixtes: Mohilew, Koursk, Voronej, Don; et celle de la rive droite du Dnieper, avec les provinces de Cholm, Podlachie et les districts limitrophes de la province blanc-ruthène de Grodno et Minsk.

La Galicie avec la Bukovine, « l'Ouhorska Rouss » (pays ukrainien en Hongrie), ainsi que la Bessarabie, forme une région à part.

La quatrième partie des terres ukrainiennes comprend les provinces placées au bord de la mer Noire qui faisaient autrefois partie de la république des cosaques zaporogues; ce sont les provinces d'Ekaterinoslav, Cherson et Tauride, avec la Crimée et les districts ethnographiquement ukrainiens du pays du Don avec le bassin du Donetz appelé l'Ukraine des steppes.

La cinquième partie de l'Ukraine forme le pays des Cosaques du Kouban et les districts nationaux limitrophes des provinces de Stavropol, Terek et les pays de la mer Noire jusqu'à Sotchi, dans le littoral. Alors, continuant notre analyse des principales provinces ukrainiennes avec la population en majorité absolue, nous partageons, par économie de place, nos chiffres en trois rubriques: régions de la rive gauche, de la rive droite du Dnieper et celle des steppes.

TABLEAU N° 2

Pourcentage des dépenses ordinaires de l'Etat pour l'Ukraine (huit provinces) par rapport aux recettes ordinaires de l'Etat reçues du même pays, partagé en trois principales régions.

Années	% des recettes ordinaires qui retourniaient en Ukraine de la caisse de l'Etat russe — Régions: Charkow Poltava Tchernigov	Kiev Podolie Volhynie	Ekaterinoslav Cherson	Moyenne pour toute l'Ukraine par année	Moyenne pour les périodes au développement économique (voir l'article 11)
	%	%	%	%	%
1900	*56.5*	*57.9*	*54.5*	*56.3*	*56.5*
1901	60.3	54.3	53.4	55.9	
1902	47.8	48.8	48.8	48.5	
1903	56.7	51.1	47.6	51.8	
1901-1903	*54.9*	*51.4*	*49.9*	—	*52.1*
1904	51.0	55.5	51.2	55.6	
1905	53.8	55.5	52.5	54.6	
1906	55.7	51.9	53.2	54.6	
1907	60.2	41.3	54.3	55.3	
1904-1907	*57.9*	*54.9*	*54.8*		*53.6*
1908	67.4	61.7	54.7	60.9	
1909	53.8	59.3	51.6	56.9	
1910	57.7	48.6	47.6	51.3	
1911	53.4	49.6	44.1	51.8	
1912	55.9	51.9	44.3	54.7	
1913	54.7	53.7	55.7	54.7	
1908-1913	*59.0*	*54.1*	*49.5*	—	*54.2*
1914	*70.7*	*69.7*	*62.9*	*67.8*	*67.8*
Moyenne pour chaque région	58.50	55.05	51.30	54.64	

Ce tableau nous montre le pourcentage par régions nationales des dépenses ordinaires de l'Etat calculées sur les recettes reçues de ces huit provinces.

Comme nous le voyons, les trois provinces situées sur la rive droite du Dnieper jouissent des meilleures conditions, 58,5 % des recettes restant dans tous le pays. Ensuite, les provinces de la rive gauche du Dnieper avec Kiev comme capitale et

les provinces du sud. Ces dernières (des steppes), étant les plus riches, donnent pourtant beaucoup plus que les autres et ne reçoivent que le 51,38 % de leurs recettes.

Analysons maintenant toutes les périodes du développement économique successivement et par régions.

Les données de l'année 1900 sont les moyennes des deux périodes économiques : 1898-1899, du complet développement industriel, et 1901-1903, période de la crise économique. Les provinces industrielles des steppes ont le maximum des revenus qui restent dans les caisses locales, soit le 54.5 %. Il en est de même pour les provinces du côté droit du Dnieper avec leur riche industrie du sucre. Le 57,9 % forme le pourcentage le plus élevé — pour cette année 1900 — de la moyenne de toute cette région. Le dernier groupe de provinces : Charkov, Poltava et Tchernigov, provinces particulièrement privilégiées en général, reçoit cette année la moyenne la plus faible depuis 15 ans. Le pourcentage des recettes retournées dans les caisses de ces huit provinces pour l'année 1900 est de 56,3 %.

Ensuite vient la période de la crise économique. Il est intéressant de constater comment cette crise de toute la Russie s'est fait sentir sur le budget de l'Ukraine. Le pourcentage général pour cette période 1901-1903 a sensiblement baissé en atteignant le 52,1 %. La situation économique de l'Ukraine, sous l'influence de la crise générale dans toute la Russie, est encore pire. La comparaison de ces trois régions reste la même en baissant considérablement. Le pourcentage des provinces d'Ekaterinoslav et de Cherson est descendu jusqu'au 49.9 %, c'est-à-dire depuis 1900, année ordinaire, le budget de ces deux provinces avait une différence de pourcentage de — 4,6 %.

La période suivante, ce sont les années de guerre russo-japonaise et de la première révolution. Pendant ces quatre années, le pourcentage des recettes qui retournait en Ukraine est monté jusqu'au 53.6 %. La situation de l'Ukraine dans le budget de l'Etat russe s'améliore un peu.

Mais le pourcentage des sommes retirées dans le pays par les régions reste presque le même. Les provinces de la rive gauche du Dnieper sont toujours au premier plan et montent au + 3,0 %, ainsi que les provinces du sud, pour lesquelles l'avantage de pourcentage atteint + 2,0 % et s'améliore également. Par contre, la région du côté droit du Dnieper reste presque la même. La cause principale de ce phénomène peut être trouvée, concernant les provinces de Charkow, Poltava et Tchernigov, dans les mouvements agraire et révolutionnaire parmi les paysans de ces provinces, qui obligèrent le gouvernement à payer une somme énorme aux gros propriétaires fonciers ayant souffert des troubles. Les provinces des steppes (Ekaterinoslav et Cherson) ont retenu certaines parties de leurs budgets à cause des commandes faites pendant la guerre russo-japonaise. La mauvaise récolte de 1906 a également modifié le niveau du pourcentage moyen de cette période.

Ensuite vient la période la plus intéressante de la vie de l'Etat. C'est la période appelée par M. Maltziv « période de travail parlementaire tranquille ».

A priori on peut croire que, pendant cette période, la situation économique de l'Ukraine s'est considérablement améliorée ; pourtant la statistique nous montre tout à fait autre chose. Malgré l'espace de ces six années, où il n'y eut ni guerre, ni crise économique, et même en 1909 et 1910 où les deux récoltes furent excellentes, la situation politique générale avec le régime constitutionnel de la Douma n'influencera pas le budget de l'Ukraine.

En réalité, et malgré tout cela, nous voyons que pendant la période (1908-1913), le pourcentage moyen des recettes retournant dans le pays augmente seulement de + 0,6 % et atteint 54,2 % en comparaison avec la période précédente.

Il est vrai qu'en 1908 et 1909 le pourcentage est plus élevé : en 1908 — 60,9 % (maximum) et en 1909 — 56,9 %. Mais l'année suivante il descend brusquement jusqu'au 51,3 % en 1910, et 50,8 % en 1912 et 1911 ; à l'exception du pourcentage de 1902, c'est le minimum pour ces quinze ans.

Cette diminution minimale ne peut s'expliquer que par les dépenses extraordinaires faites pour la préparation militaire et l'armement en vue de la guerre mondiale (conquête de la Galicie) qui étaient exécutées au compte de l'Ukraine. Notre pays paye ici sa part d'impérialisme russe très cher !

La situation de toutes nos régions territoriales est presque identique à la période précédente. Les provinces des steppes ont perdu pendant la période de 1904-1907 (51,8 %) et atteignent maintenant le 49 5 %. Les contrées sur la rive gauche du Dnieper sont toujours en première place (59.0 %), mais avec la différence frappante d'avec ses voisins de droite : au lieu du 6.9 % en 1904-1907, seulement le 4,9 % dans cette période de 1908-1913.

Alors le Parlement russe n'apportait aucune amélioration au budget de l'Ukraine. L'anormalité de la situation continue à progresser !

Pendant l'année 1914, dont la seconde moitié en état de guerre, et malgré la situation internationale très favorable à la Russie, la part de l'Ukraine dans le budget russe s'est considérablement aggravée et même est devenue pire.

Le pourcentage des recettes qui retournaient à l'Ukraine, soit à chacune de nos régions, s'est augmenté visiblement et monte au 67,8 % en moyenne pour toute l'année.

Pendant ce même temps, les trois provinces ukrainiennes (Volhynie, Podolie et Tchernigov) donnent, — comme nous l'avons dit plus haut dans notre tableau N° 1, — des déficits. La situation des différentes parties est la même. La meilleure est dans les provinces sur le littoral gauche du Dnieper, ensuite dans celles de droite, et la plus triste est dans les provinces des steppes. Seulement la différence entre les pourcentages des premières régions gauche et droite du Dnieper est encore plus insignifiante (70,7 % — 69,7 %) et donne + 1,0 %.

Les provinces de la rive gauche, malgré la grande ville industrielle de Charkow, sont toujours les moins exploitées au profit du nord (Moscovie) parce que ce sont les provinces les plus pauvres de l'Ukraine. La province de Tchernigov demande souvent du blé à importer (la récolte de cette province assure seulement 10,1 % de la population, tandis que celle de Tauride 37,0 %).

Maximum pour cette région donne pendant les années 1914 — 70.7 % et 1908 — 67,4 % et minimum en 1913 — 54,7 % à cause de la préparation à la guerre, la province n'ayant aucune importance stratégique.

La situation économique des provinces ukrainiennes de steppes dans le budget russe, malgré qu'elles soient les plus riches, est la pire. Malgré les beaux ports maritimes comme Odessa, Nikolaïef, etc., une importante quantité de blé à exporter annuellement (ces deux seules provinces fournissent en 1909-1913 le 64.4 % d'exportation en blé de toutes les provinces ukrainiennes), malgré les mines extrêmement riches du bassin de Krivoï Rog, ces provinces reçoivent des caisses centrales russes la partie la plus faible de leurs recettes ordinaires. Aussi en 1911 et 1912 seulement 44,3 % (minimum) et en 1914, année de la guerre, maximum 62,9 %. L'année 1908 donne le maximum (si l'on ne compte pas l'année de la guerre avec le 67,8 %) des recettes rentrées au pays, qui s'élève jusqu'au 60,9 %.

Ce pourcentage extraordinaire peut s'expliquer par le fait que c'est l'Ukraine qui a souffert le plus pendant la guerre russo-japonaise et la révolution. Alors, pour réparer ce mal, le gouvernement a assigné le maximum. En 1914, ce sont les provinces du côté droit du Dnieper qui reçoivent le maximum à cause des dépenses causées par la guerre aux frontières autrichiennes, et dépense énorme pour la ville de Kiev, centre militaire et administratif des opérations dirigées contre l'Autriche-Hongrie. Le pourcentage élevé en 1909 — 56,9 %, explique la bonne récolte de cette année.

Dans notre prochain chapitre, nous établirons le tableau des recettes et des dépenses ordinaires d'Etat pour l'Ukraine en pourcentages avec celui du budget de toute la Russie pendant la même période de 1900 à 1914.

(*A suivre.*) E. B.

Les Documents

LES DEUX UKRAINES

Traité préliminaire

conclu le 1er décembre 1918 dans la ville de Chvastiv entre la République populaire ukrainienne et la République occidentale, au sujet de la réunion de ces deux Etats en une seule unité.

La République populaire ukrainienne est représentée provisoirement sur tout le territoire par le gouvernement populaire nommé par l'Union nationale, le Directoire ukrainien comprenant MM. Volodimir Vinnitchenko, Simon Petliura, Fedir Schwetz et Panas Andrievsky.

La République occidentale est représentée par MM. Longin Cehelsky et Dr Dmytro Levitzky, plénipotentiaire du gouvernement provisoire élu par le Conseil national ukrainien de Lemberg sur la base des pleins pouvoirs qui lui ont été donnés le 25 novembre 1918 par le Secrétariat d'Etat à Tarnopol.

Les deux parties ont déclaré à l'unanimité ce qui suit :

« Conformément aux vœux du peuple ukrainien des deux Républiques, d'être réunies aussitôt que possible et pour toujours en un seul Etat ukrainien, indivisible, indépendant et souverain, et selon la volonté exprimée clairement par les organes provisoires dirigeants de ces deux Etats, l'Union nationale ukrainienne et le Directoire nommé par elle d'un côté, le Conseil national ukrainien et le Secrétariat d'Etat de l'autre, nous concluons le traité préliminaire suivant sur la réunion des deux Etats :

» 1° La République occidentale exprime ici sa décision inébranlable d'être réunie en un seul Etat à la République ukrainienne, c'est-à-dire : elle exprime l'intention de cesser de former un Etat séparé et d'être incorporée, avec tout son territoire et toute sa population, à la République de l'Ukraine, pour ne plus former qu'un tout avec elle.

» 2° La République de l'Ukraine exprime également ici son inébranlable décision de se réunir à la République occidentale dans un temps très prochain pour former un seul Etat, c'est-à-dire : elle exprime son intention d'incorporer tout le territoire et toute la population de la République occidentale qui sera désormais partie intégrante de l'Etat entier de l'Ukraine.

» 3° Les gouvernements des deux Républiques se considèrent engagés par les déclarations ci-dessus mentionnées, c'est-à-dire : ils se voient obligés de réaliser en pratique le plus vite possible et dans un temps très court cette réunion, afin que les deux Etats ne forment en réalité très prochainement qu'une seule unité étatique indivisible.

» 4° Eu égard aux particularités de sa vie nationale causées par les circonstances historiques, les institutions officielles particulières, les différences culturelles et sociales, la République occidentale se réserve pour son territoire et sa population une autonomie territoriale dont les frontières seront tracées par une commission spéciale, au moment de la réunion des deux Républiques en une seule. Les décisions prises par ces commissions n'obtiendront force de loi que lorsqu'elles auront été ratifiées par les institutions législatives et les organes gouvernementaux des deux Républiques. Les détails des conditions nécessaires à la réunion des deux Etats seront ensuite déterminés.

» 5° Ce traité préliminaire établi en deux exemplaires ou documents originaux destinés aux gouvernements des deux Etats peut être publié avec l'assentiment des deux gouvernements, c'est-à-dire du Directoire de la République populaire de l'Ukraine et du Secrétariat de la République occidentale ukrainienne.

» Le Directoire de la République de l'Ukraine :
VOLODIMIR VINNITCHENKO, m. p.
PANAS ANDRIEVSKY, m. p.
Prof. FEDIR SCHWETZ, m. p.
SIMON PETLIURA, m. p.

» Les plénipotentiaires du secrétariat de la République occidentale :
Dr LONGIN CEHELSKY, m. p.
Dr DMYTRO LEVITZKY, m. p. »

LA NOTE DU DIRECTOIRE

de la République populaire ukrainienne aux gouvernements de tous les peuples du monde.

Au haut gouvernement du..... (suit le nom de la puissance).

Le gouvernement de la République populaire ukrainienne a envoyé aux gouvernements des puissances de l'Entente la note suivante :

« Lorsque la guerre a mis les armes à la main des peuples et que l'armée est devenue une immense armée populaire, l'ancien pouvoir de la Russie n'a pu continuer à subsister et est tombé sous les coups de la révolution. L'Ukraine, de son côté, a secoué le joug séculaire de l'impérialisme russe. Grâce au travail créateur de tous les peuples, un organisme étatique, démocratique et indépendant a été créé, possédant un Parlement révolutionnaire, la Rada centrale, à sa tête. Mais le jeune Etat démocratique a été submergé par les flots de l'anarchie venue de Moscovie et des fronts dispersés.

Cette anarchie a pu se répandre grâce aux efforts des agents de l'impérialisme allemand qui cherchaient à éloigner le nouvel Etat du nombre de ses adversaires. Les impérialistes allemands tiraient parti de cette anarchie. Après avoir dissous la Rada avec l'aide des baïonnettes et replacé la démocratie ukrainienne sous le joug, ils remirent le pouvoir en Ukraine à l'aristocratie russe à la tête de laquelle se trouvait le général russe Skoropadsky qui, pour tromper le peuple, se faisait passer pour le champion de l'idéal démocratique et de l'indépendance nationale de l'Ukraine. La dure oppression de l'aristocratie russe commença à peser lourdement sur le peuple. Dans les villages, les expéditions punitives se livraient à des orgies. Les travailleurs gémissaient dans les cachots et dans les camps allemands de prisonniers.

Enfin, sous les coups de l'Entente, l'impérialisme allemand eut le dessous ; en Ukraine aussi, il perdit son pouvoir. En même temps le peuple ukrainien prit les armes sur tout le territoire.

Dans un mois, du 15 novembre au 15 décembre, l'insurrection avait gagné tout le pays et le pouvoir hetmanal fut anéanti. Par la volonté du peuple, l'Ukraine redevint une libre république démocratique et indépendante, gouvernée par le Directoire.

Tout en saluant les forces internationales et libératrices qui ont contribué à détruire l'oppression impérialiste allemande en Ukraine, le Directoire envoie, au nom de la population, un salut fraternel à tous les peuples du monde et à leurs gouvernements et exprime l'espoir de vivre en bonne intelligence avec eux. Tous les engagements internationaux, toutes les exigences du droit international sont obligatoires aussi pour l'Ukraine et l'héritage de l'ancienne Russie passe, au point de vue international et proportionnellement aux forces de l'Ukraine, à cette dernière.

Guidé par l'idéal élevé de la fraternisation générale des peuples, le peuple ukrainien s'adresse à l'heure de sa libération en se basant sur les principes de libre disposition des peuples proclamée par le président Wilson au noble peuple et ami de la liberté (suit le nom du peuple) et à son gouvernement, lui envoyant un salut fraternel et lui demandant de maintenir les relations de bon voisinage avec le peuple et la République ukrainienne.

Le Directoire et le gouvernement de la République populaire ukrainienne espèrent que cet appel trouvera un écho auprès du gouvernement (suit le nom de l'Etat) et que les salutations du peuple ukrainien seront accueillies favorablement par le noble peuple (suit le nom du peuple). De cette façon, des relations amicales pourront être prochainement établies entre le gouvernement de la République ukrainienne, qui est prêt à recevoir les représentants du gouvernement (suit le nom) et à lui envoyer ses propres représentants.

Dans la capitale de la République populaire ukrainienne, Kiev, en l'an de grâce 1918.

Le Directoire de la République populaire :
Président : VINNITCHENKO.
Membres : PETLIURA, SCHWETZ, ANDRIEVSKY, MAKARENKO.
Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères :
V. TCHECHOVSKY.
(*Stavka* du 27 décembre 1918.)

CONTRE LE BOLCHÉVISME

L'ultimatum du gouvernement de Kiev au gouvernement de Moscou.

En réponse à la note du commissaire du peuple pour les affaires étrangères envoyée le 5 janvier, le Directoire de la République populaire ukrainienne a envoyé une note au Conseil des Commissaires du peuple pour lui faire remarquer que des troupes régulières de la République russe opèrent dans la province de Charkov. Ces troupes composées de Chinois, de Lettons, de Magyars, et en partie de Russes, pillent les villages dans leur marche à travers le territoire de l'Ukraine, expédient en Russie tout ce qu'ils peuvent prendre à la population et fusillent sans jugement paysans, ouvriers ou intellectuels.

En considération de ces faits, le Directoire demande une dernière fois à la République Russe ce que signifie cette offensive militaire et cette attitude des troupes russes sur le territoire ukrainien. Il ajoute que le gouvernement russe, lorsqu'il propose des négociations de paix à la condition d'un changement dans la politique intérieure du gouvernement ukrainien, s'immisce sans aucun droit dans les affaires intérieures du peuple ukrainien.

Le Directoire désirant cependant rester en bons termes avec son voisin et éviter une effusion de sang inutile, propose au gouvernement des Soviets de répondre dans les 48 heures aux questions suivantes :

1. Le gouvernement de la République populaire russe est-il disposé à arrêter les opérations militaires contre la République ukrainienne et son peuple travailleur ?

2. Si oui, s'engage-t-il à retirer immédiatement ses troupes du territoire de l'Ukraine ?

3. Le Directoire déclare que le gouvernement ukrainien est prêt, aussitôt après que les troupes russes auront été retirées de l'Ukraine, à entrer en négociations au sujet de la paix ainsi que pour les relations commerciales. Si dans les 48 heures une réponse favorable ou même aucune réponse n'est parvenue au Directoire, celui-ci considérera ce fait comme une déclaration de guerre de la part du gouvernement russe et il en tirera toutes les conséquences.

Kiev, le 18 janvier 1919.

Signé, V. VINNITCHENKO, président du Directoire.
P. ANDRIEVSKY, secrétaire.

Chronique des événements

6 janvier 1919. ⁂ Proclamation solennelle à Stanislaviv de la réunion des deux républiques ukrainiennes orientale et occidentale.

15 janvier. ⁂ Occupation par les troupes ukrainiennes de Marmaros Sziget territoire national en Hongrie.

16 janvier. ⁂ Défense de circulation de billets de banque et valeur monétaire russe en Ukraine. Annulation du change russe.

16-17 janvier. ⁂ Deuxième congrès national des Ukrainiens d'Amérique à New-York.

18 janvier. ⁂ Ultimatum du Directoire aux commissaires des Soviets sur la cessation immédiate de toutes les actions militaires contre la République populaire ukrainienne et sur l'évacuation de toutes les régions nationales occupées par leurs troupes.

20 janvier. ⁂ Dans la conférence de Paris, MM. Noulens et Scavenius ont exposé leurs informations sur la situation des différents partis de l'ancienne Russie.

⁂ Les troupes ukrainiennes du pays de Cholm demandent du renfort pour faire face au danger bolchéviste qui vient de la Pologne orientale.

22 janvier. ⁂ Conférence de la paix adopte la résolution du président Wilson. Le Congrès organise une conférence des représentants de tout groupe organisé en Russie, excepté la Finlande et la Pologne, au nombre trois délégués pour délibérer à l'Ile des Princes avec les quatre grandes puissances.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société d

BERNE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: Bureau ukrainien, Lausanne.

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 87 Lausanne, 6 Février 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 4 février 1919.

La conférence de Berne.

Le Congrès socialiste international s'est ouvert à Berne lundi, salué avec espoir par tous les peuples du monde et suivi sans doute avec sympathie par le président Wilson, qui a bien compris déjà depuis longtemps que ce sont surtout *les peuples* qui le soutiennent et sur lesquels il peut compter pour accomplir sa grande œuvre de justice. Le congrès a été salué aussi par les excommunications des bolchévistes de tous pays, qui le trouvent beaucoup trop modéré. Il leur déplaît de voir se réunir des socialistes raisonnables et démocratiques, résolus à opérer les réformes sociales sans verser encore inutilement du sang après la formidable boucherie qui vient de se prolonger pendant quatre ans et demi.

Nous sommes bien sûrs que la presse de Lausanne doit regretter aujourd'hui d'avoir empêché, par son attitude, la réunion de la conférence en Suisse romande. Il était bien évident que les puissances alliées n'auraient pas délivré de passeports aux délégués, si le congrès avait été suspect de bolchévisme. C'est donc Berne qui sera le siège des assises solennelles de l'internationale reconstituée après 5 ans.

Les nations opprimées et celles qui s'organisent en Etats nouveaux regardent avec sympathie et confiance vers le congrès des représentants populaires, qui est un complément utile et nécessaire à la conférence des diplomates gouvernementaux réunis à Paris. Nous espérons sincèrement que l'assemblée de Berne, après avoir étudié les questions relatives au travail, ne négligera pas de prendre position dans les questions de politique internationale et devancera les diplomates en leur indiquant la volonté des peuples sur les problèmes où l'on hésite encore à Paris.

Une grande injustice reste encore à combler. Les puissances ont reconnu officiellement les Etats tchèque, yougo-slave et polonais. Il s'agit d'en faire autant maintenant pour l'Ukraine, la Lithuanie, la Lettonie, l'Esthonie, etc. Tous ces peuples attendent avec impatience qu'on leur reconnaisse leurs droits à l'existence et l'Internationale pourra prendre à ce sujet des décisions qui seront appelées à un retentissement considérable. Il est parfaitement naturel que les vœux des peuples précèdent les actes des gouvernements et c'est pourquoi nous comptons sur la conférence de Berne pour mettre les points sur les i et permettre à celle de Paris d'abandonner toute hésitation.

La question russe.

Il n'y a pas de raison d'attendre l'expérience de l'Ile des Princes pour se prononcer en toute justice sur la question de l'Ukraine. En fait, l'Entente a reconnu l'existence de notre République, puisque ses représentants à Kiev ont signé avec le Directoire un arrangement aux termes duquel les Alliés lui fourniront l'aide technique nécessaire pour défendre ses frontières contre l'invasion bolchéviste. C'est là un grand pas en avant, qui n'est d'ailleurs pas en contradiction avec la proposition Wilson adoptée à Paris. Si les Alliés se sont engagés d'une part à ne plus soutenir un parti politique russe contre un autre, ils y ont mis comme condition que le gouvernement des Soviets retirerait ses troupes de tous les territoires dont l'autonomie est envisagée par les 14 points du programme allié. Il ne fait aucun doute que l'Ukraine est sous-entendue dans cette condition.

Si donc les bolchévistes veulent traiter avec l'Entente et bénéficier de la bonne volonté du président des Etats-Unis, il faut qu'ils renoncent à vouloir s'introduire en Ukraine par la force et nous imposer un régime dont notre peuple ne veut pas. Les Ukrainiens ont du socialisme une conception différente de celle de Lénine et de Trotzky. C'est leur droit. Ils sont beaucoup plus près des idées représentées à la conférence de Berne. Il n'appartient à personne de vouloir changer leur conviction par la grâce des mitrailleuses.

Les traditions et les aspirations sociales d'un peuple sont une chose absolument sacrée. Nous sommes persuadés que les délégués socialistes réunis à Berne seront les premiers à protester contre n'importe quelles tentatives de s'immiscer dans nos affaires, qu'elles viennent du côté bolchéviste, allemand, ou monarchiste pan-russe.

La question polonaise.

En attendant, le sang continue à couler en Galicie orientale, où il serait pourtant bien facile de mettre fin au conflit en adoptant pour la ville de Léopol une solution provisoire, comme celle que les Alliés ont choisie pour Teschen afin de régler le conflit tchéco-polonais. Que la Galicie orientale soit un pays indiscutablement ukrainien, tout le monde en est parfaitement convaincu et les faits sont là pour le montrer à toutes les commissions alliées qui prennent la peine de faire le voyage.

En somme, le seul point qui reste en litige, c'est le sort de cette malheureuse ville de Léopol, en partie polonisée par des siècles d'administration et d'influence étrangères, centre de culture et de colonisation polonaise en plein pays ukrainien. Toutefois, la bourgeoisie juive et la population ukrainienne, toujours en croissance, auraient bientôt fait de donner à Léopol un essor tout différent, si elles avaient la liberté de vivre et de se développer sans entraves. Elles forment déjà la moitié de la population totale et atteindraient immédiatement la majorité dès que les fonctionnaires polonais quitteraient la ville.

Le gouvernement ukrainien n'aurait d'ailleurs aucune raison de vouloir supprimer l'Université polonaise et priver la République d'un centre de culture de première importance pour une des plus grandes minorités nationales qui habitent notre République.

Ce qui est criminel, c'est de vouloir à tout prix reculer les frontières pour permettre à la Pologne d'englober cette ville, sans s'inquiéter des huit ou neuf cent mille Ukrainiens qui habitent, compacts, le territoire entre Léopol et le San. Sacrifier presque un million d'âmes pour satisfaire aux caprices de 90 000 Polonais, voilà qui nous paraît dépasser les limites du bon sens et de la justice. Les villes ne sont pas tout.

Toutefois, pourquoi le Congrès des puissances ne proposerait-il pas aux deux parties de mettre fin aux hostilités sur la base d'une évacuation polonaise et de quelque régime provisoire à Léopol? Nous avons toujours déclaré ici, et nous le répétons aujourd'hui, que les Ukrainiens sont prêts à remettre le sort de cette ville entre les mains du Congrès de la paix et à lui appliquer le régime particulier qu'il plaira aux puissances de proposer pour elle en conformité avec les principes du président Wilson.

Les Ukrainiens de l'ancienne Autriche-Hongrie.

Ce qui empêche le Congrès des puissances de prendre une décision pareille, c'est qu'il n'a pas encore osé reconnaître officiellement l'existence des 6 millions d'Ukrainiens de l'ancien empire des Habsbourg. Pourquoi cela? En quoi ces 6 millions d'hommes et de femmes sont-ils moins dignes d'être considérés que les Roumains de Transylvanie, ou les Serbes de Bosnie, ou les Slovaques des Carpathes, dont la conscience nationale tchèque est certainement beaucoup moins développée et moins précise?

En démembrant l'Autriche-Hongrie, les Alliés n'ont le droit d'oublier aucun des peuples qui faisaient partie de l'ancienne monarchie. Tous sont égaux devant eux et devant la justice souveraine, que la Société des Nations doit consacrer. Les Ukrainiens d'Autriche-Hongrie ont été affreusement persécutés dès le début de la guerre par le gouvernement austro-hongrois, et quand les Polonais osent répandre des calomnies comme le fameux mensonge des soi-disant officiers austro-allemands dans les troupes ruthènes, il suffit de rappeler les horreurs du camp de Talerhof, près de Gratz, où le gouvernement autrichien fit emprisonner et mourir à petit feu des milliers de patriotes ukrainiens, paysans ou intellectuels, soupçonnés de sympathie pour l'Entente.

Les routes de la Galicie orientale furent bordées pendant des mois de longues successions de gibets, où les Ukrainiens pendus rappelaient la cynique ballade de François Villon à Louis XI.

Après la persécution autrichienne vint l'invasion russe et les efforts des panslavistes pour arracher des cœurs ukrainiens la foi de leurs pères. Les sociétés furent dissoutes, les églises furent fermées, l'archevêque uniate fut interné au fond de la Russie, la langue ukrainienne fut prohibée, des popes orthodoxes en grand nombre furent envoyés derrière les régiments de baïonnettes.

Ensuite, vint le reflux militaire et l'occupation allemande. Tout ce qui restait dans ce pays, déjà ravagé, fut impitoyablement volé par les troupes allemandes. Dans leurs maisons incendiées, dans leurs jardins lardés de trous d'obus, il ne resta bientôt à nos paysans ni outils pour travailler la terre, ni bétail, ni chevaux, ni vaisselle, ni rien. Torturé, dépouillé, ruiné par ces trois régimes de brigandage, le peuple ukrainien de la Galicie et des Carpathes est resté pourtant ferme et courageux, fidèle à son patriotisme et à sa foi. Sur sa terre ensanglantée et noircie par les décombres, il crie justice et demande au congrès de la paix de lui rendre enfin sa liberté, qu'il souhaite comme le bien le plus précieux.

Ce qu'il veut, c'est qu'on le délivre de toute oppression, polonaise, autrichienne, russe ou allemande, et qu'on lui permette de s'unir librement à ses frères de la Grande république populaire d'Ukraine. Des millions de cœurs sont tournés avec anxiété vers le secrétaire d'Etat de la République d'Ukraine occidentale, le Dr Paneyko, envoyé à Paris par ses compatriotes pour réclamer la justice entière et définitive.

Les ambitions roumaines.

M. Bratiano a exposé devant le Congrès des puissances, à Paris, les revendications de la Roumanie, et il en a profité pour annoncer victorieusement que l'Ukraine avait renoncé à toute opposition contre l'annexion roumaine de la Bessarabie. C'est aller un peu loin. S'il est tout à fait juste que le Directoire abandonne à notre voisin les territoires moldo-valaques, il doit défendre énergiquement les droits de la population ukrainienne au nord-est de la Bessarabie et sur le littoral de la mer Noire.

En réponse aux grandes concessions de la République ukrainienne, on aurait pu attendre de M. Bratiano quelques déclarations équitables et loyales sur la question de la Bukovine. Au lieu de cela, il l'a réclamée tout entière pour son pays, ce qui serait une violation formelle du droit des peuples, car les Roumains n'y représentent qu'une minorité à côté des Ukrainiens et le partage de la province pourrait seul donner en toute justice à la Roumanie quelques districts méridionaux. On touche du doigt, par ces problèmes, à l'impossibilité de continuer ces discussions sans que l'Ukraine y soit représentée.

GRANDS PROPRIÉTAIRES

On entend souvent dire: la question ukrainienne est avant tout une question sociale. Ce n'est pas un désavantage, au contraire. Bien que le dicton soit exagéré et que la conscience patriotique des Ukrainiens se soit prodigieusement réveillée au cours de ces dernières années, il est parfaitement exact que notre question nationale se double d'un grand problème social. C'est ce qui fait la force invincible de notre mouvement populaire.

En effet, si le peuple ukrainien veut rester maître chez lui et secouer toute domination étrangère, qu'elle soit russe, polonaise ou austro-allemande, c'est non seulement parce qu'il entend librement parler sa langue et développer sa culture propre, mais aussi parce qu'il veut posséder lui-même la terre qu'il cultive depuis des siècles et qui lui appartient naturellement.

Grands seigneurs russes à l'est, nobles polonais à l'ouest, quelques milliers de grands propriétaires prétendent continuer dans l'Europe nouvelle à posséder d'immenses domaines fonciers avec des centaines de villages et des millions de paysans. Ils s'étonnent et ils s'indignent que la révolution russe ait déchaîné la colère sourde des paysans, qui grondait depuis longtemps, et que plusieurs de leurs châteaux aient été détruits dans la bagarre. Certes, nous déplorons ici toute violence et nous sommes certains que le Directoire prendra des mesures énergiques pour empêcher que les paysans n'attentent à la vie des familles nobles qui habitent les châteaux de la campagne.

Mais, il faut que les grands seigneurs polonais et russes se rendent compte une fois pour toutes que leur temps a passé. A l'heure qu'il est, en plein XXe siècle, il ne peut plus être question de grandes propriétés foncières, sauf dans le cas d'une exploitation collective par l'Etat. Les paysans ukrainiens sont attachés à leurs champs comme à leurs biens les plus précieux. Ils se sentent propriétaires. La plupart d'entre eux le sont déjà. Ceux qui ne le sont pas, aspirent avec raison à le devenir.

Aucun droit héréditaire ne peut venir à l'encontre d'un courant inévitable et naturel, qui est en outre parfaitement juste et légitime. Quand l'Etat russe ou l'Etat polonais lutte contre l'Ukraine, en réalité ce sont tout simplement les grands propriétaires de l'une ou l'autre de ces nationalités qui s'effraient de voir leurs domaines leur échapper. C'est pourquoi les socialistes russes ou polonais qui osent encore soutenir des campagnes anti-ukrainiennes peuvent être à bon droit accusés de défendre les intérêts des pires exploiteurs parmi leur bourgeoisie et de se mettre du côté de l'injustice contre celui du droit, dont ils parlent tant et pour lequel ils font si peu.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Quand la plus grande partie de l'Ukraine était courbée sous le joug russe, les propriétaires polonais trouvaient bon d'encourager parfois le séparatisme ukrainien pour ennuyer le gouvernement russe, tandis qu'en Galicie orientale ils faisaient le contraire pour lui plaire. Aujourd'hui que l'empire russe est tombé, la noblesse terrienne polonaise en arrive presque à regretter ses anciens sentiments ukrainophiles. Elle voulait bien d'une Ukraine politiquement indépendante, mais socialement soumise à son exploitation. Que faire en face d'un peuple entêté qui revendique toutes les libertés à la fois et qui poursuit avec énergie son but précis dans tous les domaines?

Une grande hésitation règne en ce moment dans ces milieux. Les uns se demandent s'il faut lutter carrément contre l'Ukraine et tâcher d'obtenir son partage pour conserver les positions acquises. Les autres comprennent que cette tactique est déjà condamnée et se résignent à l'inévitable. Ils voient qu'il faudra quitter l'ancien pays conquis et renoncer aux anciens droits de possession périmés par les événements. La seule chose qu'ils espèrent encore, c'est d'être indemnisés. Sur ce chapitre-là, l'entente est possible, et la République d'Ukraine ne refusera pas d'assurer la libération complète du pays par quelques dédommagements financiers à ceux qui renonceront loyalement à une domination désormais impossible.

L'UKRAINE ET LE BUDGET RUSSE

III

Notre précédente analyse concernant la part de l'Ukraine dans le budget russe peut également être confirmée par le tableau n° 3 établi d'après le pourcentage des recettes et des dépenses de la République ukrainienne par rapport au budget ordinaire de toute la Russie. La situation budgétaire de notre pays a toujours été très difficile à cause de la politique égoïste du gouvernement centraliste de Petrograd, qui tirait systématiquement toutes les richesses des pays allogènes au profit de la maigre industrie du nord.

D'année en année l'Ukraine s'enfonçait de plus en plus dans la misère et l'ignorance. A présent même, il est impossible de calculer combien notre peuple a perdu depuis le traité de Péréïaslav. Il suffit de dire qu'au XVIIe siècle, presque dans chaque famille de cosaque ukrainien, on mangeait avec des cuillères en argent et que toute la population était lettrée. Il y a 200 ans l'Ukraine possédait plus d'écoles qu'au XXe siècle pendant le règne des Zemtvos et sous l'influence de la « haute culture russe ».

J'ai dit que systématiquement l'Ukraine s'enfonçait dans la misère à cause de la perfide politique russe, mais il faut quand même constater que le budget de l'Ukraine se distingue par sa constance et sa fermeté.

Il supporte la crise beaucoup plus facilement que le budget de toute la Russie sans comparer le budget des autres pays nationaux de l'ancien empire des tsars. Ce phénomène s'explique seulement par l'inépuisable richesse de notre sol et par la haute intelligence du peuple ukrainien.

TABLEAU N° 3

Pourcentage des recettes et dépenses ordinaires de l'Etat pour l'Ukraine (huit provinces) par rapport aux recettes et dépenses ordinaires de l'Etat du budget de toute la Russie.

Années	Budget de l'Ukraine par rapport au budget de toute la Russie		Moyenne pour les périodes économiques		Différence
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	
	%	%	%	%	
1900	*20,3*	*12,8*	*20,3*	*12,8*	+ 7,5
1901	20,1	12,0			+ 8,1
1902	21,5	11,2			+ 10,3
1903	21,3	12,0			+ 9,3
1901-1903	–	–	*20,96*	*11,73*	+ *9,2*
1904	20,9	12,3			+ 8,6
1905	20,7	12,2			+ 8,5
1906	21,1	12,5			+ 8,6
1907	21,2	12,6			+ 8,6
1904-1907		–	*20,97*	*12,1*	+ *8,3*
1908	19,9	12,1			+ 7,8
1909	20,4	12,1			+ 8,3
1910	21,0	12,3			+ 8,7
1911	21,3	12,3			+ 9,0
1912	20,7	12,4			+ 8,3
1913	20,4	12,6			+ 7,8
1908-1913	–	–	*20,61*	*12,3*	+ *8,3*
1914	*19,5*	*13,3*	*19,5*	*13,3*	+ *6,2*
Moyenne 1900-1914	20,7	12,3			+ 8,4

Notre tableau montre que, malgré la crise économique lors de la période 1901-1903, les recettes de l'Ukraine atteignent seulement le 20,96 % de tous les revenus de l'Etat russe alors qu'en 1900, l'année tranquille, ce pourcentage était de moins du 20,3 %.

En examinant tout le calcul nous voyons d'abord que la moyenne pour les dernières quinze années du pourcentage du budget ordinaire du principal noyau de l'Ukraine en comparaison avec le budget d'Etat russe est seulement de 20,7 % pour les recettes et de 12,3 % pour les dépenses.

La différence entre eux est toujours au profit des recettes et monte en moyenne au 8,4.

En analysant nos périodes de développement et de crise économique, nous constatons qu'il n'y a pas un très grand changement dans le pourcentage des diverses rubriques dans nos périodes économiques, ce qui prouve la stabilité du budget ukrainien.

D'un autre côté, la situation de l'Ukraine dans le budget russe est devenue pire. En 1900 les dépenses pour les huit principales provinces ukrainiennes étaient de 12,8 %; dans la période suivante, sous l'influence de la crise générale, elles tombent jusqu'au 11,73 % pendant que le pourcentage des recettes est monté de 0,6 (20,9 %-20,3 %).

Les données pour 1900, année située dans la limite des deux périodes du complet développement industriel (1898-1899) et de la période de la crise économique (1901-1903) nous montrent à peu près la moyenne normale du pourcentage entre le budget de l'Ukraine et celui de la Russie pendant 15 ans, c'est-à-dire 20,3 %.

Ensuite ce pourcentage monte en 1901-1903 jusqu'au 20,96 % et dans la période suivante de troubles internationaux (guerre russo-japonaise) et intérieurs (la première révolution) il monte encore un peu (20,97 %) pour descendre en 1908-1913, période du travail paisible, constitutionnel, jusqu'au 20,61 %. Il arrive enfin au chiffre de 19,5 % en 1914, l'année de la guerre mondiale.

Avec les dépenses il y a autre chose. La période de la guerre et de la révolution 1904-1907 nous donne le pourcentage des dépenses, soit une augmentation de 11,73 % jusqu'au 12,4 % ce qui prouve l'aggravation de la situation dans notre pays grâce aux événements qui bouleversent l'Ukraine encore plus que la Russie.

Nos chiffres démontrent que le peuple ukrainien jouait un rôle plus actif dans la vie de l'ancien empire que l'on se l'imagine vu son nombre. Mais, d'un autre côté, cette augmentation de 0,7 % certifie que la part de l'Ukraine dans le budget russe s'est un peu améliorée. Lorsque la situation réelle du peuple s'aggrave sensiblement, le gouvernement se trouve obligé de laisser quelque chose de plus dans les caisses du budget local.

C'est exactement comme la fameuse expérience du savant portugais avec son âne : juste assez pour ne pas mourir de faim d'après la science et l'économie politique !

Nous avons constaté dans le précédent chapitre que, ni les réformes économiques, ni l'influence du corps législatif responsable comme la Douma n'ont modifié la situation critique et la politique injuste du gouvernement envers l'Ukraine. Le tableau n° 3 nous prouve également ce fait. En 1908-1913 le pourcentage des recettes descend de 20,97 %, dans la période précédente, jusqu'à 20,61 %, et les dépenses de 12,4 % jusqu'au 12,3 %.

La mobilisation et en général le commencement de la guerre ont naturellement pesé sur le budget de l'empire et la part de l'Ukraine s'est trouvée également modifiée. L'Ukraine retient plus d'argent dans ses caisses et le pourcentage entre son budget et celui de toute la Russie diminue. Il tombe jusqu'au 19,5 % c'est-à-dire en comparaison d'une moyenne pour tous les quinze ans (20,7 %) il diminue de 1,2. En même temps les dépenses pour l'Ukraine augmentent et le pourcentage entre les deux budgets diffère juste de 1,0 sur 12,3 %. Dans la période précédente (1908-1913) il atteignait le 13,3 % en 1914.

Avant d'entrer dans l'analyse détaillée du nombre et de la qualification des recettes ordinaires de l'Ukraine, nous notons encore le maximum et le minimum dans notre tableau.

Comme maximum de fluctuation entre les recettes et les dépenses, l'année 1902 et celle de 1903 se trouvent en première place. En 1902, cette différence atteint + 10,3 (max. des recettes = 21,5 % et en même temps le minim. des dépenses = 11,2 %) et en 1903 + 9,3 d'après deuxième maximum 21,3 % en recettes et deuxième minimum en dépenses 12,0 %. Ce qui nous explique la situation économique critique de l'Ukraine pendant ces deux ans, tant dans l'industrie que dans l'agriculture. Ces deux années nous ont préparé le terrain à la révolution par leurs nombreuses grèves et les troubles agraires.

Le minimum entre le pourcentage des recettes et des dépenses peut être déjà prévu pour l'année 1914. En effet, le minimum pour les recettes est de 19,5 %, et le maximum pour les dépenses de 13,3 %. L'Ukraine retire un peu ses richesses des caisses centrales pour les sacrifier sur l'autel de l'impérialisme russe.

(*A suivre.*) E. B.

Conseil national juif en Galicie orientale.

Le premier Conseil national juif de Galicie orientale s'est réuni à Stanislavov le 18 décembre 1918.

Au cours des délibérations, qui durèrent jusqu'au 20 décembre, 23 districts étaient représentés par 44 délégués. Le Conseil national élu par la conférence pour la Galicie orientale a nommé pour le représenter une délégation à Vienne, composée de MM. Adolf Staka (président), Mayer Denisch, Dr Moritz Pochtmann, Dr Max Rosenfeld, Hermann Tropp et Léon Wechsler.

La délégation est chargée de représenter les intérêts du Conseil national juif de Galicie orientale au côté des autres organisations juives ou non qui existent déjà à Vienne.

Tous les documents et lettres que l'on adresserait en temps ordinaire au Conseil national à Stanislavov devront être envoyés à la délégation juive à Vienne, 11, Taborstrasse 20 a.

L'UKRAINE HONGROISE

Contrairement aux fausses nouvelles lancées par nos ennemis, les annexionnistes polonais et roumains, des télégrammes nous parviennent des pays ukrainiens situés de l'autre côté du versant des Carpathes qui, dernièrement encore, appartenaient à la Hongrie. Les Ukrainiens adoptent, malgré les persécutions économiques et nationales des magnats magyars, le programme national de toutes les terres peuplées par notre race en vue d'une réunion dans une république indépendante et unifiée. Ainsi le 10 décembre un grand meeting ukrainien eut lieu à Budapest. Le Dr Jules Bratchaïko, du village de Chousta, a déclaré que le peuple ukrainien ne veut pas appartenir à la Hongrie et préfère être réuni à ses frères de Galicie et de Kiev.

La question devrait être résolue par le congrès national qui se réunira le 21 janvier 1919 à Ungvar ou à Munkatch.

Maintenant, le gouvernement hongrois est d'accord de former un Etat autonome ukrainien dans la confédération magyare, mais la population du pays est très hostile à ce projet et attend pour la libération complète le coup de main du gouvernement de la République populaire ukrainienne. Malgré cela, le Ministère de Budapest a nommé le Dr Pavlo Leheza gouverneur « nadjoupan » du pays et le Dr Iliador Stripsky, ancien rédacteur en chef de la revue *Ukraina*, à Budapest, comme sous-secrétaire de l'Instruction publique pour les affaires ukrainiennes auprès du ministère.

Les paysans ukrainiens qui forment le gros de la population des comitats habités par des Ukrainiens de Hongrie, s'agitent sérieusement et demandent leur réunion avec leurs frères de langue et de religion.

Dans le district de Marmarosch, la population a formé une Rada centrale, à Siget, de 15 membres et un représentant de chaque commune. Le président de cette Rada est l'avocat Michaïlo Bratschaïko. Une des tâches de cette Rada est de remplacer tous les employés magyars dans l'administration par des compatriotes et de préparer la convocation d'un congrès national.

D'un autre côté, le gouvernement ukrainien organise un corps d'expédition pour défendre les frontières des territoires nationaux en Hongrie contre les projets lâches des annexionnistes, roumains et polonais, et conformément au programme de réunion de tous les pays ethnographiques ukrainiens en une seule unité républicaine.

Les voisins de ce beau pays ukrainien, les Polonais, les Slovaques, les Hongrois et les Roumains, tous donnent des statistiques à leur profit, annulant autant que possible l'importance de nos montagnards de l'autre côté des Carpathes.

Nous considérons utile de donner ici quelques chiffres sur la population d'après une source autorisée et impartiale établie par le célèbre professeur de la Société de statistique de Paris, M. Arthur Chervin :

En 1910 les Ukrainiens (« Ruthènes » dans la statistique officielle) habitant le royaume de Hongrie étaient au nombre de 472 587, ce qui forme le 2,5 % de toute la population. Donc, 464 270 âmes dans la Hongrie proprement dite et 8317 dans la Croatie-Slavonie. En comparaison du dénombrement de 1901 à celui de 1910, cela donne un avantage de 19 % aux Ukrainiens.

	Nombres.	%
Rive droite du Danube (dans la ville Komarom 0,4 %)	232	—
Rive gauche du Danube (dans le comitat Turocz 1,0)	393	—
Entre le Danube et la Tisza (dans la ville de Ujvidek 1,0 % et comitats Bacs et Bodrog 1,7 %)	11,121	0,3
Rive droite de la Tisza	253,062	14,8
Rive gauche de la Tisza	194,504	7,5
Angle de la Tisza et du Maros (Arad 0,2 %, Czanad 0,1 %, Kratso-Szoreny 0,5 %)	3,188	0,1
Transylvanie (Bistrita-Nasaud 0,2 %, Csik 0,1 %, Trei-Scaume 0,1 %, Huniedoara 0,2 %, Mures-Turda 0,1 %, Sibiu 0,1 % et Szolnok-Doboka 0,1 %)	1,759	0,1
	464,259	2,5

Dans les territoires peuplés en majorité d'Ukrainiens, d'après la situation géographique sur le fleuve de la Tisza, pour chaque 100 individus âgés de plus de six ans, les personnes qui savaient lire et écrire étaient en

1900 : 58,5 % et en 1910 : 67,2 %

Rives droite et gauche de la Tisza, dans les Comitats et villes municipales vivent les Ukrainiens en pourcentage :

Albauj-Torna	0,1 %
La ville Kassa	0,5 %
Bereg	42,6 %
La ville Miskolsz	0,3 %
Saros	22,0 %
Szepes	7,1 %
Ung	38,1 %
Zemplen	11,4 %
Maramures (Marmarosch)	44,6 %
Ugocza	37,5 %

Donnons maintenant le chiffre en pourcentage des principaux comitats peuplés par les Ukrainiens en comparaison avec d'autres nationalités qui vivent dans leur voisinage : Hongrois, Slovaques, Roumains, Allemands. Naturellement, ces différentes nationalités ne sont pas mélangées avec les Ukrainiens, mais elles forment une unité administrative faite par le gouvernement hongrois dans le but de les magyariser toutes.

	Ukrainiens	Hongrois	Slovaques	Roumains
Bereg	42,6 %	47,8 %	—	—
Saros	22,0	16,4	58,3	—
Ung	38,1	33,2	22,4	—
Zemplen	11,4	56,5	27,1	—
Ugocza	16,6	46,5	—	37,5 %
Czanad	9,7	74,8	11,8	—
Maramures	23,6	14,8	Allemands 16,7 %	44,6

En général cette portion des territoires nationaux de la Hongrie occupe 14 673 kilomètres carrés habités par 590 000 âmes (38,7 % par kilomètre carré, densité moyenne.)

Donc 472 587 ou 77,5 % d'Ukrainiens, 69 080 ou 12,2 % de Juifs et 32 730 ou 5,8 % de Hongrois.

Pour se rendre compte de l'étendue du territoire ukrainien peuplé par notre race, il faut consulter la carte ethnographique de la « Ruthénie-Hongroise » tracée par le Dr Stephan Tomachiwski et éditée en 1910 par l'Académie des sciences russe à Petrograd en langue ukrainienne et russe.

Chronique des événements

*** *13 novembre 1918.* Election du Directoire de la République populaire ukrainienne à la séance plénière de l'Union nationale, à Kiew. Petliura est parti pour Bila-Cerkwa, quartier général de l'insurrection.

*** *20 novembre.* Défaite des troupes de l'hetman par les Cosaques du Directoire, près de Motovilovka.

*** *6 décembre.* Fondation d'une Commission suprême d'enquête auprès du Directoire sous la présidence du colonel Kovenko.

*** *9 décembre.* Le Directoire a annulé tous les décrets et les lois du gouvernement de l'hetman Skorapadsky dans la sphère de la politique ouvrière.

*** La réintroduction de la journée de huit heures, les contrats collectifs, droit de grève et coalition, ainsi que l'autorité des comités ouvriers dans les fabriques.

*** *13 décembre.* Le Directoire a annulé l'ordonnance du 29 juin 1918 de l'ancien ministre du Travail Wagner, contre le droit de grève et de coalition des ouvriers.

*** *15 décembre.* Fête nationale à Ouragne à cause de la prise de Kiev par les troupes du Directoire.

*** *16 décembre.* La loi provisoire sur la réforme agraire vient d'être établie par le Directoire à Vinnitza.

*** Le Directoire renouvelle la loi de la Rada centrale du 9 janvier 1918 sur l'autonomie nationale personnelle. Le député du congrès juif, M. Salomon Goldelmann a été nommé directeur de la section pour les minorités nationales auprès du Directoire.

*** *18 décembre.* Le ministre de l'Instruction publique a ordonné l'ouverture de toutes les écoles et universités ukrainiennes.

*** *19 décembre.* Entrée solennelle du Directoire à Kiev. Parade des troupes nationales sous le commandement du général Petliura.

*** Les combats à Odessa entre les troupes ukrainiennes et les réactionnaires sous la protection des détachements français.

*** Le State Department des EtatsUnis a reconnu le Comité national ukrainien à Washington dans toutes les affaires concernant l'Ukraine.

*** *20 décembre.* Ordonnance pour la fin de la grève en Ukraine et reprise de la circulation des chemins de fer.

*** *22 décembre.* Fête nationale à Bila Cerkwa pour la victoire complète du Directoire.

*** *23 décembre.* L'Union nationale décide de continuer son activité pour l'organisation des différentes classes de la Société ukrainienne et le contrôle des institutions administratives par la voie de l'opinion publique.

*** *25 décembre.* Fondation d'un secrétariat pour les affaires blanc-ruthènes en ukraine.

*** Le Ministère a réorganisé le Bureau Central d'Etat pour le blé.

*** Congrès des paysans de la province d'Ekaterinoslav au nombre de 350 délégués.

*** Le Conseil des Ministres a adopté la composition et l'entretien de la mission ukrainienne à la Conférence de la Paix, composée des sections : 1) diplomatique, 2) politique, 3) économique, 4) liquidation, 5) publiciste, 51 bureau d'informations, et 7) chancellerie.

*** La mobilisation générale des cosaques ukrainiens, qui a été décrétée par le Directoire le 27 novembre, est annulée, mais il est fait exception pour le corps d'officiers et de sous-officiers.

*** *26 décembre.* Fondation d'une Union commerciale-industrielle pour toute l'Ukraine avec les sections : transports et chemins de fer, construction, postes, fabriques, industrie chimique, agronomique, industrie agricole, élevage, banque, finance et coopérative.

*** La Commission économique de l'ancienne délégation bolchéviste russe à Kiev a recommencé son activité.

*** Note du Directoire aux peuples des Puissances du monde entier pour le rétablissement des relations amicales et diplomatiques.

*** Déclaration du chef du Directoire Vinnitchenko que toute agitation pour la fédération avec la Russie sera considérée comme trahison d'Etat.

*** Le Directoire a annulé l'existence du Sénat ukrainien. Toutes les fonctions de ce dernier sont transmises au Tribunal Suprême de la République. Tous les sénateurs russophiles démissionneront.

*** Nomination du cabinet des Ministres de la République populaire ukrainienne sous la présidence de M. Wladimir Tschekovsky et ministre de la Guerre le général Alexandre Osseczky.

*** *27 décembre.* Le Zemstvo de Kiev organise un congrès pour régler la question d'une aide pour les soldats malades et blessés avec d'autres Zemstvos.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société des I Bibliothèque Nationale Suisse, BERNE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 88 Lausanne, 13 Février 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 11 février 1919.

Les bolchévistes repoussés.

L'Ukraine vient d'être menacée de deux côtés à la fois par le bolchévisme. D'une part les armées de la garde rouge ont envahi le nord-est du pays après la déclaration de guerre de Tchitchérine, et, d'autre part, les éléments maximalistes russes, assez nombreux parmi la population étrangère de Kiev, ont tenté de former des soviets et de tendre la main à l'envahisseur.

Les deux tentatives ont été réprimées par le peuple ukrainien. Nos troupes nationales ont refoulé la garde rouge au delà d'Ekaterinoslaw et de Charkow, tandis que les Ukrainiens de Kiev ont remis à l'ordre les perturbateurs moscovites à l'intérieur de la capitale.

Nous sommes heureux de cette victoire, mais la leçon devra servir non seulement à nous-mêmes, mais aux puissances de l'Entente aussi.

L'erreur de M. Vinnitchenko.

La première des leçons à tirer, c'est la nôtre. M. Vinnitchenko, dans son idéalisme parfois un peu utopique, a eu le tort de faire trop de concessions aux éléments maximalistes et de croire éviter l'invasion bolchéviste en introduisant dans le pays certaines réformes un peu trop calquées sur le modèle de Moscou. Dans l'intention d'enlever aux bolchévistes russes tout prétexte d'intervention, M. Vinnitchenko semble avoir fait leur jeu sans le vouloir. Le peuple ukrainien est très attaché aux conquêtes de la révolution russe, mais d'une autre manière que ses voisins du Nord.

Au lieu de s'occuper activement de la réforme agraire, qui est la principale chose dont se préoccupent nos paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de notre nation, M. Vinnitchenko a préféré donner plus d'importance à la question ouvrière, d'ailleurs sans grand succès. En effet, nos ouvriers ukrainiens ne sont pas des théoriciens et se méfient un peu de leurs voisins moscovites, qu'ils trouvent trop peu pratiques. La politique soviétiste a surtout profité aux éléments russes, encore assez nombreux dans les villes, et a failli nous gratifier d'une nouvelle catastrophe du genre de celle qui dévasta Kiev l'hiver dernier.

Nos ouvriers ukrainiens semblent avoir mieux compris que M. Vinnitchenko lui-même le danger de pactiser avec un ennemi toujours à l'affût d'une occasion quelconque de s'introduire chez nous. Ils savent que les Russes de Kiev sont toujours prêts à trahir notre cause nationale et que la question sociale leur sert avant tout de prétexte à faire accourir leurs frères de Moscou. Il faut que cette leçon serve une fois pour toutes et que nos politiciens partagent un peu le bon sens qui caractérise le fond de notre population nationale.

La responsabilité des Alliés.

La seconde leçon touche avant tout l'Entente. Il faut tout d'abord remarquer que les troupes qui ont refoulé la garde rouge et qui défendent énergiquement notre pays contre l'invasion bolchéviste, ce sont surtout les régiments ukrainiens de la Galicie orientale, qui nous ont été envoyés par nos compatriotes de l'ancienne Autriche-Hongrie. Ces troupes, bien organisées et bien disciplinées, ont montré ce dont elles étaient capables et se sont attiré la reconnaissance de la nation tout entière. Il reste encore au moins 100 000 hommes de troupes semblables en Galicie, où nous devons nous défendre contre les prétentions des impérialistes polonais. En soutenant celles-ci, l'Entente nous prive du concours de cette magnifique armée ukrainienne occidentale qui pourrait sauver tout notre pays du danger bolchéviste et rendre ainsi le plus grand service à l'Europe tout entière.

Il est difficile de comprendre pourquoi les Alliés ne prennent pas plus rapidement une décision à ce sujet au lieu de laisser traîner les choses en longueur et de faire courir les plus grands risques à la civilisation. Ce n'est pas en ajournant des problèmes qu'on en hâtera la solution. Le sang coule inutilement en Galicie orientale. Il faut à tout prix arrêter cette effusion. Ukrainiens et Polonais ont autre chose à faire qu'à se battre en Galicie. Il s'agit pour les deux nations de défendre leurs frontières orientales contre un danger commun.

Le capital étranger en Galicie orientale.

Si l'Entente a soutenu jusqu'ici les Polonais contre nous en Galicie orientale, ce n'est pas à cause de la ville de Léopol, dont le sort inquiète assez peu les banquiers de Paris et de Londres. Si nos renseignements sont exacts, il s'agit de tout autre chose. Les capitalistes anglais et français qui ont de gros intérêts dans les districts pétrolifères de la Galicie orientale craignent que la République d'Ukraine ne soit trop avancée au point de vue social et comptent sur une Pologne réactionnaire, telle qu'elle est représentée à Paris par les Pilz et Dmowski, pour leur prolonger des concessions très avantageuses.

Or ces districts se trouvent dans une région absolument ukrainienne, qui n'est pas même discutée ni revendiquée par les Polonais qui se battent contre nous là-bas. Ce sont les prétentions de ces capitalistes qui ont fait échouer les pourparlers d'armistice entre Ukrainiens et Polonais en Galicie orientale. Il est pourtant navrant et scandaleux à la fois que les Alliés, au lieu de pousser à la paix en Europe orientale, soient directement la cause d'une prolongation des hostilités.

Nous sommes certains que, si le président Wilson était informé de ces faits et de la mission du colonel Wade en Galicie, il serait le premier à protester énergiquement contre une violation formelle du droit des peuples et un mépris étrange des intérêts mêmes de la civilisation.

Ces révélations ont produit une profonde impression parmi les parlementaires socialistes des pays alliés réunis à Berne pour la conférence internationale. Il est probable que leurs gouvernements respectifs auront à répondre à des interpellations à ce sujet, d'ici à quelque temps. D'ailleurs, les industriels et les capitalistes en cause comprennent bien mal leur propre intérêt. Ils sont certainement trop peu renseignés sur la situation et sur les sentiments du peuple ukrainien.

Une chose est certaine, c'est que notre peuple est assez fort pour secouer périodiquement et pour rendre absolument intenable n'importe quelle domination étrangère. Si l'injustice devait jamais attribuer à la Pologne les districts en question, les capitalistes pourraient être sûrs de perdre à brève échéance, non seulement leurs concessions, mais tous leurs droits, et de voir un mouvement ukrainien victorieux les mettre hors la loi sans autre forme de procès.

Au contraire, si les Alliés reconnaissent l'Ukraine sans tarder, s'ils nous permettent de conclure une paix juste avec les Polonais et s'ils laissent la Galicie orientale libre de se gouverner elle-même et d'envoyer ses troupes à l'est pour défendre les frontières orientales de l'Ukraine unifiée contre l'invasion bolchéviste, rien ne sera plus facile que de conclure à Paris des arrangements précis qui garantiront les intérêts réciproques des deux parties.

Si l'on voulait poursuivre au prix de la violence une politique *du tout ou rien*, nous le disons avec regret, mais avec la certitude que nous donne notre vieille connaissance du pays, ce ne sera *rien*. Voilà ce que récolteront les mauvais semeurs, mal renseignés et mal intentionnés.

La conférence de Berne.

Les représentants populaires, réunis à Berne pour la conférence internationale socialiste, ont condamné sévèrement les pratiques de ce genre et ont proclamé très énergiquement l'obligation absolue pour le congrès de Paris d'entendre tous les peuples sans exception et de donner à chacun l'occasion de se faire représenter. Cette note a retenti dans plusieurs des discours et nos conversations particulières avec les délégués des grands pays alliés nous ont laissé l'impression que les milieux socialistes franco-anglais sont très frappés du régime de deux poids et deux mesures qui se prolonge encore au sein du congrès de la paix.

Il paraît que, même les masses populaires françaises, par exemple, ne comprennent pas pourquoi certains peuples ont eu les honneurs d'une reconnaissance officielle et d'une représentation à Paris, tandis que d'autres sont laissés dans l'ombre et dans la défaveur, alors qu'ils ont fourni, comme le nôtre par exemple, des millions d'hommes à l'Entente pendant la guerre.

L'UKRAINE OCCIDENTALE

Nous avons déjà rendu hommage dans notre *Bulletin* à la discipline et au courage des troupes ukrainiennes de Galicie orientale qui ont délivré notre patrie tout entière de l'invasion bolchéviste en repoussant victorieusement la Garde Rouge derrière Ekaterinoslav et Charkow, qui sont rendues à notre peuple. La nation ukrainienne n'oubliera pas de sitôt le grand service que viennent de lui rendre ses enfants des Carpathes, dont on connaissait déjà le patriotisme opiniâtre et la persévérante énergie.

La République d'Ukraine a beaucoup à faire dans le domaine de l'organisation et son travail est constamment entravé par des menaces d'invasion. Nos compatriotes de l'ancienne monarchie austro-hongroise, qui ont déjà la tâche de lutter contre les prétentions polonaises, ont trouvé cependant quelques régiments à nous envoyer à l'est contre les bolchévistes. Cette aide militaire, ils pourraient nous la fournir double et même triple si l'Entente nous permettait de faire la paix avec les Polonais en obtenant de ceux-ci l'évacuation des territoires ukrainiens, souhaitée depuis longtemps chez les socialistes intelligents de Varsovie. Mais ce n'est pas seulement au point de vue militaire que leur concours peut nous être précieux. C'est aussi dans le domaine social et politique.

Tandis que, sous le régime russe, l'Ukraine était presque entièrement étouffée et ne pouvait développer ses forces nationales dans le sens de l'expérience et de la capacité politique, nos compatriotes d'Autriche-Hongrie étaient dans une position assez différente. Sans doute, ils avaient à lutter contre la domination polonaise en Galicie, mais précisément la lutte était possible ouvertement et publiquement.

Si l'administration polonaise mettait des bâtons dans les roues à notre mouvement national, elle n'était pas assez forte pour l'écraser et d'ailleurs le régime politique de l'Autriche-Hongrie permettait une certaine concurrence, l'administration centrale à Vienne étant souvent ravie de voir les diverses nationalités entrer en lutte les unes avec les autres et s'affaiblir ainsi mutuellement au profit du pouvoir impérial. Faux calcul, qui finit par trouver son dénouement dans le démembrement de la monarchie, chacun des peuples de l'empire ayant trouvé au contraire dans la lutte quotidienne le meilleur moyen de renforcer son expérience et d'aiguiser ses capacités politiques.

C'est ce qui arriva pour les Ukrainiens comme pour les autres. Dans ce combat journalier contre les empiétements de l'administration polonaise en Galicie, nos compatriotes apprirent à développer chez eux toutes les qualités nécessaires au travail pratique dans le domaine étatique et national.

De même que les Polonais de Prusse sont arrivés à un développement de beaucoup supérieur à ceux du royaume et ont gagné une remarquable expérience aux durs frottements continuels avec les pangermanistes, de même les Ukrainiens de Galicie orientale sont devenus forts et bien disciplinés au contact journalier avec les panpolonistes, contre lesquels ils devaient défendre inébranlablement notre patrimoine national.

C'est donc en Galicie orientale que nous possédons toute une phalange de bons politiciens, de militaires bien instruits et de futurs hommes d'Etat expérimentés et capables. Pendant trente ou quarante ans, c'est là-bas que se sont formées les générations les plus actives au point de vue national et c'est là-bas aussi que se sont réfugiés tous nos grands hommes persécutés par le gouvernement russe impérial.

A l'heure actuelle, la victoire des Galiciens dans les plaines de Samara symbolise admirablement le rôle qu'ils peuvent remplir pour notre République. Nous leur devons beaucoup et nous leur devrons plus encore si nous sommes assez intelligents pour leur faire à Kiev la place qu'ils méritent. En quelques années le gros de l'Ukraine aura pu retrouver assez rapidement sa liberté de développement pour fournir à notre Etat les éléments qui correspondent à ses besoins proportionnels. Mais, pour commencer, la collaboration de nos compatriotes galiciens nous est précieuse et c'est pourquoi l'Entente, qui cherche avant tout à se défendre contre le bolchévisme, devrait immédiatement reconnaître la réunion de l'Ukraine occidentale à notre République.

L'UKRAINE ET LE BUDGET

IV

Nous établirons maintenant les pourcentages des revenus principaux des huit provinces ukrainiennes pour la caisse centrale de l'empire russe d'après les données recueillies par le professeur Jasnopolsky.

Malheureusement, il n'y a aucun moyen d'établir ce tableau sur les derniers chiffres car le gouvernement russe a cessé de publier des statistiques à ce sujet.

Le professeur Jasnopolsky, grâce à la disposition personnelle de quelques hauts employés du contrôle d'Etat à Pétrograd, a pu établir ces tableaux pour la deuxième moitié du XIXe siècle. Ainsi dans notre tableau n° 5 il ne nous a été possible de réunir ces données que pour l'année 1880 en pourcentage pour nos provinces nationales. Les recettes provenant des douanes sont établies en deux rubriques pour 1880 et 1882 d'après deux sources différentes.

Le tableau nous donne les revenus en pourcentage sur sept principales recettes de l'Ukraine :

1. Sur la vente de l'alcool et l'eau-de-vie ; 2. sur les impôts d'Etat ; 3. sur les douanes ; 4. sur le tabac ; 5. sur les impôts de commerce et d'industrie ; 6. sur le sucre ; 7. sur le sel.

Nous avons mis ces revenus dans l'ordre décroissant. Le maximum des recettes perçues par l'Etat russe en Ukraine tombe sur la vente de l'alcool et le minimum sur l'impôt du sel. Pour avoir la possibilité de comparer ces chiffres, nous avons mis à côté le pourcentage sur le même revenu reçu des deux provinces russes avec la capitale officielle Pétrograd et la capitale réelle du pays russe Moscou.

On remarque tout de suite la différence énorme qui existe entre la moyenne de toute l'Ukraine 84,75 ou 12,1 % et la province de Moscou qui donne 105,29, moyenne arithmétique, ou 15,04 %. Mais, tandis que l'Ukraine donne le maximum des recettes sur la vente de l'alcool « horilka » 45,21 % et sur les impôts divers de l'Etat 20,46 %, pour les provinces russes le maximum tombe sur les recettes des douanes. Pour Moscou, 66,85 % (pour l'Ukraine, 9,51 %) et pour les impôts d'Etat seulement 5,15 % (Moscou) et 2,18 % Pétrograd, soit plus de la moitié en moins.

Cette régularité peut être remarquée dans toutes les recettes : l'Ukraine apporte toujours plus de biens pour l'Etat que les autres provinces centrales. Il existe cependant une exception à côté des recettes sur les douanes, ce sont les impôts sur le commerce et l'industrie. En Ukraine, la moyenne est de 2,39 % et même 1,84 % (Charkow), tandis que la province la plus industrielle de l'ancienne Russie, Moscou, donne, 2,94 %.

Nous voyons par cela que les capitaux engagés en Ukraine sont beaucoup moindres. La plupart des fonds en argent sont recueillis dans les deux capitales du nord.

Le haut pourcentage des recettes apporté par la vente de l'alcool est le signe de richesse du pays et en même temps certifie bien que le peuple ukrainien n'était pas du tout satisfait dans ses besoins intellectuels.

Moins la population possède de distractions culturelles, plus elle consommed'alcool. En effet avec la défense de publier des éditions de journaux en langue maternelle, avec l'interdiction des écoles et des conférences en langue ukrainienne, seule connue par le peuple, ce dernier doit chercher d'autres moyens pour oublier la pénible réalité : l'individu est exploité doublement comme nation et comme personnalité. Le gouvernement tsariste russe faisait encore tout son possible pour développer en Ukraine l'ivrognerie qui lui apporterait de beaux revenus. La province centrale russe de Moscou donne un pourcentage des recettes presque doublement inférieur dans ce domaine et la province de Pétrograd même 19,76 %. La province de Tchernigov, la plus pauvre, apporte dans cette rubrique le maximum des recettes soit 59,84 %, ensuite vient la Podolie avec 58,90 %. Par contre le minimum de 20,58 % est donné par la province d'Ekaterinoslav avec son industrie bien développée et sa population, assez mélangée au point de vue national, et profitant le plus de la culture générale russe. En deuxième place se trouve la province de Cherson avec 28,51 %. Ce phénomène s'explique encore par le fait que la population de ces deux provinces emploie, outre le « horolka », encore beaucoup de vin de raisin.

Les recettes moyennes assez élevées du sucre (2,13 %) et du tabac (3,18 %) s'expliquent par la raison du développement important de ces deux industries en Ukraine. D'après les données officielles pour 1914-1915, 179 grosses raffineries en Ukraine produisent en moyenne 1200 à 1500 millions de kilogrammes de sucre par an avec 950 000 tonnes pour l'exportation.

La faiblesse des recettes sur les douanes de l'Ukraine s'explique facilement par la politique nuisible adoptée pour ce pays par le gouvernement centraliste russe, ainsi que par le mauvais développement du commerce international. Les tarifs commerciaux pour notre pays sont tout à fait spéciaux. Ils sont définis exprès pour l'absorption systématique de ses richesses au profit du Nord. Ainsi le transport de Romny (province de Poltava) jusqu'au Libau (1077 verstes) coûte, avec les frais supplémeutaires, 21 kopeks par poud (16,35 kg.), tandis que pour les 429 verstes qui séparent Romny du port maritime Nikolaïev, en Ukraine, il faut payer 18 kopeks !

Les impôts ordinaires des provinces ukrainiennes varient énormément : de 9,63 % pour Cherson ils atteignent pour la province de Charkow 28,90 %, ce qui démontre facilement l'aisance et les moyens d'existence de la population.

Comparons maintenant ces pourcentages avec ceux des impôts perçus en Ukraine par rapport à la Russie entière.

M. Porsch, dans son livre sur *La part de l'Ukraine dans le budget russe* (p. 164), nous donne cette intéressante statistique pour la même année 1880 :

1. Les impôts du sucre,	59,7 %
2. Les impôts du tabac,	33,8 %
3. Les impôts de l'eau-de-vie,	22,4 %
4. Les impôts sur le timbre,	19,4 %
5. Les impôts du commerce et de l'industrie,	19,3 %
6. Les impôts d'Etat,	18,4 %
7. Les impôts des douanes,	11,9 %
8. 5 % des impôts sur capitaux,	8,8 %

Dans cette année, la population de toute l'Ukraine forme le 20,23 % de la population de toute la Russie.

Les trois premiers impôts de notre tableau donnent un pourcentage beaucoup plus élevé que celui auquel on doit s'attendre d'après le nombre des habitants en Ukraine.

Ces chiffres prouvent encore une fois que toutes ces branches de l'industrie nationale sont incomparablement plus développées en Ukraine que dans la Russie centrale ou septentrionale.

Le 8,8 % des impôts sur les fonds nous montre que l'Ukraine est pauvre en capitaux ; les banques ukrainiennes jouaient le rôle de simples succursales de province.

Les recettes les plus grandes en général nous sont apportées par les provinces de la rive gauche du Dnieper (12,4 %), ensuite par celles de droite (12,1 %) et les plus petites par les provinces des steppes (11,51 %), mais qui sont plus saines au point de vue de l'alcoolisme.

Le maximum nous est fourni par les provinces de Cherson et de Volhynie, à cause des recettes sur l'alcool, et la première grâce aux recettes apportées par les douanes des ports maritimes.

Les provinces de Poltava, de Tchernigov et de Kiev ne fournissent pas de recettes sur les douanes comme les contrées situées au fond du pays. L'absence de recettes sur le sel dans toutes les provinces de la rive droite du Dnieper (Kiev, Volhynie et Podolie) s'explique par le manque de mines naturelles dans le pays pas encore découvert en 1880. Par contre, les recettes sur ce produit dans les provinces méridionales (Cherson 8,13 % et Ekaterinoslav 4,5 %) sont naturelles vu l'exploitation considérable des marais salants au bord de la mer Noire et d'Azov.

(*A suivre.*) E. B.

TABLEAU N° 4

% des principales recettes d'Etat reçues de l'Ukraine (huit provinces) en 1880 par rapport aux recettes de toute la Russie[1].

Les provinces	de la rive gauche du Dnieper			de la rive droite du Dnieper			des steppes			La Russie	
Revenus	Charkow	Poltava	Tchernigov	Kiev	Volhynie	Podolie	Cherson	Katerinoslav	**Moyenne totale**	Petrograd (province)	Moscou (province)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Recettes sur la vente de « Horilka » (Vodka) et l'alcool.	39,16	54,64	59,84	16,10	54,00	58,90	28,51	20,58	**45,21**	19,76	27,29
Impôts d'Etat	28,90	25,73	26,08	17,90	21,02	21,06	9,63	12,51	**20,46**	2,18	5,15
Recettes sur les douanes d'après l'aperçu sur le commerce international pour l'année 1880	7,49	0,00	0,00	0,00	11,35	0,99	37,88	18,40	**9,51**	28,77	66,85
Recettes sur les douanes d'après les données du contrôle d'Etat pour l'année 1882	3,75	0,00	0,00	0,16	7,29	0,35	27,51	9,00	**(0,01)**	31,18	56,97
Recettes sur le tabac .	3,18	3,02	0,27	3,90	1,25	1,21	3,48	9,10	**3,18**	5,58	1,85
Impôts sur le commerce et l'industrie	1,81	2,53	2,73	2,60	2,60	2,17	2,18	2,61	**2,39**	2,21	2,94
Recettes sur le sucre .	2,44	0,15	1,09	8,60	0,20	0,90	0,85	3,13	**2,13**	0,16	1,20
Recettes sur le sel . .	1,72	0,37	0,23	0,00	0,00	0,00	8,13	4,50	**1,87**	0,54	0,01
Total par province sur sept revenus principaux en 1880 . . .	12,05	12,34	12,89	11,3	12,9	12,3	12,95	10,12	**12,10**	8,46	15,01

[1] Ce tableau est composé d'après le livre du professeur Jasnopolsky : « Le partage des recettes et des dépenses d'État par les régions géographiques de toute la Russie », Volume I.

LES CIRCASSIENS

Au Secrétariat général de la conférence de Paix
au Quai d'Orsay, Paris.

Monsieur le Secrétaire général,

Les peuples circassiens et du Daghestan qui ont combattu l'empire des czars pendant un siècle pour garder leur indépendance ont convoqué, depuis la révolution russe de 1917, deux assemblées générales, en mai et en octobre 1917, dont la dernière a donné naissance à un gouvernement régulier qui a proclamé l'indépendance de ces deux pays, le 11 mai 1918. Pour régler les questions soulevées dans l'empire des czars, la Conférence générale de la paix a bien voulu décider d'inviter « tout groupe organisé qui exerce actuellement l'autorité ou le contrôle militaire, que ce soit en Sibérie ou dans l'intérieur des frontières de la Russie d'Europe telles qu'elles étaient avant la guerre qui vient de s'achever, excepté la Finlande et la Pologne, à envoyer des représentants dont le nombre ne dépassera pas trois pour chaque groupe, à l'île des Princes dans la mer de Marmara ». Le gouvernement de l'Union des peuples circassiens et du Daghestan qui a rompu toute relation avec le gouvernement central des Soviets et qui a proclamé l'indépendance de la Circassie et du Daghestan et qui avait envoyé une délégation pour la conférence générale à Paris, a l'honneur de déclarer que tout en acceptant l'invitation à s'expliquer et à défendre sa cause juste, en quelque endroit que cela fût, prie le secrétaire général de la conférence de la paix, de vouloir bien lui faire connaître si cette invitation aux îles des Princes concerne également les peuples circassiens et du Daghestan, qui ne sont pas Russes et qui ont proclamé leur indépendance le 11 mai 1918, en se basant sur leur droit de disposer de leur propre sort suivant les principes du président Wilson, adoptés par tous les alliés.

Quant à la trêve à établir, le gouvernement de la république de l'Union des peuples circassiens et du Daghestan a l'honneur de déclarer qu'il ne fait qu'une guerre strictement défensive, que ses troupes ne dépassent jamais les frontières, que la cessation provisoire des hostilités incombe au gouvernement des Soviets dont les troupes envahissent souvent le territoire de la république de l'Union.

En attendant une réponse, j'ai l'honneur de prier Monsieur le Secrétaire général de vouloir bien agréer mes salutations très distinguées.

(Signé) HAIDAR BAMMATE.

Berne, le 5 février 1919.

Ministre des Affaires étrangères
de la République de l'Union des
peuples circassiens et du Daghestan.

Bellevue Palace, Berne.

CONGRÈS UKRAINIEN D'AMÉRIQUE

Résolutions adoptées par le Congrès ukrainien d'Amérique à Washington, 14-16 décembre 1918 :

I

Nous, citoyens américains, d'origine ukrainienne, représentant les organisations ukrainiennes des Etats Unis et rassemblés à Caroll Institute Hall à Washington, le 14 décembre 1918, déclarons solennellement avoir pris les résolutions suivantes :

Nous approuvons de tout cœur les idées qui ont inspiré le peuple américain dans le conflit mondial et approuvons les principes proclamés par le leader de la démocratie américaine, Woodrow Wilson, président des Etats-Unis.

Nous saluons avec joie la participation personnelle du président Wilson au Congrès de la paix, convaincus qu'il défendra les principes du droit, de la liberté, démocratie, justice et libre disposition des nations, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre.

Nous espérons que le Congrès de la paix prendra ses principes pour base de la réorganisation de l'Europe et la création d'un nouveau monde de paix, de liberté des nations et de liberté individuelle, de bonheur et de progrès pour tous.

Nous pensons qu'une telle réorganisation de l'Europe et du monde n'est possible que sur la base et dans les limites d'une Ligue de libres nations comprenant tous les peuples qui, en possession de toutes leurs responsabilités, se soumettent à ses principes et sont prêts à défendre ses lois contre les ennemis extérieurs ou intérieurs.

II

Les 35 millions d'Ukrainiens forment par la géographie, la race, la langue les traditions, les mœurs, l'art, la littérature et surtout par leur volonté inébranlable de vivre en commun comme peuple unifié, une unité nationale distincte et homogène ; le peuple ukrainien considère comme la propriété commune de l'humanité l'idée représentée par la démocratie ukrainienne, c'est-à-dire que tout gouvernement doit tirer ses pouvoirs du consentement de ceux qui le gouvernent.

En conséquence, nous, les représentants du peuple ukrainien en Amérique, demandons la création d'une République ukrainienne indépendante et démocratique sur son propre territoire sétendant des Carpathes à la mer Noire et du San au Don.

A l'intérieur de l'Etat ukrainien, le droit de toutes les minorités de race et de religion de développer leur propre individualité sera entièrement sauvegardé, le suffrage universel et la séparation de l'Eglise et de l'Etat seront proclamés et la question agraire résolue conformément aux intérêts du peuple travailleur.

La formation de cet Etat ukrainien indépendant et souverain est la condition indispensable de la création des Etats-Unis de l'Europe orientale, la meilleure garantie d'une paix durable et d'une justice internationale.

Ces Etats-Unis de l'Europe orientale devront être organisés sur la base du plein consentement des divers Etats nationaux et ne seront pas basés sur une unité artificielle et forcée comme elle existait autrefois dans les anciens empires polonais, russe, allemand et austro-hongrois.

III

Pendant les cinq derniers siècles, la nation ukrainienne a été soumise à la domination des empires polonais, russe, austro-hongrois et pendant l'année dernière, allemand.

Cette domination a résulté en des souffrances et une misère sans nom pour le peuple ukrainien et dans l'exaltation de la force brutale et la dégradation du pouvoir acquis et exercé injustement ainsi que dans un danger perpétuel pour la paix de l'Europe.

La doctrine du droit historique basée sur des siècles des plus monstrueuses injustices racontées dans l'histoire, étant invoquée par les avocats de la restauration de l'empire polonais et par les champions de l'unification artificielle de la Russie.

Nous, représentants du peuple ukrainien d'Amérique, protestons solennellement contre les prétentions de vouloir faire des droits historiques nés de la guerre, de l'oppression, de l'injustice et fruits de l'impérialisme rapace, les bases du réajustement de l'Europe.

Tout en reconnaissant la nécessité d'une restauration de l'indépendance polonaise dans les territoires incontestablement polonais et tout en reconnaissant le droit des peuples russe et allemand à travailler à obtenir leur salut dans leurs propres Etats, nous protestons solennellement contre toute tentative de restaurer les empires historiques, polonais, russe, allemand et austro-hongrois.

Nous en appelons aux peuples d'Amérique et des pays alliés pour que les désirs des populations en question servent de principe décisif pour délimiter les frontières de leurs Etats.

Nous demandons en particulier au Congrès de la paix de résoudre la question des revendications territoriales entre la Pologne et l'Ukraine par un plébiscite des populations des territoires contestés.

Nous sommes opposés à toute intervention armée qui mettrait en danger le droit de libre disposition des Ukrainiens et de tout autre peuple, et nous demandons à la nation américaine de veiller à ce que les principes sus-mentionnés soient garantis et de prévenir une effusion de sang en Galicie.

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS

*** *26-27 décembre 1918.* — Ouverture à Saskatun du troisième congrès national des Ukrainiens du Canada.

*** Ouverture solennelle de l'Académie au nom du métropolite Mohyla.

*** *28 décembre 1918.* — Réunion à Saskatun du premier Sobor de l'Eglise orthodoxe ukrainienne du Canada.

*** *4-12 janvier 1919.* — Organisation d'une semaine de collectes ukrainiennes dans toute l'Amérique, au profit du fonds national.

*** *14 janvier.* — M. Schlimowitch (Revoutzky), du parti paoélé-sion, vient d'être nommé ministre pour les affaires juives à Kiev.

*** *18 janvier.* — Le général Kirchbach, commandant en chef des troupes allemandes en Ukraine, et son état-major sont partis de Kiev pour l'Allemagne.

*** *19 janvier.* — Ouverture d'un congrès des travailleurs à Kiev sous l'initiative du Directoire au nombre de 529 députés, dont 67 de la République ukrainienne occidentale. L'Ukraine du Dnieper envoie 378 délégués paysans, 88 ouvriers, 20 cheminots, 10 des postes et télégraphes et 33 intellectuels. L'Ukraine occidentale a élu 37 délégués paysans, 8 ouvriers, 2 cheminots, 1 postier et 3 intellectuels. Le président est M. Semen Vytil, social-démocrate, ancien député du club ukrainien au Reichsrat.

*** *20 janvier.* — Les autorités polonaises ont fait la onzième perquisition dans la rédaction du journal *Dilo*.

*** M. Lipinsky, ministre de l'Ukraine à Vienne, a assisté à la conférence des représentants des Etats neutres à Touzar et a été reçu en audience par Massaryk, président de la République tchéco-slovaque.

*** Proclamation solennelle de la réunion des deux Républiques ukrainiennes à 11 heures du matin sur la place Sainte-Sophie à Kiev.

*** Une mission américaine vient d'arriver d'Odessa à Kiev.

*** Le Directoire ukrainien a envoyé la déclaration de guerre aux bolchévistes de Moscou.

*** *21 janvier.* — La mission militaire alliée, dirigée par le général Barthélemy, le major Smith et le colonel Wade, vient d'arriver à Léopol.

*** *24 janvier.* — Les négociations entre les Ukrainiens et les Polonais en vue de la conclusion d'un armistice jusqu'à la décision du congrès de la paix, ont abouti à un échec par suite des demandes très exagérées des Polonais, qui veulent annexer la Galicie orientale jusqu'au Boug.

*** *25 janvier.* — Dr T. Galip et M. Tchechel, directeur de la chancellerie des affaires étrangères à Kiev, viennent d'arriver de Kiev à Berne.

*** M. Pichon, ministre des affaires étrangères, a reçu en audience officielle le président de la Délégation de la République ukrainienne à la conférence de la paix, M. Sydorenko. La délégation était représentée par M. Franklin Bouillon, député.

*** *26 janvier.* — Le ministre des Finances et du Commerce a envoyé une mission extraordinaire, dirigée par M. Paul Tchizewsky et plusieurs membres, en France, en Belgique et en Italie pour entrer en relations commerciales avec ces pays.

*** La révolte éclate en Bessarabie par suite des procédés brutaux employés par les Roumains et contre l'occupation du pays par la Roumanie.

*** *27 janvier.* — Signature de l'accord du ministre de la Guerre ukrainien, général Grekow, avec les représentants de l'Entente. Les troupes françaises et roumaines sont arrivées à Kiev.

*** *29 janvier.* — Une mission diplomatique dirigée par M. Karmansky est partie pour le Vatican.

*** *30 janvier.* — Les relations télégraphiques privées sont rétablies entre toutes les villes de Galicie orientale et l'Ukraine au tarif intérieur.

*** Le comte Berchem est parti de Kiev. Il ne retournera pas à son poste.

*** *31 janvier.* — M. Sydorenko, président de la délégation ukrainienne pour le congrès de la paix, a déclaré que le gouvernement ukrainien refusera d'aller à l'Ile des Princes. Il présentera l'unique revendication : la reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine. L'Ukraine assumerait une partie de la dette russe qu'elle commencerait à payer dès maintenant en ravitaillant la France en matières premières.

*** *1er février.* — M. Vassyl Paneyko, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République ukrainienne occidentale, a été nommé deuxième présidents de la délégation ukrainienne de paix à Paris.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société de Bibliothèque Nationale Suisse, BERNE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: Bureau ukrainien, Lausanne.

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents.

L'Ukraine

N° 89 Lausanne, 20 Février 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 18 février 1919.

Allons à Prinkipo.

On commence à recevoir des informations plus détaillées sur les dessous de l'invitation à Prinkipo et nous sommes heureux d'avoir toujours soutenu ici le point de vue que l'Ukraine doit y envoyer des représentants, quand ce ne serait que pour montrer des égards au président Wilson et à ses alliés, qui nous y invitent.

Nous avons cru pendant quelque temps que le choix un peu bizarre de l'Ile des Princes provenait surtout de la crainte de la France à l'idée de voir arriver à Paris une délégation bolchéviste qui pourrait se mettre à faire de la propagande. La vérité, qui commence à se faire jour, est un peu différente. En réalité, le président Wilson et le gouvernement anglais sentent parfaitement bien que les réactionnaires russes sont encore beaucoup trop soutenus à Paris par leurs amis du Quai d'Orsay pour qu'on puisse être impartialement renseigné sur les affaires de l'Europe orientale en demeurant sur le territoire français. Le gouvernement français fait des difficultés aux délégués qui ne lui conviennent pas et nous voyons bien que les diverses nationalités de l'ancien empire russe n'ont pas la possibilité de communiquer librement avec leurs représentants à Paris ni de leur adjoindre les nouveaux collaborateurs qui leur sont nécessaires.

En outre, le gouvernement américain est parfaitement au courant des intrigues qui se déroulent autour de la conférence de la paix et des pressions que le ministère des Affaires étrangères français exerce sur les personnes qui demandent des passeports. Un communiqué Havas avouait officiellement dimanche dernier 16 février qu'il y avait divergence au sein du Congrès sur la question de Russie, et que M. Pichon opposait son idée de restauration russe à la proposition anglo-américaine de soutien et de reconnaissance officielle des nouveaux Etats détachés de l'ancien Empire.

Pour soutenir son projet contre l'autre, il est assez naturel que le Quai d'Orsay emploie tous les moyens qui sont à sa disposition. Or, comme le congrès se tient sur territoire français, toute la police, la censure, les communications, les passeports, etc. sont entre les mains d'une seule des parties en présence. C'est pourquoi le président Wilson a proposé d'inviter les ressortissants de l'ancienne Russie dans un endroit neutre, qui soit à l'abri de toutes les manœuvres et de toutes les pressions extérieures, conscientes ou non.

La grande objection des Ukrainiens à participer à la conférence de Prinkipo, c'était avant tout leur opposition à toute reprise de pourparlers avec les bolchévistes russes, qui viennent de nous déclarer la guerre. Or, renseignements pris, l'intention des Alliés n'est pas du tout d'obliger les ennemis des bolchévistes russes à conférer avec eux. Il s'agit tout simplement d'une enquête impartiale que l'Entente désire faire et d'une occasion qu'elle offre à chacun de venir s'expliquer directement avec les commissaires du congrès des puissances.

Il paraît qu'aucune décision ne sera prise à Prinkipo et qu'on se contentera d'enregistrer les revendications et les témoignages de tous ceux qui voudront bien s'y rendre. Nous aurions naturellement préféré pouvoir exposer la situation et les vœux de l'Ukraine directement à Paris, mais nous sommes bien obligés de constater, comme le président Wilson lui-même, que la circulation n'est pas encore complètement rétablie entre Paris et le reste de l'Europe, et c'est pourquoi nous estimons que ce serait une grande faute de la part du Directoire ukrainien de laisser échapper une occasion de s'expliquer en détail avec les représentants de l'Entente, dont plusieurs sont certainement animés d'une très grande sympathie et d'une réelle bonne volonté envers notre pays.

Le même argument s'applique à toutes les nationalités sœurs de l'ancien empire du tsar. En refusant de se rendre à l'invitation des Alliés, elles feraient le jeu de la réaction russe, qui souhaite ardemment l'échec de la conférence de Prinkipo et qui s'est déjà félicitée bruyamment du refus de quelques gouvernements provisoires. Sans doute, il peut être désagréable d'être invité quelque part en même temps que les bolchévistes russes, mais nous n'avons pourtant pas le droit de vouloir être plus ententistes que l'Entente elle-même. D'ailleurs, il est fort probable que la conférence de Prinkipo se prolongera pour permettre aux retardataires de venir se présenter les uns après les autres et qu'il y aura bien plutôt une succession d'entrevues au but documentaire qu'une rencontre générale, qui pourrait être vaine et gênante pour plusieurs des parties en présence.

Les Alliés ne vont pas faire un nouveau Brest-Litowsk à l'île Prinkipo. Ils nous prient tous de venir nous expliquer. C'est notre devoir de répondre loyalement et courtoisement à cette invitation en l'acceptant sans arrière-pensée.

Une intrigue franco-russe.

L'arrière-pensée serait bien plutôt dans un refus, car on sait très bien aujourd'hui que plusieurs des parties russes antibolchévistes et certains gouvernements provisoires des nouveaux Etats de la Baltique ont reçu du quai d'Orsay le mot d'ordre formel de refuser l'invitation à l'île Prinkipo. En acceptant un mot d'ordre pareil, ils sont tombés dans le piège des monarchistes russes, restaurateurs de l'empire, qui ont sans doute habilement préparé leur manœuvre. Si le délégué ukrainien à Paris a pris une attitude semblable, c'est qu'il était coupé de ses collègues restés à Berne. Un contre-ordre doit lui être envoyé sans retard.

Nous espérons que toutes les nationalités de l'ancienne Russie qui hésitaient encore se décideront à répondre favorablement à l'appel des Alliés et que celles qui ont déjà refusé reviendront sur leur décision. Il ne nous appartient pas ici de juger la conduite d'une des puissances qui ont signé cette invitation et qui aujourd'hui semble organiser une véritable campagne pour la faire échouer. Ce sont là des choses qui ne peuvent pas longtemps rester secrètes. Nous savons que le président Wilson avait mis un grand espoir dans cette enquête de Prinkipo, qui devait préparer la documentation nécessaire afin de lui permettre à son retour à Paris, au mois de mars, d'opposer des faits et des expressions de volontés nationales à la tentative de reconstruction russe que l'on essaie d'ailleurs de presser maintenant devant la conférence pendant qu'il a tourné le dos pour rentrer en Amérique.

Nous savons et nous pouvons bien imaginer qu'il doit être profondément peiné d'avoir été mal compris par certaines nationalités et d'avoir vu ses adversaires de l'ancien régime entraîner dans leur jeu ceux-là même auxquels il voulait venir en aide.

L'Ukraine renierait ses meilleures traditions et se détournerait du meilleur ami de son indépendance nationale si elle participait d'une manière quelconque à n'importe quelle manœuvre destinée à barrer la route à la bonne volonté loyale du président des Etats-Unis. Nous devons faire tout notre possible pour réagir contre une campagne qui est directement dirigée contre les droits de notre peuple et pour soutenir activement ceux qui sont prêts à reconnaître notre indépendance. C'est pourquoi il faut préférer l'invitation publique et collective des Alliés aux mots d'ordre secrets ou particuliers qu'on peut chuchoter dans l'oreille de tel ou tel.

Y a-t-il un bolchévisme ukrainien ?

L'Ukraine est-elle menacée d'un bolchévisme intérieur ? Nous pouvons répondre non, catégoriquement. Les seuls bolchévistes qui soient dangereux pour nous sont les Russes émigrés dans nos villes ou les armées, doublées de troupes chinoises, qu'on nous envoie de Moscou pour dévaster notre pays. Parmi nos compatriotes, ouvriers ou paysans, le bolchévisme est très impopulaire.

La meilleure preuve en est le congrès ouvrier social-démocrate qui vient de se réunir à Kiev en janvier. Tous les plus grands syndicats et les principales organisations des travailleurs de la République y étaient officiellement représentés. Soixante-dix-neuf délégués ont voté pour le régime démocratique et condamné toute méthode de domination d'une classe par la force. Il n'y a eu que neuf voix pour soutenir la « dictature du prolétariat ». Ces neuf délégués étaient pour la plupart des intellectuels russifiés ou internationalistes doctrinaires, tandis que la majorité des soixante-dix-neuf était de vrais ouvriers ukrainiens. L'expérience est éloquente et ce témoignage nous est précieux pour répondre aux calomnies insipides qui sont répandues par une certaine presse.

UN SCANDALE

Nous apprenons de source certaine que de nombreux exemplaires de notre journal sont encore arrêtés en France par la censure et que les lettres qui contiennent des allusions à l'Ukraine sont bloquées plusieurs semaines avant de parvenir à leurs destinataires. Les Ukrainiens de Paris sont pour ainsi dire coupés de leurs compatriotes et les Français eux-mêmes ne se gênent pas pour raconter à qui veut l'entendre qu'ils se sentent isolés du monde entier comme par une muraille chinoise ou plutôt par une barrière insurmontable de chinoiseries policières.

D'autre part, au congrès de la paix, on parle tous les jours de l'Ukraine, à propos de la Bukovine convoitée par les Roumains, à propos de la Galicie orientale convoitée par les Polonais ou des districts ruthènes du versant méridional des Carpathes, convoités par les Tchèques.

La question ukrainienne se pose à chaque pas et tout le monde est entendu, sauf les Ukrainiens eux-mêmes. Combien de temps cela va-t-il encore durer ?

Un régime pareil est impossible. En France déjà l'on entend couramment les gens du peuple hausser les épaules en se demandant où est la fameuse application des principes de droit et de justice, dont on a tant parlé. « Nous nous sommes battus pour l'indépendance des peuples, s'écriait l'autre jour un tribun français, et depuis que le congrès de la paix s'est réuni, il n'y a jamais eu tant de nations opprimées qui crient justice de tous les coins du monde. Esthoniens, Lithuaniens, Lettons, Géorgiens, Arabes, Ukrainiens, que sais-je encore, se plaignent de n'être pas entendus ! »

Aux nationalités qui firent exclusivement partie de l'ancien empire russe on peut encore répondre : Attendez les résultats de Prinkipo ! Mais, à l'Ukraine, dont la branche la plus cultivée était soumise à la domination de la monarchie austro-hongroise, il est impossible d'objecter un pareil argument. Rien, absolument rien ne peut justifier le traitement injuste qu'on lui inflige en ne la mettant pas sur le même pied que les Tchèques, les Yougo-Slaves, les Polonais et les Roumains, dont la position est absolument la même au point de vue du droit international.

Faire une différence pareille et refuser de rendre justice aux 5 millions d'Ukrainiens de l'ancienne monarchie sous prétexte qu'on n'a pas encore pu les reconnaître officiellement — et pourquoi pas ? — tout cela est inadmissible. Le mal qu'on fait ainsi est incalculable. D'abord le sang coule en Galicie alors que rien ne serait plus facile que d'arrêter la lutte. Ensuite les bolchévistes en profitent pour menacer à l'est le plus vaste grenier de l'Europe. Enfin, ce n'est pas à l'Ukraine seule que l'on fait du tort, mais à ses voisins, qu'on habitue sans le vouloir à l'immoralité politique. En effet, c'est parce que les Ukrainiens ne sont pas reconnus par l'Entente, que les Polonais et les Roumains en profitent pour convoiter ces territoires. Du moment où l'Entente ne paraît pas disposée à voir une Ukraine indépendante, nos voisins trouvent tout naturel de se disputer nos territoires pour empêcher qu'un autre ne les obtienne.

De l'autre côté, nous devons naturellement les défendre pour protéger les droits de notre peuple et c'est ainsi que l'Entente nous oblige à verser notre sang plusieurs mois après la conclusion de l'armistice général.

Rien n'illustre mieux la mentalité crée chez nos voisins par la faute de certains diplomates que le discours prononcé à Cracovie par le délégué du comité national polonais de Paris, le professeur Grabski :

« Par la conquête et l'occupation militaire de la Galicie orientale, a-t-il dit, il nous faut placer la conférence de la paix devant un fait accompli. En effet, il n'y a que la France qui souhaite une Pologne rétablie dans ses anciennes frontières historiques, tandis que l'Amérique théoricienne insiste sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et qu'il y a par conséquent pour nous un sérieux danger de perdre la Galicie orientale. »

Un témoignage pareil se passe de commentaires. Comment veut-on bâtir une Société des nations si l'on commence par faire injustice à de grands peuples de 40 millions d'âmes comme le nôtre, qui sont assez puissants pour mettre l'Europe orientale à feu et à sang jusqu'à ce qu'ils aient obtenu pleine et entière justice.

Pour éviter les guerres et imposer l'arbitrage pacifique, il faut commencer par rendre celui-ci accessible à tous et non pas seulement à un groupe de favoris. Tant que nos voisins nous attaqueront en prétextant que nous ne sommes pas reconnus par les puissances alliées, nous n'aurons pas d'autre moyen de répondre que les armes, puisqu'on nous refuse le droit de faire appel au Tribunal suprême. Il faut bien que nous nous occupions de nos affaires nous-mêmes puisque les grands juges abandonnent notre cause et refusent de l'examiner. Forts de notre droit et de notre volonté nationale, éprouvé par des siècles de souffrances, nous résisterons jusqu'au dernier homme aux convoitises de nos ennemis, quels qu'ils soient.

Nous prouverons notre existence par notre force défensive et, puisqu'on nous laisse faire notre histoire tout seuls, nous la ferons avec énergie et persévérance. La République d'Ukraine ne négligera aucune occasion de renseigner les Alliés et de se mettre en bons rapports avec eux, mais aucune considération ne pourra la détourner de la voie parfaitement droite qu'elle s'est tracée. Nous sommes persuadés que l'Entente lui en saura gré et que le jour approche où elle reconnaîtra officiellement notre existence indépendante pour pouvoir nous rendre en Europe notre grand rôle international, qui est avant tout de ravitailler l'Occident en matières premières.

Ce jour-là, beaucoup de gens regretteront amèrement qu'on ait attendu si longtemps et laissé couler en vain tant de sang au lieu d'appliquer immédiatement la justice intégrale. Il est triste de penser qu'il faille de telles expériences pour montrer aux grands responsables le prix terrible de chaque défaillance et du moindre écart de la route droite.

Aucune interdiction de censure, aucune manœuvre policière, aucune tracasserie bureaucratique ne pourra nous empêcher de proclamer ici ces vérités et de considérer comme un véritable scandale la manière dont on cherche à étouffer la voix de l'Ukraine et celle du président Wilson pour satisfaire les intérêts privés d'une clique de financiers et de gros propriétaires polonais, russes ou français, pour qui le droit des peuples n'est qu'une formule stupide et gênante.

L'UKRAINE ET LE BUDGET RUSSE

V

Pour exploiter ses immenses richesses, l'Ukraine doit avoir des réseaux de chemins de fer très puissants et bien développés. En réalité, c'est seulement dans la partie située entre le Dnieper et le Don que certains chemins de fer sont employés aux besoin de l'industrie. Tous les territoires du Dnieper et de la frontière de l'ancienne Autriche et de la Roumanie n'en possèdent guère malgré les ports maritimes et la proximité de l'Europe centrale.

Ce phénomène explique très clairement les exigences militaires du gouvernement tzariste pour la conquête de la Galicie et expansion sur les Balkans. Une bonne partie de ces lignes est construite sans considération des besoins du développement commercial de notre pays. Depuis longtemps déjà plusieurs grandes sociétés ont été organisées pour la construction de plus de quinze lignes privées différentes, mais le gouvernement n'a pas donné une seule fois la permission.

Malgré cela, les recettes annuelles des chemins de fer rapportent une somme énorme au budget de l'Etat. Ce n'est pas la faute du pays si l'administration et l'exploitation de ces chemins de fer sont si mal organisées avec la corruption russe et que les caisses centrales de Petrograd des chemins de fer gouvernementaux ont des années consécutives de déficit. Par contre, dans le budget de l'Ukraine, ces recettes jouent un rôle prédominant. La recette des quatre chemins de fer gouvernementaux en Ukraine s'élève jusqu'à un tiers de tous les revenus de nos huit provinces nationales, soit plus de 2 ½ millions de karbowanetz.

TABLEAU N° 5

Les recettes ordinaires de l'Etat reçues en karbovanetz des quatre principaux chemins de fer ukrainiens pendant la période de 1900-1914[1].

Chemins de fer / Années	Sud-ouest	Koursk-Charkov-Sébastopol et Charkov-Nikolaïev (depuis 1907 Méridionaux)	Katerininska (Zaporogues)	Total
1900	*42 447*	*37 138*	*25 652*	*105 237*
1901	46 239	37 098	21 038	107 375
1902	60 273	41 256	30 834	132 303
1903	59 779	46 056	38 168	144 003
1901-1903	*55 430*	*41 470*	*31 013*	*127 913*
1904	57 994	46 409	41 610	146 013
1905	51 980	45 461	38 924	136 365
1906	61 302	51 278	45 124	157 704
1907	60 540	54 585	47 085	162 210
1904-1907	*57 954*	*49 433*	*43 186*	*150 573*
1908	57 697	53 543	46 307	157 517
1909	62 514	60 951	54 725	178 190
1910	71 702	66 202	59 230	197 194
1911	86 113	73 703	67 344	229 160
1912	83 568	66 741	70 018	220 327
1913	87 300	70 319	78 459	236 078
1908-1913	*71 826*	*65 243*	*62 680*	*202 749*
1914	*69 033*	*66 039*	*71 412*	*206 484*
Total par chemin de fer	960 541	816 779	738 930	2 516 250

Pour l'année 1912, douze lignes de chemins de fer ont été établies sur le territoire de l'Ukraine. Les plus importantes sont : 1. Sud-ouest sur 7168 verstes ; 2. Koursk - Charkov - Sébastopol avec 1651 verstes ; 3. Charkov-Nikolaïev, 1196 verstes ; et 4. Ekaterinoslav avec 472 verstes.

Nous basons nos calculs justement sur les chemins de fer dont les directions se trouvent à Kiev, à Charkov et à Ekaterinoslav. La ligne Koursk-Charkov-Sébastopol et celle de Charkov-Nikolaïev ont été réunies en 1907 en une ligne nommée Méridionale, la plus grande et la plus magistrale en Ukraine.

Les autres lignes de chemins de fer, en partie privées, qui passent sur le territoire de l'Ukraine ont beaucoup moins d'importance.

Nous remarquons quand même les lignes qui se transformeront bientôt en lignes de chemins de fer ukrainiens séparées. Donc nous avons les chemins de fer suivants :

5. Polissie qui passe dans la région à côté de la Ruthénie-Blanche ; 6. Bilgorod-Soumy ; 7. Kovel-Vladimir-Volhinsky ; 8. Donetz du Nord ; 9. Starodoub ; 10. Romny-Libau ; 11. Sud-Est ; 12. Moscou-Riev-Voronej ; 13. Vladikavkase (en pays du Kouban).

Avant d'entrer en explication sur notre tableau N° 5 concernant les recettes des chemins de fer, nous citerons quelques données générales à ces lignes. Le chemin de fer Sud-Ouest qui passe dans les provinces de la rive droite du Dnieper sert une région importante avec les villes de Kiev, Fastov, Odessa, Kazatine, Kovel, Sarny, Rovno, Volotchisk, Loutz, Jmerinka, Bendery, Zhamenka, Elisabethgrad, Ouman, Tcherkassy, Berditschef, Jitomir, Berditchev, etc. Elle est en exploitation depuis 1878, d'abord comme privée et depuis 1894 comme gouvernementale. En 1902, le rapport net de cette ligne était évalué à 28 215 000 roubles.

Le chemin de fer méridional est composé de trois lignes différentes : Koursk-Charkov-Azov, Lozova-Sébastopol et Charkov-Nikolaïev. Cette grande artère dessert les contrées très importantes de : Koursk-Charkov, Rostov-sur-Don, Poltava, Losova, Cherson, Nikolaïev, rayon de Krivoï-Rog, Oomny, Krementschouk, Vorojba, Koupiansk, Sébastopol, Feodosia, Jasinovataia, Kertsch, Alexandrovsk, etc.

En 1893, la ligne Koursk-Charkow-Azow seule, sur une distance de 973 verstes, a donné 6 105 181 roubles de revenus nets en transportant 71 946 000 pouds de charbon, 35 504 000 pouds de produits agricoles, 2 137 000 pouds de minerai.

L'autre partie du chemin de fer méridional Charkow-Nikolaïev, en exploitation depuis 1868, donne aussi de grands revenus nets ; en 1900, 5 195 398 roubles.

Il nous reste encore la ligne de chemin de fer Ekaterinenska, en exploitation depuis 1880 seulement, qui n'est pas si grande (472 verstes), mais la plus importante au point de vue du développement de la vie économique de l'Ukraine. Cette ligne passe par les contrées suivantes : Ekaterinoslav, Dolinska, Chartzisk (bassin minier du Donetz), Nikopol, Bachmount, Berdiansk, Marioupol, Taganrog, Rostov s. Don, etc. En 1890, elle a rapporté 2 686 578 roubles de revenus nets en transportant les cargaisons suivantes :

Charbon, 62 762 000 pouds ;
Minerai, 26 967 000 pouds ;
Produits agricoles, 12 003 000 pouds ;
Sel, 5 806 000 pouds.

Notre tableau nous montre les recettes d'Etat sur ces quatre ou plutôt ces trois lignes de chemins de fer sur une distance de plus de 10 487 verstes.

D'abord nous constatons que les recettes reçues des chemins de fer sont très stables d'une année à l'autre. Par contre, leurs avantages varient d'après les régions. Au commencement, c'était la ligne du sud-ouest qui rapportait le plus, ensuite celle du Méridional et enfin celle d'Ekaterininska. Mais déjà depuis 1912 c'est celle du Méridional qui est au premier plan avec la ligne des Zaporogues (Ekaterininska) au dernier. Avec la guerre, le tableau change à nouveau. Les méridionaux, à cause de leur situation géographique, passent au dernier rang, et l'Ekaterininska, grâce aux commandes militaires faites aux fabriques, occupe le premier. Malheureusement, il nous est impossible d'établir, vu l'influence de la guerre et de la révolution, les revenus de tous nos chemins de fer.

Analysant le total des recettes pour tous les chemins de fer en question, nous voyons que chaque année depuis notre période les avantages augmentent constamment. Le pays se développe de plus en plus économiquement et le trafic commercial prend une grande extension.

Le maximum des recettes tombe sur 1913, — année de la préparation de la guerre, — 236 078 karb. Le minimum, 105 237 karb. au contraire, en 1900, limite des deux périodes économiques. L'année de la première révolution, 1905, avec son total de 136 365 karb., nous montre l'influence de la liquidation de la guerre russo-japonaise et les nombreuses grèves qui secouèrent notre pays.

La différence pas tout à fait normale entre les chiffres pour l'année 1908 et 1909, de 20 643 k., nous explique la bonne récolte dans cette année. La baisse en 1912, comme en 1909, pendant la période d'un travail parlementaire paisible, nous prouve une fois de plus que le développement normal de l'Ukraine dépend d'une sage économie politique du pays et non pas du changement de régime sans une réforme fondamentale de tout le système centralisateur.

Dans notre prochain chapitre, nous analyserons les recettes d'Etat ordinaires en détail et en comparaison avec la densité de la population en Ukraine et dans tout l'empire russe.

(*A suivre.*) E. B.

[1] Ce tableau est établi d'après les données officielles du « Rapport des Caisses du Ministère des Finances », à 23 du Bilan d'Etat sur les sommes reçues chaque année au compte courant du Département de la trésorerie d'Etat pour l'exploitation des chemins de fer gouvernementaux.

LES DOCUMENTS

Mémoire aux puissances occidentales.

par l'entremise de M. Sydorenko, président de la Délégation ukrainienne à la conférence de paix, à Paris.

La République populaire de l'Ukraine occidentale, qui a été proclamée à Lemberg le 19 octobre 1918 avec les plus scrupuleuses limitations sur les territoires ethnographiques ukrainiens habités entièrement ou à une très forte majorité par la nationalité ukrainienne, a beaucoup à souffrir de l'attitude des deux Etats voisins, la Pologne et la Roumanie qui par la force des armes et en employant des méthodes inouïes ont établi leur pouvoir sur certaines parties de la République.

C'est ainsi que sous le prétexte de ramener la tranquillité et l'ordre dans l'ancienne province autrichienne de Bukovine, l'armée roumaine y a pénétré et occupé toute la Bukovine, par conséquent aussi la contrée purement ukrainienne du nord et nord-est entre le Dniester, le Pruth et le Sereth. Sous la protection des troupes d'occupation et au nom du roi de Roumanie, l'annexion de toute la Bukovine au royaume de Roumanie a été proclamée ; de plus par les mesures les plus cruelles, entre autres l'emploi de la bastonnade, on veut forcer la population ukrainienne et juive, même celle de la partie non-roumaine de la Bukovine, à se prononcer en faveur de cette annexion. A côté de cela la République occidentale doit éviter d'empêcher cette violation par la force des armes pour ne pas se trouver en état de guerre avec une partie d'une armée de l'Entente dont font partie les troupes roumaines.

De leur côté, les troupes polonaises ont pénétré sur le territoire purement ukrainien entre Peremysl et Lemberg, l'ont occupé par la force ainsi que la ville de Lemberg elle-même où les Ukrainiens et les Juifs forment une majorité absolue et qui, placée au centre d'une contrée purement ukrainienne et fondée par des rois ukrainiens, est revendiquée énergiquement par notre République.

Même sur les territoires purement ukrainiens de Hongrie, les troupes roumaines ont pénétré, c'est pourquoi le gouvernement de la République occidentale a salué avec la plus grande satisfaction la déclaration radiotélégraphique du président Wilson, des premiers ministres d'Angleterre, de France, d'Italie et des représentants du gouvernement japonais, selon laquelle le Congrès de la paix aura seul à décider des frontières des territoires contestés.

Je prie la délégation ukrainienne à Paris de vouloir bien communiquer cette note aux milieux compétents de la conférence afin que les Alliés, après l'avertissement qu'ils ont déjà donné, prennent des mesures encore plus décisives pour que les Roumains et les Polonais s'en remettent comme nous aux décisions du Congrès de la paix et retirent leurs troupes des territoires de notre République.

Signé Dr Eugène Petrouchewitch,
président du Conseil national de la République de l'Ukraine occidentale.

Stanislavin, 27 janvier 1919.

Ukrainiens du Canada.

Winnipeg, 30 novembre 1918.

Président Woodrow Wilson,
Washington.

Monsieur,

Vous vous rendez à la Conférence de la paix. L'œuvre de la régénération de l'Europe vous attend. Les nationalités opprimées et assujetties jusqu'ici mettent leur espoir en vous, et les Ukrainiens particulièrement tournent leurs regards vers vous, le plus grand défenseur de la vraie démocratie, du droit de la libre détermination des nationalités contre leurs oppresseurs, que ce soient des Moscovites, des Allemands ou des Polonais.

Au nom des citoyens ukrainiens du Canada, nous vous prions d'employer votre bonne volonté, votre influence et votre pouvoir pour contribuer à l'établissement d'une république ukrainienne démocratique indépendante dans ses limites ethnographiques.

Le premier gouvernement ukrainien, en nommant un ministre spécial pour chaque minorité nationale, aussi bien moscovite que polonaise ou juive, a donné une preuve de sa réelle démocratie.

Seule une République ukrainienne libre, démocratique et entièrement indépendante, comprenant tous les territoires habités par le peuple ukrainien, garantira une paix durable en Europe orientale que nous chérissons tant.

Votre présence à la Conférence de la paix garantira l'accomplissement de vos nobles principes et de ceux des Alliés et l'exécution des droits et espérances de toutes les nationalités opprimées.

Rédaction « Voix Ukrainienne »,
Winnipeg.

Winnipeg, 30 novembre 1918.

Président Woodrow Wilson,
Washington, D. C.

Au nom du nombre considérable d'Ukrainiens, citoyens du Canada, nous vous prions d'adopter une attitude amicale au cours de la solution du problème ukrainien pendant la prochaine Conférence de la paix.

Nous vous demandons humblement, à vous, le plus grand défenseur des nationalités opprimées, de réaliser vos nobles principes du droit de libre détermination des nationalités et d'employer votre influence pour établir une République ukrainienne libre, démocratique et indépendante, comprenant tous les territoires habités par les Ukrainiens.

Les Ukrainiens ne sollicitent que leurs propres territoires.

C'est votre noble principe et le nôtre. Vous êtes l'espoir de tous les peuples opprimés jusqu'ici.

Puisse la Providence vous aider pour le bien de tous.

Ukrainien Lit. & Dram. Ass'n « Boyan ».
588, Burrows Ave.

21 novembre 1918.

Secrétariat de l'Etat Parlement, Ottawa.

Prière de transmettre ce mémoire par câblogramme à notre premier ministre, Sir Robert Borden, déjà embarqué.

Trois cent mille Ukrainiens, citoyens du Canada, saluent avec la plus grande joie la victoire des Alliés remportée sur les Austro-Allemands. Ils vous prient respectueusement d'adopter une attitude amicale au cours du règlement du problème de l'Ukraine en Europe durant la Conférence de la Paix.

Ils vous implorent de soutenir les nobles principes énoncés par le président Wilson et par les Alliés, les plus grands défenseurs de la vraie démocratie, du principe du droit de libre détermination de toutes les nationalités opprimées, et d'user de toute votre influence et de votre pouvoir au cours de la prochaine Conférence de la paix pour garantir à l'Ukraine sa complète indépendance.

Leur désir ardent est de voir tous les territoires habités par des Ukrainiens en Europe réunis en un Etat indépendant.

Association ukrainienne de presse au Canada et Union des organisations ukrainiennes au Canada.
Signé : P. H. Voïcenko, secrétaire.

214, Dufferin Ave. Winipeg, Man. Canada.

21 novembre 1918.

Président Woodrow Wilson,
Washington, D. C.

Trois cent mille Ukrainiens, citoyens du Canada, saluent avec la plus grande joie la victoire des Alliés remportée sur les Puissances centrales autocratiques.

Leur désir le plus ardent est de voir tous les territoires habités par des Ukrainiens en Europe réunis en un seul Etat indépendant.

Ils vous prient, comme le champion de toutes les nationalités oppressées et le plus grand défenseur de la vraie démocratie ainsi que du principe de la libre détermination des nationalités, d'employer au plus haut degré votre influence et votre pouvoir au cours de la prochaine Conférence de la paix, pour garantir à l'Ukraine sa complète indépendance.

Association ukrainienne de Presse au Canada et Union des organisations ukrainiennes au Canada.

LES NATIONALITÉS EN BUKOVINE

Les conditions nationales actuelles de la Bukovine peuvent être facilement déterminées par les résultats de la statistique officielle. Mais tout d'abord il faut bien faire remarquer que sur le chiffre total des citoyens autrichiens de la Bukovine, c'est-à-dire 794 929 il y a 305 101 (38,4 % d'Ukrainiens) 273 254 (24,3 % Roumains) 102 919 (13 % Juifs) 65 932 Allemands, 36 210 (4,5 %) de Polonais.

Si la Bukovine doit être considérée comme territoire indivisible, les Ukrainiens sont alors les plus justifiés à prétendre à la Bukovine entière, parce qu'ils forment la majorité relative de la population habitant ce pays. La répartition des deux peuples, ukrainien et roumain est différente dans les diverses parties de la Bukovine. Parmi les douze districts politiques qui la composent, seuls les districts de Gurahamora (69,7 %) de Roumains, 2,1 % d'Ukrainiens) et Soucrava (70,1 % de Roumains, 9,6 % d'Ukrainiens) sont purement roumains tandis que les districts politiques de Zastavna (92,7 % d'Ukrainiens, 0,1 % de Roumains) de Kotzmann (87,4 % d'Ukrainiens, 0,3 % de Roumains) de Wachkoutz (82 % d'Ukrainiens, 0,6 % de Roumains) et Wiznitz (77,1 % d'Ukrainiens, 0,2 % de Roumains) sont purement ukrainiens. Deux d'entre les trois circuits du district politique de Kimpoloung sont purement roumains. Le troisième, Seletin, est purement ukrainien. Le district de Radautz est divisé en deux circuits ; le premier purement roumain (67,8 % de Roumains, 1,5 % d'Ukrainiens) ; le second est purement ukrainien, (73,8 % d'Ukrainiens, 0,5 % de Roumains). Les autres territoires sont habités par une population nationale mixte ou à moitié mixte. Nous considérons comme territoires mixtes ceux dans lesquels la minorité nationale dépasse 25 % de toute la population. A cette catégorie appartiennent les environs de Czernowicz, le district de Séreth et Storozynetz.

Les deux premiers sont habités par une population en grande majorité ukrainienne (les environs de Czernowicz, 55,4 % d'Ukrainiens, 26,8 % de Roumains) Séreth 41 % d'Ukrainiens, 29,2 % de Roumains). Le dernier a une majorité roumaine (48,4 % de Roumains, 25,8 % d'Ukrainiens). Aux districts à demi mixtes appartiennent le circuit de Kimpoloung (54,6 % de Roumains, 17,4 % d'Ukrainiens).

Quant à la capitale Czernowicz, elle a une majorité relative de juifs (32,8 %) ensuite viennent les Ukrainiens (17,8 %) puis les Polonais (16,2 %) les Roumains (15,7 %) et enfin les Allemands.

De cette description on peut tirer les conclusions suivantes :

1. Ni au point de vue historique, ni au point de vue ethnographique, la Bukovine ne peut être considérée comme une terre roumaine.

2. Le partage de la Bukovine en districts nationaux séparés peut aisément être effectué, les districts politiques de Zastavna, de Kotzmann, de Waskoutz, Wiznitz et le circuit de Selethin étant purement ukrainiens et les districts politiques de Czernowicz et ses environs ainsi que de Séreth ayant une majorité ukrainienne.

3. La capitale Czernowicz a une population juive prédominante. Aussitôt après les Juifs viennent les Ukrainiens, tandis que les Roumains occupent la quatrième place parmi la population de la ville. De plus, Czernowicz se trouve dans les limites de colonisation de territoire ukrainien et ce n'est que dans la partie orientale qu'il y a quelques villages dans lesquels on parle le roumain. La ville est un centre naturel de commerce pour la partie ukrainienne de la Bukovine et ne doit pas en être séparée.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société des Nations

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19.85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir n° 45.

N° 90 Lausanne, 27 Février 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 25 février 1919.

L'invasion bolchéviste.

La reprise de Kiev par les bolchévistes, aidés de troupes chinoises et de trains blindés, est une conséquence assez directe de la politique encore trop hésitante des puissances alliées à l'égard de l'Ukraine. Si nous n'avions pas été forcés de défendre en même temps nos droits menacés en Galicie orientale, il est probable que nous eussions pu éviter la surprise de cé choc inattendu. A l'heure qu'il est, les troupes ukrainiennes doivent bombarder Kiev et nous avons bon espoir qu'elles arriveront bientôt à en chasser l'envahisseur. En attendant, chacun devrait tirer la leçon des événements et presser un peu ses décisions.

Les soldats anglais ou français refusent d'aller se battre en Russie. L'Entente n'a pas d'autre moyen d'arrêter l'invasion bolchéviste que de s'appuyer sur le bloc national ukrainien, avec les centaines de mille paysans armés qui se sont enrôlés dans les légions de volontaires du général Petliura.

Le nouveau gouvernement.

Après sa retraite à Vinnitza, le ministère installé par M. Vinnitchenko s'est retiré et celui-ci a donné lui-même sa démission de président du Directoire. Il est remplacé par Petliura, qui jouit de la confiance des masses et qui paraît doué d'un sens plus pratique des réalités précises. Sa première tâche a été de former un cabinet plus modéré que le précédent, où le professeur Ostapenko a su réunir autour de lui quelques hommes d'expérience appartenant pour la plupart aux milieux radicaux-socialistes ou socialistes-modérés.

L'influence de l'Entente n'est probablement pas étrangère à ces changements, mais le souci de l'intérêt national passe avant tout et l'on a bien fait de maintenir à la tête du gouvernement un chef de la taille de M. Petliura, dont l'énergie peut ne pas plaire à tous les diplomates, mais dont l'activité passée est une garantie de solidité pour le Directoire. Ce ne sont pas des hommes trop souples ou trop mous dont nous avons besoin aujourd'hui ; ce sont des caractères, bien décidés à ne négliger aucun moyen pour libérer le pays des menaces étrangères et faire reconnaître son indépendance par la conférence de la paix.

Les soviets à Kiev.

Le « gouvernement » installé à Kiev par les soviets russes comprend, parmi beaucoup de Moscovites, quelques Ukrainiens d'origine qui avaient quitté leur patrie depuis assez longtemps. Réinstallés dans leur patrie natale par la grâce des baïonnettes russes et chinoises, ces agitateurs intellectuels ont senti l'air du pays réagir puissamment sur leur conscience nationale. A peine établis à Kiev depuis quelques jours, les voilà qui entrent en conflit avec leurs collègues russes au sujet de l'autonomie de l'Ukraine. Ils se sentent beaucoup plus ukrainiens qu'ils ne l'avaient cru et s'aperçoivent de l'impossibilité absolue d'imposer à leur nation un régime de domination étrangère, même en brandissant les plus belles promesses d'égalité sociale, malheureusement accompagnées par la menace d'une terreur sanglante.

Missions françaises.

La mission française d'Odessa, dirigée par le général Berthelot, semble avoir fait preuve de beaucoup plus d'objectivité que celle de Léopol, dirigée par le général Barthélemy. A Odessa, les officiers français sont entrés directement en rapport avec les représentants du Directoire et ont cherché à s'informer aussi exactement que possible de la véritable situation du pays et des aspirations nationales de la population.

Il semblerait que le général Berthelot ait presque été disposé à signer un accord avec le Directoire, et qu'il ait même commencé à lui fournir des munitions pour lutter contre les bolchévistes russes.

Il est probable qu'il aura transmis à Paris les conditions émises du côté ukrainien. Si elles n'ont pas encore été acceptées, c'est que le Quai d'Orsay n'est pas encore décidé lui-même à secouer l'influence des Sazonow, Iswolski et Cie. Toutefois, nous avons des raisons de croire que le jour approche où ces Messieurs seront définitivement congédiés par des amis qui leur sont restés longtemps fidèles. Les peuples demandent partout la signature de la paix et le gouvernement français ne peut pourtant pas mécontenter tout le monde pour les beaux yeux de quelques réactionnaires russes.

Par contre, le général Barthélemy s'est gravement compromis en Pologne. Si sa mission était vraiment de provoquer un armistice entre Ukrainiens et Polonais, il s'est conduit exactement comme il le fallait pour échouer complètement. Au lieu d'agir en arbitre impartial et loyalement neutre à l'égard des deux camps opposés, il s'est tout de suite proclamé comme allié des Polonais. Il s'est montré même en uniforme polonais dans les cortèges anti-ukrainiens à Léopol. Il a pris fait et cause pour les réactionnaires impérialistes du parti national-démocrate. Il a proposé aux Ukrainiens d'abandonner la moitié de leurs territoires nationaux en Galicie orientale et a refusé catégoriquement d'aller de leur côté pour discuter avec eux. Il leur a fait savoir que l'Entente ne reconnaissait pas l'Ukraine et qu'elle considérait cette nationalité comme non-existante.

Mis ainsi hors la loi, les Ukrainiens de Galicie orientale n'avaient pas autre chose à faire qu'à refuser d'obéir à des « ordres » injustes et à déclarer qu'ils ne pouvaient reconnaître personne qui ne les reconnaisse pas à titre de réciprocité.

Le Conseil national réuni à Stanislavov n'avait plus rien d'autre à faire qu'à décréter la continuation de la défense nationale et à en appeler de l'Entente mal informée à l'Entente mieux informée. Il est inconcevable que des officiers français osent compromettre ainsi le prestige de leur noble patrie à l'étranger en tenant des propos comme ceux qui ont été tenus à Léopol, où le nom du président Wilson a été bafoué par des hommes qui déshonorent ainsi l'uniforme sacré qu'ils portent.

Malgré toute l'indignation qu'a provoquée chez les Ukrainiens une pareille conduite, l'espoir demeure pourtant que le gouvernement français lui-même voudra corriger ces fautes-là comme il a désavoué celles du fameux consul Hennot à Odessa. Rien ne serait plus simple aujourd'hui que d'envoyer une mission véritablement impartiale et neutre en Galicie orientale pour se renseigner équitablement des deux côtés.

Le président Wilson est tellement persuadé de cette nécessité que nos compatriotes de Galicie orientale ont été invités à se faire représenter aussi à l'Ile Prinkipo pour exposer leurs plaintes et leurs revendications, bien qu'ils n'aient jamais fait partie de l'empire russe. Nous espérons qu'ils profiteront de cette invitation et qu'ils réussiront à convaincre les puissances de l'Entente de l'impossibilité d'amener la paix en Galicie orientale autrement que par une reconnaissance loyale des droits des deux parties.

L'Ukraine et la Suisse.

On se préoccupe des deux côtés des relations économiques à rétablir entre les deux pays. Une des idées les plus intéressantes qui aient été lancées ces derniers temps est celle d'une succursale de la « Banque ukrainienne pour la coopération » à établir dans une ville de la Suisse romande, où les opérations financières se font sur une vaste échelle. Une pareille institution pourrait vraiment rendre de très grands services à condition d'être dirigée par des Ukrainiens authentiques, connaissant bien les ressources et les besoins de notre pays et non par de simples profiteurs à la compétence douteuse. Nous espérons vivement qu'un tel projet se réalisera.

DE GAUCHE A DROITE

Toute la politique de l'Ukraine à l'intérieur, depuis qu'elle a proclamé son indépendance, est animée d'un mouvement naturel de pendule, oscillant de gauche à droite et de droite à gauche, suivant la pression des événements extérieurs. Ce qui ne change jamais, c'est la mentalité des 34 millions de paysans qui forment l'immense majorité de sa population et la volonté bien nette de tout notre peuple d'organiser lui-même sa vie nationale.

Deux grands courants ennemis et contraires menacent perpétuellement notre indépendance : d'une part la réaction russe et polonaise, soutenue par les grands propriétaires et les anciens fonctionnaires tsaristes, d'autre part, le bolchévisme, avec son nouveau militarisme destructeur toujours suspendu à notre frontière comme une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. En 1917 la République de la Rada faisait du socialisme la conception de l'Etat. Ce n'était pas le maximalisme anarchiste. C'était un socialisme raisonnable et modéré. On pouvait reprocher toutefois à plusieurs de nos hommes d'Etat de rester trop dans le domaine des idées et d'être assez embarrassés quand il s'agissait de passer à la pratique.

Les bolchévistes russes voulurent forcer les choses et nous imposer par la violence un régime absolument étranger d'ailleurs à la mentalité de nos paysans. Leur invasion et leur conduite inhumaine à Kiev provoqua dans tout le pays une réaction générale. Les puissances centrales surent en profiter pour imposer leur intervention, militaire d'abord et politique ensuite.

La dictature de Skoropadsky apparaissait à beaucoup de gens comme une réaction nécessaire de l'ordre sur le désordre. On s'aperçut bientôt du terrible danger national et social que faisait courir à l'Ukraine un pareil régime.

L'Union nationale groupa les forces démocratiques du pays. Le mécontentement populaire trouva son expression dans la campagne organisée par M. Vinnitchenko et ses amis. Ils inclinèrent de plus en plus à gauche. La condamnation de plus de 60 000 Ukrainiens socialistes et patriotes porta l'indignation à son comble. L'orage se préparait de nouveau. Mais cette fois c'était un orage absolument national et purement ukrainien dans son essence et dans ses éléments.

En novembre dernier, Skoropadsky et son gouvernement se montrèrent sous un jour plus réactionnaire que jamais. Ayant pris parti ouvertement pour le rétablissement de la Russie monarchiste, ils furent renversés en quelques jours comme un château de cartes par le peuple ukrainien, dégoûté de leurs manœuvres.

L'Union nationale rendit à la République sa forme socialiste du temps de la Rada. M. Vinnitchenko alla même plus loin. Naïf à l'égard des bolchévistes russes, il crut pouvoir éviter leur hostilité en leur faisant des concessions très larges à l'intérieur du pays. Au lieu de suivre une politique sociale conforme aux traditions du pays, il se laissa trop influencer par l'idéologie de nos voisins. Le résultat ne se fit pas attendre. Comme toujours, les bolchévistes en profitèrent.

Assurés de quelques complicités parmi les colonies d'ouvriers russes et d'intellectuels en Ukraine, les bolchévistes trouvèrent un prétexte quelconque pour rompre les relations pacifiques. Ils avaient tranquillement préparé la guerre pendant que M. Vinnitchenko parlementait. Aidés de troupes chinoises, ils viennent d'envahir le nord de l'Ukraine et de reprendre notre capitale après avoir été repoussés momentanément une première fois par les contingents ukrainiens.

Le gouvernement de la République s'est transporté à Vinnitza avec le congrès national des partis, qui sert de préparlement. L'invasion bolchéviste a donné au pendule de notre politique intérieure un nouveau coup décisif. M. Vinnitchenko s'est retiré. C'est Petliura qui prend la présidence du Directoire et M. Ostapenko celle du ministère. Ses collègues au cabinet sont pour la plupart des radicaux-socialistes. La réaction ne s'arrêtera pas là. Nous allons certainement assister au rétablissement d'un régime plus sévère. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'on voie réapparaître un hetman chargé de rétablir l'ordre et de débarrasser le pays de l'invasion étrangère.

* * *

Il faut ardemment espérer que cette réaction n'ira pas trop loin et qu'elle ne fera pas le jeu des monarchistes russes, qui saluent toujours avec tant de joie le mouvement du pendule vers la droite. Sans doute, nos paysans sont conservateurs par essence, mais ils n'entendent pas que leur modération prudente serve à faciliter les manœuvres des anciens tyrans étrangers dont ils n'ont jamais accepté le joug sans protester de toutes leurs forces.

Si nécessaire que soit le rétablissement de l'ordre, il importe que la direction des affaires du pays soit avant tout nationale et que, sous prétexte de compétence administrative ou financière, on n'introduise plus dans les rouages du gouvernement toute une bande d'anciens fonctionnaires russes mal disposés pour notre indépendance.

La tâche du nouveau gouvernement, c'est d'encourager l'éducation technique et administrative des milieux parfaitement sûrs au point de vue national. Nos compatriotes de la République occidentale peuvent nous prêter dans ce but un précieux appui. La Galicie orientale peut certainement mettre à notre disposition un assez grand nombre de politiciens et hommes d'Etat capables de faire école et de faciliter la tâche de la reconstruction nationale. Il importe que nous fassions appel à leur concours pour éviter le danger que nous venons de signaler.

L'Entente est la première intéressée à ce concours. Il est facile de comprendre que, si le rétablissement de l'ordre devait s'effectuer au prix d'une réaction sociale et nationale, les masses populaires se retourneraient bientôt violemment vers la gauche et le bolchévisme ferait chez nous des adeptes. Pour le chasser du pays, il faut que la défense nationale reste un grand mouvement populaire unanime, comme elle l'est aujourd'hui.

La présence à Kiev et la collaboration politique et militaire des Ukrainiens de Galicie nous paraît une des conditions primordiales à remplir pour conserver cette unanimité et ce caractère bien national. En favorisant les ambitions polonaises sur la Galicie orientale et par conséquent la lutte obligatoire que nos compatriotes doivent mener là-bas pour défendre leur territoire, la mission du général Barthélemy compromet gravement les intérêts de l'Entente. L'énergie et l'activité de nos compatriotes sont retenues là-bas par une lutte stérile, alors qu'on aurait grand besoin d'eux pour lutter contre le bolchévisme à Kiev. Les intérêts de deux ou trois capitalistes français dans les mines de pétrole (intérêts que l'Ukraine d'ailleurs ne menace pas) ne sont pas à comparer avec la menace d'inondation bolchéviste jusqu'à la mer Noire.

Le gouvernement français reconnaît lui-même qu'il ne pourra pas trouver chez lui de troupes disposées à aller se battre en Russie. La seule masse compacte sur laquelle on puisse compter pour résister à l'invasion de la Garde Rouge en Europe, c'est le bloc des paysans ukrainiens, armés et mobilisés régulièrement. Ce bloc est prêt à lutter, mais en tout cas pas pour les beaux yeux de la réaction russe. Il ne marchera que sous l'étendard jaune et bleu de l'indépendance ukrainienne. Tant qu'on n'aura pas compris cette vérité à Paris, on ne fera rien de bon en Orient.

L'UKRAINE ET LE BUDGET RUSSE

VI

Nous avons déjà dit que chaque habitant de l'Ukraine payait pour les caisses centrales de l'Etat russe des revenus beaucoup plus élevés, en général, que n'importe quel autre sujet de l'empire russe. Dans son étude très intéressante sur le budget de l'Ukraine, M. Porsch a dressé le tableau des recettes de l'Etat reçues de nos huit provinces ukrainiennes par verste carrée de surface pour l'année 1912. Chaque verste carrée rapportait pour chaque province les recettes suivantes :

Kiev . . .	karb.	3720	88	kopeks
Charkov . .	»	1066	25	»
Ekaterinoslav	»	937	84	»
Cherson . .	»	904	74	»
Podolie . .	»	565	27	»
Poltava . .	»	382	44	»
Volhynie . .	»	311	87	»
Tchernigov .	»	298	73	»
Moyenne :	karb.	1023	49	kopeks.

La même moyenne pour toute la Russie ne s'élève que jusqu'à 451 karb. 63 kopeks. Ces chiffres nous prouvent que chaque Ukrainien, au point de vue territorial, paie 2,27 fois plus que tout autre habitant de la Russie ! Par contre, pour chaque habitant de l'Ukraine, dans la même année, ont touché les revenus :

TABLEAU N° 6

Provinces	*Recettes d'Etat*	*Dépenses d'Etat*
Kiev	roubl. 37,06 kop.	roubl. 16,60 kop.
Charkov	» 30,52 »	» 15,93 »
Ekaterinoslav	» 21,37 »	» 12,98 »
Cherson	» 21,79 »	» 8,75 »
Podolie	» 6,33 »	» 4,08 »
Poltava	» 5,41 »	» 2,97 »
Volhynie	» 5,91 »	» 4,94 »
Tchernigov	» 5,41 »	» 3,61 »
Moyenne p. l'Ukraine	roubl. 16,97 kop.	roubl. 8,73 kop.
Moyenne p. la Russie	roubl. 13,90 kop.	roubl. 13,99 kop.

Nous voyons par là que chaque habitant de l'Ukraine donne aux caisses de l'Etat russe pour 3 roubles et 7 kopeks de revenus de plus que tout autre sujet russe. D'autre part il reçoit de l'Etat un peu plus de la moitié de ce qu'il apporte lui-même (16 r. 97 k., — 8 r. 75 k., = 8 r. 22 k.). Par contre, le citoyen ukrainien reçoit, pour les différentes dépenses, 5 roubles 26 kopeks de moins que chaque habitant de l'empire russe, qui reçoit de l'Etat même 9 kopeks en plus.

Le Prof. Jasnopolsky, dans son livre que nous avons cité plus haut, donne le pourcentage des recettes d'Etat par rapport au budget :

en Volhynie . . .	9,75	%
» Kiev	8,46	»
» Poltava . . .	7,52	»
» Podolie . . .	7,38	»
» Ekaterinoslav .	5,96	»
» Tchernigov . .	5,75	»
» Cherson . . .	4,66	»
» Charkov . . .	4,51	»

Ces chiffres sont établis, en moyenne pour 1879-1881. A partir de cette époque nous constatons que le pourcentage moyen de l'Ukraine est de 7,5 %, tandis que celui de la Russie (d'Europe) est seulement de 4,5 %. Le gouvernement centraliste russe prend chaque année un % des recettes de l'Ukraine beaucoup plus élevé que celui des autres régions de la Russie d'Europe.

Ensuite, nous constatons encore autre chose. Du fait que chaque habitant de l'Ukraine paie, ou que les recettes reçues par verste carrée sont inférieures à celles de tout le reste de la Russie, il serait faux de tirer la conclusion que l'Ukraine est vraiment un pays incontestablement plus riche que d'autres régions de l'immense Russie. Ce fait nous montre uniquement que le gouvernement exploite l'Ukraine économiquement plus forte et se conduit chez nous en conquérant qui ne regarde pas aux conséquences. L'Ukraine a donné chaque année pour 2,1 % plus de recettes que toute la Russie. Parmi les différentes provinces, c'est la Volhynie qui a donné les 9,75 %, soit presque 1/10 des recettes. Le pourcentage maximum pour toutes les provinces non seulement de l'Ukraine, mais de toute la Russie.

Nous faisons la même remarque en analysant le pourcentage des recettes annuelles reçues comme impôts des différentes entreprises commerciales en Ukraine. Les pourcentages des impôts commerciaux par rapport aux recettes annuelles des entreprises donnaient :

Volhynie	13,54	%
Tchernigov	10,23	
Kiev	9,14	
Ekaterinoslav	7,20	
Poltava	6,82	
Podolie	6,66	
Charkov	5,64	
Cherson	4,18	
Dans toute l'Ukraine . .	7,93	%

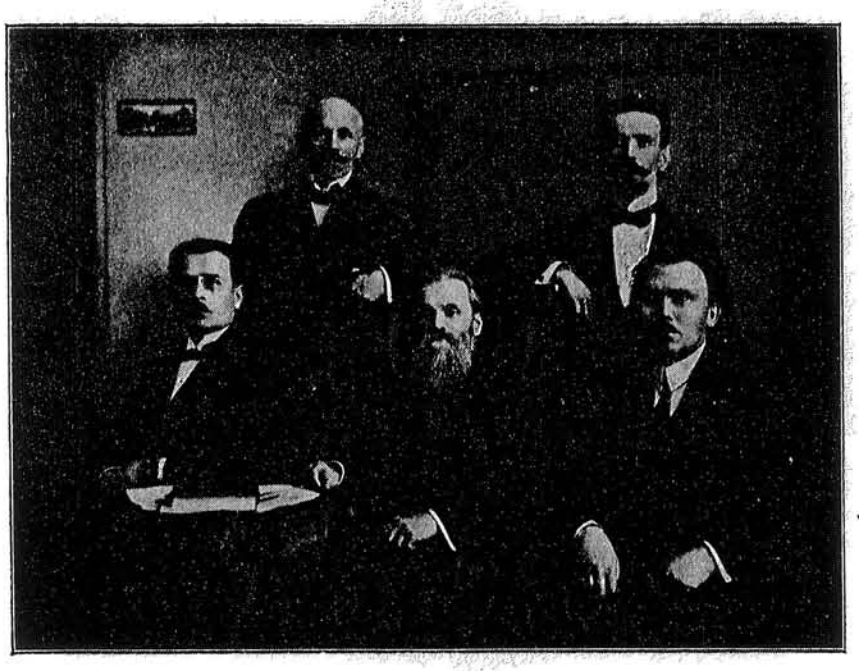
Par contre, les pourcentages des mêmes recettes pour toute la Russie européenne étaient seulement de 6,98 % et pour les provinces de Petrograd 5,99 %, de Moscou même 5,70 %.

Alors, dit M. Maltziv, qui osera dire après ces chiffres que la Russie « unie et indivisible » prend des soins égaux pour tous les pays allogènes soumis à elle. En bon usurier elle prend en Ukraine le 8 %, en Russie le 7 %, et dans les provinces où le commerce est le plus développé seulement le 6 %.

Le gouvernement centraliste russe tire de l'Ukraine non seulement de grandes richesses, mais les 45,45 % de ses revenus ne parviennent jamais dans le pays.

(*A suivre.*) E. B.

Mission économique.



De gauche à droite. Assis: MM. Koroliw, Tchigewsky et Perepelitza; debout: MM. Dinowski et Kurbas.

Après un long intervalle dans les relations commerciales et financières entre l'Ukraine et l'Europe occidentale, notre gouvernement a décidé d'envoyer dans les pays de l'Entente deux missions spéciales pour établir les relations financières et commerciales. Une de ces missions ayant à sa tête M. Christofor Baranowsky, directeur de la Banque populaire des coopérations à Kiev est partie pour l'Angleterre et l'Amérique et l'autre avec M. Pawlo Tchigewsky, ancien député de la deuxième Douma, est envoyée, pour le même but, en France, en Italie, en Belgique et en Suisse.

Nous donnons dans notre numéro la photographie des membres de cette dernière mission et nous croyons qu'il est nécessaire de dire quelques mots sur la tâche très importante de cette mission, surtout de celle qu'elle doit remplir entre autres en Suisse.

Le président de cette mission, M. Tchijewsky, directeur de la banque de Poltava est un homme d'action bien connu et qui a la confiance de toute la société ukrainienne. Le Vice-président et premier conseiller de cette mission est M. Théodore Koroliw, directeur du département du commerce international au Ministère du commerce et de l'industrie Depuis l'existence de l'Ukraine comme Etat indépendant, il occupe cette haute place, malgré les changements continuels du ministère. Les autres membres de la mission sont M. Stephan Perepelitsa, ex-ministre des finances, mandataire des banques coopératives à Kiev. M. Théophile Dinowski occupe la place de premier secrétaire et M. Zenon Kurbas celle de deuxième secrétaire ; tous les deux sont de hauts employés du Département du commerce et de l'industrie. Par mesure de nécessité cette mission sera augmentée d'autres spécialistes dans les différents domaines.

LES DOCUMENTS

Les pourparlers avec la Mission de l'Entente à Odessa.

Vinnitza, 21 février. — La *Robitnicha Gazetta* communique, au sujet des pourparlers à Odessa ce qui suit : Le 6 février, sur la base d'un accord avec le commandement français, à Odessa, une conférence a eu lieu à Birsula entre les représentants du Directoire et les délégués français. Le commandement français a présenté toute une série de demandes au Directoire qui les a transmises aux partis politiques et au préparlement. Les partis politiques ont pris les résolutions suivantes :

Résolutions du parti socialiste indépendantiste : Les bases fondamentales d'une alliance offensive entre la République populaire ukrainienne et les puissances de l'Entente doivent être les suivantes : Reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine de la part des puissances de l'Entente et spécialement la France, avec les frontières suivantes : territoires ukrainiens de la Haute-Hongrie, la Galicie jusqu'au San avec Lokmowcziana, Cholm et Podlachie, Tchernigov, Poltava, Kharkow, Ekaterinoslav, Tauride, Rostow, Taganrog, territoires du Don et du Kouban, les parties du gouvernement de la mer Noire habitées par des Ukrainiens, de Koursk, de Voronij et de Bessarabie. Concession d'une colonie dans le Turkestan et en Sibérie. Reconnaissance des représentants de la République ukrainienne auprès de la Conférence de la paix. Libre accès des missions politiques et économiques dans tous les Etats. Evacuation immédiate des troupes russes et polonaises de l'Ukraine. Remise du pouvoir militaire dans les territoires occupés au gouvernement ukrainien. Evacuation des ports ukrainiens sur la mer Noire. Concession du droit d'organiser une forte marine. Si ces concessions sont acceptées, il sera possible de conclure une alliance offensive avec l'Entente contre les Bolchévistes.

L'organisation de l'armée ukrainienne doit se poursuivre jusqu'à un effectif de trois cent mille hommes ; le commandement français devrait y contribuer en mettant à la disposition des Ukrainiens des instructeurs, du matériel technique.

Sur la base d'un accord spécial les bases communes pour une alliance seront créées dans les questions des finances, de la guerre et du ravitaillement. Des représentants du commandement militaire français doivent être admis à la direction centrale des chemins de fer et prendre part au contrôle de l'administration des diverses lignes pour les transports militaires ainsi qu'à l'élaboration d'un plan général pour ces transports. De hautes personnalités de la finance française doivent être invitées comme conseillers. Les opérations militaires sur le territoire ukrainien menées par l'armée ukrainienne doivent être placées sous un commandement ukrainien. La direction des opérations dans les zones non ukrainiennes incombent au commandement français, auquel on adjoindra des représentants du commandement ukrainien. Les opérations sur les territoires voisins de l'Ukraine seront entreprises en commun. Les dépenses et les dédommagements de guerre devront être partagés également et équitablement entre tous les alliés. Tout ce qui sera fourni par l'Ukraine aux armées alliées devra être payé comptant. Comme l'a décidé le préparlement, les changements apportés à la composition du Directoire font partie des affaires intérieures de notre peuple dans lesquelles le commandement français ne doit pas s'immiscer.

En ce qui concerne la demande de retrait de Petliura de l'activité politique nous considérerions son éloignement comme nuisible non seulement pour toute l'Ukraine, mais aussi pour l'alliance offensive.

Résolution du Comité central du parti social-démocratique ukrainien. Les conditions militaires et politiques d'une alliance entre la République populaire ukrainienne et d'autres puissances sont les suivantes :

Reconnaissance de l'indépendance de la République ukrainienne. Non-immixtion dans les affaires intérieures de l'Etat ukrainien. Exclusion de toutes les conditions qui pourraient faire tort au peuple ukrainien au point de vue économique.

Etant donné que les conditions communiquées par le commandement français ne correspondent pas à ces trois points, le Comité central du parti social-démocratique ukrainien ainsi que le parti ouvrier social-démocratique et les membres social-démocratiques de la Commission du préparlement, se prononcent contre des négociations avec le commandement français. L'Ukraine continuera la guerre contre les bolchévistes. Elle n'exclut pas la possibilité de mener la guerre en commun avec d'autres puissances contre les bolchévistes si ces puissances reconnaissent l'indépendance de l'Ukraine et admettent la mise à exécution de la réforme agraire et d'autres réformes sociales projetées par le Directoire. Le Directoire doit continuer à subsister dans sa composition actuelle.

Le parti ouvrier social-démocratique juif « Poale Sion » déclare ce qui suit : La République ukrainienne, vu la situation militaire et politique actuelle, ne peut pas éviter de conclure un accord avec l'une des puissances qui marchent contre l'Ukraine. Le Comité met en garde le Directoire contre une alliance avec l'Entente. Il propose de faire toutes les démarches nécessaires pour la conclusion de la paix avec les bolchévistes.

Le Comité central du parti social-révolutionnaire ukrainien pose les conditions suivantes :

Reconnaissance de l'indépendance de la République ukrainienne. Désintéressement complet dans les affaires intérieures de la République. Evacuation des troupes étrangères du territoire ukrainien. Les affaires internationales doivent être réglées par des pourparlers et non par les armes.

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS

*** *5 janvier.* — Insurrection de la population ukrainienne de Tchernowitz contre les Roumains. L'état de siège a été déclaré en ville et dans la Bukovine.

*** *2 février.* — Le *Venkow*, organe du gouvernement de Prague, a publié un article soutenant l'indépendance complète de l'Ukraine et rétablissant des relations amicales entre les Tchéco-Slovaques et les Ukrainiens.

*** Les contre-révolutionnaires se sont joints aux « jeunes » (bolchévistes ukrainiens) dans une action commune contre le gouvernement national.

*** *3 février.* — M. Cehelsky, anciennement ministre de l'Intérieur dans la République occidentale ukrainienne, a été chargé du poste d'adjoint au ministère des Affaires étrangères, à Kiev.

*** *4 février.* — La deuxième session du Conseil national ukrainien de Galicie orientale vient de s'ouvrir sous la présidence du député Petrouchewitch.

*** Les bases suivantes pour la réforme agraire en Galicie sont présentées au congrès national : 1° l'expropriation des grandes propriétés foncières, qui seront achetées par l'Etat ; 2° le maintien de la propriété privée pour les paysans ; 3° l'établissement d'un minimum inaliénable ; 4° limitation du droit de succession, proportionnellement au nombre des héritiers et des parents ; 5° les forêts deviendront la propriété de l'Etat ; 6° le partage des terres de l'Etat entre les paysans qui n'en possèdent pas et les petits propriétaires contre paiements à longs termes.

*** Trois mille soldats grecs commandés par le général Nyder ont débarqué à Odessa.

*** *5 février.* — Exposé de M. Kost Lewitzky au gouvernement de Stanislaviv sur les pourparlers ukraino-polonais entamés par le colonel Waade, représentant officiel de l'Entente.

*** Les autorités roumaines ont arrêté le consul ukrainien à Bucarest.

*** Suivant un accord ukraino-français à Odessa, la voie ferrée Odessa-Rosdelna-Tiraspol et celle d'Odessa-Nikolaïeff passent dans la sphère d'influence du commandement français.

*** Les divisions de volontaires russes à Odessa ont été dissoutes par l'Entente et remplacées par deux régiments ukrainiens.

LA SITUATION EN GALICIE

Stanislavov, 19 février. — Un télégramme du gouvernement de Varsovie à la légation polonaise à Vienne contient la communication suivante : Le général français Barthelemy a fait aux Ukrainiens à Lemberg une proposition d'armistice. Il nous a fait part de la faible organisation des Ukrainiens dont les forces se composent de masses bolchévistes. On combat aux alentours, à Lemberg même ont lieu des combats de rues. La misère règne parmi la population ; des femmes et des enfants prennent part aux combats et pourraient être tués à tout momoment. Nous avons reçu la nouvelle d'atrocités commises par les bandes ukrainiennes.

Ce communiqué du général français peut être rétabli dans les faits comme suit : 1° Le général français a commencé son rôle neutre de médiateur en apportant des munitions aux Polonais à Lemberg. 2° D'après le projet d'armistice du général Barthelemy les Ukrainiens auraient dû évacuer pas moins de la moitié des territoires qui leur appartiennent incontestablement et qu'ils ont défendu jusqu'ici par la force des armes. Cette proposition a naturellement été repoussée. 3° Le général Barthelemy n'a pas donné suite à l'invitation qui lui avait été faite par le gouvernement ukrainien de se rendre sur son territoire pour se convaincre personnellement de la tranquillité et de l'ordre qui y règnent. Il n'était donc pas à même de se former une opinion objective de l'organisation et du caractère des forces ukrainiennes. 4° La meilleure preuve que les forces en question ne sont pas composées de bandes bolchévistes mais de troupes régulières est fournie par la mission française à Odessa qui est en train de négocier avec le gouvernement ukrainien pour une lutte commune contre les bolchévistes. 5° Les troupes ukrainiennes sont en dehors de Lemberg ; par conséquent si des combats de rues ont lieu dont sont victimes des femmes et des enfants, il ne peut s'agir que de combattants polonais. 6° Les nouvelles de soi-disant atrocités commises par des bandes ukrainiennes sont nées de la fantaisie des informateurs polonais du général Barthelemy. Par contre le gouvernement ukrainien détient les preuves qu'il peut fournir à tout instant des actes de cruauté commis par les troupes régulières polonaises et non pas seulement à Lemberg.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société des Nations

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nº 45.

Bibliothèque Nationale Suisse, BERNE

Nº 91 Lausanne, 6 Mars 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 4 mars 1919.

La reconnaissance de l'Ukraine.

Cette reconnaissance officielle de notre indépendance par les puissances alliées représentées à Paris ne peut plus se faire attendre bien longtemps. Les militaires français envoyés à Odessa ont dû prendre les devants et signer avec le Directoire un accord destiné à faciliter la défense de l'Ukraine contre l'invasion bolchéviste.

Le Directoire a envoyé à Paris une nombreuse mission, divisée en différentes sections de spécialistes, section politique, section économique, section de statistique, etc. Un grand nombre des délégués officiels sont encore en Suisse, attendant le visa de leurs passeports. Il semble qu'il y ait encore chez certains fonctionnaires du Quai d'Orsay une tendance à retarder les choses et à ne pas exécuter immédiatement les ordres du gouvernement français, dont la politique se tourne de plus en plus vers l'indépendance ukrainienne.

L'Europe occidentale commence à comprendre aujourd'hui que l'Ukraine est la grande puissance de la mer Noire et qu'elle va jouer un rôle de premier ordre dans la politique internationale et dans le commerce mondial. De tous côtés affluent chez nous les demandes d'informations. Notre pays devient à la mode. Financiers, ingénieurs, commerçants se préoccupent des relations à établir avec notre République. Il n'y a plus guère que deux ou trois diplomates arriérés qui restent dans l'ignorance de la plus grande question de l'Europe orientale.

Notre délégation.

Le devoir de notre délégation diplomatique à la conférence de la paix, c'est de travailler activement à renseigner cette Europe occidentale sur tout ce qui touche à l'Ukraine. Si vaste que soit la tâche, elle est maintenant grandement facilitée par la curiosité générale et par la volonté de connaître, qui se manifeste partout depuis quelque temps. Nous entrons dans une nouvelle époque historique. Pendant de longues années notre journal et notre Bureau ont travaillé presque seuls à l'étranger pour informer la presse et les diplomates sur les choses d'Ukraine et pour défendre inlassablement la cause de notre indépendance nationale contre toutes les intrigues et toutes les propagandes ennemies.

Aujourd'hui cette longue période d'efforts et de difficultés est terminée. L'Ukraine passe au rang de grande puissance. Nos délégués doivent se pénétrer du sentiment de la réalité présente. Ils doivent se montrer à la hauteur des circonstances et en toute occasion dignes de la grande République qu'ils représentent. Ils doivent laisser de côté toute hésitation et toute timidité mal placée. L'Europe a besoin de nous autant que nous avons besoin d'elle. Toutes les portes doivent nous être largement ouvertes et nous n'avons pas besoin de ramper par les escaliers de service. L'Ukraine a droit au même traitement que les plus grands pays. Son importance est encore beaucoup plus grande à la conférence de la paix que celle de la Pologne ou de la République tchèque. Il s'agit pour nos délégués de le faire sentir avec autorité, tout en gardant les meilleures relations d'amitié avec les délégations des pays voisins.

Nos diplomates et nos ministres plénipotentiaires ont le droit de traiter d'égal à égal avec les ambassadeurs des autres puissances et c'est leur devoir de se mettre à la tâche sans tarder un seul instant. Si les portes ne s'ouvrent que les unes après les autres, qu'ils commencent par choisir les premières qui soient ouvertes, sans trop s'attarder à frapper aux autres. Elles suivront toutes seules assez naturellement et s'ouvriront à leur tour, d'autant plus grandes et plus accueillantes.

L'armistice à Léopol.

Nous n'avons pas encore de renseignements précis sur les conditions de l'armistice que la commission interalliée a fait signer aux Etats-majors ukrainiens et polonais en Galicie. Nous ne pouvons par conséquent pas énoncer de jugement. Les conditions de l'accord d'Odessa mentionnaient la ligne du San comme frontière future de l'Ukraine, ce qui est parfaitement juste. En tous cas il est heureux que le sang ne coule plus en Galicie.

Les Polonais, comme nous, ont mieux à faire qu'à se battre au pied des Carpathes. Les Bolchévistes russes et chinois sont presque aux portes de Varsovie. Nos deux peuples se doivent à eux-mêmes et à l'Europe entière de cesser leurs disputes pour chasser l'envahisseur de leurs territoires.

Si les Polonais et leurs mauvais conseillers l'avaient compris plus tôt, nous aurions arrêté l'invasion brutale à temps. Nous souhaitons de toutes nos forces qu'il ne soit pas trop tard aujourd'hui. Comme nous l'avons répété maintes fois ici-même, il n'y a que deux solutions au désordre général qui règne en Europe, c'est Wilson ou Lénine. En s'écartant du droit strict et des principes de justice du président Wilson, les Polonais ont fait le jeu des Bolchévistes et leur ont ouvert une large brèche dans le mur. La seule manière de pouvoir résister au nouvel impérialisme rouge des Moscovites, c'est d'organiser l'Europe loyalement sur la base du programme Wilson intangible.

L'impérialisme rouge.

Si nous avons salué l'accord avec les Alliés pour lutter contre les Bolchévistes, c'est pour délivrer notre pays et ceux qui sont derrière nous d'une invasion dévastatrice et pour continuer à remplir le rôle de gardiens de l'Europe, que nos Cosaques zaporogues ont si souvent rempli dans l'histoire. Chasser l'envahisseur, libérer notre territoire national et dresser un mur solide contre toute invasion future, voilà ce que nous promettons par cet accord. Il n'entre pas dans nos vues de servir les intérêts de telle ou telle classe de financiers ou de monarchistes russes pour aller imposer à Petrograd ou à Moscou une réaction politique dont nous ne voudrions pas chez nous.

Les Russes sont parfaitement libres de se gouverner comme ils l'entendent et de remplacer même, s'ils le veulent, un tsarisme réactionnaire par un nouveau tsarisme socialiste marxiste. Mais ce que nous ne pouvons pas tolérer, et ce qu'aucun socialiste européen ne peut admettre loyalement, c'est que les Russes fassent des descentes en pays étrangers pour se ravitailler par la violence et pour mettre à sac le plus riche pays de l'Europe, comme l'Ukraine, sous prétexte de nous « aider à faire des réformes sociales ».

Nos paysans et nos ouvriers savent très bien décider eux-mêmes la réforme sociale qui leur convient, et nous avons vu que les syndicats de Kiev ont protesté énergiquement contre la décision des soviets de fédérer l'Ukraine avec la Russie. Ils sentent parfaitement bien le danger qu'il y aurait pour nous à laisser l'étranger se mêler encore une fois de nos affaires. Même aux Alliés, qui nous offrent un secours technique et des munitions, nous demandons comme première condition de s'abstenir complètement de toute intervention dans la politique intérieure de notre République.

Il s'agit donc de s'entendre exactement sur nos buts et sur nos intentions. L'Ukraine ne veut aucun mal au peuple russe et n'entreprendra rien contre lui, selon les termes que le président Wilson a employés lui-même au nom des Alliés, mais elle est parfaitement décidée à régler toute seule et en toute souveraineté sa propre politique.

Les bolchévistes russes ne peuvent pas être considérés par les peuples qu'ils attaquent comme de simples propagandistes socialistes. Ils sont devenus un élément de militarisme et d'impérialisme brutal qui fait le plus grand tort aux idées qu'ils prétendent défendre.

PRISONNIERS UKRAINIENS EN ITALIE

Environ 150 000 soldats ukrainiens de l'ancienne armée austro-hongroise se trouvent encore aujourd'hui comme prisonniers de guerre dans les camps de concentration d'Italie. Originaires de Bukovine, de Galicie orientale et de Hongrie septentrionale, nos compatriotes ont fait de nombreuses démarches auprès du gouvernement italien pour obtenir qu'on les distingue des autres prisonniers slaves et qu'on les sépare en groupes spéciaux comme on l'a fait déjà pour les Tchèques, les Croates, les Roumains, les Polonais, etc. Le gouvernement italien se montre favorable à leurs justes revendications et l'on en compte déjà environ 40 000 qui sont organisés d'une manière nationale.

Nous publions ici un certain nombre de lettres que nous avons reçues d'officiers de ces groupes. Le sentiment national est très développé chez eux. Leur enthousiasme est grand pour la résurrection de la patrie et beaucoup d'entre eux s'offrent pour aller combattre dans les rangs de l'armée de Petliura, contre l'invasion bolchéviste russe. Nous espérons très vivement que le Directoire obtiendra du gouvernement italien l'envoi de nos compatriotes prisonniers à Odessa par la voie de mer.

Officiers et soldats expérimentés et bien disciplinés, ils pourront apporter à la République un précieux concours et rendre le plus grand service à l'œuvre de défense nationale et de libération du territoire. En attendant nous espérons que les autorités italiennes voudront bien continuer à faciliter l'organisation des clubs et des sociétés d'études parmi les prisonniers ukrainiens qui se trouvent sur son territoire. Rien n'est une meilleure garantie de sécurité politique que le développement de l'instruction nationale chez tous ces hommes, qui appartenaient déjà d'ailleurs aux milieux les mieux organisés du peuple ukrainien et qui garderont une grande reconnaissance à l'Italie de leur avoir permis de serrer les rangs et de se retrouver en famille sur son territoire.

Ce sera pour l'Ukraine une raison de plus d'approfondir les relations d'amitié qui unissent nos deux pays. Nous avons déjà montré, plus d'une fois, tous les intérêts communs qui favorisent ce rapprochement des deux nations. Nous sommes certains que l'Italie ne manquera pas de nous donner cette nouvelle preuve de sa sympathie en réalisant les vœux des prisonniers ukrainiens.

Extraits de quelques lettres de prisonniers de guerre en Italie, ayant fait partie de l'armée autrichienne, reçues par la Rédaction de l'« Ukraine », à Lausanne.

I

Bibbiena (prov. Arezzo, Toscane), le 24 décembre 1918.

Monsieur le Rédacteur,

Par le « Corriere d'Italia » j'apprends qu'un journal ukrainien édité en français sous le nom d'« Ukraine » paraît à Lausanne. Je m'empresse de vous demander de m'envoyer les numéros parus ces derniers trois mois pour moi et mes camarades, autres officiers ukrainiens.

Nous sommes prisonniers depuis le 23 juin 1915, sans aucune nouvelle de notre pays. Nous ne recevons pas de journaux. La vie des Ukrainiens prisonniers est pleine de misère comme partout dans les camps. Essayez de fonder une société ukraino-italienne afin de réunir nos efforts futurs. Est-ce qu'on fait quelque chose dans ce sens à Rome?

(Signé) Lieutenant O.

II

Genova, 3 janvier 1919.

Cher Monsieur Batchinsky,

Nous voulons bien entrer en relations avec le comité ukrainien à Rome, mais l'adresse nous est inconnue. Est-ce que vous, comme officier, par l'intermédiaire de personnes responsables, vous pouvez donner l'initiative au gouvernement italien pour l'organisation de régiments nationaux composés des prisonniers ukrainiens actuellement en Italie, pour la lutte contre les bolchévistes et la défense de la Galicie contre les impérialistes bolchévistes polonais? Toutes les nationalités ont déjà fait quelque chose dans ce domaine: Polonais, Roumains, Tchèques, etc., et nous seuls sommes inactifs.

Je suis persuadé que l'organisation d'une forte légion composée des prisonniers concentrés ici serait bien facile et que parmi nos camarades, officiers et soldats, beaucoup s'enrôleraient volontiers.

Vos « Problèmes de l'Ukraine » nous parviennent mais pas votre journal. Pourquoi cela?

(Signé) V., lieutenant.

III

Cassino, 17 décembre 1918.

Cher Monsieur le Rédacteur,

Au nom de 60 officiers ukrainiens ayant fait partie autrefois de l'armée autrichienne, je vous demande d'envoyer votre estimé journal l'« Ukraine » et autres publications. Donnez-nous l'adresse de vos représentants officiels dans les pays de l'Entente pour que nous nous adressions à eux concernant notre rapatriement. Nous sommes persuadés que nous aurions bien à faire en ce moment dans notre pays pour l'organiser et le défendre contre les différents agresseurs bolchévistes et tsaristes. Est-ce qu'il y a déjà notre représentant à Rome?

(Signé) N., sous-lieutenant,

IV

Cassino, 9 janvier 1909.

Cher Rédacteur,

Nous sommes ici plus de 70 officiers ukrainiens prisonniers de guerre d'Autriche, et 34 officiers vont partir à Cesena, ayant à leur tête M. S., que vous connaissez déjà. Nous sommes prêts à nous rendre utiles pour notre chère patrie l'Ukraine. Envoyez-nous votre Revue de presse « Problèmes de l'Ukraine » et votre journal l'« Ukraine ».

(Signé) G., lieutenant,
Cassino (prov. Casserta).

V

Bibbiena, 31 décembre 1918.

Cher Monsieur le Rédacteur,

Nous vous demandons de nous envoyer vos publications périodiques.

Le gouvernement italien a déjà libéré les Roumains, et les Polonais les suivent en organisant leurs légions. Mais ils prirent par ruse et tromperies beaucoup d'Ukrainiens de religion catholique-romaine et juive comme les Polonais. La plupart de ces soldats ont été trompés. Ils ne savent pas un seul mot de polonais et sont de braves patriotes ukrainiens. Il faut que les politiciens ukrainiens n'oublient pas leurs compatriotes prisonniers et fassent des démarches analogues.

(Signé) O., lieutenant.

VI

Cassena (prov. Forli), 17 déc. 1918.

Cher Monsieur Batchinsky,

Nous avons bien reçu vos publications et nous vous en remercions. Nous sommes ici 34 officiers ukrainiens et notre camp est tout à fait bien organisé. A cause de vos efforts, les autorités italiennes sont bien disposées à notre égard. Je vous demande au nom de nous tous de présenter nos remerciements au gouvernement italien pour l'organisation de ce camp. Il nous faut encore développer ce travail, en organisant notre armée nationale et en l'envoyant contre les bolchévistes en Ukraine.

(Signé) M. S., Tenente.

VII

Cassino (prov. Caserta), 10 février 1919.

Cher Monsieur,

Nous avons reçu aujourd'hui votre carte postale du 31 déc. 1918 pour laquelle nous vous remercions beaucoup.

Maintenant nous sommes ici réunis cent cinquante officiers ukrainiens dans un camp avec les Allemands, les Hongrois, et notre situation n'est pas meilleure.

Nous vous prions de faire votre possible pour que le gouvernement italien fasse de nous, Ukrainiens, prisonniers de guerre, une armée régulière qui ne sera déterminée que pour lutter contre nos ennemis en Ukraine.

Si cela ne va pas, nous prions de faire des efforts pour que notre gouvernement demande vite notre rapatriement au gouvernement italien.

Nous vous prions encore de faire passer des nouvelles pour alléger notre situation.

Moi, je vous prie de faire savoir à mon père que je suis prisonnier de guerre en Italie. Je ne sais pas où est mon frère, mais cela vous le saurez.

Nous espérons que vous n'oublierez pas vos compatriotes et nous vous remercions d'avance pour toutes vos fatigues.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

(Signé) De R., capitaine.
S.-S., lieutenant.

VIII

Genova, 3 février 1919.

Cher ami,

Votre carte du 28 janvier m'est bien parvenue.

Nous sommes enchantés de recevoir quelqu'un de votre Bureau en Italie. L'idée d'organiser des régiments ukrainiens contre les bolchévistes est également partagée par nous tous ici. Cette entreprise est notre vœu depuis longtemps. Quant à mes amis et à moi, nous sommes tout à fait persuadés que ce plan réussira complètement. Les officiers sont prêts à commencer l'enrôlement et les exercices, et, pour les simples soldats, il faut bien un peu de propagande pour qu'ils comprennent bien le sens patriotique de cette affaire. Je suis sûr que parmi eux il y aura peu d'exceptions et que la majorité sera contente de défendre sa République et son pays. Devant nous se pose le problème de prendre une résolution claire et juste contre l'agression des bolchévistes moscovites et polonais qui rêvent seulement de partager notre territoire national.

Par l'opposition la plus efficace contre le bolchévisme chez nous et en Europe, nous trouvons l'appui dans les pays de l'Entente qui sont persuadés de notre individualisme national sain et paisible. Notre indépendance se trouve dans nos propres mains.

Veuillez réclamer devant le Ministère de la guerre italien pour que votre journal l'« Ukraine » nous arrive sans difficultés.

Nous nous permettrons de vous rappeler que l'organisation à Rome d'un Bureau de presse ukrainien comme le vôtre est indispensable pour faire face aux intrigues des impérialistes polonais et des tsaristes russes.

(Signé) V. et B., lieutenants.

L'UKRAINE ET LE BUDGET RUSSE

VII

De toute l'analyse précédente nous constatons donc que l'ancien empire russe recevait de l'Ukraine des revenus beaucoup plus élevés que de n'importe quelle autre partie géographique de la Russie. En même temps, un peu plus de la moitié de ces richesses seulement retournait dans les caisses du pays sous différentes rubriques. Constatant ces vérités, nos lecteurs supposeront que les sommes du budget ukrainien retennes à la centrale russe étaient employées pour des buts essentiels, en général pour le développement de l'Etat russe. Plus loin, nous verrons où les 45,5 % du budget ukrainien étaient dépensés en dehors de l'Ukraine. Nous affirmons seulement que ces millions de roubles volés à l'Ukraine en recettes superflues passent au premier rang pour couvrir les déficits de certaines régions russes et en premier lieu de la province de Petrograd.

Une autre question est de savoir comment le gouvernement russe distribue les sommes énormes qu'il retourne en Ukraine pour différentes « dépenses » au profit de cette dernière. Ici, comme d'ailleurs partout dans la statistique officielle russe, on manque de chiffres récents. Nous sommes obligés de nouveau de nous baser sur les anciennes données du professeur Jasnopolsky, datées de 1887.

Alors dans cette année les dépenses de l'Etat russe pour les huit provinces ukrainiennes étaient réparties comme suit :

	Roubles	%
1. Armée et flotte	33 331 000	36,45
2. Dettes, finances, etc.	14 504 000	15,86
3. Economie politique	11 232 000	12,29
4. Administration, hautes institutions gouvernementales	10 145 000	11,10
5. Chemins de fer et autres communications	6 779 000	7,42
6. Instruction publique	5 311 000	5,81
7. Justice civile et militaire	4 343 000	4,75
8. Clergé	2 645 000	2,89
9. Postes et télégraphes	2 109 000	2,31
10. Partie d'arpentage du ministère de la justice et construction du Ministère de l'Intérieur	528 000	0,57
11. Médecins et sanitaires	510 000	0,55
Total	91 437 000	100,00

Dès lors les dépenses ont considérablement augmenté, mais le pourcentage pour les rubriques reste presque le même.

Les quatre premiers paragraphes et le huitième (clergé) du tableau de ces dépenses sont plutôt inutiles pour le développement de l'Ukraine au point de vue économique, disons simplement improductifs. La plus grande partie de ces 71 857 000 roubles servent seulement aux besoins du gouvernement russe pour sa politique impérialiste et nationaliste et enfin pour posséder l'Ukraine et exploiter ses richesses.

Au paragraphe 3, sous la rubrique « Economie politique », sont les nombreuses primes et subventions aux entreprises capitalistes étrangères (russes et autres), ainsi que le subside et les dédommagements des grands propriétaires fonciers privés.

Pour cette « œuvre », le gouvernement a dépensé chez nous plus de 11 millions de roubles, tandis que dans tout le reste de la Russie seulement 5 129 000 roubles.

Je compte les dépenses pour le clergé comme inutiles parce que, depuis les temps les plus reculés, notre clergé national orthodoxe ukrainien était toujours élu par les paroissiens et entretenu par eux-mêmes volontairement. L'Eglise ukrainienne, restant toujours nationale, était séparée de l'Etat.

De cette somme de 91 ½ millions de dépenses pour l'Ukraine, 19 580 000 roubles, (soit seulement le 21,41 %) étaient dépensés plus ou moins utilement pour les besoins du pays.

Ce sont les dépenses pour les chemins de fer et les communications, l'instruction publique, les tribunaux, les postes et télégraphes, l'arpentage et la construction, le service sanitaire. Nous voyons d'abord que les dépenses sont minimes pour les choses le plus nécessaires : médecins, sanitaires, postes et télégraphes, etc. Naturellement, pour cela les zemstvos aussi dépensent beaucoup, mais il n'y a rien d'étonnant que la situation sanitaire de la population avec ses nombreuses épidémies soit terrible. La mortalité infantile, surtout, est fabuleuse. Le gouvernement dépense pour l'administration et les hautes institutions gouvernementales seules en Ukraine plus que pour n'importe quelle autre branche utile pour la population et ses besoins intellectuels et culturels.

Le soin le plus grand de chaque gouvernement européen démocratique pour l'instruction publique est tout à fait insignifiant pour l'Ukraine, soit seulement le 5,81 %.

Au temps de notre indépendance, soit jusqu'à la conquête des Moscovites, notre peuple était connu en Europe par son amour pour la science et l'instruction. En 1652 l'archevêque Paul Alepsky, Grec, écrit dans ses mémoires après de longs voyages à travers l'Ukraine, que les Ukrainiens tous, même les femmes et les filles savaient lire. Notre pays possédait différentes écoles. Le recensement populaire en 1740 et 1748 nous montre que dans les provinces de Poltava et de Tchernigov il y avait 866 écoles pour 1094 villages.

Depuis 1654 lorsque l'Ukraine a été réunie à la Moscovie, le gouvernement russe a commencé, par tous les moyens, à annuler la civilisation ukrainienne. En 1804 l'empereur Alexandre Ier a édité un ukase défendant d'employer la langue ukrainienne dans les écoles populaires. Par les ukases de 1863 et de 1876, la littérature et la langue ukrainienne étaient interdites complètement. Les écoles en Ukraine sont devenues petit à petit antinationales. D'après le recensement officiel de 1897, le peuple ukrainien était presque le plus illettré. Tandis que dans toute la Russie le 23,2 % de la population était lettrée, en Ukraine ce pourcentage était seulement de 18,8 % ! Cette anomalie est encore plus frappante parmi les Russes habitant l'Ukraine et les Ukrainiens aborigènes.

Pourcentage des personnes sachant lire et écrire parmi la population de l'Ukraine.

Provinces	Parmi toute la population	Parmi les Ukrainiens	Parmi les Russes
Cherson	26	15	12
Ekaterinoslav	22	11	35
Kiev	18	12	45
Tchernigov	18	16	?
Charkow	17	14	31
Poltava	17	11	?
Wolhynie	17	9	37
Podolie	16	11	40
Moyenne	18,8	13,1	38,3

En réalité les écoles russes en Ukraine empêchaient le développement de la population du pays.

Ce malheureux 5,81 % des dépenses budgétaires en Ukraine est destiné à remonter le niveau intellectuel de la population, dépense presque inutile pour notre peuple. Les habitants des villes, dont la majorité est juive ou russe, profitent seuls de cette somme.

L'assignation pour le paragraphe 10, soit le domaine de la politique agraire, depuis la date de nos chiffres de 1887 a considérablement augmenté, surtout avec la politique de Stolypine qui a pour but le morcellement des grosses propriétés avec l'aide des banques foncières, de la noblesse et des paysans.

Cette activité n'apporte en réalité aucun changement direct dans le sort économique des paysans parce qu'elle s'exerce surtout en faveur des classes nobles, riches et étrangères de notre pays. Pourtant il faut reconnaître que l'activité de ces Commissions pour l'amélioration des propriétés foncières a beaucoup aidé chez nous à la fortification de la classe des petits bourgeois agriculteurs, les meilleurs éléments pour fonder une République ukrainienne, souveraine, anti-bolchéviste.

Quant à la politique du domaine des communications et des chemins de fer, nous en avons déjà parlé dans notre chapitre 5. Il faut cependant avouer que les chaussées et les chemins des villages sont, malgré les efforts des zemstvos, dans des conditions épouvantables. Toute la politique avait discuté des nouvelles constructions de chemins ou de canaux, mais seulement pour les besoins de Petrograd ou de Moscou et non pour les nécessités locales. Ainsi en 1719 le premier canal a été creusé, réunissant la mer Caspienne à la Baltique et en 1797 un autre réunissant la mer Noire avec la Baltique. Aussi Petrograd est-il devenu la porte de toutes les communications fluviales.

Pour les postes et télégraphes le budget ukrainien dépense le 2,31 %, somme tout à fait insignifiante pour la surface du territoire et les besoins de la population. Dans quelques districts seulement (Berdiansk, Vovtschansk, etc.) et grâce aux efforts de patriotes locaux, des réseaux de téléphones ont été établis pour la population. Le reste des dépenses a été employé pour les villes et les bourgs en grande partie internationaux au point de vue ethnographique.

En général, nous pouvons confirmer que la politique économique intérieure du gouvernement russe au sujet du budget alloué à l'Ukraine a toujours servi au développement des grandes villes et par ce fait était nuisible à notre agriculture et au développement de notre industrie urbaine.

(*A suivre.*) E. B.

Résolutions du VIe Congrès du parti social-démocrate ouvrier de l'Ukraine.

1° Le 6me Congrès du parti social-démocrate ouvrier de l'Ukraine constate que le monde capitaliste s'achemine déjà vers l'évolution socialiste inévitable dans le monde entier, mais qui prend des formes différentes dans chaque pays quant à son tempo et aux méthodes de la transformation socialiste de la communauté. Ces différences résultent du degré de développement du capitalisme, de la structure sociale de la société et de la composition nationale des Etats, aussi bien que de l'influence exercée par la guerre sur tous les côtés de la vie économique et politique dans chaque pays.

2° De par son histoire et de par l'état actuel de sa propre révolution, comme aussi de par le développement de la révolution à l'Occident, l'Ukraine entre maintenant dans la sphère d'influence de la révolution mondiale, en train de changer toute la vie économique politique et sociale du peuple ukrainien. Mais elle occupe dans le monde capitaliste une place tout à fait à part, aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue social et politique. C'est un pays de petits propriétaires qui, pendant toute la révolution ukrainienne, ont été la base principale et pour qui cette révolution était avant tout agraire. Le rôle du prolétariat industriel dans la vie économique de l'Ukraine est très limité et son influence politique sur la révolution a été et est encore très insignifiant. Le degré encore trop peu élevé de développement du capitalisme industriel et par conséquent le nombre insignifiant du prolétariat, la prédominance des entreprises agricoles dans l'industrie, le manque d'organisation chez le prolétariat, l'antagonisme social entre les villes et les campagnes et par conséquent entre le prolétariat et les paysans, telles sont les causes principales de ce phénomène. La guerre mondiale qui était une guerre impérialiste et qui a ruiné la vie économique des pays même les plus développés, a abouti dans les pays agricoles, par conséquent aussi en Ukraine, à une catastrophe effrayante dans la vie économique. La ruine complète de l'industrie ukrainienne peu développée (manque de matières premières et de machines, la ruine de l'agriculture (manque de bétail), les milliards de papier monnaie), une désorganisation inouïe du travail, la cherté de la vie, tels ont été les résultats de la guerre mondiale en Ukraine. Il s'en est suivi un accroissement considérable de l'antagonisme, propre à la communauté capitaliste entre les villes et les campagnes, antagonisme menaçant pour la révolution. Le peuple ukrainien partagé entre différents pays (Galicie, Bukovine, Hongrie, Bessarabie, Kouban, Don) et entouré d'ennemis impérialistes et contre-révolutionnaires (Polonais, Roumains, armées volontaires du Don et du Kouban), des bolchévistes poursuit dans les circonstances financières et économiques les plus difficiles sa route vers une réunion en un Etat national et souverain.

3° Vu cette situation intérieure et extérieure, le prolétariat ukrainien ne peut et ne se sent pas le droit de prendre en mains la direction de la vie économique du pays pour la socialiser sans délai d'ores et déjà grâce à une dictature prolétarienne. Il considère que son programme doit consister pour le moment en une participation au gouvernement et au travail de consolidation de l'Etat. Il est d'avis aussi qu'il doit appuyer de toutes ses forces la réunion en un Etat national de toutes les parties du peuple ukrainien, préparer le terrain à la domination de la démocratie ouvrière de la République ukrainienne, consolider et étendre l'organisation des travailleurs, mettre en pratique une socialisation prudente des parties mûres de la vie économique et entraîner les paysans à la suite de ce projet de socialisation économique.

Vu tout cela, le 6me Congrès du parti social-démocrate ouvrier de l'Ukraine a décidé :

Le problème du pouvoir.

Prenant en considération que la transformation du pays en une organisation socialiste est un processus lent qui ne peut être réalisé que par un prolétariat organisé avec l'aide de la démocratie révolutionnaire en général, le Congrès est d'avis qu'au moment actuel, c'est-à-dire, au commencement de la révolution sociale, tout pouvoir central et local doit être tel qu'il puisse pleinement assurer le libre développement des forces de la démocratie. La révolution actuelle en Ukraine n'est qu'une étape préparatoire à la révolution sociale, étape de la réalisation en premier lieu de toutes les réformes démocratiques générales, de la domination du vrai démocratisme, sur la base duquel le passage est possible au socialisme. Se basant sur tout ce qui a été dit, le congrès se prononce en faveur de la convocation la plus prompte possible d'un organe de représentation populaire, d'un Parlement avec élections à bases démocratiques.

Programme international.

Le 6me Congrès du parti social démocratique ouvrier de l'Ukraine demande la pleine indépendance de la République populaire ukrainienne. Le Congrès décide d'appuyer tout mouvement du peuple ukrainien qui lui procurerait la possibilité de disposer librement de son sort et il luttera contre tout attentat à l'indépendance de l'Ukraine, que ce soit de la part de la République russe des Soviets ou de quelque autre Etat.

Quant à la République russe des soviets et à sa politique en Ukraine le 6me Congrès du parti social-démocratique ouvrier de l'Ukraine se sent tenu d'exprimer une condamnation non équivoque des menées qu'il considère honteuses pour un parti du prolétariat et un gouvernement socialiste et qui a montré des aspirations annexionnistes envers la République populaire ukrainienne. Le pouvoir sovietiste en Russie, n'ayant pas la possibilité de combler l'abîme entre les paysans et les ouvriers de Russie qu'il a creusé lui-même pour prolonger le temps de sa domination, veut en pillant les paysans ukrainiens se procurer les vivres pour satisfaire aux besoins des ouvriers russes sans travail. C'est de cette façon que s'explique l'offensive de l'armée des soviets contre l'Ukraine. Tout en protestant contre l'attaque de l'armée des soviets, le Congrès admet la possibilité d'avoir des relations pacifiques et des échanges commerciaux avec la République russe des soviets, mais ceci ne pourra avoir lieu que lorsque l'attaque de l'armée russe en Ukraine aura cessé et lorsque les troupes étrangères du soviet seront évacuées des frontières de l'Ukraine. Les ouvriers ukrainiens ont déjà dû traverser une période de terrible réaction monarchiste (période de l'hetmanat) grâce à la politique conquérante de la république des soviets. Maintenant qu'un grand danger menace l'existence et la consolidation de ce résultat des efforts du prolétariat ukrainien qui est la république populaire, le 6me Congrès du parti ouvrier déclare que les Ukrainiens organisés lutteront de toutes leurs forces contre toute tentative réactionnaire et hostile à la souveraineté des Ukrainiens, de quel côté qu'elle provienne. Les ouvriers ukrainiens travailleront de toutes leurs forces à consolider le développement normal de la république populaire ukrainienne et à la préserver de tout attentat impérialiste contre l'indépendance du peuple ukrainien et de son prolétariat.

Chronique économique et financière.

Notre mission en Suisse

Nous avons parlé dans notre dernier numéro de la mission économique envoyée par le gouvernement ukrainien et qui est arrivée à Berne il y a quelques jours :

Le but de cette mission est de commencer immédiatement les relations commerciales et financières, d'abord avec les sphères intéressées en Suisse et avec le gouvernement fédéral pour faire des commandes nombreuses de marchandises pour le haut commerce et l'industrie suisse, marchandises si indispensables en ce moment en Ukraine, un pays si riche en matières premières et si pauvre en ce moment en produits fabriqués, mais qui peut reprendre de l'essor et développer la situation économique de l'Europe tombée dans le marasme par suite de la guerre et de la révolution.

L'Ukraine possède actuellement d'énormes richesses en matières premières prêtes pour l'exportation. En premier lieu, ce sont naturellement des produits agricoles, le blé, la farine, les semences, les pois, les lentilles, les haricots, le maïs, etc. ? Ensuite, d'énormes quantités de sucre raffiné, du sel, du tabac, de la potasse, des peaux brutes, du savon, des fruits secs, du miel, de la cire d'abeille, du chanvre, le crin animal, la soie de porc, le bois de douves, des œufs, du suif, de la viande frigorifiée, etc. Outre cela d'énormes quantités de produits minéraux comme le manganèse, etc.

En échange de tous ces produits, l'Ukraine a besoin de différents produits manufacturés, d'étoffes de laine et de coton, de drap, de bas, de chemises, d'habits confectionnés, etc. Ensuite de différentes machines et outils aratoires, comme les moteurs, les charrues, tracteurs, rateleuses, faneuses, semoirs, botteleuses, etc. Des instruments géodésiques électro-techniques, chimiques, pharmaceutiques, etc., ainsi que de tous les produits de ces nombreuses industries. Les instruments pour fabriques et raffineries sont également très demandés. Les couleurs, les matières nécessaires au tannage (tanin, différents acides), les produits caoutchoutés, les instruments chimico-techniques pour expériences, pour cabinets chimiques et physiques, les engrais chimiques, les élévateurs, les monte-charges, les turbines ; les lampes électriques et d'autres instruments analogues.

La population de l'Ukraine a grand besoin de café, de thé, surtout de chaussures et vêtements confectionnés, de sacs, etc.

En prenant en considération le grand besoin d'échanges de marchandises des deux côtés nous sommes certains que les gouvernements des Etats alliés et neutres et particulièrement la Suisse encourageront la tâche de cette mission et établiront des relations très étroites avec elle malgré la situation internationale pas encore claire et les évènements politiques qui se déroulent temporairement dans notre pays.

La paix de Brest-Litowsk et surtout le traité commercial imposé à l'Ukraine par les empires centraux dirigeaient nos produits agricoles et miniers dans une direction tout à fait opposée aux intérêts de nos alliés actuels en Europe occidentale.

Heureusement ces conditions économiques dictées à notre Etat par l'impérialisme allemand tombèrent avec la victoire de l'Entente. Les riches stocks en matières premières qui étaient en dépôts pour les besoins des empires centraux devront maintenant être expédiés aux puissances de l'Entente en premier lieu pour assurer leurs besoins. Par contre l'Ukraine espère par ce trafic rétablir des relations politiques très amicales avec ces pays pour avoir leur appui pour son indépendance et sa souveraineté. Ce sont ces relations financières et commerciales qui amèneront de facto l'Ukraine à des relations très étroites avec des Etats désintéressés et donneront à notre pays un appui moral et matériel si nécessaire dans notre lutte avec le pays de Lénine et le péril jaune qui menace toute l'Europe.

En ce qui concerne la Suisse, l'industrie bien développée de cette dernière peut jouer un rôle considérable dans les échanges de produits entre ces deux Etats et assurer l'indépendance économique de ce vaillant pays neutre, amical aux nationalités opprimées ou nouvellement organisées. Nous espérons que le Conseil fédéral et les milieux industriels et commerciaux de la Suisse feront tout leur possible pour faciliter ce trafic avec l'Ukraine et les pays de l'Entente dans le domaine du transport, du transit et du tonnage. La question d'une flotte commerciale suisse dans les ports de la France ou de l'Italie est à l'ordre du jour.

Le jeune Etat ukrainien avec ses 40 millions d'habitants a un grand avenir devant lui et lutte avec une grande résistance pour le bien de toute l'Europe, contre le bolchévisme. L'Ukraine sera reconnaissante en premier envers la Suisse si celle-ci facilite son premier pas dans le domaine du commerce international.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Bibliothèque Nationale Suisse, BERNE

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société des Nations

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir n° 45.

L'Ukraine

N° 92 Lausanne, 13 Mars 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 11 mars 1919.

La situation militaire.

Les armées bolchévistes, composées pour la plupart de Lettons et de Chinois, approchent d'Odessa et envahissent la plus grande partie de l'Ukraine pour ravitailler la Russie avec le butin de leurs pillages. La situation est d'autant plus grave que nous devons continuer à nous défendre à l'Est contre les prétentions des impérialistes polonais. C'est précisément là que réside toute la faute de la diplomatie étrangère.

Nous avons salué l'accord avec l'Entente comme un pas vers la reconnaissance officielle de notre pays, mais pour que cet accord donne vraiment des résultats, il aurait fallu que l'Entente obtienne des Polonais l'évacuation de la Galicie orientale ukrainienne. C'était l'espoir du Directoire et c'était la raison pour laquelle le général Petliura était venu en personne à Stanislaviv.

Les demi-mesures ne servent à rien. Faire une alliance avec le Directoire ukrainien contre les bolchévistes russes et soutenir en même temps les prétentions polonaises en Galicie orientale, c'était demander notre appui d'une part et nous priver de l'autre des meilleures forces militaires dont nous pouvions disposer.

En effet, les meilleures troupes ukrainiennes sont celles de la Galicie. Leur concours entier aurait pu empêcher l'invasion moscovite, si on avait pu les transporter à Kiev à temps.

L'armistice en Galicie.

Ce qui a manqué, c'est l'unité de vue diplomatique du côté allié et même entre les différentes missions du gouvernement français. Le général Berthelot à Odessa poursuivait un but et le général Barthelemy un autre. Au lieu d'assurer la paix sur le front ukraino-polonais en reconnaissant les droits légitimes des Ukrainiens et en plaçant éventuellement la ville contestée de Léopol sous le contrôle provisoire des Alliés, le général Barthelemy a soutenu ouvertement les prétentions des Polonais. Il a traité les Ukrainiens comme des ennemis. Il a proféré des menaces et il a tout simplement soutenu la thèse impérialiste polonaise en réclamant que nous reculions derrière Léopol et que nous abandonnions définitivement à la Pologne un immense territoire comprenant même les régions pétrolifères de Borislav et une population totale d'environ un million d'Ukrainiens.

Il va de soi que ces conditions devaient être refusées comme n'étant absolument pas conformes à la volonté des peuples et au programme Wilson. Le seul résultat fut de priver l'armée ukrainienne d'un succès militaire que les Polonais redoutaient à ce moment-là. Une offensive était préparée qui devait nous rendre maîtres de la Galicie orientale jusqu'au San. La ville de Léopol était prête à se rendre. Les autorités militaires polonaises refusèrent de céder aux instances de la municipalité et se servirent du général Barthelemy pour obtenir de l'état-major ukrainien un armistice au moment où nos troupes allaient recueillir le fruit de leurs sacrifices.

Tout le monde chez nous est maintenant au courant de cette manœuvre et le manifeste du Conseil national à Stanislaviv indique assez l'effet produit sur la volonté nationale de résistance dans tout le pays.

Impérialisme bolchéviste.

Ce manque d'unité diplomatique et cette méthode désordonnée d'agir qu'on peut définir en ces mots : « ordre, contre-ordre, désordre » a permis au gouvernement des soviets de s'installer à Kiev et d'y proclamer la réunion de l'Ukraine à la Russie contre les protestations énergiques, non seulement de tous les socialistes ukrainiens, mais encore de la minorité bolchéviste des syndicalistes de notre pays. Même cette minorité a refusé de participer au nouveau gouvernement établi dans notre capitale par la force des armes. L'impérialisme russe perce clairement dans la dernière ordonnance du gouverneur soviétiste envoyé à Kiev. Il annonce que seront punies de mort toutes les personnes qui chercheront à exciter les sentiments nationaux. Autant dire qu'on pendra tous les Ukrainiens qui aiment leur patrie.

Jamais depuis deux ans la situation de l'Ukraine n'a été aussi tragique et si grave qu'aujourd'hui, en apparence, et pourtant jamais non plus l'espoir n'est resté plus fidèlement enraciné dans nos cœurs. A travers tous les siècles d'oppression qu'elle a traversés, l'Ukraine a toujours relevé la tête spontanément. Paysans de Volhynie, Cosaques zaporogues, citadins de Kiev, tous, les uns après les autres se sont révoltés contre les jougs étrangers et ont résisté jusqu'au bout à n'importe quelle domination du dehors.

Nos paysans d'aujourd'hui sont plus réveillés encore que leurs ancêtres au point de vue national. Aux bolchévistes de Moscou qui viennent leur voler leur récolte et tenter de leur arracher leur nationalité, ils répondent déjà par la résistance en maints endroits. Il suffirait de quelques dizaines de milliers d'hommes bien armés et bien organisés pour leur porter secours et leur permettre de resserrer les rangs comme au temps de l'insurrection générale contre la trahison de Skoropadsky cet hiver. Qu'une diplomatie intelligente libère nos troupes de Galicie et nous rende les 150 000 prisonniers ruthènes qui sont en Italie et le règne du bolchévisme en Ukraine aura déjà vécu.

Les Ukrainiens de Hongrie.

Une dépêche nous a appris la propagande faite en faveur de différents Etats chez nos compatriotes des Carpathes méridionales, dont les voisins convoitent le territoire. Cette propagande est vaine et le conseil national des Ukrainiens de Hongrie a proclamé déjà plusieurs fois leur volonté de disposer d'eux-mêmes et de se rattacher à la Grande République ukrainienne.

Les Etats-Unis ont compris qu'il fallait résoudre cette question dans le sens de la justice. La mission américaine de Vienne a délégué sur place M. Goodwin pour étudier la situation de l'Ukraine hongroise et pour faire une enquête impartiale sur les désirs de la population. C'est dans cet esprit-là que toutes les puissances devraient agir, et nous sommes heureux de témoigner toute notre reconnaissance à l'Amérique de la cordiale franchise qu'elle met dans toutes ses actions à l'égard des peuples opprimés et de l'Ukraine en particulier.

L'arrestation de Grekow.

Les officiers russes monarchistes réfugiés à Odessa ne sont pas contents des instructions données au général Berthelot par le gouvernement français, qu'ils accusent maintenant d'être devenu trop ukrainophile. Pour protester contre cette tendance et témoigner leur déplaisir, ils n'ont rien imaginé de mieux que d'arrêter tout simplement le général Grekow, en le faisant tomber dans un guet-apens ! Heureusement que le général Berthelot n'entend pas qu'on se moque de lui et qu'il a répondu immédiatement en faisant arrêter de son côté le général en chef des volontaires monarchistes russes à Odessa. Il a déclaré que ce prisonnier serait relâché quand on aurait rendu notre compatriote Grekow à la liberté. L'Ukraine tout entière saura gré au général Berthelot de sa conduite énergique et loyale.

Si la mission française en Galicie suivait l'exemple de celle d'Odessa et si toute la politique française en général s'engageait carrément sur la voie décidée et catégorique indiquée par le général Berthelot en faveur de l'indépendance ukrainienne, il n'y a pas de doute que notre pays pourrait bientôt retrouver l'ordre et refouler de son territoire les derniers contingents bolchévistes. La tranquillité de l'Europe le demande aussi bien que la nôtre.

L'UKRAINE ET LA FRANCE

Parmi les critiques adressées à notre journal du côté français il y a quelque fois ce reproche : « Vous êtes trop sympathiques exclusivement à l'Italie, aux Etats-Unis et à l'Angleterre et pas assez à la France. Votre journal est presque toujours sévère à l'égard du Quai d'Orsay. Sans doute, celui-ci a pu commettre bien des fautes, mais il n'est pas le seul et vous devriez le ménager un peu plus. »

Une franche explication à ce sujet ne peut que rendre service aux deux parties. Comme nous l'avons souvent répété ici, la France est, au point de vue culturel, la plus populaire des nations occidentales chez nous. Mais il ne faut pas se dissimuler que son gouvernement s'est rendu souvent impopulaire en Ukraine par les fautes de ses représentants qui ont contribué plusieurs fois à plonger notre pays dans l'anarchie. Nous n'avons aucune espèce de raison d'être anti-français, au contraire, mais c'est pour nous un devoir impérieux de signaler ces fautes et de tâcher de contribuer à éclairer l'opinion française et le gouvernement français lui-même pour éviter qu'elles se reproduisent. Ce devoir est d'autant plus impérieux pour nous que notre journal paraît en langue française et qu'en somme cette tâche particulière est l'un des buts principaux qu'il se propose. Nous savons de source parfaitement sûre que les documents et les informations que nous avons publiés ont souvent permis au gouvernement français de changer de tactique et de réparer certaines maladresses commises par des fonctionnaires trop zélés et mal zélés.

En France, tout le monde nous a donné raison dans la campagne que nous avons faite contre le trop fameux consul Hennot, qui a si gravement compromis son pays là-bas.

Ce n'est pas tout. Si les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Italie sont populaires chez nous au point de vue politique, et si nous sommes bien obligés de traduire ici les sentiments de notre peuple, c'est que ces trois puissances ont évité de donner leur appui à nos ennemis les monarchistes russes. La raison en est sans doute dans leur intérêt politique. La reconstitution d'une Grande Russie unitaire est contraire à leurs intérêts. Ils n'ont aucune envie de voir se rétablir là-bas un grand empire qui ferait la loi à la frontière d'Asie et à l'entrée de la Méditerranée. Tout les pousse à faciliter l'établissement d'une Ukraine indépendante, qui aura de fortes raisons de s'entendre avec eux sur la plupart des points.

La position de la France est différente. Voisine de l'Allemagne et redoutant toujours de voir celle-ci reprendre un jour une puissance militaire ou économique trop menaçante, la France cherche à retrouver en Orient un allié qui puisse faire l'équilibre et obliger l'Allemagne à diviser ses forces entre l'est et l'ouest. C'est la vieille politique de Napoléon III et du président Félix Faure, travaillant à l'alliance franco-russe.

Aujourd'hui certains cercles militaires français voudraient créer à l'est de l'Allemagne une Grande Pologne ou une Grande Russie, assez puissante pour reprendre l'ancien rôle assumé par l'empire des tsars depuis la fin du XIXe siècle. Dans les deux cas, cet Etat allié de la France comprendrait des territoires ukrainiens. Il est facile de voir pourquoi nous ne pouvons pas nous réjouir de pareilles perspectives ni appuyer de semblables projets.

Comme le souci de la France est parfaitement légitime et que nous n'avons aucune raison de lui en vouloir de prendre des précautions, voici ce qu'il nous faut observer : La vitalité nationale de l'Ukraine est telle aujourd'hui qu'elle menacera constamment l'existence même d'un Etat mixte et qu'elle paralysera toujours l'action d'un tel Etat contre l'Allemagne par des résistances et des révoltes qui seront saluées naturellement avec plaisir à Berlin. La sécurité française ne pourra donc pas s'établir de cette manière. La seule solution pour la France est de travailler énergiquement à l'établissement d'une société des nations où la Pologne, l'Ukraine, la Lithuanie et les Etats baltiques, limités chacun à leurs frontières ethnographiques et par conséquent réconciliés entre eux, apporteront à la France un concours collectif en même temps que l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Italie en cas de nouvelles menaces allemandes. Cette combinaison-là est beaucoup plus sûre et plus décisive que l'autre, comme on a pu le voir au cours de la présente guerre.

Il est impossible de reconstruire une partie de l'Europe sur des bases nouvelles en appliquant le programme Wilson et de laisser l'autre organisée sur le modèle de l'ancien système des équilibres de puissances. Il ne suffit pas de parler d'une société des nations, il faut encore bien en comprendre les conditions essentielles. La première est que chaque nation accepte une certaine discipline pour le bien de la collectivité, dont dépendront toutes les sécurités particulières.

Il ne peut pas y avoir de demi-mesures. Poursuivre deux politiques contradictoires à la fois, c'est se condamner d'avance à perdre tout avantage de l'une et de l'autre. En basant sa sécurité sur l'existence précaire d'un grand Etat allié oppresseur des nationalités allogènes, la France pourrait bien se trouver un jour toute seule à la merci de ses ennemis, car, d'une part la révolte des peuples allogènes pourrait arrêter complètement le secours de l'allié sur lequel on comptait, et d'autre part l'existence même d'un tel empire aurait certainement provoqué au sein de la Société des nations des combinaisons rivales qui ruineraient l'unité de celle-ci et sabboteraient son fonctionnement au moment voulu. Il faut décidément choisir l'une ou l'autre voie. Les esprits les plus intelligents et les plus clairvoyants en France le comprennent parfaitement et nous savons que des hommes tels que M. Léon Bourgeois sont les premiers à désirer l'indépendance et l'union de tous les peuples dans la liberté pour assurer le fonctionnement régulier d'une Société des nations sur laquelle la France puisse toujours compter pour lui garantir la sécurité et la paix à l'avenir.

Dans une Europe ainsi organisée, l'Ukraine pourra donner cours à ses penchants naturels et témoigner pratiquement à la France toute la sympathie et l'admiration qu'elle ressent pour elle. Nous nous en féliciterons bien sincèrement, car c'était certes l'un des plus tristes côtés de cette alliance franco-russe que ce malentendu entre les nationalités allogènes et la France, exploitée d'abord, et abandonnée ensuite par un empire que nous haïssions tous.

LE RETOUR DE M. SEVRIUK

Notre compatriote Alexandre Sevriuk, qui s'était réfugié à Lausanne depuis le coup d'Etat de Skoropadsky, et qui avait travaillé en Suisse à faire connaître les idées de l'Union nationale ukrainienne, est parti pour Kiev il y a quelques semaines afin d'étudier sur place la situation politique. Il vient de rentrer en Suisse après ce court voyage et son retour a tout de suite éveillé le plus vif intérêt dans les milieux politiques et diplomatiques de Berne. Pour compléter les déclarations qu'il a faites aux représentants de la presse quotidienne, nous nous proposons de publier dans notre prochain numéro une interview plus complète.

Alexandre Sevriuk est une des figures les plus marquantes du parti socialiste-révolutionnaire ukrainien, qui représente le socialisme démocratique en face de l'anarchie bolchéviste. C'est lui qui fonda avec ses amis intimes le comité d'initiative qui jeta les bases de ce parti en 1901. Il était encore étudiant en droit à l'uni-

Alexandre Sevriuk

versité de Kiev. Pendant la guerre, Alexandre Sevriuk fit son devoir dans les corps organisés par les zemtsvos et chargés de différents travaux de défense nationale à la frontière autrichienne et roumaine. Il fut élu plus tard parmi les représentants de l'Ukraine à la Constituante russe, mais sa principale activité s'exerça dans la Rada, où son parti avait la majorité. Il fut choisi pour siéger aussi dans la Mala Rada, qui était le conseil exécutif chargé de contrôler le gouvernement au nom de la Rada centrale.

Quand les bolchévistes décidèrent de traiter directement avec les puissances centrales à Brest-Litowsk en foulant aux pieds les droits des peuples allogènes de la Russie, Alexandre Sevriuk fut élu parmi les représentants diplomatiques chargés d'aller protester à Brest contre cet abus de pouvoir et de sauver les intérêts de l'Ukraine, qui venait de proclamer son indépendance.

Après la retraite du ministère Vinnitchenko, c'est lui qui fut placé à la tête de la délégation ukrainienne à Brest-Litowsk et qui employa son influence à sauvegarder la souveraineté de la république ukrainienne devant les prétentions des militaires allemands.

Dans la question de Cholm, ce fut lui qui insista pour la participation d'une délégation polonaise aux pourparlers, tandis que les Russes et les Allemands faisaient tout leur possible pour empêcher la Pologne d'être représentée.

Eloigné de la diplomatie gouvernementale par le régime germanophile de Skoropadsky, Alexandre Sevriuk se retira en Suisse au printemps dernier et fonda le Conseil national ukrainien, destiné à soutenir l'action antiallemande de l'Union nationale et à collaborer avec les conseils nationaux de France et d'Amérique pour donner à la politique ukrainienne une tendance nettement ententophile en prenant pour base les principes du programme Wilson et les déclarations générales de la conférence de Versailles. Nous sommes heureux de souhaiter un heureux retour à notre compatriote, qui avait vu clair sur tant de points, où les événements lui ont donné raison depuis lors.

M. VILLAINE A VINNITZA

Le général Berthelot, qui semble souvent bien comprendre les événements de l'Ukraine et en tous cas être bien disposé à l'égard de notre République, a chargé le colonel Villaine de représenter le gouvernement français auprès du Directoire à Vinnitza. En principe, la décision est heureuse et nous nous félicitons de voir la France accréditer un représentant officiel auprès du gouvernement de la République ukrainienne. Le colonel Villaine renouera la tradition du général Tabouis, qui présenta ses lettres de créance à Kiev en janvier 1918.

Mais si la décision nous réjouit en principe, le choix personnel n'est pas aussi heureux. En effet, le colonel Villaine, polonais par sa famille, s'est montré ouvertement hostile à l'Ukraine et aux Ukrainiens pendant son séjour à Léopol, où ses propos dédaigneux à l'égard du président Wilson, ont fait scandale dans les milieux politiques. A cette époque-là, c'est-à-dire il y a quelques mois, le colonel contestait tout simplement aux Ukrainiens le droit d'avoir une existence nationale et leur déclarait que l'Entente ne les reconnaîtrait jamais et donnerait leur territoire en partage aux Polonais et aux Russes.

Il est parfaitement possible que le colonel Villaine ait changé d'avis, d'abord en raison des instructions qu'il vient de recevoir et ensuite après avoir pris la peine de s'informer plus exactement de notre situation et de notre histoire. Nous ne voulons pas faire peser sur lui le poids de ses erreurs passées et nous lui ferons bien volontiers crédit en le jugeant à l'œuvre. D'ailleurs nous sommes persuadé que le gouvernement français ne l'aurait pas appelé à un poste aussi important, s'il n'avait donné depuis lors quelques preuves d'une information plus juste et d'une meilleure volonté envers la nation ukrainienne. Autrement, sa nomination eût été une véritable provocation, qui n'aurait pu être, ni dans l'intérêt, ni dans les intentions de la France à l'heure où elle signe un accord avec le Directoire.

Skoropadsky en Suisse.

La famille de l'ancien hetman Skoropadsky se trouve actuellement dans une station climatérique des Grisons et le bruit court que le général lui-même a rejoint les siens depuis quelque temps. Il n'est pas encore sûr que cette nouvelle puisse être tenue pour certaine, mais en tous les cas, à défaut de Skoropadsky lui-même, ses partisans et ses amis commencent une active propagande en sa faveur.

Ils font remarquer à gauche et à droite que le régime établi par Skoropadsky avait rendu l'ordre à l'Ukraine et que depuis le départ des Allemands, les bolchévistes ont pu entrer dans le pays et le mettre à sac pour se ravitailler. Ils prétendent que, si la France n'avait pas imposé au général l'union forcée de l'Ukraine à la Russie, les masses paysannes ne se seraient pas soulevées contre lui et qu'il serait encore aujourd'hui en place.

A ceux qui lui reprochent d'avoir été le soutien de l'occupation allemande en Ukraine, les amis de Skoropadsky répondent que l'Entente elle-même ne lui en avait pas voulu, puisqu'elle lui avait proposé de rester au pouvoir, et que c'était à lui que la France s'était adressée pour diriger la lutte contre le bolchévisme. C'est par ces arguments et par d'autres encore que l'ancien hetman cherche sans doute à créer un mouvement d'opinion en sa faveur en profitant des circonstances actuelles.

Nous pensons que le général Skoropadsky perd son temps. Il s'est trop compromis, aussi bien par sa platitude envers l'impérialisme allemand que par sa docilité envers les monarchistes russes et leurs amis français. Il a perdu absolument la confiance des masses populaires et il ne peut plus compter sur un retour au pouvoir. Par contre, son témoignage peut être intéressant pour signaler les erreurs commises par la diplomatie en Ukraine. Il est certain que si l'on avait soutenu immédiatement un gouvernement d'ordre nettement ukrainien, au lieu d'imposer à Kiev un ministère germano-russe aux ordres du consul français Hennot, notre pays ne se trouverait pas aujourd'hui dans la position tragique où l'ont jeté toutes ces fautes si lamentables. C'est toujours quand il est trop tard que les diplomates étrangers commencent à comprendre quelque chose à nos affaires.

Denikine en Crimée.

L'aventure de Skoropadsky paraît n'avoir pas suffi pour guérir la russomanie de certaines gens. A l'heure qu'il est, le général Denikine concentre en Crimée toutes les forces réactionnaires russes et groupe dans son état-major les anciens officiers restés fidèles au régime tsariste. Le but est de recommencer une campagne militaire — d'ailleurs absolument chimérique — pour reconstituer un Etat russe unitaire et indivisible.

Le seul résultat d'une pareille tentative, c'est de faire le jeu des bolchévistes moscovites, qui sont fort heureux de rencontrer cette collaboration inattendue. En effet, entre le tsar et les bolchévistes personne n'hésite et ce sont les bolchévistes qui réussissent à soulever les populations ouvrières en brandissant le spectre des Denikine et compagnie.

Nous savons d'ailleurs que la collaboration continue depuis longtemps entre certains éléments de l'ancienne main noire et les officiers des bandes pillardes de la garde rouge. Quand il s'agit de pêcher en eau trouble et de ruiner l'existence des Etats allogènes, bolchévistes et réactionnaires russes savent se donner la main. Pour lutter efficacement contre les uns il faut lutter en même temps contre les autres et les réduire au silence. Voilà ce que nous n'avons cessé d'expliquer ici depuis une année. Il semble que tout le monde n'ait pas encore complètement saisi ce point de vue. Quelle triste expérience faut-il encore ajouter aux autres pour convaincre les derniers récalcitrants ?

Chronique économique et financière.

Les missions ukrainiennes.

Les jeunes Etats qui viennent de naître de la tourmente des derniers mois s'efforcent par tous les moyens de nouer des relations amicales avec les autres Etats. Malgré les perturbations intérieures, malgré même la guerre civile et celle avec des voisins impérialistes, les peuples devenus indépendants cherchent avant tout à faire reconnaître leur indépendance extérieurement.

Notre patrie, ayant jeté bas le joug séculaire d'une domination odieuse, luttant contre des apôtres militants des théories néfastes bolchévistes, soutenant des combats incessants contre le voisin avide des terres qui ne lui appartiennent pas, n'oublie point qu'un peuple ne peut vivre qu'en étant membre de la grande Société des Nations et que toutes les richesses du monde entier, toutes les ressources, etc. ne peuvent remplacer les bonnes relations internationales, qui sont nécessaires pour le développement régulier d'un Etat.

Partant de ce principe, l'Ukraine envoie ses représentants et ses missions politiques et commerciales dans les pays neutres et même dans ceux qui pour une raison ou une autre ne veulent pas encore reconnaître l'existence d'une nation de 45 millions d'âmes, parlant une langue unique, ayant sa culture, ses mœurs à elle, etc.

Les représentsnts officiels de l'Ukraine ont une tâche très dure étant donnée l'incertitude de la position momentanée de leur pays mandant, mais ils ont en même temps comme guide les traditions séculaires dites diplomatiques, et il dépend de leur bon sens, de leur tact et de leur conduite de faire regarder leur pays comme digne d'entrer dans la grande famille des peuples ou de le... compromettre. Il s'agit selon le mot d'un diplomate britannique de « poser sur le cheval gagnant », c'est-à-dire de savoir à qui s'associer et de qui s'éloigner. Il s'agit aussi de ne pas pécher contre les règles diplomatiques, c'est-à-dire de ne pas perdre de vue la tâche la plus proche sans se perdre dans des problèmes qui ne touchent pas directement leur mandat diplomatique. Les ambassadeurs ne doivent pas s'occuper des questions commerciales et les Consuls commerciaux de la politique. La division rigoureuse du travail et du programme doit subsister entre les différents représentants. Si l'ambassadeur ukrainien veut s'occuper du commerce proprement dit, il n'est plus persona grata *dans le corps diplomatique, et si l'agent commercial se mêle des questions diplomatiques il est regardé comme un intrus et perd la confiance du monde commercial. Dans le premier cas, on court le risque d'être soupçonné du vice « russe », c'est-à-dire de se faire « graisser la patte », tandis que dans le second cas c'est le dilettantisme dont on serait accusé. Tous les deux dangers doivent absolument, pour le bien de notre patrie, être évités, autrement nous ne serons pas pris au sérieux et nous serons traités en sauvages qui mangent avec leur couteau.*

* * *

Quant aux missions ukrainiennes commerciales financières et leur tâche, il faut distinguer :

a) Les buts immédiats à atteindre,

b) leur travail pour l'avenir.

Dans la catégorie A tombent :

1. L'achat des objets absolument nécessaires en Ukraine,

2. l'écoulement des marchandises et matières premières et mi-brutes de l'Ukraine à l'étranger.

Il y a un proverbe qui dit : « la guerre détruit beaucoup d'existences mais elle crée nombre de nouveaux riches et de profiteurs ». Il y aura toujours des gens qui d'un jour à l'autre se transformeront en « grands exportateurs » ou « gros importateurs » suivant l'exigence du moment. Ainsi nous voyons que notre patrie a soudainement acquis un grand nombre d'amis sincères qui « ne veulent que son bien ». — Des étrangers qui ne s'occupaient jamais de l'Ukraine auparavant, des avocats, des ingénieurs, tout ce monde s'est rué sur le commerce et l'échange ukrainien, prétendant vouloir rendre des services, mais en réalité ne cherchant que leur propre profit en brassant une seule mais grasse affaire. — Les Commissions ukrainiennes ont pour devoir de se renseigner sur le marché du pays qu'ils visitent en constatant sa capacité d'acheter et celle de fournir. Ensuite elles doivent se mettre en rapport avec une maison bien organisée et outillée et travaillant spécialement depuis longtemps pour l'Ukraine et détenant des monopoles importants dans ce pays. Si une telle maison s'engage à livrer aux prix de fabrique se contentant des frais que les fabriques économisent en travaillant sans l'intermédiaire d'une agence spéciale ou d'un commis voyageur, les Commissions doivent sur le champ écarter tous les coureurs d'affaires qui ne font qu'influencer défavorablement les prix d'achat (en demandant partout des offres) et les prix de vente (en offrant les produits de l'Ukraine en échange). Les Commissions doivent faire établir une succursale d'une banque ukrainienne qui pourra tenir en mains le règlement de l'échange en sauvegardant les intérêts du change ukrainien et en créant un cours pour la monnaie ukrainienne. Elles doivent établir ce que leur pays peut acheter et ce qu'il peut livrer et faire par la dite succursale l'échange d'une façon à servir le pays. — Cet échange formera le pilier angulaire pour l'édifice commercial futur et pour les relations entre les deux pays.

Dans la catégorie b tomberaient les problèmes suivants :

La création d'une chambre de commerce ukrainienne avec, si possible, un musée d'échantillons aussi bien des produits ukrainiens que de ceux du pays en question. Cette chambre de commerce doit être à même de servir comme source de renseignements pour les deux parties. Elle doit si possible, s'appuyer sur la succursale de la banque mentionnée ci-dessus et sur une organisation gérée par un Ukrainien compétent dans toutes les questions commerciales et financières. — Les étrangers doivent être tenus à l'écart étant donnée leur tendance à traiter l'Ukraine en enfant sans défense ou en vache à traire...

La succursale de la banque ukrainienne, la Chambre de commerce et l'organisation pour l'échange doivent nécessairement se trouver dans un endroit éloigné d'une certaine emprise, c'est-à-dire en parlant de la Suisse, en Suisse romande, en parlant de l'Amérique, aux Etats-Unis etc., de même que les transactions les plus recommandables resteront toujours celles avec des maisons strictement neutres et indépendantes.

En suivant ce programme les Commissions ukrainiennes visitant les pays neutres atteindront leur but et serviront leur pays.

Leurs tâches en pays alliés feront l'objet d'une étude ultérieure.

Dr Mexin.

L'importance économique de l'Ukraine.

Dans la Revue de Hongrie, *organe bimensuel paraissant à Budapest et rédigé en langue française, le Dr Soskin a publié une étude très intéressante sur l'Ukraine, intitulée « L'Ukraine comme pays à céréales ». Il nous semble qu'il serait utile de parcourir rapidement quelques-uns des chiffres et des conclusions qui se trouvent dans cet article, pour faire mieux apprécier l'importance économique de notre pays et le rang qu'il occupera dans la Société des Nations comme unité économique.*

Dans l'essai que l'auteur a entrepris pour établir la capacité productive de l'Ukraine, il n'envisage que les huit gouvernements de Wolhynie, Kiev, Podolie, Cherson, Tchernigov, Poltava, Kharkov et Ekaterinoslav qui d'après le calcul du géographe ukrainien Rudnicky comptent une population de 30 millions d'âmes en chiffre rond. Se basant sur la statistique officielle russe de l'année 1912, le Dr Soskin arrive à la conclusion que l'Ukraine peut produire en moyenne un milliard cinquante millions de pouds de céréales, ce qui représente le 23 % de la totalité de la récolte de tous les territoires de l'ancienne Russie de l'Europe. La surface de terrain ensemencé de céréales dans ces huit gouvernements était en 1912, de 15 millions de desiatines ; si l'on compte 15 pouds pour la consommation annuelle d'une personne (ce qui équivaut à 665 grammes par personne et par jour) et si l'on déduit les 8 pouds indispensables pour ensemencer une desiatine, on arrive facilement à déterminer l'excédent disponible de la récolte moyenne en Ukraine.

Cet excédent, d'après l'évaluation de l'auteur, n'est pas inférieur à 6 millions de tonnes ; il monte jusqu'à 9 millions si l'on ajoute les territoires du Kouban et de Tauride. Etant donné qu'en moyenne l'ancien empire russe exportait 13 millions de tonnes de céréales, il en résulte que l'Ukraine avec la Tauride et le Kouban peut fournir à l'étranger les 3/4 de la quantité totale qu'exportait annuellement l'ancien empire russe. (Un poud = 16,375 kilogrammes.)

L'Ukraine occidentale. (Documents)

Nous publions ici quelques documents sur les affaires de Galicie orientale. Les déclarations de M. Syngalewycz datent de la première proposition d'armistice. Les autres documents se rapportent à la seconde.

Déclarations du député V. Singalewycz.

au sujet des pourparlers d'armistice.

Vienne, 19 février. — Au sujet de la nouvelle venant de Varsovie selon laquelle la mission de l'Entente en cette ville aurait exigé soi-disant la cessation immédiate des hostilités entre Polonais et Ukrainiens à Lemberg, M. Singalewycz, représentant du Conseil national ukrainien et ex-député au Reichsrat, s'est exprimé de la manière suivante : La demande de la mission de l'Entente à la tête de laquelle se trouve l'ancien ambassadeur de France à Petrograd, Noulens, n'est motivée ni par les faits ni objectivement. Jusqu'ici les missions de l'Entente ont adopté le point de vue qu'ils ne pouvaient négocier avec l'Ukraine non encore reconnue et se sont toujours laissé renseigner partialement par les Polonais à Cracovie, à Lemberg et à Varsovie, flatter par des cortèges pompeux, sans apprécier d'une manière objective la gravité de la lutte des Ukrainiens pour leur existence. Si le désir de la mission de Varsovie de voir les Ukrainiens cesser de se défendre contre l'invasion polonaise est transmis comme un ordre, ceci ne peut être considéré par l'Ukraine, toujours ignorée jusqu'ici, que comme une violation du droit de libre disposition des nations. Un million et demi d'Ukrainiens, soit plus des 80 % de la population totale, sont établis entre le San et Lemberg. Jamais l'Assemblée nationale ukrainienne ou le gouvernement ne consentira à ce que la nation polonaise garde ce territoire incontestablement ukrainien. Si le général Barthélémy, l'informateur de la mission de Varsovie, doit négocier avec les Ukrainiens à la tête d'une mission spéciale envoyée à Lemberg, il faut bien faire remarquer qu'il ne jouit d'aucune confiance parmi les Ukrainiens.

D'après les communications des journaux polonais, ce général, qui devait servir d'intermédiaire entre Polonais et Ukrainiens, a contribué volontairement à accroître le chauvinisme et l'impérialisme polonais en prenant part, revêtu de l'uniforme polonais, à des cortèges théâtraux à Cracovie et à Lemberg. En quittant Lemberg il y a quelques jours, le général Barthélemy invitait encore les Polonais à continuer la lutte contre les Ukrainiens. Déjà avant sa première arrivée à Cracovie, Barthélemy avait agi avec brusquerie envers les Ukrainiens et à Budapest avait déclaré à leurs représentants que les Polonais étaient les alliés de la France et les Ukrainiens des bolchévistes, auxquels il conseillait de prendre Stanislavov au lieu de Lemberg pour capitale.

Nous savons que le train spécial du négociateur français a apporté aux Polonais à Lemberg des canons et des munitions destinés aux combats contre les Ukrainiens. Ce n'est pas la première fois que des officiers français, au mépris des intentions des grandes puissances représentées à la conférence de Paris, agissent d'une manière hostile contre les Ukrainiens. Les Polonais ne se battent nullement à Lemberg pour un idéal, c'est une lutte voilée pour la possession des riches territoires de naphte de Drohobycz et de Borislav, dont 89 % des habitants sont Ukrainiens.

Les Ukrainiens s'en tiennent fermement au principe wilsonien du droit de libre disposition des peuples et ils n'arrêteront pas la lutte tant que les envahisseurs n'auront pas quitté les territoires incontestablement ukrainiens. Ils combattent pour leur existence et dédaignent toute mise en scène, mais ils sont prêts à faciliter à tout étranger impartial et sans préjudice le moyen de se rendre un compte exact du véritable état de choses sur le théâtre de la lutte et à l'intérieur.

Seule une mission de l'Entente véritablement neutre, et qui ne serait influencée ni par les Polonais, ni par les Ukrainiens, pourra contribuer à la cessation des hostilités, car elle parviendra certainement à la conclusion que les Polonais doivent se retirer sur leur propre territoire. Toute autre forme d'intermédiaire ne servira qu'à faire continuer une lutte désespérée.

Déclaration de M. de Wassilko.

M. de Wassilko a fait, au nom de son gouvernement la déclaration suivante, le 24 février :

« La tranquillité la plus complète règne aussi bien à Boryslav qu'à Drohobicz. La production du pétrole fonctionne normalement. Aucun mécontentement ne s'est manifesté parmi les ouvriers depuis que les autorités ukrainiennes ont pris possession du territoire pétrolifère. Actuellement une mission, chargée par le gouvernement ukrainien d'obtenir des facilités de transport pour l'huile minérale et ses produits vers la Tchéco-Slovaquie, la Yougoslavie, la Hongrie, l'Autriche allemande et aussi la Suisse, est en route pour Vienne : les représentants des producteurs de naphte et les raffineurs seront admis à en faire partie avec voix consultative.

Le gouvernement, aussi bien que M. de Wassilko au nom de celui-ci, ont eu des délibérations préliminaires avec ces raffineurs. La nouvelle lancée, ces jours derniers, par différents journaux, selon laquelle un mouvement bolchéviste ouvrier, dans la région pétrolifère de la Galicie orientale, aurait mis le feu à plusieurs puits et dépôts de pétrole, n'est qu'une pure invention. »

(24. 1. 21. 21.)

L'arrivée de Petliura à Stanislaviv.

Stanislaviv, 28 février. — Le président du Directoire est arrivé à Stanislaviv via Tarnopol mardi après-midi. Il a été reçu à la gare par le président du secrétariat d'Etat, Dr Holoubowitch, et par le secrétaire pour l'armée, Boubela. Petliura passa devant la garde d'honneur aux sons de l'hymne national et salua les représentants des autorités. Il y eut ensuite une réception solennelle au siège du gouvernement. Le président de l'Assemblée nationale, Dr Petrouchewitch, avec tous les membres du ministère, l'évêque Chomyszyn, la suite de Petliura et les représentants des autorités civiles et militaires étaient présents.

Le président de l'Assemblée nationale, Dr Petrouchewitch, salua le président du Directoire dans un long discours où il développa l'importance du moment actuel, le chef de l'Ukraine ressuscitée venant pour la première fois en Galicie ukrainienne. Cette visite, après les événements des 3 et 22 janvier, a une haute portée politique ; elle contribue à renforcer l'union de toutes les terres ukrainiennes. Nous saluons en la personne de Petliura le premier révolutionnaire ukrainien qui, dès ses plus jeunes années, s'est donné comme but de préparer la réalisation de la renaissance de l'Ukraine.

Dans sa réponse, Petliura fit remarquer la grande importance de la Galicie ukrainienne pour la reconstitution de l'Etat ukrainien. Pendant les périodes les plus difficiles, lorsque la vie nationale ne pouvait se développer par suite des persécutions exercées par le gouvernement de l'hetman et lorsque lui-même, Petliura, se trouvait en prison, ses regards, ainsi que ceux de ses compagnons, étaient tournés vers la Galicie d'où ils attendaient le signal de la révolte contre les oppresseurs de l'Ukraine. Et le signal vint lorsque les Ukrainiens se levèrent pour défendre leurs droits. Immédiatement après, l'Ukraine du Dnieper commença la lutte contre les mercenaires du gouvernement de l'hetman et aux premiers rangs des combattants se trouvaient de nouveau les tirailleurs galiciens. Cette lutte des forces réunies de tous les Ukrainiens apporte la liberté à la génération actuelle et l'assure aux générations futures.

En terminant Petliura porta un toast à l'unité de tous les territoires ukrainiens.

Dépêche de Petliura au Conseil national de l'Ukraine occidentale.

Stanislaviv, 3 mars. — A son retour dans l'Ukraine du Dnieper Petliura a adressé la dépêche suivante au président du Conseil national de l'Ukraine, Dr Petrouchewitch, au président du Secrétariat d'Etat Dr Holoubowitch et au représentant du secrétaire de la guerre, Boubena : « En quittant la capitale actuelle des territoires occidentaux de la République populaire ukrainienne, je considère qu'il est de mon devoir sacré, comme chef du gouvernement ukrainien et ataman des troupes ukrainiennes réunies ainsi que comme représentant du peuple ukrainien tout entier, d'exprimer mes chaleureux remerciements pour l'accueil qui a été donné en ma personne au gouvernement ukrainien. Pendant mon court séjour dans les territoires occidentaux de la République ukrainienne, j'ai pu me convaincre que la reconstitution du bien public détruit par la guerre est poursuivie activement aussi bien par le secrétariat d'Etat que par les autres forces du pays. Le peuple quoique épuisé par la guerre, accomplit de grands sacrifices pour notre patrie et pour la défense de la souveraineté de notre Etat.

» Je m'incline devant ces héros de notre patrie réunie luttant contre les ennemis qui veulent nous opprimer au point de vue national et social. J'admire l'énergie et l'initiative avec lesquelles les diverses organisations nationales secondent les efforts du Secrétariat d'Etat et des autorités militaires.

» Je prie le Secrétariat d'Etat de faire savoir au peuple des territoires occidentaux de la République ukrainienne que le peuple ukrainien tout entier et le gouvernement réuniront toutes leurs forces pour lui venir en aide en blé et en denrées alimentaires. J'espère qu'une union étroite des larges masses du peuple éveillera une véritable compréhension de la nécessité qu'il y a à satisfaire les besoins vitaux du pays et qu'elle sera la garantie que nous continuerons à défendre et à garder notre souveraineté nationale.

» Au nom du Directoire :
PETLIURA. »

Stanislaviv, 6 mars. — En réponse au télégramme d'adieu du président du Directoire, Petliura, le télégramme suivant lui a été envoyé aujourd'hui :

« Au nom du peuple ukrainien qui habite le territoire occidental de la République ukrainienne nous vous remercions sincèrement pour vos paroles d'appréciation du travail que nous avons entrepris pour consolider l'Etat ukrainien et satisfaire le peuple ; pour votre appréciation de l'esprit de sacrifice de l'armée ukrainienne qui combat sur le front occidental. Nous vous remercions de tout cœur de ce que vous voulez bien venir en aide à la population des territoires occidentaux de la République ukrainienne en lui envoyant des denrées alimentaires. Votre séjour parmi nous laissera un beau souvenir dans le cœur de la population, qui voit en vous le représentant le plus éminent du gouvernement de la République populaire ukrainienne et le citoyen de l'Ukraine qui aux moments les plus difficiles a opposé sa poitrine aux coups des ennemis de notre République pour la défendre. Aujourd'hui que notre peuple combat à la vie, à la mort contre l'ennemi héréditaire de la nation ukrainienne qui veut s'emparer avec une aide étrangère d'une grande partie de notre territoire habité par des Ukrainiens, nos troupes vous prennent comme exemple admirable et sont prêtes à mener sous vos ordres n'importe quel combat. »

Dr EUGÈNE PETRUCHEWICZ,
président du Conseil national.
Dr HOLOUBOWITCH,,
président du Secrétariat d'Etat.
Colonel BUBELA,
pour le secrétaire d'Etat aux affaires militaires.

Note du Secrétariat d'Etat ukrainien aux gouvernements alliés.

Aux gouvernements de France, d'Angleterre, d'Amérique, d'Italie, a leurs alliés, ainsi qu'aux gouvernements du monde entier, le Secrétariat de la République populaire ukrainienne (territoire occidental), à Stanislaviv, a l'honneur de communiquer ce qui suit :

Depuis le 1er novembre 1918, nous sommes sur pied de guerre avec le gouvernement polonais qui veut dominer notre territoire et l'annexer. Depuis cette époque l'armée polonaise n'a pu accomplir que de très faibles progrès. Elle n'a en mains que la mince bande de terre qui s'étend le long de la voie ferrée Peremysl jusqu'à la capitale de notre Etat, Léopol, et de plus cette voie est constamment sous notre feu tandis que la ville de Léopol est encerclée de tous côtés par nos troupes. Le 22 février, lorsque les opérations s'étaient développées très favorablement pour nous dans le sens de la reprise de Lemberg, une mission de l'Entente composée de MM. Carton de Viart pour l'Angleterre, Barthélemy pour la France, prof. Lodd pour les Etats-Unis et Stabile pour l'Italie, et envoyée à Lemberg par les fondés de pouvoir alliés se trouvant à Varsovie afin de mettre un terme aux actions militaires sur le front ukraino-polonais, se présenta auprès du commandant de notre armée.

La mission déclara qu'elle voulait nous présenter ainsi qu'aux Polonais un projet d'armistice et demanda dans ce but une trêve provisoire, ajoutant que si nous refusions cette trêve, elle considérerait cela comme une rupture de toutes les relations avec l'Entente. Bien que l'armistice dût être désavantageux pour nous, vu la situation favorable des opérations, nous avons accepté dans l'espoir qu'une décision équitable prise par la mission serait à même de mettre fin à la gurere qui nous avait été imposée par les Polonais.

La trêve commença le 25 février à 6 heures du matin. Le même jour notre délégation est arrivée à Lemberg dans le but de délibérer et de conclure un armistice. Le 26, une conférence a eu lieu à Lemberg entre la mission de l'Entente et nos représentants. Le 27, la mission repartait pour le quartier général de notre commandement militaire où une conférence eut lieu avec le président du Directoire de la République ukrainienne et général en chef de l'armée ukrainienne Petliura, le président du Conseil national des territoires occidentaux de la République, Dr Petrouchevitch et le président du Secrétariat d'Etat Dr Holoubovitch. Le 28 février, la mission de l'Entente présentait à notre délégation, à Léopol, le projet de traité de paix et demandait une réponse d'ici au 5 mars. Ce projet établissait la ligne de démarcation suivante : depuis l'ancienne frontière russo-galicienne, le long du fleuve Boug, jusqu'à l'embouchure de la rivière qui coule près de Wolakeia Zenica ; puis le long de cette rivière jusqu'au pont du chemin de fer de Cholojiv Kaninka Stroumilova ; ensuite le long de la voie ferrée jusqu'au pont du Boug, le long de ce fleuve jusqu'à la limite des districts politiques de Kaminka et de Solkiv, le long de la ligne qui délimite les districts politiques de Kaminka et Léopol, Léopol et Peremischlany jusqu'à la voie ferrée Léopol-Peremischlany, le long de la limite des districts de Peremischlany et Bibrka jusqu'au village de Solowa. Ce village appartient aux Ukrainiens, celui de Mikolaïv aux Polonais. Ensuite le long de la rivière Biala jusqu'au village de Sokolivka (ukrainien) le long de la rivière Okolivka jusqu'à la voie ferrée de Vybranivka (la station et le village de Vybranivka appartiennent aux Polonais), puis le long de la ligne de tramway Vyranivka, le village de Huta Streletzka (aux Ukrainiens) et de là le long de la limite sud du district de Drohobytch et Tourka.

Etant donné que ce projet abandonne aux Polonais une grande partie du territoire ukrainien et qu'il ne peut constituer sans autre discussion la base d'un traité, notre commandement militaire a dénoncé la trêve ; il n'aurait pu, du reste, pour des raisons stratégiques en garantir une plus longue prolongation. Après quoi la mission de l'Entente nous a adressé, le 1er mars, un ultimatum nous informant que si nous recommencions les opérations militaires toutes les négociations concernant la conclusion d'un armistice seraient interrompues, et ajoutant que les autorités ukrainiennes porteraient toute la responsabilité devant les quatre représentants des grandes puissances de l'Entente pour la continuation de la guerre que l'Entente avait ordonné de finir.

Devant l'attitude dépeinte ci-dessus de la mission, le Secrétariat des territoires occidentaux de la République ukrainienne, d'accord avec le Directoire de la République ukrainienne, a l'honneur de porter plainte et de protester auprès des gouvernements de France, d'Angleterre, des Etats-Unis et d'Italie. Au sujet de toutes les questions en litige, la mission alliée à Léopol n'a pris des informations qu'auprès des Polonais à Varsovie et Léopol. Malgré nos demandes réitérées, elle n'a pas jugé bon de se rendre pour quelque temps auprès de notre gouvernement pour se renseigner à fond sur la situation. Avant qu'elle ait pris une décision, la presse polonaise a exposé l'affaire de telle sorte que la mission, d'après elle, ne serait venue que pour imposer aux Ukrainens la mise à exécution des revendications polonaises. Au cours des délibérations avec la mission, notre délégation a pu se convaincre que ces informations provenaient de source polonaise et nous étaient complètement hostiles. C'est pourquoi la ligne de démarcation fixée par elle ne correspond pas à la situation militaire, mais répond entièrement aux souhaits des Polonais. Tandis que le véritable front s'étend le long du San du nord et au sud et que seule la bande de terre mentionnée à l'est de Peremischl, vers Léopol, est le théâtre de la lutte, la ligne de démarcation proposée est tracée à l'est autour de Léopol et livre aux Polonais de vastes territoires ukrainiens qui sont actuellement en la possession de nos troupes. Cette ligne de démarcation correspond aux prédictions des Polonais qui avaient déclaré qu'ils recevraient les territoires ukrainiens jusqu'à la ligne du Boug et du Stryz, afin de s'assurer la possession de Lemberg et des riches terrains pétrolifères de Boryslav. La mission de l'Entente a rempli les vastes prétentions des Polonais et nous a donné l'ordre de céder sans résistance aux Polonais la plus grande partie de la Galicie orientale ukrainienne avec Léopol et Drohobytch. Sur la base de cette disposition plus de la moitié de notre territoire et de nos compatriotes devaient passer sous la domination des autorités d'occupation polonaises qui se sont déjà montrées tout ce qu'il y a de plus brutales à l'égard de la population ukrainienne. On enlèverait ainsi à notre jeune Etat une grande partie de ses sources de revenus et par conséquent aussi la base économique de son existence. Il ne pourrait plus continuer l'organisation d'une forte armée nécessaire dans l'intérêt européen pour garder les frontières orientales de la République ukrainienne et en général remplir les obligations nées des délibérations du Directoire avec les représentants de l'Entente à Odessa.

Par cette disposition, la mission de Léopol a violé le principe du droit de libre disposition et s'est mise du côté des impérialistes polonais, éveillant ainsi la méfiance de notre population paysanne à l'égard des vues de l'Entente et du principe de justice et d'équité proclamé par les Alliés. Au nom de ce principe nous protestons contre la décision prise par la mission. Nous protestons tout particulièrement contre la déclaration de la mission de Léopol donnée sous forme d'une sorte d'ultimatum, selons laquelle nous devrions porter la responsabilité devant les Etats de l'Entente de la continuation de la guerre. Nous sommes forsés de combattre les Polonais pour la défense de notre pays, mais nous voulon vivre en paix et en bonne intelligence avec les Etats de l'Entente et attendons leur aide contre l'invasion polonaise. C'est pourquoi nous prions les gouvernements de France, d'Angleterre, d'Italie et des Etats-Unis d'envoyer une nouvelle mission dans notre Etat, mission qui ne sera pas sous l'influence polonaise et qui pourra faire une enquête objective sur la situation. Nous sommes disposés à cesser à tout moment la guerre contre les Polonais, mais sur la base d'une disposition juste qui libérera notre territoire de l'invasion polonaise.

Stanislaviv, 5 mars 1919.

Le Secrétariat d'Etat.
Dr HOLOUBOVITCH, président.

Manifeste du Conseil national ukrainien.

Stanislaviv (radio) 8 mars. — Le président du Conseil national et le secrétariat d'Etat ukrainien ont adressé au peuple ukrainien le manifeste suivant :

« Depuis déjà quatre mois le peuple ukrainien lutte contre les Polonais qui pendant des siècles l'ont opprimé et assujetti. Grâce aux richesses et à d'autres trésors de l'Ukraine dont s'est emparée la noblesse polonaise avide, Varsovie est devenue une grande capitale et Dantzig un port important. Le gouvernement polonais vient maintenant de déclarer officiellement que l'Etat polonais ne pouvait devenir grand et puissant qu'après la conquête et la domination d'une partie importante du territoire ukrainien. Le peuple ukrainien défend de sa poitrine et par tous les moyens qui sont à sa disposition sa patrie ukrainienne. Les Polonais disent qu'ils ne parviendront pas à briser la résistance du peuple ukrainien par leurs seules forces, c'est pourquoi ils tentent de se rendre maîtres de lui avec l'aide de forces étrangères. C'est dans le sens de leurs intentions qu'a agi la mission envoyée par l'Entente qui voulait de cette manière écarter le conflit ukraino-polonais. Le secrétariat d'Etat pour les territoires occidentaux de la République ukrainienne, tenant compte du point de vue de l'Entente qui veut reconstruire le monde et reconnaître à chaque nation le droit à l'indépendance, a accepté la proposition de la mission sur la conclusion d'un armistice et est entré en négociations à ce sujet avec l'Entente. Cependant la mission n'a pas agi dans le sens de l'idéal élevé de justice qu'a proclamé le président des Etats-Unis de l'Amérique du nord, Wilson, et s'est placée du côté des Polonais. Au lieu d'ordonner à ceux-ci d'évacuer le territoire ukrainien, y compris la capitale Léopol, la mission a exigé que nous cédions aux Polonais de larges portions de territoire comprenant les puits de naphte de Boryslav jusqu'au Boug et Stryi, régions qui sont solidement en la possession de notre vaillante armée. Pour que nous y consentions, la mission nous a menacés de faire retomber toute la responsabilité de la continuation de la guerre sur nous seuls, car la volonté de l'Entente est de mettre fin à la lutte. Le manifeste invite tous les citoyens de l'Etat sans distinction de rang ou de position à continuer la lutte dans les rangs de l'armée jusqu'à la dernière goutte de sang et de combattre pour l'indépendance. Les différences de vues au sujet de l'organisation intérieure sont mises de côté. La patrie doit être débarrassée de l'ennemi et tout danger écarté. Un avenir sûr doit être assuré à l'Etat et au peuple ukrainiens.

Léopol et les Juifs

Nos lecteurs connaissent, pour l'avoir lue dans tous les journaux, la formule : « Lemberg, ville polonaise dans une campagne ukrainienne. »

Il n'est pas inutile de rappeler comment Lemberg est devenue une « ville polonaise ». Cela date du mois de juin 1918. Exactement le 4 juin, les habitants de la ville reçurent un formulaire de recensement, portant l'interdiction, sous une grave peine, d'indiquer le yiddisch (langage habituel des Juifs) comme leur langue usuelle. On avait trois jours pour remplir le formulaire.

Au même moment, le seul organe juif à Lemberg, le *Tagblatt* sioniste, reçut de la censure l'ordre de ne pas protester contre la manière dont le recensement était fait. Comme ce journal y avait consacré un article de fond, il fut supprimé. Dans les numéros suivants du *Tagblatt*, tous les passages relatifs au recensement furent interdits.

Grâce à l'obligation pour les Juifs de déclarer le polonais comme leur langue maternelle, Lemberg compte depuis le commencement de juin 1918, 40 000 Polonais de plus ; la ville est devenue « polonaise ».

Quant aux sentiments « polonais » de la population de Lemberg, où les Juifs sont en majorité, on sait à quoi s'en tenir.

Sans parler des survivants des pogromes, que les démentis et justifications avouent, au reste, il n'y a plus un seul Juif, non seulement à Lemberg, mais dans toute la Galicie, qui veuille être Polonais. Tous tournent leurs regards vers l'Ukraine, dont le libéralisme contraste singulièrement avec la vieille politique antijuive de l'ancienne Russie, qu'on paraît vouloir continuer ailleurs. Le tsarisme avait élevé la persécution des Juifs à la hauteur d'un moyen de gouvernement ; l'Ukraine démocratique abandonne ces moyens à d'autres. Avant tout elle veut la justice égale pour tous, et la liberté.

LA LITTÉRATURE UKRAINIENNE

Il est beaucoup plus commode de nier tout simplement ce que l'on ne connaît pas que de tâcher d'apprendre à le connaître. Ce phénomène s'est vérifié abondamment pendant la guerre et tout particulièrement en ce qui concerne les intellectuels occidentaux par rapport aux affaires politiques de l'Europe orientale. Mais il n'y a pas que le domaine politique où cette observation soit juste : il y a encore la littérature, qu'on emploie comme argument nationaliste en bien des cas.

Ceux qui sont opposés à l'indépendance de l'Ukraine ont donc généralement coutume de dire que nous n'avons pas de littérature. En cela ils répètent l'ukase du ministre russe de l'intérieur Valouieff qui proclama en 1863 que « la littérature ukrainienne n'a jamais existé, n'existe pas et n'existera jamais ». Un démenti catégorique lui fut donné par l'Académie des sciences de Petrograd qui a reconnu que « la langue ukrainienne n'est pas un dialecte de la langue russe, mais une langue slave distincte, comme le peuple ukrainien n'est pas une branche du peuple russe, mais un peuple slave distinct. » A l'heure qu'il est, tous les grands slavistes reconnaissent que la littérature ukrainienne est une des plus belles parmi les littératures slaves.

Serge Efremov et le professeur Hrouschewski en ont fait ressortir le caractère national dans leurs études fameuses. Mais jusqu'ici, le public occidental était fort peu renseigné à ce sujet. Le comte Tyszkiewicz, auquel nous devons déjà plusieurs traductions de Chevtchenko, a fait paraître il y a quelque temps un petit livre en français, qui résume en une quinzaine de chapitres très clairs les origines et l'évolution de la littérature ukrainienne jusqu'à nos jours. Notre sol national est riche en poésie héroïque et les chants historiques du IXe au XIIIe siècle ont fourni une source abondante, non seulement à nos poètes modernes du XVIIIe et du XIXe siècle, mais encore aux littératures voisines, russes et polonaises, qui ont abondamment puisé dans nos épopées et dans nos chansons populaires.

Les chroniques du XVIIIe siècle et les « doumys » ont été appréciées avec enthousiasme par Rambeau, Ralstone, Alexis Tolstoï et tant d'autres, qui se sont donné la peine d'apprendre notre langue pour découvrir ses trésors littéraires. Après avoir analysé l'œuvre de Kotlarewski et son influence sur ses disciples et successeurs, le comte Tyszkiewicz consacre un beau chapitre à Chevtchenko, dont le génie a symbolisé mieux que tout autre l'amour des Ukrainiens pour leur terre natale et leur aspiration séculaire à l'indépendance.

Les citations sont bien choisies et finement traduites, comme celle-ci, tirée du poème « Le Caucase » qui fut dédié à Jacques de Balmen :

Tu peux ricaner, ennemi cruel.
Mais pas trop, car tout se perd
Excepté la gloire. Elle ne se perdra pas
Et nous racontera le passé;
Qui fut le juste, qui fut martyrisé ?
Quels sont nos droits,
Et de qui sommes nous les fils ?
Je l'aime tellement, ma pauvre Ukraine;
Pour elle je maudirais Dieu lui-même.

Tout en exposant les tendances de nos romanciers et l'art de nos poètes, le comte Tyszkiewicz n'oublie pas qu'il s'adresse à un public occidental, mal renseigné, sceptique et souvent hésitant. C'est pourquoi il sait choisir les citations qui font ressortir le patriotisme inébranlable des Ukrainiens dans tous les temps et c'est pourquoi il sait aussi rappeler discrètement au début de chaque chapitre les principaux événements historiques qui permettent aux lecteurs de mieux comprendre les périodes littéraires en les plaçant dans leur époque.

L'impression qu'un étranger retirera certainement de la lecture d'une pareille étude, c'est que le peuple ukrainien a son caractère national bien déterminé, qu'il n'est ni russe ni polonais, mais profondément original, et que ses souffrances ont donné à son lyrisme une puissance de tristesse et d'émotion profonde qui doit se sentir à travers toute sa littérature.

Sur le champ d'action littéraire nous estimons l'œuvre du Comte Tyszkiewicz très utile pour la propagande ukrainienne à l'étranger. Son style français agréable lui permet en même temps de présenter nos revendications nationales d'une manière élégante et claire, comme dans la brochure que nous analysons plus loin. Il doit sentir lui-même qu'il est beaucoup plus compétent dans ce domaine que dans les intrigues politiques, où son activité, — moins heureuse, — nous empêche souvent d'apprécier son jugement.

L'accord avec l'Entente

Paris, le 25 février 1919.

La Délégation de la République ukrainienne à Paris à Son Excellence M. le président de la Conférence de la paix à Paris.

Monsieur le président,

La Délégation de la République ukrainienne, munie de pleins pouvoirs de son gouvernement, a l'honneur de vous adresser la demande de bien vouloir transmettre à la Conférence de la paix à Paris la note suivante :

Le gouvernement de la République ukrainienne, qui se trouve en état de guerre avec le gouvernement bolchevik de la Russie, devait compter pour cette raison « sur le secours de la part du gouvernement des Alliés. » Malgré cela, la République ukrainienne fut attaquée d'une manière violente contrairement aux principes proclamés par les représentants de tous les Alliés, par ses voisins, les Polonais et les Roumains. Suivant le principe de la libre disposition des peuples, proclamé par le président des Etats-Unis, Woodrow Wilson, les Ukrainiens habitant les territoires de l'ancienne Autriche-Hongrie ont élu un gouvernement provisoire et ont reconstitué l'ancien Etat ukrainien de Galicie-Lodomérie, comprenant la Galicie orientale, ayant pour frontière la ligne du fleuve San, le pays de Lemki inclus, la Bukovine du Nord avec la ville Tchernovitz et quatre comitats de la Hongrie du Nord-est. L'Assemblée nationale de cet Etat, convoquée le 4 janvier de l'année courante à Stanislaviv, a décidé de se joindre à la Grande Ukraine. Cette décision fut unanimement affirmée par le préparlement de la République ukrainienne à Kiev. C'est ainsi que la République ukrainienne a réuni tous les territoires peuplés par les Ukrainiens et avoisinant les Etats suivants : la Roumanie, la Hongrie, la Tchéco-Slavie, la Pologne, la Lithuanie, la Ruthénie-Blanche, la Russie et la Géorgie. Malgré que les Ukrainiens, en traçant les lignes de leurs frontières, fussent résolus à défendre les droits de leur République, ils furent attaqués par les Polonais, qui occupèrent par force militaire une partie de la Galicie ukrainienne, dès Peremychl jusqu'à Lviv (Léopol) et la ville Lviv elle-même.

Lviv, l'ancienne capitale de Galicie-Lodomérie, fut fondée au douzième siècle par le roi ukrainien Daniel qui lui a donné son nom actuel en l'honneur de son fils Léo. La population polonaise n'y compte que 30 %, le reste étant formé par les Ukrainiens et les Juifs ; ces derniers ne veulent pas se reconnaître comme Polonais et c'est pour cette raison que les légions polonaises ont arrangé après l'occupation de Lviv les cruels pogroms de Juifs. La contrée de Lviv, comme d'ailleurs toute la zone dès Peremychl jusqu'à Lviv, a la majorité ukrainienne et la République ukrainienne jamais n'y renoncera.

De même, l'armée roumaine a occupé toute la Bucovine et a proclamé au nom du roi de la Roumanie l'annexion de ce pays, la partie ukrainienne de la Bukovine comprise, forçant les habitants ukrainiens par des châtiments physiques à se soumettre au gouvernement roumain.

Etant en état de guerre avec le gouvernement bolchévique de la Russie, la République ukrainienne est obligée de concentrer toutes ses forces militaires pour arrêter ce danger, menaçant non seulement elle-même, mais aussi tous les autres Etats de l'Europe ; ainsi les régiments ukrainiens de la Galicie sont déjà employés contre les troupes bolchéviques de la Russie. Pour cette raison, la Délégation de la République ukrainienne prie, au nom de son gouvernement, la Conférence de la paix d'user de son autorité et de son influence sur les Polonais et le gouvernement du royaume roumain afin qu'ils ne méprisent pas les principes arrêtés par la Conférence de la paix et n'envoient pas leurs troupes sur les territoires de la République ukrainienne et afin qu'ils retirent immédiatement celles qu'ils ont déjà envoyées, parce que la volonté du peuple ukrainien de défendre sa patrie contre tous les agresseurs qui veulent s'emparer d'une partie de son territoire et menacer sa liberté est inflexible.

Signé : G. Sydorenko, m. p.
Président de la Délégation de la République ukrainienne.

Notes de Petliura au général Berthelot.

Jmerinka, 22 février (radio). — Le président du Directoire, Petliura, a adressé au commandant des troupes françaises à Odessa, général Berthelot, les télégrammes suivants :

« Je salue Votre Excellence à son arrivée sur notre territoire et me permets de lui rappeler que nos troupes nationales placées sous mon commandement depuis un an et demi ont été les premières à combattre les Bolchévistes, ces ennemis de la République populaire ukrainienne et de tous les Etats européens. Au moment où les troupes ukrainiennes combattent à nouveau les Bolchévistes et supportent tout le poids de la guerre, j'espère qu'en commun avec les glorieuses troupes françaises et avec leur aide notre ennemi mutuel sera vaincu une fois pour toutes afin d'assurer la souveraineté de la République ukrainienne et de garantir la paix et l'ordre dans tous les Etats de l'Europe.

(Signé) Petliura. »

Deuxième télégramme :

« J'ai appris par notre ministre auprès du gouvernement roumain que Votre Excellence avait désigné le lieutenant Villaine comme son représentant auprès du Directoire de la République ukrainienne. Je salue cette nomination et prie Votre Excellence d'envoyer le plus vite possible ici le dit représentant pour que le travail commun des deux Républiques amies puisse être organisé.

(Signé) Petliura. »

L'alliance avec l'Entente.

Stanislaviv, 24 février. — L'*Ukrainiske Golos* publie l'accord suivant conclu entre le gouvernement ukrainien et l'Entente :

1° Souveraineté complète de la République populaire ukrainienne dans tous les territoires habités par des Ukrainiens à l'est du San.

2° Jusqu'à la convocation de l'Assemblée nationale, le Directoire reste l'autorité suprême en Ukraine.

3° Participation des Ukrainiens à la conférence de la paix comme alliés de l'Entente.

4° Libre passage pour la mission étrangère ukrainienne.

5° Garantie de l'ordre républicain contre toutes les tentatives de conspiration.

6° Rétablissement de la flotte de guerre et de commerce dans la mer Noire.

7° Garantie des intérêts des colonies ukrainiennes en Asie centrale et méridionale.

8° Répartition des frais généraux de la guerre entre les gouvernements alliés combattant les Bolchévistes russes.

9° L'Entente accorde à l'Ukraine son aide en matériel technique et contribue à renforcer le cours du change ukrainien sur le marché mondial.

10° Sur territoire ukrainien, le haut commandement des opérations contre les Bolchévistes et le contrôle des chemins de fer restent entre les mains des Ukrainiens et font le sujet d'une convention particulière. Des techniciens français donneront leur appui à l'Ukraine en donnant à l'armée des matériaux techniques.

11° Les détails définitifs des conditions seront établis par une commission spéciale composée de représentants des deux parties.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Le bureau de documentation universelle et internationale le mieux organisé est sans conteste

L'Argus suisse de la presse S.A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

PROBLÈMES DE L'UKRAINE

REVUE QUOTIDIENNE DE LA PRESSE MONDIALE
au point de vue ukrainien.
—o ABONNEMENT MENSUEL 35 FRANCS o—
S'adresser à l'administration du Bureau ukrainien
11, Avenue de la Gare — LAUSANNE

Langues orientales

Hébreu, Grec, Russe, Chinois, Langues sud-africaines.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.

Avenue de la Gare, 23, - LAUSANNE

BIBLIOGRAPHIE

L'Ukraine en face du congrès, 16 pages in-8°, Lausanne, 1919, imprimerie Bovard-Giddey.

Sous les initiales C. M. T., le comte Michel Tyszkiewicz publie une excellente petite brochure pour répondre aux objections coutumières que l'on entend opposer le plus souvent à l'indépendance de l'Ukraine et qui proviennent pour la plupart de préjugés répandus intentionnellement par les grands propriétaires polonais ou russes.

L'auteur a raison de rappeler que les Ukrainiens ont versé leur sang pour l'Entente pendant trois ans. Ils ont eu 500 000 hommes tués et autant de blessés. Ils ont pris la Galicie et l'Arménie. Alors que les Stürmer, les Protopopoff, les Witte faisaient la politique que l'on sait, ils se battaient et mouraient en silence pour une cause qui, pour eux, était aussi la cause de leur liberté.

« Que le congrès ne vienne pas donner un démenti aux espoirs de 30 millions d'hommes, aux paroles de Foch annonçant à ses héroïques soldats qu'ils se sont battus pour la liberté du monde, à celles de Wilson, de Clemenceau, de Lloyd George, d'Orlando, que l'histoire va graver en lettres d'or dans les annales de l'humanité, à côté de leurs actes. Et qu'on ne suppose même pas qu'une méchante intrigue de monarchistes ou impérialistes russes vienne s'abriter sous les plis glorieux du drapeau de la Liberté ! »

LIBRAIRIE UKRAINIENNE

La librairie ukrainienne, anciennement rue Haldimand, a été transférée

11, avenue de la Gare, Villa Mont-Riant

Toutes les publications ukrainiennes parues.

Tous les ouvrages concernant la question des Nationalités.

Grand choix en tableaux, gravures, cartes postales, etc.

En vente
au
BUREAU UKRAINIEN
11, Avenue de la Gare.

Traité de Péréiaslav.
Actes de 1654 relatifs à l'Union de l'Ukraine avec l'Etat Moscovite, et aux conditions de cette union.
Prix : 5 fr.

Pactes et Constitutions de l'armée Zaporogue.
Actes de 1710 relatifs aux rapports extérieurs de l'Ukraine et à la constitution intérieure de ce pays.
Prix : 3 fr.

Dr MICHEL LOZYNSKY
Les « droits » de la Pologne sur la Galicie.
Sur quoi se basent les Polonais pour prétendre à la Galicie.
Prix : 2 fr.

Comte M. TYSZKIEWICZ
La Littérature Ukrainienne.
(D'après M. Serge Efremov, Mme O. Elimenko, le professeur M. Hrouchevsky et d'autres écrivains ukrainiens.)
Avec nombreuses illustrations.
Prix : 2 fr. 50

Revendications ukrainiennes.
Mémorandum présenté aux pays neutres et belligérants.
Prix : 1 fr.

BORIS-E. NOLDE
Professeur à l'Institut de Pierre le Grand, à Petrograd.
L'Ukraine sous le protectorat russe.
Avec portraits des Hetmans de l'Ukraine.
Prix : 1 fr. 50

P. STEBNITSKY
L'Ukraine et les Ukrainiens.
Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.
au 10 000 000e
Carte de l'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.
Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.
au 5 000 000e
Carte de la Russie d'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.
Prix : 1 fr.

ALEXANDRE CHOULGINE
L'Ukraine, la Russie et les Puissances de l'Entente.
Prix : 3 fr.

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société des Nations

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
11, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 19-85
Adresse télégraphique: **Bureau ukrainien, Lausanne.**

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Une année Fr. 10.— Six mois Fr. 5.—
Trois mois Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nº 45.

Bibliothèque Nationale Suisse, BERNE

Nº 93 Lausanne, 20 Mars 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 17 mars 1919.

Manœuvre polonaise.

L'Etat-Major polonais a décidé de s'en tenir à la défensive sur le front de Galicie et d'éviter de nouvelles opérations militaires jusqu'à l'arrivée des contingents polonais de France qu'on attend pour le mois d'avril. Comme d'autre part les Polonais savent bien que l'armée ukrainienne est assez forte pour les repousser jusqu'au San avant cette date, ils ont négocié un accord avec les Roumains, pour les engager à nous attaquer dans la direction de Kolomea, ces jours prochains. Ainsi, pendant que la mission alliée se trouve à Varsovie et que l'Europe entière regarde avec anxiété l'avance des bolchévistes vers l'Occident, les Polonais, au lieu de faire la paix avec leurs voisins, trouvent plus simple d'allumer la guerre encore sur un nouveau point et de faciliter ainsi l'invasion russe.

Un voyageur nous affirmait l'autre jour que, lorsqu'on vient de Suisse, on se trouve dans la zone d'influence bolchéviste aussitôt qu'on a traversé le Danube. Transporter la guerre dans cette zone, c'est faciliter l'éclosion de l'épidémie que tout le monde redoute, et les Polonais prennent devant le monde une responsabilité terrible en recourant à de pareils procédés.

Où sont les belles déclarations de M. Dmowski à la Conférence de la paix pour annoncer que la Pologne entrait dans la Société des Nations ? Quelle belle manière de célébrer cette entrée en concluant de petites alliances offensives avec tel ou tel pour arracher à l'Ukraine ses territoires nationaux. Le monde entier sera juge de cette manœuvre, qui est un défi jeté au président Wilson et à la Conférence de la paix tout entière. Nous nous étonnons seulement que les puissances de l'Entente ne rappellent pas instantanément leurs représentants à Varsovie pour protester contre une pareille conduite.

Les avances des bolchévistes.

Au moment le plus critique des négociations de Vinnitza entre le Directoire et les Alliés, le gouvernement ukrainien a reçu des propositions alléchantes de la part du pouvoir des soviets russes. Tchichérine a fait offrir au Directoire ukrainien la paix, la reconnaissance de notre indépendance et la promesse du gouvernement des soviets de ne plus s'immiscer dans les affaires intérieures en échange de la neutralité de l'Ukraine dans la lutte contre le bolchévisme. Malheureusement, nous savons par expérience ce que valent les promesses du gouvernement des soviets. Outre la neutralité de l'Ukraine, il nous demandait d'organiser nous-mêmes, dans notre république, le système des soviets tout en conservant le Directoire comme pouvoir suprême. C'était là sa manière « de ne pas s'immiscer dans nos affaires intérieures ».

Confiant dans les Alliés, le Directoire a repoussé de pareilles offres, mais il faut bien avouer que les conditions de l'Entente étaient encore pires que celles des bolchévistes, et que l'accord qui a fini par être signé est si peu satisfaisant qu'il sera facile aux agitateurs de faire regretter aux masses populaires la rupture des négociations avec les bolchévistes russes.

Les Alliés et les paysans.

Si les Alliés sont exactement renseignés sur l'opinion publique en Ukraine, ils doivent voir que les paysans sont extrêmement défavorables à la France à l'heure qu'il est. Tous les congrès agricoles qui se sont réunis ces derniers temps et toutes les assemblées de paysans qui ont eu lieu dans les différents districts ont exprimé leur méfiance et leur mécontentement à l'égard de l'activité politique des officiers français dans le pays. Ces derniers se compromettent trop ouvertement avec les grands propriétaires russes et polonais. Ils sont en trop bons rapports avec les officiers monarchistes russes et donnent trop l'impression de mépriser la vie nationale ukrainienne qu'ils connaissent peu, pour témoigner toute leur sympathie à l'aristocratie tsariste russe.

On aurait tort de croire qu'il s'agit exclusivement d'une question sociale. Le point de vue national joue un rôle de premier ordre et a pris une importance énorme depuis ces dernières années. Les paysans répètent à qui veut l'entendre qu'ils ne veulent à aucun prix faire partie de la Russie et que les Français avaient déjà soudoyé Skoropadsky pour les remettre sous le joug abhorré. Pour eux, Français, monarchistes et bolchévistes russes travaillent tous contre leur indépendance nationale et sociale et ils les considèrent en bloc comme des ennemis qu'il faut chasser du pays.

Il est facile de comprendre quel parti les bolchévistes savent tirer de ces sentiments. Pour regagner la confiance des paysans ukrainiens, il faudrait que les Alliés et les Français en particulier publient sans retard des proclamations répandues à profusion dans le pays et annonçant leur intention de défendre l'indépendance de l'Ukraine à la fois contre les bolchévistes et contre les monarchistes russes.

Comme ces derniers sont certainement les plus détestés de tous les ennemis, la complaisance des officiers français pour eux maintient la méfiance dans l'esprit des paysans.

Odessa centre monarchiste.

L'impression des paysans est d'autant plus forte que l'Etat-Major français en Ukraine est installé à Odessa, qui est la moins ukrainienne de nos villes. C'est là que se rassemblent aujourd'hui tous les éléments monarchistes russes qui se sont enfuis de Kiev où Skoropadsky les protégeait. Les volontaires de l'armée Denikine ont à leur service la grande presse quotidienne russe et les étrangers qui arrivent dans le grand port entendent parler tout le temps, non pas de l'Ukraine, mais de la « Russie méridionale », une expression dont ils finissent par user eux-mêmes. Les monarchistes russes sont d'une arrogance telle, à Odessa, qu'ils se permettent de donner des leçons aux Français.

On connaît l'incident de l'arrestation Grekow. Pour protester contre l'accord signé avec l'Ukraine, les monarchistes russes emploient tout simplement la violence, et les officiers français ne disposent pas de troupes suffisantes pour pouvoir parler trop haut. Ils ont d'ailleurs avec les officiers russes des relations trop étroites pour ne pas subir constamment leur influence.

Quand nos délégués à Prinkipo ont voulu se rendre à l'invitation officielle des Alliés, l'Etat-Major français leur a fait savoir qu'il ne pouvait pas leur garantir le passage à travers Odessa.

Le général Berthelot fait certainement preuve d'une grande bonne volonté, mais il est entouré d'autres éléments beaucoup moins indépendants qui font le plus grand tort à ses intentions droites.

Nous le répétons une fois de plus, tout compromis quelconque avec les monarchistes russes est une aide directe apportée aux Bolchévistes; pour pouvoir lutter efficacement contre ceux-ci, il faut apporter un programme absolument clair et démocratique, rompant définitivement avec l'ancien régime et s'inspirant des déclarations si justes du président Wilson dans tous ses messages et tous ses discours. Si les Américains pouvaient rédiger là-bas des proclamations pour les paysans, nous sommes persuadés qu'ils rendraient aux Français un signalé service.

L'incident franco-américain.

La présence de l'attaché militaire américain à Vinnitza aurait pu être très utile dans ce domaine. Malheureusement, quand celui-ci a voulu se rendre à la ville où siégeait le Directoire, les autorités militaires françaises l'ont fait descendre du train en lui déclarant que l'Ukraine était une zone d'influence réservée strictement à la France, et le représentant des Etats-Unis a dû renoncer à son voyage.

Cet incident a provoqué un gros scandale et a laissé une impression extrêmement pénible à tout le monde. Les partis de gauche et les paysans ont de la peine à admettre que leur pays soit constitué en « chasse réservée » au profit d'une seule puissance, et précisément de celle qui se montre encore trop complaisante à l'égard des monarchistes russes. Au moment où notre Directoire aurait besoin d'être appuyé par les populations pour mettre en valeur l'accord signé avec les Alliés, ce malheureux incident a découragé les masses populaires en leur laissant croire que l'influence américaine serait complètement écartée, alors que c'est précisément celle là qui inspire chez nous, comme dans le monde entier, la confiance la plus complète, parce qu'elle est désintéressée et sympathique au droit des peuples.

Nous espérons fermement que les tendances du général Berthelot prévaudront sur celles de ses subordonnés et que la politique française dans notre pays ne sera plus entravée par des erreurs et des maladresses comme celles que nous venons de signaler. Notre Directoire est décidé à marcher la main dans la main avec le gouvernement français pour défendre l'indépendance de l'Ukraine contre le bolchévisme. Nous sommes nous-mêmes décidés à appuyer de toute notre force cette politique, et c'est pour faciliter son succès que nous parlons de ces choses en toute franchise dans le désir d'éviter désormais toutes les difficultés inutiles.

L'ACCORD AVEC L'ENTENTE

Lorsque le gouvernement du Directoire se fut réfugié à Vinnitza, après la prise de Kiev par les Bolchévistes russes, il prit conseil des différents partis politiques ukrainiens, réunis en Préparlement. Deux tendances étaient en présence. D'une part les partis radicaux et radicaux socialistes estimaient pouvoir sauver la situation en faisant appel à l'Entente, et d'autre part les partis de gauche et d'extrême gauche craignaient qu'un tel accord ne puisse pas opposer aux Bolchévistes un programme suffisamment démocratique et populaire pour attirer les paysans.

Devant la gravité de la situation et devant la nécessité absolue de prendre une décision rapide, les partis de gauche remirent le sort du gouvernement dans les mains du centre. Les socialistes révolutionnaires et les social-démocrates déclarèrent aux radicaux-socialistes qu'ils leur donnaient carte blanche pour sauver la situation en formant un ministère à leur idée en s'appuyant sur les Alliés. Les partis de gauche les soutiendraient au point de vue national et mèneraient à leur égard une politique de loyale collaboration pour la défense nationale contre les Bolchévistes, mais sans participation au gouvernement.

M. Vinnitchenko démissionna, et Petliura, ayant quitté les rangs de son parti, forma un ministère radical-socialiste en choisissant des personnalités connues pour leur ententophilie pendant toute la guerre. Ce ministère ultra-ententiste avait pour programme unique de conclure un accord rapide avec l'Entente, représentée à Odessa par le commandement suprême militaire français. Le général d'Auselme envoya à Vinnitza le capitaine l'Angeron pour traiter avec le nouveau Directoire. Les premières conditions posées par les officiers français étaient extraordinairement lourdes, en vérité beaucoup plus lourdes que celles de l'Allemagne à Brest-Litowsk.

On exigeait tout d'abord la démission de Petliura, puis le contrôle absolu de la France sur toute la diplomatie ukrainienne, de telle sorte que le Directoire n'aurait pas pu envoyer un ministre ou un consul en Hollande ou en Suisse sans que son choix ait été soumis à l'approbation des militaires français. On exigeait en outre que l'Ukraine acceptât le protectorat français sur toute sa vie politique, économique, financière et militaire, et qu'elle fît appel à la France dans des termes qui étaient préparés d'avance et qui auraient constitué une sorte d'humiliation et de mea culpa pour la politique de l'Ukraine de puisune année. Il fallait encore accepter la collaboration d'officiers russes de l'armée Denikine pour compléter les cadres de nos troupes de Galicie orientale, qui devaient servir de base à la reconstitution d'une armée nationale. Enfin, la réforme agraire ne devait pas toucher aux privilèges des grands propriétaires russes et polonais, et le capitaine l'Angeron annonçait au Directoire qu'il ne partirait avec lui pour Odessa que si l'on délivrait tout d'abord les anciens ministres de Skoropadsky, Gerbel, Reinbot et Cie, qui devaient voyager dans son train particulier et même dans la wagon précédant celui du Directoire.

C'est à l'ouïe de conditions pareilles que les partis de gauche résolurent définitivement de ne pas participer au gouvernement et de laisser aux radicaux-socialistes toute la responsabilité d'un pareil accord. D'ailleurs ceux ci résistèrent énergiquement à ces premières conditions et refusèrent de les signer. Ils demandaient de leur côté aux représentants de l'Entente de reconnaître officiellement l'indépendance de l'Ukraine, de laisser librement arriver à Paris notre délégation diplomatique, de ne pas entraver l'application d'une réforme agraire démocratique, de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Ukraine, de garantir la liberté de convocation du parlement national et l'autonomie de l'armée de la République.

Devant le refus du Directoire, le capitaine l'Angeron pensait rompre les négociations, lorsque le général Berthelot, commandant en chef des troupes françaises en Roumanie et en Ukraine, intervint pour donner l'ordre de faire des concessions et de s'entendre avec le Directoire. Le compromis qui a été signé entre les deux parties abandonne plusieurs des conditions innacceptables du côté français. Les prétentions du capitaine l'Angeron au sujet des Gerbel, Reinbot et Cie sont mises de côté, les Ukrainiens restant libres de juger ces personnages. Le contrôle des autorités françaises ne s'exercera pas sur notre diplomatie et se bornera aux affaires militaires, aux finances et aux chemins de fer pendant la durée de la lutte contre les bolchévistes. Le Directoire est reconnu au nom des Alliés et des Etats-Unis comme le pouvoir souverain de la République populaire ukrainienne. La Galicie orientale doit servir de base à la formation de l'armée nationale anti-bolchéviste.

INTERVIEW AVEC M. SEVRIUK

Nous avons rencontré M. Sevriuk à Berne au moment où il arrivait de Kiev en passant par la Galicie orientale, la Hongrie et Vienne. Nous avons tout d'abord demandé à M. Sevriuk quelle était son impression générale de l'avance bolchéviste en Ukraine. Croyez vous, lui avons-nous demandé, que les Bolchévistes pourront encore avancer en Europe ?

— Lorsqu'on arrive sur les rives du Danube, on se trouve immédiatement dans la sphère d'influence bolchéviste où tout le monde croit que le bolchévisme vaincra. C'est le cas pour la Hongrie, les territoires occupés par les Roumains, la Bessarabie, l'Ukraine, etc.

— Sur quoi se base cette impression des populations ?

— Les populations de tous ces pays voient d'un côté que les Bolchévistes veulent détruire toute la vieille Europe qui existait avant la guerre et d'un autre côté elles voient les intentions tout à fait impérialistes des hommes d'Etat réactionnaires

INTERVIEW (*Suite.*)

qui veulent combattre les Bolchévistes sans apporter les réformes nécessaires.

— Croyez-vous donc qu'il soit vrai qu'on puisse résumer toute la situation européenne dans ce dilemme : Wilson ou Lénine ?

— Je crois, en effet, qu'il faut choisir entre Wilson et Lénine, car la situation est très grave en Ukraine. D'un côté les Bolchévistes ont occupé déjà Kiev et s'avancent sur Odessa, et d'un autre côté les gens qui se sont réunis à Odessa ne sont que des monarchistes réactionnaires russes qui ont malheureusement encore trop d'influence auprès de certains officiers français.

— Est-il donc vrai que les réactionnaires russes fassent le jeu des Bolchévistes ?

— Oui, j'en suis sûr et j'ai beaucoup de preuves. L'armée bolchéviste qui a occupé Kharkow et ensuite Kiev était sous la direction d'un ancien général russe tsariste. Kiev a été pris par le fameux général russe Klembow-ky. En général, dans l'armée bolchéviste, il y a beaucoup d'officiers qui sont tsaristes. Tous les états-majors sont composés également d'anciens généraux tsaristes qui dirigent toutes les opérations militaires.

— Donc, l'impérialisme russe des Bolchévistes semble à peu près le même que l'impérialisme russe de l'ancien gouvernement monarchiste ?

— Oui, je crois que c'est la même chose. Il y a la même tendance à annexer toute l'Ukraine. Ces généraux russes soutiennent les Bolchévistes pour détruire tous les gouvernements des pays allogènes et rétablir l'unité russe ; de sorte que l'on peut dire que si, d'une part, les réactionnaires russes travaillent pour les Bolchévistes, les Bolchévistes, d'autre part, travaillent pour les réactionnaires russes.

— Que pensez-vous de l'accord entre le Directoire et l'Entente ? Cet accord est-il bien authentique ?

— Oui. Le Directoire est déjà en pourparlers depuis un mois et demi avec le commandement français à Odessa qui travaille au nom des Alliés et des Etats-Unis. Il y a déjà trois semaines que ce traité a été signé entre le Directoire d'un côté et le général d'Anselme, qui représente les Alliés et l'Amérique d'autre part.

— Est-ce que le texte de l'accord publié par le *Golos* est authentique ?

— Non, le texte n'est pas authentique, car les conditions que les Français ont posées à l'Ukraine sont malheureusement plus lourdes.

— Sur quels points les conditions sont-elles plus lourdes ?

— Voici : je crois qu'il ne suffit pas de combattre les Bolchévistes avec les armes, mais il faut agir aussi avec le moral, et dans ce domaine les conditions posées ne sont pas bonnes et sont un motif d'agitation des Bolchévistes contre le Directoire. Les Français ont exigé l'occupation militaire, le protectorat dans la vie économique, financière et militaire, et le contrôle complet des chemins de fer aussi longtemps que durera la lutte contre les Bolchévistes.

— Trouvez-vous que cet accord ait donné satisfaction aux aspirations nationales de l'Ukraine ? L'indépendance de notre République est-elle garantie par cet accord ?

— L'accord ne règle pas définitivement la question politique. Il reconnait seulement le Directoire comme pouvoir souverain de la République populaire ukrainienne, mais il réserve les questions territoriales à la décision de la Conférence de la paix. Naturellement ces conditions ne peuvent pas être considérées comme satisfaisant complètement nos aspirations nationales, et notre diplomatie doit travailler activement à l'étranger pour obtenir une reconnaissance complète et définitive de l'Ukraine, parce que ce serait la seule base pour engager les masses ukrainiennes à lutter contre les Bolchévistes.

— L'Ukraine est-elle d'accord avec certains voisins ?

— Oui, au milieu du mois de février un mémorandum a été présenté au gouvernement suprême français à Odessa au nom de l'Ukraine, de la Ruthénie-Blanche, du pays du Don et du Kouban où il est dit qu'ils sont d'accord de marcher ensemble contre les bolchévistes mais qu'ils demandent au gouvernement français à Odessa de ne pas se mêler de leurs affaires intérieures politiques et qu'il est nécessaire de reconnaître tous ces différents organismes nationaux.

— Avez-vous confiance que l'Ukraine va pouvoir travailler définitivement en accord avec les Alliés ?

— Oui, le nouveau gouvernement est tout à fait ententophile et veut travailler dans cette direction, mais il faut que les Alliés l'aident tout de suite pratiquement et entre autres qu'ils déclarent immédiatement qu'ils marchent avec la démocratie ukrainienne et qu'ils repoussent toute collaboration avec les monarchistes russes pour enlever aux paysans les raisons de sympathiser avec les bolchévistes et ensuite qu'ils rendent libres les troupes de Galicie orientale en obtenant des Polonais une paix juste qui donnera à nos soldats à Léopol la satisfaction d'avoir atteint le résultat pour lequel ils se sont battus pendant plusieurs mois et les encouragera à tourner leurs armes contre l'ennemi de Moscou.

L'impression qui nous est restée de cette conversation avec M. Sevriuk est que l'accord avec l'Entente arrive à peu près à la dernière heure et qu'il pourrait encore sauver la situation à condition que les Alliés prennent des décisions immédiates. Chaque jour perdu serait pour eux, autant que pour nous, une véritable catastrophe au point de vue, non seulement de l'Europe orientale, mais peut-être aussi de l'Europe, parce que l'Ukraine est la seule base possible de lutte contre le bolchévisme.

PROTESTONS CONTRE LES POGROMES !

Il y a quelques semaines, un libellé signé du nom d'un Juif polonais renégat et d'un autre nom illisible, portant le titre « Un silence étonnant », appelait l'attention publique sur la différence d'appréciation faite à propos des pogromes polonais et des pogromes ukrainiens, tchéco-slovaques, hongrois et allemands. Deux annexes donnaient des détails sur ces derniers pogromes avec l'indication des sources. Ainsi les renseignements sur les pogromes tchéco-slovaques sont puisés dans le « Berliner Tagblatt », le « Pravo Lidu » et le « Bund » (d'après les communiqués polonais. — Rédaction) ; ils sont donc d'origine prussienne, tchèque et polonaise. Ceux concernant la Hongrie et la Transylvanie sont empruntés au « Bulletin de Correspondance juive » de Zurich (à la solde de l'Allemagne, d'après certains articles parus à Lausanne et Genève, signés Maurice Millioud et Chabloz Comte) et au « Pester Lloyd ». Le même bulletin raconte les pogromes roumains.

Une annexe spéciale parle de l'Ukraine et de l'Allemagne avec la mention de la « Deutsche Allgemeine Zeitung », de la « Gazette de Voss » et du « Berliner Tagblatt ». Cette annexe finit par ces mots : « En terminant cette liste éloquente, remarquons que tandis que la Pologne, au moment des excès anti-juifs, ne possédait presque pas de force armée et était en partie occupée par les Centraux, les pays cités avaient tous, en décembre 1918 et en janvier 1919, des troupes suffisantes et l'autorité de l'Etat y était déjà solidement assise. »

Nous n'aurions pas relevé dans « l'Ukraine » les imputations contenues dans le libellé « Un silence étonnant » sans le renseignement faux par lequel il se termine. En effet, nous estimons que les Juifs surtout sont visés par le reproche du « silence étonnant autour des faits qui révèlent pourtant un mouvement antisémite violent ». Nous n'avons pas à nous substituer à eux.

Nous n'éprouvons cependant aucune répugnance à reconnaître qu'il y a eu des troubles anti-juifs en Ukraine. Nous admettons les faits ; nous les déplorons et protestons énergiquement contre ces violences dont le gouvernement ukrainien recherche les auteurs pour les punir. Le jour où aura lieu une assemblée de protestation contre les pogromes, nous y assisterons et si l'on nous donne la parole, nous élèverons la voix contre tous les pogromes, contre ceux de l'Ukraine comme contre ceux de la Pologne et de la Galicie. Nous savons que les victimes ou leurs familles recevront les indemnités auxquelles elles ont droit.

Nous avons encore à dire ceci : Il faut ignorer l'histoire du traité de Brest-Litowsk pour affirmer que « l'Ukraine est une création de Brest Litowsk, une alliée naturelle de l'Allemagne contre la Pologne ». L'Ukraine existait avant Brest-Litowsk, existait même un peu plus anciennement. Les Polonais devraient pourtant le savoir par leur propre histoire, mais peut-être le Juif rédacteur de « Un silence étonnant » ignore-t-il l'histoire de la Pologne qui, en certaines de ses parties, est le récit des guerres entre la Pologne et l'Ukraine. Les deux pays ont souffert de la domination moscovite, ce qui aurait dû les rapprocher.

Le traité de Brest-Litowsk a été signé par l'Ukraine le couteau sur la gorge, et ceux qui prétendent l'ignorer ont oublié les relations amicales qui ont existé entre la Pologne et l'Allemagne alors que les Impériaux, reconnaissant l'indépendance de la Pologne, avaient institué à Varsovie un gouvernement à leur dévotion et que le général Haller paradait devant le gouverneur allemand von Beseler.

Nous devons ajouter : Il est faux que l'Ukraine possédait au moment où les troubles anti-juifs ont eu lieu une armée capable de les réprimer immédiatement. Elle ne possède pas encore cette armée à l'heure qu'il est et attend des secours de la part des Alliés pour empêcher le bolchévisme de se propager dans le pays. D'ailleurs il est de notoriété publique que c'est uniquement aux bolchévistes qu'il faut attribuer les pogromes en Ukraine. En rapprochant les dates des pogromes des dates de l'invasion bolchéviste, on constatera que la vague de pogromes suit la vague bolchéviste. Prenons un exemple : A Berditschef où il y aurait eu de 100 à 700 tués (ces chiffres sont d'une imprécision étonnante) les Juifs forment le 90 % des habitants. On se figure mal le 10 % de chrétiens habitant la ville massacrant le 90 % de leurs concitoyens juifs. Ce sont les bandes bolchévistes qui ont fait le mal.

« Un silence étonnant » fait grand état d'un démenti Reuter du 4 janvier 1919 disant que les nouvelles de pogromes polonais étaient mille fois exagérées. Or, le *Times* du 8 février 1919 contient une colonne et demie de détails sur les massacres des Juifs en Pologne et en Galicie. Le *Daily Telegraph* du 10 mars courant rapporte à son tour les informations sur les massacres de Lemberg qui auraient fait 500 victimes.

A notre tour nous demandons que l'on fasse des enquêtes sur les pogromes en Ukraine. Ces enquêtes donneront la démonstration de ce que l'on connaît bien dans les milieux informés, c'est qu'il n'y a pas de pays au monde où l'on ait accordé aux Juifs des concessions comme celles consenties en Ukraine : la reconnaissance à la fois de leur autonomie nationale, et celle des aspirations sionistes.

Un mot encore, ces enquêtes feront la preuve que chez nous en Ukraine la presse ne s'est jamais livrée à des excitations contre les Juifs, ce que l'on ne peut pas dire de la presse de certains de nos voisins.

Au moment de mettre sous presse une dépêche de Vienne du 17 mars nous informe que le Conseil National Juif de Galicie affirme qu'on ne peut qualifier les troubles qui ont eu lieu à Tarnopol de pogrome. Des soldats mutilés ont pillé des magasins, mais aucun Juif n'a été tué. Les coupables ont été immédiatement châtiés ; les dommages seront réparés.

PROCLAMATION DU PRÉPARLEMENT

Vinnitza (radio), 3 mars. — Le président et la mission du préparlement ont publié un appel aux paysans, ouvriers et soldats de l'Ukraine où il est dit entre autres : « Notre République populaire vit dans une période pénible. La lutte héroïque pour la liberté et l'indépendance du pays est menée sur tous les fronts, ce qui exige une grande tension de toutes nos forces. Pendant ce temps, les ennemis de la République ukrainienne commettent des actes de brigandage, organisent des pogromes, assassinent des femmes et des enfants juifs, ainsi que des ressortissants d'autres nations. Par des provocations mensongères, ils veulent aveugler les ouvriers et les bourgeois et leur faire commettre des pogromes, verser le sang innocent. Dans leur inconscience, les soldats, paysans et ouvriers suivent les conseils de ces traîtres et détruisent le bonheur de leur propre pays. Le présidium invite les vaillants soldats à lutter contre les pogromes et les meurtres. C'est votre devoir de laver la tache qui souille l'armée ukrainienne et d'étouffer les sifflements de joie de nos ennemis. Nous invitons tous les paysans et ouvriers à combattre les fomenteurs de pogromes et les provocateurs et à soutenir nos actes officiels destinés à sévir énergiquement contre ces fauteurs de désordre.

Une commission composée des représentants de tous les partis politiques ukrainiens et juifs a été formée pour faire une enquête au sujet de ces pogromes. Défendez votre drapeau, le drapeau de la libération fraternelle, le drapeau du combat. Luttez contre les organisateurs de pogromes et les provocateurs qui menacent de détruire toutes les conquêtes de notre nation et notre liberté.

Signé : ODRINA, *président*.
VORONY, *secrétaire*.

L'ATLAS DU CONGRÈS[1]

Le *Journal de Genève*, qui mène aujourd'hui une vigoureuse campagne en faveur des principes du président Wilson publie un intéressant atlas, malheureusement pas en couleur, où seize cartes différentes illustrent les revendications des différentes nationalités et les difficultés territoriales dont le congrès de la paix doit s'occuper.

En ce qui concerne l'Ukraine, la carte N° 1 de l'Europe nouvelle approximative correspond à nos revendications nationales pour la République ukrainienne sauf pour le pays de Cholm. D'après cette carte l'Ukraine « approximative » comprendrait en tous cas la Galicie orientale et centrale jusqu'au San, la Ruthénie hongroise et la moitié septentrionale de la Bukovine. Dans la carte N° 7 intitulée « le démembrement de l'Autriche-Hongrie » la Galicie orientale est séparée de l'occidentale par le San et la Ruthénie hongroise est marquée de hachures spéciales comme un territoire revendiqué « à la fois par les Magyares, les Ukrainiens, les Tchèques, les Polonais et les Roumains ». Nous regrettons que le *Journal de Genève* emploie, tantôt le terme d'Ukrainien, tantôt celui de Ruthène, ce qui laisse les lecteurs moins bien informés sous l'impression qu'il s'agit de deux nationalités différentes. La carte N° 12 intitulée « le problème de la Galicie » partage cette province en trois parties, une occidentale, une centrale et une orientale. Le commentaire constate que la délégation polonaise au congrès de la paix réclame la province dans son ensemble, mais que c'est surtout sur Lemberg et la Galicie centrale entre le San et le Boug que se portera son effort. Il est regrettable que le *Journal de Genève* ait omis d'ajouter que ce territoire est habité par un million et demi d'Ukrainiens contre 500 000 Juifs et Polonais.

Toutefois, l'esprit très impartial et wilsonien du *Journal de Genève* apparaît très clairement dans la carte N° 13 intitulée « Les deux Polognes », dont le commentaire rappelle fort à propos que le treizième des quatorze points du président Wilson est ainsi conçu : « Un Etat polonais indépendant devra être établi. Il devra comprendre les territoires habités par des populations incontestablement polonaises, auxquelles on devra assurer libre accès à la mer. Son indépendance politique et économique, ainsi que son intégrité territoriale devront être garantis par un accord international. Ce territoire, comprenant l'ancien royaume du congrès augmenté de la Galicie occidentale, de l'extrémité de la Silésie et de la Posnanie, mesure 206 km² et possède 21 millions d'habitants dont 16 millions de Polonais environ.

L'Atlas du *Journal de Genève* marque par des hachures spéciales les autres territoires revendiqués par la délégation polonaise, « pour des raisons historiques ou économiques ». Il s'agit de la Ruthénie Blanche, la Prusse occidentale et la Galicie orientale. Cette grande Pologne aurait 550 km² avec 40 millions d'habitants dont 20 millions seulement seraient des Polonais.

Enfin, dans la carte n° 14 « La Russie », notre pays est représenté à peu près dans son intégrité, sauf le pays de Cholm et les districts ukrainiens de la Bessarabie, comme un des peuples détachés de la Russie et aspirant à l'indépendance, à côté du Caucase, de la Lithuanie, de la Lettonie, de l'Esthonie, de la Finlande et de la Ruthénie Blanche. Il est frappant de voir l'immensité territoriale de la Russie moscovite, même après la perte de ses anciennes possessions occidentales. Il ne s'agit pas d'un démembrement pareil à celui de l'Autriche-Hongrie, mais tout simplement d'un recul des frontières russes derrière les pays qui s'étendent sur une bande d'environ 800 kilomètres de large entre la mer Noire et le pôle Nord.

Nous pensons que l'Atlas du Congrès, édité par le *Journal de Genève*, rendra les plus grands services à la cause de la justice. Il n'y a pas besoin de commentaires tendancieux pour montrer quels sont les peuples annexionnistes et quels sont ceux qui se contentent de leur propre territoire. En signalant froidement les revendications de chacun, le *Journal de Genève* a permis au grand public de se faire une opinion beaucoup plus proche de la vérité que celle qui est formée à grands coups d'articles de presse.

Tout en regrettant les quelques omissions que nous avons signalées, nous félicitons bien vivement la rédaction du *Journal de Genève* d'avoir édité son Atlas et nous lui souhaitons une large circulation.

[1] *L'Atlas du Congrès*, édité par le *Journal de Genève*. Mars 1919. Prix : 2 fr.

L'EUROPE ORIENTALE

AU CAUCASE SEPTENTRIONAL

Nous publions ici, à titre documentaire, des correspondances qui nous sont parvenues dernièrement d Ekaterinodar.

L'auteur est un officier de l'armée des volontaires russes des généraux Alexeieff et Denikine. Jusqu'à la moitié du mois de novembre 1918, lorsqu'il a été gravement blessé et ensuite évacué d'abord à Ekaterinodar et ensuite à Rostow. Il avait pris part à tous les combats contre les Bolchévistes. Nous avons vérifié ses dires par d'autres témoins qui viennent d'arriver dernièrement en Suisse et qui ont été également témoins des faits. Nous pouvons constater que la situation dans le Kouban et le Don depuis ces derniers mois est presque inchangée, surtout au point de vue militaire et politique.

A la fin de 1917 la débâcle de l'armée russe sur tous les fronts atteignait son apogée. Le coup d'Etat bolchéviste à Petrograd en octobre 1917 a causé la ruine complète de toute l'organisation des forces militaires de l'ancien empire. Les régiments et les divisions tout entiers abandonnèrent tout le matériel de guerre, les munitions, l'artillerie, etc., et démobilisées par des résolutions du comité des soldats qui remplaçait l'autorité militaire partirent tout simplement chez eux sans demander la permission. Durant cette période l'Ukraine a perdu plusieurs milliards de matériel de guerre, des wagons, des automobiles, des canons, des millions de chevaux, etc. Toutes les routes du front sud-ouest qui mènent vers Kiev étaient couvertes de cadavres de bêtes, de canons détruits, d'automobiles saccagées et pillées. On ne pouvait pas voyager à cette époque sans beaucoup de tristesse dans le cœur. C'était vraiment la ruine de la richesse du peuple. Sur le front du Caucase les faits ont été pareils. La Rada centrale ukrainienne a fait des efforts inouïs pour donner de l'ordre à cette démobilisation primitive et criminelle, mais en vain. Pourtant les chefs bolchévistes étaient furieux contre les Ukrainiens qui protégeaient la discipline et les officiers contre lesquels les Bolchévistes dirigeaient toute leur haine populacière.

La mentalité bourgeoise de la nation ukrainienne commençait a donner à réfléchir aux Bolchévistes. Ils eurent peur d'avoir l'impossibilité de changer le vieux monde d'après les doctrines anarchistes. La politique séparatiste de la Rada et les pourparlers avec les Allemands ont forcé les Bolchévistes à déclarer la guerre à l'Ukraine. Ils ne déclarèrent pas la guerre au pays du Don et aux Cosaques du Kouban, parce que ces régions ne se proclamaient pas Etats indépendants. Pourtant, les Bolchévistes ont envoyé leurs gardes rouges contre le gouvernement régional « Bolchoï Kroug » dans le Don et « Rada » au Kouban.

Malheureusement, les Cosaques démobilisés étaient déjà bien touchés depuis le front par la propagande bolchéviste et ni l'ataman Kaledine dans le pays du Don, ni l'ataman Filimonov dans le Kouban n'avaient aucune influence pour faire face aux Bolchévistes.

Seul le gouvernement du Don a pu être renforcé et aidé par le colonel de l'état-major russe Drozdovsky, qui a réussi à former au front roumain un detachement d'officiers russes au nombre de 3000 et traversa toute l'Ukraine, de Jassy jusqu'au Don. Il prit par la force Rostov sur le Don et Novotscherkask mais ses opérations n'aboutirent pas au résultat final.

Pendant ce temps, sous les coups des armées bolchévistes de Mouravieff et de Remnioff, Kiev s'est rendue. Toute l'Ukraine du côté gauche du Dnieper a passé aux mains du gouvernement des Soviets. La pression sur les pays du Caucase septentrional augmentait. Le gouvernement du Don n'avait pas la force de lutter. En ce moment, le général Kaledine avait le détachement du colonel Drozdovsky et quelques compagnies de cadets et des sous-officiers de l'école militaire de Kiev qui, avec le consentement de la Rada, reçurent la permission de partir dans le pays du Don après avoir essayé, mais sans succès, de défendre le gouvernement de Kerensky contre les Bolchévistes en octobre 1917.

Il y avait encore une compagnie formée des volontaires élèves des écoles de la ville de Rostow. A la fin, toutes les forces disponibles du général Denikine ne dépassaient pas à ce moment plus de 3500 personnes. Pendant ce temps, le front du Caucase démobilisait sans arrêt, spontanément.

La 39e division russe, qui formait le noyau de l'armée active du Caucase et qui est restée le plus longtemps plus ou moins disciplinée en occupant les anciennes positions devant Erdzidjan dans l'Arménie turque, fut transportée par l'ordre du commandement suprême sur le front du Caucase, en arrière, pour protéger le chemin de fer Tiflis-Kars-Erzeroum. Seulement, une fois déplacée, cette armée commençait à demander d'être aussi démobilisée et être envoyée du Caucase en Russie. Alors le commandement fut obligé, par suite de ce mouvement bolchéviste, de donner l'ordre de camper dans la province de Stavropol, dans le rayon entre le village Bila Glina et la station Tichoritzka, sur la ligne Vladikavkase.

Ici, la division a vite été agitée par la propagande bolchéviste, se démoralisa complètement au point de vue militaire et devint bientôt le noyau de l'armée bolchéviste sur le Caucase septentrional. S'appuyant sur cette armée, les Bolchévistes ont convoqué toute une série de soviets du pays du Kouban et tout le Caucase du nord et proclamèrent solennellement « la république des soviets du pays du Kouban et d'Armavir » en commençant la lutte avec la Rada d'Ekaterinodar et son gouvernement contre-révolutionnaire.

Dans le pays du Kouban, dans son parlement local « Rada » et son gouvernement présidé par l'ataman Filimonov, les événements se sont passés presque de la même manière qu'au pays du Don. Les régiments de cosaques koubanais, descendants d'anciens zaporogues, revinrent du front sous l'influence des doctrines bolchévistes. La Rada n'avait pas la possibilité de s'appuyer sur eux en aucun cas. Pourtant, en réunissant toutes les forces saines au point de vue national et social, le gouvernement voulait faire face aux armées rouges en reculant vers Ekaterinodar et espérait s'appuyer sur le général Korniloff. Ce dernier, avec une armée déjà sortie du Don, s'approchait du Kouban. Alors les bolchévistes devaient faire tout leur possible pour empêcher la réunion des deux alliés. Par de très habiles manœuvres, les bolchévistes réussirent à occuper Ekaterinodar et à repousser l'armée de Filimonov, qui ne comptait que 1500-2000 soldats et officiers, à traverser la rivière du Kouban et de trouver asile chez les Circassiens dans les montagnes favorables aux luttes des cosaques ukrainiens.

Pendant ce temps, l'armée du général Korniloff continue sa marche le long du fleuve du Kouban, marche très difficile et dans des conditions techniques épouvantables. C'était la première campagne de Korniloff. A Ekaterinodar, le général a été tué. Le commandement a été pris par le général Alexeieff, mais bientôt il était nommé généralissime de toutes les armées antibolchévistes et le commandement réel de cette armée était confié au général Denikine.

En s'approchant des montagnes, cette armée se réunit à celle de Filimonov et forma une armée appelée armée des volontaires. Le nombre total de cette armée était de 5000 à 6000 hommes, composée surtout d'officiers volontaires et de cosaques du Kouban.

En ce moment, les Allemands forcent Trotzky de leur remettre la flotte de la mer Noire. La plupart des matelots des vaisseaux de guerre restés à Novorossiisk, au nombre de 12 000 hommes, entrèrent au service de l'armée bolchéviste commandée par un certain Soroka (Ukrainien du Kouban) appelé par les Russes Sorokine « Glavkoverch » sur le front du Caucase septentrional.

L'armee des volontaires, naturellement, ne pouvait pas faire face aux bolchévistes du Caucase et commença sa retraite vers le pays du Don, où les Allemands étaient déjà. Ces derniers débarrassaient le pays du Don des éléments bolchévistes et après la mort de l'ataman Kaledine nommèrent comme successeur le général Krasnoff. Par les baïonnettes ils ont donné à Krasnoff la possibilité de former une armée pour lutter contre les bolchévistes

Lorsque l'armée du général Denikine est arrivée au Pays du Don, elle n'a pas trouvé d'appui pour ses idées ententophiles. Alors Denikine a été obligé de commencer une nouvelle marche sur le Kouban, espérant trouver là-bas une base plus favorable pour son activité restauratrice d'un ancien empire un et indivisible.

C'était la deuxième campagne des volontaires russes au Kouban en été 1918.

Le général Denikine, supportant en route les batailles très pénibles contre les Bolchévistes au commencement du mois de juillet 1918, a attaqué par assaut la station de Tichoritzka, sur le chemin de fer Vladikavkase le point stratégique le plus important. La perte de cette place était très sensible pour les opérations futures des armées rouges au Caucase.

Avec la prise de cette ville, l'armée des volontaires avait été bien renforcé. Ils s'emparèrent là des dépôts d'intendance très riches de la république des soviets Armaviro-Kouban. En continuant leur marche vers Ekaterinodar, les volontaires battirent encore les Bolchévistes près du village de Stanitchna et entrèrent dans la capitale du pays du Kouban.

Pendant cette marche les forces de l'armée Denikine s'augmentèrent considérablement par la mobilisation forcée de tous les officiers et les Cosaques du Kouban de tous les âges capables de porter les armes.

A ce moment Denikine commandait déjà une armée de plus de 25 000 hommes, dont plus de la moitié composée de Cosaques ukrainiens du Kouban mobilisés.

C'est ainsi que se forma l'armée de volontaires du général Denikine et l'armée des Bolchévistes, commandée par Sorokine dans le Caucase septentrional. *(A suivre.)*

Suite de la 3e colonne.

des comités de secours à l'Esthonie furent créés. Sur toute l'étendue du pays une « semaine esthonienne » a été organisée Il est difficile de décrire l'enthousiasme qui enflamma alors cette nation septentrionale quand elle goûta la joie de porter secours à un peuple frère.

Il est impossible aussi de rappeler l'appui moral accordé à l'Esthonie surtout par le leader de la social-démocratie suédoise Branting. Alors que les bolchévistes et leurs éternels défenseurs dénonçaient leurs adversaires comme les réactionnaires, Branting, un des premiers parmi les conducteurs de l'Internationale ouvrière, exprima sa sympathie envers l'Esthonie, la désignant comme le défenseur de la démocratie et du progrès contre l'invasion dévastatrice de l'anarchie.

EN ESTHONIE

La crise qui se manifeste actuellement en Esthonie, au cours des opérations militaires, montre nettement les aspects caractéristiques de la lutte contre les bolchévistes et les territoires évacués par ces derniers fourmillent d'exemples de leurs procédés.

En janvier-février 1918, quand les bolchévistes voulurent faire procéder aux élections générales en Esthonie, ils interrompirent leurs opérations électorales en toute hâte voyant qu'ils étaient perdus avant le dépouillement du scrutin. Les éléments esthoniens sont très peu nombreux dans les régiments bolchévistes. Ils sont pour la plupart composés de mercenaires russes, de jeunes recrues poussées à la lutte, de détachements de Chinois, de Finlandais, et de Lettons de l'armée rouge.

Ces troupes pillent et massacrent tout sur leur passage, mais n'acceptent aucun combat régulier et se gardent d'attaques à la baïonnette.

Dans les territoires qu'ils occupèrent, les bolchévistes prirent les provisions qui restaient, non seulement aux paysans, mais aux ouvriers agricoles. Dans les villes, ils s'enfuyaient à l'approche de l'ennemi et au moindre soulèvement de la population. Par cela on se rend compte de leur lâcheté qui explique en grande partie leur cruauté. Ils arrêtaient les « suspects » parmi les populations et leur tiraient des coups de fusil dans les jambes. Plus de 250 personnes ont été massacrées à Dorpat ; à Wesenberg et dans le district qui en dépend le nombre des victimes s'élève à peu près à 1000. Parmi ces dernières on peut signaler l'évêque orthodoxe esthonien Platon, très estimé de la population. Il avait été accusé de « dévouement à la cause de l'indépendance de l'Esthonie ».

Les derniers massacres d'otages eurent lieu à Dorpat le 14 janvier, à l'arrivée des troupes esthoniennes victorieuses. 225 otages étaient détenus dans une maison de crédit allemande parmi lesquels 80 femmes. Vêtus simplement d'une chemise on les conduisit isolément dans des celliers où on les tua à coups de hache et de grenades à main. A l'arrivée des troupes esthoniennes les bourreaux s'enfuirent et les marchands délivrèrent immédiatement les prisonniers. Les bolchévistes avaient l'habitude de jeter les cadavres dans la rivière Embach suivant l'exemple des Allemands lorsqu'ils occupaient la ville.

A Narva les bolchévistes ont fusillé des femmes pour avoir refusé d'indiquer la retraite de leur mari. A Wesenberg, parmi de nombreuses femmes, Mlle Bodadowna, infirmière de la Croix Rouge, a été fusillée. Le pasteur luthérien Paouker administra les condamnés en attendant son tour. Avant de quitter Wesenberg les bolchévistes firent conduire des otages sur le lieu de leur supplice et les obligèrent à creuser leur tombe.

Les opérations militaires.

Les 4 et 5 janvier les bolchévistes, s'étant emparés de la moitié du territoire esthonien, se trouvaient à une quarantaine de kilomètres de la ville de Reval. Le côté le plus tragique de la situation de l'Esthonie a été l'obligation dans laquelle elle s'est trouvée de lutter contre une invasion au moment de l'organisation de sa vie politique nationale et malgré la pénurie d'armement dont elle souffrait.

Aussitôt l'épreuve des pillages et des cruautés bolchévistes commencée, la défense fut organisée. Des armes arrivèrent peu à peu d'Angleterre et de petits détachements de braves remportèrent des victoires partielles sur le front sud et le front est.

La dernière opération militaire eut lieu au commencement de janvier près d'Oberpalen au nord du lac Virtz. En même temps, les 4 et 5 janvier, les armées esthoniennes réussissaient à enrayer l'avance bolchéviste vers Reval. Le 8 janvier les premiers bataillons de volontaires finlandais entrèrent dans la lutte. La retraite des bolchévistes se transforma en une véritable déroute. Les soldats de l'armée rouge abandonnèrent leurs munitions, leur artillerie et même leur butin, tuèrent leurs commissaires qui les exhortaient à la résistance. Les Esthoniens construisirent rapidement des trains blindés, armèrent les croiseurs pris par les Anglais aux bolchévistes et chassèrent ces derniers au delà de la Narowa. Le 14 janvier les Esthoniens reprirent Dorpat, les 1 et 2 février Walk et Werro, puis refoulèrent complètement les bolchévistes jusqu'aux confins de l'Esthonie.

Situation actuelle.

Après les faits mentionnés plus haut les Esthoniens eurent à fortifier leurs positions. La transformation de l'Esthonie en un camp retranché, la future consolidation intérieure de ce pays dévasté devront être les préoccupations constantes du gouvernement esthonien, mais pour cela de puissants moyens financiers sont indispensables. Les propositions d'aide du gouvernement allemand en offrant de l'argent et des armes furent repoussées, les Esthoniens étant liés par les espérances qu'ils avaient fondées sur les Alliés.

Secours apportés par les Finlandais.

Le 21 décembre l'escadre anglaise mouilla à Reval, apporta des armes et retira aux bolchévistes la maîtrise du golfe de Finlande leur prenant deux croiseurs : le « Spartak » et « l'Avtroil ». Les Finlandais donnèrent aux Esthoniens un large appui tant en volontaires qu'en moyens financiers et militaires.

Parmi les populations suédoise et finnoise

TRIBUNE LIBRE

Nous recevons la lettre suivante d'un lecteur antibolchéviste auquel nous laissons toute la responsabilité de ses propositions :

Des télégrammes récents nous apportent des nouvelles les plus graves de notre chère patrie : les bolchévistes s'approchent d'Odessa en pillant et ravageant tout sur leur passage. Cela signifie qu'ils sont parvenus à subjuguer presque la totalité de l'Ukraine. Le tableau saisissant de la marche de ces hordes de tartares modernes est par trop connu de tout le monde pour qu'il soit besoin de le repeindre, et nous croyons qu'il ne faut plus gémir et soupirer mais qu'il est grand temps de commencer à agir énergiquement.

Nous croyons aussi que l'Europe tout entière est trop intéressée au rétablissement de l'ordre et de la vie normale dans le « grenier européen » pour pouvoir abandonner l'Ukraine à son sort en la laissant seule en face d'un ennemi féroce et implacable, deux fois plus nombreux. Nous sommes loin de demander à l'Europe de nous envoyer deux millions de troupes nécessaires pour exterminer les ennemis universels de l'ordre, mais nous croyons tout de même qu'elle ne peut pas nous refuser son appui que nous allons préciser plus loin.

Nous sommes sûrs que les mesures suivantes, prises sans aucun délai, amèneront un résultat satisfaisant :

1. Il faut demander à l'Amérique du Nord de nous vendre 3000 aéroplanes avec la permission aux aviateurs, bien entraînés, de venir tout de suite, avec tout le matériel nécessaire, en Ukraine (la voie de mer étant ouverte et sans danger, le transport ne présente pas de difficultés).

2. Il faut imprimer des proclamations en russe et dans les idiomes employés dans les armées bolchéviks contenant :

a) une explication populaire et claire du péril bolchévik même pour ses adhérents ;

b) une amnistie pure et simple pour tous les déserteurs bolchéviks qui quitteront leur camp pendant une certaine période ;

c) une promesse solennelle d'une forte récompense pour la livraison de leurs chefs les plus éminents, vifs ou morts.

d) une offre ferme d'une rémunération très élevée pour ceux qui entreront dans le service militaire antibolchévik.

3. Ces tracts devraient être jetés dans les rangs bolchéviks par millions d'exemplaires, continuellement, quelque temps sans arrêts, en y ajoutant une feuille qui énoncerait qu'après quelques jours ces mêmes aéroplanes commenceront à jeter des bombes et des explosifs en masses énormes, et quiconque ne sera pas sorti des rangs bolchéviks sera anéanti et mis hors de la loi militaire.

4. Il faut immédiatement commencer par envoyer des agents en Chine et aux Indes pour y recruter une armée de mercenaires parmi les militaires en les transportant jusqu'à Odessa sur des navires japonais.

5. Il faut demander au Gouvernement japonais de licencier une quantité d'officiers et sous-officiers pour commander cette armée antibolchévik.

6. Il faut demander à l'Europe tout entière et à l'Amérique de nous accorder des crédits suffisants et des facilités de toutes sortes pour pouvoir assurer la mise à exécution, et la conduite à bonne fin de cette entreprise. Que les gouvernements respectifs envoient leurs contrôleurs sur les lieux pour surveiller l'emploi de leurs fonds.

7. Il faut appeler sous les armes tous les hommes aptes au service militaire en Ukraine, en Pologne, en Lithuanie, etc., ainsi qu'en Allemagne, pour encadrer les armées chinoises et pour combiner une attaque simultanée contre les hordes bolchéviks.

8. Il faut prier le gouvernement japonais de déléguer quelques généraux très capables et renommés pour diriger les manœuvres d'une façon efficace.

9. Il faut proclamer le séquestre de tous les biens appartenant aux bolchéviks où qu'ils puissent se trouver.

Si l'on envisage que les bolchéviks sont arrivés à un « résultat » seulement en se servant d'une *propagande* effrénée, des armées chinoises et lettones, de tous les moyens propres à leurs fins sans se soucier des règles internationales, nous ne voyons aucun obstacle de nous servir des mêmes moyens pour délivrer le monde entier de ce danger affreux. Il faut combattre avec les mêmes armes si l'on ne veut pas succomber. Gaz asphyxiants, bombes, toutes les inventions d'extermination sont assez bonnes pour être employées au salut de l'humanité tout entière. M.

L'UKRAINE ET LE BUDGET RUSSE

VIII

Au commencement de notre article précédent nous avons affirmé que les recettes superflues 45.5 % du budget ukrainien que le gouvernement russe retient dans ses caisses servaient en premier lieu à couvrir le déficit de la capitale, Petrograd, et de sa province.

Plus loin nous donnons un tableau des déficits, année par année, de ce centre de bureaucratie russe, dont les chiffres énormes sont fabuleux. A côté de celles-ci il y avait encore d'autres régions géographiques de l'ancienne Russie qui donnaient également des déficits. C'étaient la Finlande, la Sibérie, les provinces baltiques, la Transcaucasie, les pays de l'Asie centrale et d'autres.

Mais les déficits des ces provinces ne sont pas trop grands. Pour la Finlande : 5 millions, pour la Sibérie : 30 millions de roubles, etc.

La même politique centraliste russe était employée également avant 1900, année depuis laquelle nous avons établi nos tableaux. Le professeur Jasnopolsky a établi que pendant la période de vingt-cinq ans, de 1868 à 1892, la somme générale de toutes les dépenses de l'Etat russe était de 19 ½ milliards de roubles, et rien que pour la province de Petrograd 7 ½ milliards de rouble, soit les 38 % de tout le budget. « Plus de la moitié de tous les capitaux, écrit M. Jasnopolsky se trouvent dans les deux provinces de Petrograd et de Moscou, qui, d'après leur surface ne forment que 1/140me partie de l'empire russe avec le 3.5 % de la population totale. Seule la province de Petrograd avec une surface de 1/308me et le 1,5 % de la population possède 0,3 et peut être elle-même 1/3 de tous les capitaux en Russie. » (IIme volume, page 573.)

TABLEAU N° 7

Le déficit constant de Petrograd et de sa province est, en roubles, d'après le budget d'Etat russe :

Années	Déficits
1900	*174 443 000*
1901	215 780 000
1902	233 553 000
1903	244 309 000
1900-1903	*231 200 000*
1904	254 998 000
1905	202 421 000
1906	226 853 000
1907	231 360 000
1904-1907	*228 600 000*
1908	232 636 000
1909	275 385 000
1910	208 524 000
1911	214 361 000
1912	234 200 000
1913	296 100 000
1908-1913	*243 500 000*
1914	*268 100 000*
Total général	3 513 023 000
Total moyen	234 201 533

Alors, toute la civilisation russe, si développée à Petrograd, dans toutes ses universités et ses écoles supérieures, ses nombreux musées, académies, théâtres, riches industries, énormes crédits commerciaux, chemins de fer, etc. tout cela a été bâti et entretenu au compte des provinces allogènes exploitées sans scrupules pour entretenir toutes ces richesses inouïes et inutiles pour les peuples soumis au tsarisme. Parmi eux, notre pays occupe la première place. Depuis le traité de Péréiaslav en 1654, la Moscovie mène successivement et consciemment cette politique d'exploitation économique en Ukraine dans tous les domaines et au profit de l'Etat du nord.

L'union avec la Moscovie a jeté l'Ukraine non seulement dans la politique asiatique et impérialiste, mais aussi sous le joug du centralisme économique et financier, d'un peuple étranger.

M. Porsch donne, dans son livre *L'autonomie de l'Ukraine et social-démocratie* (Kiev, 1917, p. 44), un tableau (n° 8) très intéressant concernant la répartition des papiers et titres de valeurs garantie par le gouvernement en 1906.

Alors l'Ukraine possède seulement près d'un dixième de toutes les valeurs garanties par l'Etat tandis que la population de notre République formait plus que le cinquième de toute la population européenne.

Retournons maintenant un peu en arrière pour analyser notre tableau N° 7. Nous voyons que la province de Petrograd donne le déficit permanent et toujours en augmentant. Si au commencement de notre période de 1900 on inscrivait 174 443 mille roubles, à la veille de la guerre mondiale en 1913, cette somme a monté déjà à 296 100 000 roubles.

TABLEAU N° 8

Régions	Mille roubles	%
Les provinces de Petrograd et Moscou	2 786 442	65,9
Les provinces de la rive gauche du Dnieper	104 322	2,4
Les provinces de la rive droite du Dnieper	159 078	3,8
Les provinces des steppes (Astrakan, Ekaterinoslav, Bessarabie, Don, Tauride et Cherson)	949 969	5,4
Les provinces dans le reste de la Russie d'Europe avec la Pologne	229 698	22,5
Total	4 229 489	100,0

Sous l'influence de différents événements politico économiques ce déficit augmente dans la période de la crise économique 1900-1903 jusqu'à 231 200 000 roubles. Dans la période orageuse 1904-1907 (guerre japonaise et la révolution) elle baisse jusqu'à 228 millions de roubles.

En 1908-1913, période de travail parlementaire tranquille, ce déficit monte de nouveau en moyenne jusqu'à 243 ½ millions et, au commencement de la guerre mondiale, il baissait en comparaison de l'année précédente de 28 millions.

Le tableau suivant nous montre le grand rôle joué par la province de Petrograd dans le budget d'État russe, tableau établi par M. Maltziv dans son ouvrage cité plus haut.

Périodes	Recettes pour la province de Petrograd en pourcentage par rapport aux recettes de tout le budget russe	Dépenses pour la province de Petrograd en pourcentage par rapport aux dépenses de tout le budget russe
1900	10,7 %	23,3 %
1901-1903	9,6 %	23,7 %
1904-1907	9,5 %	21,2 %
1908-1913	10,4 %	20,7 %
1914	12,8 %	22,0 %
Moyenne	10,6 %	22,18 %

Ce tableau complète le tableau n° 7 établi d'après les chiffres du professeur Jasnopolsky. Nous voyons que le centre de l'ancien empire moyennant chaque année dépense presque le 12 % du budget plus qu'il ne rapporte en recettes.

Pendant la période de ces quinze dernières années le rôle économique de Petrograd a changé plusieurs fois. Lors de la période de la crise économique les recettes ont diminué et les dépenses ont été augmentées. Ensuite, pendant la guerre russo-japonaise et la première révolution, les recettes restent sans changement ; par contre les dépenses diminuent.

Il est intéressant de constater que pendant la période d'existence des Doumas 1908-1913 les recettes augmentaient sensiblement et les dépenses diminuaient.

Avant de passer à l'analyse de la situation économique de la Russie sans la participation imaginaire du budget ukrainien, nous montrons d'après un seul exemple quel a été le résultat de cette politique nuisible du gouvernement moscovite pour le développement économique de l'Ukraine.

Nous prendrons cet exemple dans la statistique d'émigration pendant la période de 1886 jusqu'en 1910 de l'Ukraine en comparaison de celle des onze provinces industrielles russes.

Ainsi dans cette période de vingt-quatre ans, les neuf provinces ukrainiennes principales, y compris la Tauride, 1 344 581 paysans ont émigré soit :

de 1886 à 1895, 116 766 personnes.
» 1896 » 1906, 475 697 »
» 1907 » 1909, 728 118 »

Par contre des onze provinces de la Russie centrale, durant la même période, 107 379 paysans seulement ont émigré, soit :

de 1886 à 1895, 644 personnes.
» 1896 » 1906, 35 462 »
» 1907 » 1909, 81 276 »

Plus l'économie générale de l'Etat dans les villes, dit M. Pirsch, était développée, plus la masse des paysans ukrainiens était appauvrie. Ils sont obligés de fuir des villages en Amérique, en Sibérie, en Turkestan, etc.

L'économie politique du gouvernement russe n'a non seulement aidé d'aucune façon le développement économique de l'Ukraine mais a très fortement entravé nos intérêts nationaux.

(*A suivre.*) E. B.

Chambre de Commerce Ukraino-Suisse à Genève.

Nous apprenons que la Mission Extr. Com. et Fin. Ukr. a pris l'initiative de fonder une Chambre de Commerce Ukraino-Suisse à Genève, et nous saluons cette idée en lui souhaitant de tout cœur succès et développement favorable.

La Chambre de Commerce projetée se proposerait d'éditer un bulletin en trois langues, en vue d'opérer un rapprochement des milieux intéressés de l'Industrie, du Commerce et de la Finance des deux pays. Nous espérons qu'il nous sera possible de donner de plus amples détails sur cette entreprise dans notre prochain numéro.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

En vente au

BUREAU UKRAINIEN

11, Avenue de la Gare.

Traité de Péréiaslav.

Actes de 1654 relatifs à l'Union de l'Ukraine avec l'Etat Moscovite, et aux conditions de cette union.

Prix : 5 fr.

Pactes et Constitutions de l'armée Zaporogue.

Actes de 1710 relatifs aux rapports extérieurs de l'Ukraine et à la constitution intérieure de ce pays.

Prix : 3 fr.

Dr MICHEL LOZYNSKY

Les « droits » de la Pologne sur la Galicie.

Sur quoi se basent les Polonais pour prétendre à la Galicie.

Prix : 2 fr.

Comte M. TYSZKIEWICZ

La Littérature Ukrainienne.

(D'après M. Serge Efremov, Mme O. Efimenko, le professeur M. Hrouchevsky et d'autres écrivains ukrainiens.)

Avec nombreuses illustrations.

Prix : 2 fr. 50

Revendications ukrainiennes.

Mémorandum présenté aux pays neutres et belligérants.

Prix : 1 fr.

BORIS-E. NOLDE

Professeur à l'Institut de Pierre le Grand, à Petrograd.

L'Ukraine sous le protectorat russe.

Avec portraits des Hetmans de l'Ukraine.

Prix : 1 fr. 50

P. STEBNITSKY

L'Ukraine et les Ukrainiens.

Prix : 1 fr.

LA

BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes-courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.

Elle bonifie un intérêt de

4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 ½ % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.

En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

PAPETERIE HOIRS DE CH. KRIEG & Cie LAUSANNE 4, RUE CENTRALE

Meubles de Bureaux Modernes

L'Argus suisse de la presse S. A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux ?

par M. le Dr F. CEVEY

1 vol. in-16 à fr. 4.—

Se vend dans toutes les librairies.

LIBRAIRIE UKRAINIENNE

La librairie ukrainienne, anciennement rue Haldimand, a été transférée

11, avenue de la Gare, Villa Mont-Riant

Toutes les publications ukrainiennes parues.

Tous les ouvrages concernant la question des Nationalités.

Grand choix en tableaux, gravures, cartes postales, etc.

Manufacture de

LINGERIE POUR DAMES

EXPORTATION

HUNGERBUEHLER & Cie, RORSCHACH (Suisse)

PROBLÈMES DE L'UKRAINE

REVUE QUOTIDIENNE DE LA PRESSE MONDIALE

au point de vue ukrainien.

ABONNEMENT MENSUEL 35 FRANCS

S'adresser à l'administration du Bureau ukrainien

11, Avenue de la Gare — LAUSANNE

Langues orientales

Russe, Polonais, Hébreu,

Grec, Chinois

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.

Avenue de la Gare, 23, - LAUSANNE

Bibliothèque Nationale Suisse. BERNE

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES J 20 centimes.

République et Société des Nations

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, » 2.50

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Réd. et Admin.
11, AVENUE DE LA GARE, 11
LAUSANNE (SUISSE)

Téléphone: 19.85

Pour les annonces voir page 4.

N° 94 Lausanne, 27 Mars 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 24 mars 1919.

M. Lloyd George et lord Curzon.

A la conférence de la paix, M. Lloyd George s'est opposé d'une manière particulièrement nette aux prétentions des Polonais contre les nationalités voisines. Non seulement il a défendu le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans le cas des habitants de la ville de Dantzig qui sont en grande majorité allemands (97 %), mais encore il a fait allusion aux Ukrainiens et il s'est absolument opposé à l'envoi en Pologne des troupes du général Haller avant que le gouvernement polonais ait pris l'engagement que ces régiments ne seraient pas employés contre les Ukrainiens.

Une tendance identique, et réflétant bien l'opinion décidément générale du gouvernement anglais, s'est manifestée dans les déclarations d'un autre ministre britannique, lord Curzon, dans son discours à la Chambre des pairs, en réponse à une interpellation sur le ravitaillement de la Pologne. Il a proclamé que l'Angleterre était prête à soutenir officiellement la nouvelle république polonaise, mais à condition qu'elle s'en tienne à ses limites ethnographiques et qu'elle base sa force sur ce qui lui appartient et non pas sur l'oppression d'autres nationalités, qui constitueraient toujours un élément de désagrégation à l'intérieur de ses frontières.

C'est ainsi que nous avons désormais des preuves publiques de ce que nous avons toujours pressenti et avancé dans notre journal, à savoir que nous pouvons compter sur le gouvernement britannique comme un de nos meilleurs amis et comme absolument loyal aux principes d'ordre et de justice qu'il a acceptés une fois pour toutes et sans arrière-pensée.

C'est une désillusion amère sans doute pour les Polonais que de se trouver cette fois en face de la réalité. La faute en est à leurs amis flatteurs, en général mauvais conseillers, qui leur ont laissé croire pendant si longtemps dans la presse française que les puissances leur accorderaient d'immenses territoires aux dépens de leurs voisins et rétabliraient leur république dans ses anciennes frontières historiques. Voilà où mènent les rêves insensés encouragés par des journalistes trop zélés, probablement les mêmes qui n'osaient pas souffler mot de l'indépendance polonaise au temps du tsar.

M. Clemenceau et les peuples allogènes.

Le premier ministre français a reçu, comme président de la conférence de la paix, les délégués de l'Esthonie, de la Lithuanie, de la Lettonie et de l'Ukraine et, si nous en croyons un communiqué de source esthonienne paru dans le *Temps*, M. Clemenceau leur a déclaré qu'il sympathisait avec leurs aspirations nationales et qu'il était prêt à soutenir l'idée de leur indépendance entière devant la conférence.

Nons en sommes extrêmement heureux et nous félicitons le gouvernement français d'avoir renoncé à ses idées chimériques de restauration d'un Etat russe unitaire.

Il est bien malheureux hélas que cette décision soit si tardive et, qu'au moment où la France abandonne ses projets de restauration russe, les bolchévistes les aient repris pour leur compte avec beaucoup plus d'énergie. A l'heure où la France vient de se décider enfin à reconnaître les peuples allogènes de l'ancien empire russe, les armées du gouvernement des soviets ont envahi presque tous ces territoires. Comme toujours, on est en retard à Paris et l'on prend des décisions au moment où elles n'ont presque plus que la valeur d'un geste un peu désespéré.

La délégation ukrainienne à Paris.

Il en est de même de notre délégation diplomatique à la conférence de la paix. A part M. Sydorenko, elle a dû attendre depuis le Nouvel-An en Suisse avant de recevoir le visum de ses passeports. Pendant ce temps on envoyait à Léopol et à Varsovie des missions de gens incompétents qui faisaient le beau travail que l'on sait. Nos délégués attendaient à la porte tandis que la conférence s'impatientait des événements qui se déroulaient en Ukraine.

Si l'on avait laissé entrer notre délégation immédiatement et si on l'avait laissée librement exposer l'état des choses devant la conférence, on aurait pu probablement prendre sans délai des décisions telles qu'elles auraient pu sauver la situation, non seulement de l'Europe orientale, mais certainement de l'Europe tout entière. Aujourd'hui nos délégués sont à Paris. On pourra leur offrir de somptueux dîners et même échanger avec eux les paroles les plus courtoises, mais, en attendant, notre pays est presque envahi par les bolchévistes et ceux-ci s'installent si près de la France qu'on peut attendre leur avènement là-bas d'un jour à l'autre.

Les Anglo-Saxons en Ukraine.

Tandis que le gouvernement français faisait des difficultés pour laisser entrer notre délégation, les Américains tâchaient de se renseigner sur place et la mission Goodwin en Ukraine hongroise a donné lieu à des pourparlers extrêmement utiles, qui ont été continués à Budapest entre les représentants de l'Amérique d'une part et les délégués du gouvernement national ukrainien de Stanislaviv.

D'autre part, plusieurs journalistes anglais sont arrivés dans cette dernière ville et ont envoyé d'intéressantes correspondances à la presse de Londres. Dans son fameux rapport secret du 15 mai, l'impérialiste polonais Romain Dmovski avait aimablement prédit que les Français ne joueraient à la Conférence qu'un rôle secondaire et qu'en dépit des apparences, c'est le point de vue anglo-saxon qui finirait par triompher.

Si les prédictions secrètes de M. Dmovski se réalisent, l'Ukraine peut être sûre de voir ses droits reconnus solennellement et la voix de son peuple entendue. Même aujourd'hui la France finit par se rallier à ce point de vue et l'on peut dire que l'impérialisme polonais est condamné à mort. Une immense assemblée populaire de nos paysans, tenue à Stryj, a proclamé énergiquement la volonté nationale du peuple ukrainien devant le monde et, d'autre part, le parti social-démocrate polonais s'est désolidarisé publiquement d'avec la politique annexionniste de son gouvernement. La Galicie orientale apparaît désormais à tous comme une terre ukrainienne sur laquelle personne n'a plus le droit de porter une main sacrilège.

Toute la question est de savoir si elle va être engloutie aussi par le bolchévisme, qui s'installe des deux côtés.

Les Roumains en Bukovine.

Il est vraiment navrant que l'occupation roumaine en Bukovine ukrainienne présente un contraste si frappant avec les déclarations pacifistes du ministère roumain. Nous donnons, d'autre part, quelques détails sur les persécutions infligées à nos compatriotes et nous espérons qu'on est assez bien renseigné à Bucarest pour donner immédiatement des ordres en conséquence. Une attitude pareille est d'ailleurs à prévoir lorsqu'on envoie des troupes pour conquérir un pays d'une autre nationalité. Si les Roumains ne veulent pas se dégrader devant l'opinion publique européenne, ils devront évacuer les districts ukrainiens de la Bukovine du nord. Ce sera la solution la plus simple.

L'ARMISTICE EN GALICIE

Nos lecteurs connaissent le texte de la dépêche adressée par les quatre chefs d'Etat des puissances alliées au général Pavlenko, commandant des troupes ukrainiennes devant Léopol, et au général Roswadowski qui dirige la défense polonaise de cette ville. Ce télégramme est une grande victoire pour l'Ukraine, dont l'Entente reconnaît désormais les revendications et avec laquelle elle est cette fois décidée à traiter officiellement. C'est en même temps un affront mérité au général Barthélemy et un désaveu catégorique de sa conduite scandaleuse.

Pour bien témoigner qu'elle apprécie hautement cette nouvelle attitude de l'Entente, l'Ukraine doit se faire un devoir d'accepter les propositions qui lui sont faites par les puissances alliées. Nous savons que les délégués du gouvernement de Stanislaviv, en route pour Paris, ont recommandé à celui-ci de faire cesser immédiatement le feu devant Léopol et de s'arrêter sur leurs positions, à condition que les Polonais fassent de même.

C'est pour les troupes ukrainiennes un sacrifice évident de suspendre les hostilités au moment même où elles allaient prendre la ville de Léopol d'après l'aveu des Polonais, et probablement chasser ces derniers au delà du San. Si la république occidentale accepte un sacrifice pareil, c'est par déférence pour les signitaires du télégramme de Paris. C'est aussi parce que nous voulons mettre notre confiance dans la parole et dans la bonne foi des Alliés, qui nous promettent d'examiner impartialement nos revendications.

Si cette attitude avait été adoptée trois mois plus tôt, elle aurait pu avoir des conséquences incalculables et préserver l'Europe de malheurs inutiles. Les troupes ukrainiennes de Galicie pouvaient former la base d'une puissante armée destinée à repousser les bolchévistes russes qui menaçaient d'envahir l'Ukraine. Nous n'avons cessé de le répéter avec insistance, nous avons multiplié les télégrammes et les memoranda auprès des représentants des puissances alliées. On n'a pas voulu nous écouter. Seules les intrigues polonaises trouvaient un écho favorable au Quai d'Orsay.

On proposait aux Ukrainiens d'abandonner tout simplement la moitié de leur territoire national en Galicie. Un général qui portait l'uniforme français avait le front de les traiter comme un peuple inférieur avec lequel il n'y a pas même besoin d'avoir aucun égard ni de parler de droit ou de justice.

Aujourd'hui ces erreurs sont corrigées. La ferme attitude des Ukrainiens de Galicie a imposé au monde le respect de leur droit. L'Entente a mis de côté les procédés de subordonnés maladroits ou fautifs. Elle a reconnu en fait l'égalité des peuples. Nous voudrions pouvoir en témoigner ici toute notre joie sincère et en tirer les meilleurs augures pour l'avenir.

Malheureusement l'heure est bien tardive. Pendant ces trois mois de fautes accumulées et de tergiversations insensées, le troisième larron a pris sa revanche et, tandis qu'on forçait les braves soldats ukrainiens à se battre inutilement en Galicie pour défendre leur sol national, les bolchévistes russes entraient par l'autre porte, où nos tirailleurs galiciens auraient été si nécessaires pour monter la garde.

Le résultat est tragique. A l'heure qu'il est, la République ukrainienne occidentale est comme un ilot au milieu de la marée montante. Puisse-t-elle être encore assez forte pour servir de base une fois de plus à notre mouvement national et pour sauver notre patrie d'un désastre momentané. Nous disons momentané, car rien au monde, pas plus le bolchévisme russe qu'aucune autre domination étrangère ne pourra jamais tuer une nation de quarante millions d'âmes décidée à vivre sa propre vie envers et malgré tous.

Le bilan de la folie.

On peut déjà dresser aujourd'hui le bilan terrible de la folie et de l'incurie dont ont fait preuve les diplomates de l'ancienne mode qui ont saboté l'œuvre du Congrès de Paris et qui ont réduit à néant les bonnes intentions du président Wilson. Depuis le 11 novembre, date à laquelle l'armistice a été signé entre la France et l'Allemagne, il s'est écoulé quatre mois et demi, pendant lesquels toute la situation de l'Europe aurait pu être sauvée par une action énergique et décisive.

Pour cela il aurait fallu se mettre une fois pour toutes et rapidement d'accord. En face de la tactique violente, mais habile du bolchévisme russe, appuyé en Occident par le mécontentement général, il fallait dresser un programme clair et défini et se mettre à le réaliser immédiatement dès les premiers jours. Entre Wilson et Lénine, la majorité des peuples, et surtout les paysans, qui travaillent fidèlement sur leurs terres, auraient préféré le premier qui leur donnait plus de garanties d'ordre et de sécurité. Il fallait signer rapidement une paix juste et raisonnable avec l'Allemagne, en lui faisant payer les dégâts de son invasion à l'ouest, mais en respectant les droits de son peuple.

Immédiatement après, il fallait entendre les délégations de tous les pays de l'Europe orientale et fixer leurs frontières d'après les principes du président Wilson. Enfin il fallait imposer à tout le monde une entrée immédiate dans une Société des Nations, solidement et largement organisée d'après l'expérience de la Suisse.

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait ? Rien et moins que rien. On a commencé par organiser toute une série d'intrigues et d'imbroglios compliqués pour faire échouer les idées du président. Tout en acceptant publiquement les principes théoriques de son programme, on s'efforçait de miner son action et de pousser la diplomatie secrète à des combinaisons absolument contraires au droit des peuples. La méthode pouvait se résumer ainsi : sabotage à la conférence de la paix et *combinazione* particulières au dehors.

Tantôt on se mettait à travailler pour une Grande Pologne en soulevant ainsi contre elle Ukrainiens et Lithuaniens. Tantôt on intriguait en faveur d'une restauration russe en éveillant ainsi la méfiance de tous les peuples de l'ancien empire. En ce qui nous concerne, il fallait que nos braves paysans aillent constamment verser leur sang, en Galicie à cause de M. Dmovski et de ses amis du Quai d'Orsay, sur le Dnieper à cause du consul Hennot et de M. Iswolsky, en Bukovine à cause des magnats roumains et de leurs protecteurs parisiens.

Ce qui s'est passé pour nous s'est reproduit pour tous les autres. Mille promesses et mille contre-ordres se croisaient et s'entrecroisaient. On laissait l'Autriche et l'Allemagne affamées en proie au bolchévisme intérieur, tout en faisant de beaux discours sur leur ravitaillement. On empêchait les délégations des autres pays d'arriver à Paris. On leur donnait des mots d'ordre et des consignes secrètes pour les entraîner dans des intrigues contre telle ou telle puissance alliée. On donnait au monde l'impression absolument générale d'un parfait gâchis et d'une incompétence doublée souvent de mauvaise volonté.

Pendant tout ce temps, dont chaque jour précieux aurait dû être considéré comme un trésor à faire valoir, les bolchévistes russes renforçaient leur armée de Lettons et de Chinois et le mécontentement général augmentait en Occident pour leur fournir l'allié le plus puissant.

Aujourd'hui que ce scandale dure depuis quatre mois et demi, l'Europe entière est en train de prendre feu. L'incendie, parti de l'orient gagne rapidement l'occident. Pour n'avoir jamais voulu comprendre les questions d'Europe orientale et pour avoir toujours voulu considérer les habitants de

nos pays comme de la chair à canon et nos terres comme des champs de spéculation financière et d'exploitation économique, les diplomates occidentaux sont arrivés à la veille de la catastrophe mondiale.

Pendant qu'ils boivent leur dernière coupe de champagne, nos vieux parents, nos frères et nos enfants sont décimés par la maladie, la faim ou les nouvelles guerres qui s'allument là-bas. Le désordre va régner en Europe par la faute d'une clique de deux ou trois personnages de chancellerie. Les prochains quinze jours seront décisifs. Se trouvera-t-il un caractère assez fort pour mettre le holà à toutes ces intrigues et pour prendre en mains avec énergie la direction des affaires dans le sens de la justice ? Nous le souhaitons. Le président Wilson pourrait peut-être encore aujourd'hui sauver la situation en s'appuyant sur les peuples et en envoyant promener toute la clique de saboteurs qui minent son travail. Pourra-t-il le faire, n'étant pas chez lui, c'est ce que vont nous montrer les deux ou trois semaines à venir.

L'AUTONOMIE JUIVE EN UKRAINE

Dès l'instant où les revendications juives ont été présentées à la conférence de la paix, la question juive a passé au rang des problèmes réclamant une solution internationale. Les journaux politiques de tous les pays lui ont consacré des articles plus ou moins étendus, mais aucun ne s'est avisé de dire à ses lecteurs que l'Ukraine, ayant admis en plein le programme juif, a reconnu par là les Juifs comme minorité nationale et déclaré en même temps qu'elle ne considérait pas que les Juifs fussent des hôtes de passage mais qu'elle voyait en eux des Ukrainiens qui ont conquis au prix de leur sang tout autant que les autres citoyens la liberté du pays, devant posséder donc les mêmes droits et privilèges que les autres. Ce n'était en effet pas la peine de faire la révolution si on n'émancipait pas, une fois pour toutes, les Israélites ukrainiens.

En inscrivant dans leur programme la revendication de l'autonomie nationale, les ouvriers juifs n'entendaient nullement faire de la politique ; ils se plaçaient uniquement sur le terrain économique. L'ouvrier juif a un intérêt vital à ce que les institutions sur lesquelles il s'appuie dans la lutte des classes soient dirigées par des Juifs. Il veut d'autre part une instruction professionnelle correspondant à sa mentalité de citadin ; les écoles professionnelles à l'usage des campagnards ne peuvent lui suffire.

C'est le 9 janvier 1918 que l'autonomie juive fut proclamée par un décret de la Rada en même temps que celle d'autres minorités nationales. Un conseil national juif fut formé par des représentants des divers partis politiques juifs (des trois partis socialistes, du sionisme et de l'orthodoxie). Il n'y eut pas d'élections. Un ministère spécial des affaires juives fut créé au gouvernement. Ce ministère comptait trois divisions : la division de l'instruction publique, la division des affaires juives proprement dite, s'occupant des droits civils et politiques des ressortissants israélites, de la lutte contre l'antisémitisme et de la répression des pogromes, et enfin la division pour l'administration autonome, les élections des commissions administratives des communautés d'après le suffrage universel pour les deux sexes. On voit qu'il s'agissait de grouper en trois départements toute une organisation d'Etat.

Pendant six mois ce ministère fonctionna normalement et put fournir une somme énorme de travail. Et cela est d'autant plus digne de remarque que la mentalité juive est dans son essence hostile à cette administration autonome. Le Juif était habitué à obéir aux ordres du gouvernement russe. Il lui était presque impossible de concevoir un ministère juif employant la langue juive et faisant acte d'autorité gouvernementale. La vieille organisation du « Kahal » où régnaient autocratiquement les notables de la communauté fut transformée en une institution démocratique représentant le gouvernement. Ce changement s'opéra en 192 localités. A ce même moment on ouvrit plus de 100 écoles primaires et on créa une cinquantaine d'écoles secondaires. Le gouvernement accorda au Conseil national un crédit d'un demi-million de karbovanetz. pour le matériel scolaire nécessaire à ces écoles. Des cours de perfectionnement de deux mois furent organisés pour le corps enseignant et on élabora un projet d'école normale destiné à la préparation des instituteurs et institutrices.

L'autonomie juive fut conquise par la démocratie, lorsque la réaction triompha en Ukraine elle disparut. Le 14 juillet le gouvernement abolit l'autonomie des minorités nationales et la dernière assemblée du Conseil national juif fut dispersée par des soldats allemands.

Au moment de la défaite des empires centraux se posa à nouveau dans l'Ukraine libérée la question de l'autonomie à accorder aux minorités nationales. Le Directoire qui, immédiatement après le départ des troupes ennemies, chassa l'hetman, était disposé à la rétablir et à rappeler à l'existence le ministère juif. Cependant, les sionistes, tout autant que les partis bourgeois juifs, déclinèrent cette offre, ne voulant pas prendre la responsabilité de la politique générale du gouvernement et se groupèrent autour d'un secrétariat juif fondé par eux-mêmes. Le ministère juif occupé sous le régime allemand par un socialiste, fut régi à ce moment par l'Israélite Rewutzki, socialiste lui aussi.

Voici quelques extraits de ses premières ordonnances :

« En assumant la charge lourde de responsabilités de travailler au rétablissement de l'autonomie juive, ce ministère déclare n'avoir en vue que les intérêts des grandes masses et l'idéal de la démocratie juive révolutionnaire.

» Il invite la démocratie juive à soutenir de toutes ses forces les paysans et ouvriers ukrainiens dans leur lutte contre les puissances malfaisantes qui, du dehors, menacent leur existence commune.

» Nous invitons les prolétaires juifs à collaborer à la restauration de leur autonomie nationale et à ne pas permettre aux classes bourgeoises juives de reprendre le pouvoir. »

Nous attendons avec intérêt la suite des événements. En ce moment le Directoire lutte contre le bolchévisme pour sa propre existence mais, si l'armée ukrainienne est assez forte pour résister à l'invasion de l'anarchie russe, il faut redouter des excès possibles de sa part au détriment de la population juive.

L'INVASION BOLCHÉVISTE AU POINT DE VUE MILITAIRE

Avant le 1er janvier 1919, la huitième armée rouge bolchéviste, forte de près de 40 000 hommes, sous le commandement du général Tcherniavine et avec son état-major à Voronij, campait sur la frontière moscovite de l'Ukraine, de Homel jusqu'à Pavlowsk. Le gros de ces forces était en action avec les Cosaques du Don, le reste était concentré dans trois régions différentes.

La première région, celle de Briansk, sous le commandement du général Varfolomeeff, occupait le front de Homel jusqu'à la rivière Seïm, près de Lgov ; la deuxième, la province de Koursk, sous le commandement du général Glagoleff, s'étendait de Lgov à Korotscha, et enfin la troisième région, sous le commandement du général Stepanoff, s'étendait de Korotscha jusqu'à Pavlovsk.

Déjà depuis la fin de l'année 1918 les Bolchévistes commençaient la formation de régiments soi-disant soviétistes ukrainiens. Leur état-major se trouvait à Koursk, sous la direction de MM. Rakovski, Piatakoff et Kozubinsky, et placé sous le commandement du camarade Antonoff, célèbre par les massacres de Kiev, qu'il avait pris en janvier 1918. Les commissaires bolchévistes ont déclaré, sur les protestations ukrainiennes, que ces formations étaient complétées par des éléments purement ukrainiens hostiles aux autorités de l'hetman Skoropadsky.

En réalité, ces régiments étaient complétés par la classe russe de 1919 et les Ukrainiens en formaient la partie la plus minime ; maximum, 4000 hommes, soit quatre régiments et un escadron dispersés un peu partout.

Leur état-major siégeait à la station de Zernovo, sur la ligne Briansk-Bakmatch. Le chef des troupes des soviets ukrainiens de région était un certain Savenko. Dans la deuxième région, la formation des régiments ukrainiens soviétistes était aux mains de l'état-major général à Koursk avec Antonoff en tête. Le dernier centre pour la préparation de l'armée ukrainienne soviétiste était celui de la région de Pavlovsk, avec l'état-major à Staryï Oskol, sous la direction d'un matelot de la flotte de la mer Noire nommé Kabanoff.

L'offensive des Bolchévistes pour la conquête de l'Ukraine a commencé au mois de décembre, presque à la même époque où le Directoire avec Petliura concentrait toutes ses forces pour délivrer le peuple ukrainien du joug tsariste russe avec le général Skoropadsky et leur garde blanche à Kiev. Alors les Bolchévistes mirent ce fait sur le dos de la démocratie, qui était en ce moment en lutte avec les réactionnaires russes soutenus par les Allemands. Les Bolchévistes ont commencé leurs opérations militaires sur trois points différents après trois mois de travail préparatoire intensif.

La première colonne bolchéviste entra en Ukraine près de Choutor Michaïlovsky dans le but d'occuper Tchernigov. Ce groupe était soutenu par les deux régiments de la 17e division des tirailleurs de l'armée rouge venus de Homel pour Konotop. Avec l'aide de ces troupes régulières bien équipées et disciplinées, les bandes des soviets ukrainiens ont réussi à occuper la ville de Tchernigov vers le 7 février. De là ils continuèrent leur offensive par le chemin de fer (comme d'habitude) dans la direction de Krouty, où ils arrivèrent le 12 du même mois. Pour défendre leurs frontières, les Ukrainiens ne disposaient que de garde-frontières dispersés sur toute la ligne ferroviaire qui, avec de petits détachements de Petliura, ne pouvaient en aucune façon faire face aux envahisseurs qui s'avançaient au nombre de cinq mille. Presque sans résistance ils s'avançaient dans la direction de Kiev, sur la rive gauche du Dnieper, où ils sont arrivés le 26 février. A part l'infanterie, les Bolchévistes avaient des trains blindés, une nombreuse artillerie de petit calibre de campagne et un grand nombre de mitrailleuses.

Une autre colonne de Bolchévistes a commencé ses opérations de Lgov sur la Soudja par chemin de fer Koursk-Charkov. Devant l'armée rouge russe 100 cavaliers des troupes soviétistes ukrainiennes marchaient comme éclaireurs et occupèrent les points abandonnés par les Allemands évacués. Le gros de toute la colonne des conquérants se composait de deux régiments de la IXe division de l'armée régulière russe et près de douze bataillons (10 000 hommes) des légions chinoises et lettones, en tout près de 14 000 baïonnettes. Cette colonne était la force principale destinée à conquérir l'Ukraine et elle disposait en outre de six batteries lourdes du calibre de 15 cm. au nombre de 24 pièces et 48 pièces de campagne, sans compter 290 mitrailleuses (48 pièces par régiment). Le commandant de ces troupes était le général de l'état-major tsariste Glagoleff. Trois trains blindés et quatre autos blindées accompagnaient ces troupes.

Encore au commencement du mois de janvier la garde rouge occupait la ville de Soudja, et quelques jours plus tard la ville de Soumy, toujours derrière les Allemands, avec lesquels ils avaient conclu un accord pour avancer sans résistance.

La conduite lâche des Allemands a beaucoup empêché aux troupes ukrainiennes d'arrêter la marche en avant des Bolchévistes. La chute de la ville de Charkov vers le 15 janvier a vraiment été le résultat de la conduite du Ier corps d'armée allemand qui occupait la ville. Le gros des troupes ukrainiennes, sous le commandement du général Balbatchan, était en ce moment occupé plus au sud, en train de liquider les bandes de brigands de Machno qui avaient pris le bassin houiller près de Jousovka et Ekaterinoslav. En prenant Charkov avec le consentement des Allemands, les Bolchévistes ont commencé leur marche sur Poltava. A ce moment-là le général Balbatchan, de retour, a coupé la route à l'armée rouge et en réunissant à ses régiments ceux en retraite devant les Bolchévistes, près de Lubotine, battit l'armée bolchéviste et reprit Charkov. Les Bolchévistes reculèrent dans la direction de Bilgorod, où ils attendaient du renfort, provenant du reste, de la même IXe division.

En même temps, sous le Valouïki, les petits détachements de l'armée ukrainienne soutenaient des batailles très sanglantes avec la troisième colonne bolchéviste, forte de 5000 hommes, qui approchait de cette ville pour prendre Charkov du côté sud. Peu après, avec des renforts, les Bolchévistes recommencèrent leur offensive et reprirent Charkov. Les troupes du général Bolbatchan durent se retirer dans deux directions vers Poltava et vers le sud.

En s'approchant dans la direction de Kiev, ces trois colonnes arrivèrent vers le 26 février devant Kiev. Là, près de Brovary, à 20 kilomètres de Kiev, elles furent complètement battues par les troupes ukrainiennes commandées par le général Grekow et s'enfuirent en désordre dans toutes les directions.

Leurs pertes étaient énormes. Tous ces 25 000 Bolchévistes, Russes, Chinois et Lettons étaient dispersés, blessés ou morts. Nos troupes firent beaucoup de prisonniers et s'emparèrent du matériel de guerre.

Le Directoire revint à Kiev ; mais les Bolchévistes furieux déclarèrent cette fois ouvertement la guerre à l'Ukraine et commencèrent à concentrer leurs forces, très importantes, en vue de la prochaine conquête de l'Ukraine.

(*A suivre.*) Colonel A.

Le meeting de Stryj.

Stryj, 13 mars. — Une assemblée populaire a eu lieu jeudi dernier, à Stryj, en présence de plus de 10 000 personnes dans le but de protester contre les projets d'annexion à l'Etat polonais des territoires et districts ukrainiens se trouvant à la frontière occidentale de la République populaire ukrainienne. Tous les orateurs ont déclaré unanimement que le peuple ukrainien ne céderait pas les territoires de tout temps ukrainiens avec Léopol et Przemysl et qu'il les défendrait jusqu'à la dernière goutte de son sang. Les orateurs ont critiqué en termes énergiques la conduite des fonctionnaires polonais dans l'Etat autrichien à l'égard des Ukrainiens et protesté contre la manière inhumaine dont sont traités encore aujourd'hui les Ukrainiens dans les prisons polonaises (s'en référer pour cela au communiqué du « Narodny Listy » du 26 février). Avec enthousiasme, l'assemblée a voté à l'unanimité la résolution suivante : L'assemblée générale de la population ukrainienne de Stryj a décidé, à l'unanimité, en présence de toutes les classes de la population, intellectuels, paysans, bourgeois et ouvriers, au sujet des futures frontières de l'Etat ukrainien, après l'audition des rapports et délibérations, ce qui suit : Nous nous basons expressément et inviolablement sur le point de vue adopté par l'Entente sur les idées fondamentales seules justes à cette époque actuelle de démocratie, du président Wilson sur le droit de libre disposition et la création d'un Etat propre là où les territoires sont habités par une majorité incontestable ; en même temps nous repoussons les prétentions de toute autre nation sur ces territoires. C'est pourquoi l'assemblée populaire proteste solennellement et énergiquement contre la décision prise par la mission envoyée par l'Entente, à Lemberg, le 1er mars dans le but d'amener des pourparlers entre les Ukrainiens et les Polonais, d'après laquelle sans tenir compte du principe du président Wilson, la République ukrainienne devait céder à l'Etat polonais vingt districts frontière, habités à une écrasante majorité par des Ukrainiens au nombre de plus d'un million, ainsi que les riches territoires pétrolifères. Elle déclare à la face du monde que ces territoires ne seront livrés à aucun prix et sous aucune condition volontairement à l'Etat polonais et que le peuple ukrainien, tant qu'il vivra, ne se les laissera pas arracher.

L'armée ukrainienne.

Stanislaviv, 11 mars. — Dans une assemblée publique l'ex-ministre du travail du gouvernement de Kiev, Geldermann, a prononcé un discours sur la démocratie juive et ukrainienne. La démocratie ukrainienne aspire à l'indépendance de son Etat et le gouvernement soviétiste centraliste de Moscou est son ennemi. La délégation ukrainienne à Vienne a envoyé un radiotélégramme à Berlin et Budapest, où il est dit que la jeune armée ukrainienne lutte énergiquement depuis trois mois contre les Bolchévistes ; elle combat pour chaque pouce de sol et ne l'abandonne qu'après une lutte acharnée. Afin de maintenir l'indépendance de la République ukrainienne, le commandement ukrainien était disposé à se jeter sur son puissant ennemi en plein accord avec les puissances alliées ; malheureusement les représentants de l'Entente ont posé des conditions semblables à celles qu'elles avaient déjà posé dans leurs rapports précédents avec l'Ukraine. Ils voulaient prendre part au gouvernement et demandaient que l'on écarte Petliura et Andrievski du Directoire. Un tel changement dans la composition du Directoire provoquerait une grande agitation dans l'Etat et de graves désordres sur le front. En outre, ce changement aurait eu des suites tragiques, aussi bien pour les puissances de l'Entente que pour le peuple ukrainien tout entier, parce que par là-même, l'offensive contre les Bolchévistes russes n'aurait pu avoir lieu. C'est pourquoi le Directoire, en complet accord avec le Conseil d'Etat, les membres du Préparlement et les partis politiques ukrainiens, a refusé aux représentants du commandement militaire allié le droit d'intervenir dans la souveraineté de la République ukrainienne.

En vous mettant au courant de ces faits, je vous prie de bien vouloir faire les démarches nécessaires pour exposer clairement la situation aux représentants de l'Entente et leur montrer le danger de tels actes, ainsi que de leur faire remarquer que maintenant comme auparavant, le peuple ukrainien et le gouvernement souhaitent conclure un accord avec les puissances de l'Entente, et qu'ils espèrent qu'une bonne et saine raison d'Etat et non des préventions dans les relations avec le gouvernement ukrainien amènera une entente.

Chronique économique et financière.

Faisant suite à la notice dans notre dernier N° concernant la Chambre de commerce ukraino-suisse, nous donnons à nos lecteurs connaissance du projet de Statuts qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Constitutive. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de cette fondation intéressant les deux pays.

Projet des statuts de la Chambre de Commerce ukraino-suisse. à Genève.

TITRE PREMIER

ARTICLE PREMIER. — Sous la *dénomination : Chambre de commerce ukraino-suisse*, il est fondé une association, organisée corporativement conformément aux dispositions des art. 60 et suivants du Code civil, et jouissant de la personnalité civile.

ART. 2. — Le *siège* de la Chambre de commerce ukraino-suisse est à Genève.

ART. 3. — Le *but* de la Chambre de commerce ukraino-suisse est :

a) de recueillir et d'échanger, avec les négociants et les diverses institutions gouvernementales et privées, commerciales, industrielles et financières de l'Ukraine et de la Suisse, tous les renseignements utiles au développement de l'industrie et du commerce ukrainien en Suisse et du commerce suisse en Ukraine;

b) de créer des données statistiques concernant l'industrie, la production, le commerce, les finances, etc., ukrainiens et suisses et de les mettre à la disposition des entreprises ukrainiennes et suisses désireuses de s'occuper de l'échange entre ces deux pays;

c) d'organiser un Musée d'échantillons de produits ukrainiens et suisses.

d) de préparer les bases pour le futur traité de commerce ukraino-suisse en consultant les milieux intéressés des deux pays;

e) de présenter aux Ministères des deux pays des propositions pouvant servir les intérêts réciproques;

f) d'entretenir des relations étroites avec les Chambres de commerce ukrainiennes et suisses dans tous les autres pays du globe;

g) de s'occuper de tout ce qui peut intéresser, favoriser et développer le commerce et l'industrie des deux pays, ainsi que leur échange mutuel.

ART. 4. — La Chambre de commerce ukraino-suisse publiera un *Messager* qui paraîtra selon les décisions du Conseil.

TITRE II

Composition.

ART. 5. — La *Chambre de commerce ukraino-suisse* se compose de :

1° Membres fondateurs,
2° » actifs,
3° » adhérents et
4° » honoraires.

Admission.

1° Sont membres *fondateurs* toutes les personnes ayant assisté aux séances de constitution de la *Chambre de commerce ukraino-suisse*.

2° Peuvent devenir membres *actifs* de la Chambre de commerce ukraino-suisse moyennant adhésion à ses statuts et sur demande écrite, les citoyens ukrainiens et suisses ainsi que les étrangers entretenant des relations d'affaires avec l'Ukraine, présentés par deux membres et élus par le Conseil à l'unanimité.

3° Membres *adhérents*. Les personnes physiques ou morales, de nationalité ukrainienne, suisse ou autre travaillant avec l'Ukraine ou avec la Suisse, peuvent devenir membres adhérents de la Chambre de commerce ukraino-suisse.

4° Les personnes qui auront rendu à la Chambre de commerce ukraino-suisse des services exceptionnels peuvent, sur la proposition du Conseil, à la majorité des voix de l'Assemblée générale, être élues membres *honoraires*, ayant les mêmes droits que les membres actifs.

ART. 6. — D'une manière générale ne peuvent faire partie de la Chambre de commerce ukraino-suisse que :

1° les personnes physiques ou morales dont l'œuvre passée et les tendances sont en harmonie avec l'esprit de la Chambre de commerce ukraino-suisse,

2° les personnes physiques ou morales n'appartenant pas à un Etat qui est hostile à l'Ukraine ou à la Suisse,

3° Les personnes physiques ou morales qui n'ont jamais été faillis et qui n'ont jamais subi des condamnations à des peines correctionnelles ou criminelles pour des causes entachant leur honneur et leur considération et

4° les personnes dont l'élection ou la présence dans la Chambre ne se heurte pas à la résistance des trois quarts des voix du Conseil de la Chambre de commerce ukraino-suisse.

ART. 7. — Les Chambres de commerce étrangères, pour autant qu'elles ne tombent pas sous l'article précédent, pourront, à titre de réciprocité, devenir membres honoraires de la Chambre de commerce ukraino-suisse.

ART. 8. — Le Ministre du commerce et de l'industrie de l'Ukraine est président d'honneur de la Chambre de commerce ukraino-suisse. Les personnes qui ont, par leur travail, contribué à la fondation de la Chambre de commerce ukraino-suisse ou qui en vertu de leurs fonctions officielles travaillent au même but, comme le futur agent du Ministère du commerce et de l'industrie de l'Ukraine, les consuls ukrainiens en Suisse, etc., sont membres honoraires de la Chambre de commerce ukraino-suisse. La qualité de membre honoraire est également offerte au Ministre suisse en Ukraine.

ART. 9. — *Sortie.*

1° *Démission.* — Chaque sociétaire est autorisé à sortir de la Chambre de commerce ukraino-suisse en adressant au président sa démission six mois avant la fin de l'exercice administratif (alinéa 2, art. 70 du Code civil suisse).

2° *Radiation.* — En cas de non paiement de ses cotisations, et après avertissement, le Conseil peut prononcer la radiation du membre fautif.

3° *Expulsion.* — Sur la proposition du Conseil, après enquête et audition de l'intéressé, la Chambre de commerce ukraino-suisse pourra prononcer l'expulsion de tout sociétaire qui, pour une raison quelconque, l'aurait compromise ou qui se serait montré indigne d'en faire partie.

Les membres démissionnaires, radiés ou exclus, de même que les héritiers d'un sociétaire décédé, n'auront aucun droit à l'actif social.

Contributions des membres.

ART. 10. — Les membres fondateurs, actifs et adhérents paient une cotisation annuelle qui est fixée comme suit :

pour les personnes physiques à fr. 50
pour les sociétés . . . . à fr. 200

Les membres *honoraires* sont exemptés du versement de la cotisation.

Responsabilité.

ART. 11. — Les sociétaires n'encourent aucune responsabilité personnelle quant aux engagements de la Chambre de commerce ukraino-suisse, lesquels sont uniquement garantis par les biens de celle-ci.

TITRE III

Des organes de la Chambre.

Organisation.

ART. 12. — Les *organes* de la Chambre de commerce ukraino-suisse sont :

1° L'Assemblée générale,
2° le Conseil,
3° la Direction,
4° la Commission de vérification des comptes.

Assemblée générale.

ART. 13. — L'Assemblée générale est le pouvoir suprême de la Chambre de commerce ukraino-suisse (art. 64 du C. C. S.).

a) Elle se réunit au commencement de chaque année, dans le courant du mois d'avril, l'exercice administratif allant du 1er janvier au 31 décembre. Par exception, le premier exercice administratif commencera le mars 1919 pour se terminer le 31 décembre 1919;

b) elle est régulièrement convoquée 28 jours à l'avance par avis adressé à chaque sociétaire avec l'ordre du jour;

c) elle délibère alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents;

d) elle peut être convoquée à l'extraordinaire par le Conseil et doit l'être si le cinquième des membres le demandent;

e) elle nomme tous les trois ans le Conseil, prend connaissance de son rapport et vote sur les propositions qui lui sont présentées. Pour figurer à l'ordre du jour, ces propositions doivent avoir été remises au Conseil au moins 45 jours avant l'Assemblée;

f) elle nomme en outre les deux vérificateurs des comptes prévus à l'art. 19, donne décharge de la gestion de la Chambre de commerce ukraino-suisse après avoir pris connaissance du rapport des vérificateurs;

g) elle délibère sur les candidatures de membres honoraires proposées par le Conseil.

ART. 14. — Les résolutions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Le vote a lieu au scrutin secret. Les délibérations de l'Assemblée sont inscrites au procès-verbal de la séance; ce procès-verbal est signé par le président de l'Assemblée et contresigné par un secrétaire élu. Ces procès-verbaux sont approuvés par l'Assemblée suivante.

Conseil.

ART. 15. — Le Conseil est composé de cinq à onze membres élus par l'Assemblée générale tous les trois ans et immédiatement rééligibles. Il élit dans son sein le président de la Chambre, le directeur, le trésorier et le rédacteur en chef du *Messager de la Chambre de commerce ukraino-suisse*. En outre, le Conseil

a) Elabore le budget;

b) délibère, conjointement avec le directeur, aussi souvent qu'il le juge nécessaire, sur les affaires courantes de la Chambre de commerce ukraino-suisse;

c) convoque les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires;

d) nomme l'adjoint remplaçant le directeur, le secrétaire, le rédacteur en chef du *Messager* et le jurisconsulte de la Chambre.

ART. 16. — Les résolutions du Conseil, pour être valables, doivent être approuvées par la majorité des voix des membres présents, dont le nombre ne doit pas être inférieur à trois. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

En cas de vacance au cours d'un exercice, le Conseil pourra se compléter lui-même jusqu'à la prochaine Assemblée générale.

Direction.

ART. 17. — Le directeur et l'adjoint-remplaçant gèrent les affaires courantes de la Chambre de commerce ukraino-suisse. La correspondance doit être signée par l'un des deux et contresignée par le secrétaire.

Pour les actes à passer et les signatures à donner, la Chambre est valablement engagée par le président, le directeur et le directeur-adjoint, signant collectivement à deux. Le trésorier doit contresigner toutes les pièces comptables de la Chambre.

ART. 18. — La Direction publie annuellement un rapport de gestion.

Commission de vérification des comptes.

ART. 19. — Deux vérificateurs des comptes sont nommés par l'Assemblée générale à la majorité des voix pour la durée d'une année et sont rééligibles. Ils doivent rendre compte à l'Assemblée générale de leur mandat. Ils exercent un contrôle effectif sur la marche financière et les biens de l'Association.

TITRE IV

Le Messager de la Chambre de commerce ukraino-suisse.

ART. 20. — Le *Messager* servira à faciliter le développement des relations commerciales entre l'Ukraine et la Suisse et à faire connaître aux milieux intéressés de ces deux pays, ainsi qu'à l'étranger, les ressources de l'Ukraine, etc. Un rédacteur effectif possédant des connaissances spéciales concernant le commerce des deux pays, etc., sera engagé outre le rédacteur en chef élu dans le sein du Conseil (art. 15 *d*).

Le *Messager* paraîtra en langues ukrainienne, française et anglaise et sera envoyé gratuitement à tous les membres de la Chambre de commerce ukraino-suisse.

Les fonds du *Messager* se composent de :

a) Abonnements;

b) annonces commerciales et, en cas de besoin

c) subventions de la part de la Chambre ou du gouvernement ukrainien, ainsi que de celle des milieux intéressés.

La Rédaction du *Messager* a sa propre comptabilité.

Règlement pour la gestion.

ART. 21. — Le Conseil élaborera un règlement pour la gestion de la Chambre et le soumettra à l'approbation de l'Assemblée générale.

TITRE V

Ressources.

ART. 22. — Les ressources de la Chambre de commerce ukraino-suisse sont formées par :

1° Les cotisations;

2° les dons et les subventions éventuelles;

3° les taxes payées pour renseignements fournis;

4° les intérêts sur les sommes déposées dans les banques, étant donné l'interdiction absolue d'une spéculation quelconque.

TITRE VI

Revision des statuts. Dissolution. Liquidation.

ART. 23. — Toute proposition de *modification aux présents statuts* doit être envoyée par écrit, et dans le délai prévu à l'art. 13, lettre *e*, au Conseil, qui la présentera, après étude et avec préavis, à la prochaine Assemblée générale à l'ordre du jour de laquelle elle doit figurer.

ART. 24. — La Chambre de commerce ukraino-suisse peut décider sa *dissolution* par un vote de l'Assemblée générale convoquée à cet effet et à la majorité des trois quarts au moins des membres actifs présents à l'Assemblée.

ART. 25. — Si, lors de la dissolution, il reste un solde actif au fonds social, il sera réparti à moitié à une œuvre d'utilité publique suisse selon la décision de la dernière assemblée générale, tandis que l'autre moitié sera attribuée à l'organisation centrale des Chambres de commerce en Ukraine, à laquelle seront remises les archives.

L'UNION FAIT LA FORCE

Pendant la crise très grave que traverse notre pays en ce moment, un des points les plus regrettables est la désunion des forces patriotes et capables de travailler, désunion due à notre avis en grande partie à l'erreur d'appréciation de la situation actuelle. Le moment n'est pas aux hésitations, ni aux discussions de doctrines, mais bien à la lutte contre nos ennemis nationaux, qui sont en train de profiter de notre querelle et envahissent notre pays, armes en mains, ou bien, profitant de notre faiblesse momentannée, revendiquent des territoires et des villes purement ukrainiens.

La désunion a toujours fait la faiblesse d'un peuple. Ne voulant pas répéter les fautes des autres, nous aimerions réunir autour de nous toutes les forces capables et raisonnables de notre pays, se trouvant pour le moment en Suisse, sans s'occuper du point de vue politique individuel, afin de travailler dans l'intérêt du pays.

Nous avons une confiance inébranlable dans l'avenir de l'Ukraine, mais ce n'est qu'en unissant tous nos efforts que nous pouvons espérer arriver à trouver une solution acceptable pour la majorité des classes, solution stable et par laquelle par des compromis mutuels le riche et le pauvre trouveraient la tranquilité et la possibilité de vivre et de travailler dans notre riche et grand pays.

Rome n'a pas été bâtie en un jour. Pour reconstruire et organiser un aussi grand pays que l'Ukraine on ne pouvait se passer de tâtonnements et de fautes, fautes qui ne pourront être équitablement jugées que par l'historien, qui aura le recul nécessaire pour donner froidement son opinion définitive. Pour le moment il ne s'agit pas de cela, mais bien de trouver et soutenir de nos efforts réunis une solution capable de satisfaire la majorité d'intérêts et acceptable en même temps par les arbitres du monde, LES ALLIES. Pour cela chaque Ukrainien qui pense doit se défaire de l'apathie et de l'indifférence et activement se mettre à l'œuvre dans la mesure de ses capacités et influences car ce n'est qu'en *COORDONNANT* tous nos efforts que nous pouvons espérer à arriver à un résultat. T.

Agir, c'est vivre!!!

La dépêche des Alliés.

Au cours de sa séance du 19 mars, le Conseil suprême de la Conférence de la paix a décidé d'inviter les deux partis en présence à Lemberg à conclure une trêve dès réception du présent télégramme.

En conséquence, les chefs des gouvernements alliés et associés s'adressent au général Pavlenko pour lui faire part de l'invitation du conseil suprême de la Conférence de la Paix à arrêter immédiatement, en ce qui le concerne, les hostilités devant la ville et dans la région de Lemberg, invitation qui est simultanément adressée au général polonais Rozwadowski, commandant de la place de Lemberg.

Pendant la durée de la trêve, les troupes des deux partis resteront sur leurs positions, les communications par voie ferrée entre Lemberg et Przemysl devant toutefois rester libres dans la mesure strictement nécessaire au ravitaillement journalier de la ville.

Le conseil suprême ajoute qu'il est disposé à entendre l'exposé des revendications territoriales de l'une et de l'autre partie en cause et à s'entremettre à Paris auprès des délégations ukrainienne et polonaise, ou par l'intermédiaire de telle représentation qualifiée que les partis jugeront devoir choisir en vue de transformer la suspension d'armes en armistice.

L'audition des représentants ukrainiens et polonais concernant leurs revendications concurrentes est d'ailleurs subordonnée à la condition formelle d'une suspension immédiate des hostilités.

Un radiotélégramme identique a été adressé au général Pawlenko commandant les forces ukrainiennes devant Lemberg.

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS

*** *6 février.* — Une conférence a réuni, à Birsula, les représentants du Directoire et les délégués français.

*** Le leader et ministre bolchéviste Kamenev a déclaré à Moscou que pour sauver le gouvernement des soviets de ses difficultés financières et économiques, il fallait s'emparer par la force des provinces de l'ancien empire des tsars.

*** *5-8 février.* — Congrès des partis communistes ukrainiens (bolchévistes), à Kiev.

*** *7 février.* — Loi sur l'amélioration de la situation des soldats et officiers dans l'armée nationale.

*** *9 février.* — Le congrès des représentants de toutes les nationalités à Kiev.

*** Dans un combat à 20 km. de Kiev les bolchévistes ont été complètement battus par des régiments de tirailleurs ukrainiens et repoussés vers le nord. Reprise par les troupes gouvernementales de Charkow, de Poltava et d'Ekaterinoslav.

*** Entrée des troupes républicaines à Odessa.

*** VIe Congrès du parti social-démocratique, à Kiev.

*** *10 février.* — La mission de M. Prokopowitch pour fixer les conditions de pourparlers de paix ukraino-polonais est de retour de Varsovie. Une autre délégation avec M. Stebniizky en tête est prête à partir pour Varsovie dans le but de commencer les pourparlers avec le gouvernement polonais.

*** M. Tchijevsky a été nommé ministre de l'Intérieur.

*** Exécutant la volonté du Préparlement, M. Tchechowski, ministre-président, a présenté un rapport au Directoire concernant la formation d'un nouveau cabinet. M. Ostapenko, ex-ministre, est chargé de constituer le cabinet.

*** Une délégation spéciale du pays du Kouban présidée par M. Bytch est partie pour Paris afin de présenter ses revendications à la conférence de la paix.

*** *11 février.* — M. Holoubowitch, président du Conseil d'Etat de Galicie, a protesté contre les atrocités incomparables des Polonais sur les otages ukrainiens y compris les femmes.

*** *12 février.* — Les combats dans les faubourgs nord et est de Léopol continuent. Attaque des troupes ukrainiennes et succès sur les lignes de chemins de fer vers Przemysl.

*** *13 février.* — M. Galagan a été chargé de représenter l'Ukraine auprès de la République populaire hongroise, et l'ex-représentant de l'Etat ukrainien de Halitch, capitaine Biberovitch, lui a été adjoint comme conseiller de légation.

*** *14 février.* — M. Vitkovsky, secrétaire d'Etat de la République ukrainienne occidentale a démissionné. Le colonel Kurmanowitch lui succède comme ministre de la guerre.

*** *17-18 février.* — Congrès panukrainien, à Kiev, des employés des postes et télégraphes.

*** *20 février.* — Les Polonais jouent double jeu et entrent en pourparlers avec le gouvernement bolchéviste.

*** *21 février.* — Le gouvernement ukrainien s'est installé provisoirement à Vinnitza.

*** Les séances du Préparlement et les travaux de ses commissaires ont lieu quotidiennement.

*** *22 février.* — Les troupes ukrainiennes, après de durs combats, ont occupé la ville de Belz, en Galicie orientale.

*** Le nouveau cabinet des Ministres est composé de la manière suivante : Président Ostapenko. Affaires étrangères : Mazniewitch, Généralissime : le général Grekow, Justice : Marktovitch, Intérieur : G. Tchijevsky, Travaux publics : Michailov, Instruction publique : Ohienko, Santé publique : Dr Kortschak-Tchepomkivsky, Agriculture : Archipenko, Postes et télégraphes : Stephan, Marine : amiral Bilinsky, Contrôleurs d'Etat : Simoniv, Finances : Fedak, Approvisionnement : Tchopivsky, Guerre : O. Chapoval, Secrétaire d'Etat : Kortchinsky, Cultes : Lypa.

*** Deuxième occupation de Kiev par les troupes bolchévistes. Etablissement d'un gouvernement des soviets ukrainiens sous la présidence de Rakovsky, ministre de l'Intérieur : Manouilsky, des Finances : Piatakoff, et de la Guerre : Kotzubinzky.

*** Signature de l'accord entre l'Entente et le Directoire, à Birsula.

*** *24 février.* — Mobilisation générale, y compris les Juifs, en Galicie orientale.

*** Un armistice a été conclu, à midi, à Léopol, entre les Ukrainiens et les Polonais.

*** *26 février.* — Réception solennelle du général Petliura, président du Directoire, qui vient d'arriver à Stanislaviv. Cette visite, après les événements du 3 et 22 janvier 1919, a une haute portée politique. Elle contribue à renforcer l'union de tous les territoires nationaux ukrainiens.

*** M. Vinnitchenko, ex-membre du Directoire, vient d'arriver à Vienne.

*** Le gouvernement ukrainien s'est transporté de Vinnitza à Fastow.

*** Une mission ukrainienne est arrivée à Buda-Pest pour entrer en pourparlers avec le gouvernement hongrois au sujet du rétablissement du trafic des chemins de fer et des marchandises entre les deux républiques. Le président du Conseil, Berinkay, et le ministre du Commerce, Garami, assistaient aux pourparlers.

*** M. Lyssak, président du Directoire bessarabien, et M. Jaremnytzky, membres de l'Union nationale de la Bessarabie, sont arrivés à Stanislaviv pour exposer les rapports entre les organisations bessarabiennes de la population ukrainienne et le gouvernement de l'Ukraine.

*** *27 février.* — Le général français d'Anselme a déclaré, à Odessa, que la France n'avait pas l'intention d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Ukraine.

*** Le gouvernement des soviets, à Kiev, présidé par Rakowski, a proclamé la fédération de l'Ukraine avec la Russie. Par suite de cela, les Bolchévistes ukrainiens et les Juifs se sont retirés du gouvernement dans lequel les Bolchévistes russes moscovites seuls sont restés.

*** *28 février.* — A Léopol ont commencé les travaux d'une conférence entre les délégués de l'Ukraine et la mission alliée venue de Varsovie.

*** Les premiers envois de vivres sont partis de l'Ukraine pour la Russie, soit 60 wagons de blé, 2 wagons d'objets manufacturés et 30 wagons de sucre.

*** *1er mars.* — La mission américaine à Vienne a envoyé M. Goodwin à Marmaros Sziget pour étudier la situation des Ukrainiens de Hongrie et les rapports de la Rousska Kraina (l'Ukraine autonome de Hongrie) avec le gouvernement hongrois.

*** *3 mars.* — Traité d'armistice en Galicie dénoncé par suite des exigences des Polonais sur les territoires purement ukrainiens.

EN BUKOVINE

Les persécutions honteusess et systématiques exercées par les autorités roumaines d'occupation sur les Ukrainiens de Bukovine dépassent toute mesure. Sous prétexte de maintenir l'ordre dans le pays et en assurant ne pas vouloir empêcher l'activité des nations, les troupes roumaines, sans tenir compte de toutes les protestations du Conseil national ukrainien, ont occupé également le nord de la Bukovine. Elles ont transformé l'Hôtel de ville ukrainien à Czernowicz en une caserne, interdit les journaux ukrainiens, fermé les maisons d'éducation, les imprimeries et toutes les sociétés culturelles et scientifiques ukrainiennes. L'état de siège a été proclamé sans raison dans les districts ukrainiens. Plus de deux cents personnes innocentes ont été arrêtées et sans interrogatoire enfermées dans la prison de Czernowicz ; ce sont entre autres le conseiller gouvernemental Pihuliak, le chanoine Kostecki, le conseiller au consistoire Dr Brendan, le directeur du gymnase Théophile Brandzan, le notaire Hrusskewicz, le vétérinaire Singalewicz, les pasteurs Kateryniuk, Scherzerbanwicz et Tscheczuk, le professeur au gymnase Dr Korduba, le secrétaire du ministère Dr Zaloziecki et beaucoup d'autres honorables bourgeois et paysans.

La domination militaire roumaine sévit aussi dans les villages. A Toporoutz, le maître d'école Tupleko et deux paysans ont été fusillés sans jugement devant l'église. Dans la localité voisine de Kolinkiwoi, vingt-deux paysans ont subi le même sort. En même temps, à Kotzmann, plusieurs paysans sont morts des suites des blessures causées par la bastonnade. A Toporotz, dix-huit paysans sont morts pour la même raison. A Storozynec, cinq personnes. Dans la plupart des localités, professeurs, prêtres, maîtres d'écoles, ont été arrêtés et emmenés, de sorte que les églises et les écoles ukrainiennes ont dû être fermées. Le gouvernement ukrainien a adressé une vive protestation au gouvernement roumain contre ces actes de cruauté ainsi que devant la conférence de Paris. L'exaspération de la population ukrainienne de la Bukovine contre les envahisseurs roumains est indescriptible.

Déclaration des social-démocrates polonais.

Stanislaviv, 17 mars. — Le comité exécutif des social-démocrates polonais en Ukraine a remis un mémoire à la Diète polonaise le 17 février dans lequel les social-démocrates polonais reconnaissent pleinement la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine, et se déclarent énergiquement contre l'incorporation de territoires ukrainiens à l'Etat polonais.

Le parti adopte la même attitude à l'égard de la question lithuanienne et blanc-russienne. Il déclare que le sort de l'Ukraine dépend de la victoire de la démocratie et non des décisions de la Diète polonaise, surtout étant donné qu'elle possède un gouvernement progressiste.

Ls commission exécutive demande au nom du parti : 1° Que la Diète polonaise renonce à toutes ses prétentions en Ukraine, en Ruthénie-Blanche et en Lithuanie et qu'elle déclare qu'il n'y aura pas de représentants de ces territoires à la Diète législative de la République polonaise, pour des raisons légales aussi bien que formelles. 2°. Les districts polonais qui doivent appartenir à l'Etat, c'est-à-dire ceux qui possèdent une majorité incontestablement polonaise, auront le droit d'envoyer des députés à la Diète législative polonaise. Les élections, dans sept districts, devront être, menées sur la même base pour toute la population.

*** Les troupes ukrainiennes se trouvent non seulement dans les faubourgs de Léopol, mais aussi le long de la voie ferrée Przemysl-Léopol, dont le trafic est complètement interrompu.

*** *4 mars.* — Une mission politique ukrainienne de cinq membres, sous la présidence de Théodore Matousewitch, est arrivée à Athènes pour faire connaître à la Grèce les aspirations du peuple ukrainien, ainsi que pour nouer des relations d'amitié étroite entre les deux nations.

*** *6 mars.* — Les Etats-Unis et l'Italie ont fait savoir à Vinnitza qu'ils envoyaient leurs délégations auprès du gouvernement ukrainien.

*** Le gouvernement ukrainien évacue Vinnitza pour aller à Kamenetz-Podolsky.

*** L'*Ukrainska Stavka* communique qu'un décret a été publié à Kiev, d'après lequel les agitateurs qui propagent les discordes nationales seront poursuivis et punis.

*** *8 mars.* — Ouverture du Conseil sovietiste à Tchernigov. Le Comité exécutif a été élu parmi les communistes ukrainiens et juifs.

*** Le gouvernement sovietiste ukrainien a adressé une proclamation à l'armée du Directoire et aux Sitchowy Stryltzy de la Galicie les invitant à faire part de la politique bolchéviste et anti-ententiste.

*** Convocation des soviets ukrainiens à Kiev ; 150 délégués communistes, 99 indépendants, 12 du groupe Borotba, 20 socialistes révolutionnaires de gauche et 8 du Bund juif y ont participé.

Editeur : W. Stoparkowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Tarif des annonces

1 page	Fr.	500.—
1/2 »	»	250.—
1/4 »	»	130.—
1/8 »	»	70.—
1/16 »	»	38.—
1/32 »	»	20.—
1/64 »	»	12.—

La ligne ou son espace fr. 1.25.
Réduction de 25 % pour une annonce répétée 12 fois.

En vente au
BUREAU UKRAINIEN
11, Avenue de la Gare.

Traité de Pérélaslav.
Actes de 1654 relatifs à l'Union de l'Ukraine avec l'Etat Moscovite, et aux conditions de cette union.
Prix : 5 fr.

Pactes et Constitutions de l'armée Zaporogue.
Actes de 1710 relatifs aux rapports extérieurs de l'Ukraine et à la constitution intérieure de ce pays.
Prix : 3 fr.

Dr MICHEL LOZYNSKY
Les « droits » de la Pologne sur la Galicie.
Sur quoi se basent les Polonais pour prétendre à la Galicie.
Prix : 2 fr.

Comte M. TYSZKIEWICZ
La Littérature Ukrainienne.
(D'après M. Serge Efremov, Mme O. Efimenko, le professeur M. Hrouchevsky et d'autres écrivains ukrainiens.)
Avec nombreuses illustrations.
Prix : 2 fr. 50

Revendications ukrainiennes.
Mémorandum présenté aux pays neutres et belligérants.
Prix : 1 fr.

BORIS-E. NOLDE
Professeur à l'Institut de Pierre le Grand, à Petrograd.
L'Ukraine sous le protectorat russe.
Avec portraits des Hetmans de l'Ukraine.
Prix : 1 fr. 50

P. STEBNITSKY
L'Ukraine et les Ukrainiens.
Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.
au 10 000 000e
Carte de l'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.
Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.
au 5 000 000e
Carte de la Russie d'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.
Prix : 1 fr.

ALEXANDRE CHOULGUINE
L'Ukraine, la Russie et les Puissances de l'Entente.
Prix : 2 fr.

LA
BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE
Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes-courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.
Elle bonifie un intérêt de
4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.
Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.
En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

L'Argus suisse de la presse S.A.
23, rue du Rhône, GENÈVE
Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.
Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux?
par M. le Dr F. CEVEY
1 vol. in-16 à fr. 4.—
Se vend dans toutes les librairies.

LIBRAIRIE UKRAINIENNE
La librairie ukrainienne, anciennement rue Haldimand, a été transférée
11, avenue de la Gare, Villa Mont-Riant
Toutes les publications ukrainiennes parues.
Tous les ouvrages concernant la question des Nationalités.
Grand choix en tableaux, gravures, cartes postales, etc.

Manufacture de
LINGERIE POUR DAMES
EXPORTATION
HUNGERBUEHLER & Cie, RORSCHACH (Suisse)

PROBLÈMES DE L'UKRAINE
REVUE QUOTIDIENNE DE LA PRESSE MONDIALE
au point de vue ukrainien.
ABONNEMENT MENSUEL 35 FRANCS
S'adresser à l'administration du Bureau ukrainien
11, Avenue de la Gare — LAUSANNE

Langues orientales
Russe, Polonais, Hébreu, Grec, Chinois
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Avenue de la Gare, 23, - LAUSANNE

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société des Nations

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, » 2.50

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
Bureau ukrainien, Lausanne.

Bibliothèque Nationale Suisse.

L'Ukraine

Pour les annonces voir page 4.

N° 95 Lausanne, 3 Avril 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 31 mars 1919.

L'avance de Petliura.

Tandis que M. Pichon, ministre des Affaires Etrangères, déclarait à la Chambre française qu'il ne savait pas où se trouve aujourd'hui le général Petliura, celui-ci continuait et continue encore aujourd'hui à lutter vaillamment contre l'immense invasion militaire des bolchévistes en Ukraine. Appuyé sur la Galicie orientale, le chef du Directoire prend les bolchévistes russes par le flanc, tandis qu'ils descendent vers la Bessarabie.

L'armée ukrainienne se trouve aujourd'hui à 40 km. de Kiev. Il faut espérer que l'armistice en Galicie va lui permettre de renforcer quelque peu ses effectifs en lui apportant le concours des excellentes troupes de l'Ukraine occidentale. Il y a quelque chose de tragique et d'admirable dans l'héroïsme de ces troupes ukrainiennes du Directoire luttant toutes seules là-bas pour défendre l'Europe entière contre le nouveau militarisme de Moscou. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est que le compte rendu des débats à la Chambre française ne parviendra pas assez tôt là-bas pour décourager ces héros. Leur conduite valeureuse ne méritait certes pas ces affronts.

L'ignorance en Occident.

Ce que nous appelons des affronts ne provient d'ailleurs que de l'ignorance inouïe dans laquelle l'Europe occidentale et en particulier la France ont été plongées depuis des années en ce qui concerne les questions de l'Est. Avant la guerre, c'était l'alliance franco-russe, et depuis la Révolution, c'est la censure qui se sont chargées d'enlever au public français tout moyen de s'instruire sur les choses de l'Europe orientale.

Les diplomates et les hommes d'Etat eux-mêmes en sont arrivés à parler dans leurs discours des choses d'Ukraine et de Russie absolument comme s'il s'agissait des peuplades éloignées du centre africain ou du Thibet. Il faudrait pourtant bien se résoudre à changer de méthode si l'on veut arriver à un résultat positif.

Les barrières de l'Europe.

La presse française a coutume de considérer la Pologne et la Roumanie comme devant servir de barrières à l'Europe contre l'invasion moscovite. C'est pourquoi les impérialistes polonais peuvent répandre avec facilité leur idée de réunir la Pologne et la Roumanie par une frontière commune en annexant tout simplement l'Ukraine occidentale, c'est-à-dire la Galicie et la Bukovine tout entières.

Or, comme le faisait remarquer très bien le « Journal de Genève » l'autre jour, ce moyen aurait pour résultat immédiat d'introduire le bolchévisme au dedans, tandis que si l'on reconnaissait les droits de l'Ukraine, la Galicie orientale servirait au contraire de base à une barrière beaucoup plus forte encore. Aujourd'hui, placée entre la Hongrie et la Moscovie bolchévistes, l'Ukraine occidentale supporte presque seule tout le poids de la pression terrible qui s'exerce de Moscou. C'est elle qui défend aujourd'hui la civilisation européenne et c'est vers elle que devraient se tourner tous les regards avec sympathie. Le sort du monde est lié aujourd'hui à la cause de l'Ukraine d'une manière si frappante que cela devrait éclater aux yeux de tous. Ce sera la tâche de la délégation ukrainienne à Paris de le faire comprendre aux hommes intelligents qu'elle rencontrera.

L'armistice en Galicie.

Nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement de la République d'Ukraine occidentale a répondu favorablement à la proposition des Alliés relative à une suspension d'armes en conservant les positions militaires des deux côtés. Nous sommes très heureux aussi de savoir que c'est un général américain qui préside aujourd'hui les pourparlers d'armistice. Le gouvernement qu'il représente et la loyauté traditionnelle des Etats-Unis et du président Wilson donnent confiance au peuple. Les Ukrainiens se sentent soulagés de pouvoir exposer librement leur point de vue devant un homme impartial et juste, tandis que la présence même du général Barthélemy a suffi pour faire échouer tous les pourparlers précédents. Ce n'est pas un officier américain qui se permettrait de traiter le peuple ukrainien comme méprisable ou non existant et d'adopter ouvertement le point de vue impérialiste d'une des deux parties. Nous souhaitons vivement que les pourparlers aboutissent rapidement à un accord

Les Polonais, avertis déjà par M. Dmovski du triomphe probable de l'esprit anglo-saxon à la Conférence de la paix, doivent commencer à comprendre qu'on ne leur permettra pas d'annexion aux dépens de leurs voisins. Le mieux qu'ils pourraient faire, ce serait de prévenir eux-mêmes les désirs de la Conférence et de se rallier au manifeste si juste et si raisonnable de leurs social-démocrates. Sur ces bases-là, nous pourrions conclure avec eux un accord qui nous permettrait de lutter ensemble pour la défense de l'Europe. Nos Cosaques zaporogues ont déjà rempli ce rôle maintes fois dans l'histoire et contribué en grande partie à la gloire européenne de l'ancienne République polonaise. La collaboration sera beaucoup plus durable et plus efficace quand il s'agira tout simplement de deux voisins, établis chacun chez eux et vivant librement côte à côte en loyaux collaborateurs.

A LA CHAMBRE FRANÇAISE

Pour la première fois depuis le début de la guerre, l'Ukraine a fourni le sujet d'un violent débat à la Chambre des députés à Paris. Pendant trois séances consécutives, M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, a été interpellé par des députés socialistes et radicaux-socialistes sur la politique du gouvernement français à Odessa et en Ukraine. Il s'agissait en vérité de l'intervention contre le bolchévisme, mais c'est l'Ukraine qui a fourni le thème aux discours les plus intéressants.

Dans la séance du 24 mars, M. Ernest Lafont a fait le procès de la politique du gouvernement français à l'égard du Directoire ukrainien présidé par Vinnitchenko. Il a aussi raconté l'histoire scandaleuse du consul Hennot faisant alliance avec Skoropadsky et les Allemands pour étouffer le mouvement démocratique et national en Ukraine. Un dialogue extraordinaire s'en est suivi, au cours duquel M. Pichon a déclaré qu'il ne savait pas exactement quelle était la mission diplomatique confiée à M. Hennot, et que ce n'était pas lui qui l'avait nommé consul. La Chambre a témoigné sa surprise de ce que le ministre des Affaires étrangères soit si peu renseigné sur la politique de son ministère.

Il a fallu que M. Franklin-Bouillon, président de la commission des Affaires extérieures, explique à M. Pichon, devant la Chambre, que le consul Hennot avait été envoyé à Odessa par les autorités de Jassy et qu'il avait fait des déclarations hostiles à l'Ukraine. « Le ministère des Affaires étrangères a donc dans le monde des succursales qu'il ne reconnaît pas, s'est écrié M. Lafont. M. Pichon ignore le consul qu'envoie le général Berthelot à Odessa et il ne connaît même pas les déclarations qu'ils font au nom de la France ! »

En effet, M. de Chapdelaine a fait sensation quelques instants plus tard en donnant lecture d'une lettre officielle du ministre de France en Roumanie chargeant M. Hennot de la gérance du consulat de France à Kiev.

A la séance suivante, M. Lafont revenant à la charge, a demandé au gouvernement : 1° s'il était vrai que les diplomates et les émissaires français aient été tellement débordés à Odessa par les réactionnaires russes que l'état-major n'ait pas même pu garantir le libre passage des délégués ukrainiens répondant à l'invitation des Alliés : 2° s'il était exact que la France eût imposé au Directoire ukrainien, par l'intermédiaire du capitaine Langeron, négociateur officiel, un véritable protectorat politique, économique et militaire sur l'Ukraine, allant même jusqu'à exiger la mise en liberté immédiate des anciens ministres germano-russes de Skoropadsky ; 3° s'il était exact que l'attaché militaire américain ait été empêché, par des officiers français, de se rendre à Vinnitsa auprès du Directoire ukrainien sous le prétexte que l'Ukraine était une sphère d'influence réservée à la France.

M. Franklin-Bouillon, président de la commission des Affaires extérieures, proclama devant la Chambre que ces faits étaient exacts, et M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, déclara qu'il les ignorait pour sa part et qu'en tout cas il n'avait pas donné de pareilles instructions. On juge de l'impression que causeront dans le monde entier ces débats du Palais Bourbon qui font éclater aux yeux du public une incurie et une ignorance vraiment inouïes dans les bureaux du Quai d'Orsay, à moins que M. le ministre des Affaires étrangères ne soit trompé lui-même par ses propres fonctionnaires.

A toutes ces interpellations, M. Pichon a répondu en bloc par un discours programme sur le point de vue du gouvernement français dans les affaires de Russie et d'Ukraine. Nous n'insisterons pas sur les erreurs de fait relatives au Directoire et à notre pays. Le passage relatif au « général Vinnitchenko » et à la soi-disant fuite de Petliura n'est certes pas fait pour dissiper un ridicule qui eût certes risqué de faire tomber le ministre, séance tenante, si malheureusement la censure n'avait travaillé pendant des années à laisser la presse et les députés français pour la plupart aussi peu renseignés sur les affaires d'Ukraine que M. Pichon lui-même.

Nous avions signalé dans notre dernier numéro la réception des délégués ukrainiens, lithuaniens et esthoniens par M. Clemenceau, qui leur avait promis de soutenir l'indépendance de leur pays devant la Conférence de la paix. Cette nouvelle, ainsi que la signature de l'accord entre la France et le Directoire, laissaient supposer que l'indépendance de la République ukrainienne n'était plus en question. « L'avenir de la Russie, a déclaré M. Pichon, est lié à la question des nationalités... Ceux qui auraient reculé jadis devant l'idée de libérer les nationalités allogènes se prononcent maintenant dans un autre sens et nous saluons cette attitude avec satisfaction. » Jusqu'ici tout va bien, et le discours ministériel semble confirmer tous les espoirs. Malheureusement la montagne accouche d'une souris : « Ces éléments russes (le prince Lvoff et les anciens ambassadeurs. Réd.) ont pris des décisions importantes que la presse a d'ailleurs portées à la connaissance du public. Ils reconnaissent les aspirations légitimes des nationalités et ne répugnent point à une organisation fédéraliste. »

Ainsi c'est à cela que se réduit tout ce bruit. Les décisions importantes, le grand progrès dans les idées, l'évolution nouvelle de la politique franco-russe, c'est... la timide allusion à la forme fédérative dans le mémoire des ambassadeurs russes pour la restauration de l'ancien empire des tsars.

Ce mémoire a paru dans les journaux : « La Russie nouvelle devra inaugurer une politique nouvelle à l'égard des nationalités allogènes. Leur situation politique dans le cadre de l'Etat dépendra de leur degré de culture et de leurs traditions historiques. Et tout cas, la Russie croit devoir déclarer qu'elle ne peut renoncer ni à son unité d'Etat, ni au patrimoine séculaire de son peuple. »

Et voilà. C'est pour en arriver là que les délégués du Directoire ont dû discuter pendant deux mois avec les représentants de la France à Odessa. C'est pour en arriver là que les soldats ukrainiens se font tuer depuis trois mois en défendant tout seuls leur pays contre l'invasion bolchéviste au nord et les prétentions polonaises à l'ouest. C'est pour en arriver là que le Directoire a dû repousser toutes les offres de paix des bolchévistes et descendre de concession en concession tandis qu'il traitait avec les représentants de la France.

En fait de secours, nous n'avons encore rien reçu. Le sang de nos frères et de nos enfants coule pour la défense de la civilisation européenne. Notre pays est aux deux tiers dévasté par l'invasion rouge. Après deux mois d'attente en Suisse, nos délégués à Paris viennent d'être autorisés à passer la frontière. A peine arrivés dans la Ville Lumière, ils auront pu assister, comme cérémonie de bienvenue, aux débats du Palais Bourbon. Nous espérons que le découragement ne se sera pas glissé dans leurs esprits et qu'ils continueront tout de même à défendre courageusement la cause ukrainienne, même après un affront pareil. C'est notre devoir à tous, mais quant à nous, nous ne pouvons pas nous empêcher de songer à la phrase qui termine le projet d'appel au gouvernement français que les représentants militaires de la France avaient préparé d'avance et demandé au Directoire de signer comme condition sine qua non d'un accord militaire. D'après la rédaction proposée du côté français, cet appel devait être basé « sur les sentiments de confiance à l'égard de la France et sur la foi dans sa générosité et sa gloire traditionnelles ».

Certes, c'est bien volontiers que les Ukrainiens pouvaient souscrire à ces termes-là, car ils n'ont pas oublié l'histoire des autres siècles, mais, avant de le leur demander, on conviendra tout de même qu'il faudrait une histoire contemporaine un peu différente de celle qui s'est révélée si lamentablement au Palais Bourbon ces derniers jours.

CONTES D'HOFFMANN

Le général Hoffmann, connu pour son geste énergique envers les bolchévistes à la conférence de Brest-Litovsk, se serait vanté récemment devant un journaliste d'avoir plus ou moins inventé l'Ukraine. Son but, comme l'indique assez l'interview en question, semble être de s'attirer quelque indulgence de la part de l'Entente en reprenant à son compte la thèse favorite des journalistes français mal renseignés. C'est là une attitude moins brillante en vérité que le fameux coup de poing sur la table de Brest-Litovsk.

Nous pensons que le général s'est probablement moqué bien plutôt de son interviewer. La presse française l'a si bien deviné que cette fanfaronnade, dont on ne peut d'ailleurs pas contrôler l'authenticité, n'a rencontré aucun écho dans les journaux alliés.

Ce serait une bien naïve illusion de la part d'un militaire de s'imaginer qu'il a pu avoir une influence quelconque sur les destinées d'un peuple en dehors des coups de poing réalisés, c'est-à-dire des opérations militaires dont il pouvait se servir comme de menace ou de moyen de pression. Toutefois cette manière cavalière de mépriser l'existence ou la volonté des peuples est assez typique de la psychologie générale des grands militaires. A Sainte-Hélène, Napoléon Ier écrivit là-dessus des confessions mémorables. Les militaires allemands, comme les militaires de beaucoup d'autres pays d'ailleurs, ont pris constamment cette habitude néfaste de traiter les peuples en purs instruments.

Un jour l'Ukraine les a intéressés pour en tirer du blé. Le lendemain ils ont voulu s'en servir comme base d'une restauration russe pour pouvoir obtenir un champ d'exploitation économique encore plus vaste.

C'est d'ailleurs au général Hoffmann lui-même que les réactionnaires russes Pourichkevitch, Markoff et Cie ont adressé leur fameux mémoire suppliant l'Allemagne de conquérir Petrograd et d'envahir toute la Russie pour replacer le tsar sur son trône.

N'a-t-on pas vu la garnison allemande s'entendre à Kiev avec le consul de France Hennot pour tenter un coup d'Etat monarchiste russe avec la complicité de Skoropadsky ? Cette mentalité militaire opportuniste et réaliste à vue trop courte sévit partout où les autorités civiles cèdent le pas aux états-majors et où les décisions parlementaires ne sont plus qu'un faible écho souvent même tourné en ridicule.

* * *

Il n'est pas inutile de rappeler ici la vérité à propos des négociations de Brest-Litowsk. Ce n'est pas l'Ukraine qui les provoqua. La Rada centrale se contenta d'avertir ouvertement et solennellement les puissances centrales que jamais le peuple ukrainien ne reconnaîtrait aucun traité le concernant qui fût signé par le gouvernement bolchéviste russe. En réponse à cette proclamation, la République populaire d'Ukraine fut invitée à envoyer une délégation à Brest pour exposer son point de vue. L'Entente était si peu opposée à l'envoi d'une telle délégation que ce fut quinze jours après son départ que la France et l'Angleterre reconnurent officiellement le gouvernement de la Rada et chargèrent leurs représentants à Kiev, le général Tabouis et Sir Picton Bagge, de l'annoncer solennellement au président du Conseil des ministres ukrainiens, M. Vinnitchenko.

Ce n'est pas la faute de l'Ukraine si l'invasion bolchéviste, la prise de Kiev et l'impuissance des Alliés à nous prêter secours obligèrent plus tard la Rada à signer une paix rapide et à des conditions lourdes au point de vue économique.

DOCUMENTS

Le capitaine L'Angeron
à Monsieur le premier ministre Ostapenko.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens de recevoir du commandement allié à Odessa un télégramme en réponse à celui envoyé par moi hier soir au sujet de la libération des prisonniers dont les noms sont les suivants :

1° Gerbet, Rjepetsky, Reinbot, Varoun-Secret, Gavriloff, Nenarikhomoff ;

2° Goussakoff, Compagnon, baronne Untern-Sternberg, Basikoff, Petropavlovsky, Krasnousoff, Netronine, Kochansky, Petrowsky, Matvieff, Kravitsky.

La libération de ces prisonniers doit avoir lieu de façon qu'ils puissent partir dans le même train qui m'emmènera à Odessa porter la réponse du Directoire.

C'est une condition *sine qua non* de la signature de l'accord entre le commandement français et le Directoire. Je ne puis donc me charger de la lettre (décision Postanova) du Directoire puisqu'il n'y est pas question de la libération des personnes ci-dessus.

12 février 1919.

Signé : L'ANGERON.

RÉSOLUTION
DES PARTIS GOUVERNEMENTAUX

« Après avoir pris connaissance du rapport du président du Conseil des ministres sur les exigences du commandement français adressées officiellement au gouvernement ukrainien et concernant la mise en liberté des ministres de l'hetman comme condition à la continuation des négociations, le parti ukrainien socialiste-fédéraliste et les républicains-populaires ont l'honneur de porter à la connaissance du Directoire ce qui suit : Nos partis étant en principe d'accord d'entrer en rapport avec les Etats de l'Entente afin d'y trouver un appui dans la lutte contre le bolchévisme et la construction de l'Etat ne peuvent toutefois reconnaître que la mise en liberté des ministres de l'hetman, ennemis de notre idée politique et du peuple ukrainien, constitue un obstacle de principe aux négociations. Une pareille exigence aux yeux des partis abaisse l'honneur de la nation ukrainienne, c'est pourquoi les partis se prononcent contre une réponse satisfaisante à un pareil ultimatum.

Le 12 février 1919.

Pour le Comité central
du parti social-fédéraliste :
W. BOYKO.

Pour le Comité central
du parti républicain-populaire :
O. KOWALEWSKI.

DÉCRET DU DIRECTOIRE

Vu que :

1° Les personnes ci-dites qui sont accusées de différentes choses politiques et criminelles sont sous enquête et en prison après la décision d'administration de justice qui existait sous tous les régimes précédents en Ukraine et que leur libération sans une résolution correspondante de l'administration de la justice est une violation brutale des lois de notre nation et en général une illégalité, auxquelles le gouvernement supérieur de l'Etat, comme gardien des lois, ne pourra jamais consentir.

2° De cette manière la réclamation de M. le capitaine L'Angeron, comme elle est exprimée dans la lettre, est une violation générale de toutes les coutumes de l'Europe, obligatoires pour toute norme du droit public et international.

Le Directoire de la République démocratique d'Ukraine, ne préjugeant pas quel peut être à l'avenir le sort des personnes mentionnées dans la lettre de M. L'Angeron et prenant comme bases les motifs du susdit point de vue des lois et du droit de toutes les nations civilisées de l'univers est forcé de refuser dans ce cas particulier d'accepter les réclamations de M. le capitaine L'Angeron, qui sont enregistrées dans sa lettre au nom de M. le premier ministre de la République démocratique de l'Ukraine, Ostapenko, le 12 février 1919. En même temps, le Directoire exprime son grand regret du retard apporté, non par sa faute, à la convention dans l'affaire de la lutte commune décisive contre le bolchévisme qui menace toute la civilisation européenne. »

AU PAYS DU KOUBAN

(Lettre deuxième.)

Montrons maintenant comment se sont développées les opérations militaires de l'armée volontaire après la libération du pays du Kouban du joug bolchéviste.

Après la conquête d'Ekatérinodar, l'armée de Denikine a commencé à nettoyer le pays des bolchévistes.

Pour s'assurer la position de derrière en appuyant sur le littoral de la mer Noire, Denikine a envoyé les troupes dans la province de la mer Noire (Tchornomorié) peuplée par 85 % de paysans (pas des cosaques) ukrainiens, mais qui au point de vue administratif n'était pas soumise au pays du Kouban. Alors les volontaires russes, parallèlement à la destruction des bolchévistes, ont supprimé tous les foyers de la vie nationale ukrainienne. Toute une masse d'Ukrainiens consciencieux et bons patriotes de la République ukrainienne ont été pendus sans jugement sous la fausse accusation d'être bolchévistes et le reste fut placé sous le sévère contrôle policier.

Profitant de ce que la province de la mer Noire ne faisait pas partie du pays du Kouban et par conséquent que le gouvernement du Kouban n'avait pas le droit de se mêler des affaires du Tchornomorié, le commandant suprême de l'armée a déclaré cette province « pays conquis » au profit de la Russie restaurée. Comme gouverneur de cette province vient d'être nommé un certain colonel Koutepoff, qui commence à administrer ce pays conquis à la manière du comte Bobrinsky pendant l'occupation de la Galicie en 1916.

Encore en octobre 1918, Koutepoff arrêta *in corpore* une Rada ukrainienne de la province et lui défendit de publier son organe, *Tchornomorsky Ukraïnetz*. Son activité là-bas produisait une impression très pénible en Ukraine même auprès du gouvernement Skoropadsky et grâce à l'influence de l'opinion publique les membres de cette Rada furent mis en liberté, mais expulsés du pays.

Bientôt la province tout entière fut tranquille comme un tombeau. Maintenant l'armée des volontaires va commencer son offensive contre les armées de Sorokine dans le Caucase septentrional.

Leur front était à ce moment courbé en une ligne très longue et zigzaguée. En même temps il n'était pas compact. Le gros des forces Sorokine était ramassé dans le rayon d'Armavir en faisant une sorte d'entonnoir. Contre ce point le général Denikine dirigeait ses opérations. Dans la direction du chemin de fer de la station Kavkazska, vers Armavir, on attaquait deux régiments d'officiers russes, près de 6500 hommes, et aux flancs du côté sud les cosaques du Kouban commandés par le colonel Schkoura et du côté nord également les cosaques ukrainiens sous le commandement du général Pokrovsky. Leur tâche était d'entourer Armavir et encercler là-bas toute l'armée de Sorokine.

Mais ce dernier a montré ici sa capacité militaire presque géniale malgré qu'il n'ait fini aucune Académie. En se défendant héroïquement, il réussit à retirer le gros de ses troupes vers Georgievsk. En même temps, Sorokine fit une démonstration militaire sur Stavropol et demanda que l'armée des cosaques bolchévistes, sous le commandement d'un certain Zloba, fasse une attaque sur la station Torgovaia au nord dans la direction de Rostov sur Don.

Pendant toute cette opération, en réunissant toutes leurs forces, les volontaires antibolchévistes prirent enfin Armavir, mais avec une grande déception ils se voient obligés de constater que les bolchévistes ont réussi à s'échapper. Alors un simple soldat-citoyen, par des manœuvres stratégiques, a battu les meilleurs généraux de l'ancienne armée russe. Encore plus, Sorokine, par une manœuvre habile le surlendemain, lorsque Armavir fut retombée, prit Stavropol et par conséquent menaça à nouveau, en s'avançant dans la station de Tikhoritzka, de couper les communications des armées des volontaires de Denikine avec celles du général Krasnoff dans le pays du Don.

Alors Denikine fut obligé de transporter ses troupes devant Starnopol. Avec d'énormes sacrifices, il réussit à la fin à reprendre la ville, mais son armée était bien affaiblie. Quand même le front était rétabli et Denikine put commencer les opérations contre le Caucase septentrional et principalement contre le noyau des villes Piatigorsk, Kislovodsk et le centre des bolchévistes près de la station Georgievsk sur le chemin de fer Vladikavkase ainsi que dans le pays des cosaques de Terek.

Ici ont campé les forces principales des armées bolchévistes actives. En été 1918, les camps de Sorokine étaient harcelés par les attaques du colonel Bitcherachov qui a commandé les troupes antibolchévistes des cosaques de Terek. Mais ces forces n'étaient pas importantes et les chefs bolchévistes les ont vaincues par la propagande.

Alors par une belle journée d'automne, en octobre 1918, tout le pays de Terek a passé au bolchévisme. La menace pour Sorokine est tombée de ce côté-là, mais, avec l'occupation de Bakou par les Anglais, un nouveau danger plus important est apparu.

Prévoyant qu'il arriverait un moment bien critique pour les armées bolchévistes quand il leur serait impossible de tenir au Caucase du Nord, l'état-major de Sorokine commença déjà depuis le mois de juillet 1918 à se préoccuper des moyens de retirer ses armées en Russie.

Dans ce but, il commença la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer de la station Georgievsk dans les steppes des Kirgises du côté droit de la Volga, vers Astrakhan. D'ici, les bolchévistes peuvent communiquer très facilement avec l'Oural et Saratoff. Alors, pour cette entreprise gigantesque, ont été mobilisés plus de 10 000 ouvriers ; des rails, les bandes de fer et d'autres matériaux pour construction ont été pris du chemin de fer Vladikavkase.

En même temps, avec les opérations de Denikine, les cosaques du Don, sous le commandement du général Krasnoff, faisaient de nombreuses attaques pour prendre la ville de Tzaritzine sur la Volga, et ensuite Astrakhan, et couper les armées des bolchévistes au Caucase de la Russie centrale soviétiste. Devant de pareilles tâches stratégiques, les armées du général Denikine et Krasnoff ont poursuivi leurs conquêtes de toute la Caucasie septentrionale, projetant d'établir là une base pour la lutte avec les bolchévistes pour la marche sur Moscou, comme on disait parmi les officiers monarchistes russes.

Mais les volontaires étaient obligés d'abord de débarrasser tout le Caucase et le pays du Terek. Quant au Dagestan, les deux partis adversaires bolchévistes et volontaires tzaristes devaient faire très attention à la haine qui règne contre tout ce qui est russe chez les aborigènes circassiens et d'autres montagnards. Pendant la délivrance du Kouban, l'armée des volontaires s'augmentait encore par l'enrôlement forcé des cosaques et paysans, ainsi que par les nombreux prisonniers bolchévistes qui, après avoir été fustigés à coups de baguettes de fusils, furent forcés de combattre leurs propres contingents.

La même façon de faire envers les soldats était pratiquée aussi par les Bolchévistes. Alors ces malheureux anciens prisonniers se sont battus comme des lions des deux côtés, sous la menace d'être fusillés, au cas où ils seraient à nouveau faits prisonniers. Dans notre prochaine lettre, nous montrerons l'organisation et la composition de l'armée Denikine, ainsi que celle de l'armée de Krasnoff, qui s'entr'aidaient mutuellement. Cette dernière était organisée par les Allemands pendant leur occupation en Ukraine et avec l'aide matérielle et financière du gouvernement de l'hetman Skoropadsky. L'armée de Krasnoff employa les armes et les munitions des dépôts ukrainiens. Les cosaques du Don en reçurent par l'entremise de l'état-major allemand à Kiev ; des quantités énormes de matériel de guerre ont été données en partie aux volontaires russes de Denikine. Les officiers et généraux russes de l'armée ukrainienne, dans le service, ont sensiblement aidé à ces derniers, pendant le temps de l'hetmanat.

Par exemple, il y a quelque temps, avant le coup d'Etat de Petliura, plusieurs aéroplanes ukrainiens se sont envolés d'Odessa dans la direction du Kouban et sont restés à Ekaterinodar. Beaucoup d'autres matériaux étaient également transportés pour Denikine avec le consentement des Allemands. A la fin, on a organisé quelque chose de pareil à un accord militaire entre l'Ukraine, le Kouban et le Don. Une masse d'officiers russes qui étaient réfugiés en Ukraine sont partis dans le Kouban pour s'enrôler dans l'armée des volontaires de Denikine.

Entre autres, il nous semble utile de dire quelques mots sur deux armées antibolchévistes « sud » et « astrakhan » qui étaient formées à Kiev pendant le règne de l'hetman Skoropadsky. Pour ces armées, le gouvernement a assigné une dizaine de millions de karbovanetz, donné des munitions, de l'artillerie, des habits et du linge. Ces deux formations militaires et indépendantes l'une de l'autre étaient formées des éléments clairement monarchistes et avaient pour but la restauration d'une Grande Russie impérialiste et tsariste. En tête de l'armée du sud se trouvait le général Ivanoff, connu par son ukrainophobie, ancien commandant du front du sud-ouest.

Toutes ces armées n'ont même pas recruté un grand nombre de combattants et étaient composées presque exclusivement d'officiers et sous-officiers. L'armée d'Astrakhan, qui ne comptait pas plus de 2000 hommes, était mal disciplinée, sans esprit national russe, et dans la première sérieuse rencontre avec les bandes bolchévistes fut complètement battue et dispersée. Il est resté de toute cette armée seulement les généraux et l'état-major. Ces deux armées se trouvaient, pendant leur formation, sous la protection spéciale et les soins extrêmes de la Kommandatur allemande à Kiev. Ces volontaires monarchistes étaient tellement haïs par notre population tout entière qu'au moment de l'insurrection de Petliura ils furent tous chassés ou massacrés.

(A suivre.)

LIGUE DE LA MER NOIRE

La première délégation du Directoire ukrainien à Odessa en janvier dernier s'est rencontrée là-bas avec les représentants officiels des Républiques du Don et du Kouban, le général Tcheriatchoukine et le président de la Rada législative Bitch. Un accord fut conclu au nom des trois Républiques et un mémorandum adressé au commandement suprême des forces de l'Entente. Les difficultés que rencontre l'armée des volontaires russes du général Denikine s'expliquent assez par le fait de la méfiance indélébile qu'inspire dans toutes ces régions n'importe quelle tentative de restauration de l'unité russe. Toute l'histoire des Etats riverains de la mer Noire est une longue preuve de l'impossibilité d'une fédération russe. Ces Etats ne peuvent plus admettre de servir de champ d'exploitation économique au profit de la Russie septentrionale. Les événements de la guerre leur ont permis de goûter de temps à autre le réveil de leur ancienne indépendance et de réaliser mieux que jamais leur besoin de résister définitivement à l'emprise russe. Le nouvel impérialisme militaire des Bolchévistes russes ne peut que les encourager dans ces dispositions.

Ce n'est pas que l'idée de fédéralisme répugne à ces Etats. Au contraire, ce dont ils ne veulent pas, c'est d'une fédération russe, car leur intérêt et les meilleures garanties ne se trouvent pas de ce côté-là. Mais, quant à la fédération, ils sont parfaitement disposés et même inclinés à en constituer une entre eux, précisément pour se défendre contre l'emprise du nord. L'Ukraine, le Don et le Kouban ont besoin les uns des autres pour s'appuyer mutuellement au point de vue économique et politique. Les grands ports ukrainiens leur servent de débouchés naturels et l'occupation militaire de ces ports leur cause actuellement un préjudice qui pourrait facilement être réparé par quelque accord douanier.

Une fédération ne peut pas être imposée du dehors à des populations qui n'en veulent pas. Elle doit être l'expression d'une volonté commune et réciproque très forte. Les cantons suisses n'ont formé une confédération que par leur propre décision. Peu à peu, attirés les uns vers les autres par un même besoin de défense et par l'expérience d'alliances prolongées, ils se sont réunis et ont resserré graduellement les liens qui existaient entre eux. De même le Kouban, le Don et l'Ukraine sont capables de former une fédération stable à cause du désir commun qu'ils en ont, tandis que, ni la volonté d'une seule nation comme les Russes, ni aucune décision de puissances étrangères ne pourraient forcer des peuples comme les Etats baltiques, l'Ukraine et le Turkestan à reconstituer une fédération artificielle avec la Russie. Une pareille création serait arbitraire et fragile et ne donnerait aucune garantie de sécurité ni à l'intérieur, ni au dehors.

La guerre a bien montré la fragilité du colosse russe, même après qu'il eut été cimenté par deux siècles d'oppression et de centralisation impériale à outrance. Quand M. Pichon, ministre des Affaires étrangères de la République française, déclare à la Chambre des Députés qu'il faut rétablir une vaste Russie fédérative comme contrepoids nécessaire, il oublie l'hostilité constante et inévitable entre les allogènes et la Moscovie tant qu'on les forcera de faire ménage ensemble contre leur volonté.

Jamais la Suisse ne vivrait si un seul des cantons pouvait parler en maître et donnait son nom à tous les autres. La seule possibilité de paix entre la Moscovie et ses voisins, c'est la cohabitation régulière au sein d'une société générale des nations qui donne à chacun la garantie que l'autre n'attentera pas aux droits du voisin. Si des accords particuliers doivent être conclus entre plusieurs nations, comme c'est le cas pour les Dominions britanniques, par exemple, ces accords seront basés sur une communauté d'intérêts et souvent pour des raisons géographiques. La Pologne et les provinces baltiques seront portées à s'entendre avec la Finlande et les pays scandinaves pour défendre un point de vue commun dans la question du canal de Kiel et du débouché sur la mer du Nord. L'Ukraine, le Don et le Kouban, décidés à se fédérer sur une base plus étroite, auront d'autre part à s'entendre avec leurs voisins du Caucase et des Balkans pour soutenir un point de vue commun dans la question des Dardanelles.

La Moscovie développera sans doute ses relations avec l'Occident par la voie

Voir la fin, page 4

Arguments russes.

Les Ukrainiens pourraient en somme se passer d'imprimer des publications de propagande. Il leur suffirait d'employer les arguments polonais contre l'impérialisme russe, et les arguments russes contre les ambitions polonaises. Chacun de ces deux partis opposés ruine admirablement toutes les théories de l'autre et quand les Russes ont bien prouvé que les Ukrainiens ne sont pas des Polonais et que ces derniers ont démontré admirablement que les Ukrainiens ne sont pas des Russes, il ne reste plus aux lecteurs qu'à être bien convaincus de la vérité toute simple, à savoir que les Ukrainiens sont des Ukrainiens tout bonnement, et que si leur pays ne doit appartenir ni à l'un ni à l'autre de ses voisins, c'est en effet qu'il doit s'appartenir à lui-même et conserver sa pleine indépendance.

Nous venons de lire avec un grand intérêt un mémoire sur l'application du principe des nationalités à la question polonaise, dû à la plume de M. André Mandelstamm, ancien directeur du Département juridique au Ministère russe des affaires étrangères sous le gouvernement provisoire du Prince Lvov. Il s'agit d'une très intéressante réponse au discours prononcé le 30 juin 1918, à Paris, par M. Erasm Pilz du comité national polonais, devant l'assemblée générale du Parti radical-socialiste français.

Nous sommes absolument d'accord avec l'auteur lorsqu'il déclare que l'attribution des provinces ruthènes à la Pologne serait en contradiction flagrante avec le principe des nationalités inscrit sur les drapeaux des armées de l'Entente. En effet, comme il le dit très bien, l'accaparement du sol par une minorité ne semble pas un titre très solide quand il s'agit d'introduire un régime de prospérité pour toutes les classes de la population.

Nous sommes encore en pleine harmonie avec l'auteur quand il rappelle, avec raison, le premier et le quatrième point du message du 12 février du président Wilson : « Premièrement chaque partie du règlement final doit être basée sur la justice essentielle du cas particulier envisagé, et sur les arrangements les plus propres à amener une paix qui soit permanente. »

« Quatrièmement, toutes les aspirations nationales bien définies devront recevoir la satisfaction la plus complète qui puisse être accordée, sans introduire de nouveaux ou perpétuer d'anciens éléments de discorde ou d'antagonisme, susceptibles, avec le temps, de rompre la paix de l'Europe et par conséquent du monde. »

Jusque-là, c'est-à-dire jusqu'à la moitié de la brochure, nous n'avons rien à objecter aux arguments parfaitement raisonnables de l'ancien fonctionnaire russe. Mais là où le loup des steppes commence à montrer ses oreilles, c'est lorsqu'on assure le lecteur que l'Etat russe « ne saurait renoncer à tout lien avec les provinces qui lui donnent l'accès à la mer », et que l'intérêt des populations ukrainienne et lithuanienne est de rester en étroite union avec la Russie et de se contenter d'une « large autonomie » dans le cadre d'un Etat démocratique russe.

Il n'est pas jusqu'à la Galicie orientale que l'auteur voudrait bien voir attribuée à cet « Etat démocratique », puisque cette région doit être considérée, à son avis, comme une vieille terre russe. C'est à peine si le mot ruthène apparaît de temps en temps entre parenthèses, dans ce chapitre. Par contre, du moment que l'Allemagne est vaincue, la Pologne pourra prendre tout ce qu'elle voudra de l'ancien empire des Hohenzollern. M. Mandelstamm le lui permet plus facilement que M. Lloyd George.

La brochure se termine par une liste de dix-sept conclusions, dont on devine les trois dernières, qui voudraient faire de notre pays un terrain d'exploitation russe ainsi que de la Lithuanie et des provinces Baltiques. Tous ces pays ont trop souffert d'un régime pareil pour accepter d'être jamais replacés sous ce joug étranger si démoralisant et si ruineux. Mais c'est de grand cœur que nous pouvons reproduire ici certaines des conclusions, qui sont fort bien énoncées :

9e. Aujourd'hui, les Polonais, malgré tous les efforts de leur propagande politique et religieuse, sont en minorité en Lithuanie (18,47 %), en Russie Blanche (7,48 %) et dans la Russie du sud-ouest (16,94 %). Cette minorité ne constitue que la couche sociale supérieure. Elle y possède cependant une grande partie de la propriété foncière et des autres immeubles.

12e. Le principe des nationalités s'oppose à l'annexion, par le nouvel Etat polonais, de territoires où l'élément polonais ne constitue qu'une minorité représentée par les couches supérieures et où les masses populaires sont blanc-russiennes, lithuaniennes ou petites-russiennes.

13e. Une pareille annexion ne se justifierait pas non plus par le principe dit des « limites historiques » compris comme prétention d'un peuple sur tous les territoires ayant fait partie de son domaine à une époque quelconque de son histoire. Un tel principe devient arbitraire et justifie le plus dangereux impérialisme s'il n'est pas coordonné avec le principe des nationalités.

TRIBUNE LIBRE

Nous accueillerons volontiers sous cette rubrique, les lettres politiques ou économiques de nos lecteurs, même si elles sont en contradiction avec nos idées. Nous insérons aujourd'hui un article d'un fédéraliste russe, né en Ukraine. Nous avons seulement supprimé un passage rempli d'injures et de grossièretés contre Petliura et Vinnitchenko et un autre, où les patriotes ukrainiens sont tout simplement accusés en bloc d'être tous achetés avec de l'or étranger. Nous pensons que ces arguments-là n'ont pas place dans une Tribune libre ouverte aux honnêtes gens et que notre correspondant lui-même ne désirerait pas que nous lui répondions sur le même ton. Nous nous contenterons donc de lui répondre uniquement au point de vue politique à la suite de sa lettre.

L'Ukraine indépendante ou la Russie fédérative.

Jusque vers le milieu du dix-septième siècle, les Petits Russiens furent en lutte avec les Polonais. Nombreux furent les soulèvements, les révoltes ayant pour but de se libérer de l'esclavage des Rietch Pospolita. Nombreuses furent les têtes audacieuses des cosaques qui dormirent leur dernier sommeil dans les vastes steppes de la Petite Russie. Plus d'une fois les troupes du royaume de Pologne furent battues et rejetées au delà des frontières. Mais secouer complètement le joug polonais par leurs propres forces, nos ancêtres Petits Russiens ne le purent pas. Chaque fois les armées polonaises reprenaient par les armes la Petite Russie et la révolte était écrasée par tous les moyens barbares employés à cette époque : le brigandage, l'incendie, les nombreuses familles emmenées de force en Pologne.

Les cruautés des Polonais dans de telles expéditions de représailles atteignaient la limite de tout ce qu'on peut imaginer. Les pogroms en Galicie et à Varsovie nous parlent de ce passé lointain. Bien des personnes ne pouvaient supporter ces invasions polonaises et nombreux étaient ceux qui ne voulaient pas s'y soumettre. Aussi beaucoup quittaient le pays ruiné par les Polonais et s'en allaient en partie dans le royaume moscovite, en partie en Moldavie. Quelques-uns même traversaient le Danube et passaient chez les Turcs, espérant trouver là un refuge plus sûr que « sous le feu et le fer » des Polonais dans leur propre patrie. Les terres ainsi abandonnées étaient partagées entre les magnats de Pologne qui introduisaient le servage sur les libres terres des cosaques.

Le dernier soulèvement général dont l'inspirateur et le chef fut Boghdan Chmelnitsky se transforma en guerre civile. Tous nos ancêtres Petits Russiens se rallièrent au drapeau de Boghdan. Avec l'aide des Tartares de Crimée, ils mirent les Polonais en déroute. Ces derniers furent obligés de compter avec leurs désirs et leurs revendications. Un traité fut conclu. Mais Boghdan lui-même et tout le monde en Petite Russie se rendaient très bien compte, se basant sur d'autres expériences, que la Pologne ne tiendrait pas sa promesse.

Quant à la Petite Russie elle-même, elle était incapable d'une longue résistance, d'autant plus qu'elle était épuisée par de continuels soulèvements et répressions. Et voici qu'à la Rada du Péréïaslav on décida de « se joindre au royaume du tsar blanc. » D'après l'accord conclu, la Petite Russie entrait en fédération avec la Russie. Avec le temps, cet accord perdit de plus en plus, d'une façon toute naturelle, sa valeur à mesure qu'entre la Petite Russie et Moscou se formaient des liens plus étroits. Seuls quelques excès insensés dans la deuxième partie du dix-neuvième siècle et à notre époque réveillaient un courant séparatiste et empêchaient la fusion complète de la Petite Russie et de Moscou.

Quoi qu'il en soit, nous, Petits Russiens, nous avions à nous réjouir de l'heureuse idée de se « joindre au tsar blanc. » Réunie à Moscou, la Petite Russie fut prospère. Sa situation, immédiatement, devint meilleure. Les guerres ruineuses avec la Pologne, tuant toute tentative de culture, prirent fin. Les incursions des Turcs et des Tartares de la Crimée faisaient réagir la Russie tout entière et par là même ne présentaient plus le danger d'autrefois. C'est seulement dans sa réunion avec Moscou que la Petite Russie eut enfin la paix. Devenue une partie d'un grand empire, elle en partagea aussi les avantages. Personne ne contestera que sous le drapeau commun de « Russie » de nombreuses parties atteignirent un développement tel qu'elles n'auraient jamais pu en atteindre un pareil si elles avaient été indépendantes.

Cela, les gens intellectuels de la Petite Russie le comprenaient très bien et ne voulaient pas suivre les projets ambitieux de Mazépa qui trahit la Russie, trahit l'accord avec Moscou et voulut pousser la Petite Russie elle-même sur une voie dangereuse pouvant l'amener à sa perte. Par son alliance avec Charles XII, les Petits Russiens auraient pu facilement se séparer de Moscou ; mais nos ancêtres étaient plus intelligents que nous, ils se rendaient très bien compte que Kiev et Moscou en souffriraient également et encore restait à savoir qui en souffrirait davantage. N'est-ce pas la Russie qui par la conquête des bords de la mer Noire créa à la Petite Russie cette situation où nous la trouvons avant la malheureuse révolution bolchéviste.

(Il faut être aveugle ou de mauvaise foi pour ne pas voire tous les avantages qui sont apparus pour la Petite Russie dans les colonies russes d'Asie et du Caucase. Quel vaste marché et quelle belle occasion de profiter des richesses de l'empire russe. Il est même inutile de parler des vastes champs de colonisation.)

Est-ce que la Petite-Russie a souffert alors qu'elle était une partie de la grande Russie? Qui de nous, Petits Russiens, s'il se dit honnête homme et sait un peu notre histoire, qui de nous oserait répondre affirmativement? Qui donc peut affirmer en toute conscience et sans avoir été acheté par l'or étranger ou mordu par la rouille de l'amour propre et du pouvoir, qui donc peut affirmer que le bonheur de la Petite Russie repose dans son indépendance?

N'est-ce pas encore distinct dans notre cerveau la manière dont les Allemands s'installèrent dans « l'Ukraine indépendante »? Avec quelle avidité ils se mirent à sucer son sang? Est-il possible qu'il subsiste encore des doutes, est-il possible qu'il n'est pas clair pour chacun que sous la protection allemande nous serions devenus des esclaves blancs? Les Allemands sont partis, mais les autres (quels qu'ils soient) ne refuseront jamais de profiter de la guerre civile qui règne en Russie et dont la conséquence est l'affaiblissement des parties séparées de la Petite Russie comme de la Russie tout entière. A notre grand malheur ils trouveront des aides pour l'asservissement de la Petite Russie. Peut-être ne le feront-ils pas aussi brutalement que les Allemands, mais seulement après avoir doré la pilule.

Mais le résultat sera le même. Pendant que les différentes parties de la Russie se diviseront et lutteront les unes contre les autres on les attellera toutes à tour de rôle, paire par paire, à la charrue économique comme notre paysan attelle ses bœufs. Et nous labourerons la terre pour l'Europe occidentale, ayant une liberté fictive et l'indépendance seulement en paroles. Sans liberté économique, la liberté politique n'est qu'un vain mot.

Pour nous, Petits Russiens, ainsi que pour tous les citoyens de l'empire Russe il y avait un ennemi commun, — l'ancien régime. Il est même ridicule de dire que nos ennemis furent les Russes ou les Grands Russiens. Et puis, à qui se rapporte le mieux ce mot de « Russe »? N'est-ce pas à Kiev que prit naissance la Russie. Est-ce que la religion, les coutumes, la langue, la littérature, la culture et en général l'esprit national ne sont pas les mêmes? Est-ce qu'à Kiev ce n'est pas le même esprit russe qu'à Moscou? Est-ce qu'on peut tracer une limite entre les « Grands Russiens » et les « Petits Russiens »? Est-ce qu'on peut dire que Gogol, Korolenko et d'autres sont des Grands ou des Petits Russiens? Par quoi se distingue Chewtchenko de Koltsoff! Est-ce que les deux n'ont pas chanté les souffrances du même peuple? Nous comprenons et nous admirons Koltsoff autant que les Grands Russiens comprennent et admirent Chewtchenko.

Malheureusement le courant de « l'indépendance » est assez répandu et cela depuis longtemps. Pendant toute la durée de la guerre, les Allemands et les Autrichiens, ennemis de la Russie comme de la Petite Russie, essayèrent par tous les moyens de semer la discorde dans le pays. Le résultat fut la paix de Brest Litowsk. Est-il possible que nous, Petits Russiens, nous agirons au profit des ennemis déclarés et anonymes de la Russie (donc de nos propres ennemis), la trahissant, trahissant tout ce qui est slave et nous trahissant nous-mêmes? Le grand ennemi de la Russie — n'existe plus et tous ses peuples sous la forme de fédération, réunies en une seule famille, peuvent librement marcher dans la voie de la culture et du progrès. Chaque membre de la famille aura à l'intérieur l'indépendance la plus complète et pourra être maître dans sa maison. L'unité extérieure donnera la force nécessaire pour se faire respecter, faire reconnaître ses droits et sera la meilleure des garanties contre l'attaque de nos ennemis déclarés et cachés dont la quantité n'est pas négligeable. Dans la courte période de son « indépendance », la Petite Russie a perdu les bouches du Danube, la riche Bessarabie, Odessa et l'accès des ports de Crimée. (Ni Odessa, ni la Crimée ne veulent appartenir à l'Ukraine « indépendante ».) Nous ne devons pas oublier que l'Ukraine indépendante n'arrivera jamais à attirer à elle ses frères de Galicie et du Caucase. Au contraire, elle risque de perdre une grande partie de ses territoires sous la pression de la Pologne, qui n'ayant pas même encore eu le temps de naître, veut déjà opprimer les autres peuples. D'un autre côté, nous devons nous rappeler que la Grande Roumanie ne se contentera probablement pas de la conquête facile de la Bessarabie (disons entre parenthèses qu'il est trop tôt pour elle de se reposer sur ses lauriers, car le dernier mot n'a pas encore été dit). [Il est évident que tous les Etats fédérés de l'Allemagne et avec eux ce qui reste de l'Autrichs réalisent clairement, que la force est dans l'union, car ils n'essayent pas de se séparer, mais font tout le contraire. Il serait bon que nos « Indépendants » vinssent y puiser un peu de raison.]

De sorte que non seulement nos intérêts moraux ou nos intérêts d'idées, mais aussi nos intérêts économiques et politiques, reposent dans une fédération russe.

V. Sinéokoff — Garkoucha.

Réponse de la Rédaction.

Comme dans la brochure russe que nous analysons ailleurs dans ce numéro, des arguments opposés aux prétentions polonaises par l'auteur de cette lettre sont en général assez justes, mais le reste n'est pas autre chose qu'un plaidoyer ordinaire qui pourrait être signé par n'importe quel agent russe, né en Ukraine ou dans toute autre partie de l'Empire. Il faut faire la différence entre un Ukrainien et un fils d'immigré ou même un descendant de cosaque russifié. On connaît la tactique des tsars qui s'efforcèrent, depuis le traité de Péréiaslav, de russifier les chefs cosaques en leur accordant des terres et des privilèges de noblesse. C'est sans doute cela que notre contradicteur appelle « les avantages de la réunion avec Moscou. »

Il suffit d'avoir lu les articles de notre collaborateur E. B. sur l'Ukraine et le Budget russe pour être édifié sur la manière dont la Russie a ruiné les pays allogènes. C'est un véritable scandale qu'un Etat qui se prétendait l'allié des puissances démocratiques de l'occident ait pu sucer ainsi les richesses des peuples qu'il opprimait déjà au point de vue national. Quant à l'instruction publique, l'Ukraine était un des pays les plus avancés au temps des Zaporogues et jusqu'à la suppression complète de son indépendance par la Russie. Après cela les écoles ont été partout supprimées et les paysans pour ainsi dire forcés à l'ignorance. En fait de « développement », on peut dire que la Russie a vraiment bien su s'y prendre.

Notre contradicteur se plait ensuite à insister sur la manière dont les Allemands s'installèrent en Ukraine. Oublie-t-il ce qui en fut la cause, sinon l'impérialisme russe encore vivace chez les Bolchévistes qui envahirent notre pays pour l'empêcher de réaliser son indépendance. C'est alors que les Allemands eurent beau jeu pour intervenir.

Le passage qui suit se rapporte sans doute au protectorat français, et l'on y sent percer déjà la haine des Russes contre cette France qui commence à être fatiguée de l'alliance et à renoncer à la restauration chimérique de l'empire des tsars. Il faut bien avouer que le dernier accord imposé par les Français donne bien un peu l'impression d'un « asservissement » de l'Ukraine. « Peut-être ne le feront-ils pas aussi brutalement que les Allemands, déclare notre contradicteur, mais seulement après avoir doré la pilule ».

Ce n'est pas nous qui le disons, c'est notre contradicteur russe. Par contre, lorsque ces mêmes Français soutenaient Skoropadsky et les monarchistes russes à Kiev contre l'indépendance ukrainienne, l'auteur de la lettre ne donnait sans doute pas assez d'éloges pour leur conduite héroïque, et il lui était probablement bien égal que la guerre civile fût semée ainsi chez nous et permette aux Bolchévistes de préparer une nouvelle invasion.

Nous sommes heureux de constater que « le courant indépendantiste est assez répandu et cela depuis longtemps ». Il est toujours agréable d'entendre un Russe apporter cet hommage à la vérité. Quant au passage inévitable sur la propagande austro-allemande, il est facile d'y répondre en rappelant que cette propagande a souvent changé de direction et qu'au temps de Skoporadsky, elle a été certainement dirigée pour le tsarisme et contre l'indépendance ukrainienne, ce que notre correspondant occasionnel se garde bien de rappeler.

Pourquoi l'Ukraine indépendante n'arriverait-elle pas à attirer à elle ses frères de Galicie? Serait-ce parce que les Russes ont vendu d'avance cette province aux Polonais en échange de leur appui contre l'Ukraine? L'Ukraine occidentale a proclamé sa réunion à la grande république et aucune manœuvre ne pourra faire échouer l'unité de notre patrie.

La conclusion de la lettre est comme une étiquette destinée à indiquer la marque de fabrique. Sous le nom de Fédération russe, qui est la formule nécessaire aujourd'hui, on vient encore nous vanter les avantages de nous laisser avaler une fois de plus par l'ours russe insatiable.

L'UKRAINE ET LE BUDGET RUSSE

IX

Nous avons bien vu dans les précédents chapitres le rôle important, voire néfaste pour elle-même, que joue l'Ukraine en participant au budget russe. Notre pays est en exploitation permanente au profit du Nord. Maintenant nous devons nous demander dans quelle situation économique tombera la Russie sans la participation budgétaire de l'Ukraine ? Quel sera dans ce cas le budget d'Etat russe ?

Notre analyse nous montre assez clairement que pour l'ancienne Russie c'était sûrement la ruine économique momentannée. Pendant ces 15 dernières années, au lieu d'avoir chaque année un excédent des recettes sur les dépenses de 208 millions de roubles, elle aurait un déficit moyen de 16 ½ millions. Il ne faut pas oublier que ce sont des chiffres pour le budget d'Etat ordinaire et qu'en réalité ces millions de déficit éventuel devront augmenter considérablement. J'ai entrevu la ruine momentanée de l'économie d'Etat russe parce que sans l'Ukraine, l'organisme d'Etat de la Moscovie réduite à ses limites ethnographiques grands-russiennes se développera certainement en s'appuyant sur ses propres forces et ressources. La Moscovie après quelque temps de décadence économique se relèvera à nouveau et sera comptée au nombre des Etats modernes. D'un empire parasite, la Russie, comme république moscovite, se réorganisera bientôt en une grande et forte puissance, résistante tant au point de vue économique qu'au point de vue militaire. La séparation de l'Ukraine et des autres peuples allogènes servira seulement au bien du peuple moscovite. Après ces considérations à propos du sort de la Russie unie ethniquement nous analyserons un peu notre tableau n° 12, établi par M. Maltziv, comme réponse aux questions ci-dessus.

TABLEAU N° 12

La différence entre les recettes et les dépenses dans le budget de la Russie entière et sans la participation de l'Ukraine, en roubles.

Années	Excédent (+) des recettes sur les dépenses dans le budget russe tout entier	Excédent (+) des recettes sur les dépenses ou les déficits (—) dans le budget russe sans l'Ukraine
1910	*+ 170 845 000*	*19 915 000*
1900	125 721 000	34 389 000
1902	127 685 000	83 199 000
1903	+ 148 521 000	25 140 000
1901-03	*+ 145 976 000*	*17 576 000*
1904	128 632 000	61 280 000
1905	+ 117 245 000	14 585 000
1906	+ 216 461 000	26 292 000
1907	+ 188 138 000	31 876 000
1904-07	*170 115 000*	*41 008 000*
1908	+ 96 636 000	89 685 000
1909	110 658 000	110 914 000
1910	+ 387 161 000	+ 99 756 000
1911	+ 159 700 000	+ 137 113 000
1912	+ 120 000 000	112 035 000
1913	376 927 000	+ 60 540 000
1908-13	*+ 308 564 000*	*+ 34 857 000*
1914	*+ 10 883 000*	*— 170 361 000*
Moyenne	+ 207 790 000	16 537 000
Total	+ 3 116 849 000	677 751 000 + 429 689 000

Daprès ces chiffres, le budget d'Etat russe sera sans l'Ukraine en déficit permanent. Depuis 1901 le budget aurait toujours été en déficit, avec maximum en 1909, de 111 millions de roubles, sans compter 1914, l'année de guerre où il aurait atteint 170 361 mille roubles. Il est vrai que de 1910 à 1913 les recettes étaient supérieures aux dépenses même sans l'Ukraine, mais ce phénomène s'explique seulement par le fait que le gouvernement central russe percevait, durant ces années, avec un plus grand acharnement, les impôts d'autres provinces allogènes, outre l'Ukraine. La situation de notre pays, dit M. Maltziv, ne s'est pas améliorée parce que le pourcentage des sommes retournées à l'Ukraine étaient aussi insignifiant qu'auparavant. Probablement aussi, ajoutons-nous, à cause des efforts budgétaires des corps législatifs russes à Petrograd qui faisaient quelque chose pour améliorer la situation dans ce domaine. En tous cas, même dans cette période, l'Ukraine a sauvé plus de 400 millions de roubles pour le budget général.

D'après les périodes chronologiques du développement économique en Russie, nous voyons que le secours budgétaire de l'Ukraine est très précieux. Ainsi en 1901-1903, période de crise économique mondiale, la Russie avait 146 millions de bénéfice tandis que sans l'Ukraine elle aurait eu un déficit de 47 576 000 roubles. Pendant la période orageuse de 1904-1907 avec la guerre russo-japonaise et la révolution, la Russie, sans participation du budget ukrainien aurait eu également 41 millions de déficit au lieu d'un excédent de recettes de 170 ½ millions.

Nous avons déjà parlé de la période du travail parlementaire, ainsi que de l'année 1914 où le déficit pouvait monter jusqu'à 171 millions de roubles. Cette année-là, comme d'habitude, l'Ukraine a sauvé le budget russe d'un déficit énorme. En résumant on peut constater sans exagérer que la situation du budget russe, sans la participation de l'Ukraine, aurait pu être bien critique.

Pour compléter notre tableau budgétaire nous donnons quelques statistiques d'après les travaux de M. Porsch sur l'économie politique de l'Etat russe, avec et sans participation imaginaire, des huit principales provinces ukrainiennes.

Nous nous arrêterons sur l'importance de la récolte et de l'industrie textile, métallurgique, sucrière, d'alcool, du charbon, etc. Malheureusement il est impossible de réunir toutes ces données sur un tableau vu les différentes dates des chiffres en question.

Ainsi la récolte en 1904, pour 60 provinces de la Russie européenne et 8 provinces ukrainiennes, se présentait comme suit :

TABLEAU N° 13

Récolte	Russie tout entière	Russie sans l'Ukraine
	en millions de pouds	
Betterave à sucre	393 150	101 670
Froment	899	550
Tabac	5 391	2 595
Orge	110	231
Sarrasin	58	39
Avoine	931	800
Seigle	1 504	1 302
Pommes de terre	1 171	1 240

Nous voyons par ce tableau que l'Ukraine produit la plupart des richesses que la Moscovie avec la Pologne et d'autres pays allogènes ne donnent qu'en quantité inférieure : ce sont les froments, 55,0 % ; l'avoine, 53,7 % ; les betteraves à sucre, 80,5 % ; le tabac, 74,9 %, etc. Nous voyons donc que l'intérêt de l'économie politique ukrainienne est très différent dans l'agriculture de celui des autres parties géographiques russes.

Dans la branche de l'industrie de fabrique, malgré l'erreur de l'opinion publique, l'Ukraine joue un rôle assez important et influence le budget russe.

En 1897 toute l'industrie en Russie était répartie comme suit :

TABLEAU N° 14

Branche de l'industrie	Russie tout entière	Russie sans l'Ukraine
	en million de roubles	
Préparation de produits alimentaires	648	438
Mines	391	284
Métallurgique	311	270
Textile	946	926
Utilisation des produits animaux (fourrures, peaux, cornes, etc.)	132	120
Bois	103	88
Céramique	83	72
Chimique	59	51
Papier	45	42
Divers	118	111
Total	2 832	2 393

Pendant qu'en Russie l'industrie textile occupe la première place, elle occupe seulement la quatrième en Ukraine. L'industrie la plus développée chez nous est celle qui transforme différents produits agricoles en produits alimentaires soit : betteraves en sucre, blé en farine, pommes de terre et seigle en alcool, etc. Ensuite vient l'importante industrie minière, qui exploite le fer, le manganèse, le charbon, le sel, le mercure, etc.

De tout cela nous voyons que le caractère de nos industries agricoles diffère beaucoup de ce qui existe en Russie et que ces différences deviennent chaque année de plus en plus sensibles.

L'Ukraine possède tous les moyens économiques et géographiques pour se développer brillamment sans la Russie, dans n'importe quelle forme politique. Nous appuyons encore sur ce point que l'Ukraine seule pourrait s'enrichir beaucoup plus vite, plus productivement et incontestablement mieux.

(*A suivre.*) E. B.

Ligue de la Mer Noire

(*Suite.*)

d'Arkhangel et, comme celle-ci lui paraîtra probablement insuffisante, elle sera amenée à conclure aussi des accords partiels avec les fédérations de la Baltique ou de la mer Noire, mais ces accords seront d'autant plus volontiers consentis et plus avantageux pour elle qu'elle renoncera complètement à vouloir imposer son influence comme prédominante et reconstituer un Etat embrassant tous les autres. Il importe que les fédérations voisines se constituent dès aujourd'hui et se libèrent de l'envahisseur moscovite. Elles sont composées d'éléments plus rapidement capables d'un travail positif que la Moscovie, toujours si facilement la proie de l'absolutisme et de l'anarchie, qui sont à tour de rôle le résultat l'un de l'autre.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

En vente au

BUREAU UKRAINIEN

11, Avenue de la Gare.

Traité de Péréiaslav.

Actes de 1654 relatifs à l'Union de l'Ukraine avec l'Etat Moscovite, et aux conditions de cette union.

Prix : 5 fr.

Pactes et Constitutions de l'armée Zaporogue.

Actes de 1710 relatifs aux rapports extérieurs de l'Ukraine et à la constitution intérieure de ce pays.

Prix : 3 fr.

Dr MICHEL LOZYNSKY

Les « droits » de la Pologne sur la Galicie.

Sur quoi se basent les Polonais pour prétendre à la Galicie.

Prix : 2 fr.

Comte M. TYSZKIEWICZ

La Littérature Ukrainienne.

(D'après M. Serge Efremov, Mme O. Efimenko, le professeur M. Hrouchevsky et d'autres écrivains ukrainiens.)

Avec nombreuses illustrations.

Prix : 2 fr. 50

Revendications ukrainiennes.

Mémorandum présenté aux pays neutres et belligérants.

Prix : 1 fr.

BORIS-E. NOLDE

Professeur à l'Institut de Pierre le Grand, à Petrograd.

L'Ukraine sous le protectorat russe.

Avec portraits des Hetmans de l'Ukraine.

Prix : 1 fr. 50

P. STEBNITSKY

L'Ukraine et les Ukrainiens.

Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.

au 10 000 000e

Carte de l'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.

Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.

au 5 000 000e

Carte de la Russie d'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.

Prix : 1 fr.

ALEXANDRE CHOULGINE

L'Ukraine, la Russie et les Puissances de l'Entente.

Prix : 2 fr.

Tarif des annonces.

1 page	Fr.	500.—
½ »	»	250.—
¼ »	»	130.
⅛ »	»	70.—
1/16 »	»	38.
1/32 »	»	20.—
1/64 »	»	12.—

La ligne ou son espace fr. 1.25.

Réduction de 25 % pour une annonce répétée 12 fois.

LA

BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes-courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.

Elle bonifie un intérêt de

4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 ½ % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.

En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

PAPETERIE HOLZ & Cie DE CH. KRIEG LAUSANNE 4, RUE CENTRALE

Meubles de Bureaux Modernes

L'Argus suisse de la presse S.A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux?

par M. le Dr F. CEVEY

1 vol. in-16 à fr. 4.—

Se vend dans toutes les librairies.

LIBRAIRIE UKRAINIENNE

La librairie ukrainienne, anciennement rue Haldimand, a été transférée

11, avenue de la Gare, Villa Mont-Riant

Toutes les publications ukrainiennes parues.

Tous les ouvrages concernant la question des Nationalités.

Grand choix en tableaux, gravures, cartes postales, etc.

PROBLÈMES DE L'UKRAINE

REVUE QUOTIDIENNE DE LA PRESSE MONDIALE

au point de vue ukrainien.

—o ABONNEMENT MENSUEL 35 FRANCS o—

S'adresser à l'administration du Bureau ukrainien

11, Avenue de la Gare — LAUSANNE

Langues orientales

Russe, Polonais, Hébreu, Grec, Chinois

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.

Avenue de la Gare, 23, - LAUSANNE

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société des Nations

Bibliothèque Nationale Suisse BERNE

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5 —
Trois mois, » 2.50

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction et Administration:
11, AVENUE DE LA GARE, 11
LAUSANNE (SUISSE)

Téléphone: 19-85

Pour les annonces voir page 4.

N° 96 Lausanne, 10 Avril 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 8 avril 1919.

Les paysans contre le bolchévisme.

Si le général Petliura, chef du Directoire, vient de remporter des succès militaires qui lui ont permis de s'approcher de Kiev et de prendre l'armée bolchéviste par le flanc, c'est que les paysans ukrainiens se montrent décidément hostiles à cette dernière. Ils comprennent parfaitement bien que le gouvernement de Moscou n'envoie des troupes dans leur pays que pour leur voler leurs récoltes et pour les exploiter. De même qu'ils se sont défendus constamment contre les réquisitions de l'armée allemande, ils se dressent aujourd'hui contre les pillages des troupes letto-chinoises.

Il y a une autre raison aux révoltes de paysans qui nous sont signalées de différentes sources. Nous avons déjà souvent expliqué ici que le régime agricole est tout à fait différent en Ukraine et en Moscovie. Là-bas, la majorité des paysans travaillait sur la terre d'autrui et le communisme leur apparaît nécessairement comme un grand progrès. Il avait d'ailleurs été mis en pratique en partie déjà sous le régime des tsars. En Ukraine, au contraire, la majorité des paysans sont des petits propriétaires qui ne comprennent rien à la socialisation du sol. Les autres comptent qu'on leur distribuera les terres expropriées des grands domaines fonciers, sur lesquels beaucoup d'entre eux se sont déjà installés.

Ces révoltes de paysans sont le meilleur signe de l'impossibilité d'une domination bolchéviste en Ukraine et font comprendre pourquoi le gouvernement des soviets, à Moscou, multiplie ses offres de paix au Directoire, indirectement après avoir échoué par la voie directe.

L'armistice en Galicie.

D'après les dernières dépêches de source polonaise il semblerait que les pourparlers d'armistice aient été de nouveau rompus en Galicie, car les Ukrainiens refusent d'abandonner leur sol national et les Ponais revendiquent toujours avec intransigeance la possession de toute la partie de l'Ukraine occidentale qui s'étend du San au Boug avec Lemberg et les mines de pétrole. C'est une impossibilité absolue pour nos représentants d'accepter des conditions pareilles. Elles constitueraient un lâche abandon de plus d'un million de nos compatriotes qui ne le pardonneraient jamais à leur gouvernement.

Les pourparlers vont reprendre sous la présidence d'un général américain. Toutefois si la conversation directe échoue en Galicie, espérons qu'elle réussira mieux à Paris où les puissances alliées ont offert leur intermédiaire. Malheureusement, il est probable que la conférence elle-même est divisée sur ces questions comme sur celle de Dantzig et qu'il n'y aura pas d'accord possible immédiatement.

Toutefois, les puissances alliées ont proposé officiellement aux délégués des deux parties d'exposer leurs revendications et l'on attend impatiemment le jour où cette discussion pourra s'entamer sur ces bases. Rien ne s'opposerait au respect absolu des frontières ethnographiques si la Pologne et l'Ukraine, réconciliées par la justice, pouvaient conclure un accord économique et même quelque arrangement spécial relatif à la population polonaise de Léopol et à la conservation de son Université.

L'argument de l'estomac.

Que l'Ukraine sache se débarrasser d'une manière ou d'une autre de la domination bolchéviste à brève échéance, cela ne peut faire aucun doute. Nous souhaitons que cela lui soit possible sans trop tarder, car la situation de l'Europe est telle que notre pays pourrait avoir un rôle de premier ordre à jouer au point de vue du ravitaillement général. Les pays de l'Entente ne sont pas dans une situation très brillante par suite des conséquences de la guerre, et nous voyons la Suisse, par exemple, exporter son bétail en France, où l'on manque de viande.

Si l'Ukraine était en mesure de disposer souverainement de toute sa production économique aujourd'hui, elle pourrait commander la situation de toute l'Europe centrale et affermir sa puissance par le besoin croissant qu'on aurait de ses exportations à l'ouest. C'est vers cette politique réelle que doivent tendre tous nos efforts. Il semble aujourd'hui que l'Entente occidentale ait perdu une grande partie de son influence à l'est et que les pays de l'Europe centrale cherchent de quel côté pourrait leur venir le secours.

Ce n'est certes pas du côté de la Russie bolchéviste, à moins qu'elle ne puisse facilement disposer du produit de ses pillages en Ukraine. C'est notre pays qui peut sauver ses voisins occidentaux de la famine, à condition qu'on le laisse libre d'organiser lui-même son gouvernement indépendant. Nos paysans ne traiteront volontiers qu'avec leurs propres représentants et ne livreront leurs produits qu'à un gouvernement choisi par eux.

SUPRÊME AVERTISSEMENT

La politique insensée pratiquée à Odessa par les représentants militaires de la France, qui vont bientôt être désavoués probablement par leur propre gouvernement, a eu pour résultat de placer le Directoire ukrainien dans une situation presque désespérée. D'une part il a lutté tout seul avec les troupes nationales ukrainiennes contre l'invasion bolchéviste — et il continue à lutter encore — et d'autre part il ne semble pas que l'accord avec l'Entente soit définitivement conclu ou qu'il ait en tout cas donné aucun résultat. Le général Petliura poursuit vaillamment sa lutte et s'approche même de Kiev, mais il ne reçoit aucun secours et sa situation devient de plus en plus difficile. Il lui faudrait des munitions, des équipements et du matériel de guerre. Qu'attendent les Alliés pour les lui fournir ?

Il lui faudrait aussi et surtout du matériel moral et politique. Comment répondre aux avances bolchévistes quand les Alliés hésitent toujours à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine et font encore des difficultés pour entraver la réforme agraire ? Il n'est pas douteux que le découragement commence à se faire sentir très sérieusement en Ukraine et que certains partis, qui jusqu'ici avaient soutenu le Directoire dans sa politique ententophile, se demandent si l'on n'aurait pas mieux fait de rester neutre dans le conflit entre la France et les bolchévistes et d'accepter les termes de la proposition faite par Tchitchérine dans son radio-télégramme du 5 février.

C'est à ce découragement qu'il faut attribuer la tentative hongroise de provoquer de nouveaux pourparlers entre l'Ukraine et les bolchévistes sur la base d'une alliance russo-magyare-ukrainienne garantissant l'indépendance à chacune des trois Républiques qui en feraient partie.

Nous reproduisons ici, d'après le *Matin* du 3 avril dernier le texte d'un radio-télégramme envoyé par Bela Kun au nom du gouvernement des soviets hongrois aux commissaires bolchévistes, à Kiev et à Moscou.

Budapest, 1er avril, 3 h. 15 (en allemand). Très urgent. Aux camarades Rakowski et Latowsky, à Kiev : « On s'est adressé à moi par l'intermédiaire du célèbre poète ukrainien que Skoropadsky arrêta après la chute de la Rada, mais dont je ne puis vous confier le nom par radio pour communiquer ce qui suit à la Russie des soviets ; l'Ukraine demande :

1° La reconnaissance absolue de l'indépendance et de la souveraineté de la République des soviets ukrainiens à l'intérieur des frontières ethnographiques comprenant la Galicie avec le territoire à l'est du San et d'autres parties de ce qui était l'Autriche-Hongrie où la population ukrainienne est en majorité, la Bessarabie, la Tauride et le bassin du Don.

2° Jusqu'à la solution de la question d'une République fédérative socialiste européenne pour le présent une alliance défensive et offensive avec les Républiques des soviets indépendants existant déjà et celles qui se constitueront dans l'avenir. Tous les membres de cette alliance auront des droits égaux.

3° Les troupes de l'une ou de l'autre des Républiques des soviets alliées ne peuvent rester sur le territoire d'une autre République des soviets alliées qu'avec l'assentiment de cette dernière.

4° Le gouvernement de la République des soviets ukrainiens sera formé des partis suivants : indépendants et social-révolutionnaires ukrainiens de gauche et communistes ukrainiens.

Chacune des Républiques socialistes confédérées et alliées s'engage à apporter à l'autre République alliée toute l'aide matérielle pour la lutte contre les velléités annexionnistes, impérialistes des puissances bourgeoises voisines, en première ligne contre la Pologne et la Roumanie, ainsi que pour la lutte contre les insurrections intérieures contre-révolutionnaires qui menaceraient l'existence de la République des soviets.

Prière de donner une réponse aujourd'hui même.

En reproduisant ce radiogramme, le *Matin* l'a fait précéder du commentaire suivant : la manœuvre russo-magyare se précise, le gouvernement de Budapest s'emploie activement à jeter les bases d'une triple alliance russo-magyare-ukrainienne, alliance offensive et défensive dirigée contre l'Entente et en première ligne contre les « voisins » impérialistes, la Pologne et la Roumanie.

Ce document mérite qu'on lui prête une sérieuse attention. Nous avons affaire à une manœuvre qui ne provient certes pas du Directoire, mais tout d'abord du gouvernement soviétiste hongrois lui-même à la suite de quelques propos découragés tenus par des Ukrainiens déçus de l'échec du Directoire à Odessa et froissés peut-être de la conduite des militaires traitant là-bas au nom de l'Entente. Si nous insistons sur le caractère particulièrement grave de cette manœuvre, c'est qu'il n'est pas absolument certain qu'elle soit la dernière, ni même qu'elle échoue. Elle doit servir d'avertissement solennel aux puissances de l'Entente. Si celles-ci, qui viennent d'être abondamment informées sur les événements de l'Ukraine ces jours-ci, persistaient dans une attitude négative, il y aurait bien des chances pour que la manœuvre ait des suites et que les paysans ukrainiens forcent le Directoire à s'en aller ou à faire la paix avec les bolchévistes. Cette paix doit être ardemment désirée par Lénine, qui constate bien que la domination russe est désormais impossible en Ukraine. S'il s'engage à respecter l'indépendance de notre pays et si un nouveau gouvernement ukrainien, favorable à cette paix, garantit aux paysans la possession de leurs petites propriétés, il ne serait pas impossible que nous assistions bientôt à un nouveau tournant de l'histoire de la République populaire ukrainienne.

Ce tournant pourrait être évité encore par des mesures énergiques. Il faudrait que d'ici à quelques jours, la conférence de la Paix de Paris se décidât à reconnaître :

1° L'indépendance et la souveraineté du peuple ukrainien dans ses frontières ethnographiques aussi bien à l'ouest qu'à l'est.

2° L'évacuation immédiate des territoires ukrainiens occupés par les Polonais, les Roumains et les Magyars.

3° La garantie qu'aucune puissance étrangère ne sera autorisée à se mêler des affaires intérieures de l'Etat ukrainien.

4° L'envoi immédiat de secours en armes, en équipements et en munitions à l'armée ukrainienne.

Une décision immédiate et une action énergique dans ce sens pourraient encore faire échouer la manœuvre que nous signalons. Il faut bien qu'on comprenne aujourd'hui à l'Occident que, malgré la victoire de l'Entente, on commence à douter, en Orient, de sa puissance effective, et que le prestige de la conférence de Paris diminue de jour en jour. Les peuples autrefois dominés par la Russie ou par l'Autriche-Hongrie ne sont ententophiles que dans la mesure où l'Entente leur assure l'indépendance qu'ils revendiquent. Il appartient donc aux Alliés de ne pas perdre de temps s'ils veulent conserver leur influence en Orient.

M. DE WASSILKO A BERNE

Une nouvelle donnée par la *Correspondance slave* et reproduite par la presse suisse annonce le rappel du Dr Lukassievitch et la nomination de M. de Wassilko comme ministre de la République ukrainienne à Berne au nom du Directoire. Si cette nomination se confirme, elle constituera un événement politique important, dont les conséquences ne tarderont pas à se faire sentir. En effet, M. de Wassilko est l'un des hommes de premier plan que l'Ukraine possède. Son intelligence et son activité lui ont conquis une place très en vue dans le mouvement ukrainien et c'est vers lui que se tournaient depuis longtemps tous les regards.

Ayant fait ses études diplomatiques au Theresianum à Vienne, il a bientôt pris la tête de notre mouvement national en Bukovine. Chef du parti national-démocrate ukrainien et président de la fraction ukrainienne à la Diète de cette province, il jouait un rôle considérable dans la politique de l'ancienne monarchie austro-hongroise comme vice-président du Club ukrainien au Reichsrat. Son influence et son activité faisaient de lui un chef écouté et un adversaire redouté.

Au moment de la dislocation de l'Autriche-Hongrie, on lui confia la vice-présidence du Conseil national de la République occidentale et on le chargea bientôt de représenter cette République à Vienne.

Tous nos diplomates et toutes nos délégations à l'étranger savent ce qu'ils lui doivent. Sa nomination par le Directoire comme ministre de la grande République va placer à Berne un des véritables dirigeants de notre politique étrangère. Tous les Ukrainiens qui aiment leur pays se féliciteront de cet événement et souhaiteront à M. de Wassilko une cordiale bienvenue à son nouveau poste. Son énergie, sa brillante intelligence et son inépuisable bonté nous seront à tous d'un précieux secours.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Politique de douane.

L'article que nous donnons ci-dessous est tiré d'un mémoire très documenté présenté au ministre des Finances ukrainiennes, par M. Andreew, le directeur du Département des douanes, en décembre 1918. M. Masourenko, actuellement chef de la Mission Extraordinaire en Italie, nous a aimablement permis de consulter l'orginal (N. de la Rédaction).

L'Ukraine a autant besoin des produits du sol que de l'industrie des pays étrangers. Mais en même temps elle doit sauvegarder son industrie nationale et travailler à son développement avec l'aide des tarifs douaniers protecteurs. Or, ces tarifs rencontrent l'opposition la plus vive chez tous ceux qui sont directement intéressés au commerce d'importation. Ce conflit d'intérêts est l'objet de discussions très vives dans toutes les séances des commissions où les tarifs douaniers sont discutés avec les représentants des Etats étrangers.

Cet état de choses dont la complexité est déroutante, a donné la preuve qu'il était de la plus absolue nécessité de créer un institut spécial où l'on formerait des spécialistes en matière de douanes. Le besoin s'en fait de plus en plus sentir, à l'heure qu'il est; l'ignorance du personnel chargé d'appliquer les tarifs existants, la concurrence entre les importateurs privés et les maisons spécialisées dans le commerce d'importation donnent lieu à des réclamations incessantes et presque toujours justifiées.

Il faut aussi tenir compte de la proximité de l'Autriche, de la Pologne et de l'Allemagne avec leurs industries florissantes en temps ordinaire, et des pays plus éloignés, mais avec lesquels l'Ukraine a le plus grand intérêt à nouer des relations commerciales, soit pour l'importation, soit pour l'exportation. Il s'agit de tenir la balance égale pour tous.

Avant la guerre, l'Allemagne, pays industriel bien organisé, a largement profité dans ses relations avec l'Ukraine de l'instabilité des tarifs douaniers; elle a su tirer parti de toutes les complications devant lesquelles d'autres perdaient courage.

Elle a su établir dans toutes les localités frontières, à côtés des grands bureaux de douanes, des maisons de réexpédition où les marchandises étaient triées, classées et même souvent falsifiées, afin de bénéficier des tarifs douaniers les plus bas ou même de leur échapper complètement. Un exemple : on enlevait la décoration et la garniture des meubles qui passaient ensuite comme meubles bruts et non comme meubles garnis. Les principales de ces localités étaient : Sosnowitz, Katowitz, Schtzipiorno, Skalmerzitzé, Eidekonnen, Werzbolowo, etc. Il est donc de la plus grande utilité d'inscrire dans les futurs traités douaniers l'interdiction de pareilles pratiques.

Un autre fait dont il convient de tenir compte est celui-ci : les Puissances centrales ont été affaiblies par une guerre sans pareille, leurs réserves sont absolument épuisées; d'autre part l'industrie anglaise et américaine non seulement possède des réserves de toute nature, mais encore a augmenté ses possibilités de rendement dans des proportions incalculables.

Il est donc de première nécessité de nouer des relations commerciales avec les pays anglo-saxons et de rendre ces relations faciles au moyen de tarifs douaniers spéciaux tenant compte de leur éloignement, faute de quoi l'Allemagne reprendra en peu de temps la place prépondérante et deviendra l'arbitre du commerce chez nous. L'obstacle principal au commerce avec les pays occidentaux et les Etats-Unis était l'instabilité déjà mentionnée des tarifs douaniers. Les industriels de ces pays refusaient d'entrer en relations avec nous parce qu'on ne savait jamais si le tarif en vigueur au moment où on établissait les prix serait encore pratiqué au moment de la livraison, ou si l'on appliquerait un autre tarif. C'était en plein le régime de l'arbitraire. Et ce régime obligeait expéditeurs et destinataires à passer par des maisons de commission. Il n'y avait pas possiblité de relations directes entre l'acheteur et le vendeur.

Une exception était faite pour certaines denrées coloniales, le café et le cacao, qui provenaient non de leurs pays d'origine, mais exclusivement de Hambourg, Brême et quelques autres entrepôts allemands.

Non seulement il faut régulariser l'application des tarifs douaniers, mais encore la simplifier par l'adoption du système métrique, cela supprimera les fonctions des calculateurs chargés des réductions des divers systèmes de poids, mesures et monétaires.

Une simplification absolue exigerait l'unification des tarifs, soit l'application d'un tarif unique à tous les pays, ce qui est impossible comme nous l'avons vu.

Jusqu'à présent plusieurs commissions ont travaillé à cette simplification; le résultat a été pire, à chaque édition le recueil grossit, se complique et il devient de plus en plus impossible à des profanes de s'en servir. Pour bien faire, il faudrait fabriquer selon le tarif en vigueur, donc y adapter la marchandise, au lieu d'adapter le tarif à la marchandise, ce qui est une absurdité. Que l'on ajoute à cela des difficultés de procédure sans pareilles et l'on aura un tableau complet de la situation.

Que faire alors? Si on ne peut ni simplifier le tarif, ni les règlements d'application, ni renoncer à la protection de l'industrie nationale, comment établir un échange des marchandises sur des bases satisfaisantes?

Voici la réponse : au moment où il était question du boycottage économique des empires centraux, il a été fait la proposition d'ouvrir en France même des bureaux de douanes russes, à Paris, à Reims, au Havre et à Bordeaux. Un projet de loi avait été élaboré dans ce sens. La France aurait fait les frais des bureaux de douanes. La guerre et la révolution ont fait oublier ce projet, qui, malgré tout ce qu'il a de séduisant, comme ayant supprimé la médiation de l'Allemagne, nous inspire cependant des réserves.

Certainement il y aurait pour un fabricant un avantage énorme à pouvoir surveiller sur place le dédouanement de ses marchandises. Ce serait la suppression de quantité d'intermédiaires inutiles, une grande facilité accordée tant au vendeur qu'à l'acheteur dans leurs relations commerciales. C'est la raison sans doute pour laquelle la France était disposée à prendre à sa charge les frais d'établissement et d'entretien des bureaux de douanes russes.

Cette idée était parfaitement réalisable. La mise en pratique aurait procuré le plus grand avantage à toutes les parties en cause. Pourtant il faut considérer aussi les complications résultant de l'ouverture des bureaux à l'étranger et les questions connexes qu'elles feraient surgir, de celle de l'exterritorialité, par exemple. Puis, après la France, il faudrait nécessairement en ouvrir en Angleterre, à Londres, à Birmingham, à Sheffield; en Amérique, à New-York, à Chicago et à St-Francisco et ajouter à ces bureaux un service complet de renseignements douaniers.

En ce moment, la surveillance des marchandises à destination de l'étranger se fait par le moyen de contrôleurs spéciaux, d'après le règlement établi par le Ministère des Finances.

Le travail des contrôleurs consiste dans la définition de la qualité et de la quantité des marchandises destinées à l'exportation, le plombage des différentes pièces; la délivrance d'attestations indiquant le nombre, le poids brut et net des pièces dédouanées, ainsi que leur qualité. A la station frontière, la marchandise est vérifiée suivant les attestations. Une visite de détail n'a lieu qu'au cas où le plombage aurait subi une avarie, ou si l'on soupçonne de la fraude. Les frais du contrôle sont supportés par les fabriques et les commerçants intéressés. Avec les mêmes ressources, on aurait eu la possibilité d'organiser un service de contrôle pareil à l'étranger.

Les instructions de service pourraient être élaborées par le Département après l'approbation et l'idée fondamentale du projet actuel. Un essai d'application pourrait être fait dans les pays du Nord les plus rapprochés de l'Ukraine, en Suède et en Norvège. Les relations avec ces deux pays vont être de la plus grande importance pour l'Ukraine; selon les communiqués aux journaux par le consul norvégien, un groupe de capitalistes américains serait disposé à utiliser la Suède et la Norvège comme pays de transit. Il est donc nécessaire de profiter de cette occasion et d'agir immédiatement.

L'organisation d'un institut de contrôleurs servirait l'intérêt des industriels et des commerçants étrangers à un point tel que certainement ils se grouperaient pour en assumer la charge. Le premier résultat serait de faire baisser le prix des marchandises par la suppression de tous les frais inutiles.

SITUATION DIPLOMATIQUE

Délégation ukrainienne à Paris.

La composition de la délégation diplomatique de la République ukrainienne au congrès de la paix a été modifiée comme suit, d'après l'ordre apporté par M. Sevriuk, envoyé extraordinaire du Directoire.

Président : M. Georges Sydorenko, ex-ministre des voies et communications.

Vice-président : M. Basile Paneïko, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères de la République ukrainienne occidentale, ancien directeur du journal *Dilo*, à Léopol, membre du comité exécutif du parti national-démocratique de Galicie.

Membres :

1. Petro Didouchok, secrétaire de l'Union Nationale et du Directoire.

2. Dr Boris Matouchenko, ex-ministre du département de la santé et de l'assistance publique, membre du comité central du parti social-démocrate.

3. Dmytro Issaewitch, ancien membre du comité central du parti social-révolutionnaire, rédacteur du journal social-révolutionnaire, *Narodnia Volia*.

4. Alexandre Choulguine, ex-ministre des affaires étrangères sous la Rada centrale, ambassadeur de l'Ukraine en congé à Sofia.

5. Dr Serge Zarchy, membre du comité central des organisations juives en Ukraine et de différentes sociétés à Londres, docteur en médecine de l'université d'Oxford.

6. Mykola Lewitsky, avocat, ex-ambassadeur de l'Ukraine à Constantinople, vice-directeur du département des affaires étrangères, à Kiev.

Parmi les experts et les spécialistes on remarque :

M. Serge Chelouchine, ex-ministre de la justice, président de la commission des pourparlers de paix avec les bolchévistes russes en été 1918, historien et juriste autorisé en droit international, sénateur.

M. le professeur Volodimir Tymochenko, vice-directeur de l'institut économique auprès de l'académie des sciences, à Kiev.

Colonel V. Kolossowsky, un des chefs d'état-major au quartier général du président du Directoire, du général Petliura et du généralissime Grekow.

Macar Kouchnir, rédacteur de la *Nova Rada* de Kiev, membre du comité central du parti socialiste-radical (s.-f.).

Michaïlo Roudnitzky, professeur de philosophie à l'université de Kiev.

Mykola Tchetchel, ingénieur, ancien secrétaire de la Rada centrale, membre du comité central du parti social-révolutionnaire et de l'Union des paysans.

M. Sydorenko, président, est arrivé à Paris avec M. Anton Petrouchewitch, son secrétaire, le 22 janvier en passant par l'Italie. Le reste de la délégation a été retenu en route à cause de l'invasion bolchéviste et en Suisse à cause des intrigues du Quai d'Orsay qui ne délivrait pas les visas de passeports. C'est seulement le 19 mars qu'elle a pu partir pour Paris et le 26 mars tenir sa première séance plénière avec la participation de MM. Ivan Petrouchewitch et Osyp Megas, délégués des colonies ukrainiennes au Canada.

La délégation s'est établie rue de La Pérouse n° 37 et a ouvert son bureau de presse, Boulevard Raspail, sous la direction de M. Savtchenko. Ce bureau a commencé la publication de ses bulletins d'information dans lesquels il se plaint beaucoup de la censure française et des difficultés de communications directes avec son gouvernement.

Le reste de la délégation, au nombre de 40 membres, des différentes commissions qui séjournent en ce moment en Suisse vont être renvoyés en Ukraine, les commissions étant en train de se liquider.

Donc, aucune de ces personnes ne fait dorénavant partie d'aucune délégation officielle à l'étranger.

* * *

Nous publions à la colonne suivante la dernière note officielle adressée à la Conférence de la Paix par la délégation ukrainienne en réponse au manifeste des réactionnaires russes, auquel M. Pichon a fait allusion dans son discours.

En vue de gagner les milieux intéressés à ces idées, il est indispensable d'envoyer immédiatement en Suède et en Norvège des personnalités qualifiées, afin de se mettre en relations avec celles qui ont en mains le commerce avec l'Angleterre et l'Amérique.

NOTE AUX ALLIÉS

La délégation de la République ukrainienne à Paris ayant pris connaissance de la résolution de certains groupements russes adressée le 9 mars à la Conférence de la paix a l'honneur de soumettre à la Conférence le point de vue de son gouvernement. Le pivot autour duquel tournent tous les raisonnements de la déclaration des groupements russes est l'incompatibilité complète entre le principe théorique et sa réalisation pratique. Le point de départ de la déclaration russe est une tentative vaine de produire l'impression que la base de sa conception politique est le principe de libre disposition des peuples. Mais du moment où elle aborde la question pratique de la situation actuelle de l'ancien empire russe, on voit sur-le-champ que les groupements russes ci-nommés ne sont pas capables de se libérer de vieux préjugés autocratiques et impérialistes du régime tsariste. Dans la résolution soumise à la conférence, ces groupements exigent que les questions relatives au statut futur des nationalités incluses dans les limites de l'empire russe de 1914 ne soient pas résolues en dehors et sans le consentement du peuple russe. En d'autres termes, une telle déclaration enlève le droit même à la Conférence de la paix de résoudre le problème en question comme si la liberté des peuples libérés de l'empire tsariste à disposer de sa propre vie nationale n'était qu'une question intérieure de l'empire russe.

Il est même difficile de comprendre pourquoi les peuples habitant le territoire de l'ancien empire russe, les peuples qui ont réalisé déjà le principe de la libre disposition en constituant un gouvernement indépendant et qui existent comme Etats souverains doivent remettre la solution définitive de leur destinée jusqu'au moment où le peuple russe, qui se trouve en état d'anarchie et vit sur le territoire avec des limites ethnographiques bien fixées, aura la possibilité de créer un gouvernement légalement constitué. Les auteurs de la résolution passent sous silence l'existence d'un Etat ukrainien indépendant qui vit sa propre vie politique, sociale et économique, ils oublient que le peuple ukrainien possède tous les droits de s'organiser lui-même et ne peut dépendre aucunement d'une Constituante étrangère. Pour mener une guerre effective contre les agresseurs et pour reconstituer l'ordre normal dans le pays dévasté par la guerre, il est indispensable d'être reconnu définitivement comme Etat indépendant. Il est évident que faute de cette reconnaissance un gouvernement désirant entrer en relations diplomatiques, financières et commerciales avec les autres Etats trouve de grandes difficultés; dans cette question tellement grave, chaque jour de délai affaiblit la force d'un pays qui doit combattre l'ennemi de toute l'Europe civilisée : le bolchévisme russe. C'est pourquoi la délégation ukrainienne demande au nom de son gouvernement l'admission de ses délégués à la Conférence de la paix et la reconnaissance immédiate de la République ukrainienne comme Etat indépendant et souverain.

Signé : G. Sydorenko,
président de la délégation de la République ukrainienne.

LA DOCTRINE OU LA PATRIE?

De nos jours, quand le Bolchévisme tend à s'organiser et à prendre une extension européenne, la chose la plus pénible à constater c'est le manque d'union dans les partis adversaires à ce terrible régime et la facilité avec laquelle on trouve moyen de se détourner de ce danger réel, danger immédiat, à cause de différends nationaux ou même de différends de points de vue politiques chez des gens honnêtes et patriotes qui ont en commun l'amour de leur patrie et le sens du devoir de faire tout leur pouvoir pour l'aider à sortir du terrible gâchis où l'ont plongée des luttes politiques en face du vrai ennemi immédiat, — le Bolchévisme russe.

Lui, mené par un régime de fer et de discipline féroce, a vite fait de profiter de notre défaillance. Notre patrie, en ce moment, est en grande partie sous l'occupation étrangère et c'est à nous qui sommes en liberté à l'étranger de montrer notre vitalité en élevant notre voix et en unissant nos efforts pour créer un noyau autour duquel pourraient se réunir les gens énergiques et capables de continuer à l'étranger le travail interrompu par les Bolchévistes et tâcher de recréer chez nous en Ukraine un régime stable et acceptable pour tout vrai patriote.

Il ne s'agit pas pour le moment de se disputer pour un mot, pour une théorie, une doctrine, mais, en laissant pour plus tard les détails, nous devons élaborer un plan d'action et en unissant tous nos efforts, travailler pour un seul but sacré pour chaque Ukrainien, — la libération de notre patrie de toute occupation étrangère.

Primum vivere, deinde philosophari!! Comme le code d'honneur militaire défend un duel entre officiers pendant une guerre, le code patriote doit nous souffler à tous le devoir de nous réunir et de tâcher en commun de faire revivre, à notre Patrie, des jours plus heureux.

La Patrie avant, la doctrine après!!!

T.

REVUE DE LA PRESSE

Presse française.

L'offensive bolchéviste en Ukraine.

M. Paul du Bouchet, écrit de Bucarest (5 mars) au «Petit Parisien» du 2 que le front bolchéviste en Ukraine conserve toujours la forme d'un vaste croissant dont une pointe s'appuie à la mer à l'est d'Odessa et dont l'autre est dirigée vers le sommet de la Bessarabie. A l'aile gauche, c'est-à-dire près d'Odessa un glissement le long de la côte est impossible à cause des estuaires très profonds qui la coupent. Ayant occupé Kherson et Nicolaïev, les bolchévistes ont été obligés de s'arrêter. Ils ont attaqué un peu plus tard au nord, dans la région de Vosnessensk. Ils disposent de 10 000 hommes et d'une nombreuse artillerie. Les deux bataillons français qui défendaient cette région ont été obligés de se replier. A l'aile droite, malgré la résistance des troupes du Directoire ukrainien, l'avance bolchéviste continue. Vinnitza, Balta, Jmerinka sont tombées. L'Ukraine se trouve coupée de la Galicie; Brouskourow et Kaminetz en Podolie sont directement menacées. Aussi, le désarroi dans cette région est-il grand. Une bonne partie de la population, les organisations juives en tête, se range du côté des bolchévistes. Le gouvernement de Petliura et l'armée ukrainienne qui malgré sa grande infériorité numérique se bat sans cesse depuis trois mois, seront bientôt à bout de forces.

Quant à Odessa, sa situation reste très critique, même si les bolchévistes ne l'attaquent pas, il faut s'attendre à un blocus étroit, ce qui rendra tout ravitaillement impossible. Cet état de choses ne se serait pas produit si l'on avait pris les mesures relativement simples qui s'imposaient. Le plan des bolchévistes est évidemment d'envahir la Bessarabie et la Galicie orientale. Après la prise de Jmerinka ils ont envoyé un détachement qui occupa Mohilev sur le Dniester. Dans ce but ils jouent très habilement de l'exaspération du sentiment national provoqué chez eux. Petliura n'ayant pu jusqu'ici malgré tous ses efforts et ses artifices se faire agréer de l'Entente, la masse de la population en vient peu à peu à voir dans le triomphe du bolchévisme la seule issue permettant d'échapper à la domination étrangère. Le séparatisme ukrainien une fois abattu, rien n'empêchera plus la jonction des bolchévistes russes et maggyars. C'est en ce moment la dernière heure qui sonne. Dans un sens ou dans l'autre il faut qu'on agisse.

Le «Journal des Débats» du 2 écrit que toutes les dépêches concernant la situation dans le sud s'accordent à reconnaître que les succès bolchévistes sont bien plus causés par une active propagande que par leur force militaire. Ils gagnent ainsi peu à peu presque toute l'Ukraine. On annonce d'Helsingfors que les soviets de l'Ukraine et d'autres représentants ouvriers se sont réunis le 10 mars à Kharkow et ont élu un comité exécutif central se composant de 100 délégués dont 90 communistes et 10 socialistes révolutionnaires. On a décidé de transporter le centre du nouveau gouvernement à Kiev. Le président en sera Rakowski. Suivant un radiogramme du 30 mars, le gouvernement des soviets annonce que dans la région du Donetz ils ont occupé après une lutte acharnée un dépôt d'anthracite et plusieurs localités à 15 km. au sud de Kolparo.

Le même journal écrit d'après un radiogramme soviétiste de Kiev que les troupes de l'ataman Gregoriew gardent Odessa de tous côtés. Le même radiogramme dit: «L'enquête sur les causes de la situation qui s'est créée il y a quelques jours sur le front (il s'agit des dernières défaites des bolchévistes dans les régions de Berditschef, note B. T. U.), a fait découvrir le rôle de trahison joué par toute une série de membres du parti social ukrainien qui agissait nettement contre les intérêts des soviets.

Jonction du bolchévisme russe et hongrois.

M. Paul du Bouchet écrit une lettre de Bucarest datée du 26 mars au «Petit Parisien» du 3: «Il se réalise, écrit-il, les prédictions menaçantes de Karolyi au lendemain de la conférence de Belgrade. Si l'Entente rejette nos revendications nationales la Hongrie deviendra infailliblement un foyer d'anarchie et de propagande maximaliste.» Cette propagande se fait déjà sentir. Elle est inspirée et dirigée par le fameux Rakowski, un Bulgare d'origine et l'ancien chef des socialistes révolutionnaires roumains. Il entretient de nombreuses intelligences à Vienne et à Budapest; son action s'étend même à Bucarest car l'un des premiers points de son programme est toujours de provoquer la révolution en Roumanie. Cet état de choses peut devenir extrêmement dangereux. La Galicie, dernière citadelle de l'ukrainisme antibolchéviste ne constitue plus, en effet, étant donné son isolement et l'abandon dans lequel on l'a laissée, qu'un barrage insuffisant. Par-dessus ces ruines — et ce n'est ni la Pologne ni la Roumanie qui pourront s'interposer — le bolchévisme russe et hongrois se tendront la main. Quelques mesures ont été prises. Au lendemain de la chute de Karoly les forces serbes remontant du sud, ont occupé la ligne Szabadka-Szegedin. Elles sont soutenues sur leur droite par les détachements français dans le Banat. En même temps dans la région d'Ungvar les Tchéco-Slovaques dessinent un mouvement descendant. Menacées ainsi de côté les troupes hongroises devront évacuer la Transylvanie. Mais il ne s'agit pas seulement de la Transylvanie. D'autres déjà s'allument. Leurs succès d'Ukraine ont réveillé chez les bolchévistes les espoirs les plus fous. Si donc des décisions énergiques et immédiates ne sont pas prises, en Hongrie d'abord, puis partout, l'Entente se trouvera bientôt dans une situation délicate.

La menace bolchéviste.

Sous ce titre le général de Lacroix écrit un article très détaillé dans le «Temps» du 3: «L'invasion bolchéviste de la Russie méridionale combinée avec la révolution de Hongrie est un coup de théâtre auquel les Allemands pourraient bien ne pas être étrangers. Le général de Lacroix cite le radiogramme de Tchichérine à Bela Kun; il en conclut que le but de celui-ci est clairement déterminé. Il y a lieu d'examiner s'il y a des chances d'être atteint. Les bolchévistes sont arrivés à couper à Proskourow, Jmerinka et aux environs de Balta la grande ligne de communication entre Léopol et Odessa, mais ils se trouvent en face de la ligne du Dniester occupée par les Roumains à la frontière de Bessarabie. Ceux-ci au sud se sont ralliés par Bender, Tiraspol et Rasdelnaïa, avec les Alliés à Odessa. Au centre ils ont pris l'offensive entre Kichinew et Balta. Au nord une partie des troupes de Transylvanie marche sur Stanislavov pour donner la main aux Polonais, maîtres de Léopol et aux Ukrainiens, qui se sont concentrés aux environs de Tarnopol. Au nord de Léopol commence le front occidental des bolchévistes que Tchichérine reconnaît comme particulièrement menacé. En effet, de Léopol les lignes polonaises et lithuaniennes passent par Sarny, Pinsk, Baranowitchi, le sud de Vilna, Ponovej et Mitau, en face de Riga. La distance de Riga à Léopol est d'environ 900 kilomètres, celle de Léopol à Odessa mesure 600 km. Le front total n'a pas moins de 1500 km. La longueur de ce front est pour les deux parties disproportionnée par rapport aux effectifs en présence. Les actions partielles sont sans liaison immédiate entre elles, de là des surprises suivies de retours offensifs, la nature décousue des opérations et la difficulté d'en apprécier l'importance et les conséquences ultérieures. Plus loin le général de Lacroix donne la description des autres fronts antibolchévistes et conclut qu'au point de vue militaire la situation générale des armées rouges ne se présente guère sous un jour favorable. L'offensive bolchéviste paraît contenue, elle ne semble pas devoir aller plus loin.

Siège d'Odessa.

Les journaux du 3 communiquent que l'ataman Gregoriev a assiégé Odessa depuis le 29 mars; de violents combats se seraient déjà engagés sur les positions tenues par les défenseurs de la ville.

Presse hollandaise.

Organisation du prolétariat agrarien.

Philipps Price donne un exposé de la politique agrarienne du gouvernement des Soviets dans le journal hebdomadaire «Nieuwe Amsterdamer». Il écrit que les menchevistes prétendent d'ordinaire que toute tentative d'amener une révolution dans une république capitaliste comme la France est destinée à échouer.

Pour atteindre à un bon résultat il faut que les conditions sociales dans toute l'Europe changent complètement. La population paysanne est encore imbue de l'esprit de féodalisme et contrarie les efforts des ouvriers des villes quand ceux-ci essaient de s'emparer du pouvoir et d'introduire le socialisme. Les réactionnaires de l'étranger prennent le moujik pour un puissant allié contre les projets révolutionnaires. Ils disent qu'il n'est révolutionnaire que tant qu'il se trouve dans l'esclavage direct des grands propriétaires. Les bolchévistes ou communistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche démentent cette opinion. Ils prétendent que le paysan est capable d'adopter une forme d'Etat socialiste. Les socialistes-révolutionnaires sont les héritiers des traditions des Narodnikis qui prétendent que l'ancien Mir russe ou la Commune socialiste est la base sur laquelle le nouvel Etat peut être construit. Les bolchévistes au contraire, sont d'avis que l'industrie agrarienne doit se développer d'abord dans un sens capitaliste avancé, avant que le paysan soit mûr pour le socialisme. Ils déclarent que c'est déjà le cas dans les parties occidentales de la Russie et surtout en Ukraine où le grand capital a fondé des sociétés industrielles qui ont fait naître une classe de travailleurs capables de devenir des prolétaires conscients dans un Etat socialiste. Au commencement de la révolution, les bolchévistes n'ont pas fortement propagé ce principe. Après leur union aux socialistes-révolutionnaires qui surtout s'appuyaient sur les paysans, ils créèrent la loi de la socialisation des terres, dans laquelle on voit clairement les principes des Narodnikis. Ce système n'a pu se développer de façon durable; il est clair que la législation agraire transformée dans un sens bolchéviste s'appuyait surtout sur cette partie de paysans qui dépendaient plus ou moins d'un paiement de travail dans les fabriques. Ces paysans ont soutenu la révolution seulement jusqu'au moment où les territoires des grands propriétaires entrèrent en leur possession. Les paysans ne sont pas satisfaits qu'il n'y ait pas un arrangement communal et que les terres ne leur soient données que par petits morceaux d'après le système dit des trois ans.

Presse anglaise.

Ravitaillement de la Russie.

Selon une dépêche de Helsingfors au «Times», Lénine aurait dit dans une assemblée à Pétrograd que l'établissement du Soviet en Ukraine faisait espérer que la question de l'approvisionnement serait résolue favorablement. Il a demandé aux camarades de l'Ukraine de procurer 800 000 tonnes de blé, même si l'on ne reçoit pas toute cette quantité, on sera déjà satisfait d'en recevoir la moitié.

La Crimée attaquée.

On écrit dans le «Times» du 1er avril que les bolchévistes ont l'intention d'envahir la Crimée. Leur armée à l'est du Dnieper avance le long du chemin de fer qui relie la péninsule de la Crimée à la terre ferme. Sur ce point, le chemin de fer mène d'abord au-dessus d'un quai étroit à travers les eaux stagnantes du lac, et atteint la Crimée au pont de Tchanger. A cet endroit, le chemin de fer a été attaqué par l'ennemi, le matin du 28 mars. Les bolchévistes communiquent qu'ils ont capturé un train blindé avec toutes les mitrailleuses en parfait état. Les troupes ennemies ont dû, sous une pression formidable, se retirer vers la gare de Sivash. A la gare de Tchanger, on a dû faire sauter les travaux d'eau. Une autre partie de l'armée anti-bolchéviste qui s'est retirée derrière le pont de Tchanger y a mis le feu. Les bolchévistes ont éteint l'incendie et ont repoussé les adversaires de l'autre côté du Sivash. Les bolchévistes prétendent que le commandant des troupes volontaires, le général Tillo, a été tué au cours du combat à la gare de Tchanger; jusqu'au moment où il tomba il ne cessa d'encourager ses troupes. Les bolchévistes ont bombardé la côte de Crimée.

Dans la région du Donetz, au sud-ouest de Lugansk, les bolchévistes prétendent qu'ils ont occupé, après une bataille désespérée, le 30 mars, le dépôt d'anthracite.

La Roumanie s'attend à une attaque.

Dans une correspondance de Paris au «Times» du 1er avril, on écrit qu'on a arrêté en Bessarabie un grand nombre d'agents bolchévistes qui font de la propagande. La Roumanie est menacée de trois côtés. Le bruit court que les bolchévistes ont massé des divisions d'infanterie près de Lemberg et des forces considérables autour d'Odessa. On s'attend à une double attaque sur ce front vers la fin d'avril.

Situation d'Odessa.

Le «D. Telegraph» du 1er avril publie une longue correspondance de A. Beaymont sur la situation générale à Odessa. Il donne une description, selon les données de la «Gazetta del Popolo» de l'armée volontaire de Denikine et des forces expéditionnaires françaises qui ont dû vaincre des difficultés énormes dès le commencement. Ces difficultés ont été en parties causées par le fait que la France a hésité si longtemps à reconnaître la république ukrainienne. Les troupes de l'expédition envoyée de Salonique avaient pour but de combattre les bolchévistes et de réunir l'ancienne Russie, en un mot, se battre pour la Grande Russie et non pour ses diverses parties. Naturellement les Ukrainiens furent blessés de cette attitude, et le résultat fut que l'expédition française dut se battre également contre les Ukrainiens et contre les bolchévistes et n'obtint aucune assistance depuis le moment de son débarquement. Tout d'abord elle essaya d'entrer en contact avec l'armée roumaine, mais cette tentative échoua et les opérations ont été strictement limitées à l'occupation d'Odessa et de son voisinage immédiat. Néanmoins, on n'a pas l'impression que les bolchévistes veuillent attaquer sérieusement l'expédition française à Odessa quoiqu'ils soient assez nombreux pour l'exterminer. On sait que Lénine et Trotzky s'abstiennent d'attaques directes contre les Français parce qu'ils conservent encore l'espoir que leur gouvernement sera reconnu par l'Entente.

A propos de l'armée bolchéviste qui se bat contre l'armée du Don, l'auteur écrit que cette armée est si bien organisée et disciplinée que les Cosaques courent grand risque d'être battus, surtout par suite de leur manque de discipline et de cohésion. La petite armée patriotique de la Crimée qui protège les mines de charbon et la côte de la mer d'Azov est menacée par un égal danger. Tout espoir a déjà disparu de sauver les grands centres de Berdiansk et de Marioupol. Le général Denikine, convaincu du danger dont les Cosaques sont menacés, s'est rendu personnellement d'Ekaterinodar à Rostov et Novotcherkask pour conférer avec eux et relever leur courage.

A Odessa règne un mécontentement général pour des raisons innombrables. Le prix élevé de l'alimentation, le manque de charbon, bois, pétrole, manque d'un service de police digne de confiance. Cette police d'à présent permet à des bandes criminelles de piller et de ravager autant qu'ils le veulent, d'attaquer le public en plein jour et de commettre des crimes impunément. Néanmoins les bolchévistes n'attaquent pas la ville, bien qu'elle se trouve dans un état de désorganisation, à cause des raisons sus-mentionnées.

Leurs forces en Ukraine se sont augmentées de façon inattendue depuis que la presque totalité de l'armée ukrainienne s'est jointe à eux.

Le correspondant considère comme une grande faute de l'Entente d'avoir contraint les Allemands et les Autrichiens d'évacuer l'Ukraine. On aurait dû justement faire le contraire; l'armée allemande d'occupation, forte d'environ 500 000 hommes, aurait pu rester en Ukraine pour maintenir l'ordre et écarter les bolchévistes de Kiev et de Bessarabie. Cette erreur une fois commise, les bolchévistes avaient une victoire facile. Ils occupèrent Kiev, s'approchèrent de la mer d'Azov, trouvèrent ouverte la voie de l'invasion dans les contrées du Don et incorporèrent la presque totalité de l'Ukraine.

Le correspondant termine en déclarant qu'il ne peut s'imaginer comment on pourra rétablir l'ordre dans un tel chaos.

Presse danoise.

Représentation ukrainienne.

Le «Tidende» du 14 mars contient une description des membres de la représentation ukrainienne à Copenhague, composée de M. le Dr Dmitri Levicky comme délégué et du fabricant Q. Arkivisson comme attaché commercial. Ces représentants ont donné au correspondant du journal toutes sortes de renseignements sur l'Ukraine. L'article est illustré par les photos des membres de la mission.

Le «Politiken» du 11 mars publie aussi un résumé de l'interview. La délégation a déclaré qu'il y avait surtout nécessité d'établir des relations entre le Danemark et l'Ukraine pour l'agriculture. Déjà avant la guerre beaucoup d'Ukrainiens ont visité l'école supérieure d'agriculture à Copenhague et l'Ukraine exportait au Danemark toutes sortes de semences. Le capital danois trouvera en Ukraine un grand champ de travail. Au point de vue politique, la délégation a nettement déclaré que l'Ukraine ne veut rester nullement liée même fédérativement à la Grande Russie, mais qu'elle vise à une indépendance complète.

Presse italienne.

Débats à la Chambre française.

L'«Avanti» du 29 mars publie le commentaire suivant aux interpellations de MM. Marcel Cachin et Lafont à la Chambre française sur l'intervention en Russie:

L'Entente se propose, à part le but immédiat d'exterminer une bonne partie des dix millions de Russes (?), un autre but plus lointain: restaurer le régime tsariste. Tous les partis de Russie, avec un programme à peine révolutionnaire, sont les ennemis de l'Entente et sont considérés par elle en ennemis. A Odessa, les canons de l'Entente furent tournés contre les Ukrainiens du Directoire, Petliura et Vinnitchenko, qu'on accusait de vouloir soutenir les bolchévistes. Les lois promulguées par ce pouvoir révolutionnaire furent annulées et l'on remit en vigueur celles de l'hetman Skoropadsky, allié des Allemands. Les généraux Denikine et Krasnow, qui ont enrôlé dans le Kouban et sur le Don des bandes de brigands qui saccagent et massacrent les populations de leur zone d'influence, sont de vieux instruments du tsar, convaincus de sympathie pour les Allemands. L'action que la France et l'Entente développent dans l'Orient et à Odessa dépend uniquement des autorités militaires: les généraux d'Anselme et Franchet d'Espérey sont les arbitres de la vie et de la mort de millions de créatures humaines. L'attitude de ces généraux explique la «fortune» que la «démocratie» de l'Entente a obtenue en Russie et tout dernièrement en Hongrie. D'Anselme a déclaré ouvertement à une commission des représentants des Zemstvos, des socialistes-communistes et des progressistes de la Douma que l'expédition entend libérer toute l'Ukraine en abolissant le suffrage universel et en remettant en vigueur le suffrage par caste et par cens.

La marche des bolchévistes vers la Galicie et la Roumanie.

Le «Secolo» et le «Corriere della Sera» du 2 reproduisent l'article de M. Paul du Bouchet dans le «Petit Parisien», (voir «Problèmes de l'Ukraine», nº 151, § 1), sur l'avance bolchéviste.

Les prisonniers ukrainiens en Italie.

Le «Corriera della Sera» du 30 écrit:

Nous vous avions déjà informés autrefois qu'il se trouve actuellement en Italie environ 100 000 Ukrainiens de la Galicie orientale, de la Hongrie et de la Bukovine septentrionale. Ces Ukrainiens furent l'objet, au début de la guerre, de toutes sortes de persécutions de la part du gouvernement austro-hongrois. Certains d'entre eux qui, alors, se trouvaient en Italie, y restèrent, d'autres s'y réfugièrent, plusieurs désertèrent ou se rendirent et furent faits prisonniers. Ainsi se trouvent en Italie, dispersés dans les différents camps de concentration, environ 70 000 Ukrainiens. Une assemblée générale des représentants de la Galicie orientale, qui eut lieu le 18 mars à Rome, a élu une direction générale du «Conseil national des terres ukrainiennes non libérées», composée du président Teodosio Marusciak, journaliste qui, depuis deux ans déjà, revêt l'uniforme italien et est depuis une année sous-lieutenant du 1er régiment alpin; du vice-président Teodosio Lessev, professeur de gymnase à Léopol, et Joseph Poruzilo, agriculteur; du secrétaire général Simeone Pige, étudiant à l'université. Cette «Direction générale» adresse maintenant un appel au peuple italien afin que les Ukrainiens soient concentrés en camps spéciaux pour y être organisés en forces pouvant combattre le bolchévisme.

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS

*** *10 mars.* — Le gouvernement polonais est en pourparlers avec le gouvernement roumain pour conclure une alliance contre l'Ukraine.

*** *11 mars.* — Mission de la Croix-Rouge suisse dirigée par le Dr Frick est arrivée à Stanislaviv. Le but de la mission est de négocier l'échange et le transport des prisonniers de la Russie et de l'Ukraine; elle fait également une enquête sur l'Etat sanitaire en Galicie.

*** *12 mars.* — Constitution d'un Conseil gouvernemental de l'Ukraine hongroise à Munkacs.

*** *14 mars.* — Sur l'intervention du métropolite Szepticky, le gouvernement de l'Ukraine occidentale a remis en liberté tous les ecclésiastiques romains internés en Galicie orientale.

*** *15 mars.* — De grandes révolutions paysannes ont éclaté dans les provinces de Poltava, Charkov et Tchernigov contre les bolchévistes à cause d'un décret concernant la mobilisation forcée pour l'armée rouge.

*** *16 mars.* — Les troupes ukrainiennes sont entrées à Peremysl. Les Polonais sont encerclés à Léopol.

*** Les bolchévistes ont pris Cherson.

*** *17 mars.* — Télégramme de la délégation américaine de la Paix adressé à M. Paneyko, vice-président de la délégation ukrainienne au sujet de l'enquête sur les rapports entre l'Ukraine et la Pologne.

*** *19 mars.* — Le conseil suprême des alliés a envoyé un radio-télégramme au général Pavlenko, commandant des forces ukrainiennes devant Léopol, et au général polonais Rozwadowski, les invitant à arrêter immédiatement les hostilités en restant à leurs positions. Le conseil suprême ajoute qu'il est disposé à entendre l'exposé des revendications territoriales des deux parties et à les soumettre à Paris auprès des délégations ukrainiennes et polonaises.

*** *19 mars.* — Une mission italienne composée de M. le major Giuglio di Foa et du lieutenant Ferrucio di Lapio est arrivée à Stanislaviv pour représenter l'Italie auprès du gouvernement ukrainien.

*** La délégation ukrainienne à Paris a adressé à la conférence de la Paix une protestation contre l'occupation de la Bukovine ukrainienne par les Roumains.

*** *20 mars.* — Lloyd George veut être assuré que l'envoi de deux divisions polonaises en Pologne ne sera pas dirigé contre l'Ukraine.

*** *21 mars.* — Les combats acharnés avec les troupes polonaises qui, sous le commandement du général Rozwadowsky et du général Iwachkewitch, veulent rompre le cercle des troupes ukrainiennes assiégeant Léopol.

*** *22 mars.* — M. Porsch, ambassadeur de l'Ukraine, a été reçu en audience par M. Ebert, président de la République allemande, à qui M. Porsch a donné ses lettres de créances.

*** *24 mars.* — Discussion orageuse sur la question ukrainienne à la Chambre des députés, à Paris. Déclarations du ministre Pichon et de M. Franklin-Bouillon, président de la commission des Affaires extérieures.

*** *26 mars.* — Première séance plénière de la délégation de l'Ukraine à la Conférence de la paix à Paris. Délégation composée de treize membres, sous la présidence de MM. Sydorenko et Paneyko. Le siège de la délégation est fixé à Paris, 37, rue de La Pérouse (XVIe).

*** A la suite de l'intervention du gouvernement de l'Ukraine, le capitaine Biberowitch, représentant de la république ukrainienne à Budapest, qui avait été arrêté par les autorités bolchévistes hongroises, a été remis en liberté ainsi que tout le personnel de la mission. L'argent confisqué a été restitué également avec excuses au gouvernement ukrainien.

*** L'armée roumaine en pleine retraite en Bessarabie. Proclamation à Khotin d'une république soviétiste de Bessarabie.

*** *27 mars.* — Les troupes nationales ukrainiennes sont à 40 kilomètres de Kiev. Dans la direction de Berditchev, les bolchévistes ont subi une défaite et ils reculent en hâte vers le Sud. La station de Christianovka et la ville d'Umagne sont occupées par les nationaux.

*** Le colonel Konovaletz, commandant des tirailleurs galiciens, et le Dr Petruchevitch, président du secrétariat de la République occidentale, sont entrés dans le Directoire ukrainien.

*** Le siège du Directoire se trouve à Proskourov et le quartier général du généralissime Grekov à Vinnitza.

La situation générale en Ukraine.

Stanislavov (radio). — Pour ne pas être influencés par les événements sur le front et pour pouvoir travailler en contact constant avec le gouvernement du territoire occidental de la République ukrainienne le Directoire et le gouvernement ont transporté leur siège à Proskourow. Les membres de la présidence se trouvent à Kamenetz-Podolsk.

Ces jours derniers, la situation sur les divers fronts s'est améliorée, il faut remarquer particulièrement l'avance des troupes ukrainiennes vers le nord. Après la prise de Starny Dobrowicz les troupes se sont avancées jusqu'à Syrolin à vingt kilomètres au sud du Pripet et Goryn.

A l'ouest, le front s'étend dans la direction du San, Grodek, Kostiatyn; une contre-attaque a lieu. Jmerinka est en la possession des troupes républicaines.

Pourparlers ukraino-roumains.

Stanislavov (radio), 16 mars. — A la séance des secrétaires d'Etat le Dr Mitwick y a fait un rapport sur les résultats de sa mission auprès du commandement roumain à Czernowicz. Après de longues délibérations avec le général Zadik, ce dernier a déclaré que l'administration militaire roumaine ne projetait pas d'offensive contre le territoire ukrainien. L'accord suivant est intervenu entre le fondé de pouvoir ukrainien, Dr Witwicky et le général Zadyk. Les plénipotentiaires du territoire occidental de la République ukrainienne devront se rendre à Bucarest pour y entrer en pourparlers avec le gouvernement roumain au sujet du règlement des relations communes entre la Roumanie et l'Ukraine.

Le conseil des secrétaires d'Etat a décidé d'envoyer, d'accord avec la Grande Ukraine, une délégation à Bucarest.

UKRAINIENS DU CANADA

Grâce aux troubles existant dans la ville de Winnipeg qui mettent en danger la vie et les propriétés de ses paisibles citoyens, nous, le Comité exécutif des citoyens ukrainiens au Canada, exposons ce qui suit :

Nous déplorons le fait que le retour à la vie civile des hommes revenant du front n'a pas été préparé d'une manière suffisamment efficace et qu'on les a laissé arranger leur propre salut sans un appui suffisant du gouvernement. Nous demandons que ces questions soient soumises au corps législatif et que la démobilisation des troupes soit effectuée rapidement.

Grâce à cette injuste classification de tous les Slaves comme Autrichiens et anti-alliés et grâce aux déclarations irresponsables dans la presse et ailleurs, un certain degré d'intolérance et de haine contre tout ce qui est étranger a été implanté dans l'opinion publique, interrompant le service divin dans les églises, pénétrant dans les maisons privées et commettant des attentats de la manière la plus grave contre tous ceux soupçonnés de naissance étrangère, mettant ainsi nos vies en danger.

Les Slaves en général, et les Ukrainiens en particulier, ne peuvent pas être classés au nombre des ennemis des Alliés, parce qu'ils n'ont jamais sympathisé ni avec l'Autriche ni avec l'Allemagne, mais au contraire ont toujours été l'instrument le plus fort pour ruiner l'empire autrichien, paralysant ainsi l'influence allemande et maintenant sur les ruines de l'Autriche défunte les Slaves formant des Etats démocratiques indépendants amis des Alliés et de l'Angleterre.

Les Ukrainiens au Canada ont toujours été paisibles dans leurs occupations, ce qui a beaucoup contribué au développement de la contrée et n'ont jamais mis obstacle ou nui à des entreprises canadiennes en vue de la continuation heureuse de la guerre, mais au contraire les Ukrainiens ont contribué de leur mieux, par leur argent et leur travail, aux opérations militaires canadiennes.

Les Ukrainiens exécutent généralement le labeur usuel dans les entreprises les plus rudes et et comme tels ils tiennent leurs positions, non pas par des faveurs spéciales, mais grâce à leur persévérance et à leur fidélité à leur devoir. Ces situations, nous l'avouons, ne sont pas enviables et ne resteront ouvertes qu'à des hommes d'une très grande endurance.

Les Ukrainiens ne sont pas cause si quelques-uns d'entre eux sont nés dans l'Autriche défunte; ils n'y peuvent rien non plus si leur extérieur trahit leur naissance étrangère, mais nous trouvons que cela ne suffit pas pour les traiter avec intolérance et les persécuter.

Nous n'accusons pas les vétérans de la grande guerre d'être coupables de crimes dans les irrégularités exposées ici, car nous pensons qu'ils n'ont pas d'intentions injustes en vue. La suppression des bolchévistes capables de détruire l'ordre public doit être menée à bien, mais nous déclarons qu'il n'y a pas de bolchéviste parmi les paisibles citoyens d'origine ukrainienne et la meilleure preuve en est la presse ukrainienne, qui a toujours été antibolchéviste et qui représente l'opinion de ce peuple. Les coupables, de quelque origine qu'ils soient, devraient être séparés des autres et traités conformément à leurs fautes, mais les innocents ne doivent pas souffrir à cause de ces quelques fauteurs de désordre.

Les Ukrainiens sont prêts à se soumettre et à obéir strictement à la loi du pays et à accomplir tout ce qu'elle demande et nous demandons que cette loi soit exécutée sans acte de violence.

Nous demandons respectueusement que, conformément aux précédents déjà établis, les corps législatif et judiciaire soient seuls à appliquer la justice en général et nous demandons que l'on protège notre propre existence contre les croisades des jeunes meneurs.

LE COMITÉ EXÉCUTIF
DES CITOYENS UKRAINIENS AU CANADA

Les élections à l'Assemblée Constituante.

Stanislavov (radio), 17 mars. — Le secrétariat de l'Intérieur travaille à l'élaboration d'un projet de loi concernant les élections à l'Assemblée constituante du territoire occidental de la République ukrainienne (Galicie orientale). Ce projet sera soumis au Conseil national à la prochaine session.

La mission américaine de Budapest.

Budapest, 17 mars. — Sur la proposition de M. Goodwin une conférence a eu lieu samedi matin entre l'attaché militaire américain, colonel Jabes, auquel s'est joint plus tard un capitaine anglais, et les délégués ukrainiens. L'attaché a demandé des renseignements détaillés sur la situation nationale et politique de toute l'Ukraine, puis les questions actuelles, principalement celle des pourparlers d'armistice à Lemberg et les événements militaires sur le front de Galicie et le front bolchéviste, ont été vivement discutés. Au cours de la conférence les Ukrainiens ont acquis la conviction que ces deux officiers avaient été renseignés d'une manière partiale et fausse par les adversaires polonais. L'entretien a beaucoup contribué à éclairer ces messieurs sur le véritable état des choses. Suivant son désir, une carte des frontières ethnographiques de l'Ukraine occidentale a été remise au colonel Jabes.

ADRESSES UTILES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Présidents : MM. Sydorenko et Dr V. Paneyko, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Légation ukrainienne en Suisse, M. E. Loukassevitch, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)
3. — Ambassade ukrainienne en Autriche, M. V. de Lipinsky, Hôtel Bristol, **Vienne.**
4. — Ambassade de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Terez Kœrut, 34, **Budapest.**
6. — Légation ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Hôtel des Deux-Villes. **La Haye.**
7. — Légation ukrainienne en Finlande, M. Losski, **Helsingfors.**
8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôtel Suisse. **Berne.**
9. — Bureau de Presse ukrainien en France, 218, Boulevard Raspail. **Paris.**
10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 6, rue de Notre-Dame de Lorette. **Paris.**
11. — Société ukrainienne «Hromada», M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris.**
12. — Bureau de Presse ukrainien en Autriche, 9, Josefstadterstrasse. **Wien.**
13. — Ukrainian National Committee, 217, E. Sixth Street. **New-York City.**
14. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit. Mich.**
15. — Information Bureau of the Ukrainian National Committee. W. S. Capitol C. O. Hon. James A. Hamill O. **Washington.**
16. — Information Bureau, 83, Grand Street. **Jersey City.**
17. — Bureau ukrainien d'information aux U.S.A. 16, Jackson Place. **Washington. D. C.**
18. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street. **Scranton.**
19. — Comité pour le secours aux prisonniers de guerre ukrainiens en Italie, Mme Belmain, 89, Via del Gesù. **Rome.**
20. — Comité ukrainien en Italie, M. Ivan Grinenko, 18, Via Muzio Clementi, **Rome.**
21. — Chef de la Mission extraordinaire au Vatican, comte Michel Tyszkiewicz, Hôtel Beau-Rivage, **Ouchy-Lausanne.**
22. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Hôtel du Parc. **Ouchy-Lausanne.**
23. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**

Editeur : W. Stopankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

En vente au

BUREAU UKRAINIEN

11, Avenue de la Gare.

Dr MICHEL LOZYNSKY

Les « droits » de la Pologne sur la Galicie.

Sur quoi se basent les Polonais pour prétendre à la Galicie.

Prix : 2 fr.

Comte M. TYSZKIEWICZ

La Littérature Ukrainienne.

(D'après M. Serge Efremov, Mme O. Efimenko, le professeur M. Hrouchevsky et d'autres écrivains ukrainiens.)

Avec nombreuses illustrations.

Prix : 2 fr. 50

Revendications ukrainiennes.

Mémorandum présenté aux pays neutres et belligérants.

Prix : 1 fr.

BORIS-E. NOLDE

Professeur à l'Institut de Pierre le Grand, à Petrograd.

L'Ukraine sous le protectorat russe.

Avec portraits des Hetmans de l'Ukraine.

Prix : 1 fr. 50

P. STEBNITSKY

L'Ukraine et les Ukrainiens.

Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.

au 10 000 000e

Carte de l'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.

Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.

au 5 000 000e

Carte de la Russie d'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.

Prix : 1 fr.

ALEXANDRE CHOULGINE

L'Ukraine, la Russie et les Puissances de l'Entente.

Prix : 2 fr.

Tarif des annonces.

1 page	Fr.	500.
1/2 »	»	250.
1/4 »	»	130.
1/8 »	»	70.
1/16 »	»	38.
1/32 »	»	20.
1/64 »	»	12.

La ligne ou son espace fr. 1.25.
Réduction de 25 % pour une annonce répétée 12 fois.

LA BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes-courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.
Elle bonifie un intérêt de

4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.
En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

L'Argus suisse de la presse S.A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux?

par M. le Dr F. CEVEY

1 vol. in-16 à fr. 4.—

Se vend dans toutes les librairies.

LIBRAIRIE UKRAINIENNE

La librairie ukrainienne, anciennement rue Hedimand, a été transférée

11, avenue de la Gare, Villa Mont-Riant

Toutes les publications ukrainiennes parues.

Tous les ouvrages concernant la question des Nationalités.

Grand choix en tableaux, gravures, cartes postales, etc.

A VENDRE

collection du journal l'UKRAINE

(1915-1916-1917-1918). Prix : 40 fr.

Collection des PROBLÈMES DE L'UKRAINE

150 numéros. — Prix : 400 fr.

Langues orientales

Russe, Polonais, Ukrainien, Hébreu, Grec, Chinois

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.

Avenue de la Gare, 23, - LAUSANNE

20 centimes.

ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

République et Société des Nations

Bibliothèque Nationale Suisse.

BERNE

Prix de l'abonnement:

Une année . . . Fr. 10.—
Six mois . . . » 5.—
Trois mois, . . » 2.50

Adresse télégraphique:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction et Administration:
11, Avenue de la Gare, 11
Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19.65

Pour les annonces voir page 4.

N° 97 Lausanne, 17 Avril 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 15 avril 1919.

Les bolchévistes en Ukraine.

Il y a déjà bolchévistes et bolchévistes. Les Russes, qui ne pensent qu'à piller notre pays pour se ravitailler et à rétablir l'unité de l'empire, que ce soit sous un tsar rouge ou noir, continuent à persécuter la vie nationale du peuple ukrainien et interdisent par exemple la célébration de l'anniversaire de Chevtchenko. Les soviets ukrainiens, qui sont en opposition avec l'envahisseur au point de vue national, se défendent comme ils peuvent contre ces empiétements et cherchent à rétablir des relations avec les partis social-démocrates et socialistes-révolutionnaires qui font opposition au gouvernement du Directoire.

Les révoltes de paysans continuent de plus belle et le pouvoir de Rakowski semble être assez chancelant. Si l'Entente savait comprendre vraiment la situation et soutenir le Directoire, tout en le laissant poursuivre une politique agraire et démocratique avancée, il est bien probable que l'Ukraine pourrait bientôt secouer le joug étranger ; mais il faudrait pour cela des décisions un peu rapides et plus nettes que celles qu'on a vues jusqu'ici.

Conseil national à Stanislaviv.

Le Conseil national de la République d'Ukraine occidentale siège à Stanislaviv en session solennelle. La question sociale joue un rôle primordial aux séances et toutes les discussions roulent sur la réforme agraire et sur la socialisation de la grande propriété. Le gouvernement préconise l'introduction du système de travail agricole par communauté, tandis que les paysans demandent le partage des terres et le maintien de la propriété individuelle. Le projet de loi définitif doit être discuté à nouveau par l'Assemblée constituante, que le Conseil national doit convoquer prochainement et faire élire par le peuple.

En même temps que siégeait le Conseil national, un congrès des délégués paysans et ouvriers se tenait aussi à Stanislaviv. Une délégation demanda au Conseil national d'admettre dans son sein soixante représentants de ce congrès, mais une vive opposition s'est élevée contre cette proposition et l'admission a été finalement repoussée par la majorité.

Nous comprenons fort bien que le Conseil national n'ait pas voulu avoir l'air de donner un blâme au gouvernement des secrétaires d'Etat, qui a poursuivi une politique parfaitement droite et dont la conduite a été approuvée par un ordre du jour de confiance, mais d'autre part il est peut-être dangereux de frayer la voie aux bolchévistes en repoussant aussi complètement la proposition du congrès des ouvriers et des paysans. Ceux-ci ont fait preuve d'une grande bonne volonté au point de vue national et les travailleurs ukrainiens de la région pétrolifère ont protesté eux-mêmes contre l'accusation de bolchévisme lancée par un journal viennois.

Leur syndicat ayant télégraphié de Boryslav au gouvernement des secrétaires d'Etat, le Dr Holoubovitch les a remerciés de leur déclaration et leur a promis l'envoi d'un représentant du gouvernement pour introduire la journée de huit heures et réaliser différentes autres réformes urgentes.

L'autonomie juive.

L'administration locale avait déjà reçu l'ordre d'autoriser sur tout le territoire de la République occidentale l'élection de Conseils nationaux juifs, reconnus comme représentation officielle de la population israélite. Le secrétariat d'Etat aux Affaires intérieures a décidé de soumettre au Conseil national de la République un projet de loi complet sur l'autonomie juive.

Une autorité juive suprême sera reconnue par le gouvernement à condition d'être élue elle-même par les Conseils nationaux juifs de chaque région. Cette autorité suprême organisera la vie nationale du peuple juif en Galicie orientale et sera responsable pour le développement des écoles et de l'instruction publique de ses compatriotes. Son pouvoir s'étendra également à différents autres domaines de la vie publique et à une partie de l'organisation judiciaire. C'est ainsi que l'Ukraine prouvera par la pratique que la cohabitation des races n'est pas une chose impossible et qu'un Etat s'honore d'être juste envers tous.

LA PRISE D'ODESSA

La prise d'Odessa par les bolchévistes russes a provoqué la consternation générale en France et dans toute l'Europe occidentale. Il y a longtemps que nous avions donné ici l'avertissement nécessaire et montré comment il aurait été facile d'éviter cet affront infligé à l'état-major français. La chute du grand port de la mer Noire est la conséquence directe du scandale des négociations avec le Directoire, négociations au cours desquelles on a tout fait pour humilier celui-ci et rien pour le soutenir. C'est une sévère leçon à ceux qui ont foulé aux pieds le droit des peuples et refusé constamment de reconnaître l'indépendance ukrainienne.

Combien de fois n'avons-nous pas répété qu'en voulant à tout prix restaurer l'unité de la Russie on ne ferait pas autre chose que d'étendre tout simplement les frontières du bolchévisme ? A l'heure qu'il est, les événements prouvent une fois de plus que nous avions raison. Mais à quoi peut bien servir une leçon aussi sévère s'il est trop tard aujourd'hui pour réparer le mal ? Nous voulons espérer toutefois qu'il n'est pas encore trop tard partout. Il reste encore la Galicie orientale, qui reste comme une barrière entre la Hongrie et la Russie bolchévistes. Voilà quatre mois que la République occidentale d'Ukraine lutte de trois côtés à la fois et demande instamment aux Alliés de lui reconnaître ses droits. Elle n'a jusqu'ici reçu aucune réponse, sinon qu'on examinerait ses revendications si elle cessait la lutte contre les Polonais. Elle a accepté un armistice sur ces bases, mais de Paris ne vient aucune réponse et les Polonais continuent ouvertement à revendiquer la possession totale de la Galicie pour avoir des frontières communes avec la Roumanie en supprimant tout simplement la République de nos compatriotes occidentaux.

Ce sera la même histoire qu'avec Odessa. Déjà les ouvriers et les paysans de Galicie orientale se plaignent que leur gouvernement se laisse leurrer par la conférence de Paris. Si celle-ci ne se hâte pas de leur garantir l'intégrité de leur sol national et l'indépendance à laquelle ils ont droit, la vague rouge déferlera par-dessus les Carpathes. En voulant soi-disant fermer la barrière entre la Roumanie et la Pologne, c'est une brèche qu'on aura ouverte et par laquelle la violence russe pénétrera jusqu'au cœur de l'Europe.

Nous pouvons nous demander en toute sincérité s'il sert vraiment à quelque chose de répéter ici toutes ces explications. Arrêtés à la frontière du Jura par une censure habituée aux lenteurs, elles suivront la voie hiérarchique et, passant de fonctionnaire en fonctionnaire, elles seront prises en considération dans deux ou trois mois quand il y aura longtemps qu'il sera trop tard. C'est ainsi qu'il en a été pour les événements d'Odessa. Rien ne nous permet de compter qu'il en sera autrement pour ceux de Galicie.

Pendant ce temps, M. Paderewski peut multiplier ses visites à Paris et réclamer avec insistance l'envoi de secours à la Pologne. Les 100 000 Ukrainiens qui sont obligés de lutter en Galicie contre l'impérialisme polonais auraient pu faire beaucoup plus pour arrêter l'invasion russe que toutes les petites légions polonaises disséminées aux quatre coins de l'Europe. C'est une terrible responsabilité que prend là-bas le premier ministre de la République polonaise en cherchant à influencer la conférence de la paix dans un sens contraire à celui de la justice. Avec une logique implacable et vraiment impressionnante, les événements de la guerre montrent comment les violations du droit sont invariablement punies les unes après les autres. « Qui sème le vent récolte la tempête », a dit un vieux proverbe. De quelle paralysie nerveuse et politique sont donc frappés les hommes d'Etat pour ne pas profiter une seule fois des leçons qui leur sont offertes par l'expérience contemporaine aussi bien que par l'histoire ?

Que pensera le peuple français lui-même quand il apprendra que seules la négligence incorrigible d'une part et l'influence de certains financiers d'autre part vont prolonger la guerre européenne de plusieurs années ? Que le pétrole de Galicie tente la cupidité de quelques spéculateurs polonais ou français, rien n'est plus naturel, mais est-ce là une raison pour arracher un million d'Ukrainiens à leur patrie et conserver ainsi une plaie toujours ouverte et destinée à transformer l'Europe orientale en volcan perpétuel ? L'heure suprême va sonner d'un jour à l'autre où ces fautes-là provoqueront cette impitoyable justice des peuples qui fait trembler tout le monde.

NOS VOISINS ROUMAINS

Une bonne entente avec la Roumanie est une condition essentielle, non seulement de la coexistence pacifique de l'Ukraine et de son voisin méridional, mais encore de la fondation d'une ligue de la mer Noire que nous souhaitons tous. Il y a, entre la Roumanie et nous, deux sources de conflits : la Bessarabie et la Bukovine. Un tiers de cette dernière province est presque entièrement ukrainienne. C'est la partie septentrionale, de Tchernowitz à la frontière galicienne. Un partage s'impose et la conférence de Paris ne pourra pas faire autrement que de le décider si elle désire s'assurer en Orient quelques garanties de paix durable. Nous avons déjà montré qu'il est impossible de dresser une barrière contre l'invasion russe par-dessus le corps de l'Ukraine et que la muraille doit être formée de trois éléments consentants : la Pologne, l'Ukraine et la Roumanie.

Pour que cette barrière soit solide, il faut que chacun des trois participants soit sur un pied d'égalité avec les autres dans la satisfaction de ses droits. C'est pourquoi c'est aussi bien l'intérêt des Alliés que celui de la Roumanie en particulier de fixer une limite équitable entre les deux pays et de laisser aux Ukrainiens la partie de la Bukovine qui est habitée par leurs compatriotes. C'est ce que s'est efforcée d'expliquer au président du Conseil roumain la mission diplomatique envoyée à Bucarest par le gouvernement de la République populaire d'Ukraine occidentale.

Présidée par le Dr Witwytzky, cette délégation a été reçue en audience le 31 mars par le premier ministre. Celui ci a répondu que la Roumanie serait entièrement solidaire des Alliés et se soumettrait complètement à leurs décisions. En attendant, il importait de faire cesser les persécutions organisées là-bas d'une manière systématique par les autorités roumaines. Le président du Conseil a promis de prendre bonne note des plaintes de la population ukrainienne et de donner des ordres pour que le chef de l'administration des territoires de Bukovine garantisse désormais la liberté nationale des populations non roumaines.

Nous espérons que ces ordres seront exécutés par les fonctionnaires en question et nous sommes heureux en tout cas de cette prise de contact entre les deux gouvernements.

La même mission a été reçue le lendemain par le commandant français des troupes alliées en Orient, le général Berthelot, et celui-ci lui a demandé un mémorandum qu'il a promis de transmettre au Conseil suprême des Alliés au nom de l'armée d'Orient. Une communication directe et continue a été établie entre la République occidentale d'Ukraine et le quartier général du chef des armées de l'Entente. C'est là un heureux présage.

La question de Bessarabie est un peu différente. D'une part il y a, dans cette province, des régions très ukrainiennes, comme le littoral de la mer Noire et le district de Chotin entre le Dniester et le Réuth, et d'autre part le reste de la population agricole, même roumaine, est liée économiquement à l'Ukraine et à ses ports de la mer Noire, comme Odessa, qui constituent l'unique débouché des produits du pays.

Il y a déjà eu de nombreuses manifestations de paysans contraires à l'annexion de la Bessarabie par l'Etat roumain. Toutefois, comme l'Ukraine désire avant tout vivre en bonne harmonie avec ses voisins, il faudra probablement chercher la solution de ce conflit autrement que par une ligne de démarcation territoriale. Si la ligue de la mer Noire peut s'organiser, il faudra peut-être établir un régime tout à fait spécial pour la Bessarabie qui formera, au point de vue économique, une unité à part, bénéficiant d'une franchise complète de communications avec l'Ukraine. Un accord pourra très bien intervenir à ce sujet si nos relations avec la Roumanie continuent à progresser sur une bonne voie de conversation pacifique et franche. C'est là une méthode infiniment plus fructueuse que celle des armes et nous plaçons bon espoir dans la suite de ces pourparlers. Les événements actuels doivent bien montrer à la Roumanie tout l'intérêt qu'elle a, non seulement à vivre en paix avec l'Ukraine, mais même à s'appuyer sur elle pour défendre sa propre tranquillité intérieure.

HISTOIRE ET DROIT

L'histoire de la Pologne et de la Russie a toujours nié l'existence de l'Ukraine et de ses capacités politiques. Elle est incapable, selon elles, de former un Etat. Selon elle, la partie de l'Ukraine située sur la rive droite du Dnieper forme une province appartenant à la Pologne et celle située sur la rive gauche un territoire de domination russe. Quant à notre peuple lui-même, il était considéré comme une masse ethnographique servant d'engrais à la culture, soit polonaise, soit russe. L'histoire de ces deux peuples, d'autre part, garde le silence le plus absolu sur l'époque où le peuple ukrainien formait un Etat puissant et entièrement indépendant, Etat qui, en son temps, était plus grand et plus riche que la Pologne et la Moscovie.

Ainsi, l'union actuelle des territoires galiciens avec Kiev se répète déjà pour la sixième fois dans l'histoire du peuple ukrainien, alors qu'il formait un Etat souverain. Il ne s'agit pas ici d'une union culturelle ou nationale comme du temps de la domination polonaise, mais d'une union politique de tous les territoires du peuple ukrainien autour de la capitale de Volodimir le Grand, Kiev.

La première union de la Galicie à Kiev se place à une époque très reculée. Nous en avons les preuves du temps d'Olègue le Clairvoyant. Au Xme siècle, Olègue entreprit la conquête de Tzargorod (Byzance) et parmi ses troupes on remarquait les « Blancs Khorwats », habitants de la Galicie, et les « Douliebs », habitants de la Volhynie et du Pays de Cholm. Les traités d'Olègue avec les Grecs (907 911) portent la signature du chef des Blancs Khorwats et des Douliebs. Il est évident qu'ils ont dû prendre part à la campagne des Kieviens contre Constantinople. La meilleure preuve nous est fournie par les chansons recueillies en Galicie par Jacques Golo-

watsky, que l'on chante encore dans les Carpathes et qui célèbrent une marche des Galiciens sur Tzargorod, dirigée par un illustre chevalier.

Lorsque le prince ruthène Sviatoslaw le Courageux (960-972), un des plus illustres guerriers de l'Ukraine grand-ducale, se dirigea vers le nord et l'est pour combattre les Khozars, le Caucase, les Radimitchis et les Viatitchis, on vit grandir la puissance des princes tchèques de la dynastie des Peremyslides, qui s'emparèrent de la Galicie jusqu'au Boug. La ville de Peremysl, en Galicie, est un des anciens vestiges de leur domination du fait qu'elle porte le nom de la dynastie.

Sous le grand-duc Volodimir le Grand, en 980, les territoires de la Galicie repris aux Tchèques furent réunis pour la deuxième fois à Kiev. A ce moment, la Pologne se formait en Etat autour de Gnezno, sous le prince Méchko, et ne possédait pas encore la ville de Cracovie. Méchko lui-même n'était que le vassal du margrave de Gerone du temps d'Otton II. Son fils Boleslas le Courageux prit Cracovie aux Tchèques et donna sa fille en mariage au fils de Volodimir le Grand, Sviatopolk le Maudit, vivant en paix avec son père. Ce n'est qu'après la mort de Volodimir le Grand, quand les discordes commençaient entre Sviatopolk et Jaroslaw le Sage, que Boleslas occupa, en 998, les villes de la contrée ukrainienne portant le nom de la ville de Tchervegne, dans le pays de Cholm. Il reçut cette contrée pour avoir prêté son concours à son gendre et s'empara d'elle pendant sa retraite en Pologne, poursuivi par les Kieviens.

C'est le prince Jaroslav le Sage qui réunit pour la troisième fois les territoires ukrainiens de l'occident avec Kiev, après la mort de Boleslas, en 1025. Ce fait fut la cause de certaines incorrections mentionnées par Nestor dans sa chronique, sur lesquelles les Polonais appuient à présent leurs droits historiques sur la Galicie. Cependant, Nestor, se servant des mémoires et des témoignages verbaux du temps de Jziaslaw, a confondu la campagne de Jaroslaw contre les Polonais avec la campagne de Volodimir le Grand. Il nous montre le prince Volodimir prenant aux « Liakhs » (c'est-à-dire aux Polonais) les villes de la contrée de Tchervegne. Mais ce fait n'a pu avoir lieu que sous le règne de Jaroslav le Sage. Il est évident que le prince polonais Méchko Ier ne pouvait pas posséder la Galicie orientale, n'ayant pas encore Cracovie et étant seulement en train de poser les fondements de son Etat autour de Gnezno, dans les marais de Gople. Les terres de la Galicie passant aux mains de la dynastie ukrainienne des Rostislawytch (1087-1199) formaient une principauté distincte unie au Siège de Kiev, lequel devint très puissant, grâce à la sage politique des Rostislawytch.

Pour la quatrième fois, l'union des territoires ukrainiens avec Kiev s'opéra sous le prince Roman Mstyslavytch le Grand, fondateur de la dynastie des Romanowytchis. Le prince Roman réunit la contrée de Halitch avec la Volhynie et Kiev en 1200. Ce prince fonda, du temps du pape Innocent III, une des plus grandes puissances de l'Europe, dans l'espace de quatre ans que dura son règne. Avant qu'il eût le temps d'organiser son Etat, les Polonais le provoquèrent pour entreprendre une guerre, où il fut tué par eux, lâchement, au milieu d'une forêt où on l'entraîna, usant de la séduction d'une belle Polonaise. A la suite de ce meurtre, les Polonais, avec le concours des Hongrois, rétablirent, en 1214, mais pour une courte durée, le Koliomane hongrois avec sa fille Salomé sur le trône de Halitch.

Mais le fils de Roman, le roi Danilo, réunit à nouveau et pour la cinquième fois les territoires ukrainiens de l'Ouest avec Kiev, quoique résidant à Cholm, ce même Cholm qu'ambitionnent tellement les Polonais à l'heure qu'il est.

Jusqu'à la mort de Georges II en 1340, le prince de la même dynastie des Romanowytchis, les terres ukrainiennes continuaient à former un seul bloc lorsque Cazimir le Grand, roi de Pologne, s'alliant au pape et son parent Ludwig de Hongrie, remporta une victoire sur Lubart, gendre de Georges II, et occupa la Galicie en 1349. Les Polonais cédèrent aux Allemands et aux Tchèques la Poméranie et dirigèrent leur expansion du côté de la Rouss (Ruthénie - Ukraine) jusqu'à ce qu'ils s'emparassent complètement d'elle en 1569 après l'union dite de Lubline et par les intrigues et le pillage en Lithuanie.

Voilà donc, de nos jours, la Pologne qui, faisant appel au droit historique sur la Galicie et se basant sur les écrits incertains de Nestor, disant que le prince Volodimir le Grand prit ces terres « aux Liakhs » (Polonais) et aux annexions forcées du pays à la Pologne par Cazimir, demande la Galicie orientale.

Le fait de la possession du duché d'Olègue par les Galiciens au commencement du dixième siècle combat par son antiquité les prétentions accumulées de la Pologne sur la Galicie. Au lieu de se détourner de la politique d'expansion à l'est adoptée par Cazimir, politique qui amena déjà une fois la république polonaise à sa ruine, les Polonais, à l'heure qu'il est, choisissent à nouveau le même chemin périlleux. Cette expansion à l'est leur fit déjà perdre l'accès à la mer, le Chlesk et la Poméranie, la domination sur les tribus slaves de la Polabie, les Kachoubs et les Sorabes qui végètent encore en Prusse et autour de Berlin engloutis par l'Allemagne. Quant à l'Ukraine, ils ne l'ont jamais vaincue et ne la vaincront jamais.

L'expansion polonaise à l'est devint de plus en plus catastrophique pour tous les Slaves de l'ouest, défendue autrefois par les premiers souverains de la dynastie polonaise des Piasts contre la Prusse. Celle-ci sut aussi en bénéficier, ne trouvant plus d'obstacle à l'agrandissement de sa puissance et de sa domination à l'est. Les Français, qui en ce moment sont si préoccupés de trouver dans la Pologne un appui contre l'Allemagne, devraient aussi reviser leur politique des Jagellons qu'ils ont adoptée à présent pour adopter celle des Piasts. Alors non seulement la Pologne se maintiendra, mais elle trouvera l'appui de l'Ukraine contre l'Allemagne. Seulement si ils continuent à poursuivre la politique des Jagellons, la Pologne succombera elle-même au lieu d'avaler l'Ukraine, comme elle n'a pu le faire durant dix siècles.

Ce n'est point de la Pologne que dépend le sort de l'Europe orientale, mais bien de l'Ukraine. L'appui de l'Ukraine déterminerait toujours la puissance de tel ou tel Etat de l'Europe orientale. La Lithuanie, la Pologne, la Russie dominent en Orient chaque puissance à tour de rôle, mais cette domination leur échappe dès qu'ils perdent l'Ukraine.

Or en ce moment-ci l'Ukraine se constitue elle-même en Etat souverain. Cette puissance prendra la deuxième place après l'Angleterre.

Les Ukrainiens représentent un peuple des plus féconds et des plus riches de l'Europe. Lorsqu'ils auront conscience de leur souveraineté, non seulement ils ne céderont un pouce de leurs territoires mais ils peupleront toujours plus la Sibérie méridionale, comme ils ont déjà peuplé le littoral de la mer Noire et le Caucase septentrional. De leurs aspirations va dépendre le sort de l'Europe orientale, maintenant comme par le passé.

(*Strileiz*) W. PATCHOWSKY.

LE SCANDALE D'ODESSA

Les révélations faites à la Chambre Française par MM. Ernest Lafont et Franklin Bouillon, les débats orageux qui les ont suivies, la réponse de M. Pichon et la publication par le « Journal de Genève » des documents officiels accablants pour les militaires français qui ont traité avec le Directoire ukrainien, tout cela a produit un véritable scandale dans les milieux politiques.

On comprend aujourd'hui l'immensité des fautes commises et beaucoup de gens, qui avaient attaché jusqu'ici peu d'importances aux événements d'Ukraine, qu'ils connaissaient mal, se rendent compte que c'est dans notre pays que se joue le sort de l'Europe entière. Ils voient comment on aurait pu arrêter l'invasion des Bolchévistes russes au lieu de la faciliter par les provocations scandaleuses de l'Etat-Major d'Odessa. Comme toujours, c'est l'ignorance et la pauvreté d'informations qui ont causé tout le mal.

Il y a pourtant trois ans que les esprits les plus clairvoyants ont averti les gouvernements d'occident du danger qu'il y avait pour eux à vouloir ignorer systématiquement les affaires de l'Europe orientale et à les considérer comme « des affaires intérieures russes ». L'exemple de la Pologne a bien montré qu'il eût été facile de se faire des alliés sur les ruines de l'ancien empire russe à condition d'employer une autre méthode que celle qui est si bien illustrée par les documents publiés dans le « Journal de Genève ».

Ces documents ne sont pas les seuls. Le Directoire ukrainien en possède beaucoup d'autres. Pour notre part, nous en publierons encore quelques-uns qui permettront à nos lecteurs de comprendre et d'apprécier l'impression causée dans notre pays par l'attitude des représentants militaires en question.

TRIBUNE LIBRE

La lutte contre le bolchévisme.

La méthode de la lutte contre le bolchévisme proposée par M. M. dans le n° 93 de *l'Ukraine* ne manque pas d'originalité. Au fond elle est tout à fait juste, vu qu'elle vise à la destruction de la force militaire du bolchévisme. Toutefois il y a beaucoup à objecter. L'un de ses grands défauts consiste à se perdre dans les détails et on arrive « à ne plus apercevoir la forêt à cause des arbres » selon l'expression d'un proverbe.

On se demande par exemple pourquoi l'auteur conseille d'acheter 3000 aéroplanes; pourquoi pas deux ou quatre mille? Qui pourrait nous garantir que les déserteurs de l'armée bolchéviste, attirés dans l'armée anti-bolchéviste par les proclamations lancées par ces trois mille avions, ne quitteront point celle-ci comme ils ont quitté la première? Qui peut nous garantir aussi que ces hommes payés pour avoir « vendu et livré morts ou vivants leurs chefs principaux » contre « une forte récompense », n'accepteraient pas de vendre leurs nouveaux chefs anti-bolchévistes contre « une récompense encore plus forte »?

La seule chose que l'on puisse reconnaître aux trois moyens énumérés tout à l'heure est ce que l'auteur expose sous les rubriques 1, 2, 3 de ses propositions qui sont assez opposées à la juste conception de la force militaire bolchéviste.

Beaucoup plus intéressants sont les moyens que l'auteur recommande dans les rubriques 4, 5, 6, 7 et 8 qui prouvent qu'il possède une juste appréhension des causes des succès bolchévistes, mais n'ose point le dire ouvertement. Exception faite pour les avions américains et l'or américo-européen, il recommande d'utiliser pour la lutte contre les armées rouges, les forces combattantes de l'Asie, Japon et Chine.

Une armée mercenaire serait recrutée *en Chine et aux Indes;* elle serait amenée à Odessa ou ailleurs par des bateaux *japonais;* elle serait commandée par des *officiers et sous-officiers japonais;* et ainsi de suite...

Le rôle des Européens y est très insignifiant et de fait est réduit à zéro. Car il est proposé d'appeler sous les armes toute la partie valide de la population de l'Ukraine, de la Pologne, de la Lituanie, pays qui se trouvent partiellement aux mains des bolchévistes.

L'idée générale de cette proposition consiste à employer exactement et minutieusement contre les bolchévistes les mêmes procédés adoptés par eux-mêmes. C'est la propagande de l'organisation des troupes chinoises et lettones. On dirait que le secret du succès bolchéviste consiste précisément dans l'emploi de ces moyens. L'auteur a sans doute oublié ou ignore simplement que les forces des bolchévistes ne sont pas uniquement composées de Chinois et de Lettons, que ces deux catégories de soldats représentent une minorité insignifiante dans l'armée rouge qui compte plusieurs centaines de mille hommes.

D'autre part les cadres chinois et lettons diminuent au lieu d'augmenter dans l'armée bolchéviste. L'affluence de l'élément chinois est en plus arrêtée par le front de la Sibérie, toutes les troupes chinoises de l'armée bolchéviste ayant été recrutées parmi les Chinois qui se trouvaient en Russie pendant la guerre mondiale comme ouvriers de l'arrière du front. De même les meilleurs bataillons des tireurs lettons des bolchévistes proviennent de l'ancienne armée tsariste. Leur nombre n'a pas non plus augmenté mais diminué. Et néanmoins, la force de l'armée bolchéviste augmente de plus en plus et l'on doit avouer qu'actuellement la Russie des Soviets dispose d'une armée très bien organisée dans le sens le plus rigoureux du mot. On a procédé à son organisation en tenant compte de l'expérience qu'a donnée la guerre mondiale. Ce ne sont plus les bandes et les troupes démoralisées de l'ancienne armée russe qui se dispersa en abandonnant le front en 1917 et dont les bolchévistes surent profiter, cette guerre qu'on ne faisait « qu'en passant » en retournant à ses foyers. En ce moment les régiments sont composés de trois bataillons. Trois régiments à leur tour forment une division à laquelle est adjointe en nombre correspondant l'artillerie et les troupes de génie.

Il existe également un cadre « d'officiers rouges » formé de prolétaires, recevant leur éducation dans plusieurs (jusqu'à 5) écoles militaires. Le cours est de 4 mois et l'enseignement est donné par les mêmes officiers qui jadis préparaient les officiers pour l'armée de Nicolas II. En outre il existe un état-major qui représente le haut commandement et qui est composé des anciens généraux du tsar. Ce sont eux qui dirigent les armées des bolchévistes. Il existe également une industrie de l'armée qui fournit à l'armée les munitions, l'équipement et le matériel de guerre. On pourrait presque affirmer que toutes les usines dont les cheminées ne se sont pas encore éteintes et dont les machines n'ont pas cessé de fonctionner, sont mises au service de l'armée. La formation du soldat qui était la grande préoccupation des spécialistes militaires de l'ancien régime, qui dans les meilleurs cas s'adaptait aux formules du célèbre général Dragomirov dans les pires cas se réduisait simplement à l'enseignement fameux de la « littérature » accompagnée de gifles distribuées à gauche et à droite par le caporal, a revêtu chez les bolchévistes le caractère d'un système bien ordonné, de la formation d'un vrai garde rouge conscient, pénétré jusqu'au fond du bolchévisme et du communisme.

L'organisation militaire du parti bolchéviste lui-même où chaque membre est rigoureusement tenu d'observer les prescriptions du Comité central, fournit un contingent de commissaires bolchévistes envoyés dans les escouades pour remplacer auprès du jeune recruté de la garde-rouge l'ancien « diadka », espèce de gouverneur. Ce commissaire qui passe ses jours et nuits dans l'escouade est tenu de la transformer en une vraie organisation bolchéviste dans le sens le plus technique du mot.

Le système proposé par le commissaire du peuple Podwoïsky est méthodiquement introduit dans la vie, ce qui donne aux bolchévistes une armée d'une discipline de fer et possédant son propre cadre d'officiers. On a bien su faire pénétrer dans l'esprit de cette armée que l'ennemi à combattre c'est le « bourgeois » comme autrefois dans la Russie des tsars c'était le cas pour « le Juif, les allogènes et l'étudiant » — ennemis intérieurs! M. M. lui-même lorsqu'il recommande de préparer une forte armée asiatique en même temps que les proclamations, ne devrait pas non plus, comme nous sommes tentés de le croire, compter beaucoup sur l'effet de ces proclamations.

L'auteur justifie la nécessité d'avoir recours aux troupes asiatiques par cet argument : « nous ne voyons aucun obstacle à nous servir des mêmes moyens pour délivrer le monde entier de cet affreux danger ». Mais au fond, c'est ainsi qu'il masque le peu d'espoir qu'il possède sur l'entrain anti-bolchéviste des masses populaires européennes. Et c'est là principalement le grand atout des bolchévistes, l'explication de leurs succès.

Ce n'est qu'après avoir établi les causes de la maladie sociale de l'Europe que nous pourrons mieux et avec plus de succès que jusqu'à présent y trouver un remède.

Ce n'est qu'à présent qu'apparaissent aux yeux de tous, les anciens péchés de l'Europe, péchés engendrés par les congrès de Vienne, de Paris et de Berlin. La situation politique actuelle en Europe produite par ces congrès, demande une solution. Si de notre côté nous ne faisions rien pour faciliter le progrès naturel il s'accomplira avec plus d'impétuosité. Si au lieu de le faciliter on veut s'y opposer, il se produira encore avec plus de force.

Il ne suffit nullement de proclamer l'égalité de droits de toutes les nations, de décider de leur sort, si ensuite ces mêmes nations sont rangées par catégories de premier et second ordre, en conférant aux premières le droit de décider du sort des secondes. Il s'ensuit que les Polonais décident du sort des Ukrainiens, des Allemands, des Ruthènes blancs et des Lituaniens; les Roumains décident du sort des Ukrainiens et des Magyares; les Serbes, à leur tour, décident du sort de toute la péninsule Balkanique; quant aux bolchévistes, ils décident du sort de tous pris ensemble.

La politique de protection des nations accréditées dans le but de s'assurer de bons alliés pour l'avenir, peut aboutir à deux résultats : ou les nations désespérées appartenant à la deuxième catégorie seront lancées dans le bolchévisme qui « unifie » tous, ou il se formera dans l'avenir deux « Ententes », l'une contre l'autre. Nous en avons déjà un exemple dans la Hongrie.

Le bolchévisme en tant que manœuvre de tactique artificielle dans la lutte des nations pour leur existence pourrait être éliminé si les décisions de la Conférence de la paix, quant aux nations, se basaient sur la justice et non sur l'appréciation de la conduite de telle ou telle nation pendant la guerre ou sur la nécessité du maintien d'une nation (Etat) dans les intérêts de l'avenir.

La guerre de quatre ans ayant apporté de changements considérables dans la situation économique de *tous* les Etats et non seulement des Etats belligérants, mais aussi neutres, vient de créer un champ très favorable à ce qu'on désigne généralement et sommairement sous le nom de « bolchévisme » quoiqu'il perde de jour en jour les marques caractéristiques de ses origines spécifiques russes. En ce moment est qualifié de bolchévisme tout mouvement révolutionnaire à nuance sociale. Et ce que par exemple en Angleterre on appellerait simplement « mouvement ouvrier », on l'appellerait ailleurs « bolchévisme » selon les circonstances. Quant au « mouvement ouvrier » il n'y a pas de doute qu'il est en ce moment partout et au lieu de se faire, à son sujet, des illusions, il serait bien mieux d'en éliminer sans retard les causes afin de prévenir les effets, qui aboutiront à la « Dictature du prolétariat ».

Le succès de la propagande maximaliste se trouve en rapports directs avec la triste situation des masses populaires. A mesure que cette situation s'améliore, la masse devient hostile au bolchévisme.

Le paysan russe, après avoir reçu la terre des propriétaires, se dresse petit à petit contre le bolchévisme; les « soviets » dans les communes deviennent de plus en plus des « institution bourgeoises » auxquelles les bolchévistes eux mêmes doivent opposer de nouveaux organes de leur pouvoir, qui portent le nom de « Comités de la pauvreté » et qui donnent en même temps un nouveau cachet à ce même pouvoir, le rapprochant de ce qu'on appelle « la Dictature du lumpenproletariat ». Chaque garde-rouge, après avoir bien rempli ses poches, ne cherche qu'à déserter de l'armée et se lancer dans la spéculation ou dans une autre « industrie paisible » quelconque. Toutefois, il ne manque pas de va-nu-pieds, ou de sans-culottes qui maintiennent encore volontiers les cadres de l'armée bolchéviste. Les cadres de ces derniers par conséquent varient énormément.

(*Voir suite page 4*).

CHRONIQUE INTERNATIONALE

Le 7 avril 1919.

— Tout en maintenant le droit de débarquement à Dantzig, Foch a consenti à ce que le transport des troupes polonaises s'effectue par Stettin, Kœnigsberg et Cassel. On estime qu'à raison de six trains par jour le transport des troupes du général Haller avec leur matériel exigera deux mois environ.

— Le *Temps* publie un éditorial d'un ton plutôt pessimiste sur les travaux de la Conférence. Il commence ainsi : « En trois jours, les chefs des gouvernements alliés viennent de changer quatre fois le sujet de leurs délibérations. »

— L'Italie continue à revendiquer Fiume. M. Barzilaï a déclaré que le refus de la Conférence d'accorder Fiume à l'Italie provoquerait de graves désordres dans le pays et la délégation se demande s'il ne serait pas préférable de se retirer au cas d'un résultat négatif au sujet de la question de Fiume.

— On dément le départ de M. Wilson pour le 20 avril. MM. Paderewski et Noulens sont arrivés à Paris.

— A Dusseldorf une nouvelle grève générale a éclaté.

— A Stuttgart le gouvernement reste maître de la situation. Le comité de grève a été en grande partie arrêté. Les événements de Bavière prennent une tournure bolchéviste. A Augsbourg, la République des C. O. S. est déjà proclamée, tandis qu'à Munich la proclamation de la république soviétiste paraît imminente. Le mouvement a été déclanché par la convocation de la Diète pour une session de huit jours, à partir du 18 avril. Le ministre-président Hoffmann est reparti immédiatement de Berlin pour Munich, en raison de la situation grave qui règne dans cette ville.

— L'Assemblée nationale se réunira de nouveau mercredi à Weimar.

— Les paysans de différentes régions hongroises se sont levés contre les bolchévistes.

— M. Churchill a télégraphié aux troupes britanniques sur le front nord russe qu'elles seront renforcées et relevées d'ici peu.

— L'Italie a pris pied en Asie Mineure en occupant la ville d'Adalia, voisine de l'île de Rhodes, base navale italienne.

Le 8 avril 1919.

— Momentanément, la Bavière a deux gouvernements : le gouvernement des conseils et le gouvernement Hoffmann. La République bavaroise des Conseils a été proclamée à Munich par le conseil des soldats de Munich, les membres du parti socialiste indépendant et les membres du parti communiste. On a désigné des commissaires du peuple. Le conseil central a adressé un appel au peuple bavarois, où la dictature du prolétariat est proclamée. Des relations amicales avec la Russie et avec la Hongrie, mais pas avec le gouvernement Ebert-Scheidemann, sont préconisées. La Diète a été dissoute. Malgré l'état de siège et la proclamation de la loi martiale, l'ordre et le calme règnent à Munich. La commission d'enquête économique a reçu l'ordre de quitter immédiatement la ville au cas où la République des Conseils serait proclamée définitivement. Les villes de Würzbourg, Fürth et Ratisbonne se rallient à la République des Conseils ; par contre, en Franconie et en Souabe un grand mouvement se dessine contre Munich. Le gouvernement Hoffmann ne démissionne pas. il a transféré son siège à Bamberg et déclaré rester détenteur du pouvoir suprême en Bavière.

— Une rébellion militaire a éclaté à Magdebourg à la suite d'arrestations opérées par le gouvernement. Les mutins prennent des otages, dont le ministre Landsberger.

— En Rhéno-Westphalie, 372,000 mineurs sont en grève.

— Dans la presse anglaise une campagne est faite pour adjurer le gouvernement d'envoyer des renforts au front nord russe, où la situation paraît s'être aggravée.

Le 9 avril 1919.

— Le gouvernement allemand considère le gouvernement Hoffmann comme étant l'expression de la majorité du peuple bavarois ; par contre, il ne reconnaît pas la République bavaroise des Conseils. Le Wurtemberg, Bade et Hesse reconnaissent le ministère Hoffmann comme le seul gouvernement légal de Bavière. D'après la *Frankfurter Zeitung*, le gouvernement bavarois des conseils se considère comme provisoire, en attendant le résultat des élections pour l'organisation des conseils.

— La grève dans le bassin de la Ruhr continue ; le nombre des grévistes est évalué par les mineurs à 382,000, tandis que ce nombre est réduit par les patrons à 156,000. Chez Krupp le travail a repris, tandis que par exemple à Mulheim-s. Ruhr, la situation s'aggrave.

— A Dusseldorf, la grève générale a échoué, d'après l'aveu des C. O. S. Le gouvernement a mobilisé 30,000 hommes en vue de la grève générale qui sera proclamée par les Spartacients à l'occasion d'une tentative de formation de gouvernement des conseils à l'instar de Munich. Déjà à Spandau la grève générale a été proclamée.

— Le deuxième congrès du C. O. S. central, où les partis bourgeois sont représentés, s'est ouvert aujourd'hui.

— La Chambre française a reçu Paderewski et a fait une ovation à la Pologne.

— A la conférence de Paris, la sous-commission pour les affaires polonaises a fixé d'une façon toute provisoire la frontière orientale de la Pologne, réservant les questions lithuaniennes.

— Smetona a été nommé président de la Lithuanie.

— Le gouvernement yougo-slave refuse d'occuper la Hongrie, se basant sur le fait que la Yougo-Slavie n'est pas encore reconnue par l'Entente.

— A Budapest et en province, les élections locales pour les soviets ont eu lieu.

— Le *Manchester Guardian* du 5 publie un éditorial où l'Entente est exhortée à ménager la Bulgarie.

Le 10 avril 1919.

— La grève générale à Munich n'a réussi que partiellement.

— Dans le bassin de la Ruhr, Essen et Bochum viennent d'être occupés par les troupes gouvernementales.

— Le congrès des C. O. S., réuni à Berlin, est composé d'une majorité absolue de 138 socialistes majoritaires sur 243 membres. En outre, 55 indépendants, un communiste et un certain nombre de partis bourgeois prennent part au congrès qui a demandé la libération de Ledebour.

— Le *Manchester Guardian* écrit qu'il faut secourir les soldats anglais à Arkhangel, mais ensuite se retirer et laisser les Russes organiser leurs propres affaires.

— Les quatre chefs nationalistes égyptiens qui avaient été déportés à Malte ont été relâchés sur l'ordre du général Allenby.

— Le général Smuts de retour de Hongrie via Prague traverse la Suisse.

— Dans le procès de la grève générale à Berne, les chefs Grimm, Platten, Nobs et Schneider ont été condamnés à des peines de prison ; dix-huit accusés ont été acquittés.

— La décision concernant le débarquement des troupes polonaises a fait une très mauvaise impression à la Diète polonaise.

— Les Yougo-Slaves ont refusé tout rapport diplomatique avec le nouveau gouvernement hongrois.

— Le gouvernement tchèque a refusé toute intervention suggérée par les Magyars bourgeois.

— Les organisations socialistes berlinoises publient un appel contre la grève générale, vu la situation du pays, qui nécessite un travail énergique pour lui procurer les matières premières et les denrées alimentaires nécessaires à son existence.

— Une grève des employés de banque est imminente à Berlin.

— La Chambre française a voté la représentation proportionnelle.

— Paderewski est arrivé à Paris pour plaider personnellement l'attribution de Dantzig et du district de Teschen à la Pologne. D'après Paderewski, Dantzig est un facteur essentiel et indispensable à la vie économique de la Pologne. Quant à Teschen, Paderewski propose un referendum. La presse française, comme le *Temps* et le *Journal des Débats*, soutient le point de vue de Paderewski.

— La peine de Cottin a été commuée en 10 ans de réclusion.

— Lloyd George a une mauvaise presse en Angleterre par suite des concessions faites à propos de la question de Dantzig.

— Une délégation de nationalistes sud-africains est arrivée à New-York afin de se rendre à la Conférence de Paris pour y demander l'indépendance de l'Afrique du Sud.

— Les Philippines obtiendront leur pleine indépendance, d'après les déclarations du ministre de la guerre américain, Baker.

— Le *Matin* du 10 écrit un article contre la politique wilsonienne.

— Bonar Law s'est rendu à Paris pour conférer avec Lloyd George sur la situation difficile du gouvernement.

Le 11 avril 1919.

— Munich est isolée, l'envoi de vivres et de charbon a cessé, toutes les communications de Munich vers le nord ont été interrompues.

— Le haut commandement italien a ordonné la fermeture de la frontière bavaro-tyrolienne.

— Les chefs grévistes à Essen ont été arrêtés et le travail a recommencé à Magdebourg ; par contre les ouvriers de Bade et les cheminots à Dantzig sont entrés en grève.

— A l'occasion de la discussion du budget à l'Assemblée nationale de Weimar, Scheideman a prononcé un important discours. Il a développé en premier lieu les trois principes de la politique extérieure allemande : 1° la fidélité aux traités ; 2° fidélité envers le pays et protection des intérêts vitaux du pays ; 3° être animés de l'esprit de réconciliation entre les peuples. Par esprit de conciliation et afin de supprimer toute idée de revanche, l'Allemagne renonce à demander le plébiscite en Alsace-Lorraine. Scheidemann préconise une lutte et à la vie à la mort contre les républiques des conseils.

— Le Conseil des Quatre a poursuivi l'examen du statut politique du bassin de la Sarre et la question des réparations et indemnités. A la fin de la semaine, Paderewski sera entendu sur les revendications polonaises.

— La grande presse française écrit d'un ton pessimiste à propos des résultats et des travaux du Congrès de Paris :

Auguste Gauvain intitule son leader du 10 : « Résurrection et faillite ». Il débute ainsi : « Odessa est évacuée et le général Smuts revient bredouille de Budapest. Les Quatre, réunis deux fois hier, n'ont rien décidé. » En concluant, il dit : « Il faudra que les Quatre ou les Dix rédigent un programme et que chaque article de ce programme soit traité conformément à une règle commune. Nous avons supplié la conférence de le faire au début de ses travaux. Elle s'y est refusée. La voilà maintenant acculée. Il lui faut afficher un programme et l'appliquer ou se laisser déclarer en faillite. »

Jean Herbette dans son éditorial du *Temps* du 10 écrit e. a. « L'évacuation d'Odessa n'en a pas moins de graves conséquences. La France perd l'accès qu'elle s'était réservé pour participer à la réorganisation de la Russie. Certains de nos alliés ont été plus heureux. Les Anglais commandent toujours à Arkhangel. Ils ont, eux, des représentants auprès de la République esthonienne, dont les troupes pourraient un jour se rapprocher de Pétrograd. Ils tiennent Bakou et leur influence s'exerce sur les deux flancs du Caucase, nord et sud. Les Américains sont bien placés pour travailler en Sibérie et leurs banquiers projettent aussi, on le sait, d'aborder la Russie par l'ouest. »

Presse hollandaise.

Succès ukrainiens.

Les journaux du 3 reçus par l'intermédiaire du Bureau de presse ukrainien à la Haye, donnent des détails sur les succès militaires des troupes ukrainiennes dans la grande Ukraine, leur avance dans le secteur de Podolie sous le commandement de Konowaletz, membre du Directoire. Un autre groupe poursuit les troupes bolchévistes en retraite vers Fastow.

En Bukovine.

Une nouvelle au « Nieuwe Rotterdamsche Courant » du 3, mande que les troupes roumaines occupent la partie septentrionale de la Bukovine ; elles ont transformé l'Hôtel de ville ukrainien de Tchernowitz en caserne, défendu les journaux ukrainiens et fermé les écoles, imprimeries et sociétés scientifiques ukrainiennes. Sans raison l'état de siège a été proclamé dans les districts ukrainiens. Plus de deux cents innocents ont été arrêtés et écroués sans autre forme de procès. Les soldats roumains commettent toutes sortes de violences dans les villages. Le gouvernement de l'Ukraine a protesté auprès du gouvernement roumain.

REVUE DE LA PRESSE

Presse française.

La leçon d'Odessa.

Dans son bulletin du jour intitulé « Les Alliés devant le bolchévisme », le « Temps » du 10 commente la prise d'Odessa par les bolchévistes. Si c'étaient les troupes britanniques, écrit-il, qui eussent évacué Odessa, la presse anglaise publierait un exposé officiel des efforts qu'elles ont accomplis et des raisons qui les ont obligées à partir. La presse française malheureusement n'est pas encore en mesure d'apporter à ses lecteurs une explication officielle. Espérons qu'elle en aura bientôt la possibilité. Il est évident maintenant que depuis la seconde quinzaine du mois dernier la situation des troupes alliées sur les bords de la mer Noire est devenue intenable. Elles ne pouvaient ni reprendre Kherson ni Nikolaev ni réparer l'accident qui s'était produit dans la direction de Tiraspol (?). L'évacuation d'Odessa bien qu'elle ait dû être accomplie plutôt devant la famine que pour des raisons militaires, n'en a pas moins de graves conséquences. La France perd l'accès qu'elle s'était réservé pour participer à la réorganisation de la Russie. Et pourtant la France n'a-t-elle pas le droit de jouer un grand rôle en Russie?

Le « Temps » en reproduisant la dépêche sur la prise d'Odessa ajoute que le télégramme suivant a été reçu à Londres, de Constantinople le 4 avril. Le croiseur « Waldeck-Rousseau » est en route pour Odessa où la situation est critique en raison de la pression des bolchévistes. Une inquiétude intense, la panique même semblent régner dans la ville d'où beaucoup de gens partent en toute hâte. Environ mille réfugiés, grecs pour la plupart, sont arrivés à Constantinople par un vapeur.

Le télégramme envoyé de Moscou le 8 avril par Tchitchérine à Bela Kun à Budapest contient le passage suivant : « Veuillez faire savoir universellement qu'Odessa a été prise par les troupes soviétistes ukrainiennes, l'enthousiasme est grand dans les milieux politiques de Moscou ; des meetings ont été improvisés, des feuilles spéciales sont lancées pour annoncer cette nouvelle. »

M. Auguste Gauvain écrit dans un article de fond du « Journal des Débats » du même jour : Odessa est évacuée et le général Smuts revient bredouille de Budapest. Les Quatre réunis deux fois hier n'ont rien décidé. Le transport de troupes polonaises en Pologne est à la merci du moindre incident. Comme on nous avertit qu'il prendra deux mois environ, il y a 99 chances sur 100 pour qu'il se heurte à toutes sortes d'obstacles. Ainsi sur aucun terrain depuis l'armistice, les Alliés ne seront parvenus à triompher, ils courent d'échec en échec. A Odessa les « résultats » que nous avions prévus après le discours Abrahmi au Palais Bourbon se développent dans leur ordre logique. Les troupes franco-grecques se retirent derrière le Dniester en attendant qu'elles se retirent plus loin. Il est triste de constater une fois de plus que les Alliés, en général, et certains d'entre eux en particulier mettent des années pour reconnaître qu'ils défendent leurs propres frontières ou leurs propres intérêts sur les lignes lointaines et n'arrivent à la perception de la réalité que devant une catastrophe. Il a fallu quatre ans de guerre et deux désastres pour qu'on réalisât l'unité de commandement. Il n'existe rien qui ressemble à l'unité de commandement. Les Quatre ont accentué les dissentiments au lieu de les faire disparaître. Pâques arrivera sans qu'ils aient même complété l'armistice. Au lieu d'assistrie à la résurrection, le monde devra gravir un nouveau calvaire.

Le « Petit Journal » écrit que la nouvelle de l'évacuation d'Odessa n'a rien d'inattendu. Le général Franchet d'Esperey s'est rendu à Odessa pour étudier le problème lui-même ; il a sans doute décidé que l'évacuation de la ville ne porterait pas une grave atteinte à la ligne de conduite que l'Entente s'est tracée à l'égard des bolchévistes. Il ne s'agit pour les Alliés que de maintenir le blocus et la flotte de l'Entente est maîtresse absolue de la mer Noire.

Le « Matin », dans son bulletin intitulé : « Les inquiétants mystères du Comité des Quatre. En cinq mois, les gouvernements alliés n'ont pas résolu un seul problème. Odessa au pouvoir des bolchévistes. », écrit :

Demain, il y aura cinq mois pleins que l'armistice a été signé et rien n'est fait. Nos lecteurs nous rendront cette justice que nous les avons scrupuleusement fait participer au moindre rayon d'espoir. Nous avons exprimé à plusieurs reprises une confiance persévérante dans l'énergie et dans la clairvoyance des délégués français et dans les jugements sains de nos alliés. Mais il est difficile de persister dans cette attitude quand on voit, quand on devine ce qui se passe. Sur toutes les questions il y a échange de paperasses et duel de paroles vides. Un mauvais son de cloche nous arrive d'Orient. Odessa est au pouvoir des bolchévistes. L'Entente, victorieuse dans le monde entier, l'Empire britannique, la République française, les Etats-Unis et leurs alliés, toutes ces puissances ont reculé devant quelques détachements de soviets de Moscou. Lénine fait pavoiser. C'est un début, c'est une conséquence naturelle de notre politique chaotique.

L'« Echo de Paris » du 10 :

Après les noms de Prinkipo, Dantzig, Budapest, il nous faut écrire le nom d'Odessa comme symbolique de la faillite à laquelle aboutit notre alliance dans son œuvre de restauration européenne. Avoir prétendu régir l'univers politique dans son entier et être réduit à baisser pavillon devant les bandes de soldats rouges, voilà une augure bien mauvaise pour la Ligue des nations. La garnison franco-grecque d'Odessa a dû évacuer la ville avant tout devant les menaces de la famine. Or, le 30 mars, notre représentant télégraphiait pour réclamer 3000 tonnes de farine. La possession du grand port de la mer Noire était à ce prix. En attendant, s'il faut en croire nos amis américains, ils abordent tout un projet d'offensive contre les maximalistes, l'offensive aimable et nourrissante. Il s'agit du ravitaillement de la Russie. Ainsi ce qu'on n'a pas fait pour les victimes, on le fera pour le bourreau. Le bolchévisme se fera aimable et conciliateur. Espérons que, renforcée par les instructives conversations du général Smuts à Budapest, la leçon ramènera notre alliance à la raison.

Evacuation d'Odessa.

Le « Journal » du 8 apprend de Berne que l'évacuation d'Odessa a commencé le 4 avril. On fait partir pour le moment les éléments civils. La mesure a été dictée par les difficultés du ravitaillement. Odessa est complètement bloquée de la terre et la population qui comprend plus d'un million d'hommes se trouve dans l'impossibilité de se procurer des vivres.

L' « Humanité » du 7 commentant cette nouvelle écrit : « La politique insensée des gouvernements de l'Entente enregistre coup sur coup deux échecs qui vont porter atteinte à son prestige dans tout l'Orient européen. On nous annonce l'évacuation d'Odessa, en dépit de la prétention de nos généraux de tenir la ville coûte que coûte, et on nous révèle que la situation militaire à Arkhangel est si grave que nos troupes vont être jetées à la mer si les renforts nécessaires n'arrivent pas à temps. Cette double reculade est l'aboutissement logique d'une politique de violence et d'impuissance. Nous avons prévu depuis longtemps ces lamentables événements, mais nos diplomates et nos généraux embarqués dans une affaire malheureuse n'ont pas voulu avouer leur erreur ; ils préfèrent qu'on mette nos armées à la porte.

La « Croix » du 8 écrit qu'après avoir publié urbi et orbi que le général français commandant des troupes alliées à Odessa avait lancé une proclamation déclarant qu'Odessa ne serait pas évacuée, on nous communique que cette évacuation est commencée ; un petit alinéa ajouté à cette information donnerait peut-être la clef du mystère : « En ces heures critiques on signale l'arrivée à Odessa par le croiseur d' « Iberville » de deux députés en mission. » Ces commissaires civils armés vont-ils changer les dispositions du commandement militaire?

Jonction des bolchévistes hongrois et russes.

M. Gerville-Reache discute dans l' « Homme libre » du 8 la question de la possibilité de la jonction des troupes hongroises avec l'armée rouge de Trotsky. Il examine d'abord les effectifs : « Du côté russe les Ukrainiens ont concentré une force de 40 000 hommes environ, constituée en 7 divisions sur la ligne du Bug, de Jmerinka à l'embouchure du fleuve, à une distance d'environ 70 à 80 km. du haut et du moyen Dniester. D'autres troupes ukrainiennes combattent les bolchévistes dans la région Rovno-Proskurov, mais on ne peut considérer ces troupes comme sérieusement hostiles au gouvernement des soviets. Elles sont incapables de s'opposer à l'avance de l'armée rouge et peuvent du jour au lendemain grossir leurs rangs. S'il en était ainsi, aux premiers jours de beau temps, les Ukrainiens reprenant le plan d'opération du général Broussilov pourraient s'avancer entre Tchernowitz et Léopol, dans une région habitée par les Ukrainiens hostiles aux Polonais et gagner les Carpathes dont les cols seraient à peu près libres des neiges et des glaces.

Annexion de la Bessarabie par la Roumanie.

La « Croix » du 8 écrit que le Bureau d'information russe à Paris lui transmet un appel du socialiste révolutionnaire Slonime, député de la Bessarabie à la Constituante, d'où il résulte nettement que la population de la Bessarabie, dans son immense majorité ne veut pas faire partie du Royaume de Roumanie. M. Slonime raconte l'histoire de l'Assemblée provisoire de Bessarabie et de Moldavie qui, en décembre 1917, proclama l'indépendance de la République moldave. Il parle des intrigues des agitateurs roumains et du régime de terreur instauré par les Roumains dans le pays. On força l'Assemblée à voter l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie ; 36 voix seulement sur 120 la votèrent réellement. 38 délégués signèrent en cachette une protestation ; les autres ont été fusillés, mis en prison ou contraints à fuir. Aussitôt après le vote, l'assemblée fut dissoute. Cette annexion a été accomplie d'accord avec le gouvernement de Berlin et avec l'appui du G. Q. G. allemand. Ce fut dès lors le rétablissement dans ces provinces du pire régime tsariste qui dure jusqu'à aujourd'hui. M. Slonime demande à la conférence de la paix d'intervenir et d'organiser un plébiscite sous le contrôle d'une l'conférence de la paix d'intervenir et d'or-

LA LUTTE CONTRE LE BOLCHÉVISME

(Fin.)

Sans doute, les bolchévistes de Moscou qui tiennent tout l'appareil du pouvoir entre leurs mains, s'emploient méthodiquement à étouffer toute tentative pouvant le leur arracher et à prévenir toute formation d'une force qui leur serait opposée, vu que même la plus petite résistance à l'intérieur de la Russie représente déjà un très grand danger pour le bolchévisme. Il leur est en effet plus facile de lutter contre l'ennemi extérieur, au delà des frontières de la Moscovie qu'ils peuvent représenter au peuple comme des réactionnaires, ennemis de peuple et des réformes sociales.

Le peuple aimant les formes concrètes de la pensée, n'envisage que deux solutions : 1° les avantages que lui donnent les bolchévistes (terre gratuite, ce qui est une grande importance pour les paysans ; meilleures conditions de travail pour les ouvriers) ; 2° les privations du précédent régime réactionnaire, quand le pouvoir était détenu par les généraux qui actuellement combattent contre le bolchévisme.

Il n'y a donc pas à réfléchir longtemps sur le choix à faire, car ceux qui venaient combattre le bolchévisme, comme en Ukraine par exemple et « introduire l'ordre » apportaient avec eux le régime de l'hetman, avec les exécutions, les contributions, l'obligation de rendre les terres aux grands propriétaires fonciers, etc.

Le peuple n'a jamais rien vu d'intermédiaire entre ces deux solutions. De là son penchant du côté de l'une ou de l'autre de ces deux extrémités qui déconcertent tout étranger venant en Russie.

Le dilemme entre Lénine et Wilson ne se pose pas pour les grandes masses populaires comme il en est pour les milieux intellectuels. Pourtant ce sont les premiers et non les intellectuels qui représentent la principale force en jeu. Les masses populaires n'entendent que Lénine. Elles ignorent les principes wilsoniens. Il faut les leur montrer, mais les montrer *en action*. Dans ce but, il faut donner la possibilité aux intellectuels de présenter ces principes aux masses populaires. Il leur faut une base réelle d'action. Car seulement par les efforts réellement démocratiques et justement socialistes, la lutte contre le bolchévisme deviendrait efficace.

Il faut travailler à la « Société des nations » : mais il faut aussi qu'elle ne soit pas une compagnie par actions rapportant des bénéfices à ses membres. Elle ne doit pas être non plus une société où les membres se divisent en fondateurs, sociétaires, membres actifs, honoraires, etc., se conformant à des règles. Il faut aussi renoncer à toutes sortes de bénéfices. Dans ces conditions, ceux qui voudront faire partie de cette société auront en elle pleine confiance. Il n'y aura plus motif alors à des métamorphoses, dans le genre de celle de la Hongrie, Bavière, ni autres du même genre possible dans l'avenir, car toute nation dont les aspirations justes dans le domaine national et politique ne seront pas soutenues par le parti wilsonien, ne sera jamais loin de passer aux bolchévistes qui accordent à chaque nation tout ce qu'il lui semblera bon de demander.

Après avoir attiré les sympathies de la démocratie intellectuelle dans chaque nation, donnez-lui la possibilité de lutter contre le bolchévisme, en employant les moyens appropriés aux masses. Eliminez ce qui arrête la circulation normale du sang dans les corps de ces nations, contagiées par le bolchévisme. Commencez immédiatement l'échange de marchandises avec ces pays en enlevant le blocus.

En ajoutant aux troupes glorieuses démocratiques et antibolchévistes les principes du droit et de la justice appuyés par des transports de pain, d'objets manufacturés, de souliers et instruments agricoles, on n'aura plus besoin ni des 3000 avions, ni des généraux japonais, ni des troupes mercenaires chinoises. N.

INTERVIEW DE PETLIURA

Le « Morning Post » du 5 publie le résumé d'un interview que le correspondant de la presse associée à Vienne a eu à Proskourov avec le général Petliura, au moment où il sortait de son automobile privée dans laquelle il séjourne depuis la perte de Kiev.

Le général s'approcha du correspondant en lui tendant cordialement la main. L'impression a été absolument favorable. Il avait le regard optimiste et énergique, quoiqu'il sût bien que les troupes bolchévistes étaient dangereusement proches. « Si quelques-uns désirent savoir ce que signifie « bolchévisme », dit le général Petliura, qu'ils aillent à Kiev. Les bolchévistes ont renversé le gouvernement national en trompant les soldats et en négociant avec mes ennemis personnels et politiques en faisant de belles promesses de paix, ce qui leur permit d'obtenir certains secours de l'intérieur ; quoi qu'il en soit, ils n'en obtiennent plus à présent ; ils ont même tous les Ukrainiens contre eux. Ils sont entrés dans la ville avec leurs troupes chinoises qui présentent bien le type des troupes bolchévistes. Le plus grand danger du bolchévisme, ce n'est pas leur armée, mais leur tentative d'organisation derrière les lignes. Nous espérons bientôt prendre Kiev, mais entre temps, nous aimerions bien conclure une alliance avec l'Entente, plutôt que d'être obligés d'arriver à un accord avec l'Allemagne ou avec Moscou. Evidemment l'événement le plus important de ces derniers temps a été notre union à la Galicie orientale, pays absolument inaccessible au bolchévisme à cause des sentiments extrêmement patriotiques et de la religion de sa population. Si l'assistance de l'Entente fait défaut, nous serons malheureusement obligés d'arriver à un arrangement avec les bolchévistes. Notre malheur a été que nous avons été forcés de combattre la Russie impérialiste et également les bolchévistes, maintenant nous sommes absolument isolés et séparés de l'Entente, ce qui nous oblige à négocier via Odessa. Si les Alliés ne viennent pas à notre secours, ils se trouveront bientôt dans la position de Ponce Pilate quand il se lava les mains.

DOCUMENTS

9 février 1919.

Le capitaine L'Angeron
à Monsieur le ministre Ostapenko.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai reçu hier un télégramme du chef d'Etat-Major à Odessa et de vous en transmettre quelques extraits.

« Je vous envoie ce soir l'ordre donné par le général au moment de son débarquement et de sa prise de commandement. Vous le recevrez par conséquent demain. Je voudrais qu'on réponde de suite par ce que nous avons dit. Inutile de tergiverser et de discutailler ; nous avons tout arrêté, pas la peine de revenir sur la question, il ne peut y avoir que des points de détails sans intérêt et le temps presse. Vu la situation, il importe d'envoyer solution dans les vingt-quatre heures, le temps n'étant plus à la politique, mais à l'action. »

L'Angeron.

Quartier général, le 7 février 1919.
Etat-major
du Premier groupe des Divisions
3e Bureau.
Ordre à l'armée no 28.

Le général d'Anselme a pris le commandement des armées alliées de la Russie méridionale à partir du 15 janvier 1919 en même temps que des unités militaires des nations étrangères.

La France et les Alliés tenant compte de l'effort apporté par la Russie au début de la guerre, se rendent en Russie pour donner la possibilité à tous les éléments de bonne foi et patriotiques de rétablir l'ordre dans le pays, lequel a été depuis longtemps détruit au milieu des horreurs de la guerre civile.

Certifie
Le colonel Fraydenberg,
chef de l'état-major.
(Signature.)
Sceau.
(Armée d'Orient, Premier groupe
des divisions. Général commandant
en chef.)

Le général d'Anselme,
Commandant des forces militaires
des Alliés en Russie méridionale.
(Signature.)
Sceau
(Armée d'Orient, Premier groupe
des divisions. Général commandant
en chef.)

Passant à la question concrète de l'organisation de la lutte contre les bolchévistes, c'est au sujet des zones militaires que le gouvernement ukrainien se heurta à la plus vive opposition de la part de l'Entente. Le gouvernement ukrainien donnant son consentement à la lutte contre les bolchévistes, acceptant d'autre part la soumission au haut commandement français de toutes les opérations militaires à titre égal avec toutes les autres armes antibolchévistes, même celles de Dénikine, exigeait néanmoins que ni le corps volontaire, ni toute autre armée, ne soit admise sur le territoire ukrainien et qu'on notât bien que tout le territoire de la République ukrainienne formait la zone de l'armée ukrainienne.

Une autre question consistait en la cessation de la guerre contre les Polonais, afin que l'armée ukrainienne, n'étant plus menacée à l'arrière, fût libre dans ses opérations contre les bolchévistes. Ceci serait possible à condition que l'Entente forçât les Polonais à se retirer en arrière de la ligne du San

En réponse à toutes ces questions, le Directoire reçut un télégramme du général d'Anselme daté du 10 février, adressé à son représentant à Vinnitza, le capitaine l'Angeron, et que voici :

1° Les questions de limite de zone sont des questions militaires et pas autre chose. Donc impossible d'en parler. Les principes qui les font varier sont les nécessités militaires, les effectifs, les qualités et la confiance que l'on peut accorder à la valeur des troupes. Il est tenu compte, dans la limite du possible, des facilités d'administration.

2° Accepte envoi métropolite Antoine à Prague, sous responsabilité personnelle des membres du Directoire actuel.

3° Proposition Grekow relative à Lemberg ne peut être prise en considération à tous points de vue politiques et militaires.

4° Prévenez-moi de l'heure où vous aurez remis l'ordre à président Conseil Directoire pour que nous puissions compter les vingt-quatre heures. Inutile poser questions dilatoires. Nous n'avons plus rien. Ce terme écoulé, vous rapporterez vous même réponse, quelle qu'elle soit. Décision du commandement français suivra sans délai.

Une dépêche de Tchitchérine.

De Moscou via Smerinka.

Au gouvernement du Directoire de l'Ukraine.

A la suite des pourparlers ukraino russes du 2 février, la possibilité d'une entente fut admise au sujet du concours que pourrait apporter le gouvernement russe des Soviets au gouvernement des Soviets ukrainiens et au Directoire afin d'arriver à une entente réciproque.

La base comprendra la reconnaissance du Directoire par le pouvoir des Soviets en Ukraine ; la reconnaissance de la neutralité de l'Ukraine à condition d'une défense active contre les troupes de l'Entente, de Dénikine, de Krasnov et des Polonais, dans le but de combattre la contre-révolution. Dans ces conditions, le gouvernement russe des Soviets propose son concours au gouvernement des Soviets ukrainiens et au Directoire.

Commissaire du Peuple
pour les Affaires étrangères,
Tchitchérine 180.

ADRESSES UTILES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Présidents : MM. Sydorenko et Dr V. Paneyko, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Légation ukrainienne en Suisse, M. E. Loukassevitch, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)
3. — Ambassade ukrainienne en Autriche, M. V. de Lipinsky, Hôtel Bristol, **Vienne.**
4. — Ambassade de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Terez Kœrut, 34, **Budapest.**
6. — Légation ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Hôtel des Deux-Villes. **La Haye.**
7. — Légation ukrainienne en Finlande, M. Losski, **Helsingfors.**
8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôtel Suisse. **Berne.**
9. — Bureau de Presse ukrainien en France, 218, Boulevard Raspail. **Paris.**
10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 9, rue de Notre-Dame de Lorette. **Paris.**
11. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris.**
12. — Bureau de Presse ukrainien en Autriche, 9, Josefstädterstrasse. **Wien.**
13. — Ukrainian National Committee, 217, E. Sixth Street. **New-York City.**
14. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit. Mich.**
15. — Information Bureau of the Ukrainian National Committee. W. S. Capitol C. O. Hon. James A. Hamill O. **Washington.**
16. — Information Bureau, 83, Grand Street. **Jersey City.**
17. — Bureau ukrainien d'information aux U.S.A. 16, Jackson Place. **Washington. D. C.**
18. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street. **Scranton.**
19. — Comité pour le secours aux prisonniers de guerre ukrainiens en Italie, Mme Belmain, 89, Via del Gesù. **Rome.**
20. — Comité ukrainien en Italie, M. Ivan Grinenko, 18, Via Muzio Clémenti, **Rome.**
21. — Chef de la Mission extraordinaire au Vatican, comte Michel Tyszkiewicz, Hôtel Beau-Rivage, **Ouchy-Lausanne.**
22. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Hôtel du Parc. **Ouchy-Lausanne.**
23. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**
24. — Central Ukrainian Committee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg, Man.**
25. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Dændelstraat, 9, **La Haye.**

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

En vente au BUREAU UKRAINIEN

11, Avenue de la Gare.

Dr MICHEL LOZYNSKY
Les « droits » de la Pologne sur la Galicie.
Sur quoi se basent les Polonais pour prétendre à la Galicie.
Prix : 2 fr.

Comte M. TYSZKIEWICZ
La Littérature Ukrainienne.
(D'après M. Serge Efremov, Mme O. Efimenko, le professeur M. Hrouchevsky et d'autres écrivains ukrainiens.)
Avec nombreuses illustrations.
Prix : 2 fr. 50

Revendications ukrainiennes.
Mémorandum présenté aux pays neutres et belligérants.
Prix : 1 fr.

BORIS-E. NOLDE
Professeur à l'Institut de Pierre le Grand, à Petrograd.
L'Ukraine sous le protectorat russe.
Avec portraits des Hetmans de l'Ukraine.
Prix : 1 fr. 50

P. STEBNITSKY
L'Ukraine et les Ukrainiens.
Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.
au 10 000 000e
Carte de l'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.
Prix : 1 fr.

ALEXANDRE CHOULGUINE
L'Ukraine, la Russie et les Puissances de l'Entente.
Prix : 2 fr.

Tarif des annonces.

1 page	Fr.	500.—
1/2 »	»	250. -
1/4 »	»	130. -
1/8 »	»	70.—
1/16 »	»	36.
1/32 »	»	20. -
1/64 »	»	12. -

La ligne ou son espace fr. 1.25.
Réduction de 25 % pour une annonce répétée 12 fois.

LA BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.
Elle bonifie un intérêt de

4 %	sur dépôts à vue	
5 %	»	pour une année ferme
5 1/2 %	»	» deux » »
6 %	»	» plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.
En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

L'Argus suisse de la presse S.A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux ?

par M. le Dr F. CEVEY

1 vol. in-16 à fr. 4.—

Se vend dans toutes les librairies.

LIBRAIRIE UKRAINIENNE

La librairie ukrainienne, anciennement rue Haldimand, a été transférée

11, avenue de la Gare, Villa Mont-Riant

Toutes les publications ukrainiennes parues.

Tous les ouvrages concernant la question des Nationalités.

Grand choix en tableaux, gravures, cartes postales, etc.

A VENDRE

collection du journal l'UKRAINE
(1915-1916-1917-1918). Prix : 40 fr.

Collection des PROBLÈMES DE L'UKRAINE
150 numéros. — Prix : 400 fr.

Langues orientales

Russe, Polonais, Ukrainien, Serbe, Hébreu, Grec, Chinois

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.

Avenue de la Gare, 23, - LAUSANNE

Bibliothèque Nationale Suisse.

20 centimes.

ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

République et Société des Nations

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, » 2.50

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction et Administration:

11, AVENUE DE LA GARE, 11
LAUSANNE (SUISSE)

Téléphone: 19-85

Pour les annonces voir page 4.

N° 98 Lausanne, 24 Avril 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 23 avril 1919.

Une mission française à Drohobytch.

Le capitaine Los et le lieutenant Simon sont arrivés à Drohobytch pour y faire une enquête au nom du gouvernement français au sujet de la région pétrolifère. Cette commission aura pu constater l'ordre qui règne dans les mines et le patriotisme de nos ouvriers ukrainiens. Ils auront pu se rendre compte de visu que ces régions sont absolument ukrainiennes et que les prétentions impérialistes polonaises ne sont pas autre chose que de l'annexionisme tout pur.

La mission s'est rendue ensuite à Stanislaviv où elle a eu plusieurs entretiens avec le gouvernement de la République populaire occidentale. Au moment de son départ le lieutenant Simon a exprimé dans une lettre au président du conseil Holoubowitch ses remerciements au gouvernement ukrainien en déclarant qu'il n'avait pas découvert les moindres traces de désordre ou d'indiscipline dans ces territoires et qu'il emportait une impression très favorable de sa visite.

Le Kouban.

Le général Petliura, président du Directoire, vient d'adresser un télégramme très chaleureux à M. Rabovil, président de la Rada ukrainiene au Kouban et au colonel Filimonow, ataman des cosaques de ce pays pour les féliciter de leurs succès militaires, et exprimer le vœu de voir se resserrer les liens qui les unissent à l'Ukraine.

Déjà M. Bitch et la délégation du Kouban à Paris ont pris contact avec la nôtre et continuent auprès de la conférence de la paix l'action en commun qu'ils avaient inaugurée auprès de l'état-major allié d'Odessa. Ce sont les premiers fondements de la fédération de la mer Noire qui se jettent par la collaboration des Ukrainiens du Dnieper et du Caucase. Il est bien intéressant d'observer que, si les bolchévistes russes ont envahi la plus grande partie de l'Ukraine centrale, ce sont les deux ailes qui fournissent aujourd'hui la résistance énergique et qui défendent notre liberté nationale.

Les prisonniers ukrainiens qui se trouvent en Italie pourraient aussi bien être envoyés au Kouban qu'en Galicie orientale pour lutter contre les ennemis du Directoire. Nous espérons que le gouvernement italien étudie sérieusement cette éventualité.

La politique polonaise.

On sait que les Polonais de Paris, d'accord avec le Quai d'Orsay continuent à poursuivre leur plan de restauration d'une grande Pologne historique embrassant les territoires ukrainiens et lithuaniens. La France met son espoir dans la réconstruction d'un tel Etat, qui devrait remplacer la Russie comme contre-poids à l'Allemagne, car elle ne compte pas sur la Société des nations pour la protéger suffisamment contre l'éventualité d'une attaque allemande, bien qu'elle entende réduire l'armée allemande à 70 000 hommes.

Comme le gouvernement Paderewski vient de signer une alliance avec l'Entente, il a pris certains engagements vis-à-vis de la France pour accepter ce rôle au nom de la Pologne. Toutefois, la force des mouvements nationaux allogènes et en particulier du mouvement ukrainien font bien comprendre aux Polonais la fragilité d'un tel édifice et c'est pourquoi M. Paderewski et ses agents parlent volontiers d'une sorte de fédération entre la Pologne et les nationalités voisines pour garantir à celles-ci une autonomie qui les empêche de se révolter.

Nous reviendrons sur ces projets, qui sont condamnés d'avance, car l'Ukraine ne peut accepter de renoncer, ni à son indépendance, ni à son unité.

LIBRE DISPOSITION

Il n'est presque plus de mode de rappeler les quatorze points du programme Wilson, depuis qu'on s'est habitué à les considérer comme embarrassants et à les tourner en ridicule pour mieux les violer. Cependant, si les diplomates de carrière en sont là, les peuples maintiennent toujours intégralement leurs aspirations et le nôtre en particulier n'entend pas abandonner son droit de disposer lui-même de son sort.

La grande faute des pourparlers d'Odessa fut surtout la prétention d'imposer au peuple ukrainien toutes sortes de mesures diamétralement en contradiction avec sa volonté nationale et bien pires que tout ce que la France entend imposer à son ennemi vaincu. Or, l'Ukraine ne se présentait pas comme un ennemi, mais au contraire comme un allié.

La faute n'en est pas uniquement à l'état-major français qui ne faisait que profiter avec une rare maladresse d'un mandat extraordinaire qui a dû lui être attribué par les autres alliés. En effet quand les autorités militaires françaises ont empêché l'attaché américain de se rendre à Vinnitza en lui déclarant que l'Ukraine était une sphère d'influence réservée à la France, elle devait évidemment s'appuyer sur quelque arrangement officiel. C'est là un point qu'il importe en tout cas d'éclaircir au plus vite.

Quand l'Entente a-t-elle chargé la France de s'occuper spécialement des affaires d'Ukraine ? Est-ce par égard aux milliards de l'emprunt russe et aux revendications des grands banquiers qu'on lui a permis de considérer notre pays comme une chasse gardée ? Ce serait donc cet argument financier qui aurait prévalu tandis qu'on laissait l'Angleterre s'intéresser plus directement aux provinces baltiques ? Il aurait fallu consulter tout d'abord la nation intéressée. Si les Etats-Unis vont probablement être appelés à protéger l'Arménie et à aider son organisation, c'est que la délégation arménienne à Paris a témoigné hautement de la volonté unanime de son peuple de voir les Américains chargés de cette tâche. Déjà depuis de nombreuses années les missions américaines en Arménie se sont fait apprécier par ce malheureux peuple.

L'Ukraine n'a pas été consultée en ce qui concerne le mandat confié à la France. Il y a plus, les missions militaires françaises et les agents diplomatiques envoyés chez nous par le Quai d'Orsay ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour rendre la France impopulaire et pour froisser constamment notre sentiment national sans d'ailleurs donner aucune preuve de capacités d'organisation politique ou même économique. Il faut dire en toute franchise qu'elles ont éveillé la méfiance plutôt que la confiance.

Si les missions américaines en Arménie avaient constamment fait la politique unitaire de l'empire ottoman et avaient collaboré avec les impérialistes turcs contre l'indépendance et contre les vœux des Arméniens sans jamais leur apporter aucun secours, on peut être bien sûr que ces derniers n'auraient pas recherché la protection américaine et demandé sa confirmation officielle par le congrès de la Paix.

Or, les Français que nous avons vus en Ukraine ont soutenu Skoropadsky et les impérialistes russes, même avec leurs complices allemands. Ils ont causé deux fois la ruine du pays en facilitant ainsi l'invasion bolchéviste. En fait de secours, ils n'ont encore rien apporté. Si le Directoire traite encore avec eux, c'est parce qu'ils sont à peu près seuls à représenter là-bas l'Entente avec laquelle nous désirons travailler comme alliés. Mais ce n'est certes pas nous qui avons choisi ce mandataire et si le congrès de la paix devait lui prolonger son mandat, il serait au moins juste que le peuple ukrainien fût consulté.

LA SITUATION MILITAIRE

En janvier et février 1919, c'est-à-dire presque aussitôt qu'elle eut recommencé la guerre contre la Russie des soviets, l'armée ukrainienne fut obligée de battre en retraite devant l'ennemi. Cela s'explique par les causes suivantes :

1° *Manque de munitions.* — Les Allemands avaient, d'une part, emporté presque tout le matériel de guerre que l'Ukraine avait dans ses dépôts. D'autre part, l'Ukraine ne possède pour ainsi dire point d'usines de guerre, tandis que la Russie des soviets, héritant du matériel et des installations de l'empire tzariste, dispose de toutes les armes et de toutes les munitions nécessaires.

2° *Manque de temps.* — Durant leur séjour, les Allemands empêchèrent l'Ukraine d'avoir une armée de plus de 10 000 hommes ; et c'est au lendemain même de la guerre civile contre le régime réactionnaire et germanophile de l'hetman Skoropadsky, laquelle eut surtout pour but de chasser les Allemands, que la République ukrainienne se trouva brusquement jetée dans une guerre nouvelle contre la Russie des soviets. Et alors que les troupes bolchévistes eurent plus d'une année pour s'organiser, Petliura, président du Directoire de l'Ukraine et commandant en chef de l'armée, n'eut qu'une semaine pour préparer sa campagne défensive.

3° *Manque d'effectifs.* — Les troupes bolchévistes étaient innombrables. Décidé à s'emparer de l'Ukraine pour avoir du blé, le gouvernement des soviets lança sur elle des centaines de milliers de soldats d'élite. Au nord seulement de l'Ukraine, opéraient quatre divisions, soit 80 000 baïonnettes au minimum. Et c'est à peine si, à ces forces considérables, Petliura pouvait opposer 20 000 baïonnettes.

4° *Dispersion des forces.* — L'Ukraine avait à mener la guerre contre les impérialistes polonais qui avaient envahi l'ouest de son territoire (Galicie orientale). Elle devait garder sa frontière du sud-ouest contre une intervention possible de Denikine. Enfin, des troupes devaient rester près d'Odessa où la situation politique était très compliquée. Dans de telles circonstances, les derrières de l'armée que Petliura opposait aux bolchévistes ne pouvaient pas être assurés.

En conséquence de toutes ces causes, Kiev fut pris par les bolchévistes. Le 20 mars, le front ukrainien était sur la ligne Sarny-Korostène-Vinnitza-Olviopol-Nicolaev.

Mais, tout en reculant malgré les difficultés les plus tragiques, Petliura était parvenu à constituer un corps d'armée habilement exercé, possédant un moral élevé et qui devait lui permettre de prendre l'offensive contre les bolchévistes.

Petliura conçut, d'ailleurs, un plan audacieux et heureux d'opérations stratégiques sur son aile gauche, en Volhynie. Ce plan consistait :

1° A déclancher une subite offensive le long des voies ferrées Sarny-Louninetz et Korostène-Mosir, dans le but d'atteindre la rivière Pripet et d'en faire sauter tous les ponts (protection stratégique de son flanc).

2° A attendre les inondations printanières du Pripet et des marais de Pinsk qui empêcheraient l'offensive bolchéviste de se produire de ce côté et de menacer ainsi le flanc gauche de l'armée ukrainienne.

3° A faire une offensive énergique au moyen des troupes de choc, dans la direction Sarny-Kiev, afin de reprendre aux bolchévistes la capitale ukrainienne et de prendre à revers les armées ennemies qui se trouvaient au sud de l'Ukraine.

Cette opération commença le 20 mars avec un grand succès. La colonne du flanc gauche ukrainien encercla, près de la station de Sarny, une partie de la dix-septième division bolchéviste et, l'obligeant à mettre bas les armes, fit plusieurs milliers de prisonniers et s'empara de 6000 fusils et de 35 canons. En poursuivant leur offensive, les Ukrainiens atteignirent les bords du Pripet et firent sauter les ponts près de Louninetz.

La deuxième colonne ukrainienne, en déclanchant son offensive de Korostène au nord, a pris la ville d'Ovroutch et s'est approchée de la station de Elsk, près de Mosir.

C'est après cela que l'offensive générale des forces ukrainiennes, partant de Korostène, se produisit dans les directions de Kiev et de Berditchev et obtint ainsi le plus grand succès. Le 30 mars, les Ukrainiens prirent la gare de Tétérev, la ville de Radomisl, le bourg de Korostichov, la ville de Jitomir, la station de Tchoudnov-Volinski, effectuant ainsi une avance de plus de 80 kilomètres.

En même temps, les paysans furieux des pillages dont ils avaient été victimes, se soulevaient sur les derrières des armées bolchévistes dans les gouvernements de Tchernigov et de Poltava.

Il est permis d'espérer que la suite des opérations de Petliura seront couronnées de succès si le manque de munitions et la dispersion des troupes sur divers points n'annihilent pas ses efforts héroïques.

La prise de Kiev n'aurait pas seulement des conséquences morales énormes ; elles aurait aussi les plus grandes conséquences stratégiques, car elle paralyserait les troupes bolchévistes qui opèrent sur la rive droite du Dnieper en liaison avec Moscou. L'ennemi ne dispose en effet que de deux ports sur le fleuve, à Kiev et à Catherinoslav, les autres ports ayant été détruits.

CONCLUSION

Pour que la République ukrainienne soit à même de libérer son territoire et de devenir ainsi le rempart contre l'invasion de l'Europe par les bolchévistes russes, il est nécessaire :

1° Que les Alliés fournissent les munitions indispensables par la seule voie possible, de Constantza-Tchernovitz-Stanislaviv.

2° Que les Alliés usent de leur influence sur la Pologne afin d'arrêter l'invasion impérialiste en Galicie orientale et d'amener un prompt armistice.

3° Que les Alliés reconnaissent l'indépendance de l'Ukraine, ce qui donnera une grande force morale au Gouvernement de la République ukrainienne et à ses troupes.

ALEXANDRE CHOULGUINE,
Délégué de la République ukrainienne,
Ancien ministre des Affaires étrangères.

VALDEMAR KOLOSSOVSKY,
Colonel de l'état-major ukrainien.

Paris, le 12 avril 1919.

La coopération en Ukraine.

Pendant la guerre et surtout au cours de la vie indépendante de l'Ukraine, les coopérations ukrainiennes se sont considérablement développées et par ce fait sont devenues les plus grands facteurs de la vie politique, économique et financière de la Jeune République.

Le mémorandum ci-dessous adressé au Directoire de la République ukrainienne démontre clairement l'importance que les coopérations ont acquises dans le jeune Etat.

« La vie économique est presque arrêtée en Ukraine. Toutes les coopérations doivent aider le gouvernement dans sa tâche de rétablissement de celle-ci, et cela de la manière suivante :

1. Le gouvernement ukrainien doit transmettre aux coopérations tous les achats à l'étranger de marchandises nécessaires au peuple ukrainien.

2. Toutes les affaires d'exportation et d'importation doivent être transmises aux coopérations.

3. Tous les monopoles d'Etat doivent être dirigés par les coopérations.

4. Tout le matériel de guerre, sauf celui pouvant être utile au Ministère de la guerre, doit être remis aux coopérations pour le distribuer aux paysans.

5. Toutes les fabriques d'Etat doivent être dirigées par les coopérations.

6. Le gouvernement doit donner aux coopérations le terrain nécessaire pour la construction de fabriques.

7. Le gouvernement doit aider financièrement les coopérations en vue de la construction de fabriques n'existant pas encore en Ukraine.

8. Les marchandises des coopérations doivent être expédiées immédiatement sans attendre leur tour.

9. Toutes les affaires traitées par les coopérations doivent passer par les coopérations centrales suivantes : Ukrainbank, Dniprosoious et Centrale.

10. Tous les représentants des coopérations centrales ont voix décisive dans les ministères suivants : Ministère d'approvisionnement, Ministère des finances, Ministère du commerce et de l'Industrie. »

Tous les points exposés ci-dessus dans le présent mémorandum ont été approuvés, avec quelques modifications cependant, par le Directoire, qui maintenant, avec l'aide de ses collaborateurs, dirige la vie du pays.

S. W. P.

COUTUMES POPULAIRES A PAQUES CHEZ LES UKRAINIENS

On sait que la fête de Pâques a été célébrée de tout temps et chez tous les peuples. C'était originairement la fête du printemps, la renaissance de la nature, le retour de la chaleur après les tristes mois d'hiver. Aussi, même chez les peuples les plus ignorants, qui n'ont jamais entendu parler du christianisme, ce renouveau est fêté de cent manières différentes, qui remontent, pour la plupart à une très haute antiquité. La religion chrétienne en célébrant la commémoration de la mort et de la résurrection de Jésus, n'a fait qu'ajouter quelques traits particuliers à ces fêtes païennes. La pâque juive est, comme les autres, un restant de fête antique consacrée au renouveau. Cette époque a été choisie par les juifs et les chrétiens justement parce que les peuples avaient l'habitude de se réjouir à ce moment de l'année.

Nous allons étudier les us et coutumes encore observés chez les Ukrainiens, coutumes qui ont pour la plupart perdu leur sens symbolique mais qui n'en sont pas moins curieuses.

Le jour des Rameaux (ce nom français comme celui de « Pâques fleuries » indique bien le renouveau) en ukrainien « Choutkova » ou « Betchkova Nedilya », chaque père de famille va à l'église avec un rameau de saule qu'il fait bénir par le prêtre ; c'est avec ce rameau qu'on chasse le bétail lorsqu'on le conduit pour la première fois à la pâture. On conserve ce rameau bénit toute l'année et l'on s'en sert dans les circonstances importantes de la vie. Ceux qui reviennent de l'église frappent trois fois les habitants de la maison avec cette branche de saule en disant : « Nié ya byou, choutka bye, sa tyzdegne Velykdegne » (Ce n'est pas moi qui frappe, c'est la baguette, dans huit jours c'est Pâques). On raconte bien des légendes sur l'origine de cette coutume.

On commence, dès les premiers jours de la semaine sainte, à se préparer pour la fête. On nettoie toutes les maisons à fond, on teint les œufs, on sort et répare les vêtements de printemps. Pâques est une fête joyeuse, après un long carême pendant lequel les croyants s'abstiennent même de lait ; après un long hiver arrive enfin le printemps attendu. Le jeudi saint (« Veliky » ou « Jivny Tchetver ») commence le jeûne le plus strict et, jusqu'au dimanche matin, la plupart des gens ne prennent aucune nourriture et ne se livrent à aucun travail pénible.

Le jeudi saint, on avait auparavant l'habitude d'allumer des feux de joie sur les hauteurs, devant les maisons ou devant l'église. Les autorités ont fait de leur mieux pour les interdire. Ces feux sont connus sous le nom de « Petriv Ohogne » (feu de Pierre), « dyda palyty » (brûler le grand-père) « Youdasa palyty » (brûler Judas), etc. Chez les Houtzoules des Carpathes, on allume des feux au milieu des troupeaux pour qu'ils paraissent beaux et brûlants comme la lumière de Dieu et pour qu'aucun démon ne pénètre en eux. Chez les Ukrainiens de Podolie et de Volhynie, on fait rouler en bas des montagnes des roues de chariot auxquelles on a mis le feu et l'on jette en l'air des bâtons enflammés. Cette coutume était répandue partout au moyen âge. En France on faisait brûler aussi des feux de joie à l'occasion du printemps. Encore il y a cinquante ans, on allumait dans le Jura, de grands feux que les paysans appelaient des chavannes, on ne sait pourquoi. (Chavanne est généralement un doublet de cabane, mais ici cette étymologie ne peut convenir.) Les enfants sautaient par-dessus un feu de joie comme on le fait encore en Bretagne pour les fêtes de la St-Jean.

Le seul usage encore observé généralement en France sont les œufs de Pâques qui ont perdu toute signification symbolique, ce n'est plus qu'un prétexte à cadeaux.

En Suisse, il y a encore une coutume qui dans l'ancien temps était observée à l'équinoxe et qui rappelle les coutumes ukrainiennes, ce sont les Brandons. En ce jour de fête, on allume des feux sur toutes les montagnes et dans les villages, on lance en l'air des brandons allumés, d'où vient le nom. On roulait aussi du haut en bas des collines des tonneaux pleins de poix allumée. Les gouvernements ont interdit cet usage qui menaçait d'incendie les forêts domaniales.

Les Houtzoules ont une grande vénération pour la fête de Pâques, qui dure jusqu'au moment où l'on peut faire sortir le bétail pour aller dans les prés. Le jeudi saint dans la soirée, tout le monde va à l'église et revient à la maison avec des chandelles allumées, qui sont salutaires contre le mauvais œil, les maux de dents, etc.

Le dimanche des Rameaux et le mercredi saint, dans beaucoup d'endroits, on fait cuire des pains de Pâques « koukouzy », composés de farine de seigle, pains dont on se fait mutuellement cadeau en se félicitant. Jeunes gars et jeunes filles portent ces koukouzy de maison en maison comme exorcismes souverains contre le plus haut diable, Hérode ; en même temps on offre aux enfants des haricots cuits en souvenir des morts.

Le four chauffe continuellement depuis le Vendredi saint ; les femmes doivent observer des règles superstitieuses pour la fabrication de la paskha, grand gâteau de farine de froment qui a une forme allongée. Dans l'Ukraine orientale on les appelle aussi « papouchnyk » ou « baba ». On fait parfois un gâteau de fromage blanc sur lequel on imprime une croix de Malte. Outre les grands paskha de farine de froment, on prépare des gâteaux divers, ainsi le « perepitchky », ou « zastionyk », grande pièce où l'on enfonce par la pointe autant d'œufs qu'il y a de personnes à la maison. Si l'un de ces œufs se brise, la personne à laquelle il est attribué meurt bientôt. On cuit de même des aliments spéciaux pour les animaux domestiques. En outre on ne doit pas manquer de saucisses et de lard. Les gens aisés font cuire un cochon de lait avec une racine de raifort entre les dents. Chez les Houtzoules, on fait bénir des haricots, des fèves, des pavots, des aulx, de la poudre à fusil et d'autres objets encore. Les œufs de Pâques (pyssanky et krachanky) jouent un grand rôle en Ukraine, par exemple comme moyen d'exorcisme des esprits malins, contre le feu, etc.

Nous nous arrêterons un peu sur les coutumes qui se rapportent aux œufs de Pâques, car elles sont très antiques et forment une des caractéristiques de la culture ukrainienne. L'habitude de préparer des œufs teints et dessinés est répandue jusqu'en Ukraine. En disant : « Christos Voskres » et en s'embrassant trois fois, les Ukrainiens échangent un œuf aux ornements archaïques, comme symbole de la renaissance de la nature. Ces coutumes datent d'une époque très reculée, longtemps avant le christianisme. On le prouve en comparant les ornements trouvés sur les restes préhistoriques découverts lors des fouilles des kourganes et des tombes en Ukraine, avec les ornementations des œufs de nos jours. Ces œufs peints étaient chez les païens les symboles du renouveau et le christianisme lutta longtemps contre ces usages populaires. Dans l'Europe occidentale le christianisme eut le dessus, mais en Ukraine le clergé orthodoxe sut habilement approprier ces usages aux cérémonies pascales, c'est pourquoi ils se sont conservés jusqu'à nos jours. Quant aux croyances qui ont trait aux œufs teints, la plus intéressante concerne la conservation des coquilles d'œufs bénits. Le peuple leur attribue une grande efficacité en tant que remède contre les sorts. Le peuple croit que ces « pissanky » apportent le bonheur, aussi on les conserve toute une année, c'est pourquoi les modèles de dessins se transmettent d'année en année. Enfin, le samedi appelé « rodylna », les gens vont au cimetière et déposent sur les tombes de leurs morts des œufs, des paskha, etc. Cela s'appelle « provody » (la conduite). Le peuple croit encore que les âmes des morts visitent leurs parents.

Mais le plus intéressant est l'ornementation des œufs de Pâques, laquelle montre un goût très développé chez le peuple ukrainien. Le prof. Soumtsov, de Charkov, divise ces dessins en géométriques, de végétaux, zoologiques, anthropologiques et de genre, mais chez le peuple chaque dessin a un nom spécial bien caractérisé. Ainsi l'ornementation géométrique, historique porte le nom de « chrestikis » (croix), « sorokaklintzy » (aux quarante ongles), « bezkinetchniki » (sans fin), « skobotchky » (parenthèse), « zvisdy » (étoiles), etc. Tous ces ornements sont si anciens qu'ils remontent à des dizaines de siècles.

Pour le style ukrainien, les dessins les plus caractéristiques sont ceux du règne végétal : « travianky » (herbes), « listiatchko » (feuilles), « sorokopoud » (espèce de plantes sauvages), « yalinka » (sapins), « roza » (églantine), etc. Les dessins de genre, anthropologiques et zoologiques, sont plus rares, mais plus archaïques, comme les « soroky » (pie), « pivniky » (coq), « meteliky » (papillon), « tcholovitchok » (petit homme), etc.

La couleur ordinaire est le rouge, mais les nuances sont très variées et dépendent de l'imagination de l'exécutant. On trouve surtout des groupes de jaune, rouge et vert. Un mois avant Pâques, on se met à préparer les « pissanky ». La jeunesse des villages cherche à se surpasser l'une l'autre dans la production des plus jolis effets de couleurs et de lignes. Ce sont surtout les femmes qui y travaillent ; elles y mettent une grande patience. La manière de les peindre est très simple. D'abord on couvre l'œuf cru d'une couche de cire vierge sur les parties qui doivent rester blanches. Ensuite on plonge l'œuf dans une couleur claire, par exemple du jaune, on le sèche, puis avec un pinceau on couvre les endroits qui doivent rester jaunes et on plonge à nouveau l'œuf dans une autre couleur, et ainsi de suite. Quand le dessin est terminé, l'œuf posé dans une écuelle est placé dans un four pas trop chaud afin de faire fondre la cire. Le peuple est persuadé que l'œuf se conservera longtemps si on le fait cuire le jeudi saint. De même il faut prendre bien garde de ne pas le mettre sous l'aisselle, autrement il se gâterait. On se sert surtout de couleurs d'aniline, mais anciennement on les préparait au moyen de plantes diverses. On a perdu le secret de la préparation de ces couleurs souvent fort belles, les gens superstitieux n'osaient dévoiler leur façon de faire, craignant de perdre leur talent.

Dans cet art de peindre les œufs, on voit un reflet des premiers efforts des nations primitives en vue de reproduire ce qu'elles voyaient, le premier pas de la culture artistique. Les Ukrainiens aiment l'art et conservent leurs productions. Pour passer des journées penché sur un œuf, il faut vraiment aimer l'art et il faut aussi le comprendre pour vouloir le transmettre de siècle en siècle.

Les œufs ukrainiens sont souvent des œuvres d'art et plusieurs savants ont écrit des opuscules sur cet art populaire. Nombre de musées tant ukrainiens qu'étrangers en possèdent de belles collections.

Pendant la soirée du samedi saint, on porte à l'église, dans des pétrins, les aliments de Pâques, paskha, « sviatchené » (œufs durs), sel, gâteaux de fromage, beurre, etc. On étale tout cela devant l'église et après la messe de minuit, le prêtre bénit ces aliments. Les habitants, tenant des cierges allumés au-dessus de chaque paskha, sont rangés en deux files devant le portail ; le prêtre, en grande pompe, suivi de la procession, passe, et c'est alors que résonne le chant joyeux « Christos Voskress » (le Christ est ressuscité !). Les cloches sonnent et l'on tire des coups de mortier.

Tout le monde se hâte de retourner chez soi après la bénédiction, car celui qui y arrive le premier a ses chambres pleines de provisions toute l'année. Le chef de famille arrivant à la maison en fait trois fois le tour, avec les aliments bénits, puis dans la maison il distribue un œuf à chacun des membres de la famille, et tout le monde se met à table.

Après le repas, « rozhoviny », on retourne à l'église, d'où l'on part en promenade, car les fêtes de Pâques se passent surtout à l'air libre. Vieux et jeunes s'assemblent dans la rue ou autour de l'église ; la jeunesse s'amuse jusque tard dans la nuit, pendant que les vieillards causent des anciens temps.

Les jeunes gens se sont d'abord rendus au clocher pour sonner les cloches ainsi qu'au vieux cimetière, où l'on commence les jeux de Pâques, « haïvky », « hahilky » en chantant des chansons traditionnelles, très antiques, en l'honneur du printemps.

Les jeux de Pâques ukrainiens, ainsi que les chansons, ont déjà été le sujet de nombreux livres en allemand, en russe, en polonais, en tchèque. M. V. Hnatyouk, dans sa collection de « Haïvki » (Mémoires ethnologiques de l'Académie Chevtchenko à Lvov) a reproduit presque deux cents de ces jeux et chansons de Pâques.

Ces jeux contiennent encore beaucoup de souvenirs païens. On y trouve entre autres mentionnés le « Did » (vieux père) et « Lado » (déesse de la beauté). D'autres ont une base historique, comme Dragomanov et Antonowytch l'ont fait observer. Elle parle de l'époque des princes de Kiew (jusqu'au quatorzième siècle). Dans les chants du printemps, « vesnianky », on trouve également mentionnées l'époque de la République cosaque, les invasions des Tartares, les révoltes de paysans (gaïdamaky), la suppression du servage, etc.

Ces jeux sont exécutés surtout par les jeunes filles dans leurs plus beaux costumes. Elles forment deux chœurs et donnent leur répertoire ; les jeunes gens y prennent peu de part ; ils ont leurs propres exercices pour montrer leur force et leur agilité, ou bien ils amusent les assistants par des scènes comiques. Ils forment aussi une chaîne qui doit faire toutes sortes de figures jusqu'à ce que quelques-uns des participants, forcés par la rapidité, se séparent des autres. Les jeunes gens promènent un bouc (vodiate kozla) en récitant de joyeux vers sur Pâques.

Parmi les jeux des filles, on peut nommer outre la danse courbe « krougly tanetz », le lièvre « zayitchi », le pavot, « mak », le petit canard « katchytchka », le mil « proso », la blondine « bilo dantchyka », le scarabée « joutchok », etc. Tous ces jeux sont des variantes des rondes ou des jeux de société.

Parmi les chants de Pâques, il y en a beaucoup de comiques, d'autres sont des chants d'amour ou des ballades épiques.

Le lundi de Pâques, « Oblyvany » ou « volotchylny ponedylok », les filles sont arrosées par les jeunes gars, qui les conduisent au bord des rivières et des étangs, puis les plongent dans l'eau. L'origine de cette coutume vient probablement de l'idée que l'eau, ce jour-là, possède un effet miraculeux et rend les filles saines et belles. Ces dernières cherchent, en offrant des œufs de Pâques, à éviter ce plongeon et cet arrosage.

L'après-midi est généralement consacré à se souvenir des défunts. On porte sur les tombes des petits pains de Pâques « perepitchky », avec des petits cierges, des œufs de Pâques et des aliments ; le prêtre va d'une tombe à l'autre pour y lire l'évangile du jour. Le mercredi de la quatrième semaine après Pâques, on célèbre la fête du grand jour du « Rakhmans ». Les « Rakhmans » sont une légende fondée sur des coutumes païennes qui ont été transmises à l'Eglise chrétienne. Cette fête n'est pas officielle, mais elle est tolérée. On trouve des mentions de ce mythe des Rakhmans déjà au quatorzième siècle et même dans les annales de Nestor. Ce jour-là personne ne veut travailler, car les paysans craindraient de disparaître dans la terre. On raconte même qu'en mettant l'oreille sur le sol on peut entendre les gémissements de ceux qui ont été engloutis. Dans le « Réveil ethnographique » de Tchoubinsky on trouve des indications de légendes populaires où les Rakhmans sont des gens très pieux qui se sont enfuis au désert, très loin, et le jour de Pâques, le peuple lance dans les rivières les coquilles d'œufs bénits afin qu'elles portent aux Rakhmans la nouvelle de leur fête qui aura lieu trois semaines et demie après. Tandis que chez les Germains et les simples Lapons la fête de Noël est la plus importante de l'année, chez les Slaves c'est Pâques. Cette fête, chez les peuples slaves, est celle qui leur tient le plus au cœur, surtout chez les Ukrainiens et les Serbes, qui célèbrent aussi, sans s'en rendre compte, le réveil de la nature.

Dans la vieille Russie des tsars, l'arbitraire des autorités civiles et religieuses se donnait libre jeu. Parfois, sans aucune cause, on interdisait à la jeunesse de se réunir auprès de l'église et de chanter des chansons traditionnelles qui n'ont pourtant rien de révolutionnaire ; on voulait ainsi russifier à outrance le peuple ukrainien. On allait jusqu'à défendre aux Cosaques de réciter leurs vieilles chansons de geste dont le peuple est si friand.

DERNIÈRES NOUVELLES

Changement de gouvernement.

Par un décret du Directoire de la République populaire donné le 9 avril à Rovno, le nouveau Cabinet présidé par Martos (soc.-dém. modéré), s'est chargé du gouvernement. Ce changement a eu lieu à une séance de l'ancien cabinet ; l'ex-ministre de l'agriculture Archipenko, a remis le pouvoir au nouveau ministère. Le président du Conseil Martos prend aussi le portefeuille du ministère des finances. Tous les ministères travaillent activement à la réorganisation de l'administration de l'Etat. Le ministère de l'Intérieur élabore les projets de loi suivants :

1° Sur la mise de crédits à la disposition du Préparlement et des conseils locaux ;

2° Sur la suppression des administrations par gouvernements ;

3° Sur les statuts des commissariats et de la nouvelle milice.

Le nouveau ministère tout entier travaille actuellement à l'élaboration de ces projets de loi. Ceux-ci seront publiés dès qu'ils auront été ratifiés par le Directoire.

Les troupes soviétistes.

L'armée soviétiste de 20 000 hommes qui s'était révoltée et était passée avec 35 canons et 200 mitrailleuses du côté des troupes de Petliura, s'est rendue par Rowno sur le front de Jitomir. Quelques divisions ont déjà pris part aux combats contre les bolchévistes.

CHRONIQUE INTERNATIONALE

Le 12 avril 1919.

— La Commission de la Ligue des Nations a choisi Genève comme siège de la Ligue des Nations. Au scrutin la France, la Belgique, la Chine, le Portugal, la Tchéco-Slovaquie ont voté pour Bruxelles ; les États-Unis, l'Angleterre, l'Italie, le Japon, la Serbie, la Grèce, la Roumanie et le Brésil pour Genève.

— En séance plénière de la Conférence de la Paix la charte interalliée du travail a été adoptée, y compris l'amendement Barnes créant une organisation permanente pour l'élaboration d'une réglementation internationale des conditions du travail.

— L'effervescence dans le bassin de la Ruhr continue, notamment à Essen et Mülheim où les troupes sont intervenues. Une grève générale à Hanovre a échoué, par contre à Brunswig le gouvernement des conseils a été proclamé; les bourgeois et les fonctionnaires font la contre-grève.

— Le comte Brockdorff Rantzau a développé son programme de paix à l'Assemblée nationale de Weimar. Il croit qu'une paix froidement calculée sera conclue. La seule arme des Allemands serait toujours de rappeler les bases de la paix sur lesquelles l'armistice a été conclu : les quatorze points de Wilson. Il croit que la grave crise de l'est est surmontée pour le moment par la renonciation de la part de l'Entente à opérer des débarquements à Dantzig. Il déclare qu'il n'est pas exact que le gouvernement russe se soit déclaré disposé à conclure la paix et ait émis la proposition de ne pas faire franchir à ses troupes la frontière allemande.

— Selon la version exacte du discours de Scheidemann celui-ci n'a pas renoncé à un plébiscite alsacien-lorrain.

— Un traité provisoire de commerce a été signé hier par les délégués de l'Autriche, de la Tchéco-Slovaquie et de la Yougoslavie.

— Un plébiscite en Carinthie du Nord a donné une majorité écrasante pour la Yougoslavie contre l'Autriche.

— Un grand mouvement révolutionnaire contre le président Carrenza a éclaté au Mexique.

— La Chambre belge a adopté le projet de réforme électorale sur la base du suffrage universel uninominal.

— D'après une information de source danoise les bolchévistes auraient évacué Vilna.

— L'offensive bolchéviste contre la Crimée s'accentue.

— La situation du front méridional russe est établie. L'offensive bolchéviste pour percer les lignes anglaises sur trois points différents a échoué. On s'attend à une nouvelle attaque importante. Le premier contingent de renforts anglais, environ 1000 hommes, serait parti de Tilburg.

Le 14 avril 1919.

— Le gouvernement de Hoffmann a été rétabli à Munich avec l'aide de la force militaire.

— L'état de siège a été proclamé à Dresde à la suite de l'assassinat du ministre de la guerre. Après une violente résistance, les troupes gouvernementales ont pris le dessus à Dusseldorf.

— Le transport des troupes du général de Haller à travers l'Allemagne commencera le 15 avril.

— D'après le « Progrès de Lyon », M. Paderewski garde peu d'espoir quant à l'attribution de Dantzig à la Pologne.

— Le problème de la Sarre paraît être réglé définitivement. En principe, la propriété des mines de houille serait transmise aux Français.

— Dans les milieux parlementaires de France et d'Angleterre règne un certain malaise à cause de l'incertitude où l'on se trouve à propos des travaux du Congrès de la paix. La grande presse de ces pays fait une campagne pour souligner cet état d'âme.

— L'« Homme Libre » écrit que la délégation allemande arrivera le 15 à Paris.

— De nouveaux troubles ont éclaté au Caire et à Alexandrie.

Le 15 avril 1919.

— La situation à Munich n'est pas encore bien nette. Il y a eu une vive lutte entre la garnison et les communistes dans les rues ; d'après les dernières nouvelles, ceux-ci prennent le dessus.

— Les messages des correspondants anglais ont été censurés par les autorités françaises pour la première fois.

— La « Chicago Tribune », en général bien renseignée, dit qu'il a été décidé en fait que les Allemands recevraient les préliminaires le 23 avril. Lloyd George est parti pour Londres et sera de retour jeudi.

— La revue hebdomadaire « New Europe » publie sous forme de questionnaire à Lloyd George des révélations au sujet de la politique de rapprochement avec le gouvernement soviétiste, soutenue par Lloyd George à qui est posée entre autres la question suivante : Est-il vrai que deux journalistes américains nommés Bullitt et Steffens, accompagnés du correspondant russe du « Daily News », Ransome, sont rentrés de Russie et ont rapporté un document signé par Lénine dans lequel celui-ci indique quelles sont les conditions qu'il serait disposé à accepter si elles lui étaient proposées dans la forme jugée utile par Lloyd George et Wilson? Est-il vrai qu'un rapprochement avec le gouvernement bolchéviste soit appuyé fortement par des financiers internationaux de New-York et de Londres ?

Le 16 avril 1919.

— Momentanément l'ordre et le calme règnent de nouveau en Egypte.

— Les bruits de révolution en Yougo-Slavie ne se confirment pas.

— Les anciens ministres hongrois Wekerlé et Szotorony ont été assassinés dans leur prison.

— A Munich, la garde rouge est maîtresse de la situation. La ville se trouve complètement au pouvoir des communistes, les troupes du gouvernement ont été désarmées.

— La grève générale est imminente à Berlin.

— La situation en Saxe est très grave et compliquée par le passage des premières troupes polonaises.

— Le corps de volontaires du général Mercker approche de la ville de Brunswig où les grèves et les désordres continuent.

— L'Assemblée nationale à Weimar a déclaré que le 1er mai serait une fête nationale. Une longue discussion au sujet du ravitaillement a eu lieu.

— Le général Haller est parti pour Mayence afin d'y rejoindre ses troupes.

— La presse américaine souligne le désaccord existant entre Wilson et ses collègues.

— A Milan, la grève générale a éclaté. Orlando expliquera dès son retour au Parlement les résultats définitifs de la Conférence de la Paix.

— En Irlande, dans différentes villes, comme à Limerick et à Cork, des grèves ont éclaté en guise de protestation contre la loi martiale.

— La crise ministérielle en Espagne est finie; elle a abouti à la constitution d'un cabinet Maura, où M. Gonzalès Hontaria est ministre des Affaires Etrangères.

— Une grande offensive bolchéviste est prévue vers l'Est, d'après le correspondant berlinois du « Bund ».

— La situation en Russie septentrionale est inchangée ; des succès locaux anglais sont signalés.

Le 17 avril 1919.

— En réponse à une interpellation sur les conditions dans lesquelles le gouvernement fera connaître au Parlement les conditions de paix, M. Pichon a déclaré que les préliminaires de paix seront soumis à la ratification de la Chambre aussitôt qu'ils porteront la signature de toutes les parties contractantes.

— M. Franklin-Bouillon, président de la Commission des affaires étrangères, critique le silence du gouvernement. Il déclare entre autres que s'il n'y a pas une Pologne forte avec Dantzig, il n'y aura pas de paix possible en Europe ; en outre il proteste contre le manque de renseignements sur la situation en Russie, en Europe centrale et en Orient. M. Pichon pose ensuite la question de confiance. Une demande de réunion en comité secret est repoussée. Par 345 voix contre 124 l'ordre du jour pur et simple accepté par le gouvernement est adopté.

— Les délégués allemands seront convoqués à Versailles le 25 avril au soir.

— Wilson quittera Paris le 27 ou 28 avril. Il sera représenté à la Conférence par le colonel Houre.

— Lloyd George a prononcé un grand discours à la Chambre des Communes sur les travaux de la Conférence de la Paix. Parlant du gouvernement bolchéviste, M. Lloyd George a dit notamment : Il n'y a pas de gouvernement de fait de la Russie dans son ensemble. On ne peut reconnaître le gouvernement bolchéviste comme gouvernement de fait parce qu'il ne l'est pas. Une telle reconnaissance n'a jamais été discutée ni même proposée. Pour M. Lloyd George la politique étrangère du gouvernement britannique a toujours été de ne pas intervenir dans la politique intérieure des autres pays. La Grande Bretagne ne peut s'engager dans une gigantesque entreprise militaire afin de remédier à la situation de la Russie. Le pays est facile à envahir, mais difficile à conquérir. Il ne faut pas considérer que nous nous soyons départis de notre politique fondamentale de non-intervention en soutenant l'amiral Koltchak et le général Denikine. On organisera les forces de tous les pays alliés qui sont limitrophes des territoires bolchévistes, de la mer Baltique à la mer Noire. Pour M. Lloyd Georges certains indices montrent que, tandis que les forces bolchévistes paraissent augmenter, le bolchévisme lui-même décline rapidement. Il se décompose sous la pression irrésistible des forces économiques.

— Munich reste encore complètement isolée ; toutes les communications ferroviaires, postales, télégraphiques et téléphoniques sont interrompues avec la ville. 8000 hommes de troupes gouvernementales marchent contre Munich.

— Des mouvements antibolchévistes se dessinent partout en Russie, dans les villes et parmi les paysans. Samara et Stavropol ont été le théâtre d'émeutes particulièrement graves. A Petrograd des soulèvements armés sont à l'ordre du jour ; ils sont encore réprimés pour le moment par des troupes chinoises et des mitrailleuses. Des projets d'interrompre tous les transports de denrées de Moscou et de Petrograd et de faire sauter les ponts de chemins de fer ont été découverts récemment parmi les ouvriers. Pour apaiser l'effervescence à Moscou les commissaires ont augmenté de 50 % les rations de pain et les salaires.

Le 18 avril 1919.

— L'offensive de l'amiral Koltchak se développe ; ses troupes ont atteint la gare de Dalekanovo, à quarante lieues au sud d'Oufa.

— Il se confirme que les Polonais ont évacué Teschen.

— A Munich, les communistes mettent la ville en état de défense.

— Le gouvernement wurtembergeois, à la prière du président Hoffmann, a décidé d'envoyer des troupes pour lui porter secours.

— Dans son grand discours politique, Lloyd George a complètement abandonné son ancien collaborateur, lord Northcliffe.

La presse de Londres désapprouve en chœur le dit discours.

— A la suite d'un accord de l'explorateur norvégien Nansen avec M. Hoover, le haut fonctionnaire américain qui dirige actuellement le ravitaillement de l'Europe, pour suggérer aux gouvernements alliés un envoi de vivres et de médicaments en Russie, Nansen a écrit une lettre au Conseil des Quatre en proposant l'organisation d'une commission spéciale composée de neutres qui s'occuperait de cette question. Le Conseil a répondu qu'il acceptait l'idée d'une commission de neutres. Il accepte également de prêter son concours pour le ravitaillement de la Russie, mais sous certaines conditions dont la principale est d'ordre politique. Il exige que la guerre civile cesse en Russie, ce qui entraînerait nécessairement une suspension complète des transports de troupes et de matériel militaire de toutes sortes pour la Russie et à l'intérieur de son territoire, c'est-à-dire qu'il n'enverrait plus de matériel de guerre aux Russes qui sont restés fidèles à l'alliance.

— Le Comité national polonais s'est dissous, estimant que sa tâche est accomplie. Une dernière séance du Comité aura lieu pour ratifier la liquidation.

Cette dissolution a eu lieu à la suite d'une démarche faite par les membres de la gauche auprès de M. Paderewski.

— Le gouvernement provisoire letton à Libau, reconnu depuis novembre par le gouvernement anglais, a été renversé par un mouvement fomenté par les barons baltes et dirigé par le baron Manteuffel, le baron Hahn et M. Armitstead, de connivence avec le général von der Goltz, commandant en chef des troupes allemandes en Lettonie.

Le 19 avril 1919.

En Lettonie, à la suite de la chute du gouvernement renversé par un mouvement fomenté par les barons baltes, le ministre de l'Intérieur, Walter, a été arrêté et le président du Conseil, Ulmanis, s'est réfugié auprès de la mission anglaise. Le port de Libau est occupé par des navires de guerre anglais.

— Les Roumains ont commencé à attaquer les troupes hongroises à la frontière de Transylvanie.

REVUE DE LA PRESSE

Presse française.

Les causes de l'évacuation d'Odessa.

Le « Matin » du 16 apprend de Constantinople (« Times », 14) :

L'évacuation d'Odessa a causé ici quelque découragement parmi les éléments amis qui, d'ailleurs, se laissent abattre facilement, et a fait renaître parmi les éléments hostiles des bruits absurdes relatifs à l'alliance d'Enver Pacha avec les bolchévistes. Autant qu'on peut juger par les informations que fournissent les réfugiés, la population d'Odessa était trop divisée par les factions pour donner un appui efficace aux troupes françaises occupant la ville. Certains habitants d'Odessa sont ouvertement partisans des bolchévistes.

A propos du siège de Sébastopol.

Sous ce titre, M. Mayéras écrit dans le « Journal du Peuple » du 15 :

« Cela devait arriver. Pourvu que ce soit bien arrivé, et qu'il n'y ait pas eu de casse ! Les troupes que nous avions à Odessa ont dû l'évacuer. C'était intenable. Nos troupes auraient réussi à s'esquiver en Bessarabie. Mais ici encore, il faut l'observer, nos troupes ne seront pas en dehors de la guerre antibolchéviste puisque le gouvernement des Soviets bataille pour reprendre la Bessarabie au gouvernement roumain. Mais il y a plus grave. L'armée rouge a pris et passé la presqu'île de Perekop. J'avais dit à la Chambre, dans la discussion des crédits, que nous avions à Sébastopol un régiment d'infanterie et une batterie d'artillerie veillant sur l'épave du « Mirabeau ». Cette poignée d'hommes va-t-elle se trouver assiégée dans Sébastopol ? Etrange retour de l'histoire. Mais il y a bien plus grave. Il y a que l'Angleterre intensifie l'expédition contre la Russie. Elle s'est installée en Georgie en tenant ainsi le Caucase et couvrant la Perse et les Indes. » M. Mayéras reproduit les extraits d'une déclaration de M. Shortt, secrétaire parlementaire de l'Intérieur, et en conclut que l'anathème est donc officiellement jeté au gouvernement de fait de la République fédérative des Soviets. Il est temps de demander si la France sera entraînée en Russie à la suite de l'Angleterre. Le gouvernement a pris des engagements devant la Chambre, faudra-t-il lui demander s'il est disposé à les tenir ?

Presse hollandaise.

Un ministre pour les affaires juives.

Les journaux hollandais du 8 donnent le résumé d'une interview qu'a eue un correspondant de Vienne, pendant son voyage en Ukraine, avec le premier ministre des affaires juives, M. Krasnin Pinhooc, qu'il décrit comme un jeune homme intelligent qui s'est déclaré fier d'être le premier ministre pour les affaires juives. Il espère que l'exemple de l'Ukraine sera suivi par tous les autres pays. En Ukraine, les Juifs sont traités d'une façon tout à fait semblable aux autres parties de la population et peuvent participer à la vie politique et sociale du pays ; ils possèdent l'autonomie dans les affaires qui concernent spécialement la communauté juive. Le ministère s'occupe de l'enseignement juif, des impôts spéciaux et de la défense des intérêts particuliers des Juifs.

Une interview de M. Tzehelsky.

Le « Telegraaf » du 10 contient un article de son correspondant de Zurich qui a interviewé M. Tzehelsky, secrétaire d'État de la République ukrainienne occidentale. Le ministre rapporte qu'il a séjourné quelques jours à Prague pour nouer des relations amicales entre l'Ukraine et la République tchéco-slovaque. Les intérêts de la Tchéco-Slovaquie et de l'Ukraine sont identiques et l'on parviendra à un accord très satisfaisant. Le secrétaire d'État donne ensuite des détails sur son entretien avec M. Masaryk qui a fait sur lui une impression très favorable. C'est pour l'Ukraine non seulement un intérêt économique, mais aussi politique de conclure une alliance avec les Tchèques. Ceux-ci sont les représentants slaves de la civilisation occidentale et ils ont toujours fourni l'exemple d'une organisation nationale et politique Nous pouvons beaucoup mieux nous lier aux Tchèques qu'aux Russes. Dans le passé aussi, nous avons eu beaucoup de relations avec eux. Aux XVIe et XVIIe siècles, la plupart des Ukrainiens faisaient leurs études dans des universités tchèques ; au siècle dernier également, nous avons beaucoup appris des Tchèques.

Une alliance avec la Russie est momentanément absolument impossible. Jamais nous ne pourrons nous allier avec un État bolchéviste, pas plus qu'avec une Russie tsariste ou bien avec une Russie de Milioukoff. Une autre grande nation russe devra naître qui s'abstiendra absolument de la pensée de dominer les Ukrainiens.

Les Russes doivent apprendre qu'une alliance n'est possible que sur une base d'égalité. Mais il se passera bien une dizaine d'années avant que les Russes puissent se libérer de leur psychologie de dominateurs. Les Russes révolutionnaires sont aussi impérialistes que les Russes tsaristes. La Russie s'est opposée au rétablissement de l'industrie ukrainienne par des considérations égoïstes et elle a pris notre pays seulement pour un grenier à blé. Pour que cela finisse, une séparation de quelque temps est inévitable. Le bolchévisme est absolument inadmissible; tandis que le paysan russe pense seloin le communisme, nos paysans sont individualistes. Dans la lutte contre le bolchévisme nous avons besoin de l'appui de l'Entente; si on ne vainc pas le bolchévisme en Ukraine, vraisemblablement il se répandra aussi en Pologne. Dans les pays de l'Entente on a encore la malheureuse idée que les Ukrainiens sont germanophiles. Certains cercles l'étaient peut-être, mais l'insurrection de Petlura a eu justement pour but de renverser l'influence de ces cercles. Le mouvement dirigé par lui avait un caractère éminemment national. Il est absolument inexact de considérer le mouvement ukrainien comme artificiel, il n'a point été créé par les Allemands. Le mouvement ukrainien remonte au début du XIXe siècle, par suite de l'influence des Slaves de l'ouest et du mouvement démocratique et national dans l'Europe en général.

M. Tzehelsky regrette que les relations avec la Pologne aient été si peu amicales, mais l'Ukraine ne peut renoncer à ses revendications sur Lemberg. Il conclut que les préjugés contre les Ukrainiens n'ont pas leur raison d'être. Les Polonais qui possèdent partout des bureaux de presse ont fait naître une opinion antiukrainienne, tandis que nous étions séparés du monde et n'avions aucune influence. Aujourd'hui nous envoyons des missions dans tous les pays européens pour renseigner l'opinion publique occidentale et les gouvernements.

Presse suisse.

A Kiev.

La « Neue Zurcher Zeitung » du 14 publie une correspondance de Varsovie datée du 9 avril contenant des détails sur la situation de Kiev. Les troupes bolchévistes ont amené avec elles le typhus exanthématique ; un médecin militaire appartenant aux troupes bolchévistes a déclaré dans une assemblée de médecins, à Kiev, qu'en janvier, à Petrograd, 7500 personnes sont mortes de cette maladie. L'association des médecins de Kiev a présenté aux autorités bolchévistes une déclaration dans laquelle ils déclarent que l'extension de l'épidémie est une conséquence des déménagements forcés imposés aux habitants d'une maison dans une autre. La déclaration resta cependant sans résultat. Le 12 mars, les autorités bolchévistes décrétèrent que tous les membres de la bourgeoisie jusqu'à l'âge de 26 ans accompliraient des travaux tels que chargement et déchargement des wagons de marchandises, balayage des rues, nettoyage des casernes, etc. Ce décret s'applique aussi à beaucoup de travailleurs intellectuels, avocats, journalistes, dentistes, etc. La fuite était passible de la peine de mort. Les transports subissent une forte crise. Les communications ferroviaires sont paralysées dans presque toute l'Ukraine, excepté pour les trains militaires. Quitter Kiev par train est une entreprise presque impossible. En outre il faut avoir une permission spéciale des autorités. La crise des denrées alimentaires devient de plus en plus aiguë, en partie par suite de l'attitude des paysans qui refusent de livrer leurs produits, en partie à cause du front qu'il faut ravitailler. Le journal le plus répandu à Kiev et dans toute l'Ukraine, le « Kievskaïa Mysl » a été interdit de même que tous les journaux bourgeois; il a été remplacé par trois organes communistes. Au lieu du « Dziennik Kijowski » organe polonais interdit, les lecteurs polonais reçoivent maintenant le « Kommunista Polski ». La « Rohitnitcha Gazeta » ne peut plus paraître non plus. L'« Isvestia » à Kiev est l'organe officiel des autorités soviétistes et paraît en trois langues: le russe, l'ukrainien et le yddish.

Le gouvernement bolchéviste ukrainien.

Dans le gouvernement soviétiste de l'Ukraine se trouvent plusieurs juifs, personnages en vue de différents partis socialistes juifs; par exemple, le commissaire pour les Finances Novakovski est le dirigeant des Unifiés; Chefez, commissaire de l'Enseignement est celui du « Bund »; Chargin et Strachun, membres de ces deux partis sont commissaires pour les Affaires juives. Le parti « Poale Sion » n'est pas représenté dans le gouvernement des soviets parce qu'il s'est compromis en prenant part au gouvernement national ukrainien de Vinnitchenko et de Petliura.

— Une division bolchéviste polonaise s'est organisée à Vilna, composée de déserteurs de l'armée du général Pilsudski et d'habitants polonais de cette ville.

— Le gouvernement lithuanien a conclu une convention avec l'Allemagne aux termes de laquelle 20 000 soldats allemands resteront en Lithuanie, payés par le gouvernement lithuanien, afin de combattre les bolchévistes.

— La position des bolchévistes sur le front d'Orenbourg est critique, à la suite des avances des troupes de l'amiral Koltchak, qui ont pris Sterlitamak.

— Le parti socialiste yougo-slave a voté un ordre du jour de solidarité avec Lénine et avec le prolétariat italien.

— La situation est bien meilleure aux Indes anglaises, bien que des troubles locaux se produisent encore.

— Platten et Axelrod sont arrêtés par les autorités finlandaises, venant de Russie et en route pour la Suisse.

— D'après l'« Humanité », l'ingénieur Martens a présenté à M. Lansing ses lettres de créance comme envoyé du gouvernement soviétiste. Il a remis au secrétaire d'État un mémoire où il lui propose la reprise des relations économiques entre la Russie et les États-Unis. Lénine l'a autorisé à négocier l'achat de 200 millions de dollars de vivres payés en or.

DOCUMENTS

Séance du Conseil national ukrainien.

Stanislaviv, 16 avril. — Au cours de la séance du Conseil national, l'adjoint au ministère des Affaires étrangères, Dr Michel Lozynsky, a commencé son exposé sur la situation extérieure en constatant la triste position dans laquelle se trouvait la nation ukrainienne avant la guerre mondiale et même pendant. Les Ukrainiens n'étaient pas à même de mener une politique extérieure indépendante ; tous les efforts tendaient au maintien de l'indépendance nationale. On ne peut parler d'une politique ukrainienne extérieure que depuis la chute de la Russie tsariste. C'est alors que la cause ukrainienne a commencé à acquérir de l'importance dans les rapports internationaux. Les conflits avec les divers gouvernements russes qui se dissolvaient mutuellement forcèrent les Ukrainiens à conclure la paix de Brest-Litovsk avec les puissances centrales. Cette paix était cependant honorable pour les Ukrainiens et aurait pu être utile si les contractants l'avaient observée, mais les Allemands, après leur entrée en Ukraine, s'y sont installés comme chez eux et ont accompli effectivement l'occupation du pays. L'Autriche a, d'un côté, prêté son aide aux Allemands, de l'autre poursuivi sa politique polonophile. Ce n'est qu'après la défaite des puissances centrales et l'expulsion de l'hetman de Kiev d'un côté et la chute de la domination polonaise en Galicie de l'autre qu'une Ukraine véritablement indépendante put surgir. Mais immédiatement le nouvel Etat fut entouré d'ennemis de tous côtés : Polonais, Roumains, bolchévistes, Magyars. Les Polonais principalement nous font du tort parce qu'ils ont été reconnus comme Etat indépendant et qu'ils sont considérés comme les alliés de l'Entente, de sorte que nous qui sommes en guerre avec les Polonais on nous fait passer aussi pour les ennemis de l'Entente. Cependant notre cause acquiert de plus en plus d'importance parmi les milieux alliés. Au début, les missions de l'Entente avaient un caractère purement d'information, mais plus tard elles eurent des pouvoirs étendus.

La mission alliée de Varsovie (général Barthélemy) avait pour but d'arriver à la conclusion d'un armistice sur le front polono-ukrainien, ce qu'elle posa comme condition sine qua non pour la continuation des pourparlers avec l'Entente. Les négociations eurent lieu effectivement du 25 au 28 février, mais elles furent rompues par nous lorsque nous eûmes constaté qu'elles ne pourraient aboutir à rien et que la ligne de démarcation proposée était inacceptable pour nous puisqu'elle donnait Lemberg et Drohobytch aux Polonais. Bien qu'à cause de cela la mission nous ait adressé un ultimatum et nous ait menacés d'une rupture des relations diplomatiques avec l'Entente, celle-ci nous a depuis lors consacré plus d'attention et adopté une attitude plus juste à notre égard. Nos efforts pour renseigner exactement l'Entente ont été couronnés de succès. A la note de notre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, Dr Paneyko, le président Wilson a adressé une réponse et le Conseil suprême de l'Entente a consacré une séance particulière à l'étude de notre question. Sur la base de ces délibérations, le Conseil des Quatre a envoyé le télégramme que vous connaissez au général Pavlenko.

Les Roumains, de leur côté, se sont montrés hostiles à notre égard et ont occupé toute la partie ukrainienne de la Bukovine. La situation est restée tendue pendant un certain temps, mais lorsque nos délégués se sont rendus auprès du commandant roumain, à Tchernowitz, celui-ci a déclaré que le gouvernement roumain était prêt à entrer en négociations avec nous à ce sujet si nous laissions au congrès de la paix le soin de résoudre la question de la Bukovine et ne cherchions pas à la résoudre par la force des armes. Notre gouvernement a pris connaissance de cette déclaration et envoyé, ces jours-ci, une mission à Bucarest pour commencer les pourparlers avec le gouvernement roumain.

Le sort de la partie ukrainienne de la Hongrie est encore incertain. La conférence de la paix aura aussi à décider là-dessus. Nos rapports avec les Etats nouvellement organisés à l'ouest sont d'une nature amicale.

Passant à la politique ukrainienne à l'est, le Dr Lozynsky prit pour point de départ de son exposé le moment où le Directoire renversa l'hetman Skoropadsky et où les bolchévistes, venant du nord, recommencèrent à envahir l'Ukraine. Dès le début, le Directoire est entré en négociations avec le commandement des troupes alliées à Odessa, mais ces négociations se sont poursuivies très lentement et ne sont pas encore terminées aujourd'hui. La raison en est que jusqu'ici le commandement interallié s'en est tenu à l'orientation panrusse. Ces pourparlers ont également eu pour conséquence qu'une scission a surgi parmi les Ukrainiens. Les uns étaient partisans des pourparlers avec l'Entente, les autres y étaient opposés. Entre temps, les bolchévistes ont pris la plus grande partie du territoire ukrainien, constitué un nouveau gouvernement ukrainien à Kiev et proclamé la fédération avec la Russie. Cependant quand le nouveau gouvernement bolchéviste, à Kiev, a adopté une tendance russificatrice, les paysans ont été très désappointés et se sont tournés contre le régime bolchéviste. De même certains éléments de la gauche qui s'étaient mis dès le début du coté des bolchévistes, s'en éloignèrent.

L'orateur fit ressortir ensuite la nécessité de rapports étroits avec l'Entente. Nos faibles forces ainsi que le besoin de paix générale que la conférence de Paris promet de nous apporter, exigent que nous arrivions à un accord avec l'Entente ; ceci est d'une grande importance pour nous non seulement dans le présent mais aussi pour l'avenir. C'est pourquoi nous ne devons pas être effrayés si une entente socialiste prend la place d'une entente bourgeoise ; ses rapports avec nous n'en seront nullement changés.

En ce qui concerne nos rapports avec la Russie, le point de vue qu'elle adoptera à notre égard a principalement de l'importance pour nous. En fin de compte notre cause a accompli de grands progrès, on commence à compter avec nous et la question ukrainienne est traitée sur le théâtre international. Pour obtenir un succès complet nous devons consolider encore nos forces intérieures. Nous espérons surmonter la crise actuelle dans l'Ukraine du Dnieper et trouver à l'intérieur les forces nécessaires pour édifier complètement l'Etat ukrainien.

LES ÉVÉNEMENTS CHRONOLOGIQUES

*** *9 mars.* Un grand meeting juif avec participation de nombreux diplomates et politiciens a eu lieu à Berne. Dr Ringel, délégué du Conseil national juif de Galicie orientale a exposé les revendications des Juifs ukrainiens.

*** *20 mars.* Le gouvernement de la République de l'Ukraine occidentale a conclu avec le gouvernement de la République austro-allemande un traité de commerce approuvé le 24 mars par le Conseil des secrétaires.

*** *22 mars.* Il vient de se créer à l'Université de Budapest une chaire de la langue et de la littérature ukrainiennes. M. Dr Alex. Pondolo, privat-docent, a été nommé professeur ordinaire.

*** *23 mars.* Une conférence des commissaires du Directoire de la province de Volhynie a eu lieu à Rovno. D'importantes résolutions ont été prises concernant l'administration du pays.

*** *25 mars.* Colonel Kourmanovitch, secrétaire d'Etat ukrainien pour la guerre, dément officiellement et catégoriquement le radio mystificatif de Trotsky au sujet du mouvement bolchéviste en Galicie orientale et prétendu renversement du Cabinet Houlobowitch.

*** Les Polonais répandent dans le monde de faux bruits sur les soi-disant troubles bolchévistes dans les régions pétrolifères en Drohobytch et Boryslav.

*** La frontière tchéco-ukrainienne en Galicie orientale est fermée.

*** Ouverture de la nouvelle session du Conseil national de la République ukrainienne occidentale à Stanislaviv, sous la présidence du Dr Petrouchevitch. La loi pour la convocation de la Constituante a été présentée.

*** *26 mars.* Les autorités militaires polonaises à Léopol ont interdit l'organe des socialistes ukrainiens « Vpered ». On a mis les sceaux au local de la rédaction et à l'imprimerie de la Stavropigie. Le rédacteur et ses collaborateurs ont été arrêtés.

*** Le gouvernement de la République ukrainienne occidentale a rétabli la liberté de commerce dans tout le pays à l'exception du commerce des vivres et des objets utilisés dans l'armée.

*** *27 mars.* Les troupes de Petlura ont pris la station Borodianka le long du chemin de fer Kiev-Kovel, à 40 kilomètres de Kiev, et battu l'ennemi dans la direction de Berditchev. Les districts de Korosten et Jitomir sont en la possession du Directoire.

*** Les pourparlers d'armistice entre les délégations polonaises et ukrainiennes à Chyrov, au sud de Peremysl, ont été interrompus, les délégués polonais voulant aller chercher de nouvelles instructions auprès de leur gouvernement. Une conférence avait eu lieu auparavant entre le général américain Kerner et le commandant des forces ukrainiennes, le général Pavlenko.

*** *28 mars.* Les pourparlers ukraino-polonais, sous la présidence du général américain Kerner, ont commencé à Sambor.

*** *30 mars.* Le groupe d'armée ukrainienne combattant victorieusement les bolchévistes en Podolie est placé sous le commandement personnel de l'ataman Konovaletz.

*** Un autre groupe d'armée poursuit les troupes rouges défaites et qui tentent d'atteindre Kiev par Fastow.

*** *31 mars.* Une mission diplomatique envoyée à Bucarest par le Conseil des secrétaires d'Etat de la République ukrainienne occidentale a été reçue en audience par le président du Conseil des ministres roumain, Ferrikid.

*** *1er avril.* Le Conseil des partis national-démocrates et social-démocrates de l'Ukraine occidentale vient d'être ouvert à Stanislaviv.

*** Les pillages et les brigandages continuels des bolchévistes russes ont abouti à des révoltes des paysans dans différentes localités de l'Ukraine, sur la rive gauche du Dnieper. Les groupes d'armée dirigés par les bolchévistes ukrainiens MM. Schynkar et Zeleny, qui avaient combattu jusqu'ici avec les bolchévistes, soutiennent maintenant les paysans contre les bolchévistes russes.

6 avril. — D'après des informations de source officielle, les pourparlers entre la mission de l'Entente à Odessa et le gouvernement ukrainien à Birsula continuent. Y prennent part du côté ukrainien le commandant en chef des troupes nationales de Pétliura, le président du conseil Ostapenko, le ministre des Affaires Etrangères Matsiewitch et l'adjoint du Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères, Dr Lozynsky. Comme base d'un accord avec l'Entente, les Ukrainiens ont émis les revendications suivantes :

1° Reconnaissance de la souveraineté de l'Ukraine par l'Entente.

2° Aucune intervention armée de l'Entente sur le territoire de l'Ukraine.

3° Non-immixtion de l'Entente dans les affaires intérieures.

4° Fourniture du matériel de guerre dans la lutte contre les bolchévistes.

5° Garantie du front galicien contre les Polonais, afin que toutes les forces puissent être employées contre les bolchévistes.

6° Suppression du gouvernement particulier établi par le commandant français à Odessa.

7° Défense aux Polonais de former des légions sur territoire ukrainien sous la protection de l'Entente, comme cela a eu lieu à Odessa.

7 avril. — La loi concernant le règlement du change ukrainien a été adoptée par l'Assemblée Nationale de Stanislaviv en deuxième et troisième lecture.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

ADRESSES UTILES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Présidents : MM. Sydorenko et Dr V. Paneyko, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Légation ukrainienne en Suisse, M. E. Loukassevitch, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)
3. — Ambassade ukrainienne en Autriche, M. V. de Lipinsky, Hôtel Bristol, **Vienne.**
4. — Ambassade de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Terez Kœrut, 34, **Budapest.**
6. — Légation ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, 9 Dændelsstraat, **La Haye.**
7. — Légation ukrainienne en Finlande, M. Losski, **Helsingfors.**
8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôtel Suisse, **Berne.**
9. — Bureau ukrainien de Presse en France, 28, Rue Pauquet. **Paris (XVI).**
10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 9, rue de Notre-Dame de Lorette. **Paris.**
11. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris.**
12. — Bureau de Presse ukrainien en Autriche, 9, Josefstädterstrasse. **Wien.**
13. — Ukrainian National Committee, 217, E. Sixth Street. **New-York City.**
14. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit. Mich.**
15. — Information Bureau of the Ukrainian National Committee. W. S. Capitol C. O. Hon. James A. Hamill O. **Washington.**
16. — Information Bureau, 83, Grand Street. **Jersey City.**
17. — Bureau ukrainien d'information aux U.S.A. 16, Jackson Place. **Washington. D. C.**
18. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street. **Scranton.**
19. — Comité pour le secours aux prisonniers de guerre ukrainiens en Italie, Mme Belmain, 89, Via del Gesù. **Rome.**
20. — Comité ukrainien en Italie, M. Ivan Grinenko, 18, Via Muzio Clémenti, **Rome.**
21. — Chef de la Mission extraordinaire au Vatican, comte Michel Tyszkiewicz, Hôtel Beau-Rivage, **Ouchy**-Lausanne.
22. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Hôtel Suisse. **Berne.**
23. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**
24. — Central Ukrainian Cummitee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man.
25. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Dændelsstraat, 9, **La Haye.**

En vente au BUREAU UKRAINIEN

11, Avenue de la Gare.

Dr MICHEL LOZYNSKY

Les « droits » de la Pologne sur la Galicie.

Sur quoi se basent les Polonais pour prétendre à la Galicie.

Prix : 8 fr.

Comte M. TYSZKIEWICZ

La Littérature Ukrainienne.

(D'après M. Serge Efremov, Mme O. Efimenko, le professeur M. Hrouchevsky et d'autres écrivains ukrainiens.)

Avec nombreuses illustrations.

Prix : 2 fr. 50

Revendications ukrainiennes.

Mémorandum présenté aux pays neutres et belligérants.

Prix : 1 fr.

BORIS-E. NOLDE

Professeur à l'Institut de Pierre le Grand, à Petrograd.

L'Ukraine sous le protectorat russe.

Avec portraits des Hetmans de l'Ukraine.

Prix : 1 fr. 50

P. STEBNITSKY

L'Ukraine et les Ukrainiens.

Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.

au 1/1 000 000e

Carte de l'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.

Prix : 1 fr.

ALEXANDRE CHOULGUINE

L'Ukraine, la Russie et les Puissances de l'Entente.

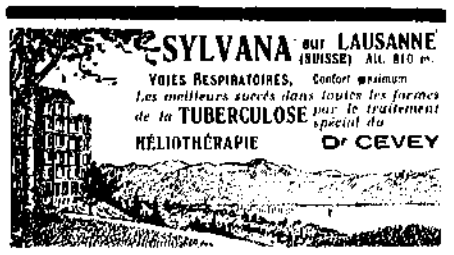
Prix : 2 fr.

Tarif des annonces.

1 page	Fr.	500.-
1/2 »	»	250.-
1/4 »	»	130.
1/8 »	»	70.-
1/16 »	»	38.-
1/32 »	»	20.-
1/64 »	»	12.-

La ligne ou son espace fr. 1.25.

Réduction de 25 % pour une annonce répétée 12 fois.



LA BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.

Elle bonifie un intérêt de

4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.

En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

L'Argus suisse de la presse S.A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux?

par M. le Dr F. CEVEY

1 vol. in-16 à fr. 4.—

Se vend dans toutes les librairies.

LIBRAIRIE UKRAINIENNE

La librairie ukrainienne, anciennement rue Haldimand, a été transférée

11, avenue de la Gare, Villa Mont-Riant

Toutes les publications ukrainiennes parues.

Les ouvrages concernant la question des Nationalités.

Grand choix en tableaux, gravures, cartes postales, etc.

A VENDRE

collection du journal l'UKRAINE

(1915-1916-1917-1918). Prix : 40 fr.

Collection des PROBLÈMES DE L'UKRAINE

150 numéros. — Prix : 400 fr.

Langues orientales

Russe, Polonais, Ukrainien, Serbe, Hébreu, Grec, Chinois

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.

Avenue de la Gare, 23, - LAUSANNE

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société des Na

Bibliothèque Nationale Suisse

BERNE

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois » 5.—
Trois mois, » 2.50

Adresse télégraphique: Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

ction et Administration: 11, Avenue de la Gare, 11 Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19.65

Pour les annonces voir page 4

N° 99 Lausanne, 1er Mai 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, 28 avril 1919.

Le nouveau gouvernement de la République.

Le cabinet Martos a adressé au peuple un manifeste pour annoncer la politique qu'il entend poursuivre : il reste inébranlablement sur la base de la liberté et de l'indépendance de l'Ukraine et souhaite vivre en bonne intelligence avec les Polonais et les Russes, à condition que ceux-ci cessent de vouloir attenter à la liberté du pays. Jusque-là il devra continuer la lutte.

Le cabinet Martos repousse toute immixtion étrangère dans les affaires de l'Ukraine et renonce à demander l'appui militaire d'aucune puissance. Le peuple ukrainien sera assez fort pour se libérer lui-même. La réforme agraire démocratique sera appliquée immédiatement et le gouvernement réprimera sévèrement les tentatives d'anarchie et en particulier les excès contre nos concitoyens juifs.

Si le succès couronne ce programme, le cabinet Martos aura sauvé le pays. On ne saurait rien lui souhaiter de mieux.

La Diète de la République occidentale.

En clôturant sa session, le Conseil national de la République occidentale a voté la loi électorale et convoqué la Diète qui doit se composer de 226 députés, dont probablement 160 Ukrainiens, 33 Polonais, 27 Juifs et 6 Allemands, élus au système proportionnel. Les femmes jouiront du droit de vote actif et passif.

Les résultats mêmes de ces élections seront le meilleur plébiscite pour prouver au monde le caractère essentiellement ukrainien de la Galicie orientale.

Un message du président Wilson.

Dans son message au peuple italien, qui a provoqué le grave incident diplomatique de ces jours derniers, le président Wilson a rappelé l'engagement solennel pris par les Alliés de reconnaitre loyalement les droits de chacune des nationalités de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Ces déclarations touchent aussi bien l'Ukraine occidentale, et nous prenons acte, une fois de plus, d'affirmations qui font aux Alliés un devoir absolu de cesser toute différence de traitement entre Polonais et Ukrainiens d'Autriche-Hongrie.

La plus grande cause du conflit de Galicie est certainement cette habitude scandaleuse qu'ont prise les Polonais de considérer les Ukrainiens comme non-existants parce que leur Etat n'est pas encore reconnu par l'Entente. Cette dernière ne peut pas ignorer la responsabilité qu'elle prend en retardant sa décision.

Genève siège de la Ligue des nations.

C'est avec un grand plaisir que nous apprenons le choix définitif de Genève comme siège de la Ligue des nations. Nous félicitons bien sincèrement nos amis suisses et les Genevois en particulier du grand honneur qui leur est décerné par la Conférence de la paix.

Nous sommes les premiers à nous en réjouir, étant donné tous les souvenirs qui nous rattachent à la noble ville des bords du Léman. Nombreux ont été les patriotes ukrainiens, de Dragomanov à Vinnitchenko, qui ont trouvé asile à Genève et qui en ont fait pour un temps le centre de leur activité politique d'exilés.

Nous-mêmes jouissons depuis plusieurs années de la cordiale hospitalité de la Suisse et nous espérons que le gouvernement de notre République établira bientôt à Genève, d'une manière permanente, une représentation ukrainienne digne de notre patrie et des liens d'amitié qui nous unissent à la Suisse et à toutes les nations de la Ligue.

LE RECUL BOLCHÉVISTE

La prise de Kiev.

Nous avions déjà expliqué ici l'attitude des socialistes ukrainiens d'extrême gauche, qui se sont immédiatement séparés des bolchévistes russes, sitôt que ceux-ci ont voulu proclamer la réunion de l'Ukraine à la Russie. On voit que, même nos bolchévistes sont intransigeants sur ce point. Les troupes des soviets ukrainiens qui avaient lutté jusqu'ici contre le Directoire sous la direction de l'ataman Zeleny, se sont retournés cette fois contre Moscou et viennent de reprendre Kiev avec l'aide des paysans insurgés.

On ne sait pas encore si la jonction se fera entre les troupes de Zeleny et celles de Petlura, mais un effort doit être tenté dans ce sens puisque le ministère Ostapenko a été remplacé par un cabinet socialiste présidé par M. Martos. Petliura a proclamé la dictature et s'est avancé tout près de Kiev. Il est fort probable qu'il traite avec les soviets ukrainiens pour rétablir l'unité du pays.

Les bolchévistes russes sont donc en retraite et leur armée du sud, réfugiée près de Tiraspol, risque d'être coupée et bientôt prise entre les feux des troupes du Directoire et de celles des soviets ukrainiens d'Odessa. Les armées de Lénine ont contre elles encore tous les paysans presque unanimes. L'histoire a bien montré que l'Ukraine reste toujours aux mains de ceux qui ont les paysans de leur côté. Les bolchévistes russes ne peuvent plus guère se faire d'illusions sur ce point. Lénine lui-même s'est plaint l'autre jour dans un discours que les bolchévistes aient trop peu d'organisations communistes en Ukraine pour pouvoir prendre aux paysans ukrainiens leur blé qu'ils se refusent à livrer avec un entêtement incompréhensible.

C'est ainsi que l'Ukraine se dégage un fois de plus de la domination étrangère et qu'elle donne à l'Europe l'exemple d'une nation jamais lasse de lutter pour son indépendance. Ces événements auront sans doute leur répercussion naturelle à Paris où l'on devra bien finir par comprendre qu'il ne sert à rien de nier plus longtemps l'existence et la vitalité de notre nation. Ce qu'on devra comprendre aussi, en examinant de près comment les bolchévistes russes sont chassés peu à peu de chez nous, c'est que, si notre population est essentiellement agricole, il ne s'ensuit pas qu'elle soit réactionnaire. Bien au contraire, nos paysans ont lutté contre Skoropadsky et Dénikine avec une énergie plus grande encore.

Ce n'est pas contre les idées sociales avancées que se dresse la résistance du peuple ukrainien, c'est contre n'importe quel régime étranger qui veut lui imposer sa volonté et contre n'importe quel envahisseur qui veut lui prendre son blé. Nos paysans veulent le partage des terres et veulent être libres de travailler en paix sans être constamment obligés de se battre contre l'un ou l'autre. C'est une situation bien tragique en effet que celle de ce pays dont la terre est si riche que les voleurs ne peuvent lui laisser une minute de répit.

Le Directoire vient de confirmer à notre délégation, à Paris, la mission de représenter l'Ukraine à la Conférence de la paix. Puisse cette dernière ne pas trop tarder à reconnaître à notre peuple les droits sacrés qu'il défend au prix de tant de sacrifices. Ce sera le meilleur moyen de rendre à l'Ukraine son rôle international, qui est de ravitailler en blé les autres nations d'Europe.

Nous donnons plus loin la description du régime bolchéviste en Ukraine par un témoin oculaire. Ces notes feront mieux comprendre à nos lecteurs le violent coup d'épaule que viennent de donner nos paysans pour se débarrasser des dominateurs étrangers.

DANS L'UKRAINE SOVIÉTISTE

Depuis que les armées bolchévistes russes, chinoises, lettones, etc. ont fait invasion dans l'Ukraine, la situation de notre pays a beaucoup changé. Les villages et les bourgs éloignés des voies de communication ne sont pas encore habitués au nouveau régime, mais les grandes villes et localités situées sur les réseaux de chemin de fer sont déjà complètement méconnaissables.

Les riches, les bourgeois sont déjà remplacés par les « lumpen prolétaires » industriels et agricoles. Partout la classe pauvre, illettrée et sans éducation, dirige la vie et se trouve aux premières places de la hiérarchie sociale. Les bolchévistes se conduisent sans pitié envers les bourgeois, les traitant comme inutiles et condamnés d'avance à mort. La plupart d'entre eux sont mobilisés pour des travaux obligatoires pour l'armée et les fortifications militaires. Ils sont chassés de leurs appartements, privés de toutes ressources habituelles ; pour se tenir debout, ils sont obligés de travailler comme autrefois les derniers miséreux. Seuls les Juifs s'accommodent de la situation en adoptant immédiatement le genre de conduite bolchéviste, en s'occupant de spéculations ou d'emplois gouvernementaux ou encore en échangeant les divers produits entre la ville et les paysans. Chose curieuse, les billets de banque ukrainiens trouvent beaucoup plus de confiance qu'auparavant parmi la population, ils sont en tout cas préférés aux roubles « kerenskis » ou « romanovkis ».

Au point de vue national, les villes ont repris leur aspect du régime des tzars. Partout on entend la langue russe et seuls, les paysans parlent avec opiniâtreté l'ukrainien, malgré les chicanes des moscovites, des juifs et des lettons.

Les réquisitions se poursuivent sans relâche et le désarmement complet de la population est ordonné sous menace d'être fusillé. Ces faits ont immédiatement ouvert les yeux à tous et rendent les paysans hostiles aux nouveaux maîtres. En effet, des terres ont été partagées entre eux, mais sans lois ; les agriculteurs se trouvent peu rassurés et se demandent si ce n'est pas une chose vaine. Dès les premiers jours d'invasion, une haine ouverte se propageait parmi la population contre les étrangers russes, etc. venus du Nord pour exploiter leurs richesses. Même les chefs dogmatiques des nationalités ukrainiennes, surtout du parti « Selianska Spilka » (Union des paysans) sous l'influence du parti social-révolutionnaire ukrainien et les partisans du social-démocrate-indépendant-communiste, commencèrent à faire une propagande contre le nouveau régime soviétiste imposé par l'étranger. Les fameux révolutionnaires Chynkar et Zeleny ont également monté le drapeau des révoltés ; les bolchévistes ukrainiens combattent les bolchévistes russes dans les provinces de Poltava, de Charkov et ailleurs.

Kiev, capitale de l'Ukraine, et Charkov, ville industrielle du Slobodska Ukraïna, si gaies et si tumultueuses autrefois, sont à présent plongées dans un profond silence de mort depuis 8 à 9 heures du soir. Toute la population se cache devant les brigands, les « okhrana rouges », pour éviter les persécutions systématiques. Les nombreux cafés « chics » comme le « Métropole » à Charkov ou le « Continental », « Paris » et autres à Kiev, sont maintenant peuplés le soir de sales Chinois, de grossiers Magyars et d'Allemands, de silencieux Lettons et de matelots ivres. Ces conquérants d'aujourd'hui sont partout aux premières places sans s'occuper des besoins des aborigènes.

A Charkov, qui était occupée par les bolchévistes russes encore le 15 janvier, les autorités se trouvent dans les vastes locaux de la rédaction du journal *Jouzny Kraï* où tout le stock de papier pour la somme de un million de roubles a été réquisitionné.

Une masse de patriotes ukrainiens furent arrêtés et entre autres M. Koulinytch et le professeur Soumtzov. Ce dernier, un vieillard de soixante-deux ans, savant bien connu et qui est complètement indifférent à la politique a été fusillé pour n'avoir pas voulu reconnaître l'autorité du « Sovnarkom » (Soviets des commissaires populaires).

Le nom de plusieurs rues a été changé on a donné d'autres noms. Ainsi la place de la cathédrale s'appelle actuellement « Place des Soviets » ; la rue Nikolaievska, « Rue Jevlevska », etc.

A Kiev, occupée depuis le 2 mars, toutes les banques sont nationalisées et les coffres-forts fouillés. Le comité exécutif bolchéviste a décidé de suspendre l'activité du Comité central des associations de paysans « Selianska Spilka » et a décrété de faire rédiger l'organe du parti social-révolutionnaire *Narodna Vola* par des rédacteurs soviétistes russes, de telle manière que les paysans soient induits en erreur sur le caractère du journal. Partout les bolchévistes moscovites, en conquérants impérialistes rouges, ont interdit sous peine de mort la célébration de l'anniversaire du poète national de l'Ukraine, du démocrate Chevtchenko, qui devait avoir lieu comme d'habitude le 27 mars. En un mot, on introduit les mesures les plus draconiennes comme au temps du tzarisme.

Le 9 février, le gouvernement des commissaires de l'Ukraine soviétiste était composé comme suit :

Président des Affaires étrangères, Rakovsky ; guerre, Podvoïsky et Mezlouk ; propagande, Artem ; intérieur, Averine et Vorochilov; instruction publique, Zatonsky; agriculture, Kolegaïv ; justice, Chmelnitzky ; approvisionnement, Schlichter et Boubnov ; contrôleur et chef suprême de l'instance socialiste, Skrypnik ; généralissime, Ovsienko (Antonov); Conseil de guerre révolutionnaire, Antonov-Ovsienko, J. Kotzubinsky et Schadenko.

La plupart de ces ministres sont de nationalité russe et très hostiles à la renaissance nationale ukrainienne.

Les vivres et les produits alimentaires sont réquisitionnés partout et exportés en grande hâte à Moscou et autres villes du Nord. Le 28 février, les bolchévistes ont emporté de l'Ukraine 60 wagons de blé, 2 wagons d'objets manufacturés, 30 wagons de sucre, etc. Depuis lors, on a encore transporté pour des millions et des millions de blé et sucre, sans compter les réquisitions de wagons, automobiles, etc.

D'un autre côté, le Comité d'approvisionnement de Moscou communique que durant la période du 5 au 15 février, d'une seule province de Kiev, ont été envoyés en Russie 1 million 200 000 pouds de sucre et qu'un autre envoi suivra.

Notre brigade de tirailleurs galiciens, la meilleure troupe de la République, dans la nécessité d'abandonner Kiev sans avoir livré bataille, a affiché sur tous les murs, avant son départ, une proclamation disant son prochain retour à la capitale. A Kiev, les bolchévistes n'ont pour ainsi dire aucun appui ; leur pouvoir de plus en plus diminue, la population vit en pleine anarchie. Les commandements militaires de l'armée rouge s'emparent à la hâte dans les dépôts ukrainiens de tout ce qui peut être emporté, habits, bottes, etc.

Les fabriques de sucre avec leurs énormes dépôts comme ceux de Skotochodovo, Chebekino, Kianitza, Trostianitza, Louka, Natalievka, etc. dans les provinces de Charkov sont déjà complètement vidées.

Après l'occupation de Kiev par les bolchévistes fut organisé un « Sovdep » auquel envoyèrent leurs représentants les partis suivants : communistes, socialistes-révolutionnaires de gauche, social-démocrate indépendant, Bund — juifs, et autres organisations socialistes. Le pouvoir exécutif resta cependant aux mains des bolchévistes russes ayant à leur tête Rakovsky et Pod-

voïsky. Ceux-ci déclarèrent bientôt la réunion fédérative de l'Ukraine à la Moscovie. Immédiatement alors tous les partis ukrainiens nationaux avec les « Bund » et « Serpe » (parti social-juif-ouvrier) se sont retirés de ce Soviet russificateur. La *Nove Zitia* du 1er mars nous communique la résolution prise au sujet de ce conflit par le parti social-démocrate indépendant. « Nous pourrions entrer dans le gouvernement et porter la responsabilité de ses réformes seulement à condition que tous les organes officiels des autorités suprêmes soviétistes ukrainiennes, comme les Russes, reconnussent l'indépendance et la souveraineté de la République socialiste ukrainienne. Nous pourrons travailler en commun seulement si l'on introduit en Ukraine une politique stable, nationale et sociale et si la langue officielle en Ukraine est exclusivement la langue « ukrainienne ».

A la suite d'une même déclaration au commencement de la guerre avec la Russie, les trois quotidiens ukrainiens de Kiev : *Tchervony Prapor* (drapeau rouge), *Borotba* (la lutte) et *Narodna Vola* (la volonté populaire) tombèrent sous le sévère contrôle des bolchévistes moscovites.

Le radio de Kiev du 8 mars informe que le commissaire bolchéviste des voies et communications a ordonné que toutes les personnes qui d'après l'ordre de Petliura prirent part au mouvement gréviste des chemins de fer, lors de l'invasion de l'armée rouge, soient immédiatement congédiées sans aucune indemnité.

On peut dire franchement que la République des bolchévistes russes, très sensiblement appuyée par la conquête de l'Ukraine, peut dès à présent organiser ses trois millions de soldats de l'armée rouge.

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS

*** *1-2 mars.* — Un Congrès des ingénieurs et des techniciens ukrainiens de l'Ukraine occidentale a eu lieu à Stanislaviv sous la présidence de M. Kosanevitch, secrétaire d'Etat pour les travaux publics. M. Martinetz, secrétaire de l'agriculture, et M. Miron, secrétaire des voies de communications.

*** *2 mars.* — A Loutzk, en Volhynie, a eu lieu un très important Congrès des instituteurs des écoles primaires.

*** La Rada du district d'Iziaslaw a organisé partout les Radas des paysans agriculteurs. La mobilisation pour les troupes nationales s'est effectuée très favorablement. La population du district de Berdtchev a fait des déclarations hostiles aux propagandes bolchévistes.

*** *3 mars.* — Le Congrès des paysans des districts de Dubno et de Latychiv a eu lieu en Volhynie.

*** *8 mars.* — Depuis la chute de l'hetman jusqu'à cette date le gouvernement du Directoire a envoyé en Galicie orientale 639 vagons de vivres, malgré les grandes difficultés techniques qui existent en ces temps de guerre.

LES INTRIGUES RUSSES

Nous publions ci-après une interview avec le colonel Riaboff-Rechetine, ancien chef d'état-major de la fameuse armée d'Astrakan, publiée par le journal *Istina* (La Vérité) d'Ékaterinodar, le 30 décembre 1918. Ses révélations jettent un peu de lumière sur l'activité des Allemands et de leurs amis, les monarchistes russes restaurateurs de la Russie une et indivisible. Leur jeu était fort simple. A Kiev, sous le règne de Eichhorn et du hetman Skoropadsky, les partisans d'une grande Russie impérialiste et les monarchistes de toutes nuances, y compris les soi-disant fédéralistes moscovites, travaillaient pour organiser les forces armées en Ukraine et dans le pays du Don. D'accord avec les Allemands, ils fondèrent à Kiev la garde-blanche et les cadres des armées d'Astrakan, du Sud, etc. Aux Cosaques du Don, le gouvernement de Skoropadsky donna des sommes énormes, des munitions, des canons, des aéroplanes, etc. On prétend même que l'hetman vendit, lors de pourparlers secrets, trois districts totalement ukrainiens (Taganrog, Donetzky et Rostov) aux monarchistes russes, soutenus par le général Krasnoff, ataman du pays du Don.

De l'autre côté, ces mêmes monarchistes russes, en usurpateurs, organisèrent au pays du Kouban, contrée purement ukrainienne, une armée de volontaires russes sous le commandement de Denikine. Ce dernier en incorporant de force les Cosaques du Kouban et du Terek et les paysans ukrainiens des provinces de Stavropoul et de la mer Noire, également en vue de la restauration d'une Russie unifiée, agissait en plein accord avec l'ataman Krasnoff payé par les Allemands. La différence était telle que, pendant que les monarchistes de l'armée d'Astrakan et du Don préparaient leurs coups à l'aide de l'argent prussien comme nous le prouvent les révélations de M. Riaboff-Rechetine, le général Denikine, M. Sasonoff et leurs amis de Paris, faisaient des efforts analogues avec l'aide de la France et de leur amie, la Pologne historique.

Ces deux organisations agissaient dans le même but et en contact étroit contre la liberté et l'indépendance du peuple ukrainien.

Nous avons déjà parlé à différentes reprises de ces machinations russo-franco-allemandes et ce sont eux-mêmes qui maintenant nous en donnent des preuves abondantes. Il n'y a rien d'étonnant après cela que la population de la République ukrainienne se soit montrée si hostile à ces organisations militaires, lors des insurrections contre le régime hetmanal, en appuyant la marche des bolchévistes contre leurs ennemis nationaux. Notre peuple, en secouant le joug de ces conquérants rouges et communistes moscovites, leur laisse cependant pleine liberté d'agir en pays du Don et Kouban pour chasser de nos territoires nationaux les impérialistes conquérants noirs.

* * *

« Avant tout, déclara M. Riaboff-Rechetine, je dois m'arrêter sur la politique du général Krasnoff, ataman des Cosaques du Don. Son action se partage en deux périodes : 1. Quand le général Krasnoff était sûr de la puissance de l'Allemagne ; 2. Quand il dut se persuader de la débâcle de l'influence allemande et décida de tourner son gouvernail vers Londres.

Pour l'accroissement de l'influence du Don, il fut décidé d'élargir la frontière de cette province, à l'aide des Allemands et au profit des autres provinces russes : Voronej, Saratoff, Ekaterinoslav et d'une partie de la province d'Astrakan, en incorporant également à l'aide du prince Toundoutoff, tout le peuple Kalmuck dans les steppes du Volga. Je parlerai de la première période (allemande) de l'épopée du pays du Don, comme de la période qui m'est la plus connue.

Après l'annexion des provinces ci-mentionnées et l'expulsion des bandes bolchévistes, le général Krasnoff avait décidé de réunir les provinces de Kouban, du Don, d'Astrakan, terres des Kalmucks, de Stawropol et le pays des Cosaques du Terek, dans une seule Union Donc-Caucase, dont le gouvernement serait composé du Conseil extraordinaire des atamans sous la présidence de l'ataman supérieur, — le général Krasnoff.

Il fut décidé, pour l'exécution du programme arrêté, de créer à nouveau l'armée des cosaques d'Astrakan dispersée après l'occupation de la ville d'Astrakan par les bolchévistes. Le plus actif dans cette affaire fut le prince kalmuck Toundoutoff, ancien membre du gouvernement d'Astrakan. Au mois de mars 1918, le prince Toundoutoff fut arrêté par les bolchévistes près de Stavropol, mais il réussit à se sauver dans les montagnes. Là-bas le prince se mit à la tête d'une députation de montagnards qui allait à Batoum pour les pourparlers avec les Turcs. A Batoum, le prince Toundoutoff se rencontra avec les représentants du commandement allemand. Les Allemands intéressés par le prince kalmuck qui proposait encore une nouvelle combinaison du démembrement de la Russie, l'envoyèrent à Berlin.

Guillaume choya Toundoutoff et, intéressé par l'accaparement de l'embouchure Volga-Astrakan, comme pouvant servir de route pour la Perse, lui proposa des armes et de l'argent à profusion pour l'organisation de l'armée d'Astrakan.

Toundoutoff retourna au pays du Don rempli de projets les plus radieux et déclara que Guillaume lui avait ouvert le crédit de 16 millions de roubles rien que pour les premières dépenses.

Une partie monarchiste de la droite, par l'intermédiaire d'un certain J. A. Dobrinsky suggéra au prince Toundoutoff l'idée que l'armée d'Astrakan devait se former sous le drapeau monarchiste. Il fut promis pour cela une aide pécuniaire très large, venant des ressources du bloc des conservateurs russes de Kiev. Ainsi prit naissance l'armée d'Astrakan. Les Astrakans, pour affaiblir l'armée des volontaires, ont dépensé des sommes très grosses, en payant tous les ennemis de cette dernière. Sur leurs instances, les officiers et les soldats de l'armée d'Astrakan et de l'armée du sud furent beaucoup mieux rétribués que ceux de l'armée des volontaires. Ainsi, le simple officier de l'armée d'Astrakan recevait 500 roubles par mois, le commandant du corps d'armée, 1200 roubles, le simple soldat, 115 roubles, etc. Alors en cinq mois, par les mains d'un seul, M. Riaboff-Rechetine, ont passé, pour les besoins militaires de l'armée d'Astrakan, 12 millions de roubles envoyés directement par les Allemands ou par la voie de l'Ukraine.

La première fois, l'argent allemand fut reçu au commencement de juillet. Le prince Toundoutoff, arrivé de Rostov sur le Don, avait apporté une valise, remplie de billets de banque tout neufs, de Nicolas II, pour la somme de 500 000 roubles. 100 000 roubles furent payés à J. Dobrinsky, 100 000 furent pris par le prince Toundoutoff pour sa caisse personnelle, le reste fut dépensé pour les besoins militaires. Le prince Toundoutoff en remettant l'argent à M. Riaboff-Rechetine, colonel de l'état-major de l'armée d'Astrakan, fut excessivement gai et déclara : « Ce n'est que la première avance allemande. Les sommes plus grosses vont venir. »

Après examen attentif, les billets de banque reçus par l'état-major de l'armée d'Astrakan, furent reconnus faux. Les billets étaient de la valeur de 10, 25, 100 et 500 roubles et étaient si bien imités qu'on ne pouvait remarquer aucune différence d'avec les billets authentiques. Surtout les billets de 100 à 500 roubles étaient parfaits. La contrefaçon ne pouvait être découverte que par un spécialiste et après un examen minutieux. La population accepte très volontiers ces billets et les garde naïvement dans ses coffres.

Avec le même argent faux, furent entretenues l'armée du sud, l'armée de Saratoff et toutes les organisations et les agences allemandes, nombreuses au pays du Don.

Je ne me trompe pas, remarqua M. Riaboff-Rechetine en disant que les Allemands ont laissé au pays du Don plus de 150 millions en billets de banque faux. Il est clair que dans l'avenir aucun gouvernement ne reconnaîtra cet argent. Il paraît que tout cet argent fut fabriqué à Leipzig. Outre les billets de banque des tzars, les Allemands ont envoyé des faux billets de Kerensky de la valeur de 250 et de 1000 roubles. L'intermédiaire principal entre le commandement allemand de Kiev et le prince Toundoutoff fut J. A. Dobrinsky, suffisamment connu dans le service du contre-espionnage de l'armée des volontaires.

Officiellement ce Dobrinsky était le chef du cabinet politique du gouvernement d'Astrakan : non officiellement c'était un habile agent allemand qui travaillait déjà depuis longtemps avec eux. C'est une espèce de Khlestakoff politique, un intrigant et un bavard, mais en même temps un très dangereux et nuisible aventurier. L'année dernière il a sut gagner la confiance de feu le général L. G. Korniloff et faillit l'entraîner dans la campagne d'Astrakan qui aurait eu pour conséquence la perte de toute l'armée des volontaires.

Dobrinsky circulait sans cesse entre Rostov, Novotcherkask et Kiev. Il avait des relations solides dans des cercles monarchistes de la droite qui fondaient de très grandes espérances sur son talent. « Autre que moi personne ne sera capable de restaurer la monarchie en Russie » — disait-il prétentieusement. Il est incroyable que les politiciens de l'ancien gouvernement, les Allemands sérieux et des personnages importants, comme l'hetman Skoropadski, aient confié à cet aventurier les secrets de leurs jeux politiques. Au cours des derniers six mois aucune aventure politique ne se passait sans la participation de Dobrinsky. Pour ses mérites personnels il fut promu par le prince Toundoutoff au grade de général. Après cela, « Son Excellence » J. Dobrinsky partit pour Kiev où il arrangea à Krasnoff l'entrevue avec l'hetman de l'Ukraine qui avait remis personnellement à l'ataman du Don 76 millions de roubles pour l'organisation de l'armée. L'hetman, de son côté avait reçu cet argent des Allemands.

Les complices principaux de Dobrinsky, à Novotcherkask, furent le comte Siwers, le starchina J. A. Rodionoff — l'auteur du livre « Notre crime » et le colonel Bassoff. M. Rodionoff était la main droite de Dobrinsky et lui apportait son aide dans toutes les affaires. Le colonel Bassoff dirigeait les services de contre-espionnage et de la propagande ; il s'occupait beaucoup de l'armée des volontaires. Recevant des sommes énormes des Allemands, Dobrinsky n'oubliait pas ses collaborateurs. Par exemple il est connu que Rodionoff touchait trois cent mille roubles par mois pour l'entretien du seul département de renseignements du Don. A Kiev, le représentant de l'organisation de Dobrinsky fut le colonel S. M. Ratmanoff, celui qui trahit si honteusement feu L. G. Korniloff, qui le considérait comme son meilleur ami et coreligionnaire. Le colonel Ratmanoff travaillait en contact continuel avec le major Jarosch, chef du département politique de l'état-major du général Eichhorn. L'intermédiaire dans les communications avec Jarosch fut l'espion international bien connu Belaieff-Zadowski (dit Gorunine). Ratmanoff s'occupait de l'enrôlement des officiers volontaires dans l'armée d'Astrakan et dans l'armée du sud. Les Allemands mettaient des millions à sa disposition personnelle.

Dobrinsky et Radianoff dirigeaient toute la propagande électorale au profit de Krasnoff. Pour la propagande des idées monarchistes, Radianoff se mit à éditer un journal de pogroms et du cent noirs russes « Tchasovoï » (La Sentinelle) très populaire auprès du commandement allemand.

Le journal prêchait les idées contre l'Entente et accusait les Anglais d'être des fauteurs de la révolution russe.

Dobrinsky avait encore une organisation spéciale et terroriste qui avait pour but l'extermination des gens qui ne convenaient pas à lui ou aux Allemands. A la tête de l'organisation terroriste qui se dissimulait sous le drapeau de l'armée d'Astrakan, se trouvait le capitaine Sosnovsky, garde de corps de Dobrinsky.

A l'aide de cette organisation fut tué à Kiev le membre de la délégation bolchéviste de paix, Potemkine et ensuite fut enlevé le général bolchéviste Sitine. Le premier fut tué par la propre main de Sosnovski. Le général bolchéviste Sitine, après son enlèvement mystérieux, fut caché dans l'appartement du colonel Ratmanoff.

Le meurtre de Potemkine et l'enlèvement de Sitine avaient pour but de provoquer le gouvernement ukrainien et d'amener la rupture des pourparlers de paix avec les bolchévistes. En conclusion de son récit, le colonel Riaboff-Rochetine déclara que l'armée d'Astrakan se trouve à présent dans un état de dislocation. Le prince Toundoutoff a perdu aux yeux de ses subordonnés et des cosaques toute son autorité. Pendant que les Allemands étaient en force, il gardait son prestige, mais son changement d'orientation l'avait rendu ridicule. Une grande partie des officiers de l'armée quitta Toundoutoff et passa dans l'armée des volontaires. »

Chronique économique et financière.

Banque coopérative populaire.

D'après les statuts de cette organisation, on verra qu'elle n'est pas autre chose qu'une banque ordinaire par actions avec quelques changements dans sa construction, adaptés au service des coopératives. En réalité, elle n'est pas pareille aux autres. L'Ukrainbank est le centre financier des coopératives auxquelles elle donne du crédit et régularise le roulement d'argent dans les organisations coopératives.

Dans l'ancienne Russie, notre Ukrainbank était la troisième. La première banque de ce genre a été fondée à Varsovie en 1911 et la seconde à Moscou en 1912.

Les nombreuses coopératives ukrainiennes se développent bien et, possédant des propres fonds de plus de 100 millions de roubles, ont fondé l'Ukrainbank en 1917 pour leur service personnel. Seules les coopératives peuvent être actionnaires de cette banque, ce qui fait que toutes les actions sont entre leurs mains ; c'est la première raison qui la fait différer des autres banques.

L'Ukrainbank dirige toutes les opérations commerciales et, à la demande de l'union coopérative, achète toutes les marchandises qui leur sont nécessaires. Actuellement sont entrées comme actionnaires dans l'Ukrainbank les organisations suivantes : 42 Unions coopératives de crédit, 58 Unions coopératives de consommation, 35 coopératives diverses et 3 Unions coopératives agricoles, en tout 138 Unions coopératives nationales.

Pour éclaircir la physionomie formelle et de facto de l'Ukrainbank, il faut dire que cette organisation dirige toutes les opérations de banque, mais ne traite les questions d'escompte qu'avec l'Union coopérative ; c'est la deuxième raison qui la fait différer des autres banques.

En ne faisant des opérations d'escompte qu'avec l'Union coopérative, la banque ne court aucun risque, de son activité étant responsables : d'abord l'Union des coopératives, ensuite les nombreuses organisations coopératives locales qui forment cette union. C'est pourquoi l'Ukrainbank a acquis une grande popularité et gagné la confiance de toute la population. Un petit détail : pendant la révolution et troubles populaires, quand toutes les autres banques privées avaient perdu la confiance de la masse, les caisses de l'Ukrainbank ont continué leurs versements avec la même fréquence et régularité qu'avant. Créée le 20 novembre 1917 avec un capital fondamental de un million de karbowanetz, elle possède après une année d'activité un capital fondamental de 10 millions de karbowanetz et, le 1er février 1919, une balance de 133 millions de karbowanetz.

Son activité s'étendant de plus en plus, elle possède maintenant 13 succursales dans tous les grands centres de l'Ukraine : 2 banques à Kiev, 1 à Vinnitza, 1 à Poltava, 1 à Tchernigov, 1 à Romny, 1 à Ekaterinoslav, 1 à Charkov, 1 à Alexandrovsk, 1 à Jitomir, 1 à Odessa, 1 à Tcherkassy, 1 à Umagne.

Son but actuellement est d'entrer en communication avec les sphères financières de l'étranger et diriger des opérations d'exportation et importation que le gouvernement a confiées aux coopératives ukrainiennes. L'Ukrainbank fait des démarches pour ouvrir maintenant des succursales à Paris et à New-York, en se proposant d'en fonder aussi en Suisse et en Italie.

Le crédit de plusieurs centaines de millions de karbowanetz que le gouvernement alloue aux coopératives pour l'achat à l'étranger de marchandises nécessaires au pays et pour l'avance de prêts en vue de l'extension de l'industrie et de l'agriculture, est distribué par l'Ukrainbank.

Espérons que les coopérateurs chargés de cette tâche développeront au plus vite leur activité également en Suisse. S. W. P.

Revue de presse étrangère

Presse italienne.

Le mystère d'Odessa.

Sous ce titre le « Corriere d'Italia » du 18 reproduit l'interview de M. Paneyko, vice-président de la délégation ukrainienne à Paris avec M. Domenico Russo. Odessa assiégée, Odessa abandonnée, la Crimée menacée, Sébastopol en péril, c'est l'histoire de l'Orient malheureusement trop peu connue du grand public. Ce que M. Paneyko m'a dit en une heure de conversation très intéressante, éclaire à fond une situation qui demande des remèdes rapides et radicaux. Le Dr Paneyko ne cache pas que la situation de l'Ukraine après la chute d'Odessa est très grave; il est convaincu cependant que Petliura peut encore sauver la situation. Petliura est le seul homme capable de résister au bolchévisme parce qu'il a derrière lui les foules. Je lui demande à quelles causes sont dus les insuccès militaires de Petliura et du Directoire ukrainien. Il me répond: « C'est toute une histoire douloureuse, tissu d'erreurs qu'en d'autres circonstances je tairais, mais qu'en ce moment où l'avenir de mon pays est en jeu, il est de mon devoir de révéler. Il faut remonter aux jours de domination de Skoropadski, à son régime de terreur, et toutes les brutalités, les maux du désordre tsariste associés aux brutalités des Allemands, déversés sur l'Ukraine afin de la piller. Outre par les Allemands, Skoropadski était soutenu par la haute bourgeoisie agricole de l'Ukraine. Mais quand l'écroulement de l'Allemagne arriva, les bases du régime de Skoropadski faiblirent également. Alors apparut Petliura, jeune ardent, Ukrainien pur sang, il n'avait pas cessé durant toute la guerre de faire de la propagande en faveur de l'indépendance de l'Ukraine et avait une fois tenté un coup d'Etat contre le dictateur. J'ai connu Petliura il y a dix ans, lorsqu'il était étudiant en lettres à l'Université de Léopol. Ses études terminées, il se rendit à Petrograd et y resta jusqu'au début de la guerre comme employé de banque. Après la chute de l'Empire il partit pour l'Ukraine où il constitua des centres de résistance contre le bolchévisme, décidé à organiser le nouvel Etat né du morcellement de la Russie. Il comprit qu'entre l'anarchie bolchéviste et le tsarisme il existait une voie de salut et il se mit au travail. Le premier effet inévitable des réformes introduites dans le régime de la propriété agricole fut l'émigration des propriétaires à Odessa. De là ils organisèrent la lutte contre Petliura. Alors prêts à recueillir le fruit des discordes d'autrui, les bolchévistes organisèrent l'invasion. Résolument Petliura organisa la résistance. A la première alarme, la nouvelle armée ukrainienne, pleine d'enthousiasme, vit ses contingents s'accroître de nombreux groupes enthousiastes de volontaires. Son armée aurait été suffisante pour faire front à l'armée rouge, sans l'arrivée des troupes alliées. Soit par ignorance de la situation soit pour d'autres raisons, le commandant allié, au lieu de se montrer disposé à coopérer avec Petliura dans la lutte contre le bolchévisme, se comporta en conquérant, refusa de recevoir les délégués de Petliura et accueillit en amis tous les émigrés russes venus à Odessa pour y constituer un nouveau centre de propagande tsariste contre Petliura. Malgré cela Petliura tenta un nouvel accord avec le général allié. Les conditions qu'il proposa et qui sont connues étaient telles que même un peuple vaincu ne les aurait pas acceptées. Et le peuple ukrainien n'était pas un peuple vaincu; il ne demandait qu'amitié et aide contre les bolchévistes. Pendant ce temps la marche de ceux-ci devenait de plus en plus progressive. Au double assaut Petliura aurait sûrement encore pu résister, mais de l'ouest en survint un troisième, les Polonais méditant la revanche de Léopol. Et comme obéissant à un plan commun, les Roumains s'apprêtèrent à combattre l'Ukraine. Il ne resta à Petliura d'autre voie de salut que de se replier avec ses hommes vers la frontière galicienne. Le moment est grave pour toute l'Europe, il n'y a plus de temps à perdre. Ce qui est arrivé à Odessa et arrive en Crimée devrait suffire à ouvrir les yeux aux aveugles.

Histoire de l'Ukraine.

« Il Secolo » du 31 mars consacre l'article suivant à notre pays.

L'Ukraine, pays des frénétiques danses cosaques, des douces chansons slaves, des rêves rapides, des pittoresques histoires de Gogol, premier berceau du monde russe, nous rappelle la course fantastique du cheval de Mazzeppa, les glorieuses aventures militaires de Charles XII, précipitées dans la bataille de Poltava et reparaissant trait par trait dans les communiqués des nouvelles aventures bolchévistes. Quand les bolchévistes renversèrent le gouvernement de Kerensky à Kiev, Petliura, Vinnitchenko, Holoubowitch et Hrouchewsky, tout en ne partageant pas toutes les idées politiques et sociales de Lénine et Trotzky, exprimèrent leur solidarité au gouvernement des Soviets, surtout parce qu'il avait affirmé le droit des nationalités à l'indépendance complète. Mais Lénine et Trotzky, mus par l'intention d'éteindre « l'incendie de la révolution bolchéviste », n'entendaient pas faire le jeu des « samostiniki ukrainiens », et pour ce motif, bien vite, Petliura et Vinnitchenko virent l'Ukraine envahie par les troupes bolchévistes. La Rada et le gouvernement indépendant furent chassés de Kiev où, après deux jours de lutte sanglante dans les rues, fut installé le gouvernement des Soviets. Holoubowitch et Petliura déçus invoquèrent les Austro-Allemands de chasser les bolchévistes. Les Allemands envahirent l'Ukraine, chassèrent les bolchévistes au delà du Don, laissèrent aux Ukrainiens un feint pouvoir et commencèrent à saccager le pays. Cependant, Holoubowitch et Hrouchewsky, que les bolchévistes considéraient comme des « bourgeois », étaient trop démocratiques pour les Allemands, qui établirent un coup d'Etat pour les chasser et mettre à leur place un général de l'ancien régime, devenu pour l'occasion « hetman », le fameux Skoropadsky. Exploités et maltraités par les Allemands, les Ukrainiens protestèrent, des révoltes agrariennes éclatèrent partout, les paysans constituèrent même des bandes armées contre les Austro-Allemands et les ouvriers sabotèrent le régime allemand par des grèves toujours croissantes.

La victoire des Alliés donna le coup de grâce au régime de Skoropadsky. Quelques milliers de soldats ukrainiens à la tête desquels se trouvait l'ancien ministre de la guerre Petliura, s'emparèrent en décembre dernier de Kiev; l'hetman Skoropadsky s'enfuit en Suisse et le nouveau gouvernement ukrainien appelé « Directoire » dirigé par Petliura, Vinnitchenko et par le général Grekow, assuma le pouvoir. Mais il fut bref; les réformes sociales du Directoire ne satisfaisaient pas les Soviets ukrainiens qui avaient été élus après le départ des Allemands. Les soviets ukrainiens demandaient la dictature et le bolchévisme; le Directoire était divisé: Vinnitchenko sympathisait avec le bolchévisme; Petliura était un socialiste minimaliste. Les armées rouges bolchévistes envahirent l'Ukraine où elles furent accueillies favorablement par la population. Le Directoire comptant sur le débarquement d'une division française à Odessa, déclara au milieu de janvier, la guerre à la République russe des Soviets, mais quelques jours après, sous la pression de Vinnitchenko, il envoya à Moscou une délégation demandant de conclure la paix. Tentative vaine car les Bolchévistes avançaient et après avoir occupé Charkow, ils engagèrent le combat avec les troupes de Petliura près de Poltava. Avant la bataille, deux divisions ukrainiennes avec leurs officiers firent cause commune avec les bolchévistes et marchèrent contre le reste des troupes de Petliura qui furent facilement défaites. Le Directoire convoqua un congrès de travaillistes à Kiev pour demander conseil. Le premier jour, ce congrès vota la confiance dans le gouvernement et l'annexion de la Galicie, mais le troisième jour invita le Directoire à se retirer et à remettre le pouvoir aux mains des Soviets et se transféra à Vinnitza. Le Soviet de Kiev proclama le communisme et quelques jours après les armées rouges entrèrent dans la capitale de l'Ukraine, accueillies triomphalement. Avec les armées rouges entra Rakowski, délégué des Soviets de Moscou. Le Soviet de Kiev proclama la Fédération de la république des Soviets avec la République soviétiste russe et élut pour commissaire Rakowski.

Presse suisse.

La lutte héroïque des troupes nationales.

Les « Basler Nachrichten » du 24 contiennent des détails intéressants donnés par un homme d'Etat ukrainien sur la lutte héroïque des troupes nationales ukrainiennes contre les bolchévistes russes et sur l'attitude des Alliés au sujet de l'indépendance de l'Ukraine. En novembre passé, les représentants de l'Entente furent avertis du danger que présentait le bolchévisme si l'Ukraine n'était pas aidée à temps pour le combattre. Les événements plus récents ont malheureusement confirmé ce fait. Lorsque le Directoire s'empara du pouvoir à Kiev, il n'était pas encore trop tard. Presque tout le territoire de notre pays, à droite et à gauche du Dnieper, était libre du bolchévisme et notre armée encore intacte. Des munitions et de l'artillerie, ainsi que quelques instructeurs techniques auraient été suffisants pour écarter la peste bolchéviste des frontières de l'Europe occidentale, mais au lieu d'intervenir rapidement, on perdit un temps précieux dans des pourparlers sans fin au cours desquels le problème de la lutte contre le bolchévisme devait céder le pas à des questions de moindre importance, comme par exemple la mise en liberté des ministres germanophiles de l'ancien hetman Skoropadsky, un changement dans le Directoire, etc. Pendant qu'on parlementait ainsi à Birsula et à Odessa, les bolchévistes agissaient; au commencement de février, ils arrivèrent à Kiev, mais ce fait ne changea rien à l'attitude des représentants de l'Entente ; les secours continuèrent à faire défaut et l'on discuta seulement dans la presse si Petliura, dont les troupes opposaient une résistance acharnée au bolchévisme, était lui-même bolchéviste ou non. On discuta aussi si l'on admettrait la mission extraordinaire du Directoire à Paris ou non.

Entre temps, les Russes occupaient les trois quarts du riche territoire de l'Ukraine et s'approchaient même des frontières de la Roumanie et de la Galicie. La seule issue possible était encore un armistice immédiat entre les Polonais et les Ukrainiens, afin que l'armée assez considérable des Ukrainiens de Galicie fût libre de lutter contre l'armée rouge. On ne put y parvenir parce que l'on attacha plus d'importance à la question de la possession par les Polonais de Léopol et de Dantzig qu'à l'irruption du bolchévisme en Roumanie et dans toute l'Europe. Aujourd'hui la situation se présente comme suit : la seule armée défendant l'Europe contre le socialisme asiatique, l'armée de Petliura, livre des combats acharnés sans aucune assistance, tenant la Volhynie, la Podolie et la Galicie, tandis qu'en même temps elle est prise à revers du côté du San et de la Volhynie par les Polonais. Odessa est évacuée et on est en pourparlers à Birsula. Maintenant la douzième heure sonne : si rien n'arrive, si l'Entente ne se rend pas encore compte qu'une explosion en Pologne, en Roumanie et peut-être encore plus loin, ne peut être évitée que par l'Ukraine, alors il ne nous restera plus rien à faire qu'à jouer une marche funèbre sur le tombeau de toute la civilisation occidentale. C'est peut-être à cela qu'on vise.

Presse anglaise.

Une visite à Lemberg.

Dans un article de « The Nation » du 19 intitulé « De deux mondes », dont une partie représente l'état d'esprit américain et dont l'autre donne une description d'une visite à Lemberg, M. Israël Cohen écrit :

Pendant que le reste du monde se réjouit de la fin de la grande guerre, les Polonais et les Ukrainiens font leur petite guerre à eux. Léopol a changé de maître plusieurs fois. Cette ville, autrefois si prospère, d'un quart de million d'habitants, est maintenant dans un aussi triste état que plusieurs villes des Flandres. Les mitrailleuses ont fait leur œuvre partout. Les traces du grand pogrome se retrouvent en abondance. La plupart des magasins juifs sont encore fermés. Les autres ont commencé à se rouvrir avec de petits stocks...

Presse hollandaise.

Interview de M. Jakovliv.

Le « N. Rotterdamsche Courant » du 4 avril donne une interview de M. Jakovliv sur la situation actuelle des Etats limitrophes de la Russie. Il a dit entre autres que lorsque Wilson proclama le droit de libre disposition des peuples, certains d'entre eux, conscients de leur nationalité, avaient déjà fondé de nouveaux Etats ; c'étaient les Ukrainiens, les Polonais, les Lithuaniens, les Lettons, les Esthoniens, les Finlandais, les Georgiens et les Arméniens. Entre ces peuples existait une communauté d'intérêts, ils devaient tous se défendre contre le même ennemi, le bolchévisme. Les bolchévistes, comme propagandistes de la révolution mondiale, sont opposés à tout sentiment national et sont par conséquent les ennemis naturels des Etats limitrophes qui empêchent l'extension de leurs idées et constituent une barrière entre la République des soviets et l'Europe occidentale. Il ne serait donc pas logique si l'Entente ne soutenait de toutes ses forces ces Etats. Au lieu de le faire, au lieu de propager de bonnes relations et la coopération des peuples allogènes de la Russie, au contraire, elle divise tout l'Orient en sphères d'influence, dans lesquelles quelques-uns de ces peuples, tels que les Polonais et les Roumains, occupent une position tout à fait privilégiée, tandis que les autres sont traités comme s'ils étaient des ennemis. Il ne peut par conséquent être question d'accord entre ces peuples et, pendant qu'ils luttent contre les bolchévistes, ils se battent encore entre eux. Ainsi les Polonais combattent contre les bolchévistes, les Allemands, les Lithuaniens, les Tchéco-Slovaques et les Ukrainiens ; les Roumains contre les bolchévistes, les insurgés de la Bessarabie, les Ukrainiens, les Hongrois, les Serbes et les Bulgares ; les Ukrainiens contre les bolchévistes, les Polonais, les Roumains et les réactionnaires russes. Ces peuples gaspillent ainsi leurs forces. Après ce qui est arrivé en Hongrie, l'Entente pourrait prévoir à quelles conséquences mène sa politique actuelle.

L'exemple de la Hongrie peut facilement contaminer tout le voisinage. Certaines autorités militaires et diplomatiques de la France en Ukraine ont prêté leur appui aux éléments réactionnaires, qui sont les partisans du ci-devant hetman, les monarchistes russes et les grands propriétaires. Cela a augmenté le mécontentement du peuple et rendu plus difficile la lutte contre les bolchévistes. A Paris, on renseigne la Conférence de la Paix très unilatéralement ; très influents sont les représentants de la Russie tsariste et les Polonais. On trouve un exemple de l'ignorance qui règne à Paris sur le véritable état de choses en Ukraine dans les déclarations de Pichon. Pichon ne connaît pas Hennot, son propre consul à Odessa, quoique Hennot ait mené pendant quatre mois la politique française en Ukraine. Au nom de l'Entente il lançait des proclamations au peuple ukrainien et donnait des ordres aux troupes allemandes. Pichon ne sait rien non plus de Petliura, quoique ce dernier ait été ministre de la guerre lorsque le général Tabouis représentait la France auprès du gouvernement ukrainien. Pichon ne connaît pas Petliura qui a été un mois entier en pourparlers avec le général Berthelot au sujet de la reconnaissance de l'Ukraine, qui a même conclu un accord avec l'Entente concernant la lutte contre le bolchévisme. Et même, il y a peu de temps, le général Berthelot a été télégraphiquement chargé par le gouvernement français de conclure, après l'accord provisoire, un accord définitif.

Quoi qu'il en soit, que l'Entente secoure l'Ukraine ou que le projet polonais de partage de l'Ukraine occidentale entre la Pologne et la Roumanie soit réalisé, l'Ukraine ne périra pas.

CHRONIQUE INTERNATIONALE

Le 22 avril 1919.

— La délégation allemande de paix, composée du comte Brockdorff-Rantzau, Landsberg, Giesbert, le président Leinert, Dr Melchior et prof. Schücking, se rendra à Versailles. Toutefois, elle suppose pouvoir discuter le contenu du projet de traité de paix et elle pose la condition qu'on lui garantira toute liberté de mouvement et pleine liberté de communiquer télégraphiquement avec le gouvernement allemand.

— La question de l'Adriatique est encore discutée par le Conseil des Quatre avec l'assistance de Sonnino sans aboutir à un résultat. On tâche de chercher un compromis entre les thèses Wilson et Sonnino.

— La délégation nationaliste égyptienne est arrivée à Paris pour présenter ses desiderata à la Conférence.

— Les troupes bavaro-wurtembergeoises ont occupé Augsbourg après des combats de rues acharnés.

— L'attaque de Munich a commencé. La ville est défendue par 40 000 hommes de l'armée rouge.

— L'offensive roumaine est couronnée de succès ; les troupes hongroises mal équipées et mal armées se replient partout.

— Les Roumains ont occupé Szatmar, Nemety et leur centre est devant Grosswardein. Le but roumain constitue la ligne de la Theiss.

— Le C. O. S. de l'arrondissement de Budapest a décidé une levée en masse.

— Le « Times » affirme que sa confiance dans la possibilité de prendre Pétrograd et Moscou sans risquer une nouvelle guerre sur une très vaste échelle est partagée par Milioukoff, par Tchaïkovsky, président du gouvernement d'Arkhangel, par Serge Turin, président des zemstvos, et par d'autres éminents personnages russes.

Le 24 avril.

— A la suite des déclarations de M. Wilson refusant de reconnaître la validité du traité secret de Londres du 26 avril 1915 au sujet de la question de l'Adriatique, M. Orlando a adressé une lettre à MM. Clémenceau et Lloyd George, les informant que la délégation italienne a décidé de quitter immédiatement Paris. Si cette rupture s'effectue, la France et l'Angleterre sont dans l'impossibilité de conclure la paix avec l'Allemagne, vu le pacte s'oppose à une paix séparée.

— Le Sénat français a ratifié le projet de loi adopté par la Chambre sur la journée de huit heures.

— Le Congrès socialiste de Paris a adhéré à la deuxième Internationale; une motion des Kientaliens réclamant l'adhésion à la troisième Internationale de Lénine et de Moscou a été rejetée.

— Une motion constatant l'impuissance toujours plus évidente de la Conférence de la paix qui ne réussit pas à faire l'union entre les Alliés et dénonçant les menées impérialistes et nationalistes a été adoptée à l'unanimité.

— Jean Herbette, dans son éditorial du « Temps » du 23 préconise un Etat indépendant entre la Baltique et l'embouchure de l'Elbe sous le contrôle et la garantie de la Société des nations.

— La concentration des troupes gouvernementales devant Munich continue. Le gouvernement bavarois a décrété la censure militaire pour toute la presse bavaroise.

— L'avance des Roumains contre la ligne du Theiss s'effectue rapidement avec l'intervention des troupes françaises. L'armée rouge hongroise capitule ou prend la fuite. Debretchin est évacué. Le gouvernement hongrois des soviets s'est adressé à la mission militaire britannique à Vienne pour demander un armistice; il offre sa démission et son remplacement par un Cabinet purement socialiste.

— La situation à Budapest semble désespérée d'après les dernières nouvelles.

— La presse anglaise envisage la situation sur le front d'Arkhangel sous un angle favorable. Sur le front sibérien l'amiral Koltchak a pris 25 000 prisonniers à Sarapoul. Les Sibériens avancent sur tout le front et l'armée rouge est prise de panique.

Le 25 avril.

Les délégués italiens, sauf MM. Salandra et Sonnino quittent Paris. M. Orlando a l'intention de procéder à des consultations du Parlement. En réponse à la note de Wilson, exposant les principes pour lesquels l'Amérique a combattu, M. Orlando a publié une déclaration où il développe la thèse que le problème essentiel pour l'Italie est celui de l'Adriatique; en outre il demande le droit de libre détermination pour Fiume.

— La presse italienne se montre très aigrie contre M. Wilson et hausse le ton.

— D'après des informations américaines, M. Lloyd George a exprimé le désir de recevoir les trois délégués chargés par les Irlandais d'Amérique d'exposer à la Conférence de la Paix les revendications de l'Irlande.

— L'assaut de Munich par les troupes gouvernementales se poursuit avec succès, aidé par les divergences entre les chefs du gouvernement des conseils. L'état de siège a été décrété en Saxe.

— D'après les déclarations du ministre de la guerre Noske, l'Allemagne dispose actuellement de 80 000 hommes. Malgré le démenti du comte de Brockdorff-Rantzau, le « Daily Telegraph » donne des précisions au sujet d'une alliance germano-bolchéviste, dirigée contre l'Entente.

— L'Assemblée nationale a proclamé l'union du Monténégro au royaume yougo-slave et a déposé le roi Nicolas.

Le 26 avril.

— La délégation japonaise se montrant intransigeante dans la question de Kiao-Tchéou fait des préparatifs de départ.

— L'avance roumaine en Hongrie continue vers la ligne du Theiss.

— Le Conseil fédéral a reconnu la République tchéco-slovaque.

— Le Conseil national esthonien a été ouvert avec l'assistance du corps diplomatique.

— Le gouvernement des Etats-Unis a reconnu le protectorat britannique sur l'Egypte, tout en éprouvant une vive sympathie pour les inspirations du peuple égyptien à une autonomie plus grande.

TROIS TYPES NATIONAUX

Par le prof. Vladimir Antonovitch.

Dans l'article suivant [1], nous nous occuperons de trois nationalités apparentées, les nationalités ukrainienne, polonaise et russe (grande-russienne), et nous chercherons à faire voir en quoi ces nationalités se distinguent l'une de l'autre.

D'abord il faut se demander : Qu'est-ce qu'une nationalité ? Une nationalité c'est l'ensemble des caractéristiques par lesquelles un groupe de population se distingue d'autres groupes. Ces caractéristiques sont de deux sortes : les unes sont innées, héréditaires ; c'est ce qui dépend de la composition de la race, et de l'influence des milieux locaux ; celles-ci peuvent être étudiées par des recherches anthropologiques, anatomiques et physiologiques de l'homme.

D'autres marques sont imposées par l'éducation, ou dépendent de la hauteur et du développement de la culture et du passé du peuple, c'est-à-dire de son histoire. La somme de tous ces caractères nous donne une individualité ethnographique, une nationalité distincte. Ensuite, dans tout notre opuscule sur les nationalités, nous appuierons sur la principale caractéristique, qui donne à un peuple le droit à son développement particulier, c'est-à-dire sur la langue, les mœurs, le caractère national, etc.

Incontestablement, la langue est un des signes remarquables de la nationalité, mais pourtant on ne doit pas la considérer comme la principale caractéristique à laquelle on reconnaît la nationalité.

Il y a des nationalités (et il y en a eu d'autres avant) dont le passé a été tragique et qui ont perdu leur langue et accepté une langue étrangère, mais qui néanmoins se considèrent comme une nationalité distincte. Les Irlandais, par exemple, n'ont conservé qu'ici et là leur propre langue ; ils se servent de l'anglais non seulement comme langue officielle, mais ils l'emploient même dans les conversations particulières. Malgré cela, il faut considérer les Irlandais comme une nationalité bien distincte des Anglais par leur manière de penser, leur caractère, leur tempérament. De même les Yankees d'Amérique se servent de la langue anglaise, mais personne ne prétendra qu'ils soient Anglais. La même chose peut se dire d'autres signes nationaux, des mœurs, de la vie domestique, etc. ; quant aux motifs fondamentaux qui servent à distinguer un groupe d'un autre, c'est tout ce qu'on entend par le mot anthropologie. Cette science nous prouve indubitablement que les théories d'unité qui sont proclamées par la gauche et par la droite ne sont pas tenables devant la critique. Beaucoup prétendent que cela vaudrait mieux pour l'évolution moderne si toutes les différences et tous les signes nationaux caractéristiques disparaissaient, c'est-à-dire si tous les hommes pouvaient être assimilés à un type général. Nous n'entrerons pas sur ce terrain et nous nous tournons vers l'anthropologie ; là, nous nous persuaderons que l'assimilation de tous les hommes à un type unique est tout à fait impossible, bref, que c'est une absurdité. On ne peut avantageusement tendre qu'à une amélioration de l'individu, c'est-à-dire à développer ce qu'il y a de bon en lui et dans l'éducation et la culture, éviter ce qui paraît mauvais, inconciliable avec l'esprit de progrès.

La nation est un groupe d'hommes apparentés, rapprochés par la nature, les institutions, les capacités, le talent, le tempérament. Dans cette parenté, dans ce rapprochement, il faut observer deux choses : d'abord les différences, les variétés dont les hommes ont été pourvus par la nature, avec lesquelles l'homme commence sa vie, comme avec ce qui lui est inné, les distinctions qui ont paru après les autres et se sont développées, non d'elles-mêmes, mais par l'histoire de la nation, ont été formées par sa culture et son éducation historique.

Dans notre étude nous ferons usage de la méthode comparative. Lorsque nous nous servons du mot nation, dans l'acception généralement adoptée, nous comprenons les signes extérieurs : la langue, la religion, les usages, etc., et ces signes caractéristiques dépendent de causes intérieures et plus profondes.

Nous allons considérer trois nations apparentées que l'histoire a établies sur les grands territoires de l'est de l'Europe. Toutes les trois ont eu les unes sur les autres une influence qui s'est exprimée plus ou moins chez chacune d'elles. Ce sont les *Russes*, les *Polonais* et les *Ukrainiens*.

Tous ces peuples sont slaves, mais grâce à des circonstances géographiques, historiques et autres, ils s'écartent tellement les uns des autres qu'*ils possèdent plus de différences et de particularités que de ressemblances et d'uniformités*. Les Ukrainiens se trouvent dans des conditions particulières ; ni l'un ni l'autre de leurs voisins, surtout celui du nord, ne veut les reconnaître comme une individualité ethnique, c'est pourquoi la voie de la méthode comparative nous paraît la plus appropriée à élucider notre idée.

Laissant à d'autres l'exposé des caractères anatomiques, nous nous tournons vers le rameau encore plus important de l'ethnographie qui est consacré à l'étude de l'innervation. Le caractère d'un peuple, son état social et politique, sa capacité de développement dépendent de la sensibilité. Ainsi nous pouvons remarquer que le système nerveux du Russe n'est pas très sensible, c'est pourquoi la réaction suivant des impressions extérieures est faible. Le Russe est du type flegmatique. Nous trouvons tout autre chose chez les Polonais. La sensibilité est très développée chez lui. Le réflexe de l'impression paraît immédiatement. Le Polonais présente le type pur du sanguin. Les Ukrainiens sont aussi très sensibles aux impressions extérieures, mais chez eux la réaction ne paraît que longtemps après l'irritation ; ainsi l'Ukrainien présente le type du lymphatique.

C'est dans les mœurs et les usages qu'on distingue le mieux le caractère du peuple. C'est sur la faible sensibilité du Russe que se fondent son entêtement et sa grossièreté ; en mesurant les autres à son aune, il se figure que les autres sont aussi insensibles aux grossièretés que lui et que, pour offenser une autre personne, il faut avoir recours à une forte pression. Par suite de la grande sensibilité du Polonais, le caractère suivant s'est formé chez lui : tout Polonais s'efforce, quoique sans mauvaise intention, de paraître aussi bon que possible ou de se faire voir sous un jour meilleur qu'il ne l'est en réalité, afin d'attirer ainsi l'attention sur lui-même. Cette tendance à s'embellir et la fierté viennent du besoin d'apaiser les nerfs par des impressions immédiates. L'Ukrainien ne peut tout de suite réagir après l'impression nerveuse ; par contre il porte tout le temps en soi l'impression reçue. C'est pourquoi l'on remarque dans son caractère le repos, l'humour et la taciturnité. L'humour est chez lui la suite de la tendance à effacer les désagréments ; c'est pourquoi l'Ukrainien cherche, quand il est dans une mauvaise situation, à affaiblir par l'ironie et la moquerie l'impression pénible.

Les Russes se sont approprié une intuition très pratique de la vie. Les civilités chez eux ne dépassent pas la louange de la force, de l'autorité et de l'utilité pratique. Seules la force, la puissance exercent une influence convenable sur les Russes. Le Polonais se lance dans les politesses les plus exagérées : « Je me mets aux pieds de votre très haute naissance, » est devenu une formule ordinaire de politesse chez les Polonais. A ce point de vue, l'Ukrainien ne dépasse pas la mesure. Les formes de politesse s'étendent avant tout aux membres de la famille et aux connaissances. Quant aux insultes, c'est le Russe qui a la palme ; il est vulgaire, grossier, cynique même. Lorsque le Polonais insulte, il ne cesse pas de poser, les insultes sont chez lui théâtrales, peu naturelles. L'Ukrainien n'est parfois pas éloigné du cynisme, mais les insultes ont une substructure mythologique : diable, éclairs, tonnerre, puissances ténébreuses surtout malédictions, incantations.

Quant aux relations de famille, la grandeur et l'irresponsable autorité incombent chez les Russes au chef de la famille. Son initiative est une loi pour les autres et tous, surtout les femmes, doivent renoncer à leur individualité. Dans la famille polonaise, dans laquelle l'homme et la femme s'efforcent chacun de leur côté d'avoir le dessus, dès l'abord s'élèvent des différends jusqu'à ce que l'un ou l'autre devienne le maître. Ils exigent l'obéissance absolue des enfants. Dans la famille de l'Ukrainien, ce qui frappe tout d'abord c'est qu'elle est moins nombreuse en règle générale. Avec sa grande sensibilité nerveuse et son impressionabilité, la vie de chaque jour lui offre de grands soucis, des combats, de sorte qu'à la première occasion la famille se sépare. On trouve tout naturel chez les Ukrainiens qu'un père qui veut marier son fils lui prépare à l'avance un domicile.

(A suivre.)

[1] Cet article a paru à Lvov, en 1888, dans la revue mensuelle ukrainienne *Pravda*.

ADRESSES UTILES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Présidents : MM. Sydorenko et Dr V. Pancyko, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Légation ukrainienne en Suisse, M. E. Loukassevitch, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)
3. — Ambassade ukrainienne en Autriche, M. V. de Lipinsky, Hôtel Bristol, **Vienne.**
4. — Ambassade de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Terez Kœrut, 34, **Budapest.**
6. — Légation ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, 9 Diendelsstraat, **La Haye.**
7. — Légation ukrainienne pour la Suède, la Norvège et la Finlande, M. Losski, 43, Karbergsvægen, **Stockholm.**
8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôtel Suisse. **Berne.**
9. — Bureau ukrainien de Presse en France, 28, Rue Pauquet. **Paris (XVI).**
10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 9, rue de Notre-Dame de Lorette. **Paris.**
11. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris.**
12. — Bureau de Presse ukrainien en Autriche, 9, Josefstädterstrasse. **Wien.**
13. — Ukrainian National Committee, 217. E. Sixth Street. **New-York City.**
14. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit. Mich.**
15. — Information Bureau of the Ukrainian National Committee. W. S. Capitol C. O. Hon. James A. Hamill O. **Washington.**
16. — Information Bureau, 83, Grand Street. **Jersey City.**
17. — Bureau ukrainien d'information aux U.S.A. 16, Jackson Place. **Washington. D. C.**
18. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street. **Scranton.**
19. — Comité pour le secours aux prisonniers de guerre ukrainiens en Italie, Mme Belmain, 89, Via del Gesù. **Rome.**
20. — Comité ukrainien en Italie, M. Ivan Grinenko, 18, Via Muzio Clementi, **Rome.**
21. — Chef de la Mission extraordinaire au Vatican, comte Michel Tyszkiewicz, Hôtel Beau-Rivage, **Ouchy-Lausanne.**
22. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Hôtel Suisse. **Berne.**
23. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**
24. — Central Ukrainian Committee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man.
25. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Dæudelsstraat, 9, **La Haye.**
26. — Westukrainische Gesandschaft, 16, Windmühlstrom, **Wien.**

En vente au

BUREAU UKRAINIEN

11, Avenue de la Gare.

Dr MICHEL LOZYNSKY

Les « droits » de la Pologne sur la Galicie.

Sur quoi se basent les Polonais pour prétendre à la Galicie.

Prix : 2 fr.

Comte M. TYSZKIEWICZ

La Littérature Ukrainienne.

(D'après M. Serge Efremov, Mme O. Elimenko, le professeur M. Hrouchevsky et d'autres écrivains ukrainiens.)

Avec nombreuses illustrations.

Prix : 2 fr. 50

BORIS-E. NOLDE

Professeur à l'Institut de Pierre le Grand, à Petrograd.

L'Ukraine sous le protectorat russe.

Avec portraits des Hetmans de l'Ukraine.

Prix : 1 fr. 50

P. STEBNITSKY

L'Ukraine et les Ukrainiens.

Prix : 1 fr.

Carte de l'Ukraine.

au 10 000 000e

Carte de l'Europe avec le territoire ukrainien délimité. Exécutée par Kümmerly & Frey et publiée par le Bureau Ukrainien avec texte explicatif.

Prix : 1 fr.

ALEXANDRE GHOULGUINE

L'Ukraine, la Russie et les Puissances de l'Entente.

Prix : 2 fr.

Editeur : W. Stepankowski.

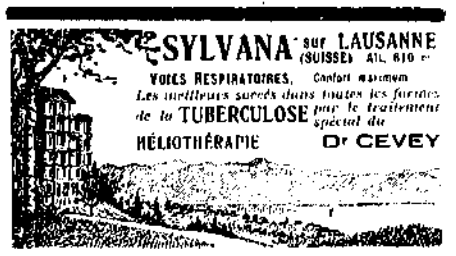
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Tarif des annonces.

1 page	Fr.	500.-
1/2 »	»	250.
1/3 »	»	130.
1/4 »	»	70.
1/6 »	»	38.
1/8 »	»	20.
1/16 »	»	12.

La ligne ou son espace fr. 1.25.

Réduction de 25 % pour une annonce répétée 12 fois.



LA

BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.

Elle bonifie un intérêt de

4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.

En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

L'Argus suisse de la presse S.A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux?

par M. le Dr F. CEVEY

1 vol. in-16 à fr. 4.—

Se vend dans toutes les librairies.

LIBRAIRIE UKRAINIENNE

La librairie ukrainienne, anciennement rue Haldimand, a été transférée

11, avenue de la Gare, Villa Mont-Riant

Toutes les publications ukrainiennes parues.

Les ouvrages concernant la question des Nationalités.

Grand choix en tableaux, gravures, cartes postales, etc.

A VENDRE

collection du journal l'UKRAINE

(1915-1916-1917-1918). Prix : 40 fr.

Collection des PROBLÈMES DE L'UKRAINE

150 numéros. — Prix : 400 fr.

Langues orientales

Russe, Polonais, Ukrainien, Serbe, Hébreu, Grec, Chinois

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.

Avenue de la Gare, 23, - LAUSANNE

20 centimes. ORGANE INDÉPENDANT PARAISSANT TOUS LES JEUDIS 20 centimes.

République et Société des Nations

BIERNE

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, . . » 2.50

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

tion et Administration:

11, AVENUE DE LA GARE, 11
LAUSANNE (SUISSE)

Téléphone: 19-83

Pour les annonces voir page 4

N° 100 Lausanne, 8 Mai 1919 Vme Année.

BULLETIN

Lausanne, le 5 mai 1919.

La Pologne contre les Alliés.

Le général Haller, qui s'est déjà battu aux côtés des Allemands pendant la guerre et qui est entré solennellement à Varsovie salué par l'état-major prussien et le général Beseler, vient d'arriver à Léopol avec quelques régiments de troupes polonaises de France. Son premier souci a été de préparer immédiatement une offensive contre les Ukrainiens et de proclamer publiquement ses intentions belliqueuses.

« Comme des oiseaux du lointain, nous avons volé vers vous pour bâtir un nid dans cette ville, dont nous devons partir pour nous avancer plus à l'est et fixer là-bas les frontières qui doivent être reconnues à notre Etat. »

Ainsi, après que les Alliés ont formellement proposé l'armistice et que les Ukrainiens l'ont accepté sur la base du statu quo militaire, les Polonais veulent placer la conférence devant un fait accompli et il leur est égal de se moquer de MM. Wilson, Clemenceau, Lloyd George et Orlando envers qui ils multipliaient les flatteries à Paris.

Au Conseil des Quatre, M. Lloyd George avait mis comme condition, au nom de l'Angleterre, au départ du général Haller et de ses troupes pour la Pologne que celles-ci ne seraient pas employées contre les Ukrainiens. Les pourparlers ont commencé à Paris et la commission des frontières polonaises a entendu déjà une fois la délégation polonaise et la délégation ukrainienne, si nous en croyons les journaux. Et voilà comment les Polonais, habiles à retourner leur char, violent tout simplement les conditions acceptées et recommencent là-bas une guerre impérialiste.

C'est le déchaînement de l'annexionisme le plus cynique, cette fois sans aucun ménagement. Les Ukrainiens seront forcés une fois de plus de se défendre avec acharnement contre une prétention pareille et ils se demanderont à quoi sert la conférence de Paris et l'adhésion de la Pologne à la Société des nations si c'est pour laisser se commettre des crimes pareils. Voilà déjà plusieurs jours que la nouvelle est connue et qu'on attend une déclaration catégorique de la part de l'Entente pour arrêter les appétits polonais. Nous espérons qu'une telle déclaration ne se fera pas attendre encore longtemps et que l'Entente saura trouver quelque mesure coercitive assez forte pour avoir immédiatement une action décisive.

Le bolchévisme en retraite.

La jonction des troupes tchèques et roumaines est un coup porté au bolchévisme et la situation de la République occidentale d'Ukraine n'en peut être que fortifiée, à condition toutefois que les Tchèques respectent mieux les droits des Ukrainiens de Hongrie septentrionale que les Roumains n'ont respecté ceux de nos compatriotes de Bukovine. Nous avons reçu malheureusement des nouvelles extrêmement affligeantes à ce sujet. Les paysans se plaignent des réquisitions par la violence sans aucun paiement, sauf la bastonnade introduite par les autorités militaires. Toutes les écoles ukrainiennes ont été fermées par ordre supérieur et trois cents intellectuels ukrainiens ont été arrêtés sans jugement. Ce sont là des faits qui feront le plus grand tort à la Roumanie devant l'opinion du monde civilisé. Nous sommes persuadés que les Tchèques s'efforceront d'avoir une tout autre conduite en Ruthénie hongroise.

On a vu que les socialistes de Galicie orientale ont repoussé l'idée de la dictature du prolétariat. Les seuls éléments qui intriguent en faveur du bolchévisme à l'intérieur de la République occidentale d'Ukraine sont les colonies ouvrières polonaises qui sont sans doute excitées par des agents spéciaux dans le but de discréditer le gouvernement ukrainien auprès de l'Entente.

Heureusement que ces manœuvres ont été dévoilées et que le gouvernement a pris toutes les mesures pour réprimer énergiquement toutes ces tentatives d'anarchie, dont on peut dire qu'elles sont toujours au service d'un impérialisme étranger, soit polonais soit russe. Dans l'Europe orientale, c'est la méthode traditionnelle employée par les impérialistes que celle qui consiste à vouloir provoquer l'anarchie chez les voisins pour prétexter des interventions et faciliter une invasion armée. C'est par ces procédés que Catherine II a fait partager la Pologne avec la complicité du roi de Prusse et c'est ainsi que la Pologne ressuscitée voudrait partager l'Ukraine avec la complicité de la Russie.

Heureusement que le peuple ukrainien saura veiller.

AU PAYS DU DON

La solution du problème du pays du Don a pour les Ukrainiens une importance toute particulière. Le sort de nos éléments nationaux, assez nombreux dans cette province, n'a jamais été indifférent à nos patriotes et à notre gouvernement.

Maintenant que l'Ukraine est libérée des conquérants étrangers, des volontaires et restaurateurs de la Russie indivisible, ainsi que des expéditions punitives du régime russo-allemand de l'hetman Skoropadsky, et qu'elle sera bientôt à l'abri du bolchévisme moscovite, le moment est venu de se mettre en garde contre ce nid de monarchistes et réactionnaires russes qui se trouve dans le pays du Don, et contre les volontaires du général Dénikine. Il faut faire connaître à l'opinion publique européenne les persécutions inouïes et les atrocités que l'on a fait subir à notre peuple dans cette région, surtout dans la province d'Ekaterinoslav, dans les districts de Taganrog, de Donetz, de Mariupol et de Rostov-sur-le-Don. En ne se basant même que sur les informations vagues et censurées des journaux de Kiev sous le régime de l'hetman, on peut se rendre compte comment, et à quel prix, le gouvernement Skoropadsky vendit les biens et la liberté des paysans, des ouvriers et de la petite bourgeoisie ukrainienne, aux Cosaques russes dirigés par les monarchistes germanophiles russes.

La *Robitnicha Gazeta* du 6 septembre 1918 écrit : « Dans le district de Taganrog, les Cosaques réquisitionnent chez les Ukrainiens tout sans exception, même ce qui leur est indispensable pour vivre. Ceux qui opposent de la résistance à ces perquisitions sont arrêtés immédiatement par les serviteurs du général Krasnoff et pendus. Leurs corps se balancent pendant trois jours et plus aux potences des villages. Les autres paysans persécutés s'enfuient à pied ou en voiture pour trouver un asile en Tauride ou dans la province de Cherson. » Furieux, les impérialistes et réactionnaires russes versent pour leurs idées chimériques le sang innocent de la population ukrainienne. Voilà les amis et les alliés de Skoropadsky et ses partisans !

Jamais et dans aucune autre région les paysans ukrainiens n'ont été aussi atrocement persécutés qu'au pays du Don. Là, la minorité de la population, 43 % de Cosaques grands-russiens, se considère comme des seigneurs, et envisage le reste de la population comme étrangère et n'ayant aucun droit.

Au commencement de la révolution, pendant 1917, les Cosaques furent obligés de céder et le « Kroug » (Rada) des Cosaques, présidé par l'ataman Kalédine, d'accord avec le gouvernement ukrainien de Vinnitchenko, décida d'adopter le principe démocratique pour la composition du gouvernement autonome du Don. Il donna même l'autonomie à trois grands districts ukrainiens : Taganrog, Rostov et le deuxième Donetzky (district spécial purement ukrainien créé du département du Donetz). Cette autonomie fut sanctionnée par les Cosaques à la fin de 1917.

Aujourd'hui, les efforts communs de toute la démocratie du pays du Don, tant ukrainien que cosaque (car il existe, parmi ces derniers, un fort courant socialiste et démocratique), toutes les réformes sociales obtenues avec l'aide du gouvernement ukrainien, sont annulés et détruits. L'autonomie locale pour trois districts purement ukrainiens a été abolie et la population jetée par la force brutale dans les bras des étrangers, réactionnaires et monarchistes russes. Plus de deux millions de paysans ukrainiens non cosaques ont été arrachés à la mère patrie ainsi que les colons répandus partout dans le pays qui louent la terre. L'Union nationale ukrainienne a protesté énergiquement (*Robitnicha Gazeta*, 6 sept. 1918) mais sans résultat. Le gouvernement de l'hetman a honteusement abandonné à leur propre sort ses ressortissants dans le pays.

Ainsi 1 800 000 Cosaques du Don organisés en caste moyenâgeuse soumettent à leur autorité 2 200 000 Ukrainiens et d'autres minorités nationales, le reste de la population. Le 18 septembre 1918 l'assemblée des Cosaques russes, réunie à Novotcherkask, a résolu que toute la propriété privée serait nationalisée contre indemnité et serait employée pour satisfaire aux besoins des petits propriétaires cosaques (russes) et ensuite des paysans (ukrainiens) aborigènes. Le socialiste cosaque russe Koudinoff demanda (« Kievskaïa Mysl » 24 septembre 1918), au nom de ses électeurs que ces propriétés privées soient données sans paiement aux membres du corps des cosaques, ceux-ci ayant déjà suffisamment payé pour cela par le sang versé. Koudinoff, ce modèle des socialistes moscovites, oublie complètement que les Cosaques sont une minorité privilégiée et que les paysans ukrainiens ont aussi payé depuis les temps les plus reculés leur dette de sang, en luttant contre l'ennemi commun. Le gouvernement tsariste lui-même n'était pas intransigeant à ce point. Il restait, pour la forme, témoin impartial des querelles entre Cosaques et Ukrainiens. Aujourd'hui c'est à la République ukrainienne qu'incombe la tâche de prendre la défense de ses ressortissants dans le pays du Don. Les statistiques nous prouvent que dans cette contrée 9 ½ millions de déciatines de terres communales appartiennent aux Cosaques, puis 2 millions de déciatines comme fonds de l'armée des Cosaques et 977 300 déciatines seulement aux paysans. Les Ukrainiens qui habitent les trois districts mentionnés plus haut, au nombre de 1 700 000, sans compter les nombreux fermiers disséminés un peu partout, demandent constamment le partage des terres et l'abolition des privilèges moyenâgeux dont jouissent les Cosaques, presque tous riches. Les Ukrainiens veulent tout d'abord acquérir 1 ⅓ million de déciatines de terres qui appartiennent à de grands propriétaires se trouvant dans les trois districts purement ukrainiens. Par contre le gouvernement du Don et les Cosaques veulent donner ces terres aux colons russes, pour former une barrière à l'expansion ukrainienne vers la Volga et le Turkestan.

Nous, les représentants des paysans ukrainiens, membres de la Rada des députés paysans du pays, nous avons élevé la voix à plusieurs reprises en faveur de ces travailleurs, mais en vain. Les pourparlers entre le gouvernement du Don et le nôtre ont toujours été entourés de mystère. Le gouvernement de l'hetman ne s'occupait pas de la défense des intérêts ukrainiens et c'est devant le gouvernement actuel, démocratique et national, que se pose cette brûlante question : réunir à la mère patrie les provinces ethnographiquement ukrainiennes du pays du Don et assurer sur tout le territoire et jusqu'à la mer Caspienne et la Volga une existence normale à nos colons.

VASSYL MASOURENKO,
ancien ministre.

Ecole populaire polytechnique ukrainienne.

Parmi tous les problèmes de la nouvelle orientation que l'affranchissement de l'Ukraine du joug séculaire a mis en avant, la première place est sans nul doute due à la question de l'instruction professionnelle de la jeunesse ukrainienne représentant « l'Ukraine de demain ».

Il nous paraît superflu d'insister sur des faits bien connus et de répéter ce qui est notoire, à savoir : le manque absolu en Russie tzariste des écoles spéciales techniques et les entraves que le gouvernement russe a toujours mises à toute initiative privée — surtout sortant des États subjugués — pour remédier à cet état de choses. Aussi chaque année, des milliers de jeunes gens étaient-ils forcés d'aller à l'étranger chercher la possibilité de s'instruire, quitte à perdre du temps à cause de la différence des langues et à tomber entre les mains des agitateurs dangereux qui les y guettaient.

En revenant chez eux, ces jeunes gens devaient vaincre mille difficultés pour faire les examens en langue russe, ne connaissant pas les termini techniques russes, etc., etc. Tout cela est bien connu, et nous voulons seulement appuyer sur le fait qu'il n'y avait en Russie aucune entreprise d'une importance quelconque dans laquelle ce ne fût un étranger — ingénieur ou technicien ou même simple ouvrier-maître — qui jouât le principal rôle en traitant les indigènes avec mépris et les regardant comme des imbéciles et des ignorants...

Même les ingénieurs russes ne leur en imposaient pas, étant de purs théoriciens et ne sachant rien ou presque rien de la pratique. Si l'Ukraine avait eu la possibilité de créer des écoles qu'elle considérait nécessaires, si elle ne s'était pas trouvée sous le knout d'un gouvernement jaloux et mesquin, elle aurait bien trouvé l'initiative et les moyens pour devenir indépendante de l'influence étrangère, mais...

Or, maintenant, en dépit d'un nouveau tzarisme à la bolchéviste, l'aube de l'indépendance vient de poindre et, malgré la lutte gigantesque que notre pays soutient tout seul contre un ennemi féroce d'une force numérique double, nous voyons une douzaine de nouvelles universités jaillir, quelques écoles polytechniques, toute une série d'écoles primaires et secondaires, etc., etc., qui — hélas! — semblent aussi englouties dans la marée de sang dont les bolchevikis viennent d'inonder l'Ukraine.

Nous espérons néanmoins que la fin de ce cauchemar s'approche et que bientôt notre patrie sera à même de reconstruire ce qui fut détruit et d'y ajouter de nouvelles preuves de sa volonté de vivre et de se gouverner elle-même. Et alors, la première tâche sera de créer de puissants cadres de techniciens et d'ingénieurs capables de procurer à notre industrie la place qu'elle mérite sur le marché mondial. Ces supports de notre industrie nationale future doivent non seulement disposer de connaissances théoriques suffisantes, mais surtout d'aptitudes pratiques. Ils doivent savoir travailler et servir d'exemple aux ouvriers, étant à même de manier les instruments, de faire marcher n'importe quelle machine et de savoir s'y prendre pour tout ce qui touche à leur métier. Chaque ingénieur doit pouvoir devenir ouvrier-mécanicien ! Outre cela, chaque ingénieur doit connaître à fond toutes les nouvelles constructions et inventions dans sa branche et il doit avoir les moyens d'acquérir ces connaissances non seulement en les puisant dans les livres, mais en les examinant de près et in natura.

Pour obtenir un cadre pareil d'ingénieurs, il faut créer une école polytechnique où, parallèlement à l'enseignement théorique, les élèves auraient tous les moyens de s'orienter pratiquement.

(A suivre.) Dr S. MEXIN.

TRIBUNE LIBRE

Réponse à « La Cause commune ».

Les accusations.

Le journal russe *La Cause commune*, du 2 avril 1919, édité à Paris par les émigrants russes en faveur des personnes expulsées par les bolchévistes de la Russie soviétiste, a donné quelques extraits que nous reproduisons ci-dessous, d'une lettre d'un certain M. Efimovsky au Directoire ukrainien.

Nous n'avons pas l'habitude de nous occuper de toutes les lettres ouvertes adressées au gouvernement ukrainien et publiées dans cette presse russe qui ne travaille pas seulement pour la restauration d'une Russie réactionnaire, mais qui encore se vante sans honte de la revanche qu'elle prendra lorsqu'elle sera victorieuse. Mais la présente lettre nous donne d'une part un modèle de lettre et d'autre part l'occasion de nous expliquer sur certain point et de remettre à leur place les politiciens russes qui se targuent de préparer le bolchévisme sur une base beaucoup plus grande que les bolchévistes eux-mêmes ont jamais rêvé de le faire par leur propagande.

M. Efimovsky affirme dans sa lettre :

1. Que Petliura qui a été autrefois opposé aux persécutions nationales exercées contre les Ukrainiens par le gouvernement russe est devenu lui-même un oppresseur de la culture russe.

2. Que dans la capitale ukrainienne, la ville de Kiev, l'état-major des corps d'occupation a donné l'ordre d'effacer les inscriptions russes pour les remplacer par des ukrainiennes.

3. Que les mêmes milieux ukrainiens, qui, accusés de séparatisme traitaient cette accusation de chantage, sont devenus tous des séparatistes avoués, ennemis de la Russie et placent sous la loi martiale toutes les offenses à l'indépendance de l'Ukraine, sans excepter les partisans d'une réunion avec la Russie.

4. Et enfin que les soldats de la République ukrainienne ont exécuté des officiers de l'hetman et que bien des volontaires russes ont été fusillés à Kiev après avoir été faits prisonniers par l'armée républicaine.

Tels sont les principaux points de la lettre et maintenant nous pouvons procéder à la divulgation du caractère réel de toutes ces accusations et montrer à l'opinion publique européenne, l'autre côté de la médaille, que M. Efimovsky et « la Cause commune » oublient de mentionner, s'ils ne le cachent pas intentionnellement.

Petliura et la culture russe.

En voyant cette tentative de calomnier Petliura et le mouvement ukrainien en disant qu'ils persécutent la culture russe, il nous est difficile de réprimer notre indignation. Pour démontrer la fausseté de ces accusations, nous n'avons qu'à exposer aux lecteurs quelques faits ayant eu lieu pendant le règne de l'hetman en Ukraine sous le régime germano-russe. Toutes les fois que les Ukrainiens ouvraient une école, les Russes, ayant à leur entière disposition l'argent ukrainien, en fondaient une à leur tour dans le voisinage. Il en fut ainsi pour les écoles primaires et supérieures.

D'un commun accord, les Russes déclarèrent qu'ils ne permettraient pas l'inauguration d'une école secondaire de Kiev ; et nous savons que pas une seule école supérieure n'existait et que les Russes, se servant de l'argent ukrainien, jouissaient de tous les privilèges d'autrefois.

Les Ukrainiens ont-ils jamais fermé une seule école russe ? Ont-ils jamais chassé les écoles russes de l'Ukraine ainsi que les Russes l'ont fait durant le régime russo-allemand de l'hetman ?

Nos écoles et institutions se trouvaient dans une telle situation, nos instituteurs si persécutés que cela paraissait une insulte quotidienne infligée par nos frères russes et cependant pas un seul exemple de vengeance de la part des Ukrainiens ne put être relevé lorsqu'ils revinrent au pouvoir.

Inscriptions ukrainiennes.

Aux yeux de tout observateur impartial il n'y aurait rien d'étrange dans l'ordre de l'état-major militaire des corps d'occupation de mettre des inscriptions ukrainiennes, si l'on se rappelle ce qui arriva à Kiev pendant la période de la domination russe.

Ce ne fut pas une persécution de la culture russe mais une simple réaction contre les actes de barbarisme commis par les officiers russes qui fermaient les institutions ukrainiennes, déchiraient les livres, effaçaient les inscriptions ukrainiennes dans les rues, brisaient les bustes des auteurs ukrainiens et chassaient les étudiants de l'université ukrainienne.

Mais, même cette réaction ne mettait pas obstacle à la culture russe, car les Ukrainiens n'intervinrent jamais au sujet des écoles, journaux et institutions russes et il s'agissait tout au plus de remplacer les inscriptions russes par des inscriptions ukrainiennes.

De plus, nous pouvons donner comme exemple le Canada et l'Amérique où la loi oblige les journaux étrangers paraissant dans le pays à avoir une traduction anglaise parallèle de leur langue maternelle, et cependant personne n'accuse ces pays de persécuter la culture des autres peuples.

Loi martiale et fédéralisme.

On ne peut s'imaginer de larmes plus hypocrites. « Comment se fait-il, se demandent ces Messieurs, que les Ukrainiens, autrefois fédéralistes, soient devenus partisans d'une Ukraine indépendante et aient même proclamé la loi martiale pour toute offense à l'intégrité et l'indépendance de leur pays ? » Cela, les réactionnaires russes ne peuvent le comprendre, bien qu'ils l'aient compris parfaitement lorsque cette même loi fut appliquée aux Ukrainiens pendant si longtemps. Il est vrai que les Ukrainiens, à une grande majorité, étaient fédéralistes. Il n'est pas besoin de chercher bien loin pour voir quand ils opérèrent leur transformation. Qu'il nous suffise de poser une question : lequel d'entre les Russes n'a pas combattu pendant la révolution le projet ukrainien de Fédération ? Tous les Russes étaient les ennemis déclarés d'une autonomie quelle qu'elle soit, en commençant par les cadets et finissant par les social-révolutionnaires. En ce qui concerne les partisans de Denikine, il suffit de mentionner qu'ils fusillèrent des milliers d'Ukrainiens dans le Kouban et dans la province de mer Noire (Tchernomorjé) sous prétexte qu'ils étaient bolchévistes, bien que tout le monde sût que les Ukrainiens de ce district étaient opposés au régime bolchéviste.

Lorsque l'Ukraine devint indépendante, les partis russes commencèrent une propagande en faveur d'une Fédération, tous sans exception. Quand ils parvinrent au pouvoir, ils tentèrent de supprimer l'Ukraine par le fer et par le feu, persécutant les patriotes et déclarèrent que la langue ukrainienne n'était qu'un dialecte russe.

Tout cela n'est-il pas significatif ? Lorsque nous ouvrîmes notre première école, ils entreprirent une nouvelle campagne pour prouver l'impossibilité d'adapter l'ukrainien à la science, à l'enseignement, etc. Après avoir proclamé la Fédération avec la Russie conformément aux plans russo-allemands, ils dévoilèrent leurs véritables intentions en remplaçant immédiatement les drapeaux ukrainiens sur les bâtiments publics par des étendards russes. Telles sont les raisons pour lesquelles le fédéralisme ukrainien se transforma en séparatisme, et lorsque nous vous entendons pleurer sur l'Ukraine nous croyons à votre sincérité ; mais nous savons que tout en nous assurant de votre amitié vous ne cherchez que le meilleur moyen de nous dévorer. Des Russes de « la Cause commune » nous ont persuadés que l'Ukraine ne peut exister que comme Etat indépendant ou alors elle ne pourra exister du tout.

Les atrocités.

Voici le dernier point auquel nous devons répondre et celui qui nous est le plus pénible, non parce que les atrocités ont été commises au degré auquel M. Efimovsky voudrait nous faire croire, mais parce qu'elles nous rappellent les innombrables victimes de la bande des réactionnaires qui restèrent au pouvoir en Ukraine pendant un certain temps : les hommes fusillés dans les rues de Kiev par les volontaires russes ; les exécutions opérées de sang-froid par les officiers russes parmi les paysans et les ouvriers ukrainiens. Nous admettons qu'il y ait eu des officiers fusillés à Kiev sans jugement par les soldats de l'armée de Petliura, mais il ne faut pas oublier certains faits qui expliquent et justifient en partie les actes commis par les officiers russes et ukrainiens eux-mêmes. Dans la nuit précédente, le jour où les troupes de Petliura entrèrent à Kiev, une insurrection ukrainienne éclata dans le cœur même de la ville et une partie de celle-ci fut prise de l'intérieur, tandis que les soldats républicains entraient de l'extérieur. Un événement aggrava alors considérablement la situation. L'ordre avait déjà été donné de capituler sans conditions et toute la ville croyait que le combat était terminé lorsque des détachements séparés de volontaires tirèrent traîtreusement sur les soldats ukrainiens qui traversaient pacifiquement les rues de la ville précédés d'une foule de femmes et de civils chantant l'hymne national. Naturellement, une telle attitude de ces bandits russes en uniforme d'officiers ne pouvait qu'exaspérer les soldats et accroître le nombre des victimes.

Terreurs réactionnaires russes.

Quelque terrible que soient les accusations portées contre les soldats ukrainiens, leur conduite n'a pu surpasser la brutalité des officiers russes à Kiev, qui, pendant le siège, tuèrent de sang-froid un grand nombre de prisonniers civils. Un étudiant, Ivanov, fut fusillé dans la rue par des officiers d'un détachement d'Astrakan, ainsi qu'un grand nombre d'autres personnes qui eurent le malheur de tomber entre leurs mains. Bien des détachements de volontaires se vantèrent du nombre de prisonniers de l'armée de Petliura qu'ils avaient tués. Le journal russe *Rodina* publia des lettres dans lesquelles des militaires, racontant leurs aventures, ajoutaient qu'ils avaient fusillé tous leurs prisonniers. Dans l'appartement qu'habitait l'auteur de ces lignes se trouvait un officier polonais qui, revenant du service de nuit de l'armée volontaire russe, racontait que des personnes avaient été exécutées, quoique n'ayant pas pris part lui-même à ces exécutions.

Plusieurs officiers ukrainiens se rendant à Kiev comme parlementaires pour entrer en pourparlers avec le commandement allemand qui combattait avec les Russes de « la Cause commune » contre les Ukrainiens furent arrêtés par les volontaires. Et si les Allemands qui avaient garanti leur libre passage n'étaient pas intervenus, ils auraient été fusillés.

Le temps et la place nous manquent pour rapporter la barbarie de ces brigands en uniformes d'officiers qui commirent des crimes tels que les atrocités des gardes rouges ne sont rien en comparaison. Il suffit de dire qu'ils exécutèrent des villages entiers, punirent et assassinèrent par milliers sans jugement, demandant aux paysans des centaines et des milliers de roubles en réparation pour les dommages causés aux propriétaires fonciers et aux magnats. Des agriculteurs furent tués et pendus, les Ukrainiens furent accusés de bolchévisme pour les punir de leur séparatisme (comme à Tchernomorje par le colonel russe Kutepoff). Nous pouvons ajouter qu'ils pillèrent et volèrent les marchandises des boutiques, ainsi que les objets de maisons particulières, aussi bien que les gardes rouges.

Il n'est donc pas étonnant que les soldats de l'armée ukrainienne, pour la plupart des paysans, tuèrent à leur tour quelquefois leurs prisonniers et murmurèrent contre le Directoire qui envoya des milliers d'officiers russes en Allemagne au lieu de les envoyer en Russie, où ils auraient été exécutés par les gardes rouges de la même manière qu'ils avaient exécuté eux-mêmes les paysans de l'Ukraine, de Kuban et du Don. Ces soldats, peu instruits, nous paraissent moins inhumains que leurs ennemis les officiers qui prétendent être civilisés.

Voilà donc l'autre côté de la médaille tel qu'il est vu clairement par tout observateur impartial et que « la Cause commune », — nous ignorons pour quelle raison, — ne mentionne jamais dans ses articles. Nous n'avons jamais entendu de sa part le moindre mot de sympathie pour les soldats et paysans ukrainiens fusillés et exécutés par les officiers. La moralité de M. Efimowsky et des chauvins russes de « la Cause commune » est trop partiale et leur indignation trop peu sincère et juste.

Les réactionnaires russes versent des larmes non pas sur les milliers de vies perdues, mais parce qu'ils ne peuvent se venger de la révolution, assassiner plus de pauvres gens dans l'intérêt de leurs grandes propriétés et du paradis perdu.

Leur impuissance à mordre, à exécuter d'autres victimes est la cause réelle de leurs lamentations, de leurs larmes de rage, véritables larmes de crocodile. C'est pourquoi nous ne pouvons que déclarer : « Vous récoltez ce que vous avez semé. »

G. Pidubny.

ENCORE LES POGROMES

La réception de plusieurs brochures, toutes, sauf erreur, d'origine israélite, et la nouvelle que les Juifs réclament l'intervention des puissances alliées à propos des troubles antisémites en Ukraine nous obligent à revenir sur la question des pogromes.

Dès l'abord nous faisons observer que les pogromes ukrainiens se distinguent de ceux qui ont eu lieu en Tchéco-Slovaquie, en Hongrie et surtout en Pologne par le fait qu'il ne s'y est agi nulle part d'attaques systématiquement préparées contre les Juifs. Ni la presse ukrainienne, ni les agences, et encore moins les autorités ukrainiennes n'ont organisé les pogromes en excitant la population contre ses concitoyens juifs, en répandant de fausses nouvelles, en tronquant ou en déformant la vérité pour faire croire que les victimes sont les coupables. Cette manière de déformer la vérité a toujours un succès momentané. Comment, en effet, vérifier les faits affirmés par les uns, niés par ceux qui ont intérêt à fausser la vérité ?

Quant à l'Ukraine, nous n'avons jamais refusé d'admettre qu'il y ait eu des massacres de Juifs, mais ces massacres commis par les bolchévistes ont fait des victimes aussi parmi la population chrétienne. Puis, pour autant que le gouvernement ukrainien ait pu atteindre les coupables, ils ont été punis.

Il n'en a pas été ainsi des pogromes polonais. Nous n'entendons ni prendre la responsabilité des affirmations juives, ni celle des accusations lancées par eux contre les Polonais, mais seulement rendre compte des brochures reçues et dont l'importance dépasse le cadre d'une simple notice bibliographique.

* * *

Dans « L'antisémitisme polonais », M. S. Kovalsky cherche les origines du mouvement antisémite en Pologne. Sa brochure commence par un saisissant tableau de lumières et d'ombres alternées. D'un côté, c'est la joie de ceux qui, ayant su conserver intactes leurs traditions, voient se réaliser, non par eux-mêmes mais par d'autres, leur rêve splendide de restauration nationale. La victoire des Alliés a achevé l'œuvre d'émancipation et de libération commencée par les Allemands alors que pour détacher la Pologne de la Russie ils en avaient proclamé l'indépendance. Toutefois cette indépendance « à l'allemande » laissait la Pologne mutilée. Les Alliés veulent une Pologne rétablie dans ses anciennes frontières, forte au point de pouvoir servir de rempart contre la Russie et l'Orient plus lointain. Or, et c'est là la tache sombre de ce tableau, l'agitation antijuive croissait en même temps que se réalisaient les espoirs polonais et au moment où l'armistice mettait virtuellement un terme à la guerre mondiale, la Pologne et la Galicie polonaise étaient en plein pogrome.

Ce sont ces pogromes polonais qui font l'objet de deux brochures. L'une, « Bolchévisme juif et antisémitisme polonais, » est due à M. Hersch, professeur à l'Université de Genève et a paru chez Atar sous forme de lettre ouverte à M. Maurice Millioud. L'autre est publiée à Stockholm par le bureau d'éditions Judaea. Ce sont 150 pages de « faits et documents » recueillis par L. Chasanowitch sous le titre « Les pogromes antijuifs en Galicie et en Pologne. »

Les faits, les voici : 106 localités ont vu des pogromes d'une violence plus ou moins forte ; certains de ces pogromes ont atteint à l'horreur des trop fameux massacres de Kichinev. Citons ce trait emprunté au récit d'un publiciste connu, Max Reiner : « Plusieurs centaines de Juifs s'élancèrent, pris de peur mortelle, dans les synagogues et s'y barricadèrent dans l'espoir que les incendiaires respecteraient la sainteté de la maison de Dieu. Les légionnaires polonais l'apprirent, cernèrent la maison de prière et y mirent le feu. Pendant que la synagogue brûlait, de nombreux Juifs essayaient de sauter par les fenêtres pour se sauver. Mais quiconque le faisait était fusillé par les légionnaires, qui attendaient en bas. La synagogue brûla complètement et plus de cent Juifs furent carbonisés, parmi lesquels plusieurs, dans l'angoisse mortelle touchant à la folie, s'étaient enveloppés dans des rouleaux de l'Ecriture sainte. »

« Ce procédé fut répété par les Polonais en gros. Tout le quartier juif fut cerné par les légionnaires polonais et chaque rue barrée ; toutes les maisons furent incendiées ; on allumait le feu dans les caves ou bien on jetait des bombes incendiaires et des grenades à main. Le quartier juif entier devint une mer immense de flammes. Des hommes, femmes et enfants gémissant, implorant grâce, se précipitaient hors des maisons brûlantes dans les rues et essayaient de se sauver par la fuite de la mort dont les menaçait le feu. Ils furent tués à coups de crosse, de baïonnette et de fusil ou bien chassés dans les maisons brûlantes par les légionnaires. Dans des cas isolés, ces derniers se laissaient émouvoir par des offres particulièrement élevées d'argent et objets de valeur et permettaient à tel être humain martyrisé de quitter le quartier enflammé. »

Ces faits se sont passés à Lemberg.

On connaît les démentis opposés aux récits des victimes, l'assimilation qu'on a cherché à établir entre celles-ci et les partisans de l'Ukraine. On se rappelle qu'on a attribué ces massacres à des brigands ukrainiens revêtus d'uniformes de légionnaires polonais. Cette « histoire de brigands » ferait rire si elle n'était pas aussi sanglante. Les documents rassemblés par M. Chasanowitch en font justice, tout comme la brochure du professeur Hersch réduit à néant l'accusation portée contre tous les Juifs de l'Est d'être des bolchévistes. Ce qui subsiste, c'est l'antisémitisme polonais, qui, depuis que les Polonais s'imaginent avoir fait croire à l'Univers que les Juifs sont tous des ennemis de l'ordre établi, ne se donne plus la peine de se cacher.

Au reste, aurions-nous besoin de preuves de l'antisémitisme polonais ouvertement déclaré que les Polonais nous les fourniraient d'eux-mêmes. Rappelons seulement deux de leurs publications : « La question juive dans la Pologne du congrès, » par Léon Wasilewski, parue en 1915 chez l'éditeur de la feuille hebdomadaire « Polen », organe du Comité suprême national polonais, et la « Question juive en Pologne, » édition de l'Agence polonaise de presse, Paris, 1915. A côté de ces opuscules on peut lire avec instruction la collection de « L'Echo de Varsovie », de Genève, et le périodique allemand « Polen », paraissant à Vienne, et en somme tous les journaux polonais.

* * *

Ce qui nous frappe, à côté de l'énergie que mettent les Juifs à se défendre, à vouloir faire respecter avec leur vie et leurs biens leurs droits à l'autonomie nationale, qui leur a été, ainsi qu'on le sait, accordée en Ukraine, c'est leur désir de vivre en paix avec leurs voisins en Pologne comme ailleurs. Ils s'efforcent d'établir cette bonne volonté ainsi que leur bonne foi, tout en manifestant leurs aspirations nationales tendant à la restauration d'un Etat juif en Palestine, dans toute une série de brochures dont nous n'indiquerons que les princi-

pales. C'est un « Appel aux amis de la justice internationale, » par Raphaël Ottolenghi ; une « Dette envers Israël » ; « Lettre d'un juif à un chrétien, » par Schemaryah Gorelik ; « Les Juifs à la conférence de la paix, » par I. Grünberg ; « La Grande-Bretagne, la Palestine et les juifs, » recueil de déclarations et d'opinions concernant le futur établissement des juifs en Palestine ; « La colonisation de la Palestine par les Juifs, » par J. Tolkowski, ingénieur-agronome à Jaffa, et enfin « La Palestine et la renaissance du peuple juif, » par F. Zurissaday.

Il ressort ceci de toute cette littérature à tendance nettement apologétique : les Juifs aspirent à restaurer la république d'Israël en Palestine ; cette aspiration existe, même si on veut la qualifier de « sottise » comme le fait un Juif français éminent, mais les Juifs veulent aussi qu'on respecte leurs croyances et qu'on tienne compte de leur nombre là où ils sont en nombre, comme en Pologne et en Ukraine. Les Ukrainiens ont compris cela, les Polonais ne veulent pas l'admettre.

Une observation encore : New-York est certainement après Berditchev l'une des villes les plus juives du monde (1 200 000 Juifs sur 6 millions d'habitants). Jamais les Juifs n'ont réclamé une sorte d'autonomie quelconque. Pourquoi ? Parce que les Etats-Unis connaissent le régime de l'absolue liberté dans le droit. Si ce régime existait dans l'Est, il n'y aurait pas de question juive.

Chronique économique et financière.

Chambre de commerce ukraino-suisse.

Monsieur le chef du Département économique a reçu un représentant de la Mission extraordinaire, commerciale et financière de la République populaire ukrainienne et s'est entretenu avec lui, d'une façon très cordiale, sur les questions économiques et commerciales de l'Ukraine. Monsieur le conseiller fédéral a salué avec joie l'initiative de notre Mission pour le rapprochement des deux républiques et a pris note avec une bienveillance remarquable de la fondation d'une chambre de commerce ukraino-suisse, fondation à laquelle la Mission a voué toute son attention, étant donné l'importance de cette institution en ce qui concerne le développement des relations commerciales entre l'Ukraine et la Suisse.

Cette chambre de commerce sera la première expression pratique de la volonté de notre patrie de travailler en accord parfait avec l'Europe occidentale et il faut espérer que malgré toutes les difficultés que la Mission commerciale a dû vaincre, — malheureusement même du côté de nos représentants officiels, elle parviendra à appeler à la vie cette œuvre aussi utile que nécessaire. Nous pensons que tout vrai patriote ukrainien qui désire voir son pays atteindre l'importance qu'il mérite par ses richesses naturelles et l'énergie inépuisable de sa population, devrait mettre toute sa bonne volonté à la disposition de cette œuvre et c'est justement là qu'il ne devrait pas y avoir la moindre place pour la jalousie personnelle, mesquine et nuisible à toute initiative. Nous pensons aussi que ce sont justement nos représentants permanents qui devraient l'appuyer de toute leur force et non pas y mettre obstacle ou saboter le commencement d'un travail hautement désirable au point de vue général.

Quand quelques-uns de nos diplomates comprendront-ils enfin que Machiavel a vécu et qu'il ne s'agit plus d'intriguer, mais de travailler et que chaque grain d'énergie perdu en intrigues coûte très, très cher à notre pauvre population. Elle se débat contre un monde d'ennemis sans pouvoir s'occuper encore de ses ennemis de « l'intérieur » qui servent de cette façon peut-être inconsciemment les bolchévistes et les « autres », en quête de preuves que l'Ukraine n'est pas encore mûre pour l'indépendance...

L'UKRAINE ET LE BUDGET RUSSE

par **E. BATCHINSKY**

Préface du Dr EDMOND PRIVAT.

Cette brochure, qui va paraître sous peu, contiendra les articles que notre collaborateur a publiés ici même, avec une conclusion appropriée et plusieurs nouvelles statistiques, ainsi que le premier budget de l'Etat ukrainien (1918).

REVUE DE LA PRESSE

La Galicie ukrainienne veut vivre et mérite de vivre.

Sous ce titre, le « Petit Parisien » du 27 publie une lettre de son correspondant particulier à Stanislavov, M. Paul Du Bochet, en la faisant précéder de la préface suivante :

La reprise de Kiev par l'armée ukraino-galicienne de Zeleny donne un intérêt d'actualité immédiate à la correspondance ci-dessous de notre envoyé spécial. Son enquête sur la Galicie et ses aspirations se recommande d'ailleurs comme on pourra en juger à plus d'un titre.

Après batailles sur batailles, écrit M. Du Bochet, sur toutes les rivières et sur toutes les routes, prises et reprises des villes de Tarnopol, Brody, Lemberg, Peremisle, Stanislavov et Kolomea, aucun pays de l'Europe, la Serbie mise à part, ne connut une pareille destinée de cortèges d'incendies et de dévastations. Mais aujourd'hui même, la guerre n'est pas finie. Obligée de se garder à l'ouest contre les Hongrois, bloquée au sud par l'occupation roumaine, l'armée galicienne se bat au nord contre les Polonais et à l'est contre les bolchévistes qui ont envahi l'Ukraine russe. La misère est terrible. L'épidémie sévit partout. Et cependant le peuple tient bon. Malgré toutes les épreuves, il reste rivé à sa terre. C'est un peuple de paysans, sobre et vigoureux, ayant gardé du régime autrichien le respect de la propriété et de l'ordre, et de ses origines slaves une sorte de fatalisme très doux mais aussi un sens violent de la race et l'amour fanatique du sol. Après la révolution, le peuple céda tout naturellement aux affinités profondes qui le poussaient vers la grande Ukraine. Si bien qu'aujourd'hui l'unité du sentiment national est bien près d'être complètement réalisée.

Sous la domination autrichienne, l'élément ukrainien — on disait alors ruthène, mais la distinction établie pour des raisons politiques faciles à comprendre est absolument artificielle — fut toujours tenu à l'écart des fonctions officielles, qui étaient régulièrement confiées à des Polonais. Aussi le nouveau gouvernement — car les deux grandes provinces ukrainiennes ont chacune leur gouvernement, sans que l'unité de direction s'en trouve compromise — est-il composé d'hommes auxquels la routine politique fait souvent défaut. Et ce détail peut-être suffit à expliquer le peu de faveur dont jouit leur cause. Il en est de même dans l'armée où l'on ne rencontre que des officiers de réserve, ce qui oblige le commandement, dans certains cas, à accepter la collaboration d'officiers originaires de l'Autriche allemande, et le nombre en est des plus restreints. En tout cas, il est absolument faux de prétendre qu'il se trouve dans l'armée ukrainienne des Allemands de l'empire. Les deux guerres nationales, puisque au conflit avec la Pologne est venu s'ajouter la lutte avec les bolchévistes, ont suscité dans le pays un enthousiasme fait de renoncement et d'ardeur concentrée. C'est vraiment la guerre sainte. L'armée de l'Ukraine galicienne conserve une discipline parfaite et pourtant elle manque d'équipements, de munitions et d'officiers. L'absence de médicaments augmente considérablement la mortalité parmi les blessés. L'appel des réserves, cependant, se fait de façon absolument normale et n'est limité que par les questions de matériel. Les permissionnaires, eux aussi, rejoignent régulièrement leur corps. Et j'ai vu à Stanislavov une délégation de femmes houtzoules, de solides montagnardes, coiffées d'un mouchoir rouge et chaussées de lourdes bottes, qui étaient venues au ministère pour demander l'autorisation de se battre aux côtés de leurs hommes. Il suffit du reste, pour comprendre l'état d'esprit de ce peuple, de jeter un coup d'œil sur ses journaux. La manchette est partout la même : « La guerre pour la libération de l'Ukraine », et ensuite deux sous-titres : « Guerre ukraino-polonaise » et « Guerre ukraino-russe ». Les deux questions ne se séparent pas. Car l'Ukraine veut vivre. Les déclarations du président Wilson ont fait une impression profonde sur ces paysans opprimés, sur ceux de Galicie surtout qui ont conscience de tenir en leurs mains le sort de l'ukrainisme. Nulle part la tâche de l'Entente ne fut plus délicate et ne se heurta à un pareil enchevêtrement de sentiments et d'intérêts politiques contradictoires. Nulle part non plus la responsabilité morale qu'elle a assumée ne fut plus grande, car d'elle dépend l'orientation de la crise orientale, la solution de tout le problème russe et peut-être aussi la paix de l'Europe et du monde. En dépit de la précédente politique tendant à laisser le champ libre à la résurrection de la grande Allemagne, ou pire encore à la germanisation de la Russie, il reste à l'Entente une dernière possibilité. Cette chance suprême, c'est l'Ukraine qui la lui offre, l'Ukraine ou plutôt la Galicie. La Galicie est en effet le Piémont de l'idée ukrainienne. Or, cette idée qui, il y a deux ans, se dégageait à peine des limbes de la tradition, s'affirme maintenant avec une force extraordinaire : méconnue et calomniée, elle s'est retrempée dans l'épreuve. Les persécutions des bolchévistes et l'invasion ont valu plus d'adeptes à la cause que la meilleure des propagandes. Les bolchévistes du pays eux-mêmes se déclarent aujourd'hui Ukrainiens à la face de ceux de Moscou, et c'est au nom de l'Ukraine que les paysans se soulèvent pour défendre leurs villages contre les pillards de l'armée rouge. L'Ukraine veut vivre. Or, le cerveau de l'Ukraine, c'est la Galicie. Et c'est la Galicie encore, par sa courageuse attitude, qui seule, jusqu'ici, a empêché la jonction des bolchévistes hongrois et russes.

Le gouvernement ukrainien, qui s'appuie sur les principes de Wilson, est complètement gagné à la cause de l'Entente. Il ne demande que trois choses : que les Alliés décident la Pologne à souscrire elle aussi, comme il l'a fait lui-même, aux propositions d'armistice formulées par le Conseil des Quatre, qu'on lui donne des chaussures et des munitions. En échange il s'engage — et les événements prouvent qu'il en serait capable — à libérer toute l'Ukraine russe du joug maximaliste. Et le pays nouveau qui se créerait ainsi serait le plus riche de l'Europe. Il s'agit de faire vite. Les troupes du général Parsky qui opéraient contre Odessa sont actuellement libres. Sous peu, elles viendront troubler devant Proskurov et Kovno celle du général Klembovsky. Ce sera alors pour la Galicie la question de vie ou de mort.

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS

*** *11 mars.* — Le Dr Petruchewitch, président du Conseil national de la République occidentale, M. Bouratchinsky, secrétaire d'Etat de la Justice, Dr Lozinsky, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, Dr Prima et l'ingénieur Loutchkiv sont partis à Vinnitza afin de recevoir des instructions du Directoire, concernant les pourparlers avec l'Entente.

*** *14 mars.* — Le Congrès des apiculteurs de Podolie et de Galicie a eu lieu à Jmerinka.

*** *27 mars.* — Le Conseil des Secrétariats d'Etat de la République ukrainienne occidentale a ratifié l'accord conclu entre lui et le gouvernement autrichien au sujet des relations économiques et des transports.

*** *31 mars.* — Une division de troupes bolchévistes s'est rendue sans combat aux Ukrainiens à Korosten.

*** Le gouvernement ukrainien a transféré son siège à Rovno.

*** *2 avril.* — Une mission militaire américaine composée du capitaine Bachman et du capitaine Bessler est arrivée à Stanislaviv. Elle a été reçue à la gare par les autorités ukrainiennes, où une réception eut lieu en leur honneur.

*** *7 avril.* — Une mission sanitaire ukrainienne est arrivée à Prague pour négocier avec le gouvernement tchèque au sujet du rapatriement des prisonniers.

*** *9 avril.* — La publication d'un décret du Directoire à Rovno sur le changement du gouvernement. La présidence s'effectua par M. Martos (social-démocrate modéré). Le nouveau ministère travaille activement à la réorganisation de l'administration de l'Etat et se base sur les Radas populaires des provinces.

*** *10 avril.* — Par décret du Secrétariat d'Etat de l'Ukraine occidentale, toutes les distilleries d'alcool en Galicie ont été fermées et toute la quantité d'alcool existant confisquée au profit de l'Etat contre une somme à fixer plus tard.

*** M. le sénateur Hames Hamill et Dr Bilik, délégués des Ukrainiens des Etats-Unis d'Amérique, viennent d'arriver à Paris pour prendre part aux travaux de la délégation ukrainienne.

*** *12 avril.* — Une mission économique du gouvernement soviétiste hongrois est arrivée à Stanislaviv, dirigée par MM. Drs Kis et Rinter.

*** *17 avril.* — Une mission française composée du capitaine Les et du lieutenant Simon est arrivée à Drohobytch pour examiner la question des territoire de naphte à la Conférence de la Paix.

*** Une armée bolchéviste forte de 20 000 soldats avec 30 canons et 200 mitrailleuses qui opérait le long du fleuve Pripet dans la région de Sarny-Homel s'est rendue aux troupes ukrainiennes.

*** *24 avril.* — Le Conseil national et le gouvernement de la République ukrainienne occidentale ont lancé un nouveau manifeste à toute la population et à l'armée les invitant à la lutte contre les Bolchéviks et les Polonais dont le but est l'assujettissement national du peuple ukrainien en maintenant l'ordre et la tranquillité dans le pays.

CHRONIQUE INTERNATIONALE

Le 28 avril 1919.

— Le Parlement italien a été convoqué pour le 29 avril au lieu du 6 mai.

— Toute la presse italienne, l'*Avanti* y compris, approuve l'attitude de M. Orlando. Les délégués italiens, de retour, sont l'objet de manifestations patriotiques.

— La grande presse anglaise, à l'exception du *Morning Post* et du *Daily Chronicle*, se range du côté du point de vue de Wilson, en ce qui concerne les revendications italiennes.

— Le bataillon anglais appartenant à la garnison de Fiume a quitté la ville, tandis que les Italiens renforcent journellement leurs troupes dans l'Istrie méridionale.

— Différents grands quotidiens américains, comme le *Sun*, l'*Herald*, l'*Evening Post*, le *New York Times* et le *Globe* déplorent l'attitude adoptée par M. Wilson.

— La loi martiale a été décrétée pour toute la Bavière et la rive droite du Rhin. Les troupes gouvernementales continuent leur encerclement de Munich.

— Des bandes spartacienne avancent vers la frontière tyrolienne. Le Tyrol a pris toutes les mesures pour protéger ses frontières.

— La délégation de paix allemande, comprenant au total environ 200 personnes, est partie pour Versailles.

— A Amsterdam, la conférence socialiste internationale s'est ouverte sous la présidence de M. Branting. MM. Huysmans, Ramsay, Macdonald et Henderson et autres étaient présents, ainsi que plusieurs autres délégués. Le programme comprend sept points : 1° Discussion sur les résultats de la Conférence de Paris. 2° Envoi d'une commission d'étude en Russie. 3° Questions territoriales. 4° Réponse à donner au manifeste de Moscou formulé par l'Internationale communiste créée par Lénine, Trotzky, Zinoviell, Rakovski, Platten et autres. 5° Les nouveaux statuts de l'Internationale. 6° L'organisation de la presse ouvrière. 7° L'organisation d'un Congrès en août.

— Sur le front d'Arkhangel, la retraite des troupes bolchévistes s'accentue ; sur le front de Vaga, 150 km. au sud d'Arkhangel, les soviétistes retirent leurs troupes vers la Dvina. Le dégel a commencé sur cette partie du front.

— L'état-major du quartier général bolchéviste a évacué Orenbourg ; par ce fait, la ligne de chemin de fer Samara-Orenbourg, constituant la communication entre la Russie soviétiste et le Turkestan, est menacée par les troupes de l'amiral Koltchak. Les Cosaques de l'Oural, commandés par le général Doutoff, avancent sur Orenbourg.

— Les contingents bolchévistes qui passent du côté de l'armée sibérienne augmentent toujours.

Le 29 avril 1919.

— M. Ador a été appelé à Paris par les deux délégués suisses Huber et Rappard, les Alliés voulant entendre son préavis en ce qui concerne : 1° la neutralité de la Suisse dans la Société des Nations ; 2° le projet que la commission spéciale a élaboré sous la présidence de M. Calonder.

— A la séance plénière de la Conférence de la Paix, Genève a été désignée comme siège de la Ligue des Nations. Le projet définitif a été adopté malgré les protestations du Japon, les regrets de la Belgique et les critiques de la France.

— Le président Wilson a fait démentir par l'intermédiaire de son secrétaire la rumeur selon laquelle il aurait conclu une alliance ou un traité secret avec certaines grandes puissances.

— Le Conseil national de Fiume a offert aux délégués du gouvernement italien l'administration de la ville.

— Les unités finnoises continuent rapidement leur avance en Carélie. Elles menacent de couper complètement le chemin de fer de Mourmansk. Il se confirme que le grand mouvement projeté contre Petrograd a commencé le 24 avril.

Le 30 avril 1919.

— La Société des Nations sera composée de neuf Etats constituant le Conseil exécutif : Etats-Unis, Empire britannique, France, Italie, Japon et quatre à désigner. Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre leurs différends à l'arbitrage, à se prêter un mutuel appui contre les Etats en rupture de pacte. La Société des Nations confiera à certaines nations la tutelle des colonies allemandes et des communautés qui n'ont pas atteint un degré suffisant de civilisation.

— Le gouvernement français a interdit les manifestations à Paris pour le 1er mai ; les journaux ne paraîtront pas ce jour-là.

— A la Chambre italienne, M. Orlando a défendu, dans un grand discours, l'attitude de la délégation à la Conférence de la Paix. A l'appel nominal par 382 voix contre 40 (voix socialistes), Orlando obtient un vote de confiance par l'adoption de l'ordre du jour.

— Des pourparlers ont été entamés en vue de la formation d'un Etat libre de la Grande Thuringe, comprenant la Thuringe et certains territoires de la Prusse et la Saxe.

— Les Serbes et les Roumains progressent vers le Theiss. Le général français Henneque commandera les Tchéco-Slovaques contre les communistes hongrois.

— L'attaque des volontaires finlandais force les troupes bolchévistes, sur le front de Mourmansk, à se retirer, les Finlandais faisant des progrès tant au nord de Petrograd qu'entre le lac Ladoga et l'Onega.

Le 1er mai 1919.

— La Diète finlandaise a repoussé par 138 voix contre 36 la proposition de constitution monarchique qui avait été faite à la dernière Diète.

— L'état de siège à Hambourg est levé à la suite du rétablissement de l'ordre.

— Dans le district d'Allenstein, en Prusse orientale, revendiqué par les Polonais, ceux-ci, lors des élections communales, ont subi un grave échec et sont mis en minorité.

— En Haute-Silésie, le mouvement gréviste bat encore son plein.

— Le conseil des trois a examiné les questions de Kiao-Tchéou, de la reconstitution de la Belgique, des prisonniers de guerre allemands, etc.

— La commission navale d'armistice a levé le blocus côtier de la mer du Nord et de la Baltique.

— Le Sénat italien a adopté à l'unanimité l'ordre du jour approuvant les déclarations de M. Orlando.

— Des troupes yougo-slaves, en voulant passer la ligne de démarcation, ont été retenues par les troupes autrichiennes.

— La délégation lettone à la Conférence de la Paix demande : 1° de placer sous un commandement allié ou letton les troupes allemandes qui restent en Courlande ; 2° de livrer à la justice militaire lettone toutes les personnes ayant pris part aux actes hostiles au gouvernement provisoire letton, de remplacer les troupes allemandes dans les pays lettons par des troupes alliées (environ 10 000 hommes).

UN DOCUMENT

Pour compléter la série de documents que nous avons déjà publiés, nous donnons aujourd'hui les premières conditions françaises, refusées par le Directoire.

A Odessa furent envoyés deux délégués :

Premier ministre Serge Ostapenko, ministre de la guerre, général Grekov. Durant l'entretien, le commandant français proposa à nos délégués d'accepter les points suivants comme conditions préalables à une aide unique :

1. Renvoi de Vinnitchenko et de Tchekowsky.
2. Démission provisoire de Petliura.
3. Reconnaissance secrète du Directoire.
4. Les voies ferrées passent au haut commandement français.
5. Le contrôle sur les finances dans le but de les affermir.
6. Si Kiev se rendait, le gouvernement serait transféré à Odessa.
7. Le haut commandement des armées appartient aux Français.
8. La souveraineté de la nation ukrainienne sera discutée au Congrès de la paix.
9. La réforme agraire sera effectuée dans le sens le plus large, avec indemnités.
10. Les questions des colonies seront traitées par le Congrès de la paix.
11. La Galicie formera la base de l'armée active. Au cas où les officiers manqueraient, on emploiera des officiers volontaires russes.
12. Le gouvernement ukrainien présentera au gouvernement français un appel en énumérant ses fautes, promettant de lutter contre les bolchévistes, le priant de contribuer au rétablissement de la nation et d'organiser la vie économique, des finances, militaire, politique et diplomatique de notre Etat. Cette demande doit être basée sur les sentiments de confiance à l'égard de la France et sur la foi en la générosité des Français et leur gloire traditionnelle.

Trois types nationaux

Par le prof. Vladimir Antonovitch. (Fin.)

Quant à l'amitié et à l'inimitié, chez les Russes la première est déterminée surtout par des considérations pratiques, les inimitiés au contraire se produisant hors de toute mesure. Chez les Polonais l'amitié est bien plus constante. Les inimitiés, les rancunes durent beaucoup plus, sans devenir excessives, et se bornent à taquiner l'adversaire dans des bagatelles. Les Ukrainiens ne concluent pas facilement des amitiés, mais les inimitiés ne s'éteignent pas avec le temps, elles durent souvent toute la vie. Les rixes sont aussi différentes chez les trois types. Le Russe cherche à faire autant de mal physique que possible à son adversaire ; chez les Polonais, la principale chose c'est l'habileté, toute l'attention est tournée vers ceci : rosser à fond l'adversaire et s'en tirer avec la peau indemne ; les Polonais boxent avec des pauses pour reprendre haleine. Chez les Ukrainiens, les adversaires s'attrapent à bras le corps et tout le combat se borne à se tirailler et à se secouer mutuellement. C'est une grave offense quand un Ukrainien dit : Il m'a frappé à la poitrine.

Les associations sont très développées chez les Ukrainiens comme chez les Russes, surtout on voit une grande différence entre ces peuples. L'association ukrainienne (autrefois des poissonniers-paysans et les saumiers en Crimée, nommés « Tschoumakys » les pêcheurs « Rybalkys » et les bergers « Tschabanys ») avait un nombre restreint de membres qui considéraient leurs camarades égaux en droits. Ils suivent volontiers le chef choisi, mais seulement pour autant qu'ils s'y sont engagés. Ils honorent et estiment un chef qui montre une bonne connaissance du métier et une habileté à diriger l'affaire, mais ils ne lui accordent pas de préférence pour le gain. Le chef supérieur de l'association russe dirige tout à sa guise, mais il ne prend pas part au travail et il reçoit la plus grande partie du gain pour son talent de directeur. Chez les Polonais, il y a peu de goût pour l'association ; elle n'est pas dans le caractère du peuple. Chez les Russes le père de famille dirige tout, signe les contrats au nom de tous, il engage les travailleurs. Pour lui, il ne se réserve que la surveillance du travail. Pour les arrangements, pour la direction et la surveillance, le père de famille s'arroge la plus grosse des parts du revenu.

On peut encore voir plus clairement le caractère des peuples dans l'idéal politique qu'ils cherchent à réaliser selon les circonstances. Les Russes ne suivent que l'autorité, et même sans idée de résistance. Les Ukrainiens ont un autre idéal, l'égalité complète des droits dans la commune. Cet idéal fut prédominant dans l'antique « Vitché » (assemblée populaire) et dans la Rada des Cosaques où tous les membres possédaient la plus complète liberté et l'égalité de droits qui était strictement observée. Les Polonais, au contraire, sont partisans de l'aristocratie et leur société était aussi aristocratique. Pour la religion, l'Ukrainien fait peu de cas des usages ecclésiastiques, son sentiment religieux se distingue par son ardeur et sa profondeur, mais il respecte les autres croyants. Dans la religion des Polonais, il est difficile de distinguer ce qui vient du caractère populaire de ce qui a été introduit par l'Église catholique. Quoi qu'il en soit on peut dire que les Polonais se sont toujours distingués par l'intolérance religieuse. Chez les Russes, le ritualisme joue le premier rôle. Des sectes nombreuses se sont formées à propos de la discussion s'il fallait dire : Dieu aie pitié de nous, ou bien : O Dieu aie pitié de nous ; s'il fallait dire : né, non créé, ou bien : né, mais pas créé ; s'il était plus correct de répéter deux ou trois fois : l'Alléluia, etc. Comme partisans de l'autorité, le Russe est aussi intolérant que le Polonais.

Dans l'art, chacun des trois peuples a de l'originalité qui dans les différentes branches s'est révélée différemment. Ni l'un ni l'autre de ces peuples n'a une architecture originale, toutes les formes de l'architecture ont été empruntées à d'autres, puis se sont accommodées au caractère du peuple. Ce sont les Polonais qui ont le moins fait pour l'architecture. Dans l'architecture ecclésiastique des Polonais, règnent surtout deux types : le gothique, et plus tard, le pseudo-classique, appelé souvent rococo-jésuitique. Les Polonais ont emprunté ces deux styles aux Allemands et leurs constructions ne se distinguent pas de celles de leurs modèles.

Le modèle de l'architecture ukrainienne et de l'architecture russe, c'est le style byzantin du moyen âge ; mais ces deux peuples ont transformé entièrement ce style selon leur goût. L'art bouddhiste aussi n'a pas été sans influence sur l'architecture ecclésiastique russe au XVIe et au XVIIe siècle. La coupole à forme d'oignon des églises russes en est la caractéristique. Le fronton est orné de fûts. Du temps d'Alexandre II, un autre style, pyramidal, est devenu à la mode. L'architecture ecclésiastique ukrainienne se rapproche du type byzantin pur. L'église byzantine est cruciforme et a cinq coupoles. La coupole ukrainienne, dont, avec le temps, le nombre fut réduit à trois, se distingue de la coupole byzantine par le fait que celle-ci forme une demi-boule, tandis que dans l'architecture ukrainienne, ces coupoles sont formées par trois segments semi-circulaires détachés les uns des autres et reliés entre eux par des murs perpendiculaires. Les clochers sont à trois étages, dont les fenêtres sont d'autant plus petites qu'elles sont situées plus haut [1].

En rapport avec l'architecture, nous devons traiter de la peinture. Nous laisserons de côté la Pologne, car la peinture de ce pays ne se distingue pas de celle des pays occidentaux. La peinture ecclésiastique des Ukrainiens vient de Byzance. Là, les formes étaient établies par des principes canoniques, c'est pourquoi la production originale n'y avait guère les coudées franches. Cette peinture convenait aussi aux Moscovites, car elle correspondait au caractère de ce peuple de se plier devant l'autorité. Dans la peinture ukrainienne, malgré les restrictions imposées par les formes canoniques, on peut observer une tendance au réalisme. Si l'église orthodoxe défend de faire des changements dans la peinture, ceci ne se rapportait qu'aux tableaux de sainteté, peints d'après un certain règlement. Mais le peintre ukrainien y faisait aussi entrer le peuple, qui venait se faire bénir par le saint, et alors il lâchait la bride à son imagination. Ceci est très évident dans les tableaux du jugement dernier : Un repaire de dragons où le pécheur est conduit ; à côté un diable comique, pas du tout terrible. Il n'y manquait pas aussi parfois de pointes satiriques. Les noms des pécheurs sont souvent donnés (par exemple : Ivan avec la toile volée). Dans bien des tableaux on voit les archanges Michel et Gabriel en costume cosaque ; dans d'autres images les pécheurs sont conduits en enfer par des Zaporogues, l'entrée du paradis est gardée par des Zaporogues. Dans la peinture profane, les Russes ont emprunté leurs sujets à la peinture occidentale, mais pour l'exécution ils restent bien loin de leurs modèles. Les peintres ukrainiens ont un grand amour pour le paysage ou pour les tableaux fondés sur des poésies lyriques, tandis que chez les Russes le genre prédomine et chez les Polonais les tableaux historiques.

Dans l'ornementation nous voyons aussi d'importantes différences dans le choix des couleurs et des motifs. Les Polonais aiment les tons éclatants et nous pouvons prendre pour modèle le costume populaire de Cracovie, dans lequel le rouge s'unit au bleu et où l'on voit paraître une préférence pour les ornements de métal brillants. Tout est calculé pour l'effet.

Les Russes ont un grand amour pour les couleurs voyantes ; on voit souvent de sept à huit couleurs juxtaposées dans une vraie confusion. Dans l'ornementation russe prédominent des formes d'animaux, des têtes, des pattes, ce qui a probablement été emprunté aux Finnois. Si, par contre un ornement est emprunté au règne végétal, il faut absolument que la plante soit entière ; des vases avec des fleurs ; on trouve aussi toute une église, une troïka, un traineau, des hommes à côté des maisons, etc. L'ornementation ukrainienne est modérée dans les ornements ; on ne voit pas de mélange de couleurs sur le fond. On reconnait deux types fondamentaux : 1° Des ornements géométriques cruciformes et en lignes brisées ; par contre, on rencontre rarement la ligne courbe ; 2° Des ornements de plantes : feuilles, fleurs, branches [1]. Il y a peu à dire de l'ornementation populaire chez les Polonais.

Il faut aussi mentionner les danses. Toutes les danses ont leur origine dans des motifs guerriers, religieux ou amoureux. La danse nationale polonaise, la « Mazur » a pour base la passion guerrière, une attaque de cavalerie ; la « Cracovienne », la guerre de partisans ; la « Polonaise », les cérémonies religieuses.

Les danses nationales russes, le « bytchok » et la « kamarinskaya », ne sont pas à proprement parler des danses réglées, mais des mouvements libres, *ad libitum*. Les danses nationales ukrainiennes, la « kolomyika », la « metelytzia », le « honolytzia » n'ont presque que l'amour pour motif.

Les sciences et les littératures des trois peuples se distinguent par le contenu, la forme et les traditions.

Les Polonais ont appliqué dans la science la méthode doctrinaire. Partout on rencontre un culte passionné de la philosophie abstraite, qui forme à peu près les deux tiers de la science et de la littérature polonaises. Les Ukrainiens ont de la préférence pour le droit, l'histoire de la civilisation, l'économie politique, l'histoire littéraire, etc.

Enfin, encore quelques mots sur la méthode dans la science et le journalisme. Les Polonais aiment les aphorismes et dans la plupart des œuvres polonaises on peut trouver une série de jugements qui pourtant n'ont que peu de rapports entre eux. Le caractère du Russe se montre vivement dans les livres et les journaux ; on y voit dominer deux manières surtout : la manière autoritaire, dont le représentant le plus remarquable était Katkov ; il écrit toute une série de prémices et avant d'avoir tiré une conclusion il se met à insulter d'avance tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. La seconde manière consiste dans la tendance à détruire toute méthode logique de raisonner, sans mettre à la place rien de positif. C'est le nihilisme russe. La première, comme la seconde manière, finit par des injures. L'Ukrainien est grand ami de l'analyse et du scepticisme. La prudence envers toutes les théories et tous les jugements a priori sont bien la caractéristique nationale ukrainienne.

L'éthique est une conception générale, mais la compréhension en varie selon les peuples. Le fondement de l'éthique chez tous, c'est la recherche de la vérité et de la justice. Sous le nom d'éthique, l'Ukrainien comprend tout ce qui est juste ; chez les Russes, la force est le point culminant de l'éthique ; chez les Polonais, c'est ce qui est agréable qui forme le criterium de la morale.

[1] L'opinion de l'auteur que les trois peuples n'ont pas d'architecture originale, repose sur le résultat d'études faites il y a plus de 30 ans. Depuis lors ces études ont été bien dépassées, il est démontré que les trois peuples possèdent chacun une architecture très originale, dont nous voyons, semble-t-il, chez les Polonais et les Ukrainiens, la renaissance. Il n'est pas oiseux de faire savoir que l'architecture ukrainienne n'est point d'origine byzantine, comme on le croyait à l'époque d'Antonovitch, mais qu'elle vient des temps païens et des temples en forme de pagodes qu'on retrouve dans les Carpates. Les clochers qui deviennent de plus en plus minces à chaque étage appartiennent aussi à ce type de construction. Ce style original subit des modifications d'un côté sous l'influence normande et de l'autre sous celle de Byzance, ce qui amena le très original style des églises de bois à trois coupoles qui unit la vieille construction pagodique avec les coupoles byzantines et les coins de toit normands en un tout harmonieux. Dans l'architecture de pierre, les Ukrainiens ont aussi adopté le style romain de même que plus tard le style baroque modifié, comme dans presque toutes les églises de pierre du XVIIIe siècle. Le style des églises de bois ukrainiennes est en train de renaître, car les constructions de pierres officielles sont aussi bâties d'après ce style, comme le palais du zemstvo de Poltava, le cloître des Basiliens de Lvov, etc. Les Polonais ont inventé le style Zakopané (vallée polonaise des Carpates) dont l'usage est limité aux villas et aux maisons d'habitation, mais n'est pas usité dans les grandes constructions. Le style ecclésiastique russe avec ses coupoles en forme d'oignon d'origine géorgienne, et ses ornements de toits d'origine bouddhiste est connu partout. (*Note de la réd.*)

[1] L'étude et les collections de l'art de la peinture ukrainienne ont fait de grands progrès depuis Antonovitch. Il est certain à présent que du XVIe au XVIIIe siècle la peinture ukrainienne a été sous l'influence de la peinture occidentale, surtout des écoles italienne et flamande et qu'elle porte un cachet réaliste. La peinture moderne en Ukraine est aussi réaliste.

A BALE

La Mission extraordinaire commerciale et financière de l'Ukraine a visité la Foire suisse d'Echantillons à Bâle pour étudier la possibilité de placer une partie des commandes très importantes qu'elle vient de recevoir directement du Gouvernement du Directoire de la République en Suisse. Il s'agit surtout de trouver en Suisse un nombre considérable d'instruments géodésiques, dont l'Ukraine a, pour le moment, un besoin très urgent. Les membres de la Mission se sont entretenus d'une façon suivie avec les fabricants suisses et ont constaté que ceux-ci ne sont point indifférents au débouché ukrainien. Spécialement les machines agricoles, les tracteurs, les engins électriques ont attiré leur attention et nous pouvons espérer que la Suisse sera la première à livrer ses produits en Ukraine, également dans le domaine de l'industrie chimique et pharmaceutique. Les progrès réalisés par presque toutes les branches de l'industrie suisse ont rempli d'admiration nos experts, et il est à souhaiter que les relations entre les deux Républiques deviennent cordiales et profitables aux deux parties. L'accueil fait à nos représentants a montré aussi le désir de la Suisse d'entrer en relations avec l'Ukraine, ce qui nous semble fournir une garantie pour la réussite d'un travail commun futur.

ADRESSES UTILES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Présidents : MM. Sydörenko et Dr V. Paneyko, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Légation ukrainienne en Suisse, M. E. Loukassevitch, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 63.98
3. — Ambassade ukrainienne en Autriche, M. V. de Lipinsky, Hôtel Bristol, **Vienne.**
4. — Ambassade de l'Ukraine en Allemagne M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Terez Keerut, 34, **Budapest.**
6. — Légation ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, 9 Diendelsstraat, **La Haye.**
7. — Légation ukrainienne pour la Suède, la Norvège et la Finlande, M. Losski, 43, Karbergsvagen **Stockholm.**
8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôtel Métropole, **Genève.**
9. — Bureau ukrainien de Presse en France, 28, Rue Pauquet. **Paris (XVI).**
10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 9, rue de Notre-Dame de Lorette. **Paris.**
11. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris.**
12. — Bureau de Presse ukrainien en Autriche 9, Josefstädterstrasse. **Wien.**
13. — Ukrainian National Committee, 217, E Sixth Street. **New-York City.**
14. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit. Mich.**
15. — Information Bureau of the Ukrainian National Committee, W. S. Capitol C. O. Hon. James A. Hamill O. **Washington.**
16. — Information Bureau, 83, Grand Street. **Jersey City.**
17. — Bureau ukrainien d'information aux U.S.A 16, Jackson Place. **Washington. D. C.**
18. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street **Scranton.**
19. — Comité pour le secours aux prisonniers de guerre ukrainiens en Italie, Mme Belmain, 89, Via del Gesù. **Rome.**
20. — Comité ukrainien en Italie, M. Ivan Grineuko, 18, Via Muzio Clementi, **Rome.**
21. — Chef de la Mission extraordinaire au Vatican, comte Michel Tyszkiewicz, Hôtel Beau-Rivage. **Ouchy-Lausanne.**
22. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Hôtel Suisse. **Berne.**
23. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**
24. — Central Ukrainian Comittee. H.-A. Makies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg, Man.**
25. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Diendelsstraat, 9, **La Haye.**
26. — Westukrainische Gesandschaft, 16, Windmühlstrasse, **Wien.**

L'Argus suisse de la presse S.A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux ?

par M. le Dr F. CEVEY

1 vol. in-16 à fr. 4.—

Se vend dans toutes les librairies.

LA BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.

Elle bonifie un intérêt de

4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.

En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes.

Bibliothèque Nationale Suisse. BERNE centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, » 2.50

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction et Administration:
11, AVENUE DE LA GARE
LAUSANNE (SUISSE)
Téléphone 19.87
Pour les annonces voir p. 3

N° 101 Lausanne, 20 Juin 1919 Vme Année.

Le partage de l'Ukraine

Le Congrès de Paris applique les principes de libre disposition au peuple ukrainien.

L'Ukraine hongroise donnée aux Tchéco-Slovaques, la Bukovine et la Bessarabie aux Roumains, la Galicie aux Polonais. A qui le reste ?

Galicie orientale.

Au sujet de la Galicie orientale, la Diète a voté la motion suivante : « La Diète constate que la guerre en Galicie orientale fut imposée à la Pologne par les Ukrainiens. Vu les liens séculaires unissant la Galicie orientale à l'Etat polonais, et vu sa population mixte dont un million et demi d'habitants sont Polonais, qui s'y sont établis depuis des siècles, vu l'œuvre séculaire de la civilisation polonaise en Galicie orientale, vu enfin les intérêts vitaux politiques et économiques de la Pologne, à laquelle seule la Galicie orientale assure une frontière commune avec la Roumanie, la Diète constate que la Galicie orientale doit continuer à faire partie intégrante de l'Etat polonais. La Diète déclare qu'à l'intérieur des frontières de la République polonaise, une large autonomie sera accordée à la population ukrainienne lui garantissant un complet développement national et économique ; la Diète espère que la population polonaise de l'Ukraine, soit 1 million d'habitants, jouira des mêmes droits. La Diète n'entend aucunement contrecarrer les aspirations de la nation ukrainienne à l'indépendance et déclare que la République polonaise est disposée à conclure avec l'Ukraine une paix équitable qui garantirait les intérêts polonais. »

(*Tribune de Genève*, 5.)

* * *

Varsovie, 30. — Communiqué officiel de l'état-major polonais : nos troupes se sont emparées de Stanislavov.

Bukovine.

Versailles, 13. — La conférence de la paix attribuerait la Bukovine à la Roumanie bien que le nord soit habité par des Ukrainiens.

(*Presse autrichienne.*)

* * *

Vienne, 30. — Le gouvernement roumain a adressé un ultimatum au gouvernement ukrainien lui annonçant l'occupation du territoire ukrainien, de Kolomea à Stanislavov et l'invitant à ne pas opposer de résistance armée.

(*Journaux.*)

* * *

Bucarest, 3. VI. — Les troupes roumaines ont fait leur jonction avec les troupes polonaises de Haller à Kolomea.

Ukraine hongroise.

Paris, 12 mai. — Le général Hennoque aux Ukrainiens de Hongrie.

Le général Hennoque, commandant les divisions tchéco-slovaques vient d'adresser à la population ukrainienne de Hongrie une proclamation dont voici quelques passages : « J'arrive à la tête des armées alliées victorieuses pour vous apporter votre heureuse libération du joug cruel sous lequel pendant plusieurs siècles vous avez souffert. Les Tchèques qui ont souffert avec vous sous un joug pareil viennent comme frères vous étreindre fraternellement sur leur cœur de slaves. Rangez-vous sous le drapeau de votre République tchéco-slovaque qui vous apporte la liberté. »

(*Temps*, 12. 5.)

Paris, 24 (Havas). — Les cinq ministres des Affaires étrangères ont siégé l'après-midi et ont adopté la conclusion de la commission des affaires tchéco-slovaques préconisant le rattachement des Ruthènes de Hongrie à la Tchéco-Slovaquie.

Paris, 2. VI (Havas). — Suivant le résumé officiel des conditions de paix pour l'Autriche, celle-ci doit reconnaître l'indédépendance complète de l'Etat tchéco-slovaque, y compris les territoires autonomes au sud des Carpathes.

* * *

Paris, 16 mai. — Une clause a été adoptée par laquelle l'Autriche et la Hongrie s'engageront à accepter les dispositions prises par les Alliés à l'égard de la Galicie.

Bessarabie.

Berne, 12. (Bureau de presse roumain.) — On mande de Paris que l'une des conditions posées par les Alliés, en vue de la reconnaissance du gouvernement de Koltchak est la reconnaissance du rattachement de la Bessarabie à la Roumanie, dans les frontières que cette province roumaine avait en 1812, au moment de son annexion forcée à la Russie.

Les quelques entrefilets caractéristiques cueillis au hasard dans la presse quotidienne que nous reproduisons ici, sont tous des échantillons typiques du cynisme avec lequel on découpe à Paris, dans la chair vivante de l'Ukraine, de gros morceaux pour les donner à nos voisins et ennemis. Les Tchèques, on ne sait par quel droit, ont obtenu 500 000 Ukrainiens et un territoire national ukrainien de 14 000 km². Aux Roumains, on fait cadeau de 1 million 500 000 Ukrainiens de Bukovine et de Bessarabie, auxquels on joint 150 000 Bulgares de Bessarabie et 1 million de Moldaves qui ne veulent rien savoir non plus de la domination roumaine. Aux Polonais, on donne 4 millions d'Ukrainiens de Galicie orientale. En tout, plus de 6 millions, qui sont distribués de cette façon entre trois différents jougs étrangers, sans qu'on ait demandé aucunement leur avis aux populations intéressées. Cela s'appelle la libre disposition des peuples. Il est vrai que dans chaque annexion on a promis l'autonomie aux Ukrainiens. Les faits publiés ailleurs prouveront que cette autonomie consiste dans la plupart des cas dans le droit des Ukrainiens à être emprisonnés, battus et fusillés. On se demande vraiment dans quel but notre « délégation diplomatique » reste encore à Paris ; elle a déjà mangé une somme considérable d'argent et elle en réclame toujours davantage.

Ainsi est distribuée l'Ukraine occidentale que certains de nos optimistes croyaient sous la protection spéciale des dieux. Le reste de l'Ukraine n'est pas encore partagé. Si cependant tout continue à marcher comme jusqu'à présent, on peut s'attendre à ce que la Crimée soit donnée à Dénikine, Kiev à Koltchak et Kharkow et Odessa aux Lénine et Trotzky. Notre délégation restera à Paris.

Mais nos voisins oublient que si tout ce qu'ils obtiennent actuellement grâce à l'inactivité et à l'incapacité de notre délégation doit être réalisé et si la majeure partie de l'Ukraine doit être forcée de se joindre à la Russie, tsariste ou bolchéviste, il n'y aura alors bientôt plus de Pologne, ni de Roumanie ou de Tchéco-Slovaquie. Il est vrai qu'il n'y aura pas d'Ukraine non plus.

L'Ukraine indépendante est la condition *sine qua non* de leur existence indépendante.

La rédaction de l'Ukraine prie ses lecteurs d'excuser le retard apporté à la publication de ce numéro du journal, retard bien involontaire mais dû aux changements apportés à l'organisation des divers services du Bureau ukrainien et entrepris par l'administration.

Jusqu'à nouvel avis l'*Ukraine* paraîtra deux fois par mois pour reprendre ensuite comme auparavant.

CRUAUTÉS POLONAISES

Appel des Ukrainiens de Lemberg.

Léopol, 7 juin. — L'appel suivant des Ukrainiens de Lemberg est arrivé à Prague par un courrier :

Les militaires polonais qui ont pénétré en Ukraine occidentale et les nouvelles autorités administratives polonaises mènent une lutte sauvage d'extermination contre les Ukrainiens et les Juifs. Partout la loi martiale a été proclamée et des divisions punitives formées derrière le front de l'armée Haller. Des soldats autrichiens, même des officiers, faits prisonniers par les Polonais sont immédiatement pendus. Les malades et les blessés tués. Les Ukrainiens trouvés dans les hôpitaux ne sont pas soignés et ceux qui sont gravement malades sont évacués.

Dans les villes, les parents des intellectuels ukrainiens et juifs sont arrêtés et pour la plupart immédiatement jugés militairement.

Les ecclésiastiques et maîtres d'école ukrainiens dans les villages sont arrêtés et beaucoup reçoivent même la bastonnade. Le prêtre Demtchouk, à Sokal, âgé de 70 ans, a été pendu par la loi martiale parce que son fils remplissait son rôle de commandant ukrainien de la ville. De même les prêtres, Pelenski, Lopatynski et Pelech ont été pendus. Le prêtre Nyczankowsky de Stryj a été fusillé sans jugement par des soldats polonais. Une division polonaise, pénétrant dans le monastère de St-Basile à Zowkwa a arrêté tous les moines et mis le feu à l'imprimerie, la bibliothèque et la collection artistique.

L'église ukrainienne de Domarych a été profanée. Les enterrements rituels catholiques-grecs sont interdits et les ecclésiastiques ukrainiens qui les dirigent et qui conduisent le cortège funèbre sont arrêtés par les militaires polonais et injuriés. Tous les journaux ukrainiens ont été interdits.

POLOGNE ET GALICIE

Une voix française.

M. P. Du Bochet écrit de Bucarest, en date du 26 mai au *Journal de Genève* :

Le gouvernement galicien, en multipliant ses avances aux Polonais, voulait simplement donner à l'Entente une preuve indéniable de sa bonne volonté, mais il ne se faisait aucune illusion sur les résultats.

La concentration à Kovel, face aux troupes du Directoire, de l'une des divisions Haller, l'utilisation sur le front par l'ennemi de matériel fourni par les Alliés, les déclarations de la presse polonaise, le silence de Paris, tout cela fortifie peu à peu dans la population l'idée répandue par les agents démoralisateurs allemands, russes, hongrois, et surtout polonais, selon laquelle l'Entente serait décidée à démembrer la Galicie.

Les derniers espoirs aujourd'hui sont concentrés sur l'Amérique. Si cette suprême lueur venait à s'éteindre, la situation du gouvernement Holoubovitch, qui persiste malgré tout dans sa politique de confiance envers l'Entente, deviendrait intenable. Et le nouveau président serait, sans doute, le socialiste Viteck, ancien député autrichien, un patriote sincère et un ennemi déclaré du bolchévisme, mais le partisan d'un rapprochement avec tous ceux qu'il appelle lui-même les « vaincus ».

L'exaspération contre les Polonais atteint actuellement dans tout le pays un degré de violence inouïe. Le gouvernement ayant adressé au peuple une proclamation lui demandant de se prononcer clairement dans la question de la guerre, des manifestations monstres ont eu lieu dans tous les chefs-lieux de districts.

Au premier appel tous prendront la campagne. Dans la région du sud même, on se prépare en vue d'une attaque possible des Roumains ou du corps polonais d'Odessa par la Bessarabie et la Bucovine. Après ce qui s'est passé dans les villages des environs de Lemberg, les Ukrainiens savent qu'ils n'ont aucune pitié à attendre de la part de leurs ennemis et ils ne se retireraient pas sans avoir massacré sur leur passage toute la population polonaise indigène.

Cette exaspération est portée à son comble par la découverte sur plusieurs points du territoire de complots polonais organisés par des agents venus de Lemberg ou de Varsovie.

Dans la population civile aussi, on se montre de plus en plus indigné du fait que les Polonais puissent aller et venir librement, soient exemptés de la mobilisation et conservent même leurs organisations distinctes et leur journal qui paraît toujours à Stanislavov. L'idée même d'une autonomie de la Galicie sous l'égide de la Pologne, qui aurait recueilli certains suffrages il y a six mois, au début de la révolution autrichienne, est aujourd'hui repoussée avec horreur.

Cependant, bien que toute leur haine soit dirigée contre les Polonais, les Ukrainiens de Galicie sont de plus en plus hostiles au bolchévisme. Débarrassés de leur principal ennemi, ils marcheraient volontiers contre les oppresseurs de leurs frères de la province orientale. M. Holoubovitch, le président du Conseil de Galicie, s'engage, sitôt l'armistice avec la Pologne signé, à fournir une quarantaine de mille hommes pour la lutte contre les bolcheviks.

LUTTE CONTRE LES BOLCHÉVISTES

Plusieurs armées improvisées mènent une campagne de guerillas dans diverses parties de l'Ukraine.

Une interview.

Un officier supérieur de l'état-major ukrainien qui vient de passer à Vienne, en route pour Paris, s'est exprimé de la manière suivante à notre correspondant au sujet de la situation militaire en Ukraine :

La lutte contre les bolchévistes en Ukraine est menée d'un côté par des troupes régulières, de l'autre par des troupes organisées de paysans révoltés. Le gros des troupes régulières est formé par l'armée du généralissime Petlura, qui se trouve à l'ouest et au nord-ouest en contact avec les troupes de l'Ukraine occidentale et qui, dans le rayon à l'est de Kamenetz-Podolsk-Proskourow-Chepetowka, est passée à l'offensive contre l'armée bolchéviste. Partant du sud, c'est-à-dire du rayon des côtes Odessa-Nikolaiew-Cherson, opère l'armée de Grigoriew forte de plus de 40 000 hommes.

Les troupes suivantes opèrent dans la direction de Kiew et dans le secteur environnant : le groupe Karneling tient avec 10 000 hommes le rayon de Wassylkiv-Fastiv, Fastiv-Skwyra-Toratcha, le groupe Hontch-Batrak la région de Radomychl ; le groupe Sokolowski, qui compte environ 6000 hommes, occupe la région d'Ovroutch ; le groupe Struk, environ 6000 hommes, le secteur Homel-Czernobil ; le groupe Prota occupe tout le gouvernement de Tchernigov, à l'exception de la ville de Tchernigov. Le groupe Annel, fort de 12 000 hommes, la région Borsna-Pryluky-Lubny-Nizyn et Konotop. En outre, les bolchévistes sont encore inquiétés par divers groupes de paysans révoltés, dont le plus important, dirigé par l'ataman Zeleny, occupe Zolotonocha et Tribla. La population masculine, de 28 à 40 ans, a été appelée sous les armes ; le mot d'ordre était « en avant pour la lutte contre les communistes, les étrangers et les envahisseurs ». Tant que ces divers groupes agissaient séparément, les bolchévistes pouvaient repousser l'un ou l'autre de ces groupes. Mais au cours du mois d'avril le commandant en chef Petlura réussit à entrer en contact avec tous et à préparer une offensive méthodique commune pour le commencement de mai. L'armée de l'Ukraine occidentale entrait aussi en ligne de compte pour cette offensive, c'est pourquoi le commandement ukrainien avait offert un armistice aux Polonais. Cependant, au moment même où l'armée ukrainienne commençait l'attaque contre l'armée rouge arrivée au Zbrucz, l'offensive Haller eut lieu, de sorte que seuls de petits groupes de l'Ukraine occidentale purent prendre part à cette attaque générale contre les bolchévistes. Malgré l'affaiblissement du front ukrainien par suite de l'offensive Haller, l'armée de Petlura a réussi à rejeter les bolchévistes au delà du Zbrucz et à les repousser sur Mohilev s/le Dniester, Jmerinka et Berditchew. Elle a ainsi pu occuper les nœuds de chemins de fer importants de Proskourow-Berditchew et Kamenetz-Podolsk.

Par suite de l'avance des Polonais de Lontsk et Brody sur Rowno d'un côté et de l'attaque des bolchévistes au même moment dans la région de Sarny de l'autre, le commandement militaire ukrainien se vit forcé d'abandonner la région de Rowno et Doubno à l'invasion polonaise et bolchéviste.

Le groupe du général Grigoriev a obtenu de grands succès dans le sud, ayant pu de la région de Znamenka-Bobrinskaia s'avancer vers Kiev.

Les opérations se poursuivent partout avec succès. Le quartier de la ville de Kiev, Podol, est bombardé de Mejyhirrie par l'artillerie ukrainienne et tout le trafic sur le Dnieper est interrompu ; de même la retraite est coupée à l'armée rouge qui s'était avancée vers l'ouest. La chute des bolchévistes en Ukraine est proche.

Quant à la question de savoir si une intervention étrangère est désirée dans la lutte des troupes ukrainiennes contre les bolchévistes, l'officier répond négativement. Toute intervention étrangère sur le territoire ukrainien ne ferait que nuire à la lutte contre les bolchévistes, le peuple étant absolument opposé à une immixtion de ce genre. Cependant une aide en matériel de guerre serait naturellement très désirable.

L'ANNEXION DE LA GALICIE A LA POLOGNE

Paderewski à la Diète polonaise.

Le principal événement de la vie ukrainienne est l'invasion de la Galicie orientale par les troupes du général Haller et l'annexion du pays à la Pologne, votée par la Diète polonaise. Jusqu'au dernier moment on a eu l'impression que le conflit ukraino-polonais se résoudrait à l'amiable grâce à l'intervention de quelques sphères influentes de l'Entente et grâce à certains courants favorables à la cause ukrainienne, remarqués dans l'opinion publique d'Angleterre et d'Amérique. C'est ainsi que le président du Conseil polonais, M. Paderewski, au cours de son dernier voyage à Paris, a dû promettre au Conseil des Quatre que lors de son retour en Pologne il userait de toute son influence pour que les Polonais acceptent les termes d'armistice proposés au commencement du mois de mai par le général anglais Botha. D'après ces termes, les deux adversaires devaient rester sur leurs positions respectives en attendant les décisions de la Conférence de la paix. D'autre part, M. Hoover, président de la Commission américaine pour le ravitaillement de l'Europe orientale, notifiait au président du Conseil polonais que la Commission avait décidé de suspendre l'envoi de vivres en Pologne jusqu'à une solution pacifique du conflit. Entre temps, les troupes du général Haller arrivèrent en Pologne. M. Paderewski les suivait de près. Il fit un exposé de la situation à la Diète polonaise. Celle-ci, étant composée en majeure partie de députés totalement insignifiants (60 % de la Diète consistant en illettrés), se trouvait complètement sous l'influence d'habiles politiciens de la Diète de Posen, tels que Korfanti, Grabski et autres. Elle vota les résolutions proposées par ces derniers, d'après lesquelles la Pologne est complètement libre d'employer toutes ses forces militaires, même celles constituées à l'étranger, contre tous ses ennemis. Cette résolution força le général Pilsudski à ordonner à l'armée Haller de passer à l'offensive en Galicie.

La démocratie polonaise.

En lisant les comptes rendus des débats à la Diète, tels qu'ils ont été publiés par les journaux polonais, on arrive à la conclusion que la démocratie polonaise, ou bien n'a eu aucune influence sur la solution de la question de la Galicie ou bien a soutenu les nationaux-démocrates de Dmovski. La ligne générale de la politique polonaise actuelle ressort nettement. On voit que, malgré les changements nouveaux dans la structure sociale de la Pologne, elle est restée au fond exactement la même qu'il y a un demi-siècle. Le règne des grands seigneurs, de la « chlakhta », persiste encore actuellement. Et de même qu'il y a un demi-siècle cette politique a abouti au partage de la Pologne, de même aujourd'hui elle conduira très probablement à un désastre analogue.

Deux perspectives pour la Pologne.

La Pologne a devant elle deux perspectives : la Russie se partagera en une série d'Etats séparés et la Pologne aura à faire à une Ukraine indépendante, ou bien la reconstitution de la Grande Russie aura lieu. Cependant, même dans ce dernier cas, l'Ukraine jouira d'une telle liberté nationale qu'elle pourra exercer une forte pression dans la question de la Galicie, car le mouvement national a fait de tels progrès qu'il sera complètement impossible de l'étouffer et de le réduire au niveau d'avant la révolution russe.

Dans le premier cas, si la Pologne ne renonce pas à ses aspirations sur la Galicie orientale, c'est pour elle une guerre inévitable avec un Etat deux fois plus grand et plus puissant ; dans le second, l'Ukraine, tout en luttant avec le gouvernement central russe pour son indépendance complète, sera une alliée assurée du mouvement panrusse, qui ne consentira jamais à laisser tomber la Galicie ukrainienne sous l'influence de la Pologne. La Pologne se trouverait alors un jour en guerre avec la Russie et l'Ukraine unifiées et les conséquences en seraient pour elle encore plus désastreuses.

Témoignage d'un journaliste français.

Il y a quelques jours, M. Paul du Bochet, collaborateur du *Journal de Genève* et du *Petit Parisien*, écrivait les lignes suivantes dans une lettre de Bucarest datée de fin mai :

« J'ai été malheureusement le seul témoin des événements de Galicie ; sauf deux ou trois officiers, venus pour des missions très spéciales et qui ont passé très rapidement, l'Entente n'a envoyé personne. Toute la documentation que l'on possède à Paris est de source polonaise ou roumaine. L'offensive polonaise en Ukraine a déjà eu des répercussions énormes. Sans parler de la Galicie, petit pays méconnu, calomnié et sacrifié, c'est tout le problème des rapports futurs de la Pologne avec la Russie qui se pose. Si l'Entente, comme elle semble vouloir le faire, soutient les visées impérialistes du gouvernement de Varsovie, nous ne tarderons pas à assister à la formation d'un bloc compact germano-russe. Je n'exagère pas en disant qu'en ce moment même les Polonais sauvent le bolchévisme. »

Telle est l'opinion de ce courageux journaliste, l'une des rares personnes qui aient osé élever la voix pour la défense du « petit pays » oublié à Paris.

La Grande Pologne.

Il faut que les Polonais sachent bien qu'ils ont accompli un acte dont ils regretteront tôt ou tard les conséquences. La majorité des Ukrainiens espérait jusqu'au dernier moment que l'accord polono-ukrainien finirait par se réaliser et que la démocratie polonaise ne se laisserait pas toujours guider par le Comité national à Paris, mais qu'elle comprendrait que la Pologne aussi « grande » qu'on veut la représenter à Paris ou ailleurs est une absurdité, entre l'Allemagne qui deviendra dans quelques années presque aussi forte qu'auparavant et une Russie reconstituée.

Pour que la Pologne existe et prospère il faut nécessairement qu'il y ait une Ukraine indépendante, ainsi qu'une série de petits Etats comme la Lettonie, l'Esthonie, la Lithuanie, etc., qui pourront la protéger contre la Russie. Sans cela elle sera écrasée tôt ou tard, et d'autant plus rapidement qu'elle comprendra plus d'habitants allogènes. Le dernier acte de la Diète polonaise fait prévoir quelle sera son attitude future à l'égard de l'Ukraine. Désormais aucune entente n'est possible.

La Galicie abandonnée ; à qui la faute ?

La débâcle militaire ukrainienne en Galicie est due en majeure partie à l'impossibilité dans laquelle se trouvait le Directoire d'envoyer des renforts de Grande Ukraine pour compenser l'accroissement des forces polonaises dû à l'arrivée de l'armée Haller. La Grande Ukraine, dont les neuf dixièmes étaient occupés par les bolchévistes russes, s'épuisait alors dans une lutte inégale contre 100 millions de bolchévistes russes. Le Directoire fuyait d'une ville à l'autre, passant par toutes sortes d'humiliations, implorant le secours de l'Entente victorieuse.

C'est pourquoi quatre millions de Galiciens, exténués par cinq années de guerre mondiale, réduits à une misère effroyable, ravagés par le typhus et la faim, n'ont dû compter que sur eux-mêmes pour organiser la défense nationale.

Les « brigands ».

Le président Paderewski traite de « brigands » l'armée galicienne. Sans doute il n'est pas habitué à voir des soldats dans un si misérable accoutrement, sans chaussures et en haillons. Il a coutume de contempler la parade des braves « Halleriens », équipés par l'Entente qui leur a fourni des canons perfectionnés et des tanks modernes, destinés à écraser une fois pour toutes ces bandes qui défendent avec tant d'acharnement leur sol natal.

Pilsudski s'explique.

Le général Pilsudski (socialiste) a tout récemment répondu au Conseil des Quatre à Paris, que les événements de Galicie orientale étaient la conséquence inévitable de la contre-offensive que les Polonais ont dû déclancher, ayant été attaqués par les Ukrainiens. Cependant d'après les rapports officieux du commandement militaire ukrainien, rapports confirmés en majeure partie par la presse polonaise, l'offensive ukrainienne n'a rien été d'autre qu'une rencontre de patrouilles près d'un petit village nommé Ustrzyki. Les Polonais, après avoir occupé le village en question, ont passé à l'attaque sur tout le front et tout en déclarant que l'armée galicienne était en pleine dislocation, ils ont continué leur marche en avant et occupé la Galicie entière. Après quoi la Diète a voté son annexion. Tout ceci ressemble bien peu à une contre-offensive forcée, comme l'appelle le général Pilsudski.

La revanche future.

Quoi qu'il en soit, l'annexion de la Galicie ukrainienne est considérée par les Polonais comme un fait accompli. Ils sont du reste les seuls de cet avis. L'Ukraine galicienne, luttant dans des conditions si difficiles contre la Pologne tout entière, a montré un tel degré de sentiment national que la Pologne future, qui restera faible au point de vue social pendant bien des années, ne pourra la garder longtemps. Derrière la petite Galicie se dressera un jour la Grande Ukraine, réclamant son ancien Piémont national. La révolte éclatera alors. On verra les troupes polonaises accourir en toute hâte pour l'étouffer et l'armée ukrainienne (si ce n'est une armée russe) franchir la frontière. C'est à ce moment que la Pologne pourra se rendre compte des avantages d'une annexion de la Galicie orientale.

LES PANS-RUSSES

Le « Bloc national et démocratique russe des organisations politiques à l'étranger » adresse à la Conférence de la paix une note relative au sort des parties de l'ancien empire austro-hongrois peuplées de Petits-Russes qui « sont de tous côtés l'objet de violentes contestations » :

« La Russie nouvelle, dit cette note, n'a certes aucune velléité d'élargir ses frontières. Toutefois l'opinion publique russe ne saurait rester indifférente aux destinées des populations appartenant à la famille russe qui habitent la Galicie orientale, le pays de Lemkis, la Bukovine et la Hongrie. Tous les Russes ne pourraient pas ne pas ressentir la plus vive douleur, si une atteinte était portée au droit de ces populations de disposer librement d'elles-mêmes, alors que ce droit triomphe partout ailleurs. On devrait assurer à ces contrées la faculté de manifester spontanément leur volonté. Le droit absolu ou de se constituer en unité indépendante ou de se prononcer en faveur de leur rattachement à tel ou tel Etat voisin doit leur être réservé. Et si telle était la volonté des populations, on ne devrait point les empêcher de se réunir à leurs frères de Russie, bien entendu avec garantie complète des droits des minorités. »

LA LANGUE UKRAINIENNE A LA LUMIÈRE DE LA POLITIQUE

par le prof. Tymtchenko.

Durant tout le XIXe siècle, la question de savoir si la langue ukrainienne était vraiment autonome ou simplement un dialecte de la langue russe, celle de Pouchkine, de Tourguenief, a été discutée dans la science, dans la presse et dans la vie publique, où se rencontraient les représentants des deux nations. La violence des débats et l'intérêt qu'y apportaient les deux partis, s'expliquent par le fait qu'à cette époque on ne reconnaissait à un peuple le droit de mener une existence propre que s'il possédait une langue autonome. L'autonomie d'un peuple se définissait alors par l'autonomie de sa langue.

La querelle n'aboutit à rien. Quelques savants affirmèrent que la langue ukrainienne était aussi autonome que le russe, d'autres, non moins vénérables, prétendirent le contraire. Les publicistes et les profanes, sous l'influence de la vie extérieure, alléguèrent, dans des discussions mutuelles, les opinions des autorités de la science, chacun en faveur de sa conviction ou plus exactement de sa prédisposition psychique. Personne n'ayant de base objective, les opinions mal fondées et contradictoires des savants ne parvinrent à convaincre que ceux qui étaient déjà prédisposés par des sympathies personnelles à favoriser l'une ou l'autre des solutions.

Aucun problème scientifique ne peut se résoudre lorsque : 1° le problème lui-même est imaginaire ; ou 2° lorsque la méthode pour le résoudre n'a pas encore été trouvée. Dans le premier cas, la solution se réduit à l'aplanissement du problème, dans l'autre il n'est résolu que quand on a découvert une méthode sortant de la substance même de la dite science.

Avant 1870, l'hypothèse de l'évolution génétique des langues par Schleichter, dominait en linguistique. On supposait que la langue fondamentale, quand elle évoluait d'une manière organique, se séparait d'elle-même, au cours des diverses phases de son existence et sous l'influence des circonstances, de ses ramifications non complètement autonomes, c'est-à-dire des dialectes. Appliquant la théorie de Schleichter au groupe slave oriental on en concluait que le grand-russe descendait directement et organiquement de cette langue russe connue dans la littérature du XIe siècle ; la langue ukrainienne n'était qu'une dérivation ultérieure de ce type, surgie sous l'influence des événements historiques qui détachèrent le peuple ukrainien de sa souche originaire, et soumis à l'influence de la langue polonaise. Les adversaires de cette théorie, partant du même principe, objectaient que la langue ukrainienne avait beaucoup de particularités dans la phonétique, la morphologie et la syntaxe, particularités inconnues aux Russes et aux Polonais, remontant plus haut que l'influence polonaise. Par conséquent, la langue ukrainienne était autonome à l'égard du russe, dans la même mesure que les autres langues slaves.

Lorsque la théorie de Schleichter fut écartée, une nouvelle thèse se répandit dans le monde, celle que les langues se différencient et se reforment en nouvelles unités linguistiques, parallèlement à la différenciation et à l'unification des groupes sociaux ; les descendants d'une langue jadis commune, qui ont cessé d'éprouver des phénomènes linguistiques communs, sont alors reconnus langues mutuellement autonomes. D'un autre côté, ces groupes cessent aussi de ressentir des phénomènes sociaux, économiques et politiques communs.

Ainsi séparés, ils peuvent se réunir à nouveau en une organisation d'Etat, mais alors le groupe dominant soumet inévitablement à son influence les autres groupes et leurs langues, cessant d'être langues de civilisation et descendant au niveau du patois, commencent peu à peu à éprouver des phénomènes linguistiques communs et deviennent graduellement les dialectes du premier groupe, c'est-à-dire qu'ils sont comme coexistants dans une langue commune. De cette manière, les conditions linguistiques et sociales sont étroitement liées à la question de l'autonomie de la langue.

La langue ukrainienne, au point de vue linguistique, est tout à fait autonome bien que se rapprochant de la langue russe. Si nous admettons même qu'une langue russe commune ait existé jadis, avec le temps, elle s'est peu à peu subdivisée en deux groupes distincts : celui du nord-est (ou grand-russe, moscovite) et celui du sud (ou ukrainien). Les deux notions ne sont plus logiquement subordonnées l'une à l'autre, mais co-subordonnées à la notion de la langue commune. Dès que la divergence se fit sentir, le russe ne forma plus une mais deux langues, bien que portant toutes deux le même nom (comp. Plat-Deutsch et Hoch-Deutsch, langue d'oc et langue d'oïl), la langue ukrainienne ne subissant maintenant aucune évolution commune au russe.

La langue ukrainienne est-elle indépendante au point de vue social ? Malheureusement il s'est glissé dans certains cercles scientifiques un étrange malentendu.

Récemment, le livre de l'éminent linguiste français A. Meillet, *Les langues dans l'Europe nouvelle*, nous est tombé sous les yeux. L'auteur (comme la plupart des Français cultivés) traite des rapports entre la langue et le peuple ukrainien, rôle qui ne correspond ni à sa ferme érudition ni à son autorité scientifique. Il éclaire le public français sur des questions de linguistique par rapport à toutes les langues de l'Europe contemporaine et parle entre autres de l'ukrainien (qu'il appelle opiniâtrement petit-russe), comme d'une langue « qui n'a pas de passé » et qui ne fait pas partie de la civilisation. Rappelons à l'honorable auteur que l'ukrainien fut la première langue civilisée des Slaves de l'Est, à l'époque où le russe (grand-russe) n'entrait guère sur la scène historique. La littérature de l'Etat de Kiev, quoique les Russes la contestent chez nous, est donc au fond écrite en ancienne langue ukrainienne avec un mélange de vieux-bulgare et elle était un *koïné* pour tout l'Etat. Pendant la période de la souveraineté lithuano-russe, il se créa un *koïné sui generis*, une langue littéraire blanc-russe ukrainienne, mais au XVIIe siècle déjà ce koïné perdit son unité et la vaste littérature des XVIIe et XVIIIe siècles, ecclésiastique, historique et polémique, est écrite en langue ukrainienne très proche de la langue littéraire contemporaine. Au XIXe siècle, à l'époque de la régénération générale des Slaves, la littérature et la langue ukrainiennes, malgré les graves conditions politiques de la vie du peuple, atteignirent leur plein développement, non seulement dans le domaine de la poésie mais aussi dans la sphère scientifique. Il aurait suffi au prof. A. Meillet d'avoir connu l'histoire de la littérature par O. Ohonowski, Petroff, Franko et Jefremoff ainsi que les œuvres des prof. Peretz et Riezanoff, pour se convaincre que l'ukrainien a non seulement un passé, mais que ce passé n'est guère moins riche que celui du russe, au moins jusqu'à la moitié du XVIIIe siècle. Dès ce moment, le gouvernement russe, en partie polonais en Galicie, fit tout son possible pour russifier et poloniser le peuple ukrainien.

En Russie, notre langue fut chassée de l'Eglise, de la justice, de l'administration et des classes supérieures de la société, mais malgré tout elle ne se transforma pas en patois, comme le croit le professeur A. Meillet, qui prétend que seuls les paysans y sont restés fidèles. A part eux, il existe parmi la petite bourgeoisie possesseur de petits domaines dans les gouvernements de Tchernigow et Poltava et le clergé ukrainien de naissance un nombre assez considérable d'hommes cultivés, en Galicie comme en Ukraine. Une autre affirmation de A. Meillet qu'« un individu parlant petit-russe s'entend aisément avec un individu parlant grand-russe » est tout à fait inexacte et a besoin d'être rectifiée. Un paysan qui a terminé l'école primaire russe comprendra sans doute la langue courante russe, mais celui qui n'a pas subi l'influence scolaire ou militaire, ne comprendra pas plus le russe que le polonais. Quant aux Russes qui n'ont pas séjourné longtemps en Ukraine, ils ne comprennent point notre langue. Sur ce point, il existe déjà une vaste littérature et avant d'exprimer une opinion qui n'est basée sur rien ne vaudrait-il pas mieux parcourir cette littérature ?

Ensuite le professeur A. Meillet déclare qu'« il a été constitué en Galicie une langue écrite spéciale pour le petit-russe et aussi différente qu'on l'a pu du grand-russe, parce qu'elle a été faite en Autriche et contre l'influence de l'empire russe » (42). C'est absolument inexact. L'ukrainien a été constitué grâce aux efforts de la classe ukrainienne cultivée, en Russie et en Autriche. C'est la continuation directe de la langue littéraire ukrainienne des XVIIe et XVIIIe siècles, mais toujours considérablement rapprochée de la langue populaire, au fond identique à celle-ci, c'est-à-dire au langage rural des territoires près du Dnieper. C'est celle de la civilisation pour le peuple, la manifestation de sa pensée.

A. Meillet a probablement oublié que sous la domination russe les intellectuels ukrainiens n'avaient pas le droit de s'exprimer ; la littérature et la presse, jusqu'en 1905, étaient sévèrement interdites ; nos écrivains et nos savants ne pouvaient écrire dans leur propre langue qu'en Galicie et en Bukovine. Mais cette langue littéraire restait ukrainienne et non galicienne, quoi qu'en aient prétendu les cadets russes et autres ennemis de la renaissance ukrainienne ; M. Meillet aura probablement été influencé par leurs dires.

Sa remarque sur l'Ukrainien Gogol, qui écrivit en russe, non seulement ne veut rien dire mais encore est déplacée. S'il avait existé une souveraineté ukrainienne, nous ne l'aurions sûrement pas perdu, de même que nous n'aurions pas perdu Hoszczynski, Zaleski, Slowacki et autres qui écrivirent en polonais, et les Polonais Spassowicz, Porzezinski, etc., qui écrivirent en russe.

Plus loin M. Meillet dit qu'en Galicie « le petit-russe est demeuré presque sans culture ». C'est absolument faux et n'a pas besoin d'être réfuté. Il suffirait au professeur A. Meillet de consulter les énormes volumes de bibliographie par Lewicki, pour retirer des paroles aussi peu réfléchies. Cette phrase : « le petit-russe diffère trop peu du grand-russe pour qu'il y ait lieu de créer sur la base de ce groupe de parlers une langue commune distincte du grand-russe », est la répétition des paroles vieillies de M. A. Pypine. La vie même les a réfutées. L'ukrainien littéraire existe et il n'a pas besoin d'être créé. Aujourd'hui il occupe déjà la place qui lui revient, dans l'administration, la vie sociale et la science.

(La fin au prochain numéro.)

FAIBLESSE

Le Conseil des Quatre s'est occupé de la réponse à donner à la note de l'amiral Koltchak. Les Alliés sont disposés à assister le gouvernement Koltchak afin qu'il rétablisse comme gouvernement de toute la Russie, mais à condition que l'amiral reconnaisse l'indépendance de la Finlande et de la Pologne.

La même solution est prévue pour les relations avec l'Esthonie, la Lithuanie et les territoires caucasiens, dont la Russie, en attendant, reconnaîtra le territoire comme autonome. (Havas, 13 juin 1919).

Pas un seul mot sur l'Ukraine. Que signifie ce silence ? On s'occupe de la Finlande, de l'Esthonie, de la Lithuanie, de tous les peuples qui possèdent quelques millions d'habitants, on passe sous silence le sort d'un immense et riche pays, peuplé par quarante millions d'habitants. Ceci nous rappelle l'époque où la Conférence de Paris discutait tranquillement la question du câble sous-marin, tandis que la révolution battait son plein en Hongrie et menaçait de mettre l'Europe à feu et à sang. Le cas est-il analogue aujourd'hui ? Il est vrai que nos amis polonais et roumains s'efforcent infatigablement de persuader à l'opinion publique du monde que l'Ukraine est une machination allemande et qu'il est inutile de s'occuper d'elle ; il suffit de donner la Galicie orientale aux premiers et la Bukovine aux seconds. L'Ukraine peut cuire dans le jus bolchéviste jusqu'à l'apparition d'un bon tsar de toutes les Russies.

La majorité de la presse mondiale et avec elle ses fidèles lecteurs digèrent béatement ces « informations ». Il semble que la Conférence de Paris se soit ralliée depuis longtemps à cette solution.

Et pourtant, quand il s'agit de prononcer quelques mots au sujet de cette ennuyeuse question russe, la Conférence parle de tout, sauf de ce qui pourrait toucher l'Ukraine.

* * *

En attendant, le monde entier est inondé de diverses missions et légations ukrainiennes ; il faut reconnaître, il est vrai, que ces missions, pour la plupart « extraordinaires », sont loin de faire preuve d'une éducation politique et d'une habileté diplomatique très développées.

On les reçoit cependant de temps à autre et quand la corbeille à papier est trop pleine on parcourt leurs divers memorandums et protestations. Notre délégation de paix à Paris, après un séjour un peu trop prolongé en Suisse, a finalement reçu l'autorisation de se rendre à Paris. Elle a déjà eu plusieurs entretiens avec le colonel House, a été entendue par le Conseil des Quatre et M. Clemenceau a assisté aux séances de la commission pour l'armistice, présidée par le major Botha. Tout cela est assez maigre, il est vrai, et l'on ne peut vraiment adresser de félicitations à nos délégués pour les succès obtenus jusqu'ici. Malgré tout, la présence de cette délégation nous autorise à ajouter que l'Entente ne peut nier qu'elle est au courant des revendications ukrainiennes.

* * *

Tout récemment, une mission française s'est rendue à Rovno ; de nombreuses autres missions ont visité l'Ukraine et la Galicie depuis l'époque de la Rada centrale. Une mission américaine se trouvait en Galicie lors de l'offensive de l'armée Haller ; elle a pu se rendre compte des faits et a envoyé des rapports détaillés à Paris. Tout ceci, nous le répétons, nous donne le droit d'affirmer que les chefs des puissances alliées sont renseignés sur l'état de choses en Ukraine et le silence de la Conférence n'est pas si facilement explicable. Si l'on parle de la Lithuanie, évitant d'en faire autant pour l'Ukraine, cela ne veut pas dire que la question lithuanienne intéresse plus particulièrement l'Europe. La clef de ce mutisme est que de la solution du problème ukrainien dépend le sort de toute la Russie.

Il existe de forts courants dans les milieux de l'Entente partisans de l'idée que l'équilibre de l'Europe occidentale est impossible sans l'existence d'un grand Etat slave qui servirait de contrepoids à l'Allemagne future. Ce grand Etat, parfaitement imaginable sans la Pologne, la Finlande, la Lithuanie et les Etats du Caucase, ne l'est plus si l'on constitue une Ukraine indépendante.

L'Ukraine signifie le démembrement de la Russie, ce qui donne beaucoup plus à réfléchir que la question polonaise. Et comme toujours, lorsqu'on se trouve en face d'un problème trop immense, on a peur de l'aborder. On écoute les conseils, on s'informe, on cherche à gagner du temps qui pourrait à lui seul amener une solution. C'est pourquoi la Conférence a si peu protesté contre l'invasion de la Galicie ukrainienne, pas du tout contre l'occupation de la Bukovine par les Roumains et a donné elle-même l'Ukraine hongroise aux Tchéco-Slovaques.

De cette manière, le nombre des Ukrainiens unifiés se trouve diminué et la solution du problème s'en trouvera peut-être ainsi facilitée. On essaie maintenant de trouver un biais par la reconnaissance de l'amiral Koltchak. On hésite, on tâtonne encore. Dire que l'Ukraine est une machination est impossible, car tous les signes extérieurs montrent qu'on a devant soi un mouvement trop vaste pour en nier l'existence. Du reste, aucune armée ne se rendra maintenant en Ukraine pour s'en rendre compte. On attend toujours et cette attente n'est que de la faiblesse.

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS

Le dernier numéro de notre journal ayant paru le 8 mai, nous pensons qu'il sera intéressant pour nos lecteurs d'avoir un aperçu des événements qui se sont déroulés en Ukraine depuis cette date jusqu'à ce jour.

LE MOUVEMENT ANTIBOLCHÉVISTE

Au commencement du mois de mai arrivent les premières nouvelles de la révolte paysanne contre les bolcheviki russes, qui a éclaté simultanément dans diverses parties de la province de Kiev. Petit à petit, cette révolte se transforme en un vaste mouvement populaire à la tête duquel se trouve en premier lieu l'ataman Zeleny. Celui-ci organise une armée assez nombreuse et la dirige tout d'abord sur Kiev. Il réussit à occuper la capitale pendant quelques jours, mais est bientôt obligé de se retirer à Tripilla, à 30 km. de Kiev, sous la pression de nouveaux contingents bolchévistes russes envoyés des provinces centrales de la Grande Russie.

Les journaux galiciens de la première quinzaine de mai sont unanimes à constater un fort changement dans l'opinion des masses. Les actes de brigandage commis par les bandes bolchévistes qui parcourent les villages et les « réquisitions » qu'elles opèrent indignent les paysans qui, les armes à la main, s'insurgent dans maints endroits contre les envahisseurs. Une armée d'insurgés commandée par l'ataman Orlowsky s'empare de Homel, de Bachmatch et de Boryspol. Au même moment un comité révolutionnaire se forme dans le but de coordonner toutes ces révoltes et il établit son siège à Bila Cerkwa, récemment reconquise par le commandant Groudnicky. Ce comité se compose en majeure partie de social-démocrates indépendants et de l'aile gauche des social-révolutionnaires. Zeleny, dont les forces s'accroissent petit à petit jusqu'à atteindre le chiffre de 20 000 hommes, réussit à jeter une partie de ses troupes au nord de Kiev et ayant ainsi encerclé la capitale, en commence le siège. En même temps le colonel Sokolowsky, qui opère en jonction avec les troupes du commandant Batrak au nord de Kiev, empêche l'accès de la ville à des détachements russes venus pour libérer les assiégés.

Une série de communiqués bolchévistes provenant d'Odessa prouve que l'ataman Grigoriev est près de passer aux troupes antibolchévistes. Au début de mai les milieux militaires de Stanislavov sont d'avis que les bolchévistes préparent une grande retraite sur la rive gauche du Dnieper, ceux-ci étant inquiets par suite de leur défaite sur la Volga et de la marche rapide de l'amiral Koltchak sur Samara.

Le 15 mai arrive un radio bolchéviste de Kiev annonçant la « trahison » de Grigoriev envers le soviet russe. Les troupes de celui-ci, après s'être emparées d'Odessa, commencent leur mouvement vers le nord en partant de la ligne Znamenka-Alexandria et prennent la gare de Bobrinskaïa (en Klovie).

Suivant le même radio, Grigoriev a l'intention de marcher sur Ekaterinoslav. Le soviet central de Kiev, indigné de l'abandon de Grigoriev, le déclare, ainsi que ses partisans, hors la loi. Vers le 20 mai le soviet de Moscou, voyant le cours que prennent les événements, envoie des renforts importants à Kiev. Le radio dit même que Trotzky et Lénine partent en personne pour Kiev afin d'assister aux opérations contre Zeleny. Des lors aucune nouvelle précise ne parvient. Quelques dépêches de source bolchéviste indiquent cependant qu'une grande bataille se déroule tout près de la capitale, exposée au feu de l'artillerie ukrainienne.

Vers la fin mai un officier, courrier, arrive au grand quartier général de Stanislavov et rapporte que les insurgés ont reconquis Proskourow, Staroconstantinov et chassé de Jmerinka le général bolchéviste polonais, Klembovsky, qui tenait jusque-là cet important point stratégique. Grâce à cette dernière avance les Ukrainiens parviennent à couper la retraite à l'armée bolchéviste envoyée contre la Galicie orientale et qui stationnait au nord de Czernowitz sur une mince bande de terre à l'est du Zbrucz.

La situation critique de cette armée oblige Rakowsky à proposer au gouvernement galicien de conclure un armistice, mais sa demande est repoussée.

Comme l'on voit, les opérations se développent très favorablement pour les Ukrainiens. Il est probable que sans l'offensive polonaise, une grande partie de l'Ukraine serait déjà complètement débarrassée des bolchévistes. C'est juste au moment où les insurgés ont commencé l'attaque générale que les troupes Haller se sont emparées de Brody, séparant ainsi les troupes du Directoire de celles de l'Ukraine occidentale.

Malgré cela, le 24 mai, le groupe de l'ataman Chapoval s'avance jusqu'au Zbrucz et des patrouilles de cavalerie chassent les bolchévistes de Kamenetz-Podolsk où est transféré ensuite le siège du gouvernement ukrainien, mis en danger par l'avance polonaise en Volhynie. Le même jour Grigoriev occupe Boryspol (aux alentours de Kiev). Une partie de son armée continue à tenir Odessa et menace la Crimée. D'après des nouvelles de source bolchéviste venues de Stockholm, la situation des bolchévistes au sud de l'Ukraine devient de plus en plus précaire, ceux-ci se trouvant entre deux feux, d'un côté l'armée de Grigoriev, de l'autre celle de Zelow dans l'Ukraine centrale.

Au même moment l'ataman Konowaletz, à la tête de ses infatigables tirailleurs galiciens, s'empare de Berditchev.

PETITE CHRONIQUE

Les Ukrainiens à l'étranger.

*** *Paris, 9 mai 1919.* — Le sous-secrétaire d'Etat, Dr Lozynsky, ainsi que le Dr Witowsky, délégués spéciaux de l'Ukraine occidentale pour les pourparlers ukraino-polonais, sont arrivés à Paris.

*** M. Issaievitch, représentant de la « Dnipro-Union », M. Jean Petrouchevitch, délégué des Ukrainiens du Canada, sont entrés en contact avec le Bureau des fédérations coopératives nationales en France.

*** M. Margoline, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, et M. Zarky, membre de la délégation de paix, sont partis pour Londres de Paris.

*** *12 mai 1919.* — La commission interalliée pour l'armistice ukraino-polonais vient d'avoir sa première séance plénière sous la présidence du général anglais Botha. Y assistaient, du côté polonais, M Dmovski et le général Roswadovski ; du côté ukrainien, M. Paneyko, Lozynski et le colonel Dovjouk.

*** *15 mai 1919.* — Copenhague. L'envoyé de la République ukrainienne, Dr Lewicky, a remis ses lettres de créance au gouvernement danois.

*** *16 mai 1919.* — Une conférence a lieu entre le colonel House et les délégués ukrainiens, MM. Sydorenko et Paneyko. Y assistaient, le sénateur américain James Hamill, Dr Bilick et Ivan Petrouchevitch.

*** *16 mai.* — Une mission officielle ukrainienne arrive à Rome pour régler la question des prisonniers ukrainiens se trouvant en Italie. Elle se compose de MM. Masourenko et Jeremiev.

*** *17 mai.* — Le représentant ukrainien en Hollande, M. Jakowliw, envoie une note de protestation aux gouvernements de l'Entente contre l'offensive de l'armée Haller en Galicie orientale.

*** *17 mai.* — M. Porch, ministre d'Ukraine à Berlin, présente une note au général Dupont demandant le consentement de l'Entente pour l'évacuation de 50 000 prisonniers ukrainiens se trouvant encore en Allemagne.

*** *22 mai.* — Le Conseil des Quatre entend la délégation ukrainienne.

*** *24 mai.* — La mission ukrainienne en Italie remet à M. Borsarelli, sous-secrétaire des Affaires Etrangères, un mémoire concernant l'échange des marchandises entre l'Ukraine et l'Italie.

*** *25 mai.* — Le comte Tyszkiewycz élève une protestation auprès du Vatican au sujet de la déportation par les Polonais de 200 ecclésiastiques ukrainiens de la Galicie orientale.

*** *25 mai.* — Le comte Tyszkiewycz est reçu par le Pape.

*** *28 mai.* — Une mission financière extraordinaire dirigée par le ministre Kriwetzky arrive à Vienne dans le but d'amener la cote des valeurs ukrainiennes sur les marchés neutres.

L'offensive polonaise.

*** *3 mai.* — 1000 officiers, 25 000 hommes, 160 canons et une dizaine de tanks de l'armée Haller sont arrivés à Léopol.

Les nouvelles de Vienne indiquent que les Polonais ont commencé l'offensive sur Rowno. La première division de l'armée Haller est arrivée à Kholm et la deuxième à Zamost.

*** *18 mai.* — Les troupes Haller s'emparent de Sambor et occupent la rive droite du Dniester avec Zolkiev et Komarno. Suivant les journaux polonais les troupes polonaises se sont rendues maîtres d'Obrosyn, Sokal et Chrystinopol.

*** *20 mai.* — L'armée polonaise s'empare de Loutsk en Volhynie.

*** La loi martiale est proclamée en Galicie orientale. Des divisions punitives de l'armée Haller arrêtent des centaines d'intellectuels qui sont envoyés en Galicie occidentale.

*** 22 mai. — La Diète vote d'urgence la motion sur l'annexion de la Galicie orientale.

*** 24 mai. — Les ministres d'Amérique et d'Angleterre remettent à Paderewski une protestation contre l'offensive polonaise en Galicie. Le Conseil des Quatre, après un entretien avec la délégation ukrainienne, s'adresse télégraphiquement aux missions de l'Entente à Varsovie, demandant des explications au sujet de l'offensive polonaise.

*** 24 mai. — Les journaux cracoviens apprennent de Boryslaw que toute la production d'huile minérale depuis novembre 1918, soit 40000 wagons pour une valeur de 300000 couronnes, se trouve accumulée en cette ville.

*** 26 mai. — Les troupes polonaises s'emparent de la région pétrolifère. Les troupes ukrainiennes évacuent Boryslav et Drohobycz après avoir donné l'ordre de laisser intacts les puits de pétrole.

*** 26 mai. — Le *Temps* apprend de Varsovie que neuf parlementaires ukrainiens de Petlura ont passé par Varsovie se rendant à Lublin au grand quartier général de Haller.

*** 27 mai. — Les divisions punitives de Haller arrêtent plus de 200 prêtres ukrainiens catholiques-grecs.

*** 28 mai. — Stanislavov est pris par l'armée Haller.

*** 31 mai. — Les journaux polonais annoncent que l'ordre est venu de Varsovie d'arrêter la progression des troupes polonaises sur la rivière Strypa.

*** Les troupes roumaines et polonaises opèrent leur jonction à Kolomea.

*** 3 juin. — Les autorités polonaises arrêtent tous les membres de l'ordre ukrainien de Saint-Basile et les internent dans une maison de détention.

Suivant les journaux polonais, une délégation ukrainienne avec le général Detkin en tête, arrive à Léopol pour demander un armistice. Elle est escortée par deux officiers polonais. Le général Ivachkevitch la reçoit.

En Ukraine bolchéviste.

*** On communique de Kiev via Helsingfors, au début de mai, que l'état de l'industrie en Ukraine bolchéviste est désastreux. Une centaine de fabriques de sucre seulement fonctionnent encore. Dans les entrepôts se trouvent encore douze millions de pouds de sucre. Les ouvriers réclament le paiement immédiat de leur salaire depuis le 1er janvier, menaçant de cesser le travail pour s'occuper d'agriculture. Par crainte de perdre le sucre, le sovdep économique de Moscou envoie 200 millions de roubles pour être répartis parmi les ouvriers.

*** 12 mai. — Un radiogramme bolchéviste donne la composition du gouvernement soviétiste ukrainien. Le président en est Rakowski, le commissaire pour la guerre Podwoïsky, le commissaire pour le ravitaillement Chlichter et le général en chef Antonov.

*** Tous les radiogrammes bolchévistes de fin mai dépeignent la situation de leurs troupes en Ukraine comme très critique par suite de l'absence de moyens de transport. L'industrie métallurgique est arrêtée vu le manque de combustible.

*** D'après des renseignements officiels, l'Ukraine possède encore 250 000 pouds de blé destinés à être exportés en Russie, mais jusqu'ici on n'en a transporté que 50 000.

L'ex-hetman Skoropadsky.

*** Des nouvelles sur l'ex-hetman commencent à arriver de Stockholm, vers le 10 mai. Le 11, Skoropadsky est en route pour Helsingfors après avoir traversé l'Allemagne avec de faux passeports. Il se rendrait à une importante conférence russe à Helsingfors.

*** Le 23 mai, une information venant de Berlin communique que l'ex-hetman s'est mis à la disposition du général Mannerheim.

*** Le 26, une dépêche directe de Helsingfors nous apprend que le général Mannerheim a bien reçu Skoropadsky, mais son accueil a été froid.

Au commencement de juin, on mande que Skoropadsky, après son échec auprès du général finlandais, s'est retourné vers les Anglais et fait des démarches pour être reconnu comme futur hetman de l'Ukraine.

Chronique économique

Les coopératives en Ukraine.

Tout dernièrement un membre du Conseil d'administration de l'Union centrale des coopératives ukrainiennes, M. A. Serbinenko, est arrivé à Vienne. Son but est d'entrer en contact avec les milieux économiques de l'Autriche allemande pour l'établissement d'étroites relations commerciales et industrielles entre les deux pays.

M. Serbinenko a fait, au sujet de son voyage et du développement des coopératives en Ukraine, les déclarations suivantes :

La création des coopératives remonte à cinquante ans en arrière ; au cours de ces derniers temps, elles ont pris un développement considérable. Pour pourvoir à ses besoins économiques, le peuple ukrainien s'est uni en coopératives et il en existe actuellement une dans presque chaque village, de sorte que l'Ukraine en compte environ 20 000 de tous genres. Le point principal en est Kiev où siègent les unions centrales. Les sociétés de consommation sont les plus développées ; elles comptent 15 000 succursales et 3 millions de membres et si l'on tient compte des familles de ces membres, le chiffre des personnes se rattachant à ces sociétés s'élève à près de 12 millions. La centrale s'occupe de la vente de quantités d'articles. Au cours de la première année de son activité elle a vendu des marchandises pour une valeur de 80 millions de roubles. Des fabriques de chaussures s'y joignent, qui peuvent produire 100 000 paires ; elle possède en outre une fabrique de tricots, de fer-blanc, de savon, une imprimerie et elle projette aussi la création de toute une série de nouvelles fabriques. L'union centrale a des succursales à Odessa et à Stanislavov. Son activité s'étend aussi sur d'autres terrains, elle entretient sa propre école d'enseignement coopératif et tient les sociétés qui lui sont proches au courant de tous les événements économiques importants.

A part les coopératives, les sociétés de crédit et de prêt sont aussi très répandues en Ukraine. Au commencement de 1919, il existait 2770 sociétés de ce genre réunies en 41 unions. La banque coopérative ukrainienne forme la centrale de ces sociétés de crédit. Elle facilite à la population des campagnes l'achat de machines agricoles, de graines et autres produits qui leur sont nécessaires. L'union centrale des sociétés agricoles a acquis l'année dernière la principale fabrique de machines agricoles en Ukraine, la « Hena » à Odessa, au prix de 18 millions. Le grand développement des sociétés a engagé les centrales à consacrer une attention toute spéciale à l'établissement de relations commerciales et économiques avec les Etats voisins et l'étranger.

(*Neue Freie Presse*, 8. VI. 19.)

REVUE DE LA PRESSE

La politique française en Ukraine.

Lorsqu'après l'armistice, les Allemands eurent évacué la Russie du Sud, nos diplomates et nos militaires, perplexes, se demandèrent ce qu'ils allaient entreprendre avec les gars de Salonique?

Les rapatrier? Jamais. Il y avait mieux à faire. Odessa n'était pas loin, qu'on pouvait occuper, et de là qui sait si l'on n'arriverait pas à tendre la main à Tchaïkowsky, le vénérable patriarche d'Arkhangel qui lui aussi avait à se plaindre des bolcheviks.

Pourtant M. Pichon ne manquait pas de prudence. Il fallait se renseigner. On sonna Maklakof, cet ambassadeur sans ambassade, et l'on convoqua les gens de Denikine.

Marcher avec ce dernier était une bonne affaire, surtout si on lui envoyait des soldats, des munitions et de l'argent.

Mais M. Pichon avait aussi entendu parler de l'Ukraine, par Mazeppa sans doute, ou par Gogol, ou peut-être même, pardon de cette invraisemblable hypothèse, par le général Tabouis qui y avait passé en 1917. Comment devait-il juger Petliura, ce chef nationaliste qui avait renversé Skoropadsky. « Ce n'est certes pas un Boche, lui insinuèrent ses conseillers d'ancien régime, mais c'est un bolchevik. » « Foin de ce brigand! » pensa aussitôt M. le ministre des Affaires étrangères, ou ceux qui pensent pour lui.

Comme Franchet d'Esperey à Salonique et Berthelot en Roumanie ne semblaient pas loin d'être convaincus, le général Borius, avec ses directives, reçut l'ordre de partir pour Odessa.

***

Or la situation réelle, dans ses grandes lignes, pouvait se résumer comme suit:

En quittant l'Ukraine, les Allemands y avaient laissé au pouvoir, un homme dont ils avaient fait la fortune, l'hetman Skoropadsky. Skoropadsky, germanophile et partisan de la grande propriété, sentant que la force appartenait désormais aux Alliés, renvoya ses anciens collaborateurs et s'entoura d'un ministère ententiste, espérant obtenir les bonnes grâces des vainqueurs. Il fut renversé le 14 décembre par Petliura et Vinnitchenko tous deux socialistes révolutionnaires très avancés, mais qui par esprit national, combattaient avec une ardeur égale et les bolcheviks et les Polonais.

Denikine, lui, tenait le Kouban sur la droite d'Odessa, avec des bandes de Cosaques et des volontaires de l'ancienne armée tsariste, officiers pour la plupart; ses effectifs étaient sans forces.

Tels étaient les faits, tandis que l'état-major français, persuadé du bolchevisme de Petliura et de la francophilie des Polonais, menait un millier de soldats dans la plus terrible des impasses.

***

Borius, à Odessa, découvrit entre autres des Polonais, un millier de soldats de Denikine qui s'étaient enfuis devant trois ou quatre cents petliuriens et un certain nombre d'Allemands, restés de la dernière occupation.

Une échauffourée éclata entre les soldats de Petliura et les volontaires de Denikine — Borius qui, *a priori*, considérait les Ukrainiens comme des ennemis fut surpris de la facilité avec laquelle après des pourparlers ils consentirent à se retirer aux alentours de la ville. C'est que dans les premiers jours le prestige des Français victorieux était considérable et que les partisans de Petliura ennemis de Skoropadsky n'avaient aucune raison de se battre contre eux.

L'occupation française commença donc. Son histoire n'est qu'un long scandale. Le bolchevisme et, avec ce fléau, la haine de la France crurent de jour en jour.

Denikine avait envoyé des émissaires à Bucarest pour convaincre Berthelot de lutter contre les Ukrainiens. Cependant les Ukrainiens demandaient à causer avec Borius. Et lorsque le général d'Anselme, envoyé en renfort, arriva à Odessa, il y trouva Grekov, ministre des Affaires étrangères ukrainien, qui cherchait à conclure un accord avec l'Entente.

Mais selon le mot d'ordre qui venait d'en haut, l'état-major devait s'entendre avec Denikine et se tenir sur la réserve vis-à-vis de Petliura.

Et alors ce furent des pourparlers confus, des démarches contradictoires, des intrigues des habitants d'Odessa, des usurpations de pouvoir, comme celles de cet étrange Hennot, ou Hénault, ou Aynaud, atteint de la folie des grandeurs et trompé par Denikine, qui signait des affiches comme *consul*, puis *consul général*, puis *représentant de la France*, puis *représentant des Alliés*. Nos généraux adressaient tantôt à Petliura, tantôt à Denikine des ultimatums furibonds rédigés en style de Tartarin (lire les publications du bureau ukrainien de presse), protégeaient des germanophiles notoires et ne parvenaient pas à remédier à la famine qui ravageait la ville. Les troupes grecques envoyées à l'aide des régiments français tournaient les talons. La politique du général Barthelemy à Lemberg contrecarrait celle que ses collègues avaient des velléités de suivre sur les rives de la mer Noire. A Sébastopol, c'était la même histoire.

*

Et voilà.

Toute la politique française en Russie méridionale a été fondée sur une incompréhension coupable de la situation intérieure issue de la révolution.

Elle a mécontenté les Polonais et les Ukrainiens, aussi bien que les habitants du Kouban, du Don, de la Crimée.

Le *Pays*, 10 juin 1919.

Les incidents d'Odessa.

Une interview de M. Reutenberg.
Les mesures prises et les responsables.

Nous commençons à savoir sur les événements russes, sinon la vérité entière, du moins les fragments qui nous permettront plus tard de la reconstituer. Depuis cinq ans, nous sommes revenus de bien des choses, nous sommes même revenus d'Odessa. Pourquoi nos troupes ont-elles évacué cette ville, alors que la presse tricolore sonnait partout le glas du bolchevisme?

Sur cette grave affaire, dont la Chambre a inopinément ajourné le débat, M. Reutenberg — plus compétent que personne en la matière — m'a fait des révélations et communiqué des documents qui éclairent d'un jour nouveau non seulement l'expédition d'Odessa en particulier, mais aussi, d'une façon plus générale, le rôle confié à nos troupes, et les *brillants* résultats de notre intervention.

Odessa était le quartier général de notre armée d'occupation dans la Russie méridionale. Notre zone d'influence comprenait alors la Crimée, le bassin inférieur du Dniéper et du Don, le Kouban et la Caucasie, c'est-à-dire un territoire sensiblement supérieur à la France.

Ce qu'il fallait faire.

Lorsque nos troupes entrèrent à Odessa, cette grande cité de 900 000 habitants était, depuis plusieurs mois déjà, en proie à la famine.

Pour rétablir l'ordre, il n'y avait qu'à soulager le mal, en ravitaillant la population. A qui incombait ce soin, sinon aux troupes alliées? Il était facile d'assurer l'approvisionnement régulier des habitants en nourriture, vêtements et chaussures. Les entrepôts de Batoum et de Mariopol étaient pleins.

Ce que nous avons fait.

Que fait l'armée alliée? Rien. Résultat: la population, qui avait fondé sur notre armée les plus grands espoirs, perd confiance et se tourne visiblement vers les bolcheviks.

En même temps nos soldats s'ennuient. La démoralisation progresse. Les bolcheviks aussi. En Ukraine, où affluent les « émigrés », le mouvement antibolcheviste prend la forme d'une véritable restauration monarchique en faveur de l'hetman. Sous prétexte de châtier les bolchevistes, les émigrés pillent le pays, dilapident le trésor, se livrent à une spéculation effrénée et, parviennent ainsi, en quelques semaines, à ruiner totalement l'une des régions les plus riches de la Russie.

Que fait l'armée alliée? Rien. Soit inhabileté, soit négligence, le haut commandement ferme les yeux sur ce chaos. Il prend des mesures qui lui aliènent non seulement la population civile, mais l'armée volontaire. C'est ainsi qu'il décrète l'état de siège (14 mars). L'ancien staroste de Volhynie, Andro, homme suspect à tous les partis, est nommé aide-civil du général d'Anselme, sous la pression des « kilyborobs », ces mêmes propriétaires d'Ukraine qui avaient hissé au pouvoir l'hetman Skoropadsky. La fureur populaire est à son comble.

Le 2 avril, coup de théâtre! Le général d'Anselme reçoit l'ordre d'évacuation immédiat! Dans la population, dans l'armée, c'est la débandade, la panique.

Le lendemain, les représentants bolcheviks sont à Odessa. Le 4, le Soviet est installé. Les troupes alliées se sont évanouies, sans même assurer l'évacuation des civils. Des femmes, des enfants sont obligés de faire la route à pied; les deux tiers tombent en chemin.

Voilà les faits. Pourquoi cette évacuation? A qui fera-t-on croire que 40 000 hommes aient pu se débander devant quelques détachements de la garde rouge? Qui a pu déchaîner la panique, sinon quelque provocateur y trouvant son intérêt?

Les responsables.

Qu'allions-nous faire à Odessa? Rétablir l'ordre? Mais alors, pourquoi s'est-on croisé les bras devant un million d'hommes qui demandaient du pain? Combattre le bolchevisme? Mais alors, pourquoi évacuer la ville? Et, en fin de compte, à quoi cette expédition aboutit-elle? A jeter dans les bras du bolchevisme ceux qu'on se proposait précisément d'y soustraire. C'est ainsi que le gouvernement de Pichon fait de la propagande en faveur de Lénine.

Qu'on le veuille ou non, ajoute M. Reutenberg, la Russie constitue aujourd'hui une force matérielle et morale telle que toute opération, de quelque nature qu'elle soit, est vouée à l'impuissance, si elle n'est pas conforme aux aspirations populaires.

Humanité, 9, VI. GEORGES CHENNEVIÈRE.

Le parti populiste polonais.

L'ancien ministre de l'Intérieur du Cabinet Moratchevski, cabinet socialiste paysan renversé par l'Entente au profit de Paderevski et Dmovski, M. Thugutt, chef du parti des populistes polonais, a fait la déclaration suivante à l'*Humanité*: En Galicie, les socialistes polonais demandent l'établissement d'une ligne de démarcation telle que l'Ukraine n'ait pas plus d'habitants polonais que la Pologne n'aura d'habitants ukrainiens. L'enchevêtrement des deux nationalités ne permet pas d'autre solution.

(*Humanité*, 2, VI.)

Le Times et l'invasion de la Galicie

Le *Times* écrit: « Il y a deux mois, les Polonais se lamentaient, disant qu'ils étaient à la merci des bolchévistes et prophétisaient pour ce mois-ci une grande offensive de l'armée rouge, à laquelle ils se disaient incapables de résister, faute de munitions. Ils imploraient le prompt envoi de l'armée Haller. Une commission alliée s'efforça alors d'arranger un armistice entre les Polonais et les Ukrainiens devant Léopol; les Polonais ne s'y montraient que trop disposés, car les Ukrainiens bombardaient alors Léopol et les Polonais n'avaient guère de canons pour leur répondre. Maintenant la situation est renversée. Les troupes du général Haller sont en Pologne avec des armes et des munitions en suffisance et tous les Polonais sont pour la guerre. Les raisons données pour justifier cette offensive sont variées. Les Polonais déclarent que la situation à Léopol est impossible, que les Ukrainiens sont des gens avec lesquels on ne peut s'entendre, que l'armée polonaise doit être en contact avec les troupes roumaines pour pouvoir défendre ses frontières et que les puits de pétrole de Galicie doivent être arrachés aux Allemands qui se servent des Ukrainiens. Quoi qu'il en soit, les Polonais font la guerre, tandis que la Conférence s'efforce de faire la paix et cette offensive n'a pas l'agrément des Alliés. » (*Journal de Genève*, 27, V.)

Les adversaires de l'amiral Koltchak.

Pour tous les réactionnaires manifestes ou déguisés, qu'ils s'appellent Sasonov, Maklakov ou Savinkov, il existe toujours en Russie une race dominatrice qui possède sur les nationalités allogènes un droit de conquérant. Ce ne sont, en somme, que des nègres blancs qu'un Koltchak ou un Denikine ramènera à la raison, aussitôt la Russie « régénérée ».

Nous devons constater, à notre grand regret, que beaucoup de démocrates, voire même socialistes russes, font preuve de la même incompréhension, de la même absence d'idées nettes, dès qu'il s'agit de prendre position dans une question aussi complexe et aussi importante que celle des nouvelles formations nationales sur le territoire russe. N'avons-nous pas entendu dernièrement, lors de la conférence d'un délégué ukrainien, un vieux socialiste, écrivain connu, proclamer sur la question ukrainienne des « vérités » copiées sur les divagations de Pourichkevitch, et d'autres réactionnaires russes? La question ukrainienne serait la pure invention de quelques meneurs, qui poursuivent leurs intérêts personnels, il n'y aurait en Ukraine ni langue, ni aspirations nationales, etc., etc. Et chaque fois que ces démocrates, presque toujours coalitionnistes ou bloquistes, ont à faire aux Géorgiens, Estoniens, Ukrainiens, etc., ils oublient inévitablement le « front unique ». A notre devise — ni bolchevisme ni réaction — ils opposent de plus en plus le mot d'ordre: contre le bolchevisme, mais aussi contre l'indépendance des nationalités attaquées.

Cette campagne haineuse contre les aspirations vers l'indépendance des diverses nationalités en Russie, nous la considérons non seulement comme antidémocratique, mais comme susceptible de retarder la formation même de la grande république fédérative russe.

Dans ce processus de dissolution, seules les aspirations d'ordre national non seulement ont sauvé d'importantes parties de la Russie du fléau bolchéviste, mais ont servi de base pour des formations vraiment démocratiques.

Dès à présent, ces formations nationales ont, avec la démocratie russe, des intérêts communs d'une importance vitale: la lutte contre le bolchevisme et contre la réaction. Le triomphe de Lenine ou de Koltchak est aussi dangereux pour les nationalités que pour la démocratie russe et les moyens de combattre les ennemis communs pourraient être élaborés d'un commun accord. Mais pour cela, il est indispensable que les nationalités allogènes soient convaincues qu'aucun danger ne les menace de la part de la démocratie russe, que toutes les oppressions du passé ne venaient que de la réaction et que leurs aspirations nationales ne trouvent que de la sympathie dans tout le camp de la vraie démocratie russe.

(*République russe*, 5, VI.) P.

En Grande Ukraine.

Bucarest, 26 mai.

Pour donner plus de poids aux démarches diplomatiques qu'ils allaient entreprendre, — ultimatum à la Roumanie et à la Bulgarie et propositions de paix et d'alliance militaire à la Galicie, — les bolcheviks les firent précéder d'une offensive dirigée sur Rovno. Sous la menace, le Directoire quitta la ville et se retira à Zdolbourov, puis à Radzivilof, sur la frontière galicienne. La tentative de coup d'Etat de l'ataman Oskilko avait provoqué un certain flottement dans l'armée. Mais la situation est aujourd'hui rétablie. Petliura a choisi lui-même, au début de mai, comme chef d'état-major, le général Osetski, ancien commandant du régiment Preobragensky, de la garde du tsar. Celui-ci, à son tour, s'est entouré uniquement d'anciens officiers supérieurs de l'armée impériale. Son premier but est l'établissement d'un front continu et le renforcement de la discipline. Les conseils disciplinaires, selon la formule révolutionnaire, ont été supprimés. Tous les arrêts sont rendus par des conseils de guerre à l'européenne. Le règlement disciplinaire est l'ancien règlement russe, moins les châtiments corporels. La peine de mort est de nouveau en vigueur.

Le général Osetski est décidé à reprendre très prochainement l'offensive. Son objectif est la ligne Gitomir-Berditchef, où est massé justement le gros des forces bolchévistes. Il compte pour cela sur l'appui des groupes révolutionnaires qui se forment en Ukraine occupée.

Les insurgés, en effet, tiennent en ce moment tous les centres de communication importants sur les derrières de l'armée rouge. Mais il est à craindre qu'ils ne se fassent écraser en détail, car la répression bolchévique est terrible. D'autre part, l'ennemi essaie en ce moment de dégager les lignes remontant vers le nord pour évacuer sur la Grande-Russie son matériel de guerre et d'approvisionnement de toutes sortes réquisitionnés en Ukraine. Or, Petliura désirerait s'emparer de ce butin, des munitions surtout, dont il a particulièrement besoin. Il voudrait, en outre, frapper un coup décisif avant l'été, car s'ils ne peuvent faire la prochaine moisson en Ukraine, les bolcheviks sont condamnés à tomber avant l'hiver.

Osetski est malheureusement arrêté dans sa manœuvre par le désarmement du corps Zaporogue par les Roumains. Les hommes sont concentrés déjà en grande partie, à pied d'œuvre, dans la région de Krementez, mais le matériel manque.

Ce désarmement a du reste provoqué dans toute l'Ukraine une émotion profonde, qui est naturellement exploitée par les ennemis de l'Entente. Les reproches sont dirigés surtout contre le commandement français, qu'on accuse soit de parti pris, soit de faiblesse.

Le plan original prévoyait à l'aile gauche une poussée de l'armée galicienne sur Proskourof. Mais le commandement galicien a déclaré que la situation sur le front polonais ne lui permettait pas d'entreprendre des opérations actives de ce côté. Au contraire, il s'est même adressé au Directoire pour le prier d'envoyer des troupes à l'ouest, de façon à parer l'attaque prochaine de l'armée Haller par Kovel. Il lui a demandé aussi des armes et des munitions. Accédant au premier de ces désirs, Petliura a pris déjà quelques mesures militaires dans la région comprise entre Vladimir-Volinsky et la rivière Goryn.

L'effectif total des forces du Directoire est actuellement d'environ 30 000 hommes. Les bolcheviks ont, sur le front ukrainien, 30 000 fantassins réguliers, plus 3000 cavaliers, plus une réserve d'armée de 10 000 hommes. Dans ce total sont compris les deux régiments juifs, concentrés près de Berditchef. Un autre régiment juif est attribué à la garnison de Kief. L'armée galicienne comporte 50 000 hommes en ligne et autant en réserve ou à l'instruction.

Paul DU BOCHET.

(*Journal de Genève*, 11, VI.)

Tarif des annonces.

1 page	Fr.	500.—
1/2 »	»	250.—
1/4 »	»	130.—
1/8 »	»	70.—
1/10 »	»	38.—
1/20 »	»	20.—
1/40 »	»	12.—

La ligne ou son espace fr. 1.25.

Réduction de 25 % pour une annonce répétée 12 fois.

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Présidents: MM. Sydorenko, 37, rue de La Pérouse, **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. E. Lozkasevitch, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)
3. — Légation ukrainienne en Autriche, M. ... de Lipinsky, Hôtel Bristol, **Vienne.**
4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne, M. ... Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Terez Korut, 34, **Budapest.**
6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, 9 Dændelsstraat, **La Haye.**
7. — Mission ukrainienne pour la Suède, la Norvège et la Finlande, M. Losski, 24, Drattninggatan, **Stockholm.**
8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôtel Métropole, **Genève.**
9. — Bureau ukrainien de Presse en France, 28 Rue Pauquet. **Paris (XVI).**
10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 9, rue de Notre-Dame de Lorette. **Paris.**
11. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris.**
12. — Ukrainian National Committee, 217, E. Sixth Street. **New-York City.**
13. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit. Mich.**
14. — Information Bureau of the Ukrainian National Committee, W. S. Capitol C. O. Hon. James A. Hamill O. **Washington.**
15. — Information Bureau, 83, Grand Street. **Jersey City.**
16. — Bureau ukrainien d'information aux U.S.A. 16, Jackson Place. **Washington. D. C.**
17. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street. **Scranton.**
18. — Comité pour le secours aux prisonniers de guerre ukrainiens en Italie, Mme Belmain, 89, Via del Gesù. **Rome.**
19. — Comité ukrainien en Italie, M. Ivan Grinenko, 18, Via Muzio Clementi, **Rome.**
20. — Chef de la Mission extraordinaire au Vatican, comte Michel Tyszkiewicz, Hôtel Excelsior, **Rome.**
21. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Via Torino, 113, **Rome.**
22. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**
23. — Central Ukrainian Committee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man.
24. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Dændelsstraat, 9, **La Haye.**
25. — Westukrainische Gesandschaft, 16, Windmühlstrasse, **Wien.**
26. — Mission ukrainienne au Danemark, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**
27. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie Hôtel Central, **Prague.**
28. — Mission ukrainienne en Angleterre, Hyde Park Hôtel, **Londres.**
29. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**
30. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 48, rue du Stand, **Genève.**

L'Argus suisse de la presse S.A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux?

par M. le Dr F. CEVEY

1 vol. in-16 à fr. 4.—

Se vend dans toutes les librairies.

LA BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes-courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.

Elle bonifie un intérêt de

4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.

En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

Documents diplomatiques

Note de Petliura et Temnyeky au Conseil des Quatre.

Paris, 10, VI. — La délégation de la République ukrainienne a reçu le texte d'une note adressée et signée par le général S. Petliura, président du Directoire de la République ukrainienne, et M. Y. Temnyeky, ministre des Affaires étrangères.

A Leurs Excellences, MM. Woodrow Wilson, Lloyd George, Clemenceau et Orlando.

Messieurs,

Il y a déjà cinq mois que les troupes de la République populaire ukrainienne, sous le commandement du général en chef Siméon Petliura, combattent contre l'armée des bolchévistes russes. Dans cette guerre, les troupes de la République populaire ukrainienne défendent non seulement l'indépendance et la souveraineté de la République, mais elles protègent aussi le centre et l'occident de l'Europe contre l'invasion des armées bolchévistes, défendant les idées démocratiques, l'idée de la liberté et de l'égalité contre les efforts d'une poignée d'aveuglés et de criminels fanatiques essayant d'imposer la dictature aux peuples de l'Europe.

La République populaire ukrainienne fait cette difficile et épuisante guerre exclusivement avec les forces du peuple ukrainien, sans obtenir d'aucune autre nation un secours quelconque.

En dépit de nombreuses promesses de la part des puissances de l'Entente, en dépit des assurances maintes fois répétées qu'on aiderait au fur et à mesure tous les Etats et tous les peuples qui soutenaient la guerre contre le bolchévisme, la République populaire ukrainienne n'a pu jusqu'à présent obtenir aucun secours. Tout au contraire, elle doit presque incessamment surmonter les obstacles de toutes sortes de la part des Etats protégés par l'Entente, ce qui la met dans l'impossibilité de diriger toutes ses forces contre le bolchévisme.

Ce sont la Pologne d'un côté et la Roumanie de l'autre qui rendent impossible pour la République populaire ukrainienne la liquidation de l'offensive bolchéviste. La Pologne, profitant de la guerre de l'Ukraine avec les soviets russes, a commencé elle-même aussi une guerre impérialiste, ayant pour but des annexions territoriales contre l'Ukraine. Pendant qu'une partie de l'armée polonaise, pénétrait dans le territoire ukrainien de Galicie, occupant les villes de Peremychl, Leopol et une partie considérable de ce territoire, une autre partie de cette armée polonaise occupait les provinces de Cholm et de la Volhynie, attaquant l'ouest de l'Ukraine. Pour protéger son territoire ethnographique, la République populaire ukrainienne doit se défendre sur deux fronts à la fois, morcelant ses forces, ne pouvant, de ce fait, réussir à liquider l'offensive bolchéviste.

Cependant une prompte liquidation de cette offensive serait très désirable et avantageuse pour toutes les démocraties européennes. S'appuyant sur la protection de l'Entente, la Pologne rassemble des forces nouvelles pour les diriger sur l'Ukraine. Grâce au soutien actif de l'Entente, elle a fait venir ces derniers temps le corps du général Haller, qu'elle a l'intention de diriger sur le front ukrainien pour affaiblir d'une manière peut-être définitive le front antibolchéviste de la République populaire ukrainienne.

La Roumanie a occupé de son côté la Bessarabie et la Bukovine ukrainiennes, privant de cette façon la République populaire ukrainienne d'une réserve importante d'hommes et de munitions qui pourraient aider considérablement la République dans la lutte avec les bolchévistes.

C'est dans un autre mode d'action encore que la Roumanie entrave l'Ukraine dans sa lutte contre le bolchévisme ; elle ne recule pas devant le désarmement des troupes ukrainiennes qui, après avoir combattu avec succès contre les troupes bolchévistes sur la rive gauche du Dniester, ont été forcées de revenir sur la rive droite (roumaine) de la rivière, après l'évacuation d'Odessa par les troupes françaises. Conformément à la convention avec l'état-major français, ces troupes devaient franchir la frontière roumaine, passer par la Roumanie, la Bukovine et la Galicie dans les environs de la ville de Rivne (en Volhynie) pour prendre part de ce côté aux opérations des armées du général en chef Petliura contre les forces bolchévistes. Au lieu de leur venir en aide, les Roumains ont désarmé ces troupes. On laissa passer les hommes, mais on a retenu toutes les armes, les provisions et le parc des chemins de fer de ce corps d'armée, de telle sorte qu'à présent ces troupes sont hors d'état de combattre.

Les faits cités prouvent assez clairement que les deux Etats qui se trouvent sous la protection des puissances de l'Entente et qui se considèrent d'eux-mêmes comme les exécuteurs de ses intentions, mènent une politique essentiellement contraire aux principes établis par l'Entente, contrariant ses desseins, dont le but suprême fut toujours l'anéantissement du bolchévisme.

La République populaire ukrainienne, dont la tâche spontanée déjà dès 1917 était le difficile problème de l'extirpation du bolchévisme de l'Ukraine, c'est-à-dire de former un rempart pour les démocraties européennes, une tâche qu'elle remplit de nouveau depuis cinq mois entiers, se dévouant et sacrifiant à ce but toutes ses forces, a l'honneur de soumettre cette requête à l'attention du haut Comité des Quatre de la Conférence internationale de la paix à Paris et de la soutenir par l'exposé des faits d'une authenticité incontestable, qui établissent que les deux Etats qui se trouvent sous la protection des puissances de l'Entente, c'est-à-dire la Roumanie et la Pologne, rendent de plus en plus grave et presque impossible pour l'Ukraine sa défense contre le bolchévisme russe. Nous protestons devant les hautes puissances de l'Entente contre un procédé semblable de la part de la Roumanie et de la Pologne. Nous avons l'honneur d'attendre de la part du haut Comité des Quatre qu'il veuille bien exercer son influence sur les deux Etats mentionnés, afin que la Roumanie et la Pologne renoncent à tout ce qui pourrait devenir un obstacle pour l'Ukraine, dans la guerre qu'elle soutient contre la Russie bolchéviste et en particulier que les armes, les munitions et tout le matériel appartenant aux troupes ukrainiennes et confisqués par le gouvernement roumain lui soient restitués.

Nous ne pouvons omettre de signaler aussi ce fait alarmant, à savoir que la politique des Etats voisins de l'Ukraine qui font partie de l'Entente, c'est-à-dire de la Roumanie et de la Pologne, a pour but l'isolement complet de la République populaire ukrainienne de l'Europe centrale et occidentale. A cette fin, la Roumanie a occupé la partie septentrionale de la Hongrie peuplée par les Ukrainiens, avec les villes de Munkacz et Tchap, coupant ainsi l'unique voie de chemin de fer qui reliait jusqu'à présent l'Ukraine avec l'Europe occidentale, ce qui rend impossible la fourniture des armes, des munitions et des vêtements absolument nécessaires dans la guerre contre les bolchévistes.

Un radio du ministère ukrainien au Conseil des Quatre.

30 mai 1919. — Au Conseil des Quatre, en mains propres du président Wilson et de MM. les ministres Clemenceau, Lloyd George et Orlando.

Vu l'invasion de l'armée Haller sur les territoires de la République ukrainienne de l'ouest, vu l'exposé des motifs que le président du Conseil polonais, M. Paderewski, a donné à la Diète de Varsovie et enfin vu les brutalités exercées actuellement par les troupes polonaises sur le territoire de l'Etat ukrainien de l'ouest, le Secrétariat d'Etat de la République ukrainienne de l'ouest proteste énergiquement auprès du Conseil des Quatre et présente la motion suivante : C'est le 19 octobre 1918 que la République ukrainienne de l'ouest fut proclamée à Léopol, ville fondée par le prince ukrainien Lvov et par suite ville ukrainienne au point de vue historique ; elle est située au milieu d'une population purement ukrainienne de l'ancienne Galicie orientale. Les autorités administratives, nommées immédiatement après la proclamation par le Conseil national ukrainien, ont pris soin d'une administration légitime de ce nouvel Etat, une armée particulière a été formée avec les soldats ukrainiens de l'ancienne armée autrichienne et la légion ukrainienne éprouvée qui défend depuis sept mois sa patrie contre les Polonais et contre l'armée rouge avec un héroïsme incomparable. C'est avec enthousiasme que tous les hommes aptes à se défendre se rassemblèrent sous les drapeaux de cette armée nationale, chacun ayant conscience qu'il s'agissait, d'une part de secouer le joug polonais détesté qui dura plus de 600 ans et de faire appliquer le droit de libre disposition proclamé par le président Wilson d'accord avec les autres Alliés ; d'autre part, de combattre le mouvement bolchéviste russe qui menaçait non seulement l'existence nationale, mais aussi l'ordre légitime de notre nouvel Etat. La nécessité d'être toujours prête à combattre sur deux fronts empêcha l'Ukraine occidentale de s'opposer à l'occupation des territoires ukrainiens de Bukovine par les Roumains qui oppressent si lourdement la population de cette région. S'appuyant sur les déclarations du Conseil des Quatre que la Conférence de Paris prendra ses décisions en se basant uniquement sur les justes revendications de toutes les nations — l'Ukraine y comprise — les fonctionnaires responsables de l'Etat ukrainien croyaient pouvoir se borner à une guerre défensive contre les Polonais et combattre avec leurs troupes les mieux disciplinées l'armée rouge. C'est par conséquent l'Ukraine occidentale qui devint l'unique obstacle à une jonction de l'armée rouge russe avec les bolchévistes de Hongrie. Durant les sept mois pendant lesquels les troupes ukrainiennes occidentales défendirent seules les frontières de la Galicie orientale contre l'armée rouge, celle-ci n'a pu envahir, même en passant, un seul point de la frontière.

Tandis que les Polonais, comme le président Paderewski l'a remarqué très justement dans son dernier exposé à Varsovie, luttant contre les bolchévistes, recevaient un appui très large des Alliés, soit en argent, soit en vivres, marchandises et surtout en munitions, l'Ukraine occidentale qui, sur le front bolchéviste, rendit des services non moins considérables à l'Entente en était non seulement réduite à elle-même, mais sa force de résistance sur le front oriental se trouva affaiblie par l'offensive polonaise. Ensuite de cela le gouvernement ukrainien déclara, toutes les fois que le Conseil des Quatre le demanda, qu'il était prêt à conclure un armistice sur le front polonais et qu'il accepterait aussi la ligne de démarcation proposée par le général Botha. Car le gouvernement ukrainien basait sa confiance sur la décision prise par la conférence de la paix de mobiliser toutes les forces disponibles pour la lutte contre l'armée rouge. Par contre les Polonais ont ajourné l'acceptation de l'armistice jusqu'à ce que l'armée Haller, pourvue des munitions les plus modernes fournies par l'Entente, fût arrivée en Pologne, pour attaquer notre front au lieu de combattre les bolchévistes, ne tenant ainsi aucun compte des promesses faites à l'Entente.

Il faut constater que l'assertion du président du Conseil, Paderewski, selon lequel l'armée ukrainienne aurait commencé l'offensive est inexacte et que l'escarmouche près d'Ustrzyki, d'après l'appréciation des spécialistes, ne peut être regardée comme une offensive.

Le 9 mai, le quartier-général ukrainien, conformément aux instructions données par notre secrétaire des Affaires étrangères, Dr Paneyko, qui agissait d'accord avec les représentants de l'Entente, proposa au quartier-général polonais de conclure un armistice, à partir du 15 mai à 6 h. du soir, à condition que le commandant suprême polonais y ait consenti d'ici au 14 mai. En réponse à ce projet commença la grande offensive des troupes du général Haller. Le gouvernement ukrainien n'aurait jamais cru possible que l'armée d'une puissance alliée à l'Entente, la Pologne, et même cette partie de l'armée qui avait un mandat analogue aux intérêts de la République ukrainienne occidentale (c'est-à-dire se défendre contre les troupes bolchévistes) commencerait une offensive contre notre République, bien que sous la présidence d'un général désigné par la suprême instance de la conférence de Paris, des pourparlers eussent lieu entre les représentants de la Pologne et de l'Ukraine occidentale concernant la conclusion d'un armistice. Le gouvernement ukrainien croyait que le quartier général polonais, qui avait certainement reçu le même ordre du Conseil des Quatre de conclure un armistice, se soumettrait à cet ordre, comme notre quartier général l'avait fait.

C'est seulement par suite des circonstances susmentionnées que le général Haller a réussi, au début de l'offensive du 14 mai, à remporter en si peu de temps tant d'avantages sur nos troupes héroïques, mais prises à l'improviste. Les troupes polonaises parcoururent alors le territoire de l'Ukraine occidentale, rançonnant et commettant des meurtres.

Le président du Conseil, Paderewski, dans son dernier discours sur l'attitude de l'armée polonaise envers notre population, n'appelle pas les opérations militaires des Polonais en Galicie orientale « une guerre », mais une action contre des bandits. Il ne considère pas notre armée comme des troupes régulières, mais la stigmatise du nom de « bandits ». Ces expressions, contre lesquelles le Secrétariat d'Etat de la République ukrainienne occidentale proteste avec une profonde indignation à la face du monde, ont eu pour conséquence que derrière le front de l'armée polonaise, des compagnies de vengeance ont été formées qui opèrent des arrestations en masse, sans excepter les vieillards, les femmes et les enfants. Les seules charges contre ces malheureux c'est qu'ils ont déclaré être partisans de la nationalité ukrainienne. Le feu a été mis à des villages entiers et à des habitations et les paysans ukrainiens chassés de chez eux, ont dû fuir et chercher un abri dans les forêts. Désespérés, ils se mettent en défense légitime. Cela prouve suffisamment combien le président du Conseil Paderewski était mal informé lorsqu'il s'est aventuré à prétendre que la population ukrainienne accueillit les troupes polonaises comme des libérateurs.

La presse polonaise mande que 200 prêtres catholiques grecs furent entraînés dans des camps d'internement en Galicie occidentale en traversant Cracovie. De même que les Roumains, après l'occupation de la partie ukrainienne de la Bukowine, interdirent l'usage de la langue et de l'écriture ukrainiennes, de même partout où les troupes polonaises arrivaient, elles interdirent nos institutions culturelles et économiques, les biens furent confisqués et la publication des journaux ukrainiens défendue. Tout cela sous prétexte qu'il s'agissait de déraciner le bolchévisme de l'Ukraine occidentale. Mais la haute conférence de la paix à Paris doit avoir appris par les rapports de ses missions particulières, que notre pays a eu l'honneur de recevoir, que durant les sept mois derniers jusqu'à l'invasion des troupes polonaises, le bolchévisme n'existait pas dans notre pays. Au contraire, un ordre parfait régnait sur tout le territoire administré par le Secrétariat d'Etat de la République ukrainienne de l'ouest. La population des villes et des villages ne se rendit coupable d'excès, ni contre les propriétaires (pas même sur les châteaux et grandes propriétés polonaises) ni contre les Juifs. Les réservoirs des puits de pétrole et établissements industriels dans la région du naphte restèrent intacts.

Tout cela prouve à l'évidence que le bolchévisme n'est point répandu parmi la population du territoire de l'Ukraine occidentale.

M. Paderewski a déclaré dans son discours prononcé à Varsovie que sa nation voulait la liberté, l'égalité et la justice pour tous sur le territoire de l'ancienne Galicie orientale. De quelle manière ces principes sont appliqués par les Polonais à l'égard de la population ukrainienne qui compte au moins 70 % sur tout le territoire de l'Ukraine occidentale, on peut s'en rendre compte par l'exposé ci-dessus, basé sur des faits dont l'exactitude peut être vérifiée à tout moment par des missions envoyées par l'Entente.

En échange de ce que les Polonais de l'ancienne Autriche aidèrent la dynastie et son gouvernement de toute leur puissance parlementaire, on leur céda toute la Galicie et par conséquent aussi l'ancienne Galicie orientale. La manière dont cette administration fut exercée par les Polonais, maîtres souverains, aux dépens de la majorité ukrainienne en Galicie orientale, a rendu infranchissable l'abîme qui depuis des siècles sépare les deux nations.

Les événements qui se sont passés depuis octobre ainsi que l'intention visible de la part des Polonais de nous arracher contre tout droit et seulement pour des motifs impérialistes le territoire qui nous revient pour des raisons historiques et ethnographiques, puis le dernier cri de guerre de Paderewski et de l'assemblée des Etats de Varsovie qui a si profondément offensé notre nation, et enfin les cruautés actuelles de l'armée polonaise contre notre peuple, forcent le Secrétariat de la République occidentale ukrainienne à déclarer au Grand Conseil des Quatre que la proposition de M. Paderewski concernant l'incorporation de l'ancienne Galicie orientale à l'Etat polonais, quoique sous la garantie de son autonomie, est refusée avec indignation par la population ukrainienne.

La République ukrainienne occidentale, comme Etat formé des territoires ukrainiens de l'ancienne monarchie austro-hongroise depuis le 19 octobre, a le même droit de disposer librement d'elle-même que tous les autres peuples de l'ancienne Autriche. Par conséquent, le Secrétariat d'Etat espère fermement que le Grand Conseil de la conférence des Alliés, après avoir examiné les conditions ethnographiques, voudra bien céder à notre République ses limites qui sont le résultat d'une enquête sur les conditions y relatives. Jusqu'à cette décision, le Secrétariat d'Etat de la République propose au Grand Conseil des Quatre de diriger des troupes alliées sur ce territoire de Galicie orientale, réclamé actuellement d'un côté par l'Etat polonais, de l'autre par nous. L'administration dudit territoire pourrait être soumise au contrôle du commandant de ces troupes. Nous adressons la même demande en ce qui concerne les territoires de la Bukowine et de la Galicie orientale, habités par des Ukrainiens, mais actuellement occupés par les Roumains.

Au cas où le Grand Conseil des Quatre ne pourrait se décider à employer dans ce but des troupes des quatre puissances représentées par lui, le Secrétariat d'Etat donne non seulement son consentement formel, mais demande instamment que le Grand Conseil des Quatre veuille bien donner à la République tchéco-slovaque le mandat d'occuper, au nom des Alliés, tous les territoires en question jusqu'à la décision définitive de la Conférence de la Paix sur les limites entre les Polonais et l'Ukraine occidentale d'un côté et les Ukrainiens et les Roumains de l'autre.

Au nom de la population de l'Ukraine occidentale, le Secrétaire d'Etat de la République ukrainienne occidentale, exprime sa confiance que le Grand Conseil de la conférence des Alliés à Paris, se basant sur les circonstances citées dans sa protestation et qui sont conformes aux faits, voudra bien donner son consentement à la proposition finalement faite.

Le président du Secrétariat d'Etat,

Dr Sydor Holoubowycz, m. p.

Une note de M. Sydorenko au Président de la Conférence de la Paix.

Paris, le 30 mai 1919.

A son Excellence, Monsieur le Président de la Conférence de la Paix, à Paris.

Etant donné que le Conseil suprême a envisagé la reconnaissance du gouvernement de Koltchak, la Délégation Ukrainienne a l'honneur de faire la déclaration suivante :

Depuis le moment de la chute du tzarisme, le peuple ukrainien a formé un Etat indépendant.

Le Conseil central ukrainien, élu par la volonté du peuple ukrainien a proclamé l'Etat indépendant ukrainien par toute une série d'actes juridiques et légaux confirmés par tout le peuple ukrainien.

La volonté de constituer un Etat indépendant, le peuple ukrainien l'a manifestée dans les élections à l'Assemblée Constituante, élections faites au suffrage universel, égal, immédiat, secret et proportionnel.

Ces élections ont donné une majorité écrasante à l'Etat indépendant Ukrainien.

L'assemblée n'a pas pu se réunir à cause du coup d'état de l'hetman Skoropadsky. Le peuple s'est soulevé contre le régime de l'hetman Skoropadsky en novembre 1918 et après sa victoire, établit le Directoire, pouvoir souverain de la République Ukrainienne indépendante. Le Congrès des ouvriers et des paysans, l'Assemblée nationale de la République Démocratique Ukrainienne, convoqué par le Directoire à Kiev, au mois de janvier 1919, a, à l'unanimité, manifesté la volonté de tout le peuple ukrainien de vivre désormais indépendant et souverain.

A ce congrès on a proclamé solennellement la réunion de deux Républiques ukrainiennes, République orientale, formée sur le territoire ukrainien de l'ancien Empire russe et République occidentale formée sur le territoire ukrainien de l'ancienne monarchie Austro-hongroise.

La proclamation de cette réunion a eu pour base le vote unanime du Conseil national ukrainien, Parlement de l'Ukraine occidentale, qui manifesta également sa volonté ferme de voir tous les territoires ukrainiens répartis jusqu'à cette époque entre plusieurs Etats, se réunir en un Etat indépendant unifié et intégral.

Le peuple ukrainien mène actuellement une lutte acharnée sur deux fronts ; pour l'indépendance de la République ukrainienne unifiée, sur le front bolchéviste contre les bolchévistes russes qui, pour reconstruire la Russie ancienne ont fait irruption en Ukraine et contre les Polonais qui guerroient sur les territoires occidentaux pour les annexer à la Pologne.

De cette manière le peuple ukrainien a formé par ses décisions sur les ruines des anciens Etats oppresseurs son Etat à lui, indépendant et l'a défendu en versant son sang contre un asservissement nouveau.

Pour tous ces motifs, la Délégation de la République Ukrainienne, prie le Conseil suprême de tenir compte, s'il reconnaît le gouvernement de Koltchak, de la volonté unanime et ferme du peuple ukrainien de vivre désormais en un Etat indépendant.

Etant donné que les milieux politiques russes n'ont pas renoncé à la restauration de l'Ancienne Russie, la Délégation ukrainienne porte à la connaissance du Conseil suprême que la reconnaissance d'un Gouvernement russe, quel qu'il soit, ne se rapporte pas aux territoires ukrainiens, sur lesquels le peuple ukrainien a formé son propre Etat indépendant avec son Gouvernement légitime et qu'il s'est décidé à défendre de toutes ses forces son indépendance et sa souveraineté.

Signé : Sydorenko
Président de la Délégation de la République ukrainienne.

Radiogramme du Secrétariat d'Etat au représentant ukrainien à Prague.

Vienne, 31 mai 1919. — Les journaux polonais de Lemberg publient, le 27, un radiogramme du Secrétariat d'Etat de la République ukrainienne occidentale, actuellement à *Czothow* (Galicie orientale), au représentant ukrainien à Prague, Slawinsky, radiogramme intercepté par la station radiotélégraphique polonaise à Lemberg :

« Vous prions transmettre aux missions étrangères la protestation suivante : L'Ag. tél. pol. répand dans son radio du 22 mai des nouvelles absolument fausses pour couvrir sa campagne de conquête sur les territoires ukrainiens. Vouloir faire croire que l'armée ukrainienne, qui combat depuis des mois contre les bolchévistes à l'est, est bolchéviste elle-même, est ridicule. Toutes les missions étrangères qui ont séjourné sur le territoire de la République ukrainienne ont pu se convaincre que la discipline et l'ordre règnent dans l'armée.

Le même radiogramme polonais prétend ensuite que l'armée polonaise n'est entrée en action que dans le but d'arrêter la soi-disant avance bolchéviste, qui aurait déjà dépassé le fleuve Zbrucz. La réalité est cependant tout autre ; c'est justement l'armée ukrainienne qui, dans son attaque contre les bolchévistes, a franchi le Zbrucz vers l'est et est en lutte active avec eux, prouvant ainsi que l'armée ukrainienne défend le monde contre son plus grand ennemi, le bolchévisme, tandis que l'armée polonaise, dans ce moment critique, attaque dans le dos nos troupes qui combattent contre les bolchévistes.

Il n'est pas exact non plus que des divisions ukrainiennes en retraite passent aux Polonais. Prudemment le radiogramme polonais ne nomme pas non plus les localités où la population ukrainienne aurait salué avec enthousiasme l'armée polonaise. Par contre il est vrai que les bourgeois ukrainiens, pris de panique devant les actes de l'armée polonaise, ont pris la fuite devant cette même armée qui, comme dans les villes de Sambor, Drohobycz et Sokal, agit avec cruauté à l'égard de la population civile ukrainienne. A Sokal, par exemple, les Polonais ont assassiné le père d'un commandant de brigade ukrainien, un vieillard de soixante-dix ans.

Le peuple ukrainien lutte pour son indépendance et sa liberté et ne reçoit d'aide de personne. Les Polonais sont soutenus par l'Entente et obtiennent aussi leur aide militaire. Jusqu'ici l'Entente n'a rien fait pour remplir les prières adressées à plusieurs reprises par nous. Nous, Ukrainiens, combattons pour notre propre liberté, tandis que les Polonais poursuivent leurs buts impérialistes sur une terre inondée de sang ukrainien.

Lettre de M. Sydorenko à M. Clemenceau.

Paris, 2 juin 1919. — A Son Excellence, Monsieur le Président de la Conférence de la paix à Paris, 29 mai 1919. Excellence,

En dépit de démarches réitérées, la Délégation ukrainienne à Paris n'a pu obtenir jusqu'ici d'être en communication directe et suivie avec le Gouvernement qu'elle représente et par suite d'en recevoir aucune instruction. Nos rapports réciproques doivent emprunter la voie de courriers occasionnels.

Ayant en mains des documents sur l'authenticité desquels il ne peut y avoir aucun doute, j'en profite pour préciser certains faits concernant le conflit ukraino-polonais; ainsi qu'il nous est possible de le constater, ces faits complètent et confirment tout ce que la Délégation ukrainienne à Paris a cru devoir vous communiquer verbalement et par écrit, mais par contre, démontrent le peu de confiance qu'il faut accorder aux déclarations des Polonais.

Ces faits que nous trouvons dans la lettre ci-incluse prouvent :

1° Le désir ferme des Ukrainiens de conclure un accord avec les Polonais, désir qui s'est manifesté du 11 au 19 mai 1919 par quatre propositions concrètes d'armistice.

2° Le silence des Polonais à l'égard des trois premières propositions et l'offensive sur tout le front galicien en réponse à la quatrième.

3° L'inactivité de l'armée ukrainienne sur le front ukraino-polonais jusqu'au jour (mi-mai) où s'est déclanchée l'offensive polonaise.

4° L'activité de la même armée ukrainienne sur le front bolchéviste, où elle préparait une vaste offensive dans le rayon de Podolie.

Cette offensive devait être conduite au nord (Wolhynie) par les troupes du général Osiecki, au sud (direction Proskourov) par les troupes ukrainiennes de Galicie.

5° L'impossibilité pour les troupes ukrainiennes de déclancher l'offensive contre les bolchévistes, les troupes de Galicie et des détachements du général Osiecki ayant été décimés par l'offensive polonaise.

6° L'intervention de l'armée ukrainienne de Galicie a seule empêché la jonction des troupes bolchévistes russes et hongroises.

Il résulte de ces faits que le gouvernement ukrainien, non seulement par des paroles, mais par des actes, a prouvé qu'il mène une lutte acharnée contre le bolchévisme, tandis que les Polonais, sous prétexte de lutte contre les bolchévistes, réalisent leurs visées impérialistes sur un territoire parement ukrainien et, décimant l'armée ukrainienne, collaborent involontairement au plan bolchéviste! Signé : Sydorenko, président de la Délégation ukrainienne. Pièces jointes : Lettre du président du Conseil de Galicie orientale à S. E. M. de Saint-Aulaire, ministre plénipotentiaire de France à Bucarest.

Signé : Sydorenko, président de la Délégation ukrainienne à Paris.

Une note de M. Porch au général Dupont.

Berlin, 3 juin 1919. — Le ministre d'Ukraine à Berlin, Mykola Porch, a remis la note suivante au président de la mission interalliée, général Dupont :

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que dans les nombreux camps de prisonniers ukrainiens en Allemagne on recrute actuellement des soldats pour l'armée volontaire russe pour les envoyer prochainement à Libau, Mourmansk, etc. Ce recrutement n'a pas le caractère libre auquel on pourrait s'attendre pour une armée dite de « volontaires ». Bien au contraire les prisonniers de guerre ukrainiens sont souvent forcés par des menaces de se laisser incorporer à l'armée antibolchéviste russe.

Un grand nombre de prisonniers se sont adressés à la légation ukrainienne ainsi qu'à la mission militaire chargée de s'occuper d'eux, déclarant que des officiers russes, munis de mandats de la commission interalliée, vont visiter les camps de prisonniers ukrainiens, les rassemblent et leur déclarent catégoriquement qu'aucun d'entre eux ne rentrera dans sa patrie s'ils ne se laissent pas recruter pour l'armée de volontaires. Cette condition provoque naturellement un grand mécontentement parmi les prisonniers qui, après cinq ans de captivité dans des conditions très défavorables, affaiblis moralement et physiquement, croient avoir mérité le droit de pouvoir rentrer dans leur pays. Même ceux d'entre eux qui souhaitent combattre les bolchévistes (et leur nombre est considérable) aimeraient le faire, non comme des soldats russes, mais comme soldats ukrainiens.

A notre grand regret, le maréchal Foch ne donne pas son assentiment au rapatriement des prisonniers ukrainiens, motivant son refus sur ce que, d'après ses informations (qui ne correspondent pas aux faits) de nombreuses insurrections auraient eu lieu en Galicie, et bien que les puissances intéressées (Allemagne, Tchéco-Slovaquie) aient déjà donné leur autorisation, comme j'ai déjà eu l'honneur de le communiquer à Votre Excellence dans ma note précédente.

En attirant l'attention de Votre Excellence sur les faits cités plus haut, je vous prie, en votre qualité de président de la commission interalliée, de vouloir bien prendre les mesures nécessaires pour mettre fin au recrutement forcé dans les camps de prisonniers ukrainiens, une répétition des tristes événements qui ont eu lieu dans ces camps (insurrections, révoltes) étant à craindre dans le cas contraire.

Note de M. Holoubowitch.

Lettre de M. le président du Conseil de Galicie orientale à Son Excellence M. le ministre plénipotentiaire de France en Roumanie.

Stanislaviv, le 14 mai 1919.

Monsieur le ministre,

Le gouvernement de la République démocratique d'Ukraine, province occidentale, se trouve dans l'impossibilité absolue de communiquer avec Paris et avec les gouvernements de l'Entente. Par suite de cette situation, nos représentants à l'étranger et particulièrement notre délégation à la Conférence de la paix ignorent totalement les événements qui depuis leur départ se sont succédé dans notre pays. Il ne leur est pas possible non plus de nous mettre au courant de la situation politique générale. Un télégramme de notre représentant à Paris nous invitant à faire aux Polonais une nouvelle proposition de suspension d'armes nous est parvenu avec un retard d'un mois. La même dépêche, transmise par radio, a été tronquée de telle façon par la poste polonaise de Posen qu'il est impossible de ne pas conclure à une manœuvre concertée. Toutes nos démarches tendant à demander, à défaut d'un service de représentation officiel et régulier, l'établissement de communications sûres et rapides, sont restées jusqu'ici sans effet. Cet état de choses est d'autant plus regrettable que les problèmes politiques et militaires se posent actuellement pour nous sous leur forme la plus aiguë et la plus pressante.

Ne pouvant donc mettre la Conférence de la paix au courant des derniers événements politiques intéressant notre pays et n'ayant avec Bucarest aucune relation officielle, nous sommes obligés d'avoir recours, cette fois encore, pour vous adresser ce message, aux bons offices d'un courrier occasionnel. Nous nous adressons à vous, Monsieur le ministre, avec l'espoir que vous ferez bon accueil à notre démarche et que vous voudrez bien en référer à votre gouvernement.

A la suite de l'échec des pourparlers engagés à Lemberg sous la direction du général Barthélemy, échec imputable uniquement à l'intransigeance impérialiste du gouvernement polonais, nous avons fait quatre nouvelles tentatives pour arriver à un accord. La première nous fut dictée par l'Entente elle-même par un télégramme signé des présidents Wilson, Clemenceau, Lloyd George et Orlando. Le général américain Kernan présida l'entrevue, mais les délégués polonais persistant, en dépit des nouvelles propositions de l'Entente, dans leur ancien point de vue, la discussion n'aboutit pas. Peu après, profitant du passage à Stanislaviv du capitaine américain Bachman, nous fîmes aux Polonais de nouvelles propositions en vue d'une simple suspension d'armes. Nous ne reçûmes aucune réponse. Le 1er mai, de nouveau, à la suite d'une dépêche de notre délégué à Paris, M. Paneyko, dépêche qui avait été du reste systématiquement mutilée à la transmission par la station radio télégraphique polonaise de Posen, nous envoyâmes une délégation aux avant-postes avec mission de reprendre les pourparlers. Le commandement polonais congédia nos représentants en disant qu'il en référerait à Varsovie et qu'il nous adresserait une réponse écrite dans le plus bref délai. Mais aujourd'hui encore nous n'avons rien reçu. Cependant, pour prouver à l'Entente notre bonne volonté, notre gouvernement a décidé de tenter une suprême démarche. Ayant reçu par Vienne avec un retard d'un mois le texte intégral de la dépêche de M. Paneyko, le passage supprimé à la transmission par le service radiotélégraphique polonais nous avisait justement des intentions conciliantes de M. Paderewski, nous avons chargé le commandement de l'armée de proposer aux Polonais l'arrêt des hostilités sur tout le front à partir du 14 mai. Pour toute réponse, l'ennemi déclanche aujourd'hui même une violente nouvelle offensive sur tout le front. Son intention est évidemment d'occuper le plus de terrain possible avant qu'une nouvelle démarche de l'Entente ne l'oblige à s'arrêter sur ses positions. Les attaques répétées des Polonais nous obligent donc à l'heure actuelle à concentrer sur le front occidental le meilleur de nos forces. Malgré cela, en collaboration avec l'armée du Directoire de l'Ukraine orientale, nos troupes ont brisé à l'est l'offensive bolchévique qui visait l'établissement de communications directes à travers notre territoire, entre la Hongrie et la République russe des soviets.

Ne pouvant nous réduire par la force des armes, les bolchévistes ont essayé de nous gagner à leur cause. Par son ultimatum adressé à la Roumanie, Rakovsky, qui s'intitule de lui-même président de la République des soviets de l'Ukraine et qui n'a aucune qualité pour parler au nom de notre peuple et ne se maintient que par l'appui des terroristes moscovites, espérait créer un mouvement d'opinion dans notre pays et compromettre indirectement la cause ukrainienne aux yeux de l'Entente. Mais la manœuvre échoua. Notre désir, en effet, et celui du peuple ukrainien tout entier, est que le différend qui actuellement paralyse les relations entre l'Ukraine et la Roumanie soit réglé de façon pacifique. En ce qui concerne la Bukovine particulièrement, nous espérons fermement que la Conférence de la paix, jugeant en toute impartialité, reconnaîtra la légitimité de nos aspirations. Nous espérons de même que les Alliés sauront imposer leur bienveillant arbitrage dans la question du désarmement du corps zaporogue, question qui relève plus spécialement du Directoire de l'Ukraine orientale, mais qui intéresse aussi notre défense nationale.

Comme suite à son ultimatum au gouvernement roumain, Rakowsky nous a proposé la conclusion d'un armistice et une alliance en vue d'une action commune contre la Pologne et la Roumanie. Il sait en effet que la puissance militaire des bolchévistes est bien près d'être définitivement brisée et qu'il ne pourrait pas arrêter longtemps l'élan des troupes ukrainiennes si l'armée galicienne, actuellement mobilisée sur le front polonais, devenait libre. Notre situation militaire est telle que nous ne pouvons pas, à l'heure actuelle, pousser les bolchévistes à une offensive désespérée. Aussi, pour le moment, ne leur donnerons-nous aucune réponse, mais, sitôt le conflit avec la Pologne réglé, nous aurons les forces nécessaires pour prendre nous-mêmes l'offensive. Le Directoire de l'Ukraine orientale, de son côté, se dispose à reprendre immédiatement l'attaque générale, cela malgré l'état d'infériorité où le désarmement du Corps zaporogue par les Roumains met son armée.

Ainsi les conditions militaires nous obligent, bien que l'occasion soit aujourd'hui particulièrement favorable, d'attendre, pour pouvoir en finir avec le bolchévisme, que l'Entente soit intervenue de façon effective dans le conflit avec les Polonais. Jusque-là, nous serons fatalement forcés de rester sur la défensive sur les deux fronts.

Nous insistons donc une fois de plus auprès des gouvernements de l'Entente pour qu'ils imposent leur bienveillante médiation de façon à hâter le plus possible la conclusion d'un armistice sur le front ukraino-polonais, armistice que nous avons proposé à diverses reprises, mais qui a toujours été refusé par l'ennemi et dont dépend directement le succès de la campagne que nous menons seuls depuis plus de quatre mois contre les bolchévistes.

Pour les conditions de cet armistice, nous nous en tenons aux propositions de l'Entente dans le télégramme du 19 mars signé : Wilson, Clemenceau, Lloyd George et Orlando; c'est-à-dire : suspension d'armes sur les positions occupées à la date susdite et transfert des pourparlers à Paris.

Le Président du Conseil :
Docteur Holoubowitch.
Pour le Secrétaire des Affaires Etrangères :
Stefan Witwitski.

A propos de l'armistice.

Paris, le 27 mai 1919.

A Son Excellence Monsieur le Président de la Conférence de la Paix, à Paris.

Le Secrétariat d'Etat d'Ukraine occidentale, se basant sur la dépêche du Conseil suprême du 19 mars, nous a envoyés pour discuter les conditions de l'armistice ukraino-polonais avec le concours des Alliés et pour conclure ensuite l'accord.

En ce qui nous concerne, nous avons fait tout le possible pour conclure l'armistice. Devant la Commission, nous avons déclaré accepter le projet qui nous était présenté. Bien que ce projet ait placé le tiers de notre territoire national sous la domination polonaise, nous y consentions, pensant que la Conférence de la Paix, dans la fixation définitive des frontières ukraino-polonaises, nous rendrait justice et réunirait tous les territoires ukrainiens en un seul Etat indépendant. Mais notre esprit de conciliation en cette occurrence n'a été d'aucun profit.

Tout en restant en pourparlers avec nous, les Polonais ont déclanché contre notre armée une offensive, qui se continue favorablement pour eux. Constatant que la conclusion de l'armistice, sans tenir compte de notre acceptation du projet, traîne en longueur, nous nous sommes adressés par écrit le 26 courant à Monsieur le général Hotha, lui demandant une audience pour éclaircir l'affaire en litige. Nous avons reçu, à la date du 26 courant, sa réponse dans laquelle le général Hotha dit que les Polonais n'ayant pas adhéré au projet de la Commission, son mandat est expiré et l'armistice entièrement remis aux mains du Conseil suprême. En conséquence, nous avons l'honneur d'adresser au Conseil suprême les représentations suivantes :

L'offensive polonaise contre notre armée a été déclarée à la suite d'une révolution de la Diète polonaise comme réponse au projet d'armistice proposé par la Commission. Ce fait est confirmé par tous les communiqués de source polonaise.

Si les communiqués polonais ajoutent que les Ukrainiens ont devancé l'offensive polonaise et provoqué leur riposte, ce n'est qu'un prétexte pour se justifier devant la Conférence de la Paix.

De même, l'affirmation de M. Paderewski que les Polonais ont combattu les bolchévistes sur le territoire galicien est erronée.

Est-ce que pour se débarrasser plus facilement des bolchévistes russes, les Polonais auraient entrepris une offensive contre l'armée ukrainienne? Or, l'armée ukrainienne barre la route de la Galicie aux bolchévistes. Anéantir l'armée ukrainienne veut-il dire : lutter contre les bolchévistes ou avec les bolchévistes? Au Conseil suprême à répondre.

L'autre déclaration de M. Paderewski, c'est que l'armée polonaise aurait trouvé dans notre pays des bandes de pillards et non pas une armée. Ce n'est plus un prétexte, mais une indigne calomnie. Cette calomnie contre une armée qui, depuis six mois, au milieu des privations les plus pénibles, a résisté héroïquement sur deux fronts, défendant sa patrie d'un côté, l'invasion bolchéviste de l'autre, n'est pas le fait d'un adversaire loyal. Le vainqueur généreux ne dénigre pas de cette manière un ennemi vaincu.

A l'encontre de cette déclaration de M. Paderewski, nous invoquons le témoignage de toutes les Commissions de l'Entente qui, ayant visité notre pays, sont unanimes à reconnaître la discipline exemplaire de notre armée patriotique.

Il n'y a rien d'étonnant que cette armée ait succombé sous les coups de l'armée polonaise numériquement supérieure. Les Polonais ont tout reçu de l'Entente : appui moral par l'acceptation de la Pologne au rang d'Etat associé et matériel de guerre, même des troupes (armée Haller), qui ont renforcé les effectifs polonais non pour la lutte contre les bolchévistes, mais pour l'occupation du territoire ukrainien. Le peuple ukrainien, au contraire, n'a reçu aucun secours de l'Entente, ni moral, ni matériel. On ne peut donc s'étonner qu'après six mois d'une lutte acharnée sur deux fronts, alors que ses ressources se sont épuisées, l'armée ukrainienne cède du territoire aux Polonais pourvus de tout par l'Entente.

Nous n'avons pas voulu la guerre contre les Polonais. Nous avons proclamé notre droit à la libre disposition des peuples et nous en avons commencé la réalisation sur le territoire indubitablement ukrainien.

Nous étions et nous sommes persuadés que nous agissons suivant les grands principes de la justice nationale, proclamés au nom de l'Entente par le président Wilson, affirmant que les peuples privés de leur indépendance nationale et partagés entre plusieurs Etats, doivent avoir la possibilité de disposer en toute liberté d'eux-mêmes, de se réunir et de fixer leur sort, et qu'on ne peut pas marchander des peuples comme des objets et les livrer à la servitude.

Nous n'avons porté aucune atteinte aux droits de la Pologne. D'accord avec les principes proclamés par le président Wilson, nous reconnaissons complètement le droit du peuple polonais d'être indépendant et de récupérer tout le territoire indubitablement polonais.

Les Polonais ont attaqué les droits de notre peuple et envahi notre territoire, sur lequel ils n'ont aucun droit, car le fait d'avoir conquis un territoire plusieurs siècles auparavant et de l'avoir maintenu en son pouvoir par la force ne constitue aucun droit pour la Conférence de la Paix, qui a proclamé le principe de justice nationale. Ce que font les Polonais en Galicie en ce moment est à l'encontre de ces principes. Notre terre est dévastée par l'armée polonaise. Nos intellectuels et nos paysans sont fusillés en masse par les autorités polonaises. Notre culture nationale est l'objet d'une destruction systématique. Même la religion de notre peuple n'est pas respectée par les conquérants : les églises doivent rester fermées, le clergé est l'objet d'arrestations. M. le président Paderewski excuse des faits semblables en disant que les autorités polonaises n'agissent pas contre la population inoffensive, mais contre les rebelles et les bandits. Il est vrai que les autorités polonaises ont été accoutumées depuis longtemps à regarder comme révolté chaque Ukrainien qui s'oppose à la domination polonaise. Et comme dans le peuple ukrainien il n'est personne, ni enfants, ni vieillards, pour accepter le joug polonais, les autorités polonaises doivent imposer par la violence l'amour et l'attachement à la Pologne. En même temps, la Diète polonaise vote l'annexion définitive de la Galicie orientale. Tout en votant cette annexion, la même Diète polonaise a l'audace d'affirmer que sa politique n'est pas impérialiste.

Ce sont des faits qui attestent indubitablement que la politique polonaise est en opposition non seulement avec les principes essentiels qui guident les puissances de l'Entente, mais encore avec leurs déclarations. Les puissances de l'Entente ont proclamé le droit pour tous les peuples de disposer d'eux-mêmes; par contre, les Polonais se sont empressés de conquérir et d'annexer le territoire ukrainien.

Les commissions des puissances de l'Entente pour le conflit ukraino-polonais (commission Barthélemy, commission Botha) ont déclaré que l'Entente ne tiendrait aucun compte des faits militaires accomplis par l'une ou l'autre partie sans y être autorisée par l'Entente; la Diète polonaise se prévalant de la conquête de la Galicie en vote l'annexion.

La commission d'armistice souligna l'énorme responsabilité de la prolongation de la guerre endossée par le parti qui n'accepterait pas l'armistice, les Polonais n'ont pas craint d'endosser cette responsabilité et ont répondu au projet de la commission d'armistice par l'invasion de notre territoire.

Nous sommes venus à Paris dans la conviction que le Conseil suprême nous rendrait justice, arrêterait l'invasion polonaise et ainsi nous permettrait de défendre notre Etat contre l'invasion des bolchévistes russes.

La conduite polonaise à notre égard nous fait adresser au Conseil suprême pour lui demander une audience. Conscients de notre responsabilité envers notre gouvernement et notre peuple, nous devons lui rendre compte de nos travaux à Paris. Nous nous permettons donc de demander une audience au Conseil suprême pour lui entendre dire ce que peut espérer notre gouvernement et notre peuple si, nous autorisant de ses affirmations, nous pouvons assurer à notre peuple qu'il sera défendu contre l'invasion polonaise et qu'il sera prescrit aux Polonais de se retirer sur la ligne tracée par la commission et de réparer tous les torts et pertes provenant de l'invasion polonaise.

Veuillez agréer, Monsieur, l'hommage de notre profond respect.

La Mission extraordinaire du Secrétariat d'Etat de l'Ukraine occidentale pour l'armistice ukraino-polonais :

Dr Michel Lozynsky,
sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.
Colonel Dmytro Witrowsky.

Protestation contre l'annexion par les Tchèques de la Rousska-Kraïna.

16 mai 1919. — M. Paneyko, Secrétaire de la délégation ukrainienne à Paris, a envoyé au président de la Conférence de la Paix la lettre suivante :

Paris, 9 mai 1919, Monsieur le Président,

Au nom du Gouvernement de l'Ukraine occidentale, nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur le triste abus que fait la République tchéco-slovaque de son mandat délivré par les Alliés pour la pacification de la Hongrie, en annexant la « Rousska-Kraïna », territoire peuplé depuis des siècles par plus de 500 000 Ukrainiens. Les Ukrainiens de Hongrie ont accueilli avec enthousiasme la chute du royaume hongrois dans lequel ils ont vécu opprimés pendant six cents ans, mais gardant l'espoir que cette chute rétablirait l'union ancienne, nationale et politique, avec leurs frères de Galicie et de l'Ukraine occidentale à laquelle ils demandèrent d'accepter leur territoire. Mais la lutte contre les bolchévistes et contre les Polonais n'a pas permis au Gouvernement ukrainien de réaliser l'ardent désir de ses compatriotes, d'autant plus que l'inévitable conflit avec le Gouvernement hongrois aurait coupé la seule voie de communication de l'Ukraine avec l'Europe. Le Gouvernement ukrainien avait la conviction que la Conférence de la Paix, se basant sur les principes de justice et de libre disposition des peuples, ne pourrait pas prendre une autre résolution que celle d'incorporer la « Rousska-Kraïna » à l'autre territoire de l'Ukraine.

Cependant le Gouvernement de la République tchéco-slovaque, grâce à son mandat anti-bolchevik décerné par les Alliés, a proclamé le 1er mai, dans un appel du général Hennoque, commandant de l'armée russe des Carpathes, l'annexion de tout le territoire ukrainien qui s'étend jusqu'aux frontières de la Bukovine. Ce général, évitant le terme « Ukrainiens » et le remplaçant par le terme forgé pour la circonstance « Russes des Carpathes », veut induire en erreur le monde politique en parlant de ces habitants comme s'il s'agissait d'une épave du peuple russe.

Il est vrai que les Ukrainiens de Hongrie ont conservé l'ancienne dénomination « roussyne » ou « roussniak », mais ils ne diffèrent ni par leur langue, ni par leurs coutumes, ni par leur culture, ni par leur religion, des Ukrainiens de l'ancienne Autriche et de l'ancienne Russie, avec lesquels ils ont déjà proclamé leur union. Leur incorporation à la Tchéco-Slovaquie serait non seulement en contradiction avec leur sentiment patriotique, mais encore aurait une influence funeste au point de vue économique; leur région est par la nature elle-même reliée à la Galicie ukrainienne.

C'est pourquoi, au nom du Gouvernement de l'Ukraine occidentale, nous sommes obligés de protester de la façon la plus catégorique contre les tendances impérialistes de la Tchéco-Slovaquie et de prier votre Excellence de vouloir bien :

1° User de votre influence pour que le Gouvernement tchéco-slovaque évacue la « Rousska-Kraïna »;

2° Envoyer une mission spéciale neutre en Ukraine hongroise pour connaître les désirs et les vœux des Ukrainiens de Hongrie;

3° Prendre l'initiative de pourparlers au sujet de la délimitation de la frontière slovaco-ukrainienne.

Signé : Paneyko, vice-président de la Délégation ukrainienne et Secrétaire d'Etat de l'Ukraine occidentale.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. 20 centimes.

Bibliothèque Nationale Suisse. BERNE

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, . . » 2.50

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction et Administration:
11, AVENUE DE LA GARE, 11
LAUSANNE (SUISSE)

Téléphone: 19-85

Pour les annonces voir page 4

N° 102 Lausanne, 5 Juillet 1919 Vme Année.

L'UKRAINE A LA CHAMBRE FRANÇAISE

M. Pichon parle enfin clairement. M. Gauvain le commente. Que fait notre délégation? Un avertissement.

Les attaques socialistes à la Chambre française sont décidément tombées juste cette fois-ci. Ce n'est pas la première fois que les socialistes forcent le gouvernement à faire de brusques déclarations d'une franchise qui rappelle celle de quelqu'un qui, s'étant mis en colère, commence à parler net, disant parfois beaucoup plus qu'il ne voulait dire et se découvrant complètement. C'est ce qui est arrivé aux débats historiques du Parlement français au sujet de ce que la presse française appelle « les incidents de la Mer Noire ». Ces incidents n'étaient qu'une orgie d'agents français à Odessa qui, selon le « Pays », se sont fait appeler tout d'abord « consuls de France », puis « représentants de la France », ensuite « représentants des Alliés ». Piqué au vif par ces mauvais souvenirs, le ministre des Affaires étrangères de la République française, dans un excès de mauvaise humeur, s'est exprimé avec beaucoup de clarté sur la politique française en Russie. « Il importe, a-t-il dit, qu'une puissance russe se reconstitue... nous voulons une Russie une, forte et puissante. Nous ne voulons pas du morcellement de la Russie. » Puis se rappelant la Finlande, la Pologne et voyant qu'il s'était un peu trop avancé, M. Pichon ajoute : « sous réserve de la reconnaissance nécessaire de certains Etats. » « C'est le plan allemand que d'avoir une Lituanie et une Ukraine indépendantes. » A la fin de ce discours, la Chambre docile et confiante approuva les déclarations du gouvernement par 300 voix contre 100.

Le même jour, M. Aug. Gauvain commentait en ces termes le discours de M. Pichon dans le « Journal des Débats » : « Quelle que soit la sympathie pour les peuples petits ou grands qui, en dehors de la Pologne, aspirent à fonder des Etats sur le sol de l'ancien empire des tsars, nous ne pouvons consacrer par des reconnaissances de droits prématurés des indépendances qui, tôt ou tard, devront s'adapter à la reconstitution de la Russie. Parmi les candidats qui demandent leur reconnaissance figurent de ceux comme les Ukrainiens, dont la demande ne se justifie pas par la volonté du peuple. » (M. Gauvain l'a-t-il consultée, cette volonté du peuple ukrainien ?)

Faisant une allusion évidente à la délégation ukrainienne, M. Gauvain demande : « Comment pouvons-nous céder aux sollicitations de personnes qui représentent nous ne savons exactement qui et dont les soi-disant mandataires sont connus pour s'être gravement compromis avec les Allemands ? »

Telle est la situation politique ukrainienne à Paris. Il est difficile de faire beaucoup de compliments à nos représentants pour ce qu'ils ont fait jusqu'à présent. Nous ne les accusons pas de ne pas avoir converti M. Pichon à nos intérêts. Les craintes de la France sont trop évidentes pour que la déclaration gouvernementale nous surprenne. Mais à côté de la France, il y a d'autres puissances de l'Entente que la reconstitution de la Grande-Russie laisse indifférentes, à qui même elle semble fort peu désirable. Ces puissances disposées au « morcellement de la Russie » qui terrifie tant M. Pichon, ont assumé depuis longtemps à Paris une attitude neutre et expectative envers les événements en Ukraine, n'attendant qu'une bonne occasion pour se rencontrer avec les « vrais » diplomates ukrainiens ; mais cette rencontre se faisant quelque peu désirer, les Etats en question, par esprit de solidarité alliée, ont laissé à la France le soin de s'occuper de la politique en Russie. Où se trouve la faute impardonnable de nos représentants, c'est de ne pas avoir su saisir ce courant contraire à la reconstitution de la Russie et qui, nous l'affirmons, en dépit des apparences et des cris de la presse, était très fort à Paris. C'était leur tâche de le découvrir et de le diriger. On aurait évité ainsi et certains discours au Parlement français et de pareils articles dans la presse influente française.

Il y a quelques jours, le « Temps », après avoir reproduit la note de la délégation ukrainienne à Paris protestant contre l'absence de toute mention de l'Ukraine dans la réponse de l'Entente à l'amiral Koltchak, ajoutait la notice suivante : « Depuis l'envoi de cette note, nous avons appris dans les cercles ukrainiens que la déclaration de M. Pichon, visant la nécessité d'établir une démocratie russe à forme fédérative et basée sur les principes du droit, de justice et de liberté, avait produit la meilleure impression. »

Nous avons reproduit dans ce numéro la déclaration du premier ministre français qui a, parait-il, tant satisfait nos délégués, en y ajoutant quelques commentaires qui nous semblent nécessaires. Nous ne doutons pas que tous les Ukrainiens partagent notre opinion, à l'exception peut-être de ceux de nos délégués qui ont donné au « Temps » la possibilité d'écrire sa notice.

Les Ukrainiens à l'étranger aiment beaucoup accorder des interviews. Les résultats en sont cependant très médiocres. On en trouve un exemple historique dans la fameuse interview fédéraliste de l'ex-premier ministre ukrainien Lysogub, à Berlin, qui fit tant de bruit à l'époque et qui provoqua sa démission. Connaissant le manque d'expérience politique de nos représentants, nous n'attacherions pas une grande importance à la petite note du « Temps », si des nouvelles plus graves ne nous étaient parvenues. Il nous semble inutile de mettre les points sur les i, mais nous avertissons nos délégués que depuis un certain temps nous recueillons des bruits qui ont éveillé les soupçons de nombreux patriotes à l'étranger.

Nous avions déjà l'impression que certains de nos représentants, dont nous passons les noms sous silence, semblent trop souvent honorer par leur présence les antichambres des « démocrates russes » à Paris et rendre en particulier de trop fréquentes visites à l'ancien ambassadeur russe, M. Maklakoff, préférant cette dernière activité à la défense jusqu'au bout de l'honneur et de l'indépendance de la République ukrainienne.

Ces quelques lignes doivent servir de premier avertissement.

Le gouvernement ukrainien, grâce à l'aimable concours de la censure française, se trouve privé de toute communication directe avec Paris, et d'autre part il est trop occupé par sa lutte contre les bolchévistes pour être au courant des intrigues parisiennes. Il existe cependant des points de transmission en pays neutres et des patriotes qui veillent attentivement à ce qui se passe à Paris. Le gouvernement saura à temps ce qu'il doit savoir. Le peuple ukrainien ne se bat pas dans une guerre sanglante contre les bolchévistes russes pour payer les dîners slaves et fédéralistes de nos représentants à Paris.

République Polonaise

Lausanne, 1er juillet 1919.

Nous donnons sans commentaires la nouvelle suivante :

La « Robitnytcha Hazeta », paraissant à Peremychl communique la prohibition absolue de la langue ukrainienne dans tous les offices, chemins de fer et bureaux officiels de la Galicie orientale.

UNE GUERRE D'EXTERMINATION

Les prisons en Pologne regorgent d'Ukrainiens.

Le B. P. U. de Berlin donne les détails suivants sur les agissements de Polonais contre les Ukrainiens : « Toutes les baraques et prisons en Pologne sont pleines d'internés ukrainiens. Dans les baraques de Dombic, près de Cracovie, à Vadovitze, Visnitche, dans les prisons de Brest-Litovsk, Tomachov, Cholm, etc., languissent des dizaines de mille de soldats internés de nationalité ukrainienne, victimes de l'impérialisme polonais. A Varsovie, les instituteurs ukrainiens de Volhynie, Polésie et de Cholm sont internés dans les prisons « Mokotowski ». Il se trouve un grand nombre de hauts fonctionnaires ukrainiens dans ces prisons, entre autres l'ancien gouverneur de Polésie et de Cholm, Alexandre Skoropis Joltuchovsky et le délégué du Conseil des ministres ukrainiens, Chelest. Le nombre des internés à Varsovie est évalué à environ 1200 ; parmi ceux-ci, tous les prêtres et instituteurs de Polésie, Podlasie et Cholm. Des milliers de paysans ukrainiens, voulant rester fidèles à la foi de leurs pères et refusant d'entrer dans l'Eglise romaine catholique, sont enfermés dans la citadelle de Brest-Litovsk et dans les prisons de Tomaszov, Cholm et Hrubechow. Les légionnaires polonais et gendarmes ont confisqué leur fortune. A Brest-Litovsk, des entreprises agricoles, évaluées à 15 millions de roubles, ont été confisquées. Dans toutes ces entreprises des soldats polonais, leurs officiers prenaient une large part. Le 16 mars, les soldats polonais se sont présentés chez le président du Comité de secours de Cholm, Halikovsky, et lui ont volé un million de roubles appartenant à la caisse du dit comité. Il est prouvé que le général polonais Listovski a ordonné de confisquer et détruire tous les monuments ukrainiens. Cinquante églises ukrainiennes ayant une grande valeur historique furent brûlées, 500 autres églises ukrainiennes ont été fermées, tandis que les desservants ont été internés. La célèbre cathédrale de Cholm a été confisquée par l'évêque polonais Kusanovski. Plus de 100 000 soldats ukrainiens sont enfermés dans des prisons polonaises. Plus de 10 000 soldats ukrainiens sont morts de faim et de maladies épidémiques dans les casemates de la forteresse de Modlin.

OPÉRATIONS MILITAIRES

En Galicie.

La bataille fait rage en Galicie orientale. Un armistice était près d'entrer en vigueur. Le Conseil des Cinq a siégé presque chaque jour, s'efforçant d'arriver à quelque conclusion au sujet de la Galicie. On ignore complètement ce dont ils ont parlé pendant leurs nombreuses séances. Havas disait chaque fois avec le même laconisme : « Le Conseil des Cinq s'est occupé aujourd'hui également de la question de la Galicie. » En fin de compte, après de longues et pénibles délibérations, pénibles car il s'agissait d'appliquer les principes wilsoniens aux Ukrainiens, le Conseil des Grandes Puissances réussit à mettre au monde une ligne de démarcation qui eut jusqu'à présent exactement le même succès que les précédentes. Notons en passant que cette ligne suivait, purement et simplement, l'ancienne frontière russo-galicienne. Pendant ce temps l'on se battait toujours !

* * *

Des négociations d'armistice ont commencé le 7 juin à Léopol et ont continué jusqu'au 16. On ne sait pas exactement quelles étaient les clauses qui furent discutées. On sait seulement que l'armistice a dû commencer par la ratification d'une nouvelle ligne de démarcation qui passait par les villes de : Zamost, Tarnopol-Kossow, Zastaw, Zlota-Lipa-Nizniw, Niezwiska. Immédiatement après, la presse polonaise a commencé une violente campagne contre ce projet qui laissait entre les mains des Ukrainiens une mince bande de la Galicie orientale. Des interpellations à la Diète s'ensuivirent. Le commandant polonais commença à hésiter et donna l'ordre de continuer la concentration de troupes sur le front ukrainien.

Le 20 juin, jour désigné par l'accord préliminaire, le projet d'armistice ne fut ratifié ni par les Polonais, ni par les Ukrainiens, et la lutte reprit sur tout le front avec un acharnement redoublé.

* * *

La grande offensive Haller s'arrêta vers le 15 juin. Le général Pavlenko avait réussi, après des efforts inouïs, à grouper le reste de son armée qui comptait de 20 à 30 000 hommes entre Zbrucz et le Dniester, et profitant du ralentissement de l'avance polonaise commença une série de contre-attaques contre les positions polonaises sur la Zlota-Lipa et au sud de Jésierna (ouest de Tarnopol). Le 17, ces troupes franchirent le Sereth dans la direction de l'ouest et prirent Tchortkov. Après quelques jours, nous les retrouvons déjà à Tarnopol. A fin juin, la contre-offensive ukrainienne bat son plein. Encouragées par les premiers succès, nos troupes galiciennes prennent, après une longue bataille, Stanislavov, qui fut le siège du gouvernement galicien et occupent Berejany, Nizniw et Rohatyn.

La marche sur Kiev.

L'occupation de la Galicie orientale par les troupes polonaises a coupé les communications entre les troupes de Petliura et celles du général Pavlenko, qui se battaient en se retirant sur la ligne Tarnopol-Kamenetz-Podolsk. Pour faire face à ce nouvel état de choses le gros de l'armée ukrainienne fut obligé de se déplacer de la région de Rowno vers le sud. C'est de Kamenetz-Podolsk où se sont rencontrées à nouveau les armées du Directoire avec celles de la Galicie orientale en retraite que commencent les nouvelles opérations militaires dont nous nous occuperons dans les lignes qui vont suivre.

Les nouvelles qui parviennent de la Grande Ukraine à fin juin, indiquent nettement que le plan du généralissime Petliura est d'arriver à une jonction avec l'armée de l'ataman Grigoriev qui stationnait au nord de Odessa.

La nouvelle offensive a commencé vers le 20 juin. Quelques jours après, Petliura prend la ville de Proskurov où le gouvernement transporte immédiatement son siège.

Le premier communiqué militaire qui nous est parvenu de cette ville est très optimiste. « Les troupes bolchévistes dit-il, qui se trouvent encore sur la rive droite du Dnieper, subissent un encerclement presque infranchissable. Chepetovka, Starokonstantinov, Jmerinka, Vinnitza, Berditchev et Jitomir sont entre nos mains. On combat encore autour de Rovno. A Kiev et au nord d'Odessa, la retraite est coupée aux troupes rouges. La communication entre les divers groupes nationaux et l'armée de Petliura est rétablie. L'armée galicienne a consolidé ses positions sur le Dniester et la Zlota-Lipa et protège nos troupes contre de nouvelles attaques perfides des Roumains et Polonais. »

Cette nouvelle offensive se caractérise par le fait qu'elle ne suivait pas seulement les lignes de chemin de fer mais présentait tous les aspects de fronts réguliers entourant des régions fermées. Elle a provoqué un grand enthousiasme dans la population qui envoyait chaque jour de nouvelles formations de volontaires. La grande et puissante association des cheminots dont l'attitude est hautement patriotique a prêté à Petliura tout son appui en lui permettant de capturer un grand butin en trains blindés appartenant aux bolchévistes qui se retiraient vers Kiev, le long de la ligne de chemin de fer Mogilev-Kiev.

Actuellement de grandes batailles se déroulent en Podolie où les troupes de Petliura, en s'appuyant sur Zbrucz, marchent sur Jampol. Elles sont précédées des tirailleurs galiciens de la Sitch dirigés par l'ataman Konovaletz. Les journaux polonais de fin juin disent que ce dernier a réussi à percer le front bolchéviste et à s'avancer de Kamenetz au delà de Jampol où il est entré en contact avec l'armée de Grigoriev, qui tient solidement entre ses mains Kherson, Nicolaiev et Odessa et qui a réussi à avancer rapidement vers le nord pour opérer la liaison avec les tirailleurs galiciens.

Suivant les dernières nouvelles, Petliura après avoir assuré la liaison avec Grigoriev entreprend une nouvelle offensive sur Kiev. Ses troupes ont réussi à prendre Skvyra et Fastov, ce qui démontre que sa situation militaire s'améliore de jour en jour et que si son avance continue avec la même rapidité, la capitale ukrainienne pourra être prise dans l'espace d'une semaine. Les milieux militaires ukrainiens estiment qu'il sera possible dans ce cas de chasser les bolchévistes avant la nouvelle récolte.

La coopération Ukrainienne

Exposé présenté par M. Issaevitch, délégué de l'Union centrale des coopératives ukrainiennes à la Conférence coopérative interalliée et neutre à Paris le 27 juin 1919.

Malgré le manque d'instruction dans la population et malgré les lois russes et les difficultés administratives du vieux régime, le développement coopératif en Ukraine a pris une grande extension.

Aussi bien par le nombre des coopératives que par le nombre de ses adhérents, l'Ukraine occupait une des premières places dans l'ancienne Russie.

Avant la guerre, la situation des Coopératives ukrainiennes, par rapport aux autres contrées de la Russie, se présentait ainsi :

Pour le 1er janvier 1914.

PAYS	Total des coopératives	ENTRE AUTRES COOPÉRATIVES			NOMBRE approximatif de populations en millions	NOMBRE d'habitants pour une coopérative
		De consommation	Crédit Mutuel	Coopératives agricoles		
Ukraine (X)	6,510	3,075	2,370	992	31,5	4,839
Russie d'Europe	15,092	4,407	7,300	3,458	94,5	6,262
Pologne	3,160	1,366	863	1,230	13,0	3,757
Caucase	1,209	237	894	128	12,3	10,173
Sibérie	1,926	865	932	129	9,5	4,932
Russie d'Asie	803	130	686	17	11,2	13,000
Total	29,060	10,080	12,995	5,985	175,0	
Pourcentage de l'Ukraine : en proportion avec toute la Russie	22 o/o	31 o/o	19 o/o	17 o/o	18 o/o	

Dans ces chiffres déjà anciens, nous voyons que la proportion des Coopératives ukrainiennes est de 1 pour 14 habitants, alors qu'en Angleterre, en Hollande et en Belgique elle est de 1 pour 16, en Finlande 1 pour 15, en Allemagne de 1 pour 13.

Ce résultat a été obtenu en une vingtaine d'années. Le nombre des coopératives a commencé à s'accroître surtout depuis 1907.

Depuis cette époque, les coopératives ont prospéré et par le nombre et par l'importance de chaque organisation.

Ainsi, au 1er janvier 1914, dans les 9 gouvernements de l'Ukraine il y avait 2370 Sociétés coopératives de crédit ; un an après, ce chiffre s'élevait à 3000, augmentant dans une proportion de 27 %[1].

Cet accroissement se manifesta dans toutes les branches.

Après la révolution, alors que les coopératives pouvaient se développer sans restriction de la part du gouvernement, le contrôle de la police étant supprimé, le nombre des coopératives s'est multiplié excessivement par rapport à l'année 1914.

Il n'existe pas aujourd'hui un seul village en Ukraine qui ne compte une, deux ou trois associations coopératives ; il n'y a pas de famille non plus qui ne fasse pas partie de quelque coopérative.

On peut juger de l'extension prise par les coopératives en Ukraine, après la révolution, en comparant les chiffres des Unions d'associations coopératives qui en 1915 étaient pour toute la Russie de 10, dont 7 pour l'Ukraine, avec les chiffres de la fin de 1918 qui sont environ 250 pour l'Ukraine seule et qui n'enveloppent pas moins de 15 000 coopératives de tous genres.

[1] Nous regrettons de ne pouvoir donner les résultats obtenus par les coopératives dans les régions de Cholm, du Kouban, de la Galicie, de la Bukovine et de l'Ukraine hongroise, faute de savoir les chiffres.

COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION

Aujourd'hui nous ne comptons pas moins de 10 000 coopératives de consommation, avec 12 000 000 d'adhérents, presque tous habitants des villages. En comptant cinq personnes par famille, on voit que les coopératives alimentaires groupent la majorité de la population.

Pendant la guerre, lorsque les produits atteignaient « artificiellement » des prix que les pays occidentaux n'ont jamais connus, lorsque le marché s'est trouvé privé des objets de première nécessité, les entreprises coopératives sont largement venues en aide à la population ; leurs membres se mirent à parcourir tout le pays pour y trouver les objets nécessaires qu'ils revendaient à la coopérative au prix coûtant.

Les Sociétés coopératives de consommation se groupent en des Unions locales. Beaucoup d'entre elles réunissent des centaines d'associations et ont des bilans se chiffrant par dizaines de millions de francs.

Au-dessus des Unions coopératives de toute l'Ukraine se trouve actuellement « L'Union Dniprovienne des Unions coopératives de consommation[1], » connue sous le nom de « Dnipro-Soïouze ».

Elle a commencé son action dès les premiers jours de la révolution, n'en ayant pu obtenir auparavant l'autorisation. Elle a rapidement prospéré. Voici un tableau de sa progression commerciale à différentes époques de l'année 1918.

	Nombre des Unions-Membres	Les chiffres d'affaires en milliers de karbovanetz (XX)	Bilan en milliers de karbovanetz
1er janvier	32		4,771,2
1er juillet	55	6,106,6	14,820,1
1er novembre	69	10,015,90	28,210,6

Dans le cours de l'année 1918, son capital-actions s'élevait de 316 000 karbonavetz[2] (environ 820 000 francs) à 1 355 000 karbonavetz. Son chiffre de vente, dans la même année, dépassa 58 284 000 karbonavetz. Le nombre des coopératives adhérentes est monté de 32 à 75.

Il faut remarquer que ces résultats ont été obtenus pendant que Kiev et toute l'Ukraine se trouvaient dans la zone de guerre d'abord avec les bolchévistes, ensuite avec l'hetman, alors que pendant des mois entiers l'activité des coopératives était paralysée et qu'il était impossible, avec les bolchévistes régnant à Kiev, de faire des opérations commerciales.

Il est à remarquer que Dnipro-Soïouze possède des usines de savonnerie, de tricots et de lainage, de faïencerie-émaillerie, de chaussures, auxquelles il faut ajouter des imprimeries typographiques, des maisons d'éditions, et de dépôts de livres, des écoles primaires et d'instruction économique.

Le bureau central des Dnipro-Soïouze à Kiev, compte plus de 300 employés.

Le Dnipro-Soïouze a des agences à Kharkiv, Odessa et Vienne.

Désireuse d'entrer en rapport avec l'Union Centrale des coopératives de France et d'Angleterre, elle a expédié des mémoires à cet effet dans ces deux pays, dès que l'Ukraine put se mettre en relations avec eux.

Dnipro-Soïouze ne s'occupe pas seulement de commerce et d'entreprises industrielles, il se propose, dans l'intérêt de ses membres, un but humanitaire et social qu'il réalisera de différentes façons. Son rayon d'action est vaste ; il comprend : l'instruction en général, l'établissement de statistiques économiques, la diffusion et la propagande des idées de coopération, l'impression de livres et brochures intéressant les coopératives, la rédaction de 2 journaux ; enfin l'établissement d'un contentieux pour aider juridiquement les Sociétés affiliées, et d'un bureau d'assurances, pour créer et développer dans la population cette question d'assurances, actuellement à l'ordre du jour.

En 1918, l'Union Dniprovienne offrit pour l'instruction plus de 300 000 karbovanetz ; elle vendit des livres, principalement dans les villages, pour la somme de 767 000 Karbovanetz ; elle organisa des spectacles, aida au développement des chœurs et des théâtres dans les villages même les plus éloignés des centres, où l'on envoie les organisateurs et les acteurs. En 1918, l'Union a édité beaucoup de livres et de brochures traitant la question des coopératives dans le monde entier.

COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Le gouvernement russe ne s'est jamais montré désireux d'organiser ou de favoriser le moindre mouvement qui eût pour but d'améliorer la vie villageoise. La moindre prospérité dans un village lui semblait un grand danger de même que l'instruction du peuple. Mais la vie exige chaque jour du nouveau, puisque chaque jour naissent de nouveaux besoins. Les villageois, cherchant à faire prospérer leurs fermes et leurs ménages, avaient recours le plus souvent à des usuriers qui les exploitaient honteusement. Ils devenaient ainsi leurs victimes et restaient de pauvres travailleurs toute leur vie voyant leurs dettes augmenter sans cesse, et perdant même souvent tout leur bien.

Nécessitées par les besoins de la vie, les Coopératives de crédit sont nées grâce au concours actif du peuple. On a vu se former des sociétés d'épargne et de secours mutuel dans les villages ; chaque paysan disposant de quelque argent le portait à la caisse de la société de secours mutuel. De cette façon, des avances pouvaient être consenties dans les villages mêmes, aidant à des installations agricoles, tout en ne rapportant aux actionnaires qu'un intérêt très modeste.

Avant la guerre le besoin d'avance d'argent était très sensible dans les campagnes. Tout le monde avait recours à l'emprunt.

(A suivre.)

[1] La Fédération des Unions locales.

[2] Un karbonavetz = 2 shelling = 2 2/3 francs.

DOCUMENTS

LA RECONNAISSANCE DE KOLTCHAK

A Son Excellence,
Monsieur le Président de la Conférence de la Paix.

Paris.

Excellence,

Les événements des derniers jours obligent la délégation de la République démocratique ukrainienne de vous adresser la note suivante :

Le télégramme du Conseil suprême, adressé le 27 mai à l'amiral Koltchak, sa réponse du 4 juin ainsi que le télégramme de réponse des représentants des cinq puissances, soit par leur teneur, interprété *quo ad sensum*, soit par leur sens intrinsèque, non seulement ne sont pas d'accord avec les principes de Liberté, Egalité, et libre disposition des peuples, mais portent évidemment atteinte à ces principes. Le projet de la reconnaissance du gouvernement de Koltchak comme gouvernement de toute la Russie, la convocation prévue de la Constituante de toute la Russie, à Moscou, tout l'exposé de la question de l'« autonomie » des nationalités baltiques, caucasiennes, et enfin le silence sur l'Ukraine, la Russie-Blanche, et les autres Etats nés sur les territoires de l'ancien empire russe, forment les traits principaux des notes échangées entre les Alliés et l'amiral Koltchak.

L'analyse la plus superficielle de ces traits principaux prouve, que les Etats de l'Entente non seulement tiennent pour possible, mais même pour désirable, de restaurer la suprématie du peuple Grand-Russe et son hégémonie, en lui conférant le droit de décider du sort de toutes les autres nations de l'ancien empire russe.

Malgré la volonté manifeste du peuple ukrainien et des autres peuples, les puissances de l'Entente sanctionnent comme gouvernement de toute la Russie le gouvernement de Koltchak, purement Grand-Russe, par sa composition et son caractère.

En ne tenant du tout compte de la dislocation de la Russie, de la formation sur le territoire de l'ancienne Russie de nombre d'Etats indépendants, on veut revenir à l'idée de la convocation de l'Assemblée constituante de toute la Russie, dans laquelle le peuple Grand-Russe, comme numériquement le plus fort, aurait le dessus, et disposerait de la majorité absolue des voix.

Si de ces remarques générales, on passe à la question particulière plus brûlante et plus essentielle pour nous, la question de la République ukrainienne, il faut constater que le peuple ukrainien a été le plus gravement éprouvé.

Tandis que l'Entente prêtait l'assistance la plus entière à Koltchak, à Denikine, aux Finlandais, aux Polonais, aux Roumains, ce qu'elle fait encore à présent, l'armée ukrainienne privée de tout appui de l'Entente, a été forcée non seulement de mener une guerre contre les Bolchéviks, guerre qui excédait ses forces, mais encore elle a dû défendre les frontières de l'Etat ukrainien contre les agressions impérialistes des Polonais et des Roumains.

Maintenant le sort du peuple « le moins favorisé » par les puissances de l'Entente est fixé par ces documents. Le télégramme des Cinq adressé à Koltchak, ne fait pas même mention de l'Ukraine...

Il est difficile de s'imaginer que les Alliés qui reconnaissent le droit de libre disposition à tous les peuples vaincus, aux peuples de l'Autriche disloquée, et même à ceux de la Turquie, ne le reconnaissent pas au peuple ukrainien pour le territoire de l'Ukraine qui compte cependant 40 millions d'habitants. Il est clair que le peuple ukrainien fort de ces principes de liberté, d'égalité et de libre disposition de soi-même ne consentira jamais à renoncer volontairement à ce droit.

Sans doute le peuple ukrainien voudra sa propre Constituante élue par tous les citoyens de son territoire ethnographique ; il luttera pour l'obtenir et les décisions de cette Constituante, seront pour lui définitives. Nous voudrions croire que le silence sur l'Ukraine n'indique pas la solution définitive des Alliés, que la question de l'Ukraine est mise à part et recevra une solution séparée.

De notre part, pour prévenir tout malentendu, dont résulterait pour nous la nécessité de ne plus compter que sur nos propres forces, et étant donné que :

1° En avril 1917, à la suite de la Révolution Russe, le congrès national Ukrainien a élu la Rada Centrale, comme Parlement Ukrainien.

2° En novembre 1917, la Rada Centrale a proclamé la République Ukrainienne.

3° En décembre 1917, la France et l'Angleterre ont envoyé auprès de la République Ukrainienne des représentants diplomatiques, le Général *Tabouis* et Monsieur *Bagée* et, par ce fait, ont reconnu la République Ukrainienne.

4° En décembre 1917, les élections à la Constituante ont donné sur tout le territoire Ukrainien une majorité écrasante aux partis politiques Ukrainiens.

5° Le 9 janvier 1918, la Rada Centrale composée en majorité des représentants des partis Ukrainiens, a proclamé l'indépendance de la République Ukrainienne.

6° La République Démocratique de l'Ukraine Occidentale formée sur les ruines de l'ancien Empire de l'Autriche-Hongrie, s'est unie à la République Démocratique Ukrainienne pour former un seul Etat, par l'acte du 3 janvier 1919.

7° Tous les gouvernements démocratiques (Rada Centrale et Directoire) et réactionnaire (Hetman Skoropadsky), indépendamment de leur politique et de leur programme ont soutenu une lutte acharnée contre les Bolchéviks.

La Délégation de la République Ukrainienne à Paris, a l'honneur de demander à la Conférence de la Paix :

1° La reconnaissance immédiate de la République Ukrainienne comme Etat indépendant.

2° La reconnaissance du Directoire comme pouvoir suprême actuel.

3° L'appui et le secours moral et matériel dans la lutte de la République Ukrainienne contre le bolchévisme et l'anarchie.

PANEIKO,
Vice-Président.

G. SYDORENKO,
Président de la Délégation de la République Ukrainienne.

Prisonniers ukrainiens en Italie.

M. Sydorenko, président de la délégation de la République ukrainienne a reçu récemment la lettre suivante dont nous reproduisons plus bas les passages les plus intéressants :

Monsieur le président,

L'association des officiers ukrainiens prisonniers de guerre en Italie « Cercle Ukrainien » (Ukrainska Hromada) vous expose ce qui suit :

Nous nous trouvons dans un des plus grands centres de concentration d'Italie, 130 officiers ukrainiens de l'ancienne armée autrichienne et avec nous se trouvent des Allemands et Hongrois. Les prisonniers de guerre des autres nationalités slaves, soit Tchèques, Polonais et Yougo-Slaves (s'il y en a encore qui n'aient pas été rapatriés) ont été groupés suivant leur nationalité en divers camps de concentration. Seuls les Ukrainiens ne jouissent pas de ce privilège et doivent, comme il a été dit, partager leur séquestration avec des Allemands et des Hongrois traités de la même manière.

Notre vie morale est très douloureuse.

L'association d'officiers « Cercle Ukrainien » qui a pour but de maintenir nos rapports amicaux et de favoriser les études, ne peut certainement pas nous suffire ; que l'on considère ensuite notre état présent — sans espoir d'amélioration pour le moment — l'impossibilité de travailler pour notre avenir et celui de la patrie et l'on comprendra combien notre cœur est rongé et notre âme plongée dans le plus profond découragement, et cela au moment où les jeunes énergies sont si nécessaires au pays.

Depuis que nous avons été capturés, notre seul vœu a été celui de créer une légion aux ordres du Directoire pour l'aider dans sa lutte contre les bolchévistes dans le territoire de la République ukrainienne. Pour réaliser notre idée, plusieurs de nos collègues autorisés ont adressé différentes demandes et fait plusieurs déclarations au commandement militaire italien ; ils ont en outre noué des relations épistolaires avec des représentants ukrainiens en Suisse et à Vienne. Le commandement italien nous a répondu que nous n'avions pas la compétence de proposer la question. Pour la création d'une légion ukrainienne, il fallait que le gouvernement ukrainien fît les démarches nécessaires auprès du gouvernement italien.

C'est donc en notre gouvernement et en ses représentants auprès les Puissances alliées que nous mettons notre espoir en vue d'un prompt envoi dans notre patrie pour lutter contre ses ennemis et contribuer à la résurrection de l'Etat ukrainien.

Notre phase historique, son importance décisive pour notre pays, la situation politique actuelle, s'opposent à ce que l'on néglige un seul homme. Et il s'agit ici d'une armée bien disciplinée, composée de plusieurs milliers de soldats. Nous nous permettons à cet égard de vous faire observer que les troupes de la Galicie orientale se trouvent presque toutes sur le front sud-ouest (Italie) et qu'elles accueillent notre proposition avec un enthousiasme unanime.

* * *

Par cet appel adressé à notre délégation, nous prions :

1. de faire les démarches nécessaires auprès des représentants des puissances alliées pour obtenir le rapatriement individuel en Ukraine de tous les prisonniers ;

2. pour le cas où tout cela ne serait pas possible dans un délai restreint, de faire des démarches pour obtenir la création d'une légion ukrainienne dans le but d'aider notre gouvernement dans sa lutte contre les bolchévistes.

Propagande bolchéviste.

Il y a quelques jours, la *Gazette de Lausanne* en donnant le communiqué sur l'accord ukraino-bolchéviste, accord inventé de toutes pièces par l'Agence centrale, écrivait : « Cette dépêche confirme la narration que faisait il y a peu de jours, en présence d'un rédacteur de la *Gazette de Lausanne*, une personne arrivée quelques jours auparavant de l'Ukraine et que nous avons tout lieu de croire bien informée. Voici comment elle s'exprimait :

« L'Ukraine, sur le point d'être anéantie, n'a » qu'un seul moyen de se tirer d'affaire : traiter » avec les bolchévistes russes et marcher avec » eux contre la Pologne et la Roumanie. »

Il faut que ce personnage, qui jouit des faveurs spéciales de la *Gazette de Lausanne*, sache bien que :

1° L'Ukraine n'est ni anéantie, comme le narrateur de la *Gazette* tiendrait peut-être qu'elle le soit, ni sur le point de l'être ;

2° L'Ukraine ne traitera jamais avec les bolchévistes et succombera plutôt que de conclure des accords avec eux. Si la personne en question est si disposée à traiter avec les bolchévistes, qu'elle aille en Russie ; nous lui en laissons la pleine liberté, pourvu qu'elle le fasse en son nom ;

3° Nous considérons ces pronostics comme une propagande bolchéviste et demandons que le gouvernement ukrainien, à qui cette personne est bien connue, prenne immédiatement les mesures qui s'imposent.

SITUATION MILITAIRE

On écrit de Kamenetz-Podolsk au *Temps* :

On ne se rend pas suffisamment compte, en Occident, des résultats néfastes qu'entraîne l'indécision de la politique des Alliés en Ukraine.

L'objectif des armées ukrainiennes est la lutte contre le bolchévisme. Au même titre que Koltchak, que Denikine, que les armées de M. Paderewski ou du roi Ferdinand, les Ukrainiens du général Petlioura combattent les anarchistes de Lénine. Ceci posé, il semblerait qu'une coordination quelconque devrait présider à cette action commune ; il n'en est rien. Les grandes puissances d'Occident n'ayant pas cru devoir faire entendre leur voix, ces différents alliés d'Orient s'opposent les uns aux autres.

En mars dernier, le front ukrainien se trouvait à peu près sur la ligne Sarny-Korostène-Vinnitza-Olviopol-Nicolaiev : d'un côté, 80 000 bolchévistes bien équipés, avec les stocks de l'armée tsariste, pourvus de canons et de munitions et encadrés par des officiers allemands ; de l'autre, 20 000 Ukrainiens commandés par Petlioura, avec un équipement rudimentaire, un faible matériel d'artillerie, des cadres de fortune ; seulement les bolchévistes sont les soldats de l'anarchie, les Ukrainiens les soldats disciplinés et résolus d'une nation. Pour ces raisons, Petlioura n'hésita pas à prendre l'offensive. Son plan consistait : 1° à déclencher une subite offensive le long des voies ferrées Sarny-Louninetz et Korostène-Mosir, dans le but d'atteindre la rivière Pripet et d'en faire sauter tous les ponts (protection stratégique de son flanc) ; 2° à attendre les inondations printanières du Pripet et des marais de Pinsk, qui empêcheraient l'offensive bolchéviste de se produire de ce côté et de menacer ainsi le flanc gauche de l'armée ukrainienne ; 3° à faire une offensive énergique, au moyen des troupes de choc, dans la direction de Sarny-Kief, afin de reprendre aux bolchévistes la capitale ukrainienne, et attaquer ainsi à revers les armées ennemies qui se trouvaient au sud de l'Ukraine.

Cette opération commença le 30 mars avec un grand succès. La colonne du flanc gauche ukrainien encercla, près de la station de Sarny, une partie de la 17e division bolchéviste, l'obligea à mettre bas les armes, fit plusieurs milliers de prisonniers et s'empara de 6000 fusils et de 35 canons. Dans la suite, les Ukrainiens atteignirent les bords du Pripet et firent sauter les ponts près de Louninetz. La deuxième colonne ukrainienne, en déclenchant son attaque de Korostène, au nord, prenait la ville d'Ovroutch et s'approchait de la station d'Elsk, près de Mosir. Ces résultats atteints, l'offensive générale des forces ukrainiennes, partant d'Iskorost, se produisit dans les directions de Kief et de Berditchef et obtint ainsi le plus grand succès. Le 30 mars, les Ukrainiens étaient maîtres de la gare de Tétéref, de la ville de Radomysl, du bourg de Korostichof, de Jitomir, de la station de Tchoudnef-Velinsk, effectuant ainsi une avance de plus de 80 kilomètres.

Malheureusement, l'offensive est arrêtée parce que maintenant Petlioura doit tenir compte des opérations conduites par les Polonais sur la Strypa, de celles que les Roumains poursuivent sur le Dniester. Et cela au moment même où les paysans se soulèvent contre la tyrannie bolchéviste dans les gouvernements de Tchernigof et de Poltava, ainsi que dans le sud des gouvernements de Tauride et de Kherson.

Pour abattre les forces bolchévistes, il faudrait que les troupes ukrainiennes, roumaines et polonaises pussent agir de concert. Il faudrait que les grandes puissances, comprenant la nécessité d'une action unique, eussent la volonté de l'imposer à ces jeunes Etats. Le conseil suprême des Alliés pourrait obtenir d'eux la promesse de mener le bon combat, en échange des avantages matériels du ravitaillement et du grand bénéfice moral de la reconnaissance.

Après l'occupation de la Galicie orientale.

Les journaux viennois à fin juin publient une lettre du conseiller de justice, *Nebenzahl*, qui avait été nommé par les Polonais commissaire gouvernemental de la communauté israélite à *Stanislavov*, et qui s'est démis de ses fonctions parce que les injustices, les humiliations et les cruautés que font subir les Polonais à la population juive dépassent toute idée.

On s'empare des Juifs, et exclusivement des Juifs, dans les rues, à l'aide d'un lasso. On emploie des enfants et des vieillards à des travaux sans s'occuper si c'est un samedi ou un jour de semaine. On pénètre même dans les synagogues pendant le service religieux et entraîne des Juifs en prière. On bat les rabbins et choisit de préférence pour les travaux pénibles des personnes ayant une éducation académique.

Ces faits qui se sont reproduits dans maintes localités ont convaincu la population juive que dans les territoires polonais elle se trouve en dehors de la loi, et que l'on ne tient compte à son égard ni de la religion, ni des droits naturels de toute créature humaine. La situation s'aggrave de jour en jour. « Je ne serais pas étonné », écrit *Nebenzahl*, « s'il se produisait des événements dans le genre de ceux de *Lemberg* en novembre et de *Cracovie* dernièrement. »

La presse juive en Suisse a rapporté déjà la nouvelle qu'après l'entrée des troupes polonaises à *Drohobycz*, des excès anti-juifs ont immédiatement eu lieu. A *Léopol*, de nouveaux pillages de boutiques juives ont eu lieu, au cours desquels un grand nombre de Juifs ont été battus et blessés.

La Pologne en danger.

Il faut que vraiment la Pologne soit en grand danger pour qu'elle remplisse le monde entier de ses cris de détresse. On lui reprochait des pogromes ; or, on a prouvé (les bureaux polonais) que ce sont les Juifs qui massacrent les Polonais en les affamant. Maintenant c'est la haute finance internationale qui organise méchamment des pogromes en Pologne pour pouvoir accuser les Polonais et faciliter des interventions internationales dans ce pays, qui vient de reconquérir son indépendance et qui déjà veut imposer à l'univers le fameux principe cher à la Russie des tsars : la non-intervention des puissances étrangères dans les affaires intérieures. La destruction des Juifs est pour la Pologne une affaire éminemment intérieure.

Nous avouons être quelque peu sceptiques sur le rôle de la haute finance internationale. Nous allons même jusqu'à croire qu'elle est avant tout un produit d'un certain journalisme. Qu'il y ait des financiers s'occupant d'affaires internationales, nous le croyons, et la Pologne les connaît elle aussi. Ce sont ceux qui ont rendu possible aux Etats-Unis d'envoyer des commissions de ravitaillement dans ce pays. Il s'est même trouvé que ces commissions avaient beaucoup de Juifs parmi leurs membres, au grand désagrément des autorités polonaises. Et ces Juifs ont fait leurs enquêtes, ont recueilli des documents, constitué des dossiers et travaillent à la rédaction d'un formidable acte d'accusation contre le gouvernement polonais qui a laissé faire les pogromes.

C'est pourquoi le général Haller, l'ancien commensal et ami du gouverneur allemand de Varsovie, a adressé un ordre du jour à l'armée polonaise, où il flétrit les pogromes et fait un tardif appel à l'honneur de ses troupes, et qu'à la Diète polonaise, M. Dazinsky a fait « ressortir que, non seulement les excès commis contre les Israélites ne peuvent être un moyen de conjurer la pénible situation économique de la Pologne après cinq années de guerre, mais encore qu'ils aggravent la misère générale. »

« La Diète invite le gouvernement à agir avec une fermeté inflexible à l'égard des provocateurs qui excitent les masses populaires exaspérées à des excès contre les Israélites. »

Le gouvernement a entendu l'appel de la Diète, c'est pourquoi la campagne entreprise contre la Haute finance internationale et contre tous les Juifs, tendant à l'avance à discréditer toutes les manifestations protestataires.

La Pologne est mise aussi en danger par les Ukrainiens de la Galicie. A lire la presse polonaise, les Ukrainiens sont des gens sans parole, incapables de pratiquer la véracité comme les Polonais. On sait que c'est là une des qualités maîtresses de ce valeureux peuple. Or, à peine un armistice est-il conclu, ou plutôt imposé par le Conseil des Quatre, que les Ukrainiens le violent.

Il est malheureux que la situation de l'Ukraine et la mauvaise organisation de son service de presse ne permettent pas d'établir chaque fois le véritable état des choses. On saurait alors que si les Ukrainiens rompent régulièrement les armistices conclus, c'est sur la provocation non moins régulière des troupes polonaises. Fidèle à sa tactique, la Pologne n'attend pas que les commissions d'enquête, envoyées par les Alliés, aient expédié leur rapport à leurs gouvernements respectifs. Escomptant l'influence exercée par des réceptions magnifiques, par des ovations savamment organisées, et surtout le truquage des informations mises à la disposition des enquêteurs, elle accuse, elle dément et affirme sa vérité à elle. Mais ce trop d'habileté ne parvient pas à fermer tous les yeux, à boucher toutes les oreilles ; la vérité finit quand même par se faire jour. Certaine réserve de la part des Anglo Saxons de la Conférence de Paris en est la preuve la plus certaine.

Il s'agit maintenant pour le service d'informations de la Pologne, auquel collaborent des spécialistes qu'on fait venir à grands frais de l'étranger, de briser l'opposition des Anglais et des Américains avant qu'elle ait eu le temps de se manifester. Voilà pourquoi la presse anglaise est « travaillée » actuellement.

On compte sur la pression de l'opinion publique « bien informée » pour faire marcher les autorités dans le sens voulu.

La Pologne est en danger !

Odessa.

Zurich, le 28 juin 1919.

Monsieur le Rédacteur,

Mes affaires m'appelant à circuler constamment entre Bâle, Zurich et Berne, je me trouve en rapports fréquents avec des personnalités suisses et ukrainiennes, venant soit de la Pologne, soit des deux Ukraines, de la Grande-Ukraine, mon pays d'origine, et de la Galicie orientale.

Je sais que l'Ukraine occidentale ou galicienne a proclamé sa fusion avec la Grande-Ukraine, mais elle possède encore, par suite des circonstances politiques, son gouvernement et sa représentation diplomatique propres.

Je ne m'occupe pas de politique ; aussi ce n'est pas à proprement parler de politique dont il sera question dans cette lettre, car on ne peut pas employer ce terme quand il s'agit de faits comme ceux auxquels je viens d'être rendu attentif ces derniers jours et que je prends la liberté de vous communiquer.

Comme je n'ai pas le temps de lire les journaux, je ne sais généralement ce qui se passe dans le monde que par des conversations avec les gens que je rencontre. Or, il y a peu de jours, une très importante personnalité neutre, revenant d'un voyage d'enquête fait en Ukraine, m'a parlé du débat qui a eu lieu à la Chambre française à propos de l'évacuation d'Odessa par les Alliés et il en souriait.

Je rapporte fidèlement ses paroles :

« Ou le ministre des Affaires étrangères de France ignore ce qui s'est réellement passé à Odessa ou il le sait et a volontairement trompé le Parlement de son pays, et en ce faisant a assumé la plus grave des responsabilités. J'ai été à Odessa et j'ai constaté moi-même un état de choses tel que le départ plus ou moins honteux des troupes de l'Entente, abominable affront fait à des pays victorieux, m'a semblé, comme à nombre d'Alliés, de Russes ententophiles (ils sont très rares) et surtout d'Ukrainiens fidèles à la cause des Alliés, être la conséquence fatale d'une suite de fautes, pour ne pas employer un terme plus fort ; je veux rester en dessous de la vérité.

» La ville fourmillait alors de fugitifs moscovites. Il y en avait de tous les milieux, de toutes les catégories sociales, beaucoup de représentants de la noblesse, énormément d'officiers ayant fui devant les bolchévistes, des politiciens de tous les étages, tous ou presque tous, naturellement, monarchistes, fervents partisans de la restauration tsariste. Ces gens-là n'avaient rien appris de l'effondrement de la Russie ; ils étaient incapables d'en percevoir les causes. Il y avait aussi à Odessa des Ukrainiens, le peuple. Il y avait surtout ceux qui, malgré la gravité extrême des temps, ne pensaient qu'à l'intrigue et à l'amusement, et ceux qui souffraient abominablement de la faim, sans parler du fameux « Consul » qui tenait un langage blessant, ayant des prétentions quelque peu entachées de la folie des grandeurs, et dont il serait nécessaire d'examiner plus à fond le rôle. Je me demande si le gouvernement français ou un autre gouvernement allié a fait faire une enquête serrée sur les occupations des chefs militaires et civils à Odessa.

» Il courait en effet à Odessa, et on peut dire dans toute l'Europe orientale, des bruits les plus alarmants sur de prétendues ou réelles négociations menées par les représentants des Alliés, en vue de restaurer la monarchie russe ou d'un arrangement possible avec les bolchévistes. »

Mon interlocuteur en sait évidemment plus long qu'il ne veut le dire. Je me demande un instant s'il faut le presser, puis je me dis que ce serait inutile. Je lui pose cette seule question :

« Vous n'êtes sans doute pas seul à savoir ce qui s'est vraiment passé à Odessa ? »

« Non, me réplique-t-il, il existe même des documents qui, au moment voulu, recevront toute la publicité voulue. »

Vous voyez donc, Monsieur le rédacteur, que l'incident d'Odessa n'est pas clos comme quelques politiciens se l'imaginent.

On peut en imposer à des ignorants, à des gens insuffisamment informés, à des gens qui ne demandent pas mieux qu'on liquide d'une façon « propre » des incidents qui ne le sont pas, mais on ne supprime pas, même avec ce procédé, des faits et des documents. Nous avons donc encore des scandales en perspective.

Mon interlocuteur m'a raconté aussi son étonnement des conventions conclues avec l'amiral Koltchak et le Comité national russe à Paris. Il estime, en neutre connaissant parfaitement la Russie, que c'est là une nouvelle erreur ajoutée à tant d'autres commises par les Alliés dans leur politique russe. A son sens, l'Entente ne semble vouloir perdre aucune occasion d'impopulariser sa cause en Orient.

Je m'arrête là, Monsieur le rédacteur, si vous voulez bien accueillir cette lettre, je me permettrai de vous écrire bientôt pour vous dire ce que l'on pense en Ukraine de ses représentants à l'étranger.

Veuillez agréer, etc.

K....y.

LA LANGUE UKRAINIENNE A LA LUMIÈRE DE LA POLITIQUE

par le prof. Tymtchenko.

(FIN)

Selon lui « c'est imputer aux populations urbaines un idiome fondé sur le parler des paysans », tandis que la langue russe « devenait l'une des langues principales de l'Europe », et « en s'isolant les sujets de langue petite-russienne perdraient pour eux-mêmes le bénéfice de ce progrès ; et ils le ralentiraient, ils l'arrêteraient peut-être pour le grand-russe ; car la Petite-Russie est la partie, à bien des égards, la plus richement dotée des pays de langue russe, et si elle cessait d'avoir pour langue commune le grand-russe littéraire, ce serait pour celui-ci une perte très grave ». Nous n'en doutons pas, mais cela nous importe peu, puisque le russe est privé du territoire okrainien.

Autrefois les Polonais revendiquaient ce territoire avec les mêmes motifs pour lesquels ils en revendiquent aujourd'hui encore une partie, mais le peuple ukrainien ne veut pas devenir victime de la culture polonaise et des intérêts politiques de la Pologne, pas plus que de la culture russe, ni de sa souveraineté. Nous renonçons volontiers aux biens que le professeur A. Meillet désire nous laisser avec tant de désintéressement. A l'époque de B. Chmelnitski nous rejetâmes le joug des Polonais, maintenant nous cherchons à nous débarrasser du joug russe. Vouloir nous persuader de renoncer à nous-mêmes pour servir de champ d'expérience à la culture russe, à ses intérêts économiques, nous semble un peu naïf. De même nous ne partageons pas l'opinion du professeur A. Meillet lorsqu'il dit que « seul le russe peut constituer, en face de l'allemand, une masse assez imposante pour balancer l'importance de l'allemand ». Pour nous, cette mise en scène est bizarre et peu intéressante.

Le peuple ukrainien et sa langue ont tout pour l'avenir des facultés et des forces profondes sont en eux. Elles ont dépéri pendant longtemps et n'ont pu atteindre à leur développement naturel : d'abord sous le joug de l'esprit et du corps imposé par les Polonais, puis sous celui des Russes. Le peuple ukrainien a versé beaucoup de sang pour sa libération et il en verse encore aujourd'hui. Je ne sais pourquoi, les paroles du savant me paraissent résonner de très loin : dans le silence de son cabinet de travail il ne comprend pas les exigences de la vie, ne veut ni entendre, ni voir la lutte tragique du peuple ukrainien pour son droit à l'existence et à un développement normal.

Renoncer à sa langue, c'est renoncer à sa puissance créatrice, à soi-même, autrement dit c'est signer son arrêt de mort. A. Meillet a beau nous assurer que notre langue est très proche de la langue russe, nous n'en sommes pas persuadés ; au contraire, nous avons conscience d'une différence profonde entre ces deux types linguistiques, la différence de deux psychologies nationales. En regardant à travers le prisme des constructions rationnelles, le professeur A. Meillet, à regret, n'aperçoit pas la palpitation réelle de la vie. Et quand nous nous affaiblissons en versant des torrents de sang pour défendre notre droit de vivre, en luttant contre les Polonais et les Russes, ses conseils froids et imprégnés de rationalisme nous semblent inanimés et morts. La science et la culture puisent leur essence dans la vie et s'y réalisent. Les premières servent à la seconde et non le contraire. En tuant l'individualité d'esprit on tue la vie elle-même.

Ainsi donc que cette langue parasite s'éteigne, qu'elle quitte avec son peuple notre pays ensanglanté, que ce peuple disparaisse de chez nous avec sa « culture », qui nous est inutile et meurtrière. Purifions-nous de ces souillures, lavons nos plaies, afin de rencontrer pieusement l'aube d'une vie libre. Professeur E. Tymtchenko.

Déclaration de M. Lozynsky.

M. Lozynsky, président de la délégation extraordinaire ukrainienne arrivée à Paris pour traiter la question de l'armistice ukraino-polonais, a fait la déclaration suivante :

« L'Ukraine occidentale (Galicie ukrainienne, Bukovine et partie ukrainienne de la Hongrie) s'est constituée, lors du morcellement de l'empire austro-hongrois, en un Etat indépendant, dans le but de se réunir à l'Ukraine orientale et de former avec elle la République ukrainienne. La Rada nationale ukrainienne (Parlement de l'Ukraine occidentale) dans la séance de Stanislavov du 3 janvier 1919, a voté à l'unanimité l'union de la Galicie orientale et de l'Ukraine. Le 11 janvier 1919, à Kiev, capitale de l'Ukraine cette union a été promulguée solennellement. Depuis ce jour, il n'existe plus qu'un seul Etat indépendant d'Ukraine. Jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante ukrainienne, la Galicie a joui d'une autonomie intérieure. L'Assemblée constituante ukrainienne établira une Constitution qui considérera la Galicie comme un élément constitutif de la République ukrainienne. Mais c'est là une question d'organisation intérieure. Au point de vue des lois internationales et civiles, la Galicie et l'Ukraine forment dès maintenant un Etat un et indivisible et leurs représentants à l'étranger parlent au nom du même Etat : la délégation ukrainienne à Paris représente une seule et même république. Nous nous sommes unis, et nous voulons que les Alliés nous reconnaissent comme Etat, qu'ils empêchent le morcellement et la répartition entre les Etats voisins du territoire sur lequel la population est incontestablement ukrainienne.

REVUE DE LA PRESSE

Une interview avec Tyszkiewicz.

L'«Italia» du 23 juin publie la déclaration que le comte Tyszkiewicz, représentant de l'Ukraine auprès du Saint-Siège, a fait à son correspondant : « Quoi qu'il advienne, que ce soit l'Entente qui après l'Allemagne se laisse duper par les intrigues ourdies contre l'indépendance du jeune Etat, notre mouvement national a gagné les masses et attiré même les éléments qui lui étaient hostiles. L'Ukraine est une puissance et une grande puissance avec laquelle il faut compter. Et, lorsque la Russie vient nous parler d'un retour à la «mère-patrie» une et indivisible, que ces appels nous viennent de Nicolas Nicolaïevitch, de Milionkoff, de Kerensky ou de Trotsky, nous n'avons qu'une réponse à donner : Jamais.

La Pologne et l'Ukraine en face de l'Allemagne.

Le danger d'un rapprochement russo-allemand, but de toutes les espérances allemandes, n'a pas besoin d'être démontré et il est d'autant plus grand que Berlin et Petrograd trouvent un lieu commun dans leur profonde aversion contre Varsovie. Au milieu de ces conjonctures si sérieuses, la Pologne étant, en outre, menacée par certains partis confessionnels étrangers, comment se défendra-t-elle ? Peut-elle vivre isolée, environnée d'un réseau d'intrigues ? Sa situation ne deviendra-t-elle pas rapidement intenable ? Il lui faut donc un appui solide et sûr. La Roumanie, avec ses 18 ou 20 millions d'habitants, pourra, dans certaines circonstances, devenir son auxiliaire. Mais quand on a devant soi un pays de la duplicité de l'Allemagne, aucune précaution n'est superflue.

Nous concevons donc que des efforts soient tentés, en ce moment, par tout un groupement composé d'hommes qui voient loin, pour tâcher d'unir dans une alliance commune les 40 millions d'Ukrainiens avec les Polonais, les Lithuaniens et les Esthoniens. Il se formerait alors un bloc de près de 75 à 80 millions d'âmes, capable d'imposer respect tout à la fois à la Russie et à la Prusse et de contenir des ambitions qui seraient, dit-on, capables de se déchaîner tout à coup avec la plus extrême violence. Seule, la Pologne succomberait ; étayée par la fédération dont il s'agit, dont l'intérêt bien compris est le même que le sien, elle sortira victorieusement d'une crise terrible.

Dans une matière d'une telle importance pour les relations futures de la Russie et de l'Europe, et surtout de la France, il suffirait de se reporter à l'opinion allemande. Elle ressort nettement du mémoire secret adressé jadis par M. Erzberger à tous les dirigeants de l'Allemagne et que publie la *Gazette de Lausanne*. Nous y lisons ces lignes : « La création d'une nouvelle Ukraine et d'une nouvelle Lithuanie représente pour nous un gain immense. Il ne faut pas oublier que nous devons prendre soin de ces jeunes nations. Notre propagande doit développer leur conscience nationale et l'orienter contre la Pologne. Ce doit être la tâche de l'avenir. »

Aveu cynique ! Toute la force allemande, toute la duplicité allemande seront dirigées contre la Pologne dans les années qui vont suivre. Elle sera l'objectif constant, quotidien de ses traits. Elle sera l'éternelle ennemie qu'il faudra saper d'abord, détruire ensuite pour recouvrer son blé et ses céréales, indispensables à la vie allemande, pour atteindre de nouveau la Russie. Si l'on voulait avoir une preuve nouvelle du prix immense qu'attachent maintenant les Allemands à la reconstitution d'une Russie unitaire, avec une seule politique extérieure et une seule armée, qu'on se reporte à un récent ouvrage, trop peu connu en France, de M. Lensch, autrefois député social-démocrate au Reichstag, et qui n'a pas été sans soulever une vive attention dans les pays neutres. Il écrit : « Déjà dans mon étude sur la socialdémocratie et la guerre mondiale, publiée à la fin de 1914, je faisais remarquer que la dissolution de la Russie en une foule d'Etats politiquement autonomes n'était pas dans l'intérêt de l'Allemagne. La décomposition du grand empire en une quantité d'Etats souverains ne servirait qu'à l'Angleterre, dont les agents sont déjà très actifs en ce sens et qui aurait une occasion unique, si les côtes de la Baltique ou le bassin de la mer Noire étaient entourés d'Etats indépendants, de reprendre sa politique bien connue de la protection des petits peuples. L'affaiblissement de la puissance russe se transformerait en une consolidation de la puissance anglaise. L'Angleterre n'aurait plus d'adversaires en Asie. Ici encore les intérêts russes et allemands concordent. »

Tout commentaire atténuerait la portée de ces lignes. L'Allemagne, au nom de la solidarité économique russo-allemande, — disons même politique, — veut une Russie unitaire. La France, mutilée par l'Allemagne, peut-elle avoir le même dessein ?

VICOMTE DE GUICHEN.

Libre Parole, lundi 23 juin 1919.

La Galicie orientale aux Polonais Une autre injustice de la Conférence

Sous ce titre, le «*Secolo*» du 26 juin 1919 écrit :

Aujourd'hui le Conseil des Cinq a décidé d'accorder aux Polonais l'occupation militaire de la Galicie orientale, sous réserve d'appeler ces populations à manifester leur volonté... lorsque les Puissances le jugeront opportun. Encore une fois, la Conférence piétine le droit d'autodécision des peuples, le principe de la nationalité et tous les autres principes proclamés pendant la guerre. Elle ne s'est pas plus préoccupée de soustraire la Galicie aux Ukrainiens que de la soustraire à la Grande-Russie, que l'on tente cependant de faire renaître, même artificiellement.

Le résultat immédiat sera une résistance acharnée de la population et, pour une époque non lointaine, un mouvement irrédentiste des plus prononcés, mouvement qui sera encouragé, avant tout par les Ukrainiens, parce que, nous le répétons, il est juste que cette population s'agite pour se créer une existence autonome, et ensuite par la Grande-Russie si cette dernière renaîtra, soit avec les bolchévistes, soit avec les réactionnaires. C'est une source de discorde que la Conférence lance parmi les peuples d'Orient. Et ces messieurs veulent nous faire croire qu'ils préparent une base à l'Europe ?

Mission ukrainienne à Rome.

Entrevue avec M. Masurenko.

Le *Giornale del Popolo* du 21 écrit :

Une mission ukrainienne se trouve à Rome depuis plus d'un mois environ : un faible cercle d'hommes remplis d'énergie et d'amour patriotique, travaillant et souffrant pour leur patrie. Ils se proposent de faire connaître au public italien la situation, les aspirations et les besoins de l'Ukraine ressuscitée. Convaincus qu'il serait d'un grand avantage commun d'établir des rapports moraux et économiques entre l'Ukraine et l'Italie, ils sont prêts à cet effet à donner des renseignements et éclaircissements. Récemment ils ont commencé la publication d'un journal : *La Voce dell' Ucraina*, paraissant chaque semaine, journal que l'on a du plaisir à lire pour son contenu et pour la vivacité de ses expressions. La mission se compose d'hommes ayant un but, et qui, pour l'atteindre, sauront surmonter l'indifférence et les hostilités, et surtout sauront attendre.

Le chef de la mission, M. Masurenko, m'assura tout d'abord, pour confondre certains bruits mis en circulation par un certain Don Basilio Zaresco, que la mission jouit de la pleine confiance du gouvernement ukrainien, soit le Directoire élu par le peuple. Elle possède des mandats réguliers. L'Ukraine a beaucoup d'ennemis. C'est vrai. Mais tous ses ennemis se ressemblent et par leurs procédés et par leur convoitise, car tous sont avides de notre terre, qui est une magnifique zone d'exploitation. L'Ukraine n'est pas une création artificielle comme certains l'ont assuré. L'Ukraine fut une nation indépendante et florissante, même avant la création de l'Etat Russe. On n'a jamais eu connaissance à l'Etranger de notre esprit national... par suite de l'oppression venant de Russie.

Parlant de la réforme agraire qui intéressait spécialement le collaborateur du *Giornale del Popolo*, M. Masurenko déclara :

« Tandis qu'en Russie la terre est propriété de l'Etat et une parcelle de terrain peut être enlevée arbitrairement, chez nous le cultivateur possède le terrain en usufruit et il lui est garanti que personne ne peut le lui enlever, à moins qu'il ne le travaille pas. Dans les limites de travail de chaque personne le droit de propriété est assuré, comme aussi le droit d'héritage. »

« Que pensez-vous de Koltchak ? »

« A nous Ukrainiens, sa presque reconnaissance ne nous importe guère. Tout au plus, je regrette, comme démocrate, que l'on prête de l'aide à un réactionnaire. Malheureusement, j'ai remarqué qu'également les Russes non réactionnaires agissent en ennemis envers l'Ukraine. »

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Présidents : MM. Sydorenko, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. E. Lozkassevitch, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)
3. — Légation ukrainienne en Autriche, M. V. de Lipinsky, Hôtel Bristol, **Vienne.**
4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Terez Kœrut, 34, **Budapest.**
6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, 9 Dændelsstraat, **La Haye.**
7. — Mission ukrainienne pour la Suède, la Norvège et la Finlande, M. Losski, 24, Drattlinggatton **Stockholm.**
8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôtel Métropole, **Genève.**
9. — Bureau ukrainien de Presse en France, 28, Rue Pauquet. **Paris (XVI).**
10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 9, rue de Notre-Dame de Lorette. **Paris.**
11. — Société ukrainienne «Hromada», M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris.**
12. — Ukrainian National Committee, 217, E. Sixth Street. **New-York City.**
13. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit. Mich.**
14. — Information Bureau of the Ukrainian National Committee. W. S. Capitol C. O. Hon. James A. Hamill O. **Washington.**
15. — Information Bureau, 83, Grand Street. **Jersey City.**
16. — Bureau ukrainien d'information aux U.S.A. 16, Jackson Place. **Washington, D. C.**
17. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street **Scranton.**
18. — Comité pour le secours aux prisonniers de guerre ukrainiens en Italie, Mme Belmain, 89, Via del Gesù. **Rome.**
19. — Comité ukrainien en Italie, M. Ivan Grinenko, 18, Via Muzio Clementi, **Rome.**
20. — Chef de la Mission extraordinaire au Vatican, comte Michel Tyszkiewicz, Hôtel Excelsior. **Rome.**
21. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Via Torino, 113, **Rome.**
22. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**
23. — Central Ukrainian Comitee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man.
24. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Dændelsstraat, 9, **La Haye.**
25. — Westukrainische Gesandschaft, 16, Windmühlstrasse, **Wien.**
26. — Mission ukrainienne au Danemark, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**
27. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie Hôtel Central, **Prague.**
28. — Mission ukrainienne en Angleterre, Hyde Park Hôtel, **Londres.**
29. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**
30. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 48, rue du Stand, **Genève.**

L'Argus suisse de la presse S.A.
23, rue du Rhône, GENÈVE
Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.
Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux ?
par M. le Dr F. CEVEY
1 vol. in-16 à fr. 4.—
Se vend dans toutes les librairies.

LA BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE
Avenue de la Gare, 3
Ouvre des comptes courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.
Elle bonifie un intérêt de
4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.
Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.
En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

Dernières nouvelles

La situation des bolchévistes devient de plus en plus critique en Grande-Ukraine. L'offensive simultanée de Petliura et Denikine leur couperont bientôt toute communication avec Moscou.

Suivant les dernières dépêches parvenues à la commission militaire de la Délégation ukrainienne à Paris, la situation des bolchévistes en Grande-Ukraine se présente comme suit : Après avoir reçu du gouvernement américain un appui considérable en munitions et repris la ville de Kharkov, Dénikine s'avança rapidement dans la direction de Moscou en longeant la ligne de chemin de fer de Kharkov-Koursk. Ses troupes auraient déjà dépassé la ville de Belgorod. L'occupation de ce secteur a enlevé aux bolchévistes la disposition des lignes de chemins de fer suivantes :

1° La grande ligne de Sébastopol-Kharkov-Koursk-Moscou ;

2° La ligne de Kiev-Poltava-Tsaritsyn ;

3° La ligne de Krementchoug, Koursk et Krementchoug-Voronej.

4° La ligne de Konotop-Kharkov.

Dans le nord, les troupes ukrainiennes ont coupé aux bolchévistes la retraite par Gomel sur les deux lignes Gomel-Bachmatch et Gomel-Briansk. Il ne leur reste qu'une seule et unique voie ferrée, celle de Kiev-Konotop-Briansk. D'autre part, suivant les dernières communications de la presse polonaise, l'évacuation des troupes bolchévistes par cette ligne s'effectue avec de grandes difficultés, toute cette région étant au pouvoir de l'armée de Makhnov. Les buts des opérations de ce dernier ne sont pas encore bien clairs. On ne peut pas affirmer qu'il agit d'accord avec le Directoire ukrainien, mais il est hors de doute qu'il se bat de sa propre initiative contre les bolchévistes. Il faut donc s'attendre d'un jour à l'autre à ce que toute l'armée bolchéviste se trouve complètement bloquée en Ukraine.

L'Ukraine et l'Italie.

L'« Agenzia Nazionale » communique aux journaux italiens que la Mission ukrainienne, à Rome, a conclu avec le gouvernement italien un accord relatif à l'échange de marchandises entre l'Italie et l'Ukraine.

Contre-offensive ukrainienne en Galicie.

Le général Grékov, nouveau commandant des troupes galiciennes, continue son offensive en Galicie orientale. Son armée a probablement déjà atteint le chiffre de 50 000 hommes. Après avoir reçu de Petliura un important renfort en artillerie et munitions, le général Grékov dirigea une partie de ses troupes dans la direction de Boutchatch et Zlota-Lipa, et l'autre partie vers Tarnopol et Kosowa. Dans le secteur de Tarnopol, combattent les tirailleurs de Sitch.

La mobilisation générale de toutes les classes, de dix-sept à quarante-cinq ans a été décrétée. L'offensive de Grékov se développe avec succès. Après la prise de Stanislavov, les villes de Tarnopol, Zlotchov, Brody, sont tombées en son pouvoir. Les troupes ukrainiennes ont franchi la rivière Gnila-Lipa. A l'ouest de Rohatyn, la ville de Podkamien est également en leur puissance. Les troupes polonaises se retirent en désordre sur tout le front.

Encore le socialisation des femmes.

(Source russe.) Des nouvelles parvenues de Stockholm (fin juin) disent que Rakovsky a proclamé, à Kiev, la nationalisation de toutes les femmes de quinze à quarante ans, qui doivent immédiatement se présenter aux comités régionaux pour l'enrégistration.

Butin ukrainien à Tchortkov.

La *Nova Reforma* du 26 communique que toute la garnison polonaise de Tchortkov s'était rendue au général Grékov. Entre autres les Ukrainiens ont capturé un bataillon « académique », composé d'étudiants polonais.

Changement important dans le gouvernement galicien.

Suivant les journaux polonais, le Conseil national de Galicie aurait élu comme dictateur le Dr Pétrouchévitch. M. Holoubovitch s'est retiré du ministère ; en même temps, le général Pavlenko a donné sa démission. M. Pétrouchevitch a nommé le général Grékov commandant de toutes les troupes galiciennes.

Accord polono-bolchéviste.

Le bureau d'informations russo-scandinave à Stockholm a reçu ces jours derniers une série de renseignements d'une source diplomatique très bien renseignée sur les détails du récent accord polono-bolchéviste.

Les négociations se poursuivirent en grand secret d'abord à Lodz, puis à Koursk directement entre Rakowsky et le délégué polonais Slavinski. Les bolchévistes auraient garanti à la Pologne la possession de Vilno et d'autres villes importantes de Lithuanie. L'accord a permis aux bolchévistes de prélever un grand nombre de troupes qui furent dirigées contre Koltchak et sur le front ukrainien. Les organisations russes en Suède ont envoyé une note aux puissances de l'Entente qui contient le texte intégral de cet accord sensationnel. Il est intéressant à remarquer que le ton de la presse bolchéviste russe, qui fut toujours extrêmement hostile à la Pologne, a complètement changé. Il y a quelques jours le journal bolcheviste de Moscou, *L'écho du prolétariat*, écrivit : « Aucun danger ne menace la République soviétiste du côté polonais. Les dirigeants polonais n'ont aucune possibilité de mener la politique contre-révolutionnaire à l'égard de la Russie soviétiste. Le gouvernement des soviets sait que sur le front polonais il ne doit s'attendre à aucune complication.

Tarif des annonces

1 page	Fr.	500.—
1/2 »	»	250.—
1/4 »	»	130.—
1/8 »	»	70.—
1/16 »	»	38.—
1/32 »	»	20.—
1/64 »	»	12.—

La ligne ou son espace fr. 1.25.
Réduction de 25 % pour une annonce répétée 12 fois.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes.

Bibliothèque Nationale Suisse. BERNE

Prix de l'abonnement:

Une année. Fr. 10.—
Six mois » 5.—
Trois mois, » 2.50

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction et ... 11, Av... La... Té...

Pour les annonces voir page 4

N° 103 Lausanne, 21 Juillet 1919 Vme Année.

BULLETIN

La France et la Fédération «Ukraine, Pologne et Lituanie». Faut-il que nos délégués restent plus longtemps à Paris? Ont-ils les pleins pouvoirs pour traiter la question d'une fédération ?

Vers la fin du mois de juin on constata en France, un revirement intéressant de l'opinion officielle au sujet de la question orientale. Le discours de M. Pichon à la Chambre, lors de la discussion des incidents de la mer Noire, marque une nouvelle étape de la politique française quant à l'Est de l'Europe. Ce discours qui a provoqué tout d'abord les violentes protestations de tous les Etats de l'ancienne Russie qui ne sont pas encore officiellement reconnus par les puissances alliées, a produit une grande impression dans l'opinion publique polonaise et roumaine, et c'est probablement le fait d'avoir été si mal reçus en Pologne et en Roumanie, qui a poussé les politiciens français à chercher une solution nouvelle de la question orientale.

Le *Kuryer Poranny* écrivait récemment dans son article de fond : « Pour la Pologne, le changement de Lénine contre Koltchak ne représente aucun avantage réel. Koltchak et Dénikine feront tout pour nous arracher les territoires polonais, exactement de la même façon que Lenine et Trotzky. Ces derniers le feront au nom du communisme international, les premiers au nom du saint Dieu orthodoxe et de la patrie russe. Pour nous ce n'est qu'un changement dans la terminologie politique qui n'induira en erreur que les naïfs. » Ce ton de la presse polonaise est très caractéristique. Les journaux polonais de Galicie vont même plus loin et disent ouvertement que la restauration de l'ancien empire russe est un grand danger pour la Pologne. Elle doit dès aujourd'hui prendre les précautions nécessaires, pour le cas où l'amiral Koltchak ou Dénikine parviendraient à s'emparer de Moscou. Des idées presque identiques règnent maintenant en Roumanie. Il y a quelque temps, un politicien roumain, qui joue actuellement un grand rôle en Europe occidentale, nous déclarait en présence de nombreux témoins : « Je suis venu pour vous prier de cesser vos attaques contre la Roumanie au sujet de la Bessarabie et de la Bukovine. » Ayant obtenu la réponse que nous ne renoncerons jamais aux territoires peuplés en majorité par des Ukrainiens, le diplomate roumain a ajouté : « C'est très regrettable, car vous devez savoir que vous êtes fortement menacés par les réactionnaires et que dans la question russe nous étions et nous serons toujours vos alliés. La Russie reconstituée représente un même danger pour nous et pour l'Ukraine. »

Après avoir occupé de force la Galicie orientale et même avoir obtenu le mandat d'y rester, la Pologne commença à saisir que la politique de la France la menait vers un conflit inévitable avec la Russie et qu'il fallait user de tous les moyens pour persuader la France que l'existence simultanée de la Pologne et d'une Russie puissante, était impossible. Il faut choisir : ou la Pologne ou la Russie ! Et, puisque la Pologne à elle seule, ne pourra jamais représenter une grande force militaire, un danger suffisant pour l'Allemagne, il faut créer une sorte de fédération entre la Pologne et les peuples avoisinants comme la Lituanie et l'Ukraine. Influencée par cette alarme de ses « enfants chéris », la France après une brève hésitation semble changer de politique. Tout récemment M. le vicomte de Guichon écrivait dans *Libre parole* les lignes suivantes : « Nous concevons que des efforts soient tentés en ce moment pour tâcher d'unir par une alliance les 40 millions d'Ukrainiens, avec les Polonais, les Lituaniens et les Esthoniens. Il se formerait alors un bloc de près de 75 à 80 millions d'âmes capables d'imposer respect tout à la fois à la Russie et à la Prusse. L'Allemagne au nom de la solidarité économique russo-allemande, disons même politique, veut une Russie unitaire. La France mutilée peut-elle avoir le même dessein ? »

Tout dernièrement, la presse de la droite commença également à appuyer ce point de vue. M. Jacques Bainville écrit dans l'*Action française* : « La situation de l'Est, n'a rien de commun avec l'état de paix. On voit mal, comment une renaissance de la Russie y aiderait. La Russie de Koltchak est unitaire. C'est pourquoi, lorsque Koltchak sera à Moscou, toutes les difficultés ne seront pas résolues. Si Petliura est anti-bolchéviste, il n'est pas moins opposé à Koltchak, de sorte que l'on se demande si l'une des raisons de la résistance de Lénine ne se trouve pas là. Il n'est pas possible de compter sur la Russie pour la pacification de l'Est. »

* * *

La principale question à l'ordre du jour, parmi les Ukrainiens habitant l'étranger, est celle-ci : Faut-il oui ou non que nos délégués restent à Paris ?

A en croire les informations qui nous viennent de source privée, nos représentants à la Conférence de la Paix sont eux-mêmes divisés sur cette question. Notre persuasion est qu'ils doivent s'en aller ; rester plus longtemps c'est faire un sacrifice inutile d'énergie, de temps et d'argent. Mais qu'avant de partir notre délégation adresse une dernière note à la Conférence de la Paix demandant avec toute l'insistance nécessaire la reconnaissance immédiate de l'indépendance de l'Ukraine.

Avant de partir, notre Délégation pourra faire une communication à la presse, disant qu'elle croit avoir suffisamment renseigné la Conférence sur les revendications et les aspirations du peuple ukrainien pour qu'elle n'ait plus besoin de prolonger son séjour à Paris.

Il faut partir ! Notre dignité nationale l'exige. Assez d'humiliations ainsi et un peu plus de fierté et de dignité. Il est évident que le sort de notre patrie ne se décidera pas dans les chancelleries de la Conférence de Paris.

Il y a quelques jours, un membre de la Délégation américaine a dit à nos représentants : « Pourquoi restez-vous ici ? Je ne comprends pas qu'un peuple de 40 millions d'habitants ait besoin de s'humilier ici. Ce n'est pas par la voie de la diplomatie qu'on acquiert l'indépendance ; on ne vous l'accordera jamais. Il faut l'arracher par la force, les armes à la main, sur les champs de bataille ! »

* * *

Le gouvernement ukrainien a envoyé la Délégation à Paris pour y représenter la *République ukrainienne indépendante* et pour obtenir sa reconnaissance officielle par les puissances alliées. Aucun mandat ne lui a jamais été confié pour conclure des traités de fédération avec un Etat quelconque. On ne peut donc en aucune manière admettre que notre délégation ait compétence pour traiter la question de la fédération au nom de l'Etat ukrainien. Il y a quelques jours, un envoyé du Directoire a répondu comme suit au mémoire d'un de nos diplomates qui penchait du côté de la fédération avec la Russie : « Dès mon retour en Ukraine, je ferai en sorte qu'on vous juge pour la haute trahison dont vous vous êtes rendu coupable. »

Nous n'hésitons pas à dire que nous considérerons comme un acte de haute trahison, la première démarche officielle entreprise par notre Délégation en faveur d'une fédération.

DÉNIKINE S'AVANCE

A la veille d'une nouvelle guerre.

L'aile gauche de l'armée de Dénikine présente actuellement l'aspect d'un grand demi-cercle dont une extrémité s'appuie sur l'isthme de Pérékop, qui sépare la Crimée de l'Ukraine, l'autre sur Bilgorod, dans le gouvernement de Koursk, le centre se trouvant à mi-chemin entre Katerinoslaw et Poltava. Un coup d'œil sur la carte montre avec évidence qu'on est en présence d'une offensive systématique des volontaires russes, qui se proposent de conquérir l'Ukraine, pour de là marcher sur Moscou. Ce plan de campagne est relativement nouveau, les défaites de Koltchak ayant forcé Dénikine d'abandonner son projet de marche sur Moscou, en partant des gouvernements de la Volga, en liaison avec l'offensive simultanée de l'amiral sibérien.

Jusqu'à présent, Dénikine n'est entré nulle part en contact avec les troupes nationales ukrainiennes. La lutte s'est poursuivie uniquement entre lui et les bolchévistes qui reculent rapidement dans le nord, cédant devant une écrasante supériorité en matériel de guerre et en artillerie. Mais, dans peu de jours, ce seront les troupes ukrainiennes qui auront devant elles les canons et les tanks anglo-américains du « grand brûleur de villages », le général Dénikine. Les récentes déclarations du général Dragomirov à Paris que nous reproduisons et qui ont stupéfait même la presse modérée du monde entier, montrent que si aucune intervention des alliés ne se produit, la guerre entre Dénikine et Petliura est inévitable. Ces troupes héroïques, privées presque complètement de munitions, mal chaussées, insuffisamment vêtues, qui, depuis de longs mois, ont protégé toute l'Europe occidentale contre l'anarchie russe, vont être maintenant combattues par l'artillerie perfectionnée des deux grandes démocraties anglo-saxonnes. Le peuple ukrainien exténué, ensanglanté par une longue lutte contre le bolchévisme, est à la veille d'une nouvelle guerre d'extermination qu'on va lui faire. Il luttera encore pour son indépendance. Dans quelques jours nos régiments verront les sinistres lueurs des villes et des villages incendiés. Ils entendront le crépitement des mitrailleuses des expéditions « punitives ». Ils verront flotter le drapeau russe. Ils percevront les sons lointains de l'hymne russe, mais, loin de se décourager, toujours héroïques et pleins d'enthousiasme, ils iront à l'assaut de l'ennemi.

Il est assez difficile de prévoir l'issue de cette nouvelle guerre, car enfin les forces ukrainiennes sont bien loin d'être négligeables. En évaluant l'armée de Grigoriew à 40 000 hommes, celle de Grékov entre 30 et 40 000, celle de Petliura à 20 000, et en ajoutant les forces dont disposent Sokolowski et Séleny, on constate que l'Ukraine pourra opposer à Dénikine une armée de plus de 100 000 hommes. Cette armée dispose de moins de munitions ; par contre, elle est animée d'un enthousiasme qui la rendra irrésistible. Elle défend le sol national. Il faut aussi tenir compte du fait qu'une grande partie des forces, sous les ordres de Dénikine, va être immobilisée par les bolchévistes dans la région de Koursk.

L'armée ukrainienne a toutes les chances d'augmenter très rapidement. Les bolchévistes ont dû faire l'expérience qu'il n'était pas possible de plier les Ukrainiens à leurs tentatives d'introduire dans le pays le communisme agricole. Ils ont fini par laisser les paysans s'arranger comme ils l'entendaient pour ne pas s'en faire des ennemis. La lutte entre les bolchévistes et les Ukrainiens ne s'est poursuivie que sur le terrain politique national. Avec Dénikine, il s'agit de toute autre chose. Son but est de restaurer l'ancien régime agraire. Il entrera donc en conflit ouvert et immédiat avec nos paysans qui se sont partagé les grandes propriétés et qui se lèveront en masse pour défendre leur bien. Rien de plus facile pour notre gouvernement que de provoquer la levée en masse de nos paysans et d'organiser la guerre de partisans contre le nouvel envahisseur.

Rappelons ce qui s'est passé au temps de Skoropadski : Il y avait en Ukraine une grande armée austro-allemande de 5 à 600 000 hommes. Cette armée n'arrivait qu'avec beaucoup de peine à briser la résistance des paysans. Elle y perdit environ 40 000 hommes. En avançant en Ukraine, Dénikine devra laisser dans chaque ville et village une garnison assez forte pour prévenir les révoltes de la population. Il est possible, il est même probable, que nos troupes devront se retirer devant celles de Dénikine, qui sont mieux fournies en artillerie, mais un état stationnaire finira par s'établir, au cours duquel les paysans inaugureront la « petite guerre », tout juste comme pendant l'occupation austro-allemande. Si, d'autre part, l'on tient compte que l'armée de Dénikine est à peine plus nombreuse que celle de l'Ukraine et que nos paysans sont au nombre de 40 millions, on peut prévoir que l'expédition de Dénikine, après quelques succès « éclatants », finira lamentablement.

LA GALICIE ORIENTALE AUX POLONAIS

(Paris, 19 juillet Havas.)

« Le Matin » déclare qu'aux termes d'une lettre de la Conférence à la délégation ukrainienne, la Galicie Orientale a été attribuée à la Pologne.

* * *

Le sort de la Galicie Ukrainienne est ainsi décidé. Telle est une des premières pierres du magnifique édifice de la Société des Nations libres. L'asservissement d'une population de quatre millions est ratifié. La Conférence de la Paix croit probablement avoir fait un grand pas en avant dans l'établissement de la Paix mondiale? Elle croit peut-être qu'elle pose les bases d'une paix durable en Orient en se décidant à un acte qui ne sera jamais reconnu par un peuple de quatre millions d'âmes et par la plus grande partie de l'Europe Orientale?

NOTRE REPRÉSENTATION A BERNE

L'*Ukraine* avait déjà annoncé, dans son N° 96, le remplacement de M. le Dr Lukassévitch par M. N. de Wassilko. La nouvelle était prématurée. A l'heure qu'il est, M. de Wassilko est à Berne et la transmission des affaires a été opérée.

Nous ne voulons pas laisser partir M. le Dr Lukassévitch sans rendre justice à l'œuvre qu'il a faite à Berne. Sa situation de ministre d'un Etat non reconnu était difficile. On l'estimait beaucoup dans les milieux officiels suisses ; il y avait la réputation d'un homme sérieux et honnête. On lui rendait ainsi un hommage rare dans les temps que nous vivons et nous nous y associons pleinement.

La nomination de M. N. de Wassilko à Berne indique l'importance que notre gouvernement attache à ce poste. Véritable homme d'Etat connaissant parfaitement tous les courants politiques de notre temps, doué d'une énorme puissance de travail, sincère défenseur de l'indépendance de l'Ukraine, notre nouveau ministre déploiera toute une activité heureuse en faveur de notre pays.

Nous saluons avec joie sa venue.

DIGNE RÉPONSE DE M. SYDORENKO

M. Sydorenko, président de la Délégation de la République ukrainienne à Paris, a reçu du secrétariat général de la Conférence de la Paix la note suivante :

Paris, 3 juillet 1919.

Le secrétaire général de la Conférence de la Paix a l'honneur de faire savoir à la Délégation ukrainienne que c'est, non pas de la question ukrainienne, mais du statut intérieur de la Galicie orientale, que doit s'occuper aujourd'hui la sous-commission des Affaires polonaises. La Délégation est invitée en conséquence à se faire représenter aujourd'hui, à 4 heures, au Ministère des Affaires étrangères par des délégués appartenant à la Galicie orientale, c'est-à-dire nés et domiciliés dans cette province.

A cette note M. Sydorenko, président de la Délégation de la République ukrainienne, a répondu le même jour par la lettre suivante :

En réponse à votre invitation du 3 juillet de prendre part à la séance de la sous-commission des Affaires polonaises au sujet du statut intérieur de la Galicie orientale, la Délégation de la République ukrainienne a l'honneur de vous informer que la Galicie orientale ne faisait nullement partie de la Pologne, mais, étant une province autonome de l'indépendante et souveraine République ukrainienne, la Délégation se voit obligée de s'abstenir de participer aux débats de la sous-commission sus-désignée.

La coopération Ukrainienne

Exposé présenté par M. Issaevitch, délégué de l'Union centrale des coopératives ukrainiennes à la Conférence coopérative interalliée et neutre à Paris le 27 juin 1919. (Fin)

La guerre apporta beaucoup d'argent aux paysans, grâce d'une part, aux ventes de bétail à l'armée, et, d'autres part, à l'interdiction de boire de l'alcool. Les ménages, étant réduits par le départ des principaux membres de la famille, voyaient leurs dépenses diminuées, et la population n'éprouvait plus le besoin de recourir à l'emprunt. Au lieu de cela, elle portait son argent dans les coopératives de crédit qu'elle avait elle-même organisées.

Au commencement de 1916, dans les coopératives de crédit, en Ukraine, on évaluait la mise de fond à 218 millions de francs. Si, l'on se rapporte au bilan général, publié le 1er octobre 1915, on voit que la situation des coopératives, se présente ainsi qu'il dit :

1er OCTOBRE 1915	Dans l'Ukraine	Dans toute la Russie	o/o de toute la Russie
Coopératives	2,914	15,350	19
Membres	2,084,053	10,102,235	20
Sommes déposées en francs	218,000,000	1,229,000,000	18
Bilan en francs	407,000,000	2,102,000,000	21

Les coopératives de crédit comme celles de consommation sont réunies dans les Unions. Quelques-unes de ces Unions sont fortement organisées financièrement et économiquement. Le bilan de l'Union de Kiev des coopératives de crédit en 1918, était de 40 millions de karbovanetz, celui de Kharkiv, plus de 35 millions de karbovanetz, celui de Poltava 15 millions de karb. Pour appuyer les coopératives, il existe une banque qui, sous le nom « Ukrain-Banque » soutenait les idées des coopératives. L'idée de réunir toutes les coopératives en une seule Union financière centrale, existait déjà depuis longtemps.

En 1911, les organisateurs des coopératives ukrainiennes firent des démarches pour la fondation d'une *Banque Centrale Coopérative*, à Kiev, et adressèrent au gouvernement une demande d'autorisation ; mais le gouvernement russe a gardé le silence sur le statut pendant six ans, jusqu'à la révolution ; c'est seulement après la révolution de 1917 qu'on réalisa cette idée et l'union fonda sa banque sous le nom *Banque populaire Ukrainienne Coopérative* ou *Ukrain-banque*.

L'extension progressive de cette banque s'établit comme suit :

ANNÉE 1918	Nombre d'Unions-Membres	Les mises de fonds En milliers de karbovanetz	BILAN En milliers de karbovanetz
Pour le 1er janvier	89	2,734,2	4,834,6
Pour le 1er juillet	85	14,628,0	25,641,3
Pour le 1er novembre	124	17,061,4	46,680,4

Le développement des opérations de la Banque les premiers mois de son existence, exigea l'augmentation du capital déposé. Le premier capital des actionnaires était de 1 000 000 de karbovanetz, divisé en 4000 actions qui avaient été souscrites au Congrès de la fondation. Au mois de juin la souscription fut renouvelée et portée à la somme de 2 millions de karbovanetz ; vers le 15 du mois, les actions étaient toutes souscrites ; la Banque annonça l'émission d'une troisième souscription pour la somme de 7 millions de karbovanetz.

On ouvrit des crédits aux succursales, on acheta les objets nécessaires, principalement les machines et les outils de culture, du fer, du matériel de construction, on couvrit les différents frais. En 1918, la Banque acheta pour 44 millions de karbovanetz d'objets divers et les vendit immédiatement ; les Unions des Coopératives lui faisaient des commandes diverses pour une somme de 77 millions de karbovanetz.

Ukrain-Banque a 13 succursales dans les villes différentes de l'Europe.

On projeta l'ouverture de succursales en Crimée, en Galicie, à Paris, et aux Etats-Unis d'Amérique.

Le bureau central de l'Ukrain-Bank à Kiev compte à lui seul plus de 150 employés.

La Coopération Paysanne-Agricole.

D'une façon générale, les Sociétés de coopératives paysannes-agricoles ont un triple but : 1° Organiser la transformation, l'exploitation, le développement des produits venant des petites propriétés. 2° Importer des machines agricoles et les instruments nécessaires aux paysans. 3° Trouver des marchés pour l'écoulement des stocks de céréales, non utilisées pour les besoins de la population ou les semailles.

Tels sont les buts auxquels tendent les coopératives agricoles, s'efforçant de réaliser par l'association ce que les petits propriétaires n'auraient pu réaliser individuellement. Elles s'associent pour la construction de moulins, d'huileries, de laiteries coopératives, et pour tirer parti de la production agricole. Elles achètent en commun les machines agricoles et accessoires, la nourriture pour le bétail, les semences, les greffes pour les arbres des jardins, les graines pour l'engraissement du bétail, et les meilleurs animaux reproducteurs pour l'accroissement du cheptel.

Ces coopératives, enfin, font en commun la culture de la terre et en vendent les produits, également en commun.

Le nombre de ces coopératives était, en 1915, d'environ un millier. Elles ne commencent guère, en somme, qu'à se développer.

Une réunion centrale groupe les coopératives en union et Sociétés agricoles.

L'Union (Fédération) centrale ukrainienne agricole ou « Central » devait se former en 1913, mais le gouvernement russe ne l'autorisant pas elle s'est réalisée pendant le nouveau régime.

Au mois de janvier, le bilan du « Central » présentait le chiffre de 6 132 millions de karbovanetz (roubles) ; vers le 1er octobre, ce chiffre s'élevait à 11,2 millions. Cette union englobait 31 Unions coopératives et 213 Sociétés coopératives. L'Union possède une grande usine de machines et d'outils qu'elle a achetés à l'ancienne maison Hena pour la somme de 20 millions de karbovanetz (roubles).

Fédération éditoriale des Coopératives.

Toutes les grandes unions coopératives pour développer l'instruction publique et entretenir les masses dans l'idée nationale, formèrent une fédération pour les éditions ukrainiennes. L'édition de livres à notre époque est une question très grave. En même temps les demandes de livres ukrainiens, après la chute de la prescription d'avoir les livres dans la langue maternelle, dépasse toutes les productions des maisons d'édition.

L'Union commença par éditer toute une longue série de livres se rapportant à toutes les branches de la science.

Comité Central des coopératives ukrainiennes.

Le centre d'idée est le Comité central des coopératives ukrainiennes, qui, à la suite du congrès général des coopératives ukrainiennes du mois de juin 1917, poursuivit l'œuvre de l'instruction et de l'organisation du pays : et c'est lui qui élabora le statut de cette union centrale. Ce comité servit de principal facteur d'union entre la législation des coopératives, et les organisateurs, le directeur et le conseil central.

Ce comité comprend les sections suivantes : 1° *Juridique*, 2° *Statistique*, 3° *Bureau de Presse*, 4° *Bureau de Travail*, 5° *Musée et Librairie*, 6° *Bureau d'édition*. En outre de ces sections, il existe encore plusieurs commissions qui se transformeront bientôt en sections :

1° *Assurances*, 2° *Economie Financière*, 3° *Juridique*, 4° *Culturelle*.

Le Comité assure la rédaction d'une grande revue mensuelle consacrée à l'étude théorique des affaires coopératives, sous le titre *La Coopération ukrainienne* avec la rédaction en chef du professeur Touhan-Baranovsky ainsi que d'un Bulletin hebdomadaire.

Le Comité central des coopératives ukrainiennes, au nom de la coopération ukrainienne générale, se transforma en *Union internationale coopérative* et fut dès lors en relation avec le monde entier.

Ce court exposé ne peut pas donner un tableau complet de la coopération en Ukraine. Malgré cela, les données ci-dessus exposées témoignent de sa force et de son importance dans la vie du peuple ukrainien. Ayant l'honneur d'être au nombre des représentants à la présente conférence, nous croyons que notre présence à cette conférence sera le commencement du rapprochement de plus en plus intime entre nous et les coopérateurs de toutes les nations qui y sont représentées.

Nous savons que, par le fait seul que nous rentrons dans la famille coopérative internationale, nous augmentons non seulement les rangs des combattants pour les buts idéaux de la coopération, mais travaillons à renforcer les positions de la coopération ukrainienne. Voilà pourquoi nous saluons la présente conférence au nom des quatre fédérations ci-dessus mentionnées, avec les sentiments d'une profonde satisfaction et d'un grand espoir.

Vive l'Alliance internationale des Coopérations !

NOTE

Deux représentants autorisés des coopératives ukrainiennes : MM. Serbinenko et Philipovitch, viennent d'arriver en Suisse. Un troisième, M. Holowko, arrivera incessamment. Ils se proposent de créer en Suisse une représentation permanente et d'entrer en relations avec les coopératives suisses.

Nous leur souhaitons la bienvenue.

« Les massacres continuent. »

Pauvre Pologne.

Les journaux polonais sont remplis de détails affreux sur « les effroyables crimes des Ukrainiens ». Ils imputent aux généraux ukrainiens des ordres commandant l'extermination de tous les Polonais en Galicie. Un « diplomate viennois » a fourni là-dessus, à la presse polonaise, des renseignements circonstanciés, qui, par leur précision, avaient toutes les allures de l'authenticité. La campagne que les journaux mènent, tout comme les agences de presse polonaises, tend à « instruire » le grand public, à lui faire savoir qu'il y a des atrocités ukrainiennes.

Observons tout d'abord à ce propos que le « diplomate viennois » qui se fait l'informateur de la presse polonaise et qui même a donné sur les « atrocités ukrainiennes » des détails savoureux, n'est pas viennois, s'il est diplomate. C'est un membre de la légation de Pologne à Vienne. Il est donc juge et partie à la fois dans le procès qu'il fait aux Ukrainiens et un juge polonais en ces matières est toujours suspect.

Une étude attentive des massacres que l'on reproche aux Ukrainiens conduira à la conviction que ces atrocités ont été inventées tout simplement, que d'autres ont été exécutées par les Polonais, qui ensuite les ont inscrites au crédit des Ukrainiens. Restent quelques excès dont se sont rendus coupables soit les bolchévistes, soit quelques bandes de soldats en rupture de discipline, comme il en existe malheureusement dans tous les pays de l'Europe orientale.

Il est certain que l'on veut donner le change à ceux qui éprouvent encore de la sympathie pour la Pologne.

Nous disons encore, parce que la sympathie d'un grand nombre d'hommes politiques a été très ébranlée, tout comme la confiance en la parole des hommes d'Etat polonais. Ceux-ci le savent et malgré l'intervention personnelle de Padérewski, la Pologne a dû subir l'inscription dans le traité qui reconnaît son indépendance de certains articles mettant les minorités nationales de ce pays, et surtout les Juifs, sous la protection de la Ligue des nations. C'est que le Conseil des Quatre a parfaitement su à quoi s'en tenir quant aux massacres des Juifs, qui ont eu lieu dans plus de cent-cinquante localités polonaises, et cela malgré les démentis et les accusations contre les Juifs, suprême insulte des meurtriers envers leurs victimes.

On nous reproche parfois ce que l'on appelle une « campagne contre la Pologne ». Mais que l'on nous comprenne ! Cette campagne est une campagne de défense contre les accusations infamantes lancées quotidiennement contre notre pays et ses armées, dont l'effort est dirigé, non contre les populations paisibles, mais contre les bolchévistes et contre l'envahisseur polonais ! Le jour où l'on ne nous calomniera plus, ce jour nous cesserons de protester. A l'heure actuelle nous devons faire plus que de protester, nous devons accuser. Nous avons déjà parlé du traitement horrible infligé à nos vénérables prêtres ukrainiens. C'est par centaines qu'ils ont été emmenés comme otages et emprisonnés, quelques-uns ont été martyrisés. Et pourtant, si une personnalité humaine doit être sacrée, c'est celle du prêtre. Elle doit l'être en tout temps mais surtout en temps de guerre. Le prêtre, à quelque religion qu'il appartienne, représente *l'ordre* si on ne veut voir en lui le représentant de Dieu. La soldatesque polonaise ne l'a pas compris.

Mentionnons rapidement aussi la confusion volontairement créée par les Polonais entre les Juifs, les Ruthènes et les Ukrainiens. Il y a des Juifs qui sont Ukrainiens, et le gouvernement ukrainien et notre peuple leur ont accordé une autonomie dont nous avons parlé à plusieurs reprises, mais nous ne voulons pas laisser la confusion s'accréditer. Si nous avons protesté contre les massacres des Juifs, ce n'est pas que nous soyons des Juifs. Notre protestation a été uniquement celle de la conscience humaine. Nous avons protesté aussi contre les excès commis contre les Juifs en Ukraine.

Nous vivons en un temps où l'on parle beaucoup d'enquêtes. On en demande de tous côtés. Les Polonais pour prouver qu'ils n'ont pas massacré les Juifs, les Russes pour démontrer que ce sont les Juifs qui derrière le paravent du bolchévisme, sont en train d'anéantir la population russe. Notons que, abstraction faite des Juifs de l'Ukraine et de la Pologne russe, il en reste en Russie environ deux millions sur 125 millions de Russes.

A notre tour, nous demandons une enquête internationale sur la façon dont nos compatriotes sont traités dans les prisons et les camps de prisonniers de la Pologne. Nous savons que cette enquête a été faite déjà officieusement et nous en connaissons les résultats. Nous réclamons d'autant plus qu'on la trefasse officiellement. Elle démontrera que tou ce qui a été dit de pire sur les camps de prisonniers en Allemagne, même les camps de représailles, n'est rien en comparaison de ce que l'on constatera en Pologne. On tue les malheureux prisonniers par la famine, en les laissant croupir dans la saleté, leur rendant impossible les travaux de propreté. Et avec cela on les soumet à la torture d'une propagande ayant pour but de les faire se déclarer Polonais. Il est temps de dévoiler ces horreurs et de les stigmatiser publiquement.

UNE NOTE DU GOUVERNEMENT UKRAINIEN A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Paris, 8 juillet 1919.

La défense de la République ukrainienne et la nécessité d'organiser une existence meilleure de l'Etat ont provoqué toutes les mesures indispensables pour amener tous les partis ukrainiens à la formation d'un nouveau gouvernement démocratique qui comprendrait les représentants les plus influents de l'Ukraine.

Le précédent cabinet ministériel ne comptait pas, parmi ses membres, de représentants de partis politiques, ce qui ne lui permettait pas d'effectuer son travail dans la forme que réclame la situation réelle de notre République, en présence des importants devoirs que lui impose la situation intérieure et extérieure de l'Etat.

Par la volonté du Directoire de la République Populaire Ukrainienne, en accord avec les partis socialistes ukrainiens, le nouveau gouvernement populaire a abordé l'étude des questions et des problèmes très ardus de l'Etat.

A cette heure si difficile pour les destinées de notre République, le Conseil des Ministres, composé de membres appartenant à tous les partis socialistes de l'Ukraine, fait savoir à tous les citoyens de la République Populaire Ukrainienne qu'il poursuivra la réalisation, par tous les moyens dont il dispose, du but qu'il veut atteindre pour le bien-être et le salut de la Patrie menacée de tous côtés.

Le peuple ukrainien n'a jamais cherché à annexer les territoires d'autrui, il ne les a même jamais convoités, et c'est uniquement pour la défense de ses droits à une vie indépendante que les meilleurs enfants de l'Ukraine luttent contre *tous les ennemis de leur liberté*.

D'une part, ce sont les seigneurs polonais qui ne veulent pas admettre que les travailleurs et les paysans de Galicie, du Kholm et de Volhynie se refusent à subir le joug de la domination polonaise.

Ils ont mobilisé et lancé une importante armée sur les territoires séculairement ukrainiens, occupant Lviv, capitale de la Galicie orientale, et les autres villes et régions ukrainiennes arrosées du sang et de la sueur du peuple ukrainien.

Sur un autre point, ce sont les armées communistes-bolchévistes russes qui, non contentes de ruiner les cultivateurs russes, se lancèrent sur l'Ukraine à peine délivrée du joug de l'Hetman.

Jusqu'aujourd'hui, nous menons la lutte sur deux froms, pour défendre de la ruine notre pays dépouillé par les maîtres et seigneurs étrangers.

Le pouvoir communiste russe, effrayé par l'attitude de la population russe dont des armées entières passent avec armes et bagages dans les rangs des vaillants Cosaques ukrainiens, s'est décidé à soutenir son pouvoir en Russie en pillant et en volant les laborieux cultivateurs ukrainiens.

Dans les districts qu'occupa l'armée soviétiste russe, elle a pris et saccagé tout chez les plus pauvres paysans, rapinant depuis le bétail jusqu'au pain même.

Dans les usines et les fabriques, elle a démonté e emporté les machines, supprimant de ce fait tout travail et refusant le moindre salaire aux ouvriers.

Les prix de la nourriture et des objets de première nécessité se sont élevés dans une grande proportion.

Le peuple ukrainien, qui a su se délivrer lui-même du joug de l'hetman, ne peut souffrir la tyrannie cruelle des bolchévistes.

Les armes à la main, il se lève contre l'oppresseur étranger, contre le bolchévisme russe.

Le nouveau gouvernement de la République ukrainienne ne voit qu'un moyen de sauvegarder et de défendre la liberté du peuple ukrainien et de faire cesser tout à la fois les pillages bolchévistes et les vols manifestes de ses cruels voisins ; ce moyen, c'est l'instauration de la République ukrainienne libre et indépendante.

Pour assurer la protection de l'honneur national contre la violation des droits économiques et sociaux commise par les étrangers, tous les cultivateurs et paysans de l'Ukraine doivent se lever pour défendre le sol natal contre les ravages de l'étranger.

C'est dans ce but que le nouveau gouvernement fait appel à tous les partis ukrainiens, ainsi qu'aux ouvriers et aux paysans soulevés de l'autre côté du front et qui, lassés de supporter le joug étranger du bolchévisme russe, se sont soulevés d'un mouvement unanime pour la défense de l'Ukraine libre et indépendante.

Le nouveau gouvernement populaire ukrainien désire avant tout vivre en paix avec tous ses voisins à la condition absolue cependant qu'aucun d'eux ne se mêle à sa vie propre et ne s'immixe dans les conseils des affaires intérieures du pays et laissent la vie ukrainienne libre et indépendante,

Repoussant absolument le retour de la domination étrangère, le gouvernement ukrainien déclare solennellement qu'il ne demandera (ne sollicitera d'aucun Etat étranger) l'aide de forces militaires.

Le gouvernement n'acceptera de traités avec les Etats étrangers que sur la base même de l'indépendance reconnue de l'Ukraine, reconnue tout d'abord par ces Etats, repoussant toute intervention étrangère dans les affaires intérieures du pays.

Les ministres font appel à notre vaillante armée, à nos Cosaques, en leur transmettant l'expression de leur reconnaissance pour le sacrifice si largement fait de leur sang à la cause sacrée de la délivrance de l'Ukraine du joug étranger et demandent instamment à ces fidèles enfants de l'Ukraine de tenir jusqu'au bout contre les envahisseurs et de ne cesser la lutte qu'après qu'ils auront complètement délivré le sol natal.

(La fin au prochain numéro.)

L'Ukraine à Paris

Un diplomate ukrainien de retour de Paris nous expose la marche des négociations et la situation actuelle.

Une personnalité tenant de très près à la délégation ukrainienne de Paris nous a fait les déclarations suivantes que nous avons classées d'après les différents points touchés.

1. Odessa.

Les dernières nouvelles arrivées à Paris confirment la prise d'Odessa par Grigoriev. Celui-ci est considéré comme une force considérable en grande Ukraine. Il dispose d'une armée de 40 000 hommes environ, relativement bien équipée et bien armée.

* * *

La Délégation ukrainienne a reçu des informations tout à fait exactes qui relatent que le colonel Freudenberg a envoyé à Paris, après l'abandon d'Odessa par les Alliés, un rapport détaillé sur la marche et la fin des pourparlers entre le Directoire et le général Grekov, d'un côté, et le commandant français de l'autre. L'auteur de ce rapport s'exprime de façon tout à fait favorable aux Ukrainiens. Il fait ressortir la haute valeur de Petliura qu'il estime être un homme gouvernemental digne de toute confiance et insiste sur la nécessité de lui envoyer tout de suite une aide technique. M. le colonel Freudenberg a proposé l'envoi d'une mission militaire en Ukraine et juge que les pourparlers des agents français à Odessa avec les monarchistes de l'armée des volontaires, constituent une grave erreur politique. Dans ce rapport M. Freudenberg demande la reconnaissance du gouvernement ukrainien, ainsi que l'indépendance du pays. L'envoyé américain, M. Bachmann a présenté un rapport presque identique.

2. Pourparlers à Paris.

Ces deux rapports produisirent à Paris une très grande impression. La Délégation ukrainienne reçut immédiatement l'assurance qu'une mission militaire française serait envoyée, moyennant les conditions suivantes :

1. Les Ukrainiens ne devaient pas employer l'appui technique qui leur serait fourni, pour combattre Koltchak, Dénikine, les Polonais ou les Roumains.

2. Ces armes ne devaient être utilisées que contre les bolchévistes « ennemis de l'humanité ».

L'Amérique s'est, en même temps, déclarée disposée à vendre à l'Ukraine un important matériel de guerre en accordant un crédit de cinq ans. A la demande d'un des délégués, si l'octroi de ce crédit signifiait une reconnaissance implicite de l'Ukraine, il lui fut répondu par les Américains qu'en l'accordant, l'Amérique ne courrait aucun risque, car si l'Ukraine devait entrer dans une fédération d'Etats russes, la dette tomberait à la charge de la Fédération.

3. Réception de la Délégation ukrainienne par le Conseil des Quatre.

Peu après, la Délégation fut invitée par M. Wilson à exposer son point de vue devant le Conseil des Quatre. MM. Wilson et Lloyd George ont exprimé au cours de cet entretien leur indignation contre les Polonais. M. Lloyd George en particulier, très irrité, s'adressant directement à M. Clemenceau lui dit : « Voyez, M. Clemenceau, ce qu'ils font, vos Polonais ! Ils emploient le matériel que nous leur avons livré, non contre les bolchévistes mais contre les Ukrainiens ». M. Clemenceau, lui-même paraissait très ennuyé.

4. Réception chez M. Clemenceau.

Le lendemain, la Délégation fut convoquée chez M. Clemenceau. Ce dernier parut être d'accord avec l'exposé de la Délégation. Pendant ces entretiens et d'autres qui suivirent auxquels assistèrent également MM. Lloyd George et Lansing il fut question des pogromes en Pologne. A ce propos les représentants de l'Entente réexprimèrent tout leur mécontentement. A la suite de ces deux entretiens, la situation paraissait plus favorable à l'Ukraine. Il y avait lieu d'espérer la reconnaissance de son indépendance.

5. Revirement.

Une quinzaine de jours s'écoulèrent, pendant lesquels plusieurs conférences eurent lieu avec MM. Lansing et Pichon, mais aucune lettre ni déclaration officielle ne vint de la part du Conseil des Quatre, confirmer le résultat de ces entretiens. C'est alors que le président de la Délégation lui adressa une lettre constituant un ultimatum sous une forme très modérée. Au lieu de se faire attendre une huitaine de jours, comme la Délégation le pensait, la réponse arriva en quelques heures. Cette réponse fit comprendre à la Délégation qu'il fallait abandonner tout espoir de voir jamais l'indépendance de l'Ukraine reconnue par l'Entente.

6. Situation actuelle.

Durant l'époque qui suivit, des pourparlers officiels eurent lieu avec MM. Pichon, Lloyd George et Lansing. Deux solutions parurent possibles aux hommes de l'Entente : l'une (française) tendait à la reconnaissance d'une petite Ukraine composée des provinces de la rive droite du Dnieper, sans la Galicie, qui serait liée par un accord militaire et économique avec la Pologne et la Roumanie. L'Ukraine s'engagerait éventuellement à prêter immédiatement à la Pologne, son appui militaire pour lutter contre les Allemands et les Russes. Ce point de vue était appuyé par une partie de la presse française et semblait prédominer en France. Un autre courant assez faible (français aussi) poussait à l'abandon de la Galicie à la Pologne et à la reconnaissance pure et simple du Gouvernement central russe.

7. Point de vue anglo-saxon.

Le point de vue actuel des Anglo-Saxons est qu'il est impossible de reconnaître l'indépendance de l'Ukraine autrement que sous la forme restreinte d'un Etat plus ou moins autonome, faisant partie d'une fédération des Etats de l'ancienne Russie.

Leur point de vue peut se caractériser par une phrase : Il faut que tous les Etats de l'ancienne Russie reconnaissent le gouvernement de Koltchak et acceptent la Fédération russe. Il est d'avis que ce point de vue a son origine dans les divergences de vues entre les Anglo-Saxons et le gouvernement français. Puisqu'on remarque en France, la tendance à créer une petite Ukraine indépendante, sans Galicie, les Anglo-Saxons, par esprit d'opposition, poussent l'Ukraine vers la Fédération. D'après l'avis des Américains, si l'Ukraine accepte cette dernière solution, les Anglo-Saxons feront tout leur possible pour annexer la Galicie orientale à l'Ukraine fédérée. Pendant ces entretiens, un des délégués, M. Margoline défendit toujours le point de vue qu'il fallait auparavant reconnaître l'Ukraine comme Etat indépendant.

« Pour avoir une Fédération d'Etats, il faut disait-il, avant tout, reconnaître cet Etat et obtenir le libre consentement de son peuple. » Il insista aussi sur la convocation de l'assemblée constituante en Ukraine, après sa reconnaissance. M. Lloyd George s'y opposa. — Récemment il fut reçu par Lansing qui fut très froid et parut muni d'instructions précises du gouvernement américain. Toute la conversation avec lui peut se traduire en une demande : Reconnaissez l'amiral Koltchak !

8. Délégation Ukrainienne à Paris.

Nous avons fait observer à notre interlocuteur que la Délégation de Paris semblait pencher du côté du fédéralisme, il a démenti l'exactitude de cette affirmation et a nié aussi le bruit qui circule dans certains milieux bien informés, suivant lequel la Délégation se trouverait sous l'influence du Secrétaire M. Paneyko. Cependant au cours de l'entretien, il a dû avouer que les principaux membres de la Délégation se partagent en deux camps : l'un, désirant à tout prix l'indépendance de l'Ukraine, est constitué par M. le président Sydorenko, qui ne veut pas même prononcer le mot de fédéralisme.

L'autre, formé de MM. Paneyko, Margoline et Choulguine, est arrivé à la conviction que dans l'état actuel des choses, la suite des événements étant réservée, il est nécessaire d'aller par la voie des compromis et suivre la formule de Nikowsky : « Parlez de fédéralisme et faites l'indépendance. » Ce groupe se tient en rapport constant avec M. Maklakov, qui, paraît-il, est le seul homme politique russe à Paris avec lequel il soit possible de parler. M. Sazonov jouit de la réputation d'un réactionnaire trop arriéré.

LETTRE DE PARIS

Une paix étrange.

Le 28 juin, la paix fut signée à Paris, et le 14 juillet une foule confiante et illusionnée remplissait les rues de cette ville et exprimait bruyamment sa joie. On chantait, on riait, on criait, on se réjouissait. Les représentants de l'Entente triomphaient comme si vraiment ils avaient donné la paix au monde. Au fond ils devaient être sceptiques, eux qui savaient des choses que le simple mortel devait ignorer.

Cette paix n'est pas en tout cas faite par tous les peuples. Ceux de l'ancienne Russie n'avaient pas à s'en réjouir. Leurs délégations à Paris s'en apercevaient fort bien quand on les recevait dans les antichambres du Conseil des Quatre où des secrétaires ou souvent de simples gratte-papiers de la conférence daignaient parfois leur donner des renseignements sur des questions d'aucune importance ; des audiences personnelles leur étant très rarement accordées.

La situation des représentants de ces peuples était insupportable et humiliante. Les relations qu'ils soutenaient entre eux et avec les représentants de la presse française et les différends groupes socialistes étaient insuffisantes pour leur permettre une action efficace. Les portes du Conseil des Quatre étaient fermées pour eux et lorsqu'elles s'ouvraient, c'était pour leur donner de vagues informations. Exception n'était faite que pour les représentants de la Pologne. Ceux-ci travaillaient ouvertement et derrière les coulisses. La presse française était à leur disposition. Les banquets, les théâtres, les cinémas acclamaient la grandeur et la prospérité du nouvel Etat et sa force militaire. On faisait grand silence sur tout ce qui avait rapport à ce qui se passait chez les Polonais, on ne faisait pas voir les cadavres mutilés des Juifs, de leurs femmes et enfants, les incendies, les pogromes, le sang qui ruisselait à travers les rues de Lemberg par ordre du Haut Commandement militaire polonais. Aucun journal, aucun cinéma n'avaient su reproduire ces horreurs de la vie polonaise, ni les scènes du martyre du peuple ukrainien infiniment malheureux ; les violences dont ce peuple et ses meilleurs hommes d'action furent l'objet, jusqu'à l'exécution en masse les jours mémorables de l'invasion polonaise en Galicie orientale. Si de temps à autre la presse française faisait entendre une protestation, l'Entente faisait la sourde oreille et poursuivait opiniâtrement son œuvre chérie de la reconstitution de l'Etat polonais.

C'est ainsi qu'on a établi la paix !

Après l'Etat polonais, c'est la Russie unifiée et réactionnaire qu'on s'efforce de reconstruire en fournissant à Koltchak et à Dénikine des armes, des munitions et de l'argent. C'est de cette manière qu'on cherche à supprimer la liberté des peuples de l'ancienne Russie, liberté achetée au prix du sang et de tant de sacrifices. Une prison attend ces peuples, semblable à celle où sont renfermés les peuples infortunés, englobés dans l'Etat polonais.

* * *

La paix qui a été signée le 28 juin a eu pour simple résultat le remplacement de l'hégémonie de l'Empire germanique armé jusqu'aux dents, par celle de trois Etats encore plus armés, et qui croient pouvoir disposer du sort de tous les autres peuples, comme s'il s'agissait de leur propriété particulière, et changer la carte de l'Europe au profit de leurs intérêts économiques et de leur politique générale. En résumé, la paix n'a été faite que pour trois ou quatre peuples et sa durée est très problématique.

Mais pourquoi ce silence de la démocratie des pays de l'Entente? Pourquoi aucune protestation sérieuse ne s'est-elle élevée des milieux démocratiques? Sont-ils aussi atteints par cette ivresse créée par la victoire, qui a fait perdre à tant de gens la tête et a endormi leur conscience?

Les 14 points de Wilson ont produit une grande déception. On dirait vraiment que leur poids est devenu trop lourd pour le prophète qui les avait proclamés comme la suprême vérité ! Ils avaient fait espérer le triomphe de la justice.

« Peuples disposant de leur sort » ! quelle triste ironie, quel démenti foudroyant pour ceux qui attendaient plein d'espérance l'application intégrale du principe juste et humanitaire de Wilson. Jamais la profanation d'un principe n'a été plus grande, ni plus cyniquement injurieuse.

Pour donner un exemple clair de l'application de ce principe, prenons la politique de l'Entente à l'égard du peuple ukrainien et de notre Etat devenus depuis quelque temps le champ des expériences ententistes. Rappelons-nous l'intervention militaire en Ukraine, l'intervention à Odessa finissant lamentablement par la fuite des troupes alliées. N'est-ce pas une preuve contre cette politique dont l'erreur principale consistait tout d'abord dans le refus d'appuyer les forces ukrainiennes du Directoire, ensuite dans la conduite arrogante des représentants de l'Entente à Odessa, contraire aux principes d'une nation civilisée, sans parler du double jeu que l'Entente menait avec les réactionnaires russes d'une part et les forces polonaises d'autre part ! La fuite d'Odessa était le couronnement brillant et mérité de cette politique dont cependant on n'a pas voulu changer l'orientation et qui continue jusqu'à l'heure qu'il est. On la voit dans la reconstitution de la « Pologne historique », et dans l'aide militaire que lui prête l'Entente et qui sert à dévaster la Galicie orientale, sous prétexte de créer une barrière contre les « bandes bolchévistes ». Elle accepte ainsi la responsabilité de toutes les violences et atrocités commises actuellement envers la population ukrainienne et juive par les Polonais. Quant aux « bandes bolchévistes », tout le monde sait qu'il n'y en a pas en Galicie orientale, mais que c'est l'armée ukrainienne du général Grékov qui, loin d'être bolchéviste, n'a fait que de lutter et lutte encore contre les bolchévistes, tout en faisant face à l'agresseur polonais.

(*A suivre.*)

M. M-ko.

DÉLÉGATIONS UKRAINIENNES A L'ÉTRANGER

Zurich, 15 juillet 1919.

Monsieur le Rédacteur,

Une des choses qui me frappe dans mes conversations avec les gens qui reviennent de l'Ukraine, c'est l'indication d'un changement profond dans la manière dont notre peuple juge les choses et les gens. Les douloureuses années de guerre et le bolchévisme, en amenant une tension de toutes les facultés, ont mûri les caractères, aiguisé le sens critique, affiné l'intelligence de beaucoup. Combien ils sont loin de la vérité, ceux qui s'imaginent encore que les Ukrainiens sont un peuple d'enfants auxquels on peut tout faire croire ! Grâce aux moyens d'information qu'on possède en Ukraine, l'on a su qu'elles étaient les délégations envoyées par le gouvernement et on a fini aussi par savoir comment ces délégations étaient composées. Et le peuple se préoccupe de même du travail que les délégations accomplissent. Dire : se préoccupe, n'est pas assez et n'exprime pas suffisamment le sentiment d'anxiété intense avec lequel on attend les nouvelles du travail accompli par les délégations, missions ou légations à l'étranger.

Laissons de côté pour l'instant les ministres de l'Ukraine à l'étranger, quoiqu'il y ait beaucoup à dire sur la manière dont ils ont compris leur tâche, notamment en Roumanie, et causons des missions spéciales ou extraordinaires. Mais auparavant, je tiens à répéter ce que je vous ai dit dans ma précédente lettre ; je ne fais que rapporter ce que j'ai entendu.

L'on m'a fait observer tout d'abord que la manière dont on avait formé les délégations était certainement critiquable. Le choix des délégués se fit avec beaucoup de précipitation ; on en nomma trop, ce qui fit qu'à un moment donné l'Autriche, et surtout la Suisse, fourmillaient de délégués extraordinaires dont la tenue ne l'était pas moins.

Le gouvernement a dû se rendre compte qu'il y en avait décidément de trop et il amputa certaines délégations de quelques-uns de leurs membres extraordinaires, ce qui n'empêcha pas ces missions d'être encore trop nombreuses, surtout que les retranchements avaient eu lieu, non en tenant compte de la capacité des membres, mais plutôt suivant des renseignements tendancieux, discréditant les uns au bénéfice des autres. On en a beaucoup parlé dans les milieux ukrainiens de Zurich quand les nouvelles en sont venues du pays. On a, par exemple, passablement ri de certaine histoire de délégué qui, pour n'avoir fait aucune étude quelconque, sauf les premières classes secondaires, ne craint pas, pour cela de s'intituler « Docteur », Docteur en quoi ? L'absence de vraie capacité politique explique l'absence d'homogénéité qui caractérise la plupart de nos missions extraordinaires et la stérilité de leur action.

On sait tout cela en Ukraine. Le peuple commence à réclamer le rappel de la plupart des politiciens qui desservent notre pays au lieu de le servir, et si le gouvernement n'était pas entièrement absorbé par la lutte contre le bolchévisme et le conflit avec les Polonais, ce rappel aurait lieu bientôt.

Par exemple, on se demande ce que nos représentants ont fait pour lutter contre la propagande polonaise hostile à l'Ukraine. Rien ou presque rien n'a été fait. Le bruit circule en Ukraine que plus les bureaux de presse se multiplient, moins l'action exercée par eux est sensible. Nos compatriotes en Ukraine attendent avec impatience des résultats. Il y en a, mais ils sont négatifs et cela se comprend.

Après avoir entendu les choses qui précèdent et dont plusieurs m'ont surpris, j'ai voulu en avoir le cœur net et je me suis mis à me renseigner en Suisse et à l'étranger et j'ai appris en effet, à ma grande stupéfaction, que, ou nos représentants ne jouissent pas de l'autorité personnelle nécessaire, ou ils travaillent les uns contre les autres, ou encore, ils font leurs propres affaires au lieu de faire celles de notre patrie. Il faut que nos délégués comprennent, enfin, qu'un changement absolu s'impose et que ce changement doit être réalisé par eux-mêmes, sinon le peuple interviendra pour l'exiger.

Ne croyez pas, Monsieur le Rédacteur, que c'est moi qui parle. Comme je vous l'ai dit, je ne m'occupe que de négoce. C'est en qualité de négociant que je prend la liberté d'ajouter une réflexion personnelle au renseignement que je vous transmets.

Quand mon personnel fait la preuve de son incapacité, se montre au-dessous de sa tâche, je le remplace.

Pourquoi un gouvernement n'agirait-il pas de même avec ses fonctionnaires?

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur, etc.,

K...y.

REVUE DE LA PRESSE

Une visite à Petlioura.

Du Petit Parisien Bucarest, ...juillet.

Un wagon-salon bleu clair, tout battant neuf. Un fil téléphonique le relie à la petite station perdue dans la steppe blanche. Sous le marchepied, un factionnaire bat la semelle. C'est là qu'habite Petlioura, dont la vie se passe en courses incessantes. Un soldat, bon enfant, m'introduit dans le salon aux boiseries très modern-style et à la tapisserie fleurie de ramages sombres. Le président est là. Il porte la vareuse d'hiver qu'on distribuait aux soldats à la fin de la guerre, une sorte de blouse de toile matelassée d'ouate et dont les boutons sont remplacés par des nœuds de lacet.

L'accueil est simple, le ton d'un républicanisme de très bon aloi, rien des allures d'un Kerenski. Mais, plus que les gestes ou les paroles, c'est la figure elle-même qui frappe et retient l'attention. Le masque, puissant, très travaillé et très mobile, exprime une vie de sentiments intense et l'habitude, moins naturelle qu'acquise, des décisions énergiques. Sous les cheveux blonds et le front large aux tempes effacées, les yeux, un peu fatigués, sont bleus et limpides. La bouche, aux dents ébréchées, trahit l'habitude de la discussion et l'application de la pensée. Souvent, cependant, la physionomie toute entière se fige en un sourire d'une douceur étrange. C'est le rêveur alors qui reparaît sous le tribun, mais le rêveur que la poursuite de son rêve rend implacable. Car, le sourire ému, un peu lointain, de Petlioura est parfois plus terrible encore que le rire jovial et sinistre de Lenine.

A peine avions-nous échangé quelques mots, qu'immédiatement le président aborda la question essentielle.

— Nous avons besoin, me déclara-t-il sans préambule, d'un appui matériel efficace et rapide. C'est nous, les premiers, qui avons inauguré la lutte contre le bolchévisme. Nous n'avons pas cessé de le combattre. Aussi nos hommes sont-ils fatigués. Ils ont cru à l'aide alliée, mais, aujourd'hui, ils commencent à craindre.

Notre seule force nous vient du peuple, et notre armée doit rester une armée démocratique et nationale. C'est pourquoi nos soldats n'accepteront jamais de collaborer avec les volontaires russes qu'ils ont vus agir de concert avec les Allemands et qui symbolisent pour eux la réaction. Volontaires et bolchévistes, les nôtres confondent tout dans une même haine. Car c'est toujours la Russie du Nord venant faire la loi chez nous.

Après des siècles d'esclavage, l'Ukraine a soif de vivre. Peut-être, cette fois-ci, succombera-t-elle. Mais, fatalement, un jour, l'heure de la revanche et de la liberté sonnera. Auparavant il n'y aura pas de paix pour l'Europe.

Nous espérons, cependant, que l'Entente saura reconnaître la justice de notre cause. De notre côté, dans la lutte contre l'ennemi commun, nous saurons montrer notre reconnaissance et nous montrer de fidèles frères d'armes. Qu'on nous donne seulement le premier appui dont nous avons si grand besoin, car s'il ne venait pas, nous n'abandonnerions pas le combat, mais il ne nous resterait qu'à mourir, le drapeau à la main, pour que nos enfants, au moins, puisse recueillir plus tard le fruit du sacrifice !

En prononçant cette dernière phrase, sa voix, jusqu'alors persuasive et vibrante, s'assourdit. Il se tut et eut de nouveau un étrange sourire. Il était repris par son rêve.

— Vous avez vu Petlioura, me dit en sortant mon interprète. Il n'y a personne chez nous qui ne l'aime. Nous mettons notre avenir en lui.

Il a dû vous dire que nous mettons notre espoir en la France.

C'est la France qui est la plus loin géographiquement ; d'elle, on ne craint aucune tutelle, aucun asservissement, et c'est pourquoi on est très près d'elle ici ; les intérêts politiques et économiques de la France pourraient trouver ici des avantages qu'aucun autre pays du monde ne pourrait donner. Le gouvernement de la République l'avait compris quand, en 1917, il avait envoyé à Kiev le général Tabouis. Pourquoi les raisons de 1917 ne sont-elles plus bonnes aujourd'hui ?

Maintenant, le bilan de l'affaire ukrainienne est bien net : si l'Entente reconnaît l'Ukraine, pour aujourd'hui l'Entente bénéficiera de l'effondrement bolchéviste et de la paix en Orient ; demain, elle verra s'ouvrir, avec les plus grands espoirs économiques, la réalisation de cette barrière politique de l'Est, qui est une condition nécessaire de la paix. Si l'Entente, au contraire, ne reconnaît pas la nouvelle république, elle favorisera toutes les entreprises du régime soviétique ; ce sera la guerre encore, et, peut-être demain, l'hostilité de ce peuple qui ne demandait qu'à venir à elle et qui prend dans ses souffrances mêmes une conscience plus grande de sa nationalité.

LA FIÈRE LUTTE DE L'UKRAINE

Sous ce titre, le *Giornale d'Italia* du 7 juillet publie l'intéressante interview qu'il a eue avec une personnalité ukrainienne revenue d'Odessa il y a trois semaines environ.

Situation militaire.

Le héros en est le général Petliura qui, après la fameuse invasion bolchéviste du printemps de l'année dernière, travailla à unifier les forces militaires dispersées et à les concentrer pour faire face à ce péril, signalé depuis quelque temps aux diplomates de l'Entente, sans que ceux-ci prissent aucune mesure pour le prévenir. C'est grâce à Petliura que, dans la Galicie ukrainienne, les Polonais durent abandonner toutes les terres injustement occupées par eux. L'on peut dire sans exagérer que le poids entier des forces bolchévistes pèse sur l'Ukraine, par le fait que les petites forces de Koltchak, plus d'une fois battues du reste, se trouvent près de l'Oural, donc bien loin des frontières ukrainiennes.

De son côté, le général Dénikine fait quelques progrès, sans cependant remporter encore de succès décisif, depuis qu'une partie des troupes bolchévistes qui l'attaquaient ont été retirées de ce front pour être concentrées contre les Ukrainiens dans la région du Don.

Situation politique.

Parlant des conditions politiques dans lesquelles se trouve l'héroïque peuple ukrainien, notre interlocuteur nous assura que la contagion bolchéviste va s'arrêter d'elle-même grâce aux énergies nationales qui s'affirment de plus en plus. De même que, les premiers temps, le bolchévisme a pu trouver un terrain propice à sa propagande du fait que des terres importantes étaient possédées par des éléments non ukrainiens, ainsi aujourd'hui les forces nationales sont alimentées principalement par le concours des paysans devenus propriétaires des terres.

Un autre fait de la politique intérieure ukrainienne qui doit être relevé, c'est son attitude envers les juifs. Contrairement à ce qui se passe en Pologne où, hommage aux principes wilsoniens ! les juifs continuent à être persécutés, en Ukraine ils jouissent de la plus grande liberté.

Reconnaissance de Koltchak.

Comme nous demandions à notre informateur quelle impression et quelle répercussion avait produit la reconnaissance du gouvernement de Koltchak par les Alliés, il nous répondit : « Cette reconnaissance est considérée par l'opinion publique ukrainienne comme un symbole de la reconstitution russe qui intéresse spécialement la France au point de vue économique. L'Ukraine, se trouvant dans une position particulière, puisqu'elle n'a pas été comprise dans les conditions imposées à Koltchak, a adopté la meilleure des solutions, celle d'agir par elle-même.

L'Italie, le pays de Mazzini, ne peut faire autrement, a conclu notre interlocuteur, que de sympathiser avec la jeune démocratie ukrainienne, destinée à un grand avenir. Les Italiens feraient bien d'étudier de près les ressources de cette Ukraine qui produit assez de blé pour ravitailler un pays grand trois fois comme l'Italie, qui est riche en fer, en charbon, en sucre, en bétail et qui, d'un autre côté, a besoin de tout ce que l'Italie fabrique en excès. »

Sous le régime bolchéviste.

1° *Situation économique.*

M. Joseph Kessel écrit dans le *Journal des Débats* du 6 : C'est en étudiant sur place la situation économique de l'Ukraine qu'on peut se rendre compte de sa gravité. Il n'est plus question de gaspillages de vivres, on peut dire tout simplement que les moyens de production ont été anéantis. Pour faire marcher l'unique train qui va chaque jour d'Odessa à Kiev on démonte une voie afin d'utiliser les traverses comme combustible. Pour éclairer à l'électricité à Odessa, les immeubles occupés par l'administration bolchéviste, on démonte un pont de chemin de fer en bois et on s'en sert pour alimenter les chaudières du central. En Ukraine, dans le bassin du Donnetz, la nationalisation a fait disparaître les entreprises de métallurgie, de charbonnage, les sucreries, les industries chimiques et surtout les transports.

2° *Relations entre Kiev et Moscou.*

Kiev est théoriquement le siège du gouvernement de l'Ukraine mais en réalité c'est le pouvoir de Moscou que l'on y retrouve avec ses procédés et même ses hommes tels que Rakovsky, Podvoisky, Judovsky et autres. Aux questions posées aux autorités bolchévistes d'Odessa, au sujet des relations existantes entre Moscou et Kiev, il a été répondu que bien entendu tout se passait sur l'ordre de Moscou, mais que cependant on était obligé de tenir compte de certains mouvements nationaux ukrainiens et que pour cette raison Moscou avait établi un gouvernement soi-disant indépendant. En ce qui concerne le ravitaillement, le Comité du ravitaillement de Kiev est subordonné au Comité central de Moscou.

DERNIÈRES NOUVELLES

Les communications avec la Galicie et l'Ukraine étant interrompues depuis dix jours, il nous est impossible de donner à nos lecteurs les derniers événements qui y sont survenus. Nous ferons un bref exposé de la situation générale telle qu'elle résulte des quelques télégrammes parus dans la presse européenne et des informations recueillies auprès de personnes arrivées récemment de Vienne.

Situation militaire en Grande Ukraine.

L'offensive de Petliura en Ukraine centrale, ainsi que les opérations de Grigoriev dont l'assassinat n'a pas été confirmé, se développent avec succès. Suivant les journaux de Prague, l'avance de l'armée ukrainienne, dans les provinces de Kiev et de Tchernigov, ont amené l'encerclement des troupes bolchévistes. La voie ferrée Kiev-Odessa est actuellement aux mains des Ukrainiens. Il se confirme que les villes de Chepetovka, Starokonstantinov, Smerinka, Vinitsa, Berditchev et Jitomir sont tenues solidement par les troupes nationales. Une bataille sévit autour de Rovno. Dans les récents combats près de Kiev, une grande quantité de matériel de guerre, armes, pièces d'artillerie et mitrailleuses a été prise. D'importants stocks de céréales, qui étaient destinés à Moscou ont été capturés, dans les dépôts des gares de la ligne Fastov-Kiev. Les nouvelles parvenues à la Délégation de la Croix-Rouge ukrainienne à Berlin, parlent même de l'abandon de Kiev par les bolchévistes. Cependant, aucune nouvelle directe sur la reprise de la capitale ne nous est encore parvenue. Après une lutte sanglante Petliura a repris les villes de Kasatyn et de Fastov. La bataille près de Rovno semble tourner à l'avantage des Ukrainiens qui seraient en possession de tout le secteur Rovno-Doubno. Les détachements ukrainiens dans leur avance vers l'est auraient franchi la rive gauche du Dnieper dans les gouvernements de Poltava, et de Kharkov.

CHRONIQUE

Le général Grigoriev a envoyé au commandant roumain le radiogramme suivant : « Après des batailles sanglantes, les troupes ont occupé Odessa où nous avons été reçus avec un enthousiasme indescriptible. Les bandes de Rakowsky complètement démoralisées ont pris la fuite. Si les Alliés recommencent l'offensive sur le Dniester, j'espère me mettre en liaison avec eux pour attaquer ensemble l'ennemi.

*** Le Conseil suprême a abordé la question de la Bessarabie. M. Maklakov y a exposé son point de vue. Il a préconisé une consultation des populations intéressées. M. Bratiano a déclaré qu'il est opposé au plébiscite, les populations ayant déjà fait connaître leurs sentiments. Le Conseil n'a pris aucune décision.

*** Suivant les journaux polonais, l'amiral Koltchak aurait signé un document où il proclame son désintéressement dans la question de la Galicie orientale.

*** Un radiogramme bolchéviste annonce la prise de Karkov et Ekaterinoslav par les troupes de Denikine.

*** La brigade ukrainienne qui fut internée en Tchéco-Slovaquie passe par Tchernovitz se rendant sur le front polonais.

*** La plus grande partie des troupes Haller arrive de Posen et de Teschen sur le front galicien et reprend l'offensive contre les troupes du général Grekov.

*** Le représentant français Prallon remet au secrétariat du ministère des affaires étrangères polonais une dépêche de M. Pichon, autorisant le gouvernement polonais à utiliser, en Galicie orientale, l'armée du général Haller.

*** Brody et Berejany retombent aux mains des Polonais.

*** M. Edmond Privat arrive à Varsovie pour s'entretenir, avec le gouvernement polonais, d'un projet d'accord à proposer à la Lituanie et à l'Ukraine.

*** La délégation ukrainienne à Paris remet à M. Clemenceau un mémoire protestant contre toute immixtion dans la question bessarabienne d'un représentant de n'importe quel groupement russe.

*** Les bolchévistes évacuent la Crimée.

*** La Conférence de la paix accorde à la Pologne l'autorisation d'occuper la Galicie, se réservant de définir par la suite l'avenir du pays. Les atamans des Cosaques du Don, du Kouban et du Terek se réunissent à Ekaterinoslav et discutent la question de la formation d'une union du « sud-est ». L'armée de Grekov se retire après quatre jours de batailles sanglantes sur tout le front de Galicie orientale. Les Polonais envoient sur le front ukrainien toutes les troupes des fronts bolchévistes.

*** Une mission diplomatique russe, envoyée par le général Denikine, ayant pour chef le général Dragomirov, arrive à Paris. La division polonaise du général Zeligovsky, qui est arrivée d'Odessa, se joint aux troupes polonaises de Galicie. Une délégation bolchéviste se rend au quartier général roumain avec les propositions d'une paix honorable garantissant à la Roumanie la possession de la Bessarabie.

*** Une nouvelle arrive de Helsingfors suivant laquelle les troupes de Petliura auraient repris Kiev. La délégation ukrainienne adresse une protestation à la Conférence de la paix contre l'incorporation forcée des soldats ukrainiens de l'ancienne armée russe en France à l'armée du général Denikine. Le Conseil des Quatre aborde de nouveau la question de la Galicie orientale ; on envisage les quatre solutions suivantes :

1. Le rattachement de la Galicie orientale à la Pologne, sous condition d'une large autonomie. 2. L'introduction d'un plébiscite immédiat. 3. Le plébiscite après que la Galicie aurait été soumise au gouvernement de la Pologne. 4. La Galicie orientale devrait passer sous le régime de la Ligue des Nations.

*** En Galicie orientale, les troupes polonaises atteignent la rivière de Strypa.

*** La mission diplomatique ukrainienne pour l'Angleterre adresse un appel au gouvernement britannique où elle proteste contre la décision du Conseil suprême au sujet de l'autorisation donnée à la Pologne de poursuivre l'occupation de la Galicie orientale jusqu'à la rivière du Zbrucz. La mission prie le gouvernement anglais d'envoyer une mission britannique en Galicie et en Ukraine. D'après les *Isvestia*, la récolte en Ukraine sera au-dessus de la moyenne.

*** M. Harold William écrit au *Daily Chronicle* : « La ville de Ekaterinoslav a été prise par le général Grigoriev (et non par le général Denikine, comme les journaux l'ont annoncé). Un radiogramme bolchéviste dit que les troupes bolchévistes ont passé à l'offensive sur le front de Poltava, Kharkov. Le général Denikine se retire. Les journaux de Vienne annoncent que la Roumanie a commencé l'offensive contre l'Ukraine en Galicie orientale.

*** Sur le front de Karkov, Denikine a avancé jusqu'à 40 milles de distance de Kharkov. Il serait maintenant à moins de 50 km. de Poltava. Les troupes polonaises franchissent la rivière de Strypa.

*** Suivant un radiogramme de Tchitchérine, le gouvernement britannique aurait envoyé à Denikine des armements pour 300 000 hommes, comprenant 350 canons, parmi lesquels 150 de gros calibre et 200 de petit calibre.

*** Les Ukrainiens, Lituaniens, Lettons et Esthoniens d'Amérique, ont fondé une union pour défendre l'indépendance de ces peuples. Le président de l'Union est le Lituanien Jankos et le secrétaire l'ukrainien Lototsky.

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Présidents : MM. Sydorenko, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. Nicolas de Wassilko, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)
3. — Légation ukrainienne en Autriche, M. V. de Lipinsky, Hôtel Bristol, **Vienne.**
4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Hôtel Dunapolata 34, **Budapest.**
6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Bezuidenhoutscheweg No 125, **La Haye.**
7. — Mission ukrainienne pour la Suède, la Norvège et la Finlande, M. Losski, 24, Drattlinggatton, **Stockholm.**
8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôtel Métropole, **Genève.**
9. — Bureau ukrainien de Presse en France, 28, Rue Pauquet. **Paris (XVI).**
10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 3, rue de Chevreuse, **Paris.**
11. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris** VI.
12. — Ukrainian National Comittee, 217, E. Sixth Street. **New-York City.**
13. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit, Mich.**
14. — Information Bureau of the Ukrainian National Committee. W. S. Capitol C. O. Hon. James A. Hamill O. **Washington.**
15. — Information Bureau, 83, Grand Street. **Jersey City.**
16. — Bureau ukrainien d'information aux U.S.A. 16, Jackson Place. **Washington. D. C.**
17. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street **Scranton.**
18. — Mission ukrainienne de la Croix-Rouge, Dr Kholodny, président. Eisenacherstr. 10, **Berlin W. 30**
19. — Chef de la Mission diplomatique ukrainienne en Grèce, M. Matouchevsky, **Athène.**
20. — Chef de la Mission extraordinaire au Vatican, comte Michel Tyszkiewicz, Hôtel Excelsior, **Rome.**
21. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Via Torino, 163, **Rome.**
22. — Ukrainisches Pressedepartement. M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**
23. — Central Ukrainian Comittee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg**, Man.
24. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Dændelsstraat, 9, **La Haye.**
25. — Westukrainische Gesandschaft, 15, Windmühlstrasse, **Wien.**
26. — Mission ukrainienne au Danemark, M. D. Levitsky, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**
27. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie Hôtel Central, **Prague.**
28. — Mission ukrainienne en Angleterre, M. Haldovski, Hyde Park Hôtel, **Londres.**
29. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**
30. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 48, rue du Stand, **Genève.**

L'Argus suisse de la presse S.A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

Peut-on guérir les tuberculeux ?

par M. le Dr F. CEVEY

1 vol. in-16 à fr. 4.—

Se vend dans toutes les librairies.

BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes-courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.

Elle bonifie un intérêt de

4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.

En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Bibliothèque Nationale Suisse. BERNE

20 centimes. 20 centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, . » 2.50

Adresse télégraphique:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction et Administration:
Avenue de la Gare, 11
Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19-85

Pour les annonces voir page 4

N° 104 Lausanne, 5 Août 1919 Vme Année.

La Galicie Orientale.

A propos de la décision de la Conférence. Nomination du Comte Tyszkiewicz. Nos fautes. Préparatifs polonais de plébiscite. Une opinion italienne.

Le télégramme officiel du gouvernement ukrainien, daté du 26 juillet 1919, nous a annoncé la nomination du représentant ukrainien au Vatican, comte Michel Tyszkiewycz, au poste de président de la délégation ukrainienne à la Conférence de la paix à Paris.

Nous ne commenterons pas cette nouvelle au point de vue de son utilité pratique, mais nous bornerons, remplissant ainsi notre devoir de publiciste, à émettre quelques idées à ce sujet.

D'après les journaux et les déclarations officielles du secrétariat de la Conférence de la paix, on peut conclure que celle-ci, sortant du cercle vicieux dans lequel elle s'était engagée, a l'intention de s'occuper prochainement d'une affaire très importante et qui ne souffre aucun retard, la question de l'Europe orientale. Parmi les nations ou les Etats, dont le sort doit être résolu d'une manière ou d'une autre, se trouve l'Etat ukrainien. Si d'un côté nous ne pouvons qu'approuver le choix fait par notre gouvernement, nous devons cependant, en un moment aussi grave, attirer l'attention de nos chefs politiques et des dirigeants officiels de l'Etat sur les défauts de notre tactique et les erreurs commises, dont nous sommes en partie responsables.

On ne peut dire actuellement de la Conférence de la paix qu'elle réalise l'idéal de la justice et établisse véritablement les bases d'une paix durable. Il suffira d'examiner sa politique à l'orient de l'Europe pour s'en convaincre. Jusqu'à présent tout ce qu'elle a fait à ce propos, c'est de composer deux listes : la liste blanche comprenant les nations protégées et amies ; l'autre, noire, des nations qui ne doivent prétendre à aucune faveur. Malheur au peuple qui fait partie de cette dernière. Adieu le droit, la loi et la justice ! Ici il ne peut être question d'aucune bienveillance ni d'un jugement impartial. Nous pouvons affirmer que nous possédons les preuves de ce que nous avançons, dans les affaires qui nous concernent tout particulièrement ; au nombre des proscrits se trouve le peuple ukrainien et avec lui tous ses représentants.

Voilà déjà bien huit mois que la délégation ukrainienne à Paris frappe aux portes des maîtres de la destinée du monde, espérant toujours qu'elle finira par être entendue, mais en vain, ceux-ci restent sourds à toutes ses demandes et, s'ils répondent, c'est pour donner aux quémandeurs un coup si fort qu'ils ne peuvent s'en remettre de sitôt.

De notre côté, pendant une période aussi importante, il aurait fallu employer toutes nos forces et tous les moyens en notre pouvoir pour que nos ennemis ne profitassent pas de nos insuccès ; nous devons avouer que jusqu'à présent presque rien n'a été fait dans ce sens. L'incertitude de notre politique apparut dès le moment où les territoires ukrainiens furent réunis (jonction de la Galicie à l'Ukraine) et où nous réussîmes, par nos seules forces, à nous défaire de la réaction hetmano-germanique. Les résultats s'en font sentir aujourd'hui. Cette politique indécise et vague de nos diplomates à l'intérieur du pays même a beaucoup nui au travail de nos diplomates à l'étranger. De plus ce qui a causé un tort encore plus grand à notre cause, ce sont certaines tendances séparatistes des Galiciens après leur réunion à l'Ukraine. Ceux-ci ne s'inquiétèrent que de la défense de leurs intérêts, sans tenir compte de ceux de l'Ukraine ; il en est résulté la perte des régions ukrainiennes de Hongrie, de Galicie et de Bukovine, et l'état d'incertitude dans lequel se trouve aujourd'hui l'Ukraine du Dnieper.

Le moment serait mal choisi pour chercher les coupables, nous devons pourtant constater que 50 % de la faute en revient aux représentants de la Galicie au Congrès, et cela nous ne devons pas l'oublier.

Comme nous l'avons déjà dit, la situation est très menaçante, parviendrons-nous à l'améliorer ? Tout dépendra de notre tactique.

C'est pourquoi nous accueillons d'un côté avec satisfaction la nomination du nouveau chef de la mission ; nous souhaitons d'autre part que cette nomination marque non seulement un changement formel de personnes, mais aussi un renouvellement complet de notre politique, sous tous les rapports. Le temps nous montrera quels en seront les avantages pour le gouvernement ukrainien.

* * *

Le texte officiel de la note du Conseil suprême est conçu en ces termes :

Le gouvernement polonais sera autorisé à établir en Galicie Orientale un gouvernement civil, après avoir conclu avec les puissances alliées et associées un accord dont les clauses devront sauvegarder autant que possible l'autonomie du territoire ainsi que les libertés politiques, religieuses et personnelles de ses habitants.

Cet accord reposera sur le droit de libre disposition qu'exerceront en dernier ressort les habitants de la Galicie orientale, quant à leur allégeance politique. L'époque à laquelle ce droit s'exercera sera fixée par les puissances alliées et associées ou par l'organe auquel celles-ci pourraient déléguer ce pouvoir.

Il faudrait être complètement naïf et aveugle pour ne pas saisir le véritable sens de cette décision.

« Avant d'organiser un plébiscite, on nous prive de tous nos moyens de défense, on nous livre aux mains des Polonais qui fusillent et qui emprisonnent nos intellectuels, après avoir brûlé nos bibliothèques et suspendu nos journaux », a déclaré récemment M. de Wassilko, ministre ukrainien à Berne, au collaborateur du *Journal de Genève*. Une annexion masquée, disons-nous simplement.

« Vous voyez, messieurs, déclarait-on aux diplomates polonais à Paris, dans des salons privés, entre deux coupes de champagne, il nous est impossible de vous donner tout bonnement la Galicie orientale. Tous les traités élémentaires de géographie parlent d'elle comme d'un pays « ruthène ». M. Wilson pourrait se fâcher si on laissait de côté avec trop d'évidence son principe de libre disposition, il est vrai que ce dernier a déjà un peu vieilli et qu'il est bien ennuyeux, mais les circonstances sont telles qu'il faut au moins paraître l'appliquer. Nous vous donnons l'administration civile avec promesse de plébiscite ; c'est un peu désagréable pour vous, mais ces Ukrainiens crient tellement. Vous vous êtes montrés suffisamment débrouillards pour arranger les choses. On fermera les yeux et les oreilles, vous avez si bien commencé en Galicie, continuez et vous verrez que tout ira bien. »

Et la Pologne a compris. Les bibliothèques brûlent, on recherche les dernières traces des intellectuels, on interdit la langue et les journaux. Le plébiscite se prépare. De nombreuses commissions parcourent la Galicie orientale et calculent combien on pourra y transplanter de Polonais. « Il suffit de lire, dit M. de Wassilko, le projet de loi déposé à la Diète polonaise et prévoyant la distribution de parcelles de terrain aux fonctionnaires, aux légionnaires et aux invalides polonais pour augmenter le pourcentage de la population de cette race en Galicie orientale. Ce sont les mêmes procédés qu'emploie le gouvernement prussien en Posnanie. »

Les diplomates polonais se frottent les mains.

* * *

Sous le titre « La dernière injustice de la Conférence » Le Secolo *écrit :*

Vous vous souvenez sans doute qu'il y a quelques semaines la Conférence autorisa la Pologne à occuper militairement la Galicie Orientale. Quelques naïfs voulurent s'illusionner et croire que cela ne signifiait pas encore la reconnaissance de la domination polonaise sur la population ukrainienne, mais, pour éliminer tout doute, voici maintenant le document officiel.....

Il est difficile de trouver un exemple plus grossier d'hypocrisie diplomatique. Puisqu'on reconnait à cette population le droit de décider de son sort, on devrait lui permettre de se prononcer librement sous le contrôle des puissances, comme cela se fait en Silésie, en Prusse Orientale, au Sleswig ; tandis qu'ici on donne sans autre la Galicie aux Polonais, sous réserve de lui accorder à une époque indéterminée et peut-être indéterminable, une vague autonomie.

C'est la plus grande violation du principe des nationalités commise jusqu'à maintenant par la Conférence. Sans aucun doute la Galicie Orientale est Ukrainienne. On peut élargir ou restreindre ses frontières, mais la Galicie reste absolument antipolonaise, comme le prouve la résistance acharnée opposée aux légions du gouvernement de Varsovie. La même Conférence reconnait que la population galicienne n'est pas polonaise, puisqu'on lui promet une autonomie en se réservant cependant le droit de l'empêcher de décider de son sort, sans que cela s'explique par un motif stratégique comme dans la question des Allemands de Bohême, ou économique, comme dans la question de la Sarre. La Conférence a voulu, par l'annexion de millions d'Ukrainiens à la Pologne et à la Tchéco-Slovaquie, opérer la jonction de ceux-ci avec la Roumanie et créer une grande barrière entre l'Allemagne et la Russie de demain. C'est la même préoccupation qui l'a portée à créer la Confédération Danubienne, c'est-à-dire des Etats antigermanophiles, comme si l'on pouvait dès maintenant prescrire ou même prévoir le point de vue des nouveaux Etats. Ce point de vue est encore inconnu du futur équilibre européen.

Il n'est pas douteux désormais que la Conférence adopte pour la Ruthénie Blanche et la Lituanie la même solution que pour la Galicie, bien que ces peuples aient déjà ouvertement manifesté leur volonté de repousser toute annexion à la Pologne.

Qu'espère-t-on maintenant de cette monstrueuse construction qui équivaut à une nouvelle Autriche en Orient ? Est-il possible que les patriotes polonais se laissent aveugler par le mirage d'un vaste empire territorial ?

La force d'un Etat ne réside pas aujourd'hui dans son étendue, mais dans son unité ; l'Autriche et la Russie devraient servir d'exemple. La Grande Pologne de demain ne sera pas une Pologne forte, si les décisions de la Conférence ne changent pas. Elle sera un Etat débile, guetté à l'intérieur par des millions d'Allemands, menacé à l'extérieur par tous ses voisins. Pourra-t-elle mieux qu'au XVIIIe siècle résister à une attaque russo-allemande qui ne sera pas, cette fois, occasionnée par de simples intérêts dynastiques, mais qui représentera une immense révolte des peuples ?

A Berne.

On mande de Berne à la *Gazette de Lausanne* que le nouveau chef de la mission diplomatique extraordinaire de l'Ukraine à Berne, M. Nicolas de Wassilko, a été reçu par le conseiller fédéral Calonder auquel il a remis des lettres du Ministre des Affaires étrangères et de la Délégation diplomatique de l'Ukraine.

M. de Wassilko a prié M. Calonder de transmettre au Président et au Conseil fédéral de Suisse l'expression de la profonde gratitude de son chef, le Président du Directoire de la République de l'Ukraine, le général Petliura, pour les sentiments amicaux témoignés d'une façon si bienveillante aux citoyens ukrainiens en Suisse.

Mieux vaut tard que jamais.

Le Conseil suprême de la Conférence de Paris s'est enfin décidé à envoyer en Ukraine une mission d'enquête ayant, pour chefs, le commandant d'état-major Légeret et le lieutenant Genevrier. Arrivée le 21 juillet à Kamenetz-Podolsk, elle s'est mise immédiatement en relations avec les deux gouvernements ukrainiens. Son premier but est de se rendre compte de l'état du pays et des vœux de la population.

Tout en exprimant le vif regret, qui atténue notre satisfaction, du retard que mettent les alliés à faire maintenant ce qui s'imposait il y a des mois ; d'avoir attendu jusqu'à ce qu'il soit presque trop tard pour se renseigner ; de s'être contenté des informations tendancieuses des monarchistes russes et des impérialistes polonais, nous sommes heureux de cette décision.

Nous espérons que cette mission apprendra la vérité et qu'elle la dira, parce que c'est la vérité que l'Ukraine tout entière n'a qu'une volonté : celle de l'indépendance. Puisse-t-elle décider les alliés à donner aux patriotes ukrainiens qui cherchent à réaliser le programme wilsonien l'aide technique dont ils ont besoin.

SITUATION MILITAIRE

Le commencement du mois dernier a été très pénible pour l'Ukraine. L'offensive polonaise générale en Galicie orientale coïncida avec de fortes attaques bolchévistes dirigées contre les troupes de Petliura. Des combats acharnés eurent lieu près de Vinnitsa et de Jmerinka avec des résultats peu favorables aux Ukrainiens. Un seul groupe, celui de Tchekovski, tint bon et s'avança progressivement près de Staroconstantinov.

Mais cette situation défavorable ne dura pas longtemps. Par suite de la retraite des troupes galiciennes, effectuée sur l'ordre de Petronchevitch, les armées luttant en Grande Ukraine furent renforcées sensiblement par des détachements de Galicie et passèrent à nouveau à l'offensive.

Les troupes de l'ataman Zeleny et de Chynkar ayant reçu des renforts en munitions, infligèrent une sérieuse défaite aux gardes rouges après avoir conquis Obouchov près de Kiev. De son côté Petliura reprit une attaque contre Proskourov, repoussa les bolchévistes de la ville et occupa la station d'Erajnia. Les gardes rouges commencèrent à se retirer dans la direction de Vinnitsa.

La plus sérieuse avance fut réalisée par l'ataman Wolinietz qui reprit Nemirov, Bratslav, Toultchin, et coupa les communications ferroviaires entre Jmerinka et Odessa. Dans le secteur de Kanev, toute la région s'étendant de cette ville à Obouchov devant Kiev est actuellement entre les mains des atamans Zeleny et Chynkar.

Suivant les dernières nouvelles la répartition des forces ukrainiennes en Grande Ukraine est la suivante : l'ataman Wolinietz combat dans le secteur de Vinnitsa, l'ataman Tiutiuniuk est à Ouman, Sokolovsky près de Radomysl, Chapoval défend la ville de Svenigorodka, Anhel tient Korsoun et Chynkar et Zeleny luttent près de Kiev.

Les dernières nouvelles parvenues à Vienne par aéroposte sont très optimistes. On est d'avis qu'avant la prochaine récolte toute l'Ukraine de la rive droite du Dnieper sera délivrée des bolchévistes.

LES POLONAIS EN GALICIE ORIENTALE

Nous reçevons le mémoire suivant :

Il était évident, déjà lors de la première invasion de l'armée polonaise en Galicie orientale au mois de novembre 1918, que les Polonais voulaient tirer profit de leur prépondérance et de l'occupation de l'Ukraine pour tourmenter la classe intellectuelle ukrainienne ainsi que les paysans nationalistes et pour anéantir les chefs du gouvernement national. Dans les villages, la population fut presque complètement massacrée et tous les biens furent séquestrés. Des milliers d'Ukrainiens furent arrêtés et déportés dans des camps d'internement en Galicie orientale polonaise et dans le royaume de Pologne. De même des assassinats et des atrocités furent commis envers les officiers et soldats ukrainiens faits prisonniers.

Toutes ces atrocités et ces violences devinrent la base d'un système d'anéantissement évident à partir du moment où, selon la décision du Conseil des cinq à Paris, on donna aux Polonais le mandat de la soi-disant pacification du pays ukrainien jusqu'à la rivière de Zbrucz et la permission d'y employer l'armée de Haller. Nous reparlerons à la fin de cette description de la manière dont les négociateurs polonais parvinrent à persuader le Conseil des cinq de confier la pacification du pays à l'armée polonaise. Nous citerons en premier lieu des faits et témoignages qui persuaderont toutes les personnes réfléchies et objectives que les autocrates et les annexionnistes polonais en Galicie orientale ont à présent un terrible compte à rendre concernant le mouvement national d'indépendance du peuple ukrainien.

L'action polonaise d'extirpation tend à :

1° La décimation de la population ukrainienne et surtout de la classe cultivée des Ukrainiens, de la culture nationale ukrainienne et de la vie intellectuelle. Même l'Eglise gréco-catholique, qui est une marque caractéristique entre les Polonais et les Ukrainiens, ne fut pas exemptée de ce travail destructif des chauvinistes polonais. Mais le couronnement pour ainsi dire de cette action de polonisation est la colonisation de la Galicie orientale par des légionnaires polonais et des invalides. Cela résulte des débats sur le projet de réforme agraire à la Diète de Varsovie. La description de cette action polonaise d'anéantissement en Galicie orientale est suivie des faits et des témoignages les plus saillants.

BRUTALITÉS EXERCÉES CONTRE LA POPULATION UKRAINIENNE

Les arrestations des Ukrainiens à Lemberg et à la campagne ont pris une tournure vraiment incroyable. Chaque jour des centaines d'Ukrainiens furent arrêtés dans tout le territoire occupé par les Polonais. Ils furent transportés en Pologne et emprisonnés dans les camps d'internement qui leur étaient destinés. Les camps d'internement principaux sont à Lemberg, Danie, Wadowice, Baranow, Szczepioryn et Powiadski en Galicie occidentale et dans les casemates horribles des places fortes de Modlin et de Varsovie. A Lemberg seulement, dans la maison de correction Brigidki, destinée aux criminels les plus dangereux, plus de 2000 Ukrainiens, parmi lesquels il y a plus de 200 curés, sont déjà internés. Cette maison regorge de prisonniers et beaucoup d'entre eux n'ont pas de place pour se coucher sur le sol. Parmi les personnes qui ont été arrêtées se trouvent des mères avec de petits enfants en bas âge. Des choses semblables se répètent dans les autres camps de détention. Dans celui de Wadowice fut internée Anastasia Widyj avec un enfant de six semaines. On y trouve aussi douze enfants âgés de deux à dix ans.

Parmi ces arrestations, ce qui est le plus frappant c'est que des personnalités ukrainiennes distinguées et jouissant de l'estime générale, qui n'avaient commis aucune faute, furent jetées avec une légèreté criminelle dans les plus affreuses casemates. Il est évident que le but était de faire disparaître ces personnalités. En dernier lieu, on a interné plus de 200 Ukrainiens très considérés, parmi lesquels se trouvait le vicaire épiscopal et conseiller consistorial de la ville, Kamionka Strumilova, un vieillard de 73 ans qui fut à plusieurs reprises l'objet d'une distinction du Saint-Siège à cause de ses mérites à l'égard de l'Eglise gréco-catholique et de la population. De même furent emprisonnés le professeur de l'Université de Léopol, le Dr Cyril Studynskyj, le directeur de la Société d'assurance « Dniester », le Dr Wladimir Ochrymowycz et un ancien député du parlement autrichien, Jaroslav Budzynowskyj. Ces prisonniers sont déjà internés. Cette maison regorge de prisonniers et beaucoup d'entre eux n'ont pas de place pour se coucher sur le sol. Parmi les personnes qui ont été arrêtées se trouvent des mères avec de petits enfants en bas âge. Des choses semblables se répètent dans les autres camps de détention. Dans celui de Wadowice fut internée Anastasia Widyj avec un enfant de six semaines. On y trouve aussi douze enfants âgés de deux à dix ans.

Plus horribles que l'internement en masse et l'arrestation sont :

Les meurtres et les cruautés flagrantes exercés contre les soldats emprisonnés et les citoyens ukrainiens. Parmi les incidents les plus horribles qui se sont vus, les suivants, irrécusablement constatés, sont cités :

Le chanoine du consistoire grec à Przemysl, le Dr Bochackiwskyj, fut frappé par les soldats polonais parce qu'il plaidait en langue ukrainienne lorsqu'il fut interrogé. L'officier polonais qui assistait ordonna qu'on le brutalisât, disant : « Enseigne à ce pope qu'il ne doit plus faire usage de cetre langue de pourceaux. » Le chanoine Bochackiwskyj fut si durement frappé que son visage n'était plus qu'une plaie sanglante. Il fut saisi et conduit au bureau de l'administration du district de Przemysl. Là-dessus, une députation des femmes ukrainiennes intervint auprès du préfet afin d'obtenir la mise en liberté du chanoine. Le préfet reconnut ses torts mais déclara qu'il était impossible de le remettre en liberté, vu l'état dans lequel il se trouvait.

Un exemple entre beaucoup d'autres : Les soldats polonais piétinèrent le curé du village de Potulice, un vieillard de 70 ans, interné à présent à Rawa Ruska, parce qu'il priait en langue ukrainienne. Des curés ukrainiens sont enfermés avec les criminels et les bandits dans une cellule où ils sont brutalisés et tournés en dérision. Ainsi, dans la ville d'Uhnow, le curé ukrainien, Marko Gij, fut placé dans une cellule avec des bandits notoires ; le gardien de la prison se revêtit alors des vêtements sacerdotaux de l'église catholique grecque et se mit à officier en se moquant du curé devant les autres prisonniers.

Au passage des troupes polonaises à Jesupol, près d'Halitch, pas moins de seize paysans furent pendus en une seule journée sans qu'un procès ait été dressé. Le curé Pelech, de Radechow, fut de même fusillé sans aucun motif. De la même manière également, le curé André Pelenskyj, ancien député du Parlement autrichien, fut fusillé par des troupes polonaises à Lysiatycze ad Stryj.

Dans la ville de Stryj, les troupes polonaises fusillèrent le curé Ostap Nizankowskyj, qui fut longtemps le vicaire du district et directeur des organisations agricoles.

A Wodniki, près de Bobrka, des légionnaires polonais crevèrent les yeux au paysan Jasko Bodnar avec une baïonnette parce qu'il s'opposait à la réquisition de sa dernière vache. Toute la population de ce village fut dépouillée de ses vêtements, de son linge et de son argent.

A Woloszyna, près de Dobka, le maître supérieur Kazanicki Iwan fut saisi par les troupes polonaises et, pendant le trajet à Lemberg, il fut tellement battu jusqu'au sang qu'il tomba à terre couvert de 7 grandes blessures.

Pendant le transport de quatre prisonniers à Kolparkow, près de Lemberg, d'autres prisonniers ukrainiens furent saisis par des soldats polonais et battus jusqu'au sang. Le commandant de ces troupes disait : « C'est inutile de mener ces chiens-là », et les prisonniers furent tués à coups de révolvers.

Une veuve, mère de sept enfants, ainsi que le chantre de Labie, près de Bobrka, furent pendus, sans procès, sous prétexte qu'un fusil avait été trouvé près de la maison de la veuve et qui avait été laissé là par des Ukrainiens.

Un certain administrateur des chemins de fer, Maliszowskyj, fut arrêté à Zloczow par des troupes polonaises et cruellement maltraité. Maliszowskyj était employé sur la ligne Brody-Krasne et Podwoloczyska-Krasne-Léopol. Les capitaines Rachman et Reicher, membres de la mission américaine, qui séjournaient à Krasne, le connaissent. Les soldats polonais brutalisèrent ce malheureux longtemps, lui rompirent les os des pieds et des mains et le transportèrent à Krasne alors qu'il avait perdu connaissance. Maliszowszyj est en danger de mort.

Des classes intellectuelles ukrainiennes entières ont été fusillées par des soldats polonais qui traversaient Sambor, Stryj et Stanislawow. Leurs noms seront publiés.

Le mécanicien K. K., de Vienne, raconte qu'il a vu pendant son séjour à Stanislawow, immédiatement après l'occupation de cette ville par les légionnaires polonais, le fait suivant : Les soldats polonais pénétraient dans l'hôpital militaire, y enlevaient des soldats ukrainiens grièvement blessés et les fusillaient. Ainsi fut fusillé un lieutenant ukrainien qui se trouvait dans le dit hôpital.

TÉMOIGNAGE DE TCHÈQUES

Dans le journal très apprécié à Prague, le *Narodny Listy* du 26 février 1919, se trouve la description suivante d'un de ses correspondants : « Les Tchèques qui étaient prisonniers en Pologne et qui retournent à présent dans leur patrie, racontent des faits horribles sur la situation des Ukrainiens emprisonnés par les Polonais. Les prisonniers ukrainiens sont traités pire que des bêtes. Ils ont l'air de cadavres vivants, leurs yeux sont creusés, les os de leurs pommettes sont saillants et leurs vêtements sont en lambeaux. Affamés, ils cherchent dans les rues les croûtes jetées par nos soldats (car les Polonais jettent dans la boue le pain qui doit être distribué entre les prisonniers ukrainiens mourant de faim et du typhus). Personne ne prend soin des prisonniers ukrainiens ; ceux qu'on envoie à l'hôpital sont conduits en voitures traînées par d'autres soldats ukrainiens malades qu'on insulte en route. On fait souvent sortir de l'hôpital des Ukrainiens encore malades. »

ATROCITÉS DONT DES VILLAGES ENTIERS EURENT À SOUFFRIR

Déjà pendant la première invasion des troupes polonaises, des villages ukrainiens furent totalement pillés et brûlés. Dans le district de Sadowa Wisznia, près de Léopol, trois villages furent réduits totalement en cendres, la population fut tuée à coups de baïonnettes. Cela se passait sur l'ordre du général Iwaszkiewicz.

Les meurtres suivants, qui nous rappellent les cruautés les plus barbares qui aient été accomplies dans les Balkans et en Arménie, ont été commis en masse :

Le village de Czercze était connu pour ses sentiments patriotiques ukrainiens, et il fut décidé de le punir d'une façon exemplaire. Le village fut cerné par des légionnaires polonais et on mit le feu à tous les coins ; la population qui s'enfuyait fut tuée à coup de baïonnettes ou fusillée. On vit des soldats polonais saisir des enfants ukrainiens et les jeter vivants dans le feu.

L'ANÉANTISSEMENT DES BIENS NATIONAUX ET LA PROSCRIPTION DE LA CULTURE NATIONALE UKRAINIENNE

Tout le territoire occupé par les Polonais a été l'objet d'une décimation systématique de la population et de la destruction de tous les biens nationaux ukrainiens.

On a déjà parlé de l'interdiction de la langue écrite et de la suppression de la presse ukrainienne. Toutes les institutions scientifiques ont été fermées et pillées par les Polonais. A Léopol, l'union coopérative des agriculteurs « Silskyj Hospodar » et « Sojuz Torhowelnych Spilok » (Union des Sociétés commerciales) ont été fermées et leur encaisse, dépôts de monnaies ont été séquestrés.

Aucune imprimerie ne travaille ; toutes ont été saisies par les Polonais. Même l'imprimerie de Saint-Basile à Zolkiw fut réquisitionnée et les archives ainsi que la bibliothèque furent en partie anéanties et pillées par les Polonais. L'imprimerie et les archives de l'institut Stavropigie à Léopol, le plus important des instituts ukrainiens de ce genre, en Galicie orientale, qui déjà, au dix-huitième siècle, s'occupait de la propagande de la littérature ukrainienne, et qui a un grand mérite sous le rapport des affaires ecclésiastiques, subirent également le même sort.

Le couvent de l'ordre de Saint-Basile à Krechow et sa bibliothèque furent pillés et quarante-trois prêtres exilés en Pologne occidentale.

Le théâtre ukrainien et toutes les écoles primaires et secondaires de Léopol furent fermés.

Les livres ukrainiens employés dans les écoles primaires ukrainiennes furent brûlés en masse sur l'ordre des inspecteurs primaires polonais. Les commissaires des villages reçurent l'ordre de réunir tous les livres d'étude écrits en langue ukrainienne et d'y mettre le feu. Il ne reste ainsi pas un seul livre d'étude ukrainien. Il est rigoureusement interdit de parler ou d'écrire l'ukrainien sur le territoire occupé par les Polonais. Tous ceux qui parlent cette langue sont punis et châtiés. Nous mentionnons les faits suivants comme témoignage de cette brutalité inouïe :

PERSÉCUTIONS RELIGIEUSES

Nous avons déjà parlé des arrestations et de l'emprisonnement du clergé ukrainien. Le nombre des ecclésiastiques ukrainiens arrêtés jusqu'à ce jour dépasse le chiffre de mille. La plupart des églises catholiques-grecques sont pillées par des soldats Polonais et elles sont employées pour loger les chevaux militaires ou même comme latrines. Ceci s'est passé dans plusieurs villages, entre autre à Pikoluwice et à Domazyr.

Les hauts fonctionnaires de l'église catholique-grecque sont brutalisés et insultés par les troupes polonaises. Chaque jour, une patrouille polonaise entrait chez l'évêque catholique-grec de Przemysl, Kosolowskyj, faisait des perquisitions à domicile, injuriait l'évêque et menaçait de le fusiller.

Le plus haut dignitaire de l'église catholique-grecque, le comte André Szeptyckyj fut confiné dans son hôtel de St Georges parce que le métropolite voulait se plaindre à Pilsudzky de la brutalité exercée sur les Ukrainiens et demandait, à ce propos, de pouvoir conférer avec le commandant suprême polonais. Devant le palais du dignitaire ukrainien, sur la place de St-Georges, est placée une patrouille polonaise et il est défendu sous peine d'arrestation d'introduire quelqu'un chez le métropolite. Cette patrouille a l'ordre de surveiller attentivement le métropolite et de prendre toutes les mesures de précaution pour qu'il ne puisse pas quitter le palais. Les agissements des Polonais à l'égard de l'église catholique-grecque sont la meilleure preuve que ceux-ci songent à propager la culture occidentale en Orient.

TENTATIVES DE COLONISATION POLONAISE

Comme dernier moyen employé par les Polonais pour annexer méthodiquement le territoire ukrainien en Galicie orientale, ils se servent des éléments polonais de la même façon que les Prussiens l'avaient prévu autrefois pour la Pologne.

On discute justement en ce moment à la Diète de Varsovie un projet de réforme agraire contenant les dispositions suivantes :

Le libre parcellement des grands biens fonciers est interdit ; le parcellement n'en peut être exécuté que par l'office de colonisation polonais. Les biens parcellés ne peuvent être donnés que d'après le rang et à ceux qui y ont droit.

Ont droit, avant toute autre personne, à l'achat des biens parcellés, les domestiques employés chez de grands propriétaires fonciers ; (d'après les expériences faites, seulement ceux de nationalité polonaise) ; viennent ensuite comme ayant droit à l'achat, les légionnaires polonais et les invalides, et ce n'est qu'en quatrième ligne que viennent les paysans demeurant dans les communes dénommées. On a encore ajouté pour eux la clause suivante : les parties parcellées de terrain ne pourront être cédées à ces derniers qu'autant que les intérêts de l'Etat ne seront pas mis en jeu par une telle cession.

Il n'y a pas besoin d'expliquer d'une façon détaillée quel est le but de telles clauses relatives aux territoires annexés en Galicie orientale, territoires qui ne sont pas Polonais.

LA FAÇON DONT LES PAYS ÉTRANGERS ONT ÉTÉ INDUITS EN ERREUR PAR LES POLONAIS EN CE QUI CONCERNE LA SITUATION RÉELLE EN GALICIE

Les Polonais n'ont réussi à obtenir la soi-disant pacification de la Galicie orientale que grâce à leur manière d'agir, en représentant l'armée ukrainienne qui combat en Galicie comme une bande de bolchévistes qui ne fait qu'exercer des actes de cruautés contre les Polonais innocents de la Galicie orientale. Les journaux ont publié un certain nombre d'actes de cruautés qui auraient été commis par les Ukrainiens, pour être répandus à Paris.

Les représentants des puissances alliées qui ont parcouru ce territoire et qui ont pu s'informer d'une façon impartiale sur les lieux de l'état de choses réel dans le territoire dépendant de l'administration ukrainienne, peuvent prouver qu'aucune bande bolchéviste n'agissait en Galicie orientale, qu'il y avait et qu'il y a une armée nationale ukrainienne qui a pour tâche de protéger le pays contre l'invasion polonaise. Ils peuvent prouver en outre qu'un ordre et une tranquillité parfaite régnaient dans le pays après la proclamation de la République ukrainienne occidentale indépendante. La propagande que les Polonais ont faite à l'étranger parmi des personnes influentes et surtout parmi les cercles dirigeants au sujet d'actes de cruauté qui auraient été accomplis soi-disant contre des Polonais innocents, n'est pas du tout conforme à la réalité.

La méthode employée par les hommes d'Etat polonais en propageant certains actes de cruautés commis par les Ukrainiens, n'est pas nouvelle. Ceux qui ont eu à s'occuper des élections avec les autorités polonaises en Galicie, connaissent très bien cette méthode. Les Polonais se plaignirent alors auprès du gouvernement central autrichien toujours prêt à les écouter, d'une prétendue terreur employée par les comités électoraux ukrainiens ou bien encore de soi-disant révoltés, afin d'obtenir l'arrestation en masse d'électeurs ukrainiens pour pouvoir faire élire un candidat polonais dans les arrondissements où la population ukrainienne formait la majorité. Cet état de choses ainsi que les tricheries électorales et la façon dont le gouvernement central fut induit en erreur furent discutées et mises à jour au parlement autrichien. Malheureusement, la vérité apparut trop tard car le but poursuivi était déjà atteint.

Nous donnons ci-après quelques détails qui illustreront la façon d'agir des Polonais en ce qui concerne le prétendu bolchévisme ukrainien de la population ukrainienne et des soi-disant actes de cruautés exercés sur les Polonais, etc.

Il y a quelque temps les journaux polonais répandaient la nouvelle qu'un certain Pierre Blacharskyj, Polonais, avait été arrêté par les Ukrainiens qui lui avaient arraché la langue, crevé les yeux, coupé le nez et taillé une croix sur le front. Le journal hebdomadaire de Lemberg *La Tribuna*, fit même paraître une photographie du prétendu Blacharskyj. L'archevêque polonais Bilczewski fit paraître une lettre pastorale concernant cette affaire. Toute la Pologne fut de cette façon absolument convaincue des traitements cruels dont les Ukrainiens s'étaient rendus coupables sur la personne de Blacharskyj et il n'y a aucun doute que l'image de ces cruautés ukrainiennes n'ait été envoyée par les Polonais à l'étranger.

Quelle ne fut pas la surprise des Polonais de Lemberg il y a quelques jours lorsque Blacharskyj, qui n'avait été que confiné par les Ukrainiens à Stanislavov et y demeurait en liberté à la cure, fit son apparition à Lemberg après que Stanislavov eut été reprise par les Polonais !

Les commandants roumains qui ont occupé une partie de la Galicie orientale et qui ont eu connaissance de toutes ces choses peuvent donner un témoignage probant de la façon dont les correspondants étrangers ont été induits en erreur par les Polonais au moyen de racontars et de faits invraisemblables. Il n'est pas nécessaire de dire, étant donné qu'il s'agit d'une tierce personne (observateur tout à fait objectif), que ce témoignage est d'une grande valeur pour les Ukrainiens, puisque d'un autre côté les Roumains sont en excellents rapports avec les Polonais.

Après l'occupation de la partie méridionale de la Galicie et des voies ferrées Delatyn Kolomea et Delatyn Kerösmöze, les commandants roumains furent très surpris du nombre incalculable de dénonciations que leur firent les Polonais contre les Ukrainiens et qui faisaient craindre les choses les plus effroyables pour l'armée roumaine. Le commandant roumain à Kolomea fut ainsi averti par les Polonais que tous les soldats roumains avaient été massacrés dans les environs par la population et que des bandes bolchévistes ukrainiennes étaient en marche. D'aussi calomnieuses dénonciations furent également faites contre des particuliers ; par exemple, contre les membres de la Mission de la Croix-Rouge ukrainienne, contre M. le docteur Alexandre Maritczak, conseiller de la dite Mission, qui fut dénoncé comme bolchéviste et accusé d'avoir tué vingt soldats roumains. Le commandant roumain prit naturellement immédiatement des mesures sévères, ordonna une enquête et le docteur Maritczak fut emprisonné comme étant une personne dangereuse. Deux jours après, le commandant roumain changea sa manière de voir car il fut prouvé que toutes les dénonciations polonaises avaient été inventées et qu'elles n'avaient pour but que d'exciter les troupes roumaines d'occupation contre la population ukrainienne.

Tout ce que nous venons de décrire peut être aisément certifié par les témoignages de personnes attachées au commandement roumain : MM. le général Zadik, le colonel Gerotta ou le commandant Daszkiewycz.

Les mensonges du « Moniteur polonais ».

C'est évidemment à l'école du père Loriquet que le *Moniteur* a appris à écrire l'histoire. Mais l'élève dépasse le maître dans l'art de tronquer les textes et celui de faire dire à un auteur le contraire de ce qu'il a dit. L'occasion, à vrai dire, était belle et unique ; il fallait la saisir, ce qui fut vite fait.

Nos lecteurs jugeront.

Le *Journal de Genève* du 10 juin dernier publiait un article de son collaborateur, M. Paul du Bochet, sous le titre : « Pologne et Galicie ». Il y disait : « Après ce qui s'est passé dans les villages des environs de Lemberg, les Ukrainiens savent qu'ils n'ont aucune pitié à attendre de la part de leurs ennemis et ils ne SE RETIRERAIENT PAS sans avoir d'abord massacré sur leur passage toute la population polonaise indigène. »

Le *Moniteur polonais* s'empresse là-dessus d'imprimer dans son numéro du 1er juillet, sous le titre : *Les Ukrainiens et la civilisation*. « Il est tout particulièrement important de noter cet aveu de l'auteur dans l'article paru le 10 juin : « En Galicie, les Ukrainiens ne SE RETIRAIENT PAS sans avoir d'abord massacré sur leur passage toute la population polonaise indigène. » Ce dernier passage ressort en caractère gras du contexte et doit fournir la preuve certaine de la férocité ukrainienne. Le lecteur qui n'a pas le *Journal de Genève* sous la main doit croire qu'au cours d'une retraite provoquée par l'avance polonaise les Ukrainiens ont massacré toute la population polonaise.

En français, cela s'appelle commettre un faux.

Ce faux est d'autant plus grave que c'est un article d'un correspondant de journaux favorable aux Ukrainiens qui en fournit le prétexte. « M. Du Bochet, dit le *Moniteur polonais*, prend absolument parti pour les Ukrainiens. Dans ces conditions, il est particulièrement important de noter cet aveu de l'auteur dans l'article paru le 10 juin dernier. »

On souligne le faux, on l'imprime en caractère gras, et, la calomnie lancée, on se frotte les mains. Le mensonge fera son chemin.

Nous voudrions nous borner à signaler le mensonge du *Moniteur polonais*. Nous sommes obligés par lui de souligner à notre tour le membre de phrase dont l'organe polonais a tronqué la citation de l'article du *Journal de Genève*. M. Du Bochet dit : « Après ce qui s'est passé dans les environs de Lemberg.... »

Le *Moniteur polonais* sait sans doute ce qui s'est passé dans ces villages, c'est pourquoi il a omis l'allusion qu'y fait M. Du Bochet. Nous le savons aussi : la population polonaise de ces villages, profitant de la supériorité momentanée des Polonais, s'y est livrée à un pogrome en règle dont les victimes ont été les Ukrainiens et les Juifs. On a usé à l'égard des victimes de raffinements que les Peaux-Rouges certainement ignoraient. Nous voudrions aussi apprendre au *Moniteur polonais* certaine histoire d'employés de chemins de fer en grève, épargnés par les Ukrainiens, qui, clandestinement armés par les Polonais, ont tiré dans le dos des Ukrainiens au moment décisif. Le *Moniteur* nous répondra que les Polonais ne se battent qu'avec loyauté. Sans doute !

Le *Moniteur polonais* ajoute à son mensonge que M. Du Bochet « reconnaît ainsi non seulement que la férocité de ses amis Ruthènes est inqualifiable (tout autant que le faux du *Moniteur* (*Réd.*), mais que la population polonaise est *indigène*, en grande partie du moins. » Nous avons, nous aussi, employé le terme de *population polonaise*. Cela n'implique pas, dans notre idée, pas plus que dans celle du correspondant du *Journal de Genève*, que la population polonaise soit en majorité en Galicie orientale. Le *Moniteur* a d'ailleurs soin de noter lui-même une restriction : « en grande partie du moins. » C'est avec cette restriction que nous ne sommes pas d'accord. Nous savons que c'est juste le contraire qui est vrai. Les Polonais sont une minorité en Galicie orientale et cette minorité abuse de la patience dont on a usé à son égard.

Nous ne cherchons pas à engager des polémiques. Souvent nous avons laissé sans réplique certaines imputations polonaises, mais cette fois on avait dépassé la mesure. Nous nous devions à nous-mêmes, à M. Du Bochet et surtout à la vérité, de rétablir les faits, de signaler ce faux.

RÉPONSE A M. BOURTZEFF

Grande a été mon indignation en lisant le n° 52 de la *Cause commune*. Il y a longtemps que ce journal mène une campagne acharnée contre l'idée de l'indépendance de l'Ukraine, se servant de tous les moyens et allant jusqu'au mensonge et à l'injure.

Le n° 52 vient de battre le record. Il se sert d'un certain M. Maillard, Français, qui après avoir vécu vingt ans en Ukraine, bien nourri pendant tout ce temps de pain blanc ukrainien et de « wareniky à la crème », quitta brusquement ce pays au début de la vingt-unième année, quand les « wareniky » devinrent maigres et le pain pas assez blanc. Il se rendit à Paris d'où il entama une campagne ignoble contre un peuple de l'hospitalité duquel il a joui si longtemps.

Quelle grande trouvaille pour un journal dans le genre de la *Cause commune* que d'avoir à sa disposition un personnage aussi précieux que ce M. Maillard, « témoin des menées séparatistes depuis les premiers jours de la révolution », possédant en plus l'art admirable de falsifier les faits.

En ma qualité de témoin de tous les événements dont parle aussi M. Maillard, je crois de mon devoir d'apporter un tout autre témoignage.

« Si le parti séparatiste avait des partisans en Russie, ceux-ci eurent soin de se terrer jusqu'à la révolution ». Voici le grand argument de M. Maillard pour prouver que la séparatisme n'a joué aucun rôle avant la révolution et que pour ainsi dire il n'existait pas. Le journal de Bourtzeff se plaît à reproduire, comme s'il l'ignorait, ce fait très connu que tous les partis socialistes nationaux devaient nécessairement « se terrer » !

« Jamais personne n'a su par quel subterfuge le comité d'administration d'un petit hôpital auxiliaire « Rodina » parut tout à coup en tête d'un mouvement qui, au début, avait une apparence absolument inoffensive.

» Ce qui est certain c'est que cette Rada n'a jamais été élue par personne, n'a représenté personne et n'est arrivée à s'imposer que par la ruse et les intrigues. »

Dans ce passage tout est chef-d'œuvre !

Personne n'a su.... Pourtant personne n'ignorait à Kiev que « Rodina », dont parle M. Maillard, était un club politique et national et non l'hôpital qui réunissait l'élément ukrainien échappé à la persécution. De ce milieu est sorti un groupe qui prit l'initiative de convoquer, pour le 8 avril, le Congrès national des représentants de tous les partis politiques ukrainiens, des organisations nationales ukrainiennes, des coopératives de la société « Proswita » et des paysans, — élément le plus national du pays. Les représentants des paysans étaient élus par les assemblées des communes (wolostny schody). Ce congrès comptait presque 2000 membres. Le compte rendu de ses séances paraissait déjà dans tous les journaux. Déjà à cette époque, le « Kiewskaya Mysl » commença à battre l'alarme, disant que ce congrès « était un poignard dans le dos de la révolution russe ». Après trois jours de travail, le congrès ferma ses portes, ayant élu une Rada centrale provisoire de 150 membres, à condition que cette Rada serait réélue sur place par les congrès nationaux des provinces, ou par des organisations locales semblables. Cette condition fut remplie et depuis la Rada centrale fut souvent remaniée, ses cadres renouvelés et complétés dans le but de la rendre le plus conforme possible à la volonté du peuple.

Ainsi après chacun des trois congrès ukrainiens de l'armée, et après chacun des deux congrès ukrainiens paysans et le congrès ukrainien des travailleurs, les représentants des paysans, des ouvriers et des soldats furent réélus.

Les représentants des paysans et des soldats qui formaient les deux tiers de la Rada centrale étaient élus et réélus d'après le système des doubles élections. Ainsi, les assemblées de communes, — pour les paysans (wolostny shody) et les unités militaires, — pour les soldats envoyaient leurs députés au congrès, et ceux-ci, à leur tour, envoyaient des députés à la Rada. Notons aussi que tous les députés ukrainiens élus pour la Constituante russe et qui ne figuraient pas encore à la Rada, vinrent compléter ses cadres.

Passant ces faits sous silence, M. Maillard a encore l'audace d'affirmer que la Rada centrale « n'a jamais été élue par personne, n'a représenté personne ». Toutefois, il se désavoue en indiquant lui-même ceux que la Rada centrale représentait lorsqu'il dit, par exemple, que « la Rada qui avait été complétée par des représentants des partis ukrainiens, se mit à présenter une foule de revendications ». Ou encore dans ce passage : « A le voir (le Gouvernement russe) hésitant devant les exigences de *l'Ukraine....* » En substituant le mot Ukraine au mot Rada centrale, M. Maillard se rend donc bien compte que c'est l'Ukraine qui est représentée par la Rada centrale. Et pourtant....

Il faut aussi que nous attirions particulièrement l'attention sur ce passage délicieux : « La Rada qui avait été complétée par des représentants des partis ukrainiens ». Nous savons parfaitement que les représentants des partis ukrainiens se trouvaient à la Rada dès le commencement, celle-ci n'avait donc pas à être complétée par eux. Que doit signifier cette brillante invention ?

En juin 1917, la Rada centrale fut, en effet, réformée et complétée, non par les partis politiques ukrainiens, mais par les représentants des minorités nationales de l'Ukraine, tels que Russes, Juifs, Polonais, etc., en proportion avec la quantité numérique de ces minorités, c'est-à-dire 25 - 27 %.

Les Russes qui nous intéressent exclusivement dans cet article, envoyèrent les représentants des partis suivants : des deux fractions du parti ouvrier social-démocrate russe (mencheviks et bolchéviks), socialiste-révolutionnaire et parti « Cadet ». Toutefois, les bolchévistes ne prirent part qu'à une seule séance, après quoi leur représentant Piatakof déclara que le parti ne voulait pas collaborer avec une « Rada bourgeoise ». Les « Cadets » (Joselevitch [1]) prirent une part beaucoup plus active à la Rada centrale, mais trois mois après leur entrée ils se retirèrent aussi, estimant que la politique de la Rada était trop radicale et nationaliste et ne voulant pas non plus prendre la responsabilité de cette politique. Les « mencheviks » (Balabanof, membre du comité régional du parti, Tchijewsky et d'autres et les socialistes-révolutionnaires russes Soukhowytch, membre du comité régional du parti, et Sklouwsty) restèrent jusqu'au bout, prenant une part très active aux séances de la Rada.

Pourquoi donc ni Maillard, ni la « Cause commune » ne nous parlent-ils de ces choses ?

Il ne faut pas s'étonner que la Rada centrale, sentant l'appui moral de ses électeurs, ait entamé une lutte énergique contre le gouvernement provisoire qui ne représentait personne, ne satisfaisait personne et orientait évidemment toute la Russie et l'Ukraine vers le bolchévisme.

Contrairement aux affirmations du journal de Bourtzew, la Rada n'a pas appuyé les bolchévistes, ce qui ressort assez clairement du fait que le parti bolchéviste s'est retiré de la Rada centrale, ce dont nous avons parlé précédemment.

Plus tard commencèrent les travaux préparatoires à la Constituante ukrainienne, à laquelle la Rada centrale devait remettre ses pouvoirs. Le 20 novembre 1917, la Rada centrale publia son IIIe Universal proclamant l'indépendance de l'Ukraine.

C'est donc bien du IIIe Universal (où fut aussi posée clairement la question de la Constituante ukrainienne) que date cette indépendance et non du IVe, comme M. Bourtzew voudrait le faire croire pour rapprocher ce fait des pourparlers de Brest-Litowsk. A cette époque (du IIIe Univ.) l'Ukraine possédait un énorme front de guerre contre les Allemands et les Autrichiens et fournissait à l'armée une quantité considérable de pain et de fourrage. Ce n'est qu'après que les bolchévistes russes eurent conclu, au nom de *toute la Russie*, un armistice et commencé les pourparlers de paix que les bandes de déserteurs, ouvrant le front aux Allemands, se furent dirigées sur Kiev pour saisir « la Rada bourgeoise », que celle-ci ne pouvant lutter contre plusieurs ennemis à la fois, commença à son tour les pourparlers de paix séparée avec les Allemands, se défendant contre la paix bolchéviste.

Après la paix séparée commence, comme vous le dites, monsieur Bourtzew, l'histoire bien connue des « Amis des Ukrainiens » ; les Allemands dissolvent la Rada centrale qui, d'après vous, était trop « germanophile ». Ils arrêtent ses ministres, lesquels, à vous en croire, faisaient de la politique « trop allemande ». Ils interdisent la réunion de la Constituante ukrainienne déjà élue et qui en effet contenait trop d'Ukrainiens « germanophiles » et une quantité insignifiante de Russes « ententophiles » (un seulement). Deux jours avant la date fixée pour la convocation de la Constituante, les Allemands instaurèrent l'hetman Skoropadsky qui, comme on le sait, persécuta les Ukrainiens et travailla en commun accord avec les Russes jusqu'à ce qu'il finît par proclamer une fédération avec la Russie, abolissant ainsi l'indépendance de l'Ukraine.

En terminant je poserai quelques questions, sans toutefois espérer que vous puissiez me répondre.

1. Pourquoi Petliura « sabote-t-il » (expression de la « Cause Commune ») le vaste mouvement de révolte des paysans de la Petite Russie contre le régime hetmano-allemand tandis qu'il en est lui-même le chef et l'initiateur, et les officiers russes ne « sabotent » point ce mouvement quand de concert avec les Allemands ils exécutent les insurgés ?

2. Pourquoi les Ukrainiens sont-ils des « germanophiles » tandis que les « cadets » qui ont formé le cabinet du ministre de l'Hetman et les officiers russes qui le défendaient sont des « ententophiles » ardents ?

3. Pourquoi l'Hetman qui a été établi par les Allemands s'allie-t-il à l'ententophile Dénikine et proclame-t-il la fédération de l'Ukraine avec la Russie, tandis que les Ukrainiens « germanophiles » se révoltent contre les Allemands, contre leur Hetman et contre la fédération avec la Russie ?

4. Pourquoi les Allemands qui sont les amis de l'Ukraine indépendante dispersent-ils la Rada centrale « germanophile », arrêtant ses ministres et deux jours avant la date fixée pour la Constituante vraiment démocratique, établissant le pouvoir autocrate de l'Hetman qui persécute les Ukrainiens et fraternisent avec les « démocrates » russes ?

5. Pourquoi à la Constituante les représentants des partis ukrainiens qui tous réclamaient l'indépendance de l'Ukraine furent-ils presque exclusivement élus et seulement un Russe qui était pour la Russie indivisible ?

6. Pourquoi enfin, pour la Constituante russe, les représentants des partis réclamant l'indépendance de l'Ukraine furent-ils élus en grande majorité ?

J'aurais pu poser encore beaucoup de questions, mais n'espérant pas avoir de réponse, même aux questions posées plus haut et ma lettre étant déjà assez longue, je préfère en finir.

EUGÈNE SYSSOÏENKO.

[1] Je note seulement le nom du représentant le plus connu.

UNE PAIX ÉTRANGE

(Fin.)

La situation du Directoire ukrainien actuel devient de plus en plus pénible, grâce à la politique hostile et indécise de l'Entente vis-à-vis de l'Ukraine. Ses troupes, commandées par Petliura, sont mal équipées et leur nombre a sensiblement diminué après maints combats. Mais à ces désavantages supplée le moral remarquable des soldats, pleins de dévouement et de zèle pour la cause nationale. Il est incroyable que cette poignée d'hommes épuisés et ne recevant l'appui de personne puisse encore combattre sur trois fronts.

Les troupes du général réactionnaire Dénikine, armées par l'Entente, marchent sur l'Ukraine dans le but non seulement de détruire le bolchévisme, mais aussi l'indépendance du peuple ukrainien. Ce peuple, qui a déjà créé son propre Etat et mis en mouvement l'organisme gouvernemental, supporté l'occupation allemande et les offensives bolchévistes, parviendra bien à résister à ses innombrables ennemis de l'heure présente. L'Entente ne peut comprendre que ni Dénikine, ni Koltchak, même s'ils s'emparaient de l'Ukraine, ne pourraient jamais y organiser la vie nationale, car ils sont les représentants de l'impérialisme réactionnaire qui ne rêve que d'une Russie indivisible gouvernée par un tsar, bien qu'ils se disent « démocrates ». La preuve la plus éclatante en est fournie par la délégation de Koltchak à Paris, présidée par le général Dragomiroff, et qui s'est couverte de ridicule par son fameux memorandum.

On se demande sur quel élément l'Entente pense s'appuyer lorsqu'elle favorise les réactionnaires russes. Tous les peuples de Russie leur sont hostiles. Etablir en ce moment un régime d'oppression, c'est provoquer des guerres civiles sans fin. Les grands politiciens de « la paix » devraient le comprendre et soutenir les revendications justes et démocratiques des peuples de l'ancienne Russie. Les promesses hypocrites et fausses de la réaction russe empêcheront l'Entente d'établir sa politique sur ces eaux stagnantes, mais il sera peut-être déjà trop tard.

L'Ukraine possède 85 % de paysans qui désirent l'ordre et la tranquillité pour pouvoir travailler en paix. C'est du reste une des principales causes de leurs révoltes contre l'anarchie bolchéviste. Pourquoi continuent-ils à régler leur conduite envers l'Ukraine sur les informations inexactes de ses ennemis, la morcelant selon leur goût et leur avantage ? Ainsi la Galicie orientale, qui compte 65 % d'Ukrainiens sur 22 % de Polonais et 13 % de nationalités diverses, a été annexée à la Pologne. Est-ce là ce qu'on appelle « la paix » ? Non, pour nous ce n'est pas une paix, mais un outrage, une injustice. C'est pourquoi, tandis que les Français, les Anglais, les Américains sont dans la joie parce qu'ils peuvent se reposer de la guerre, nous nous plaignons, car chez nous elle continue sur trois fronts et le sang coule plus qu'auparavant même, grâce à la politique des diplomates des peuples qui ne luttent plus.

M. M-ko.

Réunion des deux gouvernements ukrainiens.

Un courrier spécial arrivé à Vienne par aéroposte venant de Kamenetz-Podolsk a rapporté la nouvelle importante de la fusion des deux gouvernements ukrainiens, celui du Directoire et de l'Ukraine occidentale.

Il n'existe donc plus aujourd'hui qu'une seule et unique République présidée par M. Petrouchevitch. M. Holoubovitch, ancien président du Conseil, a été nommé ministre de l'intérieur. Aucun changement n'a eu lieu dans le Directoire qui reste présidé par le général Petlura, commandant suprême de l'armée ukrainienne. Le siège du gouvernement se trouve à Kamenetz-Podolsk.

Une note du Gouvernement ukrainien à la Conférence de la Paix.

(Fin.)

Dans les cas de blessures, de maladie ou de mort d'un Cosaque, sa famille ou lui-même, selon le cas, auront le droit à la pension assurée par l'Etat de la République ukrainienne.

Le gouvernement populaire s'étend aussi sur le territoire de la Galicie orientale dont l'union avec l'Ukraine a été proclamée par le Congrès des travailleurs des deux Etats réunis ainsi que par la Rada nationale, union que le gouvernement a pour devoir le plus sacré de défendre et de soutenir.

A titre de représentants de tous les partis ukrainiens, nous adressons un chaleureux appel à toute la population laborieuse. « Rangez-vous en armes contre les oppresseurs, violateurs de nos libertés. Lorsque le gouvernement populaire vous convoquera à la mobilisation, que chacun de vous réponde au sacrifice que la loi demande de lui ; ce sera l'heure sacrée de la lutte, car une minute de perdue pourrait assurer à nos ennemis le partage de nos terres natales. Qu'un feu sacré vous enflamme, qu'un amour filial vous anime pour notre cher pays épuisé et meurtri, et qu'un front révolutionnaire irréductible soit opposé aux étrangers oppresseurs, défendant l'Ukraine contre une nouvelle ruine ! »

Tenant en mains les rênes des affaires de l'Etat, le gouvernement de l'Ukraine prévient tous ses membres que dans les affaires de politique intérieure, le gouvernement apportera tous ses efforts en vue de consolider et d'affermir l'ordre démocratique.

Tout d'abord, il appliquera tous les moyens à l'organisation générale des Cercles de Rada d'ouvriers, pour contrôler sur place les actes du gouvernement.

Dans ce but, le gouvernement ouvrira un budget spécial pour assurer le fonctionnement de ces Radas de travailleurs en les élevant au rang des institutions d'Etat.

Le pouvoir populaire a le plus grand souci du sort des paysans et des cultivateurs réduits à la pauvreté par les envahisseurs bolchévistes et leur assurera l'aide de l'Etat pour la reconstitution de leurs foyers détruits.

Le gouvernement de la République ukrainienne tiendra la main à ce que l'ordre, la tranquillité et le respect de la loi, qui sont une condition essentielle pour la liberté de tous les citoyens de la République du Directoire, soient assurés.

Le gouvernement populaire assurera aussi par tous les moyens légaux les poursuites contre tous les criminels et tous ceux qui attenteraient à l'ordre et à la tranquillité publique. Tous les coupables de vols, de brigandage, de cambriolage, en un mot tous les malfaiteurs de droit commun, seront poursuivis et jugés selon les rigueurs des lois et voués au mépris de la conscience publique.

De plus le gouvernement ne tolérera aucun excès contre la population israélite de l'Ukraine et réprimera avec énergie tous les actes contraires à la Constitution et qui seraient de nature à abaisser la dignité et l'honneur du peuple ukrainien aux yeux des nations civilisées. Le gouvernement de la République ukrainienne est convaincu que le peuple ukrainien, qui a subi de longues années d'oppression nationale et qui, le premier, se déclara partisan du droit des peuples et des nationalités minoritaires de l'Ukraine à défendre leur autonomie nationale, le gouvernement de la République ukrainienne compte absolument sur le concours national pour éliminer et détruire tous les éléments politiques louches ou suspects.

Ruinée par le pouvoir tsariste, affaiblie économiquement par les impérialistes allemands, l'Ukraine est pour la troisième fois contrainte de lutter tout à la fois contre l'invasion féroce polonaise et les attaques incessantes des bolchévistes russes.

Sachant que la base du bien-être populaire d'un Etat repose sur l'activité économique nationale, le gouvernement de la République ukrainienne apportera tous ses soins au renouvellement de l'action productive nationale.

Dans ce but, le gouvernement aidera de tous ses moyens à la restauration du travail dans les usines et les manufactures, et par des tractations avec les autres Etats d'Europe et d'Amérique, il s'efforcera de procurer aux prix les plus avantageux tout ce dont la population ukrainienne a été dépouillée par les envahisseurs.

Le nouveau gouvernement ukrainien populaire tiendra à ce que, par une réforme démocratique agraire, satisfaction par une juste répartition soit donnée à la classe laborieuse des paysans ; et en lui fournissant les moyens de cultiver et d'ensemencer ses terres et celles qui, autrefois détenues par les grands seigneurs, ont été définitivement répartie-gratuitement par une loi du Directoire entre les pays sans et les cultivateurs.

Le chômage et sa conséquence, la famine, se sont répandus dans les classes ouvrières de l'Ukraine après l'occupation des centres les plus importants du territoire par les troupes bolchévistes russes. Pour remédier à ce pénible état de choses, le gouvernement, en attendant la reprise du travail, recherche les moyens d'assurer des secours de chômage et d'organiser les travaux publics, source de travail pour les chômeurs.

Le gouvernement compte absolument sur l'aide énergique des unions professionnelles ouvrières, dont il affirme hautement l'œuvre, et en contact avec lesquelles il espère montrer sa politique intérieure vers l'amélioration prospère de la classe ouvrière ukrainienne.

De son côté, le gouvernement ukrainien populaire apportera tous ses soins pour que les unions professionnelles puissent poursuivre leur tâche sous la garantie de la liberté complète du mouvement professionnel en Ukraine.

Une des plus pénibles conséquences de la guerre pour les habitants de Kholm, de Volhynie, de Podolie et de Galicie, consiste en ce qu'ils n'ont pas pu jusqu'à présent reconstituer leurs foyers détruits, ni même se procurer jusqu'aux plus modestes ustensiles de ménage, qui constituaient leur propriété familiale.

C'est à ce problème, l'un des plus importants qui se présentent devant lui, que le nouveau gouvernement ukrainien apportera tous ses soins et toute son attention pour aider dans les plus vastes moyens à la reconstruction des maisons désolées et pour soulager la détresse des victimes des invasions ennemies.

Envisageant les directives du travail qui lui incombent au temps le plus prochain, le gouvernement tient à déclarer que le succès de ses efforts réside tout entier dans la confiance absolue dans les armées ukrainiennes populaires et dans la force de résistance irréductible qu'elles sauront opposer aux envahisseurs du sol ukrainien, qu'ils soient bolchévistes, russes ou polonais.

Seule l'indépendance de l'Ukraine assurera le maintien constitutionnel de la République populaire.

La main-mise de la Pologne sur notre territoire national assurerait de nouveau le pouvoir des seigneurs polonais, une soumission aux communistes-bolchévistes de la Russie conduirait inéluctablement l'Ukraine vers l'Union Tsariste-Russienne sous l'oppression de laquelle le peuple ukrainien a souffert pendant plus de trois cents ans.

Assumant en des circonstances aussi difficiles pour la sauvegarde de la République le lourd fardeau du pouvoir, le Gouvernement reste convaincu que le désir et la ferme volonté d'assurer sa liberté intégrale demeure le but unique du peuple ukrainien.

L'armée ukrainienne résiste avec une vaillance et un courage irréductible à toutes les attaques de nos ennemis, défendant le territoire national et la liberté de ses enfants.

C'est dans cette conviction profonde, et dans cette union nationale que les membres du Ministère puiseront la foi profonde dans le succès de l'œuvre de délivrance du peuple ukrainien, et de son affranchissement intégral de toute domination étrangère.

Ils restent absolument convaincus que, envers et contre toutes les entraves et contre toutes les calamités que la guerre a déchaînées contre l'Ukraine, le peuple ukrainien, se ressaisissant et s'unissant dans une étreinte puissante et commune, saura, par son énergie nationale, jointe à ses efforts incessants, élargir notablement sa route vers *sa vie libre, indépendante,* ne basant cette liberté et cette indépendance que sur le pouvoir populaire qu'il a conquis en le payant du sang de ses meilleurs enfants.

Le Gouvernement Populaire de la République Ukrainienne : Le Président du Conseil des Ministres, BORIS MARTOS.

(Suit la signature des ministres).

REVUE DE LA PRESSE

LE BOLCHÉVISME ET L'UKRAINE

(D'un correspondant occasionnel.)

Bucarest, juillet.

L'Ukraine n'est pas bolchévisée pour l'instant. J'en ai acquis la conviction au cours d'un voyage dans ce pays, aussi bien dans le territoire libre que dans le territoire qui est encore occupé par les troupes de Lénine. Le passé et le présent en témoignent.

Lorsque, le 25 octobre 1917, les bolchévistes russes prirent le pouvoir en main dans la Grande-Russie, le Parlement provisoire ukrainien (Rada centrale), composé de 813 députés élus par toute la population de la République ukrainienne, à l'unanimité de ses membres et avec son gouvernement, ne reconnut pas le gouvernement bolchéviste. C'est ce qui valut à la jeune république une déclaration de guerre en règle de la part des commissaires de Moscou. Après la victoire contre les bandes rouges la République s'était émancipée de l'impérialisme soviétiste. Le peuple choisit ses représentants pour la Constituante : 230 députés furent élus. Parmi eux, il y avait 175 Ukrainiens adversaires du bolchévisme, 30 députés des autres peuples, Israélites, Russes ennemis du bolchévisme, et seulement 25 députés partisans de l'idée bolchéviste.

Pendant l'occupation allemande, on pouvait croire que le régime de l'hetman, qui fut instauré en Ukraine par les armées du kaiser, d'accord avec les cercles réactionnaires étrangers, après la dissolution du Parlement ukrainien, devait amener les masses populaires aux idées bolchévistes ; c'était naturel pour un peuple souffrant d'une aussi affreuse oppression ; cela ne s'est pourtant pas produit. Au contraire, le peuple ukrainien suivit les partis nationaux socialistes et démocrates, comme il l'avait fait au moment du soulèvement. Sur 300 députés, les bolchévistes avaient 250 Ukrainiens au nouveau Parlement contre eux, 65 députés antibolchévistes et 35 sièges seulement restaient aux amis de Lénine. Depuis, le congrès des travailleurs s'est prononcé pour la guerre contre les bolchévistes, pour la convocation du Parlement et pour l'accord avec l'Entente.

La raison de cet insuccès des idées soviétistes en Ukraine vient de ce que 85 % de la population de la République se composent de villageois qui sont hostiles à tous les expédients du bolchévisme et ne veulent pas laisser le pouvoir au prolétariat des cités; 13 % sont des propriétaires, des intellectuels, des industriels, des commerçants, des hommes exerçant des professions libérales et des artisans.

Il est vrai que certains partis politiques, comme les socialistes démocrates (qu'on appelle le groupe d'indépendants) et les socialistes révolutionnaires (qu'on appelle les gauches) ont craint un moment que l'Entente ne les empêchât de vivre librement leur vie nationale, comme les Allemands l'avaient fait, et ont cru à la révolution sociale dans le monde entier. Mais un mois à peine après l'occupation de l'Ukraine par les Russes de Moscou, ces Ukrainiens de gauche se sont aperçus de leur erreur, ils ont abandonné leur plate-forme, et, d'accord avec les autres partis, ont recommencé la besogne commune parmi le peuple, l'appelant au soulèvement contre les oppresseurs rouges. Maintenant, les populations de Kiev, d'Odessa, ainsi que celle de la moitié de la République soulevée à l'appel ukrainien, délivrées des bolchévistes par le peuple et les intellectuels, ne reconnaissent que le pouvoir du directoire de la République ukrainienne.

On peut dire qu'aujourd'hui les partisans du bolchévisme en Ukraine ne sont pas plus nombreux qu'ils ne le sont en France ou en Italie. Il suffirait au gouvernement ukrainien de recevoir un secours matériel de l'Entente, pour que l'armée nationale refoulât de son territoire l'armée russe bolchéviste et le bolchévisme serait ainsi anéanti dans toute l'ancienne Russie du sud.

Les chefs politiques ont cru, il est vrai, qu'il était indispensable de faire quelques réformes sociales, la réforme agraire par exemple, et quelques autres encore aussi nécessaires et qui s'imposent. Les adversaires de l'idée ukrainienne en ont pris texte pour dire que le gouvernement ukrainien était d'accord avec Lénine et Trotzky ; ils ont fait des allusions à une alliance avec les partisans de Bela Kun ; ils parlent du « bolchévisme ukrainien ». Devant ces affirmations, il ne faut pas oublier que si les bolchévistes occupaient la Roumanie ou la Pologne, ils désigneraient fatalement leur anarchie sous la dénomination de gouvernement soviétiste polonais ou roumain. Ceux qui tiennent ce langage considèrent aussi comme bolchévistes non seulement tous les socialistes mais aussi les radicaux socialistes de la France, les radicaux de l'Angleterre et les démocrates de l'Amérique.

Si le bolchévisme était en faveur en Ukraine, comment expliquerait-on l'occupation actuelle de l'Ukraine par les bandes rouges de Moscou et aussi les sérieuses résistances qu'à ces derniers opposent le peuple et l'armée nationale? La vérité est que l'armée ukrainienne, réduite à ses propres ressources, donne un magnifique exemple de dévouement à la cause de l'ordre et du droit qui a triomphé avec l'Entente. Ce sont les ennemis des soldats de Petliura qui sont les collaborateurs véritables des bolchévistes et non ces soldats eux-mêmes qui luttent contre la tyrannie soviétique pour l'émancipation de leur patrie.

(*Temps*, 25 juillet 1919.)

Relations commerciales ukraino-italiennes.

« La Journée industrielle » du 10 juillet, de Paris, écrit sous le titre « Ce que font les autres » : « Il est très intéressant de remarquer que l'Italie manifeste un très grand intérêt pour l'Ukraine et s'efforce d'établir des relations commerciales avec elle. L'ex-consul italien à Mariupol a remis un rapport à la Chambre de commerce à Milan d'après lequel l'Italie serait en mesure d'échanger ses objets manufacturés contre des matières brutes ukrainiennes. Une commission de neuf représentants des milieux industriels italiens a été jointe à la Chambre milanaise pour organiser une société d'exportation et d'importation pour l'Ukraine. »

La politique française en Russie.

Jaques Bainville écrit : « Quelle politique faisons-nous dans l'Europe orientale? Le plan est-il de ressusciter une Grande-Russie? C'est peut-être bien dangereux quand on a commencé par ressusciter une grande Pologne. Mais il ne faut reconnaître ni Finlande, ni Esthonie, ni Lettonie, ni Lituanie, ni Ukraine, ni République du Caucase. Il ne faut même pas tolérer la présence à Paris des délégués de ces nouveaux Etats. Sinon les Alliés donneront également à ces nationalités séparatistes et aux patriotes russes unitaires l'impression soit de leur incohérence, soit de leur duplicité. Si l'on veut que la Russie renaisse telle que la demande Koltchak, qu'on le dise. Si l'on veut collaborer avec des nationalités dissidentes, qu'on le fasse. Mais alors si l'on s'associe à l'Esthonie, pourquoi ne pas s'associer à l'Ukraine? »

(*L'Action française*, 20 juillet.)

Excès de l'armée Haller.

L'office central de l'organisation sioniste à Londres mande : « Le Conseil national juif de la Galicie orientale rapporte que pendant ces derniers jours les soldats de l'armée Haller ont commis des excès antijuifs à Slomnik, Czemernik, Ciechanow et Lowicz. A Tysowicz, des soldats tentèrent d'assaillir les Juifs ; par l'intervention énergique du commissaire de police, cette attaque n'eut pas de résultat. D'après une information, le nombre des membres des Conseils juifs nationaux en Galicie orientale qui ont été arrêtés par les militaires polonais s'élève à 250. »

(*Manchester Guardian*, 17 juillet.)

Une protestation de M. Sydorenko à propos de la Galicie orientale.

Nous protestons hautement contre la décision du Conseil suprême. La Galicie orientale est terre ukrainienne ; elle est habitée par une immense majorité d'Ukrainiens. Nous ne pouvons voir dans cette mesure l'application de ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dont nous nous réclamons avec les nations de l'Entente. Quoi qu'il en soit, cette erreur ne modifiera point notre politique étrangère, qui est de nous appuyer fermement sur l'Entente avec la conviction que cette attitude nous vaudra la reconnaissance pleine et entière de l'indépendance de la République ukrainienne, englobant tous les territoires peuplés par des Ukrainiens. Notre pays combattra avec les Alliés les ennemis de l'ordre et ceux qui furent nos oppresseurs d'hier. Nous espérons fermement qu'un jour prochain la justice que nous méritons nous sera faite pour toutes nos revendications et, en particulier, pour celles qui ont trait à la possession du sol entier de notre patrie.

PETITE CHRONIQUE

*** Suivant le « Kuryer Polski » le gouvernement polonais autorise la fondation d'un comité ukrainien à Varsovie pour la défense des intérêts des citoyens ukrainiens en Pologne ainsi que des prisonniers de guerre. Ce comité est dirigé par Boris Kourdinowski, reconnu par les autorités polonaises comme représentant accrédité de la République ukrainienne.

*** Le général Grekov, commandant en chef de l'armée galicienne, a donné sa démission. Il est remplacé par le général Tarnawski.

*** Les troupes polonaises s'emparent de Zbaraz, Skalat et Zalechtchyki et occupent Husyatin et Tarnopol.

*** Une insurrection de paysans éclate près de Rovno.

*** Le général Dénikine entre à Kherson.

*** Le gouvernement ukrainien rentre en relations avec la Roumanie. M. Matsievitch, ancien ministre, est nommé représentant de l'Ukraine à Bucarest en remplacement du chevalier Georges de Gassenko.

*** Les Esthoniens, Lettons, Lithuaniens et Ukrainiens d'Amérique forment une ligue pour la défense d'indépendance de leurs nations.

*** Des soulèvements armés de paysans ukrainiens éclatent en Galicie orientale. La presse polonaise rapporte que l'attitude des paysans galiciens est très hostile à l'égard des Polonais. L'armée polonaise désarme les villages ukrainiens.

*** Les troupes roumaines se retirent de la Galicie orientale.

*** La délégation ukrainienne à Paris adresse une note à la Conférence de la Paix dans laquelle elle proteste contre l'offensive du général Dénikine sur le territoire ukrainien.

*** Selon des informations d'Helsingfors, l'Ukraine se retire des négociations entamées avec la Lettonie, l'Esthonie et la Lithuanie, et tendant à une alliance militaire entre ces quatre Etats.

*** Le Directoire de la République ukrainienne rappelle le président de la délégation ukrainienne à la Conférence de la Paix, M. Sydorenko, et nomme à sa place le comte Michel Tyszkiewycz, jusqu'ici représentant de l'Ukraine auprès du Saint-Siège.

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Présidents : MM. Sydorenko, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. Nicolas de Wassilko, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)
3. — Légation ukrainienne en Autriche, M. V. de Lipinsky, Hôtel Bristol, **Vienne.**
4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Hôtel Dunapolata 34, **Budapest.**
6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Bezuidenhoutscheweg No 125, **La Haye.**
7. — Mission ukrainienne pour la Suède, la Norvège et la Finlande, M. Losski, 24, Drattlinggatton, **Stockholm.**
8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôtel Métropole, **Genève.**
9. — Bureau ukrainien de Presse en France, 28, Rue Pauquet. **Paris (XVI).**
10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 3, rue de Chevreuse, **Paris.**
11. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris** VI.
12. — Ukrainian National Comittee, 217, E. Sixth Street. **New-York City.**
13. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit, Mich.**
14. — Information Bureau of the Ukrainian National Committee. W. S. Capitol C. O. Hon. James A. Hamill O. **Washington.**
15. — Information Bureau, 83, Grand Street. **Jersey City.**
16. — Bureau ukrainien d'information aux U.S.A. 16, Jackson Place. **Washington. D. C.**
17. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street. **Scranton.**
18. — Mission ukrainienne de la Croix-Rouge. Dr Kholodny, président. Eisenacherstr. 10, **Berlin** W. 30.
19. — Chef de la Mission diplomatique ukrainienne en Grèce, M. Matouchevsky, **Athène.**
20. — Chef de la Mission extraordinaire au Vatican, comte Michel Tyszkiewicz, Hôtel Excelsior, **Rome.**
21. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Via Torino, 163, **Rome.**
22. — Ukrainisches Pressedepartement. M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**
23. — Central Ukrainian Comittee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man.
24. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Dændelsstraat, 9, **La Haye.**
25. — Westukrainische Gesandschaft, 15, Windmühlstrasse, **Wien.**
26. — Mission ukrainienne au Danemark, M. D. Levitsky, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**
27. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie Hôtel Central, **Prague.**
28. — Mission ukrainienne en Angleterre, M. Italovski, Hyde Park Hôtel, **Londres.**
29. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**
30. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 48, rue du Stand, **Genève.**
31. — Mission militaire pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne, Dr Wolewodik, Kurfürstenstrasse, 83, **Berlin**
32. — M. Alexandre Sévrink, Chef de la Mission pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Italie. Grand Hôtel, **Rome.**

L'Argus suisse de la presse s.a.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.

Elle bonifie un intérêt de

4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.

En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. — Bibliothèque Nationale Suisse. — BERNE — centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année . . . Fr. 10.—
Six mois . . . » 6.—
Trois mois, . . . » 2.50

Adresse télégraphique:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction et Administration:
11, Avenue de la Gare, 11
Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19-85

Pour les annonces voir page 4

N° 105 — Lausanne, 23 Août 1919 — Vme

BULLETIN

Les Alliés, l'Ukraine et Dénikine.

On a en général l'impression que l'on est à la veille de grands changements dans la situation de l'Ukraine. La Conférence paraît prête à prendre certaines décisions. Il y a quelque temps, nous réclamions le rappel de notre délégation à Paris, pensant que le sort de l'Ukraine ne se déciderait pas dans les chancelleries de la Conférence, mais dans les plaines dévastées de notre pays. Les diplomates alliés, après s'être épuisés en vaines délibérations, ont l'air d'avoir enfin compris ce qui était si évident pour tout le monde depuis de longs mois. Comme premier pas dans la voie de la réalité, les Alliés ont envoyé deux missions pour se rendre compte par leurs propres yeux de l'état de cette Ukraine énigmatique et de la mettre d'accord si possible avec les volontaires russes du général Dénikine.

L'une d'elles se trouve depuis quelques jours à Kamenetz-Podolsk après avoir traversé les lignes polonaises sur le Zbrutch ; elle est entrée en pourparlers avec le gouvernement ukrainien. La seconde est arrivée par la voie des airs au grand quartier général de Dénikine et négocie avec celui-ci. Les deux missions travaillent dans le même sens, s'efforçant de guider les troupes ukrainiennes et russes vers une collaboration mutuelle.

Devant cette tentative de l'Entente, il nous paraît nécessaire de faire certaines remarques, car les journaux alliés publient déjà des articles de ce genre : « Vers l'accord tant souhaité de Petlura et de Dénikine » ou bien « Une action raisonnable des Alliés, » etc. En premier lieu, les Ukrainiens ne perdront jamais le souvenir de tous les pourparlers et négociations antérieures entrepris avec les Alliés et en particulier ce qui a été appelé « l'incident d'Odessa ».

Les interpellations à la Chambre française ont suffisamment renseigné le public pour qu'il soit inutile d'insister sur ce point. Toutes ces soi-disant négociations ont été du commencement à la fin un véritable scandale. C'est pourquoi, si la mission militaire actuelle croit pouvoir renouveler les événements du bon temps du consul Hennot, nous lui conseillerons de quitter l'Ukraine au plus tôt. Si au contraire, malgré tous les précédents, cette mission se propose réellement d'étudier sur place la situation, nous ne pourrons que nous en réjouir et féliciter les Alliés de cette tardive décision.

En supposant que ce soit précisément le cas, nous sommes obligés de déclarer ce qui suit : en ce qui concerne l'action commune contre les bolchévistes, la République ukrainienne n'entend nullement s'occuper des affaires intérieures russes et piétiner indéfiniment dans les steppes moscovites pour y rétablir l'ordre et cela simplement pour les beaux yeux des démocrates russes qui nous ont trahis tant de fois et nous trahiront encore à la première occasion favorable.

« C'est de l'Ukraine saine et antibolchéviste qu'aura lieu le rétablissement de l'ordre dans la Russie malheureuse, » telles sont les phrases qu'on rencontre maintenant à chaque pas. L'Ukraine est en effet saine et antibolchéviste, mais elle n'entend soutenir aucun gouvernement russe. Elle a subi une invasion bolchéviste et ne lutte que pour nettoyer son territoire. Elle acceptera l'aide de toute puissance qui serait disposée à la lui prêter, mais s'arrêtera dès qu'elle aura atteint ses frontières nationales. C'est pourquoi, bien que nous souhaitions le retour à la vie normale en Russie, s'attendre à une action ukrainienne dans ce sens est une pure illusion.

Et non seulement l'Ukraine ne soutiendra pas le général Dénikine, mais elle considère comme une violation de son territoire les opérations de celui-ci dans les régions ukrainiennes. Il faut que les missions alliées sachent bien que nous sommes déjà en état de guerre formel avec les volontaires russes.

On nous reproche d'être trop intransigeants, les territoires qu'occupe Dénikine et l'Ukraine étant voisins, pourquoi ne pas établir un plan commun en vue d'une action contre les bolchévistes. A cela nous répondrons que tout accord dans les circonstances actuelles est exclu d'avance, parce que :

1° Le général Dénikine est un réactionnaire et ne tend qu'à une restauration pure et simple du régime tsariste et l'Ukraine est loin de vouloir suivre l'exemple de l'Entente en Hongrie. Il est vrai qu'aucun Habsbourg ne voudrait s'asseoir sur le trône russe, mais il y a beaucoup de rescapés de la famille des Romanov qui y seraient parfaitement disposés.

2° Quoique Dénikine s'avance en Ukraine sans avoir fait aucune déclaration officielle sur la manière dont il envisage les rapports entre son offensive et l'existence de la République, les faits sont assez clairs par eux-mêmes : arrestations, condamnations à mort d'intellectuels ukrainiens, expéditions punitives qui lui ont valu le surnom peu flatteur de « brûleur de villages ». Ces actes prouvent que Dénikine considère les territoires ukrainiens comme de simples provinces russes et qu'il partage vis-à-vis de l'Ukraine le même point de vue que l'ancien gouvernement tsariste. Après tout cela, il est ridicule de parler d'une collaboration quelconque entre le général Petlura et Dénikine. Si l'Entente veut cependant y parvenir, il faudra qu'elle commence par exercer une pression sur ce dernier afin qu'il reconnaisse l'entière indépendance de la République ukrainienne et évacue immédiatement son territoire. Comment le pourra-t-elle, étant donné qu'elle n'a pris encore aucune décision au sujet de l'Ukraine. Telle est la principale raison de notre pessimisme quant à cette nouvelle tentative des puissances alliées.

L'AVANCE POLONAISE EN UKRAINE

Nous reproduisons plus haut un croquis sommaire du front polonais en Ukraine, Ruthénie Blanche et Lithuanie. En dehors de la Galicie orientale les troupes polonaises occupent actuellement un territoire ukrainien presque aussi grand que la Pologne elle-même, avec une population de près de neuf millions d'Ukrainiens. Sans parler des provinces de Cholm et de Podachie les armées polonaises tiennent les districts suivants en Volhynie :

1° le district de Vladimir-Volhynsky, avec 72 % d'Ukrainiens et 8,4 % de Polonais ;

2° le district de Doubno, 68,2 % d'Ukrainiens et 6,5 % de Polonais ;

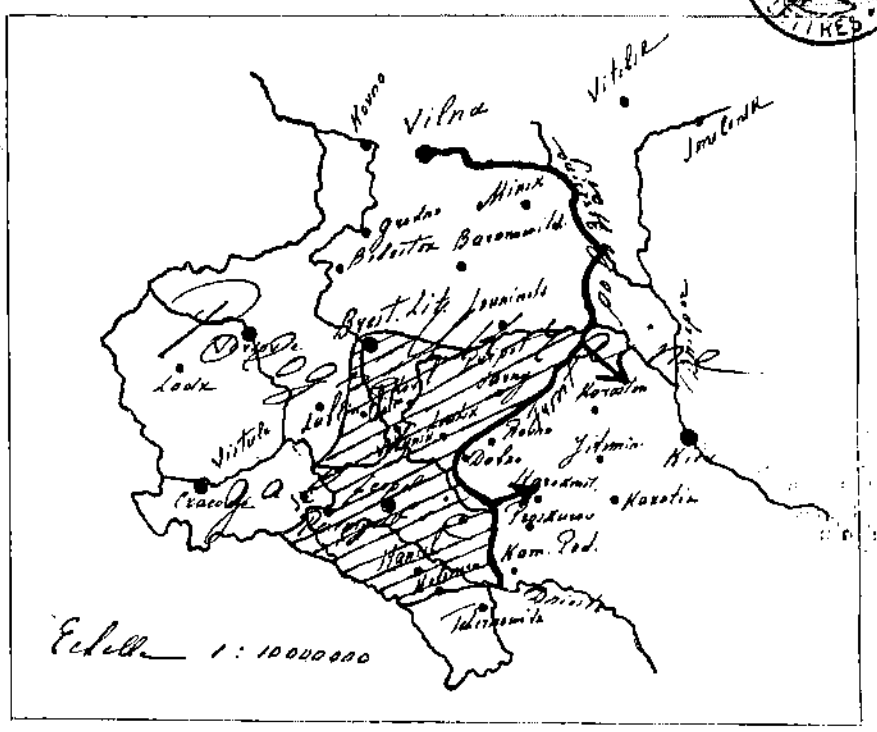
3° le district de Kovel, 78,5 % d'Ukrainiens et 4,6 % de Polonais ;

4° le district de Kremenetz, 80,7 % d'Ukrainiens et 3 % de Polonais ;

5° le district de Loutsk, 57 % d'Ukrainiens et 9,7 % de Polonais ; (ce district a la population polonaise la plus dense, si l'on peut employer ce terme pour une proportion aussi minime).

En dehors de la province de Volhynie, les Polonais, laissant en arrière le district de Brest-Litovsk qui possède 64,4 % d'Ukrainiens et 3,9 % de Polonais, ont pénétré dans le district de Pinsk (74 % d'Ukrainiens et 2,6 % Polonais) et de Mosyr (79,4 % Ukrainiens et 2,1 % Polonais) dans l'ancien gouvernement de Minsk.

Au sud les troupes polonaises, en dépit des engagements solennels pris à Paris, ont franchi la rivière du Zbrucz et se trouvent devant le chef-lieu de la province de Kamenetz-Podolsk, dans le district du même nom qui compte 79 % d'Ukrainiens et 2,7 % de Polonais.



Au nord les avant-postes polonais ont été signalés près de Korosten, à 160 km. de Kiev, sur la grande ligne Kiev-Sarny-Kovel, c'est-à-dire à 2 ½ heures en chemin de fer de la capitale de l'Ukraine.

* * *

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de l'ennui que nous leur avons causé en reproduisant ces chiffres, ceux-ci nous paraissaient cependant indispensables pour prouver sans erreur possible que la Pologne est en pleine offensive sur un territoire purement ukrainien. Or, malgré tout l'appui prêté par les Alliés, elle n'a pas de forces assez considérables pour pouvoir en jeter une grande partie aussi loin de ses bases militaires sans avoir d'autre but que la lutte contre les bolchévistes. Dans ce dernier cas, la Pologne devrait resserrer son front pour en augmenter la résistance au lieu de l'étendre d'une manière aussi disproportionnée.

Ainsi donc l'hypothèse de la nécessité de ces opérations pour la lutte contre les bolchévistes doit être absolument écartée. Le sort de la Galicie orientale étant provisoirement fixé, il en résulte qu'en dehors de celle-ci la Pologne vise à certaines annexions de territoires en grande Ukraine.

Il y a quelques jours, le *Times* écrivait les lignes suivantes : « il y a une population polonaise d'environ 14 % (chiffre inventé de toutes pièces. Note de la Réd.) en Volhynie et Varsovie est pleine de réfugiés polonais qui ont laissé leur famille et leurs compatriotes cachés à Kiev. L'armée polonaise pourrait probablement prendre Kiev et entrer en contact avec Dénikine à fin septembre si elle pouvait être assurée du secours nécessaire de l'Entente ».

Ce passage entre beaucoup d'autres est l'un des plus caractéristiques ; il concorde bien avec les conclusions auxquelles nous sommes arrivés plus haut.

* * *

Il existe à Varsovie un comité spécial appelé « la garde des confins » (Straza Kresowa), qui dispose d'un capital de plus de 200 millions et qui a à sa disposition un bureau de presse (Bureau de presse des confins orientaux de la Pologne). Celui-ci mène depuis quelque temps une campagne acharnée, remplissant des colonnes entières de journaux polonais sur les souffrances endurées par la partie polonaise de la population de Volhynie et de Podolie, lasse d'attendre la libération promise par Pilsudski. Le comité lui-même se spécialise par l'organisation de députations polonaises venant de grande Ukraine et envoyées à ses frais à Varsovie pour présenter au gouvernement polonais de nombreuses résolutions demandant l'annexion à la Pologne. Le bureau attaché au comité lance immédiatement à ce sujet un communiqué et la campagne de presse se poursuit ainsi (voir le *Journal* de Paris, 12 août).

* * *

Telle est la situation aux « *confins orientaux* » de la Pologne. Après tout ce que nous avons dit, il n'existe plus aucun doute que la Pologne, encouragée par la bienveillante inaction des Alliés, tente maintenant une seconde aventure en Orient, beaucoup plus vaste que la première. « En cas de réussite on atteindra les frontières de 1792. Le cas échéant, si Dénikine s'y oppose, on gardera la Volhynie et la Podolie. » Ainsi raisonnent sans doute les politiciens polonais. Nous en verrons les résultats.

Ces politiciens oublient la population ukrainienne qui se trouve actuellement dans l'impossibilité de résister. Ils se le rappelleront cependant un jour, peu lointain, car les insurrections paysannes éclatent déjà en Galicie orientale et plus ils attendront, moins il en restera pour raconter à leurs fils les erreurs du passé.

LA SITUATION EN GALICIE

Les journaux sont d'une sobriété étrange en ce qui concerne la Galicie. Au fond, on n'en sait que ceci : au point de vue militaire, que la population ne veut pas se soumettre aux Polonais, et, au point de vue sanitaire, que la misère y est affreuse et que le typhus sous toutes ses formes y fait d'épouvantables ravages.

Nous venons de voir une personnalité extrêmement bien informée et qui a bien voulu nous dire ceci : des milliers de fugitifs, Ukrainiens, Polonais, Allemands, Hongrois, Tchèques, Galiciens, Russes, de nombreux sujets des États occidentaux, des invalides de la guerre, des malades dont plus du 80 % sont des vieillards et des enfants attendent en Ukraine une possibilité de rapatriement.

La plupart d'entre eux ont pour unique logement des wagons de chemin de fer. Il n'est pas besoin d'un grand effort d'imagination pour se représenter ce que doit être la vie de ces milliers de malheureux vivant depuis plus d'un an dans de vieux wagons de chemins de fer.

Le fait a été signalé à la Croix-Rouge internationale par un radiogramme du président de la Croix-Rouge ukrainienne, M. Petrowsky. Nous ne doutons pas de la prochaine intervention du Comité interna-

tional de la Croix-Rouge. Ce comité, au reste, est très bien renseigné par une mission de secours envoyée en Galicie et en Ukraine au commencement de cette année et qui avait pour chef M. Auguste Frick, de Neuchâtel.

Pour ce qui concerne la Galicie orientale, il y a peu de pays qui aient été plus lourdement maltraités par la guerre. Villes et villages sont en ruines ; les cultures sont arrêtées. On sème tout juste ce qu'il faut pour son propre usage et encore on n'est pas sûr que ce ne soit pas un autre qui fera la moisson. Les fabriques et les ateliers sont fermés, sauf en de rares endroits. Comme le pays est sillonné partout par les anciennes tranchées russes et autrichiennes, la population, qui n'a plus de maison, s'y est installée et y vit, dans les conditions affreuses que l'on devine. Aussi le typhus y fait-il rage.

Or, malgré le dénuement extrême, malgré la faim, malgré les maladies qui les déciment, les Ukrainiens n'ont qu'une seule pensée : résister aux Polonais.

Notre informateur, qui parle sur la foi de rapports de toute confiance, affirme que cette population ukrainienne, dont l'héroïsme mérite d'être signalé à l'attention du monde, préfère mourir plutôt que de se soumettre. Hommes, femmes, vieillards, enfants, ils sont tous là, le fusil à la main, défendant leur vie et surtout leur indépendance.

Ceux qui ont lutté pour la « JUSTICE et le DROIT, » ceux dont la victoire devait être la libération de tous les peuples asservis ne finiront-ils donc pas par comprendre qu'en unissant la Galicie ukrainienne à la Pologne ils réduisent un peuple en esclavage ? Les Ukrainiens ne veulent être ni Polonais, ni les sujets des Polonais. Ils aiment mieux disparaître jusqu'au dernier.

Budget de l'Etat ukrainien

Le journal ukrainien *La Voce dell'Ukraine* publie une interview intéressante avec M. Mazurenko, auteur du premier budget ukrainien. Voici quelques-uns des passages les plus importants :

La Russie actuelle vit sans aucun budget d'Etat, tandis que l'Ukraine, malgré les terribles vicissitudes par lesquelles elle a passé, malgré les chaos révolutionnaires, a su, sans trop de difficultés, s'en créer un.

Il est intéressant de noter qu'avant la proclamation de notre indépendance la Russie réunit l'Ukraine, recevant beaucoup et donnant peu. Aussi, en 1913, le territoire ukrainien supportait les impôts suivants :

	Roubles.
Impôts directs	35 901 961
» indirects	178 999 356
Monopoles	193 440 742
Propriétés d'Etat	15 600 107
Divers	40 676 873
Total (roubles)	464 619 039

Quant aux recettes de l'Ukraine, elle recevait seulement 397 007 692 roubles, répartis de la manière suivante :

		Roubles.
Saint-Synode		7 808 998
Ministères :	Intérieur	24 049 286
»	Finances	71 601 357
»	Justice	13 123 620
»	Instruction publique	21 407 021
»	Voies et communicat.	138 297 034
»	Commerce et industr.	4 433 335
»	Agriculture	16 101 160
»	Guerre	81 428 339
»	Marine	2 830 569
	Total (roubles)	381 080 719

Ainsi ce que le territoire ukrainien donnait à la Russie surpassait de 66 570 910 roubles (et le rouble valait alors 265 centimes) ce qu'elle en recevait. Et ce surplus servait à couvrir les besoins généraux de l'Etat russe.

Quatre ans après, en 1918, dans l'Ukraine indépendante, les recettes ont atteint 546 341 194 roubles, tandis que les dépenses ordinaires ont augmenté de 397 millions de roubles de 1913 à 597 656 231 roubles. Les dépenses extraordinaires se sont élevées jusqu'à 2 223 947 400 roubles. En somme, les dépenses de l'Etat se sont élevées à 2 793 603 631 roubles.

* * *

Au commencement de l'année 1918 il n'existait pas de véritable projet de budget. Les dépenses se faisaient suivant les données du bilan de l'année 1917, dans la partie qui se rapportait au territoire ukrainien. J'ai proposé alors à la *Rada centrale* de créer une commission spéciale près le département du Trésor, composé de spécialistes pour organiser le budget.

Les règles du budget russe ne pouvaient satisfaire entièrement les besoins de l'Ukraine, d'autant plus que d'autres nécessités s'étaient fait jour (résultat de la proclamation de l'indépendance).

Le *processus* suivi fut celui-ci : chaque ministère présentait son propre projet de budget, par l'intermédiaire du ministère des Finances à la Rada centrale. Il faut noter que les dépenses ont été beaucoup plus élevées que celles de l'année 1917. Il faut y ajouter aussi les dépenses spéciales.

Durant l'année 1918, on a donc établi le budget, examiné et coordonné par la commission spéciale près le ministère des Finances.

Le travail fut achevé seulement après l'expulsion de l'hetman Skoropadsky, quand j'ai pu de nouveau réoccuper le poste de ministère des Finances. En janvier 1919, j'ai été en situation de présenter le budget régulier, approuvé par le Conseil des ministres et par le Directoire.

Les dépenses budgétaires se sont montées à 5 346 735 634 *Karbovanetz*, couvertes par les recettes ordinaires et par une émission de banknotes d'Etat et d'autres opérations de crédit pour la somme de 2 097 004 5442 *Karbovanetz*, garanties par les propriétés de l'Etat.

BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNÉE 1919

	Karbovanetz.
Impôts directs	158 056 000
» indirects	368 946 762
Taxes	119 232 350
Monopoles	1 737 248 000
Propriétés d'Etat	760 823 769
Ventes de propriétés d'Etat	918 000
Taxes agraires	401 000
Restitution au Trésor	30 097 245
Divers	3 957 858
Total général,	3 179 680 984
Les dépenses ont surpassé les recettes de (karbovanetz)	1 085 671 282

RECETTES EXTRAORDINAIRES

	Karbovanetz.
Différence entre les recettes et les opérations de crédit pour la liquidation du temps de guerre	33 000 000
Liquidation des propriétés du ministère de la Guerre	7 630 134
Différence entre les recettes et les dépenses pour les opérations de l'ancien cabinet Gerbel	12 586 473
Administration de la reconstruction de Kiev	1 000 000
Vente de chevaux dont les propriétaires n'ont pas été remboursés	1 000 000
Vente d'étoffes et de tabac	2 883 501
Produits alimentaires pour les prisonniers de guerre	1 500 000
Revenus de la flotte commerciale	10 500 000
Total,	70 100 108
Les dépenses extraordinaires dépassent les recettes de	1 011 373 260
Déficit : 2 097 004 542 karbovanetz.	
D'après la loi du 27 mai 1918 ont été émises 40 séries de banknotes pour la somme de (karbovanetz)	1 004 650 000
Par opérations de crédit	1 092 354 542
Total,	2 097 004 542

DÉPENSES ORDINAIRES

Hautes institutions d'Etat	17 018 312
Ministres des Cultes	20 941 040
» Intérieur	348 528 708
» Santé publique	30 681 540
» Finances	473 183 621
» Justice	106 292 711
» Affaires étrangères	8 546 097
» Instruction publique	227 762 485
» Voies et communicat.	1 151 279 183
» Commerce et industrie	18 883 500
» Travail	2 358 809
» Agriculture	87 476 838
» Approvisionnements	1 271 810 053
» Guerre	352 101 309
» Marine	31 377 392
» Contrôle	9 919 728
» Paiement des empr.	19 200 000
» Divers	100 200 000
Total,	4 279 552 326

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

	Karbovanetz.
Formation de la marine	46 000 000
Fonds de l'armée	25 000 000
Paiements relatifs à la guerre	591 441 685
Construction de voies ferrées	50 556 796
Augmentation des capitaux pour chemins de fer	93 500 000
Capital de la Banque d'Etat	130 000 000
Prêts aux zemstvos coopératives	32 000 000
Fournitures à l'ambassade polonaise pour les fugitifs	1 000 000
Constructions à Kiev	11 170 000
Secours aux pauvres de Kiev et d'Odessa	1 352 700
Paiements aux villageois pour chevaux réquisitionnés	990 000
Contrôle commercial dans les ports	167 422
Lutte contre les épidémies	9 695 000
Paiement des dettes de l'année 1917	1 980 147
Secours à la Galicie orientale	6 000 000
Divers	10 738 738
Total des dépenses extraordin.,	1 031 592 488
Total général,	5 311 144 814

LES POGROMES EN UKRAINE

Une personne de confiance dont les affirmations ne peuvent pas être mises en doute a apporté au Comité des délégations juives à Paris des détails sur ces pogromes. Quelques milliers de juifs ont été tués, et ceux qui ont été maltraités se comptent par dizaine de milliers. Ces odieux excès se sont étendus sur plus de 80 localités. Une grande panique règne parmi les juifs ukrainiens.

Nous ne nions pas que des pogromes aient eu lieu ; nous ne voulons pas même en atténuer la gravité, pas plus que les hautes autorités de notre pays ne l'ont fait. En effet, le gouvernement de la République ukrainienne a publié une déclaration officielle contre les pogromes antijuifs, dont le texte a paru dans *l'Univers israélite du 16 juillet*, et qui vient à point pour répondre à la note du Comité des Délégations juives, auprès de la Conférence de la paix, relative aux pogromes en Ukraine :

Pour assurer l'ordre, dit cette déclaration, pour faire respecter la loi — condition essentielle de la liberté de tous les citoyens d'une République démocratique — le gouvernement de la République démocratique d'Ukraine luttera de toutes ses forces contre les violations de l'ordre public et frappera des peines les plus sévères les brigands et les provocateurs de pogromes.

En particulier, le gouvernement ne tolérera pas de pogromes contre la population juive de l'Ukraine et emploiera tous les moyens dont il dispose pour lutter contre de pareils actes, qui sont dirigés contre l'Etat et qui déshonorent la nation aux yeux de tous les peuples civilisés du monde.

Les explications gouvernementales prouvent la bonne foi absolue de nos autorités et leur ferme résolution de mettre un terme à des pratiques rappelant trop la politique antijuive de la monarchie russe et ce qui s'est passé plus récemment en Pologne.

Nous pourrions nous borner à les reproduire.

Pourtant nous devons y ajouter deux observations : Un examen même superficiel de la carte de l'Ukraine fera la preuve que les pogromes ont eu lieu dans des régions où le gouvernement ukrainien ne possède malheureusement aucun moyen d'action, soit dans les territoires occupés par les troupes de Dénikine et celles de Grigorieff, soit dans ceux qui sont encore au pouvoir des bolchévistes. Ainsi donc les autorités ukrainiennes ne peuvent pas en être rendues responsables, et elles ne peuvent être suspectées en aucune manière d'une connivence quelconque avec les fauteurs de troubles antisémites. A cette observation nous devons en ajouter une autre.

Les auteurs des pogromes, cela ressort nettement de l'examen des faits, sont les bolchévistes venus de Russie et leurs très rares prosélytes ukrainiens, et surtout les soldats de Dénikine, ainsi que ceux de Grigorief. On sait ce que sont les premiers d'après le but que se propose d'atteindre leur chef ; la restauration monarchique. Les massacres des juifs entrent naturellement dans le programme des monarchistes russes. Quant à Grigorieff, ce personnage est énigmatique. Avant-hier, il était chef de bande bolchéviste ; hier, il a passé à Petliura ; aujourd'hui, il agit pour son propre compte ou s'est uni à Dénikine, comme on l'a aussi annoncé. Il attend sans doute de savoir qui sera victorieux pour se mettre de son côté. Et, en attendant, il laisse massacrer les juifs.

Mais encore une fois, ni le peuple ukrainien, ni son gouvernement ne sont coupables de ces abominations. Ils s'efforceront néanmoins de donner aux victimes les réparations nécessaires pour autant que cela leur sera possible. Malheureusement, cela ne rendra pas la vie à ceux qu'on a tués. Notre indignation personnelle est profonde.

A LA MÉMOIRE DE M. RIABOWIL

Les journaux nous apportent la terrible nouvelle de la mort de M. Riabowil, président du Parlement (Rada) du Kouban, fusillé sur l'ordre du général Dékinine à cause du discours prononcé par lui au Parlement.

J'ai eu l'honneur de connaître M. Riabowil de son vivant, et c'est lorsque la Rada Centrale m'envoya avec MM. Vrotnowsky et Télégynsky auprès de la Constituante du Kouban, que je le vis pour la première fois. J'ai encore fraîchement à la mémoire mes premières impressions de ces cosaques koubaniens au type purement ukrainien, et dont l'accent, toute la manière d'être étaient tellement ukrainiens, que la langue russe qu'on entendait aussi assez souvent, formait un contraste étrange avec tout ce que je voyais. Un groupe attira mon attention, au milieu se tenait un homme assez grand, aux cheveux châtains, au visage maigre et énergique. J'entendais de loin des bribes d'une conversation animée en langue ukrainienne.

Tout à coup, elle prit fin, et le personnage du milieu se dirigea vers nous.

— Je vous demande pardon, Messieurs, dit-il. Ai-je l'honneur de parler aux représentants de l'Ukraine ?

— Justement, Monsieur.

— Je suis enchanté... Mon nom est Riabowil... J'ai appris que vous étiez arrivés et désirais faire votre connaissance... Moi, je suis, comme vous le voyez, un cosaque du Kouban, mais aussi un fidèle fils de l'Ukraine... Nous aurons encore, j'espère, beaucoup de temps pour apprendre à nous mieux connaître ; maintenant, je vous conseille d'aller prendre vos places ; la séance va commencer...

Il s'agissait de la première séance de la Constituante du Kouban et la salle était pleine de monde. En bas, une mer de têtes, les membres de la Constituante ; dans les loges, près de nous, les représentants du Don, de Terek, d'Astrakhan, etc... et, en haut les innombrables invités, moins importants.. Tout ce monde s'agitait, discutait, parlait... Mais, voilà la sonnette, le silence s'établit.

Debout, près d'une grande table, recouverte d'un drap vert, l'ataman des cosaques koubaniens Filimonow engage la « Rada » à élire un présidium et tout d'abord un président, qui dirigerait tous les travaux de la Constituante. Et voici que l'un après l'autre les représentants des districts qui composent le Kouban, appellent Riabowil.

Notre étonnement s'accroît quand celui-ci, prenant la parole pour remercier l'assemblée, ajoute :

« Messieurs les membres de la Rada du Kouban ! De chers hôtes sont auprès de nous... L'Ukraine, d'où sont issus nos aïeux, n'a pas oublié ses fils aimants, et à cette heure solennelle, elle nous envoie ses enfants, nos frères, pour renouveler les liens anciens... »

A ces mots, une formidable exclamation retentit dans toute l'assemblée : Vive l'Ukraine ! Vive la Rada Centrale ! Cela fait une clameur énorme qui dure plusieurs minutes, moment inoubliable.

Pendant la semaine entière de notre séjour à Ekatérinodar, nous eûmes à plusieurs reprises l'occasion de rencontrer M. Riabowil, de lui parler, de l'entendre pendant les séances de l'Assemblée, et chacune de nos rencontres augmentait notre déférence pour cet homme remarquable.

Ayant fait ses études à Kiev, capitale de l'Ukraine, il était retourné au Kouban pour servir son peuple et lui redonner ce qu'on voulait lui enlever : la connaissance de son passé et de sa nationalité ! Pendant la révolution, partageant les idées socialistes, il usa de toute son influence et employa toutes ses forces pour préserver le Kouban du bolchévisme. Je le vis encore quelquefois pendant sa lutte acharnée contre les bolchévistes, toujours énergique et jovial, toujours croyant en la victoire de la démocratie, il accomplissait son devoir sans fléchir.

Cependant, le Kouban n'ayant pu résister au bolchévisme, Riabowil avec la Rada et une petite troupe de cosaques fidèles se rendit dans les montagnes et de là il menait une guerre de guérillas, cherchant des alliés et des généraux expérimentés. Le général Kornilow d'abord, puis Dénikine lui promirent solennellement de ne pas se mêler des affaires intérieures du Kouban.

Mais ensuite, avec l'aide des gouvernements démocratiques d'Europe, les réactionnaires et les monarchistes russes montrèrent leurs véritables intentions et le malheureux Rabiowil dut payer de sa tête son courageux discours au Parlement.

E. O.

Le journal « L'Ukraine » et notre délégation à Paris.

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, le 9 août 1919.

Monsieur le rédacteur,

Dans l'article publié dans *L'Ukraine* du 5 août 1919, sous le titre « La Galicie orientale », se trouve le passage suivant :

« De plus, ce qui a causé un tort encore plus grand à notre cause, ce sont certaines tendances séparatistes des Galiciens après leur réunion à l'Ukraine. Ceux-ci ne s'inquiétèrent que de la défense de leurs intérêts, sans tenir compte de ceux de l'Ukraine ; il en est résulté la perte des régions ukrainiennes de Hongrie, de Galicie et de Bukovine, et l'état d'incertitude dans lequel se trouve aujourd'hui l'Ukraine du Dnieper. »

« Le moment serait mal choisi pour chercher les coupables, nous devons pourtant constater que 50 % de la faute en revient aux représentants de la Galicie au Congrès, et cela nous ne devons pas l'oublier. »

Au sujet de cette opinion, j'ai l'honneur de vous informer que vous accusez à tort « de certaines tendances séparatistes » *tous* les Galiciens, membres de la Délégation ukrainienne à Paris.

Je déclare que la délégation extraordinaire pour l'armistice ukraino-polonais, composée de M. Lozynsky, du colonel Witowsky et du secrétaire Koulchitzky, nous nous sommes toujours fait les défenseurs de l'unité et de l'indivisibilité de la République ukrainienne comprenant tous les territoires ukrainiens et en politique étrangère d'un programme unique.

Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, mes salutations empressées.

(Signé) : Dr MICHEL LOZYNSKY,
sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de l'Ukraine occidentale.

L'UKRAINE
au Congrès socialiste de Lucerne.

La guerre mondiale qui a détruit les prisons des peuples (Autriche et Russie) a libéré une série de nationalités qui se sont mises à organiser leur existence selon leur prédisposition et leurs sympathies. Ayant acheté par le sang de leurs meilleurs fils l'indépendance si longtemps désirée, les peuples libérés, et parmi eux l'Ukraine, ont commencé tout naturellement une politique nationale prononcée et ayant proclamé leur indépendance ils ne veulent plus entendre parler d'une réunion à leurs anciens oppresseurs et témoignent une méfiance profonde envers tout projet de fédération.

Les idées du socialisme étant plutôt favorables au groupement des peuples en unités fédératives, il s'ensuit que la question des rapports entre ces idées et la politique nationale des nouveaux Etats devait nécessairement être l'une des plus brûlantes à la conférence de Lucerne. Les délégués ukrainiens y sont venus pour représenter les aspirations de leur peuple, son droit à une indépendance complète et aussi pour démasquer une fois pour toutes devant les socialistes du monde entier la politique barbare et perfide des bolchévistes russes qui après avoir proclamé eux-mêmes l'indépendance de l'Ukraine l'envahirent et la dévastèrent à deux reprises au cours d'une année.

Un plein succès couronna les efforts de nos délégués. Pour apprécier son étendue, il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste des voix au futur congrès à Genève fixé pour le 2 février 1920.

Le nombre total des voix y est de 408, dont 30 pour chacune des grandes puissances : la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Etats-Unis et la Russie. L'Ukraine, avec ses 15 voix, occupe une place très en vue au même titre que la Suède, la Tchéco-Slovaquie et la Belgique ; la Pologne n'en a que 10, la Finlande 8, la Géorgie 4 et l'Espagne 6.

* * *

L'Ukraine était représentée au congrès international par quatre délégués : le professeur Hrouchevsky, socialiste-révolutionnaire, ancien président de la Rada centrale ; M. Issaievitch, membre de la délégation ukrainienne à Paris et représentant des coopératives ukrainiennes ; M. le Dr Matouchenko, ancien ministre de la Santé publique et M. Didouchok, secrétaire de l'Union nationale.

Pour montrer l'attitude adoptée par nos socialistes à la conférence, nous reproduisons ci dessous les passages les plus importants du discours du Dr Matouchenko (social-démocrate) prononcé par lui le 9 août à l'assemblée plénière [1].

Discours du Dr Matouchenko.

Le 9 août 1919. — Le socialisme qui marche vers la libération du prolétariat, pour obtenir le maximum de succès dans sa lutte avec la bourgeoisie, doit nettement et clairement poser la question des nations opprimées et dire avec toute la force possible que sans la libération de ces nations il n'y a pas, il ne peut y avoir de socialisme. Il faut que l'Internationale ait dans cette question non seulement un programme, mais aussi une tactique... Elle doit avoir une politique, elle doit pouvoir résoudre pratiquement les questions nationales concrètes... Un des évènements positifs qui a été le résultat de la guerre mondiale, c'est la dissolution de ces prisons des peuples (monarchie russe, autrichienne et turque). Il est tout a fait faux de penser que la vie nouvelle de ces peuples libérés doit se faire dans le cadre des unités politiques anciennes.

En ce qui concerne la question ukrainienne on l'aborde avec une conception préconçue de la nécessité absolue pour l'Ukraine d'être liée à la future fédération russe. La pensée socialiste ukrainienne n'a jamais eu peur du principe de fédération en général ; il a existé des moments historiques où au contraire les partis socialistes ukrainiens et avec eux toute la démocratie ukrainienne ont pris l'initiative de faire appel au nom de la Rada centrale aux autres peuples de l'ancienne Russie pour la constitution d'une fédération ; c'est quand la révolution russe était la seule en Europe et quand on voulut conserver l'union des forces révolutionnaires.

Ces essais, comme nous le savons, n'ont pas réussi et la dissolution de l'ancienne Russie s'est aggravée. Nous sommes maintenant en présence du fait de la formation sur le territoire de l'ancienne Russie de plusieurs républiques indépendantes. Que faut-il faire de ces Etats qui se sont créés après tant d'efforts et qui défendent tous leur indépendance ? Maints socialistes croient que le meilleur parti à prendre est de commencer le travail de construction d'une Russie fédérative.

C'est une erreur. Que peut signifier en ce moment dans les conditions actuelles de la vie des peuples de l'ancienne Russie la proclamation du principe de la fédération et surtout comment le réaliser pratiquement ? Où sont actuellement en Russie les forces avec lesquelles il serait possible de se fédérer ? D'un côté les bolchévistes, de l'autre Koltchak et Dénikine et entre eux une démocratie qui n'existe pas comme force politique.

Le gouvernement bolchéviste russe qui proclame le principe de la libre disposition ne l'applique jamais en réalité et a toujours attaqué les nouvelles républiques démocratiques qui n'avaient aucun sentiment agressif. Il est évident que la démocratie ukrainienne ne pouvait pas s'unir aux forces réactionnaires de Dénikine. Il est important de remarquer que justement ces forces proclament aussi le principe de la fédération et quand chez nous on proclame ce mot d'ordre il permet à toutes les forces réactionnaires de relever la tête et de travailler à la reconstruction de la Russie unie et réactionnaire. Beaucoup de socialistes s'effraient à l'idée de la dissolution des grandes unités étatistes, croyant que cette poussière des nations empêchera la création d'une forte union internationale socialiste. Il me semble que cette crainte est exagérée. L'existence d'une véritable Société des Nations est de nature à écarter le danger qui pourrait venir de l'existence d'un nombre relativement considérable de petits Etats. D'autre part quand on parle de fédération il ne faut pas oublier que la véritable fédération, c'est-à-dire la libre union des Etats, ne peut être construite que sur la base de la libre volonté des peuples. C'est pourquoi la démocratie ukrainienne et la démocratie des autres peuples allogènes lutte contre l'idée que le sort des petites nations dépendrait d'une Constituante panrusse où la grande nation russe aurait le droit de décider du sort de la vie politique des plus petites nations.

Je voudrais encore attirer l'attention de l'Internationale sur la situation unique dans laquelle se trouve la République ukrainienne. Le peuple ukrainien est entouré de tous côtés de forces agressives : les impérialistes polonais, les bolchévistes russes et les forces de Dénikine. Ce qui nous sépare des réactionnaires russes et polonais est bien clair. Qu'est-ce qui nous sépare des bolchévistes russes ? C'est avant tout exactement ce qui les sépare de l'Internationale présente. C'est que nous considérons comme inadmissibles les méthodes du bolchévisme, chez nous, dans un pays agricole où les petits propriétaires paysans forment l'énorme majorité de la population.

Nous espérons que l'Internationale nous comprendra et soutiendra nos revendications pour l'indépendance nationale, qui est à notre avis la seule solution possible du problème ukrainien dans les circonstances actuelles.

Afin d'illustrer et de donner un exemple de l'obstruction faite par les fractions socialistes russes, nous citerons le passage suivant du discours du Dr Soukhomline à la séance de l'après-midi du 8 août :

« Nous voulons l'unité russe, nous croyons même qu'en particulier pour l'Ukraine, la fédération est le seul moyen pratique de conjurer le danger que la multiplication des petits Etats fait courir à l'unité et à la force des idées socialistes. L'Ukraine ne veut pas la séparation. Pour elle nous vous affirmons que quels que soient les documents qui vous ont été distribués, aucun vote populaire libre n'a eu lieu par lequel le peuple se soit prononcé pour la séparation d'avec la Russie. Dans tous les documents qui vous ont été remis on glisse légèrement sur l'histoire de la Rada que présidait le camarade Hrouchevski, sur tout ce qui a trait à l'invitation aux troupes allemandes de venir combattre les bolchévistes...

» L'Ukraine a été ensanglantée par des pogromes ; l'anarchie et les pogromes sont les instruments du gouvernement du Directoire... »

Une déclaration de la section ukrainienne.

Avant les grands débats à la séance plénière, les quatre délégués ukrainiens ont remis à tous les membres de la conférence une déclaration dans laquelle ils exprimaient leur point de vue. En voici quelques passages :

« Une solution immédiate et juste de la question ukrainienne est devenue indispensable. Non seulement le sort d'un pays aussi grand et aussi riche, ayant une situation géographique unique est de la première importance dans l'ensemble des difficultés présentes, mais encore la solution de ce problème est la clef de la solution du problème général de l'Europe orientale. En effet, si l'Ukraine redevient une partie de la Russie, l'existence des autres formations d'Etat sur les territoires de l'ancienne Russie devient illusoire. Quand au contraire l'indépendance de l'Ukraine sera garantie la question de l'ancienne Russie impérialiste sera certainement liquidée. C'est pourquoi les Ukrainiens posent toujours la question de leur indépendance comme une partie de ce problème général...

La reconnaissance de la République ukrainienne comme Etat indépendant est bien un acte de la volonté populaire et cet acte doit être tenu pour inviolable pour tous ceux qui reconnaissent le principe de libre disposition des peuples. Cette reconnaissance n'implique pas, bien entendu, la renonciation aux liens qui peuvent s'établir entre la République ukrainienne et les autres Etats en formation dans l'Europe orientale. Si des situations économiques ou politiques exigent une coopération ou un rapprochement sous forme d'union douanière, de conventions commerciales ou de confédération des Etats de l'Europe orientale, elles amèneront évidemment la formation de ces liens. La démocratie ukrainienne ne s'y opposera pas quand les circonstances en montreront la possibilité et l'utilité. Mais elle ne veut pas que sous forme de liens économiques on arrive à l'exploitation abusive d'un pays par un autre comme cela se produisait dans l'ancienne Russie. Elle ne veut pas non plus que la fédération serve de masque aux tendances de la restauration russe.

Pour que le peuple ukrainien puisse librement disposer de son sort il faut que sa volonté soit à l'abri de toute contrainte étrangère. Sa condition préalable est la reconnaissance de l'indépendance de la République ukrainienne.

Signé par : Hrouchevsky, Matouchenko, Didouchok et Issaievitch.

* * *

Les délégués ukrainiens ont accordé une attention spéciale à la question de la Galicie orientale ; sur ce sujet un grand discours a été prononcé par le professeur Hrouchevsky qui s'élève contre les agissements des Polonais ; ceux-ci cherchent à introduire leur langue dans les écoles au détriment de la population locale. La délégation ukrainienne, a-t-il dit, est du même avis que les Anglais qui protestent contre les tendances chauvinistes des nouveaux Etats et il demande que l'Internationale joue le rôle d'arbitre dans tous les conflits de ce genre ou au moins qu'elle exerce un contrôle.

* * *

Au cours de la séance du 5 août, le Dr Matouchenko a abordé la question du rapatriement des soldats ukrainiens qui ont combattu en France avec l'armée française et qui y mènent une vie affreuse depuis de longs mois. Il a proposé de confier à la Croix-Rouge la mission du rapatriement de ces prisonniers ; cette proposition a été adoptée dans une résolution spéciale à la dernière séance plénière.

Résolution Renaudel.

Cette résolution a été votée par parties. Les passages qui se rapportent aux questions nationales ont été adoptés à l'unanimité, les socialistes-révolutionnaires russes s'étant abstenus. Nous citerons les passages les plus importants du paragraphe 4 se rapportant aux questions territoriales et des nationalités :

« L'Internationale signale que les gouvernements alliés dans la paix qu'ils dictent se sont écartés trop souvent des formes de consultation populaire applicables soit pour résoudre des problèmes contestés du point de vue historique et ethnique, soit pour confirmer solennellement des solutions légitimes. Ils ont même été conduits à créer des injustices nouvelles en privant délibérément des populations du droit de faire connaître leur volonté. Il en est ainsi en ce qui concerne les régions de Tchéco-Slovaquie où la population allemande et ukrainienne prédomine...

L'Internationale se réjouit de voir renaître à l'indépendance des nations nouvelles qui échappent à la domination des Etats auxquels elles étaient rattachées par la force, en Autriche et en Russie par exemple. Mais l'Internationale constate que si le traité de paix ni le pacte de la Société des Nations ne reconnaissent officiellement ces indépendances nouvelles émanées cependant de la libre volonté des peuples qui les forment, toutes les créations sociales et politiques appelées à la vie par les jeunes Républiques, comme en Arménie, en Esthonie, en Géorgie, en Lettonie, en Lituanie, en Ukraine, au Caucase, sont fondées sur de larges bases démocratiques. Les gouvernements de ces Républiques sont si intensément et inséparablement liés à la population que la Conférence de la Paix a dû les reconnaître en fait.

Mais le caractère officiel de la reconnaissance manque encore à ces Républiques et elles sont dans l'impossibilité de nouer des relations internationales normales. Elles sont ainsi sous la menace constante d'un krach économique. Plus encore elles sont perpétuellement menacées jusque dans leurs principes politiques par les forces des contre-révolutions. En Russie c'est Koltchak et Dénikine qui les menacent et elles ont la douleur de voir les grandes démocraties alliées prêter le secours de leur argent, de leurs vivres, de leurs munitions, à ces entreprises exécrables. Il n'y a cependant pas d'autre politique de sécurité pour l'avenir que de faire partout confiance aux forces démocratiques et de servir l'indépendance des peuples. Sans doute le grand mouvement de concentration économique moderne, la vie peut être difficile pour les petits peuples, tout autant que les grands empires centralisés ne peuvent se maintenir. Mais les fédérations des peuples déjà indépendants et ayant des intérêts communs et voisins pourront se constituer librement et l'Internationale voit dans cette fédéralisation le moyen d'écarter bien des malentendus et d'harmoniser bien des intérêts. L'Internationale recommandait autrefois la fédération balkanique. C'est par des procédés de ce genre que les petites nations pourront échapper à l'emprise des grandes puissances et régler amicalement leurs rapports économiques et politiques...

Dans la Société des Nations devenue sous sa forme parfaite la caution suprême de la paix, ces fédérations deviendront elles-mêmes des éléments décisifs entre les grandes forces qui se disputaient jusque-là le monde et elles assureront l'égalité pour les petits peuples trop souvent victimes des conflits ou des ambitions rivales développées autour d'eux.

C'est en ce sens que l'Internationale demande instamment aux gouvernements alliés de reconnaître immédiatement et officiellement comme indépendants tous les peuples qui ont exprimé leur volonté d'être libres et de les admettre comme tels dans la Société des Nations.

L'Internationale engage le prolétariat et ses représentants dans les parlements, particulièrement chez les pays de l'Entente, à exercer une pression sur les gouvernement pour réaliser ces vues. »

Résolution sur la Galicie orientale

Considérant que

1° le gouvernement polonais, avec l'appui actif, moral et technique de la Conférence de la paix et des puissances de l'Entente, après une lutte violente contre l'armée ukrainienne a occupé de force la Galicie orientale :

2° que cette guerre dirigée contre un pays qui, de l'aveu des impérialistes polonais eux-mêmes est en grande majorité peuplé d'Ukrainiens, a pour but de s'emparer, au nom de soi-disant droits historiques, d'un territoire avec ses richesses naturelles (mines de naphte, etc.) ;

3° que, malheureusement, dans cette entreprise le gouvernement réactionnaire polonais ne rencontre pas une résistance suffisante de la part de la démocratie polonaise ;

4° que le régime instauré en Galicie orientale par le gouvernement et par l'état-major polonais, régime de terreur et de pogrome avec interdiction de la presse ukrainienne et de toutes les organisations non seulement politiques mais encore civilisatrices et économiques, entraîne la ruine définitive du pays et la suppression de toutes les libertés politiques de la population ukrainienne ;

5° que le mandat donné par la Conférence de la paix au gouvernement polonais pour l'occupation de la Galicie orientale et l'introduction de son administration civile, est un acte contraire au droit, la Pologne étant en même temps juge et partie ;

6° que tous ces actes sont en flagrante contradiction avec les principes fondamentaux de l'Internationale et avec les résolutions prises à la Conférence de Berne contre les annexions forcées.

La Conférence Internationale socialiste de Lucerne proteste contre la politique du gouvernement polonais et des puissances de l'Entente en Galicie orientale et demande que les armées d'occupation polonaises soient immédiatement retirées de la Galicie orientale et que la question des frontières ukraino-polonaises contestées soit résolue par la libre consultation des populations intéressées.

[1] N'étant en possession que du discours du Dr Matouchenko, nous regrettons infiniment de n'être pas à même de reproduire celui du prof. Hrouchevsky, dont nous nous bornerons à donner un court résumé paru dans la presse suisse.

Général PETLIURA
Commandant en chef de l'armée ukrainienne.
(Dernière photographie.)

OFFENSIVE POLONAISE

Une note.

A son Excellence,
Monsieur le Président de la Conférence de la Paix,
à Paris.

Excellence,

Les journaux parisiens ont publié une information qui leur est parvenue de Varsovie à la date du 30 juillet 1919. Cette information est ainsi conçue :

« Les troupes ukrainiennes ont tenté une offensive. Les troupes polonaises ont repoussé l'attaque, déclanché immédiatement une contre-offensive, brisé la résistance ennemie, franchi le Zbrucz et capturé les états-majors de deux divisions ukrainiennes, ainsi que quarante officiers.

» Les troupes polonaises ont occupé Lanckorona et avancent dans la direction de Kamieniec-Podolski. »

La délégation de la République Ukrainienne à la Conférence de la paix à Paris croit pouvoir s'autoriser de la teneur de cette information pour faire la déclaration suivante :

Ainsi que nous l'avons déjà fait plusieurs fois remarquer à l'occasion des opérations militaires polonaises sur le territoire de la Galicie orientale, le Gouvernement polonais dans sa guerre contre l'Ukraine emploie toujours la même tactique. Après avoir préparé son offensive contre l'armée ukrainienne, il annonce que l'armée ukrainienne a attaqué la première et montre l'offensive polonaise comme une simple contre-offensive. Dans la réalité, cette « contre-offensive » est toujours une offensive soigneusement préparée dans le but d'occuper une partie du territoire de la République Ukrainienne.

Cette tactique des Polonais reçoit une nouvelle confirmation que nous venons de citer.

Il n'est un secret pour aucun homme politique que les prétentions polonaises sur les terres ukrainiennes ne finissent pas avec le pays de Cholm et la Galicie ; les Polonais veulent aussi annexer la Volhynie, la Podolie et une partie du Gouvernement de Kiev, pour comprendre dans la nouvelle République polonaise tous les territoires ukrainiens englobés par le Royaume polonais d'avant 1772.

L'expérience faite par l'occupation de la Galicie orientale ayant montré aux Polonais que le Conseil suprême a accepté le fait accompli leur permet évidemment d'espérer que le Conseil suprême approuvera également à l'avenir les faits accomplis par eux.

Aussitôt le Zbrucz atteint, les Polonais se sont préparés pour une incursion plus avancée sur le territoire ukrainien. Toutes les forces ukrainiennes se trouvant actuellement engagées dans une offensive contre les bolchéviks russes, les Polonais jugent le moment opportun pour porter un coup dans le dos des forces ukrainiennes et occuper une partie du territoire ukrainien au delà du fleuve Zbrucz. Ainsi que l'affirment les nouvelles de Varsovie, ce plan a été exécuté il y a quelques jours.

Si l'on considère la tactique habituelle des Polonais, on ne peut douter que la prétendue offensive ukrainienne est une invention des Polonais pour justifier leur offensive sur le territoire ukrainien.

Etant donné que la République Polonaise fait partie des Etats alliés et associés, la délégation de la République Ukrainienne se voit obligée de protester devant la Conférence de la paix contre cette incursion des forces polonaises sur le territoire de la République ukrainienne.

Pour éviter toute espèce de conflits entre la République Polonaise et la République Ukrainienne, la délégation de la République Ukrainienne demande une fois encore à la Conférence de la paix d'ordonner aux armées polonaises l'évacuation de tout le territoire de la République Ukrainienne.

Signé : G. Sydorenko,
Président de la délégation de la République Ukrainienne.

LES SOI-DISANT ALLEMANDS DANS L'ARMÉE UKRAINIENNE

Mise au point officielle.

Paris, le 8 août 1919.

A son Excellence, Monsieur le Président de la Conférence de la Paix à Paris,

Excellence,

Les journaux de ce jour publient une information d'après laquelle la Délégation polonaise aurait porté à la connaissance de la Conférence de la paix, les faits suivants :

« Le 6 août, les armées polonaises opérant en Galicie orientale ont fait prisonniers les états-majors de deux divisions d'Ukrainiens bolchéviks. Après interrogatoire des prisonniers, on s'est rendu compte que la majorité des officiers bolchéviks étaient des militaires allemands en service commandé.

» On a identifié, comme faisant partie de l'armée bolchévik ukrainienne, les officiers allemands suivants :

» Le général Grékov, commandant en chef, le général major Kraus, les généraux de brigade Adolf Wolff, Tinke, Bizauz, Jackwerth, Karl Hoffmann et Karl Schlosser.

» Il faut ajouter à cette liste de nombreux officiers subalternes. »

La fausseté de cette information oblige la Délégation de la République Ukrainienne près la Conférence de la paix à présenter les observations suivantes :

1. Les deux divisions indiquées n'appartiennent pas à l'armée bolchévik, mais à l'armée régulière du Directoire de la République Ukrainienne ;

2. Les officiers indiqués ne sont pas officiers allemands, mais officiers de l'armée autrichienne, servant dans les régiments composés de soldats ukrainiens.

Quand les soldats ukrainiens de l'ancienne armée austro-hongroise passèrent dans l'armée ukrainienne, les officiers désignés par la note polonaise prêtèrent serment à la République Ukrainienne et, de ce fait, devinrent sujets ukrainiens, comme ont prêté serment et, par là, sont devenus sujets polonais beaucoup d'officiers de l'ancienne armée autrichienne et de l'ancienne armée allemande se trouvant actuellement à la tête des régiments polonais.

Quant au général Grékov, qui est également nommé dans la note en bonne place, il avait le grade de général dans l'ancienne armée russe, et, au moment de la formation de l'armée ukrainienne, quand le directoire renversa le hetman Skoropadsky, soutenu par les Allemands, Grékov accepta le Ministère de la guerre et, en cette qualité, se rendit à Odessa pour y conduire les pourparlers avec les autorités françaises afin d'aboutir à un accord anti-bolchévik avec l'Entente.

G. Sydorenko,
Président de la délégation
de la République Ukrainienne.

REVUE DE LA PRESSE

L'Ukraine et le bolchévisme.

M. D. D. écrit dans la *Gazette de Lausanne* du 14 août :

Depuis un certain temps la presse discute la question qui est résumée par le titre de ces lignes.

On accuse — voir en particulier *La Cause commune* du 2 août, organe de M. Bourtzef — on accuse les Ukrainiens d'être les complices de Rakovski, soit parce que le gros de l'armée de Petliura serait « composé de bolchévistes, soit parce que cette armée combat les Polonais ».

Dans le même temps, Rakovski lance des proclamations où il dénonce Petliura comme « bourgeois » et comme « agent de l'Entente » parce qu'il combat les rouges et parce qu'il a refusé la proposition du gouvernement de Moscou d'unir ses forces à celles des soviets pour faire la guerre aux Polonais et aux Roumains.

Quelle version est la vraie ? Rappelons quelques faits. Le 7 novembre 1917, la Rada centrale d'Ukraine proclame la République ukrainienne. En décembre 1917, la France et l'Angleterre envoient leurs représentants diplomatiques auprès du gouvernement de la République (général Tabouis et M. Bagee). Le même mois le gouvernement de la République des soviets russes lance un ultimatum à la République ukrainienne contre laquelle il commence les hostilités. A partir de ce moment, à quelques interruptions près, la guerre est menée sans trêve ni merci entre les deux pays.

Depuis quelques mois, une guerre avec la Pologne est venue s'ajouter à la première. Est-ce à dire que les Ukrainiens sont devenus bolchévistes ? Il est vrai que la situation militaire polonaise sur le front russe n'est pas ce qu'elle pourrait être, si les Polonais n'étaient pas obligés de combattre les Ukrainiens. Mais il n'est pas moins vrai que les Ukrainiens ont été contraints de se résoudre à la défensive sur le front russe parce que les Polonais les attaquaient dans le dos. Ces faits sont certains, mais il serait naïf d'en conclure que les Polonais ou les Ukrainiens seraient bolchévistes.

Le chef des Ukrainiens est Petliura. Cet homme, qui est resté de tout temps en relation avec les Alliés, qui a renversé le régime de l'hetman germanophile Skoropadsky, qui a pour représentant à Paris le comte Michel Tyszkiewicz et à qui on a proposé, de la part de l'Entente, d'unir son action antibolchéviste à celle de Denikine, serait-il aussi un bolchéviste ? Grâce à ses efforts, il a été possible de reconquérir presque une moitié du territoire national ukrainien et de provoquer un soulèvement antibolchéviste dans l'autre moitié, à tel point que Rakovski s'apprête à évacuer Kief ! Y a-t-il un autre pays qui soit capable, *sans aide étrangère*, de faire une chose pareille ? La Hongrie en est un bel exemple...

On nous dira que tout cela fut l'œuvre de Denikine. Non, car la force combative de Denikine date d'hier seulement. Du mois de janvier au mois de juillet son armée était au Caucase et dans la région du Don, et ce fut Petliura seul qui arrêta la marche russe vers l'ouest pendant ce temps-là. Et si nous lisons dans le manifeste d'adieu de Bela Kun que c'est l'avance ralentie des Russes qui perdit la « cause prolétarienne » en Hongrie, c'est que les Ukrainiens ont barré la route aux hordes moscovites et, par là, ont épargné à la Roumanie et à la Hongrie l'horreur d'une invasion bolchéviste.

Mais pourquoi les Ukrainiens veulent-ils s'emparer de la Galicie orientale ? Pour cette unique raison que ce pays compte au moins 62 % d'Ukrainiens (25 % sont Polonais et le reste est juif). Rien n'est plus simple. M. Bourtzef, partisan ardent d'une Russie « une et indivisible », ne veut pas se rendre à l'évidence que les Ukrainiens ne veulent pas céder leur patrie aux Russes, où ces derniers comptent seulement 13 % de toute la population sur la rive gauche du Dnieper ou même 4 % sur la rive droite. Est-ce du bolchévisme ?

Pendant la guerre, les Ukrainiens ont lutté pour leur indépendance en Autriche comme en Russie. Pour les compromettre, on les a dénoncés comme russophiles à Vienne et comme austrophiles à Pétersbourg. A la suite de ces dénonciations, plusieurs milliers d'entre eux ont été pendus, ici par les autorités autrichiennes, là par celles de Russie. Maintenant, on les dénonce comme bolchévistes. La forme change ; il n'y a que la calomnie qui persiste. A cette campagne calomnieuse, il ne nous reste qu'à répondre :

Si, pour arrêter cette campagne ignoble, il nous fallait renoncer à notre indépendance au profit de l'un ou de l'autre de nos voisins, nous répondrions par un « non » unanime. Nous tous, la nation entière, avons assez d'énergie, après cinq ans de guerre, pour ne pas déposer les armes.

D. D.

LA GALICIE ORIENTALE AUX POLONAIS

(Du Corriere della Sera.)

Continuant à appliquer d'une manière imprévue le principe de décision autonome, la Conférence a communiqué à M. Sydorenko, délégué de la République ukrainienne, que la Galicie entière était attribuée à la Pologne. La note est rédigée avec une habileté peu honorable. On n'y renie pas le principe de décision autonome ; on établit seulement que, pour ce qui concerne la Galicie orientale, il sera appliqué autant qu'il le plaira aux puissances alliées et associées ou à l'organe auquel elles voudront déléguer ce pouvoir.

La Galicie de l'ouest est hors de toute contestation polonaise ; la Galicie de l'est du San est un territoire de populations mélangées dont les principales villes et Léopol même sont en majorité polonaises, tandis que la campagne est petite russe ou ruthène ou, comme l'on dit depuis quelque temps ukrainienne. Suivant les statistiques adoptées par les Ukrainiens, ils forment le 70 % de la population, les Polonais le 16 %, les Juifs et les Allemands le reste. Suivant les statistiques préférées des Polonais (« Indépendance polonaise » N° 19) : Contre 3 132 233 Ukrainiens, il y a 2 114 792 Polonais, dont 1 455 086 catholiques et 659 706 hébreux. Que ce soient les uns, que ce soient les autres qui aient raison, il est hors de doute que la Galicie orientale est un pays de forte majorité non polonaise. De plus, c'est un pays dont la masse est antipolonaise. Les Ukrainiens diffèrent des Polonais par le rite religieux ; de la Pologne, ils haïssent non seulement le joug politique, mais le propriétaire foncier ; ils ont montré en délibérant et en combattant qu'ils voulaient être laissés à eux-mêmes.

Et ce nœud n'était pas de ceux faciles à trancher avec l'épée. Une tout autre politique aurait dû prévaloir à Paris : politique de construction et non de négation, d'arrangements tendant à la confiance réciproque et non de défiante surveillance. Et l'on aurait trouvé ainsi un moyen de respecter les droits des Ukrainiens en Galicie orientale sans abandonner les minorités polonaises à l'extermination tant crainte. Leurs travaux de paix ont été trop souvent dominés par les névroses de guerre. Ils ont donc voulu construire une Europe où l'Allemagne serait emprisonnée. De là, les faveurs ou les disgrâces à telle ou telle autre de ces nationalités. La Pologne sera la France de l'Orient. Un système politique ou militaire dont elle sera l'arbitre, séparera entre la Baltique et la mer Noire la Russie de l'Europe proprement dite.

Naturellement ces singuliers éducateurs de peuples ne se sont jamais demandé si, une fois leurs pupilles devenus des adultes, ils poursuivraient le chemin tracé aujourd'hui à leur enfance impétueuse. Ils n'ont pas perdu de temps à examiner si les murailles qu'ils élèvent ont assez de force et de solidité pour résister aux chocs éventuels, si jamais la prison ne semblait faite que pour inspirer quelque désir d'évasion au prisonnier. Ils n'ont pas songé que le moyen le plus sûr d'affaiblir la Pologne (que cependant l'on désire forte) est peut-être celui qui lui permet de s'attribuer une tâche trop supérieure à ses forces, constituant un Etat difforme où les Polonais représenteront un peu plus de la moitié de la population et où les luttes nationales iront de pair avec les luttes sociales.

Pour reconstituer la Pologne et dompter l'Allemagne, on démembre le peuple ukrainien. Les origines idéales et les enseignements politiques de la victoire sont reniés. Qui nous sauvera d'un enveloppement chaotique d'irrédentisme sans le voisin d'orient, de l'élan de vengeance et d'expansion qui animera la Russie de demain, de la fatale alliance offensive entre Russes et Allemands ?

Seule la Société des Nations pourrait nous sauver en incorporant à bref délai les peuples qui aujourd'hui en sont exclus et qui finiraient, s'ils devaient toujours en être exclus, par former ouvertement ou de façon dissimulée, une Société contre la Société. Si enfin, la Société des Nations devenait vraiment telle, cessant d'être la Société de quelques nations, elle assumerait la force et l'autorité suffisantes pour une graduelle et pacifique revision, sans secousses morales, des traités de 1919 et de leurs codes.

ITALIE ET UKRAINE

(Du Popolo d'Italia.)

Le colloque qui a eu lieu avant-hier à Rome entre le représentant de la République ukrainienne socialiste auprès de notre gouvernement, M. Masurenko, ministre de l'Industrie, Dante Ferraris, et le sous-secrétaire d'Etat pour les approvisionnements, Murialdi, est d'une importance qui surpasse tout ce qu'on pouvait imaginer.

Les trois hommes d'Etat se consultèrent pour choisir les moyens les plus rapides et les plus efficaces pour activer les échanges commerciaux entre l'Italie et l'Ukraine et plus spécialement pour établir comment et en quelle quantité le blé ukrainien pourrait être fourni à l'Italie.

De tous les pays de la mer Noire avec lesquel nous pouvons nouer des relations économiques, l'Ukraine est celui qui nous intéresse le plus. Ses ressources agricoles et minières sont énormes et sa production industrielle relativement restreinte.

Nous pouvons avantageusement échanger nos produits industriels contre, par exemple, du blé et du pétrole.

Nos laines, nos cotons, nos machines agricoles pourraient dominer les marchés ukrainiens. De plus, nos paysans, nos techniciens de l'agriculture, les organisateurs de la grande industrie agricole pourraient déterminer dans ce pays très fertile une culture presque totalement extensive, qui ferait de l'Ukraine le pays le plus riche en denrées alimentaires de l'Europe. Quelles richesses l'Italie pourrait retirer de l'Ukraine et quel prestige acquérir dans le monde slave en dirigeant son courant migrateur et en assumant la direction technique du pays, il est facile de le deviner.

Les rapports économiques cordiaux que M. Masurenko a sollicités à Rome montrent le bon accord politique dont nous avons un besoin absolu.

Les industriels et les ouvriers italiens font des efforts pour faciliter l'accomplissement de la tâche de M. Ferraris et de M. Masurenko, lequel a déjà proposé la création d'une commission auprès des ministères de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce. Cette commission élaborera un plan pour les échanges italo-ukrainiens. Que les ouvriers réfléchissent tout d'abord que l'acquisition du blé ukrainien, — cette année nous pourrons en avoir environ 10 millions de quintaux, — est subordonnée à la quantité de produits manufacturés que nous pourrons exporter en Ukraine et qui pourront faire concurrence aux étrangers, mieux approvisionnés que nous.

Notre force principale réside dans la main-d'œuvre. Si les ouvriers font grève et les industriels vivent avec peine, toute concurrence est impossible et par suite les produits manufacturés qui nous permettraient d'acquérir du blé ne peuvent être lancés sur les marchés ukrainiens.

La crise que nous traversons ne peut être résolue que par l'augmentation continuelle de la production. Si nous ne travaillons pas, il ne nous sera pas possible d'acheter du blé ukrainien et encore moins américain, pour ne pas dire le reste.

N. Bonservizi.

CHOSES ET AUTRES

Nous tenons à noter ici le changement subit qui s'est produit ces temps derniers dans l'opinion de la *Gazette de Lausanne* à l'égard des Ukrainiens. Jusqu'ici cet honorable journal, très polonophile, considérait avec une méfiance manifeste toutes les revendications ukrainiennes, même les plus légitimes. Aujourd'hui le vent a tourné et la méfiance d'autrefois a fait place à une paternelle bienveillance.

Pour ne citer qu'un exemple : le 26 juillet M. M. M. écrivait dans un article de fond « en Ukraine ou, du moins, parmi les chefs improvisés du pays disparate qu'on appelle ainsi » ou encore « l'Ukraine dont rêvent certains nationalistes ukrainiens embrasse des territoires qui n'ont jamais existé à l'état aggloméré, qui n'ont jamais eu un instant de vie commune et qui sont fort dissemblables. Ces territoires s'étendent du San en Galicie jusqu'au pied du Caucase. Les Polonais et les Grands-Russiens ne sont pas seuls à trouver que les séparatistes ukrainiens exagèrent ».

Par contre le 13 août la même *Gazette* reproduisait sous le titre « Une observation fort judicieuse » un passage du *Corriere della Sera* où il est dit au sujet de la Galicie orientale : « Ce pays est habité par une majorité ukrainienne qui représente 70 % de la population totale. L'attribution de la Galicie orientale à la Pologne risque de provoquer un mouvement irrédentiste en Europe orientale et contribuera tôt ou tard à la conclusion d'une alliance russo-allemande, dirigée contre la Pologne. »

La différence est frappante. Nous félicitons sincèrement les rédacteurs de la *Gazette* pour la rapidité avec laquelle ils ont su, montrant ainsi une fois de plus leurs facultés d'assimilation et leur bonne volonté, changer leur manière de voir.

CHRONIQUE

*** Les Polonais prennent l'important nœud ferroviaire de Molodetchno, Luniniec et celui de Sarny en Volhynie.

*** Les troupes ukrainiennes de Petlura chassent les bolchévistes de Jmerinka, de Bar, de Vinnitsa et de Nemirof. A deux étapes de Kiev les bolchévistes sont mis en fuite après avoir essuyé de grandes pertes.

*** Le président du Conseil national ukrainien, Lewicky et Singalewycz, demandent télégraphiquement à la mission de paix à Paris d'intervenir auprès du Conseil suprême pour qu'une mission soit envoyée incessamment en Galicie orientale afin d'y constater l'écrasement complet de la vie nationale ukrainienne par les Polonais et d'intervenir.

*** On mande de Kichinev que les troupes du général Grigoriev qui occupent Odessa ont commencé à poursuivre les Juifs. Le quartier juif d'Odessa a été cerné et un massacre a commencé duquel pas un seul juif n'a pu échapper. Le quartier juif a été incendié.

*** Les relations diplomatiques viennent d'être reprises entre la Roumanie et l'Ukraine. Le chef de la mission ukrainienne à Berne M. N. Wassilko a rendu visite au ministre de Roumanie. L'entrevue très cordiale a duré plus de deux heures au cours desquelles les diplomates ont examiné différentes questions intéressant leurs deux gouvernements.

*** L'armée des volontaires s'empare de Poltawa, sur la grande ligne Kiev-Kharkov. Alexandrovsk est déjà entre ses mains.

*** Deux missions officielles italiennes partent pour l'Ukraine et à Don. Elles devront étudier les moyens d'établir des rapports commerciaux et de résoudre toutes les questions d'importation et d'exportation.

*** Les volontaires russes reprennent aux bolchévistes Bogodouchov et avancent d'environ 50 lieues à l'ouest de Kharkov. Toutes les attaques bolchévistes contre Ekaterinoslaw sur le Dnieper sont repoussées.

*** Le président de la Rada des Cosaques du Kouban, M. Riabowil, est assassiné à Rostow.

*** Les représentants officiels à Londres des républiques esthonienne, lettone, lithuanienne et ukrainienne adressent une lettre aux membres de la Chambre des Communes pour protester contre les buts de Dénikine qui sont de reconstituer une Russie unifiée et indivisible et de n'accorder que l'autonomie à ses peuples. Ils demandent l'indépendance complète pour toutes les nationalités de l'ancien empire russe.

*** Les troupes de Petliura occupent le nœud ferroviaire de Vapniarka, après avoir établi la liaison avec le groupe de l'ataman Wolinietz qui a réussi à occuper Bratslav sur le Boug.

*** Les troupes de Petliura venant de Jmerinka, le long de la voie ferrée, s'emparent de Fastow à une étape de Kiev.

*** L'armée ukrainienne continue son avance. Jampol sur le Dniester est tombée entre ses mains. Une nouvelle attaque des bolchévistes dans la direction de Proskourov-Starokonstantinov est repoussée.

*** On mande de Moscou que l'hetman Grigoriev a été tué par Makhno à Sektovo dans le district de Kherson.

*** Le *Venkov* organe du parti agraire tchèque demande l'intervention du gouvernement en faveur de l'Ukraine. La nation tchèque ne peut rester le témoin impassible d'une annexion par la Pologne de territoires incontestablement ukrainiens.

*** Un comité spécial *Straza Krezowa* est fondé en Pologne pour l'annexion de la Lithuanie et de la Ruthénie à la République polonaise. Ce comité dispose d'un capital de 180 millions de roubles et siège à Varsovie.

*** Une mission alliée spéciale part de Bucarest en aéroplane pour le quartier général de Denikine ; elle a pour instructions d'aboutir à une entente entre les troupes de Dénikine et celles de Petliura.

*** Le ministre ukrainien à Vienne, Wiatcheslaw de Lipinsky, donne sa démission.

*** Un homme d'Etat ukrainien, M. Witowsky meurt dans une catastrophe d'avion.

*** Sur le front Kharkov-Poltawa la bataille continue à environ 22 lieues au nord de Belgorod et les volontaires s'avancent lentement vers Koursk. A l'ouest de Kharkov ils ont été forcés d'évacuer Akhtyrka.

*** Le rayon de Braïlov est complètement occupé par les troupes ukrainiennes. Celles-ci ont pris les anciennes forteresses de Doubno en Volhynie et de Starokonstantinov.

*** Les tentatives des bolchévistes pour s'emparer du port d'Odessa, profitant de l'assassinat de Grigoriev, ont échoué après une lutte acharnée. Le gouvernement local d'Odessa dispose de troupes sûres.

*** Une flottille composée principalement de vaisseaux anglais bombarde Otchakov, ainsi que Stanislavov à 20 lieues à l'ouest de Kherson. Les bolchévistes se retirent dans la direction du Buzuluk.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Le rapatriement de nos prisonniers de guerre en Allemagne

Des dizaines de milles ukrainiens mènent une existence misérable dans les camps allemands et attendent depuis le 11 novembre 1918 le retour dans leurs foyers.

La signature de l'armistice a eu lieu le 11 novembre 1918. Immédiatement commença le rapatriement des prisonniers de guerre alliés prévu dans les conditions de l'armistice et successivement les Anglais, Américains, Français, Polonais, Tchèques, etc., rentrèrent chez eux. Une seule exception fut faite au détriment de l'alliée de la France : les prisonniers de guerre provenant de l'ancienne Russie furent presque tous retenus. Or, parmi ces prisonniers il y a beaucoup d'Ukrainiens, ce qui s'explique par le fait que la conscription a de tout temps été pratiquée avec une sévérité particulière en Ukraine. Le gouvernement russe trouvait dans ce pays où la population est dense, mais en même temps robuste et saine, parce qu'elle est essentiellement agricole, un pourcentage énorme d'excellentes recrues.

Le ministre de la guerre allemand évalue les Ukrainiens retenus en Allemagne, après la révolution à environ 60 000 hommes. Il y en a certainement davantage. Pour quelle raison retient-on les Ukrainiens dans les camps de prisonniers ? Nous comprenons qu'on tienne à garder les Russes infectés de bolchévisme. Mais les Ukrainiens qui ne sont nullement bolchévistes, — pourquoi ne les laisse-t-on pas reprendre leur place dans leurs foyers ?

Les craintes qu'on a qu'ils pourraient renforcer l'anarchie existante sont vaines. En effet, ces prisonniers ont trop souffert, soit du régime tsariste, soit de celui, pas plus enviable, des camps de prisonniers en Allemagne, pour qu'ils ne désirent pas s'engager dans l'aventure bolchéviste, qui, fatalement, les conduirait à d'autres souffrances.

Bien au contraire, des renseignements tout à fait exacts nous montrent ces prisonniers brûlants d'un patriotisme ardent, voulant servir leur pays et mourir, s'il le faut, pour lui, pour qu'il soit entièrement délivré des envahisseurs. Ils souffrent et certainement cela ajoute à leurs souffrances de penser qu'on prétexte qu'ils sont bolchévistes pour les empêcher de retourner chez eux. On ne veut pas les laisser retourner en Ukraine parce qu'ils sont suspects de bolchévisme, mais, par contre, ils cessent de l'être dès qu'ils se laissent enrôler dans l'armée réactionnaire de Dénikine ou celle de Koltchak On les recrute en leur disant que s'ils ne partent pas pour l'armée des volontaires russes, ils ne seront pas rapatriés du tout. Il est prouvé aussi que le commandant anglais d'un camp a dit aux prisonniers ukrainiens, qu'ils pourraient partir pour n'importe quelle contrée, le Brésil ou la Chine ou ailleurs, mais pas pour leur propre pays. Peut-on agir ainsi avec des hommes qui ont versé le meilleur de leur sang pour la cause commune des alliés, combattant jusqu'au commencement du régime bolchéviste, dans des conditions matérielles si épouvantables qu'il est impossible de se les représenter : sans chaussures, ni habits, n'ayant pour toute arme souvent que des cannes, ignorant ce que c'est que de n'avoir pas faim.

Alors que les armées alliées reculaient chaque jour sur le front occidental, ce sont ces soldats qui par leur héroïsme ont empêché leur écrasement, en consentant à mourir en silence, malgré leurs souffrances. Indirectement, ils ont brisé, à plus d'une reprise, l'offensive allemande.

Aujourd'hui, grâce aux intrigues polonaises, qui cherchent à faire croire que tous les Ukrainiens sont des Bolchévistes, on les maintient en prison, oubliant que si on ne les rapatrie pas en été, ils devront passer un nouvel hiver en prison, ce qu'ils ne méritent pas, ou seront ramenés chez eux en hiver ce qui les expose à mourir de froid au cours de la route.

Nous avons vu arriver naguère à Kiev plusieurs de ces convois de vagons à bestiaux, contenant chacun quarante hommes. Sur chaque quarante hommes, vingt étaient morts de froid et de faim. Il ne faut pas oublier les terribles froids des hivers de chez nous.

Avant de mettre sous les yeux de nos lecteurs quelques documents montrant que tout avait été préparé par le gouvernement tchéco-slovaque pour le passage des prisonniers ukrainiens et leur ravitaillement, nous voudrions rappeler que la mission militaire ukrainienne travaille déjà depuis huit mois au milieu des prisonniers de guerre. Durant ce temps, elle a connu tous les mauvais côtés de leur pénible existence, elle a pénétré leurs pensées et s'est mise au courant de tous leurs besoins moraux et physiques, de leur inquiétude au sujet de l'incertitude régnante autour de la question de leur rapatriement.

On compte en ce moment jusqu'à 60 mille prisonniers ukrainiens en Allemagne dont la plupart y sont déjà depuis plus de quatre ans. La captivité en Allemagne est très dure à cause du dur régime disciplinaire, des travaux obligatoires, de la nourriture insuffisante et des mauvais vêtements. La dernière année surtout est devenue insupportable à cause de l'isolement complet de la patrie, de l'ignorance de ce qui se passe à la maison et de l'inquiétude au sujet des possibilités de rapatriement.

La situation des prisonniers ne changea pas beaucoup après la révolution allemande si ce n'est au point de vue juridique. Vers la fin de l'année 1918 et au début de 1919, il y eut quelques rapatriements, toutefois sans grands succès. Un grand nombre de prisonniers disparurent. Vers la fin de janvier, quand toutes les affaires concernant les prisonniers passèrent à l'Entente, les rapatriements furent complètement arrêtés.

Mais, d'autre part, grâce à l'intervention de l'Entente, la situation matérielle des prisonniers s'améliora un peu, surtout en ce qui concerne la nourriture. Cependant, les vêtements commencèrent bientôt à manquer, de même que les soins médicaux. Quant au rapatriement, on le promettait pour le printemps, quand les beaux jours seraient de retour. Ainsi, nourrissait-on les prisonniers de promesses car, le printemps passé, l'été est arrivé sans que le rapatriement ait commencé.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les prisonniers aient commencé à montrer une grande méfiance au sujet de l'arrêt du rapatriement par l'Entente. Ils crurent que l'amélioration de la nourriture se faisait dans le but d'envoyer les prisonniers combattre dans une armée. Au premier abord, une telle supposition pouvait paraître le résultat de l'imagination surexcitée des prisonniers. Personne n'aurait cru qu'une pareille idée d'enrôlement des prisonniers dans une armée quelconque vienne à une organisation comme celle du général Potzki, connue sous le nom de la Croix-Rouge russe. Cependant, il est certain que cette organisation envoyait ses agents dans les camps de concentration de Zalwedel, composé uniquement d'Ukrainiens, et a invité les prisonniers à s'enrôler dans l'armée, les menaçant, en cas de refus, de ne jamais les laisser sortir d'Allemagne.

D'autre part, le représentant de la Mission britannique invitait les prisonniers du camp de Hameln à partir en Amérique, au Brésil ou en France ; mais il n'était pas question de les faire rentrer chez eux.

Voici un fait qui caractérise fort bien les excès dont furent l'objet les prisonniers de guerre. Le président de la Mission interalliée, le général Jouwart, a invité le président de la Mission militaire ukrainienne, à Berlin, pour lui dire qu'il pourrait commencer le rapatriement de nos prisonniers. Le président lui proposa la route de Bohême et, delà, la Galicie. Jouwart consentit et nous dit de faire les démarches nécessaires auprès des Tchèques afin d'obtenir la permission du passage des prisonniers ainsi que du matériel de transport. Cette permission obtenue, Jouvart promit de charger la Mission militaire allemande de s'occuper du transport jusqu'à la frontière. La Mission s'adressa alors au gouvernement tchèque et obtint de lui l'autorisation d'utiliser les wagons tchèques. En plus, le gouvernement tchèque promit d'organiser des stations de ravitaillement, aux frais du gouvernement ukrainien, sur le passage des prisonniers.

Tout paraissait être ainsi organisé et il ne restait qu'à procéder au rapatriement lorsque surgirent des difficultés du côté de la Mission de Jouwart, qui trouvait lui-même, qu'à cause de soi-disant troubles en Galicie (ce qui n'était pas vrai, la Galicie était alors tout à fait tranquille), la Croix-Rouge ukrainienne ne pourrait pas transporter les prisonniers en Ukraine.

Or, pendant ce temps, les agents de la mission de la Croix-Rouge russe de Pototzky firent leur besogne, ce qui excita toujours plus les prisonniers, déjà suffisamment tourmentés physiquement et moralement. Il est bon d'ajouter qu'au point de vue juridique, les prisonniers ukrainiens en Allemagne sont encore considérés comme prisonniers, tandis que chez les Tchèques il y a déjà longtemps qu'on les considère comme *d'anciens prisonniers.*

DOCUMENTS

concernant le rapatriement de prisonniers de guerre ukrainiens.

Berlin, le 1er avril 1919.

Mission militaire ukrainienne pour les affaires des prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne.

No 1014.

A la Commission interalliée pour le rapatriement des prisonniers de guerre Russes en Allemagne,

Berlin.

Durant un travail de cinq mois (sur l'ordre du gouvernement ukrainien) la Mission militaire ukrainienne réussit à se mettre en relation avec les ressortissants ukrainiens. D'après la correspondance et des récits de la délégation et des communautés dans les camps, on peut juger que la Mission jouit de la confiance des prisonniers de guerre ukrainiens. Les prisonniers savent bien que le premier devoir de la Mission est de transporter les prisonniers aussitôt que possible en Ukraine ; en outre, ils savent que jusqu'au 15 janvier 1919, où les Alliés se chargeaient du sort de tous les prisonniers de guerre de la Russie d'autrefois, la Mission militaire ukrainienne a réussi à préparer un transport périodique et que jusqu'à 70 000 Ukrainiens rentrèrent d'Allemagne dans leur pays.

Depuis ce temps, nous recevons des questions de nos compatriotes, au sujet de la reprise des transports au pays natal. Puisque nous ne savons pas tout à fait pourquoi on retient les prisonniers en Allemagne — car nous avons en Ukraine notre gouvernement, qui a fait son possible pour recevoir les prisonniers à la frontière ; on y a installé des stations de ravitaillement et en outre le pays a été tranquille jusqu'à présent — nous demandons de nous informer de ces raisons, afin que nous puissions en informer les prisonniers de guerre ukrainiens.

En même temps, nous demandons de nous dire quand les transports pourraient recommencer. La chose est telle : nous connaissons très bien notre peuple qui a subi les souffrances d'une longue captivité. Dans notre Mission travaillent des gens qui ont été eux-mêmes en captivité ou qui ont travaillé longtemps parmi les prisonniers. Nous connaissons les sentiments de notre peuple, les neuf dixième sont des paysans qui s'ennuient bien de leur agriculture. Le peuple ukrainien est patient et intelligent. Après la paix de Brest, il pouvait comprendre la raison de l'arrêt ; mais maintenant, après la fin de la guerre où les Allemands ont reçu leurs ouvriers, l'hiver a passé, la température devient chaude et le temps approche où ils veulent faire leur travail au pays natal, après quatre ans de travail au pays étranger. Les Ukrainiens pourraient perdre patience parce qu'ils ne connaissent pas les raisons de leur rétention. Cela pourrait avoir des conséquences peu agréables pour tout le monde.

La Mission militaire ukrainienne signale cet état de choses à l'attention de la Mission interalliée parce que la Mission militaire ukrainienne ne peut pas prendre la responsabilité des conséquences résultantes d'une rétention plus prolongée.

Nous vous informons que les prisonniers se donnent de la peine pour obtenir de ceux qui les retiennent le même salaire par jour qu'on paie à tous les autres ouvriers. Cette résolution pourrait aussi avoir d'autres conséquences dont la Mission militaire ne peut prendre la charge.

Après vous avoir informé, nous promettons, de notre part, autant que cela pourra servir les intérêts de nos compatriotes, de notre pays et de notre gouvernement, de vous aider avec tous les moyens qui sont à notre disposition.

Veuillez agréer l'expression de notre haute considération.

Le président de la Mission :
Signé : Dr K. Wojewidka.

* * *

Prague, le 8 mai 1919.

Etat-Major Général de l'armée Tchéco-Slovaque.

BUREAU

No 218. 4. E.-M.

Objet : Rapatriement des prisonniers ukrainiens.

Le général Pellé, chef d'état-major général de l'armée Tchéco-Slovaque,
à M. le Dr André Jouravel, vice-président de la Mission militaire ukrainienne d'assistance aux prisonniers de guerre en Allemagne,
Hôtel Monopol, Prague.

En réponse à votre lettre No 100 du 26 avril ; j'ai l'honneur de vous transmettre, ci-après, les conditions dans lesquelles il pourrait être procédé au rapatriement des prisonniers ukrainiens d'Allemagne :

1. Le gouvernement Tchéco-Slovaque pourrait fournir chaque jour à Bohumin un train de 100 essieux pour le transport de ces prisonniers à condition, bien entendu, qu'ils soient dirigés sur cette gare par les autorités allemandes, soit par chemin de fer, soit d'une autre manière. Il vous appartiendrait de régler cette question avec les autorités allemandes à Berlin.

2. Les convois seraient expédiés par le gouvernement Tchéco-Slovaque jusqu'aux gares ukrainiennes de destination ; sous réserve que le gouvernement ukrainien prenne l'engagement de renvoyer immédiatement ou de restituer les wagons fournis.

3. Le charbon nécessaire serait fourni par le gouvernement Tchéco-Slovaque ; le gouvernement ukrainien rembourserait, en compensation, le charbon fourni en naphte.

4. Il y aurait un gros avantage à obtenir du gouvernement polonais l'autorisation de faire passer les convois sur son territoire entre Tesin et Jablunkov. Cet itinéraire, plus court, permettrait de réaliser une économie de temps et de matériel. Il vous appartiendra de chercher à conclure un accord dans ce sens avec les délégués polonais venus à Berlin pour régler ces transports.

5. Mais le général Dupont, président de la Mission interalliée à Berlin, m'a informé, par télégramme No 3025 du 4 mai, que, par ordre du maréchal Foch, les transports ne pouvaient être effectués pour la raison qu'ils devaient se faire à travers la Hongrie et la Galicie insurgées. Dans ce cas, il ne peut appartenir qu'au général Dupont, s'il le juge possible, de présenter de nouveau la question au commandement en chef des armées interalliées. Vous pourrez lui faire savoir qu'à la suite de leur récente avance, les troupes tchéco-slovaques occupent tout le territoire que traverse la voie ferrée Kosice-Csap-Munkacs.

Seul également, le général Dupont est renseigné sur les possibilités d'organisation du transport des prisonniers sur le territoire allemand.

6. Il demeure entendu que les transports ne pourront commencer que lorsque le pont de Satoralja Ujheli sur le Bodrog, actuellement détruit, sera remis en état et que le trafic pourra être repris sur la ligne de Kosice à Csap ; c'est-à-dire dans un délai de dix à quinze jours. De toute façon, il est indispensable d'avoir un préavis de huit jours.

Signé : Pellé.

* * *

Ministère de la défense nationale.

No. 1663, XV.

Alimentation des transports de prisonniers ukrainiens par voie ferrée.

Copie.

Traduction du rapport.

Prague, le 7 mai 1919.

LA CANTINE MILITAIRE.

Les transports militaires ukrainiens en voie de retour recevront de la part des cantines militaires des chemins de fer une quantité convenue de nourriture.

En attendant la quantité de l'alimentation sera fixée par le commandant des transports du point de ravitaillement.

Les dépenses que l'alimentation entraînera seront portées au compte de la République Ukrainienne. Dans ce but, les cantines militaires présenteront au Ministère de la Défense Nationale des rapports mensuels concernants la quantité de nourriture distribuée aux transport ukrainiens.

Ces trains vont commencer très prochainement leur service journalier. Le premier qu'on attend emmènera 1000 prisonniers. Le commandant de transport avertira la cantine à l'avance par télégramme ou par téléphone de l'arrivée du du train et du nombre de personnes qu'il faut alimenter.

La commandantur des gares du chemin de fer à Olomntz avertira à ce sujet les cantines se trouvant dans les gares.

Les cantines militaires seront organisées dans les points suivants : Morawska, Trebowa, Pardoubitzi, Praga-Baubna, Bogoumil (Oderberg), Berno, Preraw, Wasseli sur la Marawa, Kochitzi, Tekla, Brondky et Olmoutz.

Pour copie conforme :

(Signature) Chef de la XV Section.
(Direction Centrale des Chemins de fer).

* * *

Berlin, le 13 mai 1919.

Mission militaire ukrainienne pour les affaires des prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne.

No 1804.

A Monsieur le général Dupont,
Président de la Commission interalliée,
Berlin.

Monsieur le général,

La Mission militaire ukrainienne pour les affaires des prisonniers de guerre Ukrainiens en Allemagne a l'honneur de vous faire savoir les résultats des délibérations de la Mission avec les représentants du gouvernement de la République Tchéco-Slovaque touchant les transports des prisonniers de guerre Ukrainiens par le territoire Tchéco-Slovaque.

En vertu du jugement de la Commission interalliée pour la permission du rapatriement des prisonniers de guerre Ukrainiens en Allemagne, la Mission Ukrainienne a envoyé à Prague tout de suite son représentant M. le Dr André Jouravel, vice-président de la Mission, pour délibérer avec le gouvernement de la République Tchéco-Slovaque. Comme résultat de ces délibérations nous ajoutons, ci-joint, une copie de la lettre du chef de l'état-major de l'armée tchéco-slovaque M. le général Pellé à notre représentant. Il ressort de cette lettre que l'évacuation des prisonniers de guerre par le territoire de la République Tchéco-Slovaque pourrait se faire bientôt pourvu qu'on se débarrasse de la difficulté y mentionnée.

M. le général Pellé écrit au point 5 de la lettre, que vous, Monsieur le général, lui avez télégraphiée le 4 mai, sur l'ordre du maréchal Foch, concernant les suspensions des transports à cause des révoltes en Galicie et en Hongrie. La Mission Ukrainienne ne sait pas d'où viennent de telles informations de révoltes en Galicie, mais d'après les récits de nos ambassades à Prague et à Berlin et les affirmations de nos courriers, qui passent la Galicie sans arrêt, de Berlin à l'Ukraine, la Mission est obligée d'y constater un calme parfait. Prenons en considération que toute la route sur laquelle l'évacuation des prisonniers de guerre devait s'organiser de Tchéco-Slovaqui jusqu'à la frontière ukrainienne est occupée par les armées tchéco-slovaques, il n'y a aucune difficulté pour les transports réguliers.

En vertu de ces motifs, la Mission militaire ukrainienne a l'honneur de vous prier, Monsieur le général, de prendre vos mesures contre la défense de transports et de vouloir bien nous aider à régler l'exécution technique des transports des prisonniers de guerre ukrainiens de l'Allemagne jusqu'à la frontière Tchéco-Slovaque.

En même temps, la Mission militaire ukrainienne a l'honneur de vous informer qu'aussitôt les difficultés, qui rendent pour le moment impossible l'évacuation, écartées, par la Commission interalliée, elle enverra de nouveau son représentant à Prague pour un réglement définitif du plan technique de l'évacuation.

Veuillez bien agréer, Monsieur le général, l'expression de ma haute considération.

Le Président :
(Signé) Dr K. Wojewidka.

* * *

Berlin, le 26 mai 1919

Mission militaire française Berlin.

3495.

NOTE

pour la Mission militaire Ukrainienne.

Réponse à votre lettre No 2041 du 23 mai.

Le dossier que vous avez adressé le 13 mai à la Mission française (No 1804) a été transmis au général Malcolm, président de la Commission interalliée pour le rapatriement des P. G. slaves.

La question du rapatriement des P. G. ukrainiens par la Tchéco-Slovaquie fait l'objet en ce moment de négociations entre la Commission interalliée de Berlin, le général Pellé à Prague, et le gouvernement polonais.

La Commission de Berlin a demandé par télégramme au gouvernement polonais l'autorisation, pour le transport des Ukrainiens, de traverser librement le district de Teschen (soumis au contrôle polonais).

D'autre part, on prévoit l'entrée des trains ukrainiens en Tchéco-Slovaquie par Bodenbach pour le cas où le passage par Oderberg, c'est-à-dire par la Haute Silésie, devenue polonaise, soulèverait des difficultés.

Il y a tout lieu d'espérer que ces négociations aboutiront et que l'évacuation des Ukrainiens pourra bientôt commencer.

(Signature)

Diverses protestations des prisonniers.

A la Mission militaire ukrainienne à Berlin.
Résolution de l'assemblée du camp de Salzwedel se composant de 4000 hommes le 29 mai 1919.

Nous autres, prisonniers de guerre ukrainiens du camp Salzwedel, protestons résolument contre notre retenue en captivité par les puissances alliées et demandons notre rapatriement. Si l'Entente a eu la possibilité d'expédier les troupes polonaises en Pologne, elle doit de même expédier nous autres Ukrainiens en l'Ukraine au lieu de nous arrêter en captivité. Nous réclamons de ceux qui nous arrêtent en captivité une amélioration de nos conditions de vie au point de vue de la nourriture et des vêtements. La commission interalliée qui se chargea du ravitaillement des prisonniers et arrêta le rapatriement nous promit de nous satisfaire dans tous les cas, mais les promesses ne furent pas tenues. La ration quotidienne de 140 grammes de viande qu'on nous donne de la part de l'Entente est mêlée encore de 55 grammes de gruau donné par les Allemands ; toute autre nourriture accordée par les Allemands n'est pas mangeable.

L'assemblée des Ukrainiens demande à la Mission militaire ukrainienne de remettre notre protestation à la Commission interalliée.

Pour la traduction exacte de l'original ukrainien,

Le secrétaire : H. Petrenko.

* * *

Salzwedel, le 20 mai 1919.

A la Mission militaire ukrainienne à Berlin.

Les affaires concernant l'envoi de volontaires prennent de l'extension. Samedi, Bermond y était et il a obtenu, sans doute par un ordre supérieur, une « avance » spéciale de la commandature qui lui donne le droit d'entrer dans les camps par toutes les portes (personne ici n'a ce genre d'autorisation) et d'emmener qui que ce soit, sans aucun certificat.

On annonce encore qu'un télégramme est arrivé à la commandature dans lequel il est dit que Bermond est désigné comme commandant du camp. Ainsi que je l'ai appris, on doit grouper et discipliner les volontaires dans le camp. Bermond a déclaré samedi, en compagnie intime, que la propagande ukrainienne est inutile, de même que le théâtre ukrainien. En effet, il y avait dans ce camp de concentration un théâtre ukrainien très bien monté.

J'attire votre attention là-dessus et vous prie de faire tout ce que la situation exige.

Au théâtre, les hommes sont très énervés. La Rada ne sait pas que faire et demande des indications avant jeudi, comme je l'ai déjà demandé. Laisser le sort décider, ou organiser une base de lutte ? Quelques-uns désirent régler cette question par le vote. Enfin, beaucoup de gens disent qu'on ne veut pas les renvoyer chez eux ; que, d'autre part, on ne les rappelle pas dans l'armée ukrainienne, et que tout ce qu'il leur reste à faire c'est d'entrer dans les rangs des volontaires. La Rada elle-même est partisan de l'organisation d'une armée ukrainienne et vous demande qui fera cela et comment. « Si on peut s'enrôler dans notre armée, disent-ils, personne ne se joindrait aux volontaires, mais à Petliura. Les sentiments sont à notre avantage. Au début, personne ne voulait acheter les cocardes ukrainiennes. Mais quand ils apprirent que les officiers russes étaient contre les cocardes, ils voulurent tous les avoir. Aussi, je vous prie de me télégraphier en réponse à ma lettre du 15 avril, № 32, 17, concernant cette affaire, et me faire savoir si la Mission peut donner gratuitement une partie des cocardes. J'attends la réponse et des informations.

Avec parfaite considération.

(Signé) Le sous-lieutenant :
Kouselia.

* * *

Nous, prisonniers du camp de Kwedlinburg, sommes contraints par les conditions insupportables de notre captivité d'exprimer notre profonde indignation contre ceux qui, détenant le pouvoir sur notre vie, nous forcent à achever notre triste existence ici, derrière les fils de fer barbelés. Pendant la guerre, nous n'étions pas seuls à supporter les conséquences de la captivité ; nous avions des camarades des pays de l'Entente et, sous une discipline de fer allemande, nous attendions ensemble et avec impatience le jour de la délivrance qui devait arriver avec la fin de ce carnage, de cette guerre. Maintenant et tandis que nos frères d'armes et de captivité sont déjà depuis longtemps dans leurs foyers et travaillent pour eux-mêmes et pour leur patrie, nous autres Ukrainiens sommes forcés de traîner notre triste existence de captifs, toujours derrière le même grillage qui il y a quelque temps renfermait nos camarades des pays Alliés.

Et on se demande à présent quand est-ce que finiront ces tristes jours d'attente. A force d'attendre, beaucoup d'entre nous sont devenus fous. D'autres, ne pouvant plus supporter cette vie très dure de la captivité, sont déjà morts et ont rejoint leurs ancêtres au lieu de regagner leur patrie.

Escomptant la situation, nous sommes obligés de conclure que notre détention ici par l'Entente aggrave notre situation aussi bien que celle de notre patrie. Car à l'état où nous sommes nous la privons de notre main-d'œuvre. Notre pays, à cause du manque d'ouvriers, devient de plus en plus pauvre et nous en souffrons. C'est pourquoi nous demandons une compensation pour toute la durée de notre retenue en captivité (du 14 janvier au jour qu'on va nous rapatrier) en rapport avec la solde ouvrière en Ukraine. Cette compensation doit se faire par les pouvoirs qui en sont responsables.

Nous prévenons d'avance que nous ne consentirions point à être protégés par l'Entente contre les accidents et les dangers qui peuvent nous arriver en route lors de notre rapatriement ; le cas échéant, nous n'excuserons pas l'Entente.

La seule chose que nous exigeons, c'est d'être immédiatement rapatriés et d'être indemnisés pour tout le temps que nous fûmes injustement retenus en captivité.

* * *

Nos lecteurs liront maintenant des extraits d'un mémorandum des prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne. Les deux protestations qui précèdent font la démonstration que ce qui était vrai en octobre 1918 l'est encore à l'heure actuelle. Sauf que l'attente ajournée de nos malheureux compatriotes s'exaspère de plus en plus.

MEMORANDUM

des prisonniers ukrainiens aux camps de Wetzlar, Salzwedel et Rastatt remis au ministre ukrainien en Allemagne et à la Commission militaire sanitaire pour les affaires des prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne.

EXTRAITS

Depuis les premiers jours de notre captivité jusqu'au moment actuel, nous avons saisi toutes les occasions pour faire savoir à nos familles, aux autorités et à nos compatriotes la triste situation dans laquelle nous nous trouvons. Chaque fois que cela a pu se faire, nous avons exposé nos plaintes aux représentants des Etats neutres qui venaient visiter les camps, ainsi qu'aux sœurs de la Croix-Rouge russe qui, en 1915 et 1916 les traversèrent.

Nous savons aussi qu'un moment les journaux russes ont beaucoup écrit sur le sort des prisonniers de guerre. Un certain nombre de ceux qui étaient rentrés dans leur pays ont fait paraître des articles dans la presse, donné des conférences, en un mot se sont efforcés de répandre la vérité. Mais bientôt nous nous sommes rendus compte que l'opinion publique considérait ces faits non seulement avec froideur, mais même avec méfiance. Des prisonniers nous ont appris que, ou bien on n'accordait aucune confiance aux bruits répandus sur la situation des prisonniers en Allemagne, ou bien on les considérait comme fortement exagérés. Les lettres mêmes que nous recevions de nos familles nous prouvaient que l'on sympathisait bien avec nous, mais que l'on ne se rendait pas compte de notre véritable situation.

L'occasion se présente aujourd'hui pour nous de voir le représentant du gouvernement ukrainien en la personne de son ministre à Berlin et la Commission militaire sanitaire, nous leur exposerons donc encore une fois l'état des choses.

Le gouvernement russe et la « Croix-Rouge » se sont, il est vrai, efforcés d'améliorer notre sort, mais à quelques exceptions près, leur intervention a donné peu de résultats, et notre situation s'est plus tard encore aggravée. Jusqu'ici nous avions la consolation de penser que la guerre et la captivité amenaient toujours des circonstances semblables.

Il faut bien faire remarquer qu'après la conclusion du traité de Brest-Litovsk nous avons été dans une situation beaucoup plus mauvaise qu'auparavant. Les communications postales ont été complètement interrompues ; ni lettres, ni argent ou paquets ne nous parviennent plus. Les envois qui, l'année précédente, avant les négociations de paix, arrivaient assez ponctuellement et nous apportaient quelque allègement et un peu de joie, ont complètement cessé. L'administration du camp, les gardiens, les surveillants dans les ateliers et même ceux qui donnent le travail nous traitent avec beaucoup plus de sévérité et même, ce qui est curieux, avec une méfiance hostile.

Les améliorations qui nous avaient été garanties au moment de la conclusion de la paix ne se rapportent pas aux points les plus importants et elles sont si minimes qu'elles se font à peine sentir. Nous ne nous perdrons pas dans les détails, en dépeignant les souffrances endurées, mais presque chacun de nous a pu se rendre compte par lui-même de ce que signifiait la disposition hostile du peuple allemand à notre égard.

Nous devons affirmer que ce que racontent les prisonniers rentrés dans leur pays et ce que publient les journaux, n'est qu'une faible partie de la vérité. Cette vérité ne peut être réellement comprise que par ceux qui ont subi eux-mêmes la cruelle servitude qui porte le nom de captivité.

Ces plaintes n'ont pas pour but d'éveiller simplement la pitié, elle serait inutile et ne changerait rien à l'état des choses. Ce que nous voulons c'est rappeler au gouvernement et au peuple ukrainien que nous réclamons de l'Etat les mêmes droits que nos concitoyens qui n'ont pas eu le malheur de tomber en captivité.

Nous avons rempli fidèlement notre devoir, en face de la mort, dans les tranchées des Carpathes, de Galicie, de Pologne et de Lithuanie. Non seulement nous avons le droit de demander la protection du gouvernement ukrainien, mais ce droit se trouve encore accru par le fait de notre impuissance. Nous ne prions pas, nous exigeons que l'on fasse pour nous ce qui nous est dû et ce qui est le devoir de notre gouvernement et de son peuple.

Ce mémoire n'est pas une prière ni un cri de désespoir, non ! c'est la voix du citoyen qui n'a pas besoin de supplier pour l'exécution de ses droits. Souhaitons que notre voix soit entendue, afin que le gouvernement et le peuple se souviennent de leur devoir à notre égard et se rendent compte que par leur négligence un tort considérable peut être porté au nouvel Etat ; car le danger que cause au développement de l'Ukraine le mécontentement qui règne parmi quelques centaines de milliers de prisonniers, n'est pas à dédaigner.

Le moment actuel où la commission sanitaire commence ses travaux en faveur des prisonniers et où le ministre de l'Etat ukrainien et les représentants du Comité pour l'aide intellectuelle aux prisonniers se présentent à nous, nous redonne un peu d'espoir ; nous pouvons exprimer nos sentiments et espérer que ce mémorandum remis à la Commission pour les prisonniers de guerre sera transmis par elle et par M. le ministre au chef du gouvernement et au peuple ukrainien.

Nous prions, en particulier, la Commission de nous exposer autant que possible ses plans. Il est bien évident que certaines questions ne pourront être réglées de suite et que nous devrons prendre patience. Nous sommes déjà habitués à vivre sans consolation et sans espérance. Au cours des derniers mois, on nous a fait tellement de promesses auxquelles nous croyions fermement et qui n'ont pas été réalisées, nous causant ainsi une amère déception, que nous ne demandons aujourd'hui que la reconnaissance de la pure et triste vérité.

Nous serions beaucoup plus heureux si l'on nous disait que notre rapatriement ne pourra avoir lieu que dans six, huit ou dix mois au lieu de nous bercer du rêve d'un prompt retour, dont la possibilité s'éloignant de jour en jour nous jetait au désespoir. Cette manière d'agir nous enlève nos dernières forces.

Dans les trois camps ukrainiens, seule une petite partie des prisonniers ukrainiens s'y trouvent rassemblés ; le plus grand nombre est disséminé dans les autres camps d'Allemagne. A certains endroits, les conditions de vie sont absolument impossibles ; nos frères mènent une existence presque bestiale au milieu de travaux pénibles, souffrant de la faim et du froid, des mauvais traitements et des coups. Des groupes importants d'Ukrainiens se trouvent souvent, comme bataillons de travail, directement sur le front et exposés au feu de l'artillerie et des bombes d'avions. L'existence leur est rendue si pénible qu'en comparaison, la vie de camp peut être considérée comme un paradis.

Un grand nombre de gardiens traitent les prisonniers avec le plus grand mépris, comme du bétail ou, dans le meilleur cas, comme des hommes de race inférieure. Ils trouvent plus simple d'injurier et de frapper avec les crosses de leurs fusils les prisonniers qui, ne connaissant pas la langue allemande, ne peuvent le plus souvent exécuter les ordres reçus. Quelque temps avant la paix de Brest, leur traitement devint un peu plus doux, mais aussitôt après, les coups redevinrent quotidiens. Même dans les camps purement ukrainiens les prisonniers sont battus ; dans les bataillons il existe encore aujourd'hui une punition qui consiste à lier le prisonnier de telle sorte que ses pieds touchent à peine le sol, une autre où on l'inonde d'eau froide, où on lui fait subir le supplice de la faim, ou bien encore où on le force à courir jusqu'à épuisement complet. Les malheureux n'ont personne à qui confier leurs plaintes. Les autorités supérieures, pour la plupart, ne veulent rien voir, elles donnent même souvent l'exemple d'une grande sévérité. Dans le meilleur cas, celui qui aura traité ses subordonnés d'une manière inhumaine recevra un avertissement, dont il se vengera sur les prisonniers. Les traducteurs, bien que prisonniers eux-mêmes, prennent parti pour les autorités allemandes, ils se refusent à traduire les plaintes et souvent jouent le rôle d'espions. Dans certains camps, ces plaintes ne sont acceptées que si elles sont formulées en langue allemande, ce qui est presque toujours impossible. Jamais les traducteurs ne traduisent exactement les paroles des prisonniers, ils se contentent d'en donner le sens en y ajoutant leur propre manière de voir.

Dans les entreprises industrielles et agricoles, la nourriture est de beaucoup plus mauvaise qualité que dans les camps et la quantité ne correspond nullement au travail que doivent fournir les prisonniers. Tous les règlements et décrets concernant la durée de ce travail n'existent que sur le papier, les prisonniers étant dans l'impossibilité de défendre leurs droits. De plus, ces ordonnances permettent même aux patrons de prolonger le travail s'ils le désirent. Ainsi, par exemple, les ordonnances fixent la durée du travail à dix heures pour un salaire de 50 pf. ; pour chaque heure supplémentaire, l'ouvrier recevra 15 pf. Naturellement, les patrons en profitent pour forcer les prisonniers à travailler quelques heures de plus, le salaire en étant si ridiculement minime. Les officiers du contrôle ne prennent jamais parti pour les prisonniers et toute demande d'appui serait inutile et même dangereuse.

Il n'est pas rare de voir les prisonniers aller à demi vêtus et pieds nus, car il est très difficile d'obtenir du linge, des chaussures et des vêtements ; les patrons ne leur viennent naturellement pas en aide avec ce qu'ils possèdent. Le salaire des prisonniers est bien moindre que celui des ouvriers civils dans la même contrée. De plus il leur est versé en argent du camp, avec lequel il est impossible de s'acheter quoi que ce soit au dehors. Les gardiens forcent les prisonniers à n'acheter du tabac et autres que dans les boutiques désignées par eux (naturellement beaucoup plus cher qu'ailleurs).

Il est presque impossible d'illustrer par des exemples tout ce que nous venons de décrire ; ces exemples sont nombreux et il faudrait un temps considérable pour choisir les principaux. La commission chargée de s'occuper des prisonniers pourra se convaincre elle-même des tristes conditions dans lesquelles vivent nos prisonniers.

Comme nous l'avons dit précédemment, les prisonniers souffrent du manque d'objets les plus nécessaires. Ils manquent tout d'abord de couvertures (celles qui leur ont été données ressemblent plutôt à des loques), de matelas, ou bien ces matelas manquent de paille, de serviettes de toilette, quelquefois même ils n'ont pas de place pour dormir vu la trop grande quantité de personnes que l'on entasse dans les baraques. A toutes les plaintes et à toutes les demandes d'amélioration, on répond seulement : « Suffisamment de choses ont été distribuées, il ne reste plus rien. » Au cours des perquisitions qui ont lieu à l'arrivée et au départ des prisonniers, ceux-ci ne peuvent garder que très peu de linge, le reste leur est enlevé. De même, tout le linge qui leur a été envoyé de chez eux ou qu'ils ont acheté en Allemagne de leur propre argent est réquisitionné. On leur enlève également leurs vêtements et si le prisonnier possède son propre costume, on le lui abîme bientôt avec de la couleur. Dans presque tous les camps les chaussures lui sont immédiatement enlevées et remplacées par des sabots. Dans plus de la moitié des camps, les prisonniers sont logés dans des souterrains creusés à même la terre ; le lit est placé directement sur le sol, où grouillent des vers, des souris et des rats. Les murs sont couverts de champignons et l'air est empesté par la poussière, l'humidité et les exhalaisons malsaines. Il n'y a pas de chaises pour s'asseoir, chacun doit prendre place sur les lits de camp. A tout cela vient encore s'ajouter la plaie de vermines de toutes sortes. A 9 heures du soir la lumière est éteinte et celui qui quitte son lit a de la peine à le retrouver. Dans les camps où il existe des baraques en bois, le séjour n'y est possible qu'en été. Les planches qui les composent sont rétrécies par la sécheresse et par les fentes le vent pénètre à grand bruit, les tourmentes de neige et la pluie se fraient un passage à l'intérieur par le toit fortement endommagé. Chaque camp ne possède pas de matériel de chauffage. Lorsque l'on en utilise un peu aux jours particulièrement froids, c'est en quantité si minime que la température en est à peine changée. De plus, au lieu de charbon, on n'emploie que du poussier, sans avoir même de copeaux pour allumer le feu. Les malheureux, trempés et presque morts de froid pendant le travail, ne peuvent ni se réchauffer ni sécher leurs vêtements. Ils doivent dormir ainsi et retourner le lendemain au travail.

Nous voudrions que les médecins ukrainiens obtiennent une position qui leur donne une complète indépendance, non seulement pour les soins à donner aux malades, mais aussi pour juger s'ils sont aptes au travail. Il est presque inutile d'ajouter que la nourriture donnée aux prisonniers est mauvaise et qu'ils souffrent de la faim. Les repas se composent d'un petit déjeuner, d'un diner et d'un souper ; chaque prisonnier reçoit 25 grammes de pain par jour, pour le déjeuner du café et du thé sans sucre, et encore des succédanés ; pour le diner et le souper, un ou un litre et demi de soupe composée principalement d'eau, de navets et de quelques pommes de terre ou d'orge. La graisse manque absolument. Le souper ne se différencie du diner que par la quantité d'eau. Deux ou trois fois par semaine, on ajoute à la soupe de la viande de cheval ou des conserves de cheval. En été, celles-ci sont souvent abîmées et couvertes de vers. Avant d'être cuite, la viande est plongée dans une dissolution d'hypermanganate et les vers enlevés à l'aide d'une brosse. On ne peut guère espérer que les Allemands pourront changer quoi que ce soit, même s'ils le voulaient, vu les circonstances actuelles de ravitaillement.

Le seul moyen d'améliorer la situation serait de nous permettre, comme aux Français, Anglais et Américains, de recevoir des vivres de l'Ukraine.

Nous avons pu aujourd'hui exposer nos plaintes à la commission sanitaire pour les prisonniers ukrainiens en Allemagne et aux représentants du gouvernement, pour qu'ils les lui transmettent. Longtemps et impatiemment, nous avons attendu l'arrivée de cette commission, persuadés que son intervention amènerait bientôt pour nous des jours meilleurs.

* * *

Ainsi donc tout était prêt, Si au dernier moment le rapatriement ne s'est pas fait, c'est que les alliés ont subi la pression des Polonais, qui redoutaient l'accroissement des armées ukrainiennes avant d'avoir réussi à mettre la main sur la Galicie orientale. Maintenant on prétexte que toutes les voies possibles pour l'évacuation des prisonniers sont coupées.

Nous rendons hommage à la magnifique activité et l'énergique persévérance déployée par la Mission militaire pour les affaires des prisonniers de guerre en Allemagne et son distingué chef, M. le docteur-colonel Wojéwitka et de son substitut M. le docteur Jouravel. Même en ne réussissant pas à faire aboutir jusqu'à présent leurs démarches, qui durent depuis huit mois, la Mission et ses chefs ont fait ce qui était humainement possible.

M. de Géronimouss.

La Voce dell'Ucraina

Organe du Comité Central ukrainien en Italie.

Abonnements :
5.— L. par an
2.50 „ par semestre

Administration et Rédaction
163 via Torino ROME

20 centimes. 20 centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année . . . Fr. 10.—
Six mois . . . . » 5.—
Trois mois, . . . » 2.50

Adresse télégraphique:
Bureau ukrainien, Lausanne.

Bibliothèque Nationale Suisse. BERNE

L'Ukraine

Rédaction
et Administration:
11, Avenue de la Gare, 11
Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19-85

Pour les annonces voir page 4

N° 106 Lausanne, 10 Septembre 1919 Vme Année.

BULLETIN

Situation intérieure.
Négociations avec la Roumanie et avec la Pologne.

On a maintenant l'impression que les politiciens ukrainiens se sont rendu compte que pour avoir un bon gouvernement il n'était pas nécessaire qu'il se composât exclusivement de socialistes. Bien que le ministère actuel soit composé de social-démocrates et de social-révolutionnaires, il donne les signes certains d'un revirement vers la droite. Nos socialistes y ont même admis la participation de quelques social-fédéralistes, comme Tchopivski. Officiellement le parti fédéraliste est socialiste, mais tout le monde sait qu'en réalité il se compose surtout d'éléments bourgeois.

Un signe certain de cette évolution vers la droite est une déclaration du gouvernement qui s'est prononcé contre le principe de la non-participation des éléments bourgeois au ministère.

Le Directoire existe, mais de facto c'est Petliura seul qui dirige. Quant au gouvernement de la République occidentale, M. Petrouchevitch est dictateur au point de vue politique, ses troupes sont soumises à Petliura ; il y a bien une chancellerie et un ministère galiciens à Kamenetz-Podolsk, mais ils sont subordonnés au ministère ukrainien.

* * *

Un grand changement s'est produit dans la situation en Ukraine ; on est maintenant très optimiste, tandis qu'il y a deux semaines l'état de choses était tel qu'on préférait ne pas en parler. Nous allons tâcher de décrire ce qui s'est passé au cours des derniers quinze jours.

Abordons tout d'abord la question la plus délicate : la situation diplomatique. Il y a un mois les choses allaient de mal en pis ; l'Ukraine venait de perdre la Galicie orientale ; on manquait de munitions, d'équipements, de tout. Sur mille soldats, deux cents à peine possédaient des fusils ; le reste se battait avec des bâtons. Une chose seulement était certaine, c'est que les jours des bolchévistes étaient comptés, depuis longtemps ceux-ci avaient perdu leurs forces en Ukraine et il n'était plus question que de deux grandes armées qui, se dirigeant des deux côtés vers la capitale et ayant comme programme officiel l'écrasement du bolchévisme, visaient en réalité l'Ukraine nationale et antibolchéviste ; c'étaient les Polonais et les volontaires russes du général Dénikine. La situation était extrêmement critique. Dénikine s'avançait avec une rapidité effrayante ; les patrouilles polonaises étaient déjà signalées à 120 km. de Kiev.

Si les choses avaient continué ainsi pendant quelques semaines encore, la jonction entre les Russes et les Polonais à Kiev serait aujourd'hui un fait accompli. Devant cette double menace une action énergique s'imposait. Avant tout il fallait dégager l'Ukraine de ce blocus politique et militaire dans lequel elle se trouvait par suite des opérations militaires polonaises et de l'attitude hostile de la Roumanie. Celle-ci demandait depuis quelque temps déjà au gouvernement ukrainien de proclamer son désintéressement au sujet de la Bessarabie. La Pologne exigeait qu'on laissât le soin de résoudre la question de la Galicie orientale au congrès de Paris. Il fallait choisir et se décider, le temps pressait.

Devant ce danger qui menaçait l'existence même de l'Ukraine, le Directoire dut chercher une issue quelconque. Aucun document officiel ne nous est parvenu au sujet de la conversation diplomatique qui a été engagée. Cependant on a l'impression que l'Ukraine serait prête à renoncer à une partie de ses territoires, ethnographiquement ukrainiens, nous ne cesserons de l'affirmer, pour ne pas être écrasée par la Pologne et la Russie et pour continuer à garder sa souveraineté nationale.

Les négociations avec la Roumanie commencèrent avec l'envoi de M. Matsievitch à Bucarest, dont la tâche ne fut guère simplifiée au début par toutes les maladresses commises par l'envoyé précédent, M. Gassenko. Quoi qu'il en soit M. Matsievitch trouva en général un terrain assez favorable. L'expérience acquise à Paris a démontré aux Roumains qu'ils doivent renoncer complètement à toutes les aspirations, même sur les districts moldaves de Bessarabie, s'ils traitent avec la Grande Russie. C'est pour cette raison que l'idée de traiter à l'amiable avec l'Ukraine indépendante est devenue peu à peu populaire à Bucarest, de sorte qu'elle est aujourd'hui prépondérante dans les milieux roumains.

Entre temps Dénikine avançait toujours. La menace de la restauration russe croissait de plus en plus, et à l'inverse diminuaient les chances roumaines sur la Bessarabie.

Après une brève hésitation la Roumanie décida de conclure un accord avec l'Ukraine. Il est difficile de dire s'il existe oui ou non un traité définitif entre ces deux Etats. Dans tous les cas la presse du monde entier a annoncé que contre le désintéressement de l'Ukraine dans la question de la Bessarabie, le gouvernement roumain s'était engagé à remettre au général Petliura une partie du matériel de guerre de l'ancienne armée du tsar, et à placer ses lignes ferroviaires à la dispositions de l'Ukraine pour le transport des munitions ; en outre elle a accepté d'être l'interprète de l'Ukraine auprès de la conférence de Paris.

* * *

En parlant des négociations ukraino-roumaines, telles qu'elles se présentent aujourd'hui après les démarches de M. Matsievitch, nous avons écrit qu'il y avait un grand revirement dans ce pays en faveur d'une Ukraine indépendante. Il est difficile d'en dire autant pour la Pologne. Il est probable seulement que dans certains milieux on commence à s'apercevoir que la Pologne ne peut exister sans l'Ukraine.

Les négociations ont commencé, il faut l'avouer, par un véritable gâchis. Depuis bien longtemps, la presse polonaise donnait toute sorte d'informations sur l'activité et les négociations d'un soi-disant envoyé ukrainien, M. Boris Kourdinowski. On possède maintenant à ce sujet des renseignements précis. M. Kourdinovski, qui se trouvait il y a quelques mois en Galicie orientale, fut surpris par l'offensive polonaise et au moment où les Polonais voulaient l'arrêter et l'interner, il déclara qu'il était envoyé en mission par le gouvernement ukrainien ; les Polonais le laissèrent alors se rendre à Varsovie, où il commença une activité qui a beaucoup contrecarré les véritables démarches du gouvernement ukrainien.

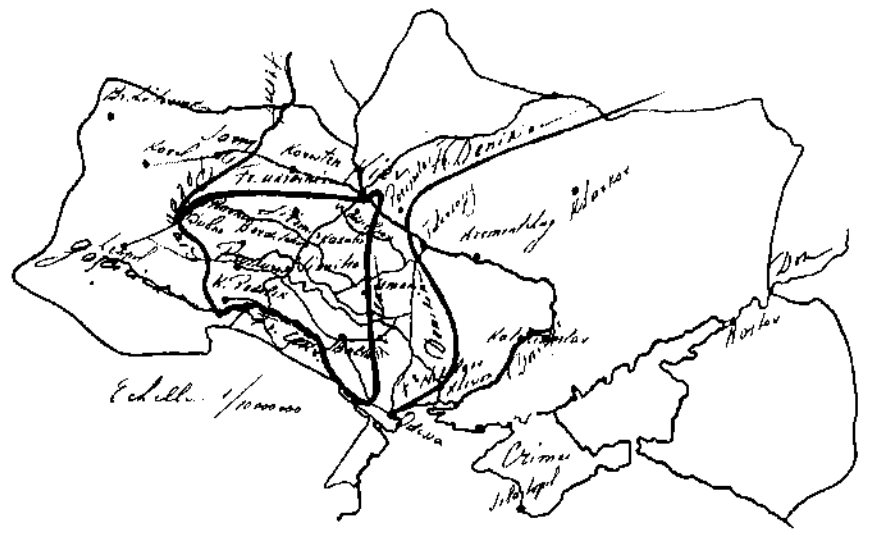
Ainsi s'explique le fait que M. Philiptchouk, à son arrivée en Pologne, a dû désavouer toutes les démarches entreprises par M. Kourdinovski, comme il en résulte de l'interview que nous reproduisons plus bas.

Des détails précis sur la marche des négociations manquent encore, bien que les journaux français aient déjà annoncé qu'un accord préliminaire était intervenu et que la mission ukrainienne était repartie pour l'Ukraine afin d'obtenir la ratification et l'approbation du commandement militaire ukrainien. Quoi qu'il en soit, les journaux polonais écrivent en gros caractères, et d'un air triomphant, que les Ukrainiens aspirent à une union avec la Pologne et qu'ils ont proclamé leur désintéressement complet au sujet de la Galicie orientale.

Quant à ce dernier point, nous sommes absolument certains qu'il est inventé de toutes pièces et lancé comme ballon d'essai. En ce qui concerne le désintéressement de la Galicie orientale, nous doutons fort que le gouvernement ukrainien ait signé un document quelconque à ce sujet ; il est possible, cependant, qu'un accord soit intervenu d'après lequel les Ukrainiens se seraient engagés à ne pas prendre les armes contre la Pologne et à remettre le sort de la Galicie orientale au Congrès de la paix, espérant que celui-ci résoudra cette question en toute équité.

Du reste, d'après toutes les affirmations que nous avons pu recueillir, la mission possède un caractère purement militaire et ne se propose que d'arriver à une collaboration des troupes polonaises et ukrainiennes contre les bolchévistes. La présence à Varsovie de nombreuses missions alliées et la grande pression exercée par elles en faveur d'un tel accord, nous rend un peu moins pessimistes que nous le serions sans cela, à la lecture de la presse polonaise. Celle-ci, après avoir accueilli très froidement le bon vouloir des Ukrainiens, continue à mener une campagne pour la restauration de la Pologne dans ses limites de 1792 et demande l'occupation de l'Ukraine de la rive droite jusqu'au Dnieper (Nowa Reforma). Ce n'est un secret pour personne que ce projet très en faveur parmi les Français, trouve un appui parmi les milieux gouvernementaux polonais. On dit même que le comte Joseph Potocki serait déjà désigné comme futur hetman de l'Ukraine (rive droite), rattachée à la Pologne.

Quoi qu'il en soit, il est difficile de se prononcer aujourd'hui devant l'atmosphère qui règne autour des négociations ; attendons des communiqués officiels précis.



SITUATION MILITAIRE

5 septembre

Nous reproduisons ci-dessus, dans un croquis sommaire, les positions respectives des diverses armées luttant sur le territoire ukrainien. Comme on le voit, les troupes nationales occupent la plus grande partie des provinces de la rive droite du Dnieper. De Kamenetz-Podolsk, les lignes ukrainiennes suivent le cours du Dniester jusqu'à Tiraspol, situé près de Razdelnaïa, important nœud ferroviaire sur la ligne Kiev-Odessa, qui est aussi solidement occupé par les troupes ukrainiennes. De Razdelnaïa, le front ukrainien remonte vers le nord, passe par Ouman pour aboutir à Bila-Cerkwa, lieu historique de l'insurrection de Petliura. De Bila-Cerkwa, ce front traverse le Dnieper et après avoir atteint Borispol, à l'est de Kiev, contourne la capitale par le sud et aboutit à Boïarka. A partir de cette petite ville, le front suit la ligne droite dans la direction des forteresses de Volhynie, Doubno et Rovno. De Doubno, il redescend à Kamenetz-Podolsk.

Depuis une semaine environ, une bataille acharnée sévit autour de la capitale. Les bolchévistes auraient déjà évacué tous les ministères, ainsi que la station des T. S. F. D'autre part, suivant les dernières nouvelles, leur résistance serait très sérieuse dans ce secteur. Des communiqués de Varsovie affirment cependant que la ville n'appartient plus aux bolchévistes et que c'est Dénikine et non Petlura qui l'a reprise. Cette dernière nouvelle nous paraît douteuse, quoique possible, car Dénikine se trouvait, il y a une semaine, à Péréiaslav, à 100 km. de Kiev, c'est-à-dire à trois étapes. Si elle se confirme, elle doit être considérée comme le commencement des hostilités entre les Ukrainiens et les Russes.

En examinant le croquis ci-dessus, nos lecteurs se rendront compte, que par suite du rapprochement des fronts de Dénikine et de Petlura, près de Kanew au sud de Kiev, toute l'armée bolchéviste, qui opérait sur le Dniester contre les Roumains et qui se maintient encore sur le Boug inférieur et moyen, est privé de toute communication avec les forces bolchévistes de la Russie centrale et devra tôt ou tard capituler et abandonner à Petlura, ou à Dénikine tout son matériel de guerre et ses approvisionnements.

DÉNIKINE

Une lettre d'Ukraine.

Kamenetz-Podolsk, 30 août.

Les journaux ont annoncé que les quatre missions alliées qui se trouvent actuellement à Kamenetz-Podolsk travaillaient en faveur d'une réconciliation entre Petliura et Dénikine. Or, cette information ne correspond pas à la vérité. Ces missions sont bien sur les lieux, mais elles s'occupent simplement de questions économiques et d'informations. La mission américaine s'intéresse surtout au blé que le gouvernement ukrainien lui propose de lui vendre contre de l'argent ukrainien qu'elle sera obligée d'acheter. La mission roumaine est arrivée à la suite des négociations de Matsievitch, quant à la mission française on ne sait pas exactement quel but elle poursuit.

L'avance de Dénikine est maintenant à l'ordre du jour ; tout le monde en parle, tout le monde en discute. Tout récemment l'état-major ukrainien a reçu des informations sûres concernant l'armée du général et qui lui ont été rapportées par des personnes ayant parcouru les parties de l'Ukraine occupées par lui. D'après ces renseignements, les forces de Dénikine sont très bien équipées, mais elles sont de qualité médiocre. Les Cosaques du Kouban marchent déjà à contre-cœur et déclarent qu'ils ne se battront pas contre les Ukrainiens. Les mutineries de régiments entiers à l'arrière du front sont de plus en plus fréquentes. Le chiffre de 400 000 qui a été attribué à ces troupes est fortement exagéré ; elles atteignent probablement en tout (y compris les parties occupées de la Grande Russie), 300 000 environ, tandis que celles qui opèrent en Ukraine sont peut-être légèrement supérieures à celles

des Ukrainiens, dont le chiffre nominal est d'environ 120 000. Ce qui rend les Ukrainiens optimistes, ce n'est pas le nombre des volontaires, mais bien l'attitude des paysans à l'arrière du front, attitude toujours plus menaçante. Les soulèvements sont graves et d'un caractère national très prononcé ; ils éclatent dans chaque ville ou village où Dénikine a passé et où il a omis de laisser une garnison suffisante pour les contenir.

D'autre part, la récolte étant terminée, le nouveau recrutement en Ukraine s'effectue à merveille ; si l'on s'en souvient, un recrutement analogue opéré après la chute de Skoropadsky a donné près de 700 000 recrues, et l'on peut espérer cette fois-ci des résultats encore plus brillants, la lutte contre Dénikine étant beaucoup plus populaire encore dans les masses, très mal traitées par les volontaires.

On fonde beaucoup d'espoir sur le nouveau ministre de la guerre, général Petrow, chef d'une école de sous-officiers, homme énergique et intelligent.

La situation militaire a beaucoup changé et peut être regardée maintenant comme très favorable. Les Ukrainiens sont près de Kiev d'un côté et tiennent Rasdelnaïa près d'Odessa. Il existe réellement un commandement unique, entre les mains de Petlura, extrêmement populaire. Le gouvernement se prépare à la guerre contre Dénikine. Il est vrai que les détachements de Angel sont déjà en marche contre lui, mais ceux-ci ne constituent pas des troupes régulières, Angel étant plutôt un chef d'insurgés qui a entrepris cette opération pour son propre compte.

Tout le monde est d'avis qu'en Ukraine le bolchévisme est arrivé à son terme ; il n'a du reste jamais été très fort, ayant plutôt la forme d'incursions ; les bolchévistes envoyaient des trains blindés, prélevaient des impôts, etc., comme du temps des Tartares ; lors de l'occupation de Vinnitsa par les troupes ukrainiennes on a saisi toute la chancellerie bolchéviste qui contenait un grand nombre de documents sur l'attitude de la population envers les autorités soviétistes. Un de ces documents se terminait ainsi : « Nous n'avons rien à faire ici, la population nous est nettement hostile. »

A la mémoire du colonel Witowsky

Au cours de ces dernières années nous avons déjà perdu tant d'hommes de valeur que nous pouvons difficilement réagir en apprenant la mort de nouvelles victimes. Cependant celui à qui nous consacrons ces quelques lignes était une figure trop marquante sur notre horizon politique pour que tous ceux à qui le sort de l'Ukraine est cher ne soient pas profondément émus à la nouvelle de sa fin tragique. Le colonel Witowsky est un de ces jeunes Galiciens qui ont consacré toute leur vie et toute leur énergie au bien de leur peuple et de leur pays. Déjà sur les bancs de l'école, Witowsky manifestait un grand intérêt pour le mouvement national et de grandes capacités en politique.

Simple fils de paysans, dont il avait hérité l'esprit de suite et la ténacité, il allait toujours où il y avait une œuvre à accomplir, où il fallait lutter et se donner pour le bien des autres. Au cours des dernières années de gymnase, au lieu de passer ses heures libres dans les amusements de son âge, il les consacrait toutes au travail culturel et national parmi les paysans.

Après le démembrement de l'Autriche, le colonel Witowsky, avec huit cents insurgés, occupe Léopol, capitale de la Galicie, luttant contre un ennemi plusieurs fois supérieur en nombre. Nommé secrétaire d'Etat aux affaires militaires pour ses talents d'organisation, il reste courageusement au poste pendant le siège héroïque de Léopol par les paysans de Galicie.

Intelligent, honnête et ferme, il a toujours été pendant sa carrière politique au centre du mouvement national. Parti de Paris, où il était membre de la commission pour les affaires galiciennes, afin de prendre une part plus active à la pénible lutte nationale en Ukraine même, il a trouvé la mort en héros dans un avion envoyé en Ukraine par son gouvernement.

INFORMATIONS DIVERSES

Nouvelles brutalités polonaises en Galicie.

Un officier ukrainien qui est arrivé en aéroplane de Kamenetz-Podolsk à Vienne et qui se trouve actuellement en Italie raconte que les Polonais continuent à user de féroces violences en Galicie ; des dizaines de milliers d'hommes, femmes et enfants ont dû quitter leur patrie pour éviter d'être assassinés brutalement. Ils vivent maintenant dans les forêts et dans les champs et mènent une existence insupportable. Chaque famille a perdu tous ses biens et plusieurs ont perdu un de leurs membres. L'officier a parlé avec l'hetman Ridliachewsky dont le père, un vieillard de 84 ans, fut jeté par les Polonais dans de l'eau bouillante et est mort dans d'atroces douleurs. Les troupes ukrainiennes et la population civile, malgré les terribles souffrances et privations, ont l'esprit très élevé et conservent la meilleure discipline.(B. U. Rome.)

La flotte de la mer Noire.

Paris, le 20 août 1919.

A Son Excellence Monsieur le Président de la Conférence de la Paix, à Paris.

Excellence,

La délégation de la République ukrainienne à la Conférence de la Paix est informée de source digne de foi que l'amiral Koltchak vient d'envoyer à Constantinople le vice-amiral Chomenko, pour y rencontrer les représentants de la marine alliée qui commandent la base navale de Constantinople, et travailler de concert avec eux à la réorganisation de la flotte de la mer Noire.

Le but évident, mais inavoué, de cette mission est de prendre possession de tous ces navires, dont plusieurs naviguent sous pavillon étranger, à la suite d'une réquisition opérée pour les besoins des transports militaires alliés, de les réunir en un groupe unique et de les utiliser pour le transport de tout ce qui est nécessaire à l'armée de Koltchak.

La flotte de la mer Noire étant juridiquement la propriété de la République ukrainienne, et les navires de cette flotte ayant battu pavillon ukrainien après la proclamation de l'indépendance de la République ukrainienne, la délégation de la République ukrainienne proteste auprès de la Conférence de la Paix contre la remise de la flotte de la mer Noire à qui que ce soit et demande que tous les navires qui se trouvent dans la mer Noire soient remis au gouvernement de la République ukrainienne, leur légitime propriétaire.

G. Sydorenko,
président de la délégation de la République ukrainienne.

Ukrainiens de Hongrie.

Le correspondant de Paris du *Lidove Noviny*, journal de Prague, donne les détails suivants sur l'autonomie accordée aux territoires ukrainiens au sud des Carpathes qui, conformément à la décision du Congrès de Paris, ont été incorporés à l'état Tchéco-Slovaque. Cette autonomie s'étend à la législation et à l'administration. Une diète spéciale sera librement élue sur la base du système électoral en valeur pour le Parlement de la République. Toutes les affaires concernant l'instruction publique, les cultes et la langue seront de sa compétence. Les députés de la province, élus au Parlement auront les mêmes droits que les autres députés. A la tête de l'administration provinciale se trouve le gouverneur, nommé par le président de la République et responsable devant la Diète. Les fonctionnaires seront ukrainiens, il ne sera fait exception que si l'on manque de personnes compétentes.

Réunion de diplomates ukrainiens.

Le 18 août, à Carlsbad, en Tchéco-Slovaquie, a eu lieu une conférence de diplomates ukrainiens.

Sous la présidence de M. Temnitsky y ont pris part les personnalités suivantes : MM. Singalevitch, ambassadeur d'Ukraine à Vienne ; Bouratchynsky, secrétaire d'Etat, conseiller politique ; Hafagan, ambassadeur d'Ukraine à Budapest ; Porch, ambassadeur d'Ukraine à Berlin ; Vassylko, ambassadeur à Berne ; Slavinsky, président de la mission diplomatique à Prague ; Iakovliv, président de la mission diplomatique à La Haye ; Dr Levitzky, président de la mission diplomatique à Copenhague ; Olesnytzky, conseiller de la mission ukrainienne à Londres ; Lozynski, envoyé de la Délégation de la République ukrainienne à la Conférence de la Paix.

L'ordre du jour était la situation internationale de l'Ukraine.

Banque franco-ukrainienne.

On télégraphie de Londres au B. U. de Rome que la Société générale et la Banque de Paris vont fonder une importante banque en Ukraine. La Société générale a déjà souscrit pour 50 millions de francs.

La nouvelle institution se propose de fonder en Ukraine des entreprises industrielles et commerciales. D'autres banques et des maisons de commerce très connues font partie de cette institution.

LE BLÉ EN UKRAINE

Production et exportation.

Le Bureau ukrainien à La Haye, nous écrit :

Tandis que, en Italie, une foule affamée pille les magasins, qu'en Angleterre se fait sentir une forte insuffisance de céréales, que le tonnage européen et américain, réduit au minimum par la guerre sous-marine, est occupé par le transport du blé américain et que les ministres de l'Entente se réunissent à Londres pour débattre des mesures propres à lutter contre la cherté de la vie, il y a tout près, en Europe, au sud de l'ancienne Russie, un immense pays agricole, momentanément en proie à la guerre civile, presque complètement isolé du monde extérieur, et dont les ressources en céréales pourraient suffire à toute l'Europe.

Sans entrer dans la question des rapports politiques, extérieurs et intérieurs de l'Ukraine, nous voulons, dans le présent aperçu, faire connaître au grand public européen les brèves données statistiques dont nous disposons et qui sont tirées du livre de l'éminent statisticien Dzinkéwicz, qui était à la tête de la Section statistique du service des approvisionnements de l'Ukraine.

Ces données concernent les neuf provinces qui constituent le noyau fondamental de l'Ukraine. Ces provinces sont à leur tour divisées en deux groupes. Le premier groupe comprend les provinces les plus fertiles, situées le long des côtes de la mer Noire et qui présentent le plus de commodités pour l'exportation, savoir : les provinces de Kharkov, d'Ekatérinoslav, de Kherson et de Tauride.

Le second groupe comprend les provinces de Kiev, de Tchernigov, de Poltava, de Volhynie et de Podolie.

SURFACE ENSEMENCÉE

Nous citerons ici les données relatives aux six cultures principales (froment, seigle, orge, avoine, sarrasin et millet), prises en moyenne pour le lustre avant la guerre, c'est-à-dire de 1909 à 1913, attendu que la superficie ensemencée de ces cultures (suivant les données relatives à six de ces neuf provinces) est égale à 87,3 % de toute la surface ensemencée et représente pour les neuf provinces, dans l'ensemble, 17 345 236 déciatines [1].

Dans le premier groupe de quatre provinces, la surface ensemencée de *froment* est de 4 105 334 déciatines (73,4 %) et celle ensemencée de *seigle* est de 1 484 715 déciatines (26,6 %).

Dans le second groupe de cinq provinces, la surface ensemencée de *froment* est de 1 648 632 déciatines (41,8 %) et celle ensemencée de *seigle* est de 2 298 573 déciatines (53,2 %). Ensemble, pour les neuf provinces, la superficie ensemencée des deux principales céréales est de 9 537 254 déciatines, dont 60,3 % de *froment* et 39,7 % de *seigle*.

La surface ensemencée de froment et de seigle représente, dans les neuf provinces envisagées, plus de la moitié de la surface ensemencée occupée par les six cultures précitées (exactement 55 %, dont la part du froment est de 33 % et celle du seigle de 22 %).

Dans les provinces de Kharkov, d'Ekatérinoslav, de Kherson et de Tauride, la part essentielle des quatre autres cultures revient à l'*orge*, dont la surface ensemencée dans ces quatre provinces représente 3 698 150 déciatines, soit environ 80 % de toute la surface occupée par l'avoine, l'orge, le millet et le sarrasin (4 593 147 déc.).

La culture de l'*orge* domine dans les provinces de Kherson, de Tauride et d'Ekatérinoslav et représente pour ces trois provinces une surface de 3 310 000 déciatines ou 50 % de toutes les semailles d'orge dans les deux provinces ukrainiennes.

Remarquons ici, pour les personnes craignant une répercussion de la guerre civile sur la culture des terres des grands domaines privés, que la surface ensemencée de ces derniers représente le 15 % de toute la superficie ensemencée du premier groupe (de quatre provinces) et le 18 % du second groupe (de cinq provinces) et qu'en 1917 et 1918 les grands propriétaires fonciers, en prévision de la réforme agraire, ont vendu leurs terres par petits lots, surtout pendant le règne de l'hetman, qui avait édicté une loi autorisant la libre vente de lots ne dépassant pas 25 déciatines.

RÉCOLTE BRUTE

La récolte brute moyenne, pendant le dernier lustre du temps de paix (1909 à 1913), pour les six cultures envisagées, représentait pour le premier groupe (quatre provinces) 9 862 690 tonnes (plus de 53 %) et pour le second groupe (cinq provinces) 8 691 023 tonnes, soit ensemble, pour les neuf provinces, 18 553 713 tonnes.

La récolte la plus abondante est celle des provinces de Kherson et d'Ekatérinoslav, constituant 31,3 % de toute la récolte dans les neuf provinces ; la province de Poltava occupe la troisième place (12,4 %) et celle de Kiev la quatrième (11,3 %).

Si l'on compte à 31 385 200 âmes des deux sexes la population de ces neuf provinces, il revient par tête une récolte, pour les six cultures envisagées, de 590 kilogrammes en moyenne, en partant de 1025 kilogrammes par tête dans la province de Tauride et en finissant par 295 kilogrammes dans la province de Tchernigov ; la part de froment et de seigle pour les neuf provinces est en moyenne de 341 kilogrammes.

La quantité totale de la récolte brute moyenne pour les neuf provinces se répartit comme suit :

Froment et seigle,	10 691 554 tonnes	=	58 %
Avoine et orge,	6 871 252 »	=	37 %
Millet et sarrasin,	990 907 »	=	5 %

Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici la comparaison de la récolte brute moyenne des quatre cultures (froment, seigle, orge et avoine) en moyenne, pour la période de 1909 à 1913 inclusivement, en Ukraine et en Russie :

	En Russie.	En Ukraine. (9 provinces.)
Froment	15 433 539 tonnes	6 764 943 tonnes
Seigle	19 509 549 »	3 926 611 »
Orge	6 536 685 »	4 458 118 »
Avoine	13 401 962 »	2 413 134 »
Total	54 881 735 tonnes	17 562 806 tonnes

De la sorte, dans les neuf provinces ukrainiennes, la récolte brute moyenne de ces quatre cultures représentait le 32 % de la récolte de la Russie, tandis que la population de ces neuf provinces de l'Ukraine représentait seulement le 16 % de la population de toute la Russie.

EXPORTATION

La récolte du blé, indiquée dans les chiffres cités plus haut, dépasse de beaucoup les besoins de la population de l'Ukraine (pour les semailles, l'alimentation de la population et la nourriture du bétail) et grâce à cela, une partie considérable du blé était exportée hors des limites de l'Ukraine.

Sur une récolte brute moyenne des 6 principales cultures dans les 9 provinces, de 18 553 713 tonnes, l'Ukraine exportait en moyenne :

Froment . . .	2 945 831 tonnes
Seigle . . .	490 123 »
Orge . . .	1 984 921 »
Avoine . . .	151 507 »
Ensemble .	5 572 382 tonnes,

ce qui constitue près de 32 % de la récolte brute totale de ces quatre cultures dans les 9 provinces ; 68 % de la récolte brute demeure donc pour les besoins de la population aborigène.

Dans la quantité totale exportée, le froment et le seigle entrent pour 62 %, et l'orge et l'avoine pour 38 %.

La production des cultures de gruau (millet et sarrasin) en Ukraine n'excède guère les besoins de la population ; c'est pourquoi l'exportation de ces cultures est très peu importante.

Les excédents exportés du premier groupe de 4 provinces représentent, pour les quatre cultures principales, plus de 83 % de toute l'exportation hors des limites de l'Ukraine ; au second groupe de 5 provinces il revient seulement près de 17 % de toute l'exportation.

La partie la plus importante de l'exportation du froment, du seigle, de l'orge et de l'avoine est due aux 3 provinces de Kherson, d'Ekatérinoslav et de Tauride, dont l'exportation représente 77,1 % de toute l'exportation de l'Ukraine.

Sur la quantité totale de l'exportation des quatre cultures essentielles, — de 5 572 382 tonnes, — l'exportation à l'étranger s'élevait à 4 283 200 tonnes (dont environ 53 % de froment et de seigle), soit donc le 77 % de toute l'exportation des 9 provinces ukrainiennes.

L'exportation à l'étranger des mêmes cultures de la Russie représentait en moyenne 9 646 774 tonnes, et par conséquent nous voyons que plus de 44 % de l'exportation totale de la Russie était dû à l'exportation des provinces ukrainiennes.

Telles sont les données objectives sur la production et l'exportation des céréales de l'Ukraine, de 1909 à 1913 inclus. Comme le signale le statisticien Dzinkéwicz que nous avons cité, ces chiffres, — étant donné l'incertitude des matériaux statistiques, — sont plutôt en dessous de la réalité.

Si nous envisageons maintenant la question de savoir ce qu'il y a actuellement en Ukraine pour l'exportation, il ne nous est guère possible de donner à ce sujet une réponse plus ou moins approximative. Constatons seulement les faits objectifs pouvant servir d'appui pour la solution de cette question. Sur les 18 553 713 tonnes produites, 5 572 382 tonnes étaient exportées, c'est-à-dire que 68 % passait aux besoins de la population et aux semailles. Ces dernières années, la consommation de la population des villes et des bourgs, qui constitue 25 % de toute la population de l'Ukraine, fut de beaucoup inférieure à la moyenne normale, car le paysan se refusait à vendre le blé. Par suite de l'entière décadence de l'industrie et de l'isolation économique, il ne pouvait acheter les objets indispensables : vêtements, chaussures, machines, pétrole, bougies, etc., et ainsi, n'étant pas séduit par l'accumulation des papiers-monnaies, le paysan renonçait à vendre le blé et le cachait habilement pour le soustraire aux réquisitions forcées.

Le *Berliner Börsen Zeitung* a publié le 1er juin 1919, un compte-rendu officiel de l'exportation du blé d'Ukraine pendant la durée de son occupation par les troupes allemandes. D'après ce compte-rendu, il a été exporté en tout 42 263 tonnes, chiffre insignifiant en regard des 6 millions de tonnes, environ, d'excédents annuels exportés.

Les réquisitions des bolchévistes ont provoqué un soulèvement général des paysans qui, l'arme en main, défendent les énormes réserves de blé qu'ils possèdent. Enfin, les dernières nouvelles de l'Ukraine annoncent une récolte qui surpasse toutes les attentes des Ukrainiens et qui n'a pas eu de précédents pendant les dernières soixante années.

[1] 1 déciatine = env. 1 arpent = 2400 toises carrées.

Recrutement de « volontaires ».

Il y a une dizaine de jours, les journaux annonçaient le départ pour l'Allemagne de la Mission militaire russe du colonel Pastouchov, envoyé par l'amiral Koltchak. Le but officiel de ce voyage, disaient les dépêches, est d'inspecter les camps de prisonniers russes ainsi que de contrôler l'action des envoyés de Koltchak et de Dénikine, chargés du recrutement parmi les prisonniers.

On ne saurait avouer plus franchement que des agents recruteurs des deux chefs militaires russes sont à l'œuvre dans les camps de prisonniers où sont mêlés les ressortissants de tous les Etats constituant anciennement l'empire russe.

Comment l'activité de ces agents recruteurs d'un nouveau genre est-elle possible? C'est la question que tout naturellement on se pose en premier lieu. Car enfin nous ne nous imaginons pas qu'il soit possible d'aller sans autre et pour n'importe quoi dans ces camps de prisonniers « russes », en Allemagne. L'autorisation ne peut être obtenue que des représentants de l'Entente, l'Allemagne n'ayant plus rien à dire; ce sont donc les Alliés qui favorisent l'entrée dans les camps des envoyés de Koltchak et de Dénikine.

Si nous avions eu des temps normaux, nous nous sentirions le devoir de demander en vertu de quel droit les Alliés donnent cette autorisation. Mais tant de choses se sont passées en dépit de tous les droits naturels et humains que vraiment l'argument du droit paraît démodé. Cependant nous ne pouvons pas nous borner à une simple constatation. Dans ces camps de prisonniers « russes » il y a des Ukrainiens au nombre de plusieurs dizaines de milliers. Ces Ukrainiens, tout comme les autres sont soumis à *l'action* des sergents recruteurs de Koltchak. On veut les enrégimenter non seulement pour la lutte contre les bolchévistes, mais encore en vue de briser les résistances qu'oppose l'Ukraine aux tentatives de restauration monarchiste de Dénikine.

Nous devons donc protester énergiquement contre les pratiques abominables, consistant à employer des Ukrainiens contre leur propre pays.

Mais notre indignation augmente quand nous pensons à la manière dont le recrutement se pratique, soit en Allemagne, soit en Italie. Nous y avons déjà fait allusion dans notre dernier numéro. A propos de l'Italie, le journal italien *Il Giornale del Popolo* est très précis et cite un trait typique des méthodes de recrutement utilisées par les agents des grands chefs militaires russes. Ainsi, dit-il, le prince Volkonsky se rendit il y a quelque temps à Asinara, en compagnie de plusieurs officiers russes. Un archimandrite complice, on ne peut dire autrement, mit en scène une cérémonie religieuse destinée à frapper l'âme simple et mystique de ces humbles croyants et les obliger à se déclarer russes. Comme certains Ukrainiens protestèrent contre la violence morale qu'on leur faisait, ils furent punis. Si en Italie on se sert de cérémonies religieuses, en Allemagne c'est la menace qui est le grand argument. Surtout la menace de rester confiné à perpétuité dans les camps de prisonniers.

La Croix-Rouge internationale est intervenue dernièrement en faveur des prisonniers allemands; elle a demandé leur rapatriement. La démarche n'a pas été inutile puisque leur retour se fait à l'heure actuelle. A quand son intervention en faveur de nos malheureux compatriotes dont la misère est augmentée par la pression inqualifiable dont ils sont les victimes?

MISSION UKRAINIENNE A VARSOVIE

Une interview

Le *Kuryer Polski* donne une série d'informations sur l'arrivée d'une nouvelle mission ukrainienne à Varsovie. M. Kourdinowski, qui a rempli pendant trois mois les fonctions de représentant de Petlura en Pologne, a quitté Varsovie le 16 juin. Il a été remplacé par une nouvelle délégation extraordinaire composée de six membres, parmi lesquels se trouvent M. Philiptchouk, ancien ministre des communications, le colonel Pavliouk, le Dr Touloup, vice-ministre de l'agriculture, et le colonel Litvitsky. Le chef de cette délégation est M. Philiptchouk; à son arrivée, il a déclaré entre autres que Kourdinowski n'était pas le représentant de Petlura. La mission a déclaré qu'elle dispose de pleins pouvoirs étendus pour conclure des accords avec la Pologne dans les questions politiques, militaires et économiques. Le but principal de la politique ukrainienne actuelle est la lutte contre les bolchévistes et le seul dirigeant en est l'ataman Petlura. La délégation a été reçue par le chef d'Etat polonais, général Pilsudski, par le président du Conseil des ministres, Paderewski, et par le vice-ministre des Affaires étrangères, Skrzynski.

M. Philiptchouk a déclaré que les troupes ukrainiennes ont obtenu des succès considérables dans leur lutte contre les bolchévistes; la reprise de Jmerinka, Vinnitsa, Proskourov et Mohilev en sont des preuves évidentes. Les troupes de Petlura occupent actuellement toute la province de Podolie, une partie de la province de Kherson et de Volhynie et sont entrées dans la province de Kiev. Les délégués ukrainiens déclarent que les nouvelles de massacres de juifs à Proskourov et autres localités de l'Ukraine sont exactes, mais que ces pogromes ont été organisés par des bolchévistes, qui exterminent non seulement les Juifs, mais encore les Ukrainiens et les Polonais; par exemple, à Vinnitsa, 1800 Ukrainiens ont trouvé la mort, ainsi que 1150 Polonais.

La plus grande partie des troupes de Grigoriev s'est jointe aux troupes de Petlura, de sorte que l'armée ukrainienne compte actuellement 250 000 hommes et est bien pourvue d'armes et de munitions.

Les derniers succès ukrainiens sont cause que l'attitude de l'Entente est devenue plus favorable. A Kamenetz-Podolsk se trouvent auprès de l'état-major de Petlura quatre missions alliées: américaine, française, anglaise et roumaine.

A la question de savoir quelle est l'attitude de l'Ukraine orientale envers la Russie, M. Philiptchouk a répondu que l'Ukraine lutte contre les bolchévistes et contre la Russie réactionnaire. L'ataman Petlura a toujours été l'ennemi du bolchévisme, de sorte que toutes les rumeurs qui ont couru sur un soi-disant accord avec les bolchévistes sont dénuées de fondement. Également fausses sont les nouvelles d'une fédération de l'Ukraine avec la Russie. L'Ukraine marche sur la voie de l'indépendance complète et a déjà envoyé une forte armée sous le commandement de l'ataman Angel pour combattre les troupes de Dénikine.

Quant à l'attitude de l'Ukraine orientale envers l'Ukraine occidentale, M. Philiptchouk a déclaré: elle n'en a pas, car l'Ukraine galicienne a cessé d'exister, ainsi que son armée.

En ce qui concerne la Galicie, le délégué n'a pas donné de réponse claire: il a dit seulement qu'un communiqué spécial du ministère des Affaires étrangères ukrainiennes paraîtrait à ce sujet. Du reste, a-t-il ajouté, la question de la Galicie orientale a probablement été résolue à Paris, puisqu'on a permis aux Polonais de s'appuyer sur le Zbrucz.

(*Hl. Kuryer Codzienny.*)

La mission ukrainienne aux Etats-Unis.

La mission ukrainienne qui vient d'arriver aux Etats-Unis, a eu sa première conférence cet après-midi au département d'Etat. C'est à l'issue de cette conférence que M. Julien Batchinsky, chef de la mission, a publié la note ci-jointe. C'est la première déclaration faite en ce pays par un personnage officiel ukrainien:

A l'honorable Robert Lansing,
secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.
Excellence,

Le Directoire de la République ukrainienne, élu par la volonté du peuple après le renversement de l'Hetmanat imposé par l'Allemagne, m'a confié une mission diplomatique auprès de votre nation pour utiliser la sympathie du peuple américain au service des Ukrainiens luttant pour leur indépendance et pour obtenir du gouvernement des Etats-Unis la reconnaissance de la République ukrainienne et pour établir des relations commerciales entre les Républiques d'Amérique et l'Ukraine.

Le Directoire qui a l'honneur de s'adresser directement à vous pour la première fois a confiance que le peuple américain et son gouvernement appréciera ses efforts. La reconnaissance de l'Ukraine pour les Etats-Unis, ajoutera, nous en sommes sûrs, à la République ukrainienne, la force morale et l'appui si nécessaires à la restauration de la paix, à la stabilité et au retour aux conditions normales de vie, d'industrie et de commerce.

Les relations commerciales avec l'Amérique permettront au peuple ukrainien de refaire la vie économique du pays détruite par la guerre, et par les conséquences de la guerre. L'Ukraine n'a jamais pensé à saisir les territoires d'autrui, elle ne le demande pas davantage maintenant. Elle a combattu et elle combat seulement pour maintenir la souveraineté sur les territoires qui possèdent indiscutablement une majorité ukrainienne. L'Ukraine désire vivre avec tous ses voisins en paix et fraternité. Toutes les disputes qui existent maintenant ou peuvent s'élever, elle cherche à les régler en strict accord avec les principes de nationalité et de justice, cherchant à vivre dans les plus cordiales relations avec tous les peuples du monde civilisé, elle tend maintenant la main, au moment d'entrer dans sa nouvelle ère de liberté, à toutes les démocraties du monde, confiante qu'elles répondent à son appel. Et la grande démocratie d'Amérique, sera, elle en a la conviction, la première à lui répondre.

J'ai l'honneur, Monsieur, de me dire,
votre respectueusement dévoué.
Signé: JULIEN BATCHINSKY,
ministre plénipotentiaire et envoyé
extraordinaire de la République ukrainienne
aux Etats-Unis d'Amérique.

LETTRE DE ROME

(1) Conférence sur l'Ukraine

Dans la salle de la commune, Mme M. Lipovezka du Comité central ukrainien, a tenu une conférence sur *L'Ukraine et ses aspirations*. La conférencière, qui a parlé en excellent italien, après avoir de façon efficace et à grands traits réévoqué le glorieux passé historique de sa patrie, a indiqué les raisons pour lesquelles l'Ukraine se déclara indépendante. Mme Lipovezka a particulièrement insisté sur la communauté des intérêts moraux, économiques, politiques entre l'Italie et l'Ukraine. Il est nécessaire qu'entre les deux pays s'établissent des rapports de solide amitié apportant des bienfaits considérables du côté pratique et intellectuel. L'auditoire, de plus de mille personnes, suivit avec une grande attention l'orateur, qui fut fréquemment applaudie, particulièrement lorsqu'elle mit en pleine lumière le péril pour la démocratie européenne d'un bloc panrusse réactionnaire, chaperonné par Koltchak. La conférence prit fin au milieu d'unanimes et chaudes acclamations à la libre République populaire ukrainienne et à la fraternité italo-ukrainienne. Un officier garibaldien s'offrit pour organiser une légion italienne de volontaires afin de seconder la lutte du peuple ukrainien pour son indépendance.

La situation des prisonniers de guerre. Plusieurs prisonniers de guerre ukrainiens de l'ex-armée autrichienne, internés dans les camps de concentration italiens, ont reçu ces jours derniers des lettres de leurs parents habitant l'Ukraine occidentale (Galicie orientale). Les parents affirment que les autorités polonaises, sous peine de mort, contraignent les parents des prisonniers à leur écrire pour les exhorter à s'enrôler dans les légions polonaises. Cependant, malgré toutes les pressions, les mères des prisonniers ukrainiens supplient leurs fils de continuer à être de bons patriotes ukrainiens. « Je préfère te voir mort plutôt que légionnaire polonais au service des ennemis de ta patrie. » — « Je préfère mourir sans te voir, » voici les phrases que l'on trouve dans toutes les lettres des héroïques mères galiciennes.

UNE DÉCLARATION NÉCESSAIRE

L'*Univers israélite* de Paris, dans son numéro du 15 août 1919, publie l'entrefilet suivant:

Le pogrome à Kamenetz-Podolsk.

Un homme de confiance, chargé à cet effet par les organisations juives de Bessarabie, a communiqué au Comité des délégations juives auprès de la Conférence de la paix des détails sur toute une série de pogromes dont les Juifs ont été victimes en Ukraine.

Voici l'extrait du procès-verbal, remis au Comité et relatif aux pogromes de Kamenetz-Podolsk:

A la veille de la Pâque juive, les troupes ukrainiennes se retirèrent de Kamenetz-Podolsk. Aussitôt un comité révolutionnaire s'y constitua. Ce comité était composé de chrétiens. Seul un jeune Juif, âgé de 18 ans, en faisait partie. Les Juifs ne prirent part à aucune manifestation bolchéviste. Lorsque, le 2 juin, les Ukrainiens reprirent la ville, ils commencèrent une agitation pogromiste au cri de: « Débarrassons-nous de la domination juive. »

Sous prétexte de rechercher des armes, les soldats de Petliura pillèrent les maisons et les magasins juifs et en emportèrent tous les biens et les marchandises. Ils tuèrent près de cent Juifs, parmi lesquels des femmes et des enfants. Les meurtres furent accompagnés de cruautés sans nom. Il y eut des cas de viol.

Le gouvernement ukrainien, auquel des Juifs adressèrent une plainte en indiquant les noms des personnes qui avaient pris part aux massacres, ne crut même pas devoir ordonner des perquisitions.

Nos lecteurs se souviendront sans doute que dans notre précédent numéro, nous avons procédé à une mise au point indispensable, faisant remarquer, après avoir reproduit une déclaration de notre gouvernement, que les pogromes contre lesquels protestent tous les hommes civilisés ont eu lieu dans les territoires occupés soit par les bolchévistes, soit par les troupes de Grigorieff ou de Dénikine. Il était donc impossible d'en rendre responsables les autorités ukrainiennes.

Nous pourrions nous en tenir là et n'avoir pas besoin de revenir sur ces horreurs que nous avons stigmatisées comme il convient. L'article de l'*Univers israélite* nous y oblige cependant, par ses précisions.

« Le gouvernement ukrainien, dit-il, auquel les Juifs adressèrent une plainte en indiquant les noms des personnes qui avaient pris part aux massacres, ne crut même pas devoir ordonner des perquisitions. »

Il doit y avoir là certainement un renseignement inexact fourni à l'*Univers israélite*. Le gouvernement ukrainien a donné de telles preuves de ses dispositions favorables à l'égard des Juifs, que nous pourrions nous borner à démentir, sans autre, l'information de l'*Univers*. Mais nous ne voulons pas imiter ce qui s'est passé en Pologne et estimons que l'accusation si précise portée contre le gouvernement ukrainien doit provoquer de sa part une réponse dont la précision soit équivalente. C'est le seul moyen, à notre sens, d'éviter une campagne d'accusations ayant pour point de départ des faits qu'on tiendra pour authentiques jusqu'au moment où on en aura démontré la fausseté.

Nous demandons au gouvernement ukrainien de bien vouloir faire la déclaration dont la nécessité nous paraît de plus en plus absolue.

Nous venions d'écrire ce qui précède lorsque nous avons lu le télégramme suivant:

Kamenetz-Podolsk, 21 août. (B. P. U.) Le général Petliura a annoncé par télégramme au président du ministère Martos, ministre de la guerre et ministre pour les affaires juives, que lui, comme son état-major, combattront avec la dernière énergie les pogromes contre la population juive, comme du reste toutes les mesures qui entraveraient la vie commune des peuples. Le général a constaté que les pogromes étaient organisés à l'arrière des troupes ukrainiennes par des provocateurs bolchévistes pour désorganiser ainsi le front et troubler les travaux de réorganisation de l'Etat.

C'est très bien. Mais est-il exact ou non que le gouvernement ukrainien ait refusé de faire les enquêtes demandées à propos des massacres de Kamenetz-Podolsk?

PETITE CHRONIQUE

Les troupes roumaines débarquent à Dnieprowsk, entre l'embouchure du Boug et celle du Dnieper.

L'aile gauche des troupes de Dénikine avance sur Odessa. Les communications bolchévistes avec cette ville sont coupées.

Sur le front de Volhynie, les Polonais refoulent les bolchévistes au delà des rivières Horyn et Sluez et on signale leurs avant-gardes à la limite orientale de la province.

Les troupes de Petlura continuent leur avance et ont occupé Jmerinka, Wapniarka et Jampol, dégageant ainsi la partie de la Podolie à l'est du Boug.

L'armée de Dénikine a occupé Krementchoug et l'important nœud ferroviaire de Znamenka.

Les bolchévistes font une active propagande en Ukraine pour tâcher de recruter des partisans, mais elle n'a aucun succès.

Suivant l'accord conclu entre les Roumains et les Ukrainiens, le gouvernement roumain accorderait le droit de libre passage sur son territoire des armes, munitions et vivres indispensables à l'Ukraine pour la lutte contre les bolchévistes. Les deux pays ne prendront pas les armes l'un contre l'autre et la Roumanie s'engage à soutenir les intérêts de l'Ukraine à Paris.

Les Alliés occupent Kherson et Nikolaïev; les troupes bolchévistes se retirent au delà du fleuve.

Le comte Michel Tyszkiewycz, nouveau président de la délégation ukrainienne à Paris pendant l'absence de M. Sydorenko, vient d'arriver à Paris.

La ligne Elisabethgrad-Znamenka est occupée par les troupes de Dénikine. Les rouges se retirent partout en désordre, abandonnant de grandes quantités de munitions.

Une partie de la flotte bolchéviste de la mer Noire, partie pour s'opposer à la marche des Ukrainiens, passe à ces derniers.

Une convention est conclue entre Petlura et le gouvernement polonais. La Pologne et l'Ukraine s'engagent à lutter en commun contre les bolchévistes, et les Polonais ne pénétreront sur les territoires occupés par Petlura qu'avec le consentement de ce dernier.

Les Ukrainiens prennent Krystinowka, Kalinowka et Kasatin.

L'offensive ukrainienne progresse de plus en plus. Les troupes de Petlura, auxquelles se sont joints 100 000 Galiciens bien disciplinés, libèrent toute la Podolie et de grandes parties de la Volhynie. Leur avance est soutenue par une importante insurrection de paysans.

Les bolchévistes évacuent Korotcha et Lokhvitsa.

Les troupes de Dénikine prennent Odessa. Les bolchévistes se replient vers Balta.

L'armée de Petlura occupe Fastov et Bila-Cerkwa, et sur la rive droite du Dnieper, Kanew.

La station de chemin de fer de Boïtrka, à 15 km. de Kiev, est occupée par les troupes ukrainiennes.

Par suite d'un accord avec les Polonais, Rovno, Doubno et Jitomir restent entre les mains des Ukrainiens.

La mission militaire ukrainienne à Londres proteste auprès du Foreign Office contre le point de vue de Dénikine qui déclare que les territoires occupés par lui feront partie intégrante de la Russie. Elle demande au gouvernement britannique d'attribuer à Dénikine une zone particulière d'activité afin d'éviter les conflits.

Le gouvernement roumain donne l'ordre de faire remettre aux autorités militaires ukrainiennes une partie des munitions laissées en Moldavie et en Bessarabie par les armées tsaristes en retraite.

Une mission militaire ukrainienne arrive à Bucarest pour demander aux délégués de l'Entente des munitions et des équipements pour l'armée Petlura.

Une conférence de tous les représentants diplomatiques ukrainiens à l'étranger a lieu à Karlsbad. Des résolutions importantes concernant les questions de politique intérieure et extérieure de l'Ukraine, ainsi que les problèmes financiers, commerciaux et économiques, y sont prises.

La récolte en Ukraine est évaluée à un million et demi de pouds de blé.

Berditchev est occupée par les Ukrainiens.

Un gouvernement s'est constitué à Odessa sous la présidence du professeur Tchepkine. Des détachements de marins anglais assurent le service policier.

Les bolchévistes évacuent Kiev. Les Ukrainiens sont aux portes mêmes de la ville.

Le général Dénikine s'empare du nœud de chemins de fer de Bachmatch dans le gouvernement de Tchernigov et de celui de Romodan, au nord-ouest de Poltawa.

Une mission interalliée part pour l'Ukraine pour protéger la vie et les biens de la population non combattante. Elle aura aussi pour but d'obtenir un accord entre Dénikine et Petlura, dont les troupes semblent prêtes à entrer en collision pour la possession de Kiev.

Les Roumains remportent une nouvelle victoire sur les bolchévistes sur le Dniester; ceux-ci ont perdu un matériel considérable et demandent un armistice, mais les Roumains exigent une capitulation complète.

Revue de la Presse

Une barrière défensive.

Elle serait constituée par la Pologne, l'Ukraine et la Roumanie et des pourparlers ont lieu actuellement entre ces trois Etats en vue d'une action commune.

Le « Petit Parisien » du 23 août, écrit :

Une dépêche de Genève laissait entendre, avant-hier, que les Roumains se préparaient à entreprendre une action offensive importante au delà du Dniester, dans le but de donner la main aux troupes de Denikine et de se joindre aux Ukrainiens. Cette opération terminée serait suivie d'une attaque décisive contre les bolchévistes.

L'enquête à laquelle nous nous sommes livrés auprès des personnalités compétentes nous a montré dans quel sens il fallait interpréter exactement cette nouvelle.

La Roumanie, qui vient d'anéantir le bolchévisme hongrois, n'a nullement l'intention d'engager la lutte avec le bolchévisme russe. Les moyens dont elle dispose ne lui permettraient pas d'ailleurs de faire les frais d'une telle entreprise.

Nos alliés savent fort bien qu'ils ne pourraient compter sur aucune aide vraiment efficace. Pour qu'une opération d'une aussi grande envergure fût susceptible d'aboutir il faudrait que les armées de Lénine fussent attaquées de tous côtés. Or il semble bien que les adversaires actuels des soviets russes sont dans l'impossibilité de prêter un concours utile. L'armée de Koltchak, en particulier, sur laquelle certains ont fondé tant d'espoir ne vaudrait, si nous en croyons un officier qui en faisait encore partie récemment, que par les légions tchéco-slovaques et transylvaines qu'elle renferme. Il serait puéril, selon ce chef, de tabler sur une victoire décisive de cette armée dont les autres soldats sont ou des déserteurs bolchévistes ou des russes manquant souvent de conviction et susceptibles de passer à l'ennemi.

* * *

Si les Roumains se rendent fort bien compte de l'inanité d'une attaque de ce genre, ils ne cachent pas, par contre, leur désir de se débarrasser du voisinage dangereux qu'ils ont sur le Dniester avec les soldats rouges.

Pour obtenir ce résultat, la Roumanie sait qu'il faut tout d'abord bousculer le mince rideau de soldats rouges installés sur la rive gauche du Dniester, puis marcher à la rencontre des armées ukrainiennes commandées par Petlura.

Si une telle opération était effectuée et couronnée de succès, elle libérerait les Roumains de la présence des bolchévistes et permettrait, en même temps, aux Ukrainiens de chasser définitivement les gardes rouges et de reconstituer leur pays en partie ruiné par les émissaires de Lénine. Nos alliés estiment que pour réussir, il leur suffirait de mettre en mouvement une armée de 100 000 hommes, ce qui ne serait pas impossible une fois la tranquillité revenue en Hongrie.

Les buts de la Roumanie sont aussi, semble-t-il, ceux de l'Ukraine et de la Pologne. Ces trois Etats voudraient constituer une barrière défensive contre l'invasion bolchéviste. Les Russes partisans du régime soviétiste seraient relégués autour de Moscou et seraient séparés du reste de l'Europe par la large bande de territoire que formeraient la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, la Pologne qui irait jusqu'à Brest-Litovsk et comprendrait la Galicie avec ses charbons et ses pétroles, l'Ukraine qui s'étendrait à l'ouest du Dniester jusqu'à Bakou et qui aurait en sa possession les pétroles du Caucase et les charbonnages de la région de Kharkow, et la Roumanie.

Il apparaît que, si l'offensive projetée par la Roumanie n'est pas immédiate, des pourparlers sont engagés à son sujet...

Une des questions orientales.

Le Dr Donzow écrit dans le « Bund » du 28 :

La grande tragédie à l'est semble approcher de sa fin. Un lamentable fiasco de l'opérette Bela Kun à Budapest, la chute du bolchévisme en Ukraine, l'intervention de la Roumanie et les préparatifs d'une nouvelle offensive contre Petrograd, tels sont les faits qui permettent d'espérer une prochaine libération de toute l'Europe orientale du cauchemar bolchéviste.

Cette libération amènera-t-elle une complète pacification à l'est ? On ne peut guère l'espérer, du moins tant que *toutes* les questions des nationalités de l'ancienne Russie n'auront pas été définitivement résolues. La conférence de la paix a-t-elle adopté ce point de vue ? Dans une lettre du 27 mai 1919 à l'amiral Koltchak, reconnu par presque tous les groupements antibolchéviste de Russie comme leur chef, le Conseil des Cinq, sous réserve de l'indépendance complète de la Pologne et de la Finlande, ne parle que de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et des peuples caucasiens et transcaspiens qui seront désormais sous la protection de l'Entente. Il n'est pas question de l'Ukraine qui occupe le deuxième rang comme nombre parmi tous les peuples de l'ancien empire des tsars. La Russie seule devra donc décider de son sort. Tel est du reste aussi le point de vue des Russes. Aucun des partis politiques en vue ne s'est réclamé du principe des nationalités dans cette question. Selon eux c'est la Constituante panrusse, avec les voix de la majorité russe, qui devra décider du sort de l'Ukraine.

Et c'est là que réside un danger formidable pour l'œuvre de paix entreprise à Paris. Car il est certain que les Ukrainiens ne tiendront pas compte de l'avertissement contenu dans la note de l'Entente à Koltchak, d'oublier leurs aspirations à l'indé-pendance...

Ces jours derniers, l'Ukraine a conclu une alliance avec la Roumanie et à ce qu'il semble, un accord avec la Pologne, manifestant ainsi pour la quatrième fois son inébranlable volonté de s'orienter vers l'ouest et rien que vers l'ouest. Ce fait ne doit pas être perdu de vue si l'on veut mener une politique réaliste... Les Ukrainiens ne sont pas des utopistes. Ils comprennent qu'ils doivent acheter chèrement leur indépendance, mais cependant, si les Polonais et les Roumains arrivent à se rendre compte que cette compréhension a des limites, si ces deux Etats n'envisagent plus la question ukrainienne au point de vue d'un agrandissement de territoire, mais au contraire dans le cadre des grandes conceptions politiques d'une importance mondiale, l'abîme de contradictions qui les sépare du peuple ukrainien ne sera peut-être plus infranchissable.

En ce qui concerne la Russie, l'Ukraine, si elle était incorporée dans sa fédération d'Etats ne pourrait accepter cette solution, même au prix d'une garantie internationale, car qui nous garantit que les voies des puissances signataires, ne se sépareront pas un jour, comme celles des puissances qui avaient garanti la neutralité de la Belgique dans le Traité de Londres du 15 novembre 1831 ? Si le principe fédératif a de nombreux partisans en Ukraine, il se réalisera tôt ou tard. Si par contre la fédération lui était imposée d'en haut, cela la conduirait à l'insurrection, car aucune fédération du monde n'accorde à ses membres le droit de sécession. Est-ce là, la voie que veut suivre la Conférence de la Paix ?

CONTRE LE BOLCHÉVISME

L'Ukraine en armes fait appel à l'Entente.

Et son représentant à Paris, M. Tyszkiewicz, nous dit ce qu'attend de nous tous, Alliés, ce peuple de quarante millions d'âmes.

Le Petit Parisien du 29 août écrit :

L'Ukraine.... Pour le commun des mortels, c'est quelque chose comme l'Eldorado, le Kamtchaka ou la question koutzo-valaque.

Or c'est peut-être de ce pays-là, qui compte quarante millions d'habitants au bas mot et représente en superficie une fois et demie le territoire de la France, que dépend dans l'avenir la paix du monde. Et c'est peut-être ce peuple-là qui va dans le présent s'opposer, uni aux Polonais, aux Roumains, aux Tchéco-Slovaques, aux Caucasiens, à la ruée vers l'Occident des masses fanatisées du bolchévisme, et, dans l'avenir, aux ambitions germaniques, qui tendent, comme on le sait, à l'asservissement de toute la Russie.

C'est ce que nous a dit hier au Claridge Hôtel, où il s'est provisoirement installé, M. Tyszkievicz, délégué de l'Ukraine à Paris.

La lutte contre le bolchévisme et notre triomphe définitif sur les masses fanatisées que guide Lénine, voilà pour le moment notre préoccupation première, la cause déterminante de l'appel que nous lançons à l'Entente. Car le danger n'est pas de ceux dont on peut rire.

Contre ceux-ci, — c'est les bolchévistes que je veux dire, — il faut, sous peine de mort violente, que s'organisent les nations civilisées, car les pires jours de la Terreur ne sont que jeux d'enfants auprès des heures effroyables vécues là-bas.

Nous avons connu leur domination. Nous avons dû pour les chasser faire appel à l'Allemagne. Après le pillage forcené, ce fut la réquisition méthodique. Pour nous, Ukrainiens, le résultat était bien le même : sous le joug de Lénine, sous celui des Germains nous avons connu les pires humiliations, l'esclavage dans toute son horreur.

De cela, monsieur, résulte une haine féroce contre ceux-ci et contre ceux-là. Nous nous sommes redressés : trente millions de paysans, dix millions de bourgeois, d'ouvriers, de citadins séparés parfois par des divergences d'opinions, unis étroitement dans une même volonté d'affranchir notre patrie, est-ce que cela ne doit pas compter devant le suprême tribunal de la paix ? Nous ne sommes pas des Polonais. Nous ne sommes pas des Russes. Nous avons une langue à nous, une langue slave, bien plus éloignée du russe que le polonais lui-même.

Nous sommes riches. Notre terre est un grenier d'abondance qui pourrait à lui seul subvenir aux besoins de toute l'Europe. Nous avons des forêts, des mines, un sol d'une admirable fécondité. Malgré que l'on nous ait tenus sous la plus rude des férules, depuis l'an 1654, que l'on nous ait défendu l'usage de notre langue, que l'on ait interdit les publications en ukrainien, nous avons conservé jalousement nos chants, nos poèmes populaires. Kieff, la ville sainte, la capitale de Jaroslaff le Grand et de Mazeppa, compte une université, une académie de deux cent sept membres, une société des Beaux-Arts, une société d'architecture, sept théâtres où l'on ne joue que des pièces en langue ukrainienne. Pierre le Grand a reconnu que nous sommes un peuple. Catherine II a fait de même. Stolypine lui-même dit en parlant de nous : « Ces allogènes.... »

Et l'on veut toujours que nous soyons Russes. Eh ! que diable ! nous ne sommes pas plus Russes que les Alsaciens ne sont Allemands, que les Belges wallons ne sont Français.

« C'est la conscience nationale qui fait les peuples, » a dit Venizelos en parlant des Crétois. Cette conscience nationale, nous voulons la libérer tout à fait. Nous avons cette ambition de nous affranchir de toute tutelle : ni Polonais, ni Russes, ni Boches : Ukrainiens !.

Pour le présent, nous devrons nous unir aux Caucasiens, aux Roumains, aux Tchéco-Slovaques, aux Polonais, aux Lithuaniens pour créer une infranchissable barrière devant les forces bolchévistes. Et cette barrière, solidement organisée, sera la garantie de l'avenir, car elle s'opposera aux effets de l'alliance germano-russe que cherchent à réaliser les Allemands. Réfléchissez à l'immense péril que constituerait pour l'Europe nouvelle l'organisation à l'allemande des forces russes, organisation dont on a déjà jeté les bases, qui serait réalisée, si nous n'y prenons garde, par une lente infiltration allemande. Contre cette infiltration-là, nous saurons bien nous défendre si nous conservons notre indépendance, garantie par l'Entente.

Alors, de la Baltique à la mer Noire, unis dans la volonté de rester libres, flanqués, dans les Balkans, par les Yougo-Slaves et les Grecs, appuyés sur l'Angleterre et l'Amérique, soutenus par la France, nous répondrons du pacifisme russe et de l'impuissance allemande.

Nous ne sommes pas des conquérants. Nous ne demandons qu'à vivre en paix avec nos voisins. Aidez-nous. Rendez-nous les 40 000 Ukrainiens qui sont prisonniers en Italie, les 20 000 Ukrainiens qui sont prisonniers en Pologne. Ils seront le solide noyau de notre armée de défense.

Si vous assurez notre liberté, nous vous ouvrirons toutes grandes nos riches contrées. Soyez nos éducateurs. Donnez-nous des industriels, des ingénieurs, des agronomes, des professeurs. Nous sommes prêts à reconnaître pour nôtre 30 % de la dette russe en France, ce qui ne peut pas laisser indifférents les porteurs de titres russes.

Voilà ce que je viens proposer au gouvernement français.

Voudra-t-on m'écouter ?

Encore la question ukrainienne

Le *Giornale del Popolo* du 20 août insère un article d'un certain A. Wolkonsky qui nie l'existence même de la nation ukrainienne, en basant ses dires sur un ouvrage du professeur Maillard : « Le mensonge de l'Ukraine séparatiste. »

Le journal commente ensuite cet article en ces termes : « Le prince Wolkonsky, en écrivant la lettre que nous avons publiée, s'est rendu le pire des services à lui-même. Il a donné au public la preuve éloquente d'une grande misère intellectuelle et une façon de concevoir et de considérer les faits historiques totalement mesquine. Son ukrainophobie enragée a détruit en lui, à ce qu'il paraît, toute faculté de discernement. Que croit-il démontrer en nous racontant qu'un certain Maillard a fait paraître un volume contre l'Ukraine indépendante ? Une nation de 40 millions d'habitants, possédant un gouvernement solidement constitué, démocratique, audacieusement réformateur, une nation qui possède sa langue et sa littérature (ce qui a été reconnu par l'académie des sciences de Petrograd et par tous ceux qui ont étudié le slavisme), une telle nation ne peut être supprimée par un simple petit livre. Lorsque l'Italie n'était encore qu'une « expression géographique », Mazzini aussi était un brigand et ceux qui affirmaient l'unité italienne ne trouvaient pas d'écho parmi le peuple ; et cependant l'Italie s'est constituée.

Les personnes qui ont vécu longtemps à Kiev nous assurent que le professeur Maillard est absolument inconnu en cette ville. Quoi qu'il en soit, et sans posséder des connaissances spéciales de la question ukrainienne, il nous est facile de démentir la plupart de ses affirmations, soit au sujet des nationalistes ukrainiens qui combattirent les Allemands et leur coûtèrent plus de 30 000 hommes, soit au sujet de la Rada qui fut élue par le congrès national convoqué le 10 avril 1917. Il ne faut pas s'étonner que l'idée de la reconstitution de la Russie « une et indivisible » soit chère à un Français, qui désire que son pays rentre en possession des milliards employés en Russie.

Et pourtant en 1917 la France et l'Angleterre reconnurent par des documents officiels la « République populaire ukrainienne ».

Le prince Wolkonsky fait en ce moment en Italie une propagande que nous n'hésitons pas à traiter de néfaste. Il s'est rendu il y a quelque temps à Asinara et a usé de toutes les suggestions possibles pour former une légion pour l'armée Dénikine, obligeant les Ukrainiens à se déclarer russes, et nous savons positivement que certains Ukrainiens furent punis pour avoir protesté.

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Président : M. le comte Michel de Tyszkewicz, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)

2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. Nicolas de Wassilko, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)

3. — Légation ukrainienne en Autriche, Allegasse, 20. **Vienne.**

4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne. M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**

5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Hôtel Dunapolata 34. **Budapest.**

6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Bezuidenhoutscheweg No 125, **La Haye.**

7. — Mission ukrainienne pour la Suède, la Norvège et la Finlande, M. Losski, 24, Drattlinggatton, **Stockholm.**

8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôte. Métropole, **Genève.**

9. — Bureau ukrainien de Presse en France, 18, Rue Bassano. **Paris (XVI).**

10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakintchouk, secrétaire, 3, rue de Chevreuse, **Paris.**

11. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris VI.**

12. — Ukrainian National Committee, 70. Fifth Avenue. **New-York City.**

13. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit, Mich.**

14. — The Ukrainian Federation of the United States, 19 et 21 East 7 th Street, and 303-Fifth Avenue, New-York City.

15. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street. **Scranton.**

16. — Mission ukrainienne de la Croix-Rouge. Dr Kholodny, président. Eisenacherstr. 10, **Berlin** W. 30.

17. — Chef de la Mission diplomatique ukrainienne en Grèce, M. Matouchevsky, **Athène.**

18. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Via Torino, 163, **Rome.**

19. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**

20. — Central Ukrainian Committee, H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man

21. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Bezouidenhoutcheweg, 125, **La Haye.**

22. — Westukrainische Gesandschaft, 15, Windmühlstrasse, **Wien.**

23. — Mission ukrainienne au Danemark, M. D. Levitsky, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**

24. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie Hôtel Central, **Prague.**

25. — Mission ukrainienne en Angleterre, M. Stekhovski, Hyde Park Hôtel, **Londres.**

26. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**

27. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 18, rue du Marché, **Genève.**

28. — Mission militaire pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne, Dr Wolewidka, Kurfürstenstrasse, 83, **Berlin.**

29. — M. Alexandre Sévriuk, Chef de la Mission pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Italie, Grand Hôtel, **Rome.**

L'Argus suisse de la presse S.A.

23, rue du Rhône, GENÈVE

Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toute questions.

Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE

Avenue de la Gare, 3

Ouvre des comptes courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.
Elle bonifie un intérêt de

4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.

Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.
En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

Editeur : W. Stopankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, » 2.50

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
Bureau ukrainien, Lausanne.

Bibliothèque Nationale Suisse. BERNE

L'Ukraine

20 centimes.

Rédaction
et Administration:
11, AVENUE DE LA GARE, 11
LAUSANNE (SUISSE)

Téléphone: 19.65

Pour les annonces voir page 4

N° 107 Lausanne, 25 Septembre 1919 Vme Année.

AUTOUR DE KIEV

Opérations militaires ukrainiennes, prise de la capitale. Entrée de la cavalerie de Dénikine, combats dans la ville. Echec des négociations; notre optimisme. Soulèvement des paysans. Un manifeste de Dénikine; leçon aux fédéralistes. Version polonaise.

Les opérations militaires ukrainiennes, ayant pour but la prise de Kiev, ont commencé vers la fin du mois d'août.

Vers le 25 les forces du Directoire se rassemblèrent à Fastov d'où partit l'attaque générale sur la ligne Fastov-Boïarka-Kiev. Le noyau des forces ukrainiennes était formé par le 8e régiment de zaporogues et la 3e division de tirailleurs galiciens, commandée par l'ancien colonel de l'armée autrichienne, Krauss. Ces troupes, appuyées par de nombreux détachements de volontaires et de paysans armés, étaient relativement bien pourvues d'artillerie, de munitions et de trains blindés, pris aux bolchévistes lors de l'occupation de la gare de Jmerinka. Elles s'avancèrent sans rencontrer de sérieuse résistance jusqu'à Boïarka et ce n'est qu'autour de cette petite ville, dernière station de la ligne Odessa-Kiev, et presque en vue de Kiev, qu'une bataille sérieuse s'engagea.

La lutte sanglante dura plusieurs jours, comme il résulte des communiqués bolchévistes de Moscou. La résistance la plus sérieuse fut opposée par la division de fer de Trotzky, appelée division internationale, et qui était composée d'éléments les plus divers : Lettons, Chinois, Polonais, Magyars, et anciens prisonniers autrichiens et allemands. Mais finalement elle fut encerclée près de Sviatochino et presque complètement anéantie. Cette victoire permit aux Ukrainiens de s'emparer de la ville, ainsi que de Post-Volhynski.

Le 30 août les troupes ukrainiennes faisaient leur entrée dans les faubourgs de la capitale et après une attaque à la baïonnette et des combats de rues, elles parvinrent à occuper le centre de la ville. Sans perdre de temps, le commandement ukrainien, après avoir laissé derrière lui un régiment galicien de Krauss, dirigea le gros de ses forces sur les bolchévistes en retraite. Une partie de ceux-ci remontèrent en toute hâte le Dnieper sur des bateaux à vapeur, tandis que l'autre se retirait vers Tchernigov où elle espérait consolider sa position et tenir la ville assez longtemps pour protéger les derniers transports d'évacuation venant de Kiev. Peu de temps après, toute la contrée au nord de la capitale, sur un rayon de 50 km., était débarrassée des régiments rouges.

Par suite de la reprise de Kiev et de la dispersion des forces bolchévistes au nord et à l'est de la ville, les avant-gardes des volontaires russes, consistant en forts détachements de cavalerie et qui stationnaient depuis près de deux semaines à Péréiaslav et à Kanev, se trouvèrent dégagées de la pression de l'armée rouge et libres d'avancer à leur tour sur la capitale.

* * *

Le 31 au soir, le premier contingent de cette cavalerie, commandé par le général Bredow, fit son entrée à Kiev du côté de Petchersk, portant le drapeau blanc. Cependant cela n'empêcha pas Bredow d'ordonner immédiatement l'occupation des édifices publics ; une première escarmouche s'ensuivit entre les Ukrainiens et les Russes, qui voulaient hisser le drapeau tricolore russe sur les bâtiments du Conseil municipal, à la place de l'étendard ukrainien. Cette escarmouche fut interrompue sur l'ordre du commandement ukrainien qui envoya une délégation auprès des volontaires de Bredow pour demander officiellement le but de l'entrée de la cavalerie de Dénikine à Kiev, entrée qu'il était impossible de masquer sous le prétexte de lutte contre les bolchévistes, ceux-ci étant à 40 ou 50 km. de distance.

Quelle fut la marche de ces négociations ? Il nous est difficile de l'établir, faute de renseignements exacts. Nous ne possédons à ce sujet que les communiqués tendancieux des agences polonaises et nous y reviendrons par la suite. On sait cependant que cette première tentative de pourparlers subit un échec, qu'une seconde délégation fut envoyée par les Ukrainiens, et qu'après son retour, les détachements de Dénikine commencèrent une attaque en règle contre la garnison ukrainienne.

Après des combats sanglants dans les rues, les Ukrainiens furent obligés d'évacuer la ville devant des forces beaucoup plus nombreuses et une supériorité technique évidente.

Entre temps les autres détachements ukrainiens qui opéraient au nord de la ville, ayant appris son occupation par les Russes, commencèrent à se retirer et s'étant joints aux Galiciens de Krauss, prirent position aux environs de Kiev, prêts à la lutte. D'après les renseignements apportés il y a quelques jours à Vienne par un avion ukrainien, les troupes ukrainiennes qui ont pris Kiev ne forment que l'avant-garde du gros des forces de Petliura qui se trouve à Vinnitsa avec tout son état-major, ainsi qu'une nombreuse mission militaire interalliée. Celle-ci est arrivée récemment par la Roumanie et Kamenetz-Podolsk, afin d'assister à la répartition des munitions envoyées par les Alliés via Odessa à Dénikine et à Petliura, et pour remettre au commandement ukrainien une partie du matériel de guerre de l'ancienne armée tsariste resté en Roumanie, ce à quoi celle-ci a consenti.

Cette mission a reçu des instructions précises pour user de toute son influence afin d'empêcher le conflit avec Dénikine. Quelques officiers alliés se sont même rendus auprès du général Bredow, à Kiev, et ont protesté contre l'occupation de la ville par les Russes.

* * *

Au moment où nous écrivons ces lignes, les négociations se poursuivent. Jusqu'ici tous les efforts de la mission alliée vers un accord au moins provisoire se heurtent à une opposition irréductible de Dénikine.

Suivant les dernières nouvelles reçues d'Odessa via Constantinople, le commandant des armées russes aurait déclaré qu'il ne pourrait entrer en négociations qu'avec les détachements galiciens de l'armée ukrainienne, qu'il considère Petliura et tous ses officiers comme des sujets russes et que par conséquent il ne peut le traiter en chef suprême d'un pays, dont le sort sera réglé par la Constituante russe.

Des informations d'une autre source rapportent également que Dénikine exige la soumission pure et simple de Petliura et le passage de son armée sous ses ordres. D'autre part le bureau ukrainien de Berne apprend d'une personne venant de la région occupée par Dénikine que ce dernier aurait publié une proclamation contre Petliura, dans laquelle il l'accuse de haute trahison et invite tous ses partisans à s'enrôler dans l'armée russe, sous menace d'être considérés comme traîtres dans le cas de non-acceptation.

Il est absolument évident que si les Alliés ne parviennent pas à changer l'attitude de Dénikine, aucune entente ne sera possible, et nous le demandons à nouveau : comment les Alliés pourraient-ils la changer tant qu'ils n'ont pas encore eux-mêmes reconnu la souveraineté du peuple ukrainien, et tant que leur politique envers son gouvernement reste indéterminée, sinon hostile. C'est pourquoi nous continuons à être complètement pessimistes au sujet des négociations et à considérer la guerre avec les volontaires russes comme inévitable. Quelle en sera l'issue ? La victoire de l'Ukraine, répondrons-nous sans aucune hésitation. Ce n'est pas seulement notre opinion personnelle, mais aussi celle de tous les Ukrainiens à l'étranger. Ainsi pense également la nombreuse colonie ukrainienne à Vienne et c'est l'opinion prépondérante en Ukraine même.

Cet optimisme général est basé sur trois facteurs : 1° les récents accords militaires avec la Pologne et la Roumanie qui ont sensiblement amélioré l'armement de nos troupes ; 2° le nombre de nos troupes qui s'accroît de jour en jour et le moral très élevé de nos soldats, et 3° l'attitude absolument hostile de nos paysans envers les volontaires russes.

* * *

A l'heure même où nous écrivons, la nouvelle importante nous parvient que dans la province de Tchernigov, les paysans révoltés ont fait sauter les ponts de chemins de fer, dans la région occupée par Dénikine. Certains de ces détachements insurgés comptent plus de dix mille hommes bien armés. La révolte aurait éclaté à la suite d'une tentative de Dénikine d'effectuer un recrutement forcé. Les paysans agissent en liaison avec Petliura. Il est donc hors de doute qu'il suffira à Dénikine d'étendre son front sur la rive droite du Dnieper pour que les révoltes paysannes éclatent les unes après les autres ; toute la puissance de Dénikine, obligé ainsi de se battre à la fois contre les troupes régulières ukrainiennes sur la rive droite du fleuve et contre les bolchévistes sur la rive gauche, s'écroulera inévitablement, malgré tous ses tanks anglais et ses munitions américaines.

La presse viennoise et polonaise communique déjà que Petliura aurait déclaré officiellement la guerre aux Russes de Dénikine et que depuis quelques jours des combats ont lieu pour la possession de Kiev. Nous attendons en toute tranquillité la confirmation de cette grave nouvelle.

* * *

N'étant pas d'accord avec la politique du gouvernement ukrainien et ne se sentant pas appuyés par l'opinion publique les membres de notre délégation à Paris, M. Margoline et M. Choulguine viennent de démissionner ; M. Paneyko est paraît-il animé des mêmes intentions.

Se couvrant de ce qu'on appelle la formule de Nikovsky, « parlez de fédéralisme et faites l'indépendance », ces trois diplomates en réalité faisaient la politique fédéraliste, se gardant bien de parler de l'indépendance.

A l'occasion de leur démission et pour montrer l'abîme dans lequel ils entraînaient notre peuple dans leurs conversations avec les agents de Dénikine, nous reproduisons ci-dessous le texte intégral de la proclamation adressée par celui-ci à la population ukrainienne au moment de son entrée à Kiev. Qu'elle serve comme illustration des soi-disant succès qu'ils ont obtenus.

Constantinople, 5 septembre,

de *Russagent* :

Au moment où les armées volontaires approchaient de Kiev, le général Dénikine a lancé à l'adresse de la population ukrainienne une proclamation de haute portée politique dont voici les passages essentiels :

« Les Allemands voulaient affaiblir l'Etat russe avant de lui déclarer la guerre et c'est pendant une longue période, avant 1914, qu'ils tentaient de détruire l'unité nationale de la Russie, ce fruit d'un grand effort historique. Ce fut pour atteindre ce but qu'ils soutenaient de tous leurs moyens au sud de la Russie, une propagande de séparation de neuf provinces méridionales de notre patrie, sous le nom de « puissance ukrainienne ». Ce projet de séparer du peuple russe sa branche petite russienne n'est pas encore abandonné. Les agents bien connus des Allemands, — Petlioura et ses alliés, — poursuivent jusqu'à présent leurs funestes efforts de créer une république ukrainienne indépendante et de combattre la renaissance de la Russie unifiée. Il ne faut pas néanmoins confondre ces efforts des traîtres de démembrer la Russie avec une activité inspirée par l'amour du pays natal, de ses particularités et de sa langue maternelle. C'est pour cette raison que l'administration des territoires du sud de la Russie sera basée sur les principes de décentralisation et de self-government, ainsi que sur le respect des particularités essentielles du pays. En déclarant la langue russe comme la langue d'Etat sur tout le territoire de la Russie, je considère comme inadmissible et je défends la persécution de la langue populaire petite russienne. Cette langue sera admise dans les institutions locales ainsi que dans les écoles privées.

Les territoires du sud de la Russie ont été désignés par la Providence pour accomplir la tâche pleine d'honneur et de responsabilité d'être la base pour les armées qui luttent avec abnégation pour la restauration de la Russie indivisible. J'appelle tous les patriotes fidèles à apporter leur secours actif à l'armée qui lutte pour la libération du peuple qui a tant souffert du joug bolchéviste. Il faut que tous ceux à qui sont chers le bonheur de la patrie et le succès de nos armées, dans leur irrésistible élan vers Moscou, travaillent sans relâche pour créer à l'arrière-front une base solide pour les armées, qui combattent pour l'unité et la grandeur de la Russie. »

(*Union.*)

* * *

Les quelques lignes qui suivent sont consacrées à la version polonaise de la prise de Kiev par les Ukrainiens et des événements qui suivirent.

Suivant les journaux polonais, après l'occupation de la capitale, le colonel Krauss qui commandait la troisième division galicienne aurait entamé des négociations avec le général Bredow, commandant le détachement de cavalerie de Dénikine qui entra à Kiev le lendemain de l'occupation ukrainienne. Ces pourparlers, menés d'accord avec le dictateur de la Galicie orientale, Petrouchevitch, se seraient terminés à la satisfaction des deux parties. Dénikine aurait déclaré par l'intermédiaire du général Bredow qu'il ne consentirait jamais à une occupation polonaise de la Galicie orientale et du reste des territoires ukrainiens, Cholm, Podlachie, Volhynie, etc. S'étant mis d'accord avec Dénikine, les tirailleurs galiciens de Krauss auraient attaqué les troupes ukrainiennes de Petliura et les auraient jetées hors la ville.

Les journaux polonais de Léopol annoncent même que Dénikine aurait nommé M. Petrouchevitch, gouverneur de la Galicie orientale. Telle est l'opinion courante dans la presse polonaise, que nous reproduisons sous les réserves d'usage.

Néanmoins nous croyons utile de faire les deux remarques suivantes :

1° Il est un fait démontré qu'une partie

des délégués de la Galicie a mené à Paris une politique séparée et, oubliant l'acte solennel de l'union de la Galicie à l'Ukraine proclamée par la volonté des Ukrainiens de Galicie, a fait tous ses efforts pour obtenir la reconnaissance de la République ukrainienne occidentale (Galicie orientale) comme Etat complètement indépendant. Après avoir subi un échec complet, le Conseil suprême ayant adopté la solution que l'on sait pour la Galicie orientale, ces délégués ont tourné leurs regards vers la Russie.

2° Ces diplomates rencontrent un grand appui parmi les Galiciens de Vienne, qui font même paraître leur journal *Ukrainski Prapor* consacré à la propagande de l'idée d'une fédération avec la Russie.

Il y a quelques jours M. Kost Lewicky en personne y insérait un long article contre la Pologne, préconisant une union avec la Russie régénérée.

Bien que sachant parfaitement que la Pologne a tout intérêt à diviser les Ukrainiens en deux camps hostiles : Galiciens et Ukrainiens, et que ce communiqué peut par conséquent être simplement inventé d'une manière tendancieuse, nous ne pouvons cependant pas éloigner de notre esprit une certaine inquiétude et quelques doutes, connaissant la politique générale de certains diplomates galiciens de Vienne et de Paris. C'est pourquoi nous demandons encore des éclaircissements précis, le démenti de la légation de Vienne, que nous reproduisons ci-dessous, nous paraissant insuffisant.

Si d'un côté nous attendons avec anxiété les éclaircissements officiels, de l'autre nous ne pouvons nous empêcher d'être satisfaits de l'effet que produisent ces nouvelles sur les Polonais eux-mêmes.

Il y a quelques jours par exemple le *Wiek Nowy* consacrait un grand article à Dénikine qu'il attaquait avec une violence inusitée. « Le but principal de la politique polonaise, écrit ce journal, serait la conclusion d'un accord avec Petliura, devant se transformer plus tard en une étroite union douanière. Petliura étant le chef de la République ukrainienne indépendante, représenterait avec la Pologne une force considérable, aussi bien contre les bolchévistes que contre Dénikine. Seulement il faut agir vite. Attendre serait perdre la bataille sans combat. »

Les négociations italo-ukrainiennes.

L'Agence N. E. communique de Rome :

Les négociations entre M. Masourenko, représentant de la République ukrainienne à Rome, M. Dante Ferrari, ministre italien du commerce, et M. Murialdi, sous-secrétaire d'Etat du bien public, prennent un cours favorable. Il s'agit d'exporter une quantité considérable de denrées alimentaires d'Ukraine en Italie. Celles-ci, à l'exception de l'importation d'Amérique, reviendraient meilleur marché que les produits du pays. Pour l'Ukraine, il s'agit de recevoir des objets d'industrie qui manquent totalement au pays. A côté des négociations économiques, des pourparlers diplomatiques sont également en cours ; comme on l'annonce de milieux bien informés, ils auront pour résultat l'envoi d'une mission diplomatique auprès du général Petliura. Les ministères de l'agriculture et du commerce ont nommé une commission spéciale pour régler l'échange de marchandises entre l'Italie et l'Ukraine.

Les prisonniers ukrainiens en Italie.

Le 5 de ce mois est arrivé à Rome le chef de la mission extraordinaire de la République populaire ukrainienne, pour les prisonniers ukrainiens en Italie, M. Alexandre Sévriuk. Interrogé par nous, il nous a confirmé la ferme proposition du Gouvernement ukrainien de faire tout son possible pour améliorer la situation des prisonniers ukrainiens en Italie et obtenir, le plus vite possible, leur envoi en Ukraine libérée de l'oppression étrangère.

Le peuple ukrainien et le gouvernement ukrainien admirent la conduite des prisonniers ukrainiens en Italie.

Ils ont donné une merveilleuse preuve de fermeté et d'amour patriotique, en ne cédant ni aux flatteries, ni aux ordres des agents ennemis visant à les enrôler dans des armées spéciales chargées d'étouffer l'indépendance de l'Ukraine.

La mission devra vaincre bien des difficultés créées sciemment par nos ex-maîtres. Mais son travail est maintenant initié et elle ne tardera pas, nous espérons, à obtenir de bons résultats. Nous croyons que bientôt les souffrances de nos prisonniers prendront fin et qu'ils pourront coopérer à la consolidation de leur chère République.

(*Voce dell'Ucraina*, 14, IX.)

Vers leur rapatriement.

La presse italienne du 19 publie la nouvelle suivante :

« Une circulaire du ministère de la guerre ordonne le retrait immédiat des travaux des prisonniers de guerre ukrainiens et leur envoi dans des camps de concentration spéciaux en attendant leur prochain rapatriement. Par suite d'un accord avec le gouvernement italien, les prisonniers auront le choix de leur destination. Le rapatriement aura lieu par groupes le plus rapidement possible. »

Depuis bien des mois l'Italie était inondée d'agents russes et polonais menant une campagne acharnée dans la presse contre l'Ukraine et faisant toutes les démarches possibles et imaginables pour empêcher la séparation des prisonniers de guerre ukrainiens de l'ancienne armée autrichienne dans des camps de concentration spéciaux. Les Polonais espéraient que les prisonniers ukrainiens, n'étant pas séparés des autres, pourraient être facilement enrôlés dans l'armée polonaise, les Russes voyaient dans le retour de ces prisonniers un grand appui donné au mouvement ukrainien, ceux-ci étant tous conscients de leur nationalité et animés de patriotisme envers la République ukrainienne. Toute cette campagne d'intrigues vient d'aboutir à un fiasco complet. Nos prisonniers, qui ont tant souffert, se verront bientôt réunis et rapatriés dans leurs foyers.

La mission ukrainienne pour les prisonniers de guerre en Italie, dont le chef est M. Alexandre Sevriuk, a ainsi remporté un grand succès. On voit donc combien mal fondées étaient les attaques dirigées contre ce chef, qui vient de donner une preuve évidente de son activité. Nous qui savons dans quelle situation difficile, au milieu d'intrigues polonaises et russes, devait travailler M. Sevriuk, nous avons été tout particulièrement surpris des accusations portées contre lui par le journal ukrainien de Vienne, *Wola*. Ces accusations tombent ainsi dans le vide.

Les relations commerciales italo-ukrainiennes.

On mande de Rome que les négociations entre les représentants de la République populaire ukrainienne et le gouvernement italien prennent un cours favorable. Il s'agit pour l'Italie d'importer des denrées alimentaires de l'Ukraine en échange de produits industriels qui manquent complètement aux Ukrainiens.

Les pourparlers diplomatiques se poursuivent en même temps et ils aboutiront prochainement à l'envoi d'une mission diplomatique italienne auprès du Directoire ukrainien.

MISSION UKRAINIENNE A VARSOVIE

Un interview.

L'envoyé spécial du *Temps* écrit la lettre suivante de Varsovie :

« Varsovie, septembre. J'ai pu m'entretenir avec le vice-président de la mission ukrainienne qui est venue à Varsovie. Le but de son voyage était de conclure la paix et éventuellement une alliance avec la Pologne. La mission avait donc une tâche difficile à accomplir puisque de la conclusion de cette paix et de l'alliance recherchée avec le voisin du nord-ouest découlait la reconnaissance de l'Ukraine par la Pologne.

» La délégation ukrainienne comprend : M. Philiptchuk, président, ancien ministre des communications ; M. Pawluk, vice-ministre de l'agriculture — c'est lui qui a bien voulu faire ces déclarations — et enfin M. Touloupa. Avec cette mission séjournait également en Pologne une mission militaire ukrainienne, à la tête de laquelle se trouve le colonel Lipko, qui a signé, au nom de l'hetman Petliura, l'armistice avec le commandement militaire polonais.

» Dans les négociations aujourd'hui suspendues avec le gouvernement polonais, trois principaux points ont constitué l'objet de la controverse. La Pologne demandait à l'Ukraine de proclamer son désintéressement dans la question de la Galicie orientale ; d'indemniser les Polonais presque tous propriétaires fonciers qui ont été ruinés par suite des troubles agraires et enfin d'accorder aux Polonais d'Ukraine une autonomie nationale personnelle.

» A en croire les paroles de mon interlocuteur, l'Ukraine a accepté ces conditions. J'ai même l'impression qu'elle accepterait toutes les conditions que l'on voudrait, pourvu qu'on la laissât vivre. La délégation ukrainienne n'est pas sûre de la décision que prendra la Conférence de Paris et si la souveraineté sera reconnue à l'Ukraine. Le président de la mission, M. Philiptchuk, est retourné au quartier-général de Petliura, à Vinnitsa, pour soumettre à son approbation les conditions polonaises. M. Pawluk explique que l'Ukraine peut proclamer son désintéressement en ce qui concerne la Galicie orientale en disant : Nous n'avons en dehors d'un devoir moral aucune obligation juridique à l'égard de ce pays. Les Ukrainiens de la Galicie orientale possèdent à Paris une délégation indépendante de la nôtre, placée sous la direction de M. Paneyko. C'est elle qui défend leurs intérêts. Le verdict de Paris fera loi pour nous. M. Pawlenko est très affligé de ce que l'opinion publique dans les pays de l'Entente n'ait pas confiance dans l'Ukraine. Il prétend que cet état d'esprit est dû à des manœuvres émanant, avant tout, de milieux russes. Pour lui, le Russe, qu'il soit tzariste, bolchéviste ou démocrate, est toujours centraliste, incapable de reconnaître aux anciens membres de l'Etat russe le droit à une vie indépendante. M. Pawlouk préconise, au contraire, une étroite alliance des Etats de l'ancienne Russie. C'est ce plan qu'il aurait déjà exposé à M. Noulens durant le séjour de celui-ci à Varsovie. « Une union sincère entre la Pologne, la Roumanie, l'Ukraine, la Lituanie et l'Esthonie serait la meilleure barrière contre le danger russo-allemand. Pour nous, le danger russe ou le danger allemand c'est tout un. La Russie reconstituée sera fatalement la vassale de l'Allemagne. » M. Pawlouk m'a encore fait un tableau magnifique de la richesse de l'Ukraine, de la vaillance de ses fils luttant pour l'indépendance de leur pays sans aucune aide extérieure. Un seul trait cependant, de l'aveu même de M. Pawlouk, assombrit tout ce tableau : c'est l'anarchie. Il avoue que des massacres d'Israélites, de terribles massacres, dit-il, ont encore lieu en Ukraine. Mon interlocuteur en disculpe toutefois l'armée ukrainienne et rejette toute la responsabilité de ces crimes sur les bandes d'insurgés. »

La Galicie orientale.

Le B. P. U. de Berne mande de Prague : Nous apprenons de source sûre des milieux de la conférence de la paix à Paris que le Conseil des Quatre a refusé la proposition polonaise d'incorporer la Galicie orientale à l'Etat polonais. Il s'ensuit que le caractère provisoire du statut de la Galicie orientale, qui doit être fixé ces prochains jours par la commission de l'Entente et par le Conseil suprême est assuré.

UNE NOTE DE PROTESTATION

Paris, 12 septembre 1919.

A Son Excellence Monsieur le Président de la Conférence de la Paix
Paris.

Excellence,

Nous apprenons qu'après les luttes sanglantes des troupes de l'armée ukrainienne républicaine conduites par le Général PETLIURA contre l'armée bolchévique russe, celle-ci a été complètement défaite et s'est enfuie de Kiev. Les derniers combats ont coûté aux deux parties de très grandes pertes, tant en tués qu'en blessés. La population de la ville a acclamé avec enthousiasme les troupes ukrainiennes qui lui apportaient la liberté.

Sans laisser aucun repos à ses troupes victorieuses, le Général PETLIURA les a lancées immédiatement de l'autre côté du Dnieper à la poursuite des bolchéviks. Mais cette poursuite a été arrêtée par des contingents de cavalerie des volontaires du Général Denikine, qui, se dirigeant sur Kiev, ont attaqué à l'improviste les soldats ukrainiens. A la suite d'une lutte acharnée, les volontaires du Général Denikine ont été battus.

Mais en arrêtant les troupes ukrainiennes qui poursuivaient les bolchéviks, les volontaires de Denikine ont permis à l'ennemi d'échapper à la poursuite des vainqueurs et de se reformer pour la défensive. Ainsi le Général Denikine, qui a reçu des munitions et des armes de l'Entente, dans le but de combattre les bolchéviks, s'en sert au contraire pour attaquer sur leur propre territoire les défenseurs de la République Ukrainienne qui mènent une lutte obstinée contre les troupes des Soviets.

La Délégation de la République Ukrainienne a l'honneur de protester solennellement contre les actes du Général Denikine, qui, abusant du concours prêté par l'Entente, a pénétré sur le territoire ukrainien dans le but de rétablir l'ancien Empire russe en s'appuyant sur les forces réactionnaires, et en vue de détruire la République Ukrainienne et d'asservir notre peuple.

En terminant, notre Délégation a également l'honneur d'attirer votre attention sur ce fait que les officiers de l'Entente, en mission au Quartier Général de Petliura, ont adressé une protestation au Général Denikine contre son entreprise militaire.

Signé :

Comte TYSZKIEWICZ, m. p.
Président de la Délégation
de la République Ukrainiene.

Un démenti.

Vienne, 15. — Des informations de source allemande et polonaise basées vraisemblablement sur de fausses rumeurs répandues par les milieux impérialistes prétendent que Dénikine aurait occupé Kiev et se serait entendu avec M. Petrouchevitch, représentant au Directoire ukrainien la Galicie orientale, pour combattre le généralissime Petliura. Le conseiller Zalozetzky, de la Légation ukrainienne à Vienne, est autorisé à démentir formellement cette nouvelle. Aucun dissentiment n'existe au sein de la République de l'Ukraine, plus décidée que jamais à combattre tous les Russes, impérialistes ou bolchévistes, et à faire triompher la cause de l'indépendance ukrainienne.

Combats entre les troupes de Petliura et celles de Dénikine.

Vienne, 16. Un radio communique que de violents combats ont lieu actuellement à Kiev entre les troupes de Dénikine et les troupes ukrainiennes, parmi lesquelles se trouve aussi un corps ukrainien de Galicie orientale.

CHRONIQUE
DE LA QUINZAINE

Les bolchévistes, battus par les Roumains, abandonnent tout le front du Dniester et se retirent vers le Nord, pillant et brûlant.

* * *

Les troupes ukrainiennes, après avoir brisé la résistance bolchéviste près de Boïarka, font leur entrée dans la partie sud de Kiev, qui est ensuite complètement nettoyée des troupes rouges après des combats acharnés. Les Ukrainiens poursuivent l'ennemi à 50 verstes au Nord.

* * *

Le général Broussilov est nommé commandant en chef des troupes rouges qui se battent contre Petliura.

* * *

La ville d'Odessa est prise par les volontaires russes, sous la protection des canons de la flotte anglaise.

* * *

Un armistice est conclu entre les Polonais et les Ukrainiens pour une durée d'un mois avec faculté de dénonciation dans le délai de cinq jours. La ligne de démarcation est celle des positions actuelles des armées polonaises.

* * *

De nombreuses commissions commerciales alliées arrivent à Odessa pour rétablir le commerce entre ce port et les pays alliés. On entrevoit la possibilité de grandes exportations de céréales, la récolte étant très belle.

* * *

Le conseil des ministres ukrainien a résolu d'appliquer la peine de mort à tout fauteur de pogromes. Il a chargé les autorités compétentes de prendre des mesures énergiques contre les excès.

* * *

Les troupes rouges infligent un nouvel échec à Dénikine qui cherchait à s'emparer de Kiev, elles traversent le Seym et occupent le centre ferroviaire de Konotop.

* * *

Tandis que les troupes ukrainiennes, accueillies avec enthousiasme par la population de Kiev, pourchassent les bolchévistes vers le Nord, des détachements importants de volontaires en profitent pour pénétrer dans la ville et livrer combat à la faible garnison ukrainienne qui y était restée. Les officiers de l'Entente au quartier général de Petliura protestent auprès de Dénikine.

* * *

Une délégation des Ukrainiens d'Amérique proteste auprès du secrétaire d'Etat Lansing contre l'occupation de la Galicie Orientale et lui remet un mémoire à ce sujet. M. Lansing déclare que la question n'a pas encore été définitivement réglée et promet de présenter le mémoire au congrès de la paix.

* * *

Les Ukrainiens, obligés de se retirer devant les forces supérieures de Dénikine, prennent position aux environs de Kiev.

* * *

L'armistice polono-ukrainien est valable jusqu'au 1er octobre. Varsovie est pour le moment reliée avec Kamenetz-Podolsk par un appareil télégraphique Hugues.

* * *

La cavalerie de Dénikine s'approche de Tchernigov.

* * *

La mission interalliée en Ukraine a reçu des instructions pour ouvrir des pourparlers entre Dénikine et Petliura, et si ceux-ci devaient rester sans résultat, pour user de toute son influence afin d'empêcher un conflit entre les Ukrainiens et Dénikine. La mission a aussi l'ordre de partager toutes les munitions que les Alliés enverront par Odessa entre les armées de Dénikine et celles de Petliura.

* * *

Un communiqué bolchéviste annonce que l'avance de Dénikine sur Tchernigov est arrêtée, mais il a occupé Novo-Oskol.

* * *

Les journaux polonais annoncent que les bolchévistes, profitant de la lutte entre Dénikine et Petliura, reprennent Kiev.

* * *

Les Polonais s'efforcent d'atteindre le cours du Dnieper et d'occuper l'importante ligne ferroviaire Vitebsk-Zlobin-Korosten, ce qui obligerait les rouges à se retirer de tout le front occidental.

KIEV SOUS LE RÉGIME BOLCHÉVISTE

Le 2 septembre les membres de la Croix-Rouge ukrainienne, Dr Riznikow et M. Litvinenko sont arrivés à Vienne, amenant de Kiev à Leopol un train sanitaire avec 1300 prisonniers autrichiens et allemands. Le Dr Riznikow est resté à Kiev du jour de son occupation par les troupes bolchévistes (février 1919) jusqu'au 11 août, jour de son départ avec le train de prisonniers. Voici ce qu'il raconte sur sa vie là-bas pendant le régime bolchéviste :

L'entrée des bolchévistes à Kiev n'a pas été accompagnée cette fois-ci par une terreur semblable à celle de l'année précédente. Les arrestations et fusillades ne furent pas aussi nombreuses ni aussi terribles que l'année dernière; pour chaque cas on exigeait un ordre de la commission pour la lutte contre la contre-révolution. Après leur entrée à Kiev, les bolchévistes firent le recensement exact de toute la population de la ville. Ce travail, comme beaucoup d'autres fonctions policières et économiques, fut confié aux comités spéciaux créés dans chaque bâtiment de la ville. Ces comités étaient présidés par des personnes qui, suivant la formule officielle, n'« exploitaient pas le travail des autres ». Ils travaillaient d'après les instructions spéciales du gouvernement bolchéviste. Leurs secrétaires et leurs présidents étaient personnellement responsables du travail des comités. Ceux-ci appelés « comités de maisons » de certaines régions de la ville correspondant aux anciennes subdivisions d'avant la guerre, nommaient le « comité régional ». Tous les comités régionaux nommaient à leur tour un autre comité qui surveillait leur activité et était ainsi informé de ce qui se passait dans chaque maison de la ville.

La population de Kiev, masculine et féminine, était divisée en trois catégories : 1° les personnes vivant de leur travail ; 2° les fonctionnaires, les employés d'institutions diverses et en général « tous ceux qui n'exploitent pas le travail des autres » et 3° tous ceux qui « vivent du travail des autres ». Toutes les denrées alimentaires reçues par la ville étaient distribuées conformément à ce classement. C'est ainsi que la vie de chaque habitant était bien réglementée. Cependant dans le plus grand nombre des cas cette réglementation se bornait à la théorie, les bolchévistes étant impuissants à l'appliquer. Toutes les marchandises et produits dans les dépôts, magasins et habitations privées, étaient nationalisés. La population devait les recevoir d'après les prix établis par le gouvernement et dans l'ordre des trois catégories.

Au début, quand les dépôts de la ville contenaient encore un certain stock de denrées alimentaires (approximativement pour un mois) laissé par le gouvernement ukrainien, la population recevait plus ou moins régulièrement les divers produits par l'intermédiaire des comités de maisons, quoique par quantités extrêmement réduites. Ainsi par exemple, la première catégorie recevait un quart de livre de pain noir au prix fixé de 80 kopecks la livre ; les deux autres catégories ne recevaient qu'un seizième de livre. Au bout d'un mois il était complètement impossible de recevoir du pain pour les cartes officielles et l'on en achetait à divers spéculateurs à des prix énormes. Toute importation privée de pain dans la ville avait été interdite au début pour ne pas empêcher la « distribution régulière », comme disaient les bolchévistes. Plus tard cette interdiction fut abolie et l'on créa une zone de 70 km. autour de la ville, dans laquelle les habitants de la ville étaient libres de se procurer du pain. Mais ces mesures ne purent remédier à l'approvisionnement défectueux de la population, les paysans ne voulant rien apporter, puisque pour l'argent qu'ils recevaient ils ne pouvaient rien acheter. Cela n'avait rien d'étonnant, tous les produits manufacturés et toutes les marchandises étant nationalisés, seule la population de la ville pouvait s'en procurer en quantité minime et avec de grandes difficultés, en faisant quelquefois la queue pendant des jours entiers. C'est ainsi que toute importation s'arrêta et la population ne vécut que de ce qu'elle pouvait acheter chez ceux qu'on appelait les « porteurs de sacs ». Ce terme provient du fait que les bourgeois, ne pouvant rien acheter en ville, envoyaient des agents dans les villages pour acheter des denrées alimentaires et les revendaient à ceux qui les avaient envoyés. Ils partaient à la campagne munis de grands sacs, dans lesquels ils mettaient tout ce que leur avaient fourni les paysans, de là le nom de « porteurs de sacs ».

Les trains qui partaient de Kiev en étaient littéralement bondés, ils remplissaient non seulement les wagons, mais se tenaient aussi sur les marchepieds, les toits, etc. Il arrivait ainsi toutes sortes d'accidents et les ambulances des chemins de fer étaient remplies de blessés. Un grand nombre d'entre eux trouvaient la mort en s'écrasant contre les ponts au cours du voyage ou bien en tombant des marchepieds.

Les prix des produits alimentaires dépendaient en grande partie du succès de leurs entreprises et de la quantité de produits qu'ils réussissaient à rapporter dans la ville. Ces prix étaient les suivants : Le 11 août, par exemple (jour du départ du Dr Riznikov), une livre de pain noir coûtait 55 karbowanetz (avant la guerre 38-45 kopecks), une livre de viande, 70 karb. ; une livre de beurre, 200 karb. ; une dizaine d'œufs, 75 karb. ; un verre de lait, 7,50 karb. ; un concombre, 3 karb. ; une prune, 1,50 karb. ; une livre de cerises, 30 carb. ; une livre de sucre, 80 karb. ; un dîner de deux plats au restaurant, 120-125 karb. (la plupart sont restés ouverts jusqu'au dernier moment) ; une paire de souliers, 800-900 karb. Théoriquement, d'après les cartes de souliers, on aurait dû en obtenir pour 180-200 karb., mais en réalité il était complètement impossible de s'en procurer à ce prix.

Par suite de la cherté de la vie, les salaires les plus élevés étaient évidemment insuffisants pour satisfaire aux besoins des habitants qui étaient obligés de vendre divers ustensiles de ménage, non encore nationalisés par le gouvernement. Les principaux acheteurs étaient les paysans ; ils donnaient en échange leurs produits alimentaires.

Après l'entrée des bolchévistes à Kiev, ceux-ci frappèrent la bourgeoisie de la ville d'une contribution de 200 millions de karbowanetz et créèrent plusieurs commissions spéciales pour encaisser cette somme. Au bout de trois semaines elles n'avaient réussi à toucher que 40 millions. Voyant que l'argent n'entrait pas, les bolchévistes convoquèrent une assemblée générale de tous ceux qui devaient payer la contribution. Les membres de cette assemblée furent arrêtés et seuls ceux qui payèrent furent remis en liberté. De cette manière et jusqu'au commencement d'août les bolchévistes parvinrent à extirper à la population encore 20 millions de karbowanetz.

Toute la population masculine jusqu'à l'âge de 45 ans et les médecins jusqu'à 50 furent mobilisés et mis à la disposition du gouvernement bolchéviste. De temps en temps certaines catégories de ces mobilisés recevaient l'ordre d'exécuter des travaux, soit militaires, soit d'ordre civil. La partie féminine de la population n'était pas non plus épargnée, mais les femmes n'étaient employées qu'à titre de représailles, en cas de non-accomplissement des ordres donnés aux hommes. Dans ce cas elles étaient obligées, principalement celles de la troisième catégorie, de nettoyer les rues, de laver le linge dans les lavoirs de l'armée, etc. pendant que les hommes travaillaient à la construction de tranchées et dans les divers transports. Toutes les écoles furent nationalisées ainsi que les maîtres et professeurs.

L'université nationale ukrainienne et celle de St-Vladimir restèrent ouvertes jusqu'au dernier moment. Tous les citoyens âgés de plus de dix-sept ans avaient droit d'entrée libre et gratuite.

Il n'y eut pas de représailles spéciales contre la langue ukrainienne, de sorte que les écoles ukrainiennes purent rester ouvertes. Les livres dans les librairies, bibliothèques, maisons privées, furent également nationalisés.

Quant à la presse, seuls les journaux soviétistes parurent librement jusqu'à la fin. Dès leur entrée dans la ville, les bolchévistes interdirent sous l'inculpation de « tendances contre-révolutionnaires » la *Nova Rada* ; par contre, les journaux suivants purent paraître pendant un certain temps : le *Delo Naroda*, organe des socialistes-révolutionnaires russes, le *Vpered*, organe des menchevistes unifiés, et le *Drapeau rouge*, organe des social-démocrates ukrainiens indépendants, mais bientôt ils furent interdits à leur tour.

La majorité des clubs, entre autres le Club ukrainien, furent fermés. Un restaurant populaire bolchéviste s'y installa. Il est remarquable que la vie théâtrale n'ait été nullement interrompue. Au contraire les bolchévistes la soutinrent par tous les moyens ; comme toujours un comité spécial fut créé dans ce but, il portait le nom de « Comité musical panukrainien » à la tête duquel se trouvait le célèbre artiste Sobinov. Il y avait à Kiev de nombreux théâtres ; leur nom seul fut changé, conformément au régime communiste. L'Opéra de la ville s'appela « Théâtre de Liebknecht » ; le théâtre de Solovtsov « théâtre de Lénine » ; le théâtre de Bergonier « théâtre de l'armée rouge » ; il y avait encore le théâtre national ukrainien qui donnait des représentations dans la Maison du Peuple de Troïtsky et le théâtre national juif. Les artistes étaient nationalisés et recevaient leurs appointements de l'Etat, ceux-ci atteignaient jusqu'à 7000 karb. par mois.

La commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution, connue sous le nom de « Tchrezvytchaïka », développait une grande activité. Bien qu'en général le régime bolchéviste ne fût au début ni très sévère ni cruel, il le devenait à mesure qu'augmentaient les insuccès des bolchévistes sur le front. La prison de Loukianowka et autres étaient cependant toujours pleines. Ce n'est qu'au dernier moment que le nombre des exécutions augmenta considérablement. Ces exécutions avaient lieu sur l'ordre de la « terreur rouge », ce qui était la formule officielle. Les journaux bolchévistes écrivaient par exemple : sur l'ordre de la terreur rouge, les personnes (suivaient les noms) ont été fusillées. M. Naoumenko, politicien ukrainien bien connu, ancien ministre de l'instruction publique, le Dr Petrouchevsky, éditeur en chef du *Tchas* et les prof. de l'université de Kiev MM. Florinsky, Arinachevsky, Boulnov, Tsitovitch et autres furent ainsi fusillés.

Suivant divers témoignages, il n'y eut pas de persécutions particulières contre le mouvement ukrainien. Les représailles contre les Ukrainiens se faisaient sous prétexte de lutte contre les réactionnaires en général. Seule la Croix-Rouge ukrainienne, en tant qu'organisation non politique, eut le droit de fonctionner librement.

Au début les social-démocrates indépendants et quelques socialistes révolutionnaires entrèrent même dans le gouvernement bolchéviste, mais peu à peu ils se retirèrent, n'étant pas d'accord avec la politique nationale des bolchévistes. Le groupe des social-démocrates indépendants avec MM. Masourenko et Dragomiretsky en tête, fomentèrent une insurrection dans les districts de Skvira et de Kiev, insurrection dirigée contre le pouvoir bolchéviste. Ces deux chefs furent déclarés hors la loi et il fut prescrit à tous de les tuer à la première rencontre.

La garnison de Kiev était composée de quelques régiments rouges, parmi lesquels se trouvait entre autres le fameux régiment international composé d'éléments les plus variés, principalement d'anciens prisonniers de l'armée autrichienne, Magyars, Tchèques, Polonais, Allemands, Lettons, etc. Ces derniers servaient surtout dans la milice de la ville, qui comptait aussi beaucoup de Chinois. Les révoltes, en signe de protestation contre le régime bolchéviste, furent fréquentes. La plus considérable fut celle du 9e régiment rouge qui stationnait dans les casernes de Bender (à Kiev). Cette révolte fut réprimée et les meneurs : le commandant du régiment et son secrétaire, livrés par le régiment révolté aux troupes bolchévistes, jugés et condamnés à mort, mais Rakovsky, ne voulant pas provoquer de nouveaux troubles, les grâcia.

A maintes reprises eurent lieu des grèves économiques d'ouvriers, causées par le fait que malgré les salaires très élevés (les cheminots recevaient au minimum 1250 karb. par mois), les ouvriers ne pouvaient pourvoir à leurs besoins vu la cherté de la vie. Le Dr Riznikov relate par exemple la marche de la grève dans les ateliers d'automobiles. Les ouvriers demandèrent, non pas une augmentation de salaire, mais la livraison en nature de tout ce qui leur était nécessaire. Le gouvernement bolchéviste menaça de les fusiller, mais ensuite il fut obligé de céder. Chaque ouvrier reçut cinq livres de sucre et une augmentation de la ration de pain. La grève fut liquidée.

A Kiev, outre le conseil général des députés, des ouvriers et des soldats (« Sovdep général »), un soviet autrichien des députés, ouvriers et soldats, fonctionna jusqu'au dernier moment, ainsi qu'un soviet des députés et soldats allemands, composé des anciens prisonniers de guerre autrichiens et allemands non encore rapatriés. Le soviet autrichien était nettement communiste, et par là très considéré parmi les bolchévistes ; il en était autrement avec le sovdep allemand qui ne partageait pas ces idées, ce qui lui valut diverses représailles de la part des bolchévistes. En dernier, plusieurs arrestations furent opérées parmi les Allemands habitant la ville, arrestations en rapport avec le fait que le gouvernement allemand ne donnait aucune suite aux protestations bolchévistes au sujet de l'arrestation de leur représentant à Berlin, Radek.

Les persécutions contre les Polonais commencèrent lorsque l'armée polonaise prit l'offensive contre les bolchévistes. On arrêta 600 Polonais que le gouvernement bolchéviste projetait d'expédier à Moscou ; en réalité ils furent internés dans les baraques de Darnitsa près de Kiev, où ils vécurent en de très mauvaises conditions. C'est la Croix-Rouge ukrainienne qui se chargea de leur ravitaillement. Un certain nombre de Polonais furent fusillés, entre autres quelques prêtres, l'avocat Peresvit-Soltan, président du Conseil des avocats de Kiev, et autres.

L'évacuation de Kiev commença le 1er août suivant un plan bien établi. On évacua en premier lieu les marchandises et les produits alimentaires ; une circulaire secrète remise aux fonctionnaires bolchévistes avant le 1er août prescrivait de ne laisser des approvisionnements que pour six semaines et d'évacuer immédiatement le reste. Il faut remarquer cependant que même avant l'évacuation une exportation continuelle de toutes sortes d'objets avait lieu de Kiev à Moscou.

A part les produits alimentaires et les marchandises, les bolchévistes évacuèrent ce qu'ils appelaient les forces intellectuelles ; c'est ainsi que plusieurs groupes de cent à cent cinquante médecins durent partir pour Moscou. Les ingénieurs, techniciens et autres spécialistes furent également désignés pour l'évacuation, mais le jour du départ du Dr Riznikov, ils se trouvaient encore à Kiev.

La population, terrorisée par cette évacuation, vivant depuis longtemps déjà sous la crainte de toutes sortes de surprises, était au moment du départ du Dr Riznikov, en proie à une complète panique.

Le 9 août Trotsky en personne se rendit à Kiev pour présider une assemblée solennelle du comité exécutif du soviet de la ville. Il y prononça un discours, déclarant entre autres que les bolchévistes devaient évacuer l'Ukraine le plus vite possible. Ce n'est pas la peine, dit-il, de dépenser tant de forces pour se maintenir ici, à l'heure où il faut rassembler toute notre énergie pour contrecarrer les plans de Dénikine qui s'avance sur Moscou.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

A MOSCOU

Un neutre est arrivé récemment de Moscou où il avait été arrêté par la terrible bande dirigée par Peters d'abord, par Dzerjinjinsky ensuite.

Il nous apporte des détails précis sur la procédure de la « Commission extraordinaire contre la contre-révolution, spéculation, sabotage ».

Celle-ci, bien qu'ayant comme on le voit, des attributions nettement délimitées par la loi, étend en fait sa compétence à toutes les matières et surtout à toutes les personnes dont elle veut se débarrasser. Dans le peuple son nom seul remplit d'épouvante, les chefs bolchéviques eux-mêmes la craignent et n'ont aucune influence sur elle.

Un médecin qui avait sauvé la femme de Lénine, demandait à ce dernier la grâce de son fils prévenu de délit politique. Lénine écrivit à Peters une lettre le priant de relâcher son prisonnier, le chef de la « Commission extraordinaire » promit de faire son possible, mais le lendemain, quand le docteur revint, on lui déclara que l'exécution de son fils avait déjà eu lieu.

Il ne faudrait pas croire que la répression s'acharne uniquement sur les ennemis dangereux du maximalisme. Les arrestations dépassent en arbitraire celles de l'ancien régime.

Un médecin est arrêté au seuil de sa maison, au moment où il se rend auprès d'une malade qui l'a fait appeler d'urgence. Le motif, c'est qu'il n'a pas de papiers sur lui. Il a beau supplier un soldat de venir avec lui ou de l'autoriser à monter les prendre au second étage, celui-ci lui répond avec un ricanement de brute : « Eh ! camarade, un séjour gratuit à la « Commission » ne te fera pas de mal ! » et il l'emmène sans lui laisser le temps d'avertir ses parents.

Les ouvriers eux-mêmes, qui furent longtemps le pivot de la dictature du peuple, ne sont pas épargnés. Trois d'entre eux, chargés de protester contre la détention illégale d'un camarade, sont arrêtés sur-le-champ. Et une fois entre les griffes de Peters on y reste longtemps, si toutefois on en réchappe ; car le travail est énorme ; les prisons débordées, on a réquisitionné les maisons privées. La maison-mère est installée dans l'ancienne ambassade serbe dont les écuries servent de prison ; on exécute en face dans les caves de la Légation du Mexique ; des succursales ont été créées dans tous les quartiers à l'instar des grandes maisons de commerce.

Chacun passe à son tour, cela dure plusieurs semaines, quelquefois plusieurs mois. Et en espérant sa libération, on souffre moralement et physiquement. Moralement, parce que les parents laissés sans ressources ignorent souvent l'arrestation, parce que l'on n'écoute pas vos explications, parce que des co-détenus meurent du typhus dans la même chambre, sans que l'on prenne la moindre précaution d'hygiène pour sauver ceux qui sont encore en bonne santé. « Crevez tous, sales bourgeois, dit le geôlier. »

Et si quelqu'un se révolte, il est immédiatement livré aux chinois, qui le fusillent dans les caves mêmes, spécialement aménagées.

Les douleurs physiques sont encore plus terribles. En hiver, dans les chambres, le froid atteint plusieurs degrés au-dessous de zéro et les prisonniers affaiblis par une nourriture infecte et insuffisante, meurent rapidement de froid.

Enfin, lorsque votre tour d'être jugé arrive, on vous remet une plume, une feuille de papier et l'on vous dit d'écrire votre défense ou de la dicter si vous êtes illettré.

Quelques jours après, vous recevez, toujours par écrit, votre condamnation, votre libération ou votre transfert à un autre tribunal.

Ainsi ni instruction, ni assistance judiciaire, ni avocats payés, ni tribunal, ni recours possible. Le détenu est à la merci du caprice d'un de ses juges. Innocent ou coupable, il doit étancher de son sang la soif de meurtre des agents bolchévistes.

Combien nous, Ukrainiens, pouvons nous réjouir du succès de nos armées qui en chassant l'ennemi délivrent peu à peu notre patrie de ces agissements barbares et les remplacent par les institutions vraiment démocratiques de Petliura.

Petliura repousse l'offre de paix de Lénine.

Bucarest, 14. L'Agence N. E. apprend de Kichinev qu'une délégation bolchéviste s'est présentée le 5 septembre au quartier général de Petliura et proposa de conclure la paix sur la base de l'indépendance de l'Ukraine. Le chef de la délégation, Piatakoff, ancien commissaire de l'intérieur au gouvernement de Moscou, reconnait l'impossibilité de lutter à la fois avec tous ses ennemis et il est par conséquent décidé à conclure la paix avec tous les gouvernements nationaux pour écraser définitivement la contre-révolution des généraux russes. Au nom des gouvernements de Rakovsky et de Lénine, Piatakoff proposa de reconnaitre l'indépendance de l'Ukraine, de renoncer à toute idée d'invasion et d'entrer en relations diplomatiques avec le gouvernement de Petliura. En échange, les bolchévistes réclament la neutralité de l'Ukraine dans la lutte contre Dénikine et Koltchak et la promesse de ne tolérer sur le territoire de l'Ukraine aucun complot dirigé contre les gouvernements des soviets. Petliura convoqua immédiatement un conseil des ministres, qui résolut de repousser les offres bolchévistes, en indiquant que les bolchévistes, tout comme Dénikine, sont les ennemis mortels de l'Ukraine.

REVUE DE LA PRESSE

La digue ukraino-roumaino-polonaise.

Sous ce titre

Le *Secolo* du 4 septembre publie une interview avec S. E. Pelliran, ex-ministre moldave (Bessarabie) et délégué de Bessarabie à la Conférence de la Paix. Venant d'un diplomate roumain, ces déclarations acquièrent une plus grande valeur. A la demande : « Quelle est votre opinion sur l'Etat ukrainien ? » il répondit : « Après la Pologne, l'Ukraine sera l'Etat le plus puissant parmi les nouveaux Etats formés sur le territoire de l'ancien empire russe. L'Ukraine a plus de 30 millions d'habitants. La ténacité nationale de ce peuple a été suffisamment prouvée par le fait que l'Ukraine ne put être dénationalisée ni par la Pologne, dont elle subit le régime jusqu'au XVIIe siècle, ni par les moscovites qui la dominèrent depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours. La classe dirigeante de ce peuple, les intellectuels y compris, restent les adversaires les plus obstinés des panrusses et les partisans les plus convaincus de l'indépendance nationale ukrainienne. »

« Quelle sera selon vous l'importance de l'Etat ukrainien dans la politique européenne ? »

L'Ukraine devra constituer avec la Roumanie et la Pologne une digue puissante contre le bolchévisme moscovite au présent et contre le péril allemand à l'avenir. Après l'époque de Pierre le Grand tous les emplois les plus élevés étaient réservés aux Allemands. Seule une Ukraine indépendante, alliée à la Roumanie et à la Pologne pourrait mettre un frein à l'impérialisme russe dans sa marche vers Constantinople. On fait souvent allusion à la Roumanie et à la Pologne comme digue contre l'Allemagne, mais à la Roumanie et à la Pologne, on n'associe pas toujours l'Ukraine sur les rives de la Seine ; pour des raisons plus ou moins idéales, plus ou moins intéressées, l'on désire inviter cette nation à faire partie d'une Confédération qui est pour le moment impossible, vu la haine encore trop grande des nationalités libérées contre l'ancien « Etat maître ».

La politique alliée en Ukraine.

Matin 8 :

Kiev enlevé aux bolchéviks, deux forces importantes, l'une venant de l'ouest aux ordres de Petliura, l'autre venant de l'est aux ordres de Denikine, maîtresses à elle deux de presque tout ce qu'on appelle le territoire ukrainien : telle est la situation nouvelle dans la Russie du sud dont nous avons souligné l'importance.

Ces forces seront-elles hostiles l'une à l'autre ? L'Entente les soutiendra-t-elle et les aidera-t-elle à s'unir ? De ces questions dépendent pour beaucoup les chances d'une action contre les bolchéviks russes.

Il convient de préciser le caractère et la puissance relative des groupements qui se disputent l'Ukraine, c'est-à-dire non seulement ceux de Petliura et de Denikine, mais encore les alliés des soviets moscovites et les petits groupes indépendants qui battent la campagne.

Les forces de Petliura, hetman de l'Ukraine.

Le gouvernement de l'hetman Petliura est composé d'un directoire de quatre personnes, présidé par Petliura. Le pouvoir exécutif est aux mains d'un cabinet social-démocrate, présidé par un nommé Martos. Ce cabinet a des délégués dans les principales capitales de l'Entente. Sa politique est nettement antibolchévik. Elle est malheureusement aussi russophobe.

Le directoire dispose de troupes composées de trois éléments : des insurgés locaux, des troupes régulièrement levées dans la région du Dniepr et des soldats galiciens qui ont reflué vers l'Ukraine devant l'offensive polonaise. Numériquement, ces forces sont assez considérables, mais leur matériel s'est usé dans les luttes stériles de la Galicie orientale, et il leur est arrivé de combattre en n'ayant que trois cartouches par homme et par jour à dépenser. Elles sont soutenues par des insurrections locales dont les chefs sont devenus populaires et qui ont causé beaucoup de tort aux troupes soviétiques.

Le directoire aspire au fond à donner à l'Ukraine les formes d'une république démocratique modérée, mais jusqu'ici il ne consent pas à admettre l'idée de faire partie d'une fédération russe.

Rakowski et les bolchéviks.

Quelle est la mentalité de cette armée russe de Denikine, qui a maintenant conquis par ses propres forces une grande partie de l'Ukraine sur les bandes de Rakowski ? D'après des renseignements sûrs, les partisans de l'ancien régime tsariste y sont en petit nombre ; la majorité des officiers et des hommes se battent pour reconstituer une Russie dont le régime devra être établi par une Constituante. Les hommes qui pensent ainsi ne sont aucunement hostiles à une autonomie ukrainienne, mais ils la veulent dans le cadre d'une Russie fédérative.

Il ne semble vraiment pas que des conversations soient impossibles entre les deux groupements antibolchéviks, et il paraît certain que les alliés, dont l'un et l'autre ont besoin, pourraient jouer avec fruit le rôle d'intermédiaires.

Il est évident que cette intervention n'est pas facilitée par les rapports actuels de l'Entente avec la Roumanie ; il ne faut pas oublier que la Roumanie n'a intérêt à reconstituer une puissance dans le sud de la Russie que si elle est sûre de pouvoir s'entendre avec elle au sujet de la Bessarabie.

La méfiance entre Ukrainiens et Russes est encore grande.

Les Ukrainiens redoutent d'être annihilés plus tard par une Russie forte et le langage excessif de certains groupements russes peut leur donner une apparence de raison.

Mais il y a une chose certaine, c'est que si Denikine et Petliura ne s'entendent pas, la revanche des bolchéviks est proche. Il ne faut pas oublier que Rakowski, bien qu'expulsé de Kiev et battu, s'appuie sur le vaste réservoir de la Russie soviétique et que cette Russie soviétique, victorieuse des troupes de Koltchak, à peu près rassurée du côté de Petrograd, a toujours une armée à lancer à l'approche de l'hiver contre les provinces du sud.

Nécessité d'une politique.

La France est, en général, mal renseignée sur cette situation. La politique des alliés après des flottements nombreux, a abouti à la reconnaissance de Koltchak. Cette reconnaissance a été rapidement suivie par une défaite des troupes de Koltchak.

On passe à Paris par des alternatives de lucidité, où on se rend compte que sans la paix russe il n'y a pas de paix mondiale, et de découragement, où l'on se désintéresse de tout ce qui se passe dans ce pays.

Nous croyons que les circonstances actuelles offrent vraiment une occasion favorable. Il n'est pas question d'envoyer des troupes. Il suffit d'émissaires bien choisis, capables de mener à bien une œuvre de concorde. Kiev n'est pas loin. Ce serait peut-être une besogne plus urgente que d'adresser des ultimatums à Bucarest.

Le conflit Petlura-Dénikine.

L'*Humanité* du 8 septembre écrit :

Le conflit qui met aux prises Denikine et Petliura à Kiev n'est pas une rivalité de deux généraux qui se disputent le mérite d'une victoire, mais une opposition de deux principes, de deux conceptions politiques — Denikine, comme Koltchak, est le représentant de la Russie militaire et centraliste. Il entend parler au nom du « gouvernement panrusse », qui veut reconstituer l'empire russe, avec ou sans tsar, et soumettre la question des séparatismes allogènes à la décision d'une Assemblée constituante souveraine. Koltchak n'a reconnu que l'indépendance de la Pologne, et il l'a fait plutôt à contre-cœur, sous la pression de l'Entente, car son ministre des Affaires étrangères, Sazonov, se serait contenté d'octroyer l'autonomie à la « marche de la Vistule » (privilinski Kraï). Mais il ne veut pas entendre parler de l'indépendance de la Finlande, de la Lettonie, de l'Estonie, de la Georgie, etc...

Denikine vient, tout récemment encore, de protester contre la reconnaissance de la Finlande par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Le conflit est fatal.

Dans une nouvelle revue, l'*Europe orientale*, consacrée à la défense des Républiques d'Orient, le représentant du Kouban, à Paris, M. Bytch, souligne en termes excellents l'antinomie fondamentale qu'il y a entre ces diverses Républiques nées de la chute du tsarisme et les dictatures militaires que rêvent d'établir Koltchak et Denikine.

Les armées locales, du Kouban, du Don, de l'Ukraine, etc. s'entr'aideront pour lutter contre les bolchéviks, « mais elles n'iront pas conquérir la Russie avec son territoire presque équivalent à la sixième partie du monde au profit de qui que ce soit, encore moins si les buts du conquérant sont obscurs, *à plus forte raison s'ils sont liés à des plans de réaction et de restauration* ». Et M. Bytch prévoit l'échec de Denikine, du jour où son armée, recrutée principalement parmi les cosaques du Kouban et du Don, sortira des frontières de ces territoires et ne poursuivra plus de buts locaux et bien clairs pour elle.

De même que les Estoniens n'ont pas voulu marcher sur Petrograd pour les beaux yeux de Koltchak, l'ennemi de leur indépendance, les Ukrainiens de Petliura ne marcheront pas sur Moscou... pour aider Denikine à restaurer le tsarisme russificateur.

Si Denikine veut régner en maître à Kiev, il y déchaînera la guerre civile, et il en sera chassé à la fois par les indépendantistes et par les ukrainiens bolchéviks. Ce sont, d'ailleurs, les bolchéviks qui tireront le plus de profits des dissensions entre Denikine et Petliura.

Le *Matin* d'hier, qui redoute ces dissensions, demande l'envoi à Kiev d'émissaires bien choisis pour mener à bien l'œuvre de concorde. Je propose l'envoi de M. Noulens, car chacun sait que cet homme a toujours eu la claire vision de la politique à adopter en Russie... pour renforcer le pouvoir des bolchéviks.

André PIERRE

Une interview avec le comte Tyszkiewycz.

Le *Croix* du 5 septembre reproduit les déclarations du comte Michel Tyszkiewicz, président de la délégation ukrainienne à la Conférence de la paix :

Le comte Michel Tyszkiewicz arrive de Rome où il représentait l'Ukraine auprès du Saint-Siège. Sur l'ordre de Petliura, chef du gouvernement provisoire, il est venu remplacer M. Sidorenko à la tête de la délégation ukrainienne à la Conférence de la paix.

« ... Mais que la Société des nations, que la France, nous assurent notre indépendance. Sinon, la Russie des Koltchak et des Denikine reprendra à son compte et en faveur des Allemands les propositions que nous vous faisons.

Nous ouvrons à la France, toutes grandes, les portes de l'Ukraine.

Envoyez-nous des ingénieurs, des industriels, des commerçants, des professeurs..., des prêtres.

— Des prêtres ?

— Oui. L'Ukraine est la terre de la liberté. Nous entendons que chez nous chacun soit libre de confesser la religion qu'il lui plaît.

Si, cependant, une religion devait être prépondérante dans nos pays, ce serait la religion catholique de rite gréco-slave ou autrement dit la religion uniate.

Voyez-vous, les Slaves sont encore imbus de ce préjugé byzantin que religion et nationalité se confondent. En Russie, qui dit latin dit polonais, et « pravoslavny » (orthodoxe) est synonyme de russe.

Les Ukrainiens, ne voulant être ni l'un ni l'autre, n'ont plus qu'une alternative : conserver leur rite gréco-slave qui les distingue des latins, et, d'autre part, reconnaître l'autorité du patriarche de Rome, devenant ainsi indépendants de Moscou.

D'ailleurs, dans combien de familles n'a-t-on pas gardé le souvenir du martyre d'ancêtres uniates persécutés par la Russie tsariste et condamnés pour leur foi à la prison, à la mort et, pis encore, à la Sibérie !

Nous avons besoin d'un clergé uniate, aidez-nous à le former.

Vous trouverez en Ukraine des évêques et un clergé latins qui ne manquent ni de science ni de dévouement, mais, Polonais et latins, ils ne peuvent exercer sur nos Ukrainiens toute l'action désirable.

Concluons : au point de vue économique comme en politique, dans l'ordre intellectuel et sur le terrain religieux, la France a un rôle à jouer dans l'Ukraine indépendante.

Puissent ses gouvernants s'en convaincre ! »

La prise de Kiev.

Le *Matin* du 9 septembre écrit :

A la suite de l'abandon de Kiev, les forces bolchéviks, poursuivies par les Ukrainiens, se retirent le long du chemin de fer Kiev-Bakhmatch, leur unique route de retraite. Plusieurs unités rouges, notamment les bataillons lettons et chinois, ainsi que deux régiments internationaux (magyars et allemands) remontent le Dniepr sur les bateaux à vapeur dont ils se sont emparés à Kiev. La ligne de chemin de fer Kiev-Korostène est entièrement évacuée par les rouges.

Le gouvernement des soviets ukrainiens s'installe à Homel, mais il est peu probable qu'il y séjourne longtemps, vu que l'offensive polonaise s'est déjà répandue à l'est de Bodrouïsk et menace sérieusement Homel. Le conseil « austro-soviet » (organisation bolchévik des peuples de l'Autriche-Hongrie) a été évacué à Briansk, les commissariats rouges et la commission extraordinaire d'enquête à Orel. L'évacuation de Kiev avait commencé vers le 15 août, quand les contre-attaques rouges sur le front du général Denikine ne réussirent pas à arrêter l'offensive de l'armée russe, dont la cavalerie surprenait les bolchéviks là où ils s'y attendaient le moins.

Les bolchéviks ont eu le temps d'évacuer les chancelleries des commissariats, mais d'importants dépôts de guerre et de ravitaillement sont restés à Kiev. Les leaders rouges, Rakowsky, Manouilsky, le commissaire de la guerre Podroiski, le commissaire de l'intérieur Piatakoff, les commissaires Boubnoff, Aussem, Kreuzberg et Kotsioubinsky avaient quitté Kiev quand les troupes de Petliura s'approchèrent de Boïarka, lieu de villégiature situé à 25 kilomètres au sud de Kiev. On suppose que Rakowsky est parti à Moscou pour y demander du secours. La veille du départ des bolchéviks a été signalée par le massacre des otages « bourgeois » que les rouges détenaient à Kiev, à la prison de Loukianovka : plus de 300 personnes, hommes, femmes et enfants, ont été mitraillées.

Les routes au nord de Kiev sont pleines de fuyards que les paysans pourchassent et tuent sans pitié.

Dernières nouvelles.

Vienne, 24. — Les troupes bolchévistes, encerclées près d'Odessa et le long du Dniester, après avoir réussi à briser la résistance de leurs adversaires, se sont frayées un chemin vers le nord; après de violents combats à Fastow et Ouman elles ont réussi à opérer leur jonction avec l'armée bolchéviste près de Kiev, infligeant à Dénikine une grande défaite et prenant un riche butin.

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Président : M. le comte Michel de Tyszkewicz, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)

2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. Nicolas de Wassilko, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)

3. — Légation ukrainienne en Autriche, Allegasse, 20. **Vienne.**

4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**

5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Hôtel Dunapolata 34, **Budapest.**

6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Bezuidenhoutscheweg No 125, **La Haye.**

7. — Mission ukrainienne pour la Suède, la Norvège et la Finlande, M. Losski, 24, Drattlinggatton, **Stockholm.**

8. — Mission extraordinaire économique et financière de l'Ukraine, M. Tchijewsky, président, Hôtel Métropole, **Genève.**

9. — Bureau ukrainien de Presse en France, 18, Rue Bassano. **Paris (XVI).**

10. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 3, rue de Chevreuse, **Paris.**

11. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris** VI.

12. — Ukrainian National Committee, 70, Fifth Avenue. **New-York City.**

13. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit, Mich.**

14. — The Ukrainian Federation of the United States, 19 et 21 East 7 th Street, and 303-Fifth Avenue, New-York City.

15. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street. **Scranton.**

16. — Mission ukrainienne de la Croix-Rouge, Dr Kholodny, président. Eisenacherstr. 10, **Berlin** W. 30.

17. — Chef de la Mission diplomatique ukrainienne en Grèce, M. Matouchevsky, **Athènes.**

18. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Via Torino, 163, **Rome.**

19. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**

20. — Central Ukrainian Committee, H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man.

21. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Bezouidenhoutcheweg, 125, **La Haye.**

22. — Westukrainische Gesandschaft, 15, Windmühlstrasse, **Wien.**

23. — Mission ukrainienne au Danemark, M. D. Levitsky, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**

24. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie Hôtel Central, **Prague.**

25. — Mission ukrainienne en Angleterre, M. Stakhovski, Hyde Park Hôtel, **Londres.**

26. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**

27. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 18, rue du Marché, **Genève.**

28. — Mission militaire pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne, Dr Woïewidka, Kurfürstenstrasse, 83, **Berlin.**

29. — M. Alexandre Sévriuk, Chef de la Mission pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Italie. Grand Hôtel, **Rome.**

L'Argus suisse de la presse S.A.
23, rue du Rhône, GENÈVE
Maison suisse fondée en 1896, qui reçoit chaque jour plusieurs milliers de journaux, revues, livres et brochures et en fournit des extraits sur toutes questions.
Demander tarif et prospectus explicatif ainsi que les conditions d'abonnement.

BANQUE STEINER & Cie, LAUSANNE
Avenue de la Gare, 3
Ouvre des comptes courants à vue (avec service de chèques) et à terme aux meilleures conditions.
Elle bonifie un intérêt de
4 % sur dépôts à vue
5 % » pour une année ferme
5 1/2 % » » deux » »
6 % » » plus de deux ans.
Elle émet des chèques sur tous les pays où les communications ne sont pas coupées.
En général, elle s'occupe de toutes les transactions de banque et de change aux conditions les plus coulantes.

Meubles de Bureaux Modernes

20 centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, » 2.50

Adresse télégraphique:
Bureau ukrainien, Lausanne.

Bibliothèque Nationale Suisse.
BERNE

20 centimes

L'Ukraine

Rédaction et Administration
11, Avenue de la Gare
Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19.85

Pour les annonces voir page 4

N° 108 Lausanne, 16 Octobre 1919 Vme Année.

DENIKINE EN UKRAINE

GACHIS GÉNÉRAL

Sommeil diplomatique. — Situation militaire. — L'ancien régime. — Révoltes. — Galicie orientale. — Un ballon d'essai. — Pogromes. — Au Kouban.

La situation diplomatique est aujourd'hui extrêmement difficile à aborder, pour une raison très simple, c'est que lorsqu'elle devient trop compliquée, elle cesse de s'appeler ainsi et devient un gâchis, formé en ce moment par la Pologne, l'Ukraine, la Roumanie, les bolchévistes, les monarchistes, etc., etc. On a beau se creuser la tête pour y comprendre quelque chose, il est impossible d'y parvenir.

Ayant devant elle une telle complexité de problèmes, notre délégation de paix semble se plonger dans un profond sommeil. De temps à autre, piqué par une nouvelle note désagréable de la Conférence, un des délégués se réveille en sursaut, se frotte les yeux et après quelques vains efforts pour se rendre compte de quoi il s'agit, se débarrasse par une interview dans le premier journal venu des questions importunes et retombe dans une douce somnolence.

La plupart de nos autres représentants en Europe, suivant le bon exemple donné à Paris, dorment aussi, mais beaucoup moins paisiblement. Leur sommeil est nerveux, agité par de mauvais rêves, diverses visions pénibles, comme par exemple la démission du ministère, un revirement du gouvernement vers la droite ou la gauche, la revision de l'activité des missions, et ainsi de suite..

* * *

Cet état de prostration générale est dû à ce que l'intérêt se porte surtout sur les événements en Ukraine même et principalement sur les opérations militaires près de Kiev, où une lutte acharnée est engagée entre trois armées différentes : ukrainienne, russe et bolchéviste.

Après l'évacuation de Kiev par les bolchévistes et la retraite des Ukrainiens, la situation resta pendant un certain temps plus ou moins stable. Les troupes du général Petliura n'entreprirent aucune opération sérieuse contre Dénikine, attendant la fin des négociations engagées par la mission alliée, qui se proposait d'aboutir à un accord entre les réactionnaires russes et les nationalistes ukrainiens. Les bolchévistes eux-mêmes interrompirent momentanément leurs attaques, tentant d'entraîner le commandement ukrainien dans des négociations de paix.

Mais cette trêve générale ne dura que quelques jours. Les tentatives de la mission alliée échouèrent, comme il fallait s'y attendre, le Conseil des ministres ukrainien repoussa l'offre de paix bolchéviste et la guerre se ralluma sur tous les fronts.

Un des premiers soins du commandement bolchéviste fut de dégager le corps du sud, fort de 40 000 hommes qui, après quelques défaites infligées par les Roumains sur le Dniester, stationnait sur le Boug moyen. Menacé d'être complètement encerclé par les Ukrainiens et les Russes, ce corps d'armée décida de profiter des hostilités entre les troupes de Dénikine et de Petliura pour se frayer un chemin à travers l'Ukraine centrale vers le nord. Après avoir livré bataille aux Ukrainiens près de la gare de Christinovka et de la ville de Ouman, le corps bolchéviste réussit à arriver à Skwira, à battre les troupes de Dénikine et à s'emparer de Fastow. L'occupation de ce nœud important de la ligne Odessa-Kiev lui permit d'opérer sa jonction avec les forces bolchévistes principales dans le nord.

Ce succès de l'armée rouge a considérablement changé la situation et a mis la ville de Kiev dans une position extrêmement critique, car il est très peu probable que Dénikine puisse faire face à ce nouveau danger surgissant subitement sur le flanc gauche de son armée. S'il ne parvient pas à repousser les bolchévistes, la capitale ukrainienne retombera dans quelques jours sous le pouvoir bolchéviste.

* * *

On a peu de nouvelles sur les combats entre les Ukrainiens et les volontaires russes. Tout ce que l'on sait, c'est que deux grandes batailles ont eu lieu à Tiraspol et à Bila-Cerkva, mais on en ignore les résultats. On a cependant l'impression que Dénikine ne paraît pas disposé à entreprendre de grandes opérations. Après s'être installé à Kiev et avoir organisé quelques pogromes juifs, le dictateur russe a nommé une sorte de ministère formé exclusivement de monarchistes moscovites et dont nous reproduisons la liste plus loin. La première tâche de ce ministère était d'anéantir tout ce qui restait d'ukrainien dans la ville après la domination bolchéviste.

La circulaire N° 412 de ce ministère a introduit dans toutes les institutions de la capitale la langue russe comme langue d'État ; quant à l'ukrainien, après de vagues promesses de pouvoir l'enseigner à l'avenir dans les écoles privées, Dénikine a fermé toutes les institutions et écoles ukrainiennes et suspendu les journaux. En même temps les arrestations et emprisonnements vont leur train. En un mot, comme l'a écrit avec raison le *Pays*, Dénikine réédite les exploits rappelant la pire époque du tsarisme ; la réaction bat son plein. Ce régime est trop connu pour s'étendre davantage sur ce point.

* * *

Les révoltes et insurrections contre les troupes de volontaires se multiplient. Tous les chefs des diverses armées insurgées combattant le bolchévisme surgissent à nouveau et nous les voyons à la tête des détachements de paysans armés contre les volontaires de Dénikine. A l'heure qu'il est, les trois provinces de Poltava, Tchernigov et Ekaterinoslav sont en feu. Les troupes révoltées de l'ataman Zeleny, qui a fait tant de bruit dans la presse par ses exploits contre les bolchévistes, luttent contre Dénikine à 30 km. de la capitale. Tout récemment il a réussi à s'emparer de Boryspol. Le groupe d'Anhel opère dans la région de Nijin et de Brovary. Dans la province d'Ekaterinoslav, les insurgés occupent les localités de Sinelnikovo, Pavlograd et Losova. Des révoltes paysannes auraient également éclaté dans les environs d'Elisabethgrad (province de Kherson). La capitale elle-même est littéralement bloquée par les paysans qui refusent de lui apporter des vivres. Les quelques lignes qui précèdent montrent que nous sommes une fois encore en présence du tableau bien connu de la guerre de partisans contre les Russes, avec cette seule différence qu'auparavant elle avait lieu contre les bolchévistes et maintenant contre les monarchistes. Tous deux sont des envahisseurs et subiront un sort analogue.

* * *

Rien de précis sur la Galicie orientale. Jusqu'au dernier moment tout le monde était persuadé que le Conseil suprême s'acheminait vers un régime provisoire avec un plébiscite ultérieur. Les journaux polonais commençaient un vacarme infernal, Paderewski allait démissionner, lorsque tout dernièrement le *Temps* publia une petite notice disant que le Conseil suprême envisageait de nouveau, sur l'initiative de la France, de substituer en Galicie orientale un régime définitif en faveur de la Pologne. Comme nos lecteurs pourront s'en rendre compte, c'est à n'y rien comprendre.

* * *

Ces jours-ci la presse a reproduit une information provenant du *Lokal-Anzeiger* qui a découvert que le général Petlura aurait l'intention de renoncer à l'indépendance de l'Ukraine et d'accepter la fusion avec la Russie. Nous considérons cette nouvelle, absolument invraisemblable d'ailleurs, comme un ballon d'essai fabriqué dans les rédactions de l'honorable journal berlinois, sous l'inspiration des monarchistes russes.

Tout le monde sait que les rues de la capitale allemande en fourmillent ; ils attendent tranquillement un miracle du ciel, et n'ayant pour le moment rien à faire s'exercent dans le lancement de canards et la fabrication de machinations qui jusqu'à présent ne sont pas encore sortis de la bonne cité allemande.

* * *

Après avoir occupé Kiev et reconquis une bonne partie de l'Ukraine, les Russes passent leur temps dans leur distraction préférée, qui est l'organisation de pogromes. On communique, par exemple, d'Odessa au *Temps* du 2 que de graves excès antijuifs ont été commis par les volontaires de l'armée de Dénikine dans de nombreuses villes des gouvernements d'Ekaterinoslav et de Kharkov. A Ekaterinoslav toutes les maisons juives ont été saccagées et des Juifs tués. A Kharkov et dans des dizaines de localités des alentours, des cas analogues continuent à se produire. Dans beaucoup de stations de chemins de fer, les voyageurs juifs sont enlevés des trains et massacrés. Le pogrome de Krementchoug a été des plus sanglants.

* * *

Depuis quelques semaines, les événements du Kouban attirent particulièrement l'attention, éveillée tout d'abord par le meurtre de M. Riabowil, président du Parlement koubanais, commis par les volontaires russes. Le Parlement, qui s'est réuni ensuite, a voté une résolution blâmant dans les termes les plus violents cet assassinat et menaçant Dénikine, s'il ne se retire pas du territoire du Kouban, de lui enlever tous les volontaires cosaques qui servaient dans son armée.

Ce conflit, qui date déjà de plusieurs mois, vient de se terminer par une rupture complète. Le Bureau ukrainien de presse communique de Berne que le Parlement ou Rada du Kouban a décidé de former sa propre armée et de rappeler ses régiments qui combattaient dans l'armée de Dénikine. Les forces militaires de celui-ci se trouvant sur le territoire du Kouban sont invitées à le quitter immédiatement. En même temps la délégation koubanaise à Paris, présidée par M. Bytch, une des personnalités les plus populaires au Kouban, a transmis à la conférence de la paix une déclaration où elle demande la reconnaissance de l'indépendance de la République koubanaise et son entrée dans la Ligue des Nations. Nous souhaitons à nos frères koubanais un plein succès, bien qu'étant peu optimistes quant à la réalisation de leurs aspirations à Paris.

Message du gouvernement de la République ukrainienne au peuple ukrainien.

Au peuple ukrainien,

Grâce à l'offensive continuée des armées ukrainiennes du Dniepr et du Dniester, Kiev, capitale de l'Ukraine, a été prise le 30 août 1919.

Les bolchévistes, et autres communistes russes, qui n'avaient pu résister à l'offensive de nos armées, prirent alors le parti d'ouvrir leurs rangs aux troupes de même nationalité, conduites par Dénikine, avec lesquelles elles étaient de connivence. Dès le 31 août, des détachements de volontaires de l'armée russe entraient dans Kiev, et, sans avertissement, se jetaient sur les Cosaques ukrainiens.

Le gouvernement de la République ukrainienne connaissant la lutte que menaient contre les communistes sur le territoire ukrainien les troupes de Dénikine, et considérant, en outre, que le devoir de tout gouvernement est de ne pas faire couler inutilement le sang du peuple, crut avoir trouvé un moyen sûr et honnête de régler les rapports avec l'armée de Dénikine.

Notre commandement militaire, agissant en plein accord avec le gouvernement, envoyait, dès avant la prise de Kiev une délégation militaire auprès de l'armée volontaire dans l'intention d'établir des relations avec les autres armées qui, comme nous, combattaient le bolchévisme en territoire ukrainien.

Cette démarche du gouvernement ukrainien est restée sans succès. Le commandant de l'armée volontaire russe a osé déclarer que les armées dirigées par le général Petliura étaient des armées bolchévistes, et que par conséquent, l'armée volontaire russe ne cesserait de faire la guerre aux armées républicaines de l'Ukraine.

Le gouvernement de la République ukrainienne n'a pas besoin de démontrer aux citoyens de l'Ukraine que la guerre qu'il mène est conduite contre l'étranger, contre l'ennemi, contre le communiste russe. Cette guerre est faite en outre pour la libération du territoire ukrainien, pour la liberté, pour la prospérité du peuple, au sein de la République ukrainienne indépendante et libre.

Si même après nos luttes longues et sanglantes contre les bolchévistes, les généraux de l'armée volontaire russe osent encore nous qualifier de bolchévistes, nous, notre peuple, et notre glorieuse armée, et prétendent sous ce prétexte, nous faire la guerre, le gouvernement ukrainien élèvera une protestation indignée contre ces imputations calomnieuses et ces menaces des Russes.

Que le monde entier sache que le gouvernement de la République ukrainienne n'acceptera jamais de fouler aux pieds les droits les plus sacrés de la liberté qu'a le peuple ukrainien de disposer de lui-même. Le peuple d'Ukraine a déjà maintes fois énoncé sa volonté par les soins de son assemblée constituante élue au suffrage universel ; il doit formuler à nouveau cette volonté, afin qu'aucun étranger n'ait l'audace de vouloir lui imposer la sienne.

Ukrainiens ! L'heure est venue où votre sort va se décider pour longtemps. Serez-vous libres, égaux aux autres peuples ? Ou bien resterez-vous les esclaves de vos voisins ? Esclaves muets, souillures de la terre sur qui pousseront les fleurs d'une culture étrangère et les richesses qui engraisseront le propriétaire russe ?

Le gouvernement de la République ukrainienne entend que le peuple d'Ukraine soit délivré du joug étranger, et il s'efforce d'y parvenir par tous les moyens pacifiques en son pouvoir. Si malheureusement, le sang doit couler, la faute n'en sera pas à nous, mais aux impérialistes et aux grands propriétaires russes, toujours assoiffés de richesses, qui sans même avoir terminé la guerre contre les bolchévistes, poursuivent leurs intérêts égoïstes, en attaquant notre armée et en essayant de dominer notre peuple.

Le gouvernement de la République ukrainienne a l'intime conviction d'être soutenu par le peuple ukrainien tout entier, sans distinction de classe, et par les autres nationalités qui peuplent l'Ukraine, du moins par celles qui sont animées d'un véritable esprit démocratique. Il arrivera ainsi à libérer le territoire ukrainien, et à le défendre efficacement contre tous ces voisins avides qui cherchent à asseoir leur domination sur l'État ukrainien.

J. Mazepa,
président du Conseil des ministres.
A. Chrastchenko,
secrétaire d'État.

AUX UKRAINIENS A L'ÉTRANGER

La mission diplomatique extraordinaire de l'Ukraine à Berne fait savoir : Le gouvernement de la République de l'Ukraine invite ses citoyens à l'étranger à retourner au plus vite en Ukraine pour y collaborer à la reconstitution de la patrie. En conséquence, les citoyens ukrainiens en Suisse qui veulent répondre à cet appel se rendront personnellement ou s'adresseront par écrit à la Mission ukrainienne, 39, rue du Marché, Berne, en fournissant les papiers établissant leur nationalité. Dans le cas où ils ne seraient pas encore en possession du passeport ukrainien, ils doivent fournir en plus deux photographies pour ce passeport. Les conditions détaillées du voyage de rapatriement seront communiquées prochainement.

Coopératives ukrainiennes

Réplique aux coopérateurs moscovites.

Nous venons de recevoir la lettre suivante :

Monsieur le rédacteur en chef,

Nous, représentants des institutions ukrainiennes coopératives centrales à l'étranger, nous vous prions de vouloir bien insérer dans votre estimé journal l'article ci-joint, les questions qui y sont traitées ayant une très grande importance pour la vie de la coopération ukrainienne.

Veuillez agréer, etc.

C'est avec plaisir que nous faisons droit à cette demande et publions ci-dessous l'article en question, ayant déjà à diverses reprises souligné l'importance du rôle joué par les coopérations dans l'affranchissement du peuple ukrainien et l'énorme travail accompli par elles en vue d'une amélioration de sa vie économique.

A Propos de l'interdiction faite par les Coopératives moscovites.

La *Cause commune* (août) a, en son temps, inséré la déclaration du représentant de l'Union Centrale coopérative de Moscou (Centrosoiouz) M. Pierre Rutenberg, au dernier congrès international des coopératives à Paris (« Contre le séparatisme économique »), à propos de la participation à ce congrès des représentants des centres coopératifs des peuples ayant fait partie auparavant de l'ancienne Russie. Elle a été envoyée par son auteur à des coopérateurs français connus comme Albert Thomas, Poisson, et autres. Malheureusement, vu les conditions techniques, les institutions coopératives ukrainiennes centrales qui avaient, elles aussi, leurs représentants à ce congrès, n'ont eu connaissance que très tard de cette déclaration. Cependant elles considèrent de leur devoir de dire leur mot à ce propos, car la déclaration en question vise principalement la coopération ukrainienne et touche à la question de l'existence même de cette dernière.

La pensée principale de la déclaration de M. Rutenberg et, par suite, de l'Union centrale de Moscou elle-même est celle-ci : les coopérations des peuples de l'ancienne Russie n'ont pas le droit de prendre une part immédiate aux congrès coopératifs internationaux, jusqu'au règlement définitif de la structure politique de la Russie, car plus tard, lorsque cette structure sera établie, sous la forme d'une fédération selon l'auteur, la Russie sera économiquement réunie, car sans cela elle ne peut exister.

Ce qui signifie que même à ce moment-là (c'est-à-dire jamais, disons-nous), d'après les déclarations de M. Rutenberg, les coopératives des différents peuples de Russie n'auront pas le droit de prendre part séparément à la vie internationale coopérative et à ses congrès. Toute la coopération de l'ancienne Russie y sera représentée par le « Centrosoiouz » et en général par les centres coopératifs pan-russes.

Plus loin, M. Rutenberg indique que le « Centrosoiouz » est précisément cet organisme économique qui peut desservir par ses coopératives la Russie et les peuples qui s'en sont séparés, en marchandises indispensables. Le « Centrosoiouz » devait, entre autres, fonder en Ukraine, quand celle-ci et ses centres coopératifs se séparèrent de Moscou, une direction spéciale pour la Russie méridionale (à Rostov-sur-le-Don) avec des succursales dans diverses autres villes.

M. Rutenberg en donne la preuve lorsqu'il dit que quelques-unes des associations coopératives ukrainiennes ne reconnaissent pas l'autorité nationale du « Dnieprosoiouz » et de l'« Ukraine-banque » et considèrent comme inacceptable leur séparatisme de la coopération russe. (Ces associations sont : « Poïour » et « Soiouzbanque » à Kharkov, l'« Union du crédit » à Odessa.)

La déclaration sus-mentionnée se termine par la phrase suivante : « Il est impossible d'appuyer les spéculations politiques en faisant tort aux intérêts fondamentaux du peuple affamé ».

* * *

La déclaration dont nous venons de parler n'est pas une nouveauté pour ceux qui connaissent l'historique des relations mutuelles entre l'Ukraine et Moscou en général, et en particulier l'histoire de la lutte continuelle et opiniâtre de la coopération ukrainienne (qui doit être considérée comme une synthèse des forces nationales matérielles et intellectuelles du peuple) avec le centralisme de Moscou et sa coopération, pour ses droits et son indépendance. Ceci est une des multiples preuves que la politique de Moscou n'a subi jusqu'au dernier moment aucun changement et que même les événements des trois dernières années depuis la révolution et la décomposition complète de toute la Russie, n'ont rien appris aux centralistes moscovites.

L'étendard du centralisme dévorant, dont les apologistes furent depuis des temps très reculés en Russie (et en Ukraine depuis le moment de la conclusion du traité de Péréiaslav en 1654) les tsars moscovites, a passé entre les mains de ses héritiers : les politiciens moscovites en général et les coopérateurs en particulier.

Dans le cas présent, nous avons à faire aux même intentions que du temps des anciens tsars : annuler impitoyablement les demandes les plus innocentes et les plus élémentaires des diverses coopératives nationales, soumises auparavant au sceptre des tsars moscovites et de leurs serviteurs.

Nous commencerons par l'interdiction de M. Rutenberg, aux coopérations des différents peuples de Russie de prendre part séparément aux congrès internationaux coopératifs, jusqu'au règlement définitif de la structure politique de la Russie. D'après l'exemple des trois dernières années, nous constatons que le procès de fixation de cette structure politique est extrêmement long et incertain et se résout dans une mer de sang. On ne voit pas la fin de cette lutte et dans sa marche même on ne peut se rendre compte de la forme qu'elle prendra en définitive. Tout au contraire elle s'aggrave de plus en plus et sa fin paraît toujours plus lointaine.

Ce centralisme moscovite suranné, intransigeant, qui n'a rien appris au cours des siècles et qui a su trouver des apologistes sincères tels que M. Rutenberg, de la coopération moscovite, est le frein principal qui rend impossible, non seulement la fédération dont rêvent M. Rutenberg et ses camarades, mais même toute relation plus ou moins constante entre les Etats nouveau-nés de la Russie et Moscou.

La Pologne, la Finlande, la Géorgie, la Lithuanie, les Etats baltiques, l'Ukraine et autres, vivent de leur propre vie étatique et recherchent les voies et moyens pratiques nécessaires à la conclusion d'accords et à un travail politique et économique commun. Seule Moscou est à l'écart, car ces Etats ne veulent pas retourner sous le joug de leur ancien centre politique.

D'autre part leur vie économique, qui possède ses propres lois mondiales, exige d'eux certaines actions et certains travaux destinés à rétablir les relations économiques avec les autres peuples, relations interrompues par la guerre, et la reprise complète de leur évolution. Ces peuples peuvent-ils arrêter la marche du processus économique et rester complètement isolés de la vie mondiale, en attendant que quelque chose se produise et surgisse du chaos qui enveloppe la Russie centrale? Evidemment non. Et c'est pour cela que les interdictions de M. Rutenberg et des coopérateurs moscovites à l'adresse de la vie culturelle et nationale des Etats confins de Russie, ne restent que de vaines paroles qui ne peuvent aller contre les lois immuables qui régissent la vie des peuples.

Au contraire, les Etats confins voient dans la coopération un des facteurs les plus puissants qui leur permettra de se libérer du joug russe et de lutter pour leur indépendance complète. Malgré les demandes pressantes des Rutenberg, ils ne veulent pas périr en attendant les bras croisés la solution de la structure politique de la Russie. Dans la lutte pour l'existence, ils préfèrent écouter l'instinct même de la vie, la voix de la conservation. C'est pourquoi ils se hâtent fiévreusement de résoudre tous les problèmes politiques, économiques et nationaux, et de les relier à la vie des peuples d'occident.

Passons maintenant à une autre prophétie de M. Rutenberg qui affirme que la Russie devra être économiquement unie, car sans cela, dit-il, elle ne peut exister. Or le fait que Moscou n'a pu et ne peut exister économiquement sans ses confins et qu'elle les a toujours pressurés, est une vérité bien connue, mais cela ne signifie pas que de leur côté les peuples-confins ne puissent exister indépendamment de la Grande-Russie et qu'ils doivent être sacrifiés à Moscou. Bien au contraire ils ne peuvent qu'y gagner, par exemple l'Ukraine, à laquelle Moscou ne retournait pas près de 250 à 500 millions de karbowanetz d'impôts, perçus chaque année parmi le peuple ukrainien. Nous ne mentionnons même pas le nombre incalculable de milliards qu'elle a perdus au cours des 264 années de vie commune avec Moscou, par suite de son ignorance entretenue par le tsarisme russe, qui maintenait intentionnellement la désorganisation politique, administrative et économique dans le pays. C'est là qu'il faut chercher la réponse aux questions sur les causes de la désagrégation de la Russie et la répugnance que montrent ces divers peuples à se fédérer avec Moscou, c'est-à-dire à créer avec celle-ci une seule politique économique et coopérative.

Mais admettons pour un instant que l'unité économique de la Russie, telle qu'elle était avant la révolution de 1917, soit profitable même aux divers Etats-confins. Dans ce cas les peuples doivent exprimer eux-mêmes leur volonté à ce sujet. Avant qu'ils l'aient fait, ne leur remettez pas, Messieurs les coopérateurs moscovites, le joug de l'esclavage qui a duré plusieurs siècles et qu'ils ont rejeté en 1917.

Quant au droit de libre disposition, c'est précisément dans le domaine de la coopération qu'il doit surtout se manifester car la coopération en général est par sa nature même une union libre et non imposée d'individus et de peuples, en vue d'une aide mutuelle.

La coopération obéit à ses propres lois économiques mondiales, contre lesquelles Moscou est impuissante. Si la vie même des peuples l'exige, c'est la coopération, et non pas les Rutenberg, qui dira son mot et trouvera la forme à donner aux relations entre les divers peuples de l'ancienne Russie et la coopération mondiale. C'est précisément ce qui a lieu actuellement, malgré et contre la volonté des coopérateurs moscovites.

Nous comprenons bien qu'il est très pénible pour Moscou administrative et coopérative de dire adieu à l'Ukraine. Les coopérateurs moscovites se sont toujours efforcés d'introduire le désordre dans la coopération ukrainienne, ce qui leur aurait permis de mener leur politique à eux, dans les villages et les divers centres d'Ukraine. Ils ont toujours cherché à affaiblir le rôle et l'importance des centres ukrainiens de coopération (à Kiev). Nous en avons une preuve dans l'historique de la lutte de la Banque populaire de Moscou contre la Banque coopérative populaire d'Ukraine, et dans la tendance du « Centrosoiouz » de fonder des succursales dans le « sud », dont parle M. Rutenberg, c'est-à-dire en Ukraine déjà séparée politiquement et économiquement de la Russie. Quant à cette tendance, nous en trouvons l'explication bien simple dans une déclaration du représentant de la Banque populaire de Moscou, M. Nakonetchny, faite à la conférence coopérative d'Ekaterinoslaw (juin 1918). Celui-ci a dit que l'argent recueilli en Grande-Russie par la Banque de Moscou ne suffit pas à soutenir toutes les coopérations russes. (Voir le journal : *La coopération ukrainienne*, dernier n° de 1918).

Comme on le sait, toutes les tentatives de Moscou pour bien s'implanter dans les coopérations ukrainiennes vont à l'encontre de la volonté et des décisions d'une série de congrès et conférences coopératives ukrainiennes (même exemple avec la Banque populaire de Moscou à propos de la création de succursales en Ukraine).

Seul le régime de fer des tsars moscovites pouvait empêcher les coopérations ukrainiennes de vivre de leur propre vie indépendante et de se séparer une fois pour toutes de Moscou. Celle-ci employait tous les moyens pour se mettre en travers de leur route, ne leur permettant pas de créer leurs propres centres.

Un autre exemple frappant est celui de la fondation du premier centre ukrainien coopératif l'« Ukraine-banque ». La pétition envoyée pour demander sa création resta de 1916 à 1917 dans les chancelleries de Petrograd, sans aucune réponse ! Comme exemple plus ancien, citons le congrès des coopératives russes tenu à Kiev en 1913 et devenu célèbre par les dissensions entre les coopérateurs ukrainiens et moscovites.

Nous pourrions multiplier ces exemples à l'infini ; tous concordent à démontrer que l'affirmation de M. Rutenberg, selon laquelle la coopération ukrainienne se serait séparée de Moscou uniquement pour des raisons politiques et seulement au cours de la Révolution, ne correspond pas à la réalité. La volonté d'être indépendante a toujours subsisté dans la coopération ukrainienne ; la révolution de 1917 et surtout la séparation politique de l'Ukraine d'avec la Russie, n'ont fait que lui permettre de réaliser son ancien idéal.

A ce propos il est intéressant de remarquer qu'au cours d'une seule année d'existence indépendante, la coopération ukrainienne a créé cinq grands centres « Ukraine-banque », centre financier : « Dnieprosoiouz », centre des sociétés de consommation ; « Centrale » centre agricole ; « Comité coopératif central » qui dirige toutes les coopératives et « Kuyhospilka », centre d'édition).

A l'ordre du jour se trouve la fondation d'une banque hypothécaire et diverses entreprises d'assurances, d'exportation, de construction de machines, etc. Tous les centres coopératifs ukrainiens actuels, malgré les guerres continuelles sur le territoire de l'Ukraine et les conditions extérieures effroyables, accomplissent cependant un immense travail d'organisation économique et culturelle. Ainsi l'« Ukraine-banque » qui a commencé son activité le 20 octobre 1917, avait déjà au commencement de 1919 une balance de 130 millions.

Quant à l'affirmation de M. Rutenberg, que quelques associations coopératives ne reconnaissent pas le caractère national de l'« Ukraine-banque » et du « Dniéprosoiouz », cela non plus n'est pas exact, car ce n'est pas contre le caractère national de la coopération ukrainienne que s'élèvent les partisans de l'union avec Moscou, mais principalement contre son séparatisme d'avec la coopération grand-russe.

Les centres de coopération que mentionne M. Rutenberg, la « Poïour » et « Soiouzbanque » de Kharkov, et l'Union de crédit à Odessa, sont les actionnaires de la Banque coopérative populaire qui, comme on peut l'affirmer avec certitude, réunit directement ou indirectement toutes les unions coopératives ukrainiennes. La gravitation vers Moscou n'est en réalité qu'une chose sans importance et artificiellement cultivée par les moscovites dans la coopération ukrainienne. Ainsi dans la ville même de Kharkov, si on laisse de côté quelques industriels russes, on voyait avant la dissolution des zemstvos par Skoropadsky, une tout autre attitude envers les coopérations ukrainiennes.

C'est ainsi qu'en dépit des affirmations des coopérateurs moscovites, tous les centres coopératifs ukrainiens ont un caractère national très prononcé. La coopération ukrainienne jouera un grand rôle dans la vie étatique du peuple, et s'il le faut, elle mourra avec lui pour son idéal et son indépendance. Nous croyons cependant que les temps nouveaux ont apporté avec eux de nouvelles formes d'existence, basées sur le principe de libre disposition des peuples du monde entier.

Nous voudrions croire que la démocratie et la coopération européennes ont déjà compris le véritable état psychologique des peuples de l'ancienne Russie, car elles ont déjà dit quelquefois leur mot à ce propos. Malgré toutes les déclarations des représentants du « Centrosoiouz » moscovite, le congrès coopératif international à Paris a admis sur le même pied d'égalité les représentants des coopératives moscovites et ukrainiennes.

Il y a peu de temps, le Congrès socialiste international de Lucerne, auquel les socialistes ukrainiens prirent une part active au même titre que les représentants des autres peuples, s'est exprimé sur la nécessité de reconnaître l'indépendance des Etats-confins de Russie, et en particulier de l'Ukraine. Ce n'est qu'en adoptant une attitude humanitaire et fraternelle envers leurs anciens camarades et envers le mouvement coopératif d'Ukraine, que les coopérateurs moscovites pourront arriver à un accord avec les coopérations ukrainiennes et autres, en vue d'un travail commun futur. C'est ce qui a déjà été fait par les coopérateurs et les vrais démocrates de l'Europe occidentale. Par contre le centralisme obstiné et si peu masqué de Moscou et sa domination sans égards déjà condamnés, comme on peut s'en rendre compte par les exemples cités plus haut, par les démocrates européens, le seront aussi par l'histoire.

Tout en souhaitant un plein succès et le développement le plus large et le plus indépendant aux coopérations de tous les peuples opprimés du monde et surtout aux peuples de l'ancienne Russie, qui avec l'Ukraine ont tant souffert du centralisme moscovite, les coopérateurs ukrainiens estiment qu'il faut prendre pour base de formation des nouveaux Etats les nouveaux idéaux : la libre disposition des peuples, leur amour pour la patrie, la ferme volonté de travailler infatigablement avec tous les autres peuples du monde afin de se rapprocher de l'idéal éternel d'égalité et de fraternité : A notre époque d'affranchissement, de reconstruction radicale de la vie, la voix des Rutenberg moscovites ne sera qu'un témoignage de la banqueroute des principes de leurs partisans.

L'Ukraine et tous les peuples en général organisent maintenant leur vie comme ils l'entendent et comme le leur impose l'histoire antérieure et ce n'est pas aux Rutenberg, avec leur centralisme suranné, à l'empêcher. Il est temps que les coopérateurs moscovites abandonnent les spéculations politiques pour s'occuper sérieusement d'un véritable travail de coopération.

Signé :

A. Holovko, représentant de la Centrale Agricole.
A. Serhienko, E. Philipovitch, représentants du « Dnieprosoiouz ».
Stephane Fereperitsa, représentant de l'« Ukraine-banque ».

Genève, le 25 septembre 1919.

DOCUMENT

Radio-télégramme du gouvernement ukrainien.

Le 9 septembre 1919.

Le Gouvernement Ukrainien a adressé aux Puissances de l'Entente et à tous les pays du monde un radio attirant leur attention sur la guerre des Ukrainiens contre les bolchéviks, dont l'épisode principal fut la prise de Kiev, le 30 août. Or, le 31 août à 9 h. du matin, des détachements de « volontaires » de Denikine, sous le commandement du général Bredow, entrèrent à Kiev sans coup férir. Les troupes de la République Ukrainienne n'avaient pas l'intention de livrer des combats de rue aux détachements de Denikine et ne firent aucune résistance à leur entrée dans la ville, car ils estimaient possible que cette question fût réglée pacifiquement et pensaient que les troupes de Denikine n'ont aucune raison de prendre Kiev, que les Ukrainiens reprirent aux bolchéviks après une lutte sanglante. Mais il est arrivé tout autre chose : Les troupes de Dénikine, supérieures en nombre, entrées à Kiev, ont pris une attitude hostile vis-à-vis des troupes de la République Ukrainienne, ce qui — on le conçoit — donna lieu à des heurts surtout lorsque les troupes de Dénikine essayèrent de désarmer quelques détachements ukrainiens. Pour éviter une inutile effusion de sang et des dommages à la population, les troupes ukrainiennes ont évacué Kiev. Il est évident que l'armée de Dénikine, sans tenir compte du danger commun du bolchévisme, a pris pour but l'anéantissement de la République Démocratique Ukrainienne, c'est-à-dire le même but que poursuivent les bolchéviks. L'armée de Dénikine put s'approcher de Kiev sans en être empêchée par les bolchéviks, qui ont lancé toutes leurs forces disponibles contre l'Ukraine en retirant leurs troupes du front Dénikine. Convaincu que Dénikine avait aussi pour objectif de mener campagne contre les bolchéviks, le Gouvernement de la République Ukrainienne, après avoir appris l'approche de l'armée de Dénikine, prit des mesures pour éviter des chocs entre les deux armées. Le Commandement supérieur Ukrainien envoya une Commission spéciale, ayant à sa tête le général Omelonowytch-Pavlenko, qui devait entamer les négociations avec l'armée de Dénikine. Le Chef des troupes de Dénikine dans la région de Kiev répondit qu'il considérait les troupes de Petliura comme des bolchévistes, et rejeta catégoriquement toute proposition d'entrer en pourparlers. En même temps, les nouvelles autorités dans les régions occupées par

les troupes de Dénikine, commencèrent une lutte énergique contre la culture intellectuelle ukrainienne : Dans les écoles, dans les églises, dans toutes les institutions gouvernementales et publiques, l'emploi de la langue ukrainienne est interdit. Ces mesures excitent le peuple et la continuation de ce système amènera de nouvelles effusions de sang. Au lieu de l'accord attendu aux fins d'une lutte commune contre les bolchéviks, ce sont des luttes intestines en préparation. — Et Dénikine, par son agression, aide les bolchéviks, puisqu'il affaiblit ses forces et les nôtres. Le gouvernement ukrainien se voit forcé pour les raisons indiquées, de protester solennellement contre cette agression de l'armée de Dénikine, dans l'attente et dans la conviction que les Puissances alliées, au nom de l'humanité, vont exercer leur influence sur Dénikine pour qu'il s'entende avec le Commandement Supérieur Ukrainien et évacue sans retard le territoire libéré par les troupes ukrainiennes, et que dans la suite il retire ses troupes des territoires ukrainiens, quand les troupes ukrainiennes se verront en mesure de continuer la lutte contre les bolchéviks. L'armée ukrainienne est convaincue que seul un plan stratégique combiné et bien préparé, englobant toutes les forces, peut vaincre les bolchéviks et assurer la liquidation du gouvernement bolchéviste.

Le Ministre Président de la République Démocratique Ukrainienne :

ISAAC MAZEPPA.

Pour le Ministre des Affaires Etrangères :

André LEVYCKY.

NOS PRISONNIERS EN ITALIE

Il y a une semaine environ nous avons reçu une lettre d'un groupe de prisonniers ukrainiens internés à X... qui nous prient de protester dans la presse contre les menées des agents polonais ; ceux-ci, sous prétexte de rapatriement, cherchaient à les enrôler dans l'armée polonaise de Galicie. « Nous ne nous laisserons pas tromper, écrivent-ils, nous ne retournerons dans nos foyers que lorsque les envahisseurs polonais retourneront à Varsovie, et s'ils n'y vont pas de bon gré, nous les y forcerons. Vive l'Ukraine, à bas le joug étranger ! »

Dans notre réponse, nous leur avons conseillé de patienter encore quelque temps car le gouvernement italien a déjà ordonné la séparation des Ukrainiens d'avec les autres prisonniers, et leur rapatriement dans le délai le plus proche.

Aujourd'hui encore nous venons de recevoir une seconde lettre de nos prisonniers dont nous tenons à reproduire quelques passages montrant la marche des pourparlers entre le gouvernement italien et eux et leurs sentiments hautement patriotiques envers l'Ukraine. « Le gouvernement italien, écrivent-ils, nous a proposé d'abord de choisir un des trois pays où nous préférerions être rapatriés : la Pologne, la Roumanie et le territoire russe occupé par le gouvernement de Koltchak. En même temps il a demandé que nous signions une déclaration affirmant que nous n'irons pas ailleurs qu'à l'endroit choisi. Nous avons refusé, déclarant que nous ne reconnaissions aucun pouvoir étranger sur notre pays, ni polonais, ni roumain, ni celui de Koltchak, et que par conséquent nous ne pouvions signer un pareil document.

Une seconde communication du gouvernement italien datée du 22 septembre nous a avisés que chacun de nous était forcé de rentrer soit en Galicie, soit en Bukovine et s'il refusait, il pouvait se rendre en Roumanie ou auprès de Koltchak.

Nous avons convoqué une assemblée qui a adopté à l'unanimité une résolution déclarant que nous sommes disposés à retourner en Galicie ou en Bukovine, mais que nous ne reconnaissons aucun pouvoir étranger sur ces pays, dont l'unique gouvernement est celui d'Ukraine. Si les Polonais n'évacuent pas la Galicie, nous n'irons que pour les en chasser et nous lutterons, même si cette lutte devait durer vingt ans.

En réponse, le gouvernement italien nous a communiqué que nous étions libres de nous rendre en Ukraine auprès du général Petlura, ce à quoi nous sommes parfaitement disposés afin de nous enrôler dans l'armée ukrainienne et de combattre tous les ennemis de l'Ukraine pour l'honneur et la gloire de la République ukrainienne. »

Tels sont les sentiments qui animent nos braves prisonniers ; de plus longs commentaires sont inutiles, les faits parlant assez par eux-mêmes. Quant aux péripéties des pourparlers avec le gouvernement italien elles concordent parfaitement avec les nouvelles qui nous parviennent de Rome et qui dépeignent l'activité déployée par M. Antonovitch, chef de la mission ukrainienne à Rome, en commun avec M. Alexandre Sevriuk, chef de la mission spéciale pour les prisonniers ukrainiens.

Le gouvernement italien a effectivement proposé tout d'abord à nos prisonniers de choisir pour leur rapatriement la Pologne, la Roumanie ou les territoires occupés par Koltchak, mais par suite de l'attitude unanime de nos prisonniers et de l'intervention de nos missions qui, au prix de grand efforts, ont réussi à vaincre les intrigues polonaises et russes, le gouvernement italien a autorisé les prisonniers à retourner en Ukraine. Après avoir obtenu la mise à part des prisonniers, c'est le second et grand succès remporté par nos missions, nous leur en adressons toutes nos félicitations.

AFFAIRES JUIVES

(Encore des pogromes)

La mission diplomatique ukrainienne en Suisse a télégraphié à la délégation de Paris les explications suivantes :

« Personne ne nie que des massacres aient eu lieu dans l'Ukraine, par exemple à Proskurov, Kamenetz-Podolsk et peut-être aussi à Ekaterinoslav, quoique le nombre des victimes semble avoir été exagéré par la malveillance des ennemis de l'Ukraine : les comités juifs prennent parfois leurs informations dans les journaux qui reçoivent leurs nouvelles de source polonaise.

Quant aux causes des pogromes, il faut remarquer d'abord qu'à aucun moment le gouvernement ukrainien n'a été en mesure de maintenir l'ordre complètement dans tout le territoire de l'Ukraine. Malheureusement une partie de l'armée rebelle se composait au début de représentants de la classe intellectuelle et les éléments honnêtes de la classe paysanne ont été débordés par des éléments subversifs formés des bandes noires qui ont fait suivre leurs brillants succès de pillages et se sont efforcées de semer partout l'anarchie, tendance caractéristique et inévitable de toutes les armées révolutionnaires.

D'autre part, il faut se rappeler que le régime tsariste a, pendant des siècles préparé le terrain à des excès antijuifs et a empoisonné la population en l'habituant à accuser les juifs de leurs malheurs et des fautes du régime russe. C'est ainsi que furent organisés les pogromes de 1881 et ceux de 1905. On disait alors que tous les cadets sont juifs. Aujourd'hui c'est la participation des juifs au mouvement bolchéviste qui est exploitée, comme s'il n'y avait que des juifs parmi les bolchévistes.

Telle est l'explication des récents pogromes de l'Ukraine, dans lesquels les bolchévistes juifs ont souffert moins que les juifs des classes ouvrières et commerçantes opposées au bolchévisme. En tout cas, les noms des membres du gouvernement ukrainien de Petloura et la récente déclaration de M. Martos garantissent que la lutte contre les pogromes sera conduite par tous les moyens dont le gouvernement dispose. Le peuple ukrainien doit être purgé de la honte de l'antisémitisme, cet héritage exécrable de l'ancien régime, qui ne pourrait que dégrader notre nation devant l'humanité et devant l'histoire. »

On annonce d'autre part que le gouvernement ukrainien a nommé une commission d'enquête munie des pouvoirs les plus étendus.

* * *

Nous ne savons de quelle commission d'enquête il s'agit exactement ici, ce qui est certain c'est que la commission juive formée par invitation du gouvernement ukrainien, et composée de MM. Achad Haam, Ussischkin et Goldstein, a refusé de fonctionner. Le premier a motivé son refus par des motifs de santé, les deux autres veulent que l'enquête soit faite par le *Comité des délégations juives* à Paris, ce qui impliquerait la reconnaissance par l'Ukraine de ce comité comme une sorte de gouvernement de la nation juive. Personne n'a le droit de nous suspecter d'antisémitisme quand nous dirons en passant et sans toucher au fond des choses, que cette prétention des juifs d'internationaliser tout ce qui les concerne est irritante. Formeraient-ils la quatrième internationale ? Ou bien encore l'internationale avant la lettre ? D'autre part ce comité des délégations juives à Paris est bien loin d'être considéré par l'ensemble des juifs comme leur représentation, il incarne surtout les revendications nationales ; les éléments russo-polono-galiciens y prédominent.

A notre sens la commission d'enquête devrait être mixte et nous voudrions y voir figurer des Suisses dont le bon sens et l'esprit positif présentent des garanties absolues d'impartialité. A Vienne où nous avons fait une enquête personnelle sur les pogromes en Ukraine on ne nous a pas donné moins de trois récits très différents du pogrome de Proskurov, un des plus sanglants. La version juive très colorée était donnée par un israélite qui y est allé constater sur place l'état des choses ; il y avait de 4500 à 5000 victimes juives selon lui. La version courante dans les milieux ukrainiens réduisait le nombre à un total insignifiant dont on n'indiquait pas le chiffre ; enfin nous avons eu l'occasion de parler avec un officier ukrainien qui y avait fait une enquête le lendemain même du pogrome qui a suivi le combat provoqué par les bolchévistes juifs entre deux fractions de troupes ukrainiennes occupant l'une la gare l'autre le haut de la ville. Aux deux groupes, des bolchévistes, revêtus d'uniformes ukrainiens, étaient venus dire que les bolchévistes tenaient l'autre côté ; donc à ceux de la gare, que des bolchévistes étaient au haut de la ville ; et aux troupes de la ville, que les bolchévistes occupaient la gare. Pendant toute la nuit les troupes ukrainiennes se sont réciproquement canonnées, puis au petit jour ceux du bas se sont lancés à l'assaut de la ville. On peut s'imaginer la fureur des uns et des autres quand ils durent constater qu'ils s'étaient tués les uns les autres.

Or, l'enquête très serrée faite par l'officier ukrainien ne fournit qu'un total de 1200 victimes environ, y compris les soldats tués par le tir d'artillerie et de mitrailleuses qui avait duré toute la nuit, ainsi que les non-juifs.

Trois versions pour Proskurov ! Combien pour les autres ? L'enquête s'impose rigoureuse et impartiale à la fois.

G. N.

MINISTÈRE

Les journaux ukrainiens du commencement du mois d'octobre publient la liste suivante des membres du gouvernement, après les quelques changements et remaniements qui y sont survenus ces derniers temps :

Présidence et ministère de l'Intérieur : I. Mazeppa (soc. dém.) ; ses adjoints sont MM. Khristuk (soc. rév.), Makouch (radical) et Niantchour (soc. dém.).

Ministère des Affaires étrangères : sera confié à M. Slavinski (soc. rév.), qui était jusqu'ici notre représentant à Prague. Provisoirement le ministère est dirigé par M. André Levicky.

Agriculture : M. Kovalevsky (soc. rév.) et son adjoint Tchernoous (s. r.).

Finances : B. Martos (soc. dém.).

Economie publique : Chaldoun (soc. dém.), son adjoint Solodar (juif).

Voies et communications : Timochenko (sans parti).

Santé publique : D. Odrin (soc. rév.).

Instruction publique : sera confié à M. Prokopovitch (soc. fédr.) et son adjoint M. Kholodny.

Cultes : Oghienko (neutre).

Travail : O. Bezpalko (soc. dém.) et ses adjoints M. Goldelmann (Poale Sion) et Breitmann (Bund).

Guerre : M. Petrov.

Postes et télégraphes : M. Palivoda.

Affaires juives : Krasny (soc. dém. juif).

Presse et propagande : M. Tcherkavsky (soc. rév.).

Contrôleur d'Etat : M. Archipenko.

Secrétaire d'Etat : sera Kortchinsky.

DÉNIKINE A KIEV

Le *Kievlanin* mande : Il s'est formé à Kiev, sur l'ordre de Dénikine, un « Conseil provisoire » qui sera en quelque sorte un ministère pour les parties de l'Ukraine occupées par les armées russes. A la tête de ce nouveau gouvernement se trouve le général Dragomirov. M. Sazonoff est invité à prendre la direction du ministère des affaires étrangères. Les autres ministères ont été répartis comme suit : Intérieur — Sénateur Mossovitch ; Instruction Publique — Machinov ; Finances — Bernadsky ; Justice Tchelitch ; Commerce et Industrie — Lebedev ; Propagande — Sokolov ; Défense nationale — Stepanov ; Marine — Vice-Amiral Gerassimov.

Inutile d'ajouter qu'aucun Ukrainien ne fait partie de ce ministère.

CHRONIQUE

DE LA QUINZAINE

Le cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat, envoie une lettre au président du Directoire dans laquelle le Saint-Siège accuse réception du message l'informant que le Directoire de la République ukrainienne a nommé le comte Michel Tyszkiewycz chef de la mission diplomatique extraordinaire auprès du Saint-Siège.

* * *

Les volontaires russes s'emparent de la ville de Borodyanka, à trente lieues au nord-ouest de Kiev.

* * *

Les cosaques du Kouban viennent d'envoyer à Kamenetz-Podolsk, siège du gouvernement ukrainien, une délégation prête à conclure une entente avec l'Ukraine.

* * *

Une nouvelle mission de Petlura se rend de Stanislavov à Varsovie pour nouer des relations commerciales avec la Pologne.

* * *

Deux détachements de cosaques du Kouban qui étaient dans l'armée de Dénikine passent du côté ukrainien à Bila Cerkva.

* * *

Le gouvernement ukrainien adresse aux gouvernements alliés et à ceux de tous les autres pays un radiogramme protestant contre l'avance de Dénikine.

* * *

Le gouvernement des soviets de Moscou offre la paix à l'Ukraine. Il se déclare prêt à reconnaître l'indépendance et la neutralité de l'Ukraine.

* * *

Les troupes bolchévistes qui opèrent sur le Dniester sont en complète déroute.

* * *

Les armées du général Dénikine opèrent leur jonction avec l'armée polonaise près de Korosten. Cette rencontre a un caractère entièrement amical.

* * *

Le Conseil suprême s'occupant de la Galicie entend M. Paderewski. Le *Temps* dit que ce dernier a demandé l'attribution définitive de la Galicie à la Pologne, alors que les grandes puissances proposent l'attribution provisoire et le règlement du sort de la Galicie par un plébiscite ultérieur.

* * *

De violents combats sont engagés entre les Ukrainiens et les volontaires russes à Tyraspol, sur le Dniester et à Bila Cerkva.

* * *

Le Directoire transfère son siège de Kamenetz Podolsk à Vinnitsa, à 150 km. au nord-ouest de Kamenetz.

* * *

Le nombre des victimes des bolchévistes à Kiev est évalué à 4000 en six mois, y compris 600 des plus notables citoyens. Environ 150 otages ont été massacrés pendant les deux dernières nuits de l'occupation bolchéviste. Une grande partie des victimes étaient des juifs.

* * *

Le Conseil des Cinq a commencé l'étude du rapport de la commission chargée d'élaborer un projet de traité entre les grandes puissances et la Pologne, pour le statut de la Galicie.

* * *

Un télégramme de New-York annonce que les 16 et 17 septembre a eu lieu en cette ville le premier congrès annuel de la ligue des Ukrainiens, Lithuaniens, Lettons et Esthoniens ; 150 délégués se sont réunis. De nombreuses personnalités américaines assistaient aux séances. Le Congrès a adopté à l'unanimité des résolutions en faveur de la souveraineté des quatre républiques et demandant la reconnaissance de leur indépendance par le gouvernement de Washington, protestant contre l'invasion polonaise des territoires lithuaniens et ukrainiens et demandant au gouvernement de Washington de refuser son appui à l'impérialisme polonais.

* * *

Le gros de l'armée polonaise atteint le Dnieper entre Mohilev et l'embouchure de la Bérésina.

* * *

De nouveaux combats ont lieu au nord du gouvernement de Kherson vers Znamenka et Elisabethgrad, entre les Ukrainiens et les troupes de Dénikine.

* * *

On mande du quartier général ukrainien que les communications du gouvernement ukrainien avec l'étranger via Bucarest sont rétablies.

* * *

La délégation bessarabienne à la conférence de la paix, de retour à Bucarest, déclare que les négociations avec les délégués ukrainiens ont conduit à une entente complète. Les Ukrainiens abandonnent définitivement leurs visées sur la Bessarabie, tandis que les Roumains s'engagent à défendre les intérêts de l'Ukraine à la conférence et à fournir à l'armée de Petlura les quantités de munitions qui lui sont nécessaires.

* * *

Les autorités militaires roumaines restituent à Dénikine le matériel de guerre russe abandonné en Roumanie lors de la trahison du corps expéditionnaire de la Dobroudja.

* * *

La délégation de Petlura, actuellement à Varsovie, demande une prolongation de l'armistice avec l'Ukraine. Les milieux militaires polonais y sont favorables.

* * *

Une mission économique polonaise de vingt-cinq membres se rend de Varsovie auprès du Directoire en vue de nouer des relations commerciales entre les deux pays. La Pologne a déjà expédié en Ukraine quinze wagons contenant du pétrole, du sel, des bougies et des allumettes.

* * *

L'amiral russe Zelenky est arrivé à Bucarest ; il serait chargé de solliciter la neutralité de la Roumanie dans le conflit avec Petlura et d'offrir en échange la reconnaissance par Dénikine de l'union de la Bessarabie à la Roumanie.

* * *

L'organe des prisonniers de guerre en Allemagne « Schiljach » publie une protestation des délégués des camps de prisonniers de l'ancienne armée russe en Allemagne contre le recrutement forcé des prisonniers de guerre ukrainiens pour les armées des généraux Dénikine et Koltchak.

* * *

La commission interalliée pour l'Ukraine est partie pour Odessa via Marseille-Constantinople. Elle a des instructions précises pour aboutir à un accord entre Petlura et Dénikine. Les Alliés font savoir à Dénikine que s'il ne cesse pas sa politique agressive contre les Ukrainiens, ils seront obligés de cesser tout envoi de munitions et de matériel de guerre. La mission est composée de plusieurs officiers supérieurs, de même que de quelques représentants des ministères des affaires étrangères anglais, français et italien.

* * *

Les intellectuels et les ouvriers ukrainiens quittent en masse Kiev. Les villages dans les environs de la ville sont pleins de fugitifs.

* * *

La mission militaire polonaise est arrivée au quartier général de Dénikine pour l'élaboration d'un plan d'action commune. La limite de l'avance polonaise sera la ligne du Dnieper jusqu'au gouvernement de Tchernigov ; ces troupes doivent être considérées comme alliées des armées volontaires.

* * *

La ville de Kiev est complètement bloquée par des paysans en révolte qui refusent de ravitailler la ville et l'armée Dénikine. Le prix du pain a décuplé. L'insurrection se répand de plus en plus.

L'ENTENTE ET LES ÉTATS NOUVELLEMENT FORMÉS

M. M. Kouchnir, membre de la délégation ukrainienne à Paris, nous écrit :

Tout le monde sait aujourd'hui que, grâce à l'aide incessante de l'Entente, les armées de Koltchak et de Denikine ont remporté quelques succès dans la lutte contre les bolchéviks, on sait aussi que l'Entente n'a prêté aucun secours sérieux aux Etats nouvellement formés. Au contraire, lorsqu'on examine de plus près la lutte menée contre l'armée Lenine-Trotzky, on en conclut involontairement que la prépondé-

rance provisoire des bolchéviks russes sur les armées des nouveaux États est dans l'intérêt de l'Entente et des impérialistes russes, car elle facilitera à Koltchak et à Denikine la restauration de l'ancienne Russie.

Ainsi, par exemple, les représentants de l'armée alliée, après leur arrivée à Odessa, ont joué pendant deux mois la comédie, en négociant avec le gouvernement ukrainien au sujet d'une lutte commune contre les bolchéviks et ils n'ont obtenu aucun résultat, sans qu'il y ait de la faute des Ukrainiens ; à la fin, les représentants de l'armée alliée, après avoir travaillé constamment avec les agents de Denikine ont exprimé, presque officiellement, l'opinion que dans l'intérêt de l'Entente, il serait plus avantageux que l'Ukraine soit occupée provisoirement par les bolchéviks russes qu'organisée comme État indépendant.

C'est ainsi que l'aventure d'Odessa a précipité et facilité l'occupation bolchéviste de l'Ukraine. Plus tard, sous le couvert d'une lutte contre les bolchéviks, les troupes polono-roumaines ont occupé une partie des provinces occidentales de l'Ukraine, réalisant le projet d'une voie Baltique-Mer-Noire à travers les territoires ukrainiens, projet inventé on ne sait par qui...

Mais bien que ni le gouvernement ni l'armée ukrainienne n'aient reçu jusqu'ici aucune aide de personne, ils continuent heureusement la lutte contre les bolchéviks russes et ont libéré déjà une partie importante de la République Ukrainienne de l'occupation bolchéviste.

Tandis que le peuple ukrainien défend sa liberté et son indépendance, les Puissances de l'Entente ont commencé un véritable partage du territoire ukrainien. Ainsi les provinces ukrainiennes de l'ancienne Autriche-Hongrie ont été distribuées de la façon suivante : l'Ukraine hongroise a été donnée aux Tchèques ; la Galicie ukrainienne aux Polonais ; la Bukovine ukrainienne aux Roumains. Enfin, comme les Puissances de l'Entente ont décidé d'aider Koltchak et Denikine à devenir le gouvernement de toute la Russie, par cette décision même elles donnent le reste des terres ukrainiennes à la future Russie. C'est ainsi qu'au lieu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous constatons le partage des provinces ukrainiennes entre les Puissances voisines et, au lieu de donner la liberté, les Puissances de l'Entente soutiennent la politique impérialiste de violence de certains groupes russes sur les peuples asservis de l'ancienne Russie.

Nous affirmons que ce n'est que par ordre de l'Entente que les gouvernements du Don et du Kouban ont reconnu le général Denikine comme chef suprême de leurs armées et ce n'est que grâce à l'Entente que Denikine châtie maintenant si résolument les nouveaux États du Caucase, tels que la République du Caucase septentrional, l'Azerbeidjan et qu'il menace à présent la Géorgie.

L'armée du général Denikine, au lieu de se battre contre les bolchéviks sur le territoire russe, a transporté ses opérations sur le territoire de l'Ukraine, dont elle occupe à présent une partie considérable dans les gouvernements de Kharkof et d'Ekaterinoslav.

Il est bien regrettable que les peuples de l'Europe orientale aient été asservis par une puissance alliée à l'Entente pendant la lutte contre les États centraux, parce que l'Entente se trouve maintenant obligée d'appuyer les Russes, dans la restauration de l'ancienne Russie, par la force des armes et par la violence sur les peuples de l'Europe orientale. Mais les diplomates de l'Entente oublient que si les Russes se sont battus contre les puissances centrales, les peuples qui luttent maintenant pour leur indépendance et leur délivrance ont subi les pertes les plus dures dans la première lutte, que les opérations militaires ont eu lieu constamment sur leur territoire, que leurs pertes en hommes et en matériel dépassent de beaucoup celles des Russes, sur le territoire desquels il n'y a jamais eu de combat.

On oublie de même que les peuples asservis, ayant instauré leurs États avant le coup d'État bolchéviste du mois d'octobre 1917 (l'autonomie de l'Ukraine, par exemple, fut reconnue par le gouvernement provisoire russe de Kerensky au mois de juillet 1917) n'ont pas reconnu le pouvoir bolchéviste et luttent depuis déjà un an et demi pour leur indépendance contre les impérialistes russo-bolchévistes.

Il est vrai pourtant que les diplomates de l'Entente ont déclaré plusieurs fois aux représentants des délégations des États nouvellement formés qu'ils ne statuaient que sur des faits accomplis ; ainsi, par exemple : si l'Ukraine ou la Lithuanie ou tout autre État libérait son territoire de l'occupation bolchéviste, établissait chez lui l'ordre et le calme, alors les diplomates en tiendraient compte. Mais ce n'est un secret pour personne que les puissances de l'Entente prêtent main forte à Koltchak et à Denikine, et n'ont donné presque aucun appui aux gouvernements des nouveaux États ; la lutte contre les bolchéviks faite par les nouveaux États d'un côté et Koltchak-Denikine de l'autre, se présente sous des aspects très différents.

Parmi les masses populaires des nouveaux États, le bolchévisme n'existe presque pas, ces masses luttent souvent sans armes, les mains vides, contre les bolchéviks russes qui ont envahi leur territoire et où ils ne se maintiennent que par la force de leurs baïonnettes ; ainsi en Ukraine ils n'ont pu établir un régime semblable à celui de la Russie des soviets, alors que Koltchak et Denikine luttent non pas tant contre les armées bolchévistes que contre les ouvriers et les paysans russes qui soutiennent en nombre important, sinon en majorité, le gouvernement des soviets en Russie. *(A suivre.)*

Dr Makar Kouchnir
Membre de la délégation ukrainienne à Paris.

Revue de la Presse

Denikine favorise les bolchévistes.

Le Pays du 2 octobre écrit :

Berne, 30 septembre. ... De nouvelles informations de source viennoise et polonaise, communiquent de nouveaux détails précis sur la prise de Kiev par les Ukrainiens. Les bolchevistes, défaits par le généralissime Petliura, firent l'impossible pour livrer la ville à Denikine. Mais les troupes de Petliura entrèrent à Kiev avant celles de Denikine, et ne se retirèrent, quand celui-ci se présenta, que pour éviter une effusion de sang. La prise de Kiev par l'armée nationale ukrainienne est désormais un fait historique. Denikine ne pouvait entrer que par l'Est ; or, les bolchévistes battus par Petliura dans le Sud, fuyaient vers le Nord pour rejoindre les forces principales de l'armée rouge.

Mais l'attitude agressive du général Denikine à l'égard des patriotes ukrainiens affaiblit sérieusement le front antibolchéviste. Il y a eu de nouveaux combats entre volontaires russes et rouges. L'armée de Denikine résiste mal à ces attaques, et a laissé en cédant le terrain aux rouges un riche butin de guerre, notamment beaucoup de munitions. Le *Czas*, journal polonais cracovien, apprend de Varsovie que des aviateurs venant de Kiev, ont déclaré que si l'armée de Denikine est forte de 250 000 hommes, celle des bolchévistes s'est renforcée et atteint le chiffre d'un demi-million d'hommes, depuis la prise de Kiev.

Après le départ des rouges, on a trouvé dans les rues de celle-ci, 40 000 cadavres de victimes de la mission extraordinaire bolchéviste qui terrorisait les habitants. A la tête de cette mission se trouvait la juive Rosa qui fut arrêtée et fusillée sur place. Comme il y avait de nombreux juifs parmi les terroristes, les soldats de Denikine se vengèrent par un pogrome qui dura deux jours.

Un prétendu accord entre Dénikine et Petliura.

La Petite République du 2 octobre écrit :

L'agence Radio nous communique la dépêche suivante, datée de Bâle, 1er octobre :

« Le *Lokal-Anzeiger* apprend de Copenhague qu'un accord a été conclu entre Petliura et Denikine. Aux termes de cet accord, l'Ukraine renoncerait à son indépendance, mais bénéficierait cependant d'une situation privilégiée dans le cadre de la Grande-Russie. »

Informations prises auprès de la délégation de la République ukrainienne à Paris, nous sommes autorisés à démentir de la façon la plus formelle ce racontar absurde.

Quoi qu'en pensent certains publicistes français qui ne connaissent de la Russie ancienne que ce que leur en content les pauvrusses émigrés, avec cette astuce toute moscovite qui coûta tant de milliards à la France et ne nous donna en échange que la trahison de Sturmer et de son entourage, l'Ukraine nationaliste ne pactisera plus jamais avec la Russie.

Le rêve de la reconstitution d'une Russie militaire, fédéraliste ou non, est aussi fou que celui qui hantait le cerveau des émigrés de Coblence. On lui sacrifiera peut-être des milliers de vies humaines, pour lui on maintiendra peut-être, durant des années, la guerre et l'anarchie en Europe orientale, pour la défense de cette illusion chimérique on continuera vraisemblablement à troubler la paix du monde, mais jamais on ne verra renaître l'empire de proie, dont les tentacules multiples étouffaient l'essor des peuples étrangers soumis à sa domination.

La *Petite République* du 27 septembre écrit :

De quel droit va-t-on soutenir des pauvrusses réactionnaires avérés dont la lutte contre le soviétisme n'est pas le seul mobile, puisqu'ils affirment ouvertement leur intention de faire, en outre, une guerre à mort aux nationalités réduites à l'esclavage par les Tsars conquérants et qui à la faveur des événements récents, se sont libérées du joug moscovite.

Que fait, par exemple, Denikine en Ukraine, un grand pays de 40 millions d'âmes, qui possède une histoire, une langue et une ethnographie qui le distinguent aussi radicalement de la Russie que la Pologne, la Finlande ou la Lithuanie ?

Une feuille d'informations d'Odessa *l'Odeskij Listok*, nous l'apprend. Denikine a établi une dictature dans les territoires qu'il occupe. Koltchak est le dictateur ; Denikine est son représentant pour la Russie méridionale. A Odessa, à Kiev et dans d'autres villes il a formé des commissions de politiciens pauvrusses qui lui sont soumises.

Voilà une politique bien ambitieuse. Mais si on laisse la bride sur le cou aux généraux pauvrusses, on en verra bien d'autres. Ce n'est pas pour rien que l'armée de von der Goltz s'accroche désespérément aux pays baltes. Le dernier espoir de la réaction allemande réside, qu'on le croie bien, dans le rétablissement d'un régime unitaire et fort en Russie. On ne nous ôtera jamais de la tête qu'en favorisant les visées des pauvrusses, on prépare tout simplement une alliance germano-russo-japonaise. Et alors, la vie sera belle dans le monde.

Il s'en faut, heureusement, que Denikine soit près de la réalisation de ses desseins. Le nationalisme des États qui se sont détachés de la Moscovie ne se laisse pas abattre. Déjà, deux divisions de Cosaques du Kouban ont déserté avec armes et bagages et ont passé à l'armée nationale ukrainienne du généralissime Petliura.

D'autre part, suivant des télégrammes reçus de Mohilev, la situation en Ukraine est redevenue fort inquiétante, la population, mécontente, s'étant soulevée contre le général Denikine. Dans les gouvernements de Tchernigov et de Poltava, 30 000 paysans et ouvriers ont pris les armes et marchent sur Kiev. Un mouvement similaire est signalé sur le Dniester. Or, il ne s'agit nullement là de bolchévisme, comme on voudrait nous le faire croire. Les révoltés sont des Ukrainiens antibolchévistes, au contraire, mais patriotes avant tout et décidés à couvrir leur pays de ruines plutôt que de le laisser retomber sous le joug moscovite.

On est aveugle et sourd à Paris. En s'obstinant à ne vouloir tenir aucun compte du réveil des nationalités dans cette immense mosaïque de peuples conquérants et conquis, qu'était l'ancienne Russie, on prépare une longue ère de troubles et de guerres dont on ne peut prévoir l'issue.

En attendant, ces malheureux Ukrainiens paient chèrement le désir légitime de reconquérir leur liberté. Que ce soient les Denikistes réactionnaires, ou que ce soient les bolchévistes qui occupent leur territoire, les pauvrusses des deux clans s'entendent à merveille pour les massacrer.

Le régime bolchéviste en Ukraine s'est exercé, avec une brutalité particulière, contre les patriotes ukrainiens, et surtout contre les intellectuels soupçonnés de favoriser la cause de l'indépendance de la République Ukrainienne. C'est ainsi que nous apprenons la mort violente sous les coups des envahisseurs bolchévistes, de MM. Serge Efremov, auteur d'une Histoire de la Littérature ukrainienne, Efimenko, Naumenko, Soumtzov, professeur de l'Université à Kharkov.

Ces vaillants champions de l'idéal national et de la liberté ukrainienne témoignent, par le sacrifice héroïque de leur vie de l'intensité des sentiments antibolchévistes de cette Ukraine dont ils étaient les leaders influents et écoutés, et pour laquelle ils sont morts, en dignes fils d'une noble patrie.

Selon les journaux, le nombre des victimes ukrainiennes de la terreur bolchéviste atteint 15 000. En quittant Kiev, les troupes rouges fusillèrent cent otages.

A son tour, Denikine emprisonne et fusille tous les patriotes ukrainiens qui lui tombent dans les mains et qu'il traite en rebelles.

Malheureuse Ukraine !

Une proclamation de Denikine.

Le Pays du 27 septembre écrit :

Quant à Denikine on peut avoir un aperçu de ses idées en lisant la proclamation qu'il lança aux populations de l'Ukraine avant son entrée dans la ville de Kiev. Il affirme nettement que la Russie est une et indivisible et qu'il faut en finir avec les tendances séparatistes, notamment celles de l'Ukraine, qui seraient favorisées par l'Allemagne.

Il est permis à ce propos de se demander quel jeu joue l'Angleterre, qui vient de lancer une information suivant laquelle le général Denikine et le général Petliura auraient conclu un accord, alors que Denikine accuse, comme on l'a vu plus haut Petliura de germanophilie et que les Ukrainiens de leur côté disent tout haut qu'aucun accord ne pourra être conclu tant que Denikine n'aura pas reconnu l'indépendance de l'Ukraine.

L'Ordre de Denikine.

La République Russe du 27 septembre écrit :

Nous avons publié dans notre précédent numéro l'ordonnance du général Tarassenkov exposant un arrêté du conseil de guerre de Rostov sur le Don. L'arrêté ne connaît que deux genres de châtiments : la mort et le knout. Nous avons sous la main deux autres arrêtés du même tribunal. Et c'est encore et toujours le knout.

On a publié tout récemment un ordre du jour du général sibérien Gaïda, actuellement destitué par l'amiral Koltchak. Le général se plaint amèrement des peines corporelles appliquées dans les armées de Sibérie, et qui ont un effet des plus désastreux sur le moral des soldats. A ce propos, quelques koltchakistes de Paris, d'origine démocratique, ont poussé des cris : « Comment donc, mais de tels procédés sont inadmissibles ! » Les naïfs ! Ils ne comprennent pas que le knout et la peine corporelle sont les attributs nécessaires du pouvoir ferme des dictateurs militaires, si chers à leurs cœurs. Sous ce rapport, rien n'est aussi symptomatique que les arrêtés du tribunal de Rostov.

Ce n'est pas en effet un ordre personnel de tel ou tel autre chef militaire, ce n'est pas un abus de pouvoir, comme diraient les juristes, c'est un arrêté du tribunal, lequel, comme on sait, se prononce selon *la loi*. Or, depuis longtemps, la *loi* russe ne connaît pas de peine corporelle, de sorte que même si les lois de l'ancien régime étaient rétablies au pays de Denikine, le tribunal ne pourrait s'y référer en condamnant les gens à être knoutés. Alors, qu'y a-t-il ? Il y a que Denikine, en tant que *dictateur militaire*, s'est arrogé le droit d'édicter des lois et que le tribunal de Rostov se conforme dans ses décisions à ces lois de Denikine.

Tel est l'échantillon de cette œuvre « salutaire ». Lorsque nos adversaires affirment que Denikine ne cherche pas à rétablir l'ancien régime, ils ont raison, car Denikine ne cherche pas, il rétablit, et non l'ancien régime de Nicolas II, mais le régime archaïque de Nicolas I.

Heureusement pour la Russie, il n'y réussira pas, car à l'aide du knout non seulement il n'arrivera jamais à Moscou, mais tombera plutôt dans la mer Noire. Le chemin - par Odessa -- lui a déjà été tracé par le fameux Hennot.

CHŒUR UKRAINIEN EN SUISSE

Dans quelques jours la Suisse aura l'occasion de faire connaissance avec un art populaire inconnu d'elle jusqu'à présent : La musique nationale ukrainienne.

Le Ministère de la Culture nationale en Ukraine possède une section spéciale pour l'encouragement de la musique nationale. Sur l'initiative de M. Petliura, président du Directoire ukrainien, il a été décidé par le gouvernement de charger cette section d'envoyer en Europe occidentale un chœur mixte d'environ 80 personnes choisies au concours.

Ce chœur ukrainien qui attache, dans son programme, une importance spéciale aux chansons populaires, religieuses et profanes, est placé sous la direction de M. Alex. Kochytz, compositeur réputé et ancien directeur du Théâtre national de Kiev.

Disons à ce propos que le pouvoir central moscovite a cherché en vain à anéantir les aspirations nationales ukrainiennes et à en empêcher toutes les manifestations. L'art lyrique très populaire à la fois et infiniment varié dans ses expressions n'a cependant pas cessé de se développer et la chanson ukrainienne avait des admirateurs même en Russie. Mais il n'était pas question de faire connaître cet art à l'étranger. On craignait d'y faire entendre les cris de colère d'un peuple opprimé.

Ayant eu l'occasion récemment d'entendre ce chœur, dont l'ensemble est parfait nous pouvons prédire au public suisse qui aura l'occasion d'admirer le Folklore musical ukrainien quelques heures de véritable jouissance artistique.

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Président : M. le comte Michel de Tyszkewicz, 37, rue de La Pérouse. **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)

2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. Nicolas de Wassilko, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)

3. — Légation ukrainienne en Autriche, Allecgasse, 29. **Vienne.**

4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer. **Berlin.**

5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Hôtel Dunapolata 34, **Budapest.**

6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Bezuidenhoutscheweg No 125, **La Haye.**

7. — Mission ukrainienne pour la Suède, la Norvège et la Finlande, M. Losski, 24, Drattlinggatton, **Stockholm.**

8. — Bureau ukrainien de Presse en France, 11, Rue Bassano. **Paris (XVI).**

9. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 3, rue de Chevreuse, **Paris.**

10. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac. **Paris VI.**

11. — Ukrainian National Committee, 70, Fifth Avenue. **New-York City.**

12. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue. **Detroit. Mich.**

13. — The Ukrainian Federation of the United States, 19 et 21 East 7 th Street, and 303-Fifth Avenue, New-York City.

14. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street. **Scranton.**

15. — Mission ukrainienne de la Croix-Rouge. Dr Kholodny, président. Eisenacherstr. 10, **Berlin** W. 30.

16. — Chef de la Mission diplomatique ukrainienne en Grèce, M. Matouchevsky, **Athènes.**

17. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch. Hôtel Excelsior, **Rome.**

18. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France. **Vienne.**

19. — Central Ukrainian Committee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man.

20. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Bezouidenhoutcheweg, 125, **La Haye.**

21. — Westukrainische Gesandschaft, 15, Windmühlstrasse, **Wien.**

22. — Mission ukrainienne au Danemark, M. D. Levitsky, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**

23. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie. Hôtel Central, **Prague.**

24. — Mission ukrainienne en Angleterre, M. Stakhovski, Hyde Park Hôtel, **Londres.**

25. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**

26. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 18, rue du Marché, **Genève.**

27. — Mission militaire pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne, Dr Woiewidka. Kurfürstenstrasse, 83, **Berlin.**

28. — M. Alexandre Sévriuk, Chef de la Mission pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Italie. Grand Hôtel, **Rome.**

29. — La Mission Ukrainienne sanitaire pour l'assistance aux prisonniers de guerre ukrainiens en Europe centrale et méridionale. **Vienne, I,** Biberstrasse 26/7 ; chef : Général Dr André Okopenko.

30. — La Filiale à Prague. Smichof Karlova, 13. Chef : Dr Dmytro Horbenko.

31. — La Filiale à Budapest. Dunapolata Hôtel. Chef : Colonel Sikewytsch.

32. — La Filiale à Innsbruck. Chef : Capitaine Kyrytza.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. — 20 centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, » 2.50

Adresse télégraphique: Bureau ukrainien, Lausanne.

Bibliothèque Nationale Suisse BERNE

L'Ukraine

Rédaction et Administration: 11, Avenue de la Gare, 11 Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19.85

Pour les annonces voir page 4

N° 109 — Lausanne, 25 Octobre 1919 — Vme Année.

LE SCANDALE DE LA BALTIQUE

La politique de la Conférence de la Paix vient de donner des résultats qui dépassent les prévisions les plus pessimistes, et qui se sont terminées par un véritable scandale.

Tout le monde y est mêlé : l'Entente, les monarchistes russes, von der Goltz, Bermondt, Dénikine et Koltchak, le gouvernement « russe occidental », la banque Morgan avec ses trois cents millions, etc. Ajoutez-y encore la proposition à l'Allemagne de collaborer au blocus de la Russie, après laquelle viendra naturellement une invitation analogue de prêter son concours pour écraser les mouvements nationaux à l'indépendance et vous aurez un tableau complet. Et pourtant la presse libérale du monde entier répétait depuis plusieurs mois déjà qu'un appui prêté aux monarchistes aboutirait fatalement à un mouvement germanophile parmi ceux-ci, que la réaction russe, depuis Pierre le Grand, était soutenue et alimentée par l'Allemagne, que toute l'administration bureaucratique russe était établie sur le modèle allemand, que les centres russes fourmillaient de toutes sortes de barons baltes et de von.... On s'étonne que des faits si connus aient eu si peu d'influence sur la politique alliée.

Il était évident pour tout le monde que la réaction russe ne lierait jamais ses intérêts ni avec la France républicaine, ni avec l'Angleterre libérale, ni avec les Etats-Unis démocratiques, et qu'à la première occasion, elle se tournerait vers la réaction allemande, pour s'entr'aider mutuellement et reconstituer le régime monarchiste.

Il y a quelques jours, la presse écrivait que les fonctionnaires de l'ex-hetman, aussi bien que les barons Wrangel, de Wolff, les généraux Bredow, d'Ewert, Meissner et autres sont les personnages formant l'entourage de Dénikine et donnant le ton à sa politique. Les partisans de l'ancien ministère de Skoropadsky siègent aussi bien dans un gouvernement, à Kiev, que dans un autre, à Berlin ; ce sont le ministre de l'agriculture, Kolokoltsev, l'ancien commandant de la place de Kiev Marschalk, les promoteurs connus du coup d'Etat de l'hetman : Demtchenko, le colonel Zelenevsky et le colonel allemand von Lutz.

Ce qui nous intéresse le plus dans cette affaire et sur quoi nous attirons particulièment l'attention, ce sont précisément les relations entre le général Dénikine, envahisseur actuel de l'Ukraine, officiellement soutenu par les Alliés et les monarchistes russes de Berlin. A ce propos, l'agence « Nouvelles européennes » communique qu'il est maintenant certain qu'une mission spéciale de Dénikine se trouve à Berlin et traite avec le gouvernement allemand ou plutôt avec le parti militaire allemand qui est le seul dirigeant actuel de la République d'empire. Cette mission a été envoyée sur les instances des ministres dont nous venons de parler (Kolokoltzev et Marschalk), germanophiles notoires, dont le projet d'union de l'Ukraine avec l'Allemagne avait échoué par suite de l'insurrection de Petlura. Le chef de cette mission est le colonel von Buntnig, baron balte, frère de l'ancien gouverneur de Tambov.

D'autre part Dénikine se trouvait en relations avec le fameux Bermondt-Awalow et les opérations de ces deux généraux se sont développées d'après un plan commun. Le 9 octobre, Bermondt-Awalow envoie à Dénikine le radiogramme suivant : « Mes troupes ont battu devant Riga les détachements lettons et esthoniens. Après avoir consolidé mes positions, je projette, dans l'avenir le plus proche, de commencer une attaque contre les bolchévistes du côté ouest, afin de faciliter ainsi la marche victorieuse de Votre Excellence. »

Après cela, que l'on ne vienne pas nous répéter que les troupes de Dénikine sont des ententophiles luttant contre les Ukrainiens germanophiles.

LA GALICIE ORIENTALE

La presse polonaise publie des détails très intéressants sur les délibérations qui ont eu lieu récemment à Paris et qui se sont terminées par le brusque départ du président Paderewski pour Londres. D'après ces informations, la situation au sujet de la Galicie orientale se présente comme suit :

A la séance du Conseil des Cinq, Paderewski a prononcé un discours d'une heure et demie dans lequel il a développé son point de vue, d'après lequel l'institution d'un régime provisoire en Galicie orientale est incompatible avec les intérêts de l'Etat polonais. A la fin de cette séance les représentants des Etats-Unis, de la France, de l'Italie et du Japon ont exprimé leur consentement à la suppression du régime provisoire en Galicie orientale, pour que celle-ci soit attribuée définitivement à la Pologne. Seul le délégué anglais, Crove, a déclaré que personnellement il était aussi pour l'abolition du régime provisoire, mais possédant d'autres instructions de son gouvernement, il devait se mettre préalablement en communication avec celui-ci avant de donner une réponse. Le délégué a donc télégraphié immédiatement à Londres, demandant des instructions, mais aucune réponse ne lui est parvenue jusqu'ici. C'est pourquoi le Conseil des Cinq a dû suspendre temporairement la discussion sur la Galicie orientale et attendre la décision de la Grande-Bretagne.

Il est inexact que les délibérations sur la question de la Galicie aient été renvoyées à une commission spéciale. Après l'abolition du régime provisoire (que l'on considère à Paris comme certaine) le Conseil des Cinq abordera la question des statuts et régime à donner à la Galicie orientale. Cependant, devant cette attitude du gouvernement anglais, le président Paderewski a décidé de se rendre à Londres où il a discuté non seulement du sort de la Galicie orientale, mais aussi beaucoup d'autres problèmes en rapport avec les frontières polonaises, et les relations futures de la Pologne avec la Lithuanie, la Ruthénie Blanche et l'Ukraine.

La question d'une fédération de la Pologne avec ces pays a été également soulevée, l'Angleterre s'y montre favorable. Paderewski soutient ce projet, mais Dmovski ne veut pas en entendre parler. C'est pour cette raison qu'il ne s'est pas rendu à Londres.

Dans la presse polonaise.

Dans l'article précédent, nous avons écrit que Paderewski soutenait l'idée d'une fédération avec les pays limitrophes de la Russie au cours de son voyage à Londres. Plusieurs journaux polonais y sont également favorables, surtout le *Kuryer Lwowski* qui, depuis plusieurs jours publie une série d'articles en faveur de cette idée. Tout récemment, dans un grand article intitulé : « Notre programme dans la question orientale » ; ce journal écrivait : « Nous devons avoir deux bases pour notre politique à l'est, ou plutôt deux lignes directrices. L'une est de nature négative ; c'est que nous ne devons pas admettre le rétablissement de l'empire russe qui pourrait conquérir de vive force les peuples entourant la Russie moscovite et qui sépare l'élément grand-russe de l'élément polonais. Ceci non-seulement dans l'intérêt de la Pologne, mais aussi dans celui de toute l'Europe. Le principe de libre disposition des peuples, malgré toutes les entailles que l'on y a fait, doit cependant être appliqué à l'Est si nous ne voulons pas que cette partie du monde devienne bientôt le théâtre de nouvelles luttes et de nouveaux désordres.... Il est beaucoup plus difficile de définir le côté positif de notre politique. Nous devons travailler cependant à grouper tous les peuples de l'ancienne Russie autour de l'Etat polonais afin d'assurer la prépondérance de l'influence polonaise de ce côté. Il est difficile de définir dès aujourd'hui la forme de ce groupement de peuples, mais il n'est pas douteux qu'à l'avenir on en trouvera une, que ce soit autonomie, fédération, union personnelle ou douanière, convention militaire, alliance, etc. Là s'ouvre un vaste champ d'activité pour la diplomatie polonaise. Nous pensons que les créateurs de la Ligue des Nations soutiendront cette politique polonaise ainsi comprise.

Dans les camps de nos prisonniers en Pologne.

Un mémoire de la Croix-Rouge ukrainienne.

Comme toutes nos démarches auprès des autorités militaires et civiles locales pour améliorer le sort de nos prisonniers de guerre sont restées sans résultat, nous nous adressons, au nom de l'humanité et de la civilisation, aux autorités de Varsovie les priant d'intervenir et de donner des ordres pour l'amélioration du sort de nos prisonniers de guerre civils et militaires.

Nous laissons de côté les faits qui se sont produits dans les villages et petites villes près de la ligne du front, dans les parties occupées de l'ancienne Galicie Orientale.

Nous ferons tout d'abord remarquer les abus en masse, les persécutions de personnes civiles et militaires dans les camps de concentration, en prison, pendant les transports et dans les hôpitaux. Nous pensons que ce qui se passe n'est pas connu des autorités de Varsovie, et que la faute en revient aux commandants inhumains et sans conscience et à leurs subordonnés. C'est pourquoi nous portons à la connaissance des autorités quelques faits qui nous ont été relatés par des personnes ayant souffert de ces excès.

Il est vrai que les délégations de Varsovie ont exercé une influence sur la situation dans les camps, les gardiens ont été punis pour les abus commis ; ces derniers temps on a commencé à libérer les soldats de l'ancienne armée autrichienne qui revenaient du front, ainsi que les prisonniers civils, mais la plus grande partie d'entre eux, qui d'après l'ordonnance du ministère de la Guerre, du 13 mai 1919, auraient déjà dû être libérés, restent encore dans les prisons et les baraques.

De cette manière des dizaines de mille hommes, vieillards, enfants, femmes, invalides, prêtres, instituteurs, fonctionnaires, employés des chemins de fer, ouvriers des villes et paysans, encombrent les baraques et les prisons de Lwow (Léopol), Stanislavov, Dombie, Vadovitze, Visnitch, Stchalkovo, Chtchepinno, Brest-Litovsk, Przemysl, Pikoulitse, et les prisons de l'ancienne Autriche et de la Russie, ainsi que les casemates de Modlin. Affamés pendant des mois entiers, dépouillés de leurs vêtements et de leur argent pendant les transports, battus, en un mot, ils se trouvent dans les pires conditions hygiéniques et alimentaires et tombent victimes des maladies épidémiques ; ils périssent par douzaines dans les hôpitaux des prisons ou deviennent infirmes pour toute leur vie. Les camps de concentration sont des foyers de typhus et de tuberculose qui mettent en danger tout le pays.

Les prisonniers ne reçoivent pas les soins des comités civiques ni des comités de dames, dans les contrées situées dans les districts de Cracovie et de Varsovie. On a reconnu à ces comités, sur la base d'un accord signé le 1er février et le 13 mars 1919, le droit de soigner les prisonniers, mais dans certains camps ils ne sont pas autorisés à le faire.

Nous donnons ici une partie des faits et lettres portés à la connaissance de la Croix-Rouge ukrainienne, ainsi que les faits dont les membres de la Croix-Rouge ont été témoins.

PRISONS.

A la prison Brigidki, rue Kaznierzowska, à Léopol. — Les prisons de Brigidki ont toujours été utilisées pour enfermer les criminels. Elles devaient servir de stations de passage pour les internés, mais ils y ont été détenus pendant des mois sans être entendus.

Prison de la Gendarmerie de campagne, à Léopol, Lyczakowska, 80. — Les internés sont placés pour la majeure partie dans les caves. Les légionnaires Winnicki et Swigost les frappent, même les prêtres, officiers et intellectuels, avec la crosse de leurs revolvers, de telle sorte que le visage enfle et porte la trace des coups. On met les prisonniers aux fers. Ceci a été rapporté par ceux qui ont été libérés.

Les déléguées de la Croix-Rouge ne sont pas admises dans cette prison. Les commandants des prisons de la rue Zielona et Zamarstynowska ne laissent aucun membre de la Croix-Rouge ukrainienne approcher les internés. L'encombrement est si grand que dans une chambre de 30 mètres carrés, on place quarante personnes. La nourriture est très mauvaise et donnée en petite quantité.

Stanislavov. — Les prisonniers malades, ayant 40 degrés de fièvre sont renvoyés des hôpitaux. Les convalescents, après le typhus (et encore souffrants,) souffrent de la faim et sont renvoyés dans la prison de Brigidki à Léopol.

Les officiers et les soldats ukrainiens, pendant les transports et dans les gares, sont frappés par le personnel des convois. Les sœurs de charité allemandes de Vienne, qui en trois heures ont dû quitter leur poste et ont été renvoyées à Vienne, ont été témoins de ces faits. La Croix-Rouge ukrainienne possède leurs noms. Ces sœurs, en grande partie diaconesses, avaient soigné les malades avec un grand dévouement et une grande connaissance de leur profession, et pourtant elles ont été injuriées par Mme Graf, de la Croix-Rouge polonaise, en présence des malades polonais qui ont protesté contre leur éloignement de l'hôpital, où ils avaient apprécié leurs soins.

Przemysl. — Dans les baraques de Zasanie, beaucoup de prisonniers ont été frappés et portent la trace de coups. Il arrive qu'ils ne reçoivent de la nourriture qu'une fois par jour et encore de très mauvaise qualité.

Pikoulitse, près de Przemysl. — A cet endroit, il y a près de 10 000 prisonniers civils et militaires. Pendant plus de trois semaines, ils n'ont pas reçu de pain, mais seulement des zwiebacks et un peu de soupe. Au commencement du mois d'août, plus de 500 prisonniers sont tombés malades du typhus ; il en mourait environ 20 par jour. Dans les hôpitaux on leur prenait leurs vêtements et les faisait coucher sur des planches couvertes de couvertures sales. Il y a pénurie de médicaments.

Dombie, près de Cracovie. — Près de 5000 hommes. Les baraques étaient déjà encombrées, cependant on a amené encore 300 personnes de Brest-Litovsk. Du 3 au 6 août, il y a eu des progromes en masse ; les gardiens ont frappé plus de 700 hommes.

Le linge envoyé d'Ukraine par l'entremise de la Croix-Rouge suisse et qui avait été partagé entre les prisonniers par les dames de la Croix-Rouge polonaise, leur a été enlevé. Le nouveau commandant est humain, mais il ne peut rien pour remédier à la faim qui y règne.

Vadovitse. — Plus de 400 hommes. Parmi eux se trouvent les prisonniers du front autrichien incarcérés depuis le mois de novembre 1918, et c'est à présent seulement qu'on commence à les évacuer ; ils sont affamés. La nourriture est insuffisante.

Visnitch. — Vingt-cinq prisonniers politiques, très mal traités par le commandement. Ils sont placés dans les chambres les plus humides, sans lits. Quinze d'entre eux sont enfermés avec les criminels qui les volent et les maltraitent aussi.

Les jeunes garçons, collégiens de 14 ans, sont employés à des travaux pénibles. Les internés demandent que leurs conditions de vie soient au moins équivalentes à celles des forçats. Ils demandent qu'on les transporte dans des chambres sèches et saines, qu'on leur donne des matelas de paille et des couvertures, qu'ils aient le droit de recevoir deux fois par mois des colis postaux et des vivres de chez eux, de recevoir leurs parents une fois par mois, d'écrire deux fois par mois une lettre, d'acheter du pain avec leur propre argent (droit dont ils sont aussi privés depuis un mois), de ne pas employer des vieillards et des enfants de moins de 18 ans à des travaux pénibles, la permission d'avoir leur linge et leurs vêtements, pour les intellectuels le droit de lire et d'étudier, d'avoir du papier et des crayons, et qu'on donne l'ordre que les gardiens ne les maltraitent plus.

Stchalkovo (gouvernement de Kalisz). — Près de 7000 Ukrainiens. Les baraques sont encombrées, abîmées, la pluie pénètre à l'intérieur. Les prisonniers vivent tous en commun. L'humidité est telle que les champignons y poussent. Les prisonniers n'ont pas de place pour se coucher, même par terre ; parfois ils doivent rester assis toute la nuit. Affamés, ils n'ont pas la force de marcher sans s'appuyer aux objets qui les entourent. On leur a pris leurs vêtements ; ils sont en haillons, manquent de linge, de chaussures ; on leur a tout volé pendant le trajet depuis Lvov, trajet qui a duré neuf jours. On les bat souvent à coups de knout en fil de cuivre.

Brest-Litovsk. — Les prisonniers ukrainiens ont été évacués, sauf quelques femmes et enfants qui restent encore dans les baraques. Les femmes sont dans une misère extrême et demandent à être transférées dans un autre camp, ou libérées. Elles sont originaires de Cholm. Une partie des prisonniers de Brest ont été enfermés pendant quelques jours dans des vagons, sans nourriture et ils sont arrivés à moitié morts à Dombie.

Quelques dizaines d'entre eux ont été envoyés dans les hôpitaux où ils finissent maintenant leur vie. Trois sont morts tout de suite en arrivant à Dombie. Ce fait s'est produit pendant la visite de la mission américaine, durant laquelle on avait caché ces prisonniers dans les vagons.

LES HOPITAUX.

Bâtiment de l'Ecole polytechnique à Lwow. — On ne laisse pas visiter les hôpitaux, même aux dames du comité. Le médecin Alexievitch, les gardes-malades et les ordonnances traitent les malades et les dames de la Croix Rouge ukrainienne d'une manière brutale, bien que ces dames aient été autorisées par le commandement polonais à visiter les hôpitaux.

La délégation de la Croix-Rouge demande aux autorités militaires l'autorisation :

1° de visiter tous les hôpitaux, camps, prisons, en présence d'un représentant des autorités militaires et d'un délégué de la Croix-Rouge ;

2° la mise en liberté des internés civils, déjà libérés officiellement par le gouvernement, et leur rapatriement sous la surveillance de la Croix-Rouge ;

3° de placer ceux qui restent encore dans les conditions prescrites par la Conférence de La Haye et de Genève ;

4° d'examiner les demandes des prisonniers politiques à Visnitch ;

5° d'interdire de battre les prisonniers et de faire usage du knout, d'éloigner les gardiens qui ne suivraient pas cet ordre.

La délégation ukrainienne de la Croix-Rouge, qui, dans la République ukrainienne, a travaillé pour améliorer les conditions sanitaires parmi les prisonniers polonais, dont le nombre atteignait plusieurs

milliers, y compris les internés civils, a été témoin que ceux-ci étaient placés dans de grandes fermes, monastères, écoles, dans les villages et petites villes. Ils étaient constamment sous la protection des comités de dames polonaises qui avaient le droit de leur rendre visite journellement dans les camps et hôpitaux, d'apporter des provisions, des vêtements et des livres. On ne les frappait jamais, comme cela s'est produit à Dombie. Les malades étaient soignés dans des hôpitaux spéciaux, et si ces derniers étaient remplis, on en fondait de nouveaux, ou bien on en faisait venir d'autres de Kiev ou d'Odessa.

Si dans un hôpital où se trouvaient les prisonniers polonais, la mission de la Croix-Rouge ukrainienne remarquait un manque de couvertures ou de linge, ces objets étaient immédiatement envoyés sur l'ordre du secrétariat de Stanislavov. En un mot, le gouvernement agissait toujours d'accord avec les comités pour les secours aux prisonniers, aux blessés, internés et malades.

Léopol, le 27 août 1919.

(Signé) Dr Pantchichine,
Vice-président
de la Croix-Rouge ukrainienne.

Mlle Josèphe Oleskov,
Secrétaire.

L'INVASION DE DENIKINE

Paris, 6 octobre 1919.

A Son Excellence M. Georges Clémenceau,
Président de la Conférence de la Paix.

Excellence,

La Délégation ukrainienne à Paris a eu l'honneur de s'adresser à la Haute Conférence au sujet de l'agression du général Denikine contre les armées de la République Ukrainienne sur son territoire parce que, d'un côté, le général Denikine se sert de l'aide morale et matérielle des puissances de l'Entente contre le peuple ukrainien, et, de l'autre, parce que le peuple ukrainien, qui a perdu pendant la guerre, où il a combattu aux côtés des puissances alliées, près d'un million de ses meilleurs fils, et qui mène depuis presque deux ans une lutte acharnée contre les bolcheviks, a le droit d'être protégé par les puissances de l'Entente.

L'attaque du général Denikine est contraire aux droits du peuple ukrainien, comme aux principes démocratiques et aux droits des peuples de disposer d'eux-mêmes, proclamés par les puissances alliées.

La République Ukrainienne a admis en 1654, de sa propre volonté, le protectorat des tsars qui lui avait garanti ses droits. Ce pacte a été violé par les tsars eux-mêmes et l'Ukraine a perdu son indépendance presque en même temps que la Pologne (1764-1780). Aucun lien légal n'existant plus entre la Russie et l'Ukraine, et, suivant la règle *restitutio in integrum*, celle-ci rentra, par la révolution, dans ses droits et la plénitude de son indépendance.

Également impérialistes, les bolcheviks et les milieux réactionnaires russes s'y opposèrent.

Le peuple ukrainien est obligé de soutenir contre ses deux ennemis une lutte défensive sans trêve ni merci. Il combat pour sa liberté, son indépendance et la renaissance de son Etat, basée sur l'exemple des démocraties européennes.

Ayant pour but principal l'asservissement des peuples qui se sont libérés du joug russe, les milieux réactionnaires auxquels appartient le général Denikine ont employé tous les moyens pour réaliser ce but, ont utilisé déjà et utilisent encore l'aide allemande tout autant que les bolcheviks.

Après avoir accompli en 1917 un coup d'Etat avec l'aide des Allemands, au profit de la reconstitution de l'ancienne Russie (l'affaire Skoropadsky), ils furent chassés avec leurs protecteurs allemands par le peuple ukrainien, qui, sous le général Petlioura, se souleva contre les usurpateurs.

Spéculant sur le désir des puissances alliées de mener une lutte contre les bolcheviks, le général Denikine a obtenu une importante aide morale et matérielle de la part des puissances de l'Entente, mais comme il est évident, il dirige ses attaques contre le peuple ukrainien.

La situation de l'Ukraine engagée dans la lutte terrible avec les Bolcheviks procura à Denikine toute une série de succès provisoires.

Mais, en employant contre le peuple ukrainien, contre ses aspirations séculaires et ses droits à la liberté, le secours donné par l'Entente, le général Denikine ne peut que favoriser la situation des bolchevistes russes avec lesquels, cependant, l'Ukraine ne veut pas pactiser.

Le peuple ukrainien se soulève et se soulèvera toujours contre tous ses ennemis, comme il l'a fait contre les bolcheviks.

A l'heure actuelle, des combats sanglants ont lieu entre les troupes russes et le peuple ukrainien. Denikine ne se maintient que par l'aide qui lui est donnée et par la terreur qu'il exerce et qui, par sa cruauté asiatique, ne se distingue point de celle des soviets. Les prétentions usurpatrices de ses partisans réactionnaires menacent de conséquences graves et sanglantes non seulement le peuple ukrainien, mais l'Europe entière, car en luttant contre les nationalités, le général Denikine renforce les bolcheviks.

Ces conséquences peuvent être conjurées par les puissances alliées, qui ne peuvent demeurer indifférentes devant les actes du général Denikine, leur protégé, qui sont en contradiction absolue avec les principes de l'Entente.

La Délégation ukrainienne, au nom de son peuple, a l'honneur d'informer de tous ces faits la Haute Conférence, dans le but d'arrêter l'effusion de sang, dans celui de l'établissement de la paix et de l'ordre et pour la juste réalisation des principes démocratiques proclamés par les puissances de l'Entente ; elle demande :

1° Que la République Ukrainienne soit reconnue ;

2° Qu'il soit ordonné au général Denikine de mettre fin à la guerre contre l'Ukraine et d'évacuer les territoires ukrainiens occupés par ses troupes ;

3° Que le peuple ukrainien soit aidé dans sa lutte contre les bolcheviks par l'envoi de munitions de guerre.

Comte Tyszkiewicz.

Président de la Délégation de la
République ukrainienne.

Le change ukrainien

Dans le domaine du change la nécessité a forcé le gouvernement ukrainien à prendre des mesures pour séparer le change ukrainien du russe. A part les exigences politiques, des considérations d'ordre purement financier exercent également leur influence. Ces raisons avaient déjà engagé le gouvernement de l'Hetman à commencer les travaux préparatoires pour la création d'une valeur monétaire ukrainienne indépendante. En effet, la puissance d'achat du papier russe ne cessait de décroître d'un côté tandis que de l'autre les autorités d'occupation allemandes et autrichiennes exigeaient pour le règlement de leurs comptes l'établissement d'un cours fixe pour les valeurs de paiement circulant en Ukraine.

Il est évident que le peuple ukrainien ne peut porter la responsabilité des énormes émissions russes qui ont dépassé depuis longtemps les limites normales. D'après des nouvelles parvenues au Ministère des Finances ukrainien le montant de ces émissions dont une grande part est justement employée par les bolchévistes contre l'Ukraine, a déjà dépassé 150 milliards de roubles.

Le gouvernement de Moscou inonde la Russie de papier et cette avalanche se répand sur toute l'Ukraine jusqu'à ses frontières occidentales. En échange de ce papier la Russie importe d'Ukraine de la farine, du sucre, du charbon etc. et ne laisse dans ce pays ruiné et pillé que les produits des imprimeries officielles russes.

Une autre politique de réforme monétaire créerait à l'avenir à l'Ukraine des obligations pénibles et irréalisables, tandis que l'Ukraine n'a joué aucun rôle dans les émissions de roubles et n'en joue encore aucun ; de plus tout le poids de ces émissions est dirigé contre les intérêts vitaux de l'Ukraine.

D'autre part le gouvernement ukrainien ne pouvait consentir à ce que les paiements à effectuer à l'Etat se fassent en papier dont la valeur tend à descendre à zéro. Naturellement il n'aurait rien à objecter à des paiements en argent russe aux caisses de l'Etat, cet argent n'ayant perdu ni sa valeur intrinsèque ni sa puissance d'achat.

Pour ces diverses raisons le Ministère des Finances du nouveau gouvernement Ukrainien a considéré que la seule voie à suivre était de travailler dès le début de son activité, à rendre la valeur monétaire ukrainienne indépendante, à lui ouvrir les Bourses de l'Europe occidentale et à la mettre en circulation sur le Marché mondial.

* * *

La loi fondamentale concernant le change ukrainien a été promulguée le 9 janvier 1919. Cette loi établit le grywna comme unité monétaire ukrainienne et détermine la valeur des billets de banque russes sur le territoire de l'Ukraine (1 grywna égale un demi-karbovanetz ou un demi-rouble, un schah vaut un demi-kopeck). Dès le 21 janvier, les banquenotes russes de valeurs élevées (1000, 500 et 250 roubles) ont été retirés de la circulation et la loi a donné au Ministère des Finances le droit d'établir, dès cette date, le cours, la valeur des diverses catégories de papier russe et de prendre les décisions nécessaires à ce sujet. Sur la base de cette même loi le Ministère des Finances a fixé le cours de l'argent russe (à part les timbres-monnaie et les bons) à 150 schahs pour un rouble.

Le dernier décret du 10 juin 1919 confirme la loi du 9 janvier au sujet de l'unité monétaire ukrainienne et la mise hors de cours de l'argent russe. Il ressort du texte du décret du 10 juin, qu'actuellement le seul moyen de paiement officiel en Ukraine est l'argent ukrainien, à côté de cela, sont admis provisoirement quelques espèces d'argent russe jusqu'à ce que la petite monnaie ukrainienne ait été frappée en nombre suffisant.

On a déjà émis en argent ukrainien les valeurs suivantes : Des banquenotes de 2000, 1000, 500, 250, 100, 10 et grywni, des bons du trésor de 1000, 50 et 25 karbovanetz, des bons de la Caisse d'Etat ukrainienne en coupures de 1000, 200, 100 et 50 grywni, des billets de change de la Caisse d'Etat à 5 grywni et des timbres monnaie de 50, 40, 30, 20 et 10 schahs. Prochainement, on émettra aussi des billets de change de la Caisse d'Etat Ukrainienne de 20 grywni et des bons du trésor de 250, 100, 50, 10 et 5 karbovanetz.

En même temps que les valeurs énumérées ci-dessus, les obligations à 5% de la Caisse d'Etat Russe qui, sur la base de la loi du 4 novembre 1918, ont été estampillées, ont cours sur le territoire de l'Ukraine, ainsi que les timbres de change russes, de 1, 2, 3, 10, 15 et 20 kopecks et les bons russes de 1, 2, 3, 5, et 50 kopechs, tous d'après le cours : 1 rouble = 2 grywni, 1 kopech = 2 schahs.

Jusqu'à de nouveaux décrets du Ministère des Finances, les Caisses de l'Etat et des chemins de fer acceptent provisoirement aussi des banquenotes russes de 100, 50, 25, 10, 5, 3, et 1 roubles ; mais cependant, à un cours plus bas : 1 rouble pour 150 schahs.

Je dois faire remarquer ici que la hausse du cours officiel de l'argent ukrainien en comparaison du cours russe est due à la création d'une monnaie ukrainienne indépendante, comme mesure de protection de la grywna contre la pression exercée par le traditionnel rouble russe. Il va de soi que le Ministère des Finances Ukrainien ne s'est pas donné pour tâche de retirer complètement l'argent russe de la circulation, ni d'interdire d'effectuer les paiements avec cet argent ou de l'accepter.

* * *

Les ennemis de la devise ukrainienne se plaisent à montrer le cours élevé de l'argent russe par rapport à l'ukrainien. Mais le Ministère des Finances lui-même savait bien que la création d'un change fixe et élevé comportait différentes phases qu'il fallait traverser. Il savait que divers facteurs, comme la mise en circulation de l'argent russe sur de vastes territoires de Russie, de Sibérie, de Pologne etc. ainsi qu'à l'étranger, la tradition et l'habitude et enfin l'agitation, assureraient pendant un certain temps la suprématie et un cours relativement élevé à l'argent russe. D'autre part, par suite de la diminution des territoires ukrainiens, des événements militaires défavorables, et du manque de petites coupures de la nouvelle monnaie et la valeur technique inférieure des billets d'Odessa à 50 karbovanetz, le cours de la grywna ukrainienne a baissé.

Cependant le Ministère était convaincu que des données objectives dans les phases de développement de la devise ukrainienne en augmenteraient la valeur et assureraient sa mise en circulation sur les grands marchés étrangers.

Ces données objectives sont constituées par les richesses naturelles de l'Ukraine qui exerceront certainement une influence sur l'exportation et l'importation et intéresseront les milieux commerciaux et industriels étrangers, officiels et particuliers, à notre grywna, et enfin la régulation légale et saine ainsi que l'escompte de nos émissions.

Le Ministère des Finances a déjà reçu l'heureuse nouvelle qu'en Allemagne et en Autriche ainsi que dans la Suisse neutre on commence à acheter le grywna, bien qu'il n'en n'existe pas encore de cote officielle. A la Bourse suisse, le cours de la grywna est déjà depuis quelque temps plus élevé que celui de l'argent de la Douma russe. Les Bourses étrangères confirment ainsi les prévisions du Ministère des Finances Ukrainien, prévisions qui l'avaient engagé à établir une devise ukrainienne indépendante.

Le Ministère des Finances couvrira lui-même l'Etat en argent par sa propre imprimerie. Cette imprimerie se trouve actuellement à Kamenetz-Podolsk et a déjà commencé ses travaux. Le manque de bonnes machines limite provisoirement son activité, cependant le Ministère des Finances se considère comme suffisamment assuré pour l'avenir. Les billets de banque émis par cette imprimerie seront faits sur du bon papier avec des dessins compliqués qui excluront toute possibilité d'une falsification, comme cela a eu lieu, par exemple, pour les billets de 50 karbovanetz.

Le Ministère des Finances considère entre autres qu'il est nécessaire de retirer de la circulation ces derniers billets qui, pendant l'occupation française, ont été imités en grand nombre par les « volontaires » russes et de les remplacer par d'autres billets mieux assortis.

ENSEIGNEMENT

Le dernier numéro de l'*Europe orientale*, nouvelle revue paraissant à Paris pour la défense des nouvelles républiques de l'est, publie un article très intéressant sur l'instruction publique et privée en Ukraine. De la liste des principales institutions d'enseignement, nous ne reproduirons que celles qui sont nationales et où l'enseignement se fait en langue ukrainienne, et qui furent fondées depuis la proclamation de l'Ukraine en Etat indépendant.

Cette liste révèle au premier abord les énormes progrès accomplis par le peuple ukrainien dans le développement de sa civilisation nationale et montre le mal-fondé de l'argument courant répandu par nos ennemis qui prétendent que le mouvement ukrainien est une abstraction politique et une invention artificielle. Il ne faut pas oublier non plus que ces progrès ont été réalisés au cours de guerres continuelles et dans les conditions extérieures les plus dures peut-être qui aient jamais existé.

Enseignement supérieur.

Kiev : Académie ukrainienne des sciences et Université d'Etat (nous ne mentionnons pas l'université de Saint-Vladimir, qui existait avant la révolution russe). Académie des Beaux-Arts ; Institut supérieur de Musique, fondé par le compositeur N. Lyssenko ; Institut d'architecture ; Institut d'Economie administrative ; Université populaire ; Académie militaire.

Kamenetz-Podolsk : Université nationale fondée tout récemment.

Poltava : Université nationale.

Sociétés scientifiques et autres.

Sur le territoire de l'Ukraine il existe beaucoup de sociétés scientifiques organisées auprès des écoles supérieures, voici les principales :

Société scientifique ukrainienne de Kiev ; Société scientifique de Léopol, portant le nom de Chevtchenko ; Société économique à Kiev ; Société ukrainienne de Droit (Kiev, Poltava) ; Société des intellectuels de l'art et de la plastique.

Enseignement secondaire.

Lycées nationaux ukrainiens : 5 dans la province de Volhynie ; 6 dans la province d'Ekaterinoslav ; 5 à Kiev et 6 dans la province du même nom ; 3 dans la province de Poltava ; 7 en Podolie, 3 dans la province de Kharkov ; 5 dans la province de Kherson ; 8 dans la province de Tchernigov ; 2 en Tauride ; 1 dans la contrée de Koursk ; 1 dans la contrée de Voronej.

En outre diverses sociétés et personnes privées ont fondé sur le territoire de l'Ukraine 57 collèges nationaux ukrainiens.

En tout, en ce qui concerne l'enseignement secondaire, durant les années 1917 et 1918, on a ouvert plus de 100 écoles secondaires ukrainiennes, dont 50 fondées par l'Etat, et plus de 50 appartiennent à des sociétés et à des particuliers.

LA CHAPELLE UKRAINIENNE

La Chapelle ukrainienne, qui a donné des concerts dans les principales villes de la Suisse, a remporté partout un énorme succès justement mérité.

Ne voulant pas être accusés de partialité, nous nous contenterons pour le moment de publier ci-dessous les extraits les plus caractéristiques des comptes-rendus de la presse, montrant l'accueil enthousiaste fait à nos artistes, dont nous parlerons plus en détail dans notre prochain numéro.

Ce Chœur qui compte environ quatre-vingts voix est extrêmement remarquable avec ses basses formidables, ses ténors savoureux et ses voix de femmes un peu métalliques mais vaillantes. Et quelle admirable discipline chez tous ces chanteurs qui y mettent toute leur âme. Leur distingué directeur qui dirige de mémoire et sans baguette obtient des ensembles d'une mise au point parfaite et des effets de contraste qui produisent une grande impression ; il tient positivement ses exécutants dans ses mains expressives....

On peut dire qu'à l'encontre des poèmes populaires du nord, aux tendances nostalgiques, les chants de l'Ukraine reflètent, par leur rythme énergique et la nature de leurs mélodies une santé robuste et un optimisme convaincu. On sent la volonté d'un peuple de vivre libre et sa confiance dans l'avenir et c'est ce caractère qu'ont si parfaitement exprimé les interprétations chaleureuses et enthousiastes de la Chapelle ukrainienne....

(*Journal de Genève*, 15 octobre.)

***

Voilà bien la meilleure des propagandes politiques. Tandis que la jeune république se débat sous l'étreinte de Dénikine, succédant à celle des bolchévistes, ses chefs tiennent à prouver leur droit à une coutume indépendante et à une culture nationale à part. Le chant ukrainien opprimé pendant deux siècles proclame son droit à la liberté.... Partout où le chœur s'est produit, l'accueil a été triomphal, on connaît le sens musical inné des Slaves. Les Ukrainiens l'ont extrêmement développé. Les voix, celles des hommes surtout, sont fort belles, et d'une souplesse rare. Ces artistes chantent d'une voix convaincue, entraînante. Ils sentent qu'ils accomplissent un devoir patriotique ; par leur bouche, parle l'âme de tout un peuple qui, dans la plus terrible des tourmentes, a conservé son optimisme, sa bonne humeur, sa santé morale et exprime sa foi dans la vie nationale et dans la liberté. C'est bien le meilleur discours en faveur de ce peuple de quarante millions d'hommes, qui ne veulent ni du bolchévisme ni du régime tsariste ; il demande à se gouverner lui-même....

(*Tribune de Genève*, 14 octobre.)

***

Admirable soirée de Folklore ukrainien. Les voix sont d'une grande pureté et d'une souplesse étonnante. Nuances d'une finesse extraordinaire, notamment dans le pianissimo ; le chef, M. Koschitz tient son chœur de main de maître et sait en obtenir tout ce qu'il veut ...

(*La Feuille*, 14 octobre.)

***

La Chapelle ukrainienne possède ce coloris, cette chaleur, cette sûreté d'attaque, cette puissance sonore qui sont le caractéristique de la plupart des chœurs russes. Les basses, — spécialité de l'Ukraine qui, depuis deux siècles, en a toujours fourni de splendides au fameux chœur des chantres de la cour de Russie, les basses se distinguent par une profondeur et un volume surprenant.

Les chants populaires ukrainiens ne participent pas du diatonisme rigoureux qui est le signe distinctif des chansons grand-russiennes. Ils se distinguent encore de ce dernier par la régularité et la symétrie de l'hymne mélodique. ..

(*La Suisse*, 14 octobre.)

***

Le concert donné vendredi par le Chœur national ukrainien est un événement dans son genre. C'est dans le chant populaire que le caractère d'un peuple s'exprime le plus clairement, mieux que dans aucun autre domaine.... Leur chant a quelque chose du virtuose. Et tout cela paraît provenir d'une qualité propre à la nation et est ainsi éloigné de tout artifice. Il est plein de vie et de mouvement et le plus souvent, même dans les parties lyriques, plein d'un caractère dramatique....

(*Basler Nachrichten*, 12 octobre.)

***

Ce Chœur chante avec une extraordinaire pureté de sons, on remarque aussi la grande discipline des effets dynamiques très fins, une chaleur et une gaieté visibles. Le programme déclare que toute l'âme du peuple se manifeste dans le chant. On peut s'en convaincre par ce que nous avons entendu hier et je ne connais pas d'exemples dans nos Chœurs suisses qui puissent équivaloir à la technique de ces chants.

(*Berner Tagblatt*, 7 octobre.)

***

Nous nous vantons volontiers d'être le pays des sociétés de chant, mais en entendant le concert du Chœur ukrainien nous avons pu nous persuader qu'il nous restait encore beaucoup à apprendre. On peut même se demander si cette sûreté d'intonations, cette souplesse incroyable du rythme peuvent s'apprendre ou bien si elles ne sont pas un don naturel. La nature du son se différencie beaucoup du nôtre ; il a un caractère étrange provenant probablement du contraste entre les voix de sopranos très élevées et les basses majestueuses qui descendent à des profondeurs inouïes et développent une richesse de sons inconnue chez nous. Le caractère des mélodies est populaire ; les voix sont souvent traitées comme des groupes d'instruments dans un orchestre, elles sont très indépendantes les unes des autres, contrastent assez souvent même par le rythme et exigent des chanteurs une grande sûreté d'eux-mêmes....

(*Bund*, 17 octobre.)

***

Tour à tour grave, mélancolique ou joyeuse et fière, l'âme de tout un peuple s'exprimait par leur voix avec une admirable plénitude. L'art de ces chanteurs touche à la perfection. Les attaques vocales se font avec une précision et une exactitude vraiment admirable. Les moindres intentions de l'auteur sont rendues avec une variété de nuances, de rythmes et d'effets dynamiques presque infinis. M. Koschitz dirige son chœur comme un véritable orchestre vocal. En outre, les voix sont fort belles. On ne sait s'il faut plus admirer la pureté cristalline des sopranos, la souplesse des ténors ou l'ampleur des basses ...

(*Tribune de Lausanne*, 18 octobre.)

L'ACTIVITÉ DU COMTE TYSZKIEWYCZ

Dans le n° 104 de notre journal, en commentant la nomination du comte Tyszkiewycz au poste de président de la Délégation à Paris, nous avons écrit les lignes suivantes : « Nous souhaitons que cette nomination marque non seulement un changement formel de personnes, mais aussi un renouvellement complet de notre politique sous tous les rapports. Le temps nous montrera quels en seront les avantages pour le gouvernement ukrainien. »

Comme les lecteurs pourront s'en rendre compte, ces paroles ne manquaient pas de réserve. Nous n'avons pas cru utile à la cause ukrainienne d'exprimer tout ce que nous avons pensé en apprenant cette nomination qui nous a stupéfait au plus haut point. Nous voulions ainsi éviter à tout prix des querelles intérieures, car toute attaque de presse, si elle n'est pas basée sur des faits certains, ne contribue qu'à affaiblir notre cause aux yeux des occidentaux.

Deux mois se sont écoulés depuis lors ; les témoignages de nos compatriotes qui ont pu voir personnellement le comte Tyszkiewycz au travail, les renseignements et informations diverses que nous avons recueillis, concordent tous à démontrer que les « avantages » de cette nomination se font sentir tellement lourdement qu'il ne nous reste plus qu'à sonner l'alarme et à demander à notre gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent, s'il ne veut pas se voir complètement compromis et tourné en ridicule en Europe.

Le comte Tyszkiewycz a débuté dans la carrière à Paris par une série d'interviews dans les journaux catholiques. Dans l'une d'elles, qu'il a accordée à la rédaction de la *Croix*, il a dit ce qui suit : « Nous avons besoin du clergé uniate ; aidez-nous à le former... Les Slaves sont encore imbus de ces préjugés byzantins... en Russie qui dit latin dit polonais et « pravoslavny » (orthodoxe) est synonyme de russe. Les Ukrainiens ne veulent être ni l'un ni l'autre et n'ont plus qu'une alternative : conserver leur rite gréco-slave qui les distingue des Latins, et, d'autre part reconnaître l'autorité du patriarche de Rome devenant ainsi indépendants de Moscou. Si une religion devait être prépondérante dans nos pays, ce serait la religion catholique de rite gréco-slave ou autrement dit la religion uniate... Envoyez-nous des ingénieurs, des industriels, des prêtres, etc... »

Nous avouons que tous nos compatriotes qui ont lu cette interview ont été stupéfaits. Nous ne croyons pas utile de nous étendre dans des discussions de ce genre : faut-il, oui ou non, que toute l'Ukraine soit catholique, comme le désire le comte. Le peuple ukrainien est en majorité orthodoxe et il a actuellement beaucoup d'autres choses à faire que de s'occuper des questions religieuses. Aussi, pour être indépendant de Moscou, il n'est nullement nécessaire d'aller à Rome, car il est encore beaucoup plus simple d'avoir un patriarche à Kiev (comme cela a été voté à de nombreux congrès ecclésiastiques en Ukraine). Qui a autorisé le comte Tyszkiewycz à faire des déclarations en matière religieuse ? Lui-même n'est ni nonce, ni évêque, pas même prêtre. Il a été envoyé par le Directoire qui représente l'Etat ukrainien et non l'Eglise. Son devoir est de défendre les intérêts de cet Etat et non pas d'entrer dans les domaines qui ne le concernent pas. Tout ce qu'il a le droit de faire, en qualité de représentant officiel, c'est d'avoir ses opinions personnelles à ce sujet.

Mais laissons de côté ces interviews et passons à l'activité même de notre représentant. La phrase courante de celui-ci est qu'on a assez travaillé dans les milieux démocratiques (!) et qu'il faut maintenant se tourner de l'autre côté. Cet autre côté, ce sont les milieux catholiques et royalistes. En ce qui concerne les premiers, le comte Tyszkiewycz a tenté de les séduire par les interviews dont nous avons parlé, quant aux seconds, en tâchant de les convaincre que le peuple ukrainien est le plus conservateur et monarchiste du monde entier et qu'il n'aspire qu'à avoir un bon roi catholique, provenant si possible d'une des anciennes familles régnantes d'Europe. Et pour comble, il est entré à cet effet en pourparlers avec un descendant de la famille des Bourbons, très proche parent de l'ex-impératrice Zita, lui offrant le trône d'Ukraine ou, s'il préférait, le titre d'hetman.

Il paraît que le nouveau « roy » n'est pas encore tout à fait convaincu des arguments du vieux comte, quoique celui-ci ne se montre nullement pessimiste quant à l'issue finale des négociations. On rapporte aussi qu'une des difficultés consiste en ce que la couronne royale manque et qu'une neuve coûterait très cher.

Au sujet de ces négociations, nous rappelons à nos lecteurs que le comte Tyszkiewycz, au temps où il était encore lithuanien, offrait aussi à droite et à gauche le trône lithuanien, ce qui a eu pour unique conséquence qu'un politicien lithuanien plus malin que lui en a profité pour acquérir une forte somme d'argent. Ce qu'il y a de plus intéressant, c'est qu'après s'être tourné de l'autre côté et avoir rompu avec les démocrates (même les radicaux français sont pour le comte des bolchévistes), le comte Tyszkiewycz, malgré tout son zèle, n'a pas réussi à entrer en relations plus ou moins étroites ni avec les catholiques, ni avec les royalistes. Les catholiques ont fait paraître les interviews et c'est tout. Les royalistes se moquent en cachette du trône ukrainien.

C'est ainsi que le comte, avec ses ingénieuses idées, reste, comme cela arrive souvent au génie, incompris de la foule et complètement isolé à Paris ; il n'est reçu par aucun politicien influent.

Il est évident qu'une telle activité a eu pour suite, d'une part, son isolement complet dans la délégation même, dont la plus grande majorité, composée de personnes n'ayant pas de tendances si préhistoriques a passé à une opposition ouverte et pense démissionner le plus vite possible. D'autre part, ne se sentant pas soutenu par ses compatriotes, le comte Tyszkiewycz finit par inviter à la délégation toutes espèces de gens qui n'ont aucun rapport avec l'Ukraine (baron Groot, Mzewsky, Tsitovitch) et dont les sympathies sont soit russes soit polonaises, mais jamais ukrainiennes.

A ces personnes, le comte Tyszkiewycz expose ses combinaisons politiques et ses décisions prises en commun avec M. Henri Tyszkiewicz (Polonais), son neveu. A part ces réunions en famille, la vie de la délégation est arrêtée. De temps à autre, le comte se présente aux rares réunions de la délégation, cinq minutes avant la clôture de la séance pour constater que rien n'a été fait, puis il s'en va examiner de vieilles gravures et cartes de l'Ukraine du temps de la principauté de Kiev et que M. Tsitovitch est spécialement chargé de rechercher chez les antiquaires.

Mais assez sur ce sujet. Nous croyons en avoir tracé un tableau suffisamment clair ; nous n'ajouterons même aucune conclusion ; ceux à qui la cause ukrainienne est chère en tireront tant qu'ils voudront.

L'ENTENTE ET LES ÉTATS NOUVELLEMENT FORMÉS

(Suite et fin.)

Il n'est pas douteux que si les armées des nouveaux Etats pouvaient obtenir des armes et des munitions de l'Entente, elles pourraient facilement chasser, dans un délai très bref, les bolchéviks hors de leurs frontières, car elles ont toutes les sympathies de la population et alors il leur serait facile de rétablir l'ordre et le calme.

En Ukraine, l'armée russo-bolchéviste ne se tient que dans quelques-uns des plus gros centres, tandis que les autres agglomérations, villes et villages en particulier, ont été libérés des fonctionnaires bolchéviks et ont établi le pouvoir du Directoire de la République Ukrainienne.

L'armée démocratique, forte de 150 000 hommes à peu près, mène actuellement une lutte acharnée contre les bolchéviks, mais elle est trop faible pour pouvoir les chasser entièrement, car elle ne peut opposer aux canons, mitrailleuses, trains et autos blindés, que des fusils dont les cartouches sont parcimonieusement distribuées.

Il est assez compréhensible que dans ces circonstances, la lutte contre les bolchéviks ait pris un caractère de longue durée et ne puisse aboutir à un dénouement immédiat ; les dirigeants de la politique russo-tsariste ayant fait construire toutes les usines d'armement et de munitions en Russie, pas une seule n'existe en Ukraine, l'armée ukrainienne ne peut donc se procurer du matériel de guerre que par l'Entente.

Les puissances de l'Entente ne veulent pas comprendre que c'est le peuple ukrainien qui empêcha la liaison des bolchéviks russes et des Magyars et que par sa lutte acharnée il a protégé la Pologne et la Roumanie contre une invasion bolchéviste dans ces pays et dans quelques autres Etats de l'Europe centrale.

Au lieu d'obtenir de l'Entente, en reconnaissance de ces services, son indépendance et un appui, le peuple ukrainien assiste au partage de ses territoires entre ses ennemis séculaires.

Mais ayant pris une fois les armes, il défendra jusqu'au bout ses justes droits à la souveraineté. Tous les partis politiques ukrainiens, toutes les organisations et les masses populaires considèrent maintenant que leur but est la réunion de toutes les terres ukrainiennes en une seule République indépendante et ils lutteront jusqu'au bout contre tous leurs ennemis, quels qu'ils soient. Un dilemme se pose à présent devant le peuple ukrainien : obtenir les droits pour lesquels il se bat, ou bien périr dans une lutte inégale.

Nous sommes certains que les divers Etats nouvellement formés mèneront et mèneront la même lutte jusqu'au bout, tant contre les armées de Lénine et de Trotsky que contre les armées de Koltchak et de Denikine, ou les autres ennemis de leurs aspirations.

Les diplomates de l'Entente n'ont pas compris qu'on ne peut pas jouer avec le principe de libre disposition des peuples, que les peuples asservis de l'ancienne Russie n'accepteront jamais la domination de l'impérialisme russe, qu'ils emploieront tous les moyens pour détruire la Russie, si elle est reconstruite par les puissances de l'Entente avec Koltchak et Denikine.

Les masses populaires des nouveaux Etats savent très bien pourquoi ils luttent et ils ne reconnaîtront jamais et ne prendront part à aucune Constituante panrusse qui devrait décider de leur sort.

Les diplomates de l'Entente jouent avec le feu et ne prévoient pas que la Russie, telle qu'ils veulent la reconstituer, sera pire que l'Autriche-Hongrie, que même si elle pouvait exister quelque temps à l'aide d'une terreur encore inconnue jusqu'à nos jours, comme puissance déchirée par la lutte nationale intérieure où le sang coulera encore longtemps, elle finira par se démembrer à nouveau sous la vive attaque des forces destructives politiques et économiques. Les diplomates de l'Entente oublient à dessein que la Russie tsariste n'a pu exister comme prison des peuples que par la force de son organisation militariste et grâce à la police et à la gendarmerie, fondées depuis des siècles, comme aussi à son appareil bureaucratique. Il est évident que la Russie restaurée ne pourra exister que de cette façon.

Mais aujourd'hui, après deux ans d'une révolution telle que nul n'en a jamais vu de pareille en Europe orientale, quand tout ce qui fut créé pendant des siècles a été détruit, les impérialistes russes ne réussiront pas à constituer une force et un appareil militaires suffisants pour que les masses populaires des Etats nouvellement formés ne puissent démolir cet édifice, construit sur le sable.

La Russie, avec son immense territoire habité par environ 160 millions d'hommes dont les Russes ne forment que la moitié et dont le reste est composé d'autres peuples, avec cette opposition d'intérêts économiques et aussi cette lutte nationale qui y règne, ne pourra jamais exister en tant que puissance européenne, mais elle nous rappellera une monarchie du temps de Cyrus ou de Cambise ; ce sera plutôt la satrapie des temps passés qu'une puissance contemporaine.

Nous sommes certains que la politique des puissances alliées en Europe orientale ne donnera pas de bons résultats, mais au contraire, nous mènera vers de nouvelles et sanglantes révoltes, vers une nouvelle anarchie et, pour le moment, vers de nouveaux conflits.

Ainsi, nous sommes maintenant à la veille d'une nouvelle lutte entre les troupes républicaines ukrainiennes et cette partie de l'armée de Denikine qui a occupé partiellement les terres ukrainiennes après la victoire remportée sur les bolchéviks.

Quelles seront pour Denikine les conséquences de cette nouvelle guerre, ce n'est pas difficile à deviner en voyant comment le traitent les cosaques du Kouban et du Don, mais, nous affirmons d'avance que l'Entente provoquera par sa politique de nouveaux conflits armés en Europe orientale.

M. KOUCHNIRE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Une mission de la Croix-Rouge ukrainienne arrive à Varsovie et entre en négociations avec le gouvernement polonais au sujet de l'échange des prisonniers et réfugiés.

* * *

De sanglants combats ont lieu entre les troupes ukrainiennes et bolchévistes sur la rivière Irpen, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Kiev ; les rouges ont attaqué à plusieurs endroits la voie ferrée Kiev-Bachmatch-Koursk.

* * *

Par suite des succès remportés par les troupes ukrainiennes, le change ukrainien est monté en Roumanie : 500 lei pour 1000 karbowanets.

* * *

On confirme que Petloura a déclaré la guerre à Dénikine. Cette déclaration a été accueillie avec enthousiasme par la population.

* * *

D'après une information de Bucarest, un conflit a éclaté entre les troupes roumaines et celles de Dénikine. Ce dernier envisage l'occupation de toute la Bessarabie et l'annexion de ce territoire à la Grande-Russie.

* * *

L'avance des troupes de Dénikine vers l'Est est enrayée. De violents combats ont lieu près de Bogopol et Christinowka.

* * *

Les troupes bolchévistes opérant sur le cours inférieur du Dniester sont battues près de Skwira et chassées par Petloura au moment où elles comptaient se frayer un passage vers le Nord.

* * *

Le gouvernement italien publie un décret permettant aux prisonniers ukrainiens en Italie, au nombre de plusieurs dizaines de mille, de retourner en Ukraine.

* * *

Les combats continuent entre les Ukrainiens et les troupes de Dénikine sur la ligne Bila-Cerkva-Christinovka-Balta (allant de l'ouest de Kiev dans la direction du Sud vers Odessa). Dénikine concentrerait des forces imposantes dans cette région.

* * *

Une importante mission diplomatique ukrainienne se rend à Versovie pour traiter avec la République polonaise. Elle est dirigée par le chef du ministère des Affaires étrangères, Lewicki.

* * *

Les Etats-Unis consentent à l'Ukraine un prêt de 15 millions de dollars.

* * *

Par suite de l'attitude réactionnaire de Dénikine en Ukraine et des répressions sanglantes qu'il exerce, la population s'organise partout pour la révolte ; les villages s'unissent aux villages, communes avec communes, districts avec districts ; les armes et munitions sont en quantité suffisante.

* * *

Dans la région de Tchernigov, l'armée de volontaires, sous la pression des rouges, est forcée de se retirer sur l'autre rive de l'Oster.

* * *

Le journal juif *Tagblatt* publie d'effroyables détails sur les pogromes organisés par les troupes de Dénikine dans l'Ukraine occupée. La population israélite fuit en panique.

* * *

Les représentants de l'Esthonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de l'Ukraine transmettent au gouvernement anglais une note collective lui demandant de reconnaître l'indépendance de leurs Etats.

* * *

Les insurrections paysannes contre Dénikine prennent de plus en plus d'extension, surtout dans les gouvernements de Poltava et d'Ekaterinoslav.

* * *

Une mission spéciale de Dénikine est envoyée sur les instances des ministres Kolokoltseff et Marschalk, membres du gouvernement russe actuel à Kiev, en Allemagne, où elle traite aussi bien avec le gouvernement qu'avec le parti militaire allemand.

* * *

Entre Kasatin et Fastow, un détachement de troupes de Dénikine, mobilisé de force par l'armée de volontaires dans le gouvernement de Tchernigov, passe aux Ukrainiens, ne voulant pas se battre contre l'Ukraine.

* * *

Une commission spéciale de représentants alliés de France, d'Angleterre et d'Italie est partie pour l'Ukraine. Elle a reçu des instructions de la Conférence de la paix pour arriver à une entente entre le général Petloura et Dénikine.

* * *

Le Conseil national du Kouban est résolu à rappeler ses troupes de l'armée de Dénikine, celui-ci menant la guerre contre la République ukrainienne.

* * *

De crainte que les Cosaques du Kouban ne passent aux Ukrainiens, Dénikine, pour combattre l'insurrection toujours grandissante, fait exclusivement usage de Kalmouks, Tchérkesses et autres peuples nomades, ce qui excite la population à l'extrême.

* * *

Une mission spéciale de Dénikine arrive à Varsovie pour traiter de la question d'une alliance russo-polonaise dirigée contre l'Ukraine.

* * *

Le ministre de la guerre roumain rend visite à Petlura et parcourt le front ukrainien ; il exprime sa sympathie à l'armée ukrainienne et déclare que son gouvernement a permis aux officiers roumains d'entrer dans l'armée de Petlura.

* * *

Une délégation polonaise composée de MM. Knoll, représentant le ministère des Affaires étrangères, et Stepkowski et Poczentowski, est arrivée à Kamenetz-Podolsk.

* * *

Dénikine adresse un appel aux Ukrainiens de Galicie, les engageant à se révolter contre les Polonais. Il déclare que son but ne serait pas d'incorporer seulement l'Ukraine à la Russie, mais aussi la Galicie orientale, la Bukovine et les provinces ruthènes de Tchéco-Slovaquie.

* * *

Les troupes ukrainiennes ont arrêté l'offensive déclanchée de Birsula par les troupes volontaires de Dénikine. Celles-ci ont été battues près de Rudnitsa et se retirent vers Olgopol. Dénikine a lancé le centre de ses troupes sur le front ukrainien. Son front du côté des bolchévistes se trouvant ainsi affaibli, l'armée rouge a pénétré de nouveau à Kiev le 15 octobre, à 5 heures du matin.

REVUE DE LA PRESSE

L'UKRAINE ET LA FRANCE

Le dernier numéro de *l'Ukraine* publiée à Kamenetz-Podolsk, siège actuel du Directoire, rapporte un entretien qui a eu lieu fin septembre, entre le représentant de la France auprès du Directoire, major Schonet, et le ministre des Affaires étrangères ukrainien.

Le major Schonet revenait d'une visite minutieuse au front ukrainien. A Jmerinka, il avait été reçu par le général Petliura. Interrogé par le ministre, à la fin d'une longue et cordiale conversation, si la France a l'intention d'aider l'Ukraine en matériel technique et à quelles conditions, le major Schonet a répondu : « La France ne veut pas se mêler des affaires intérieures de l'Ukraine et loin de penser à exercer une pression pour obliger les Ukrainiens à agir dans l'intérêt d'un parti plutôt que d'un autre, la France désire seulement que le gouvernement ukrainien, pour éviter une effusion de sang inutile puisse s'entendre avec les autres gouvernants qui luttent contre le bolchévisme. La France sent le devoir d'aider l'Ukraine en moyens techniques et elle doit le faire immédiatement. J'ai vu, a dit le major français, votre armée bien disciplinée dépourvue de munitions, mais animée d'un profond esprit patriotique ; j'ai vu l'amour qu'elle nourrit pour Petliura. La conduite de vos soldats m'a touché et enthousiasmé. »

L'action des Alliés en Russie.

P. D. B. écrit dans le *Journal de Genève* du 15 octobre :

... Les envois de munitions anglaises, françaises, américaines, italiennes et japonaises permettront probablement à Koltchak et à Denikine de venir à bout de leurs ennemis déjà complètement débilités par le blocus. L'hiver même, qui s'annonce rude, constituera pour eux le meilleur des alliés. Mais, plus tard, une fois installés dans les capitales ruinées, il leur faudra bien convoquer cette fameuse Constituante si souvent promise. L'opposition, à ce moment-là, s'organisera. Elle sera formidable.

Sans parler des réactions d'ordre social, de jaqueries inévitables, de toutes les passions suscitées par la misère, le gouvernement de la Russie unitaire, telle que les Alliés l'auront rêvée, verra se lever contre lui le bloc formé par les nationalités allogènes : Esthonie, Latvia, Lituanie, Russie Blanche, Ukraine, Don, Kouban, Cosaques de l'Orenbourg, Oural, Sibérie, Tatars mêmes, et d'autres encore. Paysans sans chefs, dira-t-on. Mais ces masses paysannes, justement, peu à peu, prennent conscience d'elles-mêmes et c'est d'elles, fatalement, que naîtra un jour, à travers toutes les crises et les convulsions, la patrie nouvelle. Et il n'y a pas que ces paysans. Les vieux nationalistes russes, eux aussi, exigeront des explications au sujet de l'abandon de la Bessarabie à la Roumanie, de l'annexion des provinces occidentales par la Pologne et de l'instauration au Caucase d'un protectorat anglais. Au milieu de ce concert immense de protestations discordantes se feront entendre encore les voix lointaines des petits Etats slaves : la Galicie, toujours sacrifiée ; la Yougoslavie, cherchant à l'Orient un appui contre la menace de l'Ouest ; le pays tchéco-slovaque, resté fidèle malgré tout à ses origines ; la Bulgarie, qui déjà se prépare en silence. Toutes les rancunes accumulées, toutes les déceptions et toutes les colères se donneront libre cours. Le compte de l'Entente alors sera lourd, car elle n'aura pas su manœuvrer de façon à prévenir l'explosion...

... En intervenant en Russie comme ils le font, les Alliés affirment que leur seul but est le rétablissement de l'ordre et de la paix. Pour cela, l'éloignement définitif de la bande d'illuminés et d'assassins dont le siège est à Moscou est nécessaire. Ce qu'il y a de positif dans leur œuvre leur survivra naturellement...

... De même que Petliura, avec ses paysans, brisa tout seul et le premier la ruée des hordes rouges, de même aujourd'hui les petits peuples de la Baltique tiennent tête de partout aux légions de la réaction russo-allemande. Tant de courage ne saurait rester plus longtemps méconnu.

THE „SPECTATOR" ET LA RECONNAISSANCE DE L'UKRAINE

Le journal anglais *The Spectator* publie, dans son numéro du 11 octobre, une très intéressante lettre tendant à prouver que l'Ukraine, au lieu de refuser l'intervention des Alliés, la souhaite et l'appelle, au contraire, de toute son âme.

... Je désire déclarer que tous les nouveaux Etats, issus de l'ancien Empire russe, y compris la population actuellement gouvernée par les bolcheviks, étaient et sont entièrement en faveur d'une intervention étrangère ; naturellement, intervention dans la manière juste et en complète harmonie avec les désirs du parti populaire.

... Malheureusement, l'Entente, mal informée des dispositions d'esprit de la population, par suite des difficultés des communications, a suivi inconsciemment les conseils de ses ennemis et de tous ceux qui veulent à tout prix conserver leur influence en voie de disparition, même contre les désirs du pays. Conséquemment, l'intervention des Alliés a été dirigée dans la mauvaise voie. Cet appui donné au parti réactionnaire a pesé lourdement sur la bourse anglaise, et le jour où cette bourse vidée se fermera, l'esprit combatif de ce parti réactionnaire fondra comme neige au soleil.

D'un autre côté, la nation ukrainienne, ayant une aversion naturelle pour les idées bolchévistes, a pris les armes pour combattre le bolchévisme. Elle n'a été aidée d'aucune puissance, et elle a agi au moment où les gouvernements en étaient encore à envisager l'idée de déclarer la guerre aux bolchéviks.

Ceux-ci ont eu des succès plus par la propagande que par la force des armes. L'appui matériel donné sans réflexion au parti réactionnaire a ouvert la voie à une recrudescence de propagande bolchéviste.

... Il n'est, par conséquent, pas difficile de comprendre que, par suite de la politique adoptée par l'Entente, le gouvernement de Petliura a dû combattre les bolchéviks dans les plus difficiles conditions. D'autre part, la reconnaissance officielle de la souveraineté du peuple ukrainien aussi bien que celle de l'Etat ukrainien dans ses limites ethnographiques donnerait au gouvernement ukrainien une arme d'une valeur égale à beaucoup de divisions...

INTRIGUES GERMANO-RUSSES

M. Ed. Privat écrit, dans le *Démocrate* du 15 octobre :

... Il ressort de tout ceci que les monarchistes russes, avec Denikine à leur côté, n'ont cessé d'être en connivence avec l'Allemagne et que les milieux financiers de l'Entente, qui doivent être parfaitement renseignés là-dessus, continuent à les soutenir sans doute par esprit de concurrence. Il en résulte cette situation bizarre que les mêmes comités de restauration russe qui siègent à Paris, sous l'œil bienveillant des grandes banques et de certains cercles diplomatiques, ont de brillantes succursales à Berlin, qui est devenu pour eux un centre actif où ils publient même des organes de presse. Ainsi donc, en Orient, ceux qui veulent reconstruire l'ancien empire des tsars se trouvent être à la fois les alliés de l'Entente et de l'Allemagne. C'est pour le moins étrange.

En effet, ce n'est pas seulement contre le bolchévisme que ces forces réunies sont liguées. Aujourd'hui, c'est bien moins Pétrograde et Moscou que visent tout d'abord les armées alliées de von der Goltz et du général Denikine que l'écrasement préalable des Etats allogènes, qui ont organisé leur indépendance et qui veulent se séparer de la Russie, qu'elle soit bolchéviste ou tsariste. On voit, par exemple, qu'en Ukraine, Dénikine a délaissé momentanément la lutte contre les armées rouges pour porter son principal effort contre celles de la République ukrainienne, présidée par Petliura. Quant à von der Goltz, il marche contre les Lettons. Tous deux se moquent bien des faibles protestations de Paris. Denikine continue à recevoir des munitions...

... D'autre part, l'Ukraine, ayant fait la paix avec la Roumanie et la Pologne, propose à la Géorgie, au Kouban, à la Lituanie et aux Baltiques une alliance défensive contre l'impérialisme russe.

On se demande, dans ces conditions, pourquoi le Conseil suprême n'arrive pas à se dégager des influences financières qui l'entourent pour briser définitivement avec la politique germano-russe et appliquer à l'Orient le principe de l'indépendance des peuples, inscrit sur les drapeaux de l'Entente et invoqué pour démembrer l'Autriche Hongrie. La sécurité de l'Europe ne peut pas être dans le maintien des grands empires.

LA CHAPELLE UKRAINIENNE

Le concert de la Chapelle Ukrainienne fut du commencement à la fin quelque chose de très original et de très marquant.

Ses quelque vingt femmes et quarante hommes donnent l'illusion d'un chœur de deux cents exécutants de chez nous. Je pense que ce résultat prodigieux tient en partie à l'excellence des voix, et surtout à l'admirable discipline qu'exerce comme en se jouant le directeur M. Koschitz...

La variété des timbres vocaux, dont le chef sait tirer des partis surprenants ; la musique même, tour à tour vive, emportée, presque brutale, tendre, caressante ou mystique, ses harmonies slaves, ses rythmes énergiquement scandés et jusqu'au caractère elliptique et énigmatique des textes, laissant plus à deviner qu'ils ne disent, tout contribuait à l'intérêt croissant de ce beau concert... *(Gazette de Lausanne,* 21 octobre.*)*

Le programme n'annonçait que des chants populaires, dont la plupart ont pour objet la religion, la nature et surtout les scènes de la vie nationale, composition d'une belle harmonie, très simple mais extrêmement animée, où les diverses parties se donnent la réplique et où l'ensemble s'élève parfois à une sauvage énergie pour finir par des sons d'une douceur infinie.

Il y a aussi dans le Chœur Ukrainien des basses profondes, qu'on n'entend pas d'ordinaire, et qui donnent des accords de la plus grande beauté.

Les chants de l'Ukraine offrent un mélange curieux d'éléments chrétiens et païens ; la tradition les a conservés et des compositeurs de talent les ont harmonisés, tels Lyssenko et Koschitz, le directeur de la Chapelle Ukrainienne... *(Feuille d'Avis de Lausanne.* 20 oct.*)*

* * *

Ce concert a été un événement d'un genre remarquablement intéressant tel que nous n'en avons peut-être jamais entendu au cours de notre longue carrière... L'intonation est d'une pureté sans pareille et la prononciation claire et soignée ; la force réelle de ce chœur repose dans l'art développé au plus haut degré des effets dynamiques. Toutes les mélodies ont une puissance, une originalité qui a quelque chose de fascinant... *(National Zeitung,* 13 octobre.*)*

L'heure grave.

Le *Démocrate* du 13 écrit :

Passons du côté russe. On se trouve ici en présence d'un grave dilemme : la Russie sera-t-elle un Etat unitaire et centralisé ou une Confédération d'Etats libres ? Faut-il reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, de la Géorgie, du Kouban et des Etats balkaniques, quitte à les voir ensuite se fédérer avec la Grande Russie ? Les Alliés ont cru pouvoir esquiver le problème. La réponse se trouve dans les hostilités entre Petliura et Denikine et dans la tendance des Etats baltiques à faire la paix avec les bolchéviks. Si cela continue, tous les Russes centralisateurs et fédéralistes, réactionnaires et bolchéviks seront bientôt unis dans un même sentiment d'hostilité pour les Alliés et de sympathie pour l'Allemagne. Il faut choisir.

Au point de vue du principe de libre disposition des peuples solennellement proclamé par les Alliés, la situation est parfaitement claire et la réponse toute donnée. La volonté de tous les peuples allogènes de secouer le joug de la Moscovie ne peut faire aucun doute. Par conséquent, il faut leur donner la liberté pour laquelle ils versent leur sang, et en aviser loyalement Koltchak et Denikine. Jusqu'à ce qu'une entente soit intervenue entre la Moscovie et les Etats allogènes, ceux-ci doivent être reconnus comme puissances alliées, et défendus contre tous leurs agresseurs, qu'ils s'appellent réactionnaires ou bolchéviks.

Ces peuples sont plus avancés en civilisation que les Moscovites, ils connaissent dans une plus large mesure la propriété individuelle et la vie de famille ; ils ont intérêt à s'instruire, à se développer et à entrer dans la famille des nations occidentales. La Moscovie au contraire est communiste et arriérée. Le communisme russe est un danger international tout comme le militarisme allemand. Car, étant improductif, il est nécessairement envahisseur. Il y a plus : le communisme russe est le canal de la pénétration allemande en Orient. L'Allemagne s'est toujours servie de la Grande Russie communiste pour exploiter par l'entremise du tsarisme irresponsable les peuples soumis par l'empire. La vieille tradition continue. Refaire la Russie centralisée et oppressive, c'est restaurer la source alimentant le germanisme.

L'heure est sérieuse pour les Alliés. Car, s'ils tardent à agir, les traités de Versailles et de Saint-Germain, ainsi que le Pacte de Paris, ne seront bientôt plus que de vulgaires chiffons de papier.

R. B.-G.

Denikine.

La *Métropole* du 11 écrit :

... Le général Denikine s'efforce, en ce moment, à effectuer sa jonction avec l'armée polonaise. Seulement l'idée d'une coopération avec les troupes volontaires russes trouve peu de sympathies en Pologne, où l'on ignore toujours quel sort les libérateurs de la Russie réservent à ce pays, notamment en ce qui concerne la Galicie orientale, revendiquée — on le sait, en raison de sa population ukrainienne en majorité — par l'Ukraine. Celle-ci compte parmi ses ennemis non seulement les Allemands, les bolchévistes et les volontaires de Denikine, mais la Pologne aussi. C'est donc une nouvelle guerre qui commence, mais dont, en présence de l'hiver qui approche, on ne prévoit pas la fin. Le lendemain de cette guerre, il faudra un traité de paix qui, au point de vue de l'importance de ses dispositions et des difficultés à résoudre, sera une espèce de second traité de Versailles.

SPECTATOR.

PETLIOURA CONTRE DENIKINE

Du *XXe Siècle* (Bruxelles) :

Les dernières dépêches nous ont apporté cette étonnante nouvelle que les Ukrainiens avaient déclaré la guerre aux troupes russes que commande le général Denikine. Elles ont même ajouté que les hostilités étaient déjà engagées sur toute la ligne...

... L'affaire paraît se ramener principalement à l'occupation de Kiev, la capitale de l'Ukraine, par les troupes de Denikine.

Grâce à l'offensive combinée des armées ukrainiennes du Dniepr et du Dniester, Kiev fut prise le 30 août 1919.

Les bolchéviks, et autres communistes russes, qui n'avaient pu résister à l'offensive des armées ukrainiennes, prirent alors le parti d'ouvrir leurs rangs aux troupes russes conduites par Denikine, avec lesquelles elles étaient, dit-on, de connivence. Dès le 31 août des détachements de volontaires de l'armée russe entraient dans Kiev, et, sans avertissement, se jetaient sur les cosaques ukrainiens.

Le gouvernement de la République ukrainienne crut avoir trouvé un moyen sûr et honnête de régler les rapports avec l'armée de Denikine.

Son gouvernement militaire, agissant en plein accord avec le gouvernement, envoyait dès avant la prise de Kiev, une délégation militaire auprès de l'armée volontaire dans l'intention d'établir des relations avec les autres armées qui combattirent avec lui le bolchévisme en territoire ukrainien.

Cette démarche du gouvernement ukrainien est restée sans succès. Le commandant de l'armée volontaire russe a répondu que les armées dirigées par le général Petliura étaient des armées bolchévistes et que, par conséquent, l'armée volontaire russe ne cesserait de faire la guerre aux armées républicaines de l'Ukraine.

Ce serait à cette déclaration de guerre de Denikine que Petliura aurait répondu par une autre déclaration de guerre.

Les paysans ukrainiens auraient répondu avec un entrain irrésistible à cet appel de leur gouvernement...

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Président : M. le comte Michel de Tyszkewicz, 37 rue de La Pérouse, **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)

2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. Nicolas de Wassilko, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)

3. — Légation ukrainienne en Autriche, Alleegasse, 23, **Vienne.**

4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne. M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer, **Berlin.**

5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Hôtel Dunapolata 34, **Budapest.**

6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Bezuidenhoutscheweg No 125, **La Haye.**

7. — Mission ukrainienne pour la Suède et la Norvège, M. Losski, Karlbergswägen 43 b, **Stockholm.**

8. — Bureau ukrainien de Presse en France, 11, Rue Bassano, **Paris (XVI).**

9. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 3, rue de Chevreuse, **Paris.**

10. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac, **Paris** VI.

11. — Ukrainian National Committee, 70, Fifth Avenue. **New-York City.**

12. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue, **Detroit. Mich.**

13. — The Ukrainian Federation of the United States, 19 et 21 East 7 th Street, and 303-Fifth Avenue, New-York City.

14. — Ukrainian Press fund, 521, Olive Street. **Scranton.**

15. — Mission ukrainienne de la Croix-Rouge Dr Kholodny, président. Eisenacherstr. 10, **Berlin** W. 30.

16. — Chef de la Mission diplomatique ukrainienne en Grèce, M. Matouchevsky, **Athènes.**

17. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Hôtel Excelsior, **Rome.**

18. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France, **Vienne.**

19. — Central Ukrainian Committee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man.

20. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Bezuidenhoutcheweg, 125, **La Haye.**

21. — Mission ukrainienne au Danemark, M. D. Levitsky, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**

22. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie Hôtel Central, **Prague.**

23. — Mission ukrainienne en Angleterre, M. Stokhovski, Hyde Park Hôtel, **Londres.**

24. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**

25. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 18, rue du Marché, **Genève.**

26. — Mission militaire pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne, Dr Woïewidka, Kurfürstenstrasse, 83, **Berlin.**

27. — M. Alexandre Sévriuk, Chef de la Mission pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Italie. Grand Hôtel, **Rome.**

28. — La Mission Ukrainienne sanitaire pour l'assistance aux prisonniers de guerre ukrainiens en Europe centrale et méridionale. **Vienne, I,** Biberstrasse 26/7 ; chef : Général Dr André Okopenko.

29. — La Filiale à Prague. Smichof Karlova, 14. Chef : Dr Dmytro Horbenko.

30. — La Filiale à Budapest. Dunapolata Hôtel. Chef : Colonel Sikewytsch.

31. — La Filiale à Innsbruck. Chef : Capitaine Kyrytza.

32. — Rédaction de la « Wolia », **Wien,** VI, Linke Wienzeile N° 40-38.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

Bibliothèque Nationale Suisse. BERNE

20 centimes.

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, » 2.50

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction
et Administr[illegible]
11, AVENUE DE L[illegible]
LAUSANNE
Téléphon[illegible]
Pour les annonces [illegible]

N° 110 Lausanne, 10 novembre 1919 Vme Année.

L'ANGLETERRE ET L'UKRAINE

La politique anglaise en Extrême-Orient. — Appui à Dénikine. — La « Grande » Russie. — Déception inévitable. — Galicie Orientale.

Il y a quelques jours, M. Paul Dubochet, rédacteur politique au *Journal de Genève*, écrivait dans son Bulletin : « La politique ambiguë du Foreign Office en Russie poursuit en réalité un but très précis. En Extrême-Orient l'action anglaise s'appuie sur la rivalité qui met aux prises le Japon et les Etats-Unis. Mais elle a besoin d'un allié solide à l'ouest, d'une part pour contenir les infiltrations allemandes, de l'autre pour l'aider à maintenir l'ordre sur les confins de la Sibérie, de la Chine et du Turkestan. De là, en dernière analyse, ses préférences pour une Russie unitaire, de là aussi le secours fourni par elle à Dénikine et à Koltchak, héritiers assagis de l'impérialisme tsariste. »

Nous allons poursuivre les conséquences logiques de cette politique, peser ses chances de réussite et voir à quoi nous arriverons. Tout d'abord la puissance de la Russie en Sibérie est étroitement liée à celle du gouvernement central dans la Russie d'Europe. Si le gouvernement de Pétrograd ou de Moscou ne dispose que d'un pouvoir faible, la politique russe en Extrême-Orient le sera également. Mais ce gouvernement ne peut être fort qu'à une condition indispensable, c'est que la Russie soit solidement établie sur ses frontières occidentales qui la sépareront des autres puissances de l'Europe. Or, tout le long de ces frontières, la Russie unitaire devra comprendre les territoires d'une dizaine de petits Etats qui ont proclamé leur indépendance et elle sera obligée de les conquérir de vive force pour les englober dans les limites de son territoire. Ces Etats, de la Baltique à la Caspienne, sont les suivants : Esthonie, 47 500 km², 1 750 000 habitants ; Latvia, 64 000 km², 2 500 000 habitants ; Lithuanie, 125 000 km², 6 millions d'habitants ; Russie Blanche, 300 000 km², 14 millions d'habitants ; Ukraine, 800 000 km², 45 millions d'habitants ; Kouban, 85 000 km², 3 500 000 habitants ; Nordcaucasie, 150 000 km², 4 300 000 habitants ; Azerbedjan, 100 000 km², 4 500 000 habitants ; Géorgie, 90 000 km², 3 millions d'habitants ; Arménie, 320 000 km², 4 millions d'habitants. Au total, un territoire de 2 millions de kilomètres carrés avec 88 millions d'habitants, ce qui représente presque la moitié de la population totale de la Russie d'avant la guerre et plus du tiers de la surface de la Russie d'Europe.

Cette population de 88 millions occupe une large bande de territoire allant du golfe de Finlande jusqu'à la partie méridionale de la mer Caspienne, et ayant une largeur moyenne de 4 à 500 kilomètres.

* * *

Une incorporation pure et simple de tous ces Etats, où le sentiment national est éveillé, non seulement dans la classe intellectuelle, mais aussi dans la plus grande partie de la population, et où il se trouve encore fortifié par le mouvement social et agraire en particulier, provoquerait un vaste courant de libération, sous forme de mouvements nationaux vers l'indépendance. Cela aurait pour conséquence que toute cette partie de la Russie reconstituée, mesurant plus de 2 millions de kilomètres carrés et qui la sépare complètement de l'Europe occidentale, formerait une plaie envenimée, un champ d'intrigues internationales par excellence et de combinaisons politiques diverses. Les intellectuels de ces Etats conquis, dont beaucoup restent à l'étranger, n'auraient d'autre chose à faire que d'assiéger les diplomates occidentaux et de chercher à les convertir à l'idée du démembrement de cette Russie injustement reconstituée. Parmi les grandes puissances, que ce soit parmi les Alliés ou dans le groupe des centraux, il s'en trouvera certainement une ou plusieurs disposées à s'intéresser au mouvement séparatiste des allogènes et à le favoriser. Et alors, au premier conflit international, la Russie éclatera comme un ballon trop gonflé et se démembrera en ses parties naturelles.

De plus, il faut ajouter que la force de chaque mouvement séparatiste se trouvera encore augmentée par la solidarité née entre tous ces Etats. Cette immense bande de territoire formera, dans quelques années, une confédération à l'intérieur même de la Russie, prête à se séparer à tout moment de celle-ci, et le nombre d'habitants qu'elle contient prouve qu'elle sera à même de mener une guerre ouverte contre la Russie.

On voit déjà que l'idée d'un rapprochement mutuel entre ces peuples a fait d'énormes progrès. Il ne se passe pas de semaine où l'on n'entende parler d'une conférence entre ces Etats à un endroit quelconque et il existe toute une presse pour discuter leurs intérêts et exposer leurs desiderata en bloc.

* * *

En terminant cette brève analyse, il est intéressant de remarquer que d'après le chiffre de la population, celle-ci devra obtenir presque la moitié des sièges à l'Assemblée constituante panrusse, en admettant que Dénikine, après son entrée à Moscou, daigne la convoquer, et que ces populations consentent à envoyer leurs représentants.

Cette Assemblée, ayant ainsi dans son sein une opposition formidable, celle des allogènes, sera dans l'impossibilité d'accomplir aucun travail et sera très probablement dissoute par un général russe quelconque qui proclamera leur union pure et simple, sanctionnant ainsi ce que Dénikine aura décrété avant la convocation de l'Assemblée.

En un mot, comme conclusion finale, la Russie, telle que la souhaite l'Angleterre et telle qu'on peut se l'imaginer, est une fiction, ou bien elle sera un conglomérat politique excessivement instable, non viable, et qui s'écroulera au premier choc. La politique anglaise, telle que la représente M. Dubochet, ne conduira donc qu'à des déceptions.

* * *

La question de la Galicie orientale continue à rester en suspens. Cependant la situation diplomatique ou plutôt le brouillard diplomatique qui l'entourait est en train de se dissiper complètement. On peut distinguer maintenant les politiciens qui travaillent, et parmi eux on remarque les personnalités bien connues de monarchistes russes à Londres, qui grâce à la bienveillance de la Grande-Bretagne, sont actuellement les véritables maîtres de la situation. L'Angleterre, liée par certains engagements avec les représentants du général Dénikine, auquel le cadeau de 4 millions d'Ukrainiens de Galicie a été promis comme récompense de ses exploits contre les jeunes républiques du Caucase et de l'Ukraine, soutient actuellement la politique de nos diplomates qui dans leur naïveté croient que les Britanniques seuls montrent l'exemple du principe de libre disposition des peuples. Ainsi l'Angleterre prépare une nouvelle occupation de la Galicie par les troupes russes, une nouvelle répétition des horreurs de la première invasion de la Galicie au commencement de la guerre européenne, qui a fait tant de bruit dans le monde entier et qui a indigné les milieux les plus russophiles de l'Europe.

Le Chœur Ukrainien de Kochitz.

Un critique musical qui a accompagné la Chapelle ukrainienne au cours de ses pérégrinations, nous envoie la lettre suivante retraçant toutes les difficultés auxquelles se sont heurtés nos vaillants chanteurs avant de parvenir en Europe occidentale où ils font si bien apprécier notre musique nationale.

Il faisait un froid épouvantable. Un vent glacial soufflait avec furie et amenait de gros nuages noirs sur le ciel bleu. Nous traversions une période pénible...

Les armées rouges, petits-fils de Tamerlan, héritiers aveugles de l'esclavage, étaient venues pour étouffer, détruire la jeune fleur de la liberté acquise, l'indépendance de l'Ukraine.

C'est au cours de ces journées pénibles que le peuple ukrainien décida de répandre dans le monde la chanson séculaire qui montrerait aux étrangers ce pays incomparable, inconnu jusqu'alors, ses steppes immenses et toute la force de ce peuple jeune qui s'éveille à une vie nouvelle.

L'amour du chant, ce grand amour du peuple ukrainien qui lui fait trouver dans le chant la joie, l'espoir, la consolation, fit surgir la Chapelle ou Chœur ukrainien. Elle est née de la Révolution qui a coupé les ailes au génie de l'esclavage russe et qui a donné aux peuples opprimés la possibilité de secouer le joug, de vivre de leur propre vie, de développer toute la richesse de leur culture nationale. Elle est née du génie de la jeune République et de son grand atamun, membre du Directoire, Simon Petliura, qui a compris la force de la chanson populaire, qui a compris qu'elle n'est pas seulement l'élément instructif, mais aussi l'expression de l'âme et des sentiments du peuple ; qu'elle est une arme dans la lutte contre le mensonge et la calomnie répandus par les ennemis du peuple ukrainien sur sa culture, ses idées, ses aspirations.

Cette tournée mondiale a traversé beaucoup de moments pénibles. Aux derniers instants de la panique, quand il devint clair que la capitale de Kiev ne pourrait plus tenir, la Chapelle réunit en hâte cent chanteurs et chanteuses. Mais des raisons particulières ne permirent pas à tous de quitter leurs foyers et trente personnes seulement, fidèles à la grande idée, et sans jeter un regard en arrière, quittèrent Kiev au bruit des canons et à l'approche du knout russe...

Les mauvaises communications et toutes les horreurs de la guerre se firent sentir pendant le trajet de Kiev à Kamenetz-Podolsk. Ils souffrirent de la faim, passèrent des nuits sans sommeil, durent attendre des journées entières aux stations de chemins de fer, mais toutes les souffrances disparaissaient dans le sentiment de la haute mission qui les guidait.

Nous avançâmes lentement jusqu'à ce que se produisit la catastrophe de chemin de fer. Le jour commençait à poindre lorsque nous fûmes réveillés par un choc formidable. Sortis en hâte du wagon un tableau peu agréable se présenta à nos yeux. Près de la station de Balin (ligne Jarmolinzy - Kamenetz - Podolsk), notre train s'était heurté à une montagne de neige qui recouvrait la voie ; deux wagons avaient été brisés, quelques personnes grièvement blessées et un grand nombre eurent à souffrir d'un choc nerveux. Notre wagon était le cinquième ou le sixième. Devant le nôtre se trouvait celui de la Compagnie internationale, dans lequel voyageaient le professeur Hrouchevsky, l'ancien ministre Joukowski, et d'autres. Sa construction solide l'avait préservé de la catastrophe, qui n'avait fait qu'interrompre le sommeil de ses voyageurs.

Il fallait songer à ce que nous devions faire. Le froid très vif et la faim se faisaient sentir. Nous restâmes dans l'attente depuis le matin jusqu'à 4 heures de l'après-midi, puis nous décidâmes de retourner en arrière. Tous n'attendirent pas. Les uns envoyèrent chercher des provisions au village voisin, d'autres s'enquirent des moyens de continuer leur voyage, d'autres enfin, après s'être signés, partirent à pied pour Kamenetz-Podolsk, à la manière des anciens bardes, ménestrels, jongleurs, troubadours, des philosophes-pèlerins et des chanteurs de l'Ukraine.

Après avoir réussi à nous procurer du pain, restaurés, nous sautâmes dans les traîneaux qu'on nous avait amenés.

Après un voyage d'une semaine et demie, nous arrivons à Kamenetz-Podolsk. Avec énergie nous nous mettons au travail. La salle du Club ukrainien entend résonner cinq à six heures par jour des voix enrouées par le froid, des chants français nécessaires aux choristes de la chapelle et les charmantes mélodies nationales. Petit à petit, le travail s'avance et, au bout d'un mois, de la mi-février à la mi-mars, nous avons réussi à apprendre environ trente chansons.

Mais le moment terrible approche... Le bruit du canon se fait entendre ; on dit que Proskourov a déjà été occupée par l'ennemi, nous sommes condamnés à rester sur place, sans avoir exécuté notre mission. Cette dépression morale est cent fois plus pénible que les souffrances physiques endurées jusqu'ici. La situation paraît sans issue. Les trains ne marchent plus et à Kamenetz même on reconnaît les premiers symptômes de l'orage qui approche.

Cependant, le désir de vaincre toutes les difficultés pour atteindre au but ne nous abandonne pas.

Le comité de la Chapelle réussit à libérer ses membres du service militaire. Nous sommes prêts à tout, même à nous rendre à pied en Galicie s'il le faut, pour sortir du cercle vicieux dans lequel nous sommes enfermés. Quelques-uns d'entre nous se rendent à la gare, d'autres chez le commandant du bataillon galicien des tirailleurs de la Siteh qui doivent évacuer la ville pendant la nuit, d'autres enfin vont à la recherche de chars et ainsi, après avoir épuisé tous les moyens possibles, nous réussissons à nous trouver tous vers le soir à Housiatin.

Arrivés là, nouvelles difficultés qui nous forcent à y séjourner quelques jours, à souffrir à nouveau du froid et de la faim. Ce n'est que grâce à l'intervention du généralissime Petliura que nous pouvons poursuivre notre chemin sans empêchement jusqu'à Stanislavov.

Nos débuts en cette ville (deux concerts publics : un gratuit pour l'armée ukrainienne, un autre pour les ouvriers) et à Stryj, l'enthousiasme que nous lisons dans les yeux de ceux qui nous écoutent, dissipent notre découragement et le cœur plein de confiance et de foi en notre mission, nous traversons la frontière et mettons le pied sur territoire étranger.

Pendant deux jours et deux nuits nous sommes obligés de rester à Ujgorod et de coucher sur le sol d'un méchant cabaret près de la gare, (car il est impossible de trouver un hôtel) jusqu'à ce que ceux qui nous tiennent sous leur tutelle et qui nous surveillent depuis longtemps se soient occupés de nous.

Ujgorod est depuis longtemps le nid des Cent-Noirs et des réactionnaires russes. Usant de leur influence, ils nous font arrêter et mener en prison sous la menace des baïonnettes. Ce n'est que lorsque l'affaire est apportée devant les autorités tchéco-slovaques que nous sommes remis en liberté.

Notre marche triomphale avait commencé par la prison.

Une fois libres, nous nous mettons à chanter la chanson de la liberté et de la gloire de l'Ukraine, la victoire de la lumière sur les ténèbres, de la vie sur la mort.

NAMOR.

Un détachement ukrainien en Tchéco-Slovaquie.

Un détachement ukrainien fort de 4 à 5000 hommes s'est formé en Tchéco-Slovaquie ; il est actuellement à Ungvar, dans la Beskide. Le commandant du détachement a pris la décision de retourner en Ukraine par la Pologne et la Roumanie.

Un cours de langue ukrainienne à Rome.

Les journaux italiens rapportent que la direction de l'Institut des langues orientales à Rome a créé cette année un cours de langue ukrainienne.

Un index « librorum prohibitorum » pour les écrivains ukrainiens.

Suivant le journal de Prague *La Tribuna*, la section de propagande de Dénikine à Kiev, ayant à sa tête le fameux monarchiste Savenko, a dressé, d'accord avec le Conseil extraordinaire russe, un index des auteurs ukrainiens dont les œuvres sont prohibées. Cet index comprend 113 écrivains dont les livres seront rassemblés et brûlés. Il est intéressant de remarquer que, d'après les affirmations russes, la littérature ukrainienne n'existe pas. Comment ces affirmations peuvent-elles concorder avec les mesures extraordinaires prises par Dénikine?

L'UKRAINE ÉCONOMIQUE

(Extrait d'un livre de Mykola Poreh.)

En quoi l'économie de l'Ukraine se distingue-t-elle de celle de toute la Russie ? Considérons en premier lieu l'agriculture de notre pays, allons voir ce que notre peuple produit pour la vente et ce que produit, pour les mêmes fins le peuple de toute la Russie européenne, y compris la Pologne.

Prenons comme exemple la récolte de l'année 1904. A cette année le chiffre de la population des huit gouvernements de notre pays, c'est-à-dire les gouvernements de Kerson, Ekatérinoslaw, Wolhynie, Kiev, Podolie, Poltawa, Kharkow et Tchernygow, était de 25 863 583 âmes ; dans les soixante gouvernements de la Russie d'Europe il atteignait à la même époque, 123 050 808 âmes. Par conséquent, la population de nos gouvernements cette année-là ne représentait que le cinquième (21%) de la population entière de la Russie d'Europe. Il a été récolté :

	En Ukraine. Tonnes.	De la Russie d'Europe Ukraine Pologne compr. Tonnes.	De la Russie d'Europe sans l'Ukraine. Tonnes.
Froment de printemps (petit blé)	2 114 754	3 967 213	1 852 459
Froment d'automne (grand blé)	3 606 559	10 770 492	7 163 934
Froment au total	5 721 312	14 737 705	9 016 393
Orge	2 800 000	6 721 311	3 921 311
Sarrasin	311 475	950 819	639 344
Seigle	3 606 557	24 655 737	21 049 180
Avoine	2 147 541	15 262 295	13 114 759
Betterave sucrière	4 729 180 328	6 445 081 967	1 715 901 639
Tabac	45 885 246	88 426 230	42 540 984
Pommes de terre	3 770 490	24 114 754	20 344 264

Ces chiffres démontrent que l'agriculture en Ukraine produit principalement les céréales qui se cultivent en moindre quantité dans les autres régions de la Russie d'Europe et cela est d'autant plus frappant que l'Ukraine ne compte que le cinquième des habitants de la vieille Russie d'Europe. La récolte de froment est donc chez nous supérieure aux 2/5 (39%) de la récolte totale de la Russie d'Europe et si nous ajoutons à nos huit gouvernements la Tauride (c'est-à-dire la presqu'île de Crimée) où dans le district appartenant à l'Ukraine le froment est également cultivé, nous parvenons à la conclusion qu'en 1904 l'Ukraine a produit 6 747 705 tonnes soit la moitié environ (le 45%) de la production totale de blé de la Russie d'Europe. Beaucoup de blé est aussi cultivé dans les parties ukrainiennes des gouvernements de Kursk et Voronège, dans les territoires du Kuban et du Don, en Bessarabie et autres districts habités par une population en majorité ukrainienne.

Du tableau exposé plus haut il résulte qu'en 1904 l'Ukraine a produit 2/5 (43,5%) de la récolte totale de l'orge obtenue dans la Russie d'Europe et si nous y ajoutons la Tauride, la production totale de l'Ukraine monte à 3 475 410 tonnes soit plus de la moitié (51,7%) de la récolte totale de la Russie d'Europe. Ce total serait encore plus élevé si nous comptions aussi la production des autres districts ukrainiens de la Russie. Il s'ensuit que l'Ukraine produit plus de la moitié du froment et de l'orge cultivés en Russie.

En ce qui concerne le seigle et l'avoine, il en est autrement. Seulement 13,4% de la récolte totale de seigle et 14% de celle de l'avoine sont produits en Ukraine. La conséquence de ce fait est que l'Ukraine produit principalement du froment, de l'orge et du sarrasin tandis que les autres parties de la Russie d'Europe cultivent surtout le seigle et l'avoine. La différence de l'économie agricole de l'Ukraine par rapport au restant de la Russie d'Europe ressort encore davantage si nous indiquons la récolte des betteraves et du tabac. Nos chiffres prouvent qu'en 1904 l'Ukraine a produit plus de 7/10 (73,3%) de la récolte totale de betteraves sucrières obtenue dans la Russie d'Europe. Si nous considérons encore que les betteraves sont aussi cultivées dans les parties ukrainiennes des gouvernements de Kursk, Voronège et du gouvernement de Lublin (Pologne), on verra qu'en définitive plus des 4/5 de la récolte totale de betteraves produite dans la Russie d'Europe revient à l'Ukraine.

Quant au tabac, l'Ukraine produit plus de la moitié de la récolte totale de la Russie d'Europe et si nous y ajoutons la production des parties Ukrainiennes de la Tauride, de la Bessarabie et des territoires ukrainiens du Kuban et du Don, la production de tabac de l'Ukraine atteint plus des 3/5 de la récolte totale faite en Russie d'Europe en 1904. Il ressort de ces données que l'intérêt et les besoins de l'agriculture ukrainienne se distinguent considérablement de ceux du reste de la Russie d'Europe.

La différence entre l'intérêt et les besoins de l'économie de notre pays et celle de tout le reste de la Russie est encore plus marquante si nous comparons la statistique de l'industrie de l'Ukraine avec celle de la Russie. Pour rendre plus claire la différence économique qui existe entre notre pays et tout le reste de la Russie sur le terrain de l'industrie nous prendrons la statistique de l'année 1897, ne possédant point d'autres données détaillées sur l'ensemble de l'industrie de l'Ukraine et de la Russie après cette date. Le rendement total des fabriques et usines de notre pays (huit gouvernements) et celui de la Russie en 1897 était le suivant :

Industries :	En Ukraine.	Dans toute la Russie y compris l'Ukraine.	Dans toute la Russie sans l'Ukraine.
	(En millions de karbovanetz ou de roubles.)		
I. *du tissage*	20	946	926
II. *des vivres*	210	648	438
III. *des mines et hauts fourneaux*	110	394	284
IV. *de la métallurgie*	41	311	207
V. *de la tannerie, etc.*	12	132	120
VI. *du bois*	15	103	88
VII. *de la céramique*	11	83	72
VIII. *de la chimie*	8	59	51
IX. *du papier*	3	45	42
X. *diverses*	7	118	111
Totaux	437	2839	2339

Ces chiffres prouvent clairement que l'Ukraine se distingue des autres parties de la Russie sur le terrain de l'industrie aussi bien qu'au point de vue de son agriculture. Tandis qu'en Russie l'industrie textile prend la première place et produit 1/3 du rendement total de cette industrie, le tissage occupe en Ukraine le quatrième rang ; mais, par contre, la première place est prise par l'industrie des vivres, tels que sucreries, raffineries, meuneries de blé et de pommes de terre, distilleries, etc. Cette industrie, en Ukraine, a produit plus de la moitié du rendement total obtenu en Russie en 1897. En Russie, l'industrie des vivres n'occupe que la troisième place ; cependant les vivres manufacturés en 1897 s'élevèrent à 1/5 (22,8%) de la valeur totale des produits des fabriques et industries russes. Par contre, la deuxième place selon son importance, en Ukraine, est occupée par l'industrie minière, donnant des extractions considérables de minéraux dont on fait la fonte, l'acier, le fer, des extractions de charbon et de sel, de productions de mercure et autres. Cette industrie ukrainienne livra en 1897 le quart de la production totale de toutes les fabriques et usines russes.

Pendant qu'en Russie les industries de tissage et de vivres ont produit ensemble, en 1897, un peu plus de la moitié (56,1%) du rendement total de toutes les fabriques et usines de tout le pays, en Ukraine l'industrie minière et celle des vivres ont produit la même année plus des 7/10 (73,4%) de la valeur de tous les produits manufacturés livrés par les fabriques et usines ukrainiennes.

Depuis 1897, cette différence a encore augmenté. Les industries minières et des vivres se développent en Ukraine plus rapidement que dans les autres parties de la Russie. Dans les industries des vivres en Ukraine prennent la première place les raffineries de sucre ; celles-ci livrèrent en 1897 pour un montant de 105 millions de karbow., c'est-à-dire environ 70,9% de la somme totale obtenue en Russie par le sucre. Nous donnons, comme comparaison des industries sucrières, la statistique des années 1898 et 1904 :

	En Ukraine	Russie et Ukraine.	Russie sans l'Ukraine
	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.
En *1898.*			
Sucre cristallisé	439 476	506 803	127 327
Sucre en morceaux	251 140	379 557	128 409
Totaux	690 616	946 360	255 736
En *1904.*			
Sucre cristallisé	653 738	861 590	207 852
Sucre en morceaux	378 738	556 918	178 180
Totaux	1 032 476	1 418 598	386 032

UNE RÉPONSE A LA GAZETTE DE LAUSANNE

Un de nos lecteurs russes nous envoie une réponse aux articles de M. Weiss parus dans la *Gazette de Lausanne* le 20 et 27 octobre. Bien que nous ne soyons pas complètement d'accord avec son auteur sur les causes et l'origine du mouvement séparatiste ukrainien, nous le reproduisons néanmoins pensant qu'il pourra intéresser nos lecteurs.

Une remarque à faire à l'auteur, c'est que le conflit avec les bolchévistes et le fait que l'idée de fédération a été compromise par l'hetman réactionnaire Skoropadsky ne sont pas les uniques causes du mouvement séparatiste. Il y en a beaucoup d'autres, parmi lesquelles il faut citer les conflits entre les Ukrainiens et le gouvernement provisoire de Kerensky avant la révolution bolchéviste. Non seulement les deux extrémités des groupes politiques en Russie, c'est-à-dire les réactionnaires et les bolchévistes, mais encore le centre ou noyau démocratique russe, poussèrent tous trois les politiciens ukrainiens vers le séparatisme. (*Réd.*)

* * *

Depuis quelques jours, la *Gazette de Lausanne* s'acharne à nouveau sur la question ukrainienne. En ma qualité de journaliste travaillant sur un sujet aussi ingrat que celui du problème ukrainien, je suis suffisamment entraîné pour ne pas m'émouvoir de chaque article tendancieux, surtout s'il vient de la *Gazette*, dont l'importance est limitée. Mais ce qui me frappe surtout et ce qui doit étonner tout lecteur normal, c'est la facilité avec laquelle la *Gazette* change d'opinion. C'est quelque chose de vraiment remarquable. Les lecteurs assidus de cet honorable journal doivent avoir un méli-mélo dans le cerveau, qui ne peut être surpassé que par celui qui doit régner dans la rédaction même.

Il y a quelques mois, la *Gazette* était complètement dévouée aux Polonais et aux Russes. Après la nomination du comte Tyszkiewycz au poste de président de la délégation ukrainienne à Paris, la *Gazette* s'empresse de publier son interview où le comte, entre deux morceaux de musique, raconte les souffrances du peuple opprimé. Après cette interview viennent nombre d'articles et de communiqués plus favorables à l'Ukraine que ceux publiés par les journaux ukrainiens eux-mêmes. Aujourd'hui, après un court silence, la *Gazette* reprend son ancienne attitude, ce qui ne l'empêche pas, remarquons-le en passant, d'insérer entre deux articles extrêmement hostiles une critique du Chœur ukrainien des plus flatteuses.

Comment les lecteurs pourraient-ils se faire une opinion au milieu de ce gâchis ?

Je voudrais maintenant ajouter quelques mots au sujet des articles mêmes, dus à la plume de M. Jacques Weiss et parus les 20 et 27 octobre. Dans ces articles, M. Weiss se propose de mettre en garde l'opinion publique étrangère contre les insinuations des différents bureaux de presse ukrainiens et d'autres représentants de Petlura. « La volonté du peuple est chose sacrée, devant laquelle tous doivent s'incliner. Mais il ne faut pas confondre la volonté du peuple ukrainien avec la volonté de l'Allemagne et le désir d'une poignée d'hommes en quête de pouvoir et de portefeuilles ministériels. »

Pour démontrer que ce désir d'indépendance n'existe pas parmi le peuple ukrainien et que tout mouvement ukrainien n'est autre chose qu'une intrigue allemande, M. Jacques Weiss n'a rien trouvé de mieux que de citer quelques passages d'une revue ukrainienne parue en 1915 et oubliée depuis longtemps, et de reproduire des extraits du programme politique que poursuivait la fameuse « Ligue pour la libération de l'Ukraine » dont le siège était à la Josefstætterstrasse, à Vienne.

Mon intention n'est nullement de défendre la revue en question ni cette Ligue. Qui plus est, je suis presque complètement d'accord avec les remarques de M. Weiss à leur sujet. Cependant cela ne m'empêche pas d'en tirer de tout autres conclusions à propos du mouvement ukrainien en général. M. Weiss me permettra de lui poser maintenant quelques questions. Pour prouver que le peuple ukrainien n'a jamais voulu se séparer de la Russie, M. Weiss cite le passage suivant du IIIe Universal de la Rada centrale, du 20 novembre 1918 : « Nous, la Rada centrale ukrainienne, faisant la volonté du peuple ainsi que pour sauver toute la Russie, nous déclarons sans nous séparer de la République russe et conservant son unité, nous nous affirmons sur notre terre nationale pour aider de notre effort toute la Russie, afin que toute la République russe devienne une fédération de peuples libres et égaux. »

Cette Rada centrale ou Parlement ukrainien est considérée par M. Weiss comme l'unique institution représentative du pays. Quant à moi je suis parfaitement d'accord avec lui que cette Rada représentait à l'époque la volonté du peuple ukrainien ; s'il était alors fédéraliste, cela prouve que toute l'activité, et de la Revue ukrainienne et de la « Ligue pour la régénération de l'Ukraine », et de tous les Ukrainiens que M. Weiss traite de germanophiles et séparatistes, n'a abouti à rien ; il est donc parfaitement inutile d'en parler maintenant, car ils appartiennent au passé.

Je pourrais même citer quelques faits omis par M. Weiss et qui marquent encore davantage la tendance fédéraliste de la Rada. Comme on le sait, ce Parlement ukrainien a convoqué à Kiev un Congrès des nationalités de l'ancien empire russe dans le but exprès de permettre à ces peuples de s'entendre au sujet des formes et modalités à donner à la fédération. De plus, la Rada a lancé un manifeste à ces divers peuples, les invitant à s'unir sur des bases fédératives.

C'est de cette époque que datent les débuts du mouvement séparatiste en Ukraine. A l'appel fédéraliste lancé par la Rada centrale répondirent seulement les Cosaques du Don et du Kouban, les communications avec les autres pays étant complètement interrompues par suite de l'invasion bolchéviste. Quelques jours après, toute l'Ukraine du nord était déjà envahie par l'armée rouge, c'est ainsi que l'appel de la Rada centrale resta sans aucun résultat, par suite de difficultés d'ordre purement technique. Devant la menace de l'anéantissement complet de l'Ukraine, le gouvernement de la Rada centrale résolut de proclamer l'indépendance entière du pays, afin d'avoir une base formelle pour organiser la lutte contre la Russie des soviets.

La proclamation de l'indépendance de l'Ukraine est contenue dans le IVe Universal du 9 janvier 1919, lancé par la même Rada qui, selon l'expression de M. Weiss, exprimait la volonté du peuple ukrainien. Mais la Rada elle-même ne put tenir très longtemps et fut renversée par le coup d'État de l'hetman Skoropadsky, dont M. Weiss ne met pas en doute les tendances germanophiles et réactionnaires. Un peu plus tard, l'hetman Skoropadsky, s'appuyant sur les éléments réactionnaires qui entourent actuellement le général Dénikine, proclame à son tour la fédération de l'Ukraine avec la Russie.

Puis viennent l'insurrection de Petlura et la lutte du bloc de tous les partis politiques ukrainiens, appelé « Union nationale », contre l'hetman germanophile et réactionnaire. Ce dernier ayant complètement compromis par son activité l'idée d'une fédération, l'insurrection ukrainienne a dû nécessairement prendre la forme d'un mouvement séparatiste. Et depuis ce temps, il n'existe aucun parti politique influent en Ukraine qui ne soit partisan de ce séparatisme.

En terminant, je voudrais donner quelques exemples d'une tout autre opinion que celle de M. Weiss.

Le *Temps* écrivait au mois de juillet : « La vérité est que l'armée ukrainienne réduite à ses propres ressources donne un magnifique exemple de dévouement à la cause de l'ordre et du droit qui a triomphé avec l'Entente. »

M. Paul Dubochet, rédacteur actuel du *Journal de Genève*, qui a assisté personnellement aux opérations militaires de l'armée ukrainienne contre les bolchévistes, écrivait à fin juillet au *Petit Parisien* : « Le bilan de l'affaire ukrainienne est bien net. Si l'Entente reconnaît l'Ukraine, elle bénéficiera de l'effondrement bolchéviste et de la paix en Orient. Si l'Entente ne reconnaît pas la nouvelle république, elle favorisera toutes les entreprises du régime soviétiste ; ce sera la guerre encore, et peut-être demain l'hostilité de ce peuple qui ne demandait qu'à venir à elle et qui prend dans ses souffrances mêmes une conscience plus grande de sa nationalité. »

J'ai cité deux voix cueillies au hasard dans la presse mondiale. Je donnerai maintenant encore deux témoignages de membres des missions alliées qui visitèrent l'Ukraine.

Le colonel Clark, de la Conférence de la Paix, membre de la mission américaine, a envoyé après son voyage en Ukraine un long rapport à la Conférence où il dit entre autres (ag. Dacia, commencement octobre) : « Petlura s'emparera d'ici peu de temps de toute l'Ukraine par le fait que la population ukrainienne n'a pas la moindre sympathie pour Dénikine et les aristocrates de son entourage. Tout le monde est d'avis qu'au jour où les Alliés, avant tout les troupes anglaises, quitteront Dénikine, celui-ci ne pourra plus se maintenir. »

Prenons maintenant un témoignage officiel français. Il y a quelques jours, le major français Seguaine est arrivé à Kamenetz-Podolsk, envoyé par le maréchal Foch, il apportait une lettre au généralissime Petlura. Il fut reçu au ministère des Affaires étrangères à Kamenetz, où il prononça un discours, en réponse aux salutations du ministre. En voici le passage le plus caractéristique : « La France, a-t-il dit, a rejeté toute idée d'employer la force contre le peuple ukrainien au profit de qui que ce soit. La France estime devoir donner au peuple ukrainien un appui technique. Maintenant nous sommes certains que vous êtes antibolchévistes. La question ne se pose plus. J'ai vu votre armée ; elle est disciplinée, pauvre, il est vrai, matériellement, mais très forte d'esprit et de sentiment patriotique. J'ai vu l'estime et l'affection qu'elle portait à son chef et j'en ai été réellement touché. »

A....Y.

Chronique de la quinzaine

Les États-Unis ouvrent un crédit de 15 millions de dollars à l'Ukraine pour qu'elle puisse acquitter en Amérique les marchandises dont elle a besoin. Une commission, composée de deux Américains et d'un Français, est formée dans ce but.

* * *

Une délégation polonaise composée de MM. Knoll, représentant le ministère des affaires étrangères, Stepkowski et Poczentowski, arrive à Kamenetz-Podolsk.

* * *

Une bombe est lancée dans la voiture du général Baratov, gouverneur de Kiev, nommé par Dénikine ; il est blessé.

* * *

Un pogrome sanglant a eu lieu à Pastow, organisé par les soldats de Dénikine ; il coûte la vie à plus de 1000 personnes. D'autres pogromes ont lieu à Kharkov et Ekaterinoslav.

* * *

Un congrès de tous les zemstvos et organisations sociales des provinces libérées des bolchévistes a lieu à Kamenetz. Le congrès proclame la continuation de la lutte sans compromis pour l'indépendance de l'Ukraine. Conformément à cette décision, Petliura annonce la mobilisation générale en Ukraine.

* * *

Le commandant des cosaques du Kouban, général Chkoura, donne l'ordre à tous les régiments kouban ais qui se trouvent dans l'armée de Dénikine, de rentrer chez eux.

* * *

A Kiev le chômage prend les proportions d'une catastrophe. La cherté des vivres est fantastique. Un dîner composé de deux plats et servi aux familles des soldats de Dénikine, coûte 30 roubles, les journaux 3 roubles le numéro.

* * *

M. Kramarz part pour Odessa avec le consentement et l'approbation du gouvernement tchécoslovaque. Dans les milieux politiques on affirme que le but de son voyage est de proposer à Dénikine la formation d'une vaste confédération slave. On affirme aussi que M. Kramarz interviendra auprès de Dénikine pour la solution pacifique du problème ukrainien qui intéresse vivement le gouvernement tchèque.

* * *

Les bolchévistes, renforcés par une division retirée du front en face des Polonais, ont attaqué soudainement Kiev le 15 octobre.

* * *

Les bolchévistes confirment qu'ils ont dû évacuer Kiev et ajoutent que dans le secteur de Tchernigov leur offensive dans la direction de cette ville se développe favorablement.

* * *

Les représentants diplomatiques de l'Esthonie, Lettonie, Lithuanie, Russie Blanche et Ukraine se réunissent à Berlin et décident de former une conférence permanente en cette ville, dans le but de défendre le droit de ces peuples à disposer d'eux-mêmes et de protéger leur indépendance.

* * *

Une déclaration des États limitrophes : Azerbedjan, Caucase du nord, Géorgie, Kouban, Ukraine, Lithuanie, Lettonie et Esthonie, a été remise au Foreign Office. Ce même document a été transmis plusieurs jours avant à la conférence de la Paix à Paris, pour protester contre les agissements de Dénikine et Koltchak.

* * *

Les troupes de Petliura commencent leur offensive contre Dénikine ; les troupes de ce dernier sont battues et se retirent précipitamment. Une partie d'entre elles passe à Petliura, qui se trouve à 40 kilomètres d'Odessa.

Le soulèvement de la population ukrainienne contre le régime de Dénikine s'étend de plus en plus et atteint maintenant le Don et le Kouban. La circulation sur les voies ferrées n'est maintenue que par la force armée. Les arrestations sont nombreuses. Les détachements russes qui se battent contre Petliura sont sans communication entre eux, ce qui a permis à Petliura d'approvisionner en armes et munitions les insurgés de la rive gauche du Dnieper.

* * *

Le gouvernement ukrainien envoie au ministère des affaires étrangères allemand une note par l'intermédiaire de la légation, demandant le rapatriement des 50 000 prisonniers ukrainiens se trouvant encore en Allemagne, et la suppression des abus qui ont lieu dans ces camps.

* * *

Le chef d'insurgés Makhno, dont les forces s'accroissent, vient d'occuper Alexandrovsk ; le chemin de fer de Crimée vers le nord a été coupé par ses partisans.

* * *

La mission diplomatique ukrainienne à Londres envoie une note au Foreign Office pour protester contre l'entrée des troupes de Dénikine à Kiev, qui refuse de négocier et dont les soldats répandent la terreur. Elle demande l'intervention du gouvernement anglais pour régler au plus vite cette question.

* * *

En ce qui concerne le sort de la Galicie orientale, la Grande-Bretagne maintient l'obligation d'un plébiscite et les États-Unis se joignent à elle pour refuser tout appui à une politique de conquête et d'impérialisme dans cette région.

* * *

Les évêques ukrainiens en Galicie orientale adressent un mandement au peuple ukrainien de cette contrée où ils font un triste exposé des souffrances que doit endurer la population par suite de l'occupation polonaise.

* * *

Dans les gouvernements de Poltava, Kharkov et Ekaterinoslav, la révolte est générale contre Dénikine. Partout a lieu une lutte sanglante. Près de Romodan, 10 000 insurgés livrent combat. Makhno a occupé Elisabethgrad. Les désertions de troupes mobilisées de force par Dénikine prennent de grandes proportions.

* * *

A une assemblée du parti israélite « Bund », tous les orateurs demandent que les forces prolétariennes s'unissent contre la réaction qui envahit l'Ukraine sous Dénikine. Une résolution est adoptée en faveur de la reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine.

* * *

Des pogromes sanglants ont lieu dans plusieurs endroits occupés par les volontaires russes. Les excès ont pris un caractère extrêmement sauvage à Ekaterinoslav. A Kharkov des pillages et actes de violence arrivent journellement.

* * *

Près d'Ekaterinodar les insurgés écrasent les troupes restées fidèles à Dénikine et occupent le port de Novorossisk. Ils ont occupé aussi la ville de Stavropol et l'armée volontaire est rejetée au delà du Kouban. Le gouvernement antibolchéviste de cette contrée conclut un accord avec le gouvernement de Petliura.

* * *

Les Ukrainiens s'emparent de la ville de Horodychtche et prennent une grande quantité de munitions. Ils résistent avec succès aux efforts redoublés de Dénikine pour s'emparer de la voie Odessa-Kiev.

Des combats ont lieu entre les insurgés et les volontaires russes près de Tripilia, Nejin et Romodan.

* * *

Six wagons de médicaments et 30 membres du personnel de la Croix-Rouge américaine partent pour l'Ukraine. Une mission se trouve déjà sur place.

* * *

Une mission économique roumaine séjourne à Kamenetz-Podolsk pour le transport de marchandises de Roumanie en Ukraine en échange de produits ukrainiens, comme sucre, fer, sel, etc.

* * *

De violents combats sont en cours entre les Ukrainiens et les volontaires russes pour la possession de la ligne Jmerinka-Odessa. Malgré la résistance acharnée des troupes tsaristes, les avant-gardes ukrainiennes approchent de la station de Slobodka.

* * *

Dans la région de Wassilkow, les paysans se soulèvent contre les volontaires.

* * *

Les Républiques du Caucase, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbedjan reconnaissent officiellement les représentants diplomatiques ukrainiens.

* * *

Un décret du Directoire ordonne la mobilisation générale contre la Russie des dix classes 1889 à 1898. Petliura et le Dr Petrouchevitch signent l'Universal du Directoire appelant le peuple à la défense de son indépendance menacée.

* * *

L'agitation monarchiste à Kiev gagne du terrain. Plusieurs monarchistes connus font, sans opposition de la part du gouvernement de Dénikine, de la propagande par leurs discours et leurs écrits en faveur de la restauration de la monarchie.

* * *

M. Meierovitch, ministre de la Latvia et Lewitski, ministre d'Ukraine se rendent à Varsovie. Leur voyage a pour but de resserrer les liens entre les États limitrophes qui en sont plus que jamais réduits à ne compter que sur eux mêmes.

* * *

Près de Bratslav Dénikine est battu par nos troupes. Dans la direction d'Odessa elles avancent jusqu'à Ananiev, et font un grand nombre de prisonniers.

* * *

Suivant le *Vpered*, la Galicie orientale est menacée d'une catastrophe par la faim et le froid. Le peuple ukrainien de Galicie est à deux doigts de la mort. Plusieurs villages sont complètement réduits en cendres et les habitants doivent se réfugier dans les cavernes.

* * *

La mobilisation se poursuit favorablement en Ukraine. Les juifs s'engagent en grand nombre.

* * *

Les Ukrainiens s'emparent de la ville de Kodyma et de Birsula et l'ennemi est obligé de reculer.

* * *

Tout le gouvernement de Kiev est au pouvoir des insurgés. La révolte s'étend de plus en plus et prend de grandes proportions.

* * *

Le comte Tyszkiewycz, président de la délégation de Paris, est reçu par le maréchal Foch avec lequel il s'entretient de diverses questions ukrainiennes.

DIVERS

L'aide sanitaire américaine.

Le gouvernement ukrainien vient d'être informé par la Croix-Rouge américaine que six wagons de médicaments et trente personnes du corps sanitaire de la Croix-Rouge américaine sont partis pour l'Ukraine.

Les prisonniers ukrainiens en Allemagne.

Le ministre ukrainien à Berlin, M. Porch, vient d'adresser une note au gouvernement allemand le priant de s'occuper immédiatement du rapatriement des prisonniers de guerre ukrainiens. Il demande ensuite de faire supprimer le plus vite possible les abus qui ont lieu dans les camps et d'améliorer l'alimentation. Le nombre de ces prisonniers s'élève à environ 50 000.

L'Ukraine et le nouveau gouvernement hongrois.

On mande de Budapest que la mission diplomatique ukrainienne en Hongrie, qui avait été reconnue comme représentant la République ukrainienne par le gouvernement de Karolyi, vient d'être également reconnue par le gouvernement actuel.

L'autonomie de l'Eglise ukrainienne.

Le Directoire de la République Ukrainienne a publié un décret par lequel elle établit l'autonomie de l'Église orthodoxe et la complète indépendance de l'Église moscovite. D'ici peu de temps, le Conseil ukrainien de l'Église orthodoxe sera convoqué. Celui-ci élaborera les règles pour l'autonomie de l'Église ukrainienne. En attendant la convocation du Conseil, le Synode ukrainien qui fut constitué cette année fonctionnera.

L'armée de Dénikine serait en dissolution.

La *Robitnitcha Gazetta* paraissant à Kamenetz reproduit un document intéressant tombé entre les mains de l'état-major ukrainien qui montre la lente décomposition de l'armée de Dénikine. C'est un rapport adressé au colonel Apoukhtine, servant dans l'armée russe, par l'officier adjoint au général Rosenschild-Paouline. Nous en extrayons les passages suivants : « M. le colonel, malgré les ordres du général Rosenschild, notre régiment n'a pu faire aujourd'hui aucune sortie. La plus grande partie des soldats ont déserté. C'est à peine s'il en reste 300, dont 100 officiers. On n'a trouvé personne pour compléter les effectifs. La caisse du régiment est vide. Le train de combat ne nous a fourni ni fusils, ni cartouches. Impossible, par conséquent, au détachement de sortir. »

Les communications ferroviaires entre l'Autriche et l'Ukraine.

Les communications ferroviaires entre Vienne et Kamenetz-Podolsk, via Roumanie, sont définitivement rétablies. Une des conséquences en est la hausse considérable du change ukrainien.

LES PAYSANS UKRAINIENS CONTRE LES RUSSES

Feuilleton d'après le récit d'un aviateur de Petliura.

Il y a quelques jours, nous avons eu le plaisir de nous entretenir avec un de nos compatriotes récemment de retour d'Ukraine, qui a effectué le trajet de Kamenetz-Podolsk à Vienne en compagnie d'un aviateur militaire ukrainien se rendant à Vienne en chemin de fer et porteur d'un dossier diplomatique.

Au cours des longues heures de voyage, l'aviateur, commandant d'une escadrille, chargée spécialement de coordonner les révoltes paysannes à l'arrière du front de Dénikine, a raconté en détail à notre compatriote les impressions de ses nombreux et périlleux raids au-dessus des provinces occupées par les volontaires russes. Nous croyons intéresser nos lecteurs en leur traçant le tableau de quelques scènes de la lutte de nos paysans contre les détachements d'occupation russes, sans encombrer ce récit de noms géographiques ou d'expressions techniques.

Une grande ressemblance existe entre l'occupation bolchéviste et celle de Dénikine. Dans le premier cas, ce sont les réquisitions et les tentatives de socialisation du sol qui ont provoqué le conflit entre les bolchévistes et les paysans ; dans le second, les essais des Russes de reprendre la terre à la population qui se l'était partagée ; dans les deux cas, les paysans s'armèrent contre les envahisseurs.

Ce qui est frappant, c'est que la forme extérieure de la lutte resta exactement la même.

Dès qu'on franchit les lignes russes, et si l'on évite de passer au-dessus des villes et des gares, on peut survoler toute l'Ukraine sans aucun danger. Les villages ukrainiens ne portent aucune trace de l'occupation russe, la campagne est restée ukrainienne comme durant les occupations précédentes.

A l'exception de quelques localités occupées par des détachements plus ou moins réguliers de paysans armés, il n'y a pas de troupes révoltées qui stationnent dans telle ou telle localité.

Les choses se passent ainsi : pendant la nuit, un village adresse des signaux aux autres villages environnants. Immédiatement des groupes de paysans sortent les armes cachées, et mitrailleuses et canons de campagne ne sont pas chose rare, et se dirigent vers un endroit désigné d'avance, situé près du lieu où campe une patrouille russe. Un commandant improvisé donne le signal de l'attaque et le détachement commence à cerner les Russes. Puis vient l'ordre de se lancer à l'assaut, les mitrailleuses entrent en action, un court combat s'ensuit, et tout retombe à nouveau dans le silence. Les paysans rentrent tranquillement chez eux. Le lendemain le commandant du secteur russe transmet à un de ses détachements l'ordre d'avancer ; aucune réponse. Etonné, il envoie des éclaireurs et ceux-ci constatent que le détachement a été massacré et désarmé. Le commandant russe charge alors un régiment entier muni d'artillerie de rechercher et de punir les coupables. Arrivé au village voisin, ce régiment rencontre les paysans vaquant de l'air le plus paisible à leurs travaux. On les interroge, mais leur réponse est toujours la même : Oui, en effet, cette nuit nous avons tous été réveillés par le passage d'une grande armée, avec de nombreux canons, qui semblait venir du Nord. Le régiment de Dénikine s'élance vers le Nord et reçoit partout la même réponse. Voilà comment, conclut l'aviateur, la guerre de partisans a lieu en Ukraine.

Comment peut-on dire qu'elle est occupée par Dénikine ? Il est en possession des lignes de chemins de fer et des villes, mais le reste nous appartient. Comment pourrait-il lutter contre nos paysans ? Pour les tenir, il faudrait laisser dans chaque village une garnison bien armée et pour cela dix armées comme celle de Dénikine seraient nécessaires.

* * *

Voici un autre tableau, non moins caractéristique, tracé par l'aviateur ukrainien.

Un jour, dit-il, après avoir survolé Kiev, je me dirigeais vers la ville d'Ouman afin de transmettre les instructions de l'état-major ukrainien à un district voisin, depuis quelque temps en révolte contre Dénikine. Comme je savais que cette localité était débarrassée des Russes, j'atterris à la lisière de la forêt et me dirige vers le village de K... Les rues sont désertes et portent les traces de récents combats. On pourrait croire que le village est inhabité si l'on n'entendait de temps à autre des coups de canon. Je marche vers une chaumière, et frappe à la porte déclarant venir de la part de l'ataman Petliura. Après un court colloque à l'intérieur, dont quelques phrases parviennent jusqu'à moi, la porte s'ouvre et l'on me laisse entrer, me priant d'attendre un moment jusqu'à ce que le chef de la famille soit libre. Voici alors ce que j'aperçois : Au-dessus d'un grand poêle en terre cuite, tout en haut près du plafond, je vois une vieille tête de paysan courbé et parlant à une personne invisible. Avec étonnement, je remarque qu'il porte sur les oreilles les plaques d'un téléphone militaire et entends sa conversation : « X..., tout est-il prêt chez toi ?... Tire. » Quelques secondes après retentit un coup de canon. Puis la même phrase et encore la même détonation.

Au bout de quelques minutes, le chef descend et se dirige vers moi. Les Russes, me dit-il, se sont retirés du village depuis trois jours. Actuellement nous cherchons à détruire un pont près de la gare de K..., sur lequel doivent passer les renforts russes.

Plus tard, j'ai appris comment les paysans exécutent le bombardement. Après chaque ordre donné par téléphone, les portes d'une grange à foin s'ouvrent toutes grandes, la gueule d'un canon apparaît, le coup part et les portes se referment ; quelques minutes s'écoulent, le même fait se reprodnit dans une autre grange située à un autre bout du village et ainsi de suite, le bombardement continue.

* * *

Encore un autre tableau. Rentrant un jour d'un raid au-dessus d'une localité de l'Ukraine centrale, j'eus subitement une panne de moteur et fus obligé de descendre en vol plané près d'un village. La descente s'étant effectuée sans accident, je me mis à examiner mon moteur, mon revolver à la main et prêt à vendre chèrement ma vie, pour ne pas tomber vivant aux mains d'une patrouille russe que je craignais de voir surgir à tout moment. Tout à coup retentissent des cris et je vois apparaître de tous côtés une foule de paysans armés de fourches, fusils, cannes, sabres, etc. En un instant une dizaine de bras me saisissent et me désarment. Un vieux paysan, évidemment le chef, se place devant moi et commence l'interrogatoire. Qui es-tu ? — Je suis un aviateur de Petliura. — Menteur, montre tes papiers. — Je sors toutes mes pièces d'identité munies du sceau du ministère de la guerre, parmi lesquelles l'une est signée par Petliura. Le chef sort de grosses lunettes rondes de sa poche et commence l'inspection des documents. Malgré ma situation peu agréable, je ne puis m'empêcher de sourire, voyant qu'il ne sait évidemment pas lire. « Appelez-moi X..., s'écrie-t-il, il saura nous renseigner sur ce personnage. » On amène une sorte d'intellectuel de village ; il examine mes papiers et déclare : Oui, il est des nôtres et est bien envoyé par Petliura. Le chef, avec une vraie furie, se jette alors sur tous ceux qui me tenaient encore en criant : Filez tous, lâchez-le, comment, vous n'avez pas vu qu'il était des nôtres ? Courez au village et sonnez les cloches. Rassemblez tout le monde sur la place de l'église. On nous apporte des nouvelles de notre ataman.

Je demande l'autorisation de finir ma réparation et me dirige ensuite, sous une escorte d'honneur, vers l'église. Tout le village, hommes, femmes, enfants, vieillards, s'y trouve déjà. Prononcez un discours, m'ordonne le chef. J'en improvise un tant bien que mal et un enthousiasme indescriptible s'empare de la foule. Résolutions, résolutions, demandent de nombreuses voix. On apporte un encrier majestueux et l'intellectuel écrit une résolution dictée par un groupe de vieux paysans. « Nous ne reconnaissons, dit la résolution, d'autre chef que l'ataman Petliura. Nous le supplions de venir le plus vite possible ; nous-mêmes avons mobilisé tous nos hommes de 16 à 60 ans, qui seront mis à sa disposition dès qu'il arrivera. »

Quelques heures plus tard, je remis cette résolution aux mains de Petliura. Il sourit à la lecture de ces expressions naïves, mais il était visiblement ému.

REVUE DE LA PRESSE

Les soulèvements contre Dénikine.

La *Petite République* du 23 octobre écrit :

Le journal *Vpered*, qui paraît à Lemberg (Galicie Orientale), rapporte que sur le territoire ukrainien de la rive gauche du Dnieper, en raison de l'occupation par les troupes de Dénikine, les soulèvements populaires s'étendent de plus en plus.

Dans les environs de Zolotonocha et de Pereïslaslav (gouvernement de Poltava), l'ataman Chepel a formé une nombreuse troupe de partisans qui a enlevé, le 20 septembre, aux dénikinistes la ville de Pereïaslav. La population délivrée des horreurs commises par les tsaristes accueillit avec des larmes de joie ses libérateurs. Un meeting de toute la population se tint à ciel ouvert ; l'ataman prononça un discours qu'il termina par ces mots : « Jusqu'alors, mes troupes insurgées luttaient contre l'oppresseur sous la forme des communistes russes ; à partir de maintenant, nous entreprendrons une guerre non moins acharnée contre les monarchistes, et nous ne remettrons notre épée au fourreau que lorsque la République ukrainienne sera libérée de tous ses oppresseurs. »

Pereïaslav une fois libéré des tsaristes, l'ataman Chepel conduisit ses troupes contre Zolotonocha. En passant par la localité de Helniazovo, il défit un régiment dénikiniste auquel il enleva cinq mitrailleuses, un canon et vingt-sept fourgons de munitions. Quant à la ville de Zolotonocha, elle fut prise dans la nuit, et un régiment dénikiniste y fut complètement écrasé. Zolotonocha enlevé, l'armée de l'ataman Chepel se dirigea sur Kaniv, puis sur la station du chemin de fer de Bobrynska, importante position où l'on put arrêter au passage des trains portant des approvisionnements à Dénikine.

Cependant, une autre troupe d'insurgés s'était formée. Elle traversa le Dnieper à Bohoun, occupa plusieurs villages, en y anéantissant des détachements dénikinistes.

D'un autre côté, une troisième force, formée tout récemment, marche sur Kaniv pour se joindre à Chepel.

Sur le Dnieper, les insurgés se sont emparés de plusieurs vapeurs chargés de denrées et de munitions anglaises qui montaient de Krementchouk vers Kiev. Les insurgés disposent de beaucoup de cavalerie et sont bien armés.

Un autre détachement d'insurgés est conduit par l'ataman Zelenyi, qui se trouve à Borychpol, de telle sorte que la ville de Kiev est en réalité bloquée et boycottée. Les vivres y sont introuvables, la livre de pain y est payée 250 francs.

Dans la région de Nijyn-Brovary, opère une cinquième troupe, conduite par l'ataman Autrel. Dans le district de Ekaterinoslav, ces insurgés se sont emparés des villes de Synchnikovo, Pavlograd, et Lozova. Puis, dans la région de Elisabetgrad, s'est produit un nouveau soulèvement. Enfin, dans la région de Kiev, une force très considérable, composée de paysans, sous la conduite de Makhno, l'ataman bien connu, poursuit sans pitié l'ennemi depuis dix mois, qu'il soit bolchéviste ou monarchiste russe. Cette armée s'augmente à tout moment de groupes d'insurgés qui lui arrivent de toutes parts. Elle s'est emparée sur les bolchévistes d'un certain nombre de canons, projectiles et mitrailleuses qui lui constituent ainsi tout un arsenal. Elle a déjà lutté contre Dénikine dans plus de vingt combats, surtout dans des combats de nuit, où elle obtient plus facilement l'avantage, capturant des munitions à l'ennemi. Cette armée de Makhno est des plus populaires et reçoit sans cesse de la population des renforts en hommes et en armes. Son esprit est plein d'ardeur ; cette armée se croit sûre d'enlever Kiev dans quelque temps. Mais les Dénikinistes se vengent cruellement sur les villages soulevés contre eux ; cette attitude ne fait d'ailleurs que surexciter la haine contre les ennemis. Dans certains villages, des femmes ont été massacrées parce que leurs maris faisaient partie des détachements de francs-tireurs. Avant de les tuer, les officiers russes (qui pour éviter les dangers du front se font nommer administrateurs de ces villages, commettent sur ces femmes toutes sortes de bassesses et d'infamies — et cela en présence des enfants. Des assassinats se commettent ainsi sur les femmes jusque dans Odessa même, où plusieurs personnes ont été inculpées de trahison au bénéfice de la République ukrainienne.

Dans les contrées d'Ekaterinoslav et de Poltava, nombre de villages, considérés comme en état de rébellion, ont été détruits entièrement par des incendies allumés par les monarchistes.

Le typhus en Ukraine.

Du *Journal de Genève*, du 2 novembre :

Le Comité international de la Croix-Rouge a reçu des renseignements particulièrement alarmants sur la situation sanitaire en Ukraine :

La guerre européenne, ensuite la guerre civile, et dernièrement encore, au mois de juin 1919, la présence des troupes bolchéviques jusqu'à la frontière de la Pologne, ont fait des gouvernements de Podolie et de Volhynie, de riches qu'ils étaient, des provinces absolument dévastées. Les hôpitaux, les diverses organisations des Croix-Rouges, réquisitionnés et pillés de leur matériel sanitaire à chaque avance ou recul des différentes armées, ne disposent actuellement d'aucun matériel de pansement et presque point de médicaments.

Le peu de linge qui restait après le retrait des bolchévistes a été réquisitionné pour le front par les autorités militaires.

La concentration sur ces régions frontières, pendant cinq années de guerre, de grosses unités de troupes, a donné lieu à une grande propagation des maladies infectieuses et épidémiques, surtout la syphilis, le typhus et la dysenterie.

En 1918, on a enregistré 26 000 cas de typhus exanthématique.

Depuis, l'épidémie n'a pas cessé, et, actuellement, le typhus recurrent sévit avec violence et sous des formes très particulières. La fièvre reprend périodiquement trois, quatre et jusqu'à sept fois le même sujet, qu'il est impossible de soulager à cause de l'absence complète de salvarsan, qui peut seul avoir un effet sur la maladie.

Dans la ville de Kamenetz près de 2000 typhiques sont couchés sans linge sur des matelas bourrés de paille. Pas d'appareils, pas de désinfectants.

La dysenterie sévit aussi avec violence et, à cause du manque de nourriture, donne une mortalité de 80 à 90 %.

Le personnel sanitaire et médical, surchargé de travail, impuissant devant l'épidémie à cause du manque de matériel, est atteint dans une proportion de 50 à 60% et de 8 à 10 % de mortalité.

La désorganisation sociale, l'amour du travail détruit par la révolution, la saleté de la ville pas balayée ni arrosée, ne possédant pas de canalisation, le manque de savon et d'eau (un seau d'eau coûte un rouble) sont autant de facteurs propices à l'épidémie, qui, sans aide étrangère, se propagera plus violente avec le retour de la mauvaise saison.

Une mission ukrainienne en Europe occidentale a pu, fort heureusement, envoyer ces jours derniers 10 kilos de salvarsan, par avion, soit la dose nécessaire à un million d'injections.

D'autre part, le Comité international de la Croix-Rouge, par l'entremise de ses délégués, a pu organiser l'envoi d'un train complet de matériel sanitaire à destination de Kamenetz-Pod.

Ce train est parti de Vienne le 22 septembre, accompagné par trois délégués du Comité international de la Croix-Rouge, et est arrivé à Nowo-Sielnitza le 5 octobre.

Ce train est revenu le 6 à Vienne, chargé de prisonniers austro-hongrois rapatriés de la Roumanie.

Nos prisonniers à Brest-Litowsk

Genève, 2 novembre.

(Communiqué.) Les renseignements les plus tristes parviennent au Comité international de la Croix-Rouge sur la situation des prisonniers dans certains camps de prisonniers polonais.

A Brest-Litovsk, les quatre camps de prisonniers, réunissant au total 10 000 hommes, pour la plupart des Ukrainiens, ont été visités par des délégués du Comité international de la Croix-Rouge, accompagnés d'un médecin-major de la mission militaire française.

Les 10 et 11 octobre, il restait encore dans le camp près de 4000 hommes. 1124 sont morts du 16 septembre au 7 octobre. Au commencement d'août, il est mort jusqu'à 180 prisonniers par jour. Ce camp a été une véritable nécropole. Les ravages ont été causés surtout par la dysenterie, le typhus et l'inanition. Les prisonniers survivants sont en loques et insuffisamment nourris, dormant sur des planches, sans paillasse ni couverture.

Le Comité international de la Croix-Rouge, dont les délégués effectuèrent ces visites en parfait accord avec les missions interalliées, adjure les gouvernements polonais et roumain de prendre les mesures les plus énergiques pour améliorer l'état de ces prisonniers et si possible pour leur rendre la liberté.

Les « Allogènes » en Suisse.

Les journaux suisses du 25 octobre reçoivent la communication suivante :

Le Conseil fédéral n'a pas encore reconnu officiellement les républiques de Lituanie, d'Ukraine, de Géorgie ou d'Esthonie. Cependant, comme ces gouvernements existent en fait depuis la Révolution russe et le démembrement du grand empire des tsars, il a bien fallu en tenir compte à Berne et le Département fédéral a autorisé ces républiques à envoyer des missions diplomatiques comme elles l'ont fait à Paris et à Londres. C'est ainsi que les ministres d'Ukraine et de Lituanie entretiennent avec la division des Affaires étrangères des relations qualifiées du terme diplomatique *de facto*, c'est-à-dire qu'elles ne préjugent en rien de l'opinion officielle ni des décisions futures du Conseil fédéral.

Cette prise de contact est utile, non seulement pour renseigner le Département politique sur ce qui se passe là-bas, ce dont il a le plus grand besoin, mais aussi pour sauvegarder les intérêts des Suisses dans ces pays. En échange, il serait peut-être juste que le Conseil fédéral songe de temps en temps aux ressortissants de ces nouveaux Etats qui habitent ici. Leur situation au point de vue des papiers et des permis de séjour est parfaitement intolérable. Ceux qui ont des passeports diplomatiques, sont traités avec tous les égards, mais les simples civils qui n'ont que des passeports ordinaires risquent tous les jours d'être traités comme indésirables.

Leurs passeports ne sont pas reconnus par les polices cantonales, qui n'ont pas d'autorisation de Berne.

On les force à se déclarer comme russes et à se présenter chez les anciens consuls du tsar, pour leurs papiers. Tel vieux patriote ukrainien, savant professeur de médecine habitant la Suisse depuis vingt ans, se voit menacé de désagréments s'il ne renie pas sa nationalité devant le commissaire de police.

Une décision immédiate s'impose. Les passeports des allogènes doivent être reconnus et contrôlés *de facto* au même titre que leurs missions diplomatiques le sont déjà sur la base de l'état de fait.

Le sabotage par la bureaucratie

Le *Journal de Genève* du 4 novembre écrit :

Il faut y revenir : l'organisation du service de police des étrangers, telle qu'elle est conçue, conduit au sabotage de nos relations avec l'extérieur. Nos récents articles l'ont suffisamment établi. Le secrétariat de la société *Pro Lemano* signale, à son tour, une série de cas précis prouvant, de la part des services intéressés, un manque complet de compréhension de la situation de la Suisse au double point de vue politique et économique. Nos consulats ne sont pas au courant et commettent des erreurs qui leur sont moins imputables qu'à ceux qui sont chargés de les renseigner.

Chaque jour, d'ailleurs, nous apporte de nouvelles révélations sur la stupidité — pour ne pas dire davantage — de certaines mesures.

Stupidité et inconséquence.

Un exemple : le Département politique fédéral entretient, avec beaucoup de raisons, des relations *de facto* avec les missions ukrainienne et lituanienne envoyées en Suisse. Cette prise de contact est utile pour sauvegarder les intérêts de nos compatriotes établis en Ukraine et en Lituanie. Le malheur veut que là s'arrête la compréhension de l'administration fédérale. Celle-ci ne reconnaît que la nationalité russe :

L'armée de Makhno.

Le *Tirailleur de la Sitch* de Kamenetz donne des informations très curieuses sur la célèbre « bande » de volontaires de Makhno qui, cause actuellement les plus graves soucis au général Dénikine.

Les troupes de ce célèbre chef se composent principalement de cavalerie ; néanmoins, il possède une infanterie qui du reste se déplace sur des chars réquisitionnés chez les propriétaires fonciers. Cette petite armée qui compte cependant 30 000 hommes, est organisée sur le modèle des anciennes armées cosaques, avec leur discipline remarquable. Toute désobéissance est immédiatement punie de mort. On y trouve beaucoup d'intellectuels, médecins de campagne, instituteurs et même gens de lettres. Ces derniers ont organisé une sorte d'université mobile qui suit l'armée, édite un journal et donne des cours aux soldats après leurs exploits de la journée. Les paysans y sont tous des descendants des anciens cosaques zaporogues. Il y a bientôt une année que Makhno ne reçoit ni armes ni munitions d'aucun côté et ses troupes se battent avec ce qu'elles capturent à l'ennemi, et comme leur bravoure est exceptionnelle, les munitions ne manquent jamais.

Le chef se tient à l'avant de ses troupes pendant toute la bataille ; sa femme, qui possède un diplôme universitaire, le suit à quelques mètres de distance. Makhno, dont l'armée s'accroît de jour en jour, déclare qu'il ne déposera pas les armes avant que toute l'Ukraine ne soit libérée des Russes.

Ce que l'ententophile Dénikine pense de la France.

Un radio de Moscou reproduit une information d'Helsingfors d'après laquelle on aurait trouvé une lettre de Dénikine caractérisant le gouvernement français « de ramassis de youpins qui parlent et ne font rien pour la restauration de la Sainte Russie ».

(Humanité 4. XI.)

Les enfants chéris de l'Entente

Nous ne pouvons compter sur l'amitié de nos alliés Koltchak et Dénikine. Les forces tsaristes sont pro-allemandes d'abord et pro-alliés ensuite.

(„Daily Express", compte-rendu du Colonel Cecil Malone de retour de Russie.)

BIBLIOGRAPHIE

Le mouvement panrusse et les Allogènes.

Sous ce titre, M. Gaston Gaillard vient de publier à Paris (librairie Chapelot) un ouvrage très documenté sur le problème russe et le développement du mouvement indépendantiste parmi les Allogènes.

Parlant des Ukrainiens, l'auteur constate que le mouvement a pris naissance, quoi qu'on en dise, bien avant la guerre, à l'est du Dnieper où il était surtout intellectuel et en Galicie autrichienne où il s'affirmait politique et social, dirigé à la fois contre les Polonais et les Russes.

En ne paraissant pas tenir compte de ces mouvements, en n'y attachant pas toute l'importance qu'ils avaient réellement, faute peut-être de ne pas s'être entourés de tous les renseignements nécessaires, les hommes chargés de régler la question russe ne s'apercevaient pas qu'ils allaient à l'encontre d'un mouvement irrésistible et créaient ainsi un malaise en même temps qu'une légitime inquiétude chez ces divers peuples.

Dans un dernier chapitre M. Gaillard dépeint l'agitation croissante des Allogènes à l'annonce de la reconnaissance probable par les Alliés de l'amiral Koltchak qu'ils considèrent comme réactionnaire et partisan de la reconstitution de la Russie. Tous demandent à l'Entente de reconnaître en ce cas en même temps les gouvernements nationaux et de donner la garantie qu'aucune expédition impérialiste ne sera effectuée contre ces nouveaux Etats. Le gouvernement de Koltchak n'entendait pas en effet être considéré comme un gouvernement local à la compétence limitée mais voulait représenter toute l'ancienne Russie.

L'auteur conclut que ces faits mettent en évidence la nécessité pour l'Europe occidentale de se garantir contre le slavisme, de maintenir une barrière contre ses entreprises ; on voit que la seule politique que la France puisse suivre est de « soutenir dans leurs revendications et d'aider les peuples allogènes qui, ayant souffert du slavisme, surtout sous la forme impérialiste panrusse qu'il a revêtue et qu'il entend reprendre, veulent s'en libérer et se sont tournés vers nous ».

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Président : M. le comte Michel de Tyszkewicz, 37, rue de La Pérouse, **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. Nicolas de Wassilko, 39, rue du Marché, **Berne.** (Tél. 65.96.)
3. — Légation ukrainienne en Autriche, Allengasse, 29, **Vienne.**
4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer, **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Hôtel Dunapolata 34, **Budapest.**
6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Bezuidenhoutscheweg No 125, **La Haye.**
7. — Mission ukrainienne pour la Suède et la Norvège, M. Losski, Karlbergswägen 43 b, **Stockholm.**
8. — Bureau ukrainien de Presse en France, 11, Rue Bassano, **Paris (XVI).**
9. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 3, rue de Chevreuse, **Paris.**
10. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac, **Paris VI.**
11. — Ukrainian National Committee, 70, Fifth Avenue. **New-York City.**
12. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue, **Detroit. Mich.**
13. — The Ukrainian Federation of the United States, 19 et 21 East 7 th Street, and 303-Fifth Avenue, New-York City.
14. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street, **Scranton.**
15. — Mission ukrainienne de la Croix-Rouge, Dr Kholodny, président. Eisenacherstr. 10, **Berlin** W. 30.
16. — Chef de la Mission diplomatique ukrainienne en Grèce, M. Matouchevsky, **Athènes.**
17. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch. Hôtel Excelsior, **Rome.**
18. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France, **Vienne.**
19. — Central Ukrainian Committee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg, Man.**
20. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande, Bezouidenhoutcheweg, 125, **La Haye.**
21. — Mission ukrainienne au Danemark, M. M. Levitsky, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**
22. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie, Hôtel Central, **Prague.**
23. — Mission ukrainienne en Angleterre, M. Sokhovski, Hyde Park Hôtel, **Londres.**
24. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**
25. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 18, rue du Marché, **Genève.**
26. — Mission militaire pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne, Dr Woïewidzki, Kurfürstenstrasse, 83, **Berlin.**
27. — M. Alexandre Sévriuk, Chef de la Mission pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Italie, Grand Hôtel, **Rome.**
28. — La Mission Ukrainienne sanitaire pour l'assistance aux prisonniers de guerre ukrainiens en Europe centrale et méridionale. **Vienne, I,** Biberstr. 5, 26/7 ; chef : Général Dr André Okopenko.
29. — La Filiale à Prague. Smichof Karlova, 11. Chef : Dr Dmytro Horbenko.
30. — La Filiale à Budapest. Dunapolata Hôtel. Chef : Colonel Sikewytsch.
31. — La Filiale à Innsbruck. Chef : Capitaine Kyrytza.
32. — Rédaction de la « Wolia », **Wien,** VI, Linke Wienzeile N° 40-38.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes.

Bibliothèque Nationale Suisse.

20 centimes.
BERNE

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, » 2.50

Adresse télégraphique:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

Rédaction et Administration:
11, Avenue de la Gare, 11
Lausanne (Suisse)

Téléphone: 19-85

Pour les annonces voir page 4

N° 111 Lausanne, 25 novembre 1919 Vme Année.

DÉNIKINE AUX ABOIS

L'entreprise du « rassemblement des terres russes » échoue lamentablement. Lloyd George verse des larmes. Combats acharnés pour la possession de Kiev. Dégâts dans la ville. Pogromes. Progrès de l'insurrection. Actes de barbarie russe. Les Cent Noirs. Le général Bredow et l'ingratitude des Petits Russiens. Persécutions religieuses.

Le 21 juillet nous écrivions textuellement ce qui suit : « Il est possible, il est même probable que nos troupes devront se retirer devant celles de Dénikine mieux pourvues de munitions, mais un état stationnaire finira par s'établir, au cours duquel les paysans inaugureront leur petite guerre tout juste comme pendant l'occupation allemande... On peut prévoir que l'expédition de Dénikine, après quelques succès « éclatants », finira lamentablement. »

Nous assistons aujourd'hui à une réalisation complète de ces pronostics : La retraite ukrainienne, tout d'abord, puis la petite guerre des paysans et la situation lamentable du général russe. Notre journal voyait plus clair que le War Office, malgré son puissant service de renseignements. Nos paysans ont su ne pas trop se soucier des munitions anglaises, des tanks et des aéroplanes envoyés à profusion à Dénikine. L'expédition de celui-ci touche à sa fin. Quelle bonne leçon ! Koltchak, rejeté au delà d'Omsk, installe déjà son quartier général à Vladivostok où il se sentira beaucoup plus en sécurité jusqu'au moment où il devra s'enfuir à Tokio. Youdénitch songe à se démettre de ses fonctions, craignant d'être désarmé par les Esthoniens. Dénikine, chassé d'Orel et de Voronej, abandonne la capitale de l'Ukraine qu'il a traîtreusement occupée dans le dos de nos troupes. Non, Messieurs les Alliés, ce n'est pas avec les rescapés du tsarisme que vous rétablirez la paix dans l'ancienne Russie. Voyez Lloyd George, quelle figure lamentable : « De quelque côté qu'on se tourne, pour trouver la solution du problème russe, déclare-t-il à la Chambre des Communes, on est en plein brouillard, aucun parti ne consentant à la suspension des hostilités... Nous ne devons pas nous lancer dans des aventures dans des régions qui ont, à travers les siècles, réservé des désastres à tous les empires, à toutes les armées qui s'y sont fourvoyées. »

Et quelques jours auparavant : « Dénikine dans le sud, mal appuyé par la population, ne parvient pas à rétablir son contrôle sur les territoires repris aux bolchévistes. »

Pressé par le Labour Party il évoque les souvenirs de Prinkipo. Mais voyant que les autres alliés font la grimace et qu'il est allé un peu trop loin dans sa panique, il propose de convoquer une conférence internationale qui osera peut-être aborder cette détestable question russe. En attendant, les dépêches pleuvent à Rostov-sur-le-Don, implorant Dénikine de cesser les pogromes juifs et de se conduire au moins convenablement, car l'opinion publique occidentale est surexcitée. En même temps on fait mine de ne rien savoir de la conférence de Dorpat et on pousse la Pologne à prendre l'initiative des négociations avec les bolchévistes.

Comme les lecteurs s'en rendent compte, le désarroi est complet. Mais si c'est le cas dans le camp des dirigeants, il en est tout autrement dans la presse. Des voix s'élèvent l'une après l'autre en faveur d'une politique nouvelle en Orient. On remarque partout les signes précurseurs d'une phase nouvelle dans la politique russe des Alliés. Il ne pouvait en être autrement. Après l'échec de Prinkipo l'Entente soutint les réactionnaires russes. Aujourd'hui une seule voie s'ouvre encore devant elle : essayer de coordonner les forces démocratiques antibolchévistes. Comme l'écrit M. Auguste Gauvain, il ne lui reste qu'à convoquer les délégués de tous les gouvernements antibolchévistes qui se sont constitués sur le territoire de l'ancien empire russe, qu'ils soient russes ou allogènes.

La lecture des journaux ukrainiens de la mi-novembre permet de se rendre un compte exact des causes qui ont provoqué l'abandon de Kiev par les troupes de Dénikine ; ce sont surtout les attaques des insurgés ukrainiens qui stationnaient depuis le commencement d'octobre dans le voisinage immédiat de la ville. Il s'agit des détachements de paysans commandés par Zeleny, dont le quartier-général était Tripilla et par Strouk opérant dans la région de Boryspol.

Vers la fin du mois d'octobre ces deux atamans, à la tête d'une armée d'au moins 30 à 40 000 hommes, réussirent à entrer dans la capitale, du côté de Demievka. Les volontaires russes se retirèrent en désordre, laissant entre les mains de Zeleny un riche butin en matériel de guerre, automobiles, canons, tanks, aéroplanes. De plus, les insurgés libérèrent un grand nombre d'officiers ukrainiens, emprisonnés par Dénikine ainsi que quelques centaines de cosaques de l'armée de Petlura que les Russes n'avaient pu emmener avec eux au cours de leur retraite précipitée. Cependant étant en nombre insuffisant pour pouvoir tenir longtemps une aussi grande ville, les insurgés l'évacuèrent peu après et occupèrent de fortes positions aux environs, se dissimulant dans les forêts des deux rives du Dnieper.

Les bolchévistes recommencèrent alors leur offensive contre la capitale. Au cours d'une bataille acharnée de plusieurs jours contre les forces russes qui avaient réoccupé la ville après les insurgés, les bolchévistes s'emparèrent de Kourenevka et entrèrent dans Kiev par Podol. Aux dires des réfugiés parvenus à Kamenetz, la lutte qui s'ensuivit fut sanglante. La ville changea trois fois de mains. Plusieurs quartiers furent détruits par le bombardement de l'artillerie lourde amenée par les volontaires russes. Les rues Podvalna et Prorezna sont en ruines. Un grand nombre de maisons ont été démolies dans le centre de la ville. L'église de Sainte Sophie et le couvent Saint-Michel ont également beaucoup souffert. Deux cent cinquante obus sont tombés sur la place Sainte-Sophie.

Le sort de la bataille fut décidé par une division « sauvage » du Caucase qui, après avoir traversé le Dnieper au sud de Kiev, attaqua du côté de Demievka. Les bolchévistes opposèrent une résistance opiniâtre ; il fallut conquérir la ville maison par maison. Après sa victoire cette division « sauvage » organisa, dans son acharnement, un épouvantable pogrome juif ; des bandes de soldats ivres se répandirent dans les habitations juives, jetant les malheureux par les fenêtres ; ceux qu'on trouvait dans la rue étaient fusillés sur place.

Toutefois les forces russes ne réussirent pas à chasser les bolchévistes à une distance suffisante ; ceux-ci s'établirent à une dizaine de kilomètres au nord.

Après ces multiples péripéties datant du commencement de novembre, la même situation se reproduisit. Les insurgés ukrainiens menacèrent la ville par le sud, les bolchévistes par le nord ; il était impossible aux volontaires d'envoyer des renforts, toutes les lignes ferroviaires ayant été coupées par les insurgés et la situation devenant intenable, Dénikine ordonna l'évacuation vers le 15 novembre. Il envoya de forts détachements vers le Sud pour tenir en respect les paysans insurgés et l'évacuation ou plutôt la fuite s'effectua sans accident. Les bolchévistes, suivant pas à pas les volontaires, rentrèrent à nouveau dans la ville.

Depuis quelques jours on est sans nouvelles de la garnison russe qui abandonna Kiev. Tout fait croire cependant qu'elle doit se trouver dans une situation très critique.

Il lui est impossible d'opérer sa jonction avec l'armée russe opérant contre les Ukrainiens dans le secteur de Gaïssin, car la voie ferrée Kiev-Kasatyn est coupée par les bolchévistes, qui viennent de reprendre le nœud important de Fastow. Au sud de la capitale, la retraite est impossible sur la rive droite du Dnieper, toute la contrée s'étendant de Wassilkow à Kanev et à Bila-Cerkwa, étant aux mains des insurgés. Sur la rive gauche l'unique voie ferrée Kiev-Poltava est inutilisable, étant coupée à Loubny et Mirgorod par les troupes ukrainiennes. D'autre part, la saison avancée et la neige mettent grandement obstacle aux mouvements des troupes sur les routes ordinaires, complètement défoncées.

La plus grande partie de l'Ukraine est au pouvoir des paysans insurgés. Nous citerons quelques villes importantes qui, si elles ne sont pas directement en leur pouvoir, se trouvent constamment menacées et bloquées par les paysans des villages environnants. Ce sont Skwira, Tarachtcha, Péréiaslav, Kanew, Zolotonocha, Tcherkassy, Élisabethgrad, Znamenka, Alexandria, Alexandrovsk, Novomoskovsk, Tchyhyryn. En outre, toute la région comprise dans le triangle Loubny-Romny-Poltawa, avec les villes mêmes, est complètement aux mains des insurgés.

D'après les dernières nouvelles, cinq districts de cette région, débarrassés des Russes, viennent de proclamer la mobilisation générale qui se poursuit avec succès. Il en est de même dans quatre districts de la province de Kiev.

Nous terminerons notre exposé par un tableau des diverses lignes du front des armées en présence en Ukraine : Le front bolchéviste passe au nord de Novograd-Volhynsk, occupé par les Polonais, descend par Jitomir à Berditchev et Kasatyn, où la bataille fait rage entre les troupes ukrainiennes et les rouges. De Kasatyn, le front passe par Fastow, Kiev et Tchernigov, puis par Dimitriev et Orel.

Le front russo-ukrainien suit à peu près une ligne droite de Jampol à Tetiev, au sud de Skwira. Enfin les troupes polonaises sont disposées en ligne droite de Volotchisk à Novograd-Volhynsk.

Atrocités russes.

On mande de Vinnitsa à l'*Ukraine* de Kamenetz-Podolsk qu'après les combats près de Monastyrychtche, les troupes du général Dénikine ont tué tous les blessés ukrainiens restés sur le champ de bataille. Ce fait a été rapporté par les paysans du village qui apportaient à boire à ces malheureux. Ils racontent également que les troupes russes ont tué à coups de sabre tous les Ukrainiens qui s'étaient rendus, mains levées, au nombre de plusieurs dizaines, par suite du manque de munitions. Leur officier, Goultchenko, qui s'était rendu en même temps qu'eux, a été dévêtu et battu à coups de crosse de fusil et à coups de pied. Ce n'est que grâce à l'intervention du prêtre local que l'on a réussi à le sauver.

En commettant ces atrocités, les soldats de Dénikine criaient : « Nous leur montrerons comment il faut faire la guerre ».

Popelnia, novembre. — Ces jours-ci un détachement de trente-cinq soldats de Dénikine est arrivé dans le village de Plissetske, district de Kiev ; pendant trois jours il a organisé un terrible pogrome, frappant les paysans avec les baguettes des fusils. Les paysans étaient dans l'impossibilité de résister, n'étant pas armés. Ce n'est qu'à l'approche d'un détachement d'insurgés que les bandes de Dénikine ont disparu. Le même fait s'est produit dans la province de Poltava près de Romodan, où un détachement russe a rassemblé tout le village sur la place et a commencé à frapper les habitants, disant qu'ils agissent ainsi parce que les paysans sont hostiles à Dénikine et se révoltent contre lui.

Vandalisme.

Kasatyn, novembre. — Le journal *l'Insurgé ukrainien* cite le fait suivant : Des officiers volontaires se sont présentés dans les locaux de l'association ukrainienne des artistes et ont demandé qu'on leur laissât la salle de l'association pour un concert. Le lendemain, après le concert, quand l'administration de l'association inspecta ses locaux, elle y trouva pour 50 000 roubles de dégâts. Les meubles et le piano avaient été brisés et éventrés à coups de sabre. Le soi-disant concert n'était en réalité qu'une orgie d'officiers ivres qui, après avoir dénoli tous les meubles firent des exercices de tir dans la salle, se servant comme point de mire du buste de Chevtchenko. Tous les portraits des poètes et artistes ukrainiens, Kotlarevski, Karpenko, Kropivnitsky, ont été crevés par les balles.

La terreur noire.

On mande de Konotop au journal *Kavkaskoïe Slovo* que les atrocités des bandes de Dénikine à Kharkov ont atteint un tel degré que même la municipalité de la ville, composée d'éléments russes en a été indignée et a envoyé une délégation auprès du général Maievsky, lui demandant des éclaircissements au sujet des exécutions continuelles d'ouvriers et de paysans.

Les arrestations continuaient à Kiev.

Les journaux de Kiev annoncent l'arrestation de M. Koval et de M. Denyssenko, coopérateurs connus qui travaillaient à la Centrale agricole de Kiev.

Pourichkevitch réapparaît.

M. Pourichkevitch, réactionnaire russe bien connu, vient d'arriver à Odessa, où il se propose de fonder une section du parti gouvernemental russe.

...et avec lui les anciens ministres de l'hetman.

L'Agence télégraphique ukrainienne apprend d'Odessa que les anciens ministres de l'hetman Skoropadsky, MM. Gerbel, Gavrilov, Varoun-Secret, Neharokonov et Reinbot sont arrivés en cette ville en compagnie de M. Pourichkevitch. On croit savoir qu'ils sont porteurs de documents et propositions importantes de la part du gouvernement russe occidental. M. Gerbel a déjà été nommé par Dénikine chef de la Commission pour le ravitaillement auprès du Ministère de l'Agriculture russe à Kiev.

Le fameux métropolite Antoine les suit de près.

Le métropolite Antoine est arrivé à Kiev venant d'Odessa via Kharkov. On sait qu'il vient d'être remis en liberté par les Polonais qui l'avaient arrêté en Galicie Orientale. Le clergé « cent-noirs » de Kiev l'a accueilli avec des fleurs à la cathédrale Sainte-Sophie.

Un monument à Stolypine.

On mande de Kiev que la municipalité de la ville a voté un crédit pour la reconstruction du monument de l'ancien ministre russe Stolypine, détruit au cours de la révolution.

Le général Bredow et l'insurrection paysanne.

Les journaux de Kamenetz reproduisent une déclaration intéressante faite tout récemment aux représentants de la presse russe de Kiev par le général Bredow, commandant le groupe de volontaires russes du secteur Poltawa.

« Nous sommes venus en « Petite-Russie », a-t-il dit, dans le but de la libérer du communisme qui détruisait sa culture et emprisonnait les forces du peuple. Nous y sommes venus afin d'y rétablir l'ordre et la paix. Mais je constate avec regret qu'elle n'obtiendra pas dans un délai rapproché cette paix tant désirée. Le commandant des volontaires ne s'attendait pas à une telle ingratitude de la part des « Khokly » (terme de mépris pour désigner les Ukrainiens). Je reçois constamment nombre de dépêches de personnes officielles m'informant que dans diverses régions de la Petite-Russie, les paysans se soulèvent contre nos troupes et les attaquent. Je souligne encore une fois que c'est de la plus noire ingratitude. Le commandement des volontaires a libéré des bolchévistes le peuple petit-russien et celui-ci l'en récompense en attaquant ses troupes. Le commandement russe a pris toutes les mesures afin d'enrayer ces insurrections. Dans ce but, il a envoyé dans les régions menacées des détachements armés de volontaires qui sont autorisés à employer les mesures les plus sévères contre les insurgés. (Kiev, novembre. Journal *l'Ukraïna*, de Kamenetz.)

Un journal des insurgés.

Un nouveau journal *l'Insurgé ukrainien* vient de paraître à Kasatyn ; il est rédigé par l'état-major de l'ataman Zeleny et publie les ordres et décrets du gouvernement de Kamenetz, les nouvelles du front et des articles écrits par les intellectuels de ce groupe d'insurgés.

Dans la province de Poltava.

Kasatyn, novembre. — Un fugitif qui a réussi à arriver à Kasatyn venant de la province de Poltava (Lokhvitsa) rapporte que les agissements des bandes de Dénikine dans les villages ukrainiens sont exactement les mêmes que ceux des bolchévistes. Comme les communistes de Lénine, ils arrivent dans les villages et s'ils sont assez nombreux, ils commencent par battre les paysans, sinon ils se bornent à leur enlever des moutons, oies, canards, vaches chevaux, etc. La province est divisée en districts gouvernés par des « ispravniks » pres-

que tous les mêmes qu'avant la guerre, à l'exception de ceux qui ont été tués au cours de la révolution. Ces « ispravniks » ont à leur disposition des détachements de bandes russes qu'ils envoient de temps à autre, sur l'indication des grands propriétaires revenus dans leurs domaines, faire des expéditions punitives dans les villages qui ne sont pas sûrs. Parmi la population on répand des feuilles volantes disant que Petliura marche depuis longtemps d'accord avec Dénikine et que ses troupes sont depuis plusieurs mois incorporées dans l'armée russe, etc., etc. Mais les paysans se montrent très méfiants, le nombre des insurgés augmente de jour en jour et des détachements comprenant quelquefois des milliers de personnes se forment clandestinement dans les forêts de la rive gauche du Dniepr.

Les grandes propriétés ont été restituées à leurs anciens possesseurs. Il est évident que dans ces conditions les déclarations solennelles de Dénikine, suivant lequel cette restitution n'est que provisoire et que l'on travaille déjà à la réforme agraire, ne rencontrent aucune croyance parmi les paysans.

Il est interdit même de prier en ukrainien.

Le journal *Ukraina*, de Kamenetz, rapporte les faits suivants : L'évêque russe Nazary vient d'adresser une pétition au gouverneur de Kiev le priant d'interdire de dire la messe en ukrainien dans l'église de Saint-André à Kiev. Donnant suite à cette demande, le gouverneur a obligé les prêtres de toutes les églises de Kiev à signer une déclaration comme quoi ils ne diront plus la messe qu'en russe.

Le dimanche, les paroissiens, ayant appris l'ordre du gouvernent, se sont rassemblés devant l'église de Saint-André et ont commencé à élever des protestations énergiques. Une foule de quelques milliers de personnes a entonné des chants religieux en ukrainien devant les portes de l'église. Cette scène a produit une profonde impression, même sur les Russes qui y assistaient. Quelques personnes pleuraient. Un vieillard grand-russe dit à haute voix : « Comment se fait-il qu'il soit permis aux juifs de prier en hébreu tandis que l'on interdit aux Ukrainiens orthodoxes de prier en leur langue ? »

Le dimanche suivant, la même scène s'est reproduite, mais cette fois un détachement de la garde de volontaires russes est intervenu et a arrêté plusieurs personnes, entre autres M. Kouzmenko, dont l'unique crime était d'avoir répondu à une dame russe qui lui disait que l'Ukraine n'existera pas : « Quoi qu'il en soit, je continuerai toujours à prier en ukrainien. » Actuellement, la garde russe stationne encore près de l'église de Saint-André.

Dénikine et les Esthoniens.

D'après un radiotélégramme de Nikolaiev, une mission esthonienne serait arrivée à Ekaterinodar. Dénikine ne l'a pas reçue, disant qu'il ne reconnait pas l'indépendance de l'Esthonie, qui est une création de l'Allemagne.

IL Y A UN MOIS

Une solennité à Kamenetz.

Les gouvernements de la République, les fonctionnaires de l'Etat et les troupes prêtent un serment solennel de fidélité au peuple et à la patrie.

Grande fête à Kamenetz, capitale improvisée de la jeune République. Une belle journée d'automne, chaude comme en été ; un vent léger caresse et fait flotter les innombrables drapeaux et étendards hissés depuis le matin sur les principaux édifices publics et maisons privées de la vieille ville ukrainienne, qui vit tant de luttes et arrêta tant de fois les invasions polonaises, turques, tartares et autres. La joie y règne aujourd'hui, à l'aspect majestueux de la résurrection nationale. Les décorations portent ces inscriptions : « Vive l'Ukraine indépendante ! », « Gloire à l'ataman Petliura ! », « N'oubliez pas la semaine des Cosaques, donnez-leur des vêtements et des chaussures ! », « Vivent les insurgés ! », « A bas Dénikine ! », « Vivent la Galicie et l'Ukraine réunies ! ».

L'Ukraine fête une date mémorable. C'est la première fois depuis plusieurs siècles que le pouvoir suprême de la République et son armée prêtent serment à l'Etat. Ils seront suivis par les ministres, fonctionnaires, institutions publiques, etc.

Les rues sont pleines de monde. C'est avec peine que les Cosaques parviennent à retenir la foule curieuse et enthousiaste, qui encombre toutes les avennes conduisant à la grande place devant l'église, qui suit avidement les voitures roulisant les hauts dignitaires, se répète leurs noms, salue les ministres et les fonctionnaires.

Une messe solennelle a déjà commencé. Sur la place sont rangés les divers ministères avec leurs étendards et les élèves de l'Ecole militaire, musique en tête. Un peu à l'écart, on remarque le ministre de la Guerre Petrov. Les portes ouvertes du « Sobor » laissent entendre les chants liturgiques exécutés par le Chœur national. Après l'Evangile, l'évêque prononce un sermon. « Nous traversons, dit-il, un moment solennel. La malheureuse Ukraine, à peine délivrée du joug étranger sous lequel elle gémissait depuis des siècles, est à nouveau attaquée par ses ennemis. La plus grande partie de notre pays est à nouveau pillée par les envahisseurs, comme elle le fut autrefois par les Polonais, les Tartares et les Moscovites, qui nous enlevèrent tout et nous donnèrent en échange l'oppression et le knout. Levons-nous tous comme un seul homme pour la défense de notre patrie, levons-nous pour édifier une grande Ukraine, libre et indépendante, digne héritière de son glorieux passé cosaque. »

A 11 heures arrivent les représentants du gouvernement : le premier-ministre Mazeppa, le ministre de la Santé publique Odrine, les ministres du Travail Bezpalko, de la Justice Levitsky, des Cultes Oghienko, des Affaires juives Krasny, des Finances Martos, de l'Economie publique Chadlun, des Voies et communications Timochenko, de la Presse Tcherkassy, des Postes et Télégraphes Palivoda, de l'Instruction publique Grigoriev ; le secrétaire d'Etat Chramtchenko, le chef de l'état-major ataman Younakiw et autres. Ils sont suivis par la Mission roumaine avec le colonel de l'état-major roumain Radnku et la Mission polonaise avec le capitaine de l'état-major polonais Czarniecki.

Soudain, un cri immense s'élève aux abords de la place : « Slava ! slava ! » C'est la foule qui salue le Directoire et son ataman en chef Petliura, arrivés en automobile.

L'ataman Petliura, descendu de voiture, reçoit le rapport du ministre de la Guerre Petrov et pénètre dans l'église où il est salué par le supérieur de la Confrérie des saints Cyrille et Méthode, professeur Biednow.

La messe est terminée. Tout le monde sort sur la place. Au milieu, on remarque une grande tente ornée de drapeaux, d'armoiries, de guirlandes, etc., et à l'entrée de laquelle se tient une garde d'honneur. Tout autour sont disposées les troupes suivant l'ordre des régiments, avec leurs étendards et leur fanfare. On entend un ordre bref. Aussitôt les assistants se découvrent et la prestation du serment commence.

En premier se présentent les membres du Directoire, qui répètent les paroles que leur dicte le secrétaire d'Etat Chramtchenko ; puis vient l'ataman Petliura ; après avoir prêté serment il baise la croix, l'Evangile et l'étendard militaire et fait place aux ministres. A ce moment, le silence impressionnant qui régnait, permettant d'entendre distinctement chaque mot prononcé, est interrompu par une salve d'artillerie annonçant au peuple que le pouvoir suprême de l'Ukraine vient de prêter serment.

Après les ministres viennent les troupes. Celles-ci, dans un ordre parfait, détachement après détachement, se rendent devant l'autel, baisent leur étendard et regagnent leurs rangs.

La fête se termine par la parade ; au son d'une marche patriotique l'ataman en chef passe en revue la garnison de Kamenetz, qui produit une grande impression parmi la foule par sa discipline remarquable. Mais voici la fin ; la foule rompt les barrages pour acclamer Petliura qui remonte en auto ; son visage amaigri est pâle et ému.

MANIFESTE DU GOUVERNEMENT UKRAINIEN

PEUPLE UKRAINIEN !

Depuis les temps les plus reculés, ton sort a été de lutter péniblement pour défendre tes droits, afin de pouvoir vivre en égal avec les autres peuples du monde, d'une vie libre et indépendante.

Les hordes de brigands venant de l'Est sauvage envahirent ton territoire, pillèrent tes biens, enlevèrent tes fils et les transportèrent à l'étranger, où ils subirent une dure captivité.

En mourant dans la lutte contre tes ennemis tes fils protégeaient tes voisins de l'Ouest de l'envahissement. S'étant fortifiés sous ta défense, ils en profitèrent pour t'attaquer, piller ce qui t'appartenait, et s'ils ne pouvaient emmener tes fils ils les réduisaient en esclavage dans leur pays. Maintes fois tu fus placé sous le joug ennemi; tes villes et villages furent détruits, ta volonté violée, tes lois et ta nationalité outragées. Ayant perdu toute vie étatique, tu passas de la domination d'un peuple à celle d'un autre.

Malgré cela, tu ne restas jamais les bras croisés ; par un travail incessant, tu parvins à tout reconquérir ; tes fils, glorieux cosaques, prirent les armes, chassèrent les envahisseurs et acquérirent la liberté et la gloire qui, comme un écho puissant, se répandit dans le monde entier. Au temps des cosaques, tu redevins ainsi un peuple libre, rétablis ton Etat et personne n'osa plus s'attaquer à tes biens, car tu avais chassé les oppresseurs.

Mais plus tard un autre joug te vint du Nord, celui des seigneurs moscovites qui pendant trois cents ans devaient te tenir dans les chaînes. Les tsars instituèrent le servage dans la libre Ukraine, le knout de leurs satrapes t'apprit à te soumettre, te força à oublier que tu étais un peuple libre, égal aux autres peuples, maître de son coin de terre ; tes meilleurs fils moururent dans les prisons ou dans la glaciale Sibérie.

Mais maintenant que tous les peuples opprimés se libèrent de la domination étrangère et reconquièrent leur liberté les armes à la main, tu t'es levé à nouveau et au prix de grands efforts tu as brisé tes chaînes, chassé ceux qui avaient été chargés de te dominer et tu es rentré en possession des terres que les seigneurs avaient arrachées à tes aïeux.

Pour défendre tes droits, pour ne pas que tes ennemis te subjuguent à nouveau, s'emparent de ce qui t'appartient et te réduisent en esclavage sous ton propre toit, tes fils rétablissent ton Etat, la *République populaire ukrainienne*. Là tous les peuples qui y habitent trouveront la liberté et l'égalité.

Mais tout n'est pas terminé ; au-dessus de nos têtes des nuages noirs s'amoncellent, les bolchévistes-communistes et les partisans de Dénikine nous enserrent. Les uns et les autres, par les armes ou le mensonge, veulent nous vaincre et nous forcer à travailler à leur profit, tandis qu'ils gaspilleront notre pain dans des festins.

Peuple ukrainien ! En te donnant nos forces, nous faisons aujourd'hui le serment solennel et public de te servir fidèlement, de ne pas cesser la lutte tant que l'Ukraine ne sera pas délivrée de ses ennemis, tant qu'elle ne sera pas sur la voie sûre de la paix et de la tranquillité et tant que sous la protection d'un gouvernement républicain fort, tu ne seras pas entièrement maître de ta patrie, de ton sol et de ta liberté.

Nous ne nous reposerons que lorsque le peuple sera à même d'élire librement une assemblée populaire et d'établir un pouvoir permanent.

Nous appelons au même serment les ministres, les fonctionnaires, les troupes, et toi, glorieux et libre peuple ukrainien, nous t'invitons à nous soutenir dans notre oeuvre, car ce n'est que si tous se lèvent comme un seul homme pour conquérir une existence libre qu'ils en seront dignes.

Que nos ennemis, qui se dissimulent souvent sous le masque de l'amitié, disparaissent. Qu'il n'y ait plus parmi nous de traîtres ni de personnes ne pensant qu'à leur intérêt sans songer à celui du peuple.

Vive la libre République populaire ukrainienne !

Vive le peuple ukrainien libre sur son territoire !

(Signé) *S. Petliura*, président du Directoire.
A. Makarenko, membre.
F. Chevelz, membre-secrétaire.
(Contresigné par le dirigeant des affaires du Directoire) *Mironovitch*.
Octobre, 14e jour de l'an 1919.
En la ville de Kamenetz-Podolsk.

LES PAYSANS UKRAINIENS DANS LES PRISONS POLONAISES

Le journal socialiste polonais « Robotnik » publie une correspondance qui est la première de ce genre dans la presse polonaise (Obozyjencow) Robotnik 16 :

« Les prisonniers des camps de Brest et Modlin (nord-ouest de l'Ukraine placé sous l'occupation polonaise) vivent dans de terribles conditions. Le camp d'internement de Brest-Litowsk est une honte pour l'Etat polonais. La situation, dans la forteresse de Berg et dans les autres baraques de Brest, provoque des sentiments de désespoir chez tous ceux qui les ont visitées. Dans les froides baraques de Bougshop, où l'on a entassé les prisonniers ukrainiens, ceux-ci n'ont pas de paille pour se coucher et dans certaines baraques, pas même de planches pour s'étendre, ils doivent rester sur le sol pierreux ; au lieu de paille on leur donne de l'herbe sèche. Il n'y a pas de fenêtres, ni de montants de portes.

Ces conditions jointes à l'insuffisance de nourriture (un tiers de la miche de pain de soldat et un peu d'eau vaseuse) qui a été diminuée par des officiers corrompus, (quelques-uns d'entre eux ont été mis en prison pour des vols s'élevant jusqu'à 500 000 marks), ont transformé le camp de prisonniers en un camp de moribonds.

Il y a deux mois, le nombre des prisonniers s'élevait à 6000, et chaque jour 50 à 100 hommes sont morts de faim et de la dysenterie. Dans un hôpital, les cadavres sont restés trois semaines sans être enterrés et les rats en ont mangé plusieurs. Jusqu'à présent, les morts sont ensevelis dans une fosse si peu profonde que les corps reviennent à la surface ; par suite de cela, les soldats surveillant les prisonniers attrapent la dysenterie et le typhus et répandent ces maladies autour d'eux. L'aspect des prisonniers ukrainiens est cadavérique. Quelques-uns d'entre eux sont incapables de prononcer un mot, d'autres ne sortent pas pour prendre leur repas et l'on dit simplement qu'ils approchent de leur fin. La mère de l'un deux est venue de Galicie orientale pour voir son fils, c'est évidemment une Polonaise car elle emploie cette langue. Son fils est étendu en plein air ; il ne parle ni ne remue ; on peut voir ses dents par la bouche entr'ouverte, ses yeux sont fixes... Il n'est pas malade et n'a pas de fièvre, disent-ils. Sa mère s'assied à côté de lui, elle non plus ne peut ni parler ni venir à son aide, elle est presque sans connaissance.

Une autre femme a apporté des provisions pour son mari ; elle a atteint le camp avec de grandes difficultés, les autorités ayant tout fait pour l'en empêcher ; son mari a mangé ce qu'elle avait apporté puis il est mort.

Lorsque les prisonniers vont prendre leur repas, on dirait une marche funèbre. Affamés et gelés, ils recherchent des épluchures de pommes de terre ; ils mangent un peu d'herbe, des mûres sauvages et des graines de sureau. Les nuits sont froides, et ils n'ont que des loques pour se couvrir. Ils ont essayé de faire du feu dans la cour, mais les soldats les ont frappés à coups de crosses de fusils et ont éteint le feu. Ils sont si faibles qu'ils peuvent à peine marcher et les soldats les frappent pour les faire aller plus vite. Ces soldats les battent cruellement : « n'importe comment ils n'y survivraient pas », disent-ils. Certains prisonniers disent : « Je vous en prie, tuez-moi ; je ne puis souffrir davantage. » Beaucoup sont morts par suite des mauvais traitements, étant trop faibles pour les supporter. Un des gardes se promène de long en large et frappe à gauche et à droite avec son bâton, sur les parties osseuses, sur la tête, le visage ; quelques-uns sont ainsi devenus aveugles. Certains prisonniers se sont jetés de désespoir dans le Bug et se sont noyés. D'autres se sont coupé la gorge. Horreur ! »

Inutile de rien ajouter à ceci. Nous dirons seulement que beaucoup n'ont pas été faits prisonniers dans la guerre avec les Ukrainiens (bolchévistes ou partisans de Petliura) mais ont été arrêtés comme suspects d'avoir des sympathies pour ceux-ci. La presse polonaise était remplie de cris d'indignation contre les persécutions exercées sous le régime Rakovsky sur les magnats à Kiev, mais ce récit est le premier qui ait paru en Pologne et dans la presse polonaise sur leur mission civilisatrice en Europe orientale.

Peut-être le « Times » pourrait-il nous donner de meilleures informations de son correspondant de Varsovie.

RÉUNION DU 1er CONSEIL D'ETAT

Le Bureau Ukrainien de Paris communique :

Le Directoire de la République ukrainienne, voulant éclairer la situation politique actuelle, a décidé, dans sa séance du 22 octobre 1919, de convoquer le Conseil d'Etat. A cette réunion étaient invités : 1° le Conseil des ministres ; 2° le gouvernement de l'Ukraine Occidentale ; 3° trois représentants du Conseil national de la Bucovine ; 4° des représentants des partis politiques, à raison de trois délégués par parti : *a*) social - démocrate, social - révolutionnaire, union des cultivateurs, socialistes-fédéralistes, républicains populaires, socialistes-cultivateurs, de la région dniéprovienne ; *b*) social-démocrates, radicaux, parti travailliste populaire, de la région dniestrienne ; *c*) les partis israélites : Bund, Poaley-Sion, parti du peuple ; 5° un représentant des unions des P. T. T. et des Cheminots ; 6° un représentant des organisations coopératives, zemstvos, municipalités, sociétés économiques, Unions des instituteurs, Union des femmes ukrainiennes.

L'objet de la réunion du Conseil d'Etat était un examen de la situation générale de l'Ukraine, dans ses rapports intérieurs et extérieurs.

La séance se tint le 26 octobre, dans la salle de l'Université de Kamenetz. Les représentants de tous les partis et de toutes les organisations de l'Ukraine unie prirent la parole, ainsi que le représentant du Conseil national de l'Ukraine Occidentale, M. Petrouchevitch, le secrétaire pour l'Ukraine Occidentale, M. Holoubovitch, le ministre-président Mazepa, le président du Directoire Petliura et les membres du gouvernement.

« Les représentants de l'Ukraine dniéprovienne, comme ceux de l'Ukraine dniestrienne ont constaté que nul malentendu fondamental n'existait entre eux, et que les divergences inévitables étaient d'ordre superficiel, ne visant que des questions de tactique ou de méthode gouvernementale. La vivacité de ces discussions n'avait pour cause que l'attachement commun à l'Ukraine, et une même confiance en ses destinées.

Le chemin qui mène à l'indépendance est l'unité de l'Ukraine, et non ses parties séparées. C'est en défendant l'unité de l'Ukraine que nous réalisevons sa mission historique.

Le ministre-président Mazepa prit la parole pour montrer la solidarité de toute la communauté ukrainienne, dont toutes les forces sont tendues vers la création d'une République ukrainienne, unie et indépendante.

L'Etat ukrainien aura sa base dans le parlementarisme démocratique. Même si les questions militaires ne sont pas résolues, le gouvernement fera les élections et convoquera le Parlement. En majorité socialiste, le gouvernement ukrainien actuel se tient dans le juste milieu démocratique.

Sous le rapport de la politique étrangère, la République populaire ukrainienne est en voie de s'entendre avec les Etats et les peuples indirectement intéressés à voir reconnues l'existence et l'indépendance de l'Ukraine, ou qui considèrent cette reconnaissance comme un acte de justice internationale nécessaire à l'équilibre européen. Nos aspirations vers une entente avec nos voisins les plus proches comme la Roumanie et la Pologne sont la conséquence logique de cette nouvelle atmosphère internationale.

Le premier ministre ajoute que dans tous les Etats de l'ancienne Entente existent de réelles sympathies pour la délivrance de l'Ukraine. Même les Etats qui soutiennent le plus activement aujourd'hui notre ennemi Dénikine, en voyant la ferme volonté de notre peuple de secouer pour toujours le joug moscovite, accepteront le fait de l'indépendance de la République populaire ukrainienne, et diront à Dénikine que son but est Moscou et non l'Ukraine.

Le président Mazepa conclut en disant que l'accord est complet entre le gouvernement et les partis sur la politique nationale ukrainienne. En politique étrangère, la question de la Galicie Orientale, sur laquelle ils sont tous d'accord, montrera par sa solution finale qu'elle a réussi à faire l'union ethnographique de l'Ukraine.

Après le ministre-président, le président du Directoire Petliura adressa quelques mots à l'assemblée pour souligner l'unité d'idée et l'accord existant entre tous les Ukrainiens. Toutes les armées ukrainiennes marchent unies contre l'ennemi commun de l'Ukraine. Les soulèvements populaires qui se multiplient apportent une aide vigoureuse à l'armée ; tous ces mouvements se relient, par le sentiment et l'espérance, au Directoire ukrainien, comme vers un centre.

L'UKRAINE ÉCONOMIQUE

(Extrait d'un livre de Mykola Porch.) *(Suite et fin.)*

Selon ce tableau, il a été produit en Ukraine et dans le reste de la Russie, en 1904, 1 1/2 fois plus de sucre cristallisé qu'en 1898, et pour ce qui concerne le sucre en morceaux l'Ukraine a produit en 1904, 1 1/2 fois (51%) plus qu'en 1898.

	En Ukraine.	Russie et l'Ukraine.	Russie sans l'Ukraine.
1898	*1 862 918,20*	*9 495 991,40*	*7 633 073,20*
1904	*2 465 496,90*	*10 200 577,10*	*7 735 080,20*

De ces chiffres il résulte que la distillerie de l'eau-de-vie augmenta en Ukraine, dans l'espace de six ans de 32,6%, tandis qu'elle ne progressa en Russie que de 7,4%.

L'industrie minière a aussi pris en Ukraine un essor plus rapide et plus considérable que dans le reste de la Russie. Il a été extrait :

Minerai de fer :

	En Ukraine. Tonnes.	Russie et l'Ukraine. Tonnes.	Russie sans l'Ukraine. Tonnes.
1897	*1 871 600*	*3 819 951*	*1 948 351*
1904	*3 362 280*	*4 798 197*	*1 435 916*

L'exposé démontre qu'en 1897 l'Ukraine produisait encore moins de la moitié (48,9%) du minerai de fer qui s'extrayait en Russie tandis qu'en 1904 l'Ukraine en produisait déjà plus des 2/3 (70%). En ce même laps de temps, la production du minerai de fer en Russie diminuait de 510 000 tonnes environ.

Fonte.

	En Ukraine. Tonnes.	Russie et l'Ukraine. Tonnes.	Russie sans l'Ukraine. Tonnes.
1897	*726 672*	*1 838 672*	*1 112 000*
1904	*1 570 607*	*2 957 639*	*1 387 032*

Il en est pour la fonte comme des autres industries déjà énumérées. En 1897 l'Ukraine produisait moins de la moitié de ce métal (45,8%) : en 1904 elle surpassait la moitié (63,1%) de la production totale de la Russie.

Fer coulé et acier.

	En Ukraine.	Russie et l'Ukraine.	Russie sans l'Ukraine.
1897	*348 700*	*919 800*	*571 000*
1904	*1 008 800*	*2 197 590*	*1 188 790*

Cette industrie s'est aussi incontestablement développée plus vite que dans n'importe quelle autre partie de toute la Russie, puisque de 37,5 % que l'Ukraine a produit en 1897, sa production s'élève en 1904 à 42,2% du rendement total de toute la Russie.

De semblables résultats sont aussi atteints dans l'industrie houillère :

	En Ukraine. Tonnes.	Russie et l'Ukraine. Tonnes.	Russie sans l'Ukraine. Tonnes.
1897	*3 885 246*	*10 098 360*	*8 213 114*
1904	*8 754 099*	*17 983 606*	*9 229 507*

En 1897, l'Ukraine n'extrayait que 38,4 % et en 1904 son extraction atteignait déjà 48,7% de la production totale de toute la Russie.

De tout ce que nous avons dit sur l'industrie, il résulte que les conditions économiques de notre pays diffèrent des conditions économiques de tout le reste de la Russie et que cette différence s'accroît d'année en année. Notre peuple ne produit pas seulement ce que les autres parties de la Russie produisent en quantités inférieures ou ne produisent pas du tout, mais les produits de notre pays ne sont pas portés sur tous les marchés où les produits des autres parties de la Russie sont représentés.

Le blé, l'article principal de l'exportation russe, est envoyé par les Ukrainiens à quelques pays déterminés et par certaines voies maritimes, tandis que les autres contrées de la Russie exportent leur blé par d'autres voies et vers d'autres pays.

Presque tout le blé ukrainien est expédié par la mer Noire et la mer d'Azov en Angleterre, en France, en Italie et en moindres quantités en Allemagne. Celui qui s'exporte des autres parties de la Russie se transporte par la mer Baltique en Allemagne, au Danemark et dans d'autres pays.

Le sucre cristallisé et en morceaux, le charbon, l'alcool, le sel, le fer, l'acier, la fonte, les bois et matériaux divers de construction que l'Ukraine exporte en grandes quantités sont également expédiés par les ports de la mer Noire et de la mer d'Azov.

L'INDUSTRIE DU FER ET DE L'ACIER EN UKRAINE

par le Dr HUTH.

Il s'est développé en Ukraine, au cours des dernières décades, une industrie florissante de fonderies, qui occupe actuellement la première place dans l'ancienne Russie. Déjà en 1907, l'Ukraine a produit plus de 1 803 279 tonnes de fer brut, soit 64 % de la production totale de la Russie, plus de 1 409 836 tonnes d'acier, soit 53% de la production totale de la Russie. On trouve de grandes fonderies à Ekaterinoslav, Alexandrovsk, Odessa, Elisavetgrad, Nicolaiev, Berdiansk, etc.

L'industrie ukrainienne de fonderie date de 1870 environ, c'est-à-dire de l'époque de la découverte des gisements de minerai près de Krivoy-Rog. Pour l'exploitation, on fonda en 1881, avec un capital français, la « Société française des usines et hauts fourneaux de Krivoy-Rog », qui avait pour but de défricher les terrains achetés pour peu d'argent à l'explorateur. En 1885, la Société de Hughes, qui quelques dizaines d'années auparavant avait fondé sur le territoire du Donetz — avec l'autorisation du gouvernement et en utilisant le charbon du Donetz — un laminoir de rails qui, malgré les hautes primes du gouvernement et les grandes commandes, travaillait à perte, fit l'acquisition d'une fonderie près de Krivoy-Rog.

La firme belge « John Cockerill » fonda en 1866 — de concert avec la Société des aciéries de Varsovie — la « Société métallurgique Dniéprovienne ». D'autres fonderies de sociétés russes, belges et françaises suivirent. Depuis lors, l'industrie des hauts fourneaux s'est développée considérablement.

Nous faisons suivre ci-dessous un tableau synoptique de la production totale du fer, emprunté au Viestnik Finanssov *:*

1911	Nombre de hauts fourneaux en activité.	Quantité de fer brut fondu. Tonnes.
Ukraine	*45*	*2 422 082*
Oural	*73*	*735 524*
District de Moscou .	*16*	*90 344*
Pologne russe	*11*	*346 902*

1912.	Nombre de hauts fourneaux en activité.	Quantité de fer brut fondu. Tonnes.
Ukraine	*48*	*2 907 853*
Oural	*73*	*829 328*
District de Moscou .	*16*	*135 900*
Pologne russe	*10*	*392 540*

Ce rapide et extraordinaire développement de la production du fer brut en Ukraine est dû, en premier lieu, aux entreprises métallurgiques qui furent fondées en Ukraine par les Belges et les Français. Pourtant, à partir du commencement du vingtième siècle environ, après un développement brillant, vint une période de malaise. La cause doit en être cherchée principalement dans la connaissance insuffisante du pays, dans la fureur de spéculations insouciantes, ainsi que dans l'évaluation trop haute des dépôts, de sorte qu'en bien des cas, le capital social fut épuisé et malgré le rendement des extractions, le manque inattendu de demandes de minéral ne permit point de renouveler les fonds que nécessitaient les sociétés pour maintenir l'essor de leurs entreprises.

Outre l'épuisement du capital, d'autres causes furent les facteurs géologiques, les mauvaises récoltes, etc. Des mesures sérieuses pour améliorer progressivement ces mauvaises conditions furent immédiatement prises. Ainsi, par exemple, un grand nombre de sociétés, et non des moindres, se placèrent sous l'administration judiciaire et obtinrent, par cela, un sursis de leurs dettes, de sorte que les plus solides d'entre elles parvinrent à se tenir debout. Pour combattre la concurrence écrasante, des accords furent conclus entre les fabricants, en partie avec l'autorisation du gouvernement, en partie sous sa protection ; ces accords concernaient la réglementation de la production et des prix, et furent transformés, au cours des temps, en syndicats. Le gouvernement veillait à ce que ses commandes fussent divisées de telle façon que le travail pût continuer ou recommencer. Grâce à ces mesures provisoires, les plus grandes usines au moins pouvaient se tirer d'affaire, jusqu'à des temps meilleurs.

(Fin au prochain numéro.)

CHRONIQUE

Les pourparlers entre la Pologne et l'Ukraine continuent. Le programme présenté par les Ukrainiens n'ayant pas été accepté par les Polonais, les représentants de Petlura établissent des bases nouvelles.

***

Trois cents volontaires de Dénikine se rendent aux Ukrainiens aux environs de Toultchin ; ceux-ci envoient également à Kodyma sur la ligne Vapniarka-Birsula, faisant un grand nombre de prisonniers et s'emparant d'un riche butin.

***

Les bolchévistes, après avoir reculé dans la direction de Korosten et s'être retirés de Novograd-Volhynsk, s'emparent de Tchernigov. Dans le secteur de Kiev, la lutte continue à vingt verstes à l'ouest de Fastow.

***

L'insurrection devient générale dans toute l'Ukraine. Les détachements d'insurgés sont commandés par des officiers d'état-major de Petlura, qui y font régner une parfaite organisation et une discipline stricte ; ils sont en liaison constante avec l'armée nationale.

***

De nombreux cas de désertion se produisent parmi les troupes de Dénikine. Un régiment entier se rend aux Ukrainiens dans les combats d'Ouman. Dénikine, attaqué sur la ligne Vapniarka-Toultchin-Bratslav, est battu et rejeté sur le Boug. Des détachements ukrainiens marchent sur Ouman, Christinovka.

***

Parmi les insurgés, l'ataman Anbel dirige l'offensive sur Poltava, occupée par l'armée Dénikine ; l'ataman Kozur menace la ville de Tchernigov ; l'ataman Zeleny s'empare de Wassilkow près de Kiev ; l'ataman Chepel développe une grande activité près de Zolotonocha et Péréiaslav.

***

Dans le gouvernement de Poltava la population, mobilisée par ordre de Dénikine, se révolte et passe aux insurgés, de sorte que le commandant russe doit interrompre la mobilisation et enlever les armes déjà données.

***

Le ministre du Travail en Ukraine envoie six délégués à la conférence du Travail à Washington, représentant les organisations coopératives, de l'industrie, des cheminots et des ouvriers des sucreries.

***

Un décret du Directoire proclame l'autonomie de l'Eglise ukrainienne et son indépendance de celle de Moscou.

***

Les troupes de Petlura continuent à avancer et rejettent les bolchévistes au delà de Fastow ; celles-ci prennent position à vingt lieues à l'est de Novograd-Volhynsk.

***

Les insurgés occupent les villes de Tcherkassy, Kanew, Skwira, etc. Les volontaires subissent une grave défaite près de Znamenka. Dans la province de Kherson, les insurgés occupent Alexandrovsk, Elisabethgrad, et s'approchent de Kherson. Ils occupent aussi Poltava, Loubny, Romny et Hrebinka.

***

La première séance du Conseil d'Etat, formé du Directoire, du Conseil national et des représentants des partis, a lieu à Kamenetz ; l'assemblée constate l'œuvre énorme réalisée par l'Etat pendant ces deux dernières années et l'effort national de l'Ukraine que rien ne pourra vaincre.

***

Le général Briggs, chef de la mission anglaise, arrive au quartier général de Dénikine et le général Mangin, chef de la mission française, à Novorossisk.

***

Le ministre d'Ukraine à Berlin proteste auprès du général Niessel, président de la Commission interalliée de la Baltique, contre les agissements de Dénikine à l'égard de la vie nationale et intellectuelle de l'Ukraine. Il ajoute que la seule base possible pour la restauration de l'Europe orientale est constituée par les peuples de l'ancienne Russie eux-mêmes et notamment par les Etats limitrophes, qui seuls présentent les garanties nécessaires pour une solution durable du problème de l'Europe orientale. Le général Niessel transmet son exposé au gouvernement français.

***

Les femmes ukrainiennes adressent un appel aux femmes du monde entier, leur demandant d'intervenir pour qu'on lève l'interdiction d'envoyer des médicaments et du matériel sanitaire en Ukraine, dont celle-ci a un besoin urgent.

***

Dénikine est battu par les bolchévistes dans la région de Dimitrieff et est contraint de battre en retraite.

***

Dénikine donne l'ordre d'évacuer Kiev ; ses volontaires y sont dans une position intenable et ont perdu toutes les stations importantes. Les bolchévistes sont en demi-cercle autour de Fastow, au sud de Kiew. Dénikine est coupé de ses bases de la mer Noire par les bandes d'insurgés qui se lèvent et s'organisent derrière lui.

L'armée ukrainienne, poursuivant son offensive contre les rouges, s'empare de Korosten. Les bolchévistes battent en retraite, abandonnant des prisonniers et un nombreux matériel. Le général Klembovsky, commandant des forces bolchévistes en Ukraine, sollicite un armistice que Petlura refuse d'accorder.

***

Une mission diplomatique ukrainienne se rend à Bucarest pour établir des relations amicales avec la Roumanie.

***

Les bolchévistes, grâce à la supériorité de leur armement, occupent successivement Berditchev et Jitomir. Une lutte acharnée est engagée autour de Kasatyn.

***

Les commandants de toutes les troupes insurgées organisent un état-major des insurgés. Makhno a pris Mariupol, Alexandrovsk et Melitopol et marche dans la direction de Berdiansk.

***

Dénikine ferme l'Académie des Sciences de Kiev.

Les projets de M. Milioukof

Le Bureau de presse ukrainien de Paris communique :

« Escomptant un changement dans la politique de l'Entente envers la Russie, le parti libéral russe avec M. Milioukof à sa tête avise à d'autres moyens pour combattre le bolchévisme. Il est question de faire appel à tous les Etats limitrophes pour former une coalition *sous l'égide russe* en vue de marcher sur Moscou au printemps prochain. Ce projet a pour but de contrecarrer l'initiative polonaise qui tend à réunir en un bloc tous les Etats limitrophes et, de ce fait, d'éviter le rapprochement envisagé entre l'Ukraine, la Pologne et la Roumanie. Ces deux derniers pays ont occupé la Bessarabie et la Ruthénie blanche, réclamées par la Russie. On a l'intention de faire les plus grandes concessions possibles à la Finlande et aux Etats baltes. En Ukraine, par contre, l'armistice qu'on voudrait bien signer avec les bolchévistes servirait à étouffer le mouvement d'indépendance. Milioukof qui, en été 1918, avait traité avec le baron Mumm, ambassadeur allemand à Kiev, en vue d'anéantir l'indépendance de l'Ukraine et de rétablir l'Empire russe avec l'aide de l'Allemagne, compte pour le moment sur l'appui de l'Entente. Mais il y a dans le parti des Cadets des membres qui seraient disposés à reprendre l'entreprise échouée à Kiev il y a dix-huit mois. »

Le Saint-Synode ukrainien

Par ordre du Directoire, l'archevêque d'Ekaterinoslav, Agapit, les évêques Sitsinski et Lipkowski, les prêtres Pogorilka, Kramarenko, Matyyouk et le professeur Bidnow ont été nommés membres du Synode ukrainien. En même temps, les évêques Pimen et Ambroise en restent membres provisoires.

Les Ukrainiens à l'étranger

Le journal *Wolia* de Vienne communique que le 5 novembre a eu lieu une grande fête à l'ambassade ukrainienne à Vienne, au cours de laquelle les membres de l'ambassade, les fonctionnaires des diverses missions ukrainiennes qui s'y trouvaient et la colonie ukrainienne de Vienne, ont prêté serment de fidélité à la République. Le remplaçant de l'ambassadeur a lu à haute voix la déclaration du Directoire et le texte du serment que les assistants ont répété mot par mot. Puis tous ont apposé leur signature au bas du texte.

Une délégation des femmes ukrainiennes de notre colonie à Vienne a rendu visite aux journalistes anglais et américains, auxquels elle a remis un mémorandum et un dossier comprenant des documents sur les atrocités polonaises en Galicie.

Au Vatican

La *Nova Rada*, de Léopol, communique que le gouvernement ukrainien a envoyé à Rome M. l'abbé Bone pour représenter l'Ukraine auprès du Saint-Siège, en remplacement du comte Tyszkiewycz, qui, malgré les bruits qui ont couru dans la presse ukrainienne, continuera à rester président de la délégation ukrainienne à Paris.

Dans l'armée

Le même journal mande que l'ataman en chef a nommé commandant de l'armée du Dnieper l'ataman Salsky. En même temps, l'ataman Pavlenko est nommé commandant du corps des zaporogues et l'ataman Zagradsky commandant du groupe de Volhynie.

Après les concerts du Chœur national ukrainien

L'Hymne national.

L'hymne national ukrainien représente la strophe initiale, avec le refrain, d'une ancienne chanson des révolutionnaires ukrainiens, composée au temps où les hommes politiques ukrainiens menaient une lutte révolutionnaire envers le gouvernement russe en Ukraine, contre la russification du peuple et du pays, et envers la domination polonaise en Galicie Orientale, contre la polonisation de la Galicie.

Au moment de la première révolution russe de 1905, les Ukrainiens entonnaient ce chant dans leurs assemblées, à titre d'hymne national. Au cours de la révolution de 1917, la chanson « *Non, l'Ukraine n'est pas morte* » fut officiellement admise comme hymne national de l'Ukraine.

La traduction en langue française que nous donnons ci-dessous de l'hymne ukrainien a été faite par un Belge, qui se trouve au service diplomatique du gouvernement ukrainien.

Non, l'Ukraine n'est pas morte, ni sa gloire, ni sa foi :
Un sort meilleur, ô frères, encore nous sourira.
Comme la rosée au soleil, nos ennemis périront,
Et dans notre Patrie à nouveau nous régnerons !

O Liberté, à toi notre âme, nos bras et notre sang,
Nous montrerons que des cosaques nous sommes (les descendants).
Allons, mettons-nous à l'œuvre, mes frères (chéris),
Debout ! Il est grand temps de rétablir nos (droits flétris.

Revue de la Presse.

La politique à suivre

Du *Journal des Débats* du 15 novembre :

...Questionné hier à la Chambre des Communes, le premier-ministre britannique a heureusement remis au point, du moins dans une certaine mesure, le programme qu'il avait exposé au Guildhall et dont il n'avait peut-être pas aperçu toutes les conséquences. De ses explications, il paraît résulter qu'il ne songe point à entamer des pourparlers avec la République des soviets. Il estime avec raison que l'intérêt universel exige que la Russie, ce grenier d'abondance qui est devenu, grâce au régime bolchéviste, le domaine de la famine et de la mort, retrouve le moyen de vivre dans des conditions normales. A cet effet, une conférence des puissances alliées et associées serait réunie pour étudier le problème russe. D'autre part, tous les gouvernements antibolchévistes seraient convoqués pour rechercher une base commune d'organisation et d'action.

... La réunion de délégués de tous les gouvernements antibolchévistes qui se sont constitués sur le territoire de l'ancien empire russe, qu'ils soient russes ou allogènes, est tout à fait indiquée. Si la politique des Alliés n'a abouti en Russie à aucun résultat satisfaisant, c'est précisément parce qu'ils ont toujours négligé de préparer et de réaliser une entente entre les forces diverses qui s'opposent à la tyrannie bolchéviste. Toutes ces forces ont agi d'une façon divergente et contradictoire. Quant aux Etats constitués par les allogènes, ils ont été abandonnés à leurs propres initiatives, sans garanties, sans sécurité d'avenir.

... Si les déclarations de M. Lloyd George signifient que l'Entente va jouer le rôle d'arbitre qui lui appartient et auquel elle s'est toujours dérobée, il faut s'en féliciter. Tous les déboires de la politique russe des Alliés s'expliquent par le fait qu'ils n'ont jamais pris l'initiative que la raison indiquait. Pour reconstituer la Russie, il faut avant tout mettre d'accord, franchement et nettement, tous les gouvernements antibolchévistes. C'est le seul moyen de préparer la chute du régime de sang et de mort qui a son siège à Moscou. C'est également ainsi qu'on fera échouer toutes les intrigues que l'Allemagne poursuit, et par lesquelles elle se flatte de trouver dans l'orient de l'Europe une revanche de sa défaite d'Occident.

Petliura et Dénikine à la Chambre des Communes

Du *Times* du 11 novembre :

A la séance du 10 novembre à la Chambre des Communes, le colonel Wedgwood ayant demandé si le gouvernement de Sa Majesté aidait d'une manière ou d'une autre le général Dénikine à combattre les Ukrainiens commandés par le général Petliura et, si oui, si un officier anglais avait été envoyé auprès de Dénikine pour faire son rapport sur les méthodes de guerre, Mr Forster, secrétaire parlementaire et financier au Ministère de la Guerre, a répondu :

— En réponse à la première partie de la question, il est notoire que nous fournissons au général Dénikine du matériel de guerre et que cette politique a été récemment approuvée par la Chambre des Communes. L'armée volontaire est entrée seulement dernièrement en contact avec Petliura et ce dernier, qui a déclaré depuis la guerre à Dénikine, fut l'agresseur. Le général Holman a rapporté que quelques bandes de Petliura ont attaqué traîtreusement pendant la nuit deux escadrons de l'armée volontaire après s'être mis d'accord avec eux. En ce qui concerne la deuxième partie de la question, des officiers de liaison anglais sont attachés aux troupes du général Dénikine opérant sur le front Odessa-Kiev, dont une partie est en contact avec les troupes de Petliura.

Colonel Wedgwood : — Alors le gouvernement anglais, si je saisis bien, soutient le général Dénikine contre les Ukrainiens qui se battent actuellement pour leur propre indépendance et qui ne combattent pas pour les bolchévistes ?

Mr Forster : — L'honorable député doit savoir que le matériel mis à la disposition de Dénikine lui a été livré sans stipuler contre quel ennemi en particulier il l'emploierait. (*Cris et rires.*)

Mr Irving (socialiste) : — Mr Forster sait-il que les Ukrainiens se plaignent que le général Dénikine est l'agresseur et pourquoi le gouvernement accepterait-il sa version et non pas celle des Ukrainiens ?

Mr Forster : — Nous avons foi dans le rapport fait par un officier anglais.

Colonel Wedgwood : — Un officier anglais pourrait-il être envoyé auprès des forces de Petliura pour faire son rapport ?

Mr Forster : — Nous serions enchantés si l'honorable gentlemen voulait y aller lui-même. (*Rires.*)

* * *

Du *Times* du 14 novembre :

M. Lloyd George : Nous avons trop facilement tendance à considérer la lutte en Russie d'après les expériences que nous avons eues de la guerre en France. Là une armée comme celle de Dénikine ou de ses adversaires bolchévistes tiendrait un front d'environ 50 milles avec derrière elle des communications bien organisées. En Russie, par contre, cette armée doit tenir un front de 1300 milles, dans un vaste pays complètement désorganisé, souvent parcouru par des bandes de pillards, qui occupent temporairement et pillent de grandes villes dans les territoires reconquis. La vaste majorité de la population ne ressent pas une ardente loyauté pour aucun des deux partis et elle change très vite de côté. A cela vient s'ajouter la complication de mouvements nationaux ou provinciaux, comme ceux de Petliura. Il en résulte que jusqu'ici Dénikine n'a pu établir un contrôle administratif sur les territoires reconquis. Cela rend le commerce en cette région, très importante pour la fourniture de denrées alimentaires et de matériel brut, presque impraticable pour le moment... La politique du gouvernement est d'entrer en relations commerciales avec le sud de la Russie, dans l'intérêt de celle-ci, mais aussi dans celui du monde entier....

Colonel Wedgwood : Le premier-ministre a-t-il l'intention de faire quelque chose pour arrêter la guerre civile entre Petliura et Dénikine, menée du côté de ce dernier avec des munitions anglaises contre des gens luttant pour leur liberté?

M. Lloyd George : Je crois avoir donné un exposé assez clair des difficultés qui se présentent en Ukraine, qui est dans un complet état de désorganisation et où se trouvent un grand nombre de bandes de pillards ayant des buts différents. Lorsqu'il y a un combat de cette sorte, on ne peut pas dire au général Dénikine : Nous vous fournissons des munitions pour vous maintenir, mais si vous êtes attaqué par Petliura vous ne devez pas en faire usage. (*Rires.*)

Colonel Wedgwood : Ne serait-il pas possible d'envoyer une mission politique anglaise auprès de la division de l'armée de Dénikine qui combat non pas les bolchévistes, mais ce peuple ?

Cette question reste sans réponse.

La folie des grands-ducs

M. Léopold Aujar écrit dans les *Dernières Nouvelles de Midi*, l'un des soixante journaux qui ont fusionné dans la *Presse de Paris* :

Décidément, le quai d'Orsay a la folie des grands-ducs ! Il déclare, à cette heure qu'il ne suivra pas M. Lloyd George à la conférence que ce ministre voudrait réunir pour régler la question russe en commençant par le commencement, c'est-à-dire l'indépendance de l'Esthonie, de l'Ukraine, de la Géorgie, etc.

— Et s'il me plaît, à moi, d'être pan-russe ? dit le quai d'Orsay, qui connaît ses classiques.

Donc, la conspiration continue et alors même que le président de la République affirme que l'Angleterre et la France uniront leurs politiques *for ever*, — alors que l'Ukraine, par la bouche du ministre-président Mazepa, qui en a reçu l'assurance, a le ferme espoir de voir, bientôt, son existence politique reconnue par les grandes puissances, — alors que l'Esthonie, si laborieuse, si loyale, si amie de la France, vient d'accueillir un général français qui a pu se rendre compte, sur place, de l'immense erreur commise par notre diplomatie...

Quand et comment tout cela finira-t-il ? L'entêtement à ne pas vouloir émanciper les jeunes démocraties nous conduit à un cataclysme, s'il ne surgit pas une volonté pour nous en faire l'économie, à nous, qui avons enseigné la justice au monde et versé, pour sa liberté, le plus pur de notre sang.

Le devoir des Alliés

Du *Journal des Débats* du 9 novembre :

... La principale cause du recul des armées Koltchak est le défaut d'entente avec les nouveaux Etats issus de la révolution russe...

... Dans l'intérêt général des Russes, des allogènes et du monde civilisé, tout entier, il est urgent que des négociations s'ouvrent, sous les auspices des Alliés, en vue d'un accord. Nous comprenons les objections des parties en présence : les Russes veulent réserver entièrement l'avenir et répugnent à contracter des engagements fermes ; les nouveaux Etats ou candidats-Etats refusent d'entrer en négociations avant que leur indépendance soit reconnue en droit. Mais, si chacun se cantonne sur ce terrain, on court à une débâcle générale...

... Notre devoir impérieux est de tout mettre en oeuvre pour que le gouvernement Koltchak et les gouvernements des Etats allogènes engagent entre eux des négociations sérieuses. Comme nous l'avons déjà dit, ces négociations ne présenteront des chances de succès que si elles sont conduites sous les auspices et en présence de plénipotentiaires alliés chargés d'adoucir les angles, de prévenir les chocs et de suggérer des solutions transactionnelles. La tâche est rude, délicate, ingrate, mais le salut de l'Europe dépend de son accomplissement.

Discours de M. Lloyd George

Je serais bien heureux si je savais que l'imbroglio russe fût en bonne voie d'être éclairci. Nous n'aurons réellement jamais la paix avant que la paix règne en Russie ; l'avenir de la Russie semble peu engageant.

Je n'aime pas du tout, à la vérité, la perspective russe. Nous pensions, il y a quelques semaines, qu'une solution allait intervenir ; la situation semblait des plus satisfaisantes. Aujourd'hui nous n'avons plus que des indices d'une lutte sanglante prolongée. La marche sur Pétrograde n'a pas eu lieu, et la belle avance de Dénikine vers Moscou a été provisoirement arrêtée. D'un autre côté, les dernières nouvelles d'Omsk sont loin d'être rassurantes.

Le premier-ministre se refuse à se livrer à des prévisions. Il ne croit pas que les armées bolchévistes puissent conquérir l'ensemble de la Russie. Il ne le croit pas parce qu'il sait que les paysans russes détestent profondément le bolchévisme. Ce qu'il redoute, c'est une série de campagnes interminables qui auraient pour résultat de ravager un pays dont la fertilité est si essentielle à la prospérité universelle.

Je me suis hasardé à déclarer au début de cette année que le bolchévisme ne pourrait pas être supprimé par la parole, mais qu'il faudrait avoir recours à d'autres méthodes pour rétablir la paix et un gouvernement honnête dans ce malheureux pays. Le conseil des gouvernements alliés fit une offre fournissant l'occasion au peuple russe de décider par lui-même la forme de son gouvernement. Malheureusement, aucune section politique en Russie n'y était disposée et toutes n'avaient en vue que la conquête.

J'espère que le temps n'est pas loin où les Alliés pourront renouveler leur tentative avec les meilleures chances de succès.

Nous avons fourni à la Russie l'occasion de se libérer elle-même, mais nous ne pouvons pas continuer une intervention aussi coûteuse dans une guerre civile interminable.

La Russie est un pays où les victoires sont faciles, mais plus vous en gagnez plus vous vous enlizez. De grandes armées et des empires s'y sont dans le passé effondrés dans des victoires stériles. La Russie est un pays où il est dangereux d'intervenir. J'espère cependant que quand l'hiver y régnera de nouveau, les diverses fractions de ce pays se prendront à réfléchir sur leur situation, et alors les grandes puissances auront l'occasion de s'entremettre pour que l'ordre et le bonheur règnent à nouveau en Russie.

Les échecs des pan-russes et la Wilhelmstrasse

P. D. B., dans le *Journal de Genève*, du 9 novembre :

... Koltchak est en retraite sur le Tobol depuis le 20 octobre déjà. Denikine lui-même est paralysé par la faiblesse de son armature administrative et son attaque brusquée dans le dos des Ukrainiens semble avoir passablement compromis les résultats de sa dernière avance. L'occasion serait donc belle pour Trotsky de galvaniser ses troupes en vue d'une nouvelle « offensive du pain »...

La Russie pourrait donc fort bien se retrouver un jour dans la situation militaire où elle était déjà l'hiver dernier...

Dans le camp antirévolutionnaire, le mécontentement est grand. Le principe de la non-intervention, ou plutôt de l'intervention limitée, adopté par les Alliés, a fortement déçu les militaires d'Omsk et d'Ekaterinodar et les beaux émigrés de Paris et de Londres. Aussi constate-t-on chez ceux-ci un revirement très net. Revenant à l'ancienne politique germanophile de la cour impériale, ils se demandent s'ils n'auraient pas avantage à rechercher l'appui des réactionnaires allemands dont Noske est l'instrument docile. Le général Cherbatchef, délégué militaire de Dénikine à Paris, qui fut sur le front roumain l'homme de confiance de l'Entente, a aujourd'hui à Berlin, en la personne du colonel Brant, un représentant très habile. Le fameux gouvernement de l'Ouest, formé avec l'appui des barons allemands et avec la complicité de la Wilhelmstrasse, semble avoir vécu. Mais le gouvernement du Nord-Ouest, présidé par M. Liianosof, qui jusqu'ici se considérait comme lié à l'Entente, commence déjà à faire volte-face...

Pour lutter contre ce dangereux courant, les représentants de l'Entente ne pourront s'appuyer bientôt que sur les groupements allogènes qu'ils ont feint jusqu'ici de mépriser. Malheureusement, il est bien tard pour revenir en arrière. Là aussi l'Allemagne a su tirer profit des fautes commises. Renouvelant une manoeuvre tentée, à Odessa déjà, par le haut commandement français, la Wilhelmstrasse travaille actuellement à la constitution d'un nouveau gouvernement ukrainien, destiné à supplanter Petliura, et comprenant à côté de l'hetman Skoropadsky, ressuscité pour les besoins de la cause, des hommes de Dénikine. Le complot halte échouant, une nouvelle base de collaboration serait ainsi créée.

La démocratique Ukraine, sans cesse soupçonnée de germanophilie, deviendrait ainsi la plate-forme sur laquelle s'échafauderait la Grande-Russie, reconstituée grâce aux bons soins de l'Allemagne...

Les relations avec l'Ukraine économique

M. Louis de Brouckère écrit dans le *Peuple* du 8 novembre :

Malgré tous les efforts de Dénikine et de ses complices, les peuples émancipés du joug tsariste par la révolution poursuivent leur organisation nationale. Celle-ci va se consolidant chaque jour. Même dans les sphères diplomatiques les plus conservatrices, on sent que le moment est venu de reconnaître le fait accompli et qu'il n'y a pas de solution possible de la question russe si l'on persiste à ignorer qu'il existe une Ukraine, une Géorgie, une Lituanie et qu'en dépit de tous les efforts des « volontaires » ou des Polonais, ces pays ne disparaîtront pas.

Voici que les commerçants, les industriels, les financiers, assez bien renseignés d'habitude sur les réalités politiques, estiment que l'Ukraine est déjà assez solidement établie pour que le prêter de l'argent devienne une bonne affaire. Justement, la jeune république cherche à en emprunter, moins pour ses besoins de guerre que pour perfectionner son outillage économique. Elle voudrait développer ses voies de communication, régulariser ses cours d'eau et en utiliser l'énergie à la production de courant électrique. Elle voudrait construire des élévateurs pour la manipulation et l'entreposage de ses céréales. Elle songe, en somme, à doter son agriculture du grand outillage qui lui permettrait de travailler pour le marché mondial. Le gouvernement a conçu une forme originale de collaboration entre les organisations populaires, ses bailleurs de fonds et lui-même. Les bailleurs seraient intéressés dans les entreprises nouvelles à concurrence de 50 p. c., l'Etat et les coopératives auraient en commun les 50 p. c. restants. Ce serait un compromis entre la propriété collective et l'exploitation individuelle, rendu nécessaire par l'obligation où l'on est de tirer l'outillage de l'étranger.

Ces propositions ont paru, semble-t-il, intéressantes à des banquiers hollandais. On annonce qu'ils sont engagés dans des négociations qui ont de grandes chances d'aboutir. D'autre part, les richesses minérales et agricoles de la république ont attiré l'attention des capitalistes de partout. Marchands et industriels se proposent de développer de ce côté un fort courant d'affaires. Dans quelques années, l'Ukraine pourra nous fournir des vivres et des matières premières en grande abondance. Elle pourrait nous prendre des quantités de produits fabriqués, de machines. Elle paraît appelée à constituer un marché qui ne sera certes pas à dédaigner dans l'état présent du monde.

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Président : M. le comte Michel de Tyszkewicz, 37, rue de La Pérouse, **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. Nicolas de Wassilko, 39, rue du Marché, **Berne.** (Tél. 65.98.)
3. — Légation ukrainienne en Autriche, Allecgasse, 29. **Vienne.**
4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer, **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Hôtel Dunapolata 34, **Budapest.**
6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Bezuidenhoutscheweg No 125, **La Haye.**
7. — Mission ukrainienne pour la Suède et la Norvège, M. Losski, Karlbergswägen 43 b, **Stockholm.**
8. — Bureau ukrainien de Presse en France, 11, Rue Bassano, **Paris (XVI).**
9. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 3, rue de Chevreuse, **Paris.**
10. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac, **Paris VI.**
11. — Ukrainian National Committee, 70, Fifth Avenue, **New-York City.**
12. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue, **Detroit. Mich.**
13. — The Ukrainian Federation of the United States, 19 et 21 East 7 th Street, and 303-Fifth Avenue, New-York City.
14. — Ukrainian Press fund, 524, Olive Street, **Scranton.**
15. — Mission ukrainienne de la Croix-Rouge, Dr Kholodny, président. Eisenacherstr. 10, **Berlin** W. 30.
16. — Chef de la Mission diplomatique ukrainienne en Grèce, M. Matouchevsky, **Athènes.**
17. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Hôtel Excelsior, **Rome.**
18. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France, **Vienne.**
19. — Central Ukrainian Committee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man.
20. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande, Laan Copes van Cattenburch, 36, **La Haye.**
21. — Mission ukrainienne au Danemark, M. D. Levitsky, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**
22. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie, Hôtel Central, **Prague.**
23. — Mission ukrainienne en Angleterre, M. Stokhovski, 75, Cornwall Gardens South Kensington, **Londres.**
24. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**
25. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 18, rue du Marché, **Genève.**
26. — Mission militaire pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne, Dr Woiewidka, Kurfürstenstrasse, 83, **Berlin.**
27. — M. Alexandre Séviuk, Chef de la Mission pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Italie, Grand Hôtel, **Rome.**
28. — La Mission Ukrainienne sanitaire pour l'assistance aux prisonniers de guerre ukrainiens en Europe centrale et méridionale. **Vienne, I,** Biberstrasse 26/7 ; chef : Général Dr André Okopenko.
29. — La Filiale à Prague. Smichof Karlova, 13. Chef : Dr Dmytro Horbenko.
30. — La Filiale à Budapest. Dunapolata Hôtel. Chef : Colonel Sikewytsch.
31. — La Filiale à Innsbruck. Chef : Capitaine Kyrytza.
32. — Rédaction de la « Wolia », **Wien,** VI, Linke Wienzeile No 40-38.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

20 centimes. :ntimes.

Bibliothèque Nationale Suisse.

Prix de l'abonnement:

Une année . Fr. 10.—
Six mois . » 5.—
Trois mois, » 2.50

Adresse télégraphique:
Bureau ukrainien, Lausanne.

L'Ukraine

BERNE
...ction
et Admin...
11, Avenue de
Lausanne
Téléphone
(Pour les annonces voir page 4)

N° 112 Lausanne, 15 décembre 1919 Vme Année.

GRAVES ÉVÉNEMENTS EN UKRAINE

La rupture du front ukrainien entre Mohilev et Jmerinka. Les Polonais à Kamenetz. Petliura lutte près de Kiev qui est reprise par l'ataman Zeleny. A qui la faute ? La Galicie orientale.

L'existence du gouvernement à Kamenetz dépendait de la situation militaire de deux groupes d'armée, dont l'un contenait la poussée des troupes russes entre la ligne ferroviaire Odessa-Jmerinka et le cours du Dniester, tandis que l'autre, composé presque exclusivement de Galiciens, opérait dans la région de Vinnitsa sur la ligne Jmerinka-Kasatyn.

Par suite de l'accord conclu entre le général Tarnawski et le commandement russe, Denikine put prélever une grande partie de ses troupes de ce second secteur pour renforcer son offensive sur Kamenetz. L'équilibre des forces dans cette région était ainsi rompu et le premier groupe ukrainien commença une retraite précipitée, d'abord à Kamenetz, puis à Proskourow. C'est à ce moment, c'est-à-dire vers la mi-novembre que fut découvert l'accord du commandement galicien avec les volontaires russes, mais il était trop tard pour parer au désastre militaire. C'est pourquoi, bien que Petliura ait réussi à sauver les 9/10 de l'armée galicienne, et bien que cet accord soit resté lettre morte, la situation stratégique devint telle qu'il fallut liquider tout appareil gouvernemental, sauver les restes de l'armée et les transférer en un endroit où il n'y aurait pas de danger immédiat. Le gouvernement et le Directoire furent dissous, après avoir remis tout pouvoir à Petliura. Celui-ci afin de sauver des centaines de fonctionnaires et d'employés du gouvernement, voués à une mort certaine s'ils étaient pris par les officiers russes, appela les troupes polonaises à Kamenetz, devenu le centre de la vie nationale et culturelle de l'Ukraine.

Après avoir opéré la concentration des troupes à Proskourov, Petliura avec son armée se fraya un chemin vers Jmerinka qu'il prit d'assaut et au bout de quelques jours il faisait déjà son entrée à Bila-Cerkva où il installa son état-major.

Là, ayant renforcé ses troupes par plusieurs détachements bolchévistes qui passèrent de son côté et par des groupes de paysans révoltés, Petliura, tout en contenant la poussée russe près de Kasatin, entreprit des opérations contre Kiev, en liaison avec l'armée de Zeleny, qui stationnait depuis longtemps près de Tripilla. Selon les dernières nouvelles celui-ci, appuyé par des détachements de tirailleurs de la Sitch, aurait déjà conquis la capitale. Les troupes de Denikine fuient en désordre le long de la voie Kiev-Poltava, coupée, du reste, à Loubny par les insurgés.

Voici donc la situation actuelle. Le gouvernement ukrainien n'existe plus, si l'on ne tient pas compte de ses représentants à l'étranger. Petliura avec son armée, retient les attaques russes sur la ligne Kazatin-Berditchev, les paysans insurgés tiennent entre leurs mains une partie des provinces de Kiev et d'Ekaterinoslav et presque la totalité de la province de Poltava. Denikine se retire sur tout le front devant les bolchévistes, on ne sait où, car les lignes ferroviaires conduisant à ses bases sur la mer d'Azow et la mer Noire sont occupées par les paysans et ces bases elles-mêmes ne lui appartiennent déjà plus. Les Cosaques du Kouban ont pris Rostov et Novorossisk et la bande de Makhno s'est installée tranquillement à Kherson. L'état des choses est donc bien simple, et même, dirons-nous, meilleur.

On pourrait déplorer la disparition du gouvernement et des ministres, mais les larmes ne seraient pas sincères. A part quelques personnalités capables, mises dans l'impossibilité d'agir par suite d'intrigues et de luttes de partis, le gouvernement n'a pas servi à grand'chose. L'armée est restée avec une nourriture insuffisante et sans chaussures jusqu'au dernier moment, ce qui aurait pu être tout aussi bien le cas sans gouvernement.

* * *

Il est entendu que l'Ukraine se trouvait dans les conditions extérieures les plus difficiles qu'il soit possible d'imaginer pour un peuple ayant à peine acquis son indépendance. Entourée de tous côtés d'ennemis, ayant contre elle l'opinion mondiale, affaiblie par le bolchévisme et les guerres continuelles, décimée par les épidémies, la lutte est devenue par trop inégale. Cependant si l'on nous demandait en toute sincérité si les conditions extérieures furent les causes uniques de ce triste état de choses, nous serions obligés de répondre : « Malheureusement, non, la faute nous en revient aussi en partie ». Et cette faute, c'est : à l'étranger, mauvaise représentation diplomatique et absence complète de tout contrôle ; en Ukraine, faiblesse et instabilité du gouvernement, embourbé jusqu'au dernier moment dans des luttes politiques intérieures et où les postes importants et portefeuilles ministériels se distribuaient non pas suivant les mérites et capacités des hommes d'Etat, mais par suite de combinaisons et spéculations de groupes politiques et d'intrigues personnelles.

Pour bien montrer que les idées émises ci-dessus ne nous sont pas simplement personnelles et qu'elles sont partagées par la grande majorité des patriotes ukrainiens, nous reproduisons plus loin un extrait d'un article de fond paru au commencement de novembre dans le plus grand quotidien ukrainien (*Ukraina*, de Kamenetz).

En voici la traduction :

« La période de l'existence de l'Ukraine comme Etat indépendant est évidemment trop courte pour qu'on puisse arriver à un équilibre des forces intérieures, à une organisation stable de ses organes, à un travail productif de construction, surtout si l'on tient compte que l'Ukraine s'est trouvée dans des guerres perpétuelles.

» Les nouvelles formes de la vie d'un peuple évoluent et se consolident pendant des dizaines et des centaines d'années. Tout cela nous le comprenons fort bien et nous ne devons pas trop accuser notre machine gouvernementale si elle ne peut se vanter que de si peu de résultats accomplis. Mais nous attendions au moins la création des bases les plus élémentaires de notre existence, l'organisation du pouvoir, le réglage de l'appareil administratif, l'organisation de l'armée, la garantie de son existence matérielle. Nous avions foi, nous attendions.

» Aujourd'hui, malheureusement, nous devons constater publiquement que les faits n'ont pas justifié nos espérances les plus modestes. Le pouvoir, dans le sens littéral de ce mot, n'existe pas. L'appareil administratif est tellement ruiné qu'il est incapable d'accomplir les œuvres les plus élémentaires dans notre Etat. L'armée est sans chaussures et sans munitions ; en un mot, tout est à l'état de gâchis. »

* * *

Le sort de la Galicie orientale est désormais fixé. La Pologne a reçu le mandat de gouverner ce pays pendant vingt-cinq ans. Les intentions du Conseil suprême, qui a signé ainsi un nouveau démenti au principe de libre disposition des peuples, sont plus que transparentes. Les vingt-cinq ans accordés à la Pologne lui paraissent suffisants pour lui permettre de poloniser nos compatriotes, cela tout en préservant les apparences de justice, car un régime provisoire n'est pas une annexion définitive.

Nous adressons à nos frères de Galicie toute l'expression de notre profonde indignation et de notre douleur devant cet acte d'injustice qui vient de leur être infligé. Nous saisissons en même temps cette occasion pour déclarer que, quoi qu'il advienne, nulle puissance ne nous empêchera de les soutenir de toutes nos forces dans leur lutte nationale. A cet effet, nous considérons comme indignes toutes les attaques de presse que se sont permises certaines agences de presse ukrainienne contre les Galiciens, se servant de la trahison de Tarnawski pour formuler leurs accusations ; elles ne poursuivaient en réalité que leurs buts égoïstes et personnels.

Les conséquences du blocus de l'Ukraine.

Au commencement de novembre il devint évident pour tous en Ukraine qu'on se rapprochait à grands pas d'un désastre. Pour s'en convaincre, il suffisait de compter pendant quelques jours le nombre des morts de diverses épidémies sévissant aussi bien dans l'armée que dans la population civile. Le pourcentage des soldats atteints du typhus exanthématique et du choléra atteignit les premiers jours du mois dernier le *chiffre fantastique de 70 %*. La plupart des malades mouraient par suite du manque complet de matériel sanitaire, de médecins, d'infirmières, etc. Citons un exemple : sur 44 officiers sortis dernièrement de l'Ecole militaire de Kamenetz-Podolsk, 22 sont morts en trois semaines du typhus, 20 sont tombés malades, 2 seulement sont entrés dans les cadres de l'armée.

Entrer dans un hôpital, c'était être condamné à une mort certaine ; aussi les soldats préféraient-ils se traîner à l'arrière du front jusqu'à ce qu'ils tombassent morts. Il est évident que dans de pareilles conditions les médecins militaires eux-mêmes attrapaient facilement la maladie et leur nombre diminuait de jour en jour. Il y a trois semaines, on en comptait 30 pour toute l'armée et depuis 6 sont morts déjà ; il n'en reste donc plus que 24. Le ministre de la Santé publique lui-même est mort aussi.

A l'arrière du front, pas une seule maison où il n'y ait de malade du typhus. A Kamenetz-Podolsk, c'est une suite continuelle d'enterrements. Le gouvernement a fait tout son possible pour enrayer la contagion, mais il est impuissant. Il a décrété des réquisitions générales parmi la population civile de tout ce qui pouvait être utilisé pour les malades. On a pris le linge, ne laissant à chacun que trois échantillons de chaque chose, faisant des bandes pour pansements avec les chemises de femmes, les draps, les rideaux, etc.

Le train de la Croix-Rouge suisse qui apportait des médicaments en Ukraine n'a pu franchir la frontière à cause du blocus de l'Entente et a dû rester à Otaki, tout près de Mohilev, pendant trois semaines. Les voyageurs qui nous rapportent ces faits disent que quand ils sont partis le train y était encore. La contagion se propageait d'autant plus rapidement qu'on manquait de vêtements, spécialement de chaussures, véritable calamité pendant le froid et les neiges de la saison avancée. En visitant le front, on pouvait voir par exemple les soldats qui montaient la garde recevoir une paire de souliers qu'ils passaient ensuite aux suivants lorsque leur tour était venu et ils rentraient pieds nus dans leur cantonnement. Il est superflu d'ajouter que des régiments entiers, sans linge de corps, étaient dévorés par la vermine, ce qui contribue comme l'on sait à répandre encore plus le typhus exanthématique.

Les personnes qui nous rapportent ces faits ont visité l'importante station et nœud ferroviaire de Jmerinka. Cette riche et luxueuse gare présente l'aspect d'une morgue ; dans le buffet de IIIe classe les cadavres de soldats sont entassés les uns sur les autres, n'ayant pu être enterrés jusqu'ici, et, comme il fait un froid terrible, ils sont tous gelés. Dans le buffet de IIe classe les malades sont alignés sur le sol sans matelas, sans couverture ; sur la voie on aperçoit les corps de malheureux tombés d'épuisement, n'ayant pas eu la force d'atteindre la gare.

Un représentant de la Croix-Rouge américaine qui a vu ce tableau a pleuré d'émotion, disant qu'il n'aurait jamais imaginé que le blocus des Alliés pourrait produire un effet si épouvantable et que l'Entente avait assumé ainsi une terrible responsabilité.

* * *

Il est superflu de décrire les sentiments qui règnent parmi les patriotes ukrainiens.

On espérait jusqu'au dernier moment une aide sanitaire efficace, on avait foi en la pitié de l'Europe, en ses sentiments humanitaires, indépendamment de toute conception politique. Le blocus, auquel fut soumise l'Ukraine, s'est bientôt transformé en blocus sanitaire, devenant ainsi un crime odieux, une monstruosité.

Torture par la terreur.

Nous présentons ci-dessous la traduction textuelle d'un article paru dans l'organe conservateur russe *Kievlanin* au cours des massacres juifs à Kiev. Cet article donne une idée exacte des pogromes juifs auxquels se sont livrés les soldats russes et met en évidence la grave responsabilité qui retombe sur l'entourage « Cent Noirs » du général russe.

N.-B. — La copie de l'article qui nous est parvenue portait le sceau officiel du ministère des Affaires étrangères, prouvant son authenticité.

* * *

La nuit, dans les rues de Kiev, commence à régner une véritable terreur moyenâgeuse. Au milieu d'un silence de mort qui plane sur la ville dépeuplée, des cris déchirants retentissent soudain ; ce sont les juifs qui crient, qui crient de peur. Dans la rue sombre vient d'apparaître un groupe « d'hommes à baïonnettes ». A leur approche d'immenses bâtiments de cinq et six étages commencent à gémir du haut en bas. Des rues entières, prises d'une panique mortelle, hurlent d'une voix inhumaine, tremblant pour leur existence. On est saisi d'effroi en les entendant. Evidemment à nos yeux cette crainte paraît exagérée et revêt des formes stupides et humiliantes. Cependant c'est un effroi véritable, un vrai « supplice de la terreur » infligé à toute la population juive. Les autorités, autant qu'il est en leur pouvoir, luttent contre les massacres et les pillages.

La population russe prête l'oreille à ces terribles hurlements arrachés par le « supplice de la terreur » et se demande si ces nuits lugubres apprendront quelque chose aux juifs. Comprendront-ils ce que cela signifie de détruire les Etats qui n'ont pas été établis par eux. Comprendront-ils ce que cela signifie de chercher à obtenir l'égalité des droits à n'importe quel prix ? Comprendront-ils ce que cela veut dire d'exciter une classe contre une autre, suivant les préceptes du grand maître Karl Marx ? Verront-ils ce qu'est le socialisme, du sein duquel sont sortis les bolchévistes ? Comprendront-ils ce qu'est pour la Russie la réalisation du principe démagogique ?

Comprendront-ils ce qu'ils doivent faire aujourd'hui ? Les juifs ayant pris part aux émeutes seront-ils publiquement maudits dans toutes les synagogues ? La masse de la population juive reniera-t-elle les créateurs « du nouveau régime » avec la même ardeur avec laquelle elle attaquait l'ancien ?

Les juifs se frapperont-ils la poitrine et se couvriront-ils la tête de cendres, feront-ils une pénitence publique, parce que les fils d'Israël ont pris une part fatale à la rage effrénée des bolchévistes ? Une « ligue pour la lutte contre le socialisme » sera-t-elle fondée, ou bien tout restera-t-il comme par le passé et malgré les nuits terribles d'angoisse mortelle la « ligue pour la lutte contre l'antisémitisme » continuera-t-elle à exister et à nier stupidement les faits déjà reconnus, en enflammant les passions antisémites.

Les juifs n'ont plus que deux voies à suivre : 1° reconnaître et faire pénitence ; 2° nier et accuser tout le monde sauf eux-mêmes.

Leur sort dépendra de la voie qu'ils choisiront. Le « supplice de la terreur » ne leur indiquera-t-il pas quelle est la bonne ?

Kiev, le 21 octobre 1919.

Signé : Chouldgoine.
Kievlanin.

L'INDUSTRIE DU FER ET DE L'ACIER EN UKRAINE

(Suite et fin.)

Le gouvernement accorda, pour l'extension du réseau des chemins de fer et pour la reconstruction de la flotte de guerre, de grands crédits. Plusieurs bonnes récoltes successives augmentèrent les demandes de fer et d'acier d'une telle manière que la grande industrie, même par l'augmentation de son capital et une extension correspondante, n'était plus capable de faire face aux demandes croissantes. Donc, tandis que dix ans auparavant une crise eut lieu à cause de la surproduction, en 1910, quand le fer brut se fit rare, commença une crise des matériaux de construction, du combustible et du fer, causée par l'alimentation insuffisante du marché du pays et le désordre qui se manifestait dans la vie économique, — crise qui menaça de devenir tellement grave qu'une baisse des droits d'entrée fut nécessaire afin de pourvoir le pays de fer, de charbon et de ciment étrangers.

En Ukraine, avant la grande guerre, 57 hauts fourneaux travaillaient, produisant en moyenne 5 188 525 tonnes par mois, tandis que dans la première moitié de 1909, 53 hauts fourneaux étaient en activité, avec une production moyenne de 4 819 672 tonnes.

De la totalité du fer manipulé en Ukraine, 90% environ provient des mines de Krivoy-Rog ; le reste est dû au territoire de Kertch, dont le minerai — contenant beaucoup de phosphore — est principalement envoyé aux hauts fourneaux sur la mer d'Azof.

La part que les 15 grands hauts fourneaux ont eue dans la production et la livraison de fer brut, en 1913, s'exprime comme suit :

	Production. Tonnes.	Livraison. Tonnes.
Nororossish (Hughes)	277 050	80 164
Dniéprovienne	537 000	180 328
Briansk	410 492	75 738
Russo-Belge	350 000	38 360
Drujkovka	190 000	984
Donetz-Jurievka	248 000	18 200
Taganrog	165 000	500
Krivoy-Rog	75 902	75 410
Nikopol-Marioupol	70 000	39 836
Olkayra	98 700	96 557
Pastukov et Souline	57 541	—
Providence russe	166 230	9 344
Makeevka	230 820	52 300
Kramatorskaia	165 000	73 606
Konstantinovka	60 320	16 400

La plupart des hauts fourneaux sont des entreprises mixtes, qui travaillent leur production de fer brut dans leurs propres laminoirs, fonderies et chantiers de construction. Par conséquent, le fer brut était jusqu'ici très rare sur le marché.

En ce qui concerne la production des demi-fabricats, la grande importance de l'industrie du fer en Ukraine, par rapport à celle de l'ancien empire russe, appert clairement du tableau ci-après :

	Blocs de fer Martin.	Blocs de fer Bessemer.	Blocs de fer Thomas.	Fer puddlé.	1913.
	(Production en tonnes.)				
Ukraine	1 960 541	551 213	199 311	—	2 711 065
Oural	831 656	45 131	—	25 574	902 361
Pologne	587 000	—	—	8 426	595 426
Russie centrale	422 852	—	—	2 344	425 196
Nord et Finlande	250 918	—	—	12 344	263 262
Total	4 052 967	596 344	199 311	48 688	4 897 310

La plus grande partie de la production des demi-fabricats est jetée sur le marché, ce qui prouve — vu l'influence prédominante des travaux mixtes — que l'ouvrage du fer et de l'acier dans les ateliers pour la réparation des machines de grande valeur, des instruments, outils et appareils, est relativement peu important.

La part que l'industrie ukrainienne du fer et de l'acier a dans la production d'articles manufacturés, comme fer-blanc, plaques, fer de commerce, rails, essieux, cerceaux, poutres, piliers, tubes, fil de fer, clous, rivets, boulons et vis, ressort du tableau suivant :

Articles manufacturés en acier et fer.

	Quantité totale de minerai. Tonnes.	Minerai du Sud. Tonnes.	%
1903	2 229 568	1 131 147	51
1910	3 019 672	1 621 311	54
1913	4 040 983	2 311 475	57
Rails.			
1903	393 442	316 393	80
1910	511 475	385 246	76
1913	589 180	393 443	67

L'AFFAIRE DE LA TRAHISON DU GÉNÉRAL TARNAWSKY

Les premières nouvelles et communications au sujet du passage de l'armée galicienne du côté des volontaires russes nous étaient déjà parvenues au moment de la publication de notre précédent numéro. Cependant, nous avons jugé plus prudent d'attendre des documents précis qui nous permettraient de jeter une lumière complète sur cette affaire, dont les conséquences ont été si graves. L'arrivée des journaux de Kamenetz datant de la mi-novembre nous permet de le faire actuellement avec toute la précision voulue, bien que la trahison de Tarnawsky appartienne plutôt à l'histoire et ne puisse exercer aucune influence sur le développement ultérieur des événements militaires en Ukraine.

* * *

De vagues rumeurs d'un accord entre l'armée volontaire et le haut commandement galicien commencèrent à circuler à Kamenetz-Podolsk, venant de Vinnitsa, vers le 10 novembre. Le correspondant particulier du journal *Ukraina* avait télégraphié le 9, d'après les témoignages des habitants de la ville de Vinnitsa, qu'une délégation russe, composée de trois officiers et d'un cosaque du Don, arrivée en cette ville, était descendue à l'hôtel Savoy et l'après-midi du même jour avait eu un long entretien avec le commandant galicien. Cette nouvelle, ainsi que d'autres analogues, décidèrent le haut commandement ukrainien à reviser tous les ordres militaires donnés par le commandement galicien, ainsi que les mouvements de troupes dans le secteur Jmerinka-Vinnitsa.

Il devint alors évident que depuis l'abandon de Kiev les troupes galiciennes avaient évacué sans combat un grand nombre de points stratégiques très importants au point de vue militaire, et cela alors qu'elles avaient une supériorité numérique incontestable sur les troupes de Dénikine. A la suite de ces mouvements, la position des troupes ukrainiennes fut telle qu'il aurait suffi à Dénikine d'entreprendre une offensive contre Vinnitsa pour que l'armée nationale fût coupée en deux tronçons et anéantie.

Le 10 novembre, le commandant en chef Petliura, accompagné du dictateur galicien Petrouchevitch, du président du conseil Mazeppa et du secrétaire d'Etat Chramtchenko, se rendit à Vinnitsa pour procéder à une enquête sur place. Sans beaucoup de difficultés, il tomba sur les traces de la trahison et mit la main sur un document contenant les clauses de l'accord russo-galicien. Vu son intérêt historique, nous en reproduisons ci-dessous les principaux passages :

Après la vérification des pleins pouvoirs remis respectivement par le général-lieutenant Schilling d'un côté et le général-major Tarnawsky de l'autre, aux délégués russes : colonel de l'état-major Doubiago, colonels Samborsky et Kouvaloff, et aux délégués galiciens : major de l'état-major Alphonse Erlé, majors Lisniak et O. Levitski, il a été décidé que :

1° Toute l'armée galicienne est soumise au haut commandement militaire des forces du sud de la Russie ;

2° L'armée galicienne ne sera pas dirigée contre l'armée de Petliura, mais sera placée à l'arrière du front de Dénikine jusqu'à l'arrivée d'instructions spéciales ;

3° Le gouvernement galicien, vu la privation de son territoire, suspend momentanément son activité et se place sous la protection du commandement de l'armée volontaire. Ledit gouvernement aura son siège à Odessa où il se rend immédiatement.

4° L'état-major galicien recevra les représentants du commandement militaire russe afin de résoudre les diverses questions militaires, administratives et économiques, qui pourraient surgir. Le haut commandement galicien enverra de son côté des officiers de liaison auprès du commandement russe.

5° Cet accord entre en vigueur dès le jour de sa signature. A partir de ce moment, l'armée galicienne exécutera les ordres du commandement russe.

6° L'armée galicienne commencera, à partir du 25 octobre, à se concentrer dans le secteur Pogrebichtche-Lipovetz.

7° Toutes les questions soulevées par les représentants galiciens, concernant la vie intérieure de l'armée galicienne et les relations du gouvernement galicien avec les Etats étrangers, resteront pendantes jusqu'à l'arrivée d'éclaircissements de la part du général Dénikine. A cet effet, la délégation galicienne envoie un représentant qui remettra la copie de cet accord au haut commandement galicien, ainsi que deux autres représentants auprès de l'état-major russe à Novorossisk.

La suite des événements ultérieurs est contenue dans le communiqué suivant de l'état-major de Petliura, daté du 12 novembre :

« Le commandant de l'armée galicienne, général Tarnawsky, a signé un accord avec l'armée des volontaires, d'après lequel toute l'armée de Galicie se soumet aux ordres du général Dénikine. L'ataman en chef, d'accord avec le dictateur Petrouchevitch, a donné l'ordre d'arrêter le général Tarnawsky et d'annuler l'accord conclu, ainsi que tous les ordres donnés par le général traître depuis le 3 novembre. »

On arrêta en même temps le chef de l'état-major galicien Chimanek et tous les signataires de l'accord qui se trouvaient à Vinnitsa. Sur l'ordre du commandement ukrainien, le général Tarnawsky fut remplacé par l'ataman Mikitka et le chef de l'état-major par l'ataman Tsiritsa.

Après la découverte de la trahison et sa liquidation officielle, l'ataman Petliura et le dictateur Petrouchevitch commencèrent à haranguer les soldats de la garnison de Vinnitsa, leur expliquant que l'accord était dû à l'initiative personnelle de quelques membres du commandement galicien, qu'il n'exprimait la volonté ni du dictateur Petrouchevitch ni de la plus grande majorité des officiers et soldats galiciens et que leur devoir était de rester fidèles à l'ataman en chef Petliura.

En l'espace d'un ou deux jours, toute l'affaire de la trahison fut liquidée et pas un seul soldat galicien n'obéit aux ordres du général Tarnawsky.

A ce moment, la gare et la ville de Jmerinka furent occupées sans combat par un détachement russe et cinquante officiers volontaires de Dénikine. La garnison ukrainienne de la ville, qui comptait 2000 hommes et qui ignorait la trahison de Tarnawsky, obéissant aux ordres reçus de lui, se soumit à ces officiers, leur livrant les armes et les munitions. 400 vagons remplis de celles-ci furent expédiés immédiatement à l'arrière du front de Dénikine. Après s'être emparé de tout le butin le commandement russe commença le transport des soldats de la garnison, mais quelques centaines à peine avaient déjà été évacués lorsque la garnison de Vinnitsa, restée fidèle à Petliura, accourut en toute hâte sur les lieux et après un court combat chassa de Jmerinka les détachements de Dénikine et libéra ses camarades, qui, sous la menace des mitrailleuses et des canons, attendaient à la gare leur tour d'être expédiés par les trains d'évacuation de Dénikine.

C'est ainsi qu'à Jmerinka l'accord conclu par Tarnawsky resta stérile et ne donna d'autres résultats que la perte de quelques centaines de vagons de munitions et de trois ou quatre centaines de soldats galiciens, que les officiers russes avaient réussi à envoyer à l'intérieur de l'Ukraine avant l'arrivée de la garnison. Par conséquent, le chiffre de 20 000 soldats soi-disant passés du côté de Dénikine est une pure invention. Il est possible qu'en vertu de l'accord en question, ces 20 000 hommes aient été placés sous le commandement de Dénikine ; les télégrammes de source russe qui ont lancé cette nouvelle ont été probablement envoyés après la signature de l'accord ; mais en réalité celui-ci ne resta qu'un simple chiffon de papier.

Pour illustrer l'attitude adoptée par les soldats galiciens, dès qu'ils eurent appris la trahison de Tarnawsky, nous reproduirons ici un communiqué officiel se rapportant à un détachement ukrainien qui stationnait à l'est de Vinnitsa et qui serait soi-disant passé aux adversaires :

Le 10 novembre, ce détachement a été cerné par les troupes de Dénikine, qui lui ont demandé de déposer les armes. Les soldats ont refusé catégoriquement d'exécuter cet ordre, disant qu'ils ne voulaient pas soutenir le général Tarnawsky dans sa trahison envers l'Ukraine. A la suite de ce refus, les volontaires braquèrent des mitrailleuses sur le détachement et répétèrent encore une fois leur sommation ; les Galiciens, étant dans l'impossibilité de se défendre, se virent alors obligés de se rendre. Ils furent placés sous bonne escorte dans un train militaire, mais à peine partis les soldats se révoltèrent contre leurs gardiens, les désarmèrent, et rebroussèrent chemin, reconduisant eux-mêmes le train à la gare de N..., où ils rencontrèrent les soldats de Petliura qui venaient d'arriver.

Le même fait s'est reproduit avec un train de Galiciens désarmés à la gare de Jmerinka.

On se demandera peut-être pourquoi, si toute cette affaire de trahison n'a eu pour suite que la perte de quelques centaines d'hommes, elle a provoqué néanmoins des conséquences aussi graves, qui ont abouti à l'effondrement complet du front ukrainien Mohilev-Vinnitsa. Nous répondrons tout d'abord que la trahison provoqua naturellement un certain désarroi parmi le commandement militaire, désarroi dangereux à une époque aussi critique, et ensuite qu'en vertu de l'accord entre les Russes et les Galiciens le général Dénikine transporta presque toutes ses forces du front de Jmerinka dans le secteur de Mohilev, où l'armée ukrainienne se trouva tout à coup devant des forces beaucoup plus nombreuses, ce qui l'obligea à battre précipitamment en retraite dans la direction de Proskourov.

L'ACTIVITÉ DU COMTE TYSZKIEWICZ

Mme Sophie Wolska, membre de l'« Association des Ukrainiens catholiques à Kiev », nous prie d'insérer la réponse suivante à notre article « L'activité du comte Tyszkiewicz », paru dans le n° 109, et qui a fait tant de bruit dans les milieux ukrainiens. Ne voulant pas être accusés de partialité, nous acquiesçons volontiers à sa demande. Cependant, nous ferons remarquer que le comte Tyszkiewicz, quoique mandataire de l'Association des Ukrainiens catholiques à Kiev, n'est pas parti pour Paris avec ce titre, mais bien en qualité de président de la délégation de paix. Si, dans ses déclarations, il avait souligné qu'il parlait comme membre de cette association, nous n'aurions naturellement rien eu à lui reprocher, mais tel n'était pas le cas. Et c'est pourquoi nous avons élevé une protestation.

Voici la lettre en question :

Monsieur le Rédacteur,

Veuillez bien faire paraître dans votre revue ce qui suit :

Je viens de lire dans le n° 109 de l'*Ukraine* les accusations contre le comte Michel Tyszkiewicz. Je crois de mon devoir d'y répondre.

L'Ukraine a environ 5 millions de catholiques du rite gréco-ruthène (nom officiel) dits uniates, et 4 à 5 millions de catholiques latins, que les Polonais tâchent à tout prix de faire considérer comme Polonais, et qui, comme l'ont prouvé de nombreuses élections, n'en ont pas la moindre envie.

A mon avis, presque la quatrième partie de la population (10 millions) est un nombre qui a droit à la considération.

Après la révolution, un groupe d'Ukrainiens de religion catholique s'est organisé officiellement sous le nom d'« Association des Ukrainiens catholiques à Kiev », et a eu deux représentants au Ier Congrès national ukrainien à Kiev et deux membres au Congrès national de Jitomyr.

L'« Association des Ukrainiens catholiques à Kiev », a chargé le comte Tyszkiewicz de la défense de tous ses intérêts quels qu'ils fussent et, en particulier, de demander à l'étranger des missionnaires qui accompliraient leurs devoirs religieux sans se mêler de politique et surtout sans faire de la religion une arme pour la dénationalisation forcée des fidèles, comme cela a eu lieu bien souvent avec le clergé polonais.

Les pleins pouvoirs accordés au comte Tyszkiewicz ont été signés par le président et par deux membres du conseil et sont munis du sceau de l'Association.

Outre le caractère de plénipotentiaire de l'Association des Ukrainiens catholiques à Kiev, vous oubliez que le comte Tyszkiewicz est ministre de la République ukrainienne auprès du Vatican, ce qui lui donne quelque droit de négocier avec ceux auprès desquels il a été envoyé.

Quant aux résultats pratiques, les catholiques français ne peuvent rien faire de plus que de faire paraître des interviews, car le maximum, c'est-à-dire la reconnaissance formelle de l'Ukraine comme Etat indépendant, a déjà été fait par leur chef, le Pape.

Quant à ce que le comte Tyszkiewicz n'a pas été reçu par « aucun politicien influent », pour qui comptez-vous, par exemple, Clemenceau ou bien le maréchal Foch, dont la déclaration au comte Tyszkiewicz a déjà été publiée dans la *Vola?*

Si les autres accusations sont aussi bien fondées que celles auxquelles je viens de répondre, il ne me reste qu'à les laisser pour que le public en juge lui-même.

Veuillez agréer, etc.

Sophie WOLSKA,

membre de l'Association des Ukrainiens catholiques, à Kiev.

Vienne, le 10 octobre 1919.

LE KOUBAN CONTRE DÉNIKINE

Nicolaïev, novembre.

Un hasard a mis entre nos mains le texte d'un radiogramme envoyé par Dénikine à tous les commandants de ses armées et personnes officielles et prouvant qu'un traité d'alliance défensive avait été conclu entre le Kouban et les républiques du Caucase, traité que les agences russes se sont bien gardées de reproduire. Ce radiogramme est conçu comme suit :

« J'apprends qu'actuellement il existe un traité entre le gouvernement du Kouban et le Medjelis des peuples montagnards, qui constitue une trahison envers la Russie et d'après lequel les troupes des Cosaques du Kouban et du Caucase septentrional sont mises à la disposition du Medjelis en vue d'actions hostiles contre nous. Ce traité est signé par Bitch, Savitsky et Nalikotov, comme représentants du gouvernement koubanais et par Gaïdarek, Baklinatov, Tchermoïev et Gaïdamov, en qualité de représentants du Medjelis.

» J'ordonne qu'au cas où ces personnes se trouveraient sur le territoire occupé par l'armée volontaire, elles soient immédiatement traduites en conseil de guerre sous l'inculpation de haute trahison. »

Ce radiogramme est la confirmation de diverses autres nouvelles venant de Nikolaïev, reproduites par les journaux de Kamenetz et annonçant que la Rada du Kouban, après avoir décidé à son assemblée plénière d'Ekaterinodar de rappeler les détachements koubanais de l'armée de Dénikine, a conclu une alliance avec la Géorgie, l'Azerbedjan et autres républiques du Caucase, en vue d'opérations défensives communes contre Dénikine.

Cet état de choses explique aussi la nouvelle de la fermeture de la frontière entre le Kouban et le Don.

Le mouvement insurrectionnel.

Kanev, novembre. — On mande de cette ville à l'*Ukraine* de Kamenetz qu'un détachement de mille paysans avec cinq canons a paru soudainement aux portes de la ville.

Le général Dénikine a imposé au village de Barichevka une contribution de 500 000 karbowanetz à cause des « sentiments petliuriens » des habitants.

Les troupes paysannes ont occupé Kasatyn et Berditchev.

Passage de troupes bolchévistes du côté de Petliura.

Proskourov, novembre. — La 58e division bolchéviste, qui a passé du côté de Petliura, a occupé Fastov, Bila-Cerkva et Pogrebichtche. Le groupe bolchéviste du secteur Berditchev a également passé du côté ukrainien.

DANS LE PAYS DE L'ORDRE ET DE LA PAIX

Un voyage à travers l'Ukraine occupée par Denikine.

— Vous allez à Kiev ?
— A Kiev.
— Maintenant ?
— Maintenant.
— Vous plaisantez, sans doute ?
— Nullement.

Celui qui venait de me poser ces questions s'éloigna avec une expression de méfiance mélangée de respect, visible sur son visage. Plusieurs fois il se retourna en hochant la tête. A Kiev ! Un voyage en Afrique centrale dans les temps heureux d'avant la guerre ne provoqua jamais autant de pensées graves qu'un petit parcours de 5 à 600 km. aujourd'hui, en l'Ukraine.

Décidé à tout, je prends mon billet de Rostov-sur-le-Don à Kharkov.

— Pour quel train, demandai-je à l'employé.

— Train direct, soit pour Kharkov, soit pour l'autre monde ! me répond-il d'un air morne.

Et il n'est pas très éloigné de la vérité, ce brave caissier. Près de Kharkov, nous passons sur les lieux d'une catastrophe d'il y a trois semaines. Le déblaiement n'est pas encore terminé et les ouvriers se heurtent à tout moment à ce qui fut jadis des êtres vivants. Arrivé à Kharkov vous commencez à vous informer d'un train pour Kiev. Les employés vous regardent avec condescendance et sourient.

— Informez-vous ailleurs, déclarent-ils ; nous n'en savons rien.

Et quand vous vous informez ailleurs, vous obtenez la même réponse, et derrière vous des éclats de rire et des plaisanteries ironiques.

— En voilà un qui va à Kiev !

Quoi qu'il en soit, après un temps infini, je parviens à Poltava, où l'ordre est à peine rétabli depuis la dernière incursion paysanne.....

(Suivent trente-quatre lignes censurées.)

.....Vingt-quatre heures plus tard, je traverse Vorojba, dans un vagon à marchandises sale intitulé « Wagon de messieurs les officiers ». On ne sait pourquoi, tous les voyageurs sont très gais. Dans tous les coins retentissent des éclats de rire.

L'un d'eux propose à haute voix de résoudre le problème suivant : Le train marchant à la vitesse vertigineuse de 5000 mètres à l'heure, et le nombre des kilomètres étant de 300 entre Kiev et Kharkov, combient faudra-t-il de jours pour faire ce parcours, en supposant comme « inconnues » le nombre de bandes qui attaqueront le train en cours de route et le nombre de rails détériorés.

Il fait nuit. On frappe à la porte du wagon ; les lumières sont éteintes ; une fusillade se fait entendre. On nous distribue des armes en nous invitant à sortir du wagon et à défendre notre patrie roulante. Nous faisons quelques pas dans la nuit, parmi les broussailles ; on nous tire dessus d'un côté ; nous répondons au hasard dans le vide, puis les hommes qui escortaient le train reviennent et nous annoncent que les bandits sont repoussés et que l'on peut continuer le voyage. Le train s'ébranle lourdement, gémissant comme un être gravement malade ; nous nous réinstallons dans les wagons glacés pour sortir à nouveau au bout d'une demi-heure et combattre d'invisibles ennemis, dont les balles atteignent souvent les planches vermoulues du train en marche. Après douze jours d'un pareil voyage, j'arrive enfin à Kiev.

Mon Dieu, quelle aventure ! J'ai voyagé en train express, postal, de voyageurs, de marchandises, de réserve, blindé, sanitaire, devant, derrière la locomotive, dans le tender, dans toutes les classes, depuis la 1re jusqu'à la 4e, sur le marchepied, les tampons, etc....

Notes d'un voyageur, extraites du journal *Vetchernyé Ogny*, Kiev, novembre.

DOCUMENTS

Une proclamation du gouvernement.

Soldats et Citoyens,

A la date d'aujourd'hui, 14 novembre 1919, s'est écoulée une année depuis que le peuple ukrainien proclama l'insurrection contre le général russe Skoropadsky.

Pendant une année entière, le peuple ukrainien a lutté contre l'envahisseur, qui, de tous les côtés, s'avançait sur son sol.

Il reste encore un ennemi, c'est l'armée des seigneurs, des grands propriétaires fonciers, conduite par le général Dénikine. Ce général veut de nouveau imposer à tous les peuples de l'Ukraine libre la domination seigneuriale. Les cohortes dénikinistes torturent les villageois, commettent des horreurs parmi la population israélite.

Et cependant, à cette heure définitive de la lutte contre un ennemi cruel, contre l'ennemi de notre liberté, une trahison abominable, scélérate a été découverte.

Un complot entre chefs de l'armée galicienne a été machiné par le général Tarnawsky, avec le secours de vieux réactionnaires galiciens moscophiles qui, au temps du tsar, aidaient le comte Bobrynski à meurtrir la Galicie ; ce complot avait pour but de faire passer sous les ordres de Dénikine l'armée galicienne, avec tous ses canons, ses armes et tout le trésor de l'Etat.

Déjà depuis longtemps ces chefs galiciens n'exécutaient pas les ordres du commandant suprême, ni les prescriptions du gouvernement de l'Ukraine. Aujourd'hui, par leur trahison, ils ont mis l'armée nationale dans une situation difficile. En accomplissant leur geste, en engageant des pourparlers et en passant une entente avec l'armée étrangère de Dénikine, ils ont tenté de poignarder dans le dos le peuple de toutes les Ukraines.

Les chefs galiciens, avec le général Tarnawski en tête, qui avaient livré Kiev à Dénikine, ont essayé à présent de livrer l'armée de la Galicie Orientale, non pas pour assurer la défense de l'Ukraine indépendante, mais pour prendre part à une lutte engagée aux profits d'une Russie tsariste contre le peuple ukrainien insurgé pour libérer sa patrie.

Mais l'âme cosaque n'est pas morte en Ukraine.

L'armée ukrainienne n'a pas suivi les traîtres, elle continue la lutte et repousse l'ennemi, elle est restée fidèle au peuple ukrainien. Le gouvernement de l'Ukraine unie a pris toutes les mesures utiles pour que les traîtres soient punis sévèrement. Le généralissime Petliura ainsi que le président du Conseil national Petrouschevitch ont lancé l'ordre d'arrêter immédiatement et de faire paraître devant le Conseil de guerre le traître Tarnawski et ses complices. Que les soldats et les citoyens fidèles à la République ukrainienne sachent que la lutte contre Dénikine ne cessera pas, qu'au contraire elle sera continuée jusqu'à ce que l'intégralité du sol ukrainien soit purgée des ennemis.

La force de Dénikine chancelle déjà ; le soulèvement du peuple ukrainien ébranle l'armée volontaire. Les sacrifices faits pour la fondation de la République ukrainienne indépendante n'auront pas été inutiles.

Le gouvernement a donné l'ordre à tous les chefs et soldats fidèles à l'Ukraine et la Galicie de rester fermement à leur poste, pour la défense des droits réclamés par la volonté unanime de l'Ukraine unie. A l'heure du plus grand danger, nous devons rester les citoyens conscients et virils de l'Ukraine. Nous devons anéantir la trahison et lutter avec acharnement pour notre belle cause nationale, pour la République démocratique.

Pour la défense du pays natal et pour la liberté populaire, le gouvernement de la République ukrainienne juge indispensable de centraliser complètement le commandement des armées. Le gouvernement espère que les citoyens galiciens tiendront à réparer le dommage causé, par l'union jusqu'ici incomplète des armées ukrainiennes et galiciennes, à la cause de l'Ukraine unie.

Soldats, citoyens, ouvriers, cultivateurs, vous tous fils fidèles de l'Ukraine, levez-vous pour la lutte finale et décisive, pour la liberté, pour la terre, pour notre République populaire. Levez-vous pour la liberté de tous les peuples habitant l'Ukraine. A bas la peur et le désespoir, la Victoire sera pour nous car nous sommes soutenus par tous les peuples, par la Démocratie universelle !

Ministre-président : MAZEPPA.
Secrétaire d'Etat : CHRAMTCHENKO.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les insurgés ukrainiens s'emparent de la voie ferrée Kiev-Poltava, base des opérations de l'armée Dénikine. L'armée des insurgés est commandée par l'ataman Zeleny.

* * *

La division de Tarachtcha, l'élite des troupes russes, passe du côté ukrainien et combat maintenant contre Dénikine.

* * *

Le comité des insurgés de la rive gauche du Dnieper lance une proclamation à la population l'exhortant à la lutte contre les bolchévistes et les réactionnaires ; ceux-ci visent à détruire la culture ukrainienne et à imposer au peuple un gouvernement étranger, lui enlevant ses biens et ses céréales. Le comité ne veut pas reconnaître d'autre gouvernement que celui du Directoire et de Petliura.

* * *

Les bolchévistes prennent Koursk à 150 kilom. au sud-ouest de Kiev.

* * *

L'armistice polono-ukrainien est prolongé de dix jours. Les Polonais occupent Vladimir-Volhynski, en Volhynie, qu'ils ont pris aux bolchévistes.

* * *

Le général Pilsudsky, chef d'Etat polonais, reçoit en audience M. A. Lewitzky, ministre ukrainien des Affaires étrangères, au sujet de la question de la Galicie Orientale. Le même jour, M. Zalesky, délégué polonais à la Conférence de la paix, rend visite à M. Levitzky. On arrive à une entente dans les affaires en cours de discussion.

* * *

Les rouges occupent Glonkov et progressent au sud et sud-est de Tchernigov.

* * *

La mission diplomatique ukrainienne à Londres adresse au Foreign Office une note dans laquelle elle se plaint que Dénikine emploie les secours donnés par les Alliés à attaquer l'Ukraine.

* * *

La mission américaine de la Croix-Rouge visite tous les hôpitaux de Kamenetz-Podolsk, de Vinnitsa et du front. L'état des blessés et malades lui produit une impression accablante, et elle promet de tout faire pour munir l'Ukraine de matériel et de personnel sanitaire

* * *

Les troupes polonaises occupent Kamenetz-Podolsk, à la demande de Petliura, qui est obligé d'évacuer la ville et se retire à Proskourov.

* * *

Le Conseil suprême a décidé d'accorder à la Pologne un mandat de 25 ans sur la Galicie Orientale, étant entendu que cette province jouira de son autonomie, qu'elle aura sa Diète particulière à Léopol et son armée que la Pologne ne pourra employer que dans des buts défensifs. Cette nouvelle provoque une vive émotion dans les milieux parlementaires de Varsovie. La Diète décide d'envoyer à Paris une délégation pour protester contre l'établissement d'un régime provisoire en Galicie Orientale.

* * *

Les volontaires occupent Kasatyn et les rouges s'emparent de Bilsk et de Bachmatch.

* * *

Après avoir occupé Kamenetz-Podolsk les troupes polonaises entrent à Proskourov et Staroconstantinov. La voie ferrée Kamenetz-Novgorod-Volhynski est ainsi occupée par les Polonais. Le théâtre des opérations de Petliura limite la région polonaise et s'étend jusqu'à l'arrière du front de Dénikine où l'ataman Makhno combat dans le gouvernement d'Ekaterinenbourg et Zeleny dans la région de Kiev. La région de Poltava est également en révolte.

* * *

Petliura lance une proclamation dans laquelle il prend la défense de l'armée galicienne contre les soupçons auxquels elle avait été exposée par suite de la trahison du général Tarnawsky. Il relève en même temps le puissant effort de cette armée dans la lutte pour l'indépendance.

* * *

Une grande agitation règne dans la région du Don contre les partisans de Dénikine. Des escarmouches ont été échangées entre les insurgés et les volontaires. Toute la région de Kiev, de même que les villes de Tcherkassy, Czyhyryn, Kaniv, Alexandrovsk et Poltava avec toute la région de Novorossisk sont aux mains des insurgés. Le Caucase est également en révolte. Les insurgés ont occupé Stavropol.

* * *

L'armée polonaise continue son avance à l'est de Kamenetz et approche d'Uszyec ; l'aile nord marche vers Jitomir. Les détachements polonais ont établi le contact avec les avant-postes de l'armée de Dénikine près de Proskourov.

* * *

Une grande démonstration a lieu à New-York pour protester contre les pogroms juifs en Ukraine. Plus de 100 000 soldats juifs traversent la ville ; un grand meeting a lieu à Carnegie Hall. Une résolution est adoptée demandant aux gouvernements alliés d'intervenir afin d'empêcher de nouveaux pogromes.

* * *

D'après les journaux hongrois, la Roumanie fait des tentatives pour établir une union entre elle, la Hongrie, la Tchéco-Slovaquie et l'Ukraine. Les négociations sont conduites par M. Diamandi. Il a déjà entamé des conversations avec le commissaire allié, sir George Clark, avec le chef de la commission du Danube interalliée et le premier-ministre hongrois.

* * *

Les insurgés ukrainiens occupent Ekaterinoslav, Berditchev, Romny, Loubny, Poltava, après une lutte acharnée ; une grande quantité de munitions tombe entre leurs mains. Les insurgés, en contact avec Petliura, saisissent à Poltava une grande quantité de munitions et d'habits provenant d'Angleterre.

Tout le gouvernement d'Ekaterinoslav est aussi soulevé et l'insurrection s'étend en Volhynie et à l'ouest du gouvernement de Kiev. Jmerinka et Kasatyn sont de nouveau enlevés à Dénikine, qui perd aussi Ekaterinodar et le port de Novorossisk.

* * *

L'épidémie de typhus continue à sévir. Le ministre de la Santé publique et le président de la Croix-Rouge ukrainienne ont été victimes du fléau. A Kamenetz on compte journellement 500 morts. Des secours sanitaires de l'étranger sont de plus en plus nécessaires.

* * *

Les troupes de Dénikine sont arrêtées sur le front ukrainien de Proskourov jusqu'au Dnieper. Le noyau de l'armée se trouve sur la voie ferrée Derachnia-Berditchev et s'y maintient solidement ; les insurgés prennent Kherson.

* * *

Les cosaques du Don envoient un ultimatum à Dénikine pour lui demander la conclusion d'un armistice général. Les troupes du Kouban, qui lui sont hostiles, passent en Géorgie.

* * *

La vie civile continue son cours normal à Kamenetz, malgré l'évacuation. Les fonctionnaires sont restés à leur poste ; l'université et les écoles fonctionnent sans difficulté. Les troupes polonaises assurent le service d'ordre.

* * *

Rostov et Taganrog sont évacués par Dénikine. Les rouges sont rejetés au delà de Fastov par les volontaires.

* * *

Le ministre d'Ukraine à Berne remet au ministre de Grande-Bretagne une note de protestation contre la décision du gouvernement britannique de mettre 277 avions au service de Dénikine. Le ministre d'Ukraine ne peut croire qu'une partie considérable de la flotte aérienne britannique soit prêtée pour combattre un peuple qui lutte pour son droit à l'existence.

* * *

Toute la Crimée est aux mains des insurgés.

* * *

Les troupes de l'ataman Zeleny qui s'étaient jointes à l'armée nationale s'emparent de Kiev et font un énorme butin.

* * *

Des négociations amicales sont échangées entre le gouvernement ukrainien et les gouvernements du Kouban et du Caucase.

AUTOUR DE L'AFFAIRE TARNAWSKI

Une proclamation de Petliura.

A la suite de la trahison du général Tarnawski, Petliura a publié une proclamation dans laquelle il met l'armée galicienne en garde contre différentes suspicions et fait ressortir l'œuvre énorme accomplie par elle dans la lutte pour l'indépendance. L'armée galicienne, y est-il dit, n'est pas responsable de l'infamie commise par Tarnawski. Le sang répandu par les tirailleurs galiciens sur le territoire ukrainien, du Zbroutch jusqu'à Kiev, est une preuve de l'amour sans bornes et de l'esprit de sacrifice de l'armée galicienne pour toute l'Ukraine. Comme commandant en chef de toute l'armée ukrainienne dont l'unité m'est chère, je prends sous ma protection l'armée galicienne, son honneur, son esprit de sacrifice pour la cause de la défense de l'Ukraine unie. Les coupables seront sévèrement punis d'après les lois militaires de la République, et l'armée galicienne continuera à prouver par des faits son dévouement à l'Ukraine dans les rangs de l'armée ukrainienne indivisible. Les flammes de l'insurrection paysanne de l'autre côté du front se répandent de plus en plus. Debout pour la lutte commune ! Que l'armée de l'Ukraine unie continue à faire preuve d'héroïsme !

Les insurgés à Wassilkow.

Kasatyn, fin novembre

Les détachements de paysans insurgés, dans leur avance vers le Nord, ont occupé Wassilkow.

Mort du ministre de la Santé.

Peu de jours après l'évacuation de Kamenetz le ministre de la Santé publique, Odryn, ainsi que le chef de la Croix-Rouge ukrainienne, Dr Wiazlow, sont tombés victimes de la terrible épidémie de typhus qui fait rage actuellement.

Les troupes polonaises, lors de leur entrée à Kamenetz, ont trouvé dans cette ville 25 000 malades.

Concentration de troupes roumaines en Bessarabie.

Kasatyn, fin novembre. — On apprend de Mohilev (Podolie) que les autorités roumaines opèrent une forte concentration de troupes à la frontière ukraino-bessarabienne. Au cours de l'offensive de Dénikine sur Mohilev, quelques détachements russes ont tenté de traverser le Dniester. Les Roumains ont ouvert un feu d'artillerie et ont réussi à repousser les Russes sur l'autre rive du Dnieper.

LA GUERRE UKRAINO-BOLCHÉVISTE

Officiellement la guerre avec les bolchévistes russes commença le 21 janvier 1919 par la proclamation que lança Trotsky de la « guerre sainte » contre l'Ukraine, mais en réalité elle durait déjà depuis quelque temps. Les soi-disant armées ukrainiennes de Piatakow avaient commencé l'invasion de l'Ukraine aussitôt après le renversement de l'hetman et l'exode des troupes allemandes. Le 9 janvier 1919 le Directoire envoya une note à Moscou demandant des explications au sujet de l'action militaire, manifestement hostile des armées bolchévistes. Mais, tandis qu'il attendait une réponse, les bolchévistes continuaient à avancer. Deux semaines après la proclamation de cette « guerre sainte » le Directoire dut abandonner Kiew aux bolchévistes et changer plusieurs fois de résidence pour leur échapper. Ces succès s'expliquent aussi bien par leurs bons équipements que par l'attitude des paysans et des ouvriers ukrainiens. Il faut remarquer que les Allemands avaient emporté presque tout le matériel de guerre que possédait l'Ukraine dans ses dépôts, tandis que la Russie bolchéviste, héritant du matériel et des installations de l'empire tzariste, disposait de toutes les armes et munitions nécessaires.

Le petit nombre de troupes que l'on possédait devait être réparti sur plusieurs fronts, contre les troupes rouges, contre la Pologne et contre Dénikine. Malgré ces conditions extrêmement pénibles, le Directoire parvint cependant à reprendre l'offensive.

Pour mieux comprendre ce fait, examinons l'attitude des paysans et des ouvriers envers les bolchévistes et l'évolution de leurs opinions politiques. Les ouvriers, pour la plupart russes restèrent en majorité indifférents pendant la guerre nationale contre l'hetman et les Allemands, attendant impatiemment « les leurs », les bolchévistes russes auxquels ils rattachaient leur cause et avec lesquels ils étaient unis par des liens de parenté ou de nationalité. Les paysans, de leur côté, croyaient que les bolchévistes leur assureraient la terre mieux et plus vite que le Directoire, se souvenant que la Rada centrale dont il était issu avait refusé de donner la terre aux paysans avant la convocation de la Constituante. Il est vrai que des motifs psychologiques jouèrent aussi ici, un certain rôle : « Nous avons versé notre sang ensemble dans les tranchées pendant la guerre, disaient nos paysans, et nous ne devons pas nous battre contre nos anciens camarades. »

Mais après avoir observé ces « camarades » dans les villages où ceux-ci pillaient et dévalisaient tout ce qu'ils pouvaient, après avoir vu dans les rangs de ces « camarades » toutes sortes de brigands, des Chinois, des Lettons, etc. ; qui avaient des conceptions étranges sur la « camaraderie », après avoir vu ce que signifiait la socialisation des terres, nos paysans perdirent vite leurs illusions et prirent les armes.

Les partis extrémistes ukrainiens, eux aussi, avaient eu leurs illusions et contribué à l'avènement de la domination bolchéviste en Ukraine, mais après avoir vu l'anéantissement de la culture nationale, le pillage des richesses qui prenaient le chemin de Moscou, la domination presque exclusive d'éléments tout à fait étrangers au pays, les persécutions d'intellectuels ukrainiens, les dévastations de villages, les fusillades de paysans, ils hissèrent le drapeau de l'insurrection.

Même les ouvriers privés de travail par suite de la fermeture des usines et des fabriques épuisés par la famine, irrités par les innombrables mobilisations, changèrent de dispositions.

Les motifs sociaux de la lutte contre les bolchévistes se lièrent si étroitement aux motifs nationaux qu'il serait impossible de les séparer.

Il faut aussi noter dans cette petite revue, les funestes résultats de l'absurde politique financière des bolchévistes. L'émission continuelle des billets de banque a été cause que les paysans ne pouvaient plus vendre les produits de leur travail, contre ces billets, ce qui aurait équivalu à donner leur blé pour rien, de même ils ne pouvaient les accepter en échange de produits industriels, vu l'anéantissement complet de l'industrie.

Revue de la Presse.

La tragédie ukrainienne.

Sous ce titre, M. P. Imbodet, rédacteur au *Journal de Genève*, écrit le 7 décembre :

« Un télégramme de Varsovie, confirmé par un radio bolchéviste, annonce la reprise de Kiev par les Ukrainiens. Cette simple nouvelle, dans les circonstances actuelles, présente une importance considérable. Elle prouve d'abord que l'armée ukrainienne a gardé une valeur offensive. Elle réduit ensuite à néant une fois de plus la légende toujours démentie par les faits d'une entente secrète entre Petliura et les soviets. Elle consacre enfin la faillite des projets unitaires de Dénikine. » Plus loin, M. P. D. B. fait la revue des derniers événements en Ukraine et conclut : « L'avenir toutefois dépendra en grande partie de l'attitude qu'adoptera finalement la Pologne, car Petliura n'a obtenu son appui momentané qu'au prix de fortes concessions. Mais les conservateurs qui actuellement font la loi à Varsovie et la délégation de Paris préféreraient un rapprochement avec les réactionnaires russes à une collaboration avec un gouvernement d'origine révolutionnaire, mal vu des Alliés et dont l'autorité ne leur semble pas suffisamment assise. Si donc Dénikine revenait à une tactique plus conciliante, il est infiniment probable qu'un revirement immédiat se produirait dans la politique polonaise. Ce pourrait être alors la fin de l'Ukraine exposée aux attaques d'un troisième adversaire, l'impérialisme bolchéviste, plus insinuant, mais tout aussi dangereux que les deux autres. Les nationalistes russes accusent Petliura et les siens de trahison. Mais en couvrant l'Ukraine d'injures, en menant contre ses hommes d'Etat improvisés et contre ses jeunes institutions une campagne aussi odieuse que ridicule, en usant de persécutions et de massacres, le parti réactionnaire a jeté lui-même la nouvelle République dans les bras de ceux qui se sont enrichis au détriment de l'ancienne Russie...

« Aujourd'hui, par la faute même de ses accusateurs, l'Ukraine est devenue franchement séparatiste. Même écrasée elle ne désarmera plus. Ses populations, quoi qu'il arrive, se souviendront. Voici trois ans que les politiciens et les journalistes discutent gravement de l'existence ou de l'inexistence de l'Ukraine. Depuis trois ans des hommes se font tuer par milliers. Ils vont au combat sans linge ni chaussures, rongés de vermine, manquant de munitions, de pain, de tout. Ils savent qu'à l'arrière l'épidémie fait des ravages terribles et que le fait de tomber malade ou d'être blessé même légèrement, étant donné l'absence totale de médicaments, équivaut à une condamnation à mort...

« Leur chef Petliura a beau proclamer à la face du monde son désespoir et sa foi. Les chancelleries ne veulent rien entendre... Et l'on va déclarant partout que l'idée ukrainienne n'existe pas, qu'elle ne représente qu'un simple mot d'ordre lancé par une bande de brigands et que tous ces paysans, en se sacrifiant, ne font qu'obéir à une consigne venue de Berlin. La guerre, puis la paix, ont consacré bien des erreurs, mais en est-il beaucoup de comparables à celles-là ? »

Le mot de l'énigme.

De Gabriel Séailles dans *La Dépêche* du 1er décembre :

« Nous continuons de proclamer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais nous restons sourds aux revendications des nations allogènes et nous soutenons les généraux tsaristes qui veulent reconstituer le grand empire slave dans son intégrité... Pour combattre le bolchévisme, nous pouvions invoquer notre fameux principe du droit des peuples, rallier les nations allogènes en reconnaissant leur indépendance. Pourquoi avons-nous préféré soutenir Dénikine et Koltchak ? Le mot de l'énigme c'est que la diplomatie de l'Entente est panrusse, c'est qu'à tort ou à raison elle est persuadée qu'il y a un intérêt européen, exception faite pour la Finlande et la Pologne, à reconstituer l'empire des tsars dans son intégrité...

« Dénikine et Koltchak, serviteurs de l'ancien régime, imbus d'esprit nationaliste, patriotes humiliés dans leur orgueil, sont les représentants les plus ardents de l'esprit panrusse. Ils entendent briser toutes les républiques naissantes, rendre à la Moscovie sa prépondérance, reprendre et poursuivre l'oeuvre de russification qui n'a pas réussi encore à faire perdre aux peuples soumis le sens de leur originalité nationale. Quand le général Dénikine, après ses succès contre les bolchévistes, crut être libre de ses mouvements, il envahit l'Ukraine, se jeta sur les troupes de Petliura et un moment victorieux, commit les pires excès...

« Au premier regard l'attitude de notre diplomatie semble incohérente. En Autriche, sous prétexte de respecter les droits des peuples, elle a multiplié les petits Etats. En Russie, elle s'entête à ignorer l'Ukraine qui a trente ou quarante millions d'habitants... La lutte se prolonge, les milliards s'engloutissent. L'avenir dira si le calcul de nos diplomates est juste et si le résultat de leur politique ne sera pas de nous aliéner les sympathies des peuples qui se seront émancipés malgré nous et contre nous. »

Après la défaite de Youdenitch et de Dénikine.

On lit dans le *Daily Chronicle* du 27 novembre :

C'est un fait substantiellement évident que l'armée de Youdenitch a été rayée du tableau que celle de Koltchak est de plus en plus repoussée vers l'Est et ne compte plus, et enfin que les armées rouges en se concentrant menacent de plus en plus Dénikine. Voilà pour les affaires des antibolchévistes de Russie. On oublie pourtant que de la Finlande à la Roumanie, les antibolchévistes non russes ont établi sur la base des nationalités une chaîne d'Etats organisés, avec des institutions civilisées et des frontières intactes. N'est-il pas évident pour tout le monde, excepté peut-être pour les anti-bolchévistes russes eux-mêmes, que leur refus constant de reconnaître les puissants aggrégats des peuples non-russes et de s'accorder avec eux, est la cause de leur défaite. Ils n'ont qu'un espoir de gagner la partie, c'est en convainquant franchement les Etats frontières qu'ils n'ont pas l'intention d'user de la victoire contre eux.

Le devoir des Alliés.

Du *Spectator* du 22 novembre :

Les puissances alliées devraient faire deux choses : la première de toutes, ordonner aux partis belligérants de la Russie d'arrêter le combat. C'est le besoin fondamental du moment. Mais il y a autre chose que les Alliés doivent faire sans délai : ils doivent venir à une décision en ce qui touche l'Ukraine, qui comme l'a dit M. Lloyd George, est une contrée mystérieuse. Pour l'instant, patriotes russes et bolchévistes déclarent que l'Ukraine n'est pas plus distincte de la Russie que le Yorkshire ne l'est de l'Angleterre. Mais les Ukrainiens prétendent que tout le sud de la Russie leur appartient. La vérité gît peut-être entre les deux extrêmes, mais en tout cas on n'arrivera pas à la justice par la guerre civile entre les trois parties opposées. Nous savons que la décision des Alliés de reconnaître les Etats frontières sera vivement ressentie par beaucoup de Russes patriotes. Mais ils se souviendront que si les Etats n'ont pas fait cause commune avec eux contre le bolchévisme, c'est par la crainte que le triomphe de Koltchak et de Dénikine ne signifiât le rétablissement du régime russe haï et redouté de l'Esthonie, de la Lettonie et des autres Etats. Si plus tard ces petits Etats regrettent leur séparation de la Russie, ils pourront se réunir à elle de leur plein gré, mais à présent c'est le devoir absolu des Alliés de leur donner l'occasion de montrer qu'ils peuvent diriger eux-mêmes leurs propres affaires. La Russie, débarrassée de tous ses appendices, sera encore un vaste pays dont l'administration pourra mettre à l'épreuve ses plus sages hommes d'Etat.

Il faut consolider l'indépendance des Etats de l'ancienne Russie.

Le lieutenant-colonel Rousset écrit dans le *Petit Parisien* du 5 :

Le danger actuel qui n'est pas niable provient presque uniquement de la politique flottante que les Alliés ont suivie à l'égard des petites nationalités détachées de l'ancienne Russie. Il n'est pas niable que l'inertie de la Finlande, de l'Esthonie, de la Lettonie a perdu Youdenitch et que l'incertitude de leur sort futur a paralysé la Pologne et l'Ukraine, dont le concours aurait pu être si utile. Il fallait rassurer ces divers pays sur leur statut de demain et consolider leur indépendance par un appui moral officiellement donné. Est-il trop tard pour le faire ? Non, mais il est juste temps, car si l'Entente s'efface, l'Allemagne, elle, apparaîtra aussitôt et toute vaincue qu'elle est, s'installera à la place de son vainqueur...

Les internés ukrainiens en Italie.

Il Tempo, du 21 novembre, écrit :

Il y a à l'Asinara environ 2000 sujets ukrainiens ; on ne comprend pas vraiment pourquoi ils ne sont pas rendus à leur pays duquel ils sont absents depuis longtemps.

Il y a trois ou quatre ans ces Ukrainiens arrivaient en Occident engagés dans le corps d'expédition russe qui devait combattre sur le front franco-allemand. Quand la révolution russe éclata, ce corps d'expédition, loin de combattre sur le front, fut envoyé dans plusieurs camps de concentration avec d'autres internés. Le groupe formé par les Ukrainiens, ainsi que d'autres soldats provenant d'autres régions de l'ancien empire, fut interné à l'Asinara. Et il est resté là en attendant de pouvoir prendre la route du retour.

Quand l'Entente décida d'aider dans leur entreprise Koltchak et Dénikine, des délégués de ce dernier allèrent en Italie et obtinrent du gouvernement de pouvoir traiter avec les internés de l'Asinara pour les obliger à s'enrôler dans la légion des volontaires russes décidés à combattre contre le gouvernement maximaliste. Les Ukrainiens refusèrent de s'engager dans une semblable campagne et quand une mission pour les prisonniers de guerre arriva à Rome pour se mettre en rapport avec le gouvernement, ils demandèrent son intercession, par une demande signée par les intéressés, afin de pouvoir retourner dans leur patrie pour s'enrôler dans l'armée de Petlioura.

Le gouvernement ayant fixé le principe de pleine liberté en ce qui concernait leur destination, on aurait pu supposer que leur choix serait respecté. Eh bien ! non, cela n'a pas été ainsi. D'abord on déclara que leur voyage par mer serait autorisé jusqu'à Galata ou Constance, d'où ils auraient continué par la Roumanie vers leur pays. Mais ensuite on ne fit plus rien.

Il y a quelques jours le ministre des Affaires étrangères transmettait, à l'improviste, au ministre de la Guerre l'ordre de faire embarquer les internés de l'Asinara sur le torpilleur *Potacciano*, à destination d'Odessa. La mission Ukrainienne a aussitôt protesté contre un itinéraire de ce genre qui fait craindre un enrôlement forcé dans les troupes de Dénikine.

Bien que le ministre des Affaires étrangères ait assuré que l'Ambassade russe à Rome, qui exerce toujours ses fonctions diplomatiques au nom des gouvernements qui luttent en Russie contre le gouvernement léniniste, a exclu péremptoirement une semblable possibilité, toutefois la mission ukrainienne ne cesse de protester pour que les internés de l'Asinara soient débarqués dans un port roumain, si l'on ne veut pas consentir à leur voyage par terre à travers la Yougo-Slavie.

Les choses en sont là. Etant donné l'utilité d'avoir des rapports cordiaux avec l'Ukraine, nous nous permettons de faire observer que leur requête légitime devrait être satisfaite.

Le Choeur national ukrainien a Paris.

De M. Raymond Charpentier, dans *Comoedia*, du 8 novembre :

Au contact du Choeur national ukrainien, nous éprouvons l'impression qu'il a dû réussir pleinement. Comme ces gens-là sont loin de notre pitoyable état d'esprit, comme on sent en eux la foi. Admirons cette soumission spontanée à l'idée commune et cet attachement à l'art qu'ils servent — avec quelle dévotion. A leurs yeux M. Koschitz n'est pas seulement un conducteur, mais une espèce de dieu sous la loi duquel on se courbe admirativement. Voilà pourquoi il peut tout obtenir. Sa maîtrise, il est vrai, s'impose. Elevé à l'école de Félix Motl, j'ai retrouvé chez M. Koschitz ce geste onctueux de dominateur, cette liberté dans la manière de conduire, cette bonhomie un peu naïve, cette précision et cette souplesse, cette fascination par quoi se distinguait jadis le grand défenseur allemand de notre Berlioz. M. Koschitz crée sur le moment l'oeuvre qu'il dirige. Ses interprétations d'une même oeuvre, loin d'être figées par le travail formidable des répétitions, varient pour ainsi dire à l'infini. C'est un chef dans toute l'acception du mot. Ses troupes, en outre de l'obéissance passive, se signalent par un goût musical héréditaire, les voix sont belles et justes. Justes à tel point que dans les nuances les plus fines le son reste toujours d'une pureté absolue. Jamais de bavures, soit dans les rythmes les plus capricieux, soit dans les inflexions vocales les plus audacieuses. Les exécutions du Choeur national demeurent impeccables. Mais elles sont encore beaucoup mieux que cela. Rien n'y manque, pas même ces impondérables qui par le fait d'une sorte de fluide insinuant, provoquent le rayonnement tout alentour et suscitent l'exaltation.

Si la mélopée russe est au fond empreinte de désespérance, l'art national ukrainien reste toujours robuste avec des étincelles de gaieté. Il est également d'une complexité à laquelle on n'est pas accoutumé en cette matière. Le Folklore de ces pays comporte, sous une simplicité linéaire ingénue, des contrepoints et des contre-sujets extrêmement riches. Les compositeurs, disciples de Lyssenko, en notant ces parties accessoires, n'ont fait que prolonger un travail de perfectionnement et de sélection opéré d'instinct par le peuple.

Deux heures de choeurs a capella, chantés dans une langue étrangère et qui se terminent par quatre bis, voilà qui fixe mieux que je ne saurais le faire le caractère du succès exceptionnel de cette soirée.

L'Europe et les allogènes de Russie.

Le général Verraux écrit, entre autres, dans *L'Oeuvre* du 29 novembre :

De la Baltique à la mer Noire et à la Caspienne, une chaîne ininterrompue existe dont les anneaux sont constitués par les peuples allogènes qui réclament leur retour à l'indépendance de jadis et qui se sont déclarés tout de suite prêts à résister sous des gouvernements démocratiques et républicains à l'emprise soviétique. En face d'eux se dressait, et c'était fatal, la contre-révolution. Tous ceux qui regrettaient le pouvoir déchu et les avantages qu'ils en tiraient, pouvaient espérer profiter de la mésentente entre les Petits-Russes et les Grands-Russes pour le rétablir sous un sceptre quelconque... Quelle a été l'attitude des démocraties d'Europe ? Elles ont eu peur de la première fraction (pouvoir bolchéviste), elles n'ont pas compris la deuxième (constitution des petits Etats), elles ont favorisé la troisième, la contre-révolution, c'est-à-dire la seule qui ne fût pas démocratique.

Cette dernière est vaincue néanmoins en raison de son insuffisance, de ses maladresses et de ses exactions. La deuxième, à force d'avoir été dédaignée, ou bien se réserve, comme les Esthoniens, ou bien succombe, comme les Ukrainiens de Petliura, dans une atroce misère...

Le « Temps » et le problème russe.

On lit dans le *Temps* du 4 décembre (Bulletin du jour) :

Tandis que M. O'Grady prépare un accord avec les bolchévistes, d'autres informations nous apprennent qu'on vient d'agiter à Londres un projet tout différent, si différent qu'il y aurait là une contradictoin à éclaircir. Dans certains milieux britanniques on suggérerait aux patriotes russes, partisans de l'amiral Koltchak et du général Dénikine, de demander la réunion d'une conférence où ils siégeraient avec les représentants des Etats limitrophes et des nationalités allogènes sous le patronage des Alliés. Comme ce programme n'a fait l'objet d'aucune communication officielle, on peut en parler tout à fait librement... Mais la véritable question serait de savoir si pour réaliser cette idée la méthode est bonne et le moment opportun. Les problèmes de frontières et d'autonomies sont tous délicats, mais ils ne le sont pas tous au même degré. Ne vaudrait-il pas mieux les traiter un à un. De plus on se demande comment les Alliés joueraient actuellement le rôle d'arbitres. Le général Dénikine a appris comme tout le monde par les déclarations du gouvernement britannique qu'il ne recevrait plus d'aide à partir du printemps prochain. Ses partisans ont lu comme nous ce que M. Lloyd George disait le 17 novembre au sujet de la politique qui consiste à reconstruire une Russie unifiée : « Ce n'est pas à moi de dire si c'est là une politique qui convient à l'empire britannique. Il y eut un grand homme d'Etat, un homme de grande imagination, qui n'appartenait certes pas au parti auquel j'appartiens, et qui regardait une grande, une gigantesque, une colossale Russie, grossissant et s'avançant à la façon d'un glacier vers la Perse et vers les frontières de l'Afghanistan et de l'Inde, comme la plus grande menace à laquelle l'empire britannique pût être exposé. »

Lord Beaconsfield, dont Lloyd George invoquait ainsi le témoignage inattendu, n'a pas toujours eu l'imagination heureuse... Mais quoi qu'il en soit, sa doctrine ne nous paraît pas particulièrement qualifiée pour présider au tracé des frontières russes...

QUELQUES ADRESSES

1. — Délégation ukrainienne de la Paix, Président : M. le comte Michel de Tyszkewicz, 37, rue de La Pérouse, **Paris XVI.** (Tél. Passy 33.87.)
2. — Mission ukrainienne en Suisse, M. Nicolas de Wassilko, 39, rue du Marché. **Berne.** (Tél. 65.98.)
3. — Légation ukrainienne en Autriche, Alleegasse, 29. **Vienne.**
4. — Légation de l'Ukraine en Allemagne, M. M. Porsch, 10, Kronprinzenufer, **Berlin.**
5. — Légation de la République ukrainienne en Hongrie, M. N. Galagan, Hôtel Dunapolata 34, **Budapest.**
6. — Mission ukrainienne aux Pays-Bas, M. Yakovliv, Bezuidenhoutscheweg No 125, **La Haye.**
7. — Mission ukrainienne pour la Suède et la Norvège, M. Losski, Karlbergsvägen 43 b, **Stockholm.**
8. — Bureau ukrainien de Presse en France, 11, Rue Bassano, **Paris (XVI).**
9. — Conseil national ukrainien en France, M. Jakimtchouk, secrétaire, 3, rue de Chevreuse, **Paris.**
10. — Société ukrainienne « Hromada », M. Exemplarsky, président, 5, rue Gay-Lussac, **Paris VI.**
11. — Ukrainian National Committee, 70, Fifth Avenue. **New-York City.**
12. — Committee of the Union of Ukrainian Women, 203, Plumer Avenue, **Detroit. Mich.**
13. — The Ukrainian Federation of the United States, 19 et 21 East 7 th Street, and 303-Fifth Avenue, New-York City.
14. — Ukrainian Press fund, 521, Olive Street, **Scranton.**
15. — Mission ukrainienne de la Croix-Rouge, Dr Kholodny, président. Eisenacherstr. 10, **Berlin** W. 30.
16. — Chef de la Mission diplomatique ukrainienne en Grèce, M. Matouchevsky, **Athènes.**
17. — Chef de la Mission extraordinaire en Italie, M. D. Antonovitch, Hôtel Excelsior, **Rome.**
18. — Ukrainisches Pressedepartement, M. Singalevitch, Hôtel de France, **Vienne.**
19. — Central Ukrainian Committee. H.-A. Mackies, M. D. P. 590 Pritchard Ave. **Winnipeg,** Man.
20. — Bureau de Presse ukrainien en Hollande. Laan Copes van Cattenburch, 36. **La Haye.**
21. — Mission ukrainienne au Danemark, M. D. Levitsky, Upsala Gade, 24, **Copenhague.**
22. — Mission ukrainienne en Tchéco-Slovaquie Hôtel Central, **Prague.**
23. — Mission ukrainienne en Angleterre, M. Stakhovski, 75, Cornwall Gardens South Kensington. **Londres.**
24. — Rédaction de la Voce dell'Ucraina, 163, Via Torino, **Rome.**
25. — Chambre de Commerce Ukraino-Suisse, 18, rue du Marché, **Genève.**
26. — Mission militaire pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Allemagne, Dr Woïewidka, Kurfürstenstrasse, 83, **Berlin.**
27. — M. Alexandre Sévriuk, Chef de la Mission pour les prisonniers de guerre ukrainiens en Italie. Grand Hôtel, **Rome.**
28. — La Mission Ukrainienne sanitaire pour l'assistance aux prisonniers de guerre ukrainiens en Europe centrale et méridionale. **Vienne, I,** Biberstrasse 26/7 ; chef : Général Dr André Okopenko.
29. — La Filiale à Prague. Smichof Karlova, 13. Chef : Dr Dmytro Horbenko.
30. — La Filiale à Budapest. Dunapolata Hôtel. Chef : Colonel Sikewytsch.
31. — La Filiale à Innsbruck. Chef : Capitaine Kyrytza.
32. — Rédaction de la « Wolia », **Wien,** VI, Linke Wienzeile No 40-38.

Editeur : W. Stepankowski.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.